MINISTERE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

PROJET DE LOI DE FINANCES 2027



Septembre 2026

SOMMAIRE

I. NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT 2027 1-27

II. TEXTE DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2027 28-101

III. BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027 102-264

IV. DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2027-2029 265-349

V. AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES 350-1399

- Etat A : Stratégie d'Endettement Public du Mali à Moyen Terme.....351-381
- Etat B : Plafond d'emploi 382-388
- Etat C : Répartition des Crédits du Budget Général par Dotation et Programme.....389-396
- Etat D : Répartition des Crédits des Budgets Annexes par Programme 397-399
- Etat E : Répartition des Crédits des Comptes Spéciaux du Trésor par Programme 400-401
- Etat F : Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics et aux Collectivités Territoriales.....402-490
- Etat G : Tableau de Classifications Fonctionnelle et Economique des Dépenses 491-500
- Etat H : Tableau de Classifications Administrative et Fonctionnelle des Dépenses.....501-513
- Etat I : Tableau de Classifications Administrative et Economique des Dépenses.....514-524
- Etat J : Liste des dotations et programmes.....525-534
- Etat K : Programme Triennal d'Investissement.....535-675
- Etat L : Restes à Payer.....676-705
- Etat M : Plan de Trésorerie Mensualisé.....706-708
- Etat N : Echéances courantes de la dette.....709-721
- Etat P : Statistiques sur les Emplois créés.....722-733
- Etat Q : Subvention à l'Energie du Mali (EDM-SA) 734-737
- Etat R : Liste des Taxes Parafiscales et leur Evaluation.....738-739
- Etat S : Annexe sur les Dépenses Fiscales 740-1107
- Etat T : Restes à Recouvrer.....1108-1112
- Etat U : Annexe fiscale 1113-1138
- Etat V : Annexe sur le Genre 1139-1326
- Etat W : Annexe sur les risques budgétaires 1327-1399

VI. SITUATION D'EXECUTION AU 30 JUIN 2026 1400-1437

NOTE DE PRESENTATION

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

NOTE DE PRÉSENTATION DU BUDGET DE L'ÉTAT 2027

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

A. Environnement économique international[1]

Le processus de préparation du budget de l'État pour l'exercice 2027 se déroule dans un contexte marqué par un ralentissement modéré de l'économie mondiale. Celui-ci résulte notamment du choc négatif sur l'offre provoqué par le conflit au Moyen-Orient, malgré l'accélération du cycle technologique mondial portée par l'intelligence artificielle.

Selon les perspectives économiques révisées de juillet 2026 du FMI, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,0% en 2026 avant de remonter à 3,4% en 2027, en demeurant inférieure à la moyenne de 3,5% observée en 2024-2025. L'inflation mondiale non corrigée[2] devrait, quant à elle, passer de 4,1% en 2025 à 4,7% en 2026, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, avant de redescendre à 3,9% en 2027.

Dans les pays avancés, la croissance devrait légèrement ralentir pour s'établir à 1,7% en 2026, contre 1,9% en 2025, avant de se stabiliser à 1,8% en 2027.

Dans la zone euro, la croissance pénalisée par le renchérissement de l'énergie et la faiblesse de la confiance des consommateurs devrait fléchir à 0,9% en 2026 contre 1,4% en 2025, avant de remonter à 1,2% en 2027.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance devrait ralentir, passant de 4,5% en 2025 à 3,8% en 2026, avant de se redresser à 4,5% en 2027.

En Chine, la croissance devrait fléchir à 4,6% en 2026 puis à 4,1% en 2027 contre 5,0% en 2025, sous l'effet de la hausse des cours mondiaux du pétrole et de difficultés structurelles persistantes.

En Russie, la croissance devrait rester modeste à 1,1% en 2026 et en 2027, contre 1,0% en 2025. L'augmentation des recettes issues des exportations, sous l'effet de la hausse des cours des produits de base liée à la guerre au Moyen-Orient, apporte un soutien à l'économie, dans un contexte de sanctions internationales toujours en vigueur.

[1] **FMI, Perspectives Economiques Mondiales (PEM) avril 2026, mises à jour, juillet 2026.**

[2] L'inflation mondiale non corrigée : C'est l'inflation globale sans élimination de la hausse saisonnière de certains produits tels que : l'énergie et des denrées alimentaires.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait légèrement baisser, passant de 4,5% en 2025 à 4,3% en 2026 avant de repartir à la hausse pour atteindre 4,5% en 2027, tandis que l'inflation devrait redescendre passant de 12,5% en 2025 à 8,8% en 2026 et 2027. Ce chiffre masque toutefois d'importants écarts entre pays selon leur marge de manœuvre budgétaire, l'avancement de leurs réformes et leur exposition aux chocs extérieurs. Dans un scénario de guerre prolongée au Moyen-Orient, la production régionale pourrait toutefois reculer de 0,6% en 2026 et de 0,4% en 2027 par rapport aux niveaux d'avant-guerre, avec une hausse de l'inflation de 2,4 points de pourcentage en 2026.

Dans la zone UEMOA, en dépit des menaces persistantes liées à l'insécurité et au changement climatique, la croissance économique devrait rester solide à 5,5% en 2026 et 2027, quoiqu'en baisse de 0,9 point de pourcentage par rapport à 2025. L'inflation moyenne, revenue à un niveau très bas de 0,2% en 2025, devrait remonter à 1,9% en 2026, puis à 2,1% en 2027. Toutefois, les crises politiques et institutionnelles dans la sous-région, conjuguées à la persistance des tensions au Moyen-Orient, continuent de peser sur ces perspectives, avec un risque de renchérissement des prix des produits de première nécessité et de resserrement des conditions financières.

Tableau 1 : Croissance et inflation dans certaines régions.

Zones	Taux de croissance du PIB (%)			Inflation en%		
	2025	2026	2027	2025	2026	2027
Monde	3,5	3,0	3,4	4,1	4,7	3,9
Pays avancés	1,9	1,7	1,8	2,5	3,0	2,4
Zone Euro	1,4	0,9	1,2	--	--	--
Pays émergents et en développement	4,5	3,8	4,5	5,2	5,8	4,8
Chine	5,0	4,6	4,1	--	--	--
Russie	1,0	1,1	1,1	--	--	--
Afrique subsaharienne	4,5	4,3	4,5	12,5	8,8	8,8
UEMOA	6,4	5,5	5,5	0,2	1,9	2,1

***Source** : FMI, Perspectives économiques mondiales et régionales, avril 2026 ; Mises à jour, juillet 2026.*

B. Environnement économique national

Les hypothèses spécifiques sur l'environnement économique national s'appuient sur la poursuite de la mise en œuvre des différentes réformes entamées par le Gouvernement de Transition dans les secteurs prioritaires. Elles intègrent également la dynamique de renforcement des axes de coopération du Mali dans le cadre de la Confédération des États du Sahel, porteuse d'opportunités à travers la dynamisation des échanges au sein de l'espace confédéral.

Dans ce contexte et malgré les turbulences persistantes de la conjoncture internationale, notamment les guerres au Moyen-Orient et en Ukraine, les perspectives macroéconomiques du Mali demeurent rassurantes. Elles reposent notamment sur l'hypothèse de la situation sécuritaire maîtrisée par le Gouvernement de Transition.

En 2027, l'économie nationale connaîtrait un nouveau regain de croissance, avec un taux projeté à 6,5%, contre 6,3% attendu à la fin de 2026. Cette croissance serait soutenue par des programmes ambitieux d'investissements retenus dans **« Mali kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma »** et la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable (SNEDD 2024-2033). Ainsi les actions qui auront un impact important sur la croissance en 2027 sont entre autres :

- le renforcement des actions visant à accroître la production énergétique à travers la réalisation de plusieurs infrastructures de productions énergétiques (les centrales solaires de Safo Phases I et II, de Koulikoro, de Sanankoroba, Tiagadougou, les barrages hydrauliques de Tiéfala et de Kourouba) ;
- le renforcement des infrastructures hospitalières (la poursuite de la construction de 15 hôpitaux et de centres de santé) ;
- la mise en œuvre d'un vaste programme de construction d'infrastructures scolaires au niveau des différents ordres d'enseignement ;
- des travaux d'aménagement routier ;
- des investissements dans le renforcement du tissu industriel avec la création de sociétés d'Etat ;
- le renforcement des mesures structurelles visant l'amélioration du climat des affaires et la promotion du secteur privé en mettant un accent particulier sur les domaines agro-industriel et de l'extraction minière ;
- la consolidation de la stabilité de la situation sécuritaire permettant d'augmenter la part des ressources budgétaires affectées aux dépenses d'investissements, notamment dans le secteur des infrastructures socioéconomiques de base (routes, éducation, santé, aménagement de périmètres agricoles et sylvopastoraux, etc.) ;
- la poursuite du processus d'opérationnalisation des nouvelles mines d'or et de lithium ;
- la promotion de la productivité et de la compétitivité des micro, petites et moyennes entreprises nationales à travers la commande publique et la poursuite de la mise en œuvre de la loi régissant le contenu local.

Tous les secteurs d'activité devraient enregistrer une croissance solide, les secteurs tertiaire et secondaire constituant les principaux moteurs de la croissance en 2027. La valeur ajoutée cumulée des trois secteurs contribuerait à hauteur de 5,8 points de pourcentage à la croissance du PIB réel. Les impôts et taxes nets sur les produits y ajouteraient 0,7 point de pourcentage.

Le secteur primaire, qui représenterait 31,8% du PIB en 2027 contre 30,8% en 2026, devrait croître de 4,9% en 2027, contre 4,8% en 2026. Cette croissance serait principalement portée par les branches Pêche et aquaculture (+6,2%), Sylviculture et exploitation forestière (+6,0%), Agriculture riz (+5,0%) et Agriculture hors riz et coton (+5,2%). Le secteur primaire contribuerait à la croissance du PIB réel à hauteur de 1,5 point de pourcentage en 2027.

Le secteur secondaire, qui représenterait 28,7% du PIB en 2027 contre 28,0% en 2026, enregistrerait une croissance de 7,1% en 2027 contre 6,5% attendue en 2026. Il est porté principalement par les branches Ciment (+10,5%), Or (+9,4%), Autres industries (+7,4%), Autres minerais métalliques (+6,5%) et Construction (+5,0%). Le secteur secondaire contribuerait à la croissance du PIB réel à hauteur de 2,0 points de pourcentage en 2027.

Le secteur tertiaire, qui représenterait 32,5% du PIB en 2027 ou 39,5% en incluant les impôts nets sur les produits, contre 34,2% ou 41,1% en 2026, devrait croître de 6,7% en 2027, contre 6,9% en 2026. Hors impôts nets sur les produits, il contribuerait à la croissance du PIB réel à hauteur de 2,3 points de pourcentage. Cette croissance reposerait principalement sur la bonne tenue des branches Commerce (+11,4%), Services financiers et assurances (+6,9%), Transport et entreposage (+5,9%) et Information et communication (+5,5%). Les autres branches, notamment Autres services marchands et Services d'administration publique, contribueraient également à la performance globale du secteur.

Du côté de la demande, la consommation finale contribuerait à la croissance économique à hauteur de 3,9 points de pourcentage et représenterait près de 82,4% du PIB en 2027, contre 83,1% en 2026. Elle serait portée essentiellement par la consommation des ménages, qui représenterait 67,4% du PIB et contribuerait à la croissance à hauteur de 3,6 points de pourcentage.

Quant à la formation brute de capital fixe, elle augmenterait de 8,8% en 2027 contre 5,4% en 2026 et contribuerait à hauteur de 2,0 points de pourcentage à la croissance du PIB réel.

II. CADRAGE BUDGÉTAIRE 2027

Les objectifs et les orientations de la politique budgétaire pour 2027 sont définis sur la base des perspectives macroéconomiques, des engagements pris par le Gouvernement ainsi que des priorités retenues dans la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable (SNEDD 2024-2033), issue de **« Mali kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma ».**

A. Hypothèses des prévisions du budget 2027

Les prévisions budgétaires 2027 sont établies sur la base des prévisions de croissance économique de 6,5% contre 6,3% attendue en 2026. L'inflation, mesurée par la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation, est projetée à 2,5% en 2027 contre 2,8% attendu en 2026.

Tableau 2 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2027.

Libellés	2025	2026	2027
PIB nominal (Mds FCFA)	17 357,8	19 182,2	20 666,8
Taux de croissance du PIB réel	5,6%	6,3%	6,5%
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	2,3%	2,8%	2,5%

Source : INSTAT, CPM, Juin 2026.

Les hypothèses macroéconomiques indiquées dans le tableau 2 ont été utilisées pour déterminer les objectifs de la politique budgétaire en 2027.

B. Objectifs et orientations budgétaires 2027

1 Objectifs de la politique budgétaire

Pour l'exercice 2027, la politique budgétaire vise à maintenir un solde budgétaire global compatible avec la viabilité de la dette publique. Le solde budgétaire global (dons inclus) s'améliorerait sensiblement et s'établirait à -2,4% du PIB contre -2,9% attendu en 2026.

Les recettes fiscales nettes connaîtraient un regain de croissance en s'établissant à 15,8% du PIB, soit 1,5 point de pourcentage de plus que dans la loi de finances rectificative 2026. Les dons demeureraient stables à environ 0,4% du PIB.

Les dépenses courantes reviendraient à 13,9% du PIB en 2027 contre 14,3% dans la loi de finances rectificative 2026, tandis que les dépenses en capital se renforceraient en atteignant 5,7% du PIB en 2027 contre 4,5% dans la loi de finances rectificative 2026.

Le tableau 3 présente les cibles des principaux agrégats budgétaires.

Tableau 3 : Agrégats[3] budgétaires pour 2026-2027.

Agrégats	LFR 2026	PLF 2027
Recettes fiscales brutes (% PIB)	14,9%	16,2%
Recettes fiscales nettes	14,3%	15,8%
Recettes non fiscales (% PIB)	0,7%	0,3%
Dons / (% PIB)	0,4%	0,4%
Dépenses courantes (% PIB)	14,3%	13,9%
Dépenses en capital (% PIB)	4,5%	5,7%
Solde global dons inclus (%PIB)	-2,9%	-2,4%
Solde global dons exclus (%PIB)	-3,3%	-2,8%
Solde budgétaire de base (%PIB)	-2,4%	-2,0%
Solde primaire (%PIB)	-1,6%	-0,9%
Masse salariale /Recettes fiscales	41,2%	38,8%
Masse salariale / (% PIB)	5,9%	6,1%

***Source** : DGB, DGTCP, 2026.*

2 Orientations de la politique budgétaire

Les orientations budgétaires pour l'atteinte des objectifs susmentionnés s'inscrivent essentiellement dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre des Réformes de la Gestion des Finances Publiques au Mali, ainsi que des recommandations issues du PEFA, de l'évaluation de la mise en œuvre du budget-programmes et des missions d'assistance technique du FMI (PIMA, risques budgétaires). Conformément aux priorités édictées par le Gouvernement de Transition, il s'agira de poursuivre les efforts d'amélioration de la collecte des recettes en s'appuyant sur la digitalisation, d'une part, et de rationaliser les dépenses de fonctionnement des administrations publiques, d'autre part.

[3] Ces agrégats sont issus de la présentation des données budgétaires suivant la nomenclature du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE 1986). Aussi, les ratios des recettes fiscales (brutes et nettes) correspondent aux objectifs des services d'assiette et, par conséquent, n'incluent pas les recettes fiscales affectées au Fonds de soutien aux projets d'infrastructures de base et de développement social.

En matière de recettes, l'accent sera mis sur la poursuite des réformes pour l'amélioration de l'efficacité des 'administrations fiscales, douanières et domaniales, avec comme objectif l'augmentation durable des recettes de l'État.

Les mesures phares porteront essentiellement sur :

- l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la fiscalisation des nouvelles économies ;
- l'accélération du processus d'adoption des textes relatifs à la taxation des propriétés foncières, bâties et non bâties ;
- la poursuite des mesures de rationalisation et de modernisation de la législation fiscale ;
- la poursuite du déploiement de la téléprocédure (télédéclaration, télépaiement, E-quitus, etc.) ;
- le renforcement du contrôle multidisciplinaire à travers le recoupement d'informations entre les administrations ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la loi déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières au Mali, à travers notamment le toilettage de l'annexe au Code Général des Impôts (CGI) ;
- la maîtrise de l'érosion des recettes fiscales sur les produits pétroliers ;
- la meilleure gestion du portefeuille de l'État et l'amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;
- le suivi rapproché de la performance des structures par l'extraction automatique et l'analyse des indicateurs de performance ;
- l'amélioration du civisme fiscal et le dénouement rapide des contentieux fiscaux ;
- l'exploitation des avantages du Code minier adopté en 2023 ;
- la poursuite de la digitalisation des moyens de paiement dans les structures de l'Administration.

En matière de dépenses, les actions visant à améliorer la qualité de la dépense publique porteront sur :

- la poursuite de la maîtrise de la masse salariale grâce à la mise en œuvre du pacte de stabilité sociale et de croissance ;
- la poursuite du renforcement du processus de sélection et de mise en œuvre des projets structurants, notamment dans le cadre de la Stratégie Nationale pour l'Émergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033) ;
- la mise en œuvre des recommandations de l'étude relative à l'évaluation du budget-programmes ;
- la poursuite de l'amélioration des processus de prévision et d'exécution budgétaire par le renforcement de l'analyse des risques budgétaires ;
- l'introduction de la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- la poursuite de la vulgarisation de l'information budgétaire à travers le budget citoyen.

III. SITUATION DES CRITÈRES DE CONVERGENCE DE L'UEMOA

Le Gouvernement de Transition accorde une attention particulière au suivi des critères et des normes de convergence communautaire de l'UEMOA. En 2027, le Mali respectera trois (03) critères sur cinq (05).

Tableau 4 : Position du Mali par rapport aux cinq (05) critères de convergence de l'UEMOA.

Critères de convergence	Norme UEMOA	2025	2026	2027
		Estimations	*LFR*	*PLFI*
Critères de premier rang				
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en% PIB	**≥ -3%**	**-1,6%**	**-2,9%**	**-2,4%**
Taux d'inflation	**≤ 3%**	**2,3%**	**2,8%**	**2,5%**
Encours de la dette publique rapporté au PIB	**≤ 70%**	**41,8%**	**38,8%**	**38,9%**
Critères de second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales	**≤ 35%**	41,6%	41,2%	38,8%
Taux de pression fiscale	**≥ 20%**	13,9%	14,3%	15,8%
Nombre de critères respectés		**3**	**3**	**3**

***Source** : DGTCP, DGB, DGDP, INSTAT, 2026.*

IV. DONNÉES CHIFFRÉES DE LA LOI DE FINANCES

A. Opérations budgétaires

Les opérations budgétaires portent sur les recettes et les dépenses.

1 Recettes budgétaires

Les prévisions des recettes budgétaires pour l'exercice 2027 s'établissent à 3 866,635 milliards de FCFA, contre 3 372,895 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une augmentation de 493,740 milliards de FCFA correspondant à une hausse de 14,64%, imputable à l'augmentation des recettes prévues du budget général et des Comptes spéciaux du Trésor.

Le détail des prévisions des recettes budgétaires pour 2027 est donné dans le tableau 5.

Tableau 5 : Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat pour 2027[4].

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2026		PLF 2027	Variation/ initial		Variation/ rectifié	
	Initiale	Rectifiée		Montant	%	Montant	%
Budget général	**2 934,832**	**3 084,832**	**3 547,317**	**612,485**	**20,87**	**462,485**	**14,99**
Dons projets et legs	75,000	75,000	75,000	0,000	0,00	0,000	0,00
Recettes fiscales nettes	2 702,353	2 852,353	3 402,043	699,690	25,89	549,690	19,27
dont Fonds de soutien	*100,000*	*100,000*	*146,136*	*46,136*	*46,14*	*46,136*	*46,14*
Recettes non fiscales	27,838	27,838	30,934	3,096	11,12	3,096	11,12
Dons programmes et legs	2,001	2,001	0,532	-1,469	-73,40	-1,469	-73,40
- *ABS*	*2,001*	*2,001*	*0,532*	*-1,469*	*-73,40*	*-1,469*	*-73,40*
- *ABG*	*0,000*	*0,000*	*0,000*	*0,000*	-	*0,000*	-
Recettes exceptionnelles	18,990	18,990	13,808	-5,182	-27,29	-5,182	-27,29
- *Allègement de la dette*	*3,990*	*3,990*	*3,808*	*-0,182*	*-4,56*	*-0,182*	*-4,56*
- *Contribution du PMCI*	*15,000*	*15,000*	*10,000*	*-5,000*	*-33,33*	*-5,000*	*-33,33*
Produits financiers	108,650	108,650	25,000	-83,650	-76,99	-83,650	-76,99
Budgets annexes	**8,903**	**8,903**	**8,903**	**0,000**	**0,00**	**0,000**	**0,00**
Ventes de produits	5,028	5,028	5,028	0,000	0,00	0,000	0,00
Recettes non fiscales	1,566	1,566	1,566	0,000	0,00	0,000	0,00
Recettes exceptionnelles	2,278	2,278	2,278	0,000	0,00	0,000	0,00
Produits financiers	0,031	0,031	0,031	0,000	0,00	0,000	0,00
Comptes spéciaux du Trésor	**114,057**	**279,159**	**310,414**	**196,358**	**172,16**	**31,255**	**11,20**
Recettes fiscales	98,159	263,262	210,931	112,772	114,89	-52,331	-19,88
Recettes non fiscales	4,053	4,053	3,303	-0,750	-18,50	-0,750	-18,50
Transferts reçus d'autres budgets	11,814	11,814	11,150	-0,664	-5,62	-0,664	-5,62
Dons programmes et legs	0,030	0,030	0,030	0,000	0,00	0,000	0,00
Produits financiers			85,000	85,000	-	85,000	-
Total des recettes budgétaires	**3 057,792**	**3 372,895**	**3 866,635**	**808,843**	**26,45**	**493,740**	**14,64**

***Source** : DGB, 2026.*

1.1. Recettes du budget général

Les recettes du budget général sont fixées à 3 547,317 milliards de FCFA en 2027, contre un montant rectifié de 3 084,832 milliards de FCFA en 2026, soit une hausse de 462,485 milliards de FCFA, correspondant à un taux de 14,99%. Les prévisions des recettes du budget général se déclinent par nature de recettes comme suit :

1.1.1. Recettes fiscales nettes[5]

Les prévisions des recettes fiscales nettes, constituées d'impôts directs et indirects, sont fixées à 3 402,043 milliards de FCFA en 2027 contre 2 852,353 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit un accroissement de 549,690 milliards de FCFA, ou un taux d'augmentation de 19,27%. Cet accroissement s'explique principalement par les facteurs ci-après :

[4] Dans le tableau, les variations, les sous-totaux et le total général contiennent des arrondis effectués par l'outil Excel.

[5] Elles correspondent aux recettes brutes desquelles sont déduits les crédits de TVA qui sont inscrits au niveau des Comptes Spéciaux du Trésor.

- la hausse de la prévision de recouvrement du produit de la Taxe Ad Valorem (TAV) liée à l'évolution favorable du cours de l'once d'or ;
- l'évolution favorable du cours mondial du pétrole qui impacte directement la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) ;
- la hausse du montant issu des prélèvements au titre du Fonds de soutien aux projets d'infrastructures de base et de développement social ;
- la création de la contribution spéciale de solidarité.

1.1.2. Recettes non fiscales

Les prévisions des recettes non fiscales s'élèvent à 30,934 milliards de FCFA en 2027 contre 27,838 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une hausse de 3,096 milliards de FCFA ou un taux d'augmentation de 11,12%.

1.1.3. Dons projets, dons programmes et legs

Les dons budgétaires proviennent principalement des institutions internationales et des gouvernements étrangers. Pour 2027, leur montant est estimé à 75,532 milliards de FCFA, contre une enveloppe prévisionnelle de 77,001 milliards de FCFA en 2026 ; ils seraient ainsi en baisse de 1,469 milliard de FCFA, soit un taux de diminution de 1,91%. Ce montant se décompose en dons projets, fixés à 75,000 milliards de FCFA comme en 2026, et en dons programmes, attendus à hauteur de 0,532 milliard de FCFA contre 2,001 milliards de FCFA en 2026.

Pour l'exercice 2027, les dons programmes seront constitués uniquement de l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) provenant de la Coopération suisse dans le cadre du Programme d'Appui à la Gouvernance Inclusive (PAGI). Une enveloppe de 0,532 milliard de FCFA est annoncée à ce titre, contre une annonce de 2,001 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026.

Les prévisions de l'ABS est donnée dans le tableau 6.

Tableau 6 : Prévisions de l'Appui budgétaire sectoriel.

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaire Technique et Financier	LF 2026		PLF 2027	Variation/ initial		Variation/ rectifié	
	Initiale	Rectifiée		Montant	%	Montant	%
Appui budgétaire sectoriel décentralisé (ABSD) de la Coopération Suisse	2,001	2,001	0,532	-1,469	-73,40	-1,469	-73,40
Total	**2,001**	**2,001**	**0,532**	**-1,469**	**-73,40**	**-1,469**	**-73,40**

Source : DGB, 2026.

1.1.4. Recettes exceptionnelles

Pour 2027, les recettes exceptionnelles sont estimées à 13,808 milliards de FCFA contre un montant de 18,990 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une baisse de 5,182 milliards de FCFA ou un taux de diminution de 27,29%. Elles seront constituées de la contribution du Programme Moderne de Contrôles des Importations (PMCI) et des annulations de dettes, s'élevant respectivement à 10,000 milliards de FCFA et 3,808 milliards de FCFA.

1.1.5. Produits financiers

Les prévisions des produits financiers s'élèvent à 25,000 milliards de FCFA en 2027, contre 108,650 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une diminution de 83,650 milliards de FCFA correspondant à un taux de 76,99%. Cette diminution est consécutive à l'entrée en vigueur de l'Ordonnance n°2026-004/PT-RM du 2 mars 2026 portant création de la Société de Patrimoine minier du Mali (SOPAMIM-SA), qui affecte à cette société, par l'intermédiaire d'un compte d'affectation spéciale, les ressources correspondant aux dividendes de l'État dans les sociétés minières.

1.2. Recettes des budgets annexes

Les budgets annexes comprennent les budgets des Entrepôts Maliens au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo, en Guinée, au Ghana, en Mauritanie et au Bénin. Les prévisions de leurs recettes sont évaluées à 8,903 milliards de FCFA en 2027, soit le même montant qu'en 2026.

1.3. Recettes des Comptes Spéciaux du Trésor

Les recettes prévisionnelles des Comptes spéciaux du Trésor sont évaluées à 310,414 milliards de FCFA en 2027, contre un montant rectifié de 279,159 milliards de FCFA en 2026, soit une hausse de 31,255 milliards de FCFA correspondant à un taux d'augmentation de 11,20%. Cette hausse s'explique par la création d'un compte d'affectation spéciale destiné à recevoir, pour le compte de la SOPAMIM-SA, les dividendes versés par les sociétés minières.

Par ailleurs, deux (02) comptes d'affectation spéciale ne seront pas reconduits, à savoir le compte dénommé « Garantie Centrale Solaire Photovoltaïque 33 MWc à Ségou » et celui dénommé « Fonds de financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des activités minières ». Pour le premier compte, la suppression fait suite à l'abandon du projet de réalisation en BOOT (Build, Own, Operate and Transfert) de la Centrale Solaire Photovoltaïque 33 MWc à Ségou. Pour le second compte, la suppression s'explique par la création d'un fonds identique parmi les fonds miniers pour le second.

Par conséquent, en 2027, les Comptes spéciaux du Trésor seront au nombre de quinze (15)[6] et seront constitués exclusivement de comptes d'affectation spéciale. Il s'agit des comptes suivants :

- Fonds de Remboursement des crédits TVA ;
- Fonds National pour le Développement de la Statistique ;
- Fonds minier de développement local ;
- Fonds de réalisation des infrastructures énergétiques, hydrauliques et de transport ;
- Recettes des dividendes des Sociétés minières ;
- Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique ;
- Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant ;
- Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune ;

[6] Douze (12) CST dans la loi de finances initiale 2026 et seize (16) dans la loi de finances rectificative 2026.

- Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts ;
- Fonds d'Etude d'Impact Environnemental et Social ;
- Fonds de Développement de l'Eau ;
- Programme de Développement des Ressources Minérales ;
- Fonds de financement de la promotion du secteur minier ;
- Fonds de financement de la recherche géologique, du renforcement de capacité et de la formation ;
- Fonds National d'Appui à l'Agriculture.

2 Dépenses budgétaires

Les prévisions des dépenses budgétaires au titre de l'exercice 2027 s'élèvent, en crédits de paiement (CP), à 4 462,646 milliards de FCFA, contre 3 993,319 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une hausse de 469,326 milliards de FCFA correspondant à une progression de 11,75%. Les autorisations d'engagement (AE) prévues pour 2027 s'élèvent à 1 601,235 milliards de FCFA, contre 2 101,235 milliards de FCFA en 2026, soit une diminution de 500,000 milliards de FCFA correspondant à un taux de 23,80%. Les dépenses budgétaires sont présentées par nature, par type de programme et par fonction.

2.1 Présentation des dépenses budgétaires par nature

La répartition des prévisions des dépenses budgétaires par budget et par nature économique est présentée dans le tableau 7.

Tableau 7 : Prévisions des dépenses par budget et par nature économique[7].

(Montant en milliards de FCFA)

Natures Économiques	LF 2026		PLF 2027		Variation/ CP initiaux		Variation/ CP rectifiés	
	CP initiaux	CP rectifiés	AE	CP	Montant	%	Montant	%
Budget Général (1)	**3 455,257**	**3 705,257**	**1 494,242**	**4 143,328**	**688,071**	**19,91**	**438,071**	**11,82**
Dépenses ordinaires	**2 569,617**	**2 799,722**		**2 936,205**	**366,589**	**14,27**	**136,484**	**4,87**
Personnel	1 134,332	1 134,332		1 263,529	129,197	11,39	129,197	11,39
- Fonctionnaires de l'Etat	*811,018*	*810,859*		*924,993*	*113,975*	*14,05*	*114,134*	*14,08*
- Fonctionnaires des Collectivités Territoriales	*323,314*	*323,474*		*338,536*	*15,222*	*4,71*	*15,063*	*4,66*
Acquisitions de biens et services	722,353	947,159		886,496	164,143	22,72	-60,663	-6,40
- Matériel et fonctionnement	*249,556*	*224,201*		*282,192*	*32,636*	*13,08*	*57,990*	*25,87*
- Déplacement et mission	*72,714*	*52,980*		*120,661*	*47,947*	*65,94*	*67,681*	*127,75*
- Communication et énergie	*53,020*	*52,720*		*53,464*	*0,444*	*0,84*	*0,744*	*1,41*
- Autres dépenses	*359,805*	*630,000*		*443,133*	*83,329*	*23,16*	*-186,866*	*-29,66*
Charges financières de la dette	245,852	245,852		303,259	57,407	23,35	57,407	23,35
Transferts et subventions	454,070	459,369		469,912	15,841	3,49	10,54	2,29
dont Bourses	*18,666*	*18,423*		*19,292*	*0,627*	*3,36*	*0,869*	*4,72*
Dépenses en atténuation de recettes	13,009	13,009		13,009	0,000	0,00	0,000	0,00
Dépenses en capital	**885,640**	**905,535**	**1 494,242**	**1 207,123**	**321,483**	**36,30**	**301,588**	**33,30**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	885,640	905,535	1 494,242	1 207,123	321,483	36,30	301,588	33,30
dont financement sur le Fonds de soutien	*100,000*	*100,000*	*100,000*	*146,136*	*46,136*	*46,14*	*46,136*	*46,14*
Dépenses de transferts en capital	0	0	0	0	0		0	
Budgets annexes (2)	**8,903**	**8,903**	**2,208**	**8,903**	**0,000**	**0,00**	**0,000**	**0,00**
Comptes spéciaux du Trésor (3)	**114,057**	**279,159**	**104,785**	**310,414**	**196,358**	**172,16**	**31,255**	**11,20**
TOTAL GENERAL (1+2+3)	**3 578,217**	**3 993,319**	**1 601,235**	**4 462,646**	**884,429**	**24,72**	**469,326**	**11,75**

***Source* : DGB, 2026.**

[7] Dans le tableau, les variations, les sous-totaux et le total général contiennent des arrondis effectués par l'outil Excel.

2.1.1 Dépenses du budget général

Les dépenses du budget général pour 2027 sont fixées à 4 143,328 milliards de FCFA, soit 2 936,205 milliards de FCFA au titre des dépenses ordinaires et 1 207,123 milliards de FCFA au titre des dépenses en capital. Elles sont en progression de 11,82% par rapport à celles rectifiées de 2026.

Les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) tandis que les dépenses en capital sont inscrites à la fois en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement (CP).

2.1.1.1 Dépenses ordinaires

Les crédits de paiement relatifs aux dépenses ordinaires pour 2027 sont évalués à 2 936,205 milliards de FCFA contre 2 799,722 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une augmentation de 136,484 milliards de FCFA ou un taux de progression de 4,87%.

Les dépenses ordinaires se déclinent en dépenses de personnel, d'acquisitions de biens et services, de charges financières de la dette, de transferts et subventions et des dépenses en atténuation de recettes.

- Personnel :

Les crédits de paiement pour les charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des Collectivités Territoriales sont évalués en 2027 à 1 263,529 milliards de FCFA contre 1 134,332 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une augmentation de 11,39%. Cette augmentation s'explique principalement par la titularisation des nouvelles recrues au sein des forces de défense et de sécurité, et des avancements statutaires dans la fonction publique.

- Acquisitions de biens et services :

Les crédits de paiement relatifs aux dépenses de la rubrique « Acquisitions de biens et services » passent de 947,159 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026 à 886,496 milliards de FCFA pour 2027, soit une diminution de 6,40%. Cette diminution s'explique par la non-reconduction des allocations budgétaires additionnelles inscrites dans la loi de finances rectifiée 2026 en faveur des dépenses de sécurisation du territoire national.

- Charges financières de la dette :

Les crédits de paiement pour les charges financières de la dette au titre de l'exercice 2027 sont évalués à 303,259 milliards de FCFA contre 245,852 milliards de FCFA dans le budget de l'Etat rectifié 2026, soit une hausse de 23,35%. Ils servent au paiement des intérêts de la dette intérieure (258,435 milliards de FCFA) et extérieure (44,824 milliards de FCFA).

- Transferts et subventions :

Les crédits de paiement relatifs aux dépenses de transferts et de subventions sont évalués à 469,912 milliards de FCFA pour 2027 contre 459,369 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une hausse de 2,29%. Cette hausse est liée notamment :

- à la constitution d'une garantie à travers le Fonds national d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT) en vue du financement de la stratégie nationale de modernisation des marchés ;
- au renforcement de la subvention en faveur du régime « Accident de Travail et Maladie Professionnelle (ATMP) » et du régime d'assistance médicale (RAMED) ;
- au renforcement des crédits de fonctionnement des hôpitaux, universités et grandes écoles ;
- au renforcement de l'enveloppe affectée aux dépenses d'heures supplémentaires au niveau des institutions d'enseignement supérieur.

- Dépenses en atténuation de recettes :

Les crédits de paiement pour les dépenses en atténuation de recettes s'élèvent à 13,009 milliards de FCFA dans le budget de l'Etat 2027, soit le même montant qu'en 2026.

2.1.1.2 Dépenses en capital

Pour l'exercice 2027, les dépenses en capital sont constituées exclusivement des dépenses d'investissement exécutées par l'Etat. A ce titre, les autorisations d'engagement pour les dépenses en capital sont fixées à 1 494,242 milliards de FCFA contre 1 940,295 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une diminution de 22,99%. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 1 207,123 milliards de FCFA dans le budget 2027 contre 905,535 milliards de FCFA dans celui rectifié de 2026, soit une hausse de 33,30%. Cette augmentation s'explique essentiellement par la prise en compte du rythme de paiement des décomptes dans le cadre des marchés relatifs à la transformation de certains Centres de Santé de Référence en hôpitaux de district sanitaire et des travaux de construction des hôpitaux régionaux.

Lesdites dépenses en capital englobent :

- les dépenses pour l'équipement des services en matériels et en mobiliers qui sont fixées en AE et CP respectivement à 692,222 milliards de FCFA et 465,904 milliards de FCFA ;
- le Budget Spécial d'Investissement (BSI) sur financement intérieur dont l'enveloppe est prévue en AE et CP respectivement à 802,020 milliards de FCFA et 576,219 milliards de FCFA ; à titre d'illustration, quelques projets phares du budget de l'Etat financés sur ressources intérieures en 2026, sont présentés dans le tableau 8.

Tableau 8 : Projets saillants dans le BSI sur financement intérieur

Projets sur BSI financement intérieur	Montant en milliards de FCFA
Réhabilitation stades régionaux	63,000
Transformation des CSREF en hôpitaux du District de Bamako	54,700
Construction et équipement de l'Hôpital régional de Bougouni	31,480
Construction et équipement de l'Hôpital régional de Dioila	29,300
Construction et équipement de l'Hôpital régional de Koutiala	25,000
Construction et réhabilitation du Centre d'entraînement sportif d'élite (Kabala)	23,000
Réhabilitation du Lycée sportif de Kabala	21,500
Construction et équipement de l'Hôpital du district de Kangaba	16,800
Elargissement en 2x2 voies Bamako–Koulouba–Kati (bretelle Point G & Samé)	15,000
MALI-ARENA	15,000
Construction et bitumage de la route Kayes–Sandaré	13,000
Construction et équipement de l'Hôpital régional de Nioro	11,480
Construction et équipement de l'Hôpital régional de San	11,480
Construction et équipement de l'Hôpital régional de Bandiagara	11,480

***Source** : DNPD, 2026.*

- le Budget Spécial d'Investissement (BSI) sur financement extérieur avec une enveloppe en CP fixée à 165,000 milliards de FCFA[8] ; à titre d'illustration, quelques projets phares du budget de l'Etat financés sur ressources extérieures en 2026 sont décrits dans le tableau 9 ci-dessous :

Tableau 9 : Projets saillants dans le BSI sur financement extérieur :

Projets sur BSI financement extérieur	Montant en milliards de FCFA
Projet de Restauration des Terres Dégradées (PRTD)	19,000
Projet de développement de l'Agriculture dans les zones arides du Mali	12,000
Bitumage tronçon Gouma-Coura-Tombouctou	8,500
Projet d'Appui au Renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB)	8,200
Réhabilitation de la route Sévaré-Gao (phase 1)	8,000
Projet N'Débougou phase IV	7,871
Projet Communautaire pour le Relèvement et la Stabilisation du Sahel (PCRSS)	7,000
Tronçon urbain RN 27 (Bamako-Koulikoro) rond point Grand Hôtel - Boulkassoumbougou	7,000
Projet AEP Ville de Bamako par Kabala	6,800
Programme pour la Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP-Mali)	6,300
Programme régional d'appui au pastoralisme au sahel (PRAPS) II Mali	5,000

***Source** : DNPD, 2026.*

2.1.2 Dépenses des Budgets annexes

Les prévisions des dépenses sur les budgets annexes n'enregistrent pas d'évolution par rapport à l'exercice 2026. A cet effet, elles sont établies au même montant qu'en 2026 en AE et CP, soit respectivement 2,208 milliards de FCFA et 8,903 milliards de FCFA.

[8] L'absence d'AE au niveau du BSI extérieur s'explique par le fait que son exécution s'effectue en dehors des procédures budgétaire et comptable nationale.

2.1.3 Dépenses des Comptes spéciaux du Trésor

Les autorisations d'engagement pour les Comptes Spéciaux du Trésor se chiffrent à 104,785 milliards de FCFA contre un montant de 158,732 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une baisse de 33,99%. Quant aux crédits de paiement, ils sont fixés à 310,414 milliards de FCFA contre un montant de 279,159 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une hausse de 11,20%. La hausse est imputable à la création de la ligne de dépenses visant le transfert des ressources à la SOPAMIM SA.

2.2 Présentation des dépenses budgétaires par type de programmes

Au titre de l'exercice 2027, le budget de l'Etat enregistre la suppression d'un programme opérationnel et de deux (02) programmes des Comptes spéciaux du Trésor (CST), à savoir :

- le programme « Développement Régional et Local » qui relevait du budget du Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et regroupait les Agences de Développement Régional (ADR) ; la suppression est consécutive à la réforme de l'Agence nationale d'Investissement des Collectivités territoriales (ANICT) ayant absorbé lesdites ADR ;
- le Programme lié au compte d'affectation spéciale « Garantie Centrale Solaire Photovoltaïque 33 MWc à Ségou », supprimé à la suite de l'abandon du projet de réalisation en BOOT (Build, Own, Operate and Transfert) de la Centrale Solaire Photovoltaïque 33 MWc à Ségou ;
- le Programme lié au compte d'affectation spéciale « Fonds de financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des activités minières », supprimé après la création d'un fonds identique parmi les fonds miniers.

Par conséquent, la cartographie des programmes pour 2027 s'articulera autour de :

- 131 programmes dont 29 programmes de pilotage, 91 programmes opérationnels,1 programme des budgets annexes et 10 programmes de Comptes spéciaux du Trésor (CST) ;
- 316 actions dont 119 pour les programmes de pilotage, 180 pour les programmes opérationnels, 7 pour le programme des budgets annexes et 10 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 441 objectifs dont 116 pour les programmes de pilotage, 301 pour les programmes opérationnels, 2 pour le programme des budgets annexes et 22 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 1 027 indicateurs dont 260 pour les programmes de pilotage, 712 pour les programmes opérationnels, 11 pour le programme des budgets annexes et 44 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor.

La répartition des dépenses budgétaires par type de programme est consignée dans le tableau 10.

Tableau 10 : Prévisions des dépenses par type de programmes[9]

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2026		PLF 2027						Variation en montant	
			Nombre				AE (3)	CP (4)	Par rapport aux CP initiaux	Par rapport aux CP rectifiés
	CP initiaux	CP rectifiés	Prog	Actions	Objectifs	Indicateurs				
Programmes de Pilotage (1)	**743,635**	**848,509**	**29**	**119**	**116**	**260**	**190,220**	**874,364**	**130,729**	**25,855**
Personnel	374,497	373,947						443,038	68,541	69,091
Biens et services	162,675	152,453						218,227	55,552	65,774
Transferts et subventions	38,582	46,890						36,833	-1,749	-10,057
Investissement	167,880	275,219					190,220	176,266	8,386	-98,953
Programme opérationnel (2)	**1 657,256**	**1 604,361**	**91**	**180**	**301**	**712**	**618,880**	**2 038,186**	**380,930**	**433,825**
Personnel	623,559	628,943						671,675	48,116	42,732
Biens et services	231,053	196,122						273,986	42,933	77,864
Transferts et subventions	309,052	315,561						328,797	19,745	13,236
Investissement	493,592	463,735					618,880	763,728	270,136	299,993
Programme des Budgets annexes (3)	**8,903**	**8,903**	**1**	**7**	**2**	**11**	**2,208**	**8,903**	**0,000**	**0,000**
Personnel	2,719	2,719						2,719	0,000	0,000
Biens et services	3,101	3,101						3,101	0,000	0,000
Transferts et subventions	0,875	0,875						0,875	0,000	0,000
Investissement	2,208	2,208					2,208	2,208	0,000	0,000
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	**114,057**	**279,159**	**10**	**10**	**22**	**44**	**104,785**	**310,414**	**196,358**	**31,255**
Personnel	0,160	0,160						0,160	0,000	0,000
Biens et services	2,314	2,932						1,570	-0,743	-1,362
Transferts et subventions	0,740	19,176						105,740	105,000	86,564
Dépenses en atténuation de recettes	98,159	98,159						98,159	0,000	0,000
Investissement	12,684	158,732					104,785	104,785	92,101	-53,946
Dotations (5)	**1 054,366**	**1 252,387**					**685,142**	**1 230,778**	**176,412**	**-21,609**
Personnel	136,276	131,442						148,816	12,540	17,374
Charges financières de la dette	245,852	245,852						303,259	57,407	57,407
Biens et services	328,625	598,584						394,283	65,658	-204,301
Transferts et subventions	106,436	96,918						104,282	-2,154	7,363
Dépenses en atténuation de recettes	13,009	13,009						13,009	0,000	0,000
Investissement	224,168	166,581					685,142	267,129	42,961	100,548
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	**3 578,217**	**3 993,319**	**131**	**316**	**441**	**1 027**	**1 601,235**	**4 462,646**	**884,429**	**469,326**

***Source** : DGB, 2026.*

2.2.1 Programmes de pilotage

Les programmes de pilotage (ou administration générale) permettent d'assurer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières et la coordination des actions menées par les programmes opérationnels.

Pour 2027, les Autorisations d'Engagement pour les programmes de pilotage s'élèvent à 190,220 milliards de FCFA contre 301,489 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une diminution de 111,269 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 874,364 milliards de FCFA en 2027 contre 848,509 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une augmentation de 25,855 milliards de FCFA.

[9] Dans le tableau, les variations, les sous-totaux et le total général contiennent des arrondis effectués par l'outil Excel.

2.2.2 Programmes opérationnels

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des Départements ministériels et des Institutions et assimilées.

En 2027, les Autorisations d'Engagement pour les programmes opérationnels s'élèvent à 618,880 milliards de FCFA contre 904,204 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une baisse de 285,324 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 2 038,186 milliards de FCFA contre 1 604,361 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une augmentation de 433,825 milliards de FCFA.

2.2.3 Programme des budgets annexes

Le programme des budgets annexes n'enregistre pas d'évolution par rapport à l'exercice 2026. A cet effet, ledit programme prévoit le même montant qu'en 2026 en AE et CP, soit respectivement 2,208 milliards de FCFA et 8,903 milliards de FCFA.

2.2.4 Programmes des Comptes Spéciaux du Trésor

En 2027, les autorisations d'engagement pour les programmes des Comptes Spéciaux du Trésor se chiffrent à 104,785 milliards de FCFA contre un montant de 158,732 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une diminution de 53,946 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont fixés à 310,414 milliards de FCFA contre un montant de 279,159 milliards de FCFA en 2026, soit une hausse de 31,255 milliards de FCFA.

2.2.5 Dotations

En 2027, les Autorisations d'Engagement pour les dotations s'élèvent à 685,142 milliards de FCFA contre 734,602 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une diminution de 49,460 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 1 230,778 milliards de FCFA en 2027 contre 1 252,387 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une diminution de 21,609 milliards de FCFA.

A titre de rappel, les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

2.3 Présentation des dépenses budgétaires par fonction

En 2027, les allocations budgétaires par fonction (ou secteur d'intervention de l'Etat) sont présentées dans le tableau 11.

Tableau 11 : Prévisions des dépenses par fonction[10].

(Montant en milliards de FCFA)

Fonctions	LF initiale 2026		LF rectifiée 2026		PLF 2027		Variation en montant	
	Montant	Poids en%	Montant	Poids en%	Montant	Poids en%	Par rapport à la LFI	Par rapport à la LFR
Services généraux des administrations publiques	946,335	26,45	907,731	22,73	1 160,558	26,01	214,223	252,827
Défense	515,875	14,42	623,775	15,62	669,484	15,00	153,610	45,709
Ordre et sécurité publics	375,673	10,50	736,546	18,44	452,698	10,14	77,025	-283,848
Affaires économiques	716,090	20,01	666,328	16,69	855,916	19,18	139,826	189,588
Protection de l'environnement	40,899	1,14	37,363	0,94	43,232	0,97	2,334	5,869
Logement et équipements collectifs	36,633	1,02	24,068	0,60	48,441	1,09	11,808	24,373
Santé	198,111	5,54	255,871	6,41	388,843	8,71	190,732	132,972
Loisirs, culture et culte	55,300	1,55	73,611	1,84	128,946	2,89	73,645	55,334
Enseignement	593,545	16,59	569,112	14,25	611,186	13,70	17,642	42,074
Protection sociale	99,758	2,79	98,913	2,48	103,341	2,32	3,583	4,428
Total	**3 578,217**	**100,00**	**3 993,319**	**100,00**	**4 462,646**	**100,00**	**884,429**	**469,326**

***Source** : DGB, 2026.*

Par rapport au budget rectifié de 2026, il ressort notamment la baisse de la prévision d'inscription pour la fonction « Ordre et sécurité publics » s'expliquant par la non-reconduction des augmentations exceptionnelles des ressources consenties en faveur de ladite fonction courant l'exercice 2026.

2.4 Points saillants des dépenses budgétaires

2.4.1 Renforcement de la défense et de la sécurité

Dans le budget de l'Etat pour 2027, les inscriptions en faveur du Ministère en charge de la Défense et de celui en charge de la Sécurité enregistrent globalement une progression par rapport à l'exercice 2026. S'agissant du département en charge de la Défense, les inscriptions budgétaires sont fixées à 685,483 milliards de FCFA contre un montant initial de 531,207 milliards de FCFA et révisé à 651,618 milliards de FCFA en 2026. Concernant le département en charge de la Sécurité, les crédits budgétaires s'établissent à 216,514 milliards de FCFA contre un montant initial de 192,541 milliards de FCFA et révisé à 202,016 milliards de FCFA en 2026.

2.4.2 Renforcement des infrastructures hospitalières

Dans le cadre de la transformation de certains Centres de Santé de Référence en hôpitaux de district sanitaire et la construction des hôpitaux régionaux, entamées en 2025, le budget de l'Etat pour 2027 prévoit le paiement d'une tranche de 203,520 milliards de FCFA.

2.4.3 Prise en charge des nouveaux services publics

Le budget de l'Etat pour 2027 prend en compte la création des lignes de dépenses pour des nouveaux services publics pour une incidence financière globale de **1,131 milliard de FCFA**, qui se présentent ci-après :

- Unités et groupements au sein des forces de sécurité ……..…….....920 000 000 FCFA
- Stades omnisports de Koulikoro et de Kati …….....……...….100 000 000 FCFA
- Trésorerie du District de Bamako ……..…... 39 503 000 FCFA
- Lycées publics de Sirakorola et de Touba-coura ……..…… 44 777 000 FCFA
- Bureaux locaux des transports ……...……. 27 000 000 FCFA.

[10] Dans le tableau, les variations et le total contiennent des arrondis effectués par l'outil Excel.

A ces nouveaux services, s'ajoute la création des lignes de dépenses pour des services rattachés à la Présidence de la République qui ont été créés dans le cadre de l'application du Code minier et du suivi des recommandations issues des Assises Nationales de la Refondation et des différents états généraux, pour une inscription globale de 5,717 milliards de FCFA.

2.4.4 Déconcentration et décentralisation budgétaires

Dans le cadre de la déconcentration budgétaire, les crédits inscrits dans les budgets des Régions s'élèvent à 833,097 milliards de FCFA en 2027 contre un montant initial de 648,797 milliards de FCFA en 2026, soit une augmentation de 184,300 milliards de FCFA.

Au titre de la décentralisation budgétaire, les crédits transférés aux Collectivités territoriales sont prévus à 482,607 milliards de FCFA en 2027 contre un montant initial de 433,783 milliards de FCFA et révisé à 447,194 milliards de FCFA en 2026. Ce montant pour 2027 correspond à 14,57% des recettes budgétaires[11] contre un ratio initial de 15,84% et révisé à 15,48% en 2026.

2.4.5 Dépenses sociales et de développement prioritaires

Dans le budget de l'Etat, les dépenses sociales et de développement prioritaires correspondent à une proportion des inscriptions en faveur des secteurs sociaux, des infrastructures routières et de la décentralisation, hors financement extérieur. Elles concernent les dépenses de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, des routes, la subvention de l'Etat au titre du Fonds national d'Appui aux Collectivités territoriales (FNACT), des infrastructures « Eau, Assainissement, Hygiène » et de la sécurité alimentaire.

En 2027, les crédits affectés aux dépenses prioritaires s'élèvent à 943,077 milliards de FCFA contre 763,497 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2026.

2.4.6 Constitution d'une réserve

Dans le cadre de la gestion budgétaire, la constitution de la réserve de gestion introduite en 2018 sera poursuivie au cours de l'exercice budgétaire 2027. Il s'agira de conserver un certain pourcentage des crédits budgétaires permettant d'atténuer l'ampleur d'une éventuelle régulation budgétaire. Sur la base d'une simulation de rétention variant de 5% à 15% sur les crédits de paiement des dépenses d'acquisition de biens et services, de transferts courants et d'investissements, le montant de cette réserve se chiffrera en 2027 à 46,302 milliards de FCFA contre un montant initial de 41,341 milliards de FCFA en 2026.

[11] A la suite de l'étude sur la ***« Détermination du champ de calcul des recettes budgétaires transférées aux Collectivités territoriales » (Rapport final, juin 2022)***, la formule retenue consiste à rapporter le montant des **"recettes fiscales, non fiscales et produits financiers"** du budget général au montant des **"crédits budgétaires décentralisés".**
Par ailleurs, les recettes recouvrées au titre du Fonds de soutien aux projets d'infrastructures de base et de développement social, ne sont pas intégrées dans le calcul car il s'agit des recettes **affectées** au niveau du budget général.

3 Solde budgétaire

Arrêté en recettes à la somme de 3 866,635 milliards de FCFA et en dépenses à 4 462,646 milliards de FCFA, le budget de l'Etat 2027 présente un déficit budgétaire global de 596,011 milliards de FCFA contre 620,425 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une baisse de 3,93%, suivant le tableau 12.

Tableau 12 : Prévision du solde budgétaire

(Montant en milliers de FCFA)

Libellés	Recettes budgétaires		Libellés	Dépenses budgétaires		Solde	
	2026	2027		2026	2027	2026	2027
BUDGET GÉNÉRAL							
Dons projets et legs	75 000 000	75 000 000	Personnel	1 134 332 271	1 263 529 319		
Recettes fiscales nettes	2 852 352 518	3 402 042 515	Charges financières de la dette	245 852 000	303 259 000		
Recettes non fiscales	27 838 482	30 934 485	Biens et services	947 158 700	886 496 051		
Dons programmes et legs	2 001 400	532 400	Transferts et subventions	459 369 487	469 911 602		
Recettes exceptionnelles	18 990 000	13 808 000	Dépenses en atténuation de recettes	13 009 308	13 009 308		
Produits financiers	108 650 000	25 000 000	Investissement	905 535 273	1 207 123 123		
Total recettes du budget général	**3 084 832 400**	**3 547 317 400**	**Total dépenses du budget général**	**3 705 257 039**	**4 143 328 403**	**-620 424 639**	**-596 011 003**
BUDGETS ANNEXES							
Ventes de produits	5 027 697	5 027 697	Personnel	2 719 200	2 719 200		
Recettes non fiscales	1 566 426	1 566 426	Biens et services	3 101 123	3 101 123		
Recettes exceptionnelles	2 278 000	2 278 000	Transferts et subventions	875 000	875 000		
Produits financiers	30 800	30 800	Investissement	2 207 600	2 207 600		
Total recettes des budgets annexes	**8 902 923**	**8 902 923**	**Total dépenses des budgets annexes**	**8 902 923**	**8 902 923**	**0**	**0**
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (CST)							
Recettes fiscales	263 261 566	210 931 030	Personnel	160 000	160 000		
Recettes non fiscales	4 053 336	3 303 336	Biens et services	2 932 314	1 570 066		
Transferts reçus d'autres budgets	11 814 385	11 150 000	Transferts et subventions	19 176 344	105 740 000		
Dons programmes et legs	30 000	30 000	Dépenses en atténuation de recettes	98 159 000	98 159 000		
Produits financiers		85 000 000	Investissement	158 731 629	104 785 300		
Total recettes des CST	**279 159 287**	**310 414 366**	**Total dépenses des CST**	**279 159 287**	**310 414 366**	**0**	**0**
TOTAL DES RECETTES	**3 372 894 610**	**3 866 634 689**	**TOTAL DES DEPENSES**	**3 993 319 249**	**4 462 645 692**	**-620 424 639**	**-596 011 003**
Solde budgétaire						**-620 424 639**	**-596 011 003**

***Source** : DGB, DGI, DGD, DGDC, DGDP et DGTCP, 2026.*

B. Opérations de trésorerie

Les opérations de trésorerie de l'Etat concernent les ressources et les charges de trésorerie.

1 Ressources de trésorerie

En 2027, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 119,338 milliards de FCFA contre 122,606 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une baisse de 3,269 milliards de FCFA correspondant à un taux de diminution de 2,67%.

La répartition des prévisions des ressources de trésorerie est fournie dans le tableau 13.

Tableau 13 : Prévisions des ressources de trésorerie[12].

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2026		PLF 2027	Variation/ initial		Variation/ rectifié	
	Initiale	Rectifiée		Montant	%	Montant	%
Produits provenant de la cession des actifs	10,000	10,000	5,000	-5,000	-50,00	-5,000	-50,00
Aliénations du Domaine mobilier	*0,500*	*0,500*	*0,500*	*0,000*	*0,00*	*0,000*	*0,00*
Aliénations d'immeubles	*9,500*	*9,500*	*4,500*	*-5,000*	*-52,63*	*-5,000*	*-52,63*
Recettes de Privatisation	*0,000*	*0,000*	*0,000*	*0,000*	*-*	*0,000*	*-*
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	90,000	90,000	90,000	0,000	0,00	0,000	0,00
Produits des emprunts projets	*90,000*	*90,000*	*90,000*	*0,000*	*0,00*	*0,000*	*0,00*
Produits des emprunts programmes	*0,000*	*0,000*	*0,000*	*0,000*	*-*	*0,000*	*-*
Dépôts sur les comptes des correspondants	19,216	19,216	21,858	2,641	13,75	2,641	13,75
Remboursement des prêts et avances	3,390	3,390	2,480	-0,910	-26,84	-0,910	-26,84
Total ressources de trésorerie	**122,606**	**122,606**	**119,338**	**-3,269**	**-2,67**	**-3,269**	**-2,67**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGDC, la DGABE, la DGDP et la DGTCP, 2026.*

1.1 Produits provenant de la cession des actifs

Les produits provenant de la cession des actifs sont évalués à 5,000 milliards de FCFA en 2027 contre 10,000 milliards de FCFA pour l'exercice 2026. Ils correspondent aux ressources attendues de la vente des domaines de l'Etat aux sociétés de téléphonie mobile.

1.2 Produits des emprunts à court, moyen et long termes

Les produits des emprunts à court, moyen et long termes sont évalués à 90,000 milliards de FCFA en 2027 contre le même montant dans la loi de finances rectifiée 2026. Ces produits sont constitués exclusivement du financement de projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) sur financement extérieur.

1.3 Dépôts sur les comptes des correspondants

Les correspondants du Trésor sont constitués des organismes et des particuliers disposant d'un compte dans les écritures du Trésor. En 2027, leurs dépôts sont prévus pour 21,858 milliards de FCFA contre 19,216 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026.

1.4 Remboursement des prêts et avances

En 2027, les remboursements de prêts et avances sont évalués à 2,480 milliards de FCFA contre 3,390 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, conformément à l'échéancier de remboursement de la dette rétrocédée.

2 Charges de trésorerie

Pour l'exercice 2027, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 1 291,824 milliards de FCFA contre 1 548,786 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une diminution de 256,963 milliards de FCFA.

La répartition des prévisions des charges de trésorerie est fournie dans le tableau 14.

[12] Dans le tableau, les variations, les sous-totaux et le total général contiennent des arrondis effectués par l'outil Excel.

Tableau 14 : Prévisions des charges de trésorerie[13].

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2026		PLF 2027	Variation/ initial		Variation/ rectifié	
	Initiale	Rectifiée		Montant	%	Montant	%
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	1 499,570	1 499,570	1 269,966	-229,604	-15,31	-229,604	-15,31
- *Principal dette intérieure*	*1 249,833*	*1 249,833*	*1 012,307*	*-237,526*	*-19,00*	*-237,526*	*-19,00*
- *Principal dette extérieure*	*249,737*	*249,737*	*257,659*	*7,922*	*3,17*	*7,922*	*3,17*
Retraits sur les comptes des correspondants	19,216	19,216	21,858	2,641	13,75	2,641	13,75
Prêts et avances	0,000	30,000	0,000	0,000	-	-30,000	-100,00
Total charges de trésorerie	**1 518,786**	**1 548,786**	**1 291,824**	**-226,963**	**-14,94**	**-256,963**	**-16,59**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGDP et la DGTCP, 2026.*

2.1 Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes

En 2027, les charges au titre du remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes sont prévues pour 1 269,966 milliards de FCFA contre 1 499,570 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026, soit une diminution de 229,604 milliards de FCFA ou un taux de (-15,31%). Lesdites charges concernent le remboursement du principal de la dette intérieure pour 1 012,307 milliards de FCFA et de celui de la dette extérieure pour 257,659 milliards de FCFA.

2.2 Retraits sur les comptes des correspondants

En 2027, les retraits sur les comptes des correspondants sont prévus pour 21,858 milliards de FCFA contre 19,216 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée 2026.

2.3 Prêts et avances

Le poste « Prêts et avances » enregistre les emprunts contractés par l'Etat, puis rétrocédés sous forme de prêts à certaines sociétés et entreprises publiques, en fonction des orientations de ses politiques sectorielles de développement. Les modalités d'octroi de ces prêts sont déterminées au cas par cas. Dans ce cadre, un montant de 30,000 milliards de FCFA avait été inscrit dans la loi de finances rectificative 2026 en faveur de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) ; cependant pour ce qui concerne l'exercice 2027, le budget de l'Etat ne prévoit aucun montant.

C. Objectifs de ressources assignés aux services d'assiette et de recouvrement

Pour l'exercice budgétaire 2027, les objectifs de ressources assignés aux services d'assiette et de recouvrement s'élèvent à 3 524,338 milliards de FCFA contre 3 019,606 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2026, soit une augmentation de 504,731 milliards de FCFA ou un taux d'augmentation de 16,72%.

Ces objectifs sont répartis entre les services, comme indiqué dans le tableau 15 ci-dessous :

[13] Dans le tableau, les variations, les sous-totaux et le total général contiennent des arrondis effectués par l'outil Excel.

Tableau 15 : Prévisions des ressources des services d'assiette et de recouvrement[14].

(Montant en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires			Ressources de trésorerie			Total des ressources	
	Rectifiées 2026 (1)	Initiales 2027 (2)	Ecart (3) = (2) - (1)	Rectifiées 2026 (4)	Initiales 2027 (5)	Ecart (6) = (5) - (4)	Rectifiées 2026 (1) + (4)	Initiales 2027 (2) + (5)
Direction Générale des Douanes	975,000	1 100,000	125,000	0,000	0,000	0,000	**975,000**	**1 100,000**
Direction Générale des Impôts	1 587,000	1 785,000	198,000	0,000	0,000	0,000	**1 587,000**	**1 785,000**
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	55,000	60,000	5,000	19,216	21,858	2,641	**74,216**	**81,858**
Direction Générale des Domaines et du Cadastre	370,000	550,000	180,000	10,000	5,000	-5,000	**380,000**	**555,000**
Direction Générale de la Dette Publique			0,000	3,390	2,480	-0,910	**3,390**	**2,480**
TOTAL	**2 987,000**	**3 495,000**	**508,000**	**32,606**	**29,338**	**-3,269**	**3 019,606**	**3 524,338**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGI, la DGD, la DGDC, la DGDP et la DGTCP, 2026.*

En tenant compte du montant destiné au remboursement des crédits d'impôts (Crédits de TVA), lesdites ressources se présentent dans le tableau 16 comme suit :

Tableau 16 : Prévisions des ressources brutes et nettes des services d'assiette et de recouvrement[15].

(Montant en milliards de FCFA)

SERVICES	LF rectifiée 2026		PLF 2027		Evolution	
	Brutes	Nettes (1)	Brutes	Nettes (2)	En montant (3) = (2)-(1)	En% = (3)/(1)*100
Direction Générale des Douanes	975,000	935,736	1100,000	1060,736	125,000	13,36
Direction Générale des Impôts	1587,000	1528,105	1785,000	1726,105	198,000	12,96
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	74,216	74,216	81,858	81,858	7,641	10,30
Direction Générale des Domaines et du Cadastre	380,000	380,000	555,000	555,000	175,000	46,05
Direction Générale de la Dette Publique	3,390	3,390	2,480	2,480	-0,910	-26,84
TOTAL	**3 019,606**	**2 921,447**	**3 524,338**	**3 426,179**	**504,731**	**17,28**
Montant du Crédit de TVA	**98,159**		**98,159**		**0,000**	**0,00%**

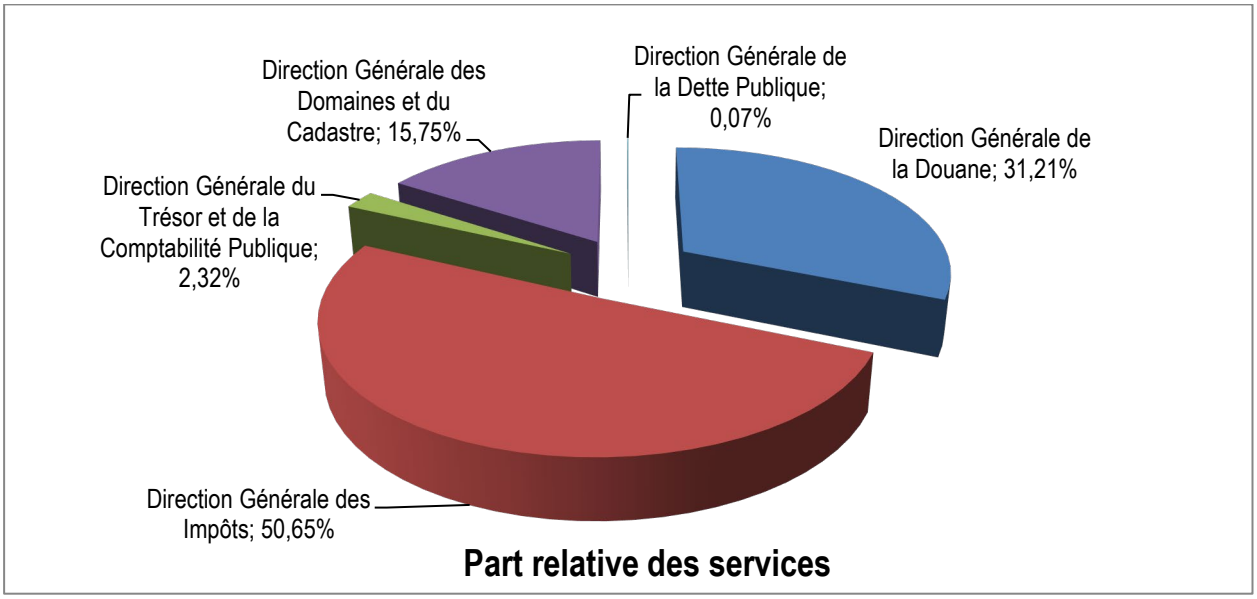
***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGI, la DGD, la DGDC, la DGDP et la DGTCP, 2026.*

Les ressources prévisionnelles nettes s'élèvent à 3 426,179 milliards de FCFA pour 2027 contre 2 921,447 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2026, soit une augmentation de 504,731 milliards de FCFA ou un taux de progression de 17,28%.

La part relative de chaque service dans les prévisions de recouvrement des ressources est retracée, pour 2026, dans le graphique 1.

[14] Dans le tableau, les variations et le total contiennent des arrondis effectués par l'outil Excel.
[15] Dans le tableau, les variations et le total contiennent des arrondis effectués par l'outil Excel.

Graphique 1 : Part relative des services d'assiette et de recouvrement dans les prévisions des ressources pour 2027.



L'amélioration des recettes des services d'assiette et de recouvrement pour l'exercice budgétaire 2027 sera sous-tendue par les mesures ci-après :

<u>Au titre de la Direction Générale des Impôts (DGI)</u>

Pour l'atteinte de ses objectifs de recettes de l'exercice 2027, la DGI entend mettre en œuvre les mesures suivantes :

- l'adoption du Code Général des Impôts refondé ;
- le développement diligent du nouveau système informatique de gestion des impôts et taxes ;
- l'institution d'un système de facturation électronique ;
- l'application du code minier ;
- la poursuite du deploiement des téléservices (télédéclaration, télépaiement, E-quitus, vignettes électroniques, etc…)
- la poursuite de la mise en œuvre de la reforme organisationnelle de la DGI ;
- la poursuite de la promotion du civisme fiscal ;
- la poursuite du contrôle à distance des opérations d'assiettes et de recouvrement dans SIGTAS ;
- le renforcement du contrôle multidisciplinaire à travers le recoupement automatisé d'informations entre les administrations ;
- l'amélioration de la gestion de l'IRF à travers un meilleur suivi des opérations (assiette et recouvrement) et un cadre de coopération renforcé avec la Direction Générale des Domaines et du Cadastre (DGDC) ;
- la mise en œuvre de programmes de contrôle qui intègrent les renseignements issus des travaux du Comité Mixte de Renseignements et d'Investigations Economiques et Financières (CMRIEF) et les marchés DGMP.

Par ailleurs, la mise en œuvre des reformes ainsi que le renforcement des activités de gestion courante, notamment l'exécution du programme annuel de vérification de comptabilité, le contrôle ponctuel de TVA et d'ITS, le suivi de l'exploitation de l'annexe 1.1 de TVA, l'intensification des activités de communication et de sensibilisation, le renforcement du contrôle interne seront de nature à contribuer à la réalisation des objectifs de recettes au titre de l'exercice budgétaire 2027.

Au titre de la Direction Générale des Douanes (DGD)

La réalisation de l'objectif des recettes assigné à la Direction Générale des Douanes repose sur les mesures ci-après :

- le renforcement de la fonction d'évaluation en douane à travers le module ASYVAL qui permet une meilleure maitrise de la base taxable pour un certain nombre de produits dont la valeur déclarée est paramétrée sur le SYDONIA ;
- la poursuite du déploiement du Système Intégré de Gestion du Contrôle Documentaire (SIGECOD) dans le cadre du Centre d'Expertise technique (CET) en vue d'une bonne maitrise de la gestion documentaire des risques et de la réconciliation des opérations ;
- le déploiement des Brigades spéciales de lutte contre la fraude dans certaines zones stratégiques conjointement avec les Forces armées et de sécurité ;
- la poursuite du retour de l'Administration des douanes dans les régions du Nord en coordination avec les autres services de l'Etat ;
- le renforcement de l'audit interne et du contrôle hiérarchique ;
- l'impact positif du redéploiement sur le terrain des effectifs récemment sortis du Centre de Formation Professionnel des Douanes à hauteur de 200 agents.

Au titre de la Direction Générale des Domaines et du Cadastre (DGDC)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- le suivi des déclarations de la Taxe Ad Valorem (TAV) souscrites par les sociétés minières pour s'assurer qu'elles appliquent correctement les dispositions du Décret d'application du Code minier de 2023 ;
- le suivi accru des résolutions des Assemblées Générales Ordinaires et Conseils d'Administration des sociétés à participation publique à travers la sensibilisation, la formation et la redevabilité des administrateurs de l'Etat dans ces sociétés ;
- l'approfondissement du cadre permanent de collaboration instauré avec l'ordre des notaires pour le suivi des transactions foncières ;
- le renforcement du dispositif de suivi des droits sur la location des particuliers et celui des redevances issues d'un certain nombre des domaines de l'Etat (domaine minier, forestier, fluvial etc..) ;
- le développement et le déploiement du Système d'Informations sur les Titres Fonciers et de l'Immobilier (SITFI).

Au titre de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

En vue de réaliser l'objectif de recettes assigné en 2027, la DGTCP poursuivra le processus de digitalisation. Cela se traduira par le deploiement et l'utilisation de la plateforme TrésorPay pour percevoir les frais de délivrance de documents administratifs, de contraventions et d'amendes. En outre, on peut citer la digitalisation de la délivrance des visas pour améliorer les ressources de chancelleries.

Aussi, au niveau du PMU-MALI, des réformes commerciales et incitatives se poursuivront notamment l'intégration de nouveaux opérateurs de jeux, l'extension du réseau des courses Avant la Réunion (ALR) et l'implantation de nouveaux points de courses pendant la Réunion (PLR) pour les gros parieurs.

Enfin, ces mesures s'accompagneront d'un renforcement du contrôle interne au niveau des régies de recettes et des chancelleries pour une mobilisation accrue des recettes.

D. Équilibre financier

En sus du déficit budgétaire, les besoins de financement incluent l'amortissement de la dette à court, moyen et long termes et les retraits sur les comptes des correspondants. Ces besoins seront financés par les ressources provenant des emprunts projets, de la mobilisation de l'épargne à travers les titres d'emprunts émis par le Trésor, de la cession des actifs, des remboursements des prêts et avances et des dépôts sur les comptes des correspondants.

Ainsi, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier du budget de l'Etat pour 2027 sont présentées dans le tableau 17.

Tableau 17 : Prévisions des besoins et des ressources de financement

(Montant en FCFA)

LIBELLES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2026	INITIALES 2027
Besoins de financement	**2 169 210 810 999**	**1 887 834 630 002**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	1 499 570 000 000	1 269 966 000 000
- Principal dette intérieure	*1 249 833 000 000*	*1 012 307 000 000*
- Principal dette extérieure	*249 737 000 000*	*257 659 000 000*
Déficit budgétaire à financer	620 424 639 000	596 011 003 000
Prêts et avances	30 000 000 000	0
Retraits sur les comptes des correspondants	19 216 171 999	21 857 627 002
Ressources de financement	**2 169 210 810 999**	**1 887 834 630 002**
Tirages sur des emprunts projets	90 000 000 000	90 000 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	2 046 604 639 000	1 768 497 003 000
Tirages sur des emprunts programmes	0	0
Produits provenant de la cession des actifs	10 000 000 000	5 000 000 000
Remboursements de prêts et avances	3 390 000 000	2 480 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	19 216 171 999	21 857 627 002

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGDC, la DGDP et la DGTCP, 2026.*

Bamako, le 03 septembre 2026

TEXTE DU PROJET DE LOI DE FINANCES

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

LOI N°2026_____/ CNT-RM DU

PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2027

LE CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

Vu la Constitution,

Vu la Charte de la Transition, révisée,

Vu la Loi n°2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux lois des Finances

a délibéré et adopté, en sa séance du

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE I : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE I : AUTORISATION DE PERCEPTION DES IMPOTS ET PRODUITS

Article 1er : La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux Collectivités territoriales et aux Etablissements publics, est autorisée pendant l'année 2027 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi.

Article 2 : Les affectations résultant des budgets annexes créés et des Comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date de dépôt de la présente loi, sont confirmées pour l'année 2027.

CHAPITRE II : DESCRIPTION DES RESSOURCES

Article 3 : Les ressources de l'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

Section 1 : Prévision et autorisation des recettes budgétaires

Article 4 : Pour 2027, les recettes budgétaires de l'Etat sont prévues et autorisées à hauteur de **3 866 634 689 000 FCFA** et réparties comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES RECETTES BUDGETAIRES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2026	INITIALES 2027
Budget général	**3 084 832 400 000**	**3 547 317 400 000**
Dons projets et legs	75 000 000 000	75 000 000 000
Recettes fiscales nettes	2 852 352 518 000	3 402 042 515 000
Recettes non fiscales	27 838 482 000	30 934 485 000
Dons programmes et legs	2 001 400 000	532 400 000
Recettes exceptionnelles	18 990 000 000	13 808 000 000
Produits financiers	108 650 000 000	25 000 000 000
Budgets annexes	**8 902 923 000**	**8 902 923 000**
Ventes de produits	5 027 697 000	5 027 697 000
Recettes non fiscales	1 566 426 000	1 566 426 000
Recettes exceptionnelles	2 278 000 000	2 278 000 000
Produits financiers	30 800 000	30 800 000
Comptes spéciaux du Trésor	**279 159 287 000**	**310 414 366 000**
Recettes fiscales	263 261 566 000	210 931 030 000
Recettes non fiscales	4 053 336 000	3 303 336 000
Transferts reçus d'autres budgets	11 814 385 000	11 150 000 000
Dons programmes et legs	30 000 000	30 000 000
Produits financiers		85 000 000 000
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	**3 372 894 610 000**	**3 866 634 689 000**

Le détail des recettes budgétaires par article et paragraphe se présente comme suit :

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2027

Détail des ressources

Edition du 16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2026	Initiales 2027
1	**BUDGET GENERAL**		
12	**DONS PROJETS ET LEGS**		
12.1	**Dons projets des institutions internationales**	**75 000 000**	**75 000 000**
12.1.1	**Dons projets des institutions internationales**	**75 000 000**	**75 000 000**
12.1.1.10	Subventions	75 000 000	75 000 000
TOTAL	**DONS PROJETS ET LEGS**	**75 000 000**	**75 000 000**
71	**RECETTES FISCALES**		
71.1	**Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital**	**838 909 000**	**928 105 000**
71.1.1	**Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC)**	**9 435 000**	**18 266 000**
71.1.1.10	BIC Secteur Privé	5 768 000	14 276 000
71.1.1.12	Vignette synthétique (54,37%)	3 667 000	3 990 000
71.1.4	**Impôts sur les revenus**	**215 930 000**	**242 303 000**
71.1.4.10	Impôt sur les revenus / créances et dépôts (IRCD)	6 832 000	7 433 000
71.1.4.11	ITS Retenue Secteur privé	172 720 000	187 920 000
71.1.4.12	ITS Retenue Secteur public	31 023 000	41 124 000
71.1.4.13	Impôts sur les Revenus fonciers (IRF)	5 355 000	5 826 000
71.1.2	**Impôts sur les sociétés (IS)**	**564 059 000**	**613 697 000**
71.1.2.10	Impôts sur les Sociétés (IS privé)	520 938 000	566 780 000
71.1.2.11	Retenue Art 94 à 98 CGI	438 000	477 000
71.1.2.12	Retenue Art 43 CGI et Art 440 LPF	33 276 000	36 205 000
71.1.2.20	Impôts sur les Sociétés (IS Etat)	9 407 000	10 235 000
71.1.7	**Impôts sur revenus des valeurs mobilières (IRVM)**	**49 485 000**	**53 839 000**
71.1.7.10	Impôts sur les Revenus des Valeurs Mobilières	49 485 000	53 839 000
71.2	**Impôts sur les salaires versés et autres rémunerations**	**23 637 000**	**25 716 000**
71.2.1	**Impôt sur les traitements et salaires**	**23 637 000**	**25 716 000**
71.2.1.30	Contribution Forfaitaire	23 637 000	25 716 000
71.3	**Impôts sur le Patrimoine**	**2 920 000**	**3 500 000**
71.3.2	**Autres impôts sur le patrimoine**	**2 920 000**	**3 500 000**
71.3.2.10	Taxe sur la Plus Value de Cession	2 920 000	3 500 000
71.4	**Autres impôts directs**	**362 002 000**	**544 339 000**
71.4.4	**Pénalités**	**5 491 000**	**5 974 000**
71.4.4.11	Pénalités sur les impôts directs	1 708 000	1 858 000
71.4.4.12	Intérêts de retards / Impôts directs	3 783 000	4 116 000
71.4.9	**Recettes sur exercices antérieurs**	**58 166 000**	**63 284 000**
71.4.9.10	Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents / Impôts directs	6 259 000	6 810 000
71.4.9.11	Recettes sur impôts directs / exercices antérieurs	51 907 000	56 474 000
71.4.3	**Taxe sur les activités financières (TAF)**	**50 000 000**	**54 400 000**
71.4.3.11	Taxes sur les gains des paris sportifs	50 000 000	54 400 000
71.4.2	**Taxes ad valorem (entreprises minières) DNDC**	**238 400 000**	**409 860 000**
71.4.2.10	Taxe Ad Valorem / Entreprises Minières	238 000 000	409 360 000
71.4.2.70	Taxes d'Extration	400 000	500 000
71.4.5	**Taxes sur transports**	**4 286 000**	**4 664 000**
71.4.5.10	Taxes sur transports routiers	4 286 000	4 664 000
71.4.6	**Taxes sur véhicules**	**5 659 000**	**6 157 000**
71.4.6.10	Taxes sur véhicules Auto	5 659 000	6 157 000
71.5	**Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services**	**1 328 652 219**	**1 514 558 257**
71.5.2	**Autres taxes sur les biens**	**324 672 800**	**402 701 060**

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2027

Détail des ressources

Edition du 16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2026	Initiales 2027
1	**BUDGET GENERAL**		
71	**RECETTES FISCALES**		
71.5	**Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services**		
71.5.2	**Autres taxes sur les biens**		
71.5.2.11	CPS - I.S.C.P / Or	90 528 000	98 676 000
71.5.2.30	Taxes sur les Boissons Alcoolisés	3 680 000	4 011 000
71.5.2.31	Impôt Spécial sur Boissons Gazeux	5 033 000	5 486 000
71.5.2.32	Impôt Spécial sur les Boissons	5 874 900	6 667 390
71.5.2.40	Taxes Locales sur les Tabacs	8 421 600	9 539 000
71.5.2.60	Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)	198 068 600	263 969 690
71.5.2.80	Taxes sur les Colas	228 100	54 000
71.5.2.91	ISCP sur Autres Produits	12 826 300	13 683 000
71.5.2.93	Taxes sur les balles	12 300	614 980
71.5.3	**Autres taxes sur les services**	**241 555 519**	**301 459 967**
71.5.3.11	Taxe sur contrat d'assurance	8 490 000	9 254 000
71.5.3.12	Taxe sur activités financières	64 232 000	70 013 000
71.5.3.20	Taxes Visites Techniques des Véhicules	383 538	418 402
71.5.3.21	PMU Mali	23 340 955	25 466 744
71.5.3.22	Casino	325 506	355 094
71.5.3.23	Autorisation de Conduire	34 969	38 148
71.5.3.24	Taxes sur la Délivrance des Cartes de Transport	736 976	803 967
71.5.3.25	Taxes sur la Délivrance des Cartes Grises	947 318	2 033 429
71.5.3.26	Taxes sur la Délivrance des Permis de Conduire	714 257	779 183
71.5.3.30	TARTOP(Taxe sur Accès au Reseau de Telecom Ouvert au Public)	42 350 000	46 162 000
71.5.3.31	Prélèvement spécifique sur communications téléphoniques, réchargements et abonnements	50 459 000	73 738 764
71.5.3.32	Prélèvement spécifique sur opérations mobile money	49 541 000	72 397 236
71.5.1	**Impôts et taxes intérieurs, TVA, TPS, IAS**	**727 176 900**	**771 979 230**
71.5.1.10	T.V.A Etat	860 000	937 000
71.5.1.20	T.V.A. Privé	235 913 600	262 447 600
71.5.1.30	T.V.A. Importations	490 403 300	508 594 630
71.5.9	**Pénalités sur impôts indirects**	**6 636 000**	**7 233 000**
71.5.9.10	Pénalités sur Impôts Indirects	2 872 000	3 130 000
71.5.9.12	Intérêts de retard / impôts indirects	3 764 000	4 103 000
71.5.4	**Recettes sur exercices antérieurs / Impôts indirects**	**28 611 000**	**31 185 000**
71.5.4.10	Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents / Impôts indirects	9 402 000	10 248 000
71.5.4.11	Recettes sur Impôts indirects / exercices antérieurs	19 209 000	20 937 000
71.6	**Droits de timbre et d'enregistrement**	**65 704 000**	**81 556 000**
71.6.9	**Autres droits d'enregistrement**	**5 000**	**5 330**
71.6.9.10	Droit d'enregistrement et de timbre / Exercices antérieurs	5 000	5 330
71.6.2	**Droit de conservation de la propriété (DNDC)**	**2 000 000**	**3 500 000**
71.6.2.10	Droits de Concervation de la Propriété	2 000 000	3 500 000
71.6.1	**Droits d'enregistrement**	**30 324 000**	**35 807 000**
71.6.1.10	Prélèvements Honoraires Greffiers	54 000	84 000
71.6.1.11	Droits d'Enregistrements	30 240 000	35 683 000
71.6.1.12	Taxes sur les Locations des Particuliers	30 000	40 000
71.6.3	**Droits de timbre**	**33 369 000**	**42 237 000**

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2027

Détail des ressources

Edition du 16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2026	Initiales 2027
1	**BUDGET GENERAL**		
71	**RECETTES FISCALES**		
71.6	**Droits de timbre et d'enregistrement**		
71.6.3	**Droits de timbre**		
71.6.3.10	Droits de Timbres	33 369 000	42 237 000
71.6.4	**Pénalités / Droits d'enregistrements et timbres**	**6 000**	**6 670**
71.6.4.10	Pénalités sur les droits d'enregistrements et timbres	4 000	4 000
71.6.4.11	Intérêts de retard sur les droits d'enregistrements et timbres	2 000	2 670
71.7	**Droits et taxes à l'importation**	**226 500 300**	**263 301 710**
71.7.9	**Autres droits et taxes à l'importation**	**5 825 400**	**6 272 710**
71.7.9.10	Amendes et Confiscations	4 944 600	5 818 010
71.7.9.11	Ventes en Douanes	698 200	421 000
71.7.9.12	Plombs et Imprimés	900	6 000
71.7.9.13	Droits de Maganisage et de Dépôts	33 200	27 700
71.7.9.15	Recettes sur Exercices Antérieurs	148 500	0
71.7.1	**Droits et taxes à l'importation**	**220 674 900**	**257 029 000**
71.7.1.10	Taxe Conjoncturelle à l'Importation	140 400	150 000
71.7.1.11	Redevances Statistiques	27 225 100	32 085 000
71.7.1.12	Droits de Douanes	192 562 300	223 972 000
71.7.1.13	Taxe d'Ajustement à l'Importation (TAI)	747 100	822 000
71.9	**Autres recettes fiscales**	**4 027 999**	**40 966 548**
71.9.8	**Contribution spéciale de solidarité**	**0**	**36 276 000**
71.9.8.1	Contribution spéciale de solidarité	0	34 771 000
71.9.8.2	Contribution spéciale sur les boissons alcoolisées	0	1 505 000
71.9.2	**Droits de chancellerie**	**2 496 076**	**2 920 723**
71.9.2.10	Droits de Chancellerie	2 496 076	2 920 723
71.9.4	**Passeport, carte d'identité, visas**	**1 500 040**	**1 735 044**
71.9.4.10	Passeports et Cartes d'Identités	1 500 040	1 735 044
71.9.3	**Taxe sur les établissements classés insalubres et incommodes**	**31 883**	**34 781**
71.9.3.10	Taxes sur les Etablissements classés insalubres & incommodes	31 883	34 781
TOTAL	**RECETTES FISCALES**	**2 852 352 518**	**3 402 042 515**
72	**RECETTES NON FISCALES**		
72.1	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**3 300 000**	**5 020 000**
72.1.1	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**3 300 000**	**5 020 000**
72.1.1.10	Redevances Superficiaires	1 000 000	1 000 000
72.1.1.11	Concessions Ordinaires	2 280 000	4 000 000
72.1.1.13	Location des Immeubles de l'Etat	20 000	20 000
72.3	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**1 362 761**	**1 486 637**
72.3.1	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**1 362 761**	**1 486 637**
72.3.1.10	Frais et Amendes Judiciaires	1 026 122	1 119 397
72.3.1.11	Amendes Arbitrées	336 639	367 240
72.9	**Autres recettes non fiscales**	**23 175 721**	**24 427 848**
72.9.1	**Autres recettes non fiscales**	**23 175 721**	**24 427 848**
72.9.1.11	Recettes sur Ordre de Recettes	198 310	216 336
72.9.1.13	Recettes sur Prestations Artistiques	65 195	71 121
72.9.1.14	Produits Divers	3 571 538	3 796 191
72.9.1.15	Pénalités sur les Produits Domaniaux	50 000	500 000

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2027

Détail des ressources

Edition du 16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2026	Initiales 2027
1 BUDGET GENERAL			
72 RECETTES NON FISCALES			
72.9 Autres recettes non fiscales			
72.9.1 Autres recettes non fiscales			
72.9.1.16	Recettes sur Prestations Sportives	114 512	124 921
72.9.1.17	Recettes Diverses (Budget National)	13 815 000	14 070 783
72.9.1.18	Autres Produits Divers	5 361 166	5 648 496
TOTAL	**RECETTES NON FISCALES**	**27 838 482**	**30 934 485**
74 DONS PROGRAMMES ET LEGS			
74.2 Dons des gouvernements étrangers		**2 001 400**	**532 400**
74.2.1 Dons des gouvernements étrangers		**2 001 400**	**532 400**
74.2.1.33	Appui Budgétaire Sectoriel Décentralisé/ Coopération suisse	2 001 400	532 400
TOTAL	**DONS PROGRAMMES ET LEGS**	**2 001 400**	**532 400**
75 RECETTES EXCEPTIONNELLES			
75.1 Remises et annulations de dette		**3 990 000**	**3 808 000**
75.1.1 Remises et annulations de dettes		**3 990 000**	**3 808 000**
75.1.1.10	Ressources PPTE	3 990 000	3 808 000
75.9 Autres recettes exceptionnelles		**15 000 000**	**10 000 000**
75.9.1 Autres recettes exceptionnelles		**15 000 000**	**10 000 000**
75.9.1.3	Contribution du Programme Moderne de Contrôles des Importations (PMCI)	15 000 000	10 000 000
TOTAL	**RECETTES EXCEPTIONNELLES**	**18 990 000**	**13 808 000**
77 PRODUITS FINANCIERS			
77.4 Revenus des titres de placements		**108 650 000**	**25 000 000**
77.4.1 Revenus des titres de placements		**108 650 000**	**25 000 000**
77.4.1.10	Dividendes autres Sociétés	30 000 000	25 000 000
77.4.1.11	Revenue des Valeurs Mobilières, des Titres et des Dividendes	78 650 000	0
TOTAL	**PRODUITS FINANCIERS**	**108 650 000**	**25 000 000**
TOTAL	**BUDGET GENERAL**	**3 084 832 400**	**3 547 317 400**

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2027

Détail des ressources

Edition du 16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2026	Initiales 2027
2	**BUDGETS ANNEXES**		
70	**VENTES DE PRODUITS**		
70.2	**Ventes de prestations de services**	**5 027 697**	**5 027 697**
70.2.1	**Ventes de prestations de services**	**5 027 697**	**5 027 697**
70.2.1.1	Redevances d'évacuation des marchandises solides (y compris les véhicules d'occasion ou veufs)	3 367 897	3 367 897
70.2.1.2	Redevances d'évacuation des marchandises liquides	1 401 000	1 401 000
70.2.1.3	Redevances d'entreposage des marchandises	149 500	149 500
70.2.1.4	Gestion de parkings	103 300	103 300
70.2.1.5	Gestion de ponts bascules	6 000	6 000
TOTAL	**VENTES DE PRODUITS**	**5 027 697**	**5 027 697**
72	**RECETTES NON FISCALES**		
72.1	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**1 566 426**	**1 566 426**
72.1.1	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**1 566 426**	**1 566 426**
72.1.1.14	Location de bureaux	15 980	15 980
72.1.1.15	Location de terre-plein	507 257	507 257
72.1.1.16	Location des magasins	1 043 189	1 043 189
TOTAL	**RECETTES NON FISCALES**	**1 566 426**	**1 566 426**
75	**RECETTES EXCEPTIONNELLES**		
75.9	**Autres recettes exceptionnelles**	**2 278 000**	**2 278 000**
75.9.1	**Autres recettes exceptionnelles**	**2 278 000**	**2 278 000**
75.9.1.1	Recettes diverses	782 700	782 700
75.9.1.2	Subvention Entrepôts	1 495 300	1 495 300
TOTAL	**RECETTES EXCEPTIONNELLES**	**2 278 000**	**2 278 000**
77	**PRODUITS FINANCIERS**		
77.2	**Intérêts sur les dépôts à terme**	**30 800**	**30 800**
77.2.1	**Intérêts sur les dépôts à terme**	**30 800**	**30 800**
77.2.1.1	Intérêts sur placement financier	30 800	30 800
TOTAL	**PRODUITS FINANCIERS**	**30 800**	**30 800**
TOTAL	**BUDGETS ANNEXES**	**8 902 923**	**8 902 923**

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2027

Détail des ressources

Edition du 16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2026	Initiales 2027
3	**COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**		
71	**RECETTES FISCALES**		
71.5	**Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services**	**98 159 000**	**98 159 000**
71.5.1	**Impôts et taxes intérieurs, TVA, TPS, IAS**	**98 159 000**	**98 159 000**
71.5.1.40	Crédits TVA (DGD)	39 263 600	39 263 600
71.5.1.41	Crédits TVA (DGI)	58 895 400	58 895 400
71.9	**Autres recettes fiscales**	**165 102 566**	**112 772 030**
71.9.7	**Contributions aux fonds miniers**	**165 102 566**	**112 772 030**
71.9.7.1	Contribution au Fonds miniers de développement local	18 436 344	20 000 000
71.9.7.3	Contribution au Fonds de réalisation des infrastructures énergétiques, hydrauliques et de transport	121 572 516	80 000 000
71.9.7.4	Contribution au Fonds de financement de la promotion du secteur minier	618 792	349 986
71.9.7.5	Conbtribution au Fonds de fin. de la rech. géologique, du renf. de capacité et de la formation	24 474 914	12 422 044
TOTAL	**RECETTES FISCALES**	**263 261 566**	**210 931 030**
72	**RECETTES NON FISCALES**		
72.2	**Droits et frais administratifs**	**3 661 747**	**3 011 747**
72.2.1	**Droits et frais administratifs**	**3 661 747**	**3 011 747**
72.2.1.10	Vente des explosifs	10 000	10 000
72.2.1.23	Travaux Prospection Géophysique	25 000	25 000
72.2.1.24	Travaux Prospection Géochimique	50 000	50 000
72.2.1.25	Analyses des Echantillons	40 000	40 000
72.2.1.26	Primes pour Conventions d'Etablissement	500 000	0
72.2.1.28	Travaux de Sondage	215 000	215 000
72.2.1.30	Permis d'exploitation de la Forêt	1 581 667	1 581 667
72.2.1.31	Permis d'exploitation de la Faune	500 000	500 000
72.2.1.32	Transfert Titres Miniers de Prospection et de Recherche	150 000	0
72.2.1.33	Droit d'obtention du permis environnemental	500 080	500 080
72.2.1.34	Redevance pour l'utilisation de l'eau du domaine public	90 000	90 000
72.3	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**318 333**	**218 333**
72.3.1	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**318 333**	**218 333**
72.3.1.12	Amendes	218 333	218 333
72.3.1.13	Pénalités	100 000	0
72.9	**Autres recettes non fiscales**	**73 256**	**73 256**
72.9.1	**Autres recettes non fiscales**	**73 256**	**73 256**
72.9.1.20	Recettes Annexes	20 000	20 000
72.9.1.23	Reports de recettes non fiscales	53 256	53 256
TOTAL	**RECETTES NON FISCALES**	**4 053 336**	**3 303 336**
73	**TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS**		
73.1	**Transferts reçus du budget général**	**11 814 385**	**11 150 000**
73.1.1	**Transferts reçus du budget général**	**11 814 385**	**11 150 000**
73.1.1.10	Transfert Réçu du Budget Général	11 493 442	11 150 000
73.1.1.11	Reports	320 943	0
TOTAL	**TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS**	**11 814 385**	**11 150 000**
74	**DONS PROGRAMMES ET LEGS**		
74.5	**Fonds de concours**	**30 000**	**30 000**
74.5.1	**Fonds de concours**	**30 000**	**30 000**
74.5.1.3	Participation financière des Communes et usagers	30 000	30 000

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2027

Détail des ressources

Edition du 16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2026	Initiales 2027
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
74 DONS PROGRAMMES ET LEGS			
TOTAL DONS PROGRAMMES ET LEGS		**30 000**	**30 000**
77 PRODUITS FINANCIERS			
77.4 Revenus des titres de placements		**0**	**85 000 000**
77.4.1 Revenus des titres de placements		**0**	**85 000 000**
77.4.1.12	Dividendes dans les sociétés minières	0	85 000 000
TOTAL PRODUITS FINANCIERS		**0**	**85 000 000**
TOTAL	**COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**	**279 159 287**	**310 414 366**
TOTAL ENSEMBLE DES RECETTES		**3 372 894 610**	**3 866 634 689**

Article 5 : Pour 2027, les recettes des budgets annexes, évaluées à **8 902 923 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

Montant en FCFA

BUDGETS ANNEXES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2026	INITIALES 2027
Entrepôts Maliens au Sénégal	2 757 600 000	2 757 600 000
Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	2 020 000 000	2 020 000 000
Entrepôts Maliens au Togo	739 500 000	739 500 000
Entrepôts Maliens en Guinée	1 200 000 000	1 200 000 000
Entrepôts Maliens en Mauritanie	777 323 000	777 323 000
Entrepôts Maliens au Ghana	802 500 000	802 500 000
Entrepôts Maliens au Bénin	606 000 000	606 000 000
TOTAL DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES	**8 902 923 000**	**8 902 923 000**

Article 6 : Pour 2027, les recettes des Comptes spéciaux du Trésor, évaluées à **310 414 366 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

Montant en FCFA

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2026	INITIALES 2027
Fonds de Remboursement des crédits TVA	98 159 000 000	98 159 000 000
Fonds National pour le Développement de la Statistique	3 000 000 000	3 000 000 000
Garantie Centrale Solaire Photovoltaïque 33 MWc à Ségou	343 442 000	-
Fonds minier de développement local	18 436 344 000	20 000 000 000
Fonds de réalisation des infrastructures énergétiques, hydrauliques et de transport	121 572 516 000	80 000 000 000
Recettes des dividendes des Sociétés minières		85 000 000 000
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2 500 000 000	2 500 000 000
Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	650 000 000	650 000 000
Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune	500 000 000	500 000 000
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts	1 800 000 000	1 800 000 000
Fonds d'Etude d'Impact environnemental et social	500 080 000	500 080 000
Fonds de Développement de l'Eau	173 256 000	173 256 000
Fonds de financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des activités minières	750 000 000	-
Programme de Développement des Ressources Minérales	360 000 000	360 000 000
Fonds de financement de la promotion du secteur minier	618 792 000	349 986 000
Fonds de financement de la recherche géologique, du renforcement de capacité et de la formation	24 474 914 000	12 422 044 000
Fonds National d'Appui à l'Agriculture	5 320 943 000	5 000 000 000
TOTAL DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**279 159 287 000**	**310 414 366 000**

Section 2 : Evaluation des ressources de trésorerie

Article 7 : Pour 2027, les ressources de trésorerie de l'Etat sont prévues et autorisées à hauteur de **119 337 627 002 FCFA** et réparties comme suit :

Montant en FCFA

RESSOURCES DE TRESORERIE	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2026	INITIALES 2027
Produits provenant de la cession des actifs	**10 000 000 000**	**5 000 000 000**
Aliénations du domaine mobilier	*500 000 000*	*500 000 000*
Aliénations d'immeubles	*9 500 000 000*	*4 500 000 000*
Recettes de privatisation	-	-
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	**90 000 000 000**	**90 000 000 000**
Produits des emprunts projets	*90 000 000 000*	*90 000 000 000*
Produits des emprunts programmes	-	-
Dépôts sur les comptes des correspondants	**19 216 171 999**	**21 857 627 002**
Remboursements de prêts et avances	**3 390 000 000**	**2 480 000 000**
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	**122 606 171 999**	**119 337 627 002**

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

CHAPITRE I : DESCRIPTION DES CHARGES

Article 8 : Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

Section 1 : Fixation des plafonds des dépenses budgétaires

Article 9 : Pour 2027, le plafond des dépenses budgétaires de l'Etat est fixé à **4 462 645 692 000 FCFA** et réparti par nature de dépenses comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2026	INITIALES 2027
Dépenses ordinaires	**2 926 844 747 000**	**3 148 529 669 000**
Dépenses de personnel	1 137 211 471 000	1 266 408 519 000
Charges financières de la dette	245 852 000 000	303 259 000 000
Dépenses d'acquisitions de biens et services	953 192 137 000	891 167 240 000
Dépenses de transfert courant et de subvention	479 420 831 000	576 526 602 000
Dépenses en atténuation de recettes	111 168 308 000	111 168 308 000
Dépenses en capital	**1 066 474 502 000**	**1 314 116 023 000**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	1 066 474 502 000	1 314 116 023 000
Dépenses de transfert en capital	-	-
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	**3 993 319 249 000**	**4 462 645 692 000**

Article 10 : Pour 2027, le plafond des dépenses du budget général est fixé à **4 143 328 403 000 FCFA** et réparti comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2026	INITIALES 2027
Personnel	1 134 332 271 000	1 263 529 319 000
Charges financières de la dette	245 852 000 000	303 259 000 000
Biens et services	947 158 700 000	886 496 051 000
Transferts et subventions	459 369 487 000	469 911 602 000
Dépenses en atténuation de recettes	13 009 308 000	13 009 308 000
Investissement	905 535 273 000	1 207 123 123 000
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	**3 705 257 039 000**	**4 143 328 403 000**

Article 11 : Pour 2027, le plafond des dépenses des budgets annexes est fixé à **8 902 923 000 FCFA** et réparti comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2026	**INITIALES 2027**
Personnel	2 719 200 000	2 719 200 000
Biens et services	3 101 123 000	3 101 123 000
Transferts et subventions	875 000 000	875 000 000
Investissement	2 207 600 000	2 207 600 000
TOTAL DES DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES	**8 902 923 000**	**8 902 923 000**

Article 12 : Pour 2027, le plafond des dépenses des comptes spéciaux du Trésor (CST), composés des comptes d'affectation spéciale, est fixé à **310 414 366 000 FCFA** et réparti comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2026	**INITIALES 2027**
Personnel	160 000 000	160 000 000
Biens et services	2 932 314 000	1 570 066 000
Transferts et subventions	19 176 344 000	105 740 000 000
Dépenses en atténuation de recettes	98 159 000 000	98 159 000 000
Investissement	158 731 629 000	104 785 300 000
TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**279 159 287 000**	**310 414 366 000**

Article 13 : Pour 2027, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'Etat est fixé au nombre de **112 769 agents.**

Section 2 : Evaluation des charges de trésorerie

Article 14 : Pour 2027, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **1 291 823 627 002 FCFA** et réparties comme suit :

Montant en FCFA

CHARGES DE TRESORERIE	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2026	**INITIALES 2027**
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	**1 499 570 000 000**	**1 269 966 000 000**
- Principal dette intérieure	*1 249 833 000 000*	*1 012 307 000 000*
- Principal dette extérieure	*249 737 000 000*	*257 659 000 000*
Retraits sur les comptes des correspondants	**19 216 171 999**	**21 857 627 002**
Prêts et avances	**30 000 000 000**	**0**
TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	**1 548 786 171 999**	**1 291 823 627 002**

TITRE III : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

Article 15 : Pour 2027, les recettes budgétaires prévues et autorisées, les plafonds des dépenses fixés et l'équilibre budgétaire qui en résulte sont arrêtés comme suit :

Montant en milliers de FCFA

Libellés	Prévisions des recettes		Libellés	Prévisions des dépenses		Solde prévisionnel	
	Rectifiées 2026	Initiales 2027		Rectifiées 2026	Initiales 2027	Rectifié 2026	Initial 2027
Budget général							
Dons projets et legs	75 000 000	75 000 000	Personnel	1 134 332 271	1 263 529 319		
Recettes fiscales nettes	2 852 352 518	3 402 042 515	Charges financières de la dette	245 852 000	303 259 000		
Recettes non fiscales	27 838 482	30 934 485	Biens et services	947 158 700	886 496 051		
Dons programmes et legs	2 001 400	532 400	Transferts et subventions	459 369 487	469 911 602		
Recettes exceptionnelles	18 990 000	13 808 000	Dépenses en atténuation de recettes	13 009 308	13 009 308		
Produits financiers	108 650 000	25 000 000	Investissement	905 535 273	1 207 123 123		
Recettes totales	**3 084 832 400**	**3 547 317 400**	**Dépenses totales**	**3 705 257 039**	**4 143 328 403**	**-620 424 639**	**-596 011 003**
Budgets annexes							
Ventes de produits	5 027 697	5 027 697	Personnel	2 719 200	2 719 200		
Recettes non fiscales	1 566 426	1 566 426	Biens et services	3 101 123	3 101 123		
Recettes exceptionnelles	2 278 000	2 278 000	Transferts et subventions	875 000	875 000		
Produits financiers	30 800	30 800	Investissement	2 207 600	2 207 600		
Recettes totales	**8 902 923**	**8 902 923**	**Dépenses totales**	**8 902 923**	**8 902 923**	**0**	**0**
Comptes spéciaux du Trésor (CST)							
Recettes fiscales	263 261 566	210 931 030	Personnel	160 000	160 000		
Recettes non fiscales	4 053 336	3 303 336	Biens et services	2 932 314	1 570 066		
Transferts reçus d'autres budgets	11 814 385	11 150 000	Transferts et subventions	19 176 344	105 740 000		
Dons programmes et legs	30 000	30 000	Dépenses en atténuation de recettes	98 159 000	98 159 000		
Produits financiers		85 000 000	Investissement	158 731 629	104 785 300		
Recettes totales	**279 159 287**	**310 414 366**	**Dépenses totales**	**279 159 287**	**310 414 366**	**0**	**0**
TOTAL GENERAL	**3 372 894 610**	**3 866 634 689**	**TOTAL GENERAL**	**3 993 319 249**	**4 462 645 692**	**-620 424 639**	**-596 011 003**
Solde budgétaire global						**-620 424 639**	**-596 011 003**

Article 16 : Les recettes et les dépenses budgétaires, pour 2027, étant respectivement arrêtées à **3 866 634 689 000 FCFA** et **4 462 645 692 000 FCFA**, il en résulte un solde budgétaire global négatif de **596 011 003 000 FCFA**.

Article 17 : Pour 2027, le tableau de financement récapitulant, pour la durée de l'exercice, les prévisions de ressources et de charges de trésorerie, est approuvé comme suit :

Montant en FCFA

LIBELLES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2026	INITIALES 2027
Besoins de financement	**2 169 210 810 999**	**1 887 834 630 002**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	1 499 570 000 000	1 269 966 000 000
- *Principal dette intérieure*	*1 249 833 000 000*	*1 012 307 000 000*
- *Principal dette extérieure*	*249 737 000 000*	*257 659 000 000*
Déficit budgétaire à financer	620 424 639 000	596 011 003 000
Prêts et avances	30 000 000 000	0
Retraits sur les comptes des correspondants	19 216 171 999	21 857 627 002
Ressources de financement	**2 169 210 810 999**	**1 887 834 630 002**
Tirages sur des emprunts projets	90 000 000 000	90 000 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	2 046 604 639 000	1 768 497 003 000
Tirages sur des emprunts programmes	0	0
Produits provenant de la cession des actifs	10 000 000 000	5 000 000 000
Remboursements de prêts et avances	3 390 000 000	2 480 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	19 216 171 999	21 857 627 002

Article 18 : Au cours de l'exercice 2027, le ministre chargé des Finances est autorisé à recourir à des emprunts à court, moyen et long termes pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

Pour 2027, la variation nette de l'encours des emprunts à moyen et long termes qui peuvent être émis est plafonnée à **588 531 003 000 FCFA.**

Article 19 : Les emprunts et conventions de prêts sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2027-2029. Le ministre chargé des Finances est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le ministre chargé des Finances est autorisé à négocier et seul habilité, au cours de l'exercice 2027, à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions de prêts, à des conditions sauvegardant les intérêts financiers de celui-ci, dans le cadre du financement des programmes/projets de développement.

Le document de stratégie d'endettement public du Mali à moyen terme 2027-2029, figure à **l'état A** annexé à la présente loi.

Article 20 : Tout appel de fonds extérieurs dans le cadre du financement des projets s'effectue suivant des modalités particulières définies par le ministre chargé des Finances.

Article 21 : Des garanties et des avals peuvent être accordés par l'Etat conformément aux dispositions de l'article 42 de la Loi n°2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux Lois de Finances.

Pour 2027, la variation nette de l'encours des prêts garantis et avalisés par l'Etat est plafonnée à **16 500 000 000 FCFA.**

SECONDE PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE I : AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Article 22 : Dans la limite du plafond fixé à l'article 9 ci-dessus, les crédits sont inscrits, en autorisations d'engagement et crédits de paiement, par section, programme, dotation et nature de dépenses comme suit :

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
0.001 Assemblée Nationale	**300 000**	**12 586 802**	**13 630 872**
Personnel	0	4 700 000	4 700 000
66 Charges de personnel	0	4 700 000	4 700 000
Biens et services	0	5 922 567	8 166 637
60 Achats de biens	0	1 650 412	2 560 190
61 Acquisitions de services	0	3 546 755	4 717 861
62 Autres services	0	725 400	888 586
Transferts et subventions	0	464 235	464 235
64 Transferts	0	464 235	464 235
Investissement	300 000	1 500 000	300 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	300 000	1 500 000	300 000
Total	**300 000**	**12 586 802**	**13 630 872**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
0.007 Présidence de la République	**2 026 300**	**14 716 210**	**23 143 857**
Personnel	0	2 194 666	3 792 928
66 Charges de personnel	0	2 194 666	3 792 928
Biens et services	0	9 723 137	15 245 112
60 Achats de biens	0	4 128 902	8 538 705
61 Acquisitions de services	0	4 452 509	5 174 464
62 Autres services	0	1 141 726	1 531 943
Transferts et subventions	0	1 943 407	2 079 517
63 Subventions	0	51 168	90 000
64 Transferts	0	1 892 239	1 989 517
Investissement	2 026 300	855 000	2 026 300
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 050 000	855 000	1 050 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	976 300	0	976 300
Total	**2 026 300**	**14 716 210**	**23 143 857**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
130 PRIMATURE			
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	**820 000**	**7 030 271**	**8 028 781**
Personnel	0	1 882 910	1 766 782
66 Charges de personnel	0	1 882 910	1 766 782
Biens et services	0	4 039 075	4 814 032
60 Achats de biens	0	2 103 414	2 557 700
61 Acquisitions de services	0	985 661	1 306 332
62 Autres services	0	950 000	950 000
Transferts et subventions	0	624 606	627 967
64 Transferts	0	624 606	627 967
Investissement	820 000	483 680	820 000
21 Immobilisations incorporelles	30 000	47 500	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	670 000	427 500	670 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	120 000	8 680	120 000
1.004 Administration générale et contrôle	**2 690 000**	**5 211 042**	**5 759 252**
Personnel	0	677 069	710 235
66 Charges de personnel	0	677 069	710 235
Biens et services	0	2 217 423	2 566 391
60 Achats de biens	0	583 737	748 460
61 Acquisitions de services	0	1 355 214	1 491 808
62 Autres services	0	278 472	326 123
Transferts et subventions	0	1 139 987	1 092 626
64 Transferts	0	1 139 987	1 092 626
Investissement	2 690 000	1 176 563	1 390 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 690 000	1 176 563	1 390 000
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	**150 000**	**611 879**	**841 644**
Personnel	0	352 322	374 644
66 Charges de personnel	0	352 322	374 644
Biens et services	0	152 373	287 000
60 Achats de biens	0	54 251	125 000
61 Acquisitions de services	0	66 122	130 000
62 Autres services	0	32 000	32 000
Transferts et subventions	0	4 569	30 000
64 Transferts	0	4 569	30 000
Investissement	150 000	102 615	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	95 000	100 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	7 615	50 000
Total	**3 660 000**	**12 853 192**	**14 629 677**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	**381 000**	**5 140 993**	**6 193 048**
Personnel	0	3 432 123	3 432 123
66 Charges de personnel	0	3 432 123	3 432 123
Biens et services	0	1 646 738	2 379 925
60 Achats de biens	0	368 921	761 125
61 Acquisitions de services	0	674 762	888 800
62 Autres services	0	603 055	730 000
Investissement	381 000	62 132	381 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	110 000	10 356	110 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	271 000	51 776	271 000
Total	**381 000**	**5 140 993**	**6 193 048**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
0.009 Cour Constitutionnelle	**30 000**	**1 225 063**	**1 639 024**
Personnel	0	614 747	636 823
66 Charges de personnel	0	614 747	636 823
Biens et services	0	606 432	972 201
60 Achats de biens	0	309 839	518 306
61 Acquisitions de services	0	146 391	282 176
62 Autres services	0	150 202	171 719
Investissement	30 000	3 884	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 000	3 884	30 000
Total	**30 000**	**1 225 063**	**1 639 024**
150 COUR SUPREME			
0.008 Cour Suprême	**4 117 375**	**6 476 958**	**6 571 860**
Personnel	0	3 002 018	2 586 973
66 Charges de personnel	0	3 002 018	2 586 973
Biens et services	0	957 404	1 203 012
60 Achats de biens	0	488 081	571 250
61 Acquisitions de services	0	93 864	179 762
62 Autres services	0	375 459	452 000
Transferts et subventions	0	127 342	164 500
64 Transferts	0	127 342	164 500
Investissement	4 117 375	2 390 194	2 617 375
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 117 375	2 390 194	2 617 375
Total	**4 117 375**	**6 476 958**	**6 571 860**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
0.010 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	**5 603 614**	**1 627 826**	**2 307 554**
Personnel	0	342 984	362 765
66 Charges de personnel	0	342 984	362 765
Biens et services	0	870 082	1 434 353
60 Achats de biens	0	477 803	858 438
61 Acquisitions de services	0	307 838	481 129
62 Autres services	0	84 441	94 786
Transferts et subventions	0	6 822	6 822
64 Transferts	0	6 822	6 822
Investissement	5 603 614	407 938	503 614
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 603 614	407 938	503 614
Total	**5 603 614**	**1 627 826**	**2 307 554**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
0.011 Haut Conseil des Collectivités	**89 899**	**1 162 010**	**1 571 500**
Personnel	0	664 798	656 033
66 Charges de personnel	0	664 798	656 033
Biens et services	0	485 574	825 568
60 Achats de biens	0	156 968	355 226
61 Acquisitions de services	0	272 563	380 168
62 Autres services	0	56 043	90 174
Investissement	89 899	11 638	89 899
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	89 899	11 638	89 899
Total	**89 899**	**1 162 010**	**1 571 500**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
1.006 Administration Générale	**7 365 781**	**50 058 200**	**49 260 682**
Personnel	0	21 427 089	20 347 014
66 Charges de personnel	0	21 427 089	20 347 014
Biens et services	0	13 082 342	13 978 849
60 Achats de biens	0	1 917 281	1 999 971
61 Acquisitions de services	0	10 262 557	11 129 447
62 Autres services	0	902 504	849 431
Transferts et subventions	0	12 126 061	9 423 038
64 Transferts	0	12 126 061	9 423 038
Investissement	7 365 781	3 422 708	5 511 781
21 Immobilisations incorporelles	2 816 746	2 307 339	2 816 746
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 254 000	839 589	2 400 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	295 035	275 780	295 035
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	**0**	**310 768**	**463 375**
Personnel	0	223 726	244 566
66 Charges de personnel	0	223 726	244 566
Biens et services	0	87 042	218 809
60 Achats de biens	0	73 212	188 380
61 Acquisitions de services	0	13 830	30 429
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	**0**	**103 458**	**153 117**
Personnel	0	82 162	106 695
66 Charges de personnel	0	82 162	106 695
Biens et services	0	21 296	46 422
60 Achats de biens	0	18 720	40 754
61 Acquisitions de services	0	2 576	5 668
Total	**7 365 781**	**50 472 426**	**49 877 174**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
1.007 Administration Générale	**50 000**	**1 322 510**	**1 591 993**
Personnel	0	460 937	521 139
66 Charges de personnel	0	460 937	521 139
Biens et services	0	855 101	1 020 854
60 Achats de biens	0	511 349	459 504
61 Acquisitions de services	0	281 234	438 350
62 Autres services	0	62 518	123 000
Investissement	50 000	6 472	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	6 472	50 000
2.010 Intégration Africaine	**0**	**268 728**	**467 812**
Personnel	0	30 615	25 766
66 Charges de personnel	0	30 615	25 766
Biens et services	0	161 123	281 779
60 Achats de biens	0	103 754	193 711
61 Acquisitions de services	0	1 374	9 023
62 Autres services	0	55 995	79 045
Transferts et subventions	0	76 990	160 267
64 Transferts	0	76 990	160 267
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	**3 895 000**	**723 749**	**2 531 065**
Personnel	0	115 665	107 776
66 Charges de personnel	0	115 665	107 776
Biens et services	0	84 282	212 393
60 Achats de biens	0	39 286	95 000
61 Acquisitions de services	0	10 617	28 393
62 Autres services	0	34 379	89 000
Transferts et subventions	0	150 199	315 896
64 Transferts	0	150 199	315 896
Investissement	3 895 000	373 603	1 895 000
21 Immobilisations incorporelles	895 000	327 142	895 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 000 000	46 461	1 000 000
Total	**3 945 000**	**2 314 987**	**4 590 870**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
2.012 Bureau du Vérificateur Général	**160 000**	**4 997 169**	**5 376 451**
Personnel	0	3 698 570	3 810 719
66 Charges de personnel	0	3 698 570	3 810 719
Biens et services	0	738 030	1 375 732
60 Achats de biens	0	349 374	601 786
61 Acquisitions de services	0	281 714	610 482
62 Autres services	0	106 942	163 464
Transferts et subventions	0	4 569	30 000
64 Transferts	0	4 569	30 000
Investissement	160 000	556 000	160 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 000	360 500	30 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	130 000	195 500	130 000
Total	**160 000**	**4 997 169**	**5 376 451**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	**290 000**	**1 245 006**	**1 986 333**
Personnel	0	414 016	482 757
66 Charges de personnel	0	414 016	482 757
Biens et services	0	505 184	1 093 076
60 Achats de biens	0	351 642	909 489
61 Acquisitions de services	0	108 542	138 587
62 Autres services	0	45 000	45 000
Transferts et subventions	0	57 887	120 500
64 Transferts	0	57 887	120 500
Investissement	290 000	267 919	290 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	270 000	242 678	270 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	20 000	25 241	20 000
Total	**290 000**	**1 245 006**	**1 986 333**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	**0**	**108 504**	**161 763**
Personnel	0	10 520	11 714
66 Charges de personnel	0	10 520	11 714
Biens et services	0	97 984	150 049
60 Achats de biens	0	33 379	73 045
61 Acquisitions de services	0	36 838	48 692
62 Autres services	0	27 767	28 312
Total	**0**	**108 504**	**161 763**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
1.008 Administration Générale	**81 180 869**	**585 853 629**	**589 400 094**
Personnel	0	308 198 463	376 696 967
66 Charges de personnel	0	308 198 463	376 696 967
Biens et services	0	77 719 919	127 751 319
60 Achats de biens	0	65 641 788	105 331 427
61 Acquisitions de services	0	10 178 632	20 492 906
62 Autres services	0	1 899 499	1 926 986
Transferts et subventions	0	11 439 222	3 770 939
64 Transferts	0	11 439 222	3 770 939
Investissement	81 180 869	188 496 025	81 180 869
21 Immobilisations incorporelles	88 428	86 272	88 428
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	7 967 304	10 372 980	7 967 304
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	36 318	203 783	36 318
25 Équipements militaires	73 088 819	177 832 990	73 088 819
2.015 Gestion des Opérations Militaires	**8 688 633**	**63 828 030**	**94 074 278**
Biens et services	0	55 116 202	85 116 156
60 Achats de biens	0	52 657 635	82 294 082
61 Acquisitions de services	0	2 076 344	2 309 790
62 Autres services	0	382 223	512 284
Transferts et subventions	0	262 916	269 489
64 Transferts	0	262 916	269 489
Investissement	8 688 633	8 448 912	8 688 633
21 Immobilisations incorporelles	146 460	139 474	146 460
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 233 508	1 179 033	1 233 508
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	43 940	42 868	43 940
25 Équipements militaires	7 264 725	7 087 537	7 264 725
2.016 Inspection des Armées	**21 525**	**356 206**	**375 112**
Biens et services	0	335 206	353 587
60 Achats de biens	0	117 778	120 723
61 Acquisitions de services	0	216 428	221 839
62 Autres services	0	1 000	11 025
Investissement	21 525	21 000	21 525
21 Immobilisations incorporelles	15 375	15 000	15 375
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 150	6 000	6 150

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
2.017 Formation	**35 888**	**873 077**	**907 908**
Biens et services	0	838 064	872 020
60 Achats de biens	0	529 295	548 215
61 Acquisitions de services	0	185 561	197 515
62 Autres services	0	123 208	126 290
Investissement	35 888	35 013	35 888
21 Immobilisations incorporelles	18 951	18 489	18 951
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	16 937	16 524	16 937
2.018 Gestion des Transmissions	**180 812**	**707 526**	**725 232**
Biens et services	0	531 124	544 420
60 Achats de biens	0	280 817	287 843
61 Acquisitions de services	0	194 798	199 672
62 Autres services	0	55 509	56 905
Investissement	180 812	176 402	180 812
21 Immobilisations incorporelles	26 650	26 000	26 650
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	31 162	30 402	31 162
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	123 000	120 000	123 000
Total	**90 107 727**	**651 618 468**	**685 482 624**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	**1 611 197**	**10 300 295**	**11 170 227**
Personnel	0	2 246 115	2 401 298
66 Charges de personnel	0	2 246 115	2 401 298
Biens et services	0	5 227 383	5 800 892
60 Achats de biens	0	2 998 156	3 229 411
61 Acquisitions de services	0	1 338 610	1 515 746
62 Autres services	0	890 617	1 055 735
Transferts et subventions	0	1 212 870	1 356 840
64 Transferts	0	1 212 870	1 356 840
Investissement	1 611 197	1 613 927	1 611 197
21 Immobilisations incorporelles	270 750	105 213	270 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 300 447	1 235 425	1 300 447
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	40 000	273 289	40 000
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	**1 947 807**	**25 770 285**	**28 082 178**
Personnel	0	17 483 056	19 365 267
66 Charges de personnel	0	17 483 056	19 365 267
Biens et services	0	4 468 701	4 916 671
60 Achats de biens	0	3 041 769	3 337 916
61 Acquisitions de services	0	145 883	168 710
62 Autres services	0	1 281 049	1 410 045
Transferts et subventions	0	1 742 242	1 852 433
64 Transferts	0	1 742 242	1 852 433
Investissement	1 947 807	2 076 286	1 947 807
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 877 807	2 009 786	1 877 807
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	70 000	66 500	70 000
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	**1 436 639**	**10 593 678**	**11 061 605**
Personnel	0	4 570 395	4 574 822
66 Charges de personnel	0	4 570 395	4 574 822
Biens et services	0	4 533 975	4 920 144
60 Achats de biens	0	4 296 211	4 641 094
61 Acquisitions de services	0	92 716	97 594
62 Autres services	0	145 048	181 456
Transferts et subventions	0	124 500	130 000
64 Transferts	0	124 500	130 000
Investissement	1 436 639	1 364 808	1 436 639
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 436 639	1 364 808	1 436 639
Total	**4 995 643**	**46 664 258**	**50 314 010**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	**190 000**	**2 544 090**	**3 088 270**
Personnel	0	2 049 270	2 049 270
66 Charges de personnel	0	2 049 270	2 049 270
Biens et services	0	449 436	849 000
60 Achats de biens	0	286 436	686 000
61 Acquisitions de services	0	145 000	145 000
62 Autres services	0	18 000	18 000
Investissement	190 000	45 384	190 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	190 000	45 384	190 000
Total	**190 000**	**2 544 090**	**3 088 270**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	**35 625**	**709 582**	**1 029 861**
Personnel	0	367 684	397 684
66 Charges de personnel	0	367 684	397 684
Biens et services	0	335 749	596 552
60 Achats de biens	0	181 360	347 475
61 Acquisitions de services	0	126 908	218 792
62 Autres services	0	27 481	30 285
Investissement	35 625	6 149	35 625
21 Immobilisations incorporelles	35 625	6 149	35 625
Total	**35 625**	**709 582**	**1 029 861**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
1.010 Administration Générale	**12 762 500**	**33 768 268**	**24 475 741**
Personnel	0	282 837	307 837
66 Charges de personnel	0	282 837	307 837
Biens et services	0	8 596 451	7 759 094
60 Achats de biens	0	4 501 039	3 569 039
61 Acquisitions de services	0	1 897 478	1 977 121
62 Autres services	0	2 197 934	2 212 934
Transferts et subventions	0	4 596 710	3 646 310
64 Transferts	0	4 596 710	3 646 310
Investissement	12 762 500	20 292 270	12 762 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 652 500	1 617 500	1 652 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	11 110 000	18 674 770	11 110 000
2.021 Ordre et Sécurité	**14 707 032**	**136 792 215**	**153 966 231**
Personnel	0	112 123 000	125 210 095
66 Charges de personnel	0	112 123 000	125 210 095
Biens et services	0	9 578 749	13 622 846
60 Achats de biens	0	6 745 315	10 331 242
61 Acquisitions de services	0	2 441 555	2 743 621
62 Autres services	0	391 879	547 983
Transferts et subventions	0	383 434	426 258
64 Transferts	0	383 434	426 258
Investissement	14 707 032	14 707 032	14 707 032
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	14 593 016	14 593 016	14 593 016
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	114 016	114 016	114 016
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	**5 021 036**	**31 455 933**	**38 071 963**
Personnel	0	24 208 000	29 015 190
66 Charges de personnel	0	24 208 000	29 015 190
Biens et services	0	2 037 897	3 791 737
60 Achats de biens	0	1 524 446	3 242 636
61 Acquisitions de services	0	429 250	464 000
62 Autres services	0	84 201	85 101
Transferts et subventions	0	189 000	244 000
64 Transferts	0	189 000	244 000
Investissement	5 021 036	5 021 036	5 021 036
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 000 000	5 000 000	5 000 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	21 036	21 036	21 036
Total	**32 490 568**	**202 016 416**	**216 513 935**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
1 BUDGET GENERAL			
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT			
0.002 Securite d'Etat	**0**	**21 184 916**	**21 184 916**
Biens et services	0	20 984 916	20 984 916
60 Achats de biens	0	20 216 072	20 216 072
61 Acquisitions de services	0	768 844	768 844
Transferts et subventions	0	200 000	200 000
64 Transferts	0	200 000	200 000
Total	**0**	**21 184 916**	**21 184 916**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
1.011 Administration Générale	**19 491 438**	**18 938 964**	**22 414 537**
Personnel	0	1 341 889	1 374 100
66 Charges de personnel	0	1 341 889	1 374 100
Biens et services	0	5 107 707	3 700 953
60 Achats de biens	0	3 323 121	1 583 791
61 Acquisitions de services	0	1 353 429	1 713 504
62 Autres services	0	431 157	403 658
Transferts et subventions	0	3 945 803	8 348 046
63 Subventions	0	10 722	20 675
64 Transferts	0	3 935 081	8 327 371
Investissement	19 491 438	8 543 565	8 991 438
21 Immobilisations incorporelles	1 250 000	626 371	1 250 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	18 059 438	7 917 194	7 559 438
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	182 000	0	182 000
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	**19 709 993**	**8 843 132**	**17 582 114**
Personnel	0	2 671 144	2 873 091
66 Charges de personnel	0	2 671 144	2 873 091
Biens et services	0	2 641 801	4 574 110
60 Achats de biens	0	1 130 750	2 506 996
61 Acquisitions de services	0	400 045	854 599
62 Autres services	0	1 111 006	1 212 515
Transferts et subventions	0	724 070	924 920
64 Transferts	0	724 070	924 920
Investissement	19 709 993	2 806 117	9 209 993
21 Immobilisations incorporelles	100 000	95 000	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	19 156 743	2 630 788	8 656 743
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	453 250	80 329	453 250
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	**15 700 000**	**18 240 613**	**24 152 103**
Personnel	0	14 291 332	14 961 971
66 Charges de personnel	0	14 291 332	14 961 971
Biens et services	0	1 126 115	2 715 132
60 Achats de biens	0	585 515	2 049 661
61 Acquisitions de services	0	113 652	238 523
62 Autres services	0	426 948	426 948
Transferts et subventions	0	815 405	1 775 000
64 Transferts	0	815 405	1 775 000
Investissement	15 700 000	2 007 761	4 700 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	15 400 000	1 992 531	4 400 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	300 000	15 230	300 000

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	**1 125 000**	**7 249 732**	**9 597 304**
Personnel	0	5 013 610	5 204 666
66 Charges de personnel	0	5 013 610	5 204 666
Biens et services	0	1 720 870	2 929 463
60 Achats de biens	0	824 560	1 575 104
61 Acquisitions de services	0	496 934	856 538
62 Autres services	0	399 376	497 821
Transferts et subventions	0	151 053	338 175
64 Transferts	0	151 053	338 175
Investissement	1 125 000	364 199	1 125 000
21 Immobilisations incorporelles	265 000	156 905	265 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	750 000	148 180	750 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	110 000	59 114	110 000
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	**3 020 787**	**7 299 140**	**8 636 938**
Personnel	0	4 757 610	4 351 759
66 Charges de personnel	0	4 757 610	4 351 759
Biens et services	0	1 044 354	2 040 945
60 Achats de biens	0	695 910	1 521 539
61 Acquisitions de services	0	127 460	297 296
62 Autres services	0	220 984	222 110
Transferts et subventions	0	278 066	723 447
64 Transferts	0	278 066	723 447
Investissement	3 020 787	1 219 110	1 520 787
21 Immobilisations incorporelles	150 000	19 416	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 660 787	1 031 470	1 160 787
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	210 000	168 224	210 000
2.027 Gestion de la Dette Publique	**550 000**	**630 480**	**1 091 917**
Personnel	0	254 335	262 247
66 Charges de personnel	0	254 335	262 247
Biens et services	0	39 761	88 106
60 Achats de biens	0	23 070	54 471
61 Acquisitions de services	0	16 691	33 635
Transferts et subventions	0	113 566	191 564
64 Transferts	0	113 566	191 564
Investissement	550 000	222 818	550 000
21 Immobilisations incorporelles	350 000	203 683	350 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	19 135	200 000

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	**8 425 000**	**4 453 471**	**11 291 081**
Personnel	0	1 489 758	1 563 389
66 Charges de personnel	0	1 489 758	1 563 389
Biens et services	0	374 028	665 656
60 Achats de biens	0	293 333	544 913
61 Acquisitions de services	0	36 109	76 157
62 Autres services	0	44 586	44 586
Transferts et subventions	0	378 337	637 036
64 Transferts	0	378 337	637 036
Investissement	8 425 000	2 211 348	8 425 000
21 Immobilisations incorporelles	7 075 000	1 353 962	7 075 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 300 000	828 578	1 300 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	28 808	50 000
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	**2 050 000**	**1 717 917**	**2 970 176**
Transferts et subventions	0	999 619	1 420 176
64 Transferts	0	999 619	1 420 176
Investissement	2 050 000	718 298	1 550 000
21 Immobilisations incorporelles	450 000	394 689	450 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 600 000	323 609	1 100 000
Total	**70 072 218**	**67 373 449**	**97 736 170**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	**83 000**	**1 026 054**	**1 709 209**
Personnel	0	220 404	220 404
66 Charges de personnel	0	220 404	220 404
Biens et services	0	554 905	1 165 805
60 Achats de biens	0	350 043	873 305
61 Acquisitions de services	0	104 862	192 500
62 Autres services	0	100 000	100 000
Transferts et subventions	0	240 000	240 000
64 Transferts	0	240 000	240 000
Investissement	83 000	10 745	83 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	83 000	10 745	83 000
Total	**83 000**	**1 026 054**	**1 709 209**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
1.012 Administration Générale	**3 851 334**	**2 835 035**	**3 521 764**
Personnel	0	344 084	362 750
66 Charges de personnel	0	344 084	362 750
Biens et services	0	1 109 896	1 567 430
60 Achats de biens	0	378 450	715 906
61 Acquisitions de services	0	394 207	498 204
62 Autres services	0	337 239	353 320
Transferts et subventions	0	139 237	140 250
64 Transferts	0	139 237	140 250
Investissement	3 851 334	1 241 818	1 451 334
21 Immobilisations incorporelles	740 000	332 370	740 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 111 334	909 448	711 334
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	**186 200**	**946 992**	**1 159 006**
Personnel	0	347 700	421 617
66 Charges de personnel	0	347 700	421 617
Biens et services	0	522 457	551 189
60 Achats de biens	0	118 369	268 887
61 Acquisitions de services	0	38 290	84 385
62 Autres services	0	365 798	197 917
Investissement	186 200	76 835	186 200
21 Immobilisations incorporelles	136 200	70 363	136 200
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	6 472	50 000
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	**53 750**	**1 161 429**	**1 436 547**
Personnel	0	931 042	963 459
66 Charges de personnel	0	931 042	963 459
Biens et services	0	199 323	371 538
60 Achats de biens	0	120 362	271 386
61 Acquisitions de services	0	13 376	28 567
62 Autres services	0	65 585	71 585
Transferts et subventions	0	22 963	47 800
64 Transferts	0	22 963	47 800
Investissement	53 750	8 101	53 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 750	486	3 750
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	7 615	50 000
Total	**4 091 284**	**4 943 456**	**6 117 317**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
1.013 Administration Générale	**5 048 226**	**2 340 525**	**4 132 954**
Personnel	0	617 437	598 747
66 Charges de personnel	0	617 437	598 747
Biens et services	0	979 174	1 533 099
60 Achats de biens	0	286 187	541 871
61 Acquisitions de services	0	532 590	660 798
62 Autres services	0	160 397	330 430
Transferts et subventions	0	318 068	452 882
64 Transferts	0	318 068	452 882
Investissement	5 048 226	425 846	1 548 226
21 Immobilisations incorporelles	351 850	188 990	351 850
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 525 500	214 737	1 025 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	170 876	22 119	170 876
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	**375 575**	**7 963 928**	**9 716 630**
Personnel	0	297 917	295 085
66 Charges de personnel	0	297 917	295 085
Biens et services	0	377 189	685 786
60 Achats de biens	0	334 226	633 908
61 Acquisitions de services	0	8 562	17 477
62 Autres services	0	34 401	34 401
Transferts et subventions	0	4 163 758	6 360 184
64 Transferts	0	4 163 758	6 360 184
Investissement	375 575	3 125 064	2 375 575
21 Immobilisations incorporelles	200 000	59 205	200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	108 075	3 055 579	2 108 075
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	67 500	10 280	67 500
2.034 Formation Professionnelle	**33 441 576**	**8 418 816**	**20 190 700**
Personnel	0	867 330	954 668
66 Charges de personnel	0	867 330	954 668
Biens et services	0	58 482	104 572
60 Achats de biens	0	24 053	48 804
61 Acquisitions de services	0	7 639	28 978
62 Autres services	0	26 790	26 790
Transferts et subventions	0	3 559 780	6 189 884
64 Transferts	0	3 559 780	6 189 884
Investissement	33 441 576	3 933 224	12 941 576
21 Immobilisations incorporelles	208 750	100 700	208 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	33 202 826	3 828 640	12 702 826
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	30 000	3 884	30 000
Total	**38 865 377**	**18 723 269**	**34 040 284**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
1.044 Administration Générale et Contrôle	**0**	**1 009 904**	**1 306 893**
Personnel	0	262 082	245 443
66 Charges de personnel	0	262 082	245 443
Biens et services	0	747 822	1 061 450
60 Achats de biens	0	514 202	458 700
61 Acquisitions de services	0	184 870	148 000
62 Autres services	0	48 750	49 750
65 Charges exceptionnelles	0	0	405 000
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	**600 000**	**601 958**	**1 032 083**
Personnel	0	135 286	150 594
66 Charges de personnel	0	135 286	150 594
Biens et services	0	151 672	251 489
60 Achats de biens	0	70 419	74 125
61 Acquisitions de services	0	64 628	65 739
62 Autres services	0	16 625	16 625
65 Charges exceptionnelles	0	0	95 000
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
64 Transferts	0	30 000	30 000
Investissement	600 000	285 000	600 000
21 Immobilisations incorporelles	150 000	47 500	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	450 000	237 500	450 000
Total	**600 000**	**1 611 862**	**2 338 976**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
1.014 Administration Générale et Contrôle	**200 000**	**3 563 694**	**4 720 071**
Personnel	0	1 121 631	1 215 956
66 Charges de personnel	0	1 121 631	1 215 956
Biens et services	0	2 142 874	2 989 071
60 Achats de biens	0	926 007	1 434 470
61 Acquisitions de services	0	998 064	1 262 072
62 Autres services	0	218 803	292 529
Transferts et subventions	0	192 999	315 044
64 Transferts	0	192 999	315 044
Investissement	200 000	106 190	200 000
21 Immobilisations incorporelles	200 000	106 190	200 000
2.036 Administration du Territoire	**37 711 701**	**48 108 431**	**64 215 085**
Personnel	0	12 635 071	12 810 815
66 Charges de personnel	0	12 635 071	12 810 815
Biens et services	0	25 893 517	31 545 482
60 Achats de biens	0	13 088 598	16 305 743
61 Acquisitions de services	0	10 150 310	12 310 283
62 Autres services	0	2 282 561	2 426 299
65 Charges exceptionnelles	0	372 048	503 157
Transferts et subventions	0	2 362 995	4 247 087
64 Transferts	0	2 362 995	4 247 087
Investissement	37 711 701	7 216 848	15 611 701
21 Immobilisations incorporelles	30 000	11 841	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	37 651 701	7 200 437	15 551 701
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	30 000	4 570	30 000
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	**400 000**	**274 657**	**688 290**
Personnel	0	83 273	91 690
66 Charges de personnel	0	83 273	91 690
Biens et services	0	68 497	144 947
60 Achats de biens	0	58 650	129 269
61 Acquisitions de services	0	4 847	10 678
62 Autres services	0	5 000	5 000
Transferts et subventions	0	24 814	51 653
64 Transferts	0	24 814	51 653
Investissement	400 000	98 073	400 000
21 Immobilisations incorporelles	200 000	78 938	200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	19 135	200 000

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	**1 847 500**	**28 608 009**	**42 405 384**
Personnel	0	196 889	209 507
66 Charges de personnel	0	196 889	209 507
Biens et services	0	204 370	653 846
60 Achats de biens	0	100 088	483 208
61 Acquisitions de services	0	20 174	44 457
62 Autres services	0	84 108	126 181
Transferts et subventions	0	11 802 163	23 482 368
64 Transferts	0	11 802 163	23 482 368
Investissement	1 847 500	16 404 587	18 059 663
21 Immobilisations incorporelles	50 000	19 735	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 797 500	16 384 852	18 009 663
2.064 Développement Régional et Local		**1 475 096**	
Transferts et subventions		1 448 036	
64 Transferts		1 448 036	
Investissement		27 060	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		27 060	
Total	**40 159 201**	**82 029 887**	**112 028 830**
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	**340 965**	**2 748 477**	**3 177 641**
Personnel	0	1 041 512	1 130 844
66 Charges de personnel	0	1 041 512	1 130 844
Biens et services	0	1 392 144	1 705 832
60 Achats de biens	0	611 276	762 695
61 Acquisitions de services	0	622 868	723 137
62 Autres services	0	158 000	220 000
Investissement	340 965	314 821	340 965
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	340 965	314 821	340 965
Total	**340 965**	**2 748 477**	**3 177 641**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
1.015 Administration Générale	**48 106**	**1 285 017**	**1 536 765**
Personnel	0	229 996	302 961
66 Charges de personnel	0	229 996	302 961
Biens et services	0	769 894	860 329
60 Achats de biens	0	636 507	692 608
61 Acquisitions de services	0	119 982	153 611
62 Autres services	0	13 405	14 110
Transferts et subventions	0	239 426	325 369
64 Transferts	0	239 426	325 369
Investissement	48 106	45 701	48 106
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	48 106	45 701	48 106
2.039 Religion et Culte	**297 500**	**2 204 661**	**1 308 786**
Personnel	0	29 144	30 168
66 Charges de personnel	0	29 144	30 168
Biens et services	0	632 251	705 456
60 Achats de biens	0	521 235	591 906
61 Acquisitions de services	0	77 916	80 450
62 Autres services	0	33 100	33 100
Transferts et subventions	0	1 258 141	275 662
64 Transferts	0	1 258 141	275 662
Investissement	297 500	285 125	297 500
21 Immobilisations incorporelles	30 500	28 975	30 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	190 000	200 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	67 000	66 150	67 000
Total	**345 606**	**3 489 678**	**2 845 551**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
1.016 Administration Générale	**2 000 000**	**11 552 219**	**13 131 862**
Personnel	0	180 149	144 850
66 Charges de personnel	0	180 149	144 850
Biens et services	0	795 129	1 429 706
60 Achats de biens	0	491 322	1 115 049
61 Acquisitions de services	0	253 646	263 660
62 Autres services	0	50 161	50 997
Transferts et subventions	0	149 441	157 306
64 Transferts	0	149 441	157 306
Investissement	2 000 000	10 427 500	11 400 000
21 Immobilisations incorporelles	0	6 190 000	7 000 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 000 000	4 237 500	4 400 000
2.100 Renforcement de la Paix, du processus de Réconciliation nationale, de cohésion sociale et du vivre ensemble	**0**	**3 481 602**	**4 056 831**
Personnel	0	2 870 963	3 414 055
66 Charges de personnel	0	2 870 963	3 414 055
Biens et services	0	610 639	642 776
60 Achats de biens	0	610 639	642 776
2.101 Promotion de la paix, de l'Unité Nationale et des actions de developpement	**100 000**	**1 223 678**	**1 228 327**
Transferts et subventions	0	1 128 678	1 128 327
64 Transferts	0	1 128 678	1 128 327
Investissement	100 000	95 000	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	95 000	100 000
Total	**2 100 000**	**16 257 499**	**18 417 020**
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI			
2.099 Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.	**100 000**	**1 820 413**	**2 231 148**
Personnel	0	1 241 753	1 192 744
66 Charges de personnel	0	1 241 753	1 192 744
Biens et services	0	427 568	828 404
60 Achats de biens	0	215 002	380 404
61 Acquisitions de services	0	180 296	408 000
62 Autres services	0	32 270	40 000
Transferts et subventions	0	100 000	110 000
64 Transferts	0	100 000	110 000
Investissement	100 000	51 092	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	51 092	100 000
Total	**100 000**	**1 820 413**	**2 231 148**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
1.032 Administration Générale	**5 896 750**	**2 056 240**	**2 574 112**
Personnel	0	775 217	695 970
66 Charges de personnel	0	775 217	695 970
Biens et services	0	1 099 250	1 381 392
60 Achats de biens	0	363 079	446 182
61 Acquisitions de services	0	487 436	624 202
62 Autres services	0	248 735	311 008
Investissement	5 896 750	181 773	496 750
21 Immobilisations incorporelles	150 000	114 000	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 746 750	67 773	346 750
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	**7 587 187**	**2 852 660**	**4 226 889**
Personnel	0	1 430 682	1 387 645
66 Charges de personnel	0	1 430 682	1 387 645
Biens et services	0	403 866	759 042
60 Achats de biens	0	341 301	651 178
61 Acquisitions de services	0	23 054	50 942
62 Autres services	0	39 511	56 922
Transferts et subventions	0	327 945	440 015
64 Transferts	0	327 945	440 015
Investissement	7 587 187	690 167	1 640 187
21 Immobilisations incorporelles	220 187	144 357	220 187
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	7 297 000	535 606	1 350 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	70 000	10 204	70 000
2.084 Développement du secteur industriel	**338 314**	**1 632 021**	**1 531 492**
Personnel	0	318 062	300 828
66 Charges de personnel	0	318 062	300 828
Biens et services	0	132 091	292 949
60 Achats de biens	0	70 132	178 120
61 Acquisitions de services	0	24 087	66 957
62 Autres services	0	37 872	47 872
Transferts et subventions	0	979 021	599 401
64 Transferts	0	979 021	599 401
Investissement	338 314	202 847	338 314
21 Immobilisations incorporelles	122 164	178 788	122 164
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	166 150	16 444	166 150
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	7 615	50 000

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
2.085 Appui au développement du secteur privé	**552 593**	**1 001 796**	**1 776 459**
Personnel	0	47 548	43 346
66 Charges de personnel	0	47 548	43 346
Biens et services	0	92 161	214 004
60 Achats de biens	0	54 060	126 715
61 Acquisitions de services	0	9 453	24 150
62 Autres services	0	28 648	63 139
Transferts et subventions	0	555 930	966 516
64 Transferts	0	555 930	966 516
Investissement	552 593	306 157	552 593
21 Immobilisations incorporelles	310 093	167 383	310 093
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	133 270	200 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	42 500	5 504	42 500
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	**44 625**	**106 936**	**178 413**
Personnel	0	57 725	54 198
66 Charges de personnel	0	57 725	54 198
Biens et services	0	43 434	79 590
60 Achats de biens	0	8 358	18 419
61 Acquisitions de services	0	3 059	6 741
62 Autres services	0	32 017	54 430
Investissement	44 625	5 777	44 625
21 Immobilisations incorporelles	44 625	5 777	44 625
Total	**14 419 469**	**7 649 653**	**10 287 365**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
1.017 Administration Générale	**2 978 575**	**24 125 982**	**29 384 976**
Personnel	0	13 306 257	14 216 304
66 Charges de personnel	0	13 306 257	14 216 304
Biens et services	0	7 850 252	13 629 297
60 Achats de biens	0	1 419 629	2 739 176
61 Acquisitions de services	0	1 371 447	2 423 116
62 Autres services	0	5 059 176	8 467 005
Transferts et subventions	0	2 593 408	160 800
63 Subventions		2 583 471	
64 Transferts	0	9 937	160 800
Investissement	2 978 575	376 065	1 378 575
21 Immobilisations incorporelles	100 000	71 250	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 878 575	304 815	1 278 575
2.041 Développement de l'Education de Base	**4 717 188**	**331 738 400**	**353 973 832**
Personnel	0	298 601 131	313 663 901
66 Charges de personnel	0	298 601 131	313 663 901
Biens et services	0	22 449 346	26 651 065
60 Achats de biens	0	12 057 215	16 463 001
61 Acquisitions de services	0	1 122 059	1 621 888
62 Autres services	0	9 267 483	8 549 176
65 Charges exceptionnelles	0	2 589	17 000
Transferts et subventions	0	1 019 599	1 458 287
64 Transferts	0	1 019 599	1 458 287
Investissement	4 717 188	9 668 324	12 200 579
21 Immobilisations incorporelles	1 568 155	7 775 337	9 051 546
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 400 000	1 568 760	1 400 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 749 033	324 227	1 749 033
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	**3 010 187**	**29 445 576**	**32 412 883**
Personnel	0	937 841	1 019 460
66 Charges de personnel	0	937 841	1 019 460
Biens et services	0	9 719 182	11 215 162
60 Achats de biens	0	9 198 299	10 459 615
61 Acquisitions de services	0	140 797	250 395
62 Autres services	0	380 086	505 152
Investissement	3 010 187	18 788 553	20 178 261
21 Immobilisations incorporelles	0	17 168 074	17 168 074
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 500 000	1 425 000	1 500 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 510 187	195 479	1 510 187

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	**223 015**	**69 294 317**	**73 327 933**
Personnel	0	31 611 912	34 066 578
66 Charges de personnel	0	31 611 912	34 066 578
Biens et services	0	8 299 985	9 333 924
60 Achats de biens	0	7 725 022	8 662 011
61 Acquisitions de services	0	124 186	186 314
62 Autres services	0	450 777	485 599
Transferts et subventions	0	7 221 862	7 572 727
64 Transferts	0	7 221 862	7 572 727
Investissement	223 015	22 160 558	22 354 704
21 Immobilisations incorporelles	0	22 131 689	22 131 689
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	223 015	28 869	223 015
Total	**10 928 965**	**454 604 275**	**489 099 624**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
1.018 Administration Générale	**0**	**7 201 134**	**8 503 218**
Personnel	0	3 971 079	3 975 877
66 Charges de personnel	0	3 971 079	3 975 877
Biens et services	0	1 535 388	1 790 420
60 Achats de biens	0	445 993	575 109
61 Acquisitions de services	0	691 382	742 768
62 Autres services	0	398 013	472 543
Transferts et subventions	0	1 389 705	2 736 921
64 Transferts	0	1 389 705	2 736 921
Investissement		304 962	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		304 962	
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	**33 050 717**	**81 913 932**	**86 588 710**
Personnel	0	4 677 211	4 656 969
66 Charges de personnel	0	4 677 211	4 656 969
Biens et services	0	220 364	501 208
60 Achats de biens	0	130 239	385 063
61 Acquisitions de services	0	3 443	7 585
62 Autres services	0	86 682	108 560
Transferts et subventions	0	67 201 240	73 929 816
64 Transferts	0	67 201 240	73 929 816
Investissement	33 050 717	9 815 117	7 500 717
21 Immobilisations incorporelles	876 590	849 150	876 590
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	32 174 127	8 965 967	6 624 127
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	**390 106**	**1 927 272**	**2 753 999**
Biens et services	0	11 606	22 563
62 Autres services	0	11 606	22 563
Transferts et subventions	0	1 782 176	2 341 330
64 Transferts	0	1 782 176	2 341 330
Investissement	390 106	133 490	390 106
21 Immobilisations incorporelles	390 106	133 490	390 106
Total	**33 440 823**	**91 042 338**	**97 845 927**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
1.019 Administration Générale	**209 500**	**2 859 169**	**3 560 877**
Personnel	0	827 731	860 077
66 Charges de personnel	0	827 731	860 077
Biens et services	0	1 716 812	2 435 900
60 Achats de biens	0	620 516	845 797
61 Acquisitions de services	0	506 383	721 999
62 Autres services	0	589 913	868 104
Transferts et subventions	0	149 167	55 400
64 Transferts	0	149 167	55 400
Investissement	209 500	165 459	209 500
21 Immobilisations incorporelles	150 000	142 500	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	59 500	22 959	59 500
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	**414 000**	**830 760**	**1 348 198**
Personnel	0	282 506	286 946
66 Charges de personnel	0	282 506	286 946
Biens et services	0	45 533	142 526
60 Achats de biens	0	34 564	113 638
61 Acquisitions de services	0	5 266	14 987
62 Autres services	0	5 703	13 901
Transferts et subventions	0	396 621	504 726
64 Transferts	0	396 621	504 726
Investissement	414 000	106 100	414 000
21 Immobilisations incorporelles	14 000	6 858	14 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	350 000	76 742	350 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	22 500	50 000
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	**115 000**	**344 993**	**637 493**
Transferts et subventions	0	323 295	522 493
64 Transferts	0	323 295	522 493
Investissement	115 000	21 698	115 000
21 Immobilisations incorporelles	15 000	7 346	15 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	14 352	100 000

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	**1 036 250**	**2 910 771**	**4 134 461**
Personnel	0	639 214	684 823
66 Charges de personnel	0	639 214	684 823
Biens et services	0	328 180	676 534
60 Achats de biens	0	260 005	561 126
61 Acquisitions de services	0	14 844	32 050
62 Autres services	0	53 331	83 358
Transferts et subventions	0	1 625 741	1 886 854
64 Transferts	0	1 625 741	1 886 854
Investissement	1 036 250	317 636	886 250
21 Immobilisations incorporelles	13 000	6 367	13 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	951 250	285 920	801 250
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	72 000	25 349	72 000
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	**150 000**	**1 137 127**	**1 769 065**
Personnel	0	418 600	519 821
66 Charges de personnel	0	418 600	519 821
Biens et services	0	274 148	542 202
60 Achats de biens	0	219 429	456 650
61 Acquisitions de services	0	17 065	38 900
62 Autres services	0	37 654	46 652
Transferts et subventions	0	378 825	457 042
63 Subventions	0	177 790	57 848
64 Transferts	0	201 035	399 194
Investissement	150 000	65 554	250 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	43 054	200 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	22 500	50 000
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	**50 000**	**568 498**	**961 769**
Personnel	0	19 572	26 569
66 Charges de personnel	0	19 572	26 569
Biens et services	0	329 966	674 240
60 Achats de biens	0	261 979	547 780
61 Acquisitions de services	0	34 845	84 263
62 Autres services	0	33 142	42 197
Transferts et subventions	0	196 460	210 960
64 Transferts	0	196 460	210 960
Investissement	50 000	22 500	50 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	22 500	50 000
Total	**1 974 750**	**8 651 318**	**12 411 863**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
1.020 Administration Générale	**9 940 000**	**4 500 601**	**3 260 208**
Personnel	0	506 854	508 312
66 Charges de personnel	0	506 854	508 312
Biens et services	0	3 545 442	1 742 999
60 Achats de biens	0	901 218	994 656
61 Acquisitions de services	0	516 621	656 881
62 Autres services	0	1 296 693	91 462
65 Charges exceptionnelles		830 910	
Transferts et subventions	0	144 128	118 897
64 Transferts	0	144 128	118 897
Investissement	9 940 000	304 177	890 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	9 850 000	261 182	800 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	90 000	42 995	90 000
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	**350 000**	**1 257 791**	**1 971 204**
Personnel	0	858 587	841 627
66 Charges de personnel	0	858 587	841 627
Biens et services	0	312 075	651 337
60 Achats de biens	0	224 151	469 838
61 Acquisitions de services	0	14 620	35 918
62 Autres services	0	73 304	145 581
Transferts et subventions	0	8 763	128 240
64 Transferts	0	8 763	128 240
Investissement	350 000	78 366	350 000
21 Immobilisations incorporelles	30 000	11 841	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	270 000	58 910	270 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	7 615	50 000
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	**115 011 050**	**66 422 002**	**131 778 638**
Personnel	0	483 808	512 553
66 Charges de personnel	0	483 808	512 553
Biens et services	0	2 243 033	5 238 464
60 Achats de biens	0	22 691	413 292
61 Acquisitions de services	0	2 001 069	3 522 929
62 Autres services	0	219 273	677 033
65 Charges exceptionnelles	0	0	625 210
Transferts et subventions	0	779 674	816 571
64 Transferts	0	779 674	816 571
Investissement	115 011 050	62 915 487	125 211 050
21 Immobilisations incorporelles	11 050	5 413	11 050
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	115 000 000	62 910 074	125 200 000

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	**9 610**	**587 981**	**728 374**
Personnel	0	173 615	165 611
66 Charges de personnel	0	173 615	165 611
Biens et services	0	374 123	514 155
60 Achats de biens	0	288 877	427 845
61 Acquisitions de services	0	51 939	53 003
62 Autres services	0	33 307	33 307
Transferts et subventions	0	38 998	38 998
64 Transferts	0	38 998	38 998
Investissement	9 610	1 245	9 610
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	9 610	1 245	9 610
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	**5 460 000**	**3 221 071**	**3 537 231**
Biens et services	0	97 349	195 698
60 Achats de biens	0	20 778	45 000
61 Acquisitions de services	0	9 078	20 000
62 Autres services	0	67 493	130 698
Transferts et subventions	0	2 617 201	2 081 533
64 Transferts	0	2 617 201	2 081 533
Investissement	5 460 000	506 521	1 260 000
21 Immobilisations incorporelles	20 000	4 898	20 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 400 000	496 443	1 200 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	40 000	5 180	40 000
Total	**130 770 660**	**75 989 446**	**141 275 655**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	**3 287 196**	**16 607 240**	**23 005 865**
Personnel	0	8 771 421	9 806 129
66 Charges de personnel	0	8 771 421	9 806 129
Biens et services	0	3 296 381	7 186 171
60 Achats de biens	0	1 950 930	4 791 186
61 Acquisitions de services	0	1 069 716	1 860 683
62 Autres services	0	275 735	534 302
Transferts et subventions	0	3 238 427	2 726 369
63 Subventions	0	2 040 654	45 171
64 Transferts	0	1 197 773	2 681 198
Investissement	3 287 196	1 301 011	3 287 196
21 Immobilisations incorporelles	173 675	120 949	173 675
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 113 521	1 180 062	3 113 521
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	**68 850**	**154 663 006**	**259 411 996**
Personnel	0	40 793 448	42 687 649
66 Charges de personnel	0	40 793 448	42 687 649
Biens et services	0	3 287 812	4 939 733
60 Achats de biens	0	1 108 225	1 464 498
61 Acquisitions de services	0	682 690	1 396 376
62 Autres services	0	1 000 763	1 000 763
65 Charges exceptionnelles	0	496 134	1 078 096
Transferts et subventions	0	7 972 657	8 195 764
64 Transferts	0	7 972 657	8 195 764
Investissement	68 850	102 609 089	203 588 850
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	18 850	102 576 106	203 538 850
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	32 983	50 000
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	**6 732**	**10 617 910**	**10 787 234**
Personnel	0	60 686	43 767
66 Charges de personnel	0	60 686	43 767
Biens et services	0	10 556 351	10 736 735
60 Achats de biens	0	10 535 880	10 708 123
61 Acquisitions de services	0	10 471	18 612
62 Autres services	0	10 000	10 000
Investissement	6 732	873	6 732
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 732	873	6 732

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	**32 658 442**	**42 223 885**	**57 354 080**
Personnel	0	384 187	360 543
66 Charges de personnel	0	384 187	360 543
Biens et services	0	73 080	99 790
60 Achats de biens	0	29 770	55 292
61 Acquisitions de services	0	1 431	2 619
62 Autres services	0	41 879	41 879
Transferts et subventions	0	31 683 291	35 585 305
64 Transferts	0	31 683 291	35 585 305
Investissement	32 658 442	10 083 327	21 308 442
21 Immobilisations incorporelles	572 442	305 279	572 442
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	32 086 000	9 778 048	20 736 000
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	**879 182**	**2 833 030**	**3 636 974**
Personnel	0	478 662	420 916
66 Charges de personnel	0	478 662	420 916
Biens et services	0	288 378	424 082
60 Achats de biens	0	114 869	54 810
61 Acquisitions de services	0	26 721	45 731
65 Charges exceptionnelles	0	146 788	323 541
Transferts et subventions	0	1 985 178	2 462 794
64 Transferts	0	1 985 178	2 462 794
Investissement	879 182	80 812	329 182
21 Immobilisations incorporelles	66 832	33 556	66 832
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	812 350	47 256	262 350
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	**1 571 000**	**12 652 679**	**21 605 412**
Personnel	0	2 215 670	2 260 610
66 Charges de personnel	0	2 215 670	2 260 610
Biens et services	0	404 919	693 574
60 Achats de biens	0	239 973	493 586
61 Acquisitions de services	0	34 204	69 246
62 Autres services	0	130 742	130 742
Transferts et subventions	0	9 995 055	17 730 228
64 Transferts	0	9 995 055	17 730 228
Investissement	1 571 000	37 035	921 000
21 Immobilisations incorporelles	21 000	10 285	21 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 500 000	19 135	850 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	7 615	50 000

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	**562 750**	**1 320 718**	**1 528 525**
Transferts et subventions	0	892 942	965 775
64 Transferts	0	892 942	965 775
Investissement	562 750	427 776	562 750
21 Immobilisations incorporelles	317 750	259 099	317 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	245 000	168 677	245 000
Total	**39 034 152**	**240 918 468**	**377 330 086**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	**400 000**	**3 713 301**	**3 545 551**
Personnel	0	264 532	266 782
66 Charges de personnel	0	264 532	266 782
Biens et services	0	58 560	108 560
61 Acquisitions de services	0	58 560	58 560
62 Autres services	0	0	50 000
Transferts et subventions	0	2 820 209	2 770 209
64 Transferts	0	2 820 209	2 770 209
Investissement	400 000	570 000	400 000
21 Immobilisations incorporelles	150 000	190 000	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	250 000	380 000	250 000
Total	**400 000**	**3 713 301**	**3 545 551**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	**2 034 076**	**1 848 446**	**2 764 619**
Personnel	0	567 778	660 616
66 Charges de personnel	0	567 778	660 616
Biens et services	0	782 242	1 042 789
60 Achats de biens	0	456 366	488 134
61 Acquisitions de services	0	268 591	398 327
62 Autres services	0	57 285	156 328
Transferts et subventions	0	236 230	727 138
64 Transferts	0	236 230	727 138
Investissement	2 034 076	262 196	334 076
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 034 076	262 196	334 076
2.059 Promotion de la Femme	**692 486**	**2 422 212**	**3 211 303**
Personnel	0	911 687	909 087
66 Charges de personnel	0	911 687	909 087
Biens et services	0	426 672	788 271
60 Achats de biens	0	280 934	616 357
61 Acquisitions de services	0	23 927	74 215
62 Autres services	0	121 811	97 699
Transferts et subventions	0	171 459	21 459
64 Transferts	0	171 459	21 459
Investissement	692 486	912 394	1 492 486
21 Immobilisations incorporelles	140 000	55 262	140 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	502 486	849 517	1 302 486
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	7 615	50 000
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	**426 599**	**938 666**	**1 468 003**
Personnel	0	209 921	208 467
66 Charges de personnel	0	209 921	208 467
Biens et services	0	323 042	558 512
60 Achats de biens	0	134 717	363 880
61 Acquisitions de services	0	18 325	24 632
62 Autres services	0	170 000	170 000
Transferts et subventions	0	222 381	274 425
64 Transferts	0	222 381	274 425
Investissement	426 599	183 322	426 599
21 Immobilisations incorporelles	75 000	46 263	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	351 599	137 059	351 599
Total	**3 153 161**	**5 209 324**	**7 443 925**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
1.024 Administration Générale	**379 500**	**1 944 174**	**2 736 122**
Personnel	0	812 579	745 890
66 Charges de personnel	0	812 579	745 890
Biens et services	0	963 394	1 464 945
60 Achats de biens	0	425 014	737 414
61 Acquisitions de services	0	385 384	540 392
62 Autres services	0	152 996	187 139
Transferts et subventions	0	86 042	145 787
64 Transferts	0	86 042	145 787
Investissement	379 500	82 159	379 500
21 Immobilisations incorporelles	150 000	59 204	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	229 500	22 955	229 500
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	**129 597 500**	**51 826 865**	**88 478 077**
Personnel	0	1 124 771	1 157 632
66 Charges de personnel	0	1 124 771	1 157 632
Biens et services	0	371 166	758 785
60 Achats de biens	0	279 999	601 754
61 Acquisitions de services	0	51 337	117 201
62 Autres services	0	39 830	39 830
Transferts et subventions	0	622 174	694 160
64 Transferts	0	622 174	694 160
Investissement	129 597 500	49 708 754	85 867 500
21 Immobilisations incorporelles	888 000	431 663	888 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	127 959 500	49 190 878	84 229 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	750 000	86 213	750 000
2.066 Développement et sécurisation des transports	**3 788 787**	**3 264 642**	**5 216 907**
Personnel	0	1 194 903	1 230 181
66 Charges de personnel	0	1 194 903	1 230 181
Biens et services	0	445 420	1 069 118
60 Achats de biens	0	306 908	842 198
61 Acquisitions de services	0	40 616	124 024
62 Autres services	0	97 896	102 896
Transferts et subventions	0	532 518	1 028 821
64 Transferts	0	532 518	1 028 821
Investissement	3 788 787	1 091 801	1 888 787
21 Immobilisations incorporelles	100 000	95 000	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 608 000	985 200	1 708 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	80 787	11 601	80 787
Total	**133 765 787**	**57 035 681**	**96 431 106**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
1.025 Administration Générale	**4 950 000**	**18 417 737**	**21 362 428**
Personnel	0	440 505	465 822
66 Charges de personnel	0	440 505	465 822
Biens et services	0	723 244	946 606
60 Achats de biens	0	266 891	357 491
61 Acquisitions de services	0	371 487	478 300
62 Autres services	0	84 866	110 815
Investissement	4 950 000	17 253 988	19 950 000
21 Immobilisations incorporelles	310 000	211 204	310 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 640 000	17 042 784	19 640 000
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	**1 300 000**	**3 370 290**	**4 372 420**
Personnel	0	995 206	1 070 835
66 Charges de personnel	0	995 206	1 070 835
Biens et services	0	408 996	771 589
60 Achats de biens	0	289 375	619 435
61 Acquisitions de services	0	50 641	83 174
62 Autres services	0	68 980	68 980
Transferts et subventions	0	371 022	429 996
64 Transferts	0	371 022	429 996
Investissement	1 300 000	1 595 066	2 100 000
21 Immobilisations incorporelles	250 000	118 407	250 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 000 000	1 469 044	1 800 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	7 615	50 000
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	**500 000**	**980 515**	**1 131 807**
Transferts et subventions	0	259 017	381 807
64 Transferts	0	259 017	381 807
Investissement	500 000	721 498	750 000
21 Immobilisations incorporelles	50 000	23 581	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	450 000	697 917	700 000

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
2.071 Protection et Conservation de la Nature	**21 350 000**	**5 567 868**	**6 827 460**
Personnel	0	3 574 689	3 834 657
66 Charges de personnel	0	3 574 689	3 834 657
Biens et services	0	507 610	928 397
60 Achats de biens	0	323 984	691 230
61 Acquisitions de services	0	53 669	89 651
62 Autres services	0	129 957	147 516
Transferts et subventions	0	171 274	214 406
64 Transferts	0	171 274	214 406
Investissement	21 350 000	1 314 295	1 850 000
21 Immobilisations incorporelles	700 000	147 112	700 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	20 600 000	1 159 568	1 100 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	7 615	50 000
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	**350 000**	**537 051**	**764 785**
Transferts et subventions	0	327 449	414 785
64 Transferts	0	327 449	414 785
Investissement	350 000	209 602	350 000
21 Immobilisations incorporelles	350 000	209 602	350 000
Total	**28 450 000**	**28 873 461**	**34 458 900**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
1.026 Administration Générale	**20 000**	**1 143 199**	**1 367 201**
Personnel	0	324 456	265 968
66 Charges de personnel	0	324 456	265 968
Biens et services	0	818 743	1 081 233
60 Achats de biens	0	389 465	488 280
61 Acquisitions de services	0	308 290	437 143
62 Autres services	0	120 988	155 810
Investissement	20 000	0	20 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	20 000	0	20 000
2.073 Développement des Ressources Energétiques	**7 958 609**	**75 205 718**	**71 662 734**
Personnel	0	492 490	511 075
66 Charges de personnel	0	492 490	511 075
Biens et services	0	195 455	334 515
60 Achats de biens	0	87 892	181 336
61 Acquisitions de services	0	39 741	85 357
62 Autres services	0	67 822	67 822
Transferts et subventions	0	60 747 237	61 008 535
63 Subventions	0	60 000 000	60 000 000
64 Transferts	0	747 237	1 008 535
Investissement	7 958 609	13 770 536	9 808 609
21 Immobilisations incorporelles	2 448 609	1 056 366	1 498 609
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 460 000	12 685 362	8 260 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	28 808	50 000
2.074 Développement des Ressources en Eau	**10 850 000**	**17 700 893**	**22 771 271**
Personnel	0	1 055 877	1 084 316
66 Charges de personnel	0	1 055 877	1 084 316
Biens et services	0	495 513	922 316
60 Achats de biens	0	305 312	622 880
61 Acquisitions de services	0	88 310	197 545
62 Autres services	0	101 891	101 891
Transferts et subventions	0	460 650	586 639
64 Transferts	0	460 650	586 639
Investissement	10 850 000	15 688 853	20 178 000
21 Immobilisations incorporelles	1 895 000	828 593	1 895 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 905 000	14 852 645	18 233 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	7 615	50 000
Total	**18 828 609**	**94 049 810**	**95 801 206**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
1 BUDGET GENERAL			
726 MINISTERE DES MINES			
1.027 Administration Générale	**6 060 000**	**2 108 600**	**3 511 819**
Personnel	0	761 603	628 761
66 Charges de personnel	0	761 603	628 761
Biens et services	0	938 429	1 463 058
60 Achats de biens	0	521 772	846 310
61 Acquisitions de services	0	304 657	504 748
62 Autres services	0	112 000	112 000
Investissement	6 060 000	408 568	1 420 000
21 Immobilisations incorporelles	120 000	114 000	120 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 940 000	294 568	1 300 000
2.075 Développement des ressources minérales	**14 280 000**	**2 921 860**	**6 445 067**
Personnel	0	872 949	933 833
66 Charges de personnel	0	872 949	933 833
Biens et services	0	515 655	995 319
60 Achats de biens	0	264 291	579 948
61 Acquisitions de services	0	149 314	295 369
62 Autres services	0	102 050	120 002
Transferts et subventions	0	163 911	235 915
64 Transferts	0	163 911	235 915
Investissement	14 280 000	1 369 345	4 280 000
21 Immobilisations incorporelles	560 000	266 597	560 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	13 660 000	1 095 133	3 660 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	7 615	60 000
Total	**20 340 000**	**5 030 460**	**9 956 886**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION			
1.028 Administration Générale	**106 375**	**1 774 319**	**1 376 431**
Personnel	0	537 460	257 955
66 Charges de personnel	0	537 460	257 955
Biens et services	0	1 117 183	949 422
60 Achats de biens	0	637 127	501 496
61 Acquisitions de services	0	288 688	354 459
62 Autres services	0	191 368	93 467
Transferts et subventions	0	8 591	62 679
63 Subventions	0	8 591	62 679
Investissement	106 375	111 085	106 375
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 375	- 12 885	6 375
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	100 000	123 970	100 000
2.076 Medias et Communication Publics	**3 949 406**	**9 103 631**	**11 443 398**
Transferts et subventions	0	6 946 842	7 093 992
64 Transferts	0	6 946 842	7 093 992
Investissement	3 949 406	2 156 789	4 349 406
21 Immobilisations incorporelles	200 000	118 750	200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 749 406	2 038 039	4 149 406
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	**723 659**	**2 855 594**	**3 502 412**
Personnel	0	86 484	92 567
66 Charges de personnel	0	86 484	92 567
Biens et services	0	123 084	270 515
60 Achats de biens	0	93 444	218 746
61 Acquisitions de services	0	14 740	31 869
62 Autres services	0	14 900	19 900
Transferts et subventions	0	2 067 866	2 415 671
64 Transferts	0	2 067 866	2 415 671
Investissement	723 659	578 160	723 659
21 Immobilisations incorporelles	148 659	31 910	148 659
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	575 000	546 250	575 000
Total	**4 779 440**	**13 733 544**	**16 322 241**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
1 BUDGET GENERAL			
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
2.096 Régulation de la Communication	**290 000**	**1 287 688**	**1 745 453**
Personnel	0	700 804	695 453
66 Charges de personnel	0	700 804	695 453
Biens et services	0	454 659	760 000
60 Achats de biens	0	206 250	424 000
61 Acquisitions de services	0	120 909	246 000
62 Autres services	0	127 500	90 000
Investissement	290 000	132 225	290 000
21 Immobilisations incorporelles	40 000	0	40 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	250 000	132 225	250 000
Total	**290 000**	**1 287 688**	**1 745 453**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
1.029 Administration Générale	**3 919 950**	**5 776 190**	**5 382 455**
Personnel	0	980 107	955 599
66 Charges de personnel	0	980 107	955 599
Biens et services	0	1 445 754	2 090 858
60 Achats de biens	0	576 599	921 226
61 Acquisitions de services	0	701 757	941 705
62 Autres services	0	167 398	227 927
Transferts et subventions	0	2 794 117	116 048
64 Transferts	0	2 794 117	116 048
Investissement	3 919 950	556 212	2 219 950
21 Immobilisations incorporelles	400 000	130 925	400 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 519 950	425 287	1 819 950
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	**8 950 000**	**1 090 336**	**9 891 853**
Personnel	0	184 834	225 679
66 Charges de personnel	0	184 834	225 679
Biens et services	0	348 425	608 174
60 Achats de biens	0	259 672	497 512
61 Acquisitions de services	0	18 200	40 109
62 Autres services	0	70 553	70 553
Transferts et subventions	0	28 915	108 000
64 Transferts	0	28 915	108 000
Investissement	8 950 000	528 162	8 950 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	900 000	151 648	900 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	8 050 000	376 514	8 050 000
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière	**3 100 000**	**3 170 085**	**5 684 479**
Personnel	0	2 268 488	2 444 901
66 Charges de personnel	0	2 268 488	2 444 901
Biens et services	0	722 080	1 736 778
60 Achats de biens	0	548 672	1 377 136
61 Acquisitions de services	0	33 190	100 815
62 Autres services	0	140 218	258 827
Transferts et subventions	0	92 964	302 800
64 Transferts	0	92 964	302 800
Investissement	3 100 000	86 553	1 200 000
21 Immobilisations incorporelles	20 000	17 704	20 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 030 000	61 234	1 130 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	7 615	50 000

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	**4 200 000**	**2 299 762**	**6 993 455**
Personnel	0	1 786 683	1 909 070
66 Charges de personnel	0	1 786 683	1 909 070
Biens et services	0	397 957	772 585
60 Achats de biens	0	287 687	613 593
61 Acquisitions de services	0	24 779	58 205
62 Autres services	0	85 491	100 787
Transferts et subventions	0	48 903	111 800
64 Transferts	0	48 903	111 800
Investissement	4 200 000	66 219	4 200 000
21 Immobilisations incorporelles	250 000	29 901	250 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 900 000	28 703	3 900 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	7 615	50 000
2.080 Population	**968 000**	**593 980**	**1 386 587**
Personnel	0	176 395	196 300
66 Charges de personnel	0	176 395	196 300
Biens et services	0	56 352	107 280
60 Achats de biens	0	17 221	45 160
61 Acquisitions de services	0	19 131	40 120
62 Autres services	0	20 000	22 000
Transferts et subventions	0	89 797	115 007
64 Transferts	0	89 797	115 007
Investissement	968 000	271 436	968 000
21 Immobilisations incorporelles	488 000	235 078	488 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	480 000	36 358	480 000
2.081 Aménagement du Territoire	**550 000**	**261 075**	**828 545**
Personnel	0	166 658	189 545
66 Charges de personnel	0	166 658	189 545
Biens et services	0	37 606	89 000
60 Achats de biens	0	13 900	37 000
61 Acquisitions de services	0	12 706	37 000
62 Autres services	0	11 000	15 000
Investissement	550 000	56 811	550 000
21 Immobilisations incorporelles	280 000	35 761	280 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	270 000	21 050	270 000
Total	**21 687 950**	**13 191 428**	**30 167 374**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
1.034 Administration Générale	**10 078 550**	**11 843 365**	**15 418 860**
Personnel	0	1 799 238	1 719 543
66 Charges de personnel	0	1 799 238	1 719 543
Biens et services	0	2 187 329	2 822 157
60 Achats de biens	0	823 895	1 164 538
61 Acquisitions de services	0	792 842	1 026 756
62 Autres services	0	570 592	630 863
Transferts et subventions	0	106 508	208 610
64 Transferts	0	106 508	208 610
Investissement	10 078 550	7 750 290	10 668 550
21 Immobilisations incorporelles	590 000	281 240	590 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	9 013 550	7 236 433	9 603 550
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	475 000	232 617	475 000
2.087 Appui au Monde Rural	**3 102 000**	**64 404 911**	**37 347 635**
Personnel	0	4 565 121	4 825 311
66 Charges de personnel	0	4 565 121	4 825 311
Biens et services	0	393 522	775 367
60 Achats de biens	0	286 025	589 975
61 Acquisitions de services	0	63 081	140 976
62 Autres services	0	44 416	44 416
Transferts et subventions	0	54 536 172	24 294 957
64 Transferts	0	54 536 172	24 294 957
Investissement	3 102 000	4 910 096	7 452 000
21 Immobilisations incorporelles	319 500	136 010	319 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 732 500	4 766 471	7 082 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	7 615	50 000
2.088 Aménagement et Equipement Rural	**18 581 500**	**56 036 773**	**69 873 530**
Personnel	0	935 509	1 010 013
66 Charges de personnel	0	935 509	1 010 013
Biens et services	0	295 235	570 782
60 Achats de biens	0	225 070	468 177
61 Acquisitions de services	0	26 323	58 763
62 Autres services	0	43 842	43 842
Transferts et subventions	0	2 849 342	3 379 235
64 Transferts	0	2 849 342	3 379 235
Investissement	18 581 500	51 956 687	64 913 500
21 Immobilisations incorporelles	5 237 750	4 082 381	7 237 750
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	475 000	61 484	475 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	12 818 750	47 805 207	57 150 750
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	7 615	50 000

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
2.089 Recherche et Formation	**3 343 500**	**4 291 124**	**5 278 854**
Biens et services	0	16 134	34 650
60 Achats de biens	0	12 390	26 400
61 Acquisitions de services	0	3 744	8 250
Transferts et subventions	0	4 270 418	4 600 704
64 Transferts	0	4 270 418	4 600 704
Investissement	3 343 500	4 572	643 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 343 500	4 572	643 500
Total	**35 105 550**	**136 576 173**	**127 918 879**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
1.037 Administration Générale	**3 240 000**	**11 232 975**	**9 703 498**
Personnel	0	292 359	279 432
66 Charges de personnel	0	292 359	279 432
Biens et services	0	1 042 791	1 366 166
60 Achats de biens	0	564 450	603 969
61 Acquisitions de services	0	333 243	569 160
62 Autres services	0	145 098	193 037
Transferts et subventions	0	19 476	117 900
64 Transferts	0	19 476	117 900
Investissement	3 240 000	9 878 349	7 940 000
21 Immobilisations incorporelles	320 000	304 000	320 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 800 000	9 557 407	7 500 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	120 000	16 942	120 000
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	**4 408 000**	**7 021 170**	**10 213 030**
Personnel	0	1 390 842	1 426 408
66 Charges de personnel	0	1 390 842	1 426 408
Biens et services	0	440 219	865 240
60 Achats de biens	0	288 262	621 927
61 Acquisitions de services	0	46 984	105 068
62 Autres services	0	104 973	138 245
Transferts et subventions	0	4 288 157	4 363 382
64 Transferts	0	4 288 157	4 363 382
Investissement	4 408 000	901 952	3 558 000
21 Immobilisations incorporelles	280 000	208 932	280 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	500 000	64 719	500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 770 000	407 832	1 920 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	858 000	220 469	858 000
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	**1 000 000**	**2 080 043**	**3 228 350**
Personnel	0	1 073 413	1 134 334
66 Charges de personnel	0	1 073 413	1 134 334
Biens et services	0	386 859	738 644
60 Achats de biens	0	248 944	540 497
61 Acquisitions de services	0	29 853	71 027
62 Autres services	0	108 062	127 120
Transferts et subventions	0	236 412	355 372
64 Transferts	0	236 412	355 372
Investissement	1 000 000	383 359	1 000 000
21 Immobilisations incorporelles	145 000	64 621	145 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	300 000	49 796	300 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	505 000	261 327	505 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	7 615	50 000

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
2.092 Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire	**2 275 000**	**3 496 921**	**4 731 850**
Personnel	0	1 646 673	1 701 759
66 Charges de personnel	0	1 646 673	1 701 759
Biens et services	0	380 249	690 786
60 Achats de biens	0	289 888	543 343
61 Acquisitions de services	0	37 798	89 880
62 Autres services	0	52 563	57 563
Transferts et subventions	0	919 174	1 064 305
64 Transferts	0	919 174	1 064 305
Investissement	2 275 000	550 825	1 275 000
21 Immobilisations incorporelles	250 000	190 000	250 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 500 000	190 000	500 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	525 000	170 825	525 000
Total	**10 923 000**	**23 831 109**	**27 876 728**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
2.093 Sécurité Alimentaire	**428 500**	**10 773 738**	**12 745 314**
Personnel	0	236 487	300 576
66 Charges de personnel	0	236 487	300 576
Biens et services	0	8 574 952	10 133 269
60 Achats de biens	0	7 652 348	8 300 121
61 Acquisitions de services	0	848 318	1 590 647
62 Autres services	0	74 286	242 501
Transferts et subventions	0	1 736 638	1 882 969
64 Transferts	0	1 736 638	1 882 969
Investissement	428 500	225 661	428 500
21 Immobilisations incorporelles	400 000	221 320	400 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	28 500	4 341	28 500
Total	**428 500**	**10 773 738**	**12 745 314**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
990 CHARGES COMMUNES			
0.003 Provisions pour imprévus	**672 974 613**	**947 554 904**	**857 469 575**
Personnel	0	119 922 446	136 080 461
66 Charges de personnel	0	119 922 446	136 080 461
Biens et services	0	572 043 570	358 460 797
60 Achats de biens	0	479 489 608	184 782 355
61 Acquisitions de services	0	3 293 764	7 592 566
65 Charges exceptionnelles	0	88 024 250	164 849 928
67 Intérêts et frais financiers	0	1 235 948	1 235 948
Transferts et subventions	0	94 176 327	101 366 510
63 Subventions	0	56 955 000	43 000 000
64 Transferts	0	37 221 327	58 366 510
Investissement	672 974 613	161 412 561	261 561 807
21 Immobilisations incorporelles	5 000 000	0	5 000 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	624 574 613	120 012 561	213 161 807
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	8 400 000	6 400 000	8 400 000
26 Prises de participations et cautionnements	35 000 000	35 000 000	35 000 000
0.004 Dette	**0**	**245 852 000**	**303 259 000**
Biens et services	0	245 852 000	303 259 000
67 Intérêts et frais financiers	0	245 852 000	303 259 000
Total	**672 974 613**	**1 193 406 904**	**1 160 728 575**
Total BUDGET GENERAL	**1 494 241 612**	**3 705 257 039**	**4 143 328 403**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports	**2 207 600**	**8 902 923**	**8 902 923**
Personnel	0	2 719 200	2 719 200
66 Charges de personnel	0	2 719 200	2 719 200
Biens et services	0	3 101 123	3 101 123
60 Achats de biens	0	1 143 000	1 143 000
61 Acquisitions de services	0	1 424 600	1 424 600
62 Autres services	0	488 800	488 800
67 Intérêts et frais financiers	0	44 723	44 723
Transferts et subventions	0	875 000	875 000
64 Transferts	0	875 000	875 000
Investissement	2 207 600	2 207 600	2 207 600
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 592 600	1 592 600	1 592 600
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	615 000	615 000	615 000
Total	**2 207 600**	**8 902 923**	**8 902 923**
Total BUDGETS ANNEXES	**2 207 600**	**8 902 923**	**8 902 923**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
0.012 Fonds Miniers	**80 000 000**	**140 008 860**	**100 000 000**
Transferts et subventions	0	18 436 344	20 000 000
64 Transferts	0	18 436 344	20 000 000
Investissement	80 000 000	121 572 516	80 000 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	80 000 000	121 572 516	80 000 000
0.014 Dividendes	**0**	**0**	**85 000 000**
Transferts et subventions	0	0	85 000 000
63 Subventions	0	0	85 000 000
3.001 Remboursement des Crédits TVA	**0**	**98 159 000**	**98 159 000**
Biens et services	0	98 159 000	98 159 000
65 Charges exceptionnelles	0	98 159 000	98 159 000
3.008 Appui au développement de la statistique	**3 000 000**	**3 000 000**	**3 000 000**
Investissement	3 000 000	3 000 000	3 000 000
21 Immobilisations incorporelles	3 000 000	3 000 000	3 000 000
3.014 Garanties et Avals		**343 442**	
Biens et services		343 442	
65 Charges exceptionnelles		343 442	
Total	**83 000 000**	**241 511 302**	**286 159 000**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	**2 500 000**	**2 500 000**	**2 500 000**
Investissement	2 500 000	2 500 000	2 500 000
21 Immobilisations incorporelles	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 500 000**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	**0**	**650 000**	**650 000**
Transferts et subventions	0	650 000	650 000
64 Transferts	0	650 000	650 000
Total	**0**	**650 000**	**650 000**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	**475 000**	**500 000**	**500 000**
Biens et services	0	25 000	25 000
60 Achats de biens	0	25 000	25 000
Investissement	475 000	475 000	475 000
21 Immobilisations incorporelles	50 000	50 000	50 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	425 000	425 000	425 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	**1 260 000**	**1 800 000**	**1 800 000**
Biens et services	0	450 000	450 000
60 Achats de biens	0	450 000	450 000
Transferts et subventions	0	90 000	90 000
64 Transferts	0	90 000	90 000
Investissement	1 260 000	1 260 000	1 260 000
21 Immobilisations incorporelles	90 000	90 000	90 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	720 000	720 000	720 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	450 000	450 000	450 000
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social	**60 000**	**500 080**	**500 080**
Biens et services	0	440 080	440 080
60 Achats de biens	0	293 900	293 900
61 Acquisitions de services	0	30 000	30 000
62 Autres services	0	116 180	116 180
Investissement	60 000	60 000	60 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	60 000	60 000
Total	**1 795 000**	**2 800 080**	**2 800 080**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
3.015 Fonds de Développement de l'Eau	**68 256**	**173 256**	**173 256**
Biens et services	0	105 000	105 000
60 Achats de biens	0	40 000	40 000
61 Acquisitions de services	0	65 000	65 000
Investissement	68 256	68 256	68 256
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	68 256	68 256	68 256
Total	**68 256**	**173 256**	**173 256**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

16/09/2026 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
726 MINISTERE DES MINES			
0.013 Fonds Miniers	**12 422 044**	**25 093 706**	**12 772 030**
Biens et services	0	618 792	349 986
60 Achats de biens	0	618 792	349 986
Investissement	12 422 044	24 474 914	12 422 044
21 Immobilisations incorporelles	12 422 044	24 474 914	12 422 044
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières		**750 000**	
Biens et services		750 000	
60 Achats de biens		750 000	
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	**0**	**360 000**	**360 000**
Personnel	0	160 000	160 000
66 Charges de personnel	0	160 000	160 000
Biens et services	0	200 000	200 000
60 Achats de biens	0	90 000	90 000
61 Acquisitions de services	0	110 000	110 000
Total	**12 422 044**	**26 203 706**	**13 132 030**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	**5 000 000**	**5 320 943**	**5 000 000**
Investissement	5 000 000	5 320 943	5 000 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	5 000 000	5 320 943	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 320 943**	**5 000 000**
Total COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**104 785 300**	**279 159 287**	**310 414 366**
TOTAL GENERAL	**1 601 234 512**	**3 993 319 249**	**4 462 645 692**

Article 23 : Pour 2027, la répartition du plafond des autorisations d'emploi de l'Etat, exprimé en effectif, figure à **l'état B** annexé à la présente loi.

Article 24 : Pour 2027, la répartition des crédits du budget général par dotation et par programme figure à **l'état C** annexé à la présente loi.

Article 25 : Pour 2027, la répartition des crédits des budgets annexes par programme figure à **l'état D** annexé à la présente loi.

Article 26 : Pour 2027, la répartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme figure à **l'état E** annexé à la présente loi.

Article 27 : Pour 2027, la répartition des concours financiers de l'Etat aux autres administrations publiques, à savoir les Etablissements publics et les Collectivités territoriales, figure à **l'état F** annexé à la présente loi.

TITRE II : DISPOSITIONS SPECIALES

Article 28 : Sous réserve des présentes, les dispositions relatives aux charges de l'Etat continuent d'être exécutées conformément aux textes en vigueur.

Les ordonnateurs peuvent déléguer tout ou partie de leur pouvoir à des agents publics, conformément aux dispositions de l'article 64 de la Loi n°2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux Lois de Finances.

Article 29 : Le ministre chargé des Finances est responsable de l'exécution de la présente loi de finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget 2027 :

- d'annuler un crédit devenu sans objet;

- d'annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier.

En outre, le ministre chargé des Finances peut geler ou mettre en réserve les crédits pour subordonner leur utilisation par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat.

Article 30 : En cours d'exécution de la présente loi, des crédits de 2026 peuvent être reportés à travers un décret pris en conseil des ministres sur proposition du Ministre chargé des Finances, conformément aux dispositions de l'article 23 de la Loi n°2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux Lois de Finances.

Article 31 : Toute personne appartenant au Cabinet d'un membre du Gouvernement ou tout fonctionnaire ou agent d'un organisme public, qui est auteur des fautes de gestion définies à l'article 79 de la Loi n°2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux Lois de Finances, est personnellement et pécuniairement responsable de son acte sans préjudice des sanctions administratives et judiciaires, conformément aux dispositions des articles 80, 81, 82 et 83 de la Loi n°2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux Lois de Finances.

TITRE III : AUTRES DISPOSITIONS

Article 32 : Pour 2027, le tableau de classifications fonctionnelle et économique des dépenses figure à **l'état G** annexé à la présente loi.

Article 33 : Pour 2027, le tableau de classifications administrative et fonctionnelle des dépenses figure à **l'état H** annexé à la présente loi.

Article 34 : Pour 2027, le tableau de classifications administrative et économique des dépenses figure à **l'état I** annexé à la présente loi.

Article 35 : Pour 2027, la liste des dotations et programmes par institution, ministère et autorité administrative indépendante figure à **l'état J** annexé à la présente loi.

Article 36 : Pour 2027, le détail du Programme Triennal d'Investissement 2027-2029 figure à **l'état K** annexé à la présente loi.

Article 37 : Pour 2027, les restes à payer de l'Etat figurent à l'**état L** annexé à la présente loi.

Article 38 : Pour 2027, le Plan de Trésorerie prévisionnel mensualisé figure à **l'état M** annexé à la présente loi.

Article 39 : Pour 2027, le tableau retraçant les échéances courantes de la dette du Mali est joint en annexe, à **l'état N.**

Article 40 : Pour 2027, les statistiques sur les emplois créés figurent à **l'état P** annexé à la présente loi.

Article 41 : Pour 2027, la situation des subventions à l'Energie du Mali figure à **l'état Q** annexé à la présente loi.

Article 42 : Pour 2027, la liste des Taxes parafiscales et leur évaluation figure à **l'état R** annexé à la présente loi.

Article 43 : Pour 2027, l'annexe relative aux Dépenses fiscales figure à **l'état S** annexé à la présente loi.

Article 44 : Un état des restes à recouvrer des recettes budgétaires figure à **l'état T** annexé à la présente loi.

Article 45 : Pour 2027, l'annexe Fiscale figure à **l'état U**, annexé à la présente loi.

Article 46 : Pour 2027, l'annexe relative au genre figure à **l'état V** annexé à la présente loi.

Article 47 : Pour 2027, l'annexe relative aux risques budgétaires figure à **l'état W** annexé à la présente loi.

Article 48 : La présente loi sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

Fait et délibéré en séance publique

Bamako, le ……
Le Président du Conseil national de Transition

Malick DIAW

Le Secrétaire de séance

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

- - - - - - - - - - - - - -

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT (BSI) 2027







Août 2026

INTRODUCTION

Le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2027 constitue la première tranche annuelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2027-2029, et observe par conséquent les mêmes procédures d'élaboration que celui-ci.

Il regroupe tous les projets en exécution en 2026 et se poursuivant en 2027, ainsi que les nouveaux projets devant démarrer au cours de l'année 2027.

1. PRESENTATION GENERALE

L'enveloppe prévisionnelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2027-2029 se chiffre à **1 219,182 milliards de FCFA,** dont **741,219 milliards de FCFA** constituent la tranche du BSI 2027.

Le BSI 2027 s'équilibre en ressources et en emplois à la somme de **741,219 milliards** de FCFA, contre **434,744 milliards de FCFA** pour le BSI 2026 rectifié, soit une augmentation de **306,475 milliards** de FCFA (**70,50%)** (**Cf. graphique 1**).

Ces ressources allouées au BSI 2027 assurent le financement de la mise en œuvre de **382** projets/programmes (contre **391** en 2026),

Cette enveloppe se répartit entre les ressources intérieures pour **576,219 milliards** (**77,74%**) et extérieures pour **165,000 milliards** de FCFA (**22,26%**), contre respectivement **269,744 milliards** de FCFA et **165,000 milliards** de FCFA dans le BSI 2026 rectifié.

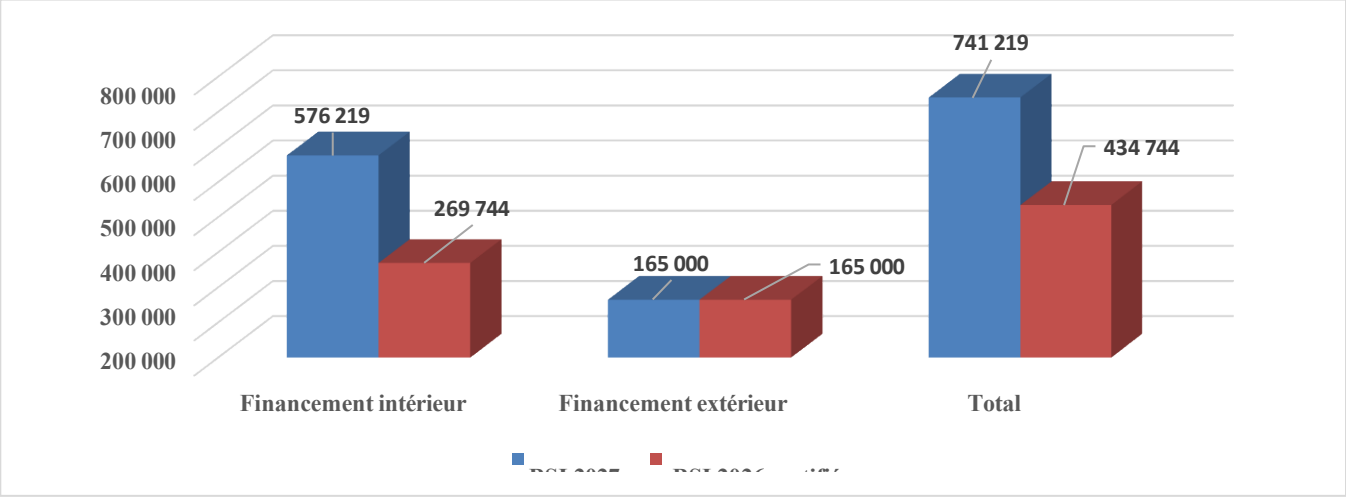
Il se présente comme suit (Cf.tableaun°1):

Tableau N°1 : Ventilation générale du BSI 2027 par secteur (millions de FCFA)

Secteurs de Planification	BSI 2026 rectifié			BSI 2027		
	Nbre de Projets	Ressources Totales	%	Nbre de Projets	Ressources Totales	%
Economie rurale	68	114 094	26,24	68	149 792	20,21
Infrastructures	165	183 292	42,16	168	366 174	49,40
Ressources Humaines	114	104 938	24,14	109	188 675	25,45
Secondaire	44	32 420	7,46	37	36 578	4,93
Total	**391**	**434 744**	**100,00**	**382**	**741 219**	**100,00**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2026

<u>Graphique 1</u> : Evolution des ressources de BSI 2026 et 2027 (en millions de FCFA)



<u>Source</u> : DNPD, 2026

Le graphique 1 montre que le financement intérieur du BSI 2027 a enregistré une augmentation de **306,475 milliards** de FCFA **(70,50%)** par rapport au BSI intérieur 2026 rectifié.

Le financement extérieur, quant à lui, n'a pas connu d'évolution.

L'augmentation de l'enveloppe du BSI 2027 s'explique essentiellement par l'augmentation substantielle de ressources allouées aux projets dans les secteurs prioritaires, notamment la Santé les infrastructures routières, l'Agriculture, la Formation professionnelle et les Sports.

2. ANALYSE DU BSI 2027 PAR SOURCE ET PAR NATURE DE FINANCEMENT

Les ressources financières prévues pour le financement des dépenses du BSI 2027, d'un montant de **741,219 milliards** de FCFA, proviennent respectivement de l'Intérieur pour **576,219 milliards** de FCFA **(77,74%)** et de l'Extérieur pour **165,000 milliards** de FCFA **(22,26%). (Cf. Annexe 2).**

Le financement intérieur est entièrement assuré par le Budget National.

Quant au financement extérieur, il est reparti en **Prêts** pour un montant de **90,000 milliards** de FCFA, soit **54,55%** du financement total extérieur et en **Subventions** pour un montant de **75,000 milliards** de FCFA**,** soit **45,45%. (Cf. Annexe 1).**

La ventilation du BSI 2027 se présente comme suit (Cf. tableau ci-dessous) :

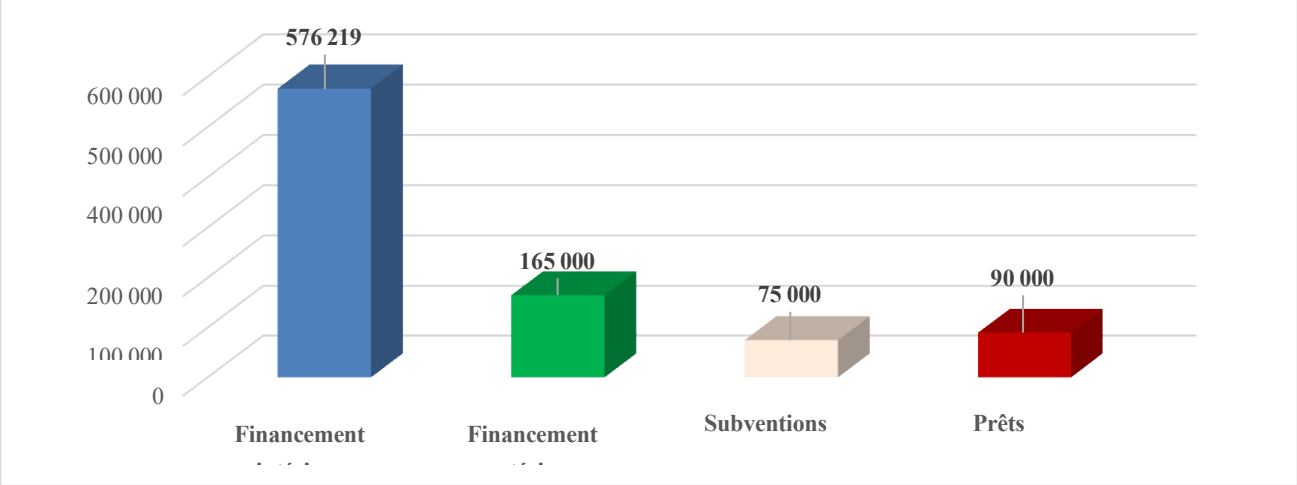
<u>Tableau N°2</u> : Ventilation du BSI 2027 par source et par nature de financement (en millions de FCFA)

Sources de Financement	Montant (Millions FCFA)	% Source	% Total
Financement Intérieur (F.I.)	**576 219**	**100**	**77,74**
- Budget de l'Etat : Equipement- Investissement	576 219	100	
- Autofinancement	0	0	
- Divers Autres	0	0	
Financement Extérieur (F.E.)	**165 000**	**100**	**22,26**
- Subventions	75 000	45,45	
- Prêts	90 000	54,55	
TOTAL GENERAL (FI+FE)	**741 219**	**100**	**100**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2026

Le graphique 2 met en évidence la prédominance des prêts sur les subventions dans la structure du financement extérieur.

Graphique 2 : Ventilation du BSI 2027 par nature de financement (en millions de FCFA)



Source : DNPD, 2026

3. ANALYSE DU BSI 2027 PAR MINISTERE/ INSTITUTION

Sur l'enveloppe prévisionnelle de **741,219 milliards** de FCFA allouée au BSI 2027, le Ministère de la Santé et du Développement Social bénéficie de la plus importante dotation avec **225,190 milliards** de FCFA, destinés à la mise en œuvre de 32 projets/programmes. Il est suivi du Ministère de la Jeunesse et des Sports avec **127,500 milliards** de FCFA pour la prise en charge de 11 projets/programmes et du Ministère des Transports et des Infrastructures avec **87,920 milliards** FCFA pour 36 projets/programmes.

Ces trois (03) Ministères représentent **59,44%** de l'enveloppe globale du BSI, soit **440,610 milliards** de FCFA. **(Cf. Annexe 6).**

La situation d'autres départements se présente comme suit :

- Ministère de l'Agriculture (sans la ligne nouveau projets BSI) : **82,042 milliards** de FCFA avec 37 projets/programmes ;
- Ministère de l'Economie et des Finances : **31,350 milliards** de FCFA avec 43 projets/programmes ;
- Ministère de l'Energie et de l'Eau : **29,678 milliards** de FCFA avec 21 projets/programmes ;
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable : **24,900 milliards** de FCFA avec 21 projets/programmes ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : **18,700 milliards** avec 38 projets/programmes ;
- Ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnel : **16,250 milliards** de FCFA avec 8 projets//programmes ;
- Ministère de l'Elevage et de la pêche : **11,420 milliards** de FCFA avec 17 projets/ programmes ;
- Ministère de la Réconciliation, de la Paix, et de la Cohésion Nationale : **11,400 milliards** de FCFA avec 3 projets/programmes ;

Le tableau ci-après présente la synthèse des dotations ainsi que du nombre de projets par Ministère ou Institution.

<u>Tableau N°3</u> : Situation récapitulative du BSI 2027 par Ministère /Institution (millions de FCFA)

MINISTERES / INSTITUTIONS	FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMEN T EXTERIEUR	FINANCEMENT TOTAL	NBRE DE PROJET
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	900	-	900	1
PRIMATURE	1 900	-	1 900	6
COUR SUPREME	2 500	-	2 500	1
CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	400	-	400	1
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	2 600	-	2 600	4
MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE	1 875	-	1 875	7
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	250	-	250	1
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	31 350	-	31 350	43
MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL	1 300	-	1 300	2
MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	14 250	2 000	16 250	8
MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT	600	-	600	1
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	17 100	1 600	18 700	38
AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	200	-	200	1
MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES	200	-	200	1
MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE	400	11 000	11 400	3
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	2 400	350	2 750	11
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	3 000	-	3 000	7
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	6 359	-	6 359	14
MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME	1 590	-	1 590	13
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	127 500	-	127 500	11
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	225 190	-	225 190	32
HAUT CONSEIL NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA	400	-	400	1
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	1 300	800	2 100	10
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	55 920	32 000	87 920	36
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	5 200	19 700	24 900	21
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	6 250	23 428	29 678	21
MINISTERE DES MINES	5 520	-	5 520	8
MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	4 225	-	4 225	5
MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	9 900	-	9 900	19
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	14 920	67 122	82 042	37
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	4 420	7 000	11 420	17
CHARGES COMMUNES	26 300	-	26 300	1
Total	**576 219**	**165 000**	**741 219**	**382**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2026

4. ANALYSE DU BSI 2027 PAR SECTEUR DE PLANIFICATION

Le BSI 2027 est dominé par les secteurs **Infrastructures (49,40%) et Ressources humaines** avec **25,45%,** contre respectivement **42,16%** et **24,14%** pour le BSI 2026 rectifié**.** Ensuite viennent les secteurs **Economie rurale (20,21%),** contre **26,24%** en 2026 et **Secondaire** avec **4,93%,** contre
7,46% en 2026.

4.1. Ventilation par secteur de planification

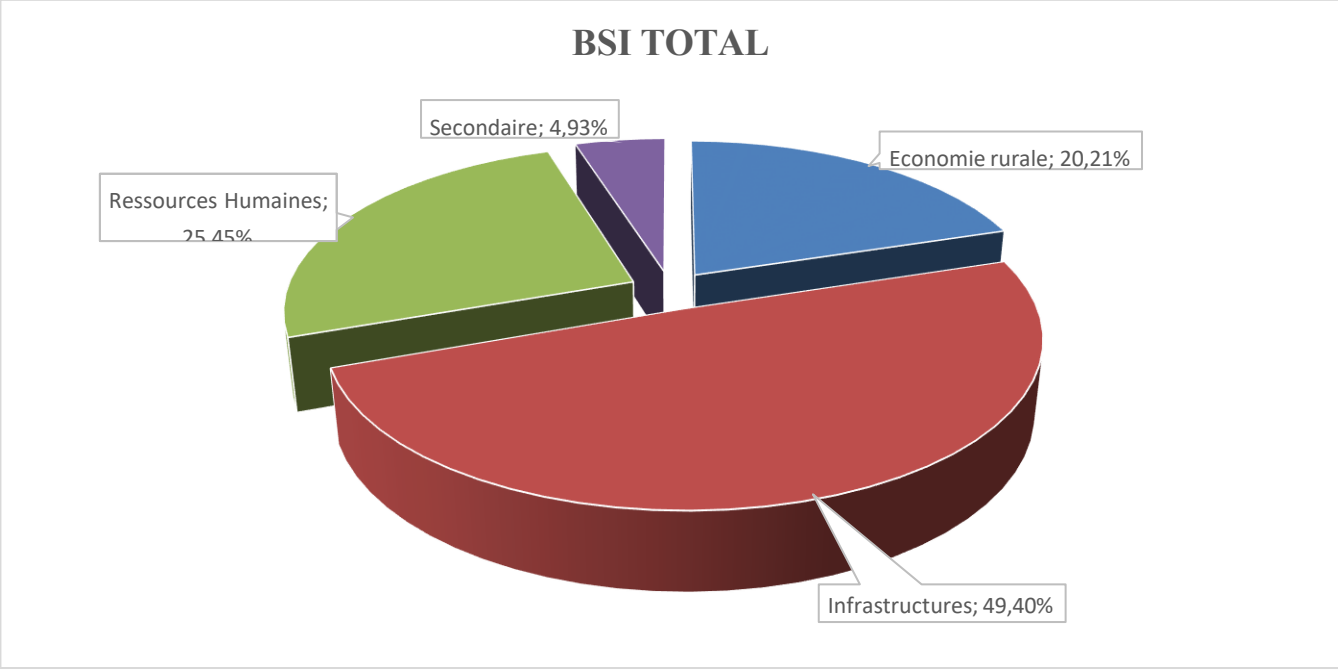
La répartition de l'enveloppe du BSI 2027 par secteur est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau N°4 : Ventilation du BSI 2027 par secteur (millions de FCFA)

SECTEURS	NBRE DE PROJETS	FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR	TOTAL	%
Economie Rurale	68	48 870	100 922	149 792	20,21
Infrastructures	163	330174	36000	366 174	49,40
Ressources Humaines	114	185 075	3 600	188 675	25,45
Secondaire	44	12 100	24 478	36 578	4,93
TOTAL	**389**	**576 219**	**165 000**	**741 219**	**100,00**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2026

Graphique 3 : Répartition du BSI 2027 par secteur de planification

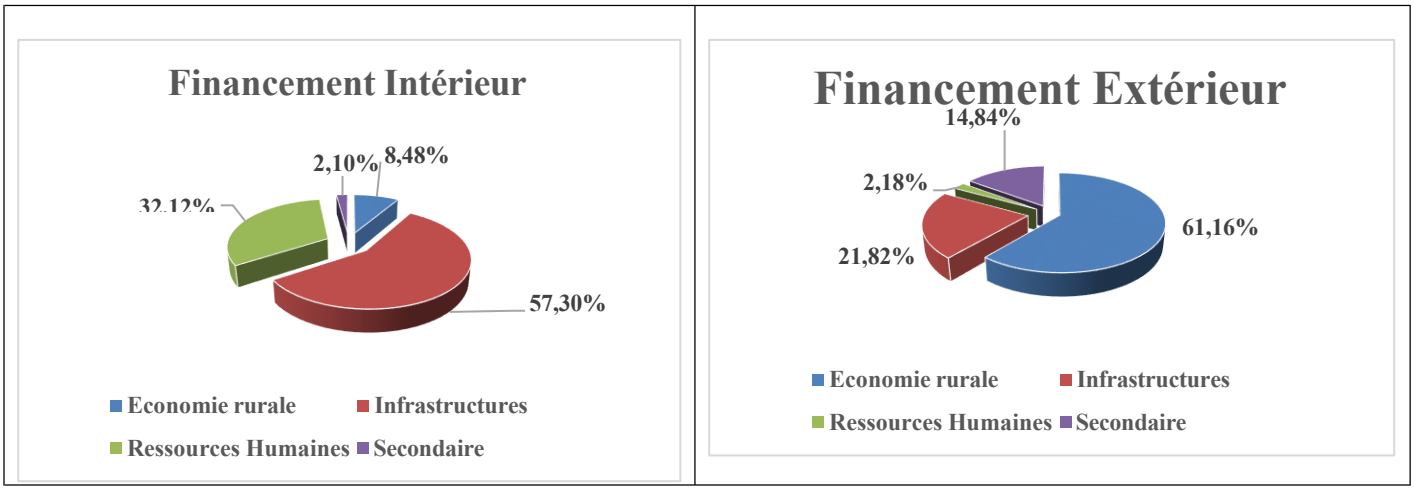


Source : DNPD,2026

Par rapport au financement extérieur, les secteurs **Economie Rurale (61,16%)** et **Infrastructures (21,82%)** occupent les premières places dans la répartition du BSI 2027, contre respectivement **56,21%** et **24,61%** dans le BSI 2026 rectifié. Ils sont suivis des secteurs **Secondaires (14,84%)** et **Ressources humaines (2,18%),** contre respectivement **16,39%** et **2,79%** dans le BSI 2026 rectifié.

Le financement extérieur est constitué de Prêts à hauteur de **54,55%,** contre **45,45%** pour les Subventions.
Les Prêts sont principalement orientés vers le secteur **Economie rurale** qui en absorbe **62%**, suivi du secteur des Infrastructures avec **26,67%**, du secteur Secondaire avec **9,11** et du secteur des Ressources Humaines avec **2,22%.**
S'agissant des Subventions, elles sont majoritairement aussi orientées vers le secteur **Economie Rurale**, qui représente **60,16%** des allocations, suivi respectivement des secteurs **Secondaire** avec **21,70%**, **Infrastructures** avec **16%** et **Ressources Humaines 2,13%**. **(Cf. Annexe 4).**
Concernant le financement intérieur, les allocations sont principalement orientées vers le secteur **Infrastructures,** qui concentre **57,30%** de l'enveloppe**.** Il est suivi respectivement des secteurs **Ressources humaines** avec **32,12%, Economie rurale (8,48%),** et **Secondaire (2,10 %). (Cf. Annexes 3 et 5).**

Graphique 4 : Répartition des financements intérieur et extérieur par secteur de planification



Source : DNPD, 2026

4.2. Ventilation par sous-secteur de planification

4.2.1. Secteur et sous-secteurs Economie Rurale

Dans la répartition sectorielle du BSI 2027, le Secteur Economie rurale occupe la troisième place avec une enveloppe de **149,792 milliards** de FCFA dont **48,870 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur (**32,63%** du financement total du secteur)**.**

La part du financement extérieur représente **55,800 milliards** de FCFA (**67,37%)** de l'enveloppe totale du secteur, et est dominée par les prêts **55,29%,** contre **44,71%** pour les subventions**.** (Cf. Tableau N°5).
Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de **68** projets/programmes.

Le sous-secteur **Agriculture** qui représente **78,72%** de l'enveloppe du secteur, regroupe d'importants projets d'aménagements et d'équipements hydro agricoles. Il bénéficie d'un financement extérieur important de l'ordre de **74,922 milliards** de FCFA, soit **63,54%** de son financement total, contre **43,000 milliards** de FCFA au titre des ressources intérieures, soit **36,46%.**
Le financement du secteur vise à la promouvoir et à valoriser les aménagements hydro-agricoles, notamment à travers :

- des contrats plans Etat-Offices/Agence de développement rural : Office du Niger (ON), Office Riz Mopti (ORM), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou (ORS), Office du Moyen Bani (OMB) et Agence de Développement Rural de la vallée du fleuve Sénégal (ADRS);
- des projets et programmes d'aménagement, d'équipement hydroagricoles et de mise en valeur : i) des Programmes de Promotion Agro écologique dans l'Irrigation de Proximité (PAE-IPRO), de Développement de l'Irrigation dans le Bassin du Bani et à Selingué Phase II (PDI-BS 2), de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Péri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB), de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP – Mali), et ii) des Projets de Renforcement de la Sécurité Alimentaire à travers l'Irrigation de Proximité dans le Kaarta/Séféto (PRSAIP-K/S), d'Appui au renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB) de Développement de l'Agriculture dans les zones Arides du Mali (PDAZAM), de Développement des Filières Horticoles, N'Débougou (Phase IV);
- des programmes d'infrastructures économiques dans les régions.

Le sous-secteur **Forêts** occupe la deuxième place au sein du secteur Economie Rurale, avec une part de **13,95%** des allocations du secteur. Son financement est principalement assuré par les ressources extérieures, qui représente **90,91%** du financement total du sous-secteur, contre **9,09%** pour les ressources intérieures.
Les ressources mobilisées permettront la mise en œuvre des actions relatives à la gestion des ressources naturelles, notamment à travers le Projet de Restauration des Terres Dégradées (PRTD), le Projet d'aménagement des parcs, les Programmes de Développement Durable dans le Delta Intérieur du Niger/PDD -DIN II, de changements climatiques, des travaux d'aménagement, de conservation des massifs et parcs nationaux, ainsi qu'à la reconstitution des écosystèmes forestiers.

Quant au sous-secteur **Elevage,** qui représente **6,89%** des allocations du secteur, bénéficiera de la mise en œuvre de plusieurs projets et programmes, tels que :

- l'Appui au Pastoralisme au Sahel phase II (PRAPS-Mali) ;

- le Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM) ;
- l'Appui à la Conservation et à la Diffusion des Bétails Ruminants Endémiques dans la zone sud du Mali ;
- l'Appui au Centre National d'Insémination Artificielle ;
- l'Appui à la Stratégie nationale de Sécurisation et de Stabilisation du Bétail malien (SNSSB) ;
- le programme de développement de la race Girolando.

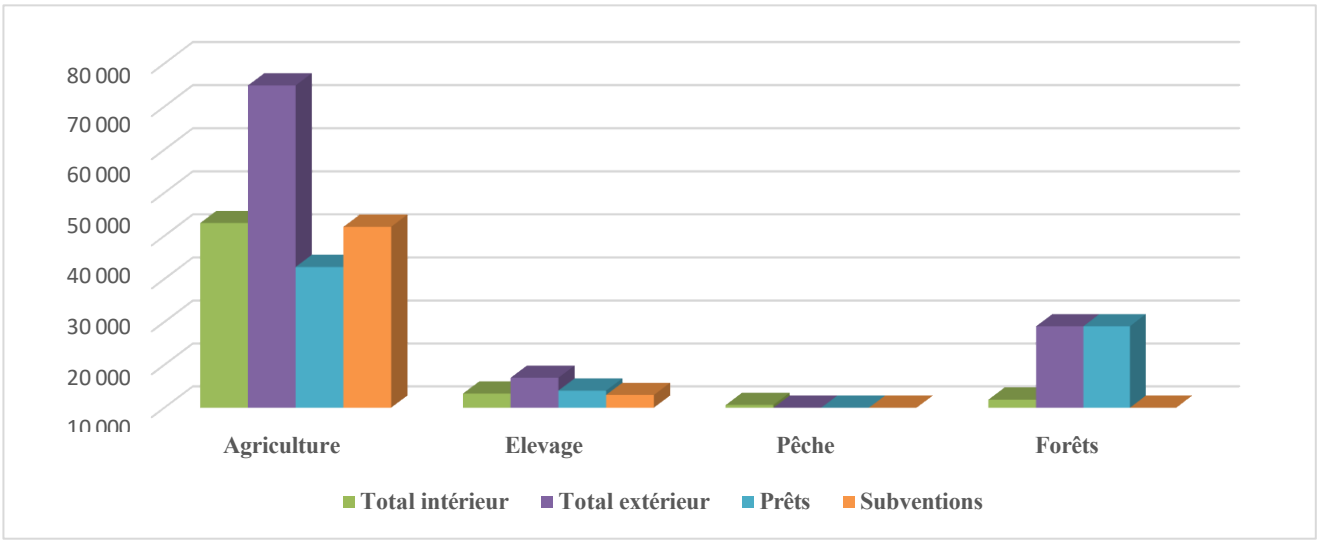
Enfin, le sous-secteur **Pêche**, qui représente **0,43%** des allocations du secteur, est consacré à la mise en œuvre des Projets et programmes portant notamment sur l'Appui à l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur Niger (ODPADIN), l'Agence de Gestion du Marché Central à Poissons de Bamako, ainsi qu'au Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA).

Tableau N°5 : Financement par sous-secteur du Secteur Economie Rurale (en millions de FCFA)

SOUS-SECTEUR	FINANCEMENT		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Agriculture	117 922	78,72	43 000	74 922	32 800	42 122
Elevage	10 320	6,89	3 320	7 000	4 000	3 000
Pêche	650	0,43	650	0	0	0
Forêts	20 900	13,95	1 900	19 000	19 000	0
TOTAL	**149 792**	**100,00**	**48 870**	**100 922**	**55 800**	**45 122**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2026

Graphique 5 : Ventilation du financement du secteur Economie rurale par sous-secteur (en millions de FCFA)



Source : DNPD,2026

4.2.2. Secteur et sous-secteurs Infrastructures

Le secteur Infrastructures occupe la première place avec un financement de **366,174 milliards de FCFA,** dont **330,174 milliards de FCFA** au titre du financement intérieur (**90,17 %).** Ce montant représente **49,40%** du montant total du BSI 2027.
Le financement extérieur représente **36,00 milliards** de FCFA (**9,87%),** et est entièrement orienté vers le sous-secteur Moyens routiers (Cf. Tableau N°5).
Le financement prend en compte la mise en œuvre de **168** projets/programmes.

Le sous-secteur **Moyens routiers** avec **23,93%** du financement du secteur, est majoritairement financé par les ressources intérieures à hauteur de **58,91%**, contre **41,09%** pour les ressources extérieures.

Il regroupe d'importants projets visant notamment à renforcer le désenclavement extérieur et intérieur du pays, parmi lesquels figurent :

- la poursuite des travaux d'entretien et de réparation des pistes de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) ;
- la poursuite/finalisation des projets/programmes routiers prioritaires, suivants : Banankoro-Dioro ; Ceinture ouest de Koulikoro (13,6 km) ; Kayes-Sandaré ; Dioila-Massigui-Koualé-Kébila, le Programme d'Urgence Routier (PUR), la poursuite des travaux du Projet d'élargissement en 2x2 voies de la Route de Bamako-Koulouba-Kati, Bretelle Point G et Samé et le démarrage des travaux de construction de la route Ouélessebougou Sélingue en 2x2 voies.

Le sous-secteur **Bâtiments et Equipements** qui représente **73,71%** de l'enveloppe globale du secteur, est entièrement financé sur ressources intérieures.
Il regroupe plusieurs projets/programmes, dont les principaux sont notamment :

- les Programmes de construction de 50 000 logements sociaux et d'acquisition/construction résidences/logements diplomates ;
- les travaux de construction et d'équipement des bâtiments pour l'administration, notamment la poursuite des travaux de construction et d'équipement de la DFM/MTI, de l'ORTM, des travaux portuaires et d'infrastructures de stockage du Mali ;
- les travaux de construction et équipement des hôpitaux de District ;
- les travaux de construction et équipement des hôpitaux régionaux ;
- les travaux de transformation des CSREF en Hôpitaux de District de Bamako ;
- les travaux de construction du siège de la commission CNI/CND ;
- les travaux de construction et d'équipement de l'hôtel de l'environnement ;
- les travaux de construction de la cite des mines et du pétrole….

Le sous-secteur **Topo et Cartographie** qui représente **0,68%** des ressources allouées au secteur, finance principalement les projets de la cartographie et de topographie à l'échelle 1/50 000 et de modernisation du réseau géodésique de référence au Mali.

Le sous-secteur **Urbanisme et Habitat** qui représente **0,78%** de l'enveloppe du secteur, est entièrement financé sur ressources intérieures. Il est constitué du Projet de pavage des rues dans la ville de Bamako et environs, du programme d'infrastructures économiques dans le District de Bamako, des travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, de la réforme foncière sécurisée et des projets d'assainissement.

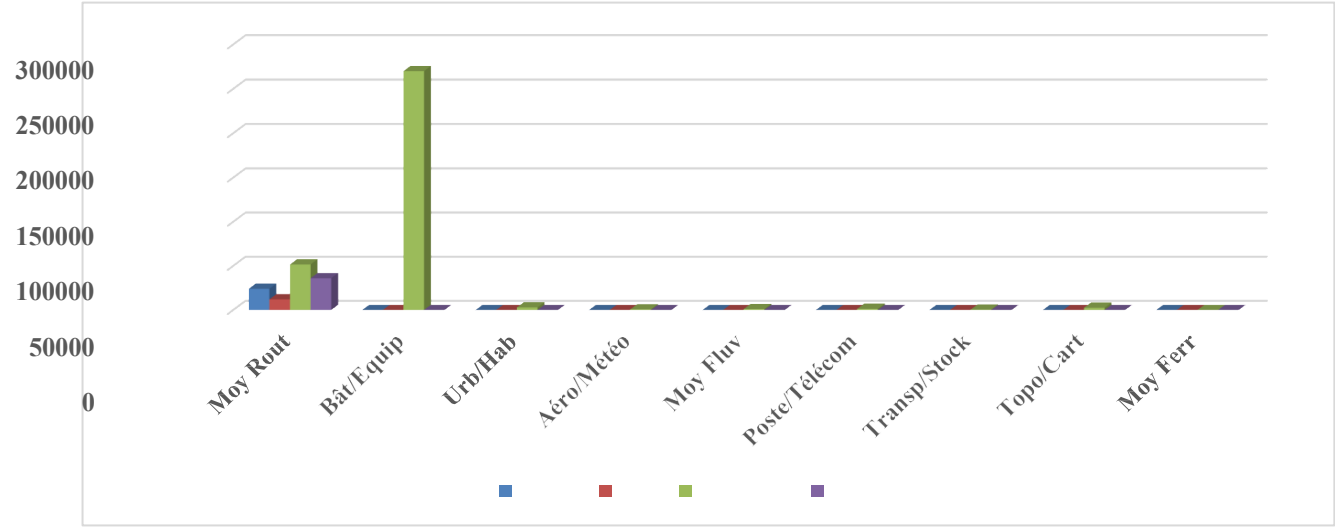
Les autres sous-secteurs occupent, au total, **0,90%** de l'enveloppe du secteur.

Tableau N°6 : Financement par sous-secteur du Secteur Infrastructures (en millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN TOTAL		FIN INTERIEUR	FIN EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Moyens Routiers	87 620	23,93	51 620	36 000	24 000	12 000
Bâtiments et Equipement	269 904	73,71	269 904	-	-	-
Urbanisme et Habitat	2 850	0,78	2 850	-	-	-
Aéronautique/Météo	700	0,19	700	-	-	-
Moyens Fluviaux	1 000	0,27	1 000	-	-	-
Poste/Télécom	1 300	0,36	1 300	-	-	-
Transport/Stockage	300	0,08	300	-	-	-
Topo et Cartographie	2 500	0,68	2 500	-	-	-
Moyens						
Ferroviaires	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**366 174**	**100**	**330 174**	**36 000**	**24 000**	**12 000**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2026

Graphique 6 : Ventilation du financement du Secteur Infrastructures par sous-secteurs (millions de FCFA)



Source : DNPD, 2026

Cette ventilation montre que le volume du financement intérieur est orienté essentiellement vers les sous-secteurs **Bâtiments/équipement et Moyens routiers** qui représentent respectivement **81,75**% et **15,63**% du volume du financement total intérieur du secteur.

Quant au financement extérieur, entièrement orienté vers le sous-secteur **Moyens routiers,** il est constitué de prêts à hauteur de **66,67%** et de subventions à hauteur de **33,33%.**

4.2.3. Secteur et sous-secteurs Ressources humaines

Dans la répartition sectorielle du BSI 2027, le Secteur Ressources Humaines vient en deuxième position avec un financement de **188, 675 milliards** de FCFA, dont **185,075 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit **98,09%** du montant total du financement du secteur (Cf. Tableau N°7).
Les ressources allouées au secteur prennent en charge **109** projets/programmes.

Le sous-secteur **Culture/arts/sport** représentant **67,29%** du financement du secteur, est entièrement financé par les ressources intérieures.
Les investissements au niveau de ce sous-secteur portent sur des actions de renforcement et de développement des infrastructures culturelles et artistiques (CICB, Direction Nationale de l'Action Culturelle, Mémorial Modibo Keïta, Parcs publics et Monuments, Musée National et Palais de la culture Amadou Hampaté Ba), des travaux de construction/réhabilitation/équipement des infrastructures sportives (des stades régionaux, du stade de Tombouctou, du Centre Entrainement Sportif Elite de Kabala, de ARENA Mali), la mise en œuvre du Programme National de la Promotion de la Jeunesse (PNPJ) et la poursuite de la construction du centre d'instruction Sounsounkoro.

Le sous-secteur **Santé/Affaires Sociales** représentant **7,69%** (**14,500 milliards** de FCFA), est entièrement financé par les ressources intérieures.
Il regroupe d'importants Projets de rénovation/extension des Centres Hospitaliers Universitaires, du CNOS, de l'ANTIM, du Centre Régional d'Appareillage Orthopédique et de Rééducation fonctionnelle à Kayes, de l'Hôpital Dermatologie de Bamako et de la DNPSES, des Centres de Santé à travers le renforcement et l'amélioration du plateau technique des structures sanitaires, de promotion et d'autonomisation des femmes et de dividende démographique, la transformation des CSRef en Hôpitaux de District...

Le sous-secteurs **Emploi/travail** avec **8,29%** du secteur, est financé à hauteur de **87,22%** sur les ressources intérieures allouées au secteur (**13,650 milliards** de FCFA) et **22,78%** (**2,000 milliards de FCFA**) sur les ressources extérieures du secteur.

Il prend en charge les projets d'Appui à la Formation Professionnelle, l'Insertion et l'Entreprenariat des jeunes ruraux (FIER II), de renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural à la Formation et à l'Insertion Professionnelle (PFIP).

Le sous-secteur **Administration, Plan, Finances** avec **7,96%** des allocations du secteur, est exclusivement financé par les ressources intérieures à hauteur de **15,010 milliards** de FCFA.

Il couvre les projets/programmes de renforcement de capacités des structures (CDI, ODHD/LCP, INSTAT), les projets d'appui aux Directions/Cellules, l'interconnexion des bases de données du MEF, le fonds d'études et de préparation des projets d'investissements.

Quant aux autres sous-secteurs **Education/Formation** et **Information**, ils représentent au total **6,77%** financement du secteur.

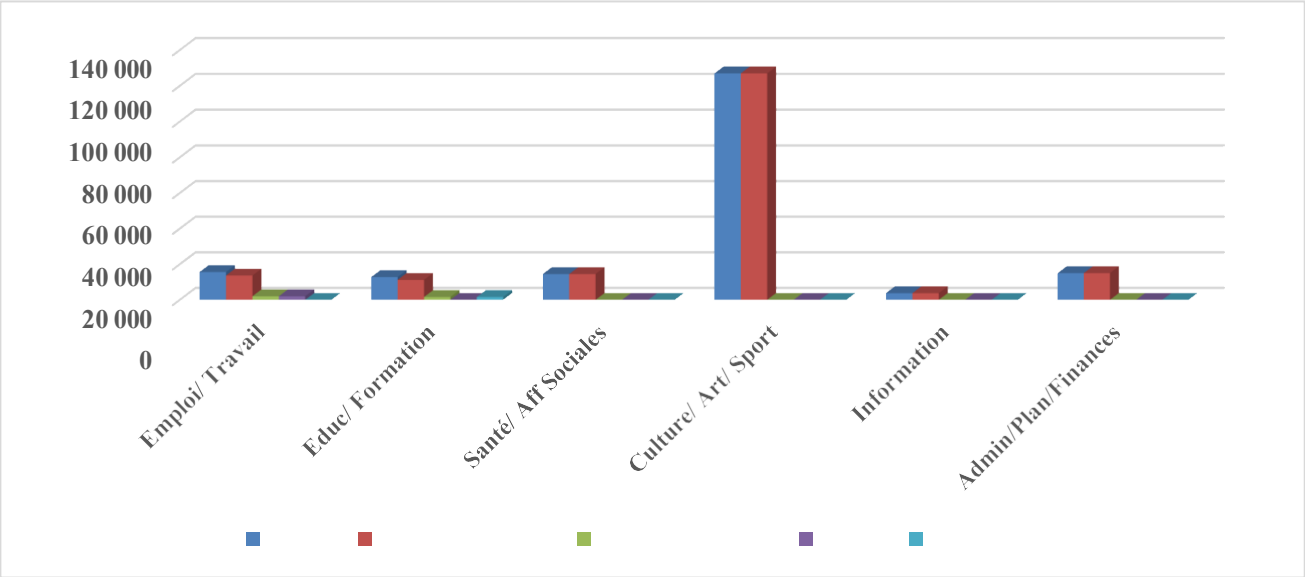
Ils sont constitués de projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires, secondaires et universitaires (Amphi, Lycées, IFM, Facultés, Bibliothèque Universitaire Centrale) et des grandes écoles (résidence et bloc administratif à l'IPR/IFRA de Katibougou, nouvelle ENSup), l'Ecole Africaine des Mines et le renforcement des capacités par la formation et le renforcement des infrastructures de communication à travers l'AGETIC, l'ORTM et l'ANCD.

Tableau N°7 : Financement par sous-secteur du Secteur Ressources humaines (millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN. TOTAL		FIN. INT.	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Emploi/ Travail	15 650	8,29	13 650	2 000	2 000	0
Education/ Formation	12 780	6,77	11 180	1 600	0	1 600
Santé/ Affaires Sociales	14 500	7,69	14 500	0	0	0
Culture/ Art/ Sport	126 960	67,29	126 960	0	0	0
Information	3 775	2,00	3 775	0	0	0
Administration/Plan/Finances	15 010	7,96	15 010	0	0	0
TOTAL	**188 675**	**100,00**	**185 075**	**3 600**	**2 000**	**1 600**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2026

Graphique 7 : Ventilation du financement du secteur Ressources Humaines par sous-secteur (millions de FCFA)



Source : DNPD, 2026

Le tableau n°7 et le graphique n°7 indiquent que le financement Extérieur intervient au niveau de deux (02) sous-secteurs (Emploi/travail et Education/Formation).

4.2.4. Secteur et sous-secteurs Secondaire

Dans la répartition sectorielle du BSI 2027, le **Secteur Secondaire** vient en dernière position avec un financement de **36,578 milliards** de FCFA, dont **24,478 milliards** de FCFA au titre du financement extérieur, soit **66,92%** du montant total du financement total du secteur. Le financement extérieur est réparti entre les Prêts pour **33,50%,** contre **66,50%** pour les Subventions (Cf. Tableau N°8).
Les ressources allouées au secteur sont destinées à assurer la mise en œuvre de **37** projets/programmes.

Le sous-secteur **Eaux** avec **58,17%** du secteur est surtout financé par les ressources extérieures (**16,828 milliards** de **FCFA)**, soit **79,09%** du financement total du sous-secteur. Il prend en charge, entre autres, des projets et programmes suivants :

- le Projet Hydraulique villageoise dans les Régions de Tombouctou et de Gao ;
- les Projets d'Amélioration de l'accès à l'eau Potable, d'Adduction d'Eau Potable (AEP) Bamako-Kabala, de mobilisation des ressources en eau en milieu rural (Programme d'urgence), le projet AEP et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux ;
- le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN).

Le sous-secteur **Energie** avec **26,11%** des ressources du secteur est financé par les ressources extérieures à hauteur de **7,300 milliards** de **FCFA**, soit **76,44%**.
Son financement extérieur est réparti entre les prêts pour **95,89%** contre **4,11%** pour les subventions. Les principales interventions financées sont, entre autres :

- le Programme d'Urgences Sociales d'Accès à l'Energie/Construction Centrales Solaires ;
- les projets d'électrification rurale et villageoise.

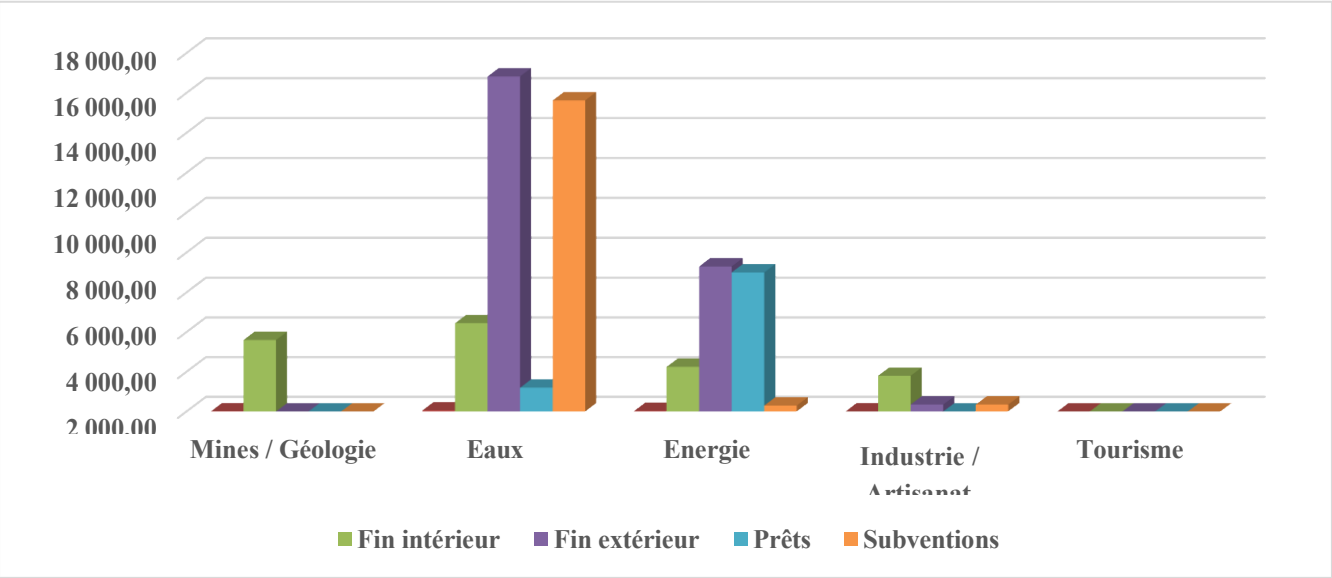
Les autres sous-secteurs, à savoir **(Mines/Géologie, Industries/Artisanat et Tourisme)** occupent au total **15,72%** du secteur. Les investissements au niveau de ces sous-secteurs portent sur la mise en œuvre du Programme pour le Développement des Ressources Pétrolières du Mali/PDRPM, la cartographie géologique, la réalisation de forage d'exploration, le développement de l'Artisanat (Construction de villages artisanaux et du CDAT), la promotion des investissements et du commerce intérieur et extérieur et le renforcement des capacités des acteurs du commerce et de l'industrie.

<u>Tableau N°8</u> : Financement par sous-secteur du Secteur Secondaire (en millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN. TOTAL		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Mines / Géologie	3 600	9,84	3 600	0	0	0
Eaux	21 278	58,17	4 450	16 828	1 200	15 628
Energie	9 550	26,11	2 250	7 300	7 000	300
Industrie Artisanat	2 150	5,88	1 800	350	0	350
Tourisme	0	0,00	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	**36 578**	**100,00**	**12 100**	**24 478**	**8 200**	**16 278**

Source : DNPD/ données SIGIP2026

Graphique 8 : Ventilation du financement du secteur Secondaire par sous-secteur (millions de FCFA)



Source : DNPD, 2026

Ce graphique montre que le financement extérieur est important dans les des deux(02) sous-secteurs concernés, à savoir Energie et Eaux où il dépasse largement le financement intérieur. Au niveau de ce financement extérieur, les prêts prédominent dans le sous-secteur Energie (**95,89%)**, tandis que les subventions constituent la principale source de financement du sous-secteur Eaux (**92,87%).**

CONCLUSION

Au Mali, des financements importants sont consentis chaque année par l'Etat et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à travers le Budget Spécial d'Investissement (BSI) pour la mise en œuvre des politiques publiques de développement par le biais des Projets/Programmes en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations.

Le BSI 2027 s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031). Il s'inscrit également dans la poursuite de l'implémentation de la nouvelle vision **« Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma »** et de la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033).

Il convient toutefois de rappeler que l'élaboration du BSI 2027 est intervenue dans un contexte marqué par plusieurs contraintes, notamment :

- la persistance des tensions géopolitiques au Moyen Orient ;
- la situation politique, économique et sécuritaire du Mali ;
- la suspension ou la réduction des décaissements de certains Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- les impératifs de régulation budgétaire ;
- le niveau élevé des engagements de l'Etat consignés dans les accords et conventions de financement.

Pour une meilleure efficacité des dépenses d'investissement en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations, il est nécessaire d'accélérer l'implémentation de la nouvelle vision **« Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma »** et de la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033).

A cet effet, il importe de veiller à ce que l'ensemble des projets et programmes de développement, en cours et à venir, soient systématiquement alignés sur les orientations stratégiques, les priorités et les projets structurants retenus dans le cadre de la vision **« Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma »** et de la SNEDD 2024-2033.

A N N E X ES

ANNEXE 1 : STRUCTURE SECTORIELLE ET SOUS-SECTORIELLE DES DEPENSES ET DE LEUR FINANCEMENT

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
STRUCTURE SECTORIELLE ET SOUS-SECTORIELLE DES DEPENSES ET DE LEUR FINANCEMENT
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE 2027 - 2029			DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027			FINANCEMENT EXTERIEUR 2027		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.
Economie rurale	149 792	100	-23,83	236 321	100,00	19,38	149 792	100,00	20,21	48 870	100,00	8,48	100 922	100,00	61,16
Agriculture	117 922	85 018	-0,28	195 211	82,60	16,01	117 922	78,72	15,91	43 000	87,99	7,46	74 922	74,24	45,41
Elevage	10 320	10 644	0,03	15 810	6,69	1,30	10 320	6,89	1,39	3 320	6,79	0,58	7 000	6,94	4,24
Pêche	650	326	-0,50	1 750	0,74	0,14	650	0,43	0,09	650	1,33	0,11	0	0,00	0,00
Forêts	20 900	18 106	-0,13	23 550	9,97	1,93	20 900	13,95	2,82	1 900	3,89	0,33	19 000	18,83	11,52
Secondaire	36 578	100	-11,40	55 402	100,00	4,54	36 578	100,00	4,93	12 100	100,00	2,10	24 478	100,00	14,84
Mines et Géologie	3 600	1 351	-0,62	8 600	15,52	0,71	3 600	9,84	0,49	3 600	29,75	0,62	0	0,00	0,00
Eaux	21 278	16 509	-0,22	26 958	48,66	2,21	21 278	58,17	2,87	4 450	36,78	0,77	16 828	68,75	10,20
Energie	9 550	13 635	0,43	16 245	29,32	1,33	9 550	26,11	1,29	2 250	18,60	0,39	7 300	29,82	4,42
Industrie / Artisanat	2 150	912	-0,58	3 599	6,50	0,30	2 150	5,88	0,29	1 800	14,88	0,31	350	1,43	0,21
Tourisme	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Infrastructures	366 174	100	-49,94	577 522	100,00	47,37	366 174	100,00	49,40	330 174	100,00	57,30	36 000	100,00	21,82
Moyens routiers	87 620	53 270	-0,39	162 078	28,06	13,29	87 620	23,93	11,82	51 620	15,63	8,96	36 000	100,00	21,82
Moyens ferroviaires	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Moyens fluviaux	1 000	512	-0,49	2 500	0,43	0,21	1 000	0,27	0,13	1 000	0,30	0,17	0	0,00	0,00
Aéronautique / Météo	700	494	-0,29	1 900	0,33	0,16	700	0,19	0,09	700	0,21	0,12	0	0,00	0,00
Poste / Télécommunication	1 300	285	-0,78	1 600	0,28	0,13	1 300	0,36	0,18	1 300	0,39	0,23	0	0,00	0,00
Topo et Cartographie	2 500	900	-0,64	7 400	1,28	0,61	2 500	0,68	0,34	2 500	0,76	0,43	0	0,00	0,00
Bâtiments et Equipement	269 904	126 608	-0,53	392 944	68,04	32,23	269 904	73,71	36,41	269 904	81,75	46,84	0	0,00	0,00
Urbanisme et Habitat	2 850	1 154	-0,60	6 800	1,18	0,56	2 850	0,78	0,38	2 850	0,86	0,49	0	0,00	0,00
Transport / Stockage	300	82	-0,73	2 300	0,40	0,19	300	0,08	0,04	300	0,09	0,05	0	0,00	0,00
Ressources Humaines	188 675	100	-44,38	349 937	100,00	28,70	188 675	100,00	25,45	185 075	100,00	32,12	3 600	100,00	2,18
Emploi / Travail	15 650	6 912	-0,56	47 872	13,68	3,93	15 650	8,29	2,11	13 650	7,38	2,37	2 000	55,56	1,21
Education / Formation	12 780	15 298	0,20	32 630	9,32	2,68	12 780	6,77	1,72	11 180	6,04	1,94	1 600	44,44	0,97

Santé / Affaires sociales	14 500	10 415	-0,28	36 500	10,43	2,99	14 500	7,69	1,96	14 500	7,83	2,52	0	0,00	0,00
Culture / Art / Sport	126 960	63 528	-0,50	188 960	54,00	15,50	126 960	67,29	17,13	126 960	68,60	22,03	0	0,00	0,00
Information	3 775	2 266	-0,40	6 275	1,79	0,51	3 775	2,00	0,51	3 775	2,04	0,66	0	0,00	0,00
Administration / Plan et Finances	15 010	6 519	-0,57	37 700	10,77	3,09	15 010	7,96	2,03	15 010	8,11	2,60	0	0,00	0,00
Total	741 219	434 744	-41,35	1 219 182		100,00	741 219		100,00	576 219		100,00	165 000		100,00

ANNEXE 2 : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET LEUR FINANCEMENT SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET LEUR FINANCEMENT SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.
Economie rurale	149 792	114 094	-1	236 321	149 792	107 157	42 635	48 870	48 870	0	0	100 922	55 800	45 122
Agriculture	117 922	85 018	-0	195 211	117 922	77 152	40 770	43 000	43 000	0	0	74 922	32 800	42 122
Elevage	10 320	10 644	0	15 810	10 320	9 470	850	3 320	3 320	0	0	7 000	4 000	3 000
Pêche	650	326	-0	1 750	650	535	115	650	650	0	0	0	0	0
Forêts	20 900	18 106	-0	23 550	20 900	20 000	900	1 900	1 900	0	0	19 000	19 000	0
Secondaire	36 578	32 407	-1	55 402	36 578	33 113	3 465	12 100	12 100	0	0	24 478	8 200	16 278
Mines et Géologie	3 600	1 351	-1	8 600	3 600	3 600	0	3 600	3 600	0	0	0	0	0
Eaux	21 278	16 509	-0	26 958	21 278	19 413	1 865	4 450	4 450	0	0	16 828	1 200	15 628
Energie	9 550	13 635	0	16 245	9 550	8 470	1 080	2 250	2 250	0	0	7 300	7 000	300
Industrie / Artisanat	2 150	912	-1	3 599	2 150	1 630	520	1 800	1 800	0	0	350	0	350
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	366 174	183 305	-4	577 522	366 174	364 454	1 720	330 174	330 174	0	0	36 000	24 000	12 000
Moyens routiers	87 620	53 270	-0	162 078	87 620	87 520	100	51 620	51 620	0	0	36 000	24 000	12 000
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	1 000	512	-0	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0
Aéronautique / Météo	700	494	-0	1 900	700	650	50	700	700	0	0	0	0	0
Poste / Télécommunication	1 300	285	-1	1 600	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0
Topo et Cartographie	2 500	900	-1	7 400	2 500	2 200	300	2 500	2 500	0	0	0	0	0
Bâtiments et Equipement	269 904	126 608	-1	392 944	269 904	268 944	960	269 904	269 904	0	0	0	0	0
Urbanisme et Habitat	2 850	1 154	-1	6 800	2 850	2 540	310	2 850	2 850	0	0	0	0	0
Transport / Stockage	300	82	-1	2 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0
Ressources Humaines	188 675	104 938	-2	349 937	188 675	182 440	6 235	185 075	185 075	0	0	3 600	2 000	1 600
Emploi / Travail	15 650	6 912	-1	47 872	15 650	14 630	1 020	13 650	13 650	0	0	2 000	2 000	0
Education / Formation	12 780	15 298	0	32 630	12 780	12 605	175	11 180	11 180	0	0	1 600	0	1 600

Santé / Affaires sociales	14 500	10 415	-0	36 500	14 500	13 990	510	14 500	14 500	0	0	0	0	0
Culture / Art / Sport	126 960	63 528	-0	188 960	126 960	126 930	30	126 960	126 960	0	0	0	0	0
Information	3 775	2 266	-0	6 275	3 775	3 575	200	3 775	3 775	0	0	0	0	0
Administration / Plan et Finances	15 010	6 519	-1	37 700	15 010	10 710	4 300	15 010	15 010	0	0	0	0	0
Total	741 219	434 744	-8	1 219 182	741 219	687 164	54 055	576 219	576 219	0	0	165 000	90 000	75 000

ANNEXE 3 : SITUATION DU FINANCEMENT NATIONAL SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
SITUATION DU FINANCEMENT NATIONAL SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	B U D G E T N A T. 2026							
SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Economie rurale	48 870	48 870	0	0	0	0	0	149 792
Agriculture	43 000	43 000	0	0	0	0	0	117 922
Elevage	3 320	3 320	0	0	0	0	0	10 320
Pêche	650	650	0	0	0	0	0	650
Forêts	1 900	1 900	0	0	0	0	0	20 900
Secondaire	12 100	12 100	0	0	0	0	0	36 578
Mines et Géologie	3 600	3 600	0	0	0	0	0	3 600
Eaux	4 450	4 450	0	0	0	0	0	21 278
Energie	2 250	2 250	0	0	0	0	0	9 550
Industrie / Artisanat	1 800	1 800	0	0	0	0	0	2 150
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	330 174	330 174	0	0	0	0	0	366 174
Moyens routiers	51 620	51 620	0	0	0	0	0	87 620
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000
Aéronautique / Météo	700	700	0	0	0	0	0	700
Poste / Télécommunication	1 300	1 300	0	0	0	0	0	1 300
Topo et Cartographie	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500
Bâtiments et Equipement	269 904	269 904	0	0	0	0	0	269 904
Urbanisme et Habitat	2 850	2 850	0	0	0	0	0	2 850
Transport / Stockage	300	300	0	0	0	0	0	300

SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Ressources Humaines	185 075	185 075	0	0	0	0	0	188 675
Emploi / Travail	13 650	13 650	0	0	0	0	0	15 650
Education / Formation	11 180	11 180	0	0	0	0	0	12 780
Santé / Affaires sociales	14 500	14 500	0	0	0	0	0	14 500
Culture / Art / Sport	126 960	126 960	0	0	0	0	0	126 960
Information	3 775	3 775	0	0	0	0	0	3 775
Administration / Plan et Finances	15 010	15 010	0	0	0	0	0	15 010
Total	576 219	576 219	0	0	0	0	0	741 219

ANNEXE 4 : REPARTITION DU FINANCEMENT EXTERIEUR SELON LA SOURCE PAR SECTEUR ET NATURE

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
REPARTITION DU FINANCEMENT EXTERIEUR SELON LA SOURCE PAR SECTEUR ET NATURE
(Les montants sont en millions de CFA)

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
D O N A T E U R S	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
B.A.D	8 000	0	8 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 000	0	8 000
BAD	0	4 800	4 800	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0	0	5 800	5 800
BADEA	0	0	0	0	8 000	8 000	0	0	0	0	1 500	1 500	0	9 500	9 500
BID	0	4 000	4 000	0	0	0	0	0	0	0	2 000	2 000	0	6 000	6 000
B.M.	9 000	7 000	16 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 000	7 000	16 000
BM	6 300	27 000	33 300	0	4 000	4 000	0	0	0	0	0	0	6 300	31 000	37 300
BOAD	0	4 000	4 000	0	11 000	11 000	0	0	0	0	2 500	2 500	0	17 500	17 500
Canada	4 985	0	4 985	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 985	0	4 985
ESPAGNE	776	0	776	0	0	0	0	0	0	0	0	0	776	0	776
FAD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	950	0	950	950	0	950
FAT.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	800	0	800	800	0	800
FEM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	100	100	0	100
F.I.D.A	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 000	2 000
FIDA	1 990	0	1 990	0	0	0	0	2 000	2 000	0	0	0	1 990	2 000	3 990
Fonds Abou Dabi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000	1 000	0	1 000	1 000
Fonds. Vert. Climat.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200	200	0	200	200
Fonds Vert Climat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 250	0	1 250	1 250	0	1 250
KFW.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	2 000	0	2 000
KfW	14 071	0	14 071	0	0	0	0	0	0	4 200	0	4 200	18 271	0	18 271
Multibailleurs	0	7 000	7 000	0	0	0	0	0	0	0	1 000	1 000	0	8 000	8 000
Multibailleurs.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 800	0	5 800	5 800	0	5 800
PNUD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350	0	350	350	0	350

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
D O N A T E U R S	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
UE	0	0	0	12 000	0	12 000	0	0	0	828	0	828	12 828	0	12 828
UNICEF	0	0	0	0	0	0	1 600	0	1 600	0	0	0	1 600	0	1 600
ENSEMBLE SECTEURS	45 122	55 800	100 922	12 000	24 000	36 000	1 600	2 000	3 600	16 278	8 200	24 478	75 000	90 000	165 000

ANNEXE 5 : PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Agriculture*									
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)	250	24	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	16	-1	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	350	138	-1	1 050	350	0	350	350	350	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DE DEVELOPP. RURAL SELINGUE (O.D.R.S)	250	131	-0	750	250	220	30	250	250	0	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	400	53	-1	1 200	400	350	50	400	400	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	300	28	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	200	72	-1	800	200	150	50	200	200	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ SEGOU	500	67	-1	1 900	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	900	819	-0	900	900	870	30	100	100	0	0	800	800	0	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	19	-1	100	100	70	30	100	100	0	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU MOYEN BANI	200	38	-1	600	200	185	15	200	200	0	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE	400	58	-1	1 200	400	370	30	400	400	0	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	CHARGES COMMUNES / NOUVEAUX PROJETS-BSI	26 300	13 670	-0	26 300	26 300	0	26 300	26 300	26 300	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ MOPTI	400	54	-1	1 200	400	380	20	400	400	0	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE SIKASSO	600	57	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE SEGOU	600	57	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KOULIKORO	600	57	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KAYES	600	57	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	400	78	-1	1 200	400	380	20	400	400	0	0	0	0	0	
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	12 000	12 000	0	12 000	12 000	12 000	0	0	0	0	0	12 000	6 000	6 000	B.M. BM
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU MOYEN BANI	150	14	-1	2 000	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ SEGOU	400	68	-1	1 200	400	380	20	400	400	0	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSE (PASEM)	5 500	2 294	-1	16 500	5 500	1 500	4 000	5 500	5 500	0	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ MOPTI	100	10	-1	300	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / PROJET APPUI OFFICE DU NIGER	7 871	7 871	0	7 871	7 871	7 871	0	0	0	0	0	7 871	0	7 871	KfW
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	4 000	1 300	-1	6 005	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	4 000	0	BOAD

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONALTOMBOUCTOU (PPG)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	300	169	-0	900	300	150	150	300	300	0	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE MOPTI	600	57	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	100	10	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	776	776	0	776	776	776	0	0	0	0	0	776	0	776	ESPAGNE
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ MOPTI	300	10	-1	1 100	300	280	20	300	300	0	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTION INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	4 140	4 050	-0	6 268	4 140	4 120	20	150	150	0	0	3 990	2 000	1 990	F.I.D.A FIDA
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	300	216	-0	800	300	280	20	300	300	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	8 700	2 960	-1	22 200	8 700	8 300	400	1 700	1 700	0	0	7 000	7 000	0	Multibailleurs
3366	Programme de Developpement de la Zone Speciale de Transformation Agro-Industrielle des Regions de Koulikoro et Peri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	4 000	3 086	-0	5 350	4 000	3 950	50	200	200	0	0	3 800	3 000	800	B.A.D BAD
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE / CABINET	7 000	6 142	-0	16 000	7 000	0	7 000	0	0	0	0	7 000	3 000	4 000	B.M. BM
3391	APPUIS CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	4 985	4 985	0	6 462	4 985	4 985	0	0	0	0	0	4 985	0	4 985	Canada
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	6 300	6 300	0	9 846	6 300	6 300	0	0	0	0	0	6 300	4 000	2 300	B.M. BM
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	2 100	1 574	-0	5 300	2 100	25	2 075	100	100	0	0	2 000	2 000	0	BID
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	8 350	8 305	-0	19 217	8 350	8 300	50	150	150	0	0	8 200	1 000	7 200	B.A.D BAD
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	2 200	3 300	0	4 806	2 200	2 200	0	0	0	0	0	2 200	0	2 200	KfW
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	4 000	4 000	0	4 560	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	0	4 000	KfW
TOTAL SOUS-SECTEUR			117 922	85 018	-24	195 211	117 922	77 152	40 770	43 000	43 000	0	0	74 922	32 800	42 122	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Elevage*									
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	2 150	1 056	-1	3 050	2 150	2 100	50	150	150	0	0	2 000	2 000	0	BID
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	350	83	-1	1 000	350	330	20	350	350	0	0	0	0	0	
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	170	119	-0	510	170	50	120	170	170	0	0	0	0	0	
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE SERVICES VETERINAIRES	250	190	-0	650	250	0	250	250	250	0	0	0	0	0	
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	250	88	-1	750	250	150	100	250	250	0	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL DE KAYES	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Elevage*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	5 200	8 648	1	5 600	5 200	5 050	150	200	200	0	0	5 000	2 000	3 000	B.M. BM
3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAILS RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	200	38	-1	400	200	140	60	200	200	0	0	0	0	0	
3449	APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE DE SECURISATION ET DE STABILISATION DU BETAIL	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	1 000	285	-1	1 300	1 000	900	100	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3466	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DE LA RACE GIROLANDO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	100	95	-0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3483	PROJET D'IMPLANTATTION D'UNE NOUVELLE UNITE DE PRODUCTION AU LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	200	0	-1	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			10 320	10 644	-7	15 810	10 320	9 470	850	3 320	3 320	0	0	7 000	4 000	3 000	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*	*Pêche*											
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO	250	209	-0	750	250	175	75	250	250	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE PECHE	200	24	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER	200	93	-1	600	200	160	40	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			650	326	-2	1 750	650	535	115	650	650	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Forêts*									
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	59	-1	300	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	350	333	-0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE ENVIRONNEMENT ET DEVELOP. DURABLE	350	210	-0	650	350	0	350	350	350	0	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	142	-0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	300	29	-1	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	39	-1	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	

3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	200	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	PNUD
3416	PROJET RESTAURATION DES TERRES DEGRADEES (PRTD)	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	19 250	17 064	-0	19 750	19 250	19 100	150	250	250	0	0	19 000	19 000	0	BM

SECTEUR	*Economie rurale*	*SOUS-SECTEUR*	*Forêts*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3450	PROGRAMME D'ACTIVITE DE L'OPERATION AMENAGEMENT DU PARC NATIONAL DE LA BOUCLE DU BAOULE ET DES RESERVES ADJACENTES OPNBB 2026-2030	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	30	-1	450	150	100	50	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			20 900	18 106	196	23 550	20 900	20 000	900	1 900	1 900	0	0	19 000	19 000	0	
TOTAL SECTEUR			149 792	114 094	163	236 321	149 792	107 157	42 635	48 870	48 870	0	0	100 922	55 800	45 122	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*	*Mines et Géologie*											
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	MINISTERE DES MINES / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	2 000	1 033	-0	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	MINISTERE DES MINES / OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	500	261	-0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3464	PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMMENT DES RESSOURCES MINIERES (PDRM)	MINISTERE DES MINES / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	600	57	-1	600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3488	PROJET REALISATION FORAGES EXPLORATION AU MALI	MINISTERE DES MINES / OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	500	0	-1	5 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 600	1 351	-3	8 600	3 600	3 600	0	3 600	3 600	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*	*Eaux*									
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	0	4 100	4 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	F.I.D.A Multibailleurs
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	500	133	-1	950	500	480	20	500	500	0	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	700	69	-1	1 400	700	675	25	700	700	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	400	332	-0	1 000	400	300	100	400	400	0	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	7 500	257	-1	8 150	7 500	6 800	700	700	700	0	0	6 800	1 000	5 800	Multibailleurs Multibailleurs.
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	53	53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CELLULE PLANIF. COORD. DEV. FLEUVE SENEGAL	300	55	-1	600	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	190	-0	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	4 000	3 642	-0	5 450	4 000	3 500	500	500	500	0	0	3 500	0	3 500	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	1 920	1 920	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 100	1 739	-0	2 180	2 100	2 000	100	100	100	0	0	2 000	0	2 000	KFW.
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	4 128	3 206	-0	4 278	4 128	4 108	20	300	300	0	0	3 828	200	3 628	FAD FAT. FEM Fonds Vert Climat Fonds. Vert. Climat. UE
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	400	35	-1	1 200	400	380	20	400	400	0	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	700	700	0	700	700	700	0	0	0	0	0	700	0	700	KfW

3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	44	-1	300	200	50	150	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			21 278	16 509	6 086	26 958	21 278	19 413	1 865	4 450	4 450	0	0	16 828	1 200	15 628	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Energie*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	100	25	-1	200	100	50	50	100	100	0	0	0	0	0	
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	200	285	0	320	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	200	59	-1	325	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	300	59	-1	900	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	3 100	3 600	0	3 700	3 100	2 500	600	600	600	0	0	2 500	2 500	0	BADEA Fonds Abou Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	500	855	1	1 700	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	2 000	2 500	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	2 000	0	BID
3362	PROJET DE CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES ET REASEAUX ELECTRIQUES DANS 50 LOCALITES RURALES AU MALI	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	2 800	3 300	0	5 800	2 800	2 800	0	0	0	0	0	2 800	2 500	300	BOAD Fonds Vert Climat

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Energie*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3439	PROJET RENFORCEMENT SYSTEME ELECTRIQUE AMELIORATION	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	2 900	2 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	B.M. BM
3461	APPUI CELLULE DE SUIVI DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KENIE DE 56 MW	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	19	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3462	REALISATION ETUDES DE LA LIGNE DE TRANSPORT 225 kV double terne reliant KENIE-Koulikoro-Banamba-Nara sur 116 km	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	150	14	-1	600	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3463	REALISATION DES ETDUES de la ligne de transport 225 kV double terne reliant Kati-Kambila-Kolokani-DIDIENI sur 173 km	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	200	19	-1	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			9 550	13 635	2 917	16 245	9 550	8 470	1 080	2 250	2 250	0	0	7 300	7 000	300	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Industrie / Artisanat*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.	100	19	-1	100	100	50	50	100	100	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	650	478	-0	924	650	550	100	300	300	0	0	350	0	350	PNUD
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	100	24	-1	500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE	150	16	-1	150	150	100	50	150	150	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)	300	132	-1	500	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	100	39	-1	100	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	100	19	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA	100	28	-1	175	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Industrie / Artisanat*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	300	14	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	0	9	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3397	PROJET DEVELOPPEMENT MODERNISATION CERFILTEX	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	250	134	-0	750	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 150	912	2	3 599	2 150	1 630	520	1 800	1 800	0	0	350	0	350	
TOTAL SECTEUR			36 578	32 407	9 002	55 402	36 578	33 113	3 465	12 100	12 100	0	0	24 478	8 200	16 278	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Moyens routiers*								
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	7 600	1 339	-1	22 800	7 600	7 500	100	7 600	7 600	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	950	-0	2 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	500	29	-1	800	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 500	8 500	0	17 000	8 500	8 500	0	0	0	0	0	8 500	0	8 500	UE
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 500	201	-1	1 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	7	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	191	-1	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE II SECTÃ¿Â¿Ã¿Â° BOUREM TARKINT ANEFIS KIDAL	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 500	8 109	1	19 500	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	1 000	3 500	BAD UE

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR			Moyens routiers							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 100	8 009	-0	16 100	8 100	8 100	0	100	100	0	0	8 000	8 000	0	BADEA
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	6 300	4 096	-0	16 250	6 300	6 300	0	2 300	2 300	0	0	4 000	4 000	0	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	13 000	2 700	-1	13 000	13 000	13 000	0	13 000	13 000	0	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	50	5	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	750	48	-1	2 350	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 500	8 270	0	11 708	7 500	7 500	0	500	500	0	0	7 000	7 000	0	BOAD
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	750	72	-1	2 250	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	29	-1	1 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	370	35	-1	2 370	370	370	0	370	370	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOILA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	6 500	1 620	-1	6 500	6 500	6 500	0	6 500	6 500	0	0	0	0	0	
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	100	10	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3431	PROJET ELARGISSEMENT 2X2 VOIES ROUTE BKO KOULOUBA KATI BRETELLE POINT G & SAME	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	15 000	4 860	-1	20 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
3459	PROJET DE RESILIENCE COMMUNAUTAIRE ET DE SERVICES INCLUSIFS (MALIDENKO)	MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE / CABINET	4 000	4 142	0	4 000	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	4 000	0	BM
3469	CONSTRUCTION DE LA ROUTE OUELESSEBOUGOU SELINGUE EN 2X2 VOIES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	300	48	-1	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			87 620	53 270	-4	162 078	87 620	87 520	100	51 620	51 620	0	0	36 000	24 000	12 000	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens fluviaux*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	500	38	-1	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AM.NAV.NIGER (CONTRAT-PLAN ETAT-COMANAV)	500	474	-0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 000	512	-1	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Aéronautique / Météo*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	500	475	-0	1 500	500	450	50	500	500	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	200	19	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			700	494	-1	1 900	700	650	50	700	700	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Poste / Télécommunication*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / OFFICE NATIONAL DE LA POSTE (ONP)	300	285	-0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3484	INTERCONNEXION DES SERVICES DU MEF PAR LA FIBRE OPTIQUE GOUVERNEMENTALE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	1 000	0	-1	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 300	285	-1	1 600	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Topo et Cartographie*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	1 200	410	-1	3 600	1 200	1 100	100	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION NATIONALE DES FRONTIERES	400	98	-1	800	400	200	200	400	400	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	300	285	-0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	0	21	21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3453	CARTOGRAPHIE TOPOGRAPHIE A L'ECHELLE 1/50 000	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	400	57	-1	1 600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3454	MODERNISATION DU RESEAU GEODESIQUE DE REFERENCE AU MALI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / INSTIT. GEOGRAPH. MALI(CONTRAT-PLAN ETAT IGM)	200	29	-1	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 500	900	18	7 400	2 500	2 200	300	2 500	2 500	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	600	14	-1	1 300	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	500	88	-1	1 000	500	400	100	500	500	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	200	19	-1	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	16	-1	200	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE MALIENNE DE PRESSE ET PUBLICITE (AMAP)	400	38	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	19	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	400	380	-0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CABINET	200	19	-1	3 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*		*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	500	215	-1	1 000	500	440	60	500	500	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	150	142	-0	300	150	120	30	150	150	0	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	1 500	497	-1	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (AFFAIRES FONCIERES)	200	37	-1	400	200	100	100	200	200	0	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE TOMBOUCTOU	200	19	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE G A O	200	92	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE K I D A L	200	19	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	300	285	-0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	200	75	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*		*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	200	133	-0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	500	261	-0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	600	705	0	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / PARC-OUTIL	3 500	0	-1	13 500	3 500	3 500	0	3 500	3 500	0	0	0	0	0	
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	COUR SUPREME / SECTION DES COMPTES	2 500	2 375	-0	4 000	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	350	333	-0	1 050	350	250	100	350	350	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	700	77	-1	2 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	800	86	-1	1 500	800	770	30	800	800	0	0	0	0	0	

2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	500	48	-1	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	450	428	-0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE MENAKA	600	380	-0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE TAOUDENIT	600	57	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	300	29	-1	1 700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE NATIONAL CINEMATOGRAPHIE DU MALI	100	14	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / TOUR DE L'AFRIQUE	100	10	-1	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / PYRAMIDE DU SOUVENIR	100	10	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	500	43	-1	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE NARA	500	48	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE SAN	500	48	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE NIORO	500	273	-0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KITA	500	80	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE DIOILA	500	93	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE BOUGOUNI	500	48	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KOUTIALA	500	48	-1	4 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	PRIMATURE / DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	100	95	-0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	200	322	1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	900	855	-0	900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	250	589	1	450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	100	14	-1	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	300	29	-1	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)	300	48	-1	1 700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	300	29	-1	1 700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	700	96	-1	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	200	190	-0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	PRIMATURE / DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES DU MALI	100	143	0	400	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE BANDIAGARA	500	48	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*		*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE DOUENTZA	500	48	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	13	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL TAOUDENIT (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL BAMAKO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DGEF	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	500	475	-0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / INSPECTION DES DOMAINES & AFFAIRES FONCIERES	300	19	-1	1 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INFRASTRUCTURES)	200	19	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	600	48	-1	1 700	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / CABINET	300	258	-0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	300	29	-1	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	4 500	760	-1	14 200	4 500	4 500	0	4 500	4 500	0	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	100	10	-1	2 500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	300	29	-1	2 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CABINET	500	18	-1	1 750	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	4 000	1 670	-1	14 000	4 000	4 000	0	4 000	4 000	0	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	700	164	-1	1 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	200	29	-1	1 700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE / MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	250	237	-0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	300	29	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	100	10	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	200	19	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	250	36	-1	1 850	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	100	48	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / DIRECTION DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	600	57	-1	1 600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	1 500	48	-1	4 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	300	29	-1	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	190	-0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	MINISTERE DES MINES / INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	300	285	-0	940	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANAES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / AGENCE NATIONALE D'EVALUATION ET D'ACCREDITATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	250	32	-1	300	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	0	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	300	285	-0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L' ETAT CIVIL	1 000	545	-0	7 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	2 500	4 504	1	5 000	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	900	855	-0	1 700	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	500	273	-0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	300	285	-0	700	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	2 000	23	-1	7 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE (CMSS)	300	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	600	0	-1	3 100	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (ELEVAGE ET PECHE)	300	29	-1	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL / AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	200	238	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	100	53	-0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3414	REHABILITATION CIGEM	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRANTS	250	10	-1	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CABINET	100	10	-1	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / INSPECTION DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	100	10	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	300	190	-0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3432	CONSTRUCTION SIEGE CENTRE NATIONAL ALERTE PRECOCE	PRIMATURE / CENTRE NAT. COORD. MECANISME ALERTE PRECOCE REPONSE RISQUES	600	285	-1	600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3433	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT CESEC	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL / SERVICES DU CONSEIL ECO. SOCIAL & CULTUREL	400	380	-0	3 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3438	REHABILITATION CITE ADMINISTRATIVE	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	700	665	-0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3451	Projet de Construction du siege de la DNAT	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	100	10	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3452	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA SUBDIVISIONS DE URBANISME ET DE HABITAT DE KATI	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	300	19	-1	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3465	CONSTRUCTION DNH/ DRH	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	19	-1	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3467	CONSTRUCTION SIEGE COMMISSION CNI/CND	MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE / CABINET	400	142	-1	1 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3468	REHABILITATION EQUIPEMENT DRPSIAP SIKASSO	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	200	190	-0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3470	CONSTRUCTION DU CENTRE D'INSTRUCTION SOUNSOUNKORO	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / SERVICE NATIONAL DES JEUNES	800	285	-1	2 600	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3472	TRANSFORMATION DES CENTRES DE SANTE EN HOPITAUX DE DISTRICT	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO	54 700	25 580	-1	54 700	54 700	54 700	0	54 700	54 700	0	0	0	0	0	
3473	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE BLA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE SEGOU	6 800	4 300	-0	6 800	6 800	6 800	0	6 800	6 800	0	0	0	0	0	
3474	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE DIOILA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE DIOILA	29 300	15 373	-0	29 300	29 300	29 300	0	29 300	29 300	0	0	0	0	0	
3475	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE BOUGOUNI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE BOUGOUNI	31 480	15 373	-1	31 480	31 480	31 480	0	31 480	31 480	0	0	0	0	0	
3476	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE SAN	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE SAN	11 480	6 480	-0	11 480	11 480	11 480	0	11 480	11 480	0	0	0	0	0	
3477	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE NIORO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE NIORO	11 480	6 480	-0	11 480	11 480	11 480	0	11 480	11 480	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3478	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE KANGABA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE KOULIKORO	16 800	10 612	-0	16 800	16 800	16 800	0	16 800	16 800	0	0	0	0	0	
3479	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE KOULIKORO	5 000	3 000	-0	5 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3480	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOUTIALA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE KOUTIALA	25 000	15 376	-0	25 000	25 000	25 000	0	25 000	25 000	0	0	0	0	0	
3485	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HGT	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL GABRIEL TOURE	7 500	0	-1	7 500	7 500	7 500	0	7 500	7 500	0	0	0	0	0	
3486	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE BANDIAGARA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE BANDIAGARA	11 480	0	-1	11 480	11 480	11 480	0	11 480	11 480	0	0	0	0	0	
3487	CONSTRUCTION DE LA CITE DES MINES ET DU PETROLE	MINISTERE DES MINES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MINES)	500	0	-1	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3489	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOTEL DE L'ENVIRONNEMENT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	500	0	-1	3 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3490	PROJET EXTENSION BATIMENT UNIVERSITE KURUKANFUGA	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE KURUKANFUGA BAMAKO	434	0	-1	434	434	434	0	434	434	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			269 904	126 608	-70	392 944	269 904	268 944	960	269 904	269 904	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Urbanisme et Habitat*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	250	30	-1	750	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	400	380	-0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	100	71	-0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	200	19	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	250	118	-1	250	250	0	250	250	250	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	200	190	-0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO	600	182	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	250	15	-1	250	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Urbanisme et Habitat*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	100	95	-0	250	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	100	16	-1	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSE (PACUM)	400	38	-1	1 300	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 850	1 154	-6	6 800	2 850	2 540	310	2 850	2 850	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Transport / Stockage*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	100	10	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	19	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	200	29	-1	2 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	14	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			300	82	41	2 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			366 174	183 305	-24	577 522	366 174	364 454	1 720	330 174	330 174	0	0	36 000	24 000	12 000	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Emploi / Travail*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	150	39	-1	150	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	16	-1	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	500	178	-1	1 125	500	0	500	500	500	0	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	150	82	-0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	12 000	3 240	-1	30 000	12 000	12 000	0	12 000	12 000	0	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	300	164	-0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	300	118	-1	775	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	2 150	3 075	0	14 972	2 150	2 100	50	150	150	0	0	2 000	2 000	0	FIDA
TOTAL SOUS-SECTEUR			15 650	6 912	-4	47 872	15 650	14 630	1 020	13 650	13 650	0	0	2 000	2 000	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*								
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	700	327	-1	1 300	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)	0	109	109	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	75	30	-1	225	75	0	75	75	75	0	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	1 500	1 425	-0	2 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE DE SEGOU	75	100	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	300	285	-0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	500	14	-1	3 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO	250	564	1	850	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	250	6 724	26	2 000	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	150	142	-0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	200	10	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	150	142	-0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	150	0	-1	700	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT	300	81	-1	600	300	250	50	300	300	0	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	80	36	-1	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	800	14	-1	2 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	

3111	FERME ECOLE MOFA	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTITUT DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE	400	71	-1	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	MINISTERE DES MINES / CABINET	1 000	10	-1	2 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	1 500	467	-1	3 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	0	339	339	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	750	570	-0	2 350	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	0	305	305	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	200	234	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3436	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / SERVICE NATIONAL DES JEUNES	400	211	-0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

3455	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE RENOVATION DE L'EX ENA	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	500	57	-1	950	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Education / Formation*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3456	PROJET DE REHABILITATION ET DE RENOVATION DE L'INJS	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE & DES SPORTS	300	46	-1	1 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3457	PROJET IMPLEMENTATION D'UNE NOUVELLE IMPRIMERIE DU (CNRENF)	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE	0	855	855	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3458	PROGRAMME COMMUNES AMIES DES ENFANTS	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	1 750	1 630	-0	1 900	1 750	1 700	50	150	150	0	0	1 600	0	1 600	UNICEF
TOTAL SOUS-SECTEUR			12 780	15 298	1 624	32 630	12 780	12 605	175	11 180	11 180	0	0	1 600	0	1 600	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	300	53	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	400	46	-1	800	400	360	40	400	400	0	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DU POINT G.	700	124	-1	2 300	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL GABRIEL TOURE	200	89	-1	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE KATI	200	35	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	150	22	-1	150	150	125	25	150	150	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / CITE DES ENFANTS	100	16	-1	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	16	-1	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	200	35	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORMATIQUE MEDICALE	500	89	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DU MALI	500	89	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	200	79	-1	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	3 000	3 321	0	5 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SANTE)	5 000	4 739	-0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE (INSP)	500	263	-0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	100	17	-1	200	100	75	25	100	100	0	0	0	0	0	
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	350	140	-1	350	350	320	30	350	350	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE	400	282	-0	2 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	200	35	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE	250	44	-1	800	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	550	19	-1	1 200	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	
3382	CONSTRUCTION/REHABILI ATATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	200	292	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3471	RENFORCEMENT DE CAPACITES DU HCNLS	HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA / SECRET. EXECUTIF HAUT CSEIL NAT. LUTTE CTRE SIDA	400	570	0	400	400	250	150	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			14 500	10 415	-13	36 500	14 500	13 990	510	14 500	14 500	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Culture / Art / Sport*								
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	300	71	-1	700	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	100	19	-1	350	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SPORTS)	600	242	-1	850	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / MUSEE NATIONAL	100	35	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CABINET	250	24	-1	450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / MEMORIAL MODIBO KEITA	60	10	-1	160	60	60	0	60	60	0	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE DE 26 MARS	700	2 001	2	2 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / LYCEE SPORTIF	21 500	13 463	-0	24 500	21 500	21 500	0	21 500	21 500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Culture / Art / Sport*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	0	17	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO	150	181	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	200	19	-1	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIFS D'ELITE KABALA	23 000	11 128	-1	29 000	23 000	23 000	0	23 000	23 000	0	0	0	0	0	
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DES SPORTS	63 000	16 318	-1	79 000	63 000	63 000	0	63 000	63 000	0	0	0	0	0	
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DES SPORTS	2 000	10 000	4	20 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3460	MALI ARENA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CABINET	15 000	10 000	-0	30 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			126 960	63 528	16	188 960	126 960	126 930	30	126 960	126 960	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Information*								
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT	250	85	-1	500	250	100	150	250	250	0	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	3 000	1 900	-0	5 000	3 000	2 950	50	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	275	261	-0	275	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / OBSERVATOIRE NATIONAL DES VILLES	100	10	-1	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3437	PROGRAMME DIGITALISATION DES MIGRANTS	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CABINET	150	10	-1	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 775	2 266	-3	6 275	3 775	3 575	200	3 775	3 775	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT / COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	600	286	-1	1 000	600	450	150	600	600	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	125	-0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	79	-1	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	106	-0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	190	-0	600	200	40	160	200	200	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	150	142	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / APPUI CPS SECTEUR EQUIP., TRANSPORTS ET COMMUNICATION	150	59	-1	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	

2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	MINISTERE DES MINES / CABINET	120	114	-0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	190	-0	400	200	100	100	200	200	0	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	114	-0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	47	-1	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	150	114	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	400	381	-0	800	400	170	230	400	400	0	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	350	179	-0	1 050	350	0	350	350	350	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	200	94	-1	600	200	100	100	200	200	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / SECRETARIAT A L'HARMONISATION DE L'AIDE	150	78	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	100	115	0	220	100	30	70	100	100	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	300	201	-0	600	300	100	200	300	300	0	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE TECHNIQUE DE COORDINATION CSCLP	300	285	-0	300	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	6 000	659	-1	16 000	6 000	5 900	100	6 000	6 000	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	450	47	-1	450	450	420	30	450	450	0	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	150	142	-0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	400	249	-0	1 200	400	225	175	400	400	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	300	59	-1	600	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	700	475	-0	1 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	150	78	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	1 200	855	-0	3 000	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	250	238	-0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	PRIMATURE / SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	100	190	1	500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE DE SUIVI DES REFORMES ECO., FIN. ET MONETAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST	150	59	-1	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	79	-1	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	250	237	-0	750	250	175	75	250	250	0	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER	200	105	-0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3387	APPUI APEX	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE POUR PROMOTION EXPORTATION MALI	300	148	-1	500	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			15 010	6 519	-11	37 700	15 010	10 710	4 300	15 010	15 010	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			188 675	104 938	1 608	349 937	188 675	182 440	6 235	185 075	185 075	0	0	3 600	2 000	1 600	
TOTAL GENERAL			741 219	434 744	10 750	1 219 182	741 219	687 164	54 055	576 219	576 219	0	0	165 000	90 000	75 000	

ANNEXE 6 : PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	900	855	-0	1 700	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			900	855	-0	1 700	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRIMATURE*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3027	MODERNISATION SGG	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	100	190	1	500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	300	285	-0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3438	REHABILITATION CITE ADMINISTRATIVE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	700	665	-0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES DU MALI	100	143	0	400	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	100	95	-0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3432	CONSTRUCTION SIEGE CENTRE NATIONAL ALERTE PRECOCE	CENTRE NAT. COORD. MECANISME ALERTE PRECOCE REPONSE RISQUES	600	285	-1	600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 900	1 663	1	4 500	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR SUPREME*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	SECTION DES COMPTES	2 500	2 375	-0	4 000	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 500	2 375	-0	4 000	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3433	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT CESEC	SERVICES DU CONSEIL ECO. SOCIAL & CULTUREL	400	380	-0	3 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			400	380	-0	3 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	CABINET	1 500	497	-1	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	CABINET	300	285	-0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	DIRECTION DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	600	57	-1	1 600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	79	-1	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 600	918	-2	7 400	2 600	2 400	200	2 600	2 600	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	CABINET	500	18	-1	1 750	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	CABINET	100	10	-1	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3437	PROGRAMME DIGITALISATION DES MIGRANTS	CABINET	150	10	-1	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	300	118	-1	775	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	75	30	-1	225	75	0	75	75	75	0	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	500	178	-1	1 125	500	0	500	500	500	0	0	0	0	0	
3414	REHABILITATION CIGEM	CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRANTS	250	10	-1	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 875	374	-6	4 875	1 875	1 000	875	1 875	1 875	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	250	237	-0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			250	237	-0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	CABINET	300	59	-1	600	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	CABINET	2 000	23	-1	7 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3484	INTERCONNEXION DES SERVICES DU MEF PAR LA FIBRE OPTIQUE GOUVERNEMENTALE	CABINET	1 000	0	-1	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	125	-0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	19	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	150	78	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	79	-1	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	150	142	-0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	250	238	-0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	900	855	-0	900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	4 500	760	-1	14 200	4 500	4 500	0	4 500	4 500	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	500	215	-1	1 000	500	440	60	500	500	0	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	500	88	-1	1 000	500	400	100	500	500	0	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	200	133	-0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	200	190	-0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	450	428	-0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	200	322	1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	500	273	-0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	4 000	1 670	-1	14 000	4 000	4 000	0	4 000	4 000	0	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	300	201	-0	600	300	100	200	300	300	0	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	6 000	659	-1	16 000	6 000	5 900	100	6 000	6 000	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	350	333	-0	1 050	350	250	100	350	350	0	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	400	249	-0	1 200	400	225	175	400	400	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	250	237	-0	750	250	175	75	250	250	0	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	300	29	-1	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3468	REHABILITATION EQUIPEMENT DRPSIAP SIKASSO	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	200	190	-0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	100	10	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	200	10	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	300	285	-0	700	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA	100	28	-1	175	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	SECRETARIAT A L'HARMONISATION DE L'AIDE	150	78	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	700	475	-0	1 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	1 200	855	-0	3 000	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	1 500	48	-1	4 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	CELLULE DE SUIVI DES REFORMES ECO., FIN. ET MONETAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST	150	59	-1	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	CELLULE TECHNIQUE DE COORDINATION CSCLP	300	285	-0	300	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	400	380	-0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT	300	81	-1	600	300	250	50	300	300	0	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	350	179	-0	1 050	350	0	350	350	350	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	200	94	-1	600	200	100	100	200	200	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	500	261	-0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	500	43	-1	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER	200	105	-0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			31 350	10 871	-20	83 975	31 350	28 390	2 960	31 350	31 350	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	700	327	-1	1 300	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	600	705	0	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 300	1 032	-0	3 300	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	CABINET	700	164	-1	1 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	CABINET	300	164	-0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	CABINET	2 150	3 075	0	14 972	2 150	2 100	50	150	150	0	0	2 000	2 000	0	FIDA
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	150	39	-1	150	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	150	82	-0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	12 000	3 240	-1	30 000	12 000	12 000	0	12 000	12 000	0	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)	300	48	-1	1 700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			16 250	7 312	-4	50 772	16 250	16 050	200	14 250	14 250	0	0	2 000	2 000	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	600	286	-1	1 000	600	450	150	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			600	286	-1	1 000	600	450	150	600	600	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3458	PROGRAMME COMMUNES AMIES DES ENFANTS	CABINET	1 750	1 630	-0	1 900	1 750	1 700	50	150	150	0	0	1 600	0	1 600	UNICEF
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	800	86	-1	1 500	800	770	30	800	800	0	0	0	0	0	
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	DIRECTION GENERALE ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	2 500	4 504	1	5 000	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	DIRECTION NATIONALE DES FRONTIERES	400	98	-1	800	400	200	200	400	400	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	500	48	-1	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL DE KAYES	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO	600	182	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	GOUVERNORAT DE KAYES	600	57	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	GOUVERNORAT DE KOULIKORO	600	57	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	GOUVERNORAT DE SIKASSO	600	57	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	GOUVERNORAT DE SEGOU	600	57	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	GOUVERNORAT DE MOPTI	600	57	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	GOUVERNORAT DE TOMBOUCTOU	200	19	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	GOUVERNORAT DE G A O	200	92	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	GOUVERNORAT DE K I D A L	200	19	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	GOUVERNORAT DE TAOUDENIT	600	57	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	GOUVERNORAT DE MENAKA	600	380	-0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	GOUVERNORAT DE NIORO	500	273	-0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	GOUVERNORAT DE DIOILA	500	93	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	GOUVERNORAT DE BOUGOUNI	500	48	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	GOUVERNORAT DE KOUTIALA	500	48	-1	4 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	GOUVERNORAT DE BANDIAGARA	500	48	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	GOUVERNORAT DE KITA	500	80	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	GOUVERNORAT DE NARA	500	48	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	GOUVERNORAT DE SAN	500	48	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	GOUVERNORAT DE DOUENTZA	500	48	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	106	-0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L' ETAT CIVIL	1 000	545	-0	7 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	13	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL TAOUDENIT (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL BAMAKO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONALTOMBOUCTOU (PPG)	150	14	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			18 700	8 938	-29	48 950	18 700	18 220	480	17 100	17 100	0	0	1 600	0	1 600	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	200	238	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			200	238	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	190	-0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			200	190	-0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	CABINET	7 000	6 142	-0	16 000	7 000	0	7 000	0	0	0	0	7 000	3 000	4 000	B.M. BM
3459	PROJET DE RESILIENCE COMMUNAUTAIRE ET DE SERVICES INCLUSIFS (MALIDENKO)	CABINET	4 000	4 142	0	4 000	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	4 000	0	BM
3467	CONSTRUCTION SIEGE COMMISSION CNI/CND	CABINET	400	142	-1	1 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			11 400	10 426	-1	21 400	11 400	4 400	7 000	400	400	0	0	11 000	7 000	4 000	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	CABINET	300	29	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	300	29	-1	1 700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	DIRECTION NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	0	9	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	650	478	-0	924	650	550	100	300	300	0	0	350	0	350	PNUD
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	150	114	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	100	39	-1	100	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	100	115	0	220	100	30	70	100	100	0	0	0	0	0	
3387	APPUI APEX	AGENCE POUR PROMOTION EXPORTATION MALI	300	148	-1	500	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE	150	16	-1	150	150	100	50	150	150	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)	300	132	-1	500	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.	100	19	-1	100	100	50	50	100	100	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	300	14	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 750	1 142	3	5 844	2 750	2 030	720	2 400	2 400	0	0	350	0	350	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	150	142	-0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	150	142	-0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	1 500	1 425	-0	2 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	300	285	-0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	600	48	-1	1 700	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	190	-0	400	200	100	100	200	200	0	0	0	0	0	
3457	PROJET IMPLEMENTATION D'UNE NOUVELLE IMPRIMERIE DU (CNRENF)	CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE	0	855	855	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	100	53	-0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 000	3 140	853	5 500	3 000	2 900	100	3 000	3 000	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	CABINET	500	14	-1	3 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	CABINET	150	0	-1	700	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	CABINET	800	14	-1	2 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	CABINET	0	339	339	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3455	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE RENOVATION DE L'EX ENA	CABINET	500	57	-1	950	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3397	PROJET DEVELOPPEMENT MODERNISATION CERFILTEX	CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	250	134	-0	750	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)	0	109	109	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3456	PROJET DE REHABILITATION ET DE RENOVATION DE L'INJS	INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE & DES SPORTS	300	46	-1	1 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	250	6 724	26	2 000	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	750	570	-0	2 350	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	INSTITUT DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE	400	71	-1	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	UNIVERSITE DE SEGOU	75	100	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	1 500	467	-1	3 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO	250	564	1	850	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	0	305	305	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	200	234	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3490	PROJET EXTENSION BATIMENT UNIVERSITE KURUKANFUGA	UNIVERSITE KURUKANFUGA BAMAKO	434	0	-1	434	434	434	0	434	434	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			6 359	9 748	773	20 409	6 359	6 339	20	6 359	6 359	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	CABINET	250	24	-1	450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	200	19	-1	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	100	24	-1	500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	150	142	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	MEMORIAL MODIBO KEITA	60	10	-1	160	60	60	0	60	60	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	TOUR DE L'AFRIQUE	100	10	-1	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	PYRAMIDE DU SOUVENIR	100	10	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	80	36	-1	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO	150	181	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	MUSEE NATIONAL	100	35	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	100	19	-1	350	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	0	17	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	CENTRE NATIONAL CINEMATOGRAPHIE DU MALI	100	14	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	100	19	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 590	560	8	3 940	1 590	1 440	150	1 590	1 590	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	CABINET	200	19	-1	3 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3460	MALI ARENA	CABINET	15 000	10 000	-0	30 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	DIRECTION NAT. DES SPORTS	63 000	16 318	-1	79 000	63 000	63 000	0	63 000	63 000	0	0	0	0	0	
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	DIRECTION NAT. DES SPORTS	2 000	10 000	4	20 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	300	71	-1	700	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SPORTS)	600	242	-1	850	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3436	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	SERVICE NATIONAL DES JEUNES	400	211	-0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3470	CONSTRUCTION DU CENTRE D'INSTRUCTION SOUNSOUNKORO	SERVICE NATIONAL DES JEUNES	800	285	-1	2 600	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIFS D'ELITE KABALA	23 000	11 128	-1	29 000	23 000	23 000	0	23 000	23 000	0	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	STADE DE 26 MARS	700	2 001	2	2 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	LYCEE SPORTIF	21 500	13 463	-0	24 500	21 500	21 500	0	21 500	21 500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			127 500	63 738	1	193 750	127 500	127 470	30	127 500	127 500	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	CABINET	3 000	3 321	0	5 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	CABINET	300	29	-1	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	550	19	-1	1 200	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SANTE)	5 000	4 739	-0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3472	TRANSFORMATION DES CENTRES DE SANTE EN HOPITAUX DE DISTRICT	GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO	54 700	25 580	-1	54 700	54 700	54 700	0	54 700	54 700	0	0	0	0	0	
3478	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE KANGABA	GOUVERNORAT DE KOULIKORO	16 800	10 612	-0	16 800	16 800	16 800	0	16 800	16 800	0	0	0	0	0	
3479	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	GOUVERNORAT DE KOULIKORO	5 000	3 000	-0	5 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3473	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE BLA	GOUVERNORAT DE SEGOU	6 800	4 300	-0	6 800	6 800	6 800	0	6 800	6 800	0	0	0	0	0	
3477	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE NIORO	GOUVERNORAT DE NIORO	11 480	6 480	-0	11 480	11 480	11 480	0	11 480	11 480	0	0	0	0	0	
3474	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE DIOILA	GOUVERNORAT DE DIOILA	29 300	15 373	-0	29 300	29 300	29 300	0	29 300	29 300	0	0	0	0	0	
3475	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE BOUGOUNI	GOUVERNORAT DE BOUGOUNI	31 480	15 373	-1	31 480	31 480	31 480	0	31 480	31 480	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3480	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOUTIALA	GOUVERNORAT DE KOUTIALA	25 000	15 376	-0	25 000	25 000	25 000	0	25 000	25 000	0	0	0	0	0	
3486	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE BANDIAGARA	GOUVERNORAT DE BANDIAGARA	11 480	0	-1	11 480	11 480	11 480	0	11 480	11 480	0	0	0	0	0	
3476	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE SAN	GOUVERNORAT DE SAN	11 480	6 480	-0	11 480	11 480	11 480	0	11 480	11 480	0	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	114	-0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE	250	44	-1	800	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	300	53	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	HOPITAL DE KATI	200	35	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	HOPITAL DU POINT G.	700	124	-1	2 300	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	HOPITAL GABRIEL TOURE	200	89	-1	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3485	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HGT	HOPITAL GABRIEL TOURE	7 500	0	-1	7 500	7 500	7 500	0	7 500	7 500	0	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE	400	282	-0	2 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	200	35	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	HOPITAL DU MALI	500	89	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE (CMSS)	300	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3382	CONSTRUCTION/REHABILI ATATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	200	292	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	400	381	-0	800	400	170	230	400	400	0	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	100	17	-1	200	100	75	25	100	100	0	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORMATIQUE MEDICALE	500	89	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	200	35	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE (INSP)	500	263	-0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANAES	AGENCE NATIONALE D'EVALUATION ET D'ACCREDITATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	250	32	-1	300	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			225 190	112 656	-18	247 580	225 190	224 795	395	225 190	225 190	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3471	RENFORCEMENT DE CAPACITES DU HCNLS	SECRET. EXECUTIF HAUT CSEIL NAT. LUTTE CTRE SIDA	400	570	0	400	400	250	150	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			400	570	0	400	400	250	150	400	400	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	CABINET	300	258	-0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	16	-1	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	16	-1	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	16	-1	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	16	-1	200	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	900	819	-0	900	900	870	30	100	100	0	0	800	800	0	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	19	-1	100	100	70	30	100	100	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	150	22	-1	150	150	125	25	150	150	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	150	142	-0	300	150	120	30	150	150	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	CITE DES ENFANTS	100	16	-1	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 100	1 340	-6	3 250	2 100	1 885	215	1 300	1 300	0	0	800	800	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	950	-0	2 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	500	29	-1	800	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 500	8 500	0	17 000	8 500	8 500	0	0	0	0	0	8 500	0	8 500	UE
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 500	201	-1	1 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	7	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	191	-1	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE II SECTÃ¿Â¿Ã¿Â° BOUREM TARKINT ANEFIS KIDAL	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 500	8 109	1	19 500	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	1 000	3 500	BAD UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 100	8 009	-0	16 100	8 100	8 100	0	100	100	0	0	8 000	8 000	0	BADEA
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	6 300	4 096	-0	16 250	6 300	6 300	0	2 300	2 300	0	0	4 000	4 000	0	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	13 000	2 700	-1	13 000	13 000	13 000	0	13 000	13 000	0	0	0	0	0	

3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	50	5	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	750	48	-1	2 350	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 500	8 270	0	11 708	7 500	7 500	0	500	500	0	0	7 000	7 000	0	BOAD
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	250	36	-1	1 850	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	750	72	-1	2 250	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	29	-1	1 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	370	35	-1	2 370	370	370	0	370	370	0	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOILA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	6 500	1 620	-1	6 500	6 500	6 500	0	6 500	6 500	0	0	0	0	0	
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	7 600	1 339	-1	22 800	7 600	7 500	100	7 600	7 600	0	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	100	48	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	200	29	-1	2 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	100	10	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3469	CONSTRUCTION DE LA ROUTE OUELESSEBOUGOU SELINGUE EN 2X2 VOIES	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	300	48	-1	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	500	38	-1	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	100	10	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	300	29	-1	2 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	19	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	14	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INFRASTRUCTURES)	200	19	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	APPUI CPS SECTEUR EQUIP., TRANSPORTS ET COMMUNICATION	150	59	-1	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	200	19	-1	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	200	19	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	300	285	-0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3453	CARTOGRAPHIE TOPOGRAPHIE A L'ECHELLE 1/50 000	INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	400	57	-1	1 600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	500	475	-0	1 500	500	450	50	500	500	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	200	19	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3431	PROJET ELARGISSEMENT 2X2 VOIES ROUTE BKO KOULOUBA KATI BRETELLE POINT G & SAME	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	15 000	4 860	-1	20 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
3454	MODERNISATION DU RESEAU GEODESIQUE DE REFERENCE AU MALI	INSTIT. GEOGRAPH. MALI(CONTRAT-PLAN ETAT IGM)	200	29	-1	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	AM.NAV.NIGER (CONTRAT-PLAN ETAT-COMANAV)	500	474	-0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			87 920	50 816	27	173 778	87 920	87 420	500	55 920	55 920	0	0	32 000	20 000	12 000	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3416	PROJET RESTAURATION DES TERRES DEGRADEES (PRTD)	CABINET	19 250	17 064	-0	19 750	19 250	19 100	150	250	250	0	0	19 000	19 000	0	BM
3489	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOTEL DE L'ENVIRONNEMENT	CABINET	500	0	-1	3 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	59	-1	300	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	142	-0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	300	29	-1	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	39	-1	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DGEF	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	500	475	-0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	200	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	PNUD
3450	PROGRAMME D'ACTIVITE DE L'OPERATION AMENAGEMENT DU PARC NATIONAL DE LA BOUCLE DU BAOULE ET DES RESERVES ADJACENTES OPNBB 2026-2030	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	30	-1	450	150	100	50	150	150	0	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	400	380	-0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	100	71	-0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	200	190	-0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	100	14	-1	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	100	95	-0	250	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	700	700	0	700	700	700	0	0	0	0	0	700	0	700	KfW
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	190	-0	600	200	40	160	200	200	0	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	AGENCE ENVIRONNEMENT ET DEVELOP. DURABLE	350	210	-0	650	350	0	350	350	350	0	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	500	133	-1	950	500	480	20	500	500	0	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	250	589	1	450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	200	19	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	250	118	-1	250	250	0	250	250	250	0	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	350	333	-0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			24 900	21 080	193	34 150	24 900	23 570	1 330	5 200	5 200	0	0	19 700	19 000	700	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	700	69	-1	1 400	700	675	25	700	700	0	0	0	0	0	
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	53	53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	190	-0	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	4 000	3 642	-0	5 450	4 000	3 500	500	500	500	0	0	3 500	0	3 500	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	1 920	1 920	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 100	1 739	-0	2 180	2 100	2 000	100	100	100	0	0	2 000	0	2 000	KFW.
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	CABINET	7 500	257	-1	8 150	7 500	6 800	700	700	700	0	0	6 800	1 000	5 800	Multibailleurs Multibailleurs.
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	CABINET	4 128	3 206	-0	4 278	4 128	4 108	20	300	300	0	0	3 828	200	3 628	FAD FAT. FEM Fonds Vert Climat Fonds. Vert. Climat. UE
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	200	285	0	320	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	500	855	1	1 700	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

3439	PROJET RENFORCEMENT SYSTEME ELECTRIQUE AMELIORATION	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	2 900	2 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	B.M. BM

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3461	APPUI CELLULE DE SUIVI DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KENIE DE 56 MW	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	19	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3462	REALISATION ETUDES DE LA LIGNE DE TRANSPORT 225 kV double terne reliant KENIE-Koulikoro-Banamba-Nara sur 116 km	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	150	14	-1	600	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3463	REALISATION DES ETDUES de la ligne de transport 225 kV double terne reliant Kati-Kambila-Kolokani-DIDIENI sur 173 km	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	200	19	-1	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	400	35	-1	1 200	400	380	20	400	400	0	0	0	0	0	
3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	44	-1	300	200	50	150	200	200	0	0	0	0	0	
3465	CONSTRUCTION DNH/ DRH	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	19	-1	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	CELLULE PLANIF. COORD. DEV. FLEUVE SENEGAL	300	55	-1	600	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	3 100	3 600	0	3 700	3 100	2 500	600	600	600	0	0	2 500	2 500	0	BADEA Fonds Abou Dabi

3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	2 000	2 500	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	2 000	0	BID
3362	PROJET DE CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES ET REASEAUX ELECTRIQUES DANS 50 LOCALITES RURALES AU MALI	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	2 800	3 300	0	5 800	2 800	2 800	0	0	0	0	0	2 800	2 500	300	BOAD Fonds Vert Climat
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	400	332	-0	1 000	400	300	100	400	400	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	100	25	-1	200	100	50	50	100	100	0	0	0	0	0	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	300	59	-1	900	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	0	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	0	4 100	4 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	F.I.D.A Multibailleurs
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	200	59	-1	325	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			29 678	29 321	9 009	42 403	29 678	26 753	2 925	6 250	6 250	0	0	23 428	8 200	15 228	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	CABINET	120	114	-0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	CABINET	1 000	10	-1	2 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	2 000	1 033	-0	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3464	PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMMENT DES RESSOURCES MINIERES (PDRM)	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	600	57	-1	600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3487	CONSTRUCTION DE LA CITE DES MINES ET DU PETROLE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MINES)	500	0	-1	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	300	285	-0	940	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	500	261	-0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3488	PROJET REALISATION FORAGES EXPLORATION AU MALI	OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	500	0	-1	5 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			5 520	1 760	-5	15 300	5 520	5 400	120	5 520	5 520	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	OFFICE NATIONAL DE LA POSTE (ONP)	300	285	-0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	3 000	1 900	-0	5 000	3 000	2 950	50	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	AGENCE MALIENNE DE PRESSE ET PUBLICITE (AMAP)	400	38	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	275	261	-0	275	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT	250	85	-1	500	250	100	150	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			4 225	2 569	-2	6 775	4 225	4 025	200	4 225	4 225	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	CABINET	1 200	410	-1	3 600	1 200	1 100	100	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	CABINET	200	79	-1	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	INSPECTION DES DOMAINES & AFFAIRES FONCIERES	300	19	-1	1 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	200	75	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	700	77	-1	2 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	250	30	-1	750	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	100	16	-1	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3452	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA SUBDIVISIONS DE URBANISME ET DE HABITAT DE KATI	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	300	19	-1	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	450	47	-1	450	450	420	30	450	450	0	0	0	0	0	
3451	Projet de Construction du siege de la DNAT	DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	100	10	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	400	46	-1	800	400	360	40	400	400	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (AFFAIRES FONCIERES)	200	37	-1	400	200	100	100	200	200	0	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	600	14	-1	1 300	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	300	29	-1	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	250	15	-1	250	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	0	21	21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	PARC-OUTIL	3 500	0	-1	13 500	3 500	3 500	0	3 500	3 500	0	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	OBSERVATOIRE NATIONAL DES VILLES	100	10	-1	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	350	140	-1	350	350	320	30	350	350	0	0	0	0	0	
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSE (PACUM)	400	38	-1	1 300	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			9 900	1 132	5	29 000	9 900	9 340	560	9 900	9 900	0	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	CABINET	300	29	-1	1 700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	CABINET	700	96	-1	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	CABINET	100	10	-1	2 500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTION INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	CABINET	4 140	4 050	-0	6 268	4 140	4 120	20	150	150	0	0	3 990	2 000	1 990	F.I.D.A FIDA
3366	Programme de Developpement de la Zone Speciale de Transformation Agro-Industrielle des Regions de Koulikoro et Peri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	CABINET	4 000	3 086	-0	5 350	4 000	3 950	50	200	200	0	0	3 800	3 000	800	B.A.D BAD
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	4 000	1 300	-1	6 005	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	4 000	0	BOAD
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	300	169	-0	900	300	150	150	300	300	0	0	0	0	0	
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	400	78	-1	1 200	400	380	20	400	400	0	0	0	0	0	
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	776	776	0	776	776	776	0	0	0	0	0	776	0	776	ESPAGNE

3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	8 700	2 960	-1	22 200	8 700	8 300	400	1 700	1 700	0	0	7 000	7 000	0	Multibailleurs
3391	APPUIS CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	4 985	4 985	0	6 462	4 985	4 985	0	0	0	0	0	4 985	0	4 985	Canada

MINISTERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	8 350	8 305	-0	19 217	8 350	8 300	50	150	150	0	0	8 200	1 000	7 200	B.A.D BAD
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	2 200	3 300	0	4 806	2 200	2 200	0	0	0	0	0	2 200	0	2 200	KfW
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	4 000	4 000	0	4 560	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	0	4 000	KfW
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	47	-1	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	350	138	-1	1 050	350	0	350	350	350	0	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	400	53	-1	1 200	400	350	50	400	400	0	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	PROJET APPUI OFFICE DU NIGER	7 871	7 871	0	7 871	7 871	7 871	0	0	0	0	0	7 871	0	7 871	KfW
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	OFFICE DE DEVELOPP. RURAL SELINGUE (O.D.R.S)	250	131	-0	750	250	220	30	250	250	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	300	28	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	100	10	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE	400	58	-1	1 200	400	370	30	400	400	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	200	72	-1	800	200	150	50	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	2 100	1 574	-0	5 300	2 100	25	2 075	100	100	0	0	2 000	2 000	0	BID
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)	250	24	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	OFFICE RIZ SEGOU	500	67	-1	1 900	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	OFFICE RIZ SEGOU	400	68	-1	1 200	400	380	20	400	400	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	OFFICE RIZ MOPTI	400	54	-1	1 200	400	380	20	400	400	0	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	OFFICE RIZ MOPTI	100	10	-1	300	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	OFFICE RIZ MOPTI	300	10	-1	1 100	300	280	20	300	300	0	0	0	0	0	
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	600	0	-1	3 100	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	12 000	12 000	0	12 000	12 000	12 000	0	0	0	0	0	12 000	6 000	6 000	B.M. BM
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	300	216	-0	800	300	280	20	300	300	0	0	0	0	0	
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	6 300	6 300	0	9 846	6 300	6 300	0	0	0	0	0	6 300	4 000	2 300	B.M. BM
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	OFFICE DU MOYEN BANI	200	38	-1	600	200	185	15	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	OFFICE DU MOYEN BANI	150	14	-1	2 000	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSE (PASEM)	5 500	2 294	-1	16 500	5 500	1 500	4 000	5 500	5 500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			82 042	64 221	-20	154 871	82 042	74 532	7 510	14 920	14 920	0	0	67 122	29 000	38 122	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	C A B I N E T	2 150	1 056	-1	3 050	2 150	2 100	50	150	150	0	0	2 000	2 000	0	BID
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	C A B I N E T	170	119	-0	510	170	50	120	170	170	0	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	C A B I N E T	200	29	-1	1 700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	C A B I N E T	5 200	8 648	1	5 600	5 200	5 050	150	200	200	0	0	5 000	2 000	3 000	B.M. BM
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	250	88	-1	750	250	150	100	250	250	0	0	0	0	0	
3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAILS RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	200	38	-1	400	200	140	60	200	200	0	0	0	0	0	
3449	APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE DE SECURISATION ET DE STABILISATION DU BETAIL	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	1 000	285	-1	1 300	1 000	900	100	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3466	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DE LA RACE GIROLANDO	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	100	95	-0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	DIRECTION NATIONALE PECHE	200	24	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	DIRECTION NATIONALE SERVICES VETERINAIRES	250	190	-0	650	250	0	250	250	250	0	0	0	0	0	

3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (ELEVAGE ET PECHE)	300	29	-1	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	INSPECTION DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	100	10	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	350	83	-1	1 000	350	330	20	350	350	0	0	0	0	0	
3483	PROJET D'IMPLANTATTION D'UNE NOUVELLE UNITE DE PRODUCTION AU LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	200	0	-1	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO	250	209	-0	750	250	175	75	250	250	0	0	0	0	0	
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	300	190	-0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER	200	93	-1	600	200	160	40	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			11 420	11 186	-9	19 110	11 420	10 455	965	4 420	4 420	0	0	7 000	4 000	3 000	

PTI 2027 - 2029

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2027
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CHARGES COMMUNES*

			Exécution du budget 2026			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR 2027				FINANCEMENT EXTERIEUR 2027			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2027 - 2029	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	NOUVEAUX PROJETS-BSI	26 300	13 670	-0	26 300	26 300	0	26 300	26 300	26 300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			26 300	13 670	-0	26 300	26 300	0	26 300	26 300	26 300	0	0	0	0	0	
ENSEMBLE MINISTERES			741 219	434 744	10 750	1 219 182	741 219	687 164	54 055	576 219	576 219	0	0	165 000	90 000	75 000	

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE (DPBEP)

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Secrétariat Général

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE

DPBEP 2027-2029

VERSION LOI DE FINANCES 2027

Septembre 2026

LISTE DES ABREVIATIONS

ABFN	Agence du Bassin du Fleuve Niger
AEP	Approvisionnement en Eau Potable
AES	Alliance des Etats du Sahel
AICE	Application Intégrée de la Comptabilité de l'Etat
AGRV	Autorité de Gestion des Réparations en faveur des victimes des crises au Mali
AMO	Assurance Maladie Obligatoire
ANAM	Agence Nationale d'Assistance Médicale
ANPE	Agence Nationale Pour l'Emploi
ANR	Assises Nationales de la Refondation
APC	Approche Par Compétence
ASS	Afrique Sub-Saharienne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDM	Banque de Développement du Mali
BMS	Banque Malienne de Solidarité
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CIPRESS	Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale
CMSS	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
COMATEX	Compagnie Malienne de Textile
CPM	Comité de Prévision et de Modélisation
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSRE	Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat
CT	Collectivité Territoriale
CUT	Compte Unique du Trésor
DDR	Démobilisation, Désarmement et Réinsertion
DGABE	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DGE	Direction des Grandes Entreprises
DGI	Direction Générale des Impôts
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DND	Direction Nationale des Domaines
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle
EAC	Enquête Agricole de Conjoncture

EDM-SA	Energie du Mali-Société Anonyme (EDM-SA)
EHVM	Enquête Harmonisée sur les conditions de Vie des Ménages
EIPM	Enquête sur les Indicateurs du Paludisme au Mali
ELIM	Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
ENSAN	Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
EPEM	Equivalents Points d'Eau Modernes
EPH	Etablissement Public Hospitalier
FAFE	Fonds d'Appui pour l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et l'Apprentissage
FDS	Force de Défense et de Sécurité
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
GFP	Gestion des Finances Publiques
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
IBP	International Budget Partnership
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
LOA	Loi d'Orientation Agricole
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation Relative à la Sécurité Intérieure
MOC	Mécanisme Opérationnel de Coordination
MPEF	Mémorandum de Politiques Economiques et Financières
N.C.A ou n.c.a	Non Classé Ailleurs
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCLEI	Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable/ Lutte Contre la Pauvreté
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAG	Plan d'Actions du Gouvernement
PAPGT	Plan d'Actions Prioritaires du Gouvernement de Transition
PARE	Plan d'Actions de la Refondation de l'Etat
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability/ Dépenses Publiques et Responsabilité Financière
PEM	Perspectives de l'Economie Mondiale
PIB	Produit Intérieur Brut
PDESC	Programme de Développement Economique, Social et Culturel
PIMA	« Public Investment Management Assessment », Evaluation de la gestion des investissements publics
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PNAT	Politique Nationale d'Aménagement du Territoire
PNEF	Pôle National Economique et Financier
PNISA	Programme National d'Investissement du Secteur Agricole
PNT	Politique Nationale de Transparence

PPP	Partenariat Public-Privé
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PRED	Plan de Relance Durable
PREM	Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali
PRODEC	Programme décennal de Développement de l'Education
PTF	Partenaire Technique et Financier
RAMED	Régime d'Assistance Médicale
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SC-CS	Section des Comptes de la Cour Suprême
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SIGTAS	Standard Integrated Government Tax Administration System
SITFI	Système d'Information sur les Titres Fonciers et Immobiliers
SITMA	Système d'Information pour la Transparence au Mali
SMART	Enquête Nationale Nutritionnelle Anthropométrique et de Mortalité Rétrospective au Mali
SNCI	Stratégie Nationale de Contrôle Interne
SNEC	Syndicat National de l'Education et de la Culture
SNEDD	Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable
SNESup	Syndicat National de l'Enseignement Supérieur
SP/PNLEVT	Secrétariat Permanent de la Politique Nationale de Prévention et de lutte contre l'Extrémisme Violent et le Terrorisme
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TI	Transparency International
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMPP	Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH/SIDA	Virus Immunodéficience Humaine/ Syndrome Immunodéficience Acquise

INTRODUCTION

1. Le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) est une référence pour l'élaboration du projet de loi de finances de l'année conformément aux dispositions de l'article 51 de la Loi N°2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux lois de finances. Il constitue également le principal support pour l'organisation du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB). A ce titre, l'élaboration du DPBEP demeure une étape déterminante dans le processus budgétaire, car permettant aux autorités nationales chargées de la politique budgétaire d'opérer les choix stratégiques pour l'élaboration de la prochaine loi de finances.

2. L'élaboration du présent Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle couvrant la période 2027-2029 intervient dans un contexte où le pays a entamé la mise en œuvre de son cadre de développement à long terme dénommé **« Mali kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma »**. Cette vision est une initiative ambitieuse et inclusive visant à transformer le Mali en un pays émergent à l'horizon 2063. Sa mise en œuvre se décline en quatre phases décennales dont la première concerne la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable (SNEDD) 2024-2033.

3. Cette Stratégie nationale vise à renforcer et prolonger l'agenda des réformes structurelles contenues dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031). Elle doit permettre de consolider les fondements de la stabilité macroéconomique et d'installer l'économie sur une trajectoire de croissance forte, inclusive et durable de 10% en moyenne par an. A terme, elle permettra d'atteindre son objectif général qui est «la Refondation de l'Etat et la transformation structurelle de notre économie ».

4. Dans ce nouveau paradigme, et en dépit des incertitudes liées à l'environnement géopolitique international, les perspectives macro-économiques pour le Mali sont plutôt positives et se caractérisent par une amélioration continue de la situation sécuritaire. En effet, l'activité économique devrait poursuivre son expansion en dépit des risques qui pèsent sur l'économie mondiale en lien avec les effets de la crise en Ukraine et au Moyen Orient. La croissance de l'économie malienne devrait s'établir à 6,3% en 2026 après avoir atteint 5,6% en 2025. Sur la période 2027-2029, le taux de croissance réel du Produit Intérieur Brut (PIB) devrait se consolider et s'établir autour de 6,5% en moyenne tandis que l'inflation sur la période resterait maîtrisée autour de 2,5%.

5. L'orientation de la politique budgétaire sur la période 2027-2029 demeure le renforcement de la soutenabilité budgétaire en suivant une trajectoire du déficit budgétaire conforme à la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 3% du PIB. La politique budgétaire sera à la fois prudente et ambitieuse et visera comme objectifs de préserver la stabilité du cadre macroéconomique, de créer les conditions d'une croissance inclusive et durable de manière à réduire la pauvreté et à stimuler la création d'emplois.

6. Le DPBEP 2027-2029 s'appuie sur les orientations stratégiques définies dans la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable 2024-2033. Pour rappel, cette stratégie est adossée à un scénario du renouveau pour le Mali dont la Vision à l'horizon 2063 est libellée comme suit : **« le Mali, une nation souveraine et unie, bien gouvernée et sécurisée, avec une économie forte et avancée, un haut niveau de développement humain, et un environnement durablement préservé ».**

7. A cet effet, les allocations budgétaires serviront à la mise en œuvre des cinq (05) axes stratégiques de la SNEDD 2024-2033, à savoir :

- Axe stratégique 1 : Renforcement de la Souveraineté et Consolidation de la Paix et de la Sécurité ;
- Axe stratégique 2 : Refondation de la gouvernance ;
- Axe stratégique 3 : Transformation structurelle de l'économie et croissance ;
- Axe stratégique 4 : Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients ;

- Axe stratégique 5 : Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences.

8. Le cadrage budgétaire 2027-2029 a été réalisé sur la base du Produit Intérieur Brut nominal réévalué d'environ 19% avec l'application du nouveau Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008). Cette approche impacte les différents indicateurs budgétaires rapportés au PIB.

9. Le document est structuré en quatre (04) parties, à savoir :

- le contexte macroéconomique ;
- la gestion des finances publiques ;
- la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles ;
- la situation financière des Collectivités territoriales et des organismes publics.

I. CONTEXTE MACROECONOMIQUE

1.1. Evolution récente de la situation macroéconomique

1.1.1 Situation macroéconomique internationale

10. L'économie mondiale devrait demeurer résiliente en 2027, malgré les incertitudes liées aux tensions géopolitiques et à l'entrée en vigueur des droits de douane élevés aux États-Unis d'Amérique. Selon les perspectives révisées de juillet 2026 du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,4% en 2027, soit 0,4 point de pourcentage de plus que le niveau attendu en 2026. L'inflation mondiale devrait monter à 4,7% en 2026 avant de fléchir à 3,9% en 2027, soit une révision à la hausse pour ces deux années comparativement aux projections d'Avril2026. Ces tendances de l'inflation sont fondées sur l'hypothèse de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. .

11. **Dans les pays avancés**, la croissance devrait atteindre 1,8% en 2027, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2026. L'inflation devrait rester modérée avec toutefois un risque haussier en raison des effets de la guerre au Moyen Orient occasionnant une perturbation des circuits d'approvisionnement en hydrocarbures.

12. **Dans la zone euro**, la croissance devrait remonter pour atteindre 1,2% en 2027 contre 0,9% en 2026.

13. **Dans les pays émergents et pays en développement**, la croissance devrait ralentir, passant de 4,5% en 2025 à 3,8% en 2026, avant de se redresser à 4,5% en 2027. .

14. **En Chine**, la croissance devrait ralentir à 4,1% en 2027, soit 0,5 point de pourcentage de moins qu'en 2026. En Russie, la croissance devrait rester modeste à 1,1% en 2026 et en 2027, contre 1,0% en 2025.

15. **En Afrique subsaharienne,** la croissance devrait légèrement augmenter, passant de 4,3% en 2026 à 4,5% en 2027, malgré les turbulences de la conjoncture mondiale, illustrées, notamment par la guerre au Moyen-Orient et la baisse de la demande extérieure. Cette croissance est tirée par la stabilisation macroéconomique et les mesures de reformes dans plusieurs puissances économiques de la région. L'inflation globale de la région devrait rester élevée avec toutefois une tendance à la baisse, passant de 12,5% en 2025 à 8,8% en 2026 et 2027. Ces tendances masquent toutefois d'importants écarts entre pays selon leur marge de manœuvre budgétaire, l'avancement de leurs réformes et leur exposition aux chocs extérieurs. Dans un scénario de guerre prolongée au Moyen-Orient, la production régionale pourrait toutefois reculer de 0,6% en 2026 et de 0,4% en 2027 par rapport aux niveaux d'avant-guerre, avec une hausse de l'inflation de 2,4 points de pourcentage en 2026.

16. **Dans la zone UEMOA**, en dépit des menaces persistantes, liées à l'insécurité, au changement climatique, la croissance économique devrait rester solide avec une inflation maitrisée en 2027. En effet, l'économie de la zone devrait afficher un taux de croissance de 5,5%, soit le même niveau qu'en 2026. L'inflation moyenne devrait baisser, passant de 1,9%% en 2026 à 2,1% en 2027. Toutefois, avec les crises politiques et institutionnelles dans la région et la persistance de la crise en Ukraine et au Moyen-Orient, ces perspectives pourraient être affectées, ce qui risquerait de renchérir les prix des produits de premières nécessités et de provoquer le resserrement des conditions financières et la contraction des flux de capitaux étrangers dirigés vers la région.

Tableau 1 : Croissance et inflation dans certaines zones entre 2025 et 2027 (en %)

Zones	Taux de croissance du PIB			Inflation en %		
	2025	2026	2027	2025	2026	2027
Monde	3,5	3,0	3,4	4,1	4,7	3,9
Pays avancés	1,9	1,7	1,8	2,5	3,0	2,4
Pays émergents et en développement	4,5	3,8	4,5	5,2	5,8	4,8
Afrique Subsaharienne	4,5	4,3	4,5	12,5	8,8	8,8
UEMOA	**6,4**	**5,5**	**5,5**	**0,2**	**1,9**	**2,1**

Source : *FMI, Perspectives économiques mondiales et régionales, avril 2026 ; Mises à jour, juillet 2026.*

1.1.2 Situation macroéconomique nationale 2023-2025

17. Malgré les multiples défis liés à l'environnement sécuritaire et la crise d'électricité, l'économie malienne s'est révélée très résiliente.

18. En 2023, l'activité économique a enregistré un taux de 4,8%, après 3,7% un an plus tôt, soit une amélioration de 1,1 point de pourcentage. Ce niveau de croissance de l'économie nationale est porté par l'ensemble des secteurs.

19. En 2024, le taux de croissance économique s'est davantage consolidé pour s'établir à 5,0% sous l'effet du dynamisme des secteurs primaire et tertiaire. En revanche, le secteur secondaire a fléchi de 4,5%. Ce repli est en rapport avec la contreperformance des activités d'extraction de minerais métalliques (-16,2%).

20. Malgré les crises successives susmentionnées, la situation économique a continué à s'améliorer en 2025 avec un taux de croissance estimé à 5,6%, soit une de hausse de 0,6 point par rapport à 2024. Cette performance est portée par le bon comportement de l'ensemble des secteurs et impulsée grâce aux efforts du Gouvernement de Transition à travers le soutien aux secteurs productifs, malgré un contexte national difficile.

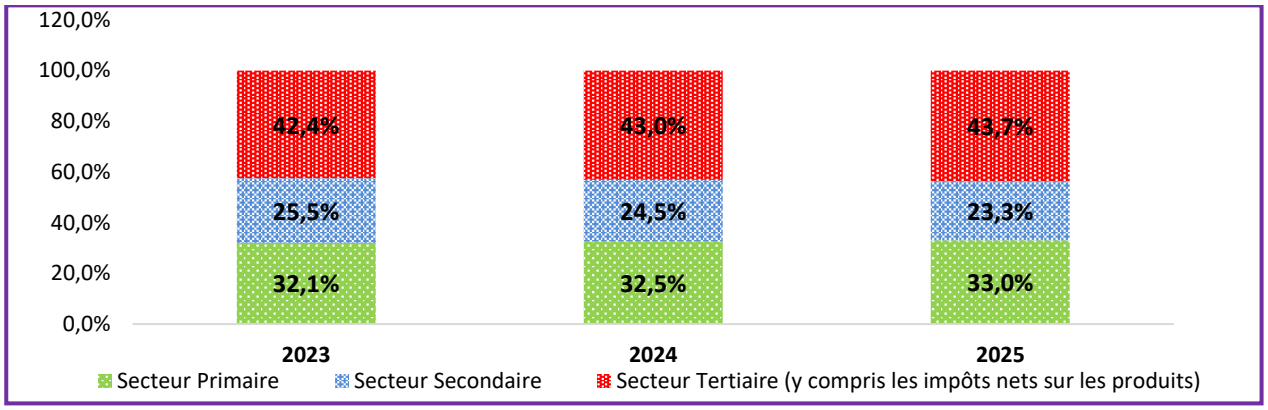
21. Les secteurs primaire et tertiaire ont été les principaux moteurs de la croissance économique sur la période 2023-2025. Ils ont contribué en moyenne, à la croissance économique à hauteur de 2,0 points de pourcentage du PIB pour le secteur primaire et de 2,6 points de pourcentage pour le secteur tertiaire.

22. La valeur ajoutée du secteur primaire a augmenté de 8,9% en 2024, après une croissance de 2,7% en 2023, avant d'afficher 7,0% en 2025, soit une moyenne de 6,2% sur la période 2023-2025.Cette performance a été possible grâce à l'amélioration de la situation sécuritaire et aux efforts de soutien au secteur agricole, notamment, la mise en œuvre des réformes du secteur coton et les effets bénéfiques de la loi d'orientation agricole.

23. La valeur ajoutée du secteur secondaire s'est contractée de 4,5% en 2024 après une hausse de 3,5% en 2023, avant de s'établir à 0,6% en 2025, soit une moyenne de -0,1% sur la période 2023-2025. La baisse de la valeur ajoutée du secondaire en 2024 s'explique en partie par la chute de la production de l'or.

24. Quant au secteur tertiaire, sa valeur ajoutée a progressé de 6,8% en 2024 contre 6,7% en 2023, avant de s'accélérer pour atteindre de 7,1% en 2025, soit un taux de croissance moyen d'environ 6,9% sur la période 2023-2025, tiré essentiellement par les branches « Information et communication » (+10,4%), « Enseignement», (+6,9%) « Activités spécialisées, scientifiques et techniques » (+8,2%), « Hébergement et restauration » (+7,0%), « Activités d'administration publique » (+7,0%), « Commerce » (+6,8%), «Activités immobilières », (+6,8%).

Figure 1 : Evolution de la part des différents secteurs dans le PIB nominal, 2023-2025



Source : *CPM-MME-DNPD INSTAT, mars 2026*

N.B : Le poids du secteur tertiaire hors impôts net sur les produits est de 36,1% en 2023 et 2024 puis de 36,6% en 2025.

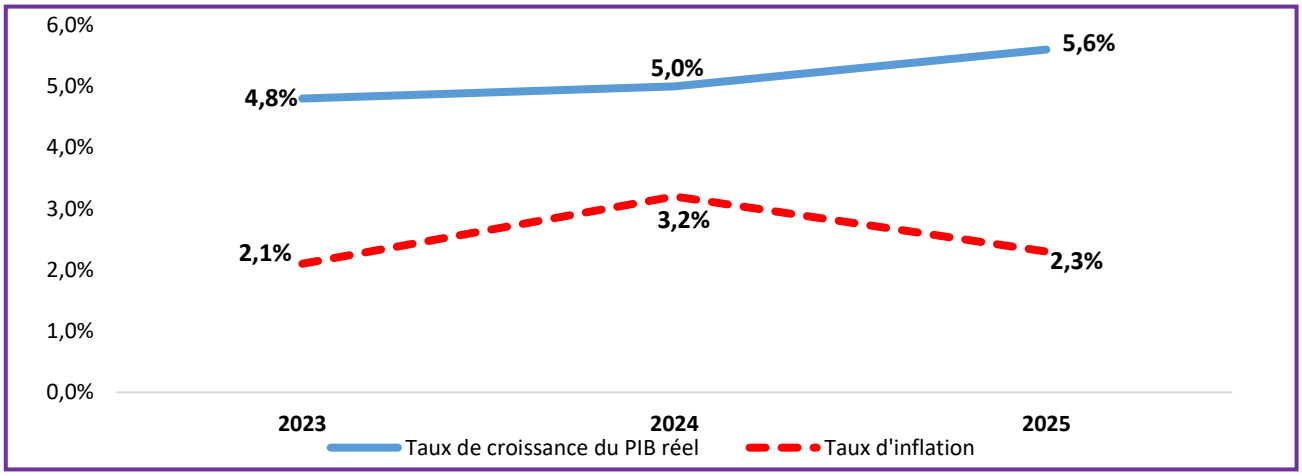
25. Du côté de la demande, la croissance est portée par la consommation finale et les investissements sur la période 2023-2025. La consommation finale a augmenté de 4,1% en moyenne avec une contribution à la croissance économique à hauteur de 3,6 points de pourcentage en moyenne et représente 85,6% du PIB. Elle est portée essentiellement par la consommation des ménages (71,1% du PIB) qui a contribué à hauteur de 2,7 points de pourcentage contre 0,8 point de pourcentage pour la consommation des administrations publiques.

26. S'agissant de la formation brute de capital fixe, elle s'est accrue de 5,9% en moyenne sur la période 2023-2025, en liaison principalement avec la hausse de la composante publique de 6,7%.

27. Quant aux échanges extérieurs, les exportations de biens et services ont augmenté de 1,0% et les importations ont baissé de 3,3% sur la période 2023-2025. Leurs contributions à la croissance économique sont respectivement de 1,2 et 1,4 point de pourcentage en moyenne sur la période 2023-2025.

28. L'activité économique a été marquée par une baisse de l'inflation entre 2023 et 2025, après une aggravation en 2022. Ainsi, l'inflation annuelle moyenne s'est affichée à 2,1% en 2023, après avoir atteint 9,7% en 2022[1], avant de remonter à 3,2% en 2024 puis baisser pour atteindre 2,3% en 2025.

Figure 2 : Evolution des taux de croissance et d'inflation, 2023-2025



1 Le niveau de 2022 s'explique essentiellement par les implications des sanctions économiques et financières imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA et les conséquences de la crise en Ukraine, notamment la hausse des prix de l'énergie (gaz, pétrole, etc.) et ceux des produits alimentaires

***Source** : CPM-MME-DNPD INSTAT, mars 2026*

29. Le solde de la balance courante enregistre un déficit de 798,3 milliards de FCFA en moyenne entre 2023 et 2025, pour atteindre 5,0% du PIB en moyenne sur la même période, porté principalement par la balance des services qui a enregistré un solde négatif de 897,7 milliards de FCFA en moyenne.

30. Le solde du compte de capital a connu une hausse entre 2023 et 2025. Il est passé de 64,8 milliards de FCFA en 2023 à 217,6 milliards en 2025.

31. Le solde du compte financier (flux nets entrants) est estimé à 825,3 milliards de FCFA en 2024, après 368,7 milliards de FCFA en 2023, avant de se situer à 613,5 milliards de FCFA en 2025. Il représente en moyenne 3,7% du PIB sur la période 2023-2025. Les entrées de flux nets de l'année 2025 sont imputables en partie aux investissements directs étrangers qui représente plus de 70% du total du compte financier. Ils se sont établis en moyenne à 446,9 milliards de FCFA sur la période 2023-2025, tirés par les investissements dans le secteur minier. Quant aux investissements de portefeuille, ils se sont établis en moyenne à 123,5 milliards de FCFA sur la période 2023-2025. Les transactions au niveau de ce poste ont concerné essentiellement les opérations du Trésor sur le marché des titres publics (émissions d'obligations et de bons de trésor).

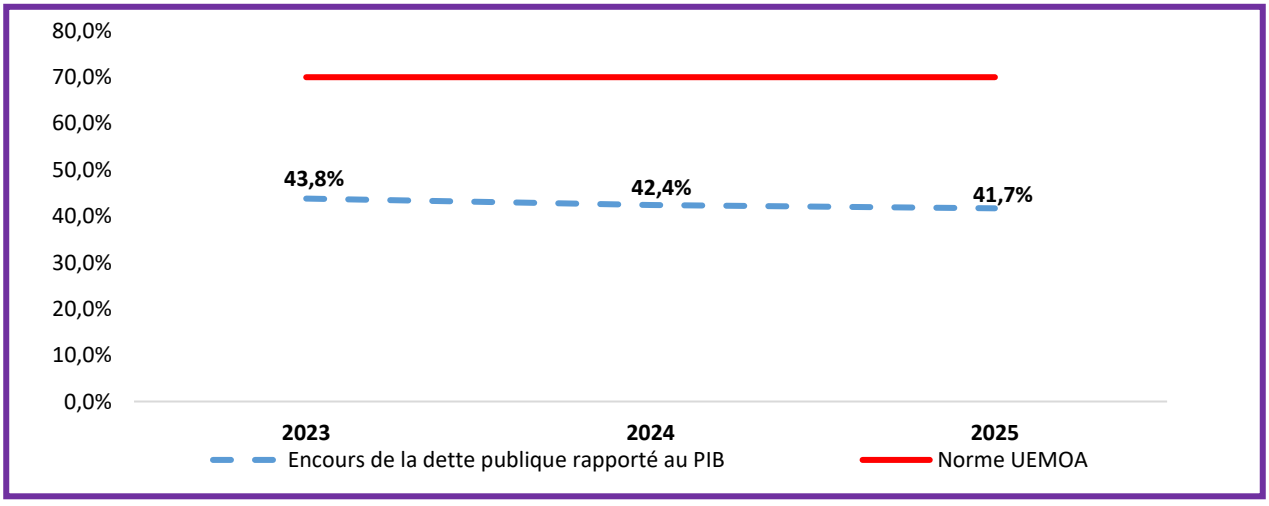
32. Compte tenu de toutes ces évolutions, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 58,1 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2023-2025.

33. L'évolution des agrégats monétaires a été caractérisée par une augmentation de la masse monétaire (agrégat M2) sur la période 2023-2025. En effet, elle est passée de 4 729,1 milliards de FCFA en 2023 à 5 221,9 milliards de FCFA en 2025, soit une hausse de 492,8 milliards de FCFA correspondant à un taux de progression de 10,4%, grâce aux mesures de soutien de la BCEAO à l'économie en réponse aux multiples crises qu'a connues le pays.

34. La circulation fiduciaire et les dépôts ont augmenté respectivement de 17,8% et de 8,4% sur la période 2023-2025.

35. En matière de politique d'endettement, le Mali reste toujours dans la catégorie des pays dont le risque de surendettement est modéré. Ainsi, sur la période 2023-2025, l'encours de la dette publique rapporté au PIB s'est situé autour de 42,6% en moyenne et reste en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70%.

Figure 3: Evolution de l'encours de la dette publique rapporté au PIB, 2023-2025



Source : DGDP, INSTAT, DGB, mars 2026

1.2. Aperçu sur les perspectives économiques et financières pour l'année 2026

36. Malgré les multiples crises, l'économie malienne demeurerait résiliente. En effet, il est attendu un taux de croissance économique de 6,3% en 2026. La robustesse de l'activité économique devrait être imprimée par le bon comportement de tous les secteurs d'activités.

37. La valeur ajoutée du secteur primaire est projetée à 4,5% et représente 29,2% du PIB. Ce secteur serait soutenu par les branches « Pêche et aquaculture » (+6,2%) « Sylviculture et exploitation forestière » (+ 6,0%), « Agriculture du riz » (+4,5%).

38. La valeur ajoutée du secteur secondaire progresserait de 5,0% en liaison avec la bonne orientation des branches « Autres minerais métalliques » (+23,4%), « Ciment » (+15,0%), « Construction » (+11,0%), « Eau-assainissement » (+8,5%), « Autres industries » (+7,8%). Il représente 30,1% du PIB.

39. Quant à la valeur ajoutée du secteur tertiaire, elle devrait croître à un rythme de 8,6%, sous l'effet du bon comportement des branches « Services d'administration publique » (+17,7%), « Commerce » (+6,8%), « Transport et entreposage » (+6,1%) « Information et communication » (+6,1%).

40. Les contributions à la croissance du PIB du secteur tertiaire seraient de 2,9 points de pourcentage contre 1,4 et 1,5 point de pourcentage, respectivement, pour le primaire et le secondaire.

41. Du côté de la demande, la consommation finale augmenterait de 5,3% en liaison principalement avec la hausse de la composante publique (+6,8%). La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) progresserait de 9,7% sous l'effet essentiellement de la hausse de la FBCF privée (+14,3%).

42. S'agissant des échanges extérieurs, les exportations connaîtraient une baisse de 8,6% tandis que les importations augmenteraient de 7,3%.

43. Les contributions de la consommation finale, des investissements et des échanges extérieurs nets seraient, respectivement, 4,3 points, 7,2 points et -5,2 points de pourcentage.

44. En matière de finances publiques, le Gouvernement adopté le projet de loi de finances rectificative 2026 permettant une augmentation nette des recettes et des dépenses, respectivement de 315,1 milliards de FCFA et 415,1 milliards de FCFA.

45. Les recettes (y compris les dons) s'établiraient à 3 213,8 milliards de FCFA contre une réalisation de 2 806,6 milliards de FCFA en 2025.

46. Les recettes fiscales nettes s'élèveraient à 2 752,4 milliards de FCFA contre 2 466,1 milliards de FCFA en 2025, soit une augmentation de 286,3 milliards de FCFA.

47. Les décaissements attendus de dons (dons projets et programmes) connaîtraient une hausse de 55,5 milliards de FCFA pour s'établir à 77,0 milliards de FCFA contre 13,4 milliards de FCFA en 2025.

48. Les dépenses totales s'établiraient à 3 739,9 milliards de FCFA contre une réalisation de 3 086,1 milliards de FCFA en 2025, soit une hausse de 21,19%.

49. Les dépenses courantes connaîtraient une hausse de 17,7% pour s'établir à 2 744,4 milliards de FCFA contre 2 331,5 milliards de FCFA en 2025, en lien avec l'augmentation des dépenses de biens et services et des dépenses de personnel.

50. S'agissant des dépenses en capital, elles s'élèveraient à 872,5 milliards de FCFA contre 680,6 milliards de FCFA en 2025, correspondant à un taux de progression de 28,2%.

51. La politique budgétaire 2026 viserait toujours à :

- améliorer la gestion des finances publiques ;
- soutenir la croissance économique ;
- maîtriser le déficit budgétaire et garantir la soutenabilité de la dette publique.

1.3. Projections macroéconomiques 2027-2029

1.3.1. Hypothèses du cadrage macroéconomique

52. Le cadrage macroéconomique sur lequel sont bâties les projections budgétaires 2027-2029 repose sur les hypothèses d'évolution à la fois de l'environnement économique international et national.

a. Hypothèses sur l'environnement économique international

53. Les hypothèses sur l'environnement économique international se basent sur les cours des principales matières premières ayant un impact significatif sur l'économie malienne. Il s'agit, notamment du coton, du pétrole et de l'or.

54. Concernant le coton, après une baisse tendancielle amorcée depuis 2023, le cours du coton s'est établi à 1,7$/kg en 2025, avant de se redresser légèrement pour atteindre 1,8$/kg en 2026 et 2027, soit un prix inférieur à sa moyenne historique (2,1$/kg sur la période 2022-2025). A moyen terme, le cours du coton devrait se maintenir sur une tendance haussière en lien avec la demande des industries textiles.

55. Depuis 2022, le cours du pétrole connait une tendance baissière, passant de 97,1 $/bbl en 2022 à 67,4 $/bbl en 2025. En 2026, le cours du pétrole devrait augmenter en lien avec la guerre au Moyen-Orient. Toutefois, avec la perspective des négociations pour mettre fin à la guerre, le cours du pétrole devrait, à moyen terme, revenir à son niveau d'avant crise.

56. S'agissant de l'or, son cours devrait continuer à croître en passant de 2 388 dollars l'once en 2024 à 3 400 dollars l'once en 2025. Cette trajectoire haussière devrait se poursuivre jusqu'à l'horizon 2029.

b. Hypothèses sur l'environnement économique national

57. Les hypothèses spécifiques sur l'environnement économique national tiennent compte des actions du Gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable (SNEDD) 2024-2033. Cette Stratégie nationale vise à renforcer et prolonger l'agenda des réformes structurelles contenues dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031). Elle doit permettre de consolider les fondements de la stabilité macroéconomique et d'installer l'économie sur une trajectoire de croissance forte, inclusive et durable de 10% en moyenne par an. A terme, elle permettra d'atteindre son objectif général qui est « la Refondation de l'Etat et la transformation structurelle de notre économie ».

58. Les hypothèses reposent également sur la dynamique de renforcement des axes de coopération du Mali dans le cadre de la Confédération des États du Sahel qui devrait offrir des opportunités à travers la dynamisation des échanges au sein de l'espace sur fond d'amélioration continue de la situation sécuritaire et socio-politique des pays membres.

59. Dans ce nouveau paradigme et en dépit des risques pesant sur l'activité économique au plan international en lien avec la guerre au Moyen Orient, les perspectives macroéconomiques du Mali sont plutôt rassurantes, mais incitent tout de même à maintenir une politique budgétaire à la fois ambitieuse et prudente, malgré la résilience de l'économie nationale comme en témoignent les résultats observés ces dernières années.

1.3.2. Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2027-2029

a) Secteur réel

Tableau 2 : Hypothèses macroéconomiques 2026-2029

Libellés	LFR 2026	2027	2028	2029	Moyenne 2027-2029
PIB nominal (Mds FCFA)	19 182,2	20 666,8	22 551,3	24 368,7	**22 528,9**
Taux croissance PIB réel	6,3%	6,5%	6,9%	6,0%	**6,5%**
Taux d'inflation	2,8%	2,5%	2,5%	2,5%	**2,5%**

***Source** : CPM-MME-DNPD, INSTAT, mars 2026*

A moyen terme, l'économie malienne connaîtrait un regain de croissance avec une moyenne annuelle de 6,5% sur la période 2027-2029, comme en témoigne le **Tableau 2**. Ainsi les actions qui auront un impact important sur la croissance en 2027-2029 sont entre autres :

- le renforcement des actions visant à accroître la production énergétique à travers la réalisation de plusieurs infrastructures de productions énergétiques (les centrales salaires de Safo Phases I et II, de Koulikoro, de Sanankoroba, Tiagadougou, les barrages hydrauliques de Tiéfala et de Kourouba) ;
- le renforcement des infrastructures hospitalières (la poursuite de la construction de 15 hôpitaux et de centres de santé) ;
- la mise en œuvre d'un vaste programme de construction d'infrastructures scolaires au niveau des différents ordres d'enseignement ;
- des travaux d'aménagement routier ;
- des investissements pour renforcer le tissu industriel avec la création de sociétés d'Etat ;
- le renforcement des mesures structurelles visant l'amélioration du climat des affaires et la promotion du secteur privé en mettant un accent particulier sur les domaines agro-industriel et de l'extraction minière ;
- la consolidation de la stabilité de la situation sécuritaire permettant d'augmenter la part des ressources budgétaires affectées aux dépenses d'investissements, notamment dans le secteur des infrastructures socioéconomiques de base (routes, éducation, santé, aménagement de périmètres agricoles et sylvopastoraux, etc.) ;
- la poursuite du processus d'opérationnalisation des nouvelles mines d'or et de lithium ;
- la promotion de la productivité et de la compétitivité des micro, petites et moyennes entreprises nationales à travers la commande publique et la poursuite de la mise en œuvre de la loi régissant le contenu local.

60. La croissance économique prévue sur la période 2027-2029 refléterait le dynamisme de tous les secteurs d'activités, bien que les secteurs secondaire et tertiaire seraient les principaux moteurs de la croissance.

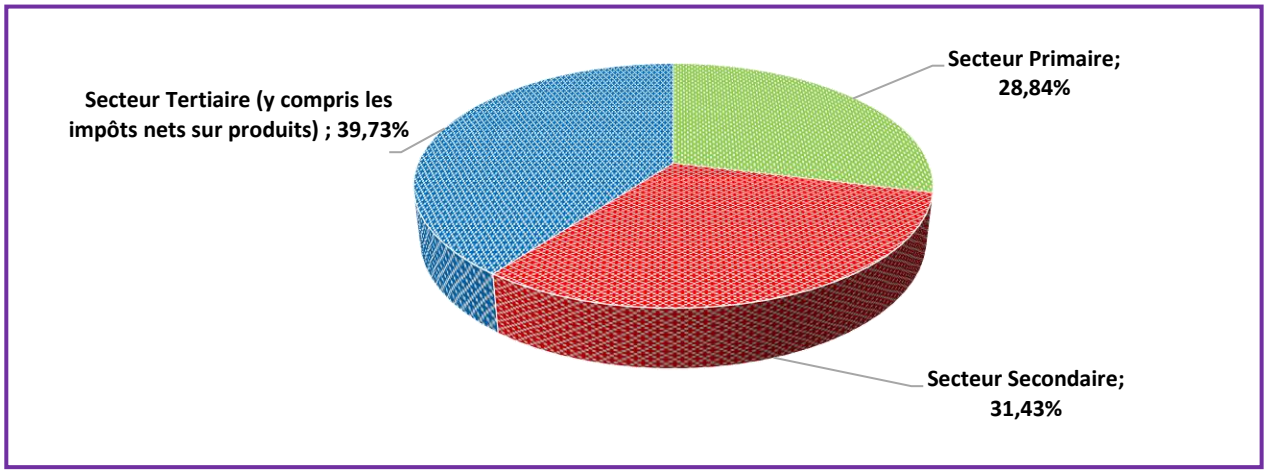
61. La valeur ajoutée du secteur primaire est projetée à 4,8% en moyenne sur la période 2027-2029. Ce secteur représentant 28,8% du PIB, serait porté par les branches « Pêche et aquaculture » (+5,9%) « Sylviculture et exploitation forestière » (+5,8%), « Agriculture du riz » (+5,2%) et « Agriculture hors riz et coton » et « Elevage et chasse » (+4,2%). La contribution du secteur primaire à la croissance du PIB réel serait de 1,4 point de pourcentage en moyenne sur la période de cadrage.

62. S'agissant de la valeur ajoutée du secteur secondaire, elle progresserait de 6,8% en liaison avec la bonne orientation des branches « Construction » (+14,7%) « Autres minerais métalliques » (+13,6%), « Ciment » (+10,8%), « Eau-assainissement » (+6,0%), « Extraction de minerais métalliques, Or » (+5,2%), « Industries

agroalimentaires » (+5,2%). Il représente 31,4 % du PIB et contribuerait à la croissance du PIB réel à hauteur de 2,1 points de pourcentage en moyenne sur la période 2027-2029. Les autres branches notamment (Electricité, Autres extractions, Autres industries etc.) contribueraient également à la performance du secteur.

63. Quant à la valeur ajoutée du secteur tertiaire, elle augmenterait de 6,9%, sous l'effet du bon comportement des branches « Commerce » (+9,8%), « Information et communication » (+6,3%), « Hébergement et restauration » (+6,0%). Les autres branches, notamment, (Services d'administration publique, Transport et entreposage, Service Financiers et assurances etc.) contribueraient également à la performance du secteur. La contribution du secteur tertiaire à la croissance du PIB réel serait de 2,3 points de pourcentage en moyenne sur la période 2027-2029. Son poids y compris les impôts nets sur les produits, devrait se situer moyenne autour de 39,7[2]% du PIB.

Figure 4 : Poids moyen des différents secteurs dans le PIB nominal, 2027-2029



Source : CPM-MME-DNPD, INSTAT, mars 2026.

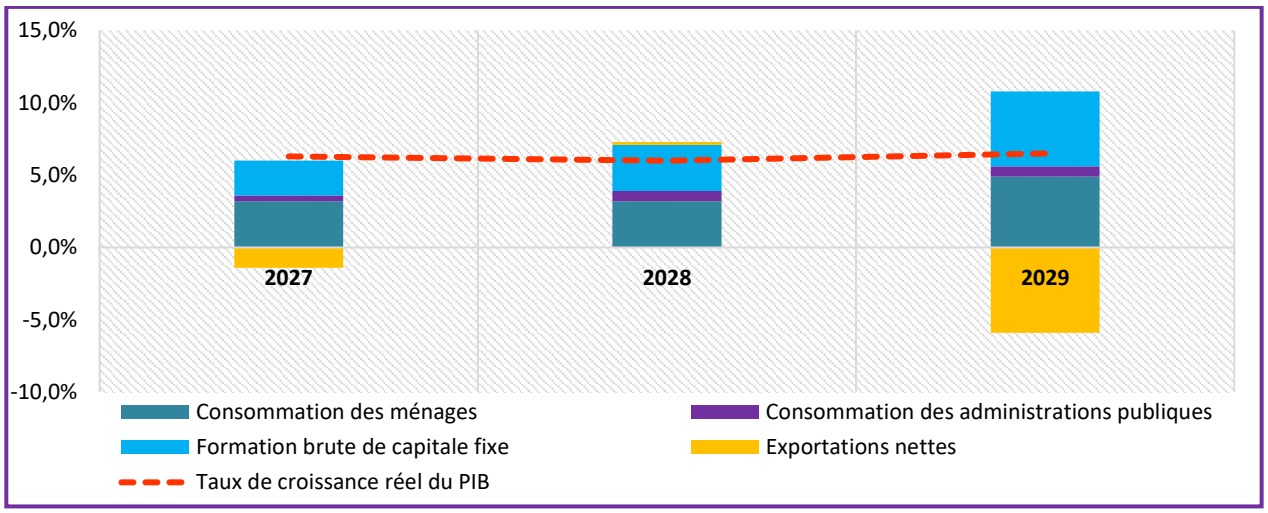
64. S'agissant des emplois, sur la période 2027-2029, la croissance serait portée par la consommation finale et les investissements. La consommation finale progresserait de 5,5% en moyenne, tirée par la consommation privée (+5,8%). La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) augmenterait de 14,9%, portée par la composante publique (+22,7%).

65. En ce qui concerne les échanges extérieurs, les exportations et les importations augmenteraient respectivement de 9,1% et de14,0% en moyenne sur la période 2027-2029.

66. Les contributions de la consommation finale, des investissements et des échanges extérieurs nets à la croissance du PIB sur la période de cadrage seraient, respectivement, de 4,3 points, 4,5 points et -2,4 points de pourcentage en moyenne.

[2] Le poids moyen du secteur tertiaire hors « Impôts nets sur produits » est de 32,6% du PIB

Figure 5 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et contribution de ses composantes, 2027-2029



Source : CPM-MME-DNPD, INSTAT, mars 2026.

67. L'inflation devrait s'établir en moyenne à 2,5% entre 2027 et 2029 contre 2,3% en 2025.

Tableau 3 : Evolution du taux de croissance des différents secteurs du PIB, 2026-2029

Secteurs	LFR 2026	2027	2028	2029	Moyenne annuelle 2027-2029
Secteur primaire	6,4%	2,9%	3,8%	7,8%	**4,8%**
Secteur secondaire	5,7%	11,0%	9,8%	-0,3%	**6,8%**
Secteur tertiaire	6,9%	5,2%	6,0%	9,4%	**6,9%**

Source : CPM-MME-DNPD INSTAT, mars 2026.

b) Les échanges extérieurs

Compte des transactions courantes

68. Le déficit de la balance des transactions courantes est projeté en moyenne à 768,3 milliards de FCFA (3,4% du PIB) sur la période 2027-2029, en détérioration de 3,7% par rapport à 2026. Cette évolution traduit essentiellement une dégradation des soldes de la balance des services et du revenu primaire qui enregistreraient, respectivement, 1 000,2 milliards de FCFA et 649,1 milliards de FCFA en moyenne sur la même période. En revanche, la balance commerciale devrait s'améliorer de 327,6 milliards de FCFA en moyenne, soit 1,5% du PIB, en lien avec l'augmentation des exportations sous l'effet du bon comportement des ventes de l'or non monétaire et du coton-fibre.

69. Quant aux exportations des biens et services, elles enregistreraient un montant total de 4 772,3 milliards de FCFA en 2027, 4 992,2 milliards de FCFA en 2028, puis 5 288,5 milliards de FCFA en 2029, soit une moyenne de 5 017,7 milliards de FCFA, correspondant à 22,3% du PIB entre 2027 et 2029.

70. S'agissant des importations des biens et services, elles sont projetées à 5 690,8 milliards de FCFA en moyenne (25,3% du PIB) sur la période 2027-2029, passant de 5 409,6 milliards de FCFA en 2027 à 5 689,7 milliards de FCFA en 2028 avant de s'établir à 5 973,2 milliards de FCFA en 2029.

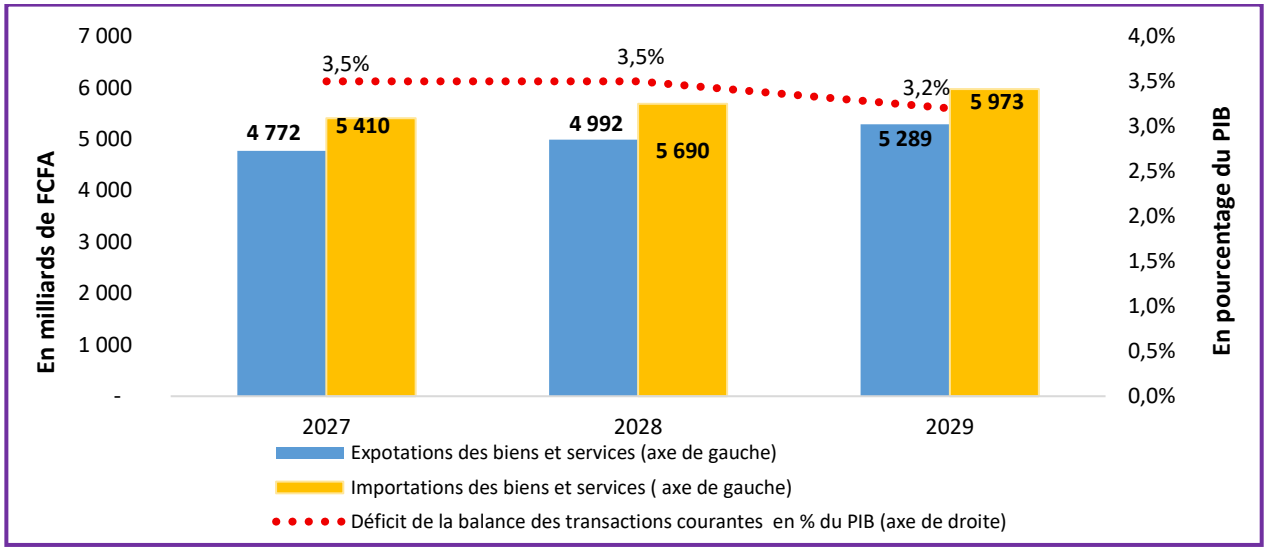
71. La balance des revenus secondaires enregistrerait une nette progression, passant de 514,5 milliards de FCFA en 2027 à 531,5 milliards de FCFA en 2028 avant d'atteindre 536,1 milliards de FCFA en 2029, soit une augmentation de 4,2% entre 2027 et 2029.

72. Le solde du compte de capital augmenterait de 3,5% entre 2027 et 2029, passant de 138,9 milliards de FCFA en 2027 à 141,1 milliards de FCFA en 2028, avant d'enregistrer 143,7 milliards de FCFA, soit une moyenne de 141,2 milliards de FCFA sur la période sous revue.

73. Le solde du compte financier (les flux nets entrants) serait de 756,4 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2027-2029, soit 3,4% du PIB, porté principalement par les investissements directs étrangers qui s'établiraient en moyenne à 586,1 milliards de FCFA sur la même période. Quant aux investissements de portefeuille, ils s'établiraient en moyenne à 270,3 milliards de FCFA sur la période 2027-2029.

74. Compte tenu de toutes ces évolutions, les transactions financières et non financières entre le Mali et le reste du monde se traduiraient par un solde global excédentaire de la balance des paiements de 129,3 milliards de FCFA sur la période de cadrage.

Figure 6 : Evolution de quelques agrégats de la balance des paiements (en milliards de FCFA), 2027-2029



Source : BCEAO, mars 2026

c) La monnaie et le crédit

Actifs extérieurs nets

75. Les actifs extérieurs nets (AEN) passeraient de 524,6 milliards de FCFA en 2027, à 632,4 milliards de FCFA en 2028, avant de s'établir à 819,9 milliards de FCFA en 2029, soit une moyenne de 659,0 milliards de FCFA sur la période 2027-2029. Ils sont tirés essentiellement par les avoirs en monnaies étrangères des banques commerciales qui enregistreraient en moyenne à 484,8 milliards de FCFA sur la même période.

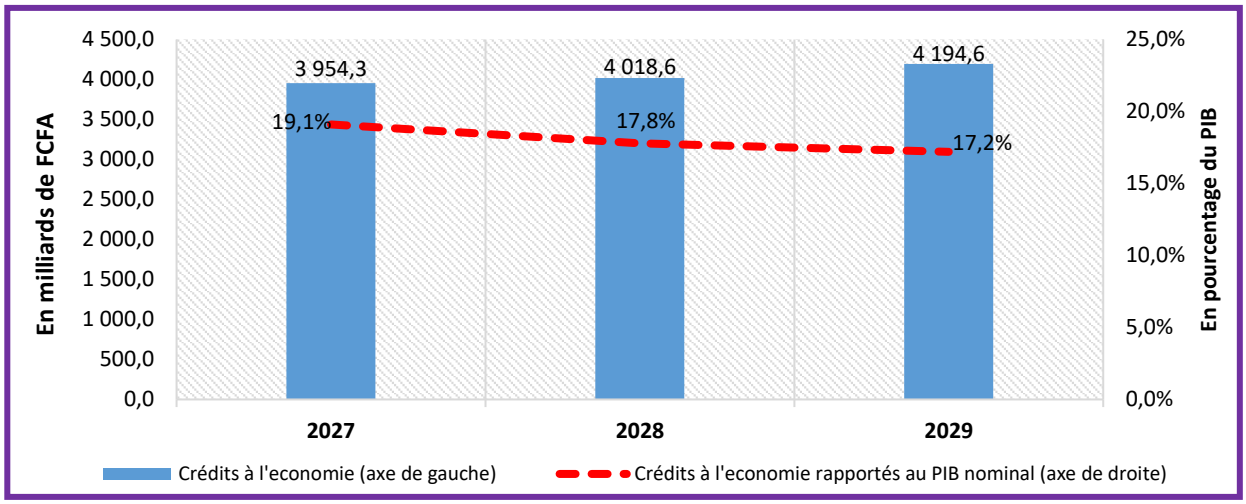
Créances nettes sur l'Etat

76. Les créances nettes sur l'Etat devraient connaître une dégradation sur toute la période du cadrage, passant de 3 081,3 milliards de FCFA en 2027 à 3 570,1 milliards de FCFA en 2028 et 4 207,7 milliards de FCFA en 2029, soit une moyenne de 3 619,7 milliards de FCFA. Cette évolution résulterait essentiellement d'un accroissement des concours des banques commerciales, au regard du besoin de financement de l'Etat pour faire face à la réalisation des infrastructures de développement et au défi sécuritaire, entre autres.

Créances sur l'économie

77. Les crédits à l'économie se caractériseraient par une augmentation de 240,2 milliards de FCFA (+6,1%) sur la période de cadrage, en s'établissant à 4 055,8 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2027-2029. Ces crédits seraient essentiellement octroyés à des opérateurs exerçant dans les secteurs de l'agriculture, des télécommunications, de l'industrie, des mines et du commerce général en vue de soutenir l'activité économique. Ils représenteraient en moyenne 18,1% du PIB nominal sur la période 2027-2029.

Figure 7 : Evolution des crédits à l'économie (en milliards de FCFA), 2027-2029

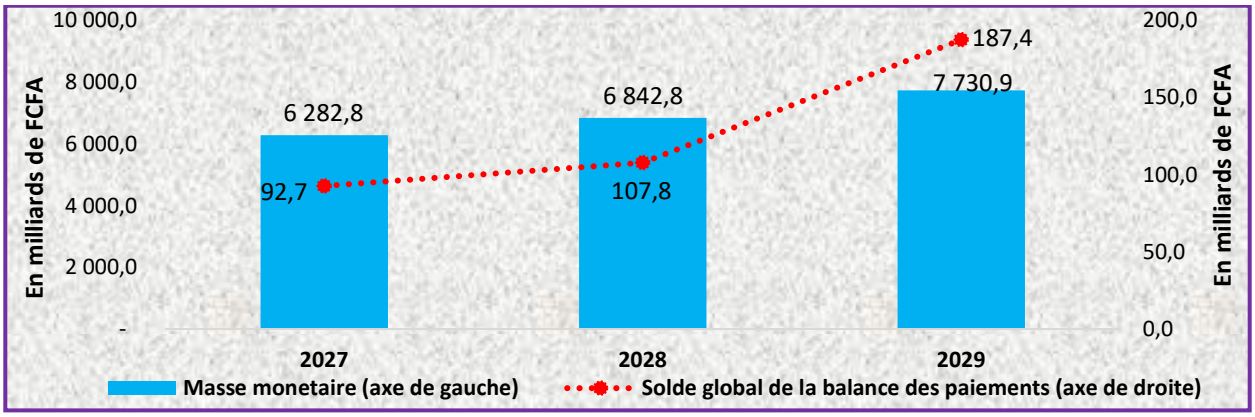


Source : BCEAO, mars 2026

Masse monétaire

78. En reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) ressortirait en hausse de 1 448,1 milliards de FCFA en passant de 6 282,8 milliards de FCFA en 2027 à 7 730,9 milliards de FCFA en 2029. Cet accroissement de la liquidité globale se traduirait à la fois par une hausse des dépôts en banques et de la circulation fiduciaire qui afficheraient, respectivement, 1 292,1 milliards de FCFA et 5 660,0 milliards de FCFA en moyenne sur la même période. Sur la période 2027-2029, la masse monétaire représenterait en moyenne 30,8% du PIB.

Figure 8 : Evolution du solde global de la balance des paiements et de la masse monétaire (en milliards de FCFA), 2027-2029



Source : BCEAO, mars 2026

1.3.3. Objectifs de la politique budgétaire

79. Le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre d'une politique budgétaire ambitieuse, soutenable et propice à une croissance économique solide et inclusive tout en veillant à atteindre, à moyen terme, les normes définies par les critères de convergence communautaire de l'UEMOA.

80. La politique budgétaire vise à maintenir un solde budgétaire global compatible avec la viabilité de la dette publique au Mali. Sur la période 2027-2029, le solde budgétaire global (dons inclus) devrait rester conforme à la norme communautaire de l'UEMOA fixé à -3,0%.

81. Ces objectifs de déficit budgétaire tiennent compte des engagements du Gouvernement de Transition, notamment, dans le cadre du renforcement des acquis en matière de défense et de sécurité et de l'amélioration des infrastructures socioéconomiques de base pour des meilleures conditions de vie des populations.

82. Durant la période de cadrage, le Gouvernement poursuivra ses efforts de mobilisation accrue des ressources internes en vue de réaliser l'objectif de taux de pression fiscale de 16,6% du PIB en moyenne sur la période. Une attention particulière sera aussi accordée à la poursuite de la maîtrise des dépenses courantes en vue de créer un espace budgétaire pour financer les investissements structurants et propices à la croissance.

Tableau 4: Projection de quelques agrégats budgétaires 2026-2029

Libellés	2026 LFR	2027 Proj.	2028 Proj.	2029 Proj.	Moyenne 2027-2029
Solde global dons inclus (%PIB)	-2,9	-2,4	-2,4	-2,2	-2,3
Solde global dons exclus (%PIB)	-3,1	-2,8	-2,7	-2,5	-2,7
Taux de pression fiscale (en % du PIB)	14,3	15,8	16,8	17,3	16,6
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	41,2	38,8	37,3	36,9	37,7

Source : CPM, août 2026

83. Les objectifs budgétaires ci-dessus seront sous-tendus à moyen terme par les activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre des Réformes de la Gestion des Finances Publiques au Mali qui visent à améliorer, entre autres, la collecte des recettes, la préparation et l'exécution budgétaire ainsi que l'efficacité de la dépense publique.

84. Il s'agira notamment de poursuivre les réformes dans le cadre de la rationalisation des exonérations et l'amélioration du cadre institutionnel, législatif et réglementaire à la mise en œuvre des différents textes (mines, investissements, impôts, douanes, pétrole, promotion immobilière, etc.). Le Gouvernement continuera également à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les différentes évaluations (PEFA, Budget-programmes) ainsi que par les missions d'assistance technique du FMI (PIMA, risques budgétaires).

1.3.4. Orientations prioritaires de la politique budgétaire

85. Les orientations prioritaires pour l'allocation budgétaire seront basées entre autres sur les priorités du Gouvernement retenues dans la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033) qui a intégré les actions issues du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) ainsi que son plan d'actions 2022-2026.

86. Pour rappel, la SNEDD 2024-2033 constitue la première phase décennale du nouveau document cadre de développement à long terme, la vision « **Mali kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma** » et vise à transformer le Mali en un pays émergent à l'horizon 2063. Elle vise également à renforcer et protéger l'agenda des réformes structurelles contenues dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031). Elle est adossée à un scénario du renouveau pour le Mali dont la Vision à l'horizon 2063 est libellée comme suit : **« le Mali, une nation souveraine et unie, bien gouvernée et sécurisée, avec une économie forte et avancée, un haut niveau de développement humain, et un environnement durablement préservé ».** Conformément à cette vision, la SNEDD 2024-2033 a été bâtie autour de cinq (05) axes stratégiques, 13 objectifs globaux et 38 objectifs spécifiques dont la mise en œuvre permettra d'atteindre son objectif général

« la Refondation de l'Etat et la transformation structurelle de l'économie ». Les cinq axes stratégiques sont les suivants :

- **Axe stratégique 1** : Renforcement de la Souveraineté et Consolidation de la Paix et de la Sécurité ;
- **Axe stratégique 2** : Refondation de la gouvernance ;
- **Axe stratégique 3** : Transformation structurelle de l'économie et croissance ;
- **Axe stratégique 4** : Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients ;
- **Axe stratégique 5** : Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences.

II. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

2.1 Revue budgétaire 2023-2025[3]

87. La conduite de la politique budgétaire sur la période 2023-2025 s'est opérée dans un environnement marqué par la persistance de la crise sécuritaire, les incertitudes géopolitiques internationales, ainsi que les effets différés des sanctions économiques et financières imposées au Mali en 2022. Toutefois, la levée progressive de ces contraintes, combinée aux efforts de redressement macroéconomique et de consolidation de la souveraineté économique, a permis une amélioration notable des équilibres budgétaires. Dans ce contexte, le déficit budgétaire global (dons inclus) a suivi une trajectoire d'assainissement, passant de 3,3% du PIB en 2023 à 1,6% en 2025, soit une moyenne de 2,3%[4] sur la période. Cette évolution traduit la volonté des autorités de concilier soutien à l'activité économique et respect des engagements communautaires en matière de discipline budgétaire.

88. En matière de mobilisation des ressources, les performances des structures de recettes se sont consolidées sur la période, soutenues par les réformes engagées en matière d'administration fiscale et douanière, notamment la digitalisation des procédures, le renforcement du contrôle fiscal et la rationalisation des exonérations. Les performances enregistrées en matière de mobilisation des recettes fiscales témoignent de l'efficacité des réformes engagées par les autorités. Sur la période 2023-2025, le taux de pression fiscale est ressorti en moyenne à 13,3% du PIB, traduisant une amélioration par rapport à la moyenne de 12,6% observée sur la période 2022-2024, bien qu'il demeure en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 20%. Par ailleurs, la masse salariale s'inscrit dans une trajectoire de maîtrise progressive, avec un ratio moyen de 45,2% des recettes fiscales, en baisse continue passant de 50,0% en 2023 à 44,1% en 2024, puis à 41,6% en 2025. Au-delà de ces évolutions, le Mali a poursuivi une gestion prudente des dépenses, qui a permis de contenir les dépenses totales à 17,8% du PIB en moyenne sur la période.

Tableau 5 : Evolution de quelques agrégats budgétaires 2023-2025[5]

Libellés	2023		2024		2025		Moyenne 2023-2025	
	Prév.	Réal.	Prév	Réal.	Prév	Réal.	Prév.	Réal.
Solde global dons inclus, (%PIB)	-5,0	-3,3	-4,4	-2,1	-3,5	-1,6	**-4,3**	**-2,3**
Solde global dons exclus, (%PIB)	-5,6	-3,7	-5	-2,2	-4,1	-1,7	**-4,9**	**-2,5**
Recettes fiscales (%PIB)	15,1	12,5	14,8	13,5	16,2	14,0	**15,4**	**13,3**
Dépenses totales et prêts nets (%PIB)	27,2	18,0	25,6	17,9	26,3	21,0	**26,4**	**19,0**
Masse salariale (% recettes fiscales)	51,8	49,6	51,1	44,1	45,4	41,6	**49,4**	**45,1**

Source : DGTCP, nos calculs, mars 2026

2.1.1. Evolution des recettes budgétaires 2023-2025

89. L'évolution des ressources de l'État sur la période 2023-2025 traduit les efforts soutenus des autorités et des administrations financières en matière de mobilisation des recettes, dans un contexte socio-économique et sécuritaire exigeant. Les recettes[6], y compris les dons, sont passées de 2 198,3 milliards de FCFA en 2023 à 2 444,6 milliards de FCFA en 2024, puis à 3 375,8 milliards de FCFA en 2025, soit une progression cumulée de 1 177,5 milliards de FCFA correspondant à taux de 23,92% sur la période. Cette dynamique a été soutenue par la reprise de l'activité économique, l'amélioration du rendement des régies financières ainsi que les

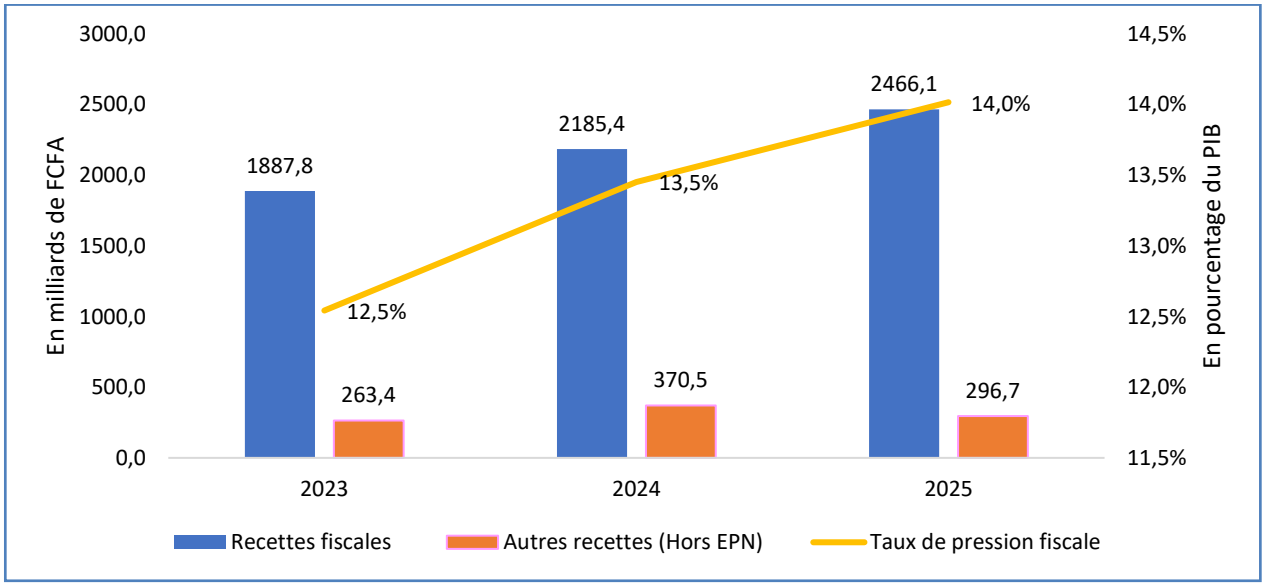
[3] *Les ratios et indicateurs budgétaires ont été calculés sur la base du PIB nominal issu du SCN 2008.*
[4] En dessous du seuil communautaire de 3%.
[5] *Les ratios et indicateurs budgétaires ont été calculés sur la base du PIB nominal issu du SCN 2008.*
[6] Ce montant n'intègre pas les recettes des EPN estimés à 631,8 milliards de FCFA.

recettes exceptionnelles issues des négociations engagées avec certaines sociétés minières à la suite des audits réalisés dans le secteur extractif.

90. Les recettes budgétaires hors dons ont également enregistré une hausse soutenue, passant de 2 013,6 milliards de FCFA en 2023 à 2 412,9 milliards de FCFA en 2024, puis à 2 689,7 milliards de FCFA en 2025 correspondant à une progression de 33,6% sur la période. Les recettes fiscales, principale composante des ressources internes, se sont accrues de 1 901,7 milliards de FCFA en 2023 à 2 185,4 milliards de FCFA en 2024, puis à 2 466,1 milliards de FCFA en 2025, soit une hausse globale de 29,7%. Cette performance reflète les réformes engagées en matière d'élargissement de l'assiette fiscale, de rationalisation des exonérations, de digitalisation des procédures et de renforcement du contrôle fiscal. Elle s'est traduite par une amélioration du taux de pression fiscale, ressorti en moyenne à 13,3% du PIB sur la période 2023-2025, contre 12,6% sur la période 2022-2024, tout en demeurant en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 20%.

91. S'agissant des dons, leur évolution met en évidence une tendance baissière sur la période sous revue, traduisant la reconfiguration de la coopération internationale et la priorité accordée à la mobilisation des ressources internes. Après un niveau de 45,6 milliards de FCFA en 2023, les dons se sont établis à 19,6 milliards de FCFA en 2024, puis à 13,4 milliards de FCFA en 2025, soit une moyenne de 26,2 milliards de FCFA sur la période. Ces ressources proviennent principalement des organisations internationales, tandis que les contributions bilatérales demeurent limitées. Cette évolution confirme l'orientation des autorités en faveur d'un financement du budget par les ressources nationales.

Figure 9: Evolution des recettes fiscales et du taux de pression fiscale, 2023-2025



Source : DGTCP, nos calculs, mars 2026

Tableau 6 : Evolution des recettes et dons selon la présentation du TOFE (en milliards) 2023-2025

Rubriques	2023			2024			2025			Taux crois annuel moy. 23-25
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
RECETTES, DONS	**2306,7**	**2198,3**	**95,3%**	**2389,9**	**2444,60**	**107,00%**	**3 256,00**	**3 375,80**	**103,68%**	**23,92%**
Recettes totales	**2214,9**	**2152,7**	**97,2%**	**2303,6**	**2425,00**	**110,00%**	**3 180,90**	**3 362,34**	**105,70%**	**24,98%**
Recettes budgétaires	**2022,3**	**2013,6**	**99,6%**	**2181,1**	**2 412,9**	**111,0%**	**2 453,10**	**2 689,69**	**109,64%**	**15,58%**
Recettes fiscales	**1889,3**	**1901,7**	**100,7%**	**2063,6**	**2 185,4**	**106,0%**	**2 328,30**	**2 466,10**	**105,92%**	**13,88%**
Impôts directs	774,1	723,2	93,4%	831,9	797,4	96,0%	854,2	830,3	97,20%	7,15%
Impôts indirects	1115,3	1178,6	105,7%	1231,7	1 387,8	113,0%	1 578,40	1 714,90	108,65%	20,62%
TVA	665,3	605,8	91,1%	621,8	681,2	110,0%	719	682,4	94,91%	6,13%
TVA intérieure	224,3	198,2	88,4%	241,8	273,4	113,0%	268,7	246	91,55%	11,41%
TVA sur importations	440,9	407,6	92,5%	380	407,7	107,0%	450,2	436,4	96,93%	3,47%
Taxe Intérieure sur produits pétroliers	17,7	132,4	748,0%	155,5	172,4	111,0%	188,6	192,2	101,91%	20,48%
Taxes sur importations (DD et taxes)	262,7	218,4	83,1%	259,5	303,7	117,0%	237,2	287,2	121,08%	14,67%
Autres droits et taxes	275,6	353,3	128,3%	300,8	371,2	123,0%	433,7	553,2	127,55%	25,13%
Recettes non fiscales	**132,9**	**110,1**	**84,1%**	**117,5**	**226,8**	**194,0%**	**111,4**	**223,1**	**200,27%**	**42,35%**
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	**192,6**	**139,1**	**72,2%**	**122,5**	**12,1**	**9,9%**	**122,6**	**74,1**	**60,44%**	**-27,01%**
Dons	**91,8**	**45,6**	**49,7%**	**86,3**	**19,6**	**23,0%**	**75,1**	**13,4**	**17,84%**	**-45,79%**
Projets	75,0	33,1	44,1%	75	19,6	26,0%	75	13,4	17,87%	-36,37%
Budgétaires (ABG)	1,8	4,5	250,0%	3,8	0	0,0%	0	0	-	-100,0%
Appui budgétaire (ABS)	15,1	8,0	53,0%	7,6	0	0,0%	0,1	0	0,00%	-100,0%

Source : DGTCP, nos calculs, mars 2026

2.1.2 Evolution des dépenses 2023-2025

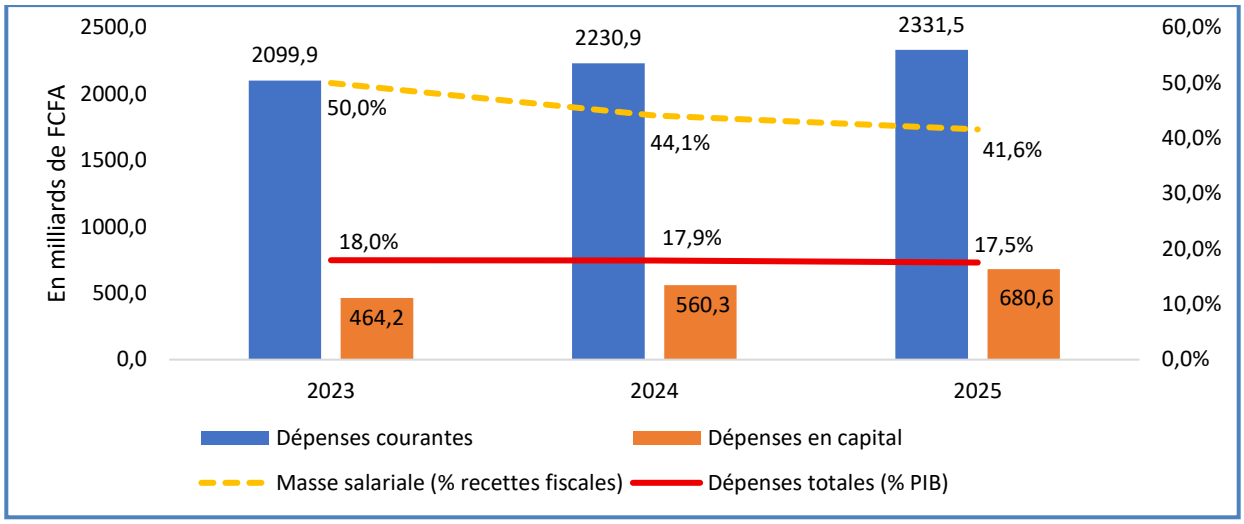
92. L'exécution des dépenses budgétaires traduit une dynamique de maîtrise globale, malgré un environnement marqué par des contraintes sécuritaires et des besoins accrus d'investissement. Les dépenses totales, hors établissements publics nationaux, sont passées de 2 699,3 milliards de FCFA en 2023 à 3 653 milliards de FCFA en 2025 soit une croissance moyenne annuelle d'environ 2,78%. Rapportées au PIB, elles s'inscrivent dans une trajectoire globalement stable, autour de 17,8% en moyenne, traduisant les efforts de discipline budgétaire dans un contexte de consolidation macroéconomique.

93. Les dépenses courantes demeurent prépondérantes, bien qu'inscrites dans une logique de rationalisation. Elles sont passées de 2 098,9 milliards de FCFA en 2023 à 2 331,5 milliards de FCFA en 2025, avec un ratio rapporté au PIB en légère baisse (14,0% en 2023 à 13,3% en 2025). Cette évolution reflète les efforts de maîtrise des charges de fonctionnement, malgré la pression exercée par les dépenses de sécurité, les charges d'intérêts sur la dette publique et les dépenses liées au fonctionnement des nouvelles entités administratives. Par ailleurs, la baisse relative du ratio des dépenses courantes dans les dépenses budgétaires entre 2023 et 2025 (de 81,9% à 77,4%) traduit une amélioration de la qualité de la dépense publique.

94. En parallèle, les dépenses en capital ont connu une progression continue, traduisant l'orientation stratégique du budget en faveur de l'investissement. Elles sont passées de 466,7 milliards de FCFA en 2023 à 680,6 milliards de FCFA en 2025, soit une augmentation de 213,9 milliards de FCFA, correspondant à une croissance annuelle moyenne de 8,9%. Leur poids dans le PIB s'est renforcé (de 3,1% en 2023 à 3,9% en 2025), reflétant les efforts soutenus de l'État en matière de financement des infrastructures économiques et sociales, ainsi que le renforcement des capacités des Forces Armées et de Sécurité. Cette dynamique est également illustrée par l'amélioration du ratio investissement/recettes fiscales, passé de 18,7% en 2023 à 25,0% en 2025.

95. Globalement, l'évolution des dépenses publiques sur la période 2023-2025 met en évidence un rééquilibrage progressif en faveur des dépenses d'investissement, conjugué à une meilleure maîtrise des dépenses courantes. Cette orientation traduit la volonté des autorités de renforcer l'efficacité de la dépense publique, de soutenir la croissance économique à moyen terme et de maintenir la soutenabilité budgétaire, en cohérence avec les objectifs de convergence de l'UEMOA.

Figure 10 : Evolution de l'exécution des dépenses, 2023-2025



Source : DGTCP, nos calculs, mars 2026

Tableau 7 : Evolution des dépenses en milliards de FCFA 2023-2025 (présentation TOFE)

Rubriques	2023			2024			2025			Taux crois annuel Moy. 23-25
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
Dépenses totales, Prêts nets	2938,2	2 699,3	91,9%	2 999,0	2 801,1	93,4%	3 763,1	3 653,0	97,07%	**2,78%**
Dépenses budgétaires	2750,5	2 565,5	93,3%	2 880,0	2 791,3	97,0%	3 039,0	3 012,1	99,11%	**3,07%**
Dépenses courantes	2179,8	2 098,9	96,3%	2 193,8	2 230,9	102,0%	2 336,7	2 331,5	99,78%	**1,79%**
Personnel	993,5	943,3	95,0%	1 055,0	963,2	91,0%	1 056,1	1 025,6	97,11%	**1,11%**
Biens et Services	627,4	623,7	99,4%	501,3	696,8	139,0%	628,0	694,0	110,51%	**5,44%**
Transferts et subventions	359,0	331,3	92,3%	414,5	343,1	83,0%	438,1	341,0	77,84%	**-8,17%**
Intérêts dûs	199,9	200,6	100,4%	223,0	227,7	102,0%	214,5	270,8	126,25%	**12,14%**
Dette intérieure	166,2	172,8	104,0%	183,3	195,5	107,0%	173,3	230,2	132,83%	**13,02%**
Dette extérieure	33,7	27,8	82,5%	39,8	32,2	81,0%	41,2	40,6	98,54%	**9,29%**
Dépenses en capital	570,7	466,7	81,8%	686,1	560,3	82,0%	702,2	680,6	96,92%	**8,85%**
Financement extérieur	180,1	113,3	62,9%	172,6	53,2	31,0%	165,1	63,2	38,28%	**-21,99%**
Financement domestique	390,7	353,3	90,4%	513,6	507,2	99,0%	537,6	617,3	114,83%	**12,70%**
Dépenses CST et budgets annexes	192,6	139,1	72,2%	122,5	12,1	99,92%	122,6	74,1	60,44%	**-8,51%**
Prêts nets	**-5,0**	**-5,4**	**108,0%**	**-3,9**	**-2,3**	**59,00%**	**-3,7**	**-1,5**	40,54%	**-38,73%**

Source : DGTCP, nos calculs, mars 2026

2.1.3 Evolution des moyens de financement du déficit

96. Sur la période 2023-2025, le financement du déficit budgétaire s'est caractérisé par une prédominance des ressources intérieures. Le financement net s'est établi à 354,4 milliards de FCFA en 2023, 284,4 milliards de

FCFA en 2024 et 462 milliards de FCFA en 2025, soit un cumul de 1 100,8 milliards de FCFA. Le financement intérieur net constitue la principale source de couverture du déficit, avec un montant cumulé de 1 194,6 milliards de FCFA sur la période, porté par les émissions de titres publics sur le marché régional. Le financement extérieur net ressort négatif sur les 3 années (-93,8 milliards de FCFA), en raison d'un niveau d'amortissement de la dette supérieur aux nouveaux tirages, exclusivement orientés vers les projets. Cette structure traduit un recentrage du financement du déficit sur les ressources internes, renforçant la souveraineté budgétaire, mais impliquant une vigilance accrue quant aux conditions de financement et à la soutenabilité de la dette à moyen terme.

Tableau 8 : Financement du déficit (en milliards de FCFA) 2023-2025

Rubriques	2023	2024	2025	Total 2023-2025
FINANCEMENT	**354,4**	**284,4**	**462**	**1 100,80**
Financement extérieur (net)	**18,8**	**-22,8**	**-89,8**	**-93,80**
Emprunts	**72,9**	**27**	**49,7**	**149,60**
Projets	72,9	27	49,7	149,60
Prêts budgétaires	0	0	0	0,00
Amortissement	-89,4	-98,3	-144,9	-332,60
Annulation de la dette (PPTE)	5,2	5,5	5,3	16,00
Variation d'arriérés (principal)	30,1	42,9	0	73,00
Financement intérieur (net)	**335,6**	**307,2**	**551,8**	**1 194,60**

Source : DGTCP, nos calculs, mars 2026

2.2 Situation de la dette en fin 2025

97. L'encours de la dette publique s'inscrit dans une trajectoire haussière sur la période, passant de 6 586,8 milliards de FCFA en 2023 à 6 809,3 milliards de FCFA en 2024, puis à 7 307,7 milliards de FCFA en 2025, soit une progression cumulée de 720,9 milliards de FCFA. Cette évolution est essentiellement imputable à la dynamique de la dette intérieure, qui augmente de manière soutenue pour atteindre 3 834,7 milliards de FCFA en 2025, tandis que la dette extérieure suit une tendance baissière, traduisant un recours accru aux financements domestiques.

98. Le service de la dette a connu une hausse continue sur la période, passant de 915,3 milliards de FCFA en 2023 à 952,5 milliards de FCFA en 2024, puis à 1 132,4 milliards de FCFA en 2025, soit une augmentation de 23,7% sur la période. Cette progression est principalement portée par la dette intérieure, dont le service atteint 909,4 milliards de FCFA en 2025, reflétant le poids croissant du financement domestique.

99. Les remboursements du principal et les paiements d'intérêts ont également enregistré une hausse. Les remboursements de principal sont passés de 733,2 milliards de FCFA en 2023 à 862,0 milliards de FCFA en 2025, tandis que les paiements d'intérêts et commissions ont fortement augmenté, atteignant 270,4 milliards de FCFA en 2025, en lien avec le renchérissement des conditions de financement sur le marché intérieur.

Tableau 9 : Situation de la dette publique entre 2023 et 2025 (en milliards de FCFA)

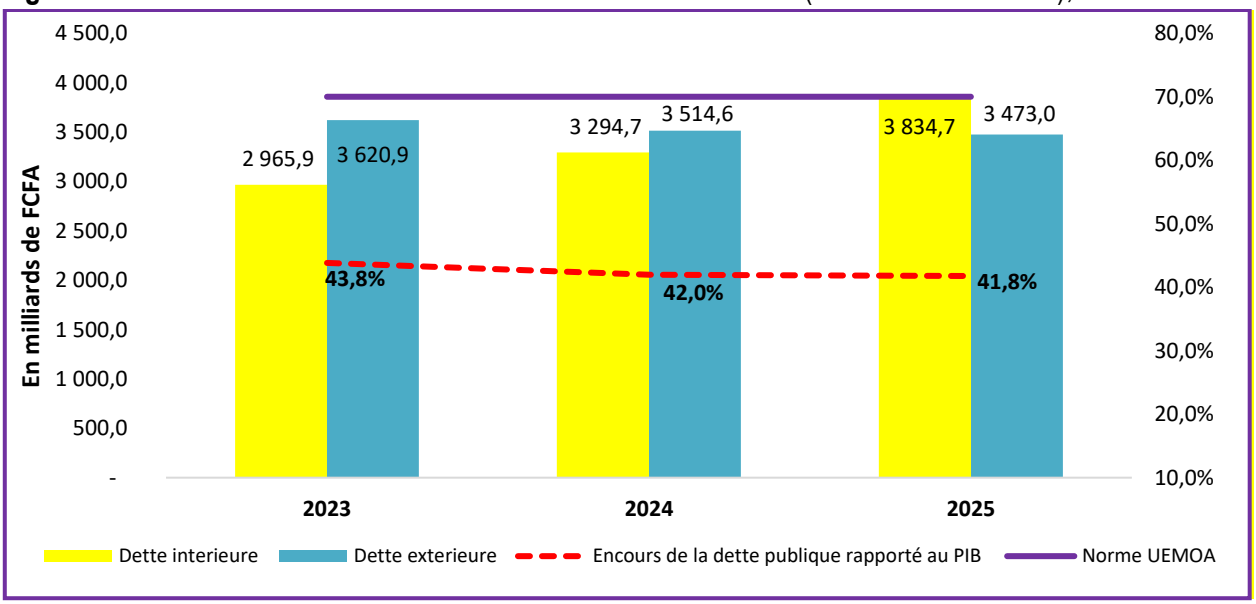
	2023	2024	2025
Total de l'encours	**6 586,8**	**6 809,3**	**7 307,7**
Dette extérieure**	3 620,9	3 514,6	3 473,0
Dette intérieure	2 965,9	3 294,7	3 834,7
Total des tirages	**1 085,6**	**1 000,9**	**1 315,7**
Dette extérieure	72,9	25,3	122,7
Dette intérieure	1 012,7	975,6	1 193,0
Total du service de la dette *	**915,3**	**952,5**	**1 132,4**
Dette extérieure	149,1	165,2	223,0
Dette intérieure	766,2	787,3	909,4
Total des remboursements de principal	**733,2**	**744,1**	**862,0**
Dette extérieure	120,1	125,1	182,8
Dette intérieure	613,1	619,0	679,2
Total des paiements d'intérêts et de commissions	**182,1**	**208,4**	**270,4**
Dette extérieure	29,0	40,1	40,2
Dette intérieure	153,1	168,3	230,2

Source : DGDP, mars 2026

NB : **Dette extérieure y comprise celle due au FMI ;

***Service effectivement payé ou Service payé hors allègements PPTE.

Figure 11 : Evolution de l'encours des dettes intérieure et extérieure (en milliards de FCFA), 2023-2025



Source : DGDP, mars 2026

100. Entre 2023 et 2025, le niveau de la dette publique rapporté au PIB nominal est demeuré globalement maîtrisé, en dépit de la hausse de l'encours. Le ratio dette/PIB se maintient à un niveau soutenable, passant de 43,8% en 2023 à 41,8% en 2025, et inférieur à la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70% du PIB. Cette évolution traduit la solidité relative des fondamentaux macroéconomiques et les efforts de consolidation budgétaire engagés par les autorités. Elle est également cohérente avec les conclusions récentes de l'analyse de viabilité de la dette, réalisée en 2025, qui classent le Mali parmi les pays à risque de surendettement modéré.

2.3 Analyse des projections budgétaires 2027-2029

101. L'analyse des projections budgétaires est effectuée sur la base de la présentation du Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), conformément au Manuel de Statistiques des Finances Publiques 2014. Elle repose sur les hypothèses macroéconomiques retenues pour le cadrage 2027-2029 ainsi que sur les prévisions de la Loi de Finances Rectificative 2026.

2.3.1 Analyse de la projection des recettes 2027-2029

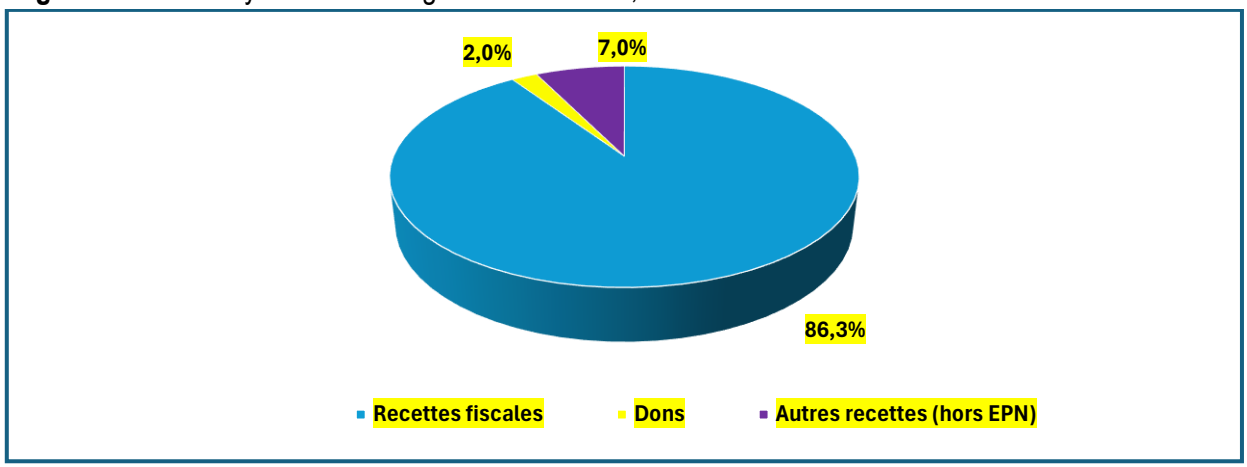
102. Les recettes (hors EPN), y compris les dons, sont projetées en hausse sur la période 2027-2029. Elles passeraient de 3 213,8 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2026 à 3 782,8 milliards de FCFA en 2027, 4 280,2 milliards de FCFA en 2028 et 4 720,1 milliards de FCFA en 2029, soit un taux de croissance annuel moyen de 11,7 % contre 23,9% sur la 2023-2025. Cette dynamique reflète la consolidation de l'activité économique, l'amélioration de l'administration des recettes.

Tableau 10 : Projection des recettes (en milliards de FCFA) 2026-2029

Rubriques	2026 LFR	2027 LFI	2028 Proj.	2029 Proj.	Taux crois annuel. moyen 2027-2029
RECETTES TOTALES (hors EPN)	**3 213,8**	**3 867,8**	**4 365,6**	**4 805,9**	**11,5%**
Recettes fiscales	**2 752,4**	**3 255,9**	**3 788,9**	**4 222,1**	**13,9%**
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	838,9	928,1	1 091,5	1 267,0	16,8%
Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	23,6	25,7	31,6	39,0	23,1%
Impôts sur le patrimoine	2,9	3,5	4,2	5,3	23,1%
Impôts sur les biens et services	1 228,7	1 368,4	1 600,5	1 753,8	13,2%
Impôts sur commerce extérieur et transactions internationales	226,5	263,3	349,5	365,5	17,8%
Autres recettes fiscales	431,7	666,9	711,6	791,4	8,9%
Fonds de Soutien (FSPIBDS)	**100,0**	**146,1**	**100,0**	**100,0**	**-17,3%**
Contribution du PMCI	**15,0**	**10,0**	**15,0**	**15,0**	**22,5%**
Dons	**77,0**	**75,0**	**75,0**	**75,0**	**0,0%**
Autres Recettes	**980,9**	**1120,1**	**1163,6**	**1209,6**	**3,9%**
Autres Recettes (hors EPN)	**269,4**	**380,3**	**386,7**	**393,9**	**1,8%**
Revenu de la propriété	**122,0**	**35,5**	**39,1**	**43,4**	**10,5%**
Ventes de biens et services	**857,5**	**1083,1**	**1122,9**	**1164,6**	**4,0%**
Dont EPN	711,4	739,9	776,9	815,7	5,0%
Amendes, pénalité et confiscations	**1,4**	**1,5**	**1,5**	**1,6**	**3,4%**

Source : CPM, nos calculs août 2026

Figure 12 : Part moyenne des catégories de recettes, 2027-2029



Source : CPM, nos calculs août 2026

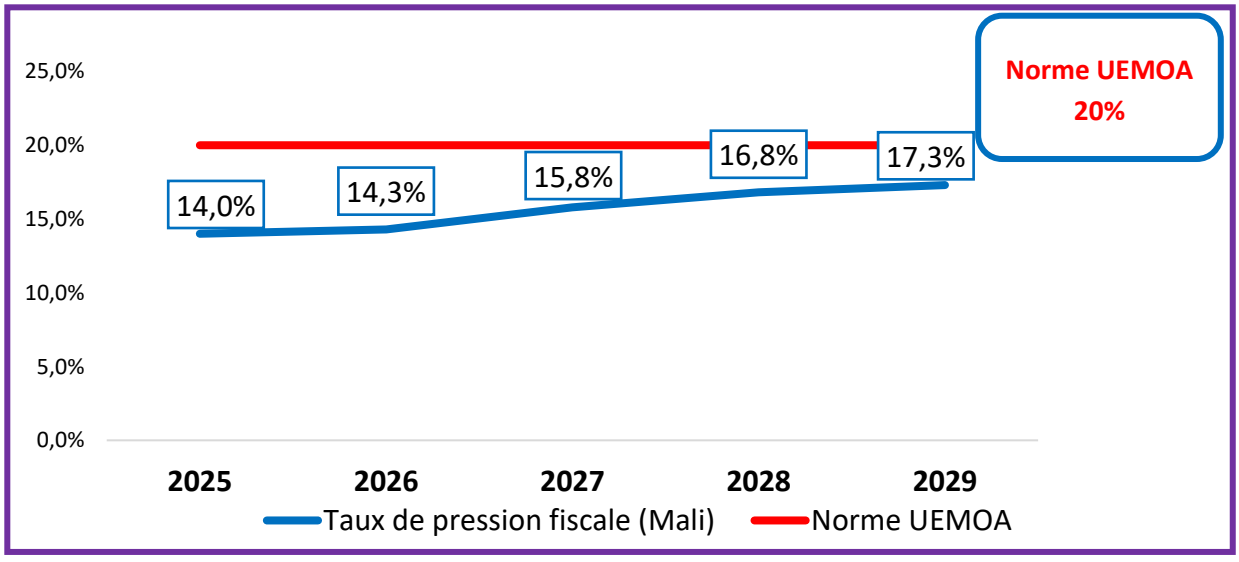
a. Projections par nature de recettes

❖ Recettes fiscales

103. Les recettes fiscales progresseraient de 3 782,8 milliards de FCFA en 2027 à 4 222,1 milliards de FCFA en 2029, soit une croissance annuelle moyenne de 13,9% imprimant le même rythme qu'en 2023-2025. Cette performance serait portée principalement par les impôts sur les salaires et la main d'œuvre (+23,1%), les impôts sur le patrimoine (+23,1%) ainsi que les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales (+17,8%). Elle traduirait les effets attendus de l'élargissement de l'assiette fiscale, de la rationalisation des exonérations, de la digitalisation des procédures et du renforcement du contrôle fiscal.

104. En cohérence avec cette évolution, le taux de pression fiscale poursuivrait sa progression, passant de 15,8% du PIB en 2027 à 16,8% en 2028, puis 17,3% en 2029, contre 14,3% dans la loi de finances rectificative 2026. Bien qu'inférieur à la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 20%, ce profil traduit un effort soutenu de mobilisation des recettes domestiques et un renforcement progressif de la soutenabilité budgétaire.

Figure 13 : Evolution du taux de pression fiscale 2025-2029



Source : CPM, nos calculs août 2026

❖ **Les dons**

105. Les dons demeureraient stables sur la période, à 75 milliards de FCFA par an entre 2027 et 2029, après 77 milliards de FCFA en 2026. Leur faible poids dans le total des ressources confirme l'orientation des autorités en faveur d'un financement du budget reposant prioritairement sur les ressources nationales.

❖ **Les autres recettes (Hors EPN)**

106. Les autres recettes (hors EPN), composées principalement du revenu de la propriété, des ventes de biens et services ainsi que des amendes, pénalités et confiscations, passeraient de 380,3 milliards de FCFA en 2027 à 393,9 milliards de FCFA en 2029, soit une croissance annuelle moyenne de 1,8% sur la période 2027-2029. Elles représenteraient en moyenne près de 7% des recettes totales (hors EPN) sur la période, contribuant ainsi à la diversification progressive des sources de financement de l'État.

b. Les mesures pour augmenter les recettes budgétaires

107. En vue d'atteindre les objectifs de mobilisation des recettes budgétaires, le Gouvernement mettra l'accent sur la poursuite des réformes pour l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale et des douanes avec comme objectif l'augmentation durable des recettes de l'Etat, à travers :

- l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la fiscalisation des nouvelles économies ;
- l'accélération du processus d'adoption des textes relatifs à la taxation des propriétés foncières, bâties et non bâties ;
- la poursuite des mesures de rationalisation et de modernisation de la législation fiscale ;
- la poursuite du déploiement de la téléprocédure (Télédéclaration, télépaiement, E-quitus, etc.) ;
- le renforcement du contrôle multidisciplinaire à travers le recoupement d'informations entre les administrations ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la loi déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières au Mali à travers, notamment, le toilettage de l'annexe au Code Général des Impôts (CGI) ;
- la maîtrise de l'érosion des recettes fiscales sur les produits pétroliers ;
- la meilleure gestion du portefeuille de l'Etat et l'amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;
- le suivi rapproché de la performance des structures par l'extraction automatique et l'analyse des indicateurs de performance ;
- l'amélioration du civisme fiscal et le dénouement rapide des contentieux fiscaux ;
- l'exploitation des avantages du Code minier adopté en 2023 ;
- la poursuite de la digitalisation des moyens de paiement dans les structures de l'administration.

108. Par ailleurs, la mobilisation des financements extérieurs sera renforcée à travers un suivi rigoureux des unités de gestion des projets et l'animation des cadres de concertation avec les bailleurs de fonds et les autres parties prenantes dans la mise en œuvre des projets et programmes.

2.3.2 Analyse de la projection des dépenses 2027-2029

109. Les dépenses totales sont projetées en hausse sur la période 2027-2029, en cohérence avec les priorités de développement. Elles passeraient de 3 739,9 milliards de FCFA en 2026 (LFR) à 4 279,4 milliards de FCFA en 2027, 4 870,9 milliards de FCFA en 2028 et 5 410,5 milliards de FCFA en 2029, soit un rythme de progression annuel moyen de 12,4% sur la période de cadrage. Rapportées au PIB, elles représenteraient en moyenne 21,5%, traduisant une trajectoire compatible avec la soutenabilité budgétaire.

Tableau 11 : Projection des dépenses selon la présentation TOFE 2026-2029 (en milliards de FCFA)

Rubriques	2026 LFR	2027 LFI	2028 Proj.	2029 Proj.	Taux crois. Moy 2027-2029
DEPENSES TOTALES	**3 739,9**	**4 364,4**	**4 956,1**	**5 483,7**	**12,1%**
CHARGES (hors EPN)	2 867,4	3 191,7	3 482,8	3 819,1	9,4%
Rémunération des salariés	1 134,3	1 263,5	1 415,2	1 556,7	11,0%
Utilisation de biens et services	906,6	836,2	865,4	1 003,9	9,6%
Intérêt	245,9	303,3	365,5	363,7	9,5%
Dons	439,2	450,1	495,2	549,6	10,5%
Prestations sociales	18,4	19,3	20,6	22,7	8,5%
Autres charges	**834,4**	**1059,2**	**1097,8**	**1138,2**	**3,7%**
ACQUISITION NETTE D'ACTIFS NON FINANCIERS	**872,5**	**1 172,7**	**1 473,4**	**1 664,6**	**19,1%**

Source : CPM, nos calculs août 2026

A. Les charges (hors EPN)

110. Les charges (hors EPN) demeureraient prépondérantes, tout en évoluant dans un cadre maîtrisé. Elles passeraient de 3 191,7 milliards de FCFA en 2027 à 3 819,1 milliards de FCFA en 2029, soit une croissance moyenne de 9,4% contre 3,7% sur la période 2023-2025. Cette évolution serait portée principalement par les charges salariales ou rémunération des salariés (+11,0%), les dons ou transferts (+10,5%), ainsi que les intérêts sur la dette (+9,8%).

- **Les charges salariales (rémunération des salariés)**

111. Attendues à 1 134,3 milliards de FCFA en 2026, les charges de personnel passeraient de 1 263,5 milliards de FCFA en 2027 à 1 556,7 milliards de FCFA en 2029, soit un rythme annuel moyen de 11,0% sur la période. Cette évolution intègre des paramètres tels l'augmentation de la valeur indiciaire en 2026 et 2028, l'incidence des recrutements annuels en vue de la poursuite de l'opérationnalisation de nouvelles régions, les avancements et les départs à la retraite. Le renforcement des effectifs des Forces Armées et de Sécurité est également un facteur explicatif de l'évolution des dépenses de personnel sur la période de cadrage. Les dépenses de personnel représenteraient en moyenne 37,7% des recettes fiscales sur la période 2027-2029.

- **L'utilisation de biens et services**

112. Les dépenses de biens et services passeraient de 836,2 milliards de FCFA en 2027 à 1 003,9 milliards de FCFA en 2029, soit une progression annuelle moyenne de 9,6 %. Elles visent à assurer le fonctionnement des services publics essentiels, notamment dans les secteurs sociaux (Santé, Education et Développement social, approvisionnement en eau potable, etc.), la sécurité, la justice et la déconcentration administrative, tout en poursuivant les efforts de rationalisation des charges de fonctionnement, qui portera sur :

- la poursuite des mesures de réduction des dépenses consacrées aux déplacements et missions, les dépenses de communication et d'électricité ;
- la moralisation du coût des acquisitions de biens et services de l'administration en veillant à l'application de la mercuriale des prix ;
- le renforcement du contrôle a priori et a postériori des dépenses publiques ;
- la maîtrise des coûts de fonctionnement des projets d'investissements.

113. En matière de renforcement des acquis, il s'agira de veiller :

- au renforcement de la défense et de la sécurité ainsi que du système judiciaire ;
- à l'amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire ;
- à la prise en charge des dépenses sociales et de développement prioritaire.

- **Les dons**[7]

114. Attendus à 439,2 milliards de Fcfa en 2026, les dons sont projetés à 549,6 milliards de FCFA en 2029 contre 450,1 milliards de FCFA en 2027. Ces dépenses visent essentiellement à améliorer l'offre et la qualité des services sociaux de base, notamment, dans les domaines de l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement, l'énergie ainsi que le soutien à l'agriculture à travers la subvention des intrants agricoles.

- **Les intérêts de la dette publique**

115. Les intérêts sur la dette publique progresseraient à un rythme annuel moyen de 9,8% sur la période de cadrage, passant de 303,3 milliards de FCFA en 2027 à 363,7 milliards de FCFA en 2029. Les intérêts sur la dette intérieure représenteraient en moyenne plus de 85% du total des intérêts de la dette publique. Ces derniers représenteraient environ 1,5% du PIB en moyenne sur la période 2027-2029, soit 0,1 point pourcentage de plus que sur la période 2023-2025. Cette évolution reflète la montée du stock de dette intérieure et le renchérissement relatif des conditions de financement sur le marché régional.

B. Les acquisitions nettes d'actifs non financiers (dépenses en capital)

116. Les dépenses en capital constitueraient le principal levier de transformation économique. Elles passeraient de 1 172,7 milliards de FCFA en 2027 à 1 664,6 milliards de FCFA en 2029, soit un taux de croissance annuel moyen de 19,1% contre 8,9% sur la période 2023-2025. Ces dépenses représenteraient en moyenne 6,3% du PIB, soit 1,8 point de pourcentage de plus que dans la loi de finances rectificative 2026. Ce poids traduit la volonté du Gouvernement d'accélérer les investissements structurants dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, des infrastructures routières etc.

C. Les mesures d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques

117. En matière de rationalisation des dépenses publiques, l'accent sera mis notamment sur les points suivants :

- la poursuite de la maîtrise de la masse salariale grâce à la mise en œuvre du pacte de stabilité sociale et de croissance ;
- la poursuite du renforcement du processus de sélection et de mise en œuvre des projets structurants dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD) 2024-2033 ;
- la mise en œuvre des recommandations de l'étude relative à l'évaluation du budget-programmes ;
- la poursuite de l'amélioration des processus de prévision et d'exécution budgétaire par le renforcement de l'analyse des risques budgétaires ;
- la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- la poursuite de la vulgarisation de l'information budgétaire à travers le budget citoyen.

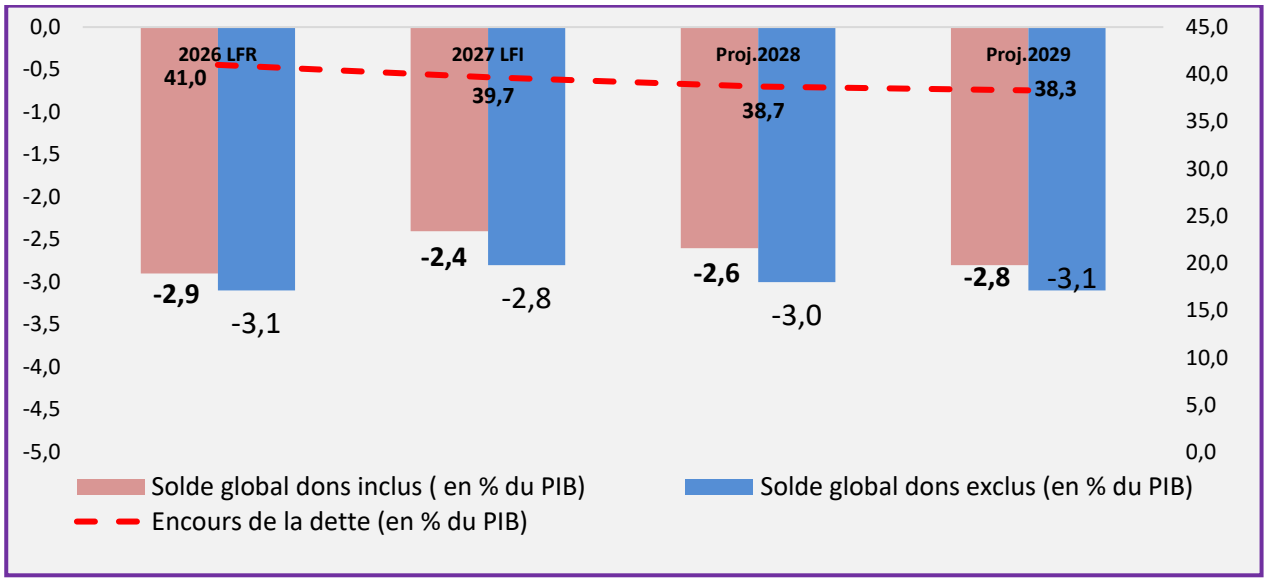
2.3.3 Projection des soldes budgétaires 2027-2029

118. Le déficit budgétaire global (dons inclus) ressortirait en moyenne à 588,3 milliards de FCFA sur la période 2027-2029, contre 526,1 milliards de FCFA en 2026. En pourcentage du PIB, il se maintiendrait

[7] Les dons correspondent aux transferts de l'Etat accordés aux ménages, aux organismes publics et autres.

autour d'une moyenne de 2,6% en 2027-2029 contre 2,9% attendu en 2026, des niveaux contenus dans la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 3%. Le solde global, hors dons, se situerait en moyenne à 663,5 milliards de FCFA, soit environ 3,0% du PIB sur la période.

Figure 14 : Tendance des soldes budgétaires et de l'encours de la dette publique (en % du PIB), 2026-2029



Source : CPM, nos calculs, août 2026

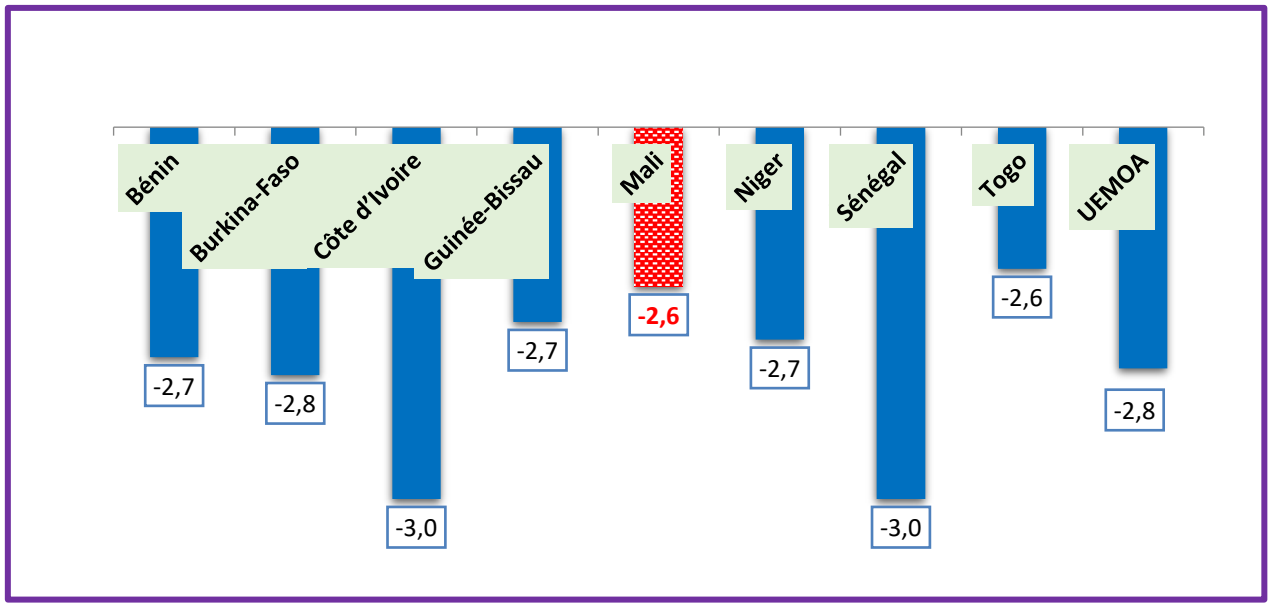
119. La trajectoire du déficit reflète l'orientation prudente de la politique budgétaire, conciliant la maîtrise des équilibres macroéconomiques et la nécessité de fournir aux populations les services socio-économiques de base, en dépit des défis sécuritaires et de développement qui nécessitent la poursuite des efforts financiers pour le renforcement des capacités opérationnelles des Forces Armées et de Sécurité.

Tableau 12 : Evolution des soldes budgétaires dons inclus et exclus 2026-2029

Rubriques	2026 LFR	*2027 LFI*	*2028 Proj.*	*2029 Proj.*	*Moyenne 2027-2029*
Solde global dons inclus base engagement (en milliards de FCFA)	-526,1	-496,5	-590,5	-677,8	-588,3
Solde global dons exclus base engagement (en milliards de FCFA)	-603,1	-572,1	-665,5	-752,8	-663,5
Solde global dons inclus base engagement (%PIB)	-2,9%	-2,4%	-2,6%	-2,8%	-2,6%
Solde global dons exclus base engagement (%PIB)	-3,1%	-2,8%	-3,0%	-3,1%	-3,0%

Source : CPM, nos calculs août 2026

Figure 15 : Solde budgétaire global moyen (dons inclus) des pays de l'UEMOA (en % du PIB) 2027-2029



Source : DGB, août 2026, UEMOA-rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale, Décembre 2025

2.3.4 Projection des besoins de financement 2027-2029

120. Le déficit budgétaire projeté sur la période 2028-2029 serait couvert partiellement par les financements extérieurs et intérieurs disponibles, laissant apparaître des besoins résiduels importants. Le besoin de financement ressortirait à 1 656 milliards de FCFA en 2028 et 1 964,2 milliards de FCFA en 2029.

121. Ces besoins s'expliquent principalement par le niveau élevé des remboursements de titres publics arrivant à échéance, la faiblesse relative des financements concessionnels disponibles et les besoins croissants liés aux investissements publics prioritaires. Conformément aux conclusions et recommandations de l'analyse de viabilité de la dette publique indiquant un risque de surendettement modéré, la stratégie d'endettement du Mali sur la période 2027-2029 sera bâtie sur un scénario visant la viabilité de la dette à long terme à travers le recours au financement concessionnel et des obligations de longue maturité.

Tableau 13 : Projection des financements (en milliards de FCFA) 2026-2029

Libellés	2026 LFR	2027 LFI.	2028 Proj.	2029 Proj.	Moyenne 2027-2029
Transaction sur actifs financiers et passifs (financement)	**544,1**	**494,0**	**-1 067,0**	**-1 275,5**	**-616,1**
Financement extérieur (net)	**-97,1**	**-106,9**	**-95,7**	**-87,0**	**-96,5**
Tirages Emprunts	**90,0**	**90,0**	**95,5**	**104,1**	**96,5**
Projets	90,0	90,0	95,5	104,1	96,5
Prêts budgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement	**-191,1**	**-200,7**	**-194,4**	**-193,7**	-196,3
Annulation de la dette	4,0	3,8	3,2	2,7	3,2
Financement intérieur (net)	**641,2**	**601,0**	**-971,3**	**-1 188,4**	**-519,6**
dont remboursement bons et obligations du trésor	-1 249,8	-1 012,3	-836,1	-1 063,4	-970,6
Déficit (base caisse)	**-544,1**	**-494,1**	**-589,0**	**-688,8**	**-590,6**
ECART de FINANCEMENT =-(Fin.net +déficit)	**0,0**	**0,0**	**1 656,0**	**1 964,2**	**1 810,1**

Source : CPM, nos calculs, août 2026

2.3.5 Analyse des risques budgétaires

122. Les prévisions budgétaires à moyen terme 2027-2029 sont tributaires de facteurs de risques et d'incertitudes qui pourraient compromettre leur bonne réalisation. Ces phénomènes s'ils se matérialisent, affectent les finances publiques et entraînent un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires. Ils peuvent être **exogènes** : (i) la persistance de la crise sécuritaire ; (ii) la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques ; (iii) la perturbation des chaines d'approvisionnement mondiales et régionales ; (iv) le changement climatique ou **endogènes**: (v) la vulnérabilité de la situation financière de certaines entreprises publiques ; (vi) l'instabilité du climat social et politique et (vii) l'imprévisibilité de la dette non conventionnelle liée aux décisions de justice condamnant l'Etat à payer à des tiers.

123. Par ailleurs, le rapport sur les risques budgétaires au titre de la loi de finances 2027 analyse de manière détaillée les principaux risques auxquels les prévisions 2027-2029 pourraient être exposées et préconise des mesures d'atténuation.

1. Au titre des risques et incertitudes exogènes :

i. **De l'instabilité de la situation sécuritaire :** malgré les efforts constants du Gouvernement et ses partenaires ayant permis d'équiper et de former les Forces Armées et de Sécurité du Mali, le pays reste toujours confronté à une situation sécuritaire volatile. Cela est de nature à exacerber les incertitudes et donc décourager des initiatives d'investissement créatrices d'emplois et de revenu. Par ailleurs, du fait de l'insécurité, les services d'assiettes de l'Etat ne sont pas à mesure d'opérer efficacement sur certaines parties du territoire occasionnant des pertes de recettes. Cette crise s'est traduite par une hausse rapide des dépenses de défense et de sécurité, dont la part dans les dépenses totales de l'Etat atteint 21,9% dans la loi de finance rectificative 2026, soit 4,6% du PIB, réduisant d'autant la marge de manœuvre budgétaire pour les infrastructures de développement.

ii. **De la volatilité du prix des matières premières et du ralentissement de la croissance:** avec les conflits dans certaines parties du monde, notamment, en Ukraine et au Moyen Orient (Iran et Gaza) ainsi que l'augmentation des tarifs douaniers enclenchée par les Etats Unis d'Amérique, les cours mondiaux des principales matières premières exportées (or, coton) et importées (hydrocarbures, intrants agricoles) sont potentiellement soumis à des chocs potentiels. Sur la période 2000-2025, le taux de croissance du PIB s'est établi à 4,3% en moyenne avec une volatilité de 3,4%, la probabilité d'occurrence d'un taux de croissance négatif étant estimée à 11,5% sur un an et 30,8 sur trois ans. La situation d'une baisse de la croissance de 3,4 points de pourcentage entrainerait, toutes choses égales par ailleurs, un manque à gagner cumulé de 383,1 milliards de FCFA sur les recettes fiscales et une contraction de 443,6 milliards de FCFA des dépenses en capital sur la période 2027-2029, soit un impact jugé significatif. S'agissant du risque de change, la probabilité d'une dépréciation du FCFA face au dollar est de 15,5% sur un an et 39,4% sur trois ans ; la dette exposée aux fluctuations de change représenterait 41,3% du portefeuille à fin décembre 2026.

iii. **Des catastrophes naturelles et du changement climatique :** les inondations présentent une probabilité d'occurrence élevée, estimée à 69% sur un an et 97% sur trois ans , avec un impact budgétaire significatif. Le nombre de personnes touchées a baissé de 465 226 habitants en 2024 à 20 859 habitants en 2025 mais les épisodes de 2024 ont constitué les pires inondations depuis cinquante ans. Pour l'exercice 2026, l'impact financier global de la prise en charge d'urgence, de l'assistance aux déplacés internes et des mesures de mitigation est estimé à 16,95 milliards de FCFA. La sécheresse affecte particulièrement les régions de Taoudéni, Kidal, Tombouctou, Ménaka et Gao. Elle menace le secteur de l'élevage qui représente environ 37% du secteur primaire et 11% du PIB sur la période 2021-2025.

2. **S'agissant des risques et incertitudes endogènes :**

i. **de la persistance des revendications syndicales pour l'augmentation des salaires** : depuis quelques années, les partenaires sociaux ne cessent de réclamer pour des raisons d'équité et de justice sociale des augmentations de salaires. À ce jour, le Gouvernement a consenti d'importants efforts en termes d'augmentation des salaires, primes et indemnités. Au titre du budget rectifié 2026, le ratios masse salariale sur recettes fiscales s'établirait à 41,2%, supérieur à la norme communautaire recommandée de l'UEMOA (soit au plus 35%) et représenterait en moyenne 37,7% des recettes fiscales sur la période 2027-2029. Il urge pour le Gouvernement de maîtriser l'augmentation de la masse salariale en vue de disposer de plus d'espace pour faire face aux priorités en matière d'investissement publics.

ii. **Des risques liés à la dette publique :** au 31 décembre 2025, la dette publique est estimée à 7 307 milliards de FCFA, soit 41,1 % du PIB, dont 47,5 % de dette extérieure et 52,5 % de dette intérieure. Elle est projetée à 8 045,9 milliards de FCFA en 2027 contre 7 447,3 milliards de FCFA en 2026, soit une hausse de 8,0 %. Bien que le ratio dette/PIB de 38,8 % attendu à fin 2026 respecte le critère communautaire de l'UEMOA (≤ 70 %), le portefeuille demeure exposé à un risque de refinancement élevé. Ce risque est porté par la dette intérieure, dont la maturité moyenne est inférieure à quatre ans et dont 23,8 % arrive à échéance dans l'année. Le coût moyen de la dette intérieure s'établirait à 5,7 % à fin 2026 contre 4,0 % à fin 2025, soit sept fois le coût de la dette extérieure (0,8 %). Enfin, les garanties accordées par l'État au titre des projets PPP du secteur de l'énergie sont plafonnées à 16,4 milliards de FCFA, soit 0,1 % du PIB.

iii. **De l'imprévisibilité des charges financières liées aux décisions de justice :** de plus en plus, beaucoup de procès sont engagés contre l'Etat et qui, très souvent, aboutissent à des décisions de justice obligeant l'Etat à payer des sommes importantes à des tiers. Cette situation qui aggrave la dette de l'Etat, pose la problématique de la question de la défense des intérêts de l'Etat lors des jugements. Il conviendrait aussi de prendre des mesures d'ordre administratif et règlementaire pour dissuader certains agents et responsables administratifs à commettre des abus pouvant conduire à des procès contre l'Etat. Pour atténuer cette charge, un mécanisme de règlement transactionnel avec application d'une décote au montant de la condamnation, sur la base de protocoles d'accord homologués par les tribunaux compétents, est mis en œuvre.

iv. **De la vulnérabilité financière de certaines entreprises publiques et des Organismes de Sécurité Sociale :** Les huit entreprises publiques étudiées ont dégagé un résultat net cumulé déficitaire de 104,2 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2023-2025, tandis que leur chiffre d'affaires cumulé reculait de 684,0 milliards de FCFA en 2023 à 572,3 milliards en 2025, soit une baisse de 16,3 %. Il en ressort que l'EDM-SA, l'ACI-SA, la SOMAGEP-SA, la COMANAV-SE et l'UMPP présentent un risque global élevé, tandis que la CMDT-SA, la SOPAFER-SE et la COMATEX-SA affichent un risque modéré. Le risque de solvabilité est jugé très élevé pour l'ensemble du périmètre, le risque de liquidité demeurant en revanche faible. L'EDM-SA reste dans une situation de déséquilibre structurel occasionnant des subventions importantes de la part de l'État : pour une prévision de 30 milliards de FCFA au titre de 2024, 55 milliards de FCFA ont été exécutés, représentant 38,3 % de son chiffre d'affaires.

v. **S'agissant des Organismes de Sécurité Sociale,** la problématique de l'augmentation des salaires consécutive aux revendications sociales serait de nature à creuser les déficits des caisses de retraite. L'INPS a dégagé un excédent consolidé moyen de 90,6 milliards de FCFA sur 2023-2025, mais sa branche « Vieillesse-Invalidité-Décès » demeure déficitaire de 5,5 milliards de FCFA en moyenne,

ce déficit étant comblé par les excédents des autres branches. La CMSS, après avoir renoué avec des résultats positifs, voit son résultat se contracter à 0,8 milliard de FCFA en 2025 et resterait dépendante des subventions de l'État, sans lesquelles elle courrait le risque de ne pouvoir honorer ses engagements sociaux. S'agissant de la CANAM, l'analyse de ses résultats financiers révèle des risques budgétaires importants liés à l'augmentation incontrôlée des charges techniques, elle-même alimentée par la fraude aux prestations de l'Assurance Maladie Obligatoire. Quant à l'ANAM, elle continue de creuser ses déficits du fait des arriérés de remboursement aux établissements de santé ; la subvention de l'État en sa faveur progresserait de 25,9 % en moyenne par an sur 2026-2029 et représenterait environ 64 % de ses ressources. Des mesures d'atténuation devraient être urgemment renforcées au sein desdits organismes.

2.3.6 Analyse des écarts de prévisions

124. L'analyse des écarts entre les cadrages 2026-2028 et 2027-2029 met en évidence une révision à la hausse des hypothèses de croissance, de +0,5 point en 2027 et +0,4 point en 2028, traduisant une amélioration des perspectives macroéconomiques. En matière de mobilisation des ressources, les prévisions des recettes fiscales en pourcentage du PIB restent identiques pour 2027, mais connaissent une révision à la hausse en 2028 (+0,4 point), en lien avec les effets attendus des réformes fiscales et de l'élargissement de l'assiette.

125. S'agissant du déficit budgétaire global (dons inclus), les écarts observés (-0,2 point en 2027 et -0,3 point en 2028) traduisent une réduction du déficit par rapport au cadrage précédent, reflétant une politique budgétaire prudente. La masse salariale rapportée aux recettes fiscales enregistre une légère hausse en 2027 (+0,2 point), avant de s'inscrire en baisse en 2028 (-0,2 point), traduisant un effort progressif de maîtrise des dépenses de personnel à moyen terme. Les dépenses courantes restent globalement stables en 2027, puis connaissent une légère hausse en 2028 (+0,3 point de PIB). À l'inverse, les dépenses en capital font l'objet d'un léger ajustement à la baisse en 2027 (-0,1 point) avant de se stabiliser en 2028.

Tableau 14 : Différence en point de pourcentage entre le cadrage 2026-2028 et le cadrage 2027-2029

Indicateurs	2027	2028
Taux de croissance (%)	+0,5	+0,4
Recettes fiscales (% PIB)	-0,0	+0,4
Dons (% PIB)	0,0	0,0
Déficit global (base engagement) dons inclus(%PIB)	-0,2	-0,3
Masse salariale (%Recettes fiscales)	+0,2	-0,2
Dépenses courantes (% PIB)	0,0	+0,3
Dépenses en capital (% PIB)	-0,1	0,0

Source : CPM-MME-DNPD, DGB mars 2026.

2.4 Situation des critères de convergence de l'UEMOA

126. Le Gouvernement accorde une attention particulière au suivi des critères et les normes de convergence communautaire de l'UEMOA. A l'horizon 2029, le Mali respectera trois (03) critères sur cinq (05). Les critères non respectés s'expliquent par les effets cumulés de la crise sécuritaire, des revendications sociales et du rebasage du PIB.

Tableau 15 : Situation des critères de convergence de l'UEMOA 2026-2029

Critères de convergence	**Norme UEMOA**	**2026 LFR**	**2027 Proj.**	**2028 *Proj.***	**2029 *Proj.***
Critères de premier rang					
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % du PIB	≥-3%	-2,9%	-2,4%	-2,6%	-2,8%
Taux d'inflation	≤3%	2,8%	2,5%	2,5%	2,5%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤70%	41,0%	40,0%	39,1%	39,1%
Critères de second rang					
Masse salariale sur recettes fiscales	≤35%	41,2%	38,8%	37,3%	36,9%
Taux de pression fiscale	≥20%	14,3%	15,8%	16,8%	17,3%
Nombre de critères respectés		**3/5**	**3/5**	**3/5**	**3/5**

Source : CPM, INSTAT, DGB, DGPDP, août 2026

III. MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES NATIONALES ET SECTORIELLES

3.1 Réalisations récentes dans la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles

Axe Stratégique 1 : Renforcement de la souveraineté et Consolidation de la paix et de la sécurité

En matière d'acquisition des capacités militaires suffisantes pour la défense de l'intégrité territoriale

127. Le Gouvernement de Transition a engagé d'importants efforts dans le domaine de l'équipement et du renforcement des capacités des FDS. Ces efforts ont porté sur l'acquisition d'armements, aériens et terrestres, notamment des hélicoptères de combat, des drones, des véhicules pick-up, des ambulances médicalisées et des motos destinées aux unités organiques, ainsi que des matériels de transmission et divers équipements spécifiques.

128. A cet effet, les capacités opérationnelles des Forces de Sécurité et de Protection Civile ont été renforcées en 2024 à travers le recrutement de 600 Gardiens de la Paix de Police et de 100 Sapeurs du rang de la Protection Civile, soit un total de 700 nouveaux Agents. Ce processus de recrutement s'est poursuivi en 2025.

A la suite de l'opération « Maliko », le Président de la Transition a institué l'opération « DOUGOUKOLOKO » par Décret n°2025-0268 du 25 avril 2025 pour rétablir l'autorité de l'État malien sur l'ensemble du territoire national.

129. **Dans le cadre du maillage sécuritaire optimal du territoire,** d'importants investissements ont été consentis en 2024 et 2025 pour améliorer les conditions de vie et d'exercice des missions des FDS, à travers la rénovation et la construction de nouveaux camps militaires, en particulier à Bougouni, Koutiala, Nioro du Sahel et San. Aussi, de nouveaux Commissariats de Police, Brigades Territoriales, Centres de secours, Postes de secours, en lien avec le nouveau découpage territorial ont été réalisés.

130. **Dans cadre du renforcement de la capacité d'anticipation et de réflexion stratégique des FDS**, une école de guerre a été créée et forme environ 25 auditeurs par an.

131. **S'agissant du développement de la coopération militaire avec les pays voisins (AES et d'autres Etats),** les ministres de la Défense de la Confédération ont tenu à Bamako, le 20 juin 2025, une rencontre au terme de laquelle, plusieurs décisions structurantes ont été actées : (i) l'Evaluation régulière des opérations conjointes déjà engagées, (ii) la Création et la Consolidation d'une Force Unifiée de l'AES ; (iii) l'adoption d'un Protocole additionnel relatif à la Défense et à la Sécurité et (iv) la mise en place d'un Mécanisme de Partage du Renseignement Militaire entre les pays membres.

En matière d'éradication du terrorisme et l'extrémisme violent sous toutes ses formes

132. **Dans le cadre du renforcement des mécanismes d'alerte précoce, de prévention et de gestion des rebellions et des conflits et de la promotion de la paix**, les réalisations ont permis la constitution d'un vivier de formatrices spécialisées en alerte précoce, prévention et gestion des conflits dans la région de Mopti.

133. **En vue du renforcement des lois contre la prolifération des armes légères et de petit calibre,** on note l'adoption de plusieurs textes réglementaires notamment (i) l'Arrêté interministériel N°2024-0219/MSPC-MUHDATP-SG du 14 mars 2024 fixant les normes de sécurisation requises pour les magasins d'armurerie et de conservation des munitions et (ii) l'Arrêté N° 2024-3491/MSPC-SG du 17 septembre 2024 portant sur les modalités de délivrance de permis biométrique de port d'arme en République du Mali. Ces textes viennent renforcer les textes déjà existants.

Par ailleurs, le Secrétariat permanent de la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (SP-CNLP) a pu saisir 490 armes et 1915 munitions et 78 armes ainsi que 2686 munitions ont été déposées volontairement. En outre, il a procédé à la destruction de 1 200 armes et

munitions dont des Carabines Tchèques, Fusils semi-automatiques, fusils de chasse, pistolets artisanaux qui ont été documentées courant 2024.

134. **En ce qui concerne le renforcement de la résilience des populations victimes d'actes terroristes et d'extrémisme violent,** le Gouvernement a ratifié suivant le Décret n°2025-0060/PT-RM du 03 février 2025 le Projet de Résilience communautaire et de Services inclusifs au Mali « Malidenko », signé à Bamako, le 06 décembre 2024, entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association internationale de Développement (IDA).

En matière de Restauration de la cohésion sociale et le vivre ensemble

135. **Dans le cadre de la création des conditions et d'un espace de dialogue structuré permettant aux religions d'intervenir de façon plus dynamique et concertée sur les grandes questions** : On note :

- l'opérationnalisation d'un cadre permanent de concertation avec les acteurs religieux dans le cadre du dialogue inter et intra religieux ;
- la sensibilisation de la population sur la prévention de la radicalisation, la lutte contre l'extrémisme violent ;
- la vulgarisation d'un lexique, à Bamako, Mopti, Kayes, Ségou, Koulikoro, Gao, Ansongo, Ménaka, Koro à travers des radios et TV ;
- l'installation des points focaux de la Cellule Prévention de la Radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent (CELLRAD) dans plusieurs capitales régionales et cercles (Mopti, Kayes, Ségou, Koulikoro, Gao, Ansongo, Ménaka, Koro et Bankass) ;
- le renforcement des capacités des acteurs et actrices religieux sur le manuel des prêches développé par le SP/PNLEV.

136. **Concernant la mise en place des mécanismes pour ancrer la culture de paix dans tous les processus de développement,** il faut noter :

- la création du Centre pour la Promotion de la Paix et de l'Unité au Mali par Ordonnance n°2024-002 PT-RM du 23 février 2024 ;
- la création de la Mission d'Appui à la Réconciliation nationale par le Décret n°2024-0742/PM-RM du 19 décembre 2024.

Dans le cadre de la mise en œuvre les recommandations du Dialogue inter-maliens

137. A l'issue de la phase nationale du Dialogue inter-maliens, tenue du 6 au 10 mai 2024, les réalisations portent :

- adoption de trois cents (300) recommandations ;
- adoption du Décret n°2025-0230/PT-RM du 04 avril 2025, modifiant le Décret n°2024-0714/PT-RM du 10 décembre 2024 portant mise en place de la Commission de rédaction du projet de Charte, a été adopté.

Axe Stratégique 2 : Refondation de la gouvernance

En matière d'amélioration de la gouvernance des secteurs stratégiques

138. **Au niveau du secteur minier,** le Mali a signé des protocoles d'accord avec :

- les Sociétés Leo Lithium LTD, Firefinch Limited, GFL International CO-LTD, Mali Lithium BV et Lithium du Mali-S.A., le 12 septembre 2024 ;
- les Sociétés Allied Gold et SEMOS-S.A., le 12 septembre 2024 ;

- les Sociétés Future Minerals, Kodal Mining UK Limited et Les Mines de Lithium de Bougouni, le 1er novembre 2024 ;
- la Société des Mines de Syama, le 15 novembre 2024 ;
- l'adoption des Décrets n°2025-0458 et 0459 /PT-RM du 19 juillet 2025 portant cession à la Société de Recherche et d'Exploitation des Ressources minérales du Mali (SOREM-MALI SA) des actions des Sociétés d'Exploitation des Mines d'Or de Morila-SA et de Yatéla S.A.

En matière de Renforcement de la confiance dans les institutions

139. Dans le cadre de l'évaluation citoyenne des politiques publiques, il faut noter le renforcement des compétences des membres des Comités de Veille Citoyenne (CVC) sur les outils et techniques de contrôle citoyen.

140. S'agissant du renforcement de l'indépendance et de l'accessibilité de la justice, il a été procédé à la révision de l'article 153 de la loi organique par le Conseil national de transition (CNT) en vue de clarifier la procédure de saisine de la Cour constitutionnelle.

En matière de la Promotion de la justice et les droits de l'Homme

141. **Dans le cadre de la consolidation de l'Etat de droit et le renforcement des droits humains,** l'amélioration des conditions de détention s'est poursuivie en 2024 par :

- la mise à disposition de 124 élèves fonctionnaires du cadre de la surveillance des services pénitentiaires et de l'éducation surveillée suivant décision n°2024- 006/MJDH-DNAPES du 31 octobre 2024 ;
- l'acquisition de matériels et d'équipements médicaux pour l'ensemble des établissements pénitentiaires ;
- la diversification soutenue des rations alimentaires servies pendant les trois repas quotidiens.

142. **En ce qui concerne le rapprochement des administrations judiciaires des populations**, la Loi n°2024-030 du 13 décembre 2024, portant organisation judiciaire en République du Mali, et l'Ordonnance n°2024-012/PT-RM du 30 août 2024 portant Statut de la magistrature visent à renforcer l'indépendance judiciaire et à moderniser le statut des magistrats ont été adoptées. Ainsi, selon l'enquête Malimètre, le niveau de confiance en la justice malienne s'est beaucoup amélioré au cours des dernières années, passant de 54% de satisfaction en 2023 à 72 % en 2024, avant d'atteindre 75% en 2025.

143. **Quant au renforcement du dispositif juridique de lutte contre la corruption, la délinquance financière, le terrorisme, la drogue, la cybercriminalité et la criminalité transfrontalière**, le cadre normatif a été stabilisé et renforcé par l'adoption suivant Loi n°2024-0027 et n°2024-0028 du 13 décembre 2024 des nouveaux Codes pénal et de procédure pénale en 2024 et leur entrée en vigueur en 2025.

En matière de Renforcement de l'efficacité de la politique extérieure

144. Dans le domaine de sécurité et de défense, cinq (05) Accords de Coopération ont été signés en 2024 sur deux (02) prévus. Le nombre d'axes diplomatiques et Coopération redéfinis est d'un (01) sur trois (03) prévus en 2024. Celui des Consuls honoraires du Mali nommés est de quatre (04) sur dix (10) prévus. Le nombre de traités internationaux ratifiés est de onze (11) sur cinquante (50) prévus.

145. Le taux de l'APD investi dans les secteurs productifs (Agricultures, Industries, Infrastructures et Mines) est de 35% sur 30% prévu pendant que le taux de mobilisation annuelle de l'aide est de 15% sur 90% prévu. La mobilisation annuelle de l'aide (prêt) est 85% sur 50%. Le nombre de conventions signées est de dix (10) sur trente-cinq (35) prévues. Le montant des conventions de financement signées est 190 018 000 000 de FCFA sur 850 450 000 000 de FCFA prévus.

146. Le volume de l'aide mobilisée par nature (dons) est 22 038 000 000 de FCFA sur 45 000 000 000 de FCFA prévus et celui de l'aide mobilisée par nature (prêts) est de 167 980 000 000 de FCFA sur 300 000 000 000 de FCFA prévus.

147. **Dans la perspective de rendre l'administration publique moderne et performante**, les Décrets n°2024-0429/PT-RM du 19 juillet 2024 fixant les principes de la digitalisation des moyens de paiement dans les services publics et n°2024-0743/PT-RM du 20 décembre 2024 instituant le Comité de Pilotage chargé de la Digitalisation de l'Administration ont été adoptés.

148. **Concernant l'amélioration de l'administration du territoire et la décentralisation,**18 projets structurants pour un montant de 29 078 294 262 FCFA ont été réalisés dans neuf (09) régions dans le cadre des Contrats plans Etat-Région ou District (CPER/D). La contribution financière de l'Etat dans le financement des CPER/D s'élève à 18 565 263 633 FCFA, soit 63,85% et celle des Collectivités territoriales est de 10 513 030 629 FCFA, soit 36,15%.

En matière d'amélioration du système de planification du développement et la gestion économique et financière

149. **Dans le cadre du renforcement des capacités du système de planification et de statistique national**, les réalisations ont porté essentiellement sur :

- l'élaboration de la Vision Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063, et la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033) ;
- la dissémination de la Vision Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 et la SNEDD aux organisations faitières et aux partenaires technique et financiers ;
- l'appropriation des cadres du système national de la planification en méthodologie de calcul de l'indice de cohérence des politiques publiques ;
- l'étude « d'analyse des capacités nationales d'évaluation des politiques publiques au Mali, et celle sur « l'analyse structurelle et organisationnelle des structures et instances de planification et de statistique au Mali » ;
- la réalisation de l'enquête Migration Urbanisation ;
- l'organisation de la revue annuelle du SDS 2024-2025 (sessions technique et politique) ;
- le renforcement des capacités en élaboration des comptes économiques environnementaux ;
- la réalisation de l'enquête sur le commerce international des services ;
- le recensement Général Agricole ;
- l'Enquête Harmonisée des Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) ;
- la production des comptes régionaux et la mise en place d'un système d'information géographique (SIG) avec les données du RGPH5 etc.

150. **Dans le cadre de la lutte contre la corruption et la délinquance financière,** cinquante (50) missions de vérification et d'évaluation des politiques publiques ont été réalisées par le Bureau du Vérificateur Général. Quant à l'OCLEI, au titre de l'exercice budgétaire 2024, il a organisé 21 activités de prévention qui ont concerné plus de 2025 personnes (dont 761 femmes) et traité 1952 déclarations de biens déposés à la Cour Suprême de 2016 à 2024. Le Contrôle Général des Services Publics (CGSP) a effectué en 2024, 36 missions de vérification financière et d'audit. L'Inspection des Finances a en 2024 effectué cinquante (50) missions de vérification financière et d'audit. Ces missions de vérification et d'audit ont décelé des irrégularités de gestion financière dont nombreuses seraient sanctionnées au niveau administratif et judiciaire. La systématisation de la répression des faits de corruption, la sanction des fautes de gestion ainsi que le recouvrement des biens spoliés à travers des pratiques de corruption ont été renforcés. En effet, au niveau de la Cour d'Assises de Bamako, les condamnations pécuniaires ont atteint 11,50 milliards de FCFA, et les

cautions liées aux infractions financières totalisent 15,37 milliards de FCFA, dont 15,10 milliards de FCFA pour les atteintes aux deniers publics. S'agissant du Pôle national économique et financier, il a contribué au recouvrement à hauteur de 150 000 000 000 FCFA.

Axe Stratégique 3 : Transformation structurelle de l'économie et croissance

En matière d'accroissement durable des productions agricoles, animales et halieutiques pour assurer la souveraineté alimentaire et nutritionnelle au Mali.

151. **Dans le cadre de la production agricole**, la production céréalière au titre de la campagne agricole 2024 est estimée à 11 010 851 tonnes, soit 99% des prévisions fixées à 11 095 839 tonnes. Par rapport à son niveau de 2023, la quantité de céréale produite en 2024 est en hausse de 11%. La production cotonnière est évaluée à 656 679 tonnes pour une prévision initiale de 757 000 tonnes, soit un taux de réalisation de 87%. Par rapport à la campagne précédente, la production de coton graine augmente de 13%.

152. **Dans le domaine de l'aménagement hydroagricole**, au titre de la campagne 2024, les résultats (nouveaux et réhabilités) portent sur 4074,22 ha aménagés sur une prévision de 9 600 ha, soit un taux de réalisation de 42,44%**.** En termes d'équipements agricoles, les efforts financiers déployés par l'Etat et ses partenaires ainsi que les privés ont permis d'équiper 609 exploitations Agricoles sur une prévision de 330 exploitations, soit un taux de 184,54%.

153. **Dans le cadre de la production animale**, sur la période, on constate une Croissance continue du cheptel : +3% bovins, +5% ovins/caprins, +5% volailles.

154. **En ce qui concerne la production halieutiques et aquacoles**, la production totale de poissons en 2024 est de 113 218 tonnes sur une prévision de 124 699 tonnes, soit un taux de réalisation de 91%. Elle est inférieure à celle de 2023 qui était de 133 940 tonnes.

En matière de la transformation de l'artisanat, du tourisme et de la culture comme les facteurs de développement

155. **Concernant l'artisanat**, les artisans maliens ont participé en 2024 au Marché International de l'Artisanat du Togo (MIATO) ; au Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO) au Burkina Faso ; au Salon International de l'Artisanat pour la Femme (SAFEM) à Niamey au Niger ; au Festival sur le Niger ainsi qu'au festival Ogobagna à Bamako. Le montant des exportations et des ventes des produits artisanaux est de 6 476 000 000 de FCFA. Quant aux ventes au Mali, elles s'élèvent à 2 330 000 000 de FCFA.

156. **S'agissant du tourisme**, au total deux cent cinquante et deux (252) entreprises de tourisme ont été créées en 2024. Les entreprises d'hébergements dominent avec quatre-vingt-quatorze (94) créations, suivies par soixante-dix-huit (78) agences de voyages. Quant aux entreprises de restaurations, soixante-quatorze (74) et trois (3) entreprises de loisirs créées. Les intentions d'investissement des entreprises du Tourisme en 2023 et 2024 ont connu une amélioration dans la période passant ainsi de 10 264 398 988 F.CFA en 2023 à 12 673 553 228 pour l'année 2024.

157. **Dans le secteur de la culture**, l'ambition du Gouvernement est de rendre le secteur du tourisme plus dynamique et d'en faire une source de création d'emplois et de richesse, notamment grâce à la promotion du tourisme interne et international. En 2020, le Mali a ainsi généré environ 72,05 millions d'euros (47 milliards 224 millions de FCFA) dans le seul secteur du tourisme.

S'agissant de la diversification et de l'intégration de l'exploitation minière à l'économie

158. L'exploitation au cours de l'année 2024 de la production nationale d'or s'est établie à 60,879 tonnes, contre 72,593 tonnes en 2023 (dont 6 tonnes issues de l'orpaillage traditionnel), soit une baisse nette de 11,714 tonnes, correspondant à -16,1%. Cette performance reste inférieure aux prévisions officielles, qui

tablaient sur une production de 63,343 tonnes, soit un écart négatif de 2,464 tonnes. La valeur des exportations aurifères s'est élevée à 2 643 milliards de FCFA en 2024, contre 2 790 milliards de FCFA en 2023. Malgré ce recul, l'or conserve une place prépondérante dans le commerce extérieur, représentant près de 78,8% de la valeur totale des exportations du Mali, confirmant ainsi la forte dépendance structurelle de l'économie nationale vis-à-vis du métal jaune.

Concernant la transformation industrielle de l'économie

159. Au cours de l'année 2024, on note : (i) l'inauguration du Complexe Agroindustriel de la société DIOGO AWA–SDA avec un investissements de 14 milliards de FCFA, la création de 400 emplois directs et 10 000 indirects ; (ii) la pose de la première pierre de la cimenterie CIMAF à Sikasso pour investissement de 25 milliards de FCFA avec une capacité installée de 1 million de tonnes par an, extensible à 2 millions de tonnes par an et 250 emplois permanents dont 100 femmes et plus de 1 800 emplois non permanents dont 300 femmes dès le lancement; (iii) l'élaboration de cinquante et huit (58) normes dans les domaines des textiles, l'aménagement du centre incubateur dans le domaine agroalimentaire de Ségou.

160. Dans le cade de la transformation industrielle de l'économie, on note une augmentation du nombre d'entreprises industrielles recensées en activité passant de 1 034 en 2023 à 1047 en 2024 soit, une hausse de 1,3%. Le montant des investissements réalisés des unités industrielles agréées est de 23,08 milliards FCFA en 2024 contre 19,31 milliards de FCFA en 2023, soit un taux de croissance de 19,5%.

161. En termes d'exportation des produits industriels originaires, quatre cent quatre-vingt-sept (487) certificats d'origine ont été délivrés pour une valeur de 23,02 milliards de F CFA en 2024, contre cinq cent quatre-vingt-seize (596) certificats d'origine pour une valeur totale de 51,4 milliards de F CFA en 2023.

162. *En matière de promotion de l'investissement et du secteur privé,* les Guichet Uniques ont enregistré en 2024, la création de 16 709 entreprises pour 880 emplois créés et accordé huit cent vingt-quatre (824) autorisations d'exercices en 2024. Environ 98% des entreprises ont été créées par des ressortissants de la CEDEAO (dont 90% de nationalité malienne).

163. Dans le cadre du développement et de la mise en œuvre des programmes spécifiques pour la promotion de l'emploi, courant l'année 2024, l'ANPE a : (i) enregistré 4 322 demandes d'emploi (hommes 65,34% contre 34,66% de femmes), 2 939 offres d'emploi et effectué 2 818 placements ; (ii) délivré 1 777 attestations d'ouvertures d'établissements, effectué 4 190 régularisations et immatriculé 1 051 travailleurs ; (iii) contractualisé avec 04 entreprises pour la mise en stage de formation professionnelle de 20 jeunes diplômés ; (iv) généré 2 109 emplois au total sur une prévision de 3 750 dans le cadre de la promotion de l'auto-emploi selon la matrice du PAO du PSD 2021-2025, soit un taux de réalisation de 56,24% ; (v) enregistré 1 995 entrées en formation sur une prévision de 2 800, soit un taux de réalisation de 71,25% ; (vi) formé 1 806 en informatique bureautique dont 317 travailleurs (17,6%) et 1 489 demandeurs d'emploi (82,4%).

164. Concernant le développement les échanges commerciaux dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations et pour lutter contre la vie chère, le Gouvernement a pris en 2024, des mesures d'atténuation des effets néfastes de la flambée des prix du sucre et des denrées de premières nécessités, à savoir :

- le blocage de 25.000 tonnes de sucre sur la production de la campagne 2023-2024 des unités sucrières SUKALA et N-SUKALA pour atténuer les prix à la consommation pendant le ramadan 2024 ;
- l 'autorisation d'un contingent à l'importation pour 250.000 tonnes de sucre dont : (i) 50.000 tonnes avec une réduction de 25% de la base taxable et en exemption de l'application de la taxe conjoncturelle à l'importation (TCI) suivant la lettre no 1322/MEFSG du 23 novembre 2023, (ii) 200 000 tonnes de sucre

en exemption de l'application de la taxe conjoncturelle à l'importation (TCI) suivant la lettre n° 0482/MEF-SG du 03 mai 2024. L'incidence financière de cette opération sur le budget de l'Etat est de : Un milliard sept cent soixante-dix-neuf millions cinquante mille francs CFA (1.779.050.000 FCFA). Les intentions d'importation levées pour une quantité de 31 408 tonnes pour le reste de 50 000 tonnes et 96 281, 290 sur le contingent de 200 000 tonnes ;

- la mise en œuvre de ces mesures a permis de maintenir les prix indicatifs plafonds du sucre local à Six Cents Francs CFA par F/Kg et le Prix indicatif plafond du sucre importé à Six Cent Cinquante Francs CFA (650 FCFA) par /Kg,
- l'interdiction par Arrêté interministériel n° 2023-1960/MIC-MEF-SG du 11 août 2023 portant suspension de l'importation de la farine de blé et des pâtes alimentaires, en vue de promouvoir le développement des unités industrielles locales intervenant dans ce secteur.

165. **S'agissant de la lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses**, les missions de contrôle et d'investigations économiques ont concerné 1755 opérateurs économiques. Les infractions constatées (686 Procès-Verbaux) ont été réprimées et le montant total des amendes transactionnelles a été de 484 508 400 FCFA recouvré et versé entièrement au Trésor Public.

166. **Au sujet du cadre du développement de l'offre de production** à travers l'amélioration des infrastructures d'appui au commerce et la commercialisation des produits des filières à fort potentiel d'exportation, de 2023 à 2024, le volume des exportations de mangues a chuté de 13,6%. Quant au chiffre d'affaires, le taux d'accroissement a été de -18,1% sur la période. Cette baisse des exportations de mangue a été imputée à la mauvaise récolte. Elle a provoqué un manque à gagner de 1 034 348 714,08 FCFA à la filière.

167. **Dans le cadre du développement équilibré des différents modes de transport et dans le domaine des transports routiers et des pistes rurales,** 27 003 km de routes ont bénéficié d'un entretien courant ou périodique, soit un taux de réalisation de 83,33% au titre de l'année 2024. Le réseau bitumé reste fragile avec seulement 29,8% (2 006 km sur 5 450 km) en bon état. En effet, on note une augmentation modérée mais régulière (+8,7% en quatre ans), ce qui traduit un effort soutenu d'entretien du réseau bitumé. Le PAAR a permis l'aménagement de 1 620 km de pistes rurales, dont 1 016 km réceptionnés, ainsi que 229 infrastructures socio-économiques (écoles, marchés, centres de santé), dont 131 réceptionnées.

168. **Dans le domaine de l'accroissement de la capacité et la garantie de la sécurité énergétique du pays,** il faut noter la réhabilitation des centrales hydroélectriques, la réhabilitation du groupe n°04 de Sélingué à un taux d'exécution des travaux de la première tranche à 53%, le Projet d'interconnexion des réseaux électriques de la Guinée et du Mali avec un taux global d'avancement de 68,17% au 31 décembre 2024. Il faut également noter l'extension du poste électrique de Sanankoroba au Mali avec un niveau d'avancement global de 68,72 contre un taux global de paiement de 51% au 31 décembre 2024, l'avancement des travaux du projet de construction de la ligne double terne 225 kV Sikasso-Bougouni-Bamako à un niveau de 92,77%.

169. **S'agissant du Projet de renforcement du réseau EDM-SA,** le projet est à un état d'avancement considérable avec l'approvisionnement des batteries condensateurs et les accessoires de raccordements par l'entreprise TRAGEDEL SARL, soit un taux d'avancement de 83,97%. Le taux d'accès à l'électricité calculé pour l'année 2024 s'élève à 43,6%. Il a été jugé nécessaire de procéder à un réajustement de ce taux en excluant les points lumineux d'éclairage public pris en compte par l'AMADER.

170. **Dans le domaine de la révolution numérique**, la période du 1er janvier au 31 décembre 2024 a été marquée à l'ORTM par la poursuite des missions de service public de Radio, Télévision et Plateformes digitales. Conformément aux exigences du Conseil d'Administration, l'ORTM propose une grille à caractère

national, avec une production de 80% à la radio et 60% à la télévision. En 2024, à la Radio Nationale et à la Chaine 2, les grilles ont été respectivement exécutées à 90,44% et à 80,27%. Au niveau de la Radio Rurale, les huit (08) Stations Régionales ont eu à exécuter leur grille à 71,38 %. Au niveau de la télévision, les grilles ont été mises en œuvre à 62,85% pour ORTM 1 et 81,13% pour ORTM 2. Le parc Internet est constitué d'internet mobile (3G/4G) et d'internet fixe (BLR/WiMax, Adsl, Fo). En 2024, le parc total s'élève à près de 13 142 372 utilisateurs, contre 13 409 405 utilisateurs en fin 2023 ; le parc internet a connu un ralentissement au cours de la période. Il est constitué de 79 710 connexions fixes et 13 062 662 connexions mobiles.

171. ***Dans le cadre de la diversification des sources de financement de l'économie,*** l'Etat a mis en place plusieurs réformes nécessaires à l'accroissement de la mobilisation des ressources à travers : la modernisation du système d'information des administrations fiscale, douanière et domaniale, la mise en œuvre d'actions visant à élargir l'assiette fiscale et le renforcement des capacités des structures de recouvrement (formation, équipements, etc.), la mise en œuvre d'une Stratégie d'Endettement à Moyen Terme.

Axe Stratégique 4 : Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients

Dans le cadre de la mise en place d'un système éducatif performant, cohérent et inclusif

172. **Le taux brut de préscolarisation** a atteint 6,2% en 2024 contre 7,40% en 2023. Ce taux est loin de la valeur cible fixée à 20,8% en 2024. Cette baisse de taux s'explique par le fait que l'action Education préscolaire n'a pas obtenu le financement requis pour les constructions des Centres de développement de la petite enfance (CDPE) publics. Par ailleurs le pourcentage d'enfants dans le préscolaire public a atteint 40,9% en 2024 contre 43,60% en 2023. Des efforts sont en train d'être menés en termes de construction pour concrétiser les stratégies de mise œuvre du PRODEC2, afin de renverser la tendance plutôt favorable aux CDPE privés et communautaires.

173. **S'agissant du taux brut d'admission au fondamental 1**, la même baisse est observée passant de 83,20% en 2023 à 80,20% en 2024. Ce taux (80.2%) en 2024 dépasse la cible (79.20%) du PRODEC2. Aussi, le taux d'admission en dernière année du fondamental 1 a connu une baisse, soit 68,7% contre 60% en 2024.

174. **Quant au pourcentage d'élèves bénéficiaires de cantines scolaires**, on note un taux de 27,7% en 2024 sur une prévision de 7,70%. Comparée à l'année 2023, la proportion d'élèves bénéficiaires des cantines scolaires a connu une hausse 11,3 points de pourcentage, passant de 16,40% en 2023 à 27,7% en 2024. Cet effort a été concrétisé grâce à l'appui de l'Union européenne (UE) à travers l'Appui budgétaire général (ABG) ayant permis l'accroissement annuel de 10% du nombre de cantines scolaires financées par l'Etat.

S'agissant de la mise en place d'un système de santé moderne

175. **En matière de santé maternelle et infantile**, les résultats montrent que la prévalence contraceptive (23,73% contre une cible de 20%) et le dépistage VIH chez les femmes enceintes (93% contre 60%) dépassent les objectifs. En revanche, l'assistance aux accouchements atteint seulement 60,16% pour une cible de 65%, et les audits de décès maternels sont réalisés à 80,83% au lieu de 90%. Le taux de malnutrition aigüe sévère des enfants de 6 à 59 mois demeure préoccupant, aggravé par la crise alimentaire. La proportion de décès dûs au paludisme chez les enfants de moins de cinq ans diminue (36,84% contre 41% prévus), la couverture vaccinale Penta3 dépasse les attentes (102,5% contre 90%), et 62,9% des personnes vivant avec le VIH sont sous traitement ARV, au-dessus de la cible de 58,4%. La tuberculose affiche un succès thérapeutique remarquable de 97,67%. Toutefois, la prévention et la prise en charge des maladies non transmissibles restent marginales, avec seulement 20% du personnel formé.

176. **En matière d'environnement sanitaire**, les infections postopératoires dans les centres de référence sont contenues à 0,53% contre une cible de 1%, résultat lié à l'amélioration du plateau technique. Concernant la couverture sociale, le pourcentage de la population couverte par la sécurité sociale a atteint 32% (cible de 21%), et plus de deux millions de ménages bénéficient de transferts, soit 117% de la prévision. En revanche, la couverture mutualiste est très faible à 3,1% et la proportion de mutuelles cofinancées recule à 39,89% contre une prévision de 60%.

En matière d'émergence d'un citoyen malien doté de vertus et de hautes qualités humaines et sociales

177. Le Programme National d'éducation aux valeurs (PNEV) a été lancé en 2024. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre du PNEV, plusieurs actions ont été entreprises en lien avec les axes stratégiques des Assises Nationales de la Refondation (ANR). Il s'agit de la promotion de l'éducation civique et morale, du service national des jeunes et des activités de citoyenneté, l'élaboration des modules de formations sur nos valeurs sociétales dans les écoles, l'organisation des Etats Généraux de l'Education, le renforcement de la coopération entre les populations, l'administration et les forces de sécurité.

Créer les conditions de réalisation de l'autonomisation économique de la Femme

178. **Dans le cadre de la création des conditions de réalisation de l'autonomisation économique de la femme,** plusieurs initiatives ont été mises en place pour soutenir l'entrepreneuriat féminin au Mali. Parmi celles-ci, on peut noter :

- le Fonds d'Appui à la création d'Entreprise par les Jeunes (FACEJ), financé par le Danemark et les Pays-Bas, a permis la création et la croissance de 1 765 entreprises en quatre ans, dont 681 dirigées par des jeunes femmes dans des secteurs variés tels que l'Agriculture, l'artisanat, les TIC et la transformation agroalimentaire ;
- le FAFE a appuyé les programmes de renforcement des capacités techniques et de gestion de 3 079 groupements et associations de femmes en AGR, financé et équipé 1 351 groupements et associations de femmes en facteurs et moyens de production ;
- le Fonds de Développement Économique (FDE) qui finance les secteurs porteurs de l'économie à travers des lignes de crédit et subventions, l'Unité d'Appui et de Suivi de la Stratégie de Développement du Secteur Financier (UAS/SDSF) qui accompagne les réformes du secteur financier.

179. **Au titre du financement des plans, projets de formation**, les ressources mobilisées ont permis le financement de 79 plans et projets de formation au profit de 2 323 agents/actifs dont 1 214 femmes relevant des secteurs modernes (entreprises, organisations professionnelles) et non structurés (associations professionnelles, coopératives des secteurs de l'artisanat et du monde rural) en 2024. La subvention du FAFPA s'élève à 36 092 818 FCFA sur une prévision de 537 600 000 FCFA ; (ii) quant au secteur non structuré, cinquante-neuf (59 actions / projets de formation ont été financés au profit de 1 776 actifs formés dont 1 078 femmes pour un coût total de 137 872 958 FCFA. La subvention du FAFPA est de 124 085 662 FCFA sur une prévision de 392 000 000 FCFA.

180. **S'agissant du nombre de plans et projets de couches vulnérables**, quatorze (14) projets de formation (soit 23,72%) ont été portés par les associations et groupements professionnels féminins relevant des couches vulnérables au profit de 416 femmes pour un montant total de 35 309 435 FCFA.

En matière de la participation des maliens établis à l'extérieur au développement du pays

181. **Dans le domaine de la participation des maliens établis à l'extérieur au développement**, on enregistre un taux de projets financés (appuis aux investissements de la diaspora malienne) à hauteur de 30% sur 75% prévus. L'insertion/réinsertion des Maliens de l'Extérieur est ressorti à 10% sur 30% prévus tandis que la réalisation des missions TOKTEN est ressortie à 20% sur une prévision de 100%.

En matière d'attractivité des zones Sous-peuplées et des zones défavorisées

182. **Dans le cadre de l'accroissement de l'attractivité des zones Sous-peuplées et des zones défavorisées,** le Gouvernement du Mali a ratifié, suivant le Décret n°2025-0060/PT-RM du 03 février 2025, le Projet de Résilience Communautaire et de Services Inclusifs au Mali "Malidenko", signé le 06 décembre 2024 à Bamako entre la République du Mali et l'Association Internationale de Développement (IDA). Par ailleurs, la mise en œuvre du Projet d'Amélioration de l'Accessibilité Rurale (PAAR) a permis de renforcer le désenclavement et l'accessibilité des zones défavorisées. Sur une prévision de 1 700 km de pistes rurales, 1 620,487 km ont été aménagées dans les régions de Sikasso (841,436 km) et de Koulikoro (779,051km). Le projet a également permis la construction de 229 infrastructures communautaires connexes (forages, salles de classe, infrastructures hydrauliques et marchandes), dont 111 à Koulikoro et 118 à Sikasso.

183. **Concernant la maîtrise de la croissance des villes,** les réalisations ont porté sur **:**

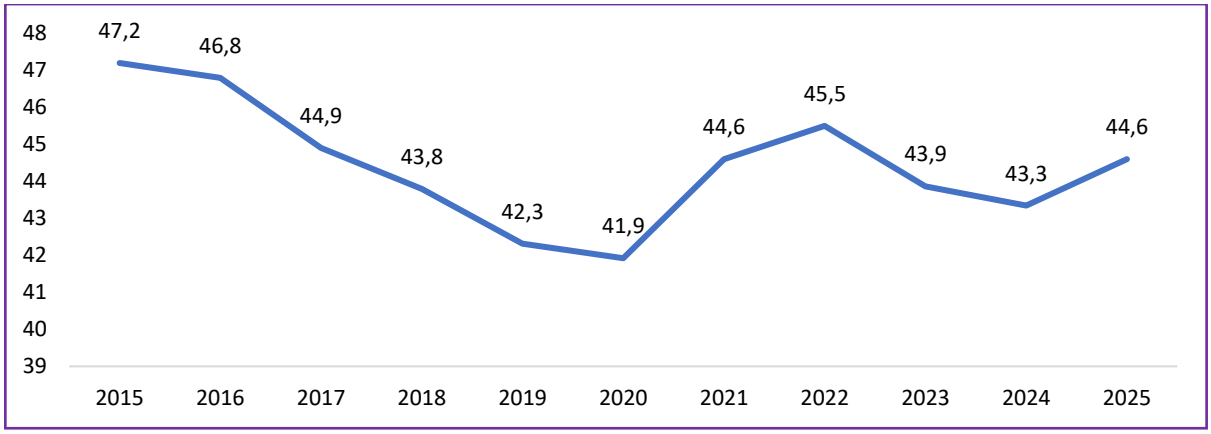
- l'approbation du Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Koutiala et environs en 2024 ;
- l'approbation de deux (02) Schémas Directeur d'Urbanisme des villes de Kéniéba, Bougouni et Dioïla et environs en 2025 ;
- l'ouverture des enquêtes préalables aux études de révision du SDU de Tombouctou et la commune rurale de Baya ;
- le suivi et traitement de 503 dossiers d'opérations d'urbanisme sur un total de 1 151 demandes d'autorisation d'opérations d'urbanisme et traitement de 3 325 dossiers sur 6 077 dossiers fonciers**.**

En matière de réduction des inégalités sociales et de la pauvreté

184. **Pour la création des emplois décents**, au niveau des secteurs public et privé, (un total de 64 311 emplois ont été enregistrés en 2024). Au titre du 1er semestre 2025, 25 939 emplois ont été enregistrés dans le secteur public et 14 962 emplois dans le secteur privé. Sur les mêmes périodes, les pertes enregistrées s'élèvent à 3 619 emplois pour 2024 et 2 037 emplois pour le 1er semestre 2025.

185. **Dans le cadre de la réduction des inégalités sociales et la pauvreté,** l'incidence de la pauvreté c'est-à-dire la proportion de la population malienne qui n'arrive pas à dépenser 313 000 FCFA[8] nécessaires pour satisfaire ses besoins de base, est estimée à 44,6% en 2025. Après une période de hausse entre 2020 et 2022, la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté a baissé en 2023 (43,9% en 2023 contre 45,5% en 2022). Elle est presque stable entre 2023 et 2024.

Figure 16 : Évolution de l'incidence de la pauvreté entre 2015 et 2025 (en %)

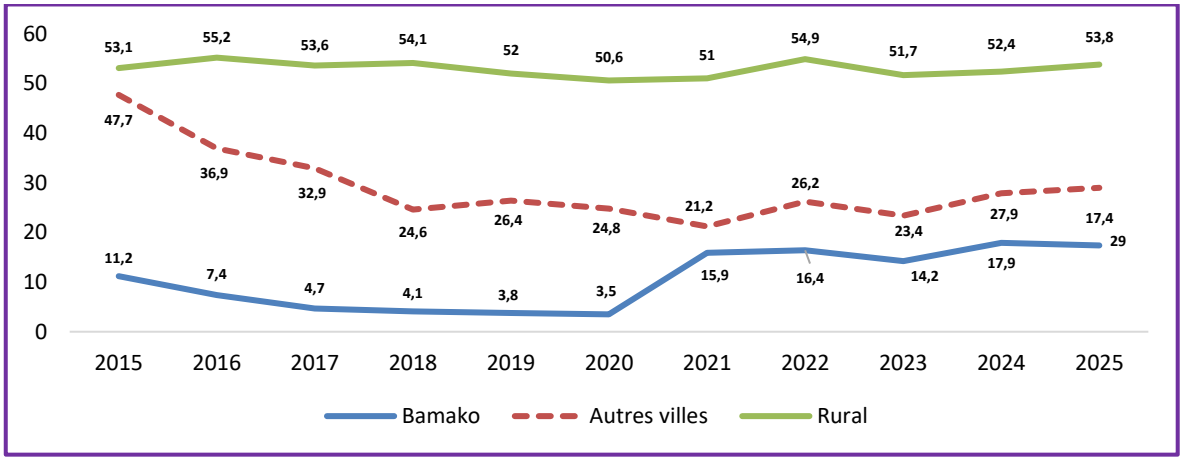


Source : Rapport d'analyse, EMOP 2025

[8] Appelé seuil de pauvreté

186. Les résultats de l'enquête révèlent une incidence de la pauvreté estimée à 17,4% en 2025 à Bamako contre respectivement 29,0% et 53,8% dans les autres villes et en milieu rural. On observe la même tendance au niveau de la profondeur aussi bien que la sévérité c'est-à-dire qu'il y a plus d'efforts à fournir en termes de ressources pour réduire la pauvreté dans les autres villes et en milieu rural qu'à Bamako.

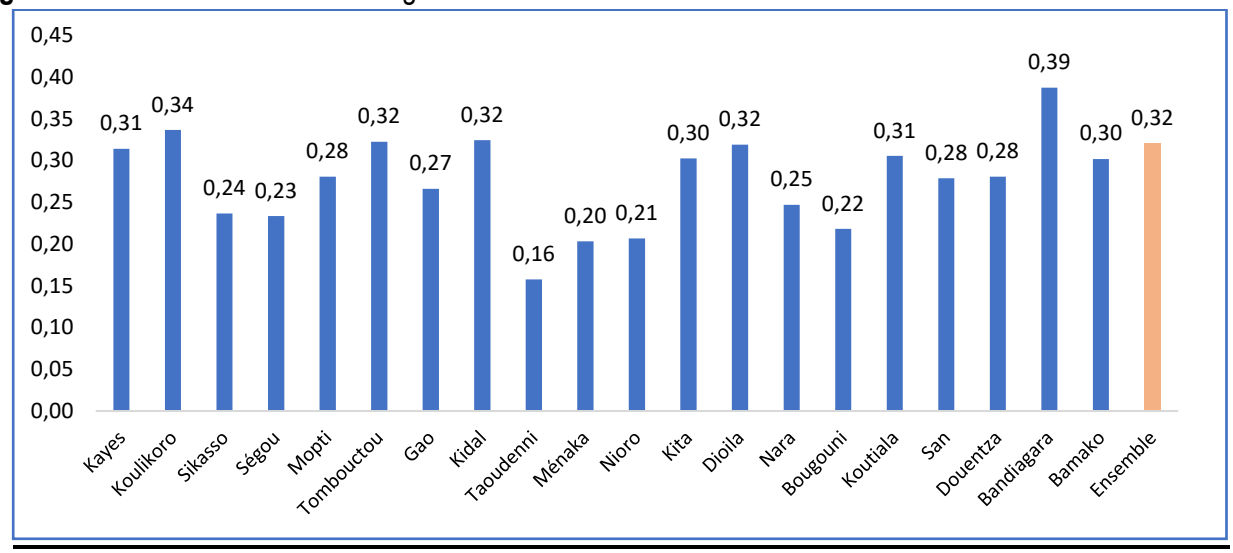
Figure 17 : Indices de pauvreté selon le milieu de résidence entre 2015 et 2025 (%)



Source *: Résultats annuels de l'EMOP 2015-2025*

187. L'inégalité mesurée par l'indice de Gini dans l'ensemble est de 0,32 en 2025 stable par rapport à 2024. L'inégalité la plus faible est observée à Taoudenni (0,16), Ménaka (0,20) et Nioro (0,21). C'est à Bandiagara (0,39), Koulikoro (0,34) qu'elle est la plus grande.

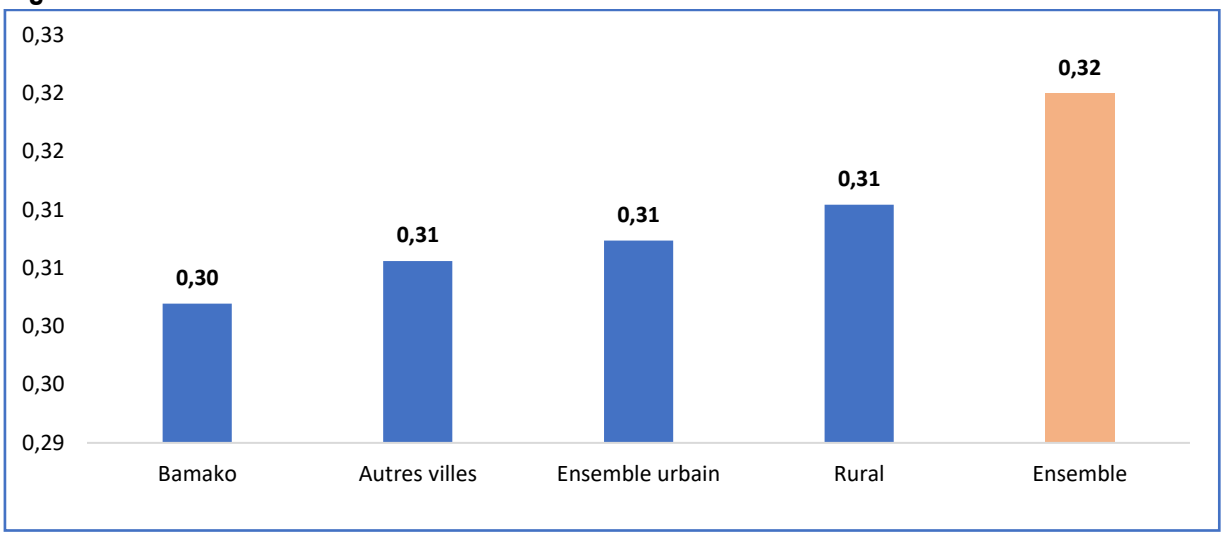
Figure 18 : Indice de Gini selon la région et le milieu de résidence en 2025



Source *: Résultats annuels de l'EMOP-2025*

L'analyse spatiale montre que l'inégalité à Bamako est moins élevée (0,30) par rapport aux autres villes et en milieu rural avec chacun (0,31).

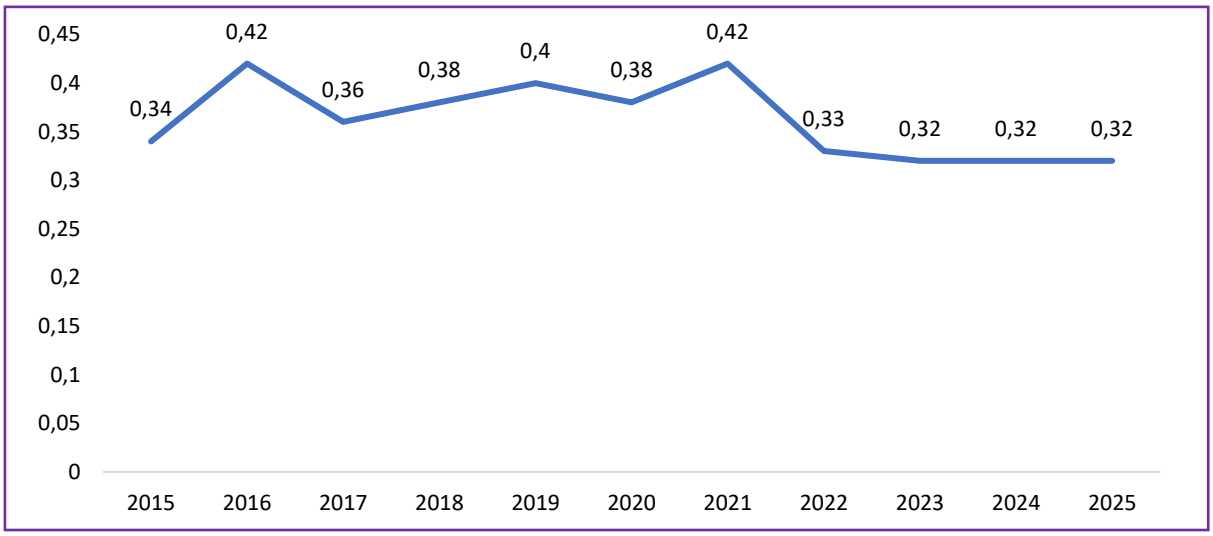
Figure 19 : Indice de Gini selon le milieu de résidence en 2025



Source : *Résultats annuels de l'EMOP-2025*

188. Au cours des dix dernières années, l'inégalité a évolué en dents de scie. Cependant, une tendance à la baisse est observée à partir de 2021, probablement due aux différentes mesures prises par les autorités en faveur des plus démunis comme le programme de transferts monétaires et de distribution de vivres et d'autres produits de première nécessité. Le programme visant la mise à disposition d'infrastructures de base comme les adductions d'eau potable, milite en faveur de cette réduction.

Figure 20 : Évolution de l'inégalité entre 2015 et 2025-coefficient de Gini



Source : *EMOP 2025*

189. **Dans le domaine de l'amélioration de l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable,** sur la base de la population du RGPH5 (2022), le taux d'accès au service amélioré d'eau potable en 2024, est de 66,9% en milieu rural, 102,5% en milieu semi urbain et urbain et 75,4% au niveau national. Les réalisations physiques 2024 de l'ensemble des acteurs, correspondent à 66,57% des programmations en création de nouveaux EPEM (Équivalent Point d'Eau Moderne) et à 70,27% des réhabilitations d'EPEM et (13) villages sans EPEM ont été dotés.

190. **Concernant l'accès aux services sociaux de base,** l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP 2024) révèle que le taux d'accès des ménages à l'électricité est passé de 20,1% en 2006, à 34,3% en 2011 puis à 86,7% en 2024**.**

191. **En termes d'hygiène,** le taux d'utilisation de types de toilettes « chasse/fosse/latrine » est de 93,6 % des ménages en 2024 contre 94,3% en 2023.

Axe stratégique 5 : Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences.

En matière de la promotion de l'éducation environnementale et des valeurs sociétales

192. On note la tenue des 25ème et 26ème éditions de la Quinzaine de l'Environnement en 2024 et 2025 ainsi que des sessions de renforcement de capacités à l'endroit des acteurs. Des supports de sensibilisation et d'information ont été réalisés : 2712 supports conçus et diffusés ; Edition de 200 exemplaires du rapport national 2018 -2020 sur l'état de l'environnement. Par rapport à l'intégration de l'environnement et du développement durable dans les PDESC : 09 PDESC sont révisés ; 87 autres PDESC sont en cours de révision.

En matière d'accès de la population au service de l'assainissement durable

193. **Concernant l'accélération de l'accès de la population aux services de l'assainissement durable**, on note la mise en œuvre de l'Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC) dans 17 régions ATPC, cette mise en œuvre a permis d'obtenir les résultats suivants : 397 villages déclenchés soit 385 247 populations déclenchées, 381 villages certifiés Fin de défécation à l'Air Libre (FDAL) soit 821 113 populations FDAL et 374 villages certifiés 529 251 populations certifiées.

194. **Concernant la réduction des pollutions et nuisances sur l'environnement,** 1 329 projets et programmes conformes aux normes environnementales ont été mises en œuvre ; 2 567 avertissements traités, 282 Procès-verbaux établis ; 61 incinérateurs fonctionnels ont été réalisés, 947 incinérateurs fonctionnels dans les structures de santé mises en place, soit un taux de couverture de 64% ; 217 échantillons d'eaux usées prélevés pour le suivi et contrôle de la qualité.

En matière de gestion de la biodiversité et des écosystèmes terrestres et aquatiques

195. Les réalisations portent sur le suivi écologique dans l'OPNBB qui a permis d'identifier 07 espèces de mammifères, 20 espèces d'oiseau et 01 espèce de reptiles. On note également la mise en place de 97 organisations locales pour la conservation de la nature à Kayes, Ségou, Mopti, Gao, Taoudenni, Bougouni, Koutiala et Bandiagara.

196. L'enquête EMOP révèle que le bois reste la principale source d'énergie utilisée par les ménages comme moyen de cuisson. La proportion des ménages ayant recours à ce combustible a connu une baisse passant de 83,7% à 55,8% entre 2006 et 2024. Ce sont les ménages ruraux qui sont les plus grands utilisateurs de ce moyen de cuisson.

197. **Dans le cadre de l'amélioration de la couverture végétale,** 04 plans d'aménagement et de gestion des Aires Protégées (AP) ont été réalisés, des massifs forestiers classés et / ou protégés et des réserves de faune ont été élaborés. Il en ressort également la mise en œuvre de 125 plans d'aménagement et de gestion des massifs forestiers protégés ; la mise sous aménagement de 868 092,8 ha de forêts ; la production de 13 323 818 plants ; la collecte de 8103 noix de rônier et 22620 boutures de l'Euphorbe ; le reboisement de 4462,74 ha et 17,25 ha sécurisés ; l'ouverture et l'entretien de 144 300 ml de pare-feu et de pistes forestières ; l'enrichissement de 89,62 ha et la réalisation de 376 fosses compostières ainsi que la réduction des superficies brûlées de 610 ha.

198. **Dans le domaine de la lutte contre l'érosion des berges**, **la dégradation des écosystèmes et la pollution dans le fleuve Niger**, on enregistre le dragage du tronçon Macina-Diafarabé pour un volume de

523 597, 36 m3 de sable ; le renforcement des talus en béton armé du quai de Macina ; l'aménagement de la voie d'accès et de l'éclairage du quai de Ké-Macina ; la réhabilitation de la rampe d'accostage latéral du quai de Ké-Macina ; l'aménagement de la mare et du chenal de Talagneini et deux (2) périmètres maraîchers de 3 hectares chacun à Talagneini ; l'enlèvement de 75 tonnes de plantes aquatiques nuisibles dans le Bassin du fleuve Niger à Ségou.

199. **Par rapport à la gestion intégrée de l'eau**, des efforts ont été déployés pour améliorer la gestion des ressources en eau, notamment par la construction de barrages, de puits et de systèmes d'irrigation, ainsi que par la sensibilisation à une utilisation efficace de l'eau.

En matière de renforcement des capacités de prévention et de gestion des risques et des catastrophes naturelles

200. Les réalisations ont été de 313 850 ha prospectés sur lesquels 178 205 ha étaient infestés par les nuisibles de tous genres et 129 389 ha traités. Malgré les efforts de prévention on note l'enregistrement de :

- 30 367 cas d'interventions avec 35 460 victimes dont 33 837 blessés et 1 623 personnes tuées ;
- 6 279 maliens rapatriés dont 568 femmes, 814 enfants et 4 897 hommes ;
- 48 049 cas de catastrophes répartis comme suit : 729 cas d'inondation, 47 306 cas d'effondrements, 8 cas de foudres et 6 cas de vents violents et tempêtes de sables ; réduction des superficies brûlées de 610 ha.

En matière d'amélioration des capacités d'adaptation et de résilience des populations

201. On enregistre, la confection de 19 722 foyers améliorés ; 22 microprojets réalisés par ABFN ; création de 27 points d'eau pastoraux ; enlèvement de 75 tonnes de plantes aquatiques nuisibles dans le Bassin du fleuve Niger ; réalisation de 376 fosses compostières ; production de 13 323 818 plants, 8103 noix de rônier et 22620 boutures de l'Euphorbe ; mise en œuvre de plusieurs projets d'adaptation faces aux changements climatiques. Des actions de soutien aux populations vulnérables ont été menées dans le cadre de l'exécution du Plan National de Réponses (PNR 2024 et 2025) du Dispositif National de Sécurité Alimentaire. Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) a accordé aux populations vulnérables des dons.

En matière de renforcement de la lutte contre la sécheresse et la désertification

202. Plusieurs acquis ont été enregistrés. Sur les travaux de Défense et de Restauration des Sols et de conservation des eaux, les travaux de récupération des terres dégradées ont porté sur 32 072 ml de cordons pierreux, 360 ml de barrières en cailloux, 4 300 ml de digues/ diguettes filtrantes et 15 ml de fascines. On enregistre également la fixation biologique et mécanique de 203 ha de dunes, la protection biologique de 42 ha de berges ; la réalisation de 184,25 ha de Zaï, de 312 ha de demi-lunes, de 788,11 ha de mise en défens, de 1 970,5 ha de RNA, la restauration de 469 ha de terre dégradée et l'enrichissement de 89,62 ha de forêt.

203. **Par rapport aux renforcements de la résilience des systèmes de production sylvo- pastoral et socio- économique des populations dans le tracé de la Grande Muraille Verte,** on note le reboisement de 30 ha d'espaces de valeur économique, des actions de plantation d'arbres fruitiers (manguier, oranger) dans la Ferme Agro-sylvo-pastorale Communautaire Intégrée (FACI) de Tomi dans la commune de Sanado.

3.2 Priorités du Gouvernement sur la période 2027-2029

204. Le cadrage budgétaire 2026-2028 se fonde sur **« Mali kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma »** et sur sa Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable 2024-2033.

ENCADRE 1 :

« MALI KURA ɲƐTAASIRA KA BƐN SAN 2063 MA » ET LA STRATEGIE NATIONALE POUR L'EMERGENCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE (SNEDD) 2024-2033

« Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma » et la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD) 2024-2033 ont été formellement approuvés par le Conseil des ministres du 17 janvier 2025 ***comme cadre unique de référence des politiques et stratégies de développement du Mali conformément au Décret n°016-0056/P-RM du 15 février 2016 fixant les modalités d'élaboration, d'approbation et de mise en œuvre des documents de politique nationale.***

L'élaboration de ces documents rentre en droite ligne des trois principes constitutionnels qui guident l'action publique à savoir : le respect de la souveraineté de l'Etat, les choix souverains du Peuple et la défense de ses intérêts.

Le « Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma » représente une étape décisive dans la transformation stratégique du Mali. Conçue dans un esprit de renouveau et de rupture, elle ambitionne :

- **Un Nouveau Modèle de Citoyenneté ("Maliden Kura") :** Comme condition préalable à l'avènement d'un Mali Kura (Mali Nouveau), le Maliden Kura (Malien Nouveau) constitue le fondement de la Vision 2063.
- **Un Etat Stratège et développementaliste :** Renforcement du leadership de l'Etat dans la gestion des secteurs stratégiques (mines, pétrole, énergie, santé, éducation…etc.) en jetant les bases d'une industrialisation avec des investissements dans les industries lourdes ;
- **Une sécurité renforcée : Assurer la sécurité sur tout le territoire national grâce à une approche globale favorisant une paix durable, essentielle au développement et à la cohésion nationale.**
- **Une émergence économique** : Élever le Mali au rang des nations émergentes grâce à une croissance inclusive, soutenue par un taux annuel moyen de 10 %, tirant parti des énormes potentialités et opportunités économiques.
- **Une souveraineté renforcée** : Réduire les dépendances économiques et financières tout en mobilisant les atouts nationaux, notamment les ressources naturelles et humaines.
- **Une résilience durable** : Consolider les bases d'un développement harmonieux en répondant aux défis sociaux, environnementaux et infrastructurels.
- **Un ancrage irréversible dans la Confédération des Etats du Sahel** : Renforcer et promouvoir la sécurité, la Défense, la Diplomatie et le Développement de cet espace.

La Vision du Mali pour 2063 : Le Mali ambitionne de devenir « **Une nation souveraine et unie dans sa diversité culturelle, une société solidaire et juste, un pays bien gouverné et sécurisé, une économie forte et avancée, un niveau de développement humain élevé et un environnement durablement préservé ».**

La mise en œuvre « Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma » s'articule autour de quatre phases décennales, chacune ayant des priorités stratégiques spécifiques :

La première phase (2024-2033) se concentre sur la refondation de l'État et la transformation structurelle de l'économie.

La deuxième phase (2034-2043) se consacre à la spécialisation dans des secteurs à haute valeur ajoutée, tout en consolidant les acquis de la première phase pour permettre au Mali d'atteindre l'émergence économique, notamment grâce au développement des industries lourdes et des technologies de pointe.

La troisième phase (2044-2053) met l'accent sur un développement humain élevé, visant à améliorer durablement le bien-être des populations par l'éradication de la pauvreté, l'amélioration des services de santé, de l'éducation, et le développement des infrastructures.

Enfin, **la quatrième phase (2054-2063)** est celle de la consolidation des acquis précédents, marquée par une industrialisation rapide et un développement harmonieux des services, notamment le commerce, le transport et le tourisme.

La Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD) est le cadre opérationnel pour la première décennie **2024-2033.**

Elle est bâtie autour de cinq (5) Axes stratégiques, 13 Objectifs globaux et 38 Objectifs spécifiques dont la mise en œuvre permettra d'atteindre **son objectif général « la Refondation de l'Etat et la transformation structurelle de l'économie ».** Cette Stratégie est fondée sur une démarche stratégique axée sur les projets structurants et intégrateurs.

205. Le cadrage budgétaire 2027-2029 s'inscrit également dans le cadre de la consolidation des acquis du Plan d'Action du Gouvernement (PAG) 2025-2026. Pour rappel, le PAG 2025-2026 a été adopté à l'unanimité des membres du Conseil National de Transition le lundi,19 mai 2025. Il est bâti autour de huit (08) axes, 24 Objectifs avec 72 indicateurs, 69 actions et 305 activités avec 402 indicateurs.

206. Les huit (08) axes sont les suivants :

Axe 1 : Renforcement de la défense et de la sécurité ;

Axe 2 : Reformes politiques et institutionnelles ;

Axe 3 : Satisfaction des besoins fondamentaux de la population ;

Axe 4 : Amélioration de la couverture sanitaire ;

Axe 5 : Amélioration du système éducatif ;

Axe 6 : Apaisement du climat social ;

Axe 7 : Renforcement de notre diplomatie ;

Axe 8 : Création de conditions pour des élections transparentes et apaisées.

207. En termes d'allocations budgétaires, la priorité sera accordée à ce qui suit :

- la poursuite du renforcement des capacités opérationnelles des Forces Armées et de Sécurité ;
- la poursuite de la mise en œuvre du pacte de stabilité sociale et de croissance ;
- la poursuite de l'opérationnalisation des nouveaux services publics issus des nouvelles régions ;
- la préservation et la consolidation de la paix sociale ;
- l'amélioration de la gouvernance politique, économique, financière, administrative et judiciaire ;
- l'accroissement de la productivité globale et la diversification des activités économiques ;
- la transformation industrielle de l'économie et le développement des échanges commerciaux avec la sous-région ;
- le développement des Secteurs d'appui à la croissance et le désenclavement intérieur et extérieur du pays ;
- le développement d'un capital humain de qualité ;
- la préservation de l'environnement et la promotion du développement durable ;
- le développement des capacités de résilience des populations face aux changements climatiques
- l'amélioration du transfert des ressources budgétaires aux Collectivités territoriales.

3.3 Analyse des allocations budgétaires 2027-2029 par axe de SNEDD et par fonction

208. L'analyse des dépenses par axe et par fonction permet de donner la structure des dépenses en fonction des priorités stratégiques du Gouvernement, compte tenu des objectifs socioéconomiques que les administrations publiques s'efforcent d'atteindre. Elle regroupe les dépenses publiques autour de dix (10) grandes fonctions reparties entre les différents axes de la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD).

Tableau 16 : Allocations budgétaires par axe de la SNEDD et par fonction (en milliards de FCFA), 2026-2029

AXES/FONCTIONS	2026 LFR	2027 LFI	2028 Proj.	2029 Proj.	Moy. 27-29
Axe 1 : Renforcement de la Souveraineté et Consolidation de la Paix et de la Sécurité	**1 319,2**	**1 076,6**	**1 091,1**	**1 205,8**	**1 124,5**
Défense	623,8	669,5	672,1	727,9	689,8
Ordre et Sécurité publics (*Services de police, et Services de protection civile)*	693,5	406,0	417,8	476,7	433,5
Loisirs, culture et culte (*Culte et autres services communautaires)*	1,9	1,1	1,2	1,3	1,2
Axe 2 : Refondation de la Gouvernance	**705,0**	**904,0**	**929,8**	**1 046,1**	**960,0**
Services généraux des administrations publiques	661,9	857,3	872,4	981,6	903,8
Ordre et Sécurité publics (*Tribunaux et Administration pénitentiaire*)	43,1	46,7	57,4	64,5	56,2
Axe 3 : Transformation structurelle de l'économie et croissance	**670,7**	**862,9**	**918,5**	**1 058,8**	**946,7**
Affaires économiques	666,3	855,9	909,0	1 047,5	937,5
Loisirs, culture et culte (*Services culturels)*	4,3	7,0	9,4	11,2	9,2
Axe 4 : Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients	**1 015,3**	**1 272,7**	**1 467,6**	**1 623,9**	**1 454,7**
Logement et équipements collectifs	24,1	48,4	50,1	63,1	53,9
Santé	255,9	388,9	414,6	426,5	410,0
Loisirs, culture et culte (*Services récréatifs et sportifs)*	67,3	120,9	122,4	129,0	124,1
Enseignement	569,1	611,2	753,0	859,9	741,4
Protection sociale	98,9	103,3	127,6	145,4	125,4
Axe 5 : Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences	**37,4**	**43,2**	**51,3**	**58,1**	**50,9**
Protection de l'environnement	37,4	43,2	51,3	58,1	50,9
Opérations concernant la dette publique	**245,9**	**303,3**	**302,2**	**324,8**	**310,1**
Total Général	**3 993,3**	**4 462,6**	**4 760,5**	**5 317,6**	**4 846,9**

Source : *DGB, août 2026*

Tableau 17 : Ratios par rapport aux dépenses totales 2026-2029

AXES/FONCTIONS	2026 LFR	2027 LFI	2028 Proj.	2029 Proj.	Moy. 27-29
Axe 1 : Renforcement de la Souveraineté et Consolidation de la Paix et de la Sécurité	**33,0%**	**24,1%**	**22,9%**	**22,7%**	**23,2%**
Défense	15,6%	15,0%	14,1%	13,7%	14,3%
Ordre et Sécurité publics (*Services de police, et Services de protection civile)*	17,4%	9,1%	8,8%	9,0%	8,9%
Loisirs, culture et culte (*Culte et autres services communautaires)*	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Axe 2 : Refondation de la Gouvernance	**17,7%**	**20,3%**	**19,5%**	**19,7%**	**19,8%**
Services généraux des administrations publiques	16,6%	19,2%	18,3%	18,5%	18,7%
Ordre et Sécurité publics (*Tribunaux et Administration pénitentiaire*)	1,1%	1,0%	1,2%	1,2%	1,2%
Axe 3 : Transformation structurelle de l'économie et croissance	**16,8%**	**19,3%**	**19,3%**	**19,9%**	**19,5%**
Affaires économiques	16,7%	19,2%	19,1%	19,7%	19,3%
Loisirs, culture et culte (*Services culturels)*	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Axe 4 : Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients	**25,4%**	**28,5%**	**30,8%**	**30,5%**	**30,0%**
Logement et équipements collectifs	0,6%	1,1%	1,1%	1,2%	1,1%
Santé	6,4%	8,7%	8,7%	8,0%	8,5%
Loisirs, culture et culte (*Services récréatifs et sportifs)*	1,7%	2,7%	2,6%	2,4%	2,6%
Enseignement	14,3%	13,7%	15,8%	16,2%	15,2%
Protection sociale	2,5%	2,3%	2,7%	2,7%	2,6%
Axe 5 : Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences	**0,9%**	**1,0%**	**1,1%**	**1,1%**	**1,0%**
Protection de l'environnement	0,9%	1,0%	1,1%	1,1%	1,0%
Opérations concernant la dette publique	**6,2%**	**6,8%**	**6,3%**	**6,1%**	**6,4%**
Total Général	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : *DGB, août 2026*

3.3.1 Axe 1 : Renforcement de la Souveraineté et Consolidation de la Paix et de la Sécurité

209. Cet axe vise à renforcer la souveraineté du pays à travers le développement des capacités de défense et de sécurité, tout en consolidant durablement la paix sociale. Les allocations budgétaires en faveur de l'axe 1 s'élèveraient à 1 076,6 milliards de FCFA en 2027, pour atteindre 1 205,8 milliards de FCFA en 2029, soit une moyenne annuelle de 1 124,5 milliards de FCFA sur la période 2027-2029, attestant l'engagement du Gouvernement en faveur de la sécurité. Cet axe représenterait en moyenne 23,2% des dépenses totales, en légère baisse par rapport au cadrage précédent (24,4%), traduisant un rééquilibrage progressif au profit d'autres priorités de développement. L'axe couvre les fonctions suivantes : (i) Défense, (ii) Ordre et sécurité publics et (iii) Loisirs, culture et culte, notamment à travers la sous-fonction « Culte et autres services communautaires ».

- **Défense**

210. Les allocations en faveur de la défense s'établiraient en moyenne à 689,8 milliards de FCFA sur la période 2027-2029, contre 623,8 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2026, soit une augmentation moyenne de 66 milliards de FCFA. Cette progression traduit la poursuite du renforcement des capacités opérationnelles des Forces Armées et de Sécurité, en cohérence avec les enjeux sécuritaires, tout en s'inscrivant dans une logique de maîtrise relative de son poids dans les dépenses totales (14,3% contre 15,6% dans la loi de finances rectificative 2026).

211. Les dotations permettront de poursuivre les objectifs suivants :

- renforcer la capacité de défense et de sécurité du pays ;
- préserver et Consolider la paix sociale.

Spécifiquement, il s'agit de :

- devenir une puissance militaire sous régionale capable de défendre l'intégrité territoriale ;
- éradiquer le terrorisme et l'extrémisme violent sous toutes ses formes ;
- restaurer la cohésion sociale et le vivre ensemble ;
- mettre en œuvre les recommandations du Dialogue Inter-Maliens.

- **Ordre et sécurité publics**

212. Les dépenses consacrées à l'ordre et à la sécurité publics s'établiraient en moyenne à 433,5 milliards de FCFA sur la période 2027-2029. Cet effort traduit le renforcement des dispositifs de sécurité intérieure, notamment dans le cadre de la consolidation des acquis de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI). Leur poids dans les dépenses totales resterait globalement stable à 8,9% en moyenne, en baisse par rapport à la loi de finances rectificative 2026 confirmant une stabilisation des efforts après une phase d'intensification. Les sous-fonctions de la fonction Ordre et sécurité qui participent à la mise en œuvre de l'axe stratégique 1 concernent, notamment, les services de la police et les services de protection civile. Ces allocations se justifieraient par le renforcement des effectifs ainsi que des capacités opérationnelles des forces de la police, de la gendarmerie et de la protection civile.

- **Loisirs, culture et culte (Culte et autres services communautaires)**

213. Le groupe « *Culte et autres services communautaires* » de la fonction « Loisir, culture et culte » participe à la mise en œuvre de l'axe stratégique 1 à travers essentiellement des activités communautaires de culte visant à raffermir les liens sociaux et consolider la paix et le vivre ensemble. Les allocations en faveur de cette sous-fonction s'élèveraient en moyenne à 1,2 milliard de FCFA sur la période 2027-2029, contre 1,9 milliard de FCFA dans la loi de finances rectificative 2026, traduisant un effort modéré mais ciblé en faveur du renforcement de la cohésion sociale et du vivre ensemble.

3.3.2 Axe stratégique 2 : Refondation de la Gouvernance

214. L'axe 2 permettra au Gouvernement de poursuivre la refondation de la gouvernance à travers la mise en œuvre des objectifs globaux suivants :

- renforcer l'autorité et le leadership de l'Etat ;
- améliorer la Gouvernance politique, administrative et judiciaire ;
- améliorer la Gouvernance économique et financière.

215. Il couvre les fonctions suivantes : (i) Services généraux des administrations publiques et (ii) ordre et sécurité publics notamment, les sous-fonctions (ou groupes) relatives aux tribunaux et l'administration pénitentiaire.

216. Les allocations budgétaires en faveur de cet axe s'élèveraient à 904milliards de FCFA en 2027, pour atteindre 1 046,1 milliards de FCFA en 2029, soit une moyenne de 960 milliards de FCFA sur la période 2027-2029, contre 705 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2026. Cet effort budgétaire témoigne l'engagement du Gouvernement en faveur de la gouvernance. L'axe représenterait en moyenne 19,8% des dépenses totales.

- **Services généraux des administrations publiques**

217. Les allocations en faveur des services généraux s'établiraient en moyenne à 903,8 milliards de FCFA sur la période 2027-2029, contre 661,9 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2026. Cette hausse reflète les efforts visant à moderniser l'administration publique, renforcer l'efficacité de l'action publique et améliorer la gouvernance économique et financière. Leur poids dans les dépenses totales se situerait autour de 18,7% en hausse par rapport à la loi de finances rectificative 2026, confirmant ainsi une volonté du Gouvernement d'accompagner les reformes dans les administrations publiques.

218. En lien avec la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD) 2024-2033, les dotations serviront à poursuivre l'atteinte des objectifs sectoriels suivants :

- améliorer la gouvernance des secteurs stratégiques ;
- renforcer la confiance aux institutions ;
- renforcer l'efficacité de la politique extérieure ;
- rendre l'administration publique moderne et performante ;
- améliorer l'administration du territoire et la décentralisation.

- **Ordre et Sécurité (**tribunaux et administration pénitentiaire)

219. Le groupe « tribunaux et administration pénitentiaire » de la fonction « Ordre et sécurité » contribuerait à l'axe stratégique 2 dans le cadre de l'assainissement du secteur de la justice pour en faire un instrument de garantie de la paix sociale et des droits fondamentaux des citoyens. De manière spécifique, le Gouvernement entend poursuivre ses efforts en de (i) promouvoir la justice et les droits de l'Homme et (ii) renforcer la lutte contre la corruption et la délinquance financière. Ainsi, les dépenses consacrées aux fonctions judiciaires et pénitentiaires s'établiraient respectivement en moyenne à 43 milliards de FCFA (tribunaux) et 13,2 milliards de FCFA (administration pénitentiaire) sur la période 2027-2029, en hausse par rapport à loi de finances rectificative 2026 où elles s'établissement respectivement à 32,5 milliards de FCFA et 10,6 milliards de FCFA. Cette progression traduit un effort accru en faveur de la réforme de la justice, du renforcement de l'État de droit et de la lutte contre la corruption et la délinquance financière, dans une logique de consolidation de la paix sociale.

3.3.3 Axe 3 : Transformation structurelle de l'économie et croissance

220. Cet axe vise comme objectifs globaux : (i) accroitre la productivité globale et diversifier les activités économiques ; (ii) assurer la transformation industrielle de l'économie et faire du Mali une plaque tournante du commerce sous régionale et (iii) accélérer le développement des Secteurs d'appui à la

croissance. L'axe stratégique 3 couvre les fonctions suivantes : (i) Affaires économiques et (ii) (Loisirs, culture et culte (sous fonction Services culturels).

221. Les allocations budgétaires en faveur de cet axe s'établiraient à 862,9 milliards de FCFA en 2027, pour atteindre 1 058,8 milliards de FCFA en 2029, soit une moyenne de 946,7 milliards de FCFA sur la période 2027-2029, contre 670,7 milliards de FCFA dans loi de finances rectificative 2026. Cet effort budgétaire traduit une réorientation marquée vers les investissements productifs. L'axe représenterait en moyenne 19,5% des dépenses totales, en hausse par rapport à la loi de finances rectificative 2026 (16,8%), confirmant son rôle moteur dans la stratégie de croissance.

- **Affaires économiques**

222. Les dépenses des affaires économiques s'élèveraient en moyenne à 937,5 milliards de FCFA sur la période 2027-2029, contre 666,3 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2026, soit une augmentation significative de plus de 271,2 milliards de FCFA. Cette évolution traduit des perspectives d'intensification des investissements dans les secteurs productifs et les infrastructures économiques, notamment l'agriculture, l'énergie, les transports et le numérique.

223. Ces allocations budgétaires serviront à poursuivre l'atteinte des objectifs spécifiques suivants :

- accroitre durablement la production de céréales pour assurer une autosuffisance alimentaire au Mali ;
- diversifier et intégrer l'exploitation minière à l'économie ;
- assurer la transformation industrielle de l'économie ;
- développer les échanges commerciaux ;
- assurer un développement équilibré des différents modes de transport ;
- accroître la capacité et garantir la sécurité énergétique du pays ;
- assurer une révolution numérique ;
- diversifier les sources de financement de l'économie.

- **Loisirs, culture et culte (Services culturels)**

Le groupe « *Services culturels* » de la fonction « Loisir, culture et culte » participe à la mise en œuvre de l'axe 3 avec des allocations projetées en moyenne à 9,2 milliards de FCFA sur la période 2027-2029. Ces allocations serviront à faire de l'artisanat, le tourisme et la culture un facteur de développement économique du pays.

3.3.4 Axe stratégique 4 : Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients

224. L'axe stratégique 4 vise à faire en sorte que les efforts de développement se traduisent concrètement par une amélioration durable des conditions de vie des populations, en particulier des jeunes, des femmes et des personnes en situation de handicap. Il s'articule autour du renforcement de l'accès à une éducation de qualité, à des services de santé performants, à des emplois décents, à l'eau potable, ainsi qu'à un cadre de vie sain et à une protection sociale renforcée. À ce titre, il ambitionne de transformer le potentiel démographique du Mali en un véritable levier de croissance inclusive, en faisant du dividende démographique un moteur du développement. Par ailleurs, cet axe vise à valoriser les dynamiques d'urbanisation et de migration comme des opportunités économiques et sociales au service du développement national.

225. Les objectifs globaux de cet axe sont les suivants :

- contribuer à l'émergence d'un capital humain de qualité ;
- mettre les femmes, les jeunes et les maliens établis à l'extérieur au cœur du développement ;
- développer de façon équilibrée les territoires.

226. L'axe couvre les fonctions suivantes : (i) « Logement et équipements collectifs » ; (ii) « Santé » ; (iii) « Loisirs, Culture et Culte » notamment, les sous-fonctions « Services récréatifs et sportifs » et « Loisirs, culture et culte n.c.a », (iv) « Enseignement » et (v) « Protection Sociale ».

227. En vue de l'atteinte de ses objectifs, l'axe stratégique 4 bénéficierait en moyenne de 30% des dépenses totales sur la période 2027-2029. En valeur absolue, elles passeraient de 1 272,7 milliards de F CFA en 2027 à 1 623,9 milliards de F CFA en 2029, soit une dotation moyenne de 1 454,7 milliards F CFA sur la même période.

- **Logement et équipements collectifs**

228. La fonction Logement et équipements collectifs contribue à l'atteinte des objectifs spécifiques suivants retenus dans la SNEDD 2024-2033 :

- accroître l'attractivité des zones Sous-peuplées et des zones défavorisées ;
- accroître l'attractivité des villes ;
- réduire les inégalités sociales et la pauvreté.

229. Les dépenses relatives au logement et équipements collectifs passeraient de 48,4 milliards de FCFA en 2027 à 63,1 milliards de F CFA en 2029. Les actions prioritaires relatives au logement et aux équipements collectifs porteront sur :

- ✓ la poursuite de la mise en œuvre de la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire (PNAT) à travers l'opérationnalisation du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) ;
- ✓ la poursuite de la mise en œuvre du programme de construction de 50.000 logements sociaux ;
- ✓ l'amélioration de l'offre de service d'eau potable ;
- ✓ la mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée.

- **Santé**

230. Les allocations budgétaires du secteur de la santé passeraient de 388,9 milliards de FCFA en 2027 à 426,5 milliards de FCFA en 2029, soit une moyenne de 410 milliards de FCFA sur la période 2027-2029. Elles représenteraient en moyenne 8,5% des dépenses totales sur la même période.

231. Les dépenses s'inscriront dans le cadre de la mise en place d'un système de santé moderne à travers notamment :

- la construction et l'équipement des infrastructures de santé (transformation des Csréf de Bamako en Hôpitaux de District de Bamako, construction et équipement des hôpitaux régionaux et construction et équipement des hôpitaux de District au niveau cercle, etc.) ;
- l'amélioration du plateau technique des hôpitaux ;
- l'augmentation de l'offre et l'utilisation de services et produits de santé de qualité fournis par des ressources humaines qualifiées et équitablement réparties sur l'ensemble du territoire.

- **Loisirs, culture et culte (Services récréatifs et sportifs et Loisirs, culture et culte n.c.a)**

232. Les groupes « *Services récréatifs et sportifs et culte et Loisirs, culture et culte n.c.a*» de la fonction « Loisir, culture et culte » contribuent à la mise en œuvre de l'axe 4. Les dépenses relatives à ces deux groupes se chiffreraient respectivement en moyenne à 113,8 et 10,2 milliards de FCFA, sur la période 2027-2029. Ces allocations serviront à faire émerger un citoyen malien doté de vertus et de hautes qualités humaines et sociales et à faire des jeunes les acteurs du changement et de l'unité nationale.

- **Enseignement**

233. Le diagnostic du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle a permis de dégager un certain nombre d'enjeux et de défis importants à prendre en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'éducation et de la formation professionnelle. Au regard des enjeux et défis nationaux, mais aussi des nouveaux engagements internationaux pris par notre pays, notamment par rapport à l'agenda 2030 de l'Education et l'agenda 2063 de l'Union Africaine, le

Gouvernement de la République du Mali s'est doté d'un nouveau programme Décennal de l'Education et de la Formation Professionnelle (PRODEC 2) 2019-2028, en capitalisant sur les leçons apprises de la mise en œuvre du précédent programme et des études spécifiques menées.

234. Ce nouveau programme s'intéresse aux orientations stratégiques et aux principales réformes politiques envisagées. Ses axes de réforme sont :

- l'amélioration de l'efficacité interne et externe du système éducatif ;
- l'amélioration de la formation et de la gestion des enseignants ;
- la promotion de l'accès équitable et inclusif à une éducation de base de qualité pour tous ;
- le renforcement de la gouvernance du secteur ;
- le renforcement de la résilience du secteur.

235. Pour soutenir ces réformes, le cadrage budgétaire 2027-2029 prévoit au titre de la fonction « Enseignement » une dotation qui se chiffre en moyenne à 741,4 milliards de FCFA, soit un taux de variation annuel moyen de 18,6%. Elle représenterait environ 15,2% en moyenne des dépenses totales sur la même période. Ce ratio reflète la volonté du Gouvernement de mettre en place un système éducatif performant, cohérent et inclusif. Les priorités s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du PRODEC2 , renforcée par les recommandations issues des Etats Généraux de l'Education.

236. Les principales actions concernent entre autres :

- le recrutement du personnel enseignant, chercheur et d'encadrement en nombre et en qualité ;
- la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures d'accueil des étudiants (bureau, salles, bibliothèques et laboratoires) ;
- l'amélioration du rendement interne du système pour une meilleure employabilité des jeunes et l'insertion socioprofessionnelle des sortants ;
- l'achèvement d'un enseignement fondamental de qualité pour tous les enfants, filles et garçons ;
- la promotion des valeurs culturelles favorables à la création de la richesse et au développement durable ;
- le renforcement de la qualité de la gestion du système éducatif et de ses ressources ;
- l'accroissement des conditions d'accès à l'enseignement supérieur et au renforcement de la recherche scientifique et l'innovation ;
- la généralisation de l'approche par compétence (APC) dans l'enseignement secondaire technique et professionnel ;
- la sécurisation de l'espace scolaire et universitaire.

- **Protection sociale**

237. Les dépenses relatives à la « Protection sociale » passeraient de 103,3 milliards de FCFA en 2027 à 145,4 milliards de FCFA en 2029, soit une progression annuelle moyenne de 18,6% sur la période 2027-2029.

Ces dépenses contribueraient avec d'autres ressources, notamment les ressources propres des organismes de sécurité sociale, à : (i) créer les conditions de réalisation de l'autonomisation économique de la Femme ; (ii) encourager la participation des maliens établis à l'extérieur au développement ; (iii) réduire les inégalités sociales et la pauvreté et (iv) créer des emplois décents. Les actions prioritaires dans ce domaine visent à :

- assurer la protection et la sécurisation des migrants et les membres de leurs familles ;
- étendre la protection sociale à tous ;
- assurer la sécurité élémentaire de revenu à travers les projets de filets sociaux ;
- renforcer la participation des femmes et des jeunes dans les activités socioéconomiques.

3.3.5 Axe stratégique 5 : Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences

238. Cet axe vise à concevoir le processus de développement avec le souci de préserver l'environnement et de renforcer la capacité de résilience des populations face aux effets du changement climatique. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont : (i) gérer et préserver l'environnement et promouvoir le développement durable et (ii) développer les capacités de résilience des populations dans un contexte lié aux changements climatiques.

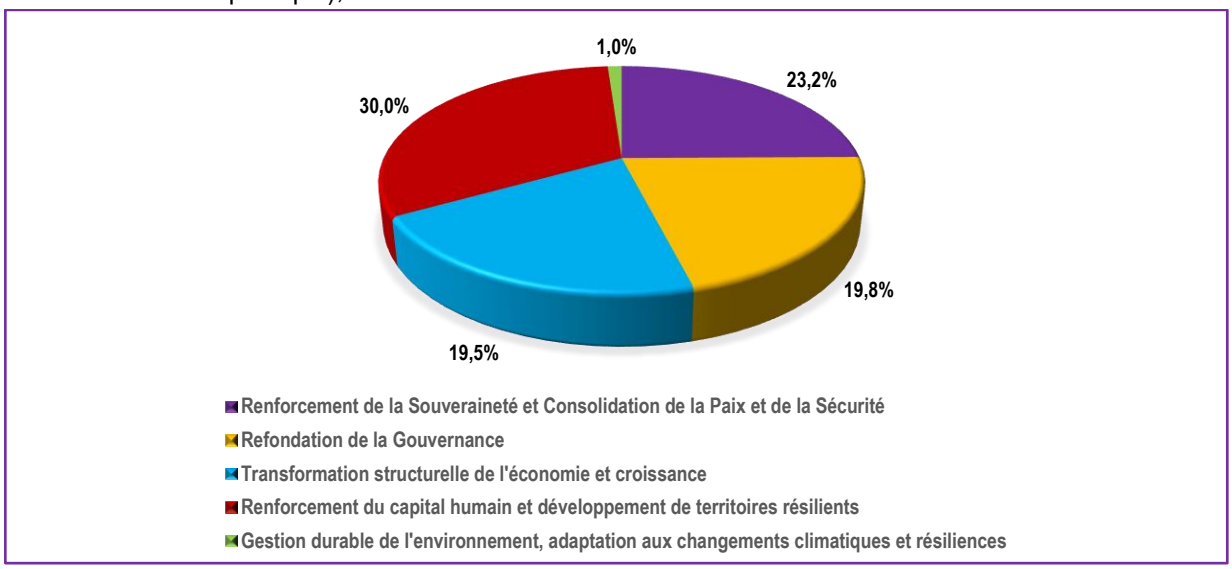
239. L'axe stratégique 5 couvre essentiellement la fonction « Protection de l'environnement ». Elle concentrera durant la période du cadrage, une allocation budgétaire se situant à 1,0% en moyenne des dépenses totales sur la période 2027-2029. Ces allocations passeraient de 43,2 milliards de FCFA en 2027 à 50,9 milliards de FCFA en 2029, soit une progression annuelle moyenne de 15,9% sur la période 2027-2029. Ces allocations viseront, entre autres, à :

- promouvoir l'éducation environnementale de qualité ;
- accélérer l'accès de la population au service de l'assainissement durable ;
- gérer durablement la biodiversité et les écosystèmes terrestres et aquatiques ;
- renforcer les capacités de prévention et de gestion des risques et des catastrophes naturelles ;
- améliorer la capacité d'adaptation des populations et la résilience ;
- renforcer la lutte contre la sècheresse et la désertification.

Les principaux projets pour l'atteinte des objectifs de l'axe 5 sont les suivants :

- gestion intégrée de lutte contre la désertification et la sécheresse de la Grande Muraille verte au Mali ;
- promotion des technologies de pointe pour développer une agriculture adaptée au contexte désertique ;
- appui à l'Alimentation en Eau Potable et Assainissement résilients au Changement Climatique ;
- développement et promotion du système de l'information climatique, d'alerte précoce et Gestion des risques et des catastrophes ;
- gouvernance des aires de conservation de la biodiversité et lutte contre les risques climatiques.

Figure 21 : Poids moyen des axes de la SNEDD dans les dépenses totales (hors remboursement des intérêts de la dette publique), 2027-2029



Source : DGB, août 2026

IV. SITUATION FINANCIÈRE DES ORGANISMES PUBLICS

4.1 Situation financière des Collectivités Territoriales

4.1.1 Ressources transférées aux Collectivités Territoriales

240. Durant la période récente, les transferts budgétaires ont légèrement ralenti du fait des contraintes liées à la situation économique et sécuritaire dans le pays.

Tableau 18 : Transferts budgétaires inscrits dans la loi de finances au profit des Collectivités territoriales (en milliards de FCFA), 2024-2026

Niveau de collectivité	LFI 2024		LFR 2025		LFI 2026		Moyenne 2024-2026
	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	
Conseil Régional	48,9	11,1%	111,1	26,9%	121,1	27,9%	93,7
Conseil de Cercle[9]	74,7	17,0%	-	-	-	-	-
Conseil Communal	245,9	55,9%	249,7	60,5%	260,7	60,1%	252,1
Crédits Globaux	70,6	16,0%	51,7	12,5%	51,9	12,0%	58,1
TOTAL	**440,1**	**100,0%**	**412,5**	**100,0%**	**432,6**	**100,0%**	**428,4**

Source : DGB, avril 2026

241. Au niveau des Collectivités Territoriales, le Conseil Communal est l'échelon territorial qui reçoit la part prépondérante des ressources transférées avec 260,7 milliards de FCFA, soit 60,1% des ressources totales transférées au titre du budget 2026.

242. Quant au Conseil Régional, sa part dans les ressources transférées s'élève à 121,1 milliards de FCFA, représentant 27,9% en 2026.

Tableau 19 : Transferts budgétaires au profit des Collectivités par nature (en milliards de FCFA), 2024-2026

Natures	LFI 2024		LFR 2025		LFI 2026		Moyenne 2024-2026
	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	
Dépenses courantes	365,62	83,08%	360,48	87,38%	368,69	85,00%	364,93
dont personnel	311,35	70,75%	312,65	75,79%	314,24	72,44%	312,75
Dépenses en capital	74,47	16,92%	52,05	12,62%	65,09	15,00%	63,87
dont Appui Budgétaire	2,84	0,64%	0,00	0,00%	1,73	0,40%	1,52
TOTAL	**440,1**	**100,00%**	**412,54**	**100,00%**	**433,78**	**100,00%**	**428,8**

Source : DGB, avril 2026

243. Sur la période 2024-2026, les ressources transférées aux Collectivités territoriales en termes de dotations budgétaires en loi de finances ont été consacrées en grande partie aux dépenses courantes qui sont estimées à 365,62 milliards de FCFA dans le budget 2024 ; 360,48 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2025 et 368,69 milliards de FCFA dans la LFI 2026, soit en moyenne 364,93 milliards de FCFA sur la même période. Quant aux ressources transférées relatives aux dépenses en capital, elles sont estimées à 74,47 milliards de FCFA dans le budget 2024 ; 52,05 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2025 et enfin 65,09 milliards de FCFA dans la LFI 2026, soit une moyenne de 63,87 milliards de FCFA.

[9] Dans les LFI 2025 et 2026, le Conseil de Cercle ne figure pas conformément à la Loi N°2023-007 du 13 mars 2023 portant création des Collectivités territoriales en République du Mali, qui a supprimé la Collectivité territoriale de Cercle.

Tableau 20 : Transferts budgétaires aux Collectivités territoriales (2022-2026)

Libellés	Lois de finances				
	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes budgétaires (en milliards de FCFA)	1875,4	1 997,3	2 179,2	2 524,79	2 807,19
Crédits décentralisés (en milliards de FCFA)	437,97	411,98	440,09	412,5	433,78
Ratio (pourcentage)	**23,35%**	**20,63%**	**20,20%**	**16,34%**	**15,45%**

Source : DGB, avril 2026

244. Entre 2022 et 2026, les efforts budgétaires se sont poursuivis au profit des Collectivités territoriales. En effet, les transferts budgétaires en pourcentage des recettes budgétaires se situent en moyenne à 19,1% entre 2022-2026. Au titre du budget 2026, les efforts budgétaires de l'Etat au profit des Collectivités territoriales ont connu une hausse de 21,28 milliards de FCFA par rapport au budget 2025 pour se situer à 15,5% des recettes budgétaires.

4.1.2 Situation financière consolidée des Collectivités territoriales

245. Sur la base des données collectées, on constate que des efforts de mobilisation des recettes propres des Collectivités territoriales se poursuivent avec un taux de croissance annuel moyen de 3,73% entre 2021 et 2025. Sur la même période, les « transferts ou subventions » accordées aux Collectivités territoriales par l'État et d'autres institutions, constituant une part importante de leurs ressources, soit 78,7% des recettes totales (**cf. Figure 23)**, ont progressé de l'ordre de 5,65% par an.

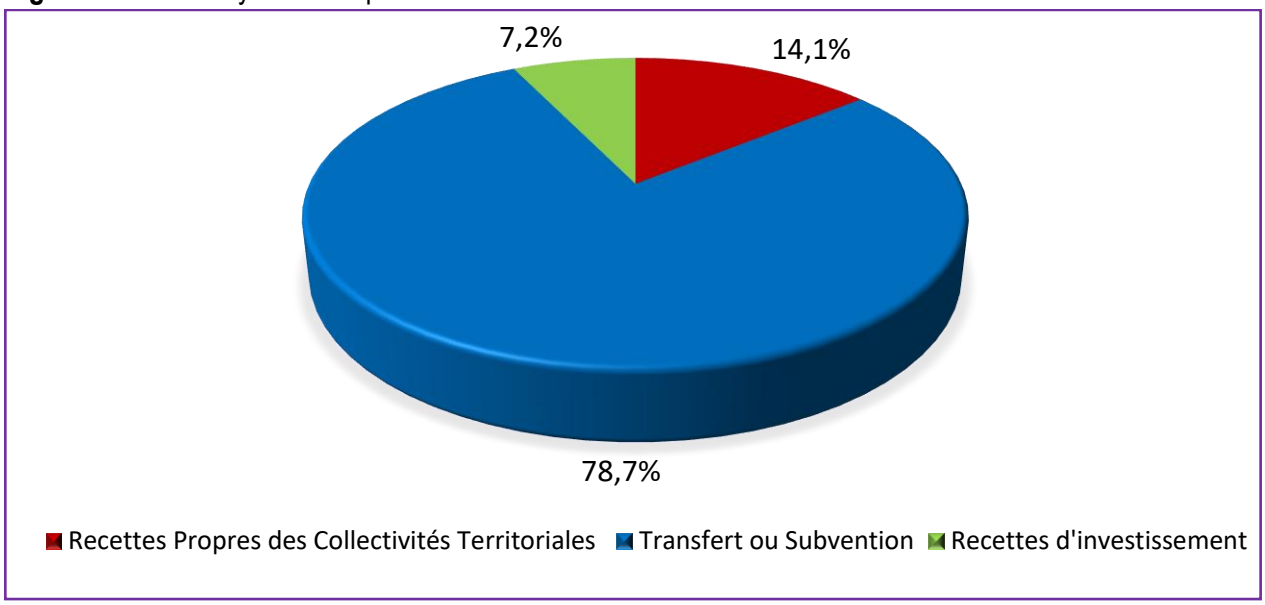
Tableau 21 : Evolution Recettes-Dépenses des Collectivités territoriales (en milliards de FCFA), 2021-2025

Rubriques	Réalisations				2025	Taux de croissance annuel moyen
	2021	2022	2023	2024		
Recettes	**340,24**	**393,09**	**397,74**	**410,17**	**393,87**	**3,73%**
Recettes Propres des CT dont :	**49,06**	**54,70**	**56,20**	**58,99**	**54,68**	**2,75%**
Recettes Fiscales	41,25	47,16	48,26	47,35	48,96	4,38%
Recettes non Fiscales	6,86	6,96	7,01	5,85	5,06	-7,33%
Autres recettes propres	0,95	0,58	0,93	5,78	0,67	-8,36%
Transfert ou Subvention dont	**254,45**	**313,45**	**315,13**	**324,18**	**316,98**	**5,65%**
Subvention de l'État	254,23	313,34	315,03	323,48	316,66	5,64%
Autres subventions	0,22	0,11	0,10	0,70	0,32	9,82%
Recettes d'investissement	**36,73**	**24,93**	**26,40**	**27,00**	**22,21**	**-11,82%**
Dépenses	**316,34**	**395,31**	**392,21**	**369,68**	**370,55**	**4,03%**
Dépenses courantes dont :	**284,76**	**361,64**	**366,73**	**349,97**	**348,14**	**5,15%**
Personnel	212,29	257,94	268,25	271,57	272,89	6,48%
Fonctionnement	72,47	103,70	98,48	78,40	75,25	0,95%
Dépenses d'investissement dont :	**31,59**	**33,66**	**25,48**	**19,71**	**22,41**	**-8,23%**
Financement sur ressources propres	10,10	11,46	13,55	9,53	7,88	-6,02%
Financement sur subventions (État, PTF), Dons et emprunts	21,48	22,20	11,93	10,18	14,53	-9,31%

Source : DGTCP, avril 2026

NB : Les informations de 2025 sont provisoires

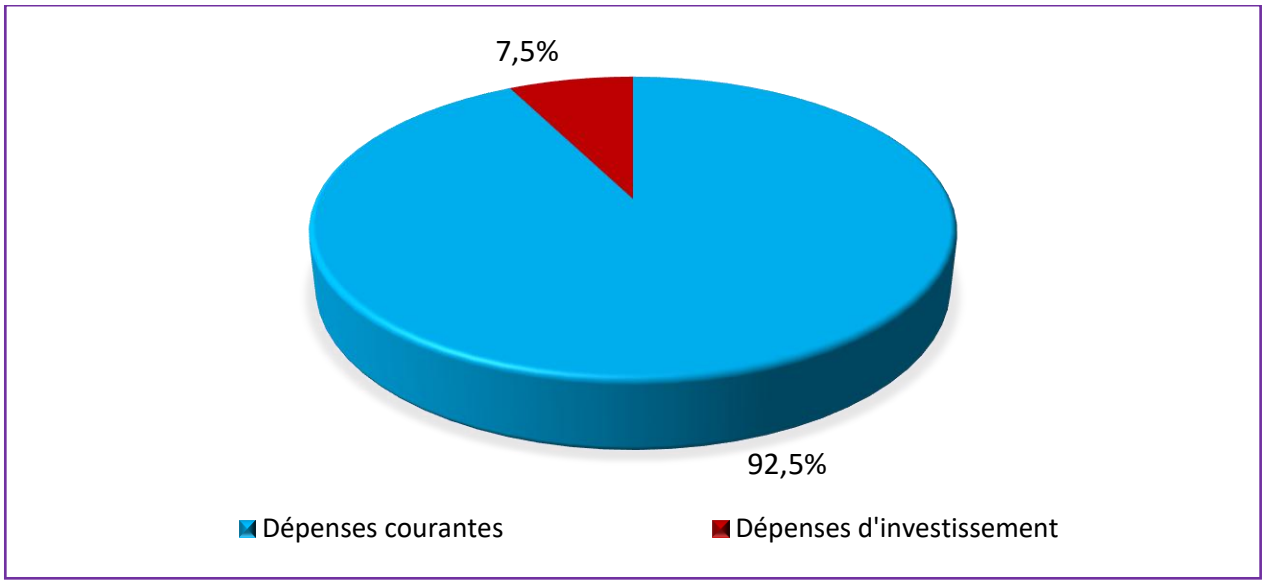
Figure 22 : Part moyenne des postes de recettes dans le total des ressources des CT entre 2021-2025



Source : DGTCP, avril 2026, calculs de la DGB

246. Quant aux dépenses totales, elles ont progressé de 4,03% en moyenne annuelle entre 2021 et 2025 sous l'effet de la hausse des dépenses courantes (+5,2%), soit 92,7% des dépenses totales. Les dépenses courantes sont tirées par les dépenses de personnel qui ont augmenté de 6,5% en moyenne tandis que les dépenses d'investissements, représentant 7,3% des dépense totales, ont régressé en moyenne de 8,23 % par an sur la même période.

Figure 23 : Part moyenne des postes de dépenses dans le total des dépenses des CT entre 2021-2025



Source : DGTCP, avril 2026, calculs de la DGB

4.2 Situation financière des Organismes de Sécurité Sociale

247. La sécurité sociale au Mali est gérée par quatre organismes à savoir : (i) l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) ; (ii) la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) ; (iii) la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) et (iv) l'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM).

4.2.1 Institut National de Prévoyance Sociale

248. L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) a été créé par la Loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961 reprise et précisée par la Loi N° 96-004 du 26 janvier 1996. Il est érigé en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'INPS a pour mission de gérer les régimes de protection sociale, en faveur des travailleurs salariés définis par le Code du travail.

249. Les régimes gérés par l'INPS se résument comme suit :

- la prévention et la réparation des Accidents du travail et des Maladies professionnelles (ATMP) ;
- les Prestations Familiales (PF) ;
- l'Assurance Vieillesse, Invalidité et Décès.

Pour compléter ces régimes, la loi confie à l'Institut la gestion d'une action sanitaire et sociale.

250. Par ailleurs, la Loi n°99-047 du 28 décembre 1999 a institué l'Assurance Volontaire pour permettre l'accès à la couverture sociale des membres des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles, ainsi que les travailleurs indépendants. Sa gestion est confiée à l'INPS.

251. L'INPS est un organisme gestionnaire délégué du régime de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) institué suivant la Loi n° 09-015 du 26 juin 2009. A ce titre, l'Institut est chargé de l'immatriculation des assurés, l'encaissement des cotisations et du règlement des factures des prestataires conventionnés.

Tableau 22 : Evolution des assurés et employeurs affiliés à l'INPS

RUBRIQUES	Réalisation			Prévisions			
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Nombre d'assurés	410 278	449 127	463 725	494 490	514 477	541 650	564 032
Nombre d'employeurs	40 634	42 231	46 536	49 036	52 739	55 640	59 076

Source : INPS, avril 2026

252. En 2025, l'INPS a enregistré 463 725 travailleurs assurés aux régimes de sécurité sociale qu'il gère, dont 50 000 assurés volontaires. Si on ajoute les membres des familles, c'est-à-dire les ayants droit, ceci porte à environ 2 500 000 le nombre de personnes couvertes par l'INPS, soit un taux de couverture 11,2% de la population totale du Mali.

253. On dénombre également 46 536 entreprises inscrites au registre de l'INPS depuis sa création. Moins du tiers de cet ensemble contribue aux recettes de cotisation chaque année. Il y a nécessité de procéder à un apurement du fichier en vue d'éliminer les entreprises inexistantes ou fermées, et disposer ainsi d'une base de données fiable. Cette activité est inscrite dans le plan stratégique 2025-2029 de l'INPS.

254. Les ressources de l'INPS proviennent des cotisations assises sur l'ensemble des rémunérations pour le régime obligatoire des salariés, les revenus des placements, les prestations récupérées, les cotisations de l'assurance volontaire.

Tableau 23 : Évolution des ressources de l'INPS

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Cotisations (en milliards F CFA)	167,2	205,6	243,9	282,2	320,6	358,9	397,2
Autres recettes (en milliards F CFA)	3,3	7,2	11,0	14,9	18,7	22,5	26,4
Total	**170,6**	**212,7**	**254,9**	**297,1**	**339,3**	**381,4**	**423,6**

Source : INPS, avril 2026

255. Les autres recettes comprennent entre autres :

- les frais de gestion versés par la CANAM dans le cadre de la cogestion de l'AMO ;
- les frais de gestion des caisses de sécurité sociale étrangères dans le cadre des conventions et accords de paiement ;
- les recettes de production de nos structures sanitaires ;
- les recettes de location de nos immeubles de rapport ;
- les revenus de placement en Dépôt à Terme (DAT), souscription aux obligations de l'État, les dividendes sur les actions acquises.

256. Malgré la situation de crise et d'insécurité, l'INPS arrive à atteindre ses objectifs en matière de recouvrement des cotisations. Ainsi, le recouvrement des recettes est passé de 170,6 milliards de FCFA en 2023 à 254,9 milliards de FCFA en 2025, soit une augmentation d'environ 49,4% sur la période 2023-2025. En 2026, l'INPS attend 297,1 milliards de FCFA de recette dont 282,2 milliards de FCFA pour les cotisations et 14,9 milliards de FCFA pour les autres recettes.

- **Situation financière des branches gérées par l'INPS**

257. Les dépenses figurant dans les tableaux ci-dessous concernent essentiellement les prestations techniques, les revenus reversés aux bénéficiaires sous formes de prestations sociales ; elles n'incluent pas les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'Institut. Aussi, les recettes et dépenses par branche, sur les tableaux 24, 25, 26 et 27 ne prennent pas en compte les recettes diverses ainsi que les dépenses administratives et celles de l'Action sanitaire et sociale ; par contre le Tableau 28 (situation financière consolidée des branches), les prend en compte.

Tableau 24 : Situation financière de la branche Vieillesse-Invalidité-Décès (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Cotisations	75,8	92,9	109,9	126,9	144,0	161,0	178,0
Dépenses	97,7	98,3	99,0	99,7	100,3	101,0	101,6
Résultats	**-21,8**	**-5,5**	**10,9**	**27,3**	**43,7**	**60,0**	**76,4**

Source : INPS, avril 2026

258. Depuis plusieurs années la branche Vieillesse, Invalidité et Décès est ressortie déficitaire, avant d'enregistrer un excédent à partir de 2025. Cette dynamique devrait se poursuivre et se renforcer sur la période 2026 à 2029. En effet, il est attendu en 2026 un résultat positif de 27,3 milliards de FCFA et qui devrait atteindre 76,4 milliards de FCFA à l'horizon 2029.

259. Dans la dynamique de maîtrise des dépenses de pension, l'INPS a entamé des actions spécifiques d'envergure parmi lesquelles on peut citer :

- la gestion des comptes individuels des salariés pour renforcer le principe « du bon droit à la bonne personne » ;
- la validation des nouvelles pensions dans le cadre d'une commission créée à cet effet ;
- le contrôle à priori et à postériori des pensions en service.

260. Dans le sens de la maitrise des charges techniques, l'INPS a entamé entre autres :

- l'enrôlement biométrique ;
- l'application des taux d'abattement de 5 à 25% sur les pensions anticipées ;
- la période de stage à faire passer de 13 à 15 ans ;
- le salaire de référence à calculer sur 10 ans au lieu de 8 pour permettre la maitrise des salaires de référence.

Tableau 25 : Situation financière de la branche Prestations Familiales (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Cotisations	67,3	82,6	97,9	113,2	128,5	143,8	159,1
Dépenses	15,1	13,5	12,0	10,4	8,9	7,3	5,7
Résultats	**52,2**	**69,1**	**85,9**	**102,8**	**119,7**	**136,5**	**153,4**

Source : INPS, avril 2026

261. Pour la branche prestation familiales les résultats sont globalement positifs, passant de 52,2 milliards de FCFA en 2023 à 85,9 milliards de FCFA en 2025, soit un taux de progression de 64,6%. Ils sont projetés à 136,5 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2027-2029.

Tableau 26 : Situation financière de la branche Accident du Travail et Maladies Professionnelles (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Cotisations	22,8	28,2	33,7	39,1	44,5	49,9	55,3
Dépenses	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
Résultats	**21,5**	**27,0**	**32,4**	**37,8**	**43,2**	**48,6**	**54,0**

Source : INPS, avril 2026

262. S'agissant de la branche Accident du Travail et Maladies Professionnelles, les résultats sont ressortis positifs pour atteindre 26,6 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2023-2025 correspondant à un taux de progression de 50,7%. A moyen terme, ils sont projetés à 48,6 milliards de FCFA en moyenne, soit un taux de progression de 25,0% sur la période 2027-2029.

Tableau 27: Situation financière de la branche Assurance Volontaire (Montant en millions de FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Cotisations	1,2	1,8	2,4	3,0	3,6	4,2	4,8
Dépenses	0,2	0,5	0,8	1,0	1,3	1,5	1,8
Résultats	**1,0**	**1,3**	**1,7**	**2,0**	**2,3**	**2,7**	**3,0**

Source : INPS, avril 2026

263. La branche Accident du Travail et Maladies Professionnelles, ressort excédentaire sur la période 2023-2025, passant de 1 milliard de FCFA en 2023 à 1,7 milliard en 2025.Cette dynamique devrait poursuivre sur la période 2026-2029 où l'excédent ressortirait en moyenne à 2,5 milliards de FCFA**.**

Tableau 28: Situation financière consolidée des différentes branches (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Cotisations	166,0	203,7	241,5	279,2	317,0	354,7	392,4
Dépenses	114,1	113,2	112,3	111,4	110,5	109,6	108,7
Résultats	**51,9**	**90,6**	**129,2**	**167,9**	**206,5**	**245,1**	**283,8**

Source : INPS, avril 2026

264. Les ressources totales de l'INPS ont connu une progression moyenne satisfaisante de l'ordre de 58,6% sur la période 2023-2025. Ce rythme devrait légèrement ralentir sur la période 2027-2029 et se situer autour de 17,2% en moyenne.

4.2.2 Caisse Malienne de Sécurité Sociale

265. Au regard de la Loi n°10-029 du 29 juillet 2010, la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) a pour mission la gestion des régimes de pensions des fonctionnaires, des militaires, des députés et de tout autre régime ou branche que l'État lui confie.

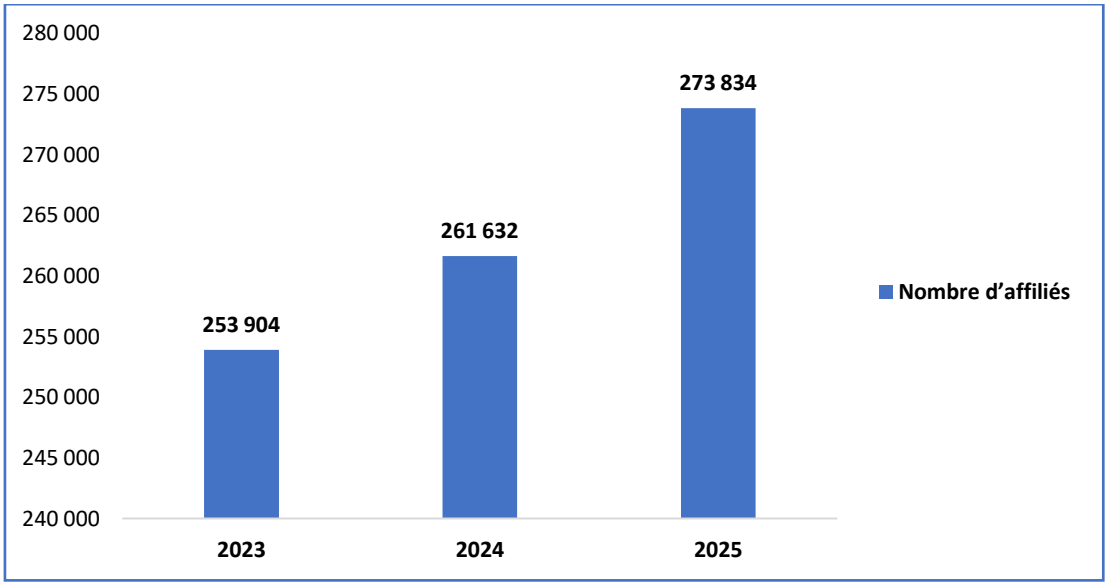
266. L'évolution des affiliés de la CMSS par catégorie d'agents de 2023 à 2025 est donnée dans le Tableau 29 ci-dessous.

Tableau 29 : Évolution des affiliés de la CMSS par catégorie d'agents (chiffres en nombre de personnes) de 2023-2025

Affiliés CMSS	Réalisations		
	2023	2024	2025
Pensionnés	59 561	62 181	63 999
Fonctionnaires de l'Etat	60 543	60 310	60 664
Fonctionnaires des collectivités	58 401	58 742	58 613
Militaires	75 399	80 399	90 558
Députés	0	0	0
TOTAL	**253 904**	**261 632**	**273 834**

Source : CMSS, avril 2026

Figure 24 : Evolution du nombre d'affiliés à la CMSS, 2023-2025



Source : CMSS, avril 2026, calculs de la DGB

267. S'agissant des ressources de la CMSS elles proviennent des subventions de l'État, des cotisations, des intérêts créditeurs, des pénalités et autres produits de gestion courante. Le recouvrement des recettes de la caisse est passé de 183,44 milliards de FCFA en 2023 à 188,40 milliards de FCFA en 2025 soit une augmentation d'environ 4,96% sur la période 2023-2025. Au titre de l'exercice budgétaire 2026, les ressources attendues de la caisse sont évaluées à 211,00 milliards de FCFA. A moyen terme, il est attendu une mobilisation de ressources à hauteur de 213,26 milliards de FCFA en 2027, 215,57 milliards de FCFA en 2028 et 217,88 milliards de FCFA en 2029, soit en moyenne 0,5% d'augmentation par an entre 2027 et 2029. La situation ainsi décrite est donnée dans le Tableau 30 ci-dessous.

268. En 2023, la subvention accordée par l'Etat a représenté près de 1,2% du total des ressources. Cette proportion a connu une hausse en 2025 pour s'établir à 3,8%. Sur la période 2026-2028, le poids de la subvention de l'État en faveur de la CMSS par rapport au total des ressources demeurera stable à environ 4,0% en moyenne (voir tableau 30 ci-dessous).

Tableau 30 : Évolution des ressources de la CMSS

Nature des ressources	Réalisations			Prévisions			
	2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
Cotisations (milliards FCFA)	175,58	174,78	176,12	196,96	199,08	201,23	203,39
Poids (en %)	95,7	96,3	93,5	93,3	93,4	93,3	93,3
Subventions-Etat (milliards FCFA)	2,14	1,6	7,09	8,51	8,6	8,69	8,79
Poids (en %)	1,17	0,9	3,8	4,0	4,0	4,0	4,0
Pénalités (milliards FCFA)	1,86	0,63	1,02	1,5	1,51	1,53	1,54
Poids (en %)	1,01	0,35	0,54	0,71	0,71	0,71	0,71
Intérêts créditeurs (milliards FCFA)	0,24	0,24	0,28	0,27	0,27	0,28	0,28
Poids (en %)	0,13	0,13	0,15	0,13	0,13	0,13	0,13
Autres produits de gestion courante (indûment perçus, frais DAO) (milliards FCFA)	3,62	4,27	3,89	3,76	3,8	3,84	3,88
Poids (en %)	1,97	2,35	2,06	1,78	1,78	1,78	1,78
Total	**183,44**	**181,52**	**188,4**	**211**	**213,26**	**215,57**	**217,88**

Source : CMSS, avril 2026

269. Les perspectives indiquent une certaine stabilité dans le recouvrement des cotisations qui restent désormais la principale ressource de la CMSS. Toutefois, la subvention de l'Etat reste présente et constitue la deuxième source de recettes pour la CMSS.

270. Il convient de noter que s'agissant d'un régime contributif fonctionnant par répartition, les cotisations sociales doivent constituer la première ressource financière, en lieu et place des subventions dont l'objectif est de combler un déséquilibre ponctuel. La situation actuelle indique qu'en l'absence d'une subvention de l'Etat, la CMSS court le risque de ne pas pouvoir tenir ses engagements sociaux. Il y a de ce fait un besoin urgent de garantir l'autonomie financière de la CMSS qui lui permettra d'accomplir ses missions de protection sociale, en lieu et place de la subvention qui, du fait du déséquilibre de la branche des pensions reste désormais un poste de financement non négligeable.

271. Les pénalités ont représenté en moyenne 0,63% des ressources de la CMSS entre 2023-2025 et représenteraient en moyenne à 0,71% entre 2025-2029.

272. S'agissant des intérêts créditeurs, ils représentent en moyenne 0,14 et 0,13% sur les périodes 2023-2025 et 2026-2029 respectivement. Quant aux autres produits de gestion courante, ils représentent respectivement en moyenne 2,12 et 1,78% des ressources de la CMSS sur les périodes 2023-2025 et 2026-2029.

Tableau 31: Évolution des produits, charges et résultat net de la CMSS (en milliards FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
Produits	183,46	192,78	188,40	203,08	205,27	207,48	209,72
Charges	174,12	177,73	187,61	200,52	202,68	204,87	207,08
Résultat	**9,34**	**15,05**	**0,79**	**2,56**	**2,59**	**2,61**	**2,64**

Source : *CMSS,* avril *2026*

273. Au regard du Tableau 31 ci-dessus relatif aux résultats financiers de la CMSS, il ressort que la situation financière de la CMSS est globalement positive, soit une moyenne de 8,39 milliards de FCFA sur la période 2023-2025 contre une perte de 7,22 milliards de FCFA enregistré en 2022.

274. Par ailleurs, on remarque que le résultat net passe de 15,05 milliards de FCFA en 2024 à 0,79 milliards de FCFA en 2025, soit une baisse de 14,26 milliards de FCFA principalement liée à la baisse des produits de la caisse

275. Les résultats de la CMSS devraient s'améliorer en perspective et se situer autour de 2,6 milliards de FCFA en moyenne sur la période de projection (2026-2029). Cette amélioration régulière du résultat net de la CMSS est en lien avec la réforme relative au code des pensions qui a porté entre autres sur :

- l'amélioration des paramètres techniques et financiers des régimes de pension ;
- la transformation digitale et l'amélioration de la qualité de service ;
- la mise en place de la retraite complémentaire par capitalisation ;
- l'institutionnalisation des mesures relatives aux Accidents du Travail et Maladies Professionnels (AT/MP) ;
- l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8% à 13% pour les fonctionnaires et militaires ;
- l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ;
- l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités.

En outre, en 2027, la CMSS, envisage :

- la réhabilitation et la reconstruction de certains bâtiments pour assurer un meilleur accueil des assurés et les bonnes conditions de travail du personnel ;
- le renforcement et l'installation de dispositifs d'énergie solaire dans certaines structures en vue d'assurer la continuité du service.

4.2.3 Caisse Nationale d'Assurance Maladie

276. La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) a été créée par la Loi n°09-016 du 26 juin 2009, modifiée par la Loi n°2021-038 du 8 juillet 2021. Elle est érigée en Établissement Public à Caractère Administratif (EPA). La CANAM a pour mission la gestion du Régime d'Assurance Maladie Universelle institué par la Loi n° 2018-074 du 31 décembre 2018. A ce titre, elle est chargée de :

- l'encaissement des cotisations du Régime de l'Assurance Maladie Universelle ;
- l'immatriculation des employeurs, des assurés et la mise à jour des droits des bénéficiaires ;
- l'allocation aux organismes gestionnaires délégués des dotations de gestion couvrant leurs dépenses techniques et de gestion courante ;
- la signature des conventions avec les structures de santé et le suivi de ladite convention ;
- l'appui aux Organismes Gestionnaires Délégués et le contrôle de leurs activités ;
- le contrôle de la validité des prestations à la prise en charge de l'Assurance Maladie Universelle ;

- l'établissement des statistiques de l'Assurance Maladie Universelle ;
- la consolidation des comptes des Organismes Gestionnaires Délégués ;
- l'élaboration de référentiels et des procédures de gestion dans le cadre du Régime d'Assurance Maladie Universelle ;
- la mise en œuvre de toutes autres activités en lien avec l'Assurance Maladie Universelle.

277. Dans l'exercice de ses missions, la CANAM dégage des statistiques relatives au nombre d'assurés, au nombre d'employeurs, à la nature de ses ressources et aux résultats d'exercices annuels. Les tableaux ci-dessous donnent les résumés de ces statistiques.

Tableau 32 : Évolution des assurés et employeurs affiliés à la CANAM entre 2023-2029

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Nombre d'assurés	1 832 632	1 941 531	2 056 307	2 156307	2 256 307	2 356 307	2 456 307
Nombre d'employeurs	44 793	42 215	43 927	44 427	44 927	45 427	45 927

Source : CANAM, avril 2026

278. Il ressort de l'analyse du Tableau 32 que le nombre d'assurés à la CANAM a connu une augmentation globale de 12,2% sur la période 2023-2025, passant de 1 832 632 assurés en 2023 à 2 056 307 assurés en 2025. Cette tendance devrait se maintenir sur la période 2026-2029, soit une hausse de 13,9%. S'agissant du nombre d'employeurs, il ressort une baisse de 1,9% sur la période 2023-2025 et devrait augmenter de 3,4% sur la période de cadrage, passant de 44 427 en 2027 à 45 927 en 2029.

279. Cette constante augmentation du nombre d'assurés et d'employeurs (environ 100 000/an pour les assurés et 1 000/an pour les employeurs) est due aux différentes campagnes de sensibilisation, d'information et d'audio-visuelles qui ont été réalisées. La poursuite de ces différentes actions permettra en perspective de garder le même rythme d'augmentation des affiliés de la CANAM tant du côté des assurés que celui des employeurs.

Tableau 33 : Evolution des ressources de la CANAM (en millions de FCFA), 2023-2029

Nature de ressources	Réalisations			Prévisions			
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Cotisations	100 494	101 915	106 553	116 500	122 325	128 441	134 863
Subventions (État)	0	0	0	0	ND	ND	ND
Autres ressources	2 970	3 150	3 867	3 867	4 060	4 263	4 476
Total	**103 464**	**105 065**	**110 420**	**120 367**	**126 385**	**132 704**	**139 339**

Source : CANAM, avril 2026

280. Les ressources de la CANAM sont constituées d'une part des cotisations de l'Assurance Maladie recouvrées par les Organismes Gestionnaires Délégués (INPS et CMSS) et d'autre part de recettes diverses (autres produits techniques, recettes de production, intérêts et dividendes reçus et autres produits exceptionnels). Elles ont évolué de 6,2% entre 2023 et 2025 et connaitront une augmentation annuelle moyenne d'environ 3,7% sur la période 2026-2029. Comme indique (le Tableau 33), depuis 2016 la CANAM ne reçoit plus de subvention de l'Etat.

Tableau 34 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CANAM sur 2023-2029 (en millions de FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Produits	103 464	105 065	109 914	120 367	126 385	132 704	139 339
Charges	96 385	101 264	107 209	126 367	126 385	132 704	139 339
Résultat	**7 079**	**7 420**	**2 705**	**0**	**0**	**0**	**0**

Source : CANAM, avril 2026

Les charges de la CANAM regroupent :

- les dépenses techniques relatives au paiement des prestations de soins de santé de l'assurance maladie au bénéfice de ses assurés et à toute autre dépense relative à l'objet de la mission de la CANAM ;
- les dépenses d'investissement et d'équipement, essentiellement composées des dépenses pour la mise en œuvre du programme d'activités de la CANAM ;
- les dépenses pour le fonctionnement courant.

281. De 2023 à 2025, les charges ont augmenté de 5,5% en moyenne par an, contre une augmentation annuelle moyenne de 2,5% sur la période de 2026-2029. Par respect du principe d'équilibre budgétaire, les résultats des prévisions de 2026, 2027, 2028 et 2029 sont nuls.

282. L'analyse des résultats financiers de la CANAM révèle à suffisance des risques budgétaires assez importants liés, notamment, à l'augmentation incontrôlée des charges techniques. Cette augmentation est surtout liée à l'Assurance Maladie Obligatoire qui reste un régime de sécurité sociale de courte durée. De ce fait, la nature du régime (remboursement des prestations dues à la Maladie) l'expose plus que les autres régimes de sécurité sociale à une sortie de fonds plus soutenue, étant donné que la raison d'être de la CANAM, c'est d'assurer la prise en charge des frais de prestations des assujettis au régime AMO.

283. Par ailleurs, il faut noter que l'un des facteurs majeurs expliquant l'augmentation des dépenses de l'assurance maladie est la fraude aux prestations. C'est pourquoi plusieurs mesures ont été prises pour assurer la pérennité du régime, notamment :

- la mise en place d'un Système d'Information plus robuste qui permet d'accentuer les contrôles afin de réduire considérablement la fraude ;
- la réalisation d'études actuarielles dans le but de veiller à la viabilité du régime à long terme ;
- la réalisation de campagnes de sensibilisation de lutte contre la fraude ;
- la tenue d'ateliers de sensibilisation afin de favoriser la prescription rationnelle au niveau des prescripteurs.

4.2.4 Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM)

284. L'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM) a été créée par la Loi n°09-031 du 27 juillet 2009. Elle est érigée en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'ANAM a pour mission la gestion du régime d'Assistance Médicale institué par la Loi n°09-030 du 27 juillet 2009.

A ce titre, elle est chargée de :

- l'encaissement des ressources du Régime d'Assistance Médicale ;
- la prise en charge des prestations couvertes par le Régime d'Assistance Médicale ;
- l'immatriculation des personnes éligibles au Régime et des bénéficiaires ;
- la passation des conventions avec les formations de soins et le suivi de leur exécution ;
- le contrôle de la validité des prestations soumises à la prise en charge de l'assistance médicale ;
- l'établissement des statistiques de l'assistance médicale.

285. Dans l'exercice de ses missions, l'ANAM dégage des statistiques relatives au nombre de personnes immatriculées, à la nature de ses ressources et aux résultats d'exercices annuels. Les Tableaux 35 et 36 ci-dessous indiquent les résumés de ces statistiques.

Tableau 35 : Évolution du nombre des personnes immatriculées à l'ANAM, par sexe, entre 2023-2029

Sexe	Réalisations			Prévisions			
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Hommes	106 550	31 759	50 803	300 000	310 000	400 000	320 000
Femmes	109 372	37 019	55 037	310 000	400 000	410 000	380 000
Total	**215 922**	**68 778**	**105 840**	**610 000**	**710 000**	**810 000**	**700 000**

Source : ANAM, avril 2026

286. Entre 2023 et 2025, l'ANAM a immatriculé en moyenne 130180 personnes dont 63 037 pour les hommes et 67 143 pour les femmes. En 2024, on observe une baisse drastique des personnes immatriculées, avant de se redresser à partir 2025. Cette baisse s'explique par la non mobilisation des ressources des partenaires, qui interviennent dans les enquêtes et appui à l'immatriculation des indigents. Sur la période 2026-2029, il est attendu en moyenne 707 500 personnes immatriculées, dont 47,0% d'hommes et 53,0% de femmes.

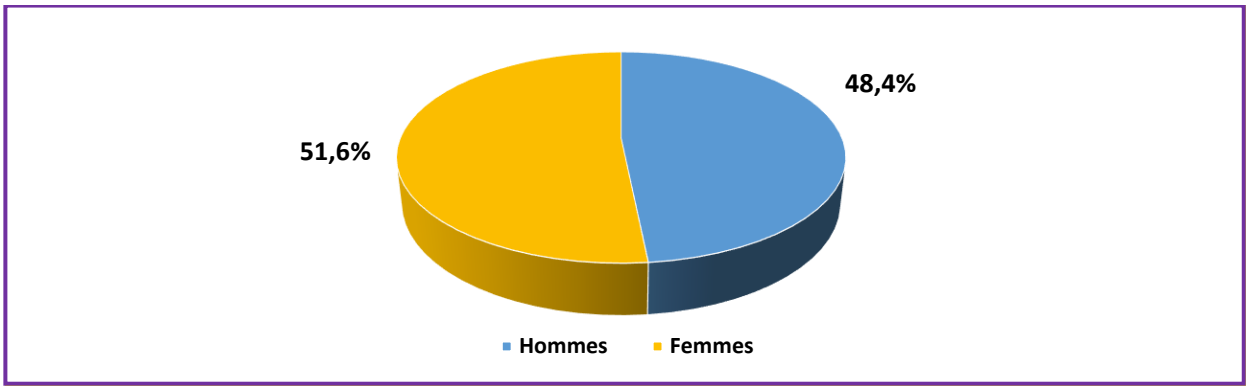
Tableau 36 : Évolution du nombre d'indigents pris en charge à l'ANAM, par sexe, entre 2023-2029

Sexe	Réalisations			Prévisions			
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Hommes	15 249	17 793	15 824	25 150	31 180	35 210	42 755
Femmes	16 486	18 398	17 142	24 850	29 820	34 780	42 245
Total	**31 735**	**36 191**	**32 966**	**50 000**	**61 000**	**69 990**	**85 000**

Source : ANAM, avril 2026

287. S'agissant du nombre de personnes indigents pris en charge par l'ANAM, il est passée de 31 735 en 2023 à 32 966 en 2025, soit un taux de progression de 3,9%. Sur les indigents prise en charge, les hommes ont représenté en moyenne 48,4% contre 51,6% pour les femmes sur la période 2023-2025.

Figure 25 : Poids moyen par sexe, des indigents pris en charge par l'ANAM, 2023-2025



Source : ANAM, avril 2026

Tableau 37 : Evolution des ressources de l'ANAM (en millions de FCFA), 2023-2029

Nature de ressources	Réalisations			Prévisions			
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Cotisations	-	-	-	-	-	-	-
Subventions (État)	1 254	1 318	2 058	1 852	3 380	3 549	3 718
Autres ressources	400	279	306	1 674	1 680	1 690	1 700
Total	**1 654**	**1 597**	**2 364**	**3 526**	**5 060**	**5 239**	**5 418**

Source : ANAM, avril 2026

288. Les ressources de l'ANAM passent de 1 654 000 000 FCFA en 2023 à 1 597 000 000 FCFA en 2024, avant d'augmenter à 2 364 000 000 FCFA en 2025, correspondant à un taux de variation annuel moyen de +19,6% sur la période 2023-2025.

289. Entre 2026 et 2029, les ressources sont projetées en moyenne à 4 811 millions de FCFA, correspondant à une progression moyenne annuelle de 11,3%. L'on note une progression de la subvention de l'Etat, à hauteur de 19,0% en moyenne par an, sur la période 2026-2029. Sur la même période, la rubriques « autres ressources », augmenteraient en moyenne de 0,4% par an.

Tableau 38 : Evolution des produits, charges et résultat net de l'ANAM sur 2023-2029 (en millions de FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Produits	1 654	1 597	2 364	3 526	5 060	5 239	5 418
Charges	2 402	2 409	2 737	3 526	5 060	5 239	5 418
Résultat	**-748**	**-812**	**-373**	0	0	0	0

Source : ANAM, avril 2026

290. Les déficits enregistrés en 2023,2024 et 2025 sont des cumuls d'arriérés de remboursement des prestations médicales effectuées par les établissements de santé (hôpitaux, CSREF, CSCOM, Pharmacie).

4.3 Eléments d'informations sur les Entreprises Publiques

291. Selon les données de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat, à la date du 31 décembre 2025, l'État du Mali détient des participations financières dans cinquante (50) entreprises de divers domaines d'intervention. Son portefeuille dans ces cinquante (50) entreprises est évalué en 2025 à 236,5 milliards de FCFA contre 235,1 milliards de FCFA en 2024, soit une légère hausse de 0,6%.

292. Parmi les cinquante (50) entreprises où l'État détient une participation financière en 2025, on note-vingt-quatre (24) établissements ou entreprises dont les actions sont, soit exclusivement (100%)

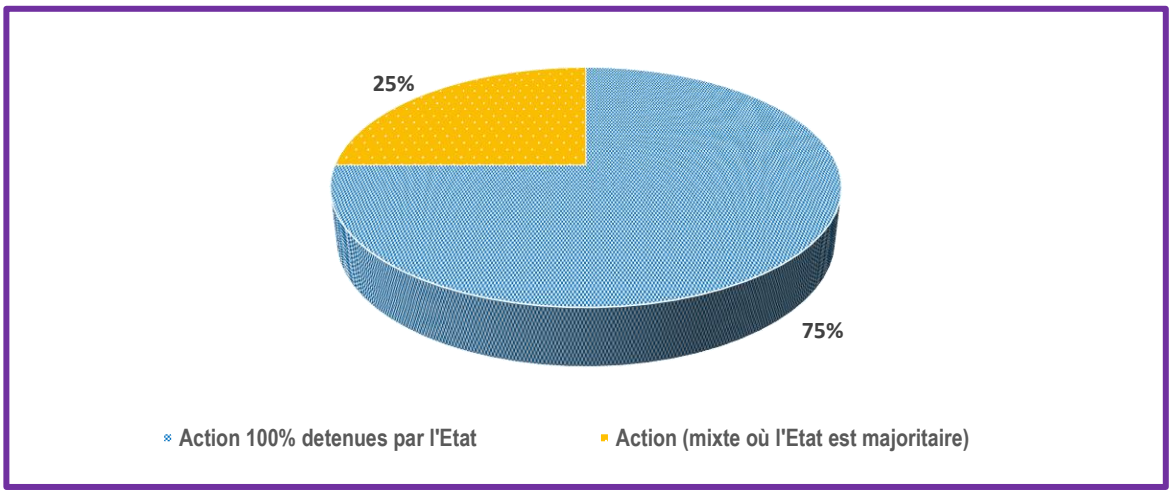
détenues par l'État (sociétés ou entreprises étatiques), soit au moins à 50% détenus par l'Etat ; ce qui leur confère le statut d'entreprises publiques.

Tableau 39 : Niveau de participation de l'État dans les entreprises publiques

Niveau de participation de l'État	Nombre	Pourcentage
Actions 100% détenues par l'État	18	75%
Actions (mixtes où l'État est majoritaire)	6	25%
Total général	**24**	**100%**

Source : DGABE, avril 2026, calculs de la DGB

Figure 26 : Actionnariat de l'Etat dans les entreprises publiques au 31 décembre 2025



Source : DGABE, avril 2026, calculs de la DGB

293. Il ressort de l'analyse de la Figure 26 que 75% des établissements publics répertoriés sont entièrement détenus par l'Etat, soit un total de 18 établissements alors que dans les 25% restants, l'État partage les actions avec d'autres acteurs tout en restant l'actionnaire majoritaire (au moins 51%), soit un total de cinq (05) entreprises et (50%) pour une seule entreprise.

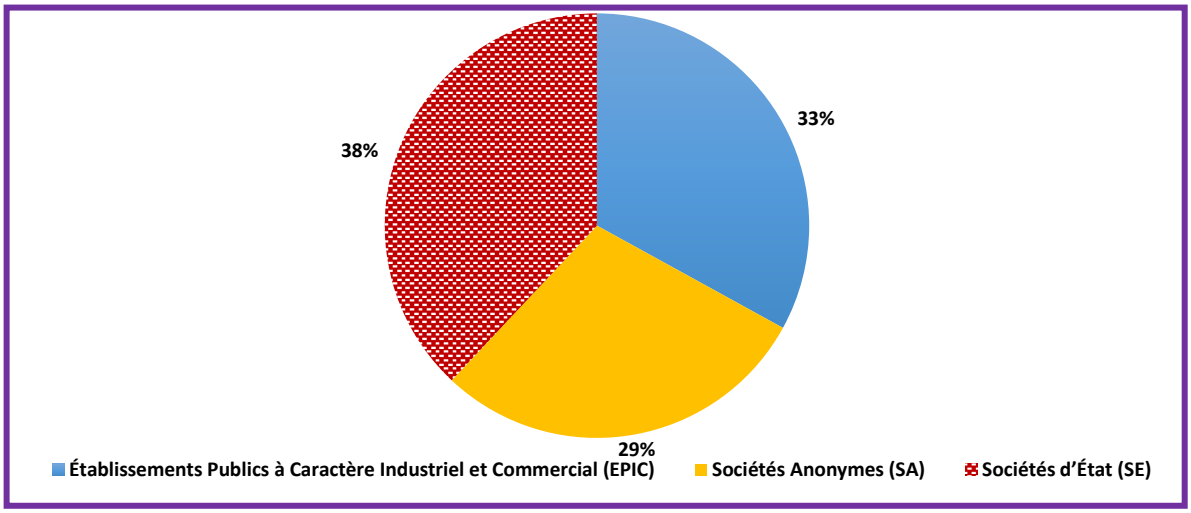
Tableau 40 : Répartition des entreprises publiques selon le statut juridique

Statut Juridique des entreprises	Nombre	Pourcentage
Établissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (EPIC)	8	33%
Sociétés Anonymes (SA)	7	29%
Sociétés d'État (SE)	9	38%
Total	**24**	**100%**

Source : *DGABE,* avril 2026, calculs de la DGB

,

Figure 27 : Répartition des entreprises publiques selon le statut juridique au 31 décembre 2025



Source : DGABE, avril 2026, calculs de la DGB

294. L'analyse selon le statut juridique des entreprises publiques indique que la majorité (9 entreprises), soit 38%, est constituée des Sociétés d'État (SE). Les Etablissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (EPIC) au nombre de huit (08) entreprises, représentent 33% du total, tandis que les Sociétés Anonymes (SA) au nombre de sep (07) entreprises ressortent avec 29% du total des entreprises publiques au Mali. (Voir Figure 28).

295. Selon le secteur d'activités, les entreprises publiques se concentrent sur trois principaux secteurs, à savoir : (i) industrie et secteur rural ; (ii) mines, eau et énergies et (iii) services et télécom.

Tableau 41 : Répartition des entreprises publiques par secteur d'activités

Secteur d'activités	Nombre	Pourcentage
Industrie et Secteur Rural	6	25%
Mines, Eau et Énergie	3	13%
Services et Télécom	15	63%
Total général	**24**	100%

Source : DGABE, avril 2026, calculs de la DGB

296. Il ressort de l'analyse du Tableau 41 que les entreprises du secteur « services et télécom » au nombre de 15 représentent environ 63% tandis que celles du secteur « industrie et secteur rural » représentent un quart (1/4) des entreprises publiques. Les entreprises du secteur « mines, eau, énergie » qui sont au nombre de trois (3) ressortent avec 13%.

ANNEXES :

ANNEXE 1 : TOFE prévisionnel 2026-2029 (version du Manuel de Statistiques des Finances Publiques 2014)

ANNEE	2026 LFR	2027LFI	2028.Proj	2029. Proj
RECETTES	**3 916,3**	**4 598,8**	**5 133,5**	**5 612,6**
RECETTES (hors EPN)	**3 213,8**	**3 867,8**	**4 365,6**	**4 805,9**
Recettes fiscales	**2 752,4**	**3 255,9**	**3 788,9**	**4 222,1**
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	838,9	928,1	1 091,5	1 267,0
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	23,6	25,7	31,6	39,0
Impôts sur le patrimoine	2,9	3,5	4,2	5,3
Impôts sur les biens et services	1 228,7	1 368,4	1 600,5	1 753,8
Impôts sur commerce extérieur et transactions internationales	226,5	263,3	349,5	365,5
Autres recettes fiscales	431,7	666,9	711,6	791,4
Fonds de soutien aux projets d'infrastructures de base	**100,0**	**146,1**	**100,0**	**100,0**
Contribution du PMCI	**15,0**	**10,0**	**15,0**	**15,0**
DONS	**77,0**	**75,0**	**75,0**	**75,0**
Reçus d'administrations publiques étrangères	2,0	0,5	0,0	0,0
Reçus d'organisations internationales	75,0	75,0	75,0	75,0
Autres recettes	**980,9**	**1120,1**	**1163,6**	**1209,6**
Autres recettes (Hors EPN)	**269,4**	**380,3**	**386,7**	**393,9**
Revenu de la propriété	**122,0**	**35,5**	**39,1**	**43,4**
Dividendes	108,7	25,0	27,0	29,3
Autres revenus de la propriété	13,4	10,5	12,1	14,0
Ventes de biens et services	**857,5**	**1083,1**	**1122,9**	**1164,6**
Ventes imputées des biens et services (EPN)	711,4	739,9	776,9	815,7
Ventes imputées des biens et services (CST & BA)	123,0	319,3	320,9	322,5
Droits administratifs	9,3	9,9	9,9	10,0
Ventes résiduelles des établissements non marchands	13,8	14,1	15,2	16,4
Amendes, pénalités et confiscations	**1,4**	**1,5**	**1,5**	**1,6**
DEPENSES (hors EPN)	**3 739,9**	**4 364,4**	**4 956,1**	**5 483,7**
CHARGES	**3 578,8**	**3 931,6**	**4 259,6**	**4 634,8**
CHARGES (hors EPN)	**2 867,4**	**3 191,7**	**3 482,8**	**3 819,1**
Rémunération des salariés (en nature et en espèces)	**1 134,3**	**1 263,5**	**1 415,2**	**1 556,7**
Utilisation de biens et services	**906,6**	**836,2**	**865,4**	**1 003,9**
Intérêt	**245,9**	**303,3**	**365,5**	**363,7**
Aux non-résidents	42,8	44,8	54,0	53,8
Aux résidents autre que les administrations publiques	203,1	258,4	311,5	309,9
Dons	**439,2**	**450,1**	**495,2**	**549,6**
Aux autres unités des administrations publiques	439,2	450,1	495,2	549,6
Prestations sociales	**18,4**	**19,3**	**20,6**	**22,7**
Autres charges	**834,4**	**1059,2**	**1097,8**	**1138,2**
Transferts non classés ailleurs	**834,4**	**1059,2**	**1097,8**	**1138,2**
En capital (EPN)	711,4	739,9	776,9	815,7
Autres transferts non classés ailleurs (CST & BA)	123,0	319,3	320,9	322,5
SOLDE NET DE GESTION	**346,4**	**676,1**	**882,9**	**986,8**
ACQUISITION NETTE D'ACTIFS NON FINANCIERS	**872,5**	**1 172,7**	**1 473,4**	**1 664,6**
Actifs fixes	**872,5**	**1 172,7**	**1 473,4**	**1 664,6**
Bâtiments et ouvrages de génie civil	561,0	754,0	950,1	1 073,6
Machines et équipement	306,3	411,6	514,5	581,4
Autres actifs fixes	5,2	7,0	8,8	9,7
CAPACITE / BESOIN DE FINANCEMENT	**-526,1**	**-496,5**	**-590,5**	**-677,8**

ANNEXE 2 : Allocations budgétaires par axe de la SNEDD et par fonction (en milliards de FCFA), 2026-2029

Libellés	2026 LFR	2027 LFI	2028. Proj	2029. Proj	Moyenne
Renforcement de la Souveraineté et Consolidation de la Paix et de la Sécurité	**1 319,2**	**1 076,6**	**1 091,1**	**1 205,8**	**1 124,5**
Défense	**623,8**	**669,5**	**672,1**	**727,9**	**689,8**
Défense militaire	128,7	196,8	193,3	200,2	196,8
Aide militaire à des pays étrangers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Recherche-développement concernant la défense	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Défense n.c.a.	494,9	472,5	478,5	527,4	492,8
Ordre et Sécurité publics	**693,5**	**406,0**	**417,8**	**476,7**	**433,5**
Services de police	136,3	153,4	169,3	192,8	171,8
Services de protection civile	31,5	38,0	40,2	45,1	41,1
Ordre et sécurité publics n.c.a.	525,7	214,6	208,4	238,7	220,6
Loisirs, culture et culte	**1,9**	**1,1**	**1,2**	**1,3**	**1,2**
Culte et autres services communautaires	1,9	1,1	1,2	1,3	1,2
Refondation de la Gouvernance	**705,0**	**904,0**	**929,8**	**1 046,1**	**960,0**
Services généraux des administrations publiques	**661,9**	**857,3**	**872,4**	**981,6**	**903,8**
Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	405,2	403,8	361,7	395,3	386,9
Aide économique extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services généraux	22,0	32,8	48,4	62,1	47,8
Recherche fondamentale	0,7	1,1	1,2	1,3	1,2
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1,3	2,4	3,0	4,1	3,2
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	189,9	362,3	425,7	477,0	421,7
Transferts de caractère général entre administrations publiques	42,7	54,9	32,3	41,7	43,0
Ordre et Sécurité publics	**43,1**	**46,7**	**57,4**	**64,5**	**56,2**
Tribunaux	32,5	35,7	43,9	49,3	43,0
Administration pénitentiaire	10,6	11,0	13,6	15,1	13,2
Transformation structurelle de l'économie et croissance	**670,7**	**862,9**	**918,5**	**1 058,8**	**946,7**
Affaires économiques	**666,3**	**855,9**	**909,0**	**1 047,5**	**937,5**
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	28,3	48,3	61,0	69,7	59,7
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	239,3	216,2	279,2	314,4	270,0
Combustibles et énergie	74,4	71,6	83,8	87,2	80,9

Libellés	2026 LFR	2027 LFI	2028. Proj	2029. Proj	Moyenne
Industries extractives et manufacturières, construction	12,3	107,4	19,8	23,5	50,2
Transports	58,8	109,2	211,4	291,4	204,0
Communications	13,8	16,8	20,3	24,8	20,6
Autres branches d'activité	9,5	10,0	11,4	11,8	11,1
Recherche-développement concernant les affaires économiques	35,2	23,7	16,0	18,7	19,5
Affaires économiques n.c.a.	194,6	252,6	206,1	206,0	221,6
Loisirs, cultures et culte	**4,3**	**7,0**	**9,4**	**11,2**	**9,2**
Services culturels	4,3	7,0	9,4	11,2	9,2
Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients	**1 015,3**	**1 272,7**	**1 467,6**	**1 623,9**	**1 454,7**
Logement et équipements collectifs	**24,1**	**48,4**	**50,1**	**63,1**	**53,9**
Logement	0,1	4,1	9,4	13,5	9,0
Équipements collectifs	0,8	3,0	4,5	6,4	4,7
Alimentation en eau	13,2	22,1	18,5	21,3	20,6
Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0,1	0,3	0,4	0,6	0,4
Logement et équipements collectifs n.c.a ;	9,9	19,0	17,2	21,3	19,2
Santé	**255,9**	**388,9**	**414,6**	**426,5**	**410,0**
Produits, appareils et matériaux médicaux	1,1	1,6	1,6	1,7	1,6
Services ambulatoires	12,2	24,2	25,0	28,6	25,9
Services hospitaliers	151,9	259,9	262,7	268,2	263,6
Services de santé publique	28,8	30,7	37,3	40,7	36,3
Recherche-développement dans le domaine de la santé	5,7	7,0	8,4	9,6	8,3
Santé n.c.a.	56,1	65,4	79,6	77,6	74,2
Loisires, culture et culte	**67,3**	**120,9**	**122,4**	**129,0**	**124,1**
Services récréatifs et sportifs	59,8	112,0	112,2	117,4	113,8
Loisirs, culture et culte n.c.a.	7,5	8,9	10,2	11,6	10,2
Enseignement	**569,1**	**611,2**	**753,0**	**859,9**	**741,4**
Enseignement préélémentaire et primaire	273,3	289,8	342,4	387,0	339,7
Enseignement secondaire	104,8	113,9	145,7	170,3	143,3
Enseignement supérieur	74,8	84,8	102,6	116,4	101,3
Enseignement non défini par niveau	2,3	3,6	4,6	5,2	4,5

Libellés	2026 LFR	2027 LFI	2028. Proj	2029. Proj	Moyenne
Services annexes à l'enseignement	21,5	22,9	31,5	34,5	29,7
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	11,3	6,2	10,6	13,4	10,1
Enseignement n.c.a.	81,3	90,1	115,4	133,1	112,9
Protection sociale	**98,9**	**103,3**	**127,6**	**145,4**	**125,4**
Maladie et invalidité	2,1	2,3	2,1	2,2	2,2
Vieillesse	46,7	53,6	66,2	75,1	65,0
Survivants	10,4	2,5	2,7	2,9	2,7
Famille et enfants	4,9	6,4	8,3	9,7	8,2
Exclusion sociale n.c.a.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	0,8	1,1	1,5	2,0	0,0
Protection sociale n.c.a.	33,9	37,4	46,6	53,3	0,0
Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences	**37,4**	**43,2**	**51,3**	**58,1**	**50,9**
Protection de l'environnement	**37,4**	**43,2**	**51,3**	**58,1**	**50,9**
Gestion des déchets	0,2	0,2	0,4	0,6	0,0
Gestion des eaux usées	0,8	1,2	1,9	2,6	0,0
Lutte contre la pollution	4,1	4,2	5,0	5,4	0,0
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	27,9	32,5	38,4	43,3	0,0
Protection de l'environnement n.c.a.	4,3	5,1	5,5	6,1	0,0
Dette	**245,9**	**303,3**	**302,2**	**324,8**	**310,1**
Opérations concernant la dette publique	245,9	303,3	302,2	324,8	310,1
Total Général	**3 993,3**	**4 462,6**	**4 760,5**	**5 317,6**	**4 846,9**

Source *: DGB, août 2026*

ANNEXE 3 : Ratios globaux par axe de SNEDD et par fonction (en pourcentage des dépenses totales), 2026-2029

Libellés	2026 LFR	LFI 2027	Proj.2028	Proj.2029	Moyenne
Renforcement de la Souveraineté et Consolidation de la Paix et de la Sécurité	**33,0%**	**24,1%**	**22,9%**	**22,7%**	**23,2%**
Défense	**15,6%**	**15,0%**	**14,1%**	**13,7%**	**14,3%**
Défense militaire	3,2%	4,4%	4,1%	3,8%	4,1%
Aide militaire à des pays étrangers	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant la défense	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Défense n.c.a.	12,4%	10,6%	10,1%	9,9%	10,2%
Ordre et Sécurité publics	**17,4%**	**9,1%**	**8,8%**	**9,0%**	**8,9%**
Services de police	3,4%	3,4%	3,6%	3,6%	3,5%
Services de protection civile	0,8%	0,9%	0,8%	0,8%	0,8%
Ordre et sécurité publics n.c.a.	13,2%	4,8%	4,4%	4,5%	4,6%
Loisirs, culture et culte	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**
Culte et autres services communautaires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Refondation de la Gouvernance	17,7%	20,3%	19,5%	19,7%	19,8%
Services généraux des administrations publiques	**16,6%**	**19,2%**	**18,3%**	**18,5%**	**18,7%**
Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	10,1%	9,0%	7,6%	7,4%	8,0%
Aide économique extérieure	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services généraux	0,6%	0,7%	1,0%	1,2%	1,0%
Recherche fondamentale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	4,8%	8,1%	8,9%	9,0%	8,7%
Transferts de caractère général entre administrations publiques	1,1%	1,2%	0,7%	0,8%	0,9%

Libellés	2026 LFR	LFI 2027	Proj.2028	Proj.2029	Moyenne
Ordre et Sécurité publics	**1,1%**	**1,0%**	**1,2%**	**1,2%**	**1,2%**
Tribunaux	0,8%	0,8%	0,9%	0,9%	0,9%
Administration pénitentiaire	0,3%	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%
Transformation structurelle de l'économie et croissance	**16,8%**	**19,3%**	**19,3%**	**19,9%**	**19,5%**
Affaires économiques	**16,7%**	**19,2%**	**19,1%**	**19,7%**	**19,3%**
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0,7%	1,1%	1,3%	1,3%	1,2%
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	6,0%	4,8%	5,9%	5,9%	5,5%
Combustibles et énergie	1,9%	1,6%	1,8%	1,6%	1,7%
Industries extractives et manufacturières, construction	0,3%	2,4%	0,4%	0,4%	1,1%
Transports	1,5%	2,4%	4,4%	5,5%	4,1%
Communications	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	0,4%
Autres branches d'activité	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Recherche-développement concernant les affaires économiques	0,9%	0,5%	0,3%	0,4%	0,4%
Affaires économiques n.c.a.	4,9%	5,7%	4,3%	3,9%	4,6%
Loisirs, cultures et culte	**0,1%**	**0,2%**	**0,2%**	**0,2%**	**0,2%**
Services culturels	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients	**25,4%**	**28,5%**	**30,8%**	**30,5%**	**30,0%**
Logement et équipements collectifs	**0,6%**	**1,1%**	**1,1%**	**1,2%**	**1,1%**
Logement	0,0%	0,1%	0,2%	0,3%	0,2%
Équipements collectifs	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Alimentation en eau	0,3%	0,5%	0,4%	0,4%	0,4%
Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Libellés	2026 LFR	LFI 2027	Proj.2028	Proj.2029	Moyenne
Logement et équipements collectifs n.c.a ;	0,2%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
Santé	**6,4%**	**8,7%**	**8,7%**	**8,0%**	**8,5%**
Produits, appareils et matériaux médicaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services ambulatoires	0,3%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Services hospitaliers	3,8%	5,8%	5,5%	5,0%	5,5%
Services de santé publique	0,7%	0,7%	0,8%	0,8%	0,7%
Recherche-développement dans le domaine de la santé	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Santé n.c.a.	1,4%	1,5%	1,7%	1,5%	1,5%
Loisires, culture et culte	**1,7%**	**2,7%**	**2,6%**	**2,4%**	**2,6%**
Services récréatifs et sportifs	1,5%	2,5%	2,4%	2,2%	2,4%
Loisirs, culture et culte n.c.a.	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Enseignement	**14,3%**	**13,7%**	**15,8%**	**16,2%**	**15,2%**
Enseignement préélémentaire et primaire	6,8%	6,5%	7,2%	7,3%	7,0%
Enseignement secondaire	2,6%	2,6%	3,1%	3,2%	2,9%
Enseignement supérieur	1,9%	1,9%	2,2%	2,2%	2,1%
Enseignement non défini par niveau	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Services annexes à l'enseignement	0,5%	0,5%	0,7%	0,6%	0,6%
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0,3%	0,1%	0,2%	0,3%	0,2%
Enseignement n.c.a.	2,0%	2,0%	2,4%	2,5%	2,3%
Protection sociale	**2,5%**	**2,3%**	**2,7%**	**2,7%**	**2,6%**
Maladie et invalidité	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Vieillesse	1,2%	1,2%	1,4%	1,4%	1,3%

Libellés	2026 LFR	LFI 2027	Proj.2028	Proj.2029	Moyenne
Survivants	0,3%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Famille et enfants	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%
Exclusion sociale n.c.a.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Protection sociale n.c.a.	0,8%	0,8%	1,0%	1,0%	0,9%
Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences	**0,9%**	**1,0%**	**1,1%**	**1,1%**	**1,0%**
Protection de l'environnement	**0,9%**	**1,0%**	**1,1%**	**1,1%**	**1,0%**
Gestion des déchets	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Gestion des eaux usées	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Lutte contre la pollution	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	0,7%	0,7%	0,8%	0,8%	0,8%
Protection de l'environnement n.c.a.	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Dette	**6,2%**	**6,8%**	**6,3%**	**6,1%**	**6,4%**
Opérations concernant la dette publique	6,2%	6,8%	6,3%	6,1%	6,4%
Total Général	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source *: DGB, août 2026*

ANNEXE 4 : Liste des Entreprises Publiques (capital entièrement ou majoritairement détenu par l'Etat du Mali) au 31 décembre 2025

N°	Sociétés	Statut	Domaines d'intervention	Activité principale	Capital	Part de l'Etat	%	Statut/Part
1	Aéroports du Mali	EPIC	Services et Télécom	Transport	1 652 926 815	1 652 926 815	100	Etatique
2	Agence d'Aménagement des Terres et Fourniture de l'Eau d'Irrigation	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Aménagement des terres agricoles	253 103 800	253 103 800	100	Etatique
3	Agence de Cessions Immobilières	SA	Services et Télécom	Immobilier	50 000 000	25 000 000	50	Mixte
4	Agence de Gestion du Marché Central à Poisson de Bamako	EPIC	Services et Télécom	Pêche	5 736 758 684	5 736 758 684	100	Etatique
5	Agence pour l'Aménagement et la Gestion des Zones Industrielles	SA	Services et Télécom	Immobilier	10 000 000	5 990 000	59,9	Mixte
6	Assistance Aéroportuaire du Mali	SA	Services et Télécom	Transport	1 000 000 000	510 000 000	51	Mixte
7	Ateliers Militaires Centraux	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Construction métallique	257 127 367	257 127 367	100	Etatique
8	Compagnie Malienne de Développement Textile	SA	Industrie et Secteur Rural	Industrie cotonnière	7 982 340 000	7 941 630 066	99,49	Mixte
9	Compagnie Malienne de Navigation Fluviale	EPIC	Services et Télécom	Transport fluvial	1 500 000 000	1 500 000 000	100	Etatique
10	Compagnie Malienne de Textile	SE	Industrie et Secteur Rural	Industrie textile	1 500 000 000	1 500 000 000	100	Etatique
11	Energie du Mali	SE	Mines, Eau et Energie	Electricité	32 000 000 000	32 000 000 000	100	Etatique
12	La Poste	EPIC	Services et Télécom	Communication	2 249 850 743	2 249 850 743	100	Etatique
13	Office des Produits Agricoles du Mali	EPIC	Services et Télécom	Agro/Commerce	18 165 259 081	18 165 259 081	100	Etatique
14	Office du Niger	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Agriculture	240 866 446	240 866 446	100	Etatique
15	Pharmacie Populaire du Mali	EPIC	Services et Télécom	Commerce de médicaments	400 000 000	400 000 000	100	Etatique
16	Société de Patrimoine Ferroviaire du Mali	SE	Services et Télécom	Infrastructures ferroviaires	100 000 000	100 000 000	100	Etatique
17	Société du Pari Mutuel Urbain	SA	Services et Télécom	Loterie	300 000 000	225 000 000	75	Mixte
18	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable	SE	Services et Télécom	Commerce de l'eau	2 000 000 000	2 000 000 000	100	Etatique
19	Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable	SE	Mines, Eau et Energie	Infrastructures eau	5 000 000 000	5 000 000 000	100	Etatique
20	Société Malienne Transmission et de Diffusion	SE	Services et Télécom	Télécommunication	10 000 000 000	10 000 000 000	100	Etatique
21	Société de Recherche et d'Exploitation Minière du Mali	SE	Mines, Eau et Energie	Exploitation minière	100 000 000	100 000 000	100	Etatique
22	Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques	SE	Industrie et Secteur Rural	Production pharmaceutique	2 551 129 438	2 551 129 438	100	Etatique
23	Société de Raffinerie d'Or du Mali	SA	Industrie et Secteur Rural	Industrie minière	600 000 000	372 000 000	62	Mixte
24	Banque Nationale de Développement Agricole	SE	Services et Télécom	Banque	50 664 112 000	50 664 112 000	100	Etatique

Source : DGABE, avril 2026

AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES

ETAT A

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
-=-=-=-=-=-=-=-=-
DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE
-=-=-=-=-=-=-=-=-
COMITE NATIONAL DE LA
DETTE PUBLIQUE
-=-=-=-=-=-=-=-=-

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
-=-=-=-=-=-=-

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME 2027-2029

Septembre 2026

SIGLES ET ACRONYMES

ANR	Assises Nationales de la Refondation
ATM	Average Time to Maturity (Durée Moyenne de Maturité)
ATR	Average Time to Re-fixing (Durée Moyenne de Révision de Taux d'Intérêts)
AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest-Africaine de Développement
CM	Conseil des Ministres
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CSRE	Cadre Stratégique de Refondation de l'Etat
CVD-PFR	Cadre de Viabilité de la Dette des Pays à Faibles Revenus
DGB	Direction Générale du Budget
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS/XDR	Droits de Tirages Spéciaux
EUR	Euro
FAD	Fonds Africain de Développement
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FDAD	Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FKOW	Fonds Koweitien pour le Développement Economique Arabe
FMI	Fonds Monétaire International
FSAD	Fonds Saoudien pour le Développement
IADM	Initiative d'Allégement de la Dette Multilatérale
IDA	International Development Association (Association Internationale de Développement)
INSTAT	Institut National de la Statistique
LFI	Loi de Finances Initiale
OAT	Obligations Assimilables du Trésor
ODD	Objectifs de Développement Durable
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PPP	Partenariat Public Privé
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SDMT	Stratégie d'Endettement public à Moyen Terme
SIGRH	Système Intégré de la Gestion des Ressources Humaines

SNEDD	Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest-Africaine
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VA	Valeur Actualisée
XOF	Francs CFA de l'UMOA

RESUME

La Stratégie d'Endettement Public à Moyen Terme (**SDMT)** du Mali pour la période **2027-2029** répond aux exigences communautaires de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Elle vise à couvrir les besoins de financement de l'État au moindre coût, à maintenir les risques financiers à un niveau soutenable et à soutenir ***Mali Kura* ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma à travers la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD) 2024-2033**, avec une cible de croissance annuelle d'au moins **10 %** à long terme. Le champ de la stratégie est limité à la dette de l'Administration centrale.

L'encours de la dette publique est projeté à **7 447 milliards de FCFA** à fin 2026, soit **38,8 % du PIB**. Ce niveau est nettement inférieur au plafond communautaire de 70 %, maintenant le Mali dans la catégorie des pays à risque de surendettement **modéré.**

La dette intérieure demeure prépondérante et représente **58,7 %** de l'encours (**4 372,4 milliards de FCFA**), contre **41,3 %** pour la dette extérieure (**3 074,8 milliards de FCFA**). Le taux d'intérêt moyen pondéré global s'établit à **3,7 %**. Toutefois, la dette intérieure avec un taux d'intérêt moyen de **5,7%** coûte environ sept fois plus chère que la dette extérieure qui s'établit à **0,9 %.**

Le risque de taux d'intérêt reste faible et le risque de change est stable (atténué par la parité fixe de l'Euro qui représente 19 % de l'encours). En revanche, le **risque de refinancement** constitue la principale vulnérabilité en raison de la maturité courte de la dette intérieure, dont la Durée Moyenne de Maturité (ATM) n'est que de **3,2 ans**.

Pour combler les besoins de financement triennaux (**1 858,5 milliards** en 2027 ; **2 044,1 milliards** en 2028 et **2 467,2 milliards** en 2029), quatre scénarios ont été simulés et la **Stratégie S4** a été retenue.

Cette stratégie repose sur une optimisation simultanée du coût et du risque en privilégiant l'**allongement des maturités sur le marché intérieur** (titres ≥ 5 ans) appuyé par un renforcement des concours de la BOAD et du FMI combiné à une **augmentation des financements extérieurs concessionnels et semi-concessionnels**. L'application de la Stratégie S4 portera l'ATM de la dette intérieure à **4,1 ans à l'horizon 2029**, réduisant ainsi le risque de refinancement. Sa mise en œuvre s'accompagnera d'une sélection rigoureuse de projets structurants pour préserver les marges budgétaires.

ENCADRÉ — INFORMATIONS CLES DE LA SDMT 2027-2029

La stratégie retenue pour la période 2027-2029 combine l'allongement des maturités domestiques (via des obligations de 5 ans et plus et la hausse des concours BOAD et FMI) et l'augmentation progressive de la part du financement extérieur (prêts concessionnels et semi-concessionnels).
Pour l'opérationnalisation de cette stratégie (S4), le plan de financement pour 2027 est estimé à 1 858,5 milliards de FCFA dont :

- **Financement Extérieur** (4,8 % du total, soit 90 milliards de FCFA) : Privilégie les bailleurs multilatéraux concessionnels (IDA/FAD/FIDA pour 72 % de l'enveloppe externe).

- **Financement Intérieur** (95,2 % du total, soit 1 768,5 milliards de FCFA) :
  - ✓ Bons du Trésor (1 an) : 15 % (265,3 milliards de FCFA) ;
  - ✓ Obligations Assimilables du Trésor (OAT) de 3 et 5 ans : 41 % (725,1 milliards de FCFA) ;
  - ✓ OAT de 7 et 8 ans : 19 % (336 milliards de FCFA) ;
  - ✓ OAT de 10 et 12 ans (Long terme) : 17 % (300,6 milliards de FCFA) ;
  - ✓ Concours BOAD / FMI : 8 % (141,5 milliards de FCFA).

7 447	**38,8 %**	**4,1 ans**	**32,5 %**
Mds FCFA Dette fin 2026	PIB Dette/PIB fin 2026	Maturité moyenne dette intérieure fin 2029	Dette en devises fin 2029

Principales cibles de la SDMT 2027-2029

Indicateurs	2026 (base line)	Cibles 2029
Dette/PIB	38,8%	≤ 45%
ATM dette totale	6,6 ans	≥ 7 ans
ATM dette intérieure	3,2 ans	≥ 4 ans
Dette arrivant à échéance à 1 an	16,2%	≤ 15%
Part de la dette libellée en devises	41,3%	≤ 50%

INTRODUCTION

La gestion de la dette publique a pour objectif majeur de pourvoir aux besoins de financement de l'Etat et de ses obligations futures de paiement au moindre coût possible, à court, moyen et long termes, en maintenant les risques à un niveau satisfaisant, tout en réalisant les autres objectifs des Autorités, tels que le développement durable et inclusif, la réduction de la pauvreté, le développement des marchés financiers, etc.

Conformément aux prescriptions du Règlement N°09/2007/CM/UEMOA portant Cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'Union, chaque Etat doit se doter d'un document de stratégie d'endettement, à annexer à la loi de Finances initiale.

En application de la disposition communautaire susmentionnée, le Mali, depuis 2017, élabore annuellement un document de Stratégie d'endettement public à Moyen Terme (SDMT) triennal glissant.

La SDMT 2027-2029 s'inscrit notamment dans le cadre de la mise en œuvre de **Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma à travers la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033)** ainsi que du Cadre stratégique de Refondation de l'État (CSRE), conformément aux recommandations issues des Assises Nationales de la Refondation (ANR).

Il est utile de rappeler qu'à l'horizon 2063, la Vision ambitionne de faire du Mali une nation émergente, souveraine, apaisée et économiquement indépendante, fondée sur une croissance inclusive, durable et créatrice de valeur, avec une cible de croissance annuelle moyenne d'au moins 10 %.

Dans cette perspective, la période 2027-2029 constitue une phase importante de mobilisation et d'allocation des ressources en faveur des priorités nationales et des Projets structurants de la SNEDD 2024-2033, notamment ceux contribuant à la transformation structurelle de l'économie, au renforcement de la souveraineté et à la création de valeur.

Les orientations budgétaires pour l'atteinte des objectifs susmentionnés s'inscrivent essentiellement dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre des réformes engagées en matière de gestion des finances publiques, notamment la mise en place du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFP). Conformément aux priorités édictées par le Gouvernement de la Transition, il s'agira de poursuivre les efforts d'amélioration de la collecte des recettes en s'appuyant sur la digitalisation, d'une part, et la rationalisation des dépenses des administrations publiques, d'autre part.

En matière de recettes, l'accent sera mis sur la poursuite des réformes pour l'amélioration de l'efficacité des administrations fiscales, douanières et domaniales, avec comme objectif l'augmentation durable des recettes de l'Etat. Les mesures phares porteront essentiellement sur :

- l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la fiscalisation des nouvelles économies ;
- l'accélération du processus d'adoption des textes relatifs à la taxation des propriétés foncières, bâties et non bâties ;
- la poursuite des mesures de rationalisation et de modernisation de la législation fiscale ;
- la poursuite du déploiement de la télé procédure (Télé déclaration, télépaiement, E-quitus, etc.) ;

- le renforcement du contrôle multidisciplinaire à travers le recoupement d'informations entre les administrations ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la loi déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières au Mali, à travers notamment le toilettage de l'annexe au Code Général des Impôts (CGI) ;
- la maîtrise de l'érosion des recettes fiscales sur les produits pétroliers ;
- la meilleure gestion du portefeuille de l'Etat et l'amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;
- le suivi rapproché de la performance des structures par l'extraction automatique et l'analyse des indicateurs de performance ;
- l'amélioration du civisme fiscal et le dénouement rapide des contentieux fiscaux ;
- l'exploitation des avantages du Code minier adopté en 2023 ;
- la poursuite de la digitalisation des moyens de paiement dans les structures de l'Administration.

En matière de dépenses, les actions visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique seront poursuivies à travers entre autres :

- la poursuite de la maîtrise de la masse salariale grâce à la mise en œuvre du pacte de stabilité sociale et de croissance ;
- la poursuite du renforcement du processus de sélection et de mise en œuvre des projets structurants, notamment dans le cadre de la Stratégie Nationale pour l'Émergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033) ;
- la mise en œuvre des recommandations de l'étude relative à l'évaluation du budget-programmes ;
- la poursuite de l'amélioration des processus de prévision et d'exécution budgétaire par le renforcement de l'analyse des risques budgétaires ;
- l'introduction de la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- la poursuite de la vulgarisation de l'information budgétaire à travers le budget citoyen.

Au regard de l'importance des besoins de financements à l'échelle nationale, la mobilisation d'importantes ressources constitue un défi énorme pour notre pays. La nécessité de définir une Stratégie d'endettement public demeure alors un impératif.

Le présent document répond au besoin de disposer, notamment pour le Comité National de la Dette Publique (CNDP), d'un référentiel pour la supervision des actes d'endettement et une gestion rationnelle de la dette publique. Il s'articule autour des trois principaux points suivants :

- l'analyse du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2026 ;
- l'évaluation de la Stratégie d'Endettement public à Moyen Terme 2026-2028 ;
- la Stratégie d'Endettement public à Moyen Terme 2027-2029.

OBJECTIFS ET CHAMP DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC A MOYEN TERME (SDMT 2027-2029)

Les objectifs de cette stratégie consistent principalement à :

- combler les besoins de financement de l'Etat à moyen terme et faire face convenablement aux obligations de paiement actuelles et futures du Trésor Public ;
- s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique restent dans des limites acceptables ;
- optimiser les coûts de financement;
- contribuer au développement du marché régional de titres publics de l'UMOA.

Le champ de la SDMT est circonscrit à la dette publique de l'Administration centrale. Les passifs conditionnels comme les dettes contractées par les collectivités locales, les établissements publics et autres entités assimilables ne sont pas actuellement dans le champ en raison de l'insuffisance de données y afférentes. Toutefois, la portée de la SDMT pourrait être étendue à ces entités dès que ces informations seront disponibles.

I. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE PROJETE AU 31 DÉCEMBRE 2026

Pour l'analyse du portefeuille de la dette publique du Mali, les indicateurs de suivi ci-après ont été retenus :

- risque de refinancement :
  (i) durée de vie moyenne de la dette publique;
  (ii) refinancement sur un (01) an.
- risque de taux d'intérêt :
  (i) période moyenne de révision;
  (ii) dette révisable dans un (01) an;
  (iii) concessionnalité moyenne du portefeuille.
- qualité du portefeuille :
  (i) risque de change : Ratio dette extérieure/dette publique ;
  (ii) répartition du portefeuille de la dette publique par devises.
- soutenabilité de la dette publique :
  (i) indicateurs de viabilité de la dette extérieure ;
  (ii) Valeur Actualisée (VA)/exportation de biens et services (%) ;
  (iii) Valeur Actualisée (VA)/PIB (%) ;
  (iv) Valeur Actualisée (VA)/recettes budgétaires (%) ;
  (v) indicateurs de viabilité de la dette publique et publiquement garantie.

Ces indicateurs sont tirés de l'analyse du portefeuille projeté de la dette publique à fin 2026 et de la dernière analyse de viabilité de la dette publique du Mali effectuée par le FMI et la Banque mondiale en juillet 2025.

A. REVUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

Au 31 décembre 2026, il ressortirait un taux d'endettement de 38,8% du PIB contre 41,8% au 31 décembre 2025. La diminution de ce ratio en 2026 par rapport à 2025 s'explique par le fait que le PIB augmente plus vite que l'encours de la dette.

Il ressort de la revue du portefeuille projeté de la dette publique au 31 décembre 2026 les analyses ci-après :

I. Dette publique

1.1. Composition par type de dettes

Tableau 1 : Composition par type de dettes à fin décembre 2026

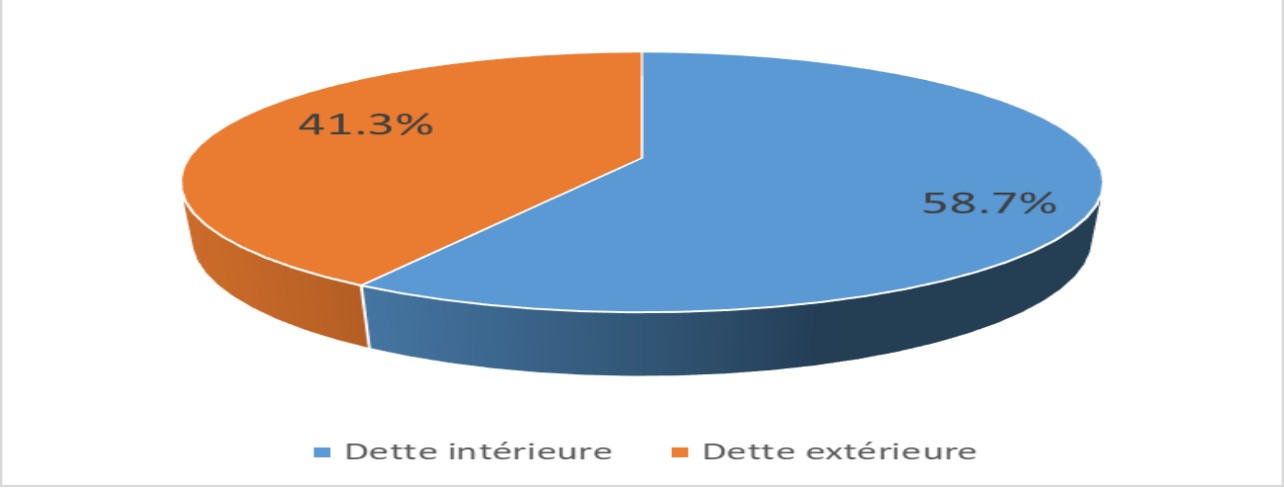
	Montants en millions de FCFA	En % de la dette publique totale	En % du PIB
Dette publique	7 447 252,7	100	38,8
Dette intérieure	4 372 424,3	58,7	22,8
Dette extérieure	3 074 828,4	41,3	16,0

Source : DGDP, DGTCP, INSTAT 2026

NB :

- La dette intérieure est constituée des prêts libellés en monnaie locale, y compris les prêts du FMI et de la BOAD ;
- la dette extérieure est constituée des prêts libellés en devises.

Graphique 1 : Composition de la dette publique à fin décembre 2026



Source : DGDP, DGTCP 2026

Il ressort de l'analyse du portefeuille de la dette publique que l'encours total s'élèverait au 31 décembre 2026 à 7 447,2 milliards de FCFA contre 7 307,7 milliards de FCFA à fin 2025. Cet encours est constitué de 3 074,8 milliards de FCFA de dette extérieure, soit 41,3% de l'encours total et 4 372,4 milliards de FCFA de dette intérieure, soit 58,7% dudit encours.

1.2. Composition par type de taux d'intérêts

Tableau 2 : Composition par type de taux d'intérêts à fin décembre 2026

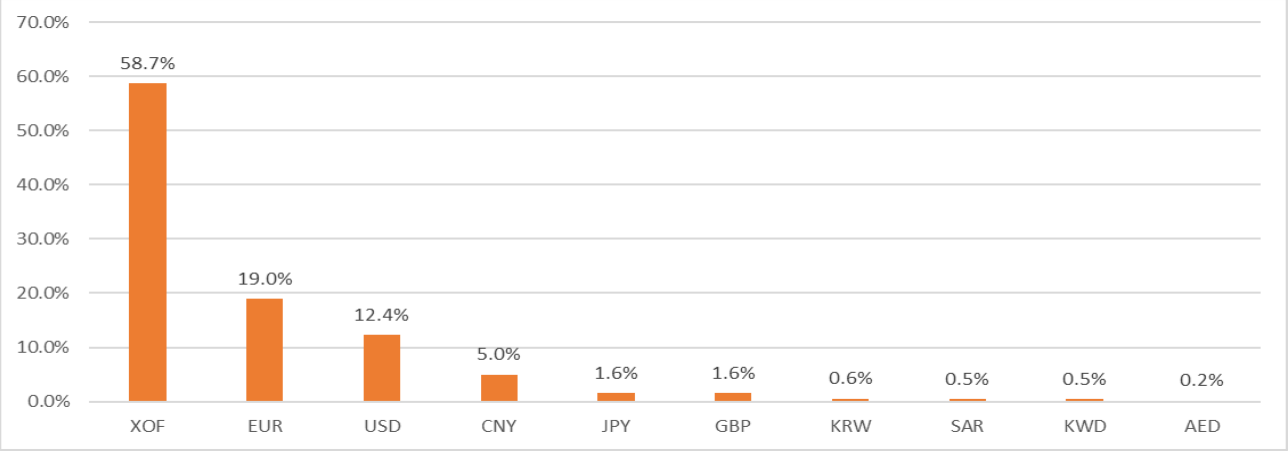
	Montants en millions de FCFA	%
Dette publique	7 447 252,7	100
Dette à taux fixe	7 447 252,7	100
Dette à taux variable	0	0

Source : DGDP 2026

Le portefeuille à fin 2026 serait essentiellement constitué de dettes à taux d'intérêt fixe.

1.3. Composition par monnaies

Graphique 2 : Composition par monnaies à fin décembre 2026



Source : DGDP 2026

Note : XOF = Franc CFA ; **CNY** = Yuan chinois ; **USD** = Dollar américain ; **EUR** = Euro ; **KWD** = Dinar Koweitien ; **JPY** = Yen japonais ; **SAR** = Riyal saoudien ; **AED**= Dirham des Emirats Arabes Unis ; **KRW** = Won Coréen ; **GBP** = Livre sterling.

La dette publique, au 31 décembre 2026, serait constituée de 41,3% de devises et de 58,7% de monnaie locale (XOF). Il en résulte que le portefeuille pourrait être exposé à un risque de change. Cependant, ce risque serait quelque peu atténué par la proportion de la dette libellée en Euro (19,0%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

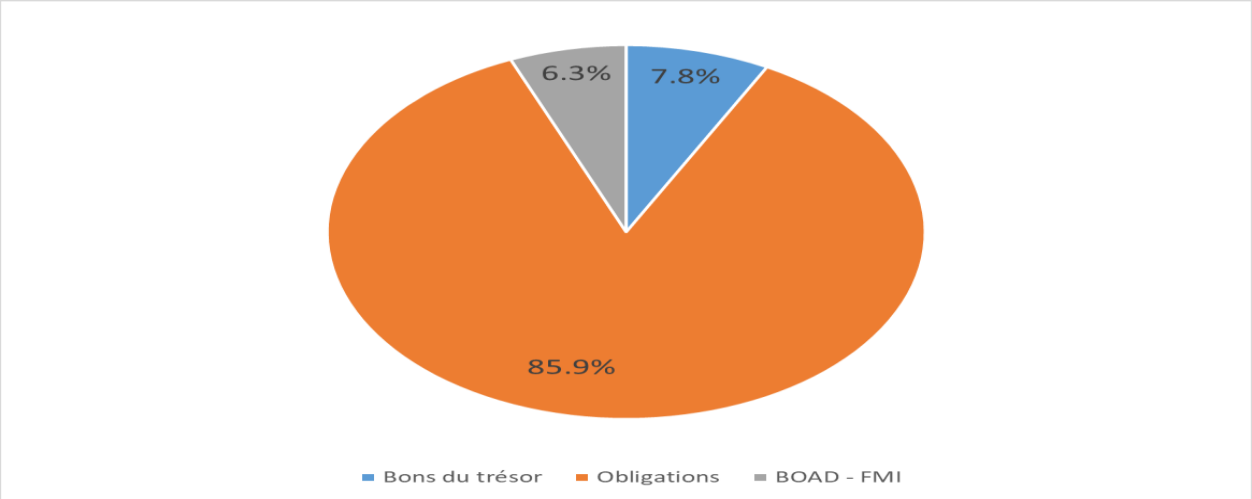
1.4. Dette intérieure par type d'instruments

Tableau 3 : Dette intérieure par type d'instruments à fin décembre 2026

	Montants en millions de FCFA	%
Bons du Trésor	341 173,0	7,8
Obligations	3 755 483,5	85,9
Autres (BOAD et FMI)	275 767,7	6,3
Total Dette intérieure	**4 372 424,3**	**100**

Sources : DGTCP ; DGDP 2026

Graphique 3 : Dette intérieure par type d'instruments à fin décembre 2026



Source : DGTCP ; DGDP 2026

La dette intérieure est composée principalement de titres publics à court, moyen et long termes dont 85,9% d'Obligations et 7,8% de Bons du Trésor**.** Les autres instruments (6,3%) sont constitués des prêts de la BOAD et du FMI.

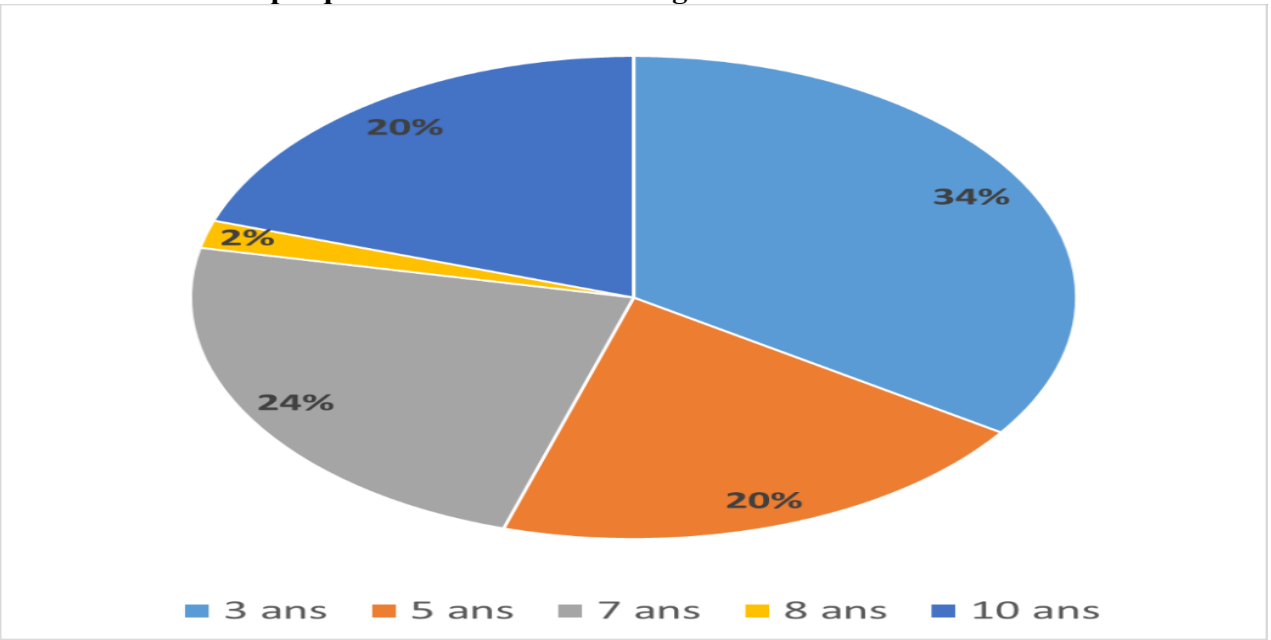
En ce qui concerne les obligations, le tableau ci-après donne les différentes caractéristiques par maturité :

Tableau 4 : Maturités des Obligations à fin décembre 2026

Maturités des Obligations	Montants en Million de FCFA	%
3 ans	1 293 445,8	34
5 ans	762 376,8	20
7 ans	884 956,7	24
8 ans	69 764,2	2
10 ans	744 940,0	20
Total	3 755 483,5	100

Source : DGDP ; DGTCP 2026

Graphique 4 : Maturités des Obligations à fin décembre 2026



A fin 2026, les Obligations de maturité 3 ans, 5 ans, 7 ans, 8 ans et 10 ans représenteraient respectivement 34%, 20%, 24%, 2% et 20% du portefeuille des Obligations. Par mode d'émission, les Obligations par syndication représenteraient 54% des Obligations de longue maturité (5, 7, 8 et 10 ans), 78% des obligations de plus 7 ans et 35% du portefeuille des Obligations.

1.5. Dette extérieure par catégorie de créanciers

Tableau 5 : Dette extérieure par catégorie de créanciers à fin décembre 2026

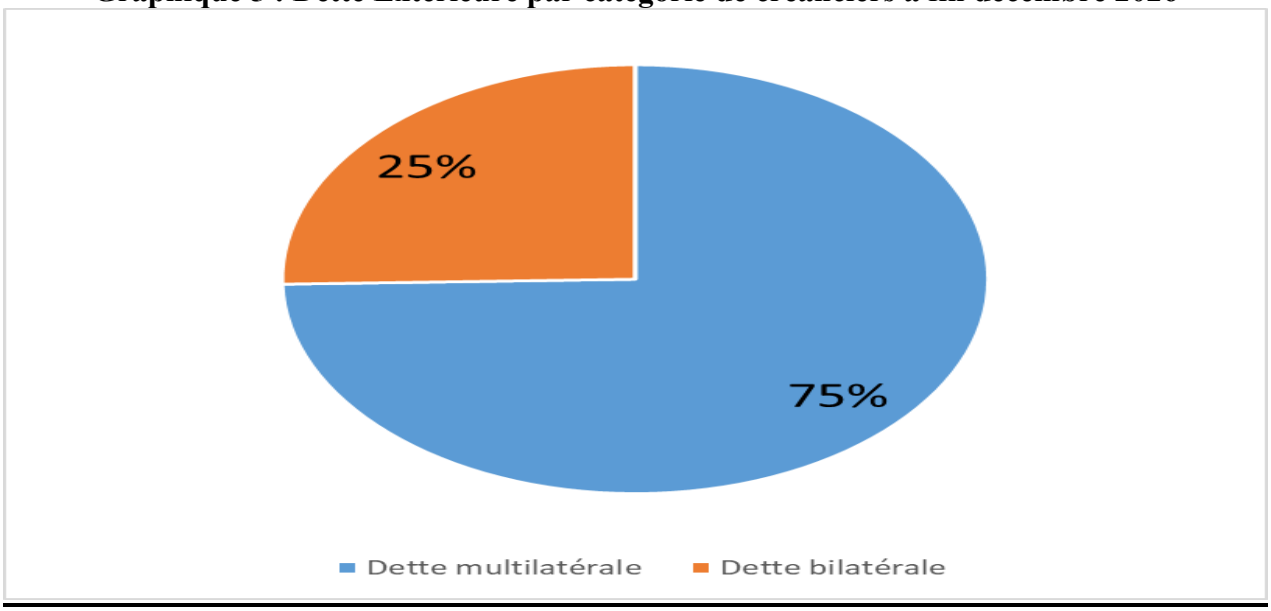
	Montant (millions de FCFA)	%
Dette Multilatérale	2 294 669,5	75
Dette Bilatérale	780 158,9	25
Dette Extérieure	3 074 828,4	100

Source : DGDP 2026

A fin 2026, l'encours de la dette extérieure se décomposerait comme suit :

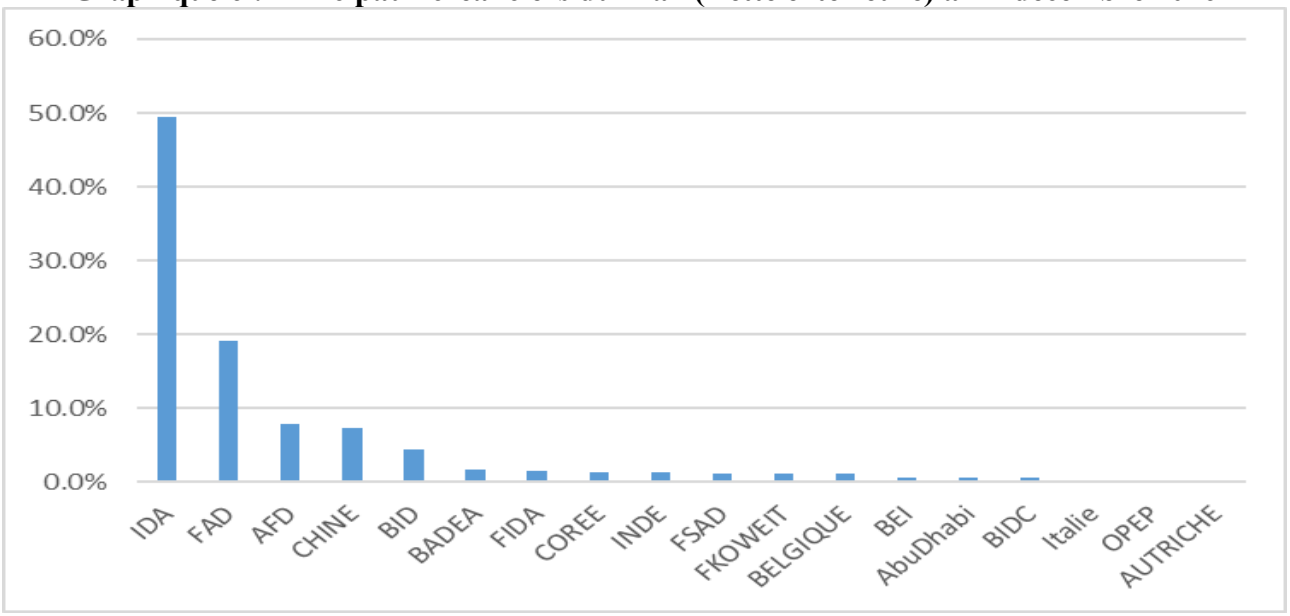
- 2 294,7 milliards de FCFA de dette multilatérale, soit 75% ; et
- 780,2 milliards de FCFA de dette bilatérale, soit 25%.

Graphique 5 : Dette Extérieure par catégorie de créanciers à fin décembre 2026



Source : DGDP 2026

Graphique 6 : Principaux créanciers du Mali (Dette extérieure) à fin décembre 2026



Source : DGDP 2026

Les principaux créanciers du Mali à fin 2026 seraient : la Banque Mondiale (IDA) (49,4%), le FAD (19,1%), l'AFD (7,9%) et la Chine (7,3%). Ces partenaires représenteraient 83,7% du portefeuille de la dette extérieure dont 68,5 % hautement concessionnels (IDA et FAD).

1.6. Coût par type de dette

Tableau 6 : Coût par type de dette à fin décembre 2026

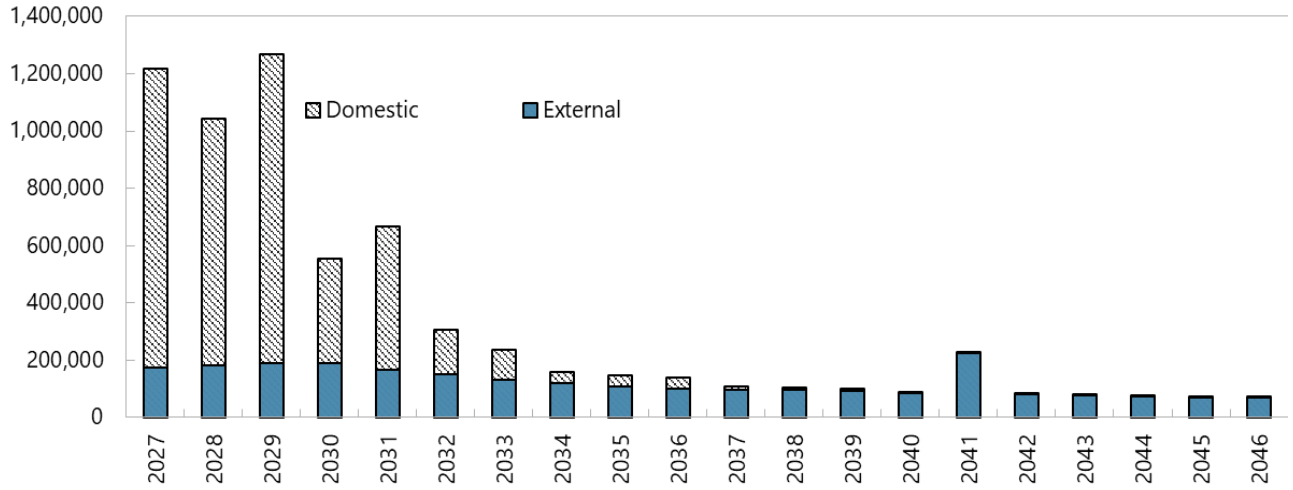
Coût de la Dette	%
Taux d'intérêt moyen sur la dette intérieure	5,7
Taux d'intérêt moyen sur la dette extérieure	0,9
Taux d'intérêt moyen sur la dette totale	3,7

Source : DGDP 2026

L'analyse du portefeuille en termes de coût montre que la dette intérieure coûte environ sept (07) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette publique relativement faible, soit 3,7%, est dû à la concessionnalité de la dette extérieure, soit 0,9%.

1.7. Profil des échéances par type de dette

Graphique 7 : Profil des échéances par type de dette à fin décembre 2026 (en millions de FCFA)



Source : DGDP 2026

Il ressort que 88,0% de la dette intérieure arrive à échéance dans les cinq (05) prochaines années. Quant à la dette extérieure, le profil de remboursement est échelonné sur une période relativement plus longue, prouvant encore une fois son caractère concessionnel.

Suivant le graphique, une évolution en dents de scie du profil de remboursement de la dette totale sur la période 2027-2031 est observée. À partir de 2031, la tendance est baissière sur le reste de la période à l'exception de l'année 2041 pour laquelle un pic est observé en raison de l'échéance in fine du prêt du FMI accordé en 2021. Toutefois, une forte proportion de la dette totale (soit 64,6%) arrive à échéance dans les cinq (05) prochaines années, due à la dette intérieure.

B. RECAPITULATIF DES INDICATEURS

Tableau 7 : Indicateurs de coûts et risques à fin décembre 2026

Indicateurs de coûts et risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Dette nominale (millions de FCFA)		3 074 828,4	4 372 424,3	7 447 252,7
Dette nominale (millions de USD)		5 203,2	7 399,0	12 602,2
Dette nominale (% du)		16,0	22,8	38,8
Valeur actualisée nette (% du PIB)		10,7	22,9	33,6
Coût de la dette	Paiement d'intérêt (% PIB)	0,1	1,3	1,4
	Taux d´intérêt moyen pondéré (%)	0,9	5,7	3,7
Risque de refinancement	Durée moyenne d´échéance (ans) ATM	11,4	3,2	6,6
	Dette amortissable durant l´année prochaine (% du total)	5,7	23,8	16,2
	Dette amortissable durant l´année prochaine (% du PIB)	0,9	5,4	6,4
Risque de taux d´intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	11,4	3,2	6,6
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	5,7	23,8	16,2
	Dette à taux d´intérêt fixe incluant les bons (% du total)	100,0	100,0	100,0
Risque de change	Dette en devises (% du total)			41,3
	Amortissements en devise durant l´année prochaine (% du stock de réserves en devises)			0,6

Source : DGDP 2026

A fin 2026, la dette nominale rapportée au PIB représenterait 38,8% contre 41,8% à fin 2025, ce qui respecte les critères de convergence de l'UEMOA (≤70%).

Pour la même période, le ratio de la valeur actualisée de la dette publique totale rapportée au PIB représenterait 33,6%, inférieur au seuil indicatif de 55% retenu par le FMI pour les pays ayant une capacité moyenne de gestion de la dette, dont l'Indice Composite est compris entre 2,69 et 3,05 (celui du Mali étant de 2,87 en 2025 selon le rapport de l'Analyse de la Viabilité de Dette effectuée par le FMI en juillet 2025).

Le coût moyen de la dette intérieure a enregistré une hausse sensible par rapport à l'année précédente (5,7% contre 4,0%, soit +1,7 point de pourcentage et une progression de 42,5%), et il est sept (7) fois supérieur à celui de la dette extérieure. Cette évolution traduit le renchérissement des conditions de mobilisation sur le marché régional. Par ailleurs, le coût moyen de la dette publique relativement faible, soit 3,7%, est dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle, soit 0,9 %.

Les indicateurs faisant référence à la maturité moyenne (3,2 ans) et la proportion de dette intérieure qui arrive à échéance dans un (01) an (23,8%) montrent l'existence d'un risque de refinancement.

Toutefois, ce risque est atténué lorsqu'on rapporte l'analyse à la dette totale (6,6 ans) du fait de la concessionnalité de la dette extérieure (11,4 ans).

La proportion de la dette intérieure devant être refinancée dans un (1) an est de 23,8%. Le portefeuille étant intégralement contracté à taux fixe, cette proportion ne traduit pas une exposition directe à la variation des taux mais un risque de taux d'intérêt induit par le refinancement : le renouvellement de cette dette s'effectuera aux conditions de marché prévalant à l'échéance.

Il importe de faire également mention du risque de change dû à la forte proportion de dette libellée en devises dans le portefeuille, soit 41,3%. Cependant, ce risque serait atténué par la proportion de dette libellée en Euro (19,0%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

II. REVUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE 2026-2028

La Stratégie d'Endettement public à Moyen Terme (SDMT) 2026-2028 consistait à l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure et l'augmentation de la part des instruments BOAD et FMI combinée à une augmentation des prêts concessionnels.

Tableau 8 : Cibles stratégiques des indicateurs de la SDMT 2026-2028

INDICATEURS	VALEURS		
	CIBLES	AU 31/12/2025	AU 31/12/2026
Durée de vie moyenne de la dette intérieure	Supérieure à 3,6 ans	2,9 ans	3,2 ans
Part de la dette arrivant à échéance dans 1 an	Inférieure à 10%	19,9%	16,2%
Part de la dette libellée en devises	50-55%	37,3%	41,3%

Source : CNDP/DGDP 2026

Comparativement à leurs valeurs au 31 décembre2025, les indicateurs retenus dans le cadre de la mise en œuvre de la SDMT 2026-2028 évoluent vers leurs cibles respectives. La durée de vie moyenne de la dette intérieure devrait augmenter d'environ 4 mois, la part de la dette arrivant à échéance dans 1 an devrait se réduire de 3,7 points de pourcentage et la part de la dette libellée en devise devrait progresser de 4 points de pourcentage.

Pour l'année 2026, la Stratégie de financement retenue envisageait une mobilisation globale de 2 006,6 milliards de FCFA avec une répartition de 4,1% pour les instruments de dette extérieure et 95,9% pour ceux de la dette intérieure. Sur la base des réalisations au 30 juin 2026 et des décaissements attendus jusqu'à la fin de l'année 2026, cette mobilisation devrait atteindre 1 594,7 milliards de FCFA avec un financement extérieur qui représenterait 5,6%, contre 7,0% pour l'année 2025.

S'agissant de la dette intérieure, il avait été retenu de poursuivre le reprofilage du portefeuille consistant à augmenter graduellement la part des titres publics de longues maturités (obligations du Trésor à partir de 5 ans) tout en mettant l'accent sur l'amélioration des coûts des ressources à mobiliser. Aussi, les émissions de titres sur les maturités benchmark (91 jours, 182 jours, 364 jours, 3 ans, 5 ans, 7 ans, 10 ans, etc.) devaient être maintenues sur la période.

A ce titre, pour l'année 2026, les émissions de titres publics sur le marché financier régional de l'UEMOA étaient fixées à 61% et 39% respectivement pour les Obligations et les Bons du Trésor. La mobilisation des ressources intérieures a été marquée par une amélioration globale de la liquidité sur le marché financier régional.

A la date du 15 août 2026, sur la base des réalisations et des émissions programmées jusqu'à la fin de l'année 2026, les proportions ressortiraient à 21% pour les Bons du Trésor et 79% pour les Obligations du Trésor. Au 31 décembre 2026, les émissions de plus longues maturités (5 ans, 7 ans, 10 ans et 12 ans) représenteraient 30% contre une prévision de 43%.

De l'évaluation, il ressort qu'en 2026, la mise en œuvre de la Stratégie a été fortement impactée par le recours aux Titres publics de courtes maturités. A cela s'ajoutent les effets de la crise sécuritaire qui impactent négativement la bonne mise en œuvre de certains Projets ou Programmes, entrainant le ralentissement du rythme des activités sur le terrain devant faire l'objet de mobilisation des ressources extérieures.

III. SOURCES DE FINANCEMENT (EXTERIEURES ET INTERIEURES), PLAFOND D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2027-2029

Dans cette section, les points suivants seront abordés :

- la justification de l'emprunt ; et
- les orientations de la Politique d'endettement public pour la période 2027-2029.

A. JUSTIFICATION DE L'EMPRUNT PUBLIC

En dépit des défis auxquels le Mali est confronté, l'économie nationale demeure résiliente avec un taux de croissance moyen de 4,8% du PIB au cours des quatre dernières années (2022 à 2025). Nonobstant cette performance, le Budget de l'Etat est resté structurellement déficitaire. Cette situation résulte de l'insuffisance des ressources propres et d'une augmentation continue des besoins de financement.

Pour l'année 2027, les orientations économiques et financières visent l'atteinte d'un taux de pression fiscale de 15,8%. En cohérence avec les perspectives macroéconomiques, le besoin de financement net (à couvrir par emprunts) de l'Etat ressortirait en 2027 à 1 858,5 milliards de FCFA (soit 9,0% du PIB nominal) contre 2 006,6 milliards de FCFA en 2026. Ce besoin correspond au déficit primaire, majoré de l'amortissement de la dette et des charges d'intérêts, et diminué des produits provenant de la cession des actifs et des remboursements des prêts et avances.

1. Besoins de financement

Tableau 9 : Besoins de financement (Milliards de FCFA)

	2026 (LFI)	2027 (LFI)	2028	2029
Recettes publiques (y compris dons)	3 057,8	3 547,3	4 044,7	4 483,4
Dépenses totales hors intérêts	3 332,4	3 840,1	4 249,8	4 915,8
Solde Primaire	-274,6	-292,8	-205,1	-432,4
Intérêts	245,9	303,3	365,5	363,7
Amortissement	1 499,6	1 270,0	1 480,8	1 677,8
Produits provenant de la cession des actifs	-10,0	-5,0	-5,0	-5,0
Remboursements de prêts et avances	-3,4	-2,5	-2,4	-1,7
Besoins de Financement	2 006,6	1 858,5	2 044,1	2 467,2
PIB	19 182,0	20 666,8	22 551,3	24 368,7
Besoins de Financement (%PIB)	10,5	9,0	9,1	10,1

Sources : DGB - INSTAT- DGDP-DNPD-DGTCP 2026

Les besoins de financement par emprunts pour les trois (3) prochaines années se présentent comme suit :

- **1 858,5 milliards de FCFA en 2027 ;**
- **2 044,1 milliards de FCFA en 2028 ;**
- **2 467,2 milliards de FCFA en 2029.**

Malgré l'augmentation du déficit primaire, le besoin de financement a diminué de 7,4%, passant de 2 006,6 milliards FCFA en 2026 à 1 858,5 milliards FCFA en 2027. Cette diminution s'explique par la baisse du niveau d'amortissement attendu sur la dette de marché, due à un recours moins important aux Bons du Trésor.

2. Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2027

Les termes et conditions des nouveaux emprunts intérieurs et extérieurs sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 10 : Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2027

Type / Nom Instrument	Fixe / Variable	Concessionnel /condition du marché	Maturité (ans)	Délai de Grace (ans)	[1]Taux d'intérêt (%)
Multilatéral (IDA, FAD, FIDA)	Fixe	Concessionnel	38-40	6-11	0 - 0,75
Multilatéral (BIDC, OPEP)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-7	1-3
Bilatéral Arabe (FSAD, FKOW, FDAD)	Fixe	Concessionnel	24-30	4-7	1-2,5
Multilatéral (BID, BADEA)	Fixe	Concessionnel	25-32	3-10	1-3
Bilatéral Asie (Chine +Inde + Corée du Sud)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-6	1-2
FMI	Fixe	Concessionnel	10	5	0,25
BOAD	Fixe	Concessionnel - Marchand	10-20	3-6	2,25-7,6
Bons du Trésor 1 an	Fixe	Marché	1	0	3,00-9,00
Obligations de 3 ans	Fixe	Marché	3	2	5,90-6,15
Obligations de 5 ans	Fixe	Marché	5	2-4	6-6,35
Obligations de 7ans-8 ans	Fixe	Marché	7-8	2-7	6,35-6,55
Obligations de 10 ans – 12 ans	Fixe	Marché	10	3-9	6,40-6,75

Source : DGDP, DGTCP 2026

La structure du financement pour les nouveaux emprunts envisagés en 2027 peut être repartie en deux catégories :

- d'une part, les ressources concessionnelles auprès des partenaires extérieurs, caractérisées par des maturités longues, des périodes de grâce substantielles et des taux d'intérêt relativement faibles, offrant ainsi des conditions favorables à la maîtrise du coût du service de la dette et à la réduction du risque de refinancement ;

- d'autre part, les financements de marché, dont les maturités plus courtes et les taux plus élevés traduisent un coût de mobilisation nettement supérieur à celui de la dette extérieure.

Dans ce contexte, la mobilisation des ressources concessionnelles auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux doit être privilégiée, tout en recourant aux instruments de marché de manière sélective, en fonction des besoins de financement et de la capacité d'absorption du budget. Cette approche contribuerait à optimiser le coût du portefeuille, lisser le profil des remboursements et préserver la soutenabilité de la dette publique à moyen et long termes.

[1] Pour les Bons du Trésor, les taux sont fixés en fonction de l'évolution du marché.

B. ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE D'ENDETTEMENT POUR LA PERIODE 2027-2029

Le Gouvernement de la République du Mali privilégie une Politique d'endettement prudente qui consiste à couvrir les besoins de financement, principalement, par des financements concessionnels.

A cet effet, les orientations globales en matière d'emprunts publics extérieurs et intérieurs et de gestion de la dette pour les années 2027, 2028 et 2029 portent sur des plafonds d'endettement qui se chiffrent respectivement à 1 858,5 milliards de FCFA, 2 044,1 milliards de FCFA et 2 467,2 milliards de FCFA.

Toutefois, compte tenu de la conjoncture, le Gouvernement prévoit de recourir aux Bons et Obligations du Trésor sur le marché financier régional, suivant un Calendrier indicatif annuel qui sera publié en début de chaque année par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Parallèlement, les efforts se poursuivront pour la mobilisation des ressources extérieures. Les proportions de ces différents instruments dans les nouveaux besoins de financement seront déterminées selon la Stratégie retenue.

IV. STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2027-2029

Sur la base des tendances actuelles de la politique de mobilisation des ressources extérieures et intérieures et des actions menées par le Gouvernement pour diversifier les sources de financement, quatre (4) Stratégies seront testées.

A cet effet, une présentation des quatre (4) Stratégies sera faite, suivie de la validation des hypothèses et de l'analyse des résultats. Ainsi, la Stratégie présentant les meilleures caractéristiques en termes de coût et de risque sera retenue.

A. PRESENTATION DES STRATEGIES

Les Stratégies testées, au nombre de quatre (S1, S2, S3 et S4), sont présentées dans cette section.

1. STRATEGIE S1 : STRATEGIE DE BASE

La première stratégie (S1) ou **Stratégie de base** consiste à maintenir la tendance actuelle de la politique de mobilisation de nouveaux financements.

A cet effet, pour le financement intérieur, l'accent sera mis sur les Bons et Obligations du Trésor avec des maturités proches de l'existant.

Concernant la mobilisation des ressources extérieures, il s'agira de continuer à faire recours essentiellement aux financements hautement concessionnels et concessionnels de type IDA, FAD et FIDA.

Pour cette Stratégie, la proportion de la dette intérieure dans les nouveaux besoins de financement est maintenue à 95,2% durant la période 2027-2029.

2. STRATEGIE S2 : EXTENSION DES MATURITES DOMESTIQUES ET AUGMENTATION DE LA PART DES FINANCEMENTS BOAD ET FMI

Dans la Stratégie S2, il s'agit de changer la structure de la dette intérieure en augmentant la part des Obligations de plus de 5 ans et aussi celle des financements BOAD et FMI.

Dans cette Stratégie, le financement domestique représenterait 95,2% des besoins de financement sur la période. Parallèlement, l'Etat continuera à mobiliser les ressources concessionnelles et semi-concessionnelles.

3. STRATEGIE S3 : AUGMENTATION PROGRESSIVE DE LA PART DU FINANCEMENT EXTERIEUR (PRETS CONCESSIONNELS ET SEMI-CONCESSIONNELS)

Dans cette stratégie, il s'agit de procéder à une diminution de la part de la dette intérieure au profit de celle de la dette extérieure. A cet effet, le financement extérieur passerait de 4,8% en 2027 à 12% en 2029.

Par ailleurs, les prêts hautement concessionnels et concessionnels passeraient de 3,5% en 2027 à 9,0% en 2029 et les prêts semi-concessionnels évolueraient de 1,4% en 2027 à 3,9% en 2029.

4. STRATEGIE S4 : EXTENSION DES MATURITES DOMESTIQUES, AUGMENTATION DES PRETS CONCESSIONNELS

Cette **stratégie consistera à l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure combinée à une augmentation du volume des prêts concessionnels.**

Ainsi, la structure de la dette intérieure a été modifiée en augmentant la part des obligations de plus de 5 ans et celles des financements de la BOAD et du FMI.

De même, l'Etat continuera à mobiliser davantage les ressources concessionnelles et semi-concessionnelles. Le financement extérieur passerait de 4,8% en 2027 à 12% en 2029.

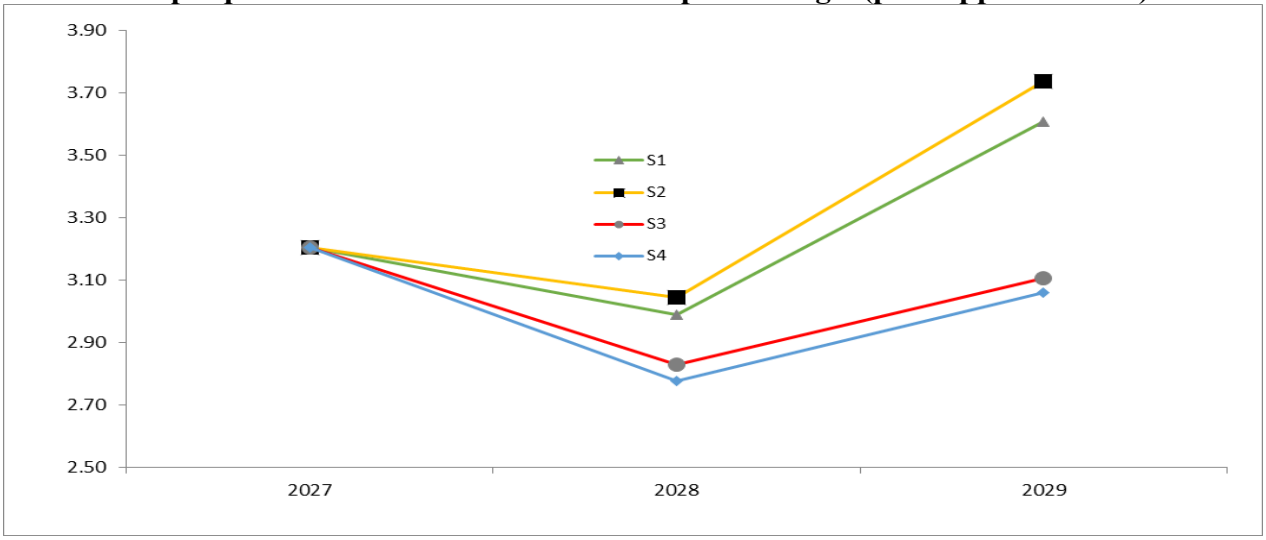
B. VALIDATION DES HYPOTHESES

Tableau 11 : Financement intérieur net par Stratégie (par rapport au PIB)

Financement intérieur net/PIB	2027	2028	2029
S1	3.21	2.99	3.61
S2	3.21	3.04	3.74
S3	3.21	2.83	3.10
S4	3.21	2.78	3.06

Source : DGDP 2026

Graphique 8 : Financement intérieur net par stratégie (par rapport au PIB)



Source : DGDP 2026

Le tableau et le graphique ci-dessus représentent l'évolution du ratio « financement intérieur net » rapporté au PIB à travers les différentes stratégies examinées.

Pour toutes les Stratégies, le ratio reste positif sur toute la période, ce qui s'explique par des mobilisations de ressources domestiques supérieures aux remboursements. Ce ratio est plus accentué au niveau des stratégies S1 et S2 en raison de la diminution de la proportion du financement intérieur dans S3 et S4.

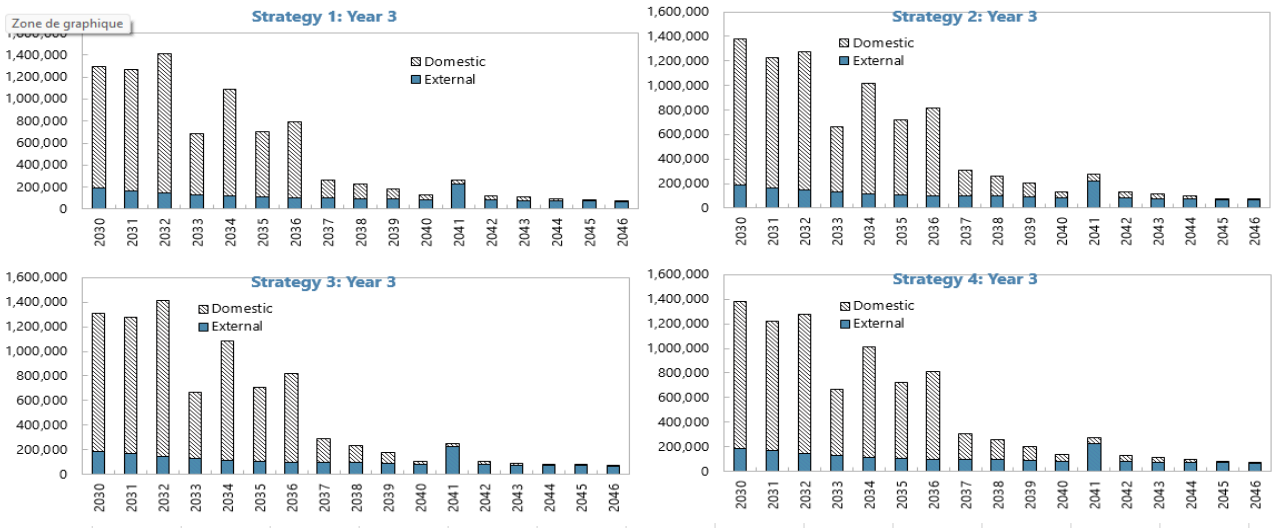
La période est marquée par un besoin de financement qui croit plus vite que le PIB. A cet effet, la part dédiée au financement intérieur demeure importante malgré une progression du financement extérieur, notamment pour S3 et S4.

C. ANALYSE DES RESULTATS

Les résultats des simulations des quatre (04) Stratégies ci-dessus énumérées à l'aide de l'outil SDMT sont présentés dans cette section. Ces Stratégies sont comparées entre elles et sont évaluées par rapport à la situation de référence qui correspond à celle prévue pour fin 2026.

1. Profils d'amortissement et indicateurs de coûts et de risques

Graphique 9 : Profils d'amortissement des dettes extérieure et intérieure après la mise en œuvre de chaque stratégie



Source : DGDP 2026

Tableau 12 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Référence	Stratégies			
			S1	S2	S3	S4
Dette nominale (% du PIB)		38,8	38,99	38,93	38,95	38,92
Valeur actualisée (% du PIB)		33,6	35,6	35,7	34,9	35,2
Paiement d'intérêt (% du PIB)		1,4	1,6	1,6	1,6	1,6
Taux d´intérêt moyen pondéré (%)		3,7	5,10	4,96	4,91	4,82
Risque de refinancement	Dette amortissable durant l´année prochaine (% du total)	16,2	14,25	13,39	14,01	13,40
	Dette amortissable durant l´année prochaine (% du PIB)	6,4	5,5	5,2	5,5	5,2
	Durée moyenne d´échéance (ans) ATM pour la dette extérieure	11,4	11,5	11,5	12,1	12,2
	Durée moyenne d´échéance (ans) ATM pour la dette domestique	3,2	4,0	4,1	3,9	4,1
	Durée moyenne d´échéance (ans) ATM pour la dette totale	6,6	6,2	6,3	6,5	6,7

Risque de taux d´intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	6,6	6,2	6,3	6,5	6,7
	Dette refixée durant l´année prochaine (% du total)	16,2	13,4	14,2	13,4	14,0
	Dette à taux d´intérêt fixe (% du total)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	Bons du Trésor (% du Total)	4,5	1,8	3,0	1,7	2,8
Risque de change	Dette libellée en devises (% du total)	41,3	29,9	30,1	32,3	32,5
	Amortissement en devise durant l´année prochaine (% du stock de réserves en devises)	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6

Source : DGDP 2026

De façon générale, l'analyse du profil d'amortissement à fin 2029 des quatre (04) Stratégies montre une concentration des remboursements sur les sept (07) prochaines années à compter de 2030, due en partie à la forte proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement.

Stratégie S1 :

La durée moyenne de remboursement du portefeuille (ATM) est de 11,5 ans et 4,0 ans respectivement pour les dettes extérieure et intérieure contre 11,4 ans et 3,2 ans pour la situation de référence.

La part de la dette publique arrivant à échéance dans un (01) an s'est améliorée, passant de 16,2% en 2026 à 14,3% en 2029.

Le coût de la dette publique (ou le taux d'intérêt moyen pondéré) augmente en passant de 3,7% dans l'année de référence à 5,1% au niveau de S1. Cela s'explique par la forte proportion de la dette intérieure dans le financement des nouveaux besoins.

Le niveau du risque de change est en baisse puisque le pourcentage de la dette en devise a diminué, en passant de 41,3% dans l'année de référence à 29,9% en 2029 dans S1.

Stratégie S2 :

La durée moyenne du portefeuille de la dette intérieure a connu une hausse par rapport à la période de référence, passant de 3,2 ans à 4,1 ans.

La durée moyenne de la dette extérieure a connu une légère augmentation dans cette stratégie en s'établissant à 11,5 ans contre 11,4 ans dans la situation de référence. Aussi, la durée moyenne du portefeuille global connait une détérioration, en passant de 6,6 ans dans la situation de référence à 6,3 ans due à la forte proportion du financement intérieur, notamment celle des instruments de courte maturité dans le financement des nouveaux besoins.

Le coût de la dette publique (ou le taux d'intérêt moyen pondéré) augmente en passant de 3,7% dans la situation de référence à 5,0%. Cette augmentation se justifie également par la forte proportion de la dette intérieure dans le financement des nouveaux besoins.

Le niveau du risque de change a diminué, dû à la part de la dette en devise qui est passée de 41,3% dans la situation de référence à 30,1 % en 2029 dans S2.

Stratégie S3 :

La durée moyenne de remboursement du portefeuille (ATM) est de 12,1 ans et 3,9 ans respectivement pour les dettes extérieure et intérieure contre 11,4 ans et 3,2 ans pour la situation de référence.

La part de la dette publique arrivant à échéance dans un (01) an s'est améliorée, passant de 16,2% en 2026 à 14,0% en 2029.

Le coût de la dette publique (ou le taux d'intérêt moyen pondéré) augmente en passant de 3,7% dans l'année de référence à 4,9% au niveau de S3. Cette augmentation est due à la forte proportion de la dette intérieure dans le financement des nouveaux besoins.

Le niveau du risque de change est en baisse puisque le pourcentage de la dette en devise a diminué, en passant de 41,3 % dans l'année de référence à 32,3 % en 2029 dans S3.

Stratégie S4 :

Tout comme la stratégie 2, la durée moyenne du portefeuille de la dette intérieure a connu une légère hausse par rapport à la période de référence, passant de 3,2 ans à 4,1 ans.

La durée moyenne de la dette extérieure a connu une légère augmentation dans cette Stratégie en s'établissant à 12,2 ans contre 11,4 ans dans la situation de référence. Aussi, la durée moyenne du portefeuille global connait une amélioration, en passant de 6,6 ans dans la situation de référence à 6,7 ans grâce à l'augmentation de la part du financement extérieur.

Le coût de la dette publique (ou le taux d'intérêt moyen pondéré) augmente en passant de 3,7% dans la situation de référence à 4,8%. Cette augmentation se justifie également par la forte proportion de la dette intérieure dans le financement des nouveaux besoins.

Le niveau du risque de change a diminué, dû à la part de la dette en devise qui est passée de 41,3% dans la situation de référence à 32,5 % en 2029 dans S4.

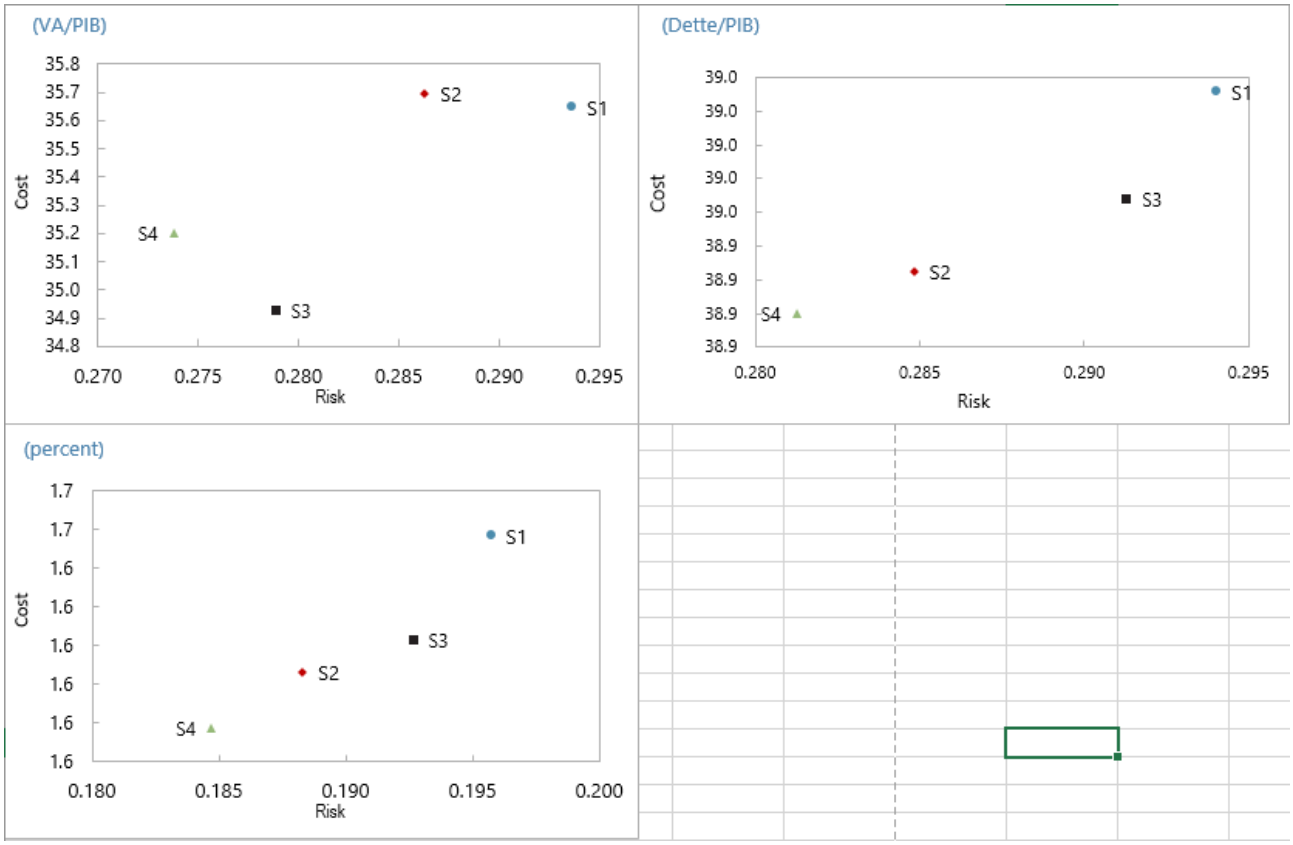
2. Analyse de la sensibilité aux chocs, choix de la stratégie et perspectives de viabilité de la dette

2.1 Analyse de la sensibilité aux chocs

Cette section se propose de faire l'analyse de la vulnérabilité du portefeuille de la dette publique du Mali. Pour ce faire, on procédera à des tests de simulation de différents chocs qui consistent :

- en une dépréciation du Franc CFA de l'ordre de 30% par rapport aux devises du portefeuille à l'exception de l'Euro ;
- en une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques modérée de 1,5 point de pourcentage ;
- en une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques extrême de 3,0 points de pourcentage ;
- et à une combinaison d'une dépréciation de 15% du Franc CFA et de l'augmentation modérée des taux d'intérêt.

Graphique 10 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs



Source : DGDP 2026

Tableau 13 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs

Indicateurs	Stratégies			
	S1	S2	S3	S4
Intérêt/PIB	0.196	0.188	0.193	0.185
VA/PIB	0.2936	0.2863	0.2788	0.2738
Dette/PIB	0.2940	0.2848	0.2913	0.2813

Source : DGDP 2026

Les tests de sensibilité montrent que la Stratégie S1 exerce plus de pression sur le ratio « encours de la dette/PIB (%) » par rapport aux autres stratégies, en termes de risque et de coût. Par contre, S4 présente les meilleurs rapports coût/ risque.

En ce qui concerne le ratio « valeur actuelle/PIB (%) », les Stratégies S1 et S2 sont les plus risquées et les plus coûteuses par rapport aux autres. Par ailleurs, la Stratégie S4 est plus couteuse que S3 mais moins risquée qu'elle.

S'agissant du ratio « intérêt/PIB (%) », la Stratégie S1 exerce plus de pression par rapport aux autres stratégies, en termes de risque et de coût. Par contre, S4 présente les meilleurs rapports coût/ risque.

2.2 Choix de la Stratégie

Il ressort des résultats de l'analyse des indicateurs de coût et de risque et de l'analyse de sensibilité aux chocs que S4 est la Stratégie optimale. En effet, les niveaux des taux d'intérêt et de valeur nominale de la dette totale rapportés chacun au PIB favorisent S4. Le choix de S4 est également motivé par la nécessité de recourir davantage au financement extérieur concessionnel en vue de réduire le risque de refinancement et le coût de la dette.

A titre de rappel, S4 vise l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure en augmentant la part des Obligations de plus de 5 ans et celles des financements de la BOAD et du FMI, combinée à une augmentation des prêts concessionnels**.**

L'exposition du portefeuille au risque de change diminue, en raison du niveau élevé du financement intérieur malgré l'augmentation de la part du financement extérieur dans les nouveaux besoins.

2.3 Mesures de mise en œuvre de la Stratégie retenue

La Stratégie S4 retenue consiste à l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure en augmentant la part des Obligations de plus de 5 ans et celles des financements de la BOAD et du FMI, combinée à une augmentation des prêts concessionnels. Pour la bonne mise en œuvre de cette stratégie, les recommandations ci-après sont formulées :

- améliorer le cadre macroéconomique qui pourrait impacter positivement la notation financière et l'attractivité du pays afin de faciliter la mobilisation des ressources intérieures et extérieures;
- améliorer la gestion et le suivi des Projets et programmes de développement afin de booster le niveau des décaissements ;
- poursuivre les efforts de l'Etat pour honorer, à bonnes dates, ses engagements économiques et financiers avec ses partenaires afin d'éviter les suspensions de décaissements et de faciliter la mise en place de programmes économiques ;
- recourir aux emprunts intérieurs de plus longues maturités et équilibrer les échéances, en augmentant la part des émissions d'Obligations du Trésor d'au moins 5 ans pour éviter d'avoir des années de forte concentration du règlement du service de la dette.

Afin de mettre en œuvre la Stratégie retenue dès l'année 2027, un plan annuel de financement a été élaboré pour opérationnaliser la Stratégie d'endettement. Ce plan est présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 14 : Plan annuel de Financement 2027 (millions de F CFA)

Source	Créanciers	Montant	Part (%)	
			Source	Globale
Extérieure	IDA/FAD/FIDA	64 800	72,0	3,5
	OPEP/Fonds arabes	5 400	6,0	0,3
	ITALIE	4 500	5,0	0,2
	BID/BADEA	9 000	10,0	0,5
	CHINE	6 300	7,0	0,3
Total Extérieure		**90 000**	**100,0**	**4,8**
Intérieure	BOAD/FMI	141 480	8,0	7,6
	Bons du Trésor	265 275	15,0	14,3
	OAT de 3 ans	477 495	27,0	26,0
	OAT de 5 ans	247 590	14,0	13,0
	OAT de 7 ans et 8 ans	336 015	19,0	18,1
	OAT de 10 ans et 12 ans	300 645	17,0	16,2
Total Intérieure		**1 768 500**	**100,0**	**95,2**
Total		**1 858 500**	**100,0**	**100,0**

Source : DGTCP/DGDP 2026

Le plan annuel de financement détermine, conformément au besoin de financement fixé par la loi de finances, les montants à emprunter en 2027 auprès des bailleurs de fonds et sur le marché domestique par type d'instrument. Concernant les émissions de Bons et Obligations du Trésor, un Calendrier d'émission annuel sera publié avec les dates d'émissions et les montants par maturité.

3. Perspectives de viabilité de la dette publique

Selon le Cadre de Viabilité de la Dette des Pays à Faibles Revenus (CVD-PFR) en vigueur depuis juillet 2018 la dette extérieure est viable lorsque sa Valeur Actuelle (VA) est inférieure à 180% des exportations de biens et services, à 40% du PIB et son service inférieur à 15% des exportations et à 18% des recettes budgétaires.

Pour le Mali, les projections du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) indiquent qu'en 2026, les ratios se rapportant à la Valeur Actuelle sont respectivement de 50,9% des exportations de biens et services, de 15,5% du PIB et ceux relatifs au service de la dette publique sont de 4,7% des exportations et de 6,6% des recettes budgétaires. **Par conséquent, le Mali est dans la catégorie des pays à risque de surendettement modéré.**

Ces ratios devraient demeurer inférieurs aux seuils pertinents jusqu'en 2035 si les tendances actuelles de l'économie se maintiennent et si l'endettement futur est conforme à la stratégie adoptée. La mise en œuvre effective des orientations stratégiques à long terme et la poursuite d'une stratégie financière privilégiant les mécanismes de financement innovants, ainsi que la mobilisation des dons et des emprunts extérieurs concessionnels et/ou semi-concessionnels devraient consolider la viabilité de la dette.

V. RECOMMANDATIONS

Pour améliorer l'élaboration et favoriser la mise en œuvre de la Stratégie d'Endettement public du Mali, les recommandations ci-dessous sont formulées :

1. **poursuivre l'amélioration du cadre macroéconomique qui pourrait impacter positivement la notation financière et l'attractivité du pays afin de faciliter la mobilisation des ressources intérieures et extérieures ;**

2. **mobiliser davantage de ressources concessionnelles et semi-concessionnelles ;**

3. **privilégier les emprunts intérieurs de plus longues maturités et l'équilibrage des échéances**, en augmentant la part des émissions d'Obligations du Trésor d'au moins 5 ans, pour éviter d'avoir des années de forte concentration du règlement du service de la dette ;

4. **poursuivre une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe.** La dette publique contractée à des taux fixes limite le risque de taux d'intérêts ;

5. **diversifier les sources de financement en recourant aux mécanismes de financements innovants** (Partenariats Public Privé, finance climatique, finance islamique, Diaspora Bonds, …) ;

6. **poursuivre les efforts de l'Etat pour honorer, à bonnes dates, ses engagements économiques et financiers avec ses Partenaires Techniques et Financiers afin d'éviter les suspensions de décaissements et de faciliter la mise en place de programmes économiques ;**

7. **poursuivre les efforts d'amélioration du dispositif de gestion et de suivi des Projets et Programmes de développement financés sur ressources extérieures afin de booster le niveau des décaissements ;**

8. **renforcer la coordination entre les structures impliquées dans la gestion de la dette publique ;**

9. **renforcer les capacités de l'équipe chargée de l'élaboration de la Stratégie d'Endettement public à travers notamment les assistances techniques des institutions compétentes en la matière**.

Pour la mise en œuvre de ces recommandations, le plan d'action ci-après est élaboré :

N°	Recommandations	Actions	Responsables	Echéances	Indicateurs
01	Allonger la maturité des OAT	Émettre davantage d'OAT ≥5 ans	DGTCP/DGDP	2027-2029	Part des OAT de plus de 5 ans
02	Diversifier les sources de financement	Recourir aux financements innovants	DGDP/DNPD/DGB	2027-2029	Montants mobilisés
03	Mobiliser davantage de ressources concessionnelles	Privilégier les financements IDA/BAD/FIDA	DGDP	2027-2029	Montants mobilisés
04	Honorer les engagements envers les PTF.	Payer à bonne date les échéances	DGTCP/ DGDP	2027-2029	Taux de paiement à échéance
05	Poursuivre une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe	Privilégier les instruments à taux fixe	DGDP	2027-2029	Part de la dette à taux fixe
06	Améliorer davantage le dispositif de gestion et de suivi des Projets et Programmes de développement	Veiller à la tenue régulière des revus périodiques avec les PTF	DGDP/DNPD/DBG	2027-2029	Nombre de réunions
07	Renforcer la coordination entre les structures impliquées dans la gestion de la dette publique	Organiser des réunions périodiques de coordination.	DGDP/DNPD,DGB,DGTCP	2027-2029	Nombre de réunions
08	Renforcer les capacités de l'équipe d'élaboration de la Stratégie d'Endettement public.	Organiser annuellement une session de formation de l'équipe	DGDP/DGB,DNPD, DGTCP	2027-2029	Nombre d'agents formés

CONCLUSION

La stratégie retenue est la S4 en raison du fait qu'elle est moins couteuse et moins risqué que les trois autres stratégies. Elle repose sur une analyse globale et cohérente de la gestion de la dette publique et doit être rigoureusement respectée. Pour sa bonne mise en œuvre, les mesures suivantes sont nécessaires :

- **Au plan budgétaire**, poursuivre les efforts dans le sens d'une maîtrise des engagements, des dépenses courantes et d'une mobilisation plus efficace des ressources intérieures (élargissement de l'assiette et simplification voire dématérialisation des procédures…) afin de réduire le déficit budgétaire ;
- **Au plan de la productivité et de la compétitivité**, prioriser la diversification et la transformation structurelle de l'économie ;
- **Au plan de la mobilisation de nouveaux financements**, rallonger la maturité des emprunts domestiques et poursuivre la mobilisation des dons, des emprunts concessionnels et semi-concessionnels ainsi que des financements innovants ;
- **Au plan de l'amélioration de l'efficacité de la dette publique**, privilégier dans le Programme Triennal d'Investissement (PTI), les projets à impact social et économique, cohérents avec la SNEDD 2024-2033 ;
- **Au plan de la gestion de la dette publique**, suivre régulièrement les données relatives aux transactions sur la dette et poursuivre le renforcement des capacités de la Commission Technique du Comité National de la Dette Publique ainsi que de la Direction Générale de la Dette Publique.

Toutes ces mesures devraient être accompagnées d'une bonne gouvernance politique, économique et financière, dans une perspective d'amélioration de la qualité de nos politiques et institutions, afin de relever le niveau de viabilité de la dette publique du Mali.

ETAT B

PLAFOND D'EMPLOI

16/09/2026

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME OU DOTATION

Type Budget / Section / Programme ou Dotation	Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
	A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL								
130 PRIMATURE								
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	66	22	28	0	5	0	156	277
1.004 Administration générale et contrôle	166	23	15	0	4	0	40	248
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	18	4	2	0	2	0	7	33
TOTAL	250	49	45	0	11	0	**203**	558
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS								
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	35	3	12	0	3	3	142	198
TOTAL	35	3	12	0	3	3	**142**	198
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE								
1.006 Administration Générale	334	53	60	0	20	0	750	1 217
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	31	5	5	0	4	0	15	60
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	8	3	1	0	2	0	2	16
TOTAL	373	61	66	0	26	0	**767**	1 293
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE								
1.007 Administration Générale	15	9	10	0	2	0	18	54
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	15	1	3	0	3	0	6	28
TOTAL	30	10	13	0	5	0	**24**	82
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL								
2.012 Bureau du Vérificateur Général	99	17	1	0	22	3	0	142
TOTAL	99	17	1	0	22	3	**0**	142
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE								
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	13	2	1	0	1	0	2	19
TOTAL	13	2	1	0	1	0	**2**	19
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT								
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	1	0	0	0	1	0	3	5
TOTAL	1	0	0	0	1	0	**3**	5
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME								
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	61	24	27	0	16	0	34	162
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	581	235	163	128	337	0	275	1 719
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	66	19	16	69	182	0	32	384
TOTAL	708	278	206	197	535	0	**341**	2 265
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME								
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	25	6	2	0	0	5	0	38
TOTAL	25	6	2	0	0	5	**0**	38

16/09/2026

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME OU DOTATION

Type Budget / Section / Programme ou Dotation	Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
	A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL								
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE								
1.010 Administration Générale	3	0	0	0	1	0	6	10
2.021 Ordre et Sécurité	383	387	7793	0	0	0	1	8 564
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	103	4	3	259	2079	0	3	2 451
TOTAL	489	391	7796	259	2080	0	**10**	11 025
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES								
1.011 Administration Générale	110	35	51	0	15	0	29	240
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	137	50	79	0	45	0	82	393
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	939	294	797	1	273	0	264	2 568
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	321	84	129	0	43	0	77	654
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	198	117	188	0	99	0	63	665
2.027 Gestion de la Dette Publique	24	5	7	0	0	0	10	46
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	63	30	73	0	23	0	45	234
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	22	8	3	0	1	0	0	34
TOTAL	1814	623	1327	1	499	0	**570**	4 834
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES								
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	17	0	0	10	0	8	0	35
TOTAL	17	0	0	10	0	8	**0**	35
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL								
1.012 Administration Générale	16	14	11	0	5	0	51	97
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	28	19	13	0	3	0	29	92
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	60	19	34	0	9	0	109	231
TOTAL	104	52	58	0	17	0	**189**	420
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE								
1.013 Administration Générale	48	24	27	0	6	0	74	179
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	13	4	2	0	0	0	57	76
2.034 Formation Professionnelle	15	2	2	0	1	0	58	78
TOTAL	76	30	31	0	7	0	**189**	333
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT								
1.044 Administration Générale et Contrôle	9	8	6	0	5	0	5	33
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	12	3	4	0	2	0	6	27
TOTAL	21	11	10	0	7	0	**11**	60

16/09/2026

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME OU DOTATION

Type Budget / Section / Programme ou Dotation	Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
	A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL								
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION								
1.014 Administration Générale et Contrôle	60	22	25	0	18	0	150	275
2.036 Administration du Territoire	315	119	189	0	170	0	731	1 524
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	4	0	2	0	4	0	7	17
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	14	6	4	0	5	0	1	30
TOTAL	393	147	220	0	197	0	**889**	1 846
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL								
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	63	9	0	0	0	0	13	85
TOTAL	63	9	0	0	0	0	**13**	85
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES								
1.015 Administration Générale	6	6	6	0	0	0	1	19
TOTAL	6	6	6	0	0	0	**1**	19
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE								
1.016 Administration Générale	7	1	2	0	2	0	16	28
TOTAL	7	1	2	0	2	0	**16**	28
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI								
2.099 Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.	1	0	0	60	26	26	1	114
TOTAL	1	0	0	60	26	26	**1**	114
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE								
1.032 Administration Générale	24	18	14	0	9	0	52	117
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	82	52	67	0	76	0	104	381
2.084 Développement du secteur industriel	35	11	27	0	6	0	42	121
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	5	1	0	0	1	0	8	15
TOTAL	146	82	108	0	92	0	**206**	634
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE								
1.017 Administration Générale	179	58	61	0	29	0	198	525
2.041 Développement de l'Education de Base	7164	45663	414	1201	1093	0	2039	57 574
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	54	18	23	0	8	0	40	143
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	4666	401	9	5	15	0	27	5 123
TOTAL	12063	46140	507	1206	1145	0	**2304**	63 365
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE								
1.018 Administration Générale	107	25	23	0	5	0	57	217
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	2002	226	154	0	126	0	152	2 660
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	34	11	5	0	3	0	10	63
TOTAL	2143	262	182	0	134	0	**219**	2 940

16/09/2026

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME OU DOTATION

Type Budget / Section / Programme ou Dotation	Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
	A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL								
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME								
1.019 Administration Générale	49	23	25	0	14	0	58	169
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	44	17	7	0	2	0	18	88
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	8	6	1	0	1	0	6	22
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	85	92	12	0	7	0	59	255
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	28	9	3	0	5	0	115	160
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	20	7	3	0	1	0	15	46
TOTAL	234	154	51	0	30	0	**271**	740
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS								
1.020 Administration Générale	22	7	16	0	8	0	39	92
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	69	63	19	0	12	0	67	230
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	48	12	12	0	20	0	29	121
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	11	5	1	0	2	0	6	25
TOTAL	150	87	48	0	42	0	**141**	468
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL								
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	166	71	54	0	22	0	121	434
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	2505	2169	2622	107	95	0	689	8 187
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participatio	5	1	0	0	0	0	2	8
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	1098	443	349	0	46	0	240	2 176
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	80	17	17	0	8	0	55	177
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	206	113	26	0	8	0	145	498
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	3	0	1	0	0	0	0	4
TOTAL	4063	2814	3069	107	179	0	**1252**	11 484
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA								
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	11	3	6	0	0	0	18	38
TOTAL	11	3	6	0	0	0	**18**	38
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE								
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	34	20	18	0	9	0	23	104
2.059 Promotion de la Femme	73	31	21	0	10	0	38	173
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	35	8	10	0	4	0	23	80
TOTAL	142	59	49	0	23	0	**84**	357

16/09/2026

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME OU DOTATION

Type Budget / Section / Programme ou Dotation	Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
	A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL								
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES								
1.024 Administration Générale	43	20	37	0	19	0	70	189
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	57	39	53	0	17	0	99	265
2.066 Développement et sécurisation des transports	11	22	33	0	33	0	48	147
TOTAL	111	81	123	0	69	0	**217**	601
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE								
1.025 Administration Générale	36	10	12	0	5	0	53	116
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	97	41	28	0	42	0	93	301
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	16	2	3	0	2	0	8	31
2.071 Protection et Conservation de la Nature	175	281	22	5	343	0	177	1 003
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	15	2	4	0	0	0	8	29
TOTAL	339	336	69	5	392	0	**339**	1 480
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU								
1.026 Administration Générale	22	7	16	0	6	0	24	75
2.073 Développement des Ressources Energétiques	41	11	25	0	19	0	29	125
2.074 Développement des Ressources en Eau	95	24	115	0	18	0	193	445
TOTAL	158	42	156	0	43	0	**246**	645
726 MINISTERE DES MINES								
1.027 Administration Générale	36	7	6	0	2	0	58	109
2.075 Développement des ressources minérales	79	22	41	0	16	0	26	184
TOTAL	115	29	47	0	18	0	**84**	293
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION								
1.028 Administration Générale	13	8	5	0	5	0	13	44
2.076 Medias et Communication Publics	113	92	44	0	22	0	32	303
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	35	18	11	0	11	0	38	113
TOTAL	161	118	60	0	38	0	**83**	460
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION								
2.096 Régulation de la Communication	1	0	0	0	0	0	13	14
TOTAL	1	0	0	0	0	0	**13**	14

16/09/2026

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME OU DOTATION

Type Budget / Section / Programme ou Dotation	Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
	A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL								
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION								
1.029 Administration Générale	49	28	24	0	16	0	97	214
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	10	1	6	0	3	0	14	34
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière	75	37	79	0	43	0	137	371
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	61	67	142	0	89	0	145	504
2.080 Population	14	3	3	0	4	0	7	31
2.081 Aménagement du Territoire	17	9	5	0	5	0	11	47
TOTAL	226	145	259	0	160	0	**411**	1 201
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE								
1.034 Administration Générale	124	89	36	0	134	0	176	559
2.087 Appui au Monde Rural	308	491	30	0	532	0	234	1 595
2.088 Aménagement et Equipement Rural	200	193	30	0	228	0	212	863
2.089 Recherche et Formation	121	50	8	0	60	0	83	322
TOTAL	753	823	104	0	954	0	**705**	3 339
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE								
1.037 Administration Générale	1	2	0	0	0	0	6	9
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	82	100	7	0	140	0	52	381
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	47	68	14	0	126	0	61	316
2.092 Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire	141	165	22	0	183	0	43	554
TOTAL	271	335	43	0	449	0	**162**	1 260
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE								
2.093 Sécurité Alimentaire	18	5	4	0	2	0	22	51
TOTAL	18	5	4	0	2	0	**22**	51
TOTAL	25 630	53 211	14 681	1 845	7 209	45	10 148	112 769
TOTAL GENERAL	25 630	53 211	14 681	1 845	7 209	45	10 148	112 769

ETAT C

REPARTITION DES CREDITS DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
0.001 Assemblée Nationale	300 000	12 586 802	13 630 872
TOTAL	**300 000**	**12 586 802**	**13 630 872**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
0.007 Présidence de la République	2 026 300	14 716 210	23 143 857
TOTAL	**2 026 300**	**14 716 210**	**23 143 857**
130 PRIMATURE			
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	820 000	7 030 271	8 028 781
1.004 Administration générale et contrôle	2 690 000	5 211 042	5 759 252
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	150 000	611 879	841 644
TOTAL	**3 660 000**	**12 853 192**	**14 629 677**
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	381 000	5 140 993	6 193 048
TOTAL	**381 000**	**5 140 993**	**6 193 048**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
0.009 Cour Constitutionnelle	30 000	1 225 063	1 639 024
TOTAL	**30 000**	**1 225 063**	**1 639 024**
150 COUR SUPREME			
0.008 Cour Suprême	4 117 375	6 476 958	6 571 860
TOTAL	**4 117 375**	**6 476 958**	**6 571 860**
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
0.010 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	5 603 614	1 627 826	2 307 554
TOTAL	**5 603 614**	**1 627 826**	**2 307 554**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
0.011 Haut Conseil des Collectivités	89 899	1 162 010	1 571 500
TOTAL	**89 899**	**1 162 010**	**1 571 500**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
1.006 Administration Générale	7 365 781	50 058 200	49 260 682
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	0	310 768	463 375
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	103 458	153 117
TOTAL	**7 365 781**	**50 472 426**	**49 877 174**
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
1.007 Administration Générale	50 000	1 322 510	1 591 993
2.010 Intégration Africaine	0	268 728	467 812
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	3 895 000	723 749	2 531 065
TOTAL	**3 945 000**	**2 314 987**	**4 590 870**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
2.012 Bureau du Vérificateur Général	160 000	4 997 169	5 376 451
TOTAL	**160 000**	**4 997 169**	**5 376 451**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	290 000	1 245 006	1 986 333
TOTAL	**290 000**	**1 245 006**	**1 986 333**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	0	108 504	161 763
TOTAL	**0**	**108 504**	**161 763**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
1.008 Administration Générale	81 180 869	585 853 629	589 400 094
2.015 Gestion des Opérations Militaires	8 688 633	63 828 030	94 074 278
2.016 Inspection des Armées	21 525	356 206	375 112
2.017 Formation	35 888	873 077	907 908
2.018 Gestion des Transmissions	180 812	707 526	725 232
TOTAL	**90 107 727**	**651 618 468**	**685 482 624**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 611 197	10 300 295	11 170 227
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	1 947 807	25 770 285	28 082 178
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 436 639	10 593 678	11 061 605
TOTAL	**4 995 643**	**46 664 258**	**50 314 010**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	190 000	2 544 090	3 088 270
TOTAL	**190 000**	**2 544 090**	**3 088 270**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	35 625	709 582	1 029 861
TOTAL	**35 625**	**709 582**	**1 029 861**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
1.010 Administration Générale	12 762 500	33 768 268	24 475 741
2.021 Ordre et Sécurité	14 707 032	136 792 215	153 966 231
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 021 036	31 455 933	38 071 963
TOTAL	**32 490 568**	**202 016 416**	**216 513 935**
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT			
0.002 Securite d'Etat	0	21 184 916	21 184 916
TOTAL	**0**	**21 184 916**	**21 184 916**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**			
1.011	Administration Générale	19 491 438	18 938 964	22 414 537
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	19 709 993	8 843 132	17 582 114
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	15 700 000	18 240 613	24 152 103
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	1 125 000	7 249 732	9 597 304
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	3 020 787	7 299 140	8 636 938
2.027	Gestion de la Dette Publique	550 000	630 480	1 091 917
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	8 425 000	4 453 471	11 291 081
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	2 050 000	1 717 917	2 970 176
TOTAL		**70 072 218**	**67 373 449**	**97 736 170**
311	**CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES**			
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	83 000	1 026 054	1 709 209
TOTAL		**83 000**	**1 026 054**	**1 709 209**
320	**MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL**			
1.012	Administration Générale	3 851 334	2 835 035	3 521 764
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	946 992	1 159 006
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	53 750	1 161 429	1 436 547
TOTAL		**4 091 284**	**4 943 456**	**6 117 317**
323	**MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**			
1.013	Administration Générale	5 048 226	2 340 525	4 132 954
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	375 575	7 963 928	9 716 630
2.034	Formation Professionnelle	33 441 576	8 418 816	20 190 700
TOTAL		**38 865 377**	**18 723 269**	**34 040 284**
328	**MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT**			
1.044	Administration Générale et Contrôle	0	1 009 904	1 306 893
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	600 000	601 958	1 032 083
TOTAL		**600 000**	**1 611 862**	**2 338 976**
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**			
1.014	Administration Générale et Contrôle	200 000	3 563 694	4 720 071
2.036	Administration du Territoire	37 711 701	48 108 431	64 215 085
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	400 000	274 657	688 290
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	1 847 500	28 608 009	42 405 384
2.064	Développement Régional et Local		1 475 096	
TOTAL		**40 159 201**	**82 029 887**	**112 028 830**
334	**AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**			
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	340 965	2 748 477	3 177 641
TOTAL		**340 965**	**2 748 477**	**3 177 641**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES**			
1.015	Administration Générale	48 106	1 285 017	1 536 765
2.039	Religion et Culte	297 500	2 204 661	1 308 786
TOTAL		**345 606**	**3 489 678**	**2 845 551**
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE**			
1.016	Administration Générale	2 000 000	11 552 219	13 131 862
2.100	Renforcement de la Paix, du processus de Réconciliation nationale, de cohésion sociale et du vivre ensemble	0	3 481 602	4 056 831
2.101	Promotion de la paix, de l'Unité Nationale et des actions de developpement	100 000	1 223 678	1 228 327
TOTAL		**2 100 000**	**16 257 499**	**18 417 020**
346	**AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI**			
2.099	Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.	100 000	1 820 413	2 231 148
TOTAL		**100 000**	**1 820 413**	**2 231 148**
380	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**			
1.032	Administration Générale	5 896 750	2 056 240	2 574 112
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	7 587 187	2 852 660	4 226 889
2.084	Développement du secteur industriel	338 314	1 632 021	1 531 492
2.085	Appui au développement du secteur privé	552 593	1 001 796	1 776 459
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	44 625	106 936	178 413
TOTAL		**14 419 469**	**7 649 653**	**10 287 365**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**			
1.017	Administration Générale	2 978 575	24 125 982	29 384 976
2.041	Développement de l'Education de Base	4 717 188	331 738 400	353 973 832
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	3 010 187	29 445 576	32 412 883
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	223 015	69 294 317	73 327 933
TOTAL		**10 928 965**	**454 604 275**	**489 099 624**
412	**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**			
1.018	Administration Générale	0	7 201 134	8 503 218
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	33 050 717	81 913 932	86 588 710
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	390 106	1 927 272	2 753 999
TOTAL		**33 440 823**	**91 042 338**	**97 845 927**
510	**MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME**			
1.019	Administration Générale	209 500	2 859 169	3 560 877
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	414 000	830 760	1 348 198
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	115 000	344 993	637 493
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 036 250	2 910 771	4 134 461
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	150 000	1 137 127	1 769 065
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	50 000	568 498	961 769
TOTAL		**1 974 750**	**8 651 318**	**12 411 863**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
520	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**			
1.020	Administration Générale	9 940 000	4 500 601	3 260 208
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	350 000	1 257 791	1 971 204
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	115 011 050	66 422 002	131 778 638
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	9 610	587 981	728 374
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	5 460 000	3 221 071	3 537 231
TOTAL		**130 770 660**	**75 989 446**	**141 275 655**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**			
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	3 287 196	16 607 240	23 005 865
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	68 850	154 663 006	259 411 996
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	6 732	10 617 910	10 787 234
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	32 658 442	42 223 885	57 354 080
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	879 182	2 833 030	3 636 974
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	1 571 000	12 652 679	21 605 412
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	562 750	1 320 718	1 528 525
TOTAL		**39 034 152**	**240 918 468**	**377 330 086**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**			
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	400 000	3 713 301	3 545 551
TOTAL		**400 000**	**3 713 301**	**3 545 551**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**			
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	2 034 076	1 848 446	2 764 619
2.059	Promotion de la Femme	692 486	2 422 212	3 211 303
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	426 599	938 666	1 468 003
TOTAL		**3 153 161**	**5 209 324**	**7 443 925**
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**			
1.024	Administration Générale	379 500	1 944 174	2 736 122
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	129 597 500	51 826 865	88 478 077
2.066	Développement et sécurisation des transports	3 788 787	3 264 642	5 216 907
TOTAL		**133 765 787**	**57 035 681**	**96 431 106**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**			
1.025	Administration Générale	4 950 000	18 417 737	21 362 428
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	1 300 000	3 370 290	4 372 420
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	500 000	980 515	1 131 807
2.071	Protection et Conservation de la Nature	21 350 000	5 567 868	6 827 460
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	350 000	537 051	764 785
TOTAL		**28 450 000**	**28 873 461**	**34 458 900**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**			
1.026	Administration Générale	20 000	1 143 199	1 367 201
2.073	Développement des Ressources Energétiques	7 958 609	75 205 718	71 662 734
2.074	Développement des Ressources en Eau	10 850 000	17 700 893	22 771 271
TOTAL		**18 828 609**	**94 049 810**	**95 801 206**
726	**MINISTERE DES MINES**			
1.027	Administration Générale	6 060 000	2 108 600	3 511 819
2.075	Développement des ressources minérales	14 280 000	2 921 860	6 445 067
TOTAL		**20 340 000**	**5 030 460**	**9 956 886**
730	**MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION**			
1.028	Administration Générale	106 375	1 774 319	1 376 431
2.076	Medias et Communication Publics	3 949 406	9 103 631	11 443 398
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	723 659	2 855 594	3 502 412
TOTAL		**4 779 440**	**13 733 544**	**16 322 241**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**			
2.096	Régulation de la Communication	290 000	1 287 688	1 745 453
TOTAL		**290 000**	**1 287 688**	**1 745 453**
740	**MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**			
1.029	Administration Générale	3 919 950	5 776 190	5 382 455
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	8 950 000	1 090 336	9 891 853
2.078	Gestion Cadastrale et Foncière	3 100 000	3 170 085	5 684 479
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	4 200 000	2 299 762	6 993 455
2.080	Population	968 000	593 980	1 386 587
2.081	Aménagement du Territoire	550 000	261 075	828 545
TOTAL		**21 687 950**	**13 191 428**	**30 167 374**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**			
1.034	Administration Générale	10 078 550	11 843 365	15 418 860
2.087	Appui au Monde Rural	3 102 000	64 404 911	37 347 635
2.088	Aménagement et Equipement Rural	18 581 500	56 036 773	69 873 530
2.089	Recherche et Formation	3 343 500	4 291 124	5 278 854
TOTAL		**35 105 550**	**136 576 173**	**127 918 879**
822	**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**			
1.037	Administration Générale	3 240 000	11 232 975	9 703 498
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	4 408 000	7 021 170	10 213 030
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 000 000	2 080 043	3 228 350
2.092	Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire	2 275 000	3 496 921	4 731 850
TOTAL		**10 923 000**	**23 831 109**	**27 876 728**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**			
2.093	Sécurité Alimentaire	428 500	10 773 738	12 745 314
TOTAL		**428 500**	**10 773 738**	**12 745 314**
990	**CHARGES COMMUNES**			
0.003	Provisions pour imprévus	672 974 613	947 554 904	857 469 575
0.004	Dette	0	245 852 000	303 259 000
TOTAL		**672 974 613**	**1 193 406 904**	**1 160 728 575**
TOTAL DU BUDGET GENERAL		**1 494 241 612**	**3 705 257 039**	**4 143 328 403**

ETAT D

REPARTITION DES CREDITS DES BUDGETS ANNEXES PAR PROGRAMME

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Repartition des crédits des budgets annexes par programme

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme Chapitre / Nature		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**			
4.001	**Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports**			
40-2-2013-0021-001-002686	**ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)**			
	Personnel	0	679 000	679 000
	Biens et services	0	823 800	823 800
	Transferts et subventions	0	705 000	705 000
	Investissement	549 800	549 800	549 800
Total		**549 800**	**2 757 600**	**2 757 600**
40-2-2013-0021-002-002384	**ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)**			
	Personnel	0	512 000	512 000
	Biens et services	0	848 000	848 000
	Transferts et subventions	0	110 000	110 000
	Investissement	550 000	550 000	550 000
Total		**550 000**	**2 020 000**	**2 020 000**
40-2-2013-0021-003-002288	**ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)**			
	Personnel	0	403 000	403 000
	Biens et services	0	275 500	275 500
	Transferts et subventions	0	12 000	12 000
	Investissement	112 000	112 000	112 000
Total		**112 000**	**802 500**	**802 500**
40-2-2013-0021-004-002768	**ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)**			
	Personnel	0	360 500	360 500
	Biens et services	0	300 500	300 500
	Transferts et subventions	0	12 000	12 000
	Investissement	66 500	66 500	66 500
Total		**66 500**	**739 500**	**739 500**
40-2-2013-0021-005-002324	**ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)**			
	Personnel	0	265 700	265 700
	Biens et services	0	343 000	343 000
	Transferts et subventions	0	12 000	12 000
	Investissement	579 300	579 300	579 300
Total		**579 300**	**1 200 000**	**1 200 000**
40-2-2013-0021-006-002478	**ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)**			
	Personnel	0	248 000	248 000
	Biens et services	0	257 323	257 323
	Transferts et subventions	0	12 000	12 000
	Investissement	260 000	260 000	260 000
Total		**260 000**	**777 323**	**777 323**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Repartition des crédits des budgets annexes par programme

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme Chapitre / Nature		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES				
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports				
40-2-2013-0021-008-002204	**ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)**			
	Personnel	0	251 000	251 000
	Biens et services	0	253 000	253 000
	Transferts et subventions	0	12 000	12 000
	Investissement	90 000	90 000	90 000
Total		**90 000**	**606 000**	**606 000**
Total		**2 207 600**	**8 902 923**	**8 902 923**
Total		**2 207 600**	**8 902 923**	**8 902 923**
TOTAL DES BUDGETS ANNEXES		**2 207 600**	**8 902 923**	**8 902 923**

ETAT E

REPARTITION DES CREDITS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR PROGRAMME

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Repartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
0.012 Fonds Miniers	80 000 000	140 008 860	100 000 000
0.014 Dividendes	0	0	85 000 000
3.001 Remboursement des Crédits TVA	0	98 159 000	98 159 000
3.008 Appui au développement de la statistique	3 000 000	3 000 000	3 000 000
3.014 Garanties et Avals		343 442	
Total	**83 000 000**	**241 511 302**	**286 159 000**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 500 000**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	650 000	650 000
Total	**0**	**650 000**	**650 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	500 000	500 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 800 000	1 800 000
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social	60 000	500 080	500 080
Total	**1 795 000**	**2 800 080**	**2 800 080**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
3.015 Fonds de Développement de l'Eau	68 256	173 256	173 256
Total	**68 256**	**173 256**	**173 256**
726 MINISTERE DES MINES			
0.013 Fonds Miniers	12 422 044	25 093 706	12 772 030
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières		750 000	
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	0	360 000	360 000
Total	**12 422 044**	**26 203 706**	**13 132 030**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 320 943	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 320 943**	**5 000 000**
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**104 785 300**	**279 159 287**	**310 414 366**

ETAT F

CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS ET AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

I. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
130 PRIMATURE		
418 ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION		
Transferts et subventions	0	942 626
Investissement	50 000	50 000
Total	**50 000**	**992 626**
TOTAL	**50 000**	**992 626**
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE		
187 CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRATIONS		
Transferts et subventions	0	95 500
Investissement	270 000	270 000
Total	**270 000**	**365 500**
TOTAL	**270 000**	**365 500**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS		
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS		
Transferts et subventions	0	335 279
Investissement	41 080	41 080
Total	**41 080**	**376 359**
TOTAL	**41 080**	**376 359**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME		
222 INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE		
Transferts et subventions	0	1 852 433
Investissement	470 000	470 000
Total	**470 000**	**2 322 433**
224 ECOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET DE L'EDUCATION SURVEILLEE		
Transferts et subventions	0	130 000
Total	**0**	**130 000**
227 AGENCE DE RECOUVREMENT ET DE GESTION DES AVOIRS SAISIS OU CONFISQUES		
Transferts et subventions	0	447 501
Total	**0**	**447 501**
TOTAL	**470 000**	**2 899 934**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		
315 OFFICE MALIEN DES PRODUITS PETROLIERS		
Transferts et subventions	0	786 537
Investissement	447 500	447 500
Total	**447 500**	**1 234 037**
316 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE		
Transferts et subventions	0	1 252 075
Investissement	1 050 000	1 050 000
Total	**1 050 000**	**2 302 075**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		
317 CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT		
Transferts et subventions	0	630 748
Investissement	300 000	300 000
Total	**300 000**	**930 748**
434 CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE		
Transferts et subventions	0	168 101
Investissement	1 000 000	500 000
Total	**1 000 000**	**668 101**
436 CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER		
Transferts et subventions	0	130 500
Investissement	275 000	275 000
Total	**275 000**	**405 500**
TOTAL	**3 072 500**	**5 540 461**
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		
324 FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. & APPRENTIS.		
Transferts et subventions	0	5 000 000
Total	**0**	**5 000 000**
325 AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)		
Transferts et subventions	0	6 360 184
Total	**0**	**6 360 184**
326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.		
Transferts et subventions	0	173 885
Investissement	164 500	164 500
Total	**164 500**	**338 385**
327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)		
Transferts et subventions	0	171 607
Investissement	2 551 850	351 850
Total	**2 551 850**	**523 457**
344 CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE SENOU		
Transferts et subventions	0	230 500
Investissement	70 000	70 000
Total	**70 000**	**300 500**
TOTAL	**2 786 350**	**12 522 526**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION		
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION		
Transferts et subventions	0	70 000
Investissement	30 000	30 000
Total	**30 000**	**100 000**
331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES		
Transferts et subventions	0	14 467 621
Total	**0**	**14 467 621**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION		
333 CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES		
Transferts et subventions	0	429 847
Investissement	47 500	47 500
Total	**47 500**	**477 347**
350 AGENCE NATIONALE DE SECURISATION DES ACTES D'ETAT CIVIL		
Transferts et subventions	0	553 236
Total	**0**	**553 236**
TOTAL	**77 500**	**15 598 204**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES		
332 MAISON DU HADJ		
Transferts et subventions	0	275 662
Total	**0**	**275 662**
TOTAL	**0**	**275 662**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE		
133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI		
Transferts et subventions	0	663 624
Total	**0**	**663 624**
347 CENTRE POUR LA PROMOTION DE LA PAIX ET DE L'UNITE AU MALI		
Transferts et subventions	0	464 703
Investissement	100 000	100 000
Total	**100 000**	**564 703**
TOTAL	**100 000**	**1 228 327**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		
385 AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE		
Transferts et subventions	0	232 639
Investissement	300 000	300 000
Total	**300 000**	**532 639**
805 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'INDUSTRIE		
Transferts et subventions	0	141 474
Investissement	12 112	12 112
Total	**12 112**	**153 586**
813 CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE		
Transferts et subventions	0	132 401
Investissement	150 000	150 000
Total	**150 000**	**282 401**
816 AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)		
Transferts et subventions	0	648 673
Investissement	310 093	310 093
Total	**310 093**	**958 766**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		
817 AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI		
Transferts et subventions	0	207 376
Investissement	320 187	320 187
Total	**320 187**	**527 563**
866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.		
Transferts et subventions	0	104 617
Investissement	100 000	100 000
Total	**100 000**	**204 617**
867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE		
Transferts et subventions	0	175 073
Investissement	26 202	26 202
Total	**26 202**	**201 275**
TOTAL	**1 218 594**	**2 860 847**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE		
428 CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE		
Transferts et subventions	0	958 754
Total	**0**	**958 754**
432 ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES		
Transferts et subventions	0	499 533
Investissement	172 768	172 768
Total	**172 768**	**672 301**
TOTAL	**172 768**	**1 631 055**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
411 ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)		
Transferts et subventions	0	2 300 104
Investissement	25 863	25 863
Total	**25 863**	**2 325 967**
413 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS ABDRAMANE BABA TOURE (ENI-ABT)		
Transferts et subventions	0	1 921 565
Investissement	25 863	25 863
Total	**25 863**	**1 947 428**
414 INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.		
Transferts et subventions	0	3 661 494
Investissement	3 050 000	1 550 000
Total	**3 050 000**	**5 211 494**
415 INSTITUT ZAYED DES SCIENCES ECONOMIQUES & JURIDIQUES DE BKO		
Transferts et subventions	0	441 389
Investissement	25 863	25 863
Total	**25 863**	**467 252**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES		
Transferts et subventions	0	21 305 836
Investissement	2 795 048	1 045 048
Total	**2 795 048**	**22 350 884**
417 CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.		
Biens et services	0	22 563
Transferts et subventions	0	243 464
Investissement	110 106	110 106
Total	**110 106**	**376 133**
419 AGENCE D'ASSURANCE QUALITE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		
Transferts et subventions	0	408 920
Total	**0**	**408 920**
420 ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.		
Transferts et subventions	0	1 583 540
Investissement	41 859	41 859
Total	**41 859**	**1 625 399**
422 UNIVERSITE DE SEGOU		
Transferts et subventions	0	3 618 760
Investissement	100 863	100 863
Total	**100 863**	**3 719 623**
424 UNIVERSITE YAMBO OUOLOGUEM BAMAKO		
Transferts et subventions	0	5 071 855
Investissement	736 500	186 500
Total	**736 500**	**5 258 355**
425 INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES		
Transferts et subventions	0	1 694 105
Investissement	100 000	100 000
Total	**100 000**	**1 794 105**
426 UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO		
Transferts et subventions	0	7 682 918
Investissement	2 147 423	397 423
Total	**2 147 423**	**8 080 341**
429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO		
Transferts et subventions	0	6 649 475
Investissement	670 000	270 000
Total	**670 000**	**6 919 475**
430 INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA		
Transferts et subventions	0	787 419
Investissement	50 480	50 480
Total	**50 480**	**837 899**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
431 UNIVERSITE KURUKANFUGA BAMAKO		
Transferts et subventions	0	6 849 417
Investissement	468 485	468 485
Total	**468 485**	**7 317 902**
433 ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM..		
Transferts et subventions	0	600 145
Investissement	34 485	34 485
Total	**34 485**	**634 630**
435 INSTITUT DE PEDAGOGIE UNIVERSITAIRE		
Transferts et subventions	0	1 144 399
Investissement	20 000	20 000
Total	**20 000**	**1 164 399**
437 UNIVERSITE DE SIKASSO		
Transferts et subventions	0	492 075
Investissement	30 000	30 000
Total	**30 000**	**522 075**
438 UNIVERSITE DE GAO		
Transferts et subventions	0	492 074
Investissement	30 000	30 000
Total	**30 000**	**522 074**
439 UNIVERSITE DE TOMBOUCTOU		
Transferts et subventions	0	492 074
Investissement	30 000	30 000
Total	**30 000**	**522 074**
440 CENTRE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET ROBOTIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	312 761
Investissement	120 000	120 000
Total	**120 000**	**432 761**
442 UNIVERSITE DE KAYES		
Transferts et subventions	0	492 074
Investissement	30 000	30 000
Total	**30 000**	**522 074**
443 UNIVERSITE POLYTECHNIQUE DE BANDIAGARA		
Transferts et subventions	0	492 074
Investissement	30 000	30 000
Total	**30 000**	**522 074**
523 INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS		
Transferts et subventions	0	750 067
Investissement	1 500 000	300 000
Total	**1 500 000**	**1 050 067**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
631 INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE		
Transferts et subventions	0	2 453 274
Investissement	948 000	448 000
Total	**948 000**	**2 901 274**
641 INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE SUR LA MEDECINE ET LA PHARMACOPEE TRADITIONNELLES		
Transferts et subventions	0	91 000
Investissement	60 000	60 000
Total	**60 000**	**151 000**
674 INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX		
Transferts et subventions	0	1 001 903
Investissement	34 485	34 485
Total	**34 485**	**1 036 388**
814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)		
Transferts et subventions	0	644 548
Investissement	275 500	275 500
Total	**275 500**	**920 048**
TOTAL	**13 490 823**	**79 542 115**
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME		
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME		
Transferts et subventions	0	109 989
Total	**0**	**109 989**
511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	300 636
Investissement	0	150 000
Total	**0**	**450 636**
512 MUSEE NATIONAL		
Transferts et subventions	0	316 476
Investissement	109 500	109 500
Total	**109 500**	**425 976**
513 FONDS D'APPUI A L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE		
Transferts et subventions	0	183 000
Total	**0**	**183 000**
514 PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA		
Transferts et subventions	0	326 951
Investissement	100 000	100 000
Total	**100 000**	**426 951**
516 BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR		
Transferts et subventions	0	157 512
Total	**0**	**157 512**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME		
517 CENTRE NATIONAL CINEMATOGRAPHIE DU MALI		
Transferts et subventions	0	339 493
Investissement	115 000	115 000
Total	**115 000**	**454 493**
518 CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.		
Transferts et subventions	0	689 454
Investissement	126 250	126 250
Total	**126 250**	**815 704**
519 MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE		
Transferts et subventions	0	158 104
Investissement	4 500	4 500
Total	**4 500**	**162 604**
868 CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE		
Transferts et subventions	0	183 681
Investissement	0	100 000
Total	**0**	**283 681**
869 AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	210 960
Total	**0**	**210 960**
TOTAL	**455 250**	**3 681 506**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS		
522 CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI		
Transferts et subventions	0	228 844
Investissement	10 000	10 000
Total	**10 000**	**238 844**
524 SERVICE NATIONAL DES JEUNES (SNJ)		
Transferts et subventions	0	1 773 189
Investissement	5 000 000	800 000
Total	**5 000 000**	**2 573 189**
526 PALAIS DES PIONNIERS		
Transferts et subventions	0	79 500
Investissement	30 000	30 000
Total	**30 000**	**109 500**
611 CENTRE DE MEDECINE DU SPORT		
Transferts et subventions	0	112 584
Investissement	11 050	11 050
Total	**11 050**	**123 634**
TOTAL	**5 051 050**	**3 045 167**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
612 OFFICE NATIONAL DE LA SANTE DE LA REPRODUCTION		
Transferts et subventions	0	2 280 042
Total	**0**	**2 280 042**
615 HOPITAL GABRIEL TOURE		
Transferts et subventions	0	4 249 468
Investissement	524 900	8 024 900
Total	**524 900**	**12 274 368**
616 HOPITAL DU MALI		
Transferts et subventions	0	2 526 389
Investissement	500 000	500 000
Total	**500 000**	**3 026 389**
617 HOPITAL DU POINT G		
Transferts et subventions	0	5 295 993
Investissement	1 044 850	1 044 850
Total	**1 044 850**	**6 340 843**
618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE		
Transferts et subventions	0	557 442
Investissement	3 214 250	514 250
Total	**3 214 250**	**1 071 692**
619 HOPITAL BOCAR SYDI SALL DE KATI		
Transferts et subventions	0	1 642 922
Investissement	314 950	314 950
Total	**314 950**	**1 957 872**
620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE		
Transferts et subventions	0	517 602
Investissement	374 800	374 800
Total	**374 800**	**892 402**
623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE PR HAMADY TRAORE		
Transferts et subventions	0	1 350 462
Investissement	2 095 950	495 950
Total	**2 095 950**	**1 846 412**
624 INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE		
Transferts et subventions	0	2 579 625
Investissement	698 550	698 550
Total	**698 550**	**3 278 175**
625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE		
Transferts et subventions	0	641 666
Investissement	54 150	54 150
Total	**54 150**	**695 816**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)		
Transferts et subventions	0	1 353 321
Investissement	219 950	219 950
Total	**219 950**	**1 573 271**
628 CLINIQUE PERINATALE MOHAMED VI BAMAKO		
Transferts et subventions	0	956 695
Investissement	200 000	200 000
Total	**200 000**	**1 156 695**
629 HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	1 903 260
Investissement	307 500	307 500
Total	**307 500**	**2 210 760**
630 AGENCE NATIONALE D'EVALUATION ET D'ACCREDITATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE		
Transferts et subventions	0	434 063
Investissement	300 000	250 000
Total	**300 000**	**684 063**
632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)		
Transferts et subventions	0	1 412 889
Investissement	300 000	300 000
Total	**300 000**	**1 712 889**
633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES		
Transferts et subventions	0	1 581 574
Investissement	8 592	8 592
Total	**8 592**	**1 590 166**
634 HOPITAL DE SIKASSO		
Transferts et subventions	0	1 788 028
Total	**0**	**1 788 028**
635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU		
Transferts et subventions	0	1 528 757
Total	**0**	**1 528 757**
636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI		
Transferts et subventions	0	1 563 510
Total	**0**	**1 563 510**
637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU		
Transferts et subventions	0	576 360
Total	**0**	**576 360**
638 HOPITAL DE GAO		
Transferts et subventions	0	788 237
Total	**0**	**788 237**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
661 AGENCE MALIENNE DE LA MUTUALITE SOCIALE		
Transferts et subventions	0	1 154 318
Total	**0**	**1 154 318**
665 OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	1 009 798
Total	**0**	**1 009 798**
666 INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE		
Transferts et subventions	0	270 922
Investissement	51 870	51 870
Total	**51 870**	**322 792**
667 CENTRE NATIONAL D'APPUI PROMOTION ECONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE		
Transferts et subventions	0	135 942
Investissement	21 000	21 000
Total	**21 000**	**156 942**
668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE		
Transferts et subventions	0	13 211 990
Investissement	300 000	300 000
Total	**300 000**	**13 511 990**
670 OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE		
Transferts et subventions	0	77 812
Investissement	562 750	562 750
Total	**562 750**	**640 562**
676 FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE		
Transferts et subventions	0	522 595
Total	**0**	**522 595**
677 FONDATION POUR LA SOLIDARITE		
Transferts et subventions	0	365 368
Total	**0**	**365 368**
678 CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE		
Transferts et subventions	0	693 386
Investissement	827 312	277 312
Total	**827 312**	**970 698**
681 AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE		
Transferts et subventions	0	2 252 256
Total	**0**	**2 252 256**
TOTAL	**11 921 374**	**69 744 066**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE		

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE		
645 CITE DES ENFANTS		
Transferts et subventions	0	274 425
Investissement	119 000	119 000
Total	**119 000**	**393 425**
TOTAL	**119 000**	**393 425**
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES		
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES		
Transferts et subventions	0	614 414
Investissement	60 500 000	8 100 000
Total	**60 500 000**	**8 714 414**
703 INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.		
Transferts et subventions	0	95 787
Investissement	19 500	19 500
Total	**19 500**	**115 287**
706 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	513 924
Investissement	900 000	900 000
Total	**900 000**	**1 413 924**
708 CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.		
Transferts et subventions	0	146 236
Investissement	1 047 500	447 500
Total	**1 047 500**	**593 736**
712 AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE		
Transferts et subventions	0	236 550
Total	**0**	**236 550**
713 AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE		
Transferts et subventions	0	177 857
Investissement	700 000	700 000
Total	**700 000**	**877 857**
TOTAL	**63 167 000**	**11 951 768**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		
716 AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER		
Transferts et subventions	0	381 807
Investissement	500 000	750 000
Total	**500 000**	**1 131 807**
717 AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI		
Transferts et subventions	0	377 029
Investissement	450 000	450 000
Total	**450 000**	**827 029**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		
718 AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE		
Transferts et subventions	0	414 785
Investissement	350 000	350 000
Total	**350 000**	**764 785**
719 AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE		
Transferts et subventions	0	166 871
Investissement	350 000	350 000
Total	**350 000**	**516 871**
TOTAL	**1 650 000**	**3 240 492**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU		
715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)		
Transferts et subventions	0	253 084
Investissement	100 000	100 000
Total	**100 000**	**353 084**
721 AGENCE NATIONALE DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DES BIOENERGIES		
Biens et services	0	5 000
Transferts et subventions	0	620 908
Investissement	518 609	518 609
Total	**518 609**	**1 144 517**
722 AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE		
Transferts et subventions	0	134 543
Investissement	190 000	190 000
Investissement	600 000	5 100 000
Total	**790 000**	**5 424 543**
723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX		
Transferts et subventions	0	335 183
Investissement	400 000	400 000
Total	**400 000**	**735 183**
724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)		
Transferts et subventions	0	208 959
Total	**0**	**208 959**
TOTAL	**1 808 609**	**7 866 286**
726 MINISTERE DES MINES		
727 OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE		
Transferts et subventions	0	220 915
Investissement	500 000	500 000
Investissement	10 000 000	500 000
Total	**10 500 000**	**1 220 915**
TOTAL	**10 500 000**	**1 220 915**
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION		

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION		
735 OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI		
Transferts et subventions	0	6 248 683
Investissement	3 699 406	3 699 406
Total	**3 699 406**	**9 948 089**
736 COMPLEXE NUMERIQUE DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	187 374
Investissement	5 000	5 000
Total	**5 000**	**192 374**
737 AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE		
Transferts et subventions	0	550 758
Investissement	0	400 000
Total	**0**	**950 758**
738 AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT		
Transferts et subventions	0	294 551
Investissement	250 000	250 000
Total	**250 000**	**544 551**
739 AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION		
Transferts et subventions	0	2 228 297
Investissement	305 150	305 150
Total	**305 150**	**2 533 447**
TOTAL	**4 259 556**	**14 169 219**
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION		
342 OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE		
Transferts et subventions	0	115 007
Investissement	368 000	368 000
Total	**368 000**	**483 007**
TOTAL	**368 000**	**483 007**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
Transferts et subventions	0	99 750
Total	**0**	**99 750**
824 AGENCE D'AMENAGEMENT DES TERRES ET DE FOURNITURE DE L'EAU D'IRRIGATION (ATI)		
Transferts et subventions	0	127 863
Investissement	0	12 000 000
Investissement	822 500	7 122 500
Total	**822 500**	**19 250 363**
825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)		
Transferts et subventions	0	736 534
Investissement	345 000	345 000
Total	**345 000**	**1 081 534**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
826 AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL		
Transferts et subventions	0	658 287
Investissement	366 500	2 366 500
Total	**366 500**	**3 024 787**
827 OFFICE RIZ MOPTI		
Transferts et subventions	0	325 631
Investissement	5 500 000	800 000
Total	**5 500 000**	**1 125 631**
829 OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE		
Transferts et subventions	0	463 673
Investissement	297 500	297 500
Total	**297 500**	**761 173**
831 INSTITUT D'ECONOMIE RURALE		
Transferts et subventions	0	4 482 669
Investissement	3 343 500	643 500
Total	**3 343 500**	**5 126 169**
835 OFFICE RIZ SEGOU		
Transferts et subventions	0	611 055
Investissement	3 100 000	900 000
Total	**3 100 000**	**1 511 055**
836 OFFICE DU MOYEN BANI		
Transferts et subventions	0	243 355
Investissement	2 304 500	454 500
Total	**2 304 500**	**697 855**
837 OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA		
Transferts et subventions	0	451 860
Investissement	300 000	400 000
Total	**300 000**	**851 860**
839 OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX		
Transferts et subventions	0	721 322
Total	**0**	**721 322**
841 OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE		
Transferts et subventions	0	211 366
Investissement	400 000	400 000
Total	**400 000**	**611 366**
900 DISTRICT DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	28 497
Total	**0**	**28 497**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
901 REGION DE KAYES		
Transferts et subventions	0	6 460
Total	**0**	**6 460**
902 REGION DE KOULIKORO		
Transferts et subventions	0	8 740
Total	**0**	**8 740**
903 REGION DE SIKASSO		
Personnel	0	51 795
Transferts et subventions	0	2 826
Total	**0**	**54 621**
904 REGION DE SEGOU		
Transferts et subventions	0	5 249
Total	**0**	**5 249**
905 REGION DE MOPTI		
Transferts et subventions	0	4 702
Total	**0**	**4 702**
906 REGION DE TOMBOUCTOU		
Transferts et subventions	0	5 739
Total	**0**	**5 739**
907 REGION DE GAO		
Transferts et subventions	0	6 864
Total	**0**	**6 864**
908 REGION DE KIDAL		
Transferts et subventions	0	6 460
Total	**0**	**6 460**
TOTAL	**16 779 500**	**34 990 197**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE		
823 AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)		
Transferts et subventions	0	96 500
Investissement	250 000	250 000
Total	**250 000**	**346 500**
833 LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE		
Transferts et subventions	0	883 057
Investissement	1 200 000	200 000
Total	**1 200 000**	**1 083 057**
834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO		
Transferts et subventions	0	90 888
Investissement	300 000	300 000
Total	**300 000**	**390 888**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2027
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

16/09/2026

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2027	2027
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE		
840 OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER		
Transferts et subventions	0	152 000
Investissement	200 000	200 000
Total	**200 000**	**352 000**
842 CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE		
Transferts et subventions	0	238 982
Investissement	1 300 000	650 000
Total	**1 300 000**	**888 982**
TOTAL	**3 250 000**	**3 061 427**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE		
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE		
Transferts et subventions	0	608 478
Total	**0**	**608 478**
TOTAL	**0**	**608 478**
TOTAL GENERAL	**141 078 954**	**278 289 569**

II. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

1. CREDITS BUDGETAIRES TRANSFERES

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR NATURE ECONOMIQUE DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2027	**2026**	**2027**
PERSONNEL	0	5 159 447	5 231 348
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	26 470 710	28 191 278
DÉPLACEMENT & MISSION	0	412 263	666 044
COMMUNICATION & ENERGIE	0	840 000	856 500
AUTRES DÉPENSES	0	1 706 078	2 595 033
BOURSES	0	666 435	1 192 935
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	97 500	61 435 000	61 492 817
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	20 328 029	21 717 362
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	0	18 436 344	20 000 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 650 000	156 972	1 650 000
APPUI BUDGÉTAIRE	0	1 734 500	477 400
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	0	309 848 534	338 536 157
Total :	**1 747 500**	**447 194 312**	**482 606 874**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

Repartition fonctionnelle des ressources transférées par titre

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Fonction / Titre	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
Services généraux des administrations publiques			
Transferts et subventions	0	30 605 152	32 702 770
Investissement	1 650 000	14 796 195	16 262 163
TOTAL	**1 650 000**	**45 401 347**	**48 964 933**
Affaires économiques			
Personnel	0	690 712	803 838
Biens et services	0	38 471	49 002
Transferts et subventions	0	887 214	887 214
Investissement	50 000	6 474	50 000
TOTAL	**50 000**	**1 622 871**	**1 790 054**
Protection de l'environnement			
Transferts et subventions		460 500	
TOTAL		**460 500**	
Santé			
Personnel	0	19 506 925	20 519 008
Biens et services	0	1 835 744	2 104 101
Transferts et subventions	0	1 750 423	1 904 378
TOTAL	**0**	**23 093 092**	**24 527 487**
Enseignement			
Personnel	0	294 810 344	322 444 659
Biens et services	0	27 554 836	30 155 752
Transferts et subventions	0	7 462 019	7 893 335
Investissement	47 500	46 789 303	46 830 654
TOTAL	**47 500**	**376 616 502**	**407 324 400**
TOTAL GENERAL	**1 747 500**	**447 194 312**	**482 606 874**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
central		
AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES		
Portion Centrale	0	4 225 370
Total :	**0**	**4 225 370**
CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES		
Portion Centrale	47 500	477 347
Total :	**47 500**	**477 347**
Total	**47 500**	**4 702 717**
Conseil Régional		
DISTRICT DE BAMAKO		
District de Bamako	150 000	78 048 591
Total :	**150 000**	**78 048 591**
REGION DE KAYES		
Region de Kayes	150 000	5 069 502
Total :	**150 000**	**5 069 502**
REGION DE KOULIKORO		
Region de Koulikoro	150 000	7 205 259
Total :	**150 000**	**7 205 259**
REGION DE SIKASSO		
Region de Sikasso	175 000	9 550 495
Total :	**175 000**	**9 550 495**
REGION DE SEGOU		
Region de Segou	175 000	6 372 616
Total :	**175 000**	**6 372 616**
REGION DE MOPTI		
Region de Mopti	150 000	4 465 160
Total :	**150 000**	**4 465 160**
REGION DE TOMBOUCTOU		
Region de Tombouctou	150 000	1 459 773
Total :	**150 000**	**1 459 773**
REGION DE GAO		
Region de Gao	150 000	2 082 185
Total :	**150 000**	**2 082 185**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Conseil Régional		
REGION DE KIDAL		
Region de Kidal	150 000	738 398
Total :	**150 000**	**738 398**
REGION DE TAOUDENNI		
Region de Taoudenni	150 000	232 620
Total :	**150 000**	**232 620**
REGION DE MENAKA		
Region de Menaka	150 000	150 000
Total :	**150 000**	**150 000**
REGION DE NIORO		
Region de Nioro	0	43 709
Total :	**0**	**43 709**
REGION DE DIOILA		
Region de Dioila	0	133 056
Total :	**0**	**133 056**
REGION DE BOUGOUNI		
Region de Bougouni	0	173 872
Total :	**0**	**173 872**
REGION DE KOUTIALA		
Region de Koutiala	0	150 685
Total :	**0**	**150 685**
REGION DE BANDIAGARA		
Region de Bandiagara	0	116 033
Total :	**0**	**116 033**
REGION DE KITA		
Region de Kita	0	63 934
Total :	**0**	**63 934**
REGION DE NARA		
Region de Nara	0	31 838
Total :	**0**	**31 838**
REGION DE SAN		
Region de San	0	283 012
Total :	**0**	**283 012**
Total	**1 700 000**	**116 370 738**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE KAYES		
Commune urbaine Kayes	0	6 023 107
Commune de Bangassi	0	207 744
Commune de Colimbiné	0	163 842
Commune de Gory Gopela	0	98 108
Commune urbaine Goumera	0	45 576
Commune de Khouloum	0	501 912
Commune de Liberté Dembaya	0	440 556
Commune de Séro Diamanou	0	190 118
Commune de Hawa Dembaya	0	247 579
Commune de Samé Diongoma	0	271 938
Commune urbaine Somankidy	0	60 608
Commune de Bafoulabé	0	1 203 438
Commune de Bamafélé	0	386 271
Commune de Diokeli	0	195 634
Commune de Koundian	0	248 160
Commune de Mahina	0	825 250
Commune de Gounfan	0	56 196
Commune de Niambia	0	69 653
Commune de Oualia	0	335 420
Commune de Guidime	0	646 856
Commune de Fanga	0	53 529
Commune de Gory	0	126 024
Commune de Toya	0	65 435
Commune de Soumpou	0	33 360
Commune de Kirané Kaniaga	0	264 250
Commune de Krémis	0	89 584
Commune de Diafounou Gory	0	138 748
Commune de Diafounou Diongaga	0	86 660
Commune de Konsiga	0	64 912
Commune de Marekaffo	0	37 343
Commune de Kéniéba	0	1 388 317
Commune de Dabia	0	145 291
Commune de Guénégoré	0	162 478

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE KAYES		
Commune de Sitakilly	0	369 417
Commune de Dombia	0	47 221
Commune de Baye	0	116 457
Commune de Faléa	0	106 616
Commune de Faraba	0	116 521
Commune de Kroukoto	0	52 520
Commune de Sagalo	0	133 303
Commune de Kassama	0	304 682
Commune de Kéméné Tambo	0	199 354
Commune de Guidimakan Keri Kaffo	0	138 349
Commune de Sony	0	132 569
Commune de Tafacirga	0	119 075
Commune de Falémé	0	179 012
Commune urbaine Fégui	0	66 209
Commune de Djélébou	0	209 609
Commune de Sahel	0	77 968
Commune de Koussané	0	126 503
Commune de Karakoro	0	95 411
Commune de Diamou	0	241 031
Commune de Logo	0	311 691
Commune de Tomora	0	301 885
Commune de Diakon	0	197 718
Commune de Diallan	0	79 181
Commune de Kontela	0	174 509
Commune de Sidibéla	0	49 026
Commune de Ségala	0	258 516
Commune urbaine Kouniakary	0	64 900
Commune de Maréna Diombougou	0	183 027
Commune de Marintoumania	0	91 862
Commune de Tringa	0	110 018
Commune de Sadiola	0	412 491
Commune de Dialafara	0	196 501
Total :	**0**	**20 137 049**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE KOULIKORO		
Commune Urbaine de Koulikoro	0	6 785 586
Commune de Méguetan	0	784 188
Commune de Dinandougou	0	246 664
Commune de Koula	0	296 959
Commune de Doumba	0	216 324
Commune de Sirakorola	0	423 244
Commune de Tienfala	0	262 926
Commune de Banamba	0	1 264 610
Commune de Benkadi	0	396 278
Commune de Kiban	0	116 077
Commune de Boron	0	243 820
Commune de Madina-Sacko	0	244 019
Commune de Sébété	0	49 977
Commune de Toubacoro	0	218 318
Commune de Duguwolowula	0	290 980
Commune de Minidian	0	10 067 176
Commune de Kaniogo	0	362 201
Commune de Maramandougou	0	185 818
Commune de Nouga	0	188 460
Commune de Balan Bakama	0	138 584
Commune urbaine de Karan	0	190 587
Commune de Naréna	0	365 719
Commune Urbaine de Kati	0	11 505 124
Commune de Diago	0	171 898
Commune de Dio-Gare	0	425 805
Commune de Dombila	0	179 849
Commune de Doubabougou	0	231 431
Commune de Kalifabougou	0	174 198
Commune de Kambila	0	615 101
Commune de Safo	0	591 898
Commune de Bougoula	0	142 621
Commune de Sanankoroba	0	1 403 857
Commune de Dialakoroba	0	1 082 885

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE KOULIKORO		
Commune de N'Gouraba	0	221 694
Commune de Tiélé	0	195 724
Commune de Baguinéda-camp	0	2 018 449
Commune de Mountougoula	0	823 591
Commune de Mandé	0	1 893 684
Commune de Guihoyo	0	392 044
Commune de Kolokani	0	1 711 352
Commune de Sébékoro I	0	435 694
Commune de Tioribougou	0	379 316
Commune de Didiéni	0	620 059
Commune de Sagabala	0	391 440
Commune de Nonkon	0	451 935
Commune de Nossombougou	0	761 722
Commune de Ouolodo	0	408 932
Commune de Massantola	0	654 072
Commune de Nyamina	0	293 456
Commune de Tougouni	0	140 424
Commune de Niouma Makana	0	317 109
Commune de Siby	0	423 610
Commune de Bancoumana	0	385 462
Commune de Sobra	0	52 845
Commune de Bossofala	0	260 608
Commune de Diédougou	0	119 035
Commune de Daban	0	155 218
Commune de N'Tjiba	0	175 456
Total :	**0**	**53 546 113**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE SIKASSO		
Commune de Diomatènè	0	236 554
Commune de Finkolo	0	308 500
Commune de Kaboïla	0	533 600
Commune de Kafouziéla	0	125 947
Commune de Missirikoro	0	177 905
Commune de Natien	0	122 081
Commune de Pimperna	0	147 350
Commune urbaine de Sikasso	0	12 688 877
Commune de Sokourani-Missirikoro	0	101 519
Commune de Zangaradougou	0	125 395
Commune de Farakala	0	323 094
Commune de Kapolondougou	0	458 716
Commune de Kofan	0	181 338
Commune de Zanférébougou	0	159 339
Commune de Diou	0	84 172
Commune de Dioumaténé	0	121 745
Commune de Kadiolo	0	1 592 483
Commune de Fourou	0	602 561
Commune de Misseni	0	201 276
Commune de Zégoua	0	387 865
Commune de Danderesso	0	413 009
Commune de Nongo-Souala	0	139 453
Commune de Dialakoro	0	90 140
Commune de Kignan	0	497 699
Commune de Koumankou	0	108 718
Commune de Kourouma	0	200 903
Commune de Sanzana	0	142 321
Commune de Tella	0	123 791
Commune de Dogoni	0	167 765
Commune de Kabarasso	0	101 854
Commune de Doumanaba	0	258 473
Commune de Gongasso	0	274 936
Commune de Kléla	0	437 201

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE SIKASSO		
Commune de Fama	0	160 154
Commune de Kouoro	0	222 752
Commune de Lobougoula	0	434 842
Commune de Kolokoba	0	132 075
Commune de Loulouni	0	549 075
Commune de Nimbougou	0	103 675
Commune de Kaï	0	64 081
Commune de Miniko	0	80 813
Commune de Niéna	0	4 460 305
Commune de N'Tjikouna	0	80 641
Commune de Waténi	0	128 366
Commune de Zaniéna	0	154 567
Commune de Blendio	0	263 772
Commune de Dembéla	0	184 111
Commune de Miria	0	145 972
Commune de Tiankadi	0	75 771
Commune de Finkolo Ganadougou	0	209 525
Commune de Benkadi	0	136 338
Commune de Kapala	0	205 426
Total :	**0**	**29 428 841**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE SEGOU		
Commune de Konodimini	0	235 019
Commune de Massala	0	174 715
Commune de N'Gara	0	237 501
Commune de Pelengana	0	2 289 098
Commune de Sakoïba	0	276 650
Commune de Sébougou	0	1 022 574
Commune de Soignébougou	0	87 333
Commune urbaine de Ségou	0	7 582 566
Commune de Cinzana	0	284 894
Commune de Saminè	0	101 916
Commune de Diouna	0	63 811
Commune de Fatinè	0	79 585
Commune de Katiéna	0	102 363
Commune de Béguéné	0	122 902
Commune de Bla	0	1 547 174
Commune de Kéméni	0	187 601
Commune de Niala	0	174 003
Commune de Tiéména	0	84 587
Commune de Falo	0	166 258
Commune de Diéna	0	66 274
Commune de Touna	0	252 997
Commune de Samabogo	0	134 535
Commune de Somasso	0	192 193
Commune de Dougouolo	0	126 077
Commune de Barouéli	0	28 648
Commune de Kalaké	0	153 694
Commune de Konobougou	0	522 774
Commune de Gouendo	0	80 032
Commune de N'Gassola	0	63 870
Commune de Sanando	0	230 999
Commune de Tésserela	0	97 010
Commune de Boidiè	0	181 311
Commune de Dougoufé	0	77 357

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE SEGOU		
Commune de Tamani	0	127 158
Commune de Kala Siguida	0	245 343
Commune de Mariko	0	194 736
Commune urbaine de Niono	0	1 920 471
Commune de Siribala	0	343 595
Commune de Sirifila-Boundy	0	275 246
Commune de Toridaga-Ko	0	105 393
Commune de Yèrèdon Saniona	0	150 377
Commune de Pogo	0	93 907
Commune de Macina	0	1 238 635
Commune de Boky Wèrè	0	160 198
Commune de Kokry Centre	0	295 736
Commune de Kolongo	0	373 409
Commune de Monimpébougou	0	171 416
Commune de Matomo	0	73 499
Commune de Sana	0	164 048
Commune de Dioro	0	361 941
Commune de Kamiandougou	0	52 631
Commune de Diédougou	0	44 068
Commune de Farakou Massa	0	91 144
Commune de Diganidougou	0	150 802
Commune de Sama Foulala	0	108 844
Commune de Souba	0	179 995
Commune de Baguindadougou	0	88 984
Commune de Bellen	0	27 561
Commune de N'Koumandougou	0	56 465
Commune de Nampalari	0	15 300
Commune de Kareri	0	177 153
Commune de Sokolo	0	166 813
Commune de Diabaly	0	264 129
Commune de Dougabougou	0	260 526
Commune de Markala	0	1 288 687
Commune de Togou	0	109 311

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE SEGOU		
Commune de Sansanding	0	179 975
Commune de Sibila	0	72 636
Commune de Boussin	0	124 891
Commune de Folomana	0	95 652
Commune de Saloba	0	347 078
Commune de Tongué	0	113 045
Commune de Souleye	0	117 737
Commune de Tin-Hamma	0	833 490
Commune de Dogofry	0	173 728
Commune de Farako	0	265 315
Commune de Somo	0	78 283
Total :	**0**	**28 807 672**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE MOPTI		
Commune urbaine de Mopti	0	5 388 082
Commune de Socoura	0	1 940 938
Commune de Dialloubé	0	160 574
Commune de Bassirou	0	77 408
Commune de Fatoma	0	316 008
Commune de Kounari	0	152 474
Commune de Ouroubé Doudé	0	128 030
Commune de Sio	0	584 978
Commune de Soye	0	90 740
Commune de Ouro-Modi	0	84 583
Commune de Sasalbé	0	49 412
Commune de Koubaye	0	75 671
Commune de Derary	0	118 076
Commune de Djenné	0	1 042 981
Commune de Ouro Ali	0	116 784
Commune de Pondori	0	102 669
Commune de Madiama	0	239 214
Commune de Dandougou Fakala	0	187 373
Commune de Niansanarie	0	86 308
Commune de Kewa	0	80 651
Commune de Togué Mourari	0	88 290
Commune de Néma Badenyakafo	0	288 910
Commune de Femaye	0	165 429
Commune de Ouro Ardo	0	57 677
Commune de Ouro Guiré	0	35 146
Commune de Sougoulbé	0	33 426
Commune de Diaka	0	159 226
Commune urbaineTénenkou	0	450 786
Commune de Diafarabé	0	182 033
Commune de Diondiori	0	100 939
Commune de Togoro Kotia	0	43 054
Commune de Youwarou	0	508 411
Commune de Farimaké	0	122 510

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE MOPTI		
Commune de Déboye	0	111 401
Commune de N'Dodjiga	0	80 666
Commune de Dongo	0	95 343
Commune de Dirma	0	51 300
Commune de Bimbéré Tama	0	54 370
Commune de Konna	0	514 449
Commune de Borondougou	0	95 038
Commune de Korombana	0	211 824
Commune de Fakala	0	436 710
Commune de Toguéré-Coumbé	0	102 240
Total :	**0**	**15 012 132**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE TOMBOUCTOU		
Commune de Alafia	0	23 359
Commune urbaine de Tombouctou	0	14 581 789
Commune de Lafia	0	14 750
Commune de Bourem Inaly	0	11 670
Commune de Doukouria	0	4 974
Commune urbaine de Goundam	0	78 842
Commune de Kaneye	0	4 895
Commune de Télé	0	5 466
Commune de Douékiré	0	11 060
Commune de Essakane	0	12 865
Commune de Arham	0	5 941
Commune de Bourem Sidi Amar	0	6 773
Commune urbaine de Diré	0	112 719
Commune de Kirchamba	0	5 238
Commune de Kondi	0	4 798
Commune de Tienkour	0	5 175
Commune de Tindirma	0	3 172
Commune de Tinguereguif Gari	0	4 422
Commune de Binga	0	2 825
Commune de Saréyamou	0	7 115
Commune de Haibongo	0	7 412
Commune de Dangha	0	7 152
Commune de Garbakoira	0	6 879
Commune de Soboundou	0	73 491
Commune de Soumpi	0	11 037
Commune de Banikane	0	31 317
Commune de Rharous	0	81 730
Commune de Hanzakoma	0	5 844
Commune de Séréré	0	10 090
Commune de Bintagoungou	0	13 119
Commune de Issa Bery	0	9 783
Commune de Adarmalane	0	4 811
Commune de M'Bouna	0	6 977

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE TOMBOUCTOU		
Commune de Fittouga	0	12 870
Commune de Banikane Narhawa	0	9 066
Commune de Koumaïra	0	6 887
Commune de N'Gorkou	0	8 756
Commune de Bambara-Maoudé	0	13 219
Commune de Inadiatafane	0	5 629
Commune de Haribomo	0	5 645
Commune de Léré	0	11 098
Commune de Dianké	0	5 996
Commune de Gossi	0	27 344
Commune de Ouinerden	0	3 842
Commune de Tonka	0	14 485
Commune de Ber	0	38 807
Commune de Gargando	0	11 850
Commune de Raz-El-Ma	0	8 514
Commune de Tin Aicha	0	10 016
Commune de Alzounoub	0	3 782
Commune de Tilemsi	0	6 743
Total :	**0**	**15 382 039**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE GAO		
Commune urbaine de Gao	0	4 792 677
Commune de Gounzoureye	0	975 652
Commune de Bourem	0	991 693
Commune de Taboye	0	470 913
Commune de Ansongo	0	1 448 165
Commune de Bara	0	318 839
Commune de Bourra	0	339 041
Commune de Tin-Hamma	0	155 762
Commune de Tarkint	0	196 325
Commune de Bamba	0	306 959
Commune de Téméra	0	184 999
Commune de Ouattagouna	0	374 110
Commune de Soni Aliber	0	1 132 960
Commune de Anchawadji	0	430 290
Commune de Talataye	0	67 649
Commune de Tessit	0	167 811
Commune de N'Tillit	0	419 357
Commune de Gabéro	0	610 144
Commune de Tilemsi	0	192 277
Total :	**0**	**13 575 623**
REGION DE KIDAL		
Commune urbaine de Kidal	0	1 464 079
Commune de Essouk	0	81 014
Commune de Abeïbara	0	175 895
Commune de Boghassa	0	45 601
Commune de Tinzawatène	0	29 077
Commune de Intadjedite	0	39 085
Commune de Tin-Essako	0	150 705
Commune de Tessalit	0	586 288
Commune de Anéfif	0	97 259
Commune de Timtaghène	0	29 019
Commune de Aguel-Hoc	0	126 845
Total :	**0**	**2 824 867**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE TAOUDENNI		
Commune de Taoudenni	0	164 365
Commune de Araouane	0	126 315
Commune de Achamour	0	2 781
Commune de Tinéguelhadj	0	1 100
Commune de Foum-Elba	0	28 271
Commune de Touwal	0	7 200
Commune de Boujbeha	0	51 984
Commune de Agouni	0	12 178
Commune de Limgassim	0	14 873
Commune de Al-Ourche	0	28 271
Commune de Ziriba	0	1 300
Commune de Nibkit-El Elk	0	104 699
Commune de Achouratt	0	28 271
Commune de Almatla	0	3 400
Total :	**0**	**575 008**
REGION DE MENAKA		
Commune de Alata	0	2 193 276
Total :	**0**	**2 193 276**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE NIORO		
Commune de Guidime	0	62 595
Commune de Guétéma	0	83 423
Commune de Gadiaba Kadiel	0	147 598
Commune urbaine Nioro	0	1 439 434
Commune de Nioro Tougouné Rangabé	0	154 177
Commune de Yéréré	0	205 156
Commune de Diaye Coura	0	93 474
Commune de Gavinané	0	110 024
Commune urbaine Youri	0	101 745
Commune de Gogui	0	211 216
Commune de Simbi	0	98 537
Commune de Diéma	0	970 543
Commune de Dianguirdé	0	127 994
Commune de Madiga Sacko	0	140 618
Commune de Dioumara Koussata	0	162 853
Commune de Gomitradougou	0	122 372
Commune de Diangounté Camara	0	264 154
Commune de Fatao	0	131 154
Commune de Lambidou	0	145 647
Commune de Diéoura	0	145 871
Commune de Sandaré	0	471 164
Commune de Lakamané	0	142 058
Commune de Sansankidé	0	82 648
Commune de Troungoumbé	0	188 243
Commune de Baniéré Kore	0	62 971
Commune de Diabigué	0	79 869
Commune de Diarra	0	115 607
Commune de Koréra Koré	0	152 969
Commune de Béma	0	138 473
Commune de Fassoudébé	0	38 504
Commune de Grouméra	0	64 299
Total :	**0**	**6 455 390**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE DIOILA		
Commune de Diabigué	0	108 404
Commune de Dègnèkoro	0	148 831
Commune de Kaladougou	0	2 632 648
Commune de Kilidougou	0	204 406
Commune de N'Garadougou	0	107 233
Commune de Wacoro	0	187 870
Commune de Kémé-Kafo	0	235 581
Commune de Banco	0	328 913
Commune de N'Golobougou	0	178 610
Commune de Benkadi	0	86 460
Commune de Diedougou	0	430 764
Commune de Jèkafo	0	94 897
Commune de Dolendougou	0	117 753
Commune de Binko	0	289 265
Commune de Guégnéka	0	1 633 501
Commune de Kéréla	0	167 178
Commune de Zan Coulibaly	0	377 943
Commune de Ténindougou	0	141 722
Commune de Diouman	0	150 655
Commune de Nangola	0	181 310
Commune de Massigui	0	506 590
Commune de Niantjila	0	151 507
Commune de N'Dlondougou	0	166 670
Total :	**0**	**8 628 711**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE BOUGOUNI		
Commune de Sébougou	0	79 688
Commune urbaine de Bougouni	0	4 453 212
Commune de Faradiélé	0	63 055
Commune de Kokélé	0	90 703
Commune de Kola	0	124 505
Commune de Sido	0	267 028
Commune de Tièmala Banimonotié	0	145 676
Commune de Kéléya	0	204 302
Commune de Ouroun	0	74 549
Commune de Syentoula	0	125 475
Commune de Zantiébougou	0	352 706
Commune de Danou	0	142 090
Commune de Faragouaran	0	124 320
Commune de Kouroulamini	0	107 923
Commune de Wassoulou-Ballé	0	1 335 294
Commune de Gouandiaka	0	311 894
Commune de Bolo Fouta	0	91 718
Commune de Djiguiya de Koloni	0	77 536
Commune de Koussan	0	178 797
Commune de Gouanan	0	300 931
Commune de Djallon Foula	0	97 759
Commune de Séré Moussa Ani Samou de Siékorolé	0	179 829
Commune de Kolondiéba	0	1 199 536
Commune de Ména	0	207 187
Commune de N'Golodiana	0	120 770
Commune de Kébila	0	455 121
Commune de Tousséguéla	0	138 642
Commune de Kolosso	0	99 496
Commune de Garalo	0	356 138
Commune de Bladié-Tiémala	0	54 664
Commune de Défina	0	91 933
Commune de Yiridougou	0	112 491
Commune de Sibirila	0	194 596

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE BOUGOUNI		
Commune de Yinindougou	0	98 527
Commune de Koumantou	0	1 021 863
Commune de Sanso	0	240 963
Commune de Débélin	0	101 262
Commune de Domba	0	159 933
Commune de Wola	0	174 391
Commune de Baya	0	377 114
Commune de Tagandougou	0	139 887
Commune de Sankarani	0	65 902
Commune de Kourouba	0	201 992
Commune de Tiakadougou-Dialakoro	0	109 336
Commune de Niagadina	0	160 875
Commune de Ouélessébougou	0	1 465 343
Commune de Faraba	0	250 331
Commune de Sanankoro-Djitoumou	0	192 068
Commune de Kadiana	0	230 754
Commune de Nangalasso	0	149 057
Commune de Tiongui	0	118 527
Commune de Fakola	0	208 615
Commune de Bougoula	0	82 349
Commune de Farako	0	170 959
Commune de Dogo	0	322 185
Commune de Meridiéla	0	121 610
Total :	**0**	**18 123 407**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE KOUTIALA		
Commune de Diedougou	0	75 402
Commune urbaine de Koutiala	0	7 072 998
Commune de Logouana	0	73 151
Commune de Nafanga	0	113 127
Commune de Nampé	0	94 504
Commune de N'Golonianasso	0	247 279
Commune de N'Goutjina	0	353 171
Commune de Sincina	0	527 785
Commune de Songo-Doubacoré	0	132 238
Commune de Songoua	0	81 394
Commune de Yognogo	0	95 927
Commune de Zébala	0	184 898
Commune de Diaramana	0	286 108
Commune de Karangana	0	316 313
Commune de Kiffosso 1	0	249 366
Commune de Yorosso	0	792 610
Commune de Mahou	0	128 938
Commune de Boura	0	202 046
Commune de Koumbia	0	196 516
Commune de Menamba 1	0	134 802
Commune de M'Pèssoba	0	2 139 081
Commune de Kafo Faboli	0	124 282
Commune de Karagouana Mallé	0	110 565
Commune de N'Tossoni	0	109 049
Commune de Tao	0	81 452
Commune de Zanina	0	81 920
Commune de Mièna	0	131 575
Commune de Fakolo	0	233 233
Commune de Kolonigué	0	305 155
Commune de Koningué	0	201 071
Commune de Kapala	0	188 180
Commune de Diouradougou Kafo	0	77 603
Commune de Gouadié Sougouna	0	145 003

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE KOUTIALA		
Commune de Koury	0	700 893
Commune de Ourikéla	0	241 073
Commune de Konséguéla	0	329 141
Commune de Konina	0	111 177
Commune de Gouadji Kao	0	113 567
Commune de Kouniana	0	81 722
Commune de Niantaga	0	117 972
Commune de Zanfigué	0	96 919
Commune de Sorobasso	0	75 757
Commune de Koromo	0	134 237
Commune de Zangasso	0	287 969
Commune de Sinkolo	0	85 858
Commune de Fagui	0	155 888
Total :	**0**	**17 818 915**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE BANDIAGARA		
Commune Urbaine de Bandiagara	0	2 065 352
Commune de Dandoli	0	151 355
Commune de Doucombo	0	367 715
Commune de Soroly	0	123 536
Commune de Bara Sara	0	115 289
Commune de Pignari	0	99 678
Commune de Dourou	0	286 945
Commune de Pélou	0	97 121
Commune de Pignari Bana	0	152 153
Commune de Bondo	0	183 669
Commune de Koro	0	2 299 946
Commune de Youdiou	0	213 019
Commune de Bamba	0	165 072
Commune de Diankabou	0	97 937
Commune de Yoro	0	124 367
Commune de Dinangourou	0	123 193
Commune de Dioungani	0	198 054
Commune de Koporo Pen	0	665 133
Commune de Pel Maoudé	0	166 246
Commune de Madougou	0	375 686
Commune de Barapiréli	0	346 316
Commune de Dougouténé I	0	273 163
Commune de Dougouténé II	0	164 130
Commune de Kassa	0	148 633
Commune de Bankass	0	877 028
Commune de Kani-Bonzon	0	194 829
Commune de Dimbal Habbé	0	179 630
Commune de Ségué	0	285 190
Commune de Kendié	0	177 556
Commune de Kendé	0	34 071
Commune de Dogani Béré	0	30 948
Commune de Lowol Guéou	0	44 292
Commune de Borko	0	42 782

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE BANDIAGARA		
Commune de Diamnati	0	88 803
Commune de Ondougou	0	77 414
Commune de Segué Iré	0	138 288
Commune de Métoumou	0	107 075
Commune de Diallassagou	0	154 428
Commune de Lessagou Habé	0	136 717
Commune de Soubala	0	65 907
Commune de Tori	0	177 509
Commune de Koulogon Habé	0	124 261
Commune de Sangha	0	544 944
Commune de Wadouba	0	353 977
Commune de Sokoura	0	267 865
Commune de Baye	0	356 148
Commune de Ouenkoro	0	123 390
Total :	**0**	**13 586 760**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE KITA		
Commune urbaine Kita	0	6 006 429
Commune de Badia	0	239 922
Commune de Bendougouba	0	308 624
Commune de Boudofo	0	145 376
Commune de Kita Nord	0	137 925
Commune de Kita Ouest	0	359 508
Commune de Djidian	0	330 296
Commune de Namala Guimbala	0	118 964
Commune de Saboula	0	105 259
Commune de Souransan Tomota	0	145 637
Commune de Gadougou 1	0	293 983
Commune de Kokofata	0	231 530
Commune de Bougaribaya	0	156 704
Commune de Tambaga	0	152 692
Commune de Koulou	0	58 081
Commune de Gadougou 2	0	88 105
Commune de Sébékoro	0	655 310
Commune de Kassaro	0	425 605
Commune de Kotouba	0	72 478
Commune de Madina	0	206 428
Commune urbaine de Toukoto	0	159 804
Commune de Kobri	0	233 793
Commune de Niantanso	0	44 440
Commune de Séféto ouest	0	140 082
Commune de Séféto nord	0	108 367
Commune de Djougoun	0	75 038
Commune urbaine de Kourouninkoto	0	49 094
Commune de Didenko	0	62 314
Commune de Guémoukouraba	0	90 101
Commune de Sirakoro	0	147 339
Commune de Senko	0	113 837
Commune de Makono	0	123 473
Commune de Benkadi	0	211 879

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE KITA		
Total :	**0**	**11 798 417**
REGION DE NARA		
Commune de Nara	0	1 187 675
Commune de Guéneibé	0	55 715
Commune de Ouagadou	0	240 510
Commune de Allahina	0	67 701
Commune de Dogofry	0	243 984
Commune de Dabo	0	62 745
Commune de Dilly	0	183 034
Commune de Koronga	0	57 635
Commune de Guiré	0	75 693
Commune de Fallou	0	194 421
Commune de Niamana	0	234 912
Total :	**0**	**2 604 025**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE SAN		
Commune de Yorosso	0	468 088
Commune urbaine de San	0	4 407 156
Commune de Djéguéna	0	95 868
Commune de N'Goa	0	91 947
Commune de Niasso	0	134 895
Commune de Somo	0	62 250
Commune de Ténéni	0	120 174
Commune de Baramandougou	0	106 298
Commune de Fion	0	57 964
Commune de Tènè	0	114 083
Commune de Tominian	0	1 091 944
Commune de Yasso	0	272 741
Commune de Bénéna	0	362 650
Commune de Koula	0	164 860
Commune de Lanfiala	0	65 504
Commune de Kaniégué	0	148 296
Commune de Karaba	0	117 895
Commune de Kava	0	442 852
Commune de Waki	0	122 449
Commune de Diakourouna	0	97 739
Commune de Kassorola	0	163 373
Commune de Moribila	0	136 314
Commune de Tourakolomba	0	65 571
Commune de Dah	0	112 938
Commune de Sourountouna	0	148 972
Commune de Kazangasso	0	77 824
Commune de Korodougou	0	137 335
Commune de Koulandougou	0	27 353
Commune de Fani	0	144 184
Commune de Diéli	0	133 374
Commune de Niamana	0	69 683
Commune de N'Torosso	0	140 307
Commune de Fangasso	0	244 357

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Commune		
REGION DE SAN		
Commune de Ouan	0	116 485
Commune de Timissa	0	141 374
Commune de Mandiakuy	0	433 331
Commune de Diora	0	142 644
Commune de Sanékuy	0	251 004
Commune de Mafouné	0	181 542
Commune de Sy	0	84 739
Commune de Ouolon	0	102 180
Commune de Siadougou	0	89 472
Total :	**0**	**11 690 009**
REGION DE DOUENTZA		
Commune urbaine Douentza	0	1 569 525
Commune de Débéré	0	58 926
Commune de Dianwély	0	64 946
Commune de Gandamia	0	76 039
Commune de Kéréna	0	27 914
Commune de Koubewel Koundia	0	144 486
Commune de Petaka	0	89 078
Commune de Tedié	0	112 895
Commune de Korarou	0	36 002
Commune de Dallah	0	50 093
Commune de Dangol-Boré	0	312 738
Commune de Hombori	0	155 869
Commune de Djaptodji	0	185 232
Commune de Mondoro	0	117 208
Commune de Haire	0	136 959
Total :	**0**	**3 137 910**
Total	**0**	**275 326 164**
Crédits Globaux		
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		
Portion Centrale	0	20 000 000
Total :	**0**	**20 000 000**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Crédits Globaux		
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE		
Portion Centrale	0	31 784 072
Total :	**0**	**31 784 072**
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
Portion Centrale	0	1 656 667
Total :	**0**	**1 656 667**
DISTRICT DE BAMAKO		
District de Bamako	0	611 725
Total :	**0**	**611 725**
REGION DE KAYES		
Region de Kayes	0	2 356 400
Total :	**0**	**2 356 400**
REGION DE KOULIKORO		
Region de Koulikoro	0	1 991 817
Total :	**0**	**1 991 817**
REGION DE SIKASSO		
Region de Sikasso	0	1 329 501
Total :	**0**	**1 329 501**
REGION DE SEGOU		
Region de Segou	0	1 835 729
Total :	**0**	**1 835 729**
REGION DE MOPTI		
Region de Mopti	0	1 144 189
Total :	**0**	**1 144 189**
REGION DE TOMBOUCTOU		
Region de Tombouctou	0	1 819 298
Total :	**0**	**1 819 298**
REGION DE GAO		
Region de Gao	0	1 073 790
Total :	**0**	**1 073 790**
REGION DE KIDAL		
Region de Kidal	0	641 629
Total :	**0**	**641 629**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Crédits Globaux		
REGION DE TAOUDENNI		
Region de Taoudenni	0	990 135
Total :	**0**	**990 135**
REGION DE MENAKA		
Region de Menaka	0	854 123
Total :	**0**	**854 123**
REGION DE NIORO		
Region de Nioro	0	766 664
Total :	**0**	**766 664**
REGION DE DIOILA		
Region de Dioila	0	489 637
Total :	**0**	**489 637**
REGION DE BOUGOUNI		
Region de Bougouni	0	1 448 310
Total :	**0**	**1 448 310**
REGION DE KOUTIALA		
Region de Koutiala	0	1 045 149
Total :	**0**	**1 045 149**
REGION DE BANDIAGARA		
Region de Bandiagara	0	1 217 269
Total :	**0**	**1 217 269**
REGION DE KITA		
Region de Kita	0	1 039 811
Total :	**0**	**1 039 811**
REGION DE NARA		
Region de Nara	0	313 503
Total :	**0**	**313 503**
REGION DE SAN		
Region de San	0	1 101 075
Total :	**0**	**1 101 075**
REGION DE DOUENTZA		
Region de Douentza	0	542 409
Total :	**0**	**542 409**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2027	Crédits de Paiement 2027
Crédits Globaux		
CHARGES COMMUNES		
Portion Centrale	0	10 154 353
Total :	**0**	**10 154 353**
Total	**0**	**86 207 255**
Total Général	**1 747 500**	**482 606 874**

2. REPARTITION DE LA SUBVENTION AU TITRE DU FONDS NATIONAL D'APPUI AUX COLLECTVITES TERRITORIALES

DROITS DE TIRAGE 2027 DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DU MALI

REGION DE KAYES

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
01000000	REGION DE KAYES	114 787 000	76 490 000	191 277 000
01010101	Commune urbaine Kayes	25 648 000	15 345 000	40 993 000
01010102	Bangassi	23 423 000	8 769 000	32 192 000
01010103	Colimbiné	27 334 000	8 769 000	36 103 000
01010104	Gory Gopela	26 170 000	8 769 000	34 939 000
01010105	Commune urbaine Goumera	26 033 000	8 769 000	34 802 000
01010106	Khouloum	23 162 000	8 769 000	31 931 000
01010107	Liberté Dembaya	24 600 000	8 769 000	33 369 000
01010201	Séro Diamanou	26 886 000	10 961 000	37 847 000
01010301	Hawa Dembaya	22 280 000	8 769 000	31 049 000
01010401	Samé Diongoma	22 361 000	8 769 000	31 130 000
01010402	Commune urbaine Somankidy	25 188 000	8 769 000	33 957 000
01020101	Bafoulabé	27 070 000	8 769 000	35 839 000
01020201	Bamafélé	26 932 000	8 769 000	35 701 000
01020202	Diokéli	24 227 000	8 769 000	32 996 000
01020301	Koundian	25 907 000	8 769 000	34 676 000
01020401	Mahina	25 871 000	10 961 000	36 832 000
01020402	Gounfan	24 208 000	8 769 000	32 977 000
01020403	Niambia	25 834 000	8 769 000	34 603 000
01020501	Oualia	27 742 000	8 769 000	36 511 000
01030101	Guidime	27 926 000	10 961 000	38 887 000
01030102	Fanga	16 417 000	8 769 000	25 186 000
01030103	Gory	23 009 000	8 769 000	31 778 000
01030104	Toya	17 853 000	8 769 000	26 622 000
01030105	Soumpou	24 102 000	8 769 000	32 871 000
01030201	Kirané Kaniaga	32 967 000	10 961 000	43 928 000
01030202	Krémis	26 233 000	8 769 000	35 002 000
01030301	Diafounou Gory(Tambacara)	26 949 000	10 961 000	37 910 000
01030302	Diafounou Diongaga	25 735 000	8 769 000	34 504 000
01030303	Konsiga	12 880 000	8 769 000	21 649 000
01030304	Marekaffo	16 705 000	8 769 000	25 474 000
01040101	Kéniéba	27 156 000	10 961 000	38 117 000
01040102	Dabia	27 565 000	8 769 000	36 334 000
01040103	Guénégoré	24 843 000	8 769 000	33 612 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
01040104	Sitakilly	25 892 000	10 961 000	36 853 000
01040201	Dombia	26 022 000	8 769 000	34 791 000
01040202	Baye	28 532 000	8 769 000	37 301 000
01040301	Faléa	19 884 000	8 769 000	28 653 000
01040401	Faraba	31 989 000	8 769 000	40 758 000
01040402	Kroukoto	29 185 000	8 769 000	37 954 000
01040403	Sagalo	18 403 000	8 769 000	27 172 000
01040501	Kassama	28 376 000	8 769 000	37 145 000
01050101	Kéméné Tambo	20 780 000	8 769 000	29 549 000
01050102	Guidimakan Keri Kaffo	21 031 000	8 769 000	29 800 000
01050103	Sony	16 861 000	8 769 000	25 630 000
01050104	Tafacirga	20 032 000	8 769 000	28 801 000
01050201	Falémé	17 163 000	8 769 000	25 932 000
01050202	Commune urbaine Fégui	20 958 000	8 769 000	29 727 000
01060101	Djélébou	17 390 000	10 961 000	28 351 000
01060102	Sahel	16 106 000	8 769 000	24 875 000
01060201	Koussané	16 725 000	10 961 000	27 686 000
01060301	Karakoro	18 805 000	8 769 000	27 574 000
01070101	Diamou	19 930 000	8 769 000	28 699 000
01070201	Logo	11 826 000	8 769 000	20 595 000
01080101	Tomora	27 794 000	10 961 000	38 755 000
01080201	Diakon	29 686 000	10 961 000	40 647 000
01080301	Diallan	28 092 000	8 769 000	36 861 000
01080401	Kontela	27 665 000	8 769 000	36 434 000
01080501	Sidibéla	27 606 000	8 769 000	36 375 000
01090101	Ségala	27 757 000	10 961 000	38 718 000
01090102	Commune urbaine Kouniakary	23 993 000	8 769 000	32 762 000
01090103	Maréna Diombougou	27 656 000	8 769 000	36 425 000
01090104	Marintoumania	25 359 000	8 769 000	34 128 000
01090201	Tringa	25 355 000	8 769 000	34 124 000
01100101	Sadiola	28 783 000	13 153 000	41 936 000
01100201	Dialafara	21 022 000	8 769 000	29 791 000
Total région de Kayes		***1 672 661 000***	***683 739 000***	***2 356 400 000***

REGION DE KOULIKORO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
02000000	REGION DE KOULIKORO	98 554 000	76 490 000	175 044 000
02010101	Commune Urbaine de Koulikoro	23 679 000	13 153 000	36 832 000
02010102	Méguetan	19 864 000	10 961 000	30 825 000
02010201	Dinandougou	22 391 000	8 769 000	31 160 000
02010301	Koula	20 931 000	10 961 000	31 892 000
02010302	Doumba	18 238 000	8 769 000	27 007 000
02010401	Sirakorola	22 818 000	10 961 000	33 779 000
02010501	Tienfala	21 880 000	8 769 000	30 649 000
02020101	Banamba	21 695 000	10 961 000	32 656 000
02020102	Benkadi	20 604 000	8 769 000	29 373 000
02020103	Kiban	20 572 000	8 769 000	29 341 000
02020201	Boron	23 593 000	10 961 000	34 554 000
02020301	Madina-Sacko	23 948 000	10 961 000	34 909 000
02020401	Sébété	22 587 000	8 769 000	31 356 000
02020402	Toubacoro	24 514 000	8 769 000	33 283 000
02020501	Duguwolowula	22 867 000	13 153 000	36 020 000
02020601	Toukoroba	21 333 000	8 769 000	30 102 000
02030101	Minidian	13 978 000	8 769 000	22 747 000
02030102	Kaniogo	17 673 000	8 769 000	26 442 000
02030103	Maramandougou	17 815 000	8 769 000	26 584 000
02030104	Nouga	21 105 000	8 769 000	29 874 000
02030201	Balan Bakama	16 280 000	8 769 000	25 049 000
02030202	Benkadi	17 194 000	8 769 000	25 963 000
02030203	Commune urbaine de Karan	14 214 000	8 769 000	22 983 000
02030204	Naréna	15 833 000	8 769 000	24 602 000
02040101	Commune Urbaine de Kati	19 869 000	13 153 000	33 022 000
02040102	Diago	17 654 000	8 769 000	26 423 000
02040103	Dio-Gare	19 330 000	8 769 000	28 099 000
02040104	Dombila	20 724 000	8 769 000	29 493 000
02040105	Doubabougou	16 445 000	8 769 000	25 214 000
02040106	Kalifabougou	16 681 000	8 769 000	25 450 000
02040107	Kambila	17 467 000	8 769 000	26 236 000
02040108	yélékébougou	19 566 000	8 769 000	28 335 000
02040109	Safo	18 389 000	8 769 000	27 158 000
02040201	Bougoula	19 196 000	8 769 000	27 965 000
02040202	Sanankoroba	19 095 000	10 961 000	30 056 000
02040203	Dialakoroba	22 090 000	8 769 000	30 859 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
02040301	N'Gouraba	20 031 000	8 769 000	28 800 000
02040302	Tiélé	19 133 000	8 769 000	27 902 000
02040303	Baguinéda-camp	20 921 000	10 961 000	31 882 000
02040304	Mountougoula	18 577 000	8 769 000	27 346 000
02040401	Mandé	19 012 000	13 153 000	32 165 000
02050101	Guihoyo	24 047 000	8 769 000	32 816 000
02050102	Kolokani	20 940 000	10 961 000	31 901 000
02050103	Sébékoro I	22 305 000	8 769 000	31 074 000
02050104	Tioribougou	20 714 000	8 769 000	29 483 000
02050201	Didiéni	24 778 000	10 961 000	35 739 000
02050202	Sagabala	25 608 000	10 961 000	36 569 000
02050301	Nonkon	21 796 000	8 769 000	30 565 000
02050302	Nossombougou	21 757 000	8 769 000	30 526 000
02050303	Ouolodo	19 209 000	8 769 000	27 978 000
02050401	Massantola	22 043 000	10 961 000	33 004 000
02060101	Nyamina	9 546 000	10 961 000	20 507 000
02060201	Tougouni	7 405 000	8 769 000	16 174 000
02070101	Niouma Makana	22 170 000	8 769 000	30 939 000
02070102	Siby	24 043 000	10 961 000	35 004 000
02070201	Bancoumana	16 586 000	8 769 000	25 355 000
02070301	Sobra	22 879 000	8 769 000	31 648 000
02080101	Bossofala	22 816 000	8 769 000	31 585 000
02080102	Diédougou	20 878 000	10 961 000	31 839 000
02080201	Daban	26 772 000	8 769 000	35 541 000
02080301	N'tjiba	25 370 000	8 769 000	34 139 000
Total région de Koulikoro		***1 330 002 000***	***661 815 000***	***1 991 817 000***

REGION DE SIKASSO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
03000000	REGION DE SIKASSO	116 726 000	76 490 000	193 216 000
03010101	Diomatènè	12 279 000	8 769 000	21 048 000
03010102	Finkolo	13 982 000	8 769 000	22 751 000
03010103	Kaboila	12 448 000	10 961 000	23 409 000
03010104	Kafouziela	11 065 000	8 769 000	19 834 000
03010105	Kapala	11 501 000	8 769 000	20 270 000
03010106	Missirikoro	9 630 000	8 769 000	18 399 000
03010107	Natien	10 987 000	8 769 000	19 756 000
03010108	Pimperna	9 630 000	8 769 000	18 399 000
03010109	Commune urbaine de Sikasso	11 999 000	15 345 000	27 344 000
03010110	Sokourani -Missirikoro	9 857 000	8 769 000	18 626 000
03010111	Zangaradougou	8 469 000	8 769 000	17 238 000
03010112	Dallé	1 000 000	500 000	1 500 000
03010201	Farakala	9 987 000	8 769 000	18 756 000
03010202	Kapolondougou	14 048 000	8 769 000	22 817 000
03010203	Kofan	10 171 000	8 769 000	18 940 000
03010204	Zanférébougou	12 734 000	8 769 000	21 503 000
03020101	Diou	12 667 000	8 769 000	21 436 000
03020102	Dioumaténé	11 440 000	8 769 000	20 209 000
03020103	Kadiolo	13 813 000	13 153 000	26 966 000
03020201	Fourou	13 862 000	10 961 000	24 823 000
03020301	Misseni	14 860 000	10 961 000	25 821 000
03020401	Zégoua	12 657 000	10 961 000	23 618 000
03030101	Danderesso	14 082 000	10 961 000	25 043 000
03030201	Nongon-souala	10 502 000	8 769 000	19 271 000
03040101	Dialakoro	13 385 000	8 769 000	22 154 000
03040102	Kignan	15 543 000	10 961 000	26 504 000
03040103	Koumankou	13 429 000	8 769 000	22 198 000
03040104	Kourouma	11 759 000	8 769 000	20 528 000
03040105	Sanzana	11 490 000	8 769 000	20 259 000
03040106	Tella	13 053 000	8 769 000	21 822 000
03040201	Dogoni	12 251 000	8 769 000	21 020 000
03040202	Kabarasso	13 321 000	8 769 000	22 090 000
03040301	Doumanaba	13 938 000	8 769 000	22 707 000
03050101	Gongasso	11 102 000	8 769 000	19 871 000
03050102	Kléla	12 771 000	10 961 000	23 732 000
03050201	Fama	9 839 000	8 769 000	18 608 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
03050301	Kouoro	12 062 000	8 769 000	20 831 000
03060101	Lobougoula	14 447 000	10 961 000	25 408 000
03060201	Kolokoba	9 316 000	8 769 000	18 085 000
03070101	Loulouni	12 333 000	13 153 000	25 486 000
03070102	Nimbougou	11 297 000	8 769 000	20 066 000
03070201	Kai	9 550 000	8 769 000	18 319 000
03080101	Miniko	12 098 000	8 769 000	20 867 000
03080102	Niéna	19 622 000	10 961 000	30 583 000
03080103	N'Tjikouna	12 066 000	8 769 000	20 835 000
03080104	Waténi	12 110 000	8 769 000	20 879 000
03080105	Zaniéna	12 174 000	8 769 000	20 943 000
03080201	Benkadi	14 533 000	8 769 000	23 302 000
03080202	Blindio	13 093 000	8 769 000	21 862 000
03080203	Dembela	14 446 000	8 769 000	23 215 000
03080204	Miria	12 868 000	8 769 000	21 637 000
03080205	Tiankadi	12 767 000	8 769 000	21 536 000
03080301	Finkolo Ganadougou	14 392 000	8 769 000	23 161 000
Total région de Sikasso		***761 451 000***	***568 050 000***	***1 329 501 000***

REGION DE SEGOU

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
04000000	REGION DE SEGOU	85 008 000	76 490 000	161 498 000
04010101	Konodimini	13 728 000	8 769 000	22 497 000
04010102	Massala	7 409 000	8 769 000	16 178 000
04010103	N'Gara	7 389 000	8 769 000	16 158 000
04010104	Pelengana	10 222 000	13 153 000	23 375 000
04010105	Sakoïba	9 818 000	8 769 000	18 587 000
04010106	Sébougou	9 645 000	8 769 000	18 414 000
04010107	Soignébougou	15 139 000	8 769 000	23 908 000
04010108	Commune urbaine de Ségou	14 733 000	15 345 000	30 078 000
04010201	Cinzana	10 763 000	10 961 000	21 724 000
04010202	Saminè	14 438 000	8 769 000	23 207 000
04010301	Diouna	11 310 000	8 769 000	20 079 000
04010302	Fatinè	17 098 000	10 961 000	28 059 000
04010303	Katiéna	12 000 000	10 961 000	22 961 000
04020101	Béguéné	10 923 000	8 769 000	19 692 000
04020102	Bla	12 236 000	13 153 000	25 389 000
04020103	Kéméni	13 021 000	8 769 000	21 790 000
04020104	Niala	12 131 000	8 769 000	20 900 000
04020105	Tiéména	10 754 000	8 769 000	19 523 000
04020201	Falo	11 984 000	13 153 000	25 137 000
04020301	Diéna	13 217 000	8 769 000	21 986 000
04020302	Touna	14 810 000	10 961 000	25 771 000
04020401	Samabogo	10 703 000	8 769 000	19 472 000
04020402	Somasso	10 313 000	8 769 000	19 082 000
04020501	Dougouolo	11 680 000	8 769 000	20 449 000
04030101	Barouéli	12 158 000	13 153 000	25 311 000
04030102	Kalaké	12 275 000	8 769 000	21 044 000
04030201	Konobougou	9 813 000	10 961 000	20 774 000
04030301	Gouendo	13 433 000	8 769 000	22 202 000
04030302	N'Gassola	9 505 000	8 769 000	18 274 000
04030303	Sanando	11 680 000	10 961 000	22 641 000
04030304	Tésserela	10 813 000	8 769 000	19 582 000
04030401	Boidiè	12 490 000	10 961 000	23 451 000
04030402	Dougoufé	8 825 000	8 769 000	17 594 000
04030403	Somo	11 414 000	8 769 000	20 183 000
04030404	Tamani	11 452 000	8 769 000	20 221 000
04040101	Kala Siguida	10 642 000	10 961 000	21 603 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
04040102	Mariko	13 810 000	10 961 000	24 771 000
04040103	Commune urbaine de Niono	11 943 000	13 153 000	25 096 000
04040104	Siribala	11 592 000	10 961 000	22 553 000
04040105	Sirifila-Boundy	12 371 000	10 961 000	23 332 000
04040106	Toridaga-Ko	16 505 000	10 961 000	27 466 000
04040107	Yèrèdon Saniona	12 245 000	8 769 000	21 014 000
04040201	Pogo	13 008 000	8 769 000	21 777 000
04050101	Macina	13 769 000	10 961 000	24 730 000
04050201	Boky Wèrè	17 520 000	8 769 000	26 289 000
04050202	Kokry Centre	12 354 000	8 769 000	21 123 000
04050203	Kolongo	15 886 000	10 961 000	26 847 000
04050301	Monimpébougou	14 091 000	10 961 000	25 052 000
04050401	Matomo	13 870 000	8 769 000	22 639 000
04050402	Sana	12 459 000	8 769 000	21 228 000
04060101	Dioro	18 082 000	13 153 000	31 235 000
04060102	Kamiandougou	15 409 000	8 769 000	24 178 000
04060201	Diédougou	16 183 000	8 769 000	24 952 000
04060301	Farakou Massa	16 613 000	8 769 000	25 382 000
04070101	Diganidougou	8 517 000	8 769 000	17 286 000
04070102	Farako	7 202 000	8 769 000	15 971 000
04070103	Sama Foulala	7 399 000	8 769 000	16 168 000
04070104	Souba	10 147 000	8 769 000	18 916 000
04070201	Baguindadougou	6 484 000	8 769 000	15 253 000
04070202	Bellen	9 733 000	8 769 000	18 502 000
04070203	N'Koumandougou	8 947 000	8 769 000	17 716 000
04080101	Nampalari	16 593 000	8 769 000	25 362 000
04080201	Kareri	14 193 000	10 961 000	25 154 000
04080301	Beïty Bimiya	1 000 000	500 000	1 500 000
04080401	Diguiciré	1 000 000	500 000	1 500 000
04090101	Sokolo	18 877 000	10 961 000	29 838 000
04090201	Dogofry	11 984 000	10 961 000	22 945 000
04090301	Diabaly	14 890 000	10 961 000	25 851 000
04100101	Dougabougou	11 117 000	10 961 000	22 078 000
04100102	Markala	12 104 000	13 153 000	25 257 000
04100103	Togou	9 570 000	8 769 000	18 339 000
04100201	Sansanding	12 480 000	10 961 000	23 441 000
04100202	Sibila	11 737 000	8 769 000	20 506 000
04100301	Boussin	9 632 000	8 769 000	18 401 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
04110101	Folomana	9 293 000	8 769 000	18 062 000
04110102	Saloba	11 547 000	10 961 000	22 508 000
0411 0103	Tongué	8 909 000	8 769 000	17 678 000
04110201	Souleye	10 270 000	8 769 000	19 039 000
Total région de Ségou		***1 006 307 000***	***829 422 000***	***1 835 729 000***

REGION DE MOPTI

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
05000000	REGION DE MOPTI	103 370 000	76 490 000	179 860 000
05010101	Commune urbaine de Mopti	14 084 000	15 345 000	29 429 000
05010102	Socoura	13 302 000	13 153 000	26 455 000
05010201	Dialloubé	14 689 000	10 961 000	25 650 000
05010301	Bassirou	11 295 000	8 769 000	20 064 000
05010302	Fatoma	9 706 000	8 769 000	18 475 000
05010303	Kounari	11 071 000	8 769 000	19 840 000
05010401	Ouroubé Doudé	16 033 000	8 769 000	24 802 000
05010501	Sio	14 576 000	10 961 000	25 537 000
05010601	Soye	13 300 000	8 769 000	22 069 000
05010701	Ouro-Modi	10 851 000	8 769 000	19 620 000
05010702	Sasalbé	10 742 000	8 769 000	19 511 000
05010703	Koubaye	10 562 000	8 769 000	19 331 000
05020101	Derary	11 769 000	8 769 000	20 538 000
05020102	Djenné	14 228 000	10 961 000	25 189 000
05020103	Ouro Ali	11 683 000	8 769 000	20 452 000
05020104	Pondori	11 737 000	8 769 000	20 506 000
05020105	Madiama	10 849 000	8 769 000	19 618 000
05020201	Dandougou Fakala	10 968 000	8 769 000	19 737 000
05020202	Niansanarie	10 819 000	8 769 000	19 588 000
05020301	Kewa	13 273 000	10 961 000	24 234 000
05020302	Togué Mourari	10 827 000	8 769 000	19 596 000
05020401	Néma Badenyakafo	13 217 000	13 153 000	26 370 000
05020501	Femaye	10 653 000	8 769 000	19 422 000
05030101	Ouro Ardo	9 296 000	8 769 000	18 065 000
05030102	Ouro Guiré	9 125 000	8 769 000	17 894 000
05030103	Sougoulbé	9 260 000	8 769 000	18 029 000
05030104	Diaka	13 033 000	10 961 000	23 994 000
05030105	Commune urbaineTénenkou	9 069 000	8 769 000	17 838 000
05030201	Diafarabé	9 413 000	8 769 000	18 182 000
05030301	Diondiori	12 064 000	8 769 000	20 833 000
05030401	Togoro Kotia	10 765 000	8 769 000	19 534 000
05040101	Youwarou	14 742 000	10 961 000	25 703 000
05040201	Farimaké	15 258 000	8 769 000	24 027 000
05040301	Déboye	13 872 000	8 769 000	22 641 000
05040401	N'Dodjiga	16 045 000	8 769 000	24 814 000
05040501	Dongo	13 373 000	8 769 000	22 142 000
05040502	Dirma	12 764 000	8 769 000	21 533 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
05040601	Bimbéré Tama	13 408 000	8 769 000	22 177 000
05050101	Konna	16 353 000	13 153 000	29 506 000
05050201	Borondougou	14 444 000	8 769 000	23 213 000
05050301	Kontza	1 000 000	500 000	1 500 000
05060101	Korombana	16 846 000	10 961 000	27 807 000
05060201	N'Gorodia	1 000 000	500 000	1 500 000
05060301	Doko	1 000 000	500 000	1 500 000
05060401	Gouloumbou	1 000 000	500 000	1 500 000
05070101	Fakala	13 603 000	10 961 000	24 564 000
05070201	Bonguel	1 000 000	500 000	1 500 000
05080101	Toguéré-Coumbé	14 339 000	10 961 000	25 300 000
05080201	Ouronguia	1 000 000	500 000	1 500 000
05080301	Doungoura	1 000 000	500 000	1 500 000
Total région de Mopti		***647 676 000***	***496 513 000***	***1 144 189 000***

REGION DE TOMBOUCTOU

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
06000000	REGION DE TOMBOUCTOU	176 398 000	61 192 000	237 590 000
06010101	Alafia	21 485 000	8 769 000	30 254 000
06010102	Commune urbaine de Tombouctou	16 124 000	13 153 000	29 277 000
06010201	Lafia	17 305 000	8 769 000	26 074 000
06010301	Bourem Inaly	20 563 000	8 769 000	29 332 000
06020101	Doukouria	12 347 000	8 769 000	21 116 000
06020102	Commune urbaine de Goundam	16 161 000	8 769 000	24 930 000
06020103	Kaneye	13 661 000	8 769 000	22 430 000
06020104	Télé	15 525 000	8 769 000	24 294 000
06020201	Douékiré	16 599 000	8 769 000	25 368 000
06020301	Essakane	14 342 000	8 769 000	23 111 000
06030101	Arham	12 430 000	8 769 000	21 199 000
06030102	Bourem Sidi Amar	22 750 000	8 769 000	31 519 000
06030103	Commune urbaine de Diré	26 451 000	10 961 000	37 412 000
06030104	Kirchamba	26 713 000	8 769 000	35 482 000
06030105	Kondi	18 893 000	8 769 000	27 662 000
06030106	Tienkour	17 545 000	8 769 000	26 314 000
06030107	Tindirma	20 374 000	8 769 000	29 143 000
06030108	Tinguereguif Gari	22 816 000	8 769 000	31 585 000
06030201	Binga	24 210 000	8 769 000	32 979 000
06030202	Saréyamou	26 904 000	8 769 000	35 673 000
06030203	Haibongo	22 860 000	8 769 000	31 629 000
06030204	Dangha	24 369 000	8 769 000	33 138 000
06030205	Garbakoira	24 331 000	8 769 000	33 100 000
06040101	Soboundou	27 727 000	10 961 000	38 688 000
06040201	Soumpi	24 988 000	8 769 000	33 757 000
06050101	Banikane	28 607 000	8 769 000	37 376 000
06050102	Rharous	27 861 000	10 961 000	38 822 000
06050201	Hanzakoma	23 341 000	8 769 000	32 110 000
06050202	Séréré	26 008 000	8 769 000	34 777 000
06060101	Bintagoungou	23 310 000	8 769 000	32 079 000
06060102	Issa Bery	24 606 000	8 769 000	33 375 000
06060201	Adarmalane	24 771 000	8 769 000	33 540 000
06060202	M'Bouna	24 773 000	8 769 000	33 542 000
06070101	Fittouga	16 590 000	10 961 000	27 551 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
06070201	Banikane Narhawa	16 704 000	8 769 000	25 473 000
06070301	Koumaïra	16 408 000	8 769 000	25 177 000
06070401	N'Gorkou	16 743 000	8 769 000	25 512 000
06080101	Bambara-Maoudé	21 343 000	8 769 000	30 112 000
06080201	Inadiatafane	22 459 000	8 769 000	31 228 000
06080301	Haribomo	26 265 000	8 769 000	35 034 000
06090101	Léré	14 999 000	10 961 000	25 960 000
06090201	Dianké	14 562 000	8 769 000	23 331 000
06100101	Gossi	31 987 000	10 961 000	42 948 000
06100201	Ouinerden	27 949 000	8 769 000	36 718 000
06110101	Tonka	26 861 000	10 961 000	37 822 000
06110201	Mékoreye	1 000 000	500 000	1 500 000
06120101	Ber	18 009 000	10 961 000	28 970 000
06120201	Zarho	1 000 000	500 000	1 500 000
06130101	Gargando	24 810 000	8 769 000	33 579 000
06130201	Raz-El-Ma	25 470 000	8 769 000	34 239 000
06130202	Tin Aicha	25 029 000	8 769 000	33 798 000
06130301	Alzounoub	26 016 000	8 769 000	34 785 000
06130302	Tilemsi	26 615 000	8 769 000	35 384 000
Total région de Tombouctou		***1 287 967 000***	***531 331 000***	***1 819 298 000***

REGION DE GAO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
07000000	REGION DE GAO	178 944 000	61 192 000	240 136 000
07010101	Commune urbaine de Gao	20 348 000	13 153 000	33 501 000
07010201	Gounzoureye	19 219 000	10 961 000	30 180 000
07020101	Bourem	36 615 000	10 961 000	47 576 000
07020201	Taboye	37 118 000	10 961 000	48 079 000
07030101	Ansongo	20 536 000	10 961 000	31 497 000
07030102	Bara	21 683 000	8 769 000	30 452 000
07030103	Bourra	21 494 000	8 769 000	30 263 000
07030201	Tin-Hamma	23 317 000	8 769 000	32 086 000
07040101	Tarkint	37 402 000	10 961 000	48 363 000
07040102	Almoustrat	18 046 000	8 769 000	26 815 000
07040201	Agharous	18 046 000	8 769 000	26 815 000
07040301	M'beikit Ljoul	18 046 000	8 769 000	26 815 000
07050101	Bamba	23 487 000	10 961 000	34 448 000
07050201	Téméra	35 808 000	8 769 000	44 577 000
07060101	Ouattagouna	19 507 000	10 961 000	30 468 000
07060201	Fafa	1 000 000	500 000	1 500 000
07060301	Labbézanga	1 000 000	500 000	1 500 000
07070101	Soni Aliber	21 182 000	13 153 000	34 335 000
07070201	Magnadaoué	1 000 000	500 000	1 500 000
07080101	Djebock	1 000 000	500 000	1 500 000
07080201	Anchawadji	32 011 000	8 769 000	40 780 000
07080301	Tacharane	1 000 000	500 000	1 500 000
07090101	Talataye	25 215 000	8 769 000	33 984 000
07090201	Indélimane	1 000 000	500 000	1 500 000
07100101	Tessit	18 589 000	8 769 000	27 358 000
07100201	Aroun	1 000 000	500 000	1 500 000
07100301	Keygouroutane	1 000 000	500 000	1 500 000
07100401	Famlbougou	1 000 000	500 000	1 500 000
07110101	N'Tillit	23 083 000	8 769 000	31 852 000
07110201	Tihigrine	1 000 000	500 000	1 500 000
07120101	Gabéro	17 436 000	10 961 000	28 397 000
07120201	Zinda	1 000 000	500 000	1 500 000
07130101	Ersane	18 046 000	8 769 000	26 815 000
07130201	Ghnou	1 000 000	500 000	1 500 000
07140101	Tabankort	18 046 000	8 769 000	26 815 000
07140201	Tameglelte	1 000 000	500 000	1 500 000
07140301	Krefinatt	1 000 000	500 000	1 500 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
07140401	Aslar	1 000 000	500 000	1 500 000
07150101	Tilemsi	22 614 000	8 769 000	31 383 000
07150201	Amastrakat	1 000 000	500 000	1 500 000
07160101	Kassambéré	1 000 000	500 000	1 500 000
07160201	Tougoumbar	1 000 000	500 000	1 500 000
07160301	Tahbanat	1 000 000	500 000	1 500 000
07160401	Iniyiss	1 000 000	500 000	1 500 000
Total région de Gao		***765 838 000***	***307 952 000***	***1 073 790 000***

REGION DE KIDAL

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
08000000	REGION DE KIDAL	170 409 000	61 192 000	231 601 000
08010101	Commune urbaine de Kidal	27 492 000	10 961 000	38 453 000
08010201	Essouk	20 860 000	8 769 000	29 629 000
08010301	Agharous	1 000 000	500 000	1 500 000
08020101	Abeïbara	22 424 000	8 769 000	31 193 000
08020201	Boghassa	25 667 000	8 769 000	34 436 000
08020301	Tinzawatène	25 906 000	8 769 000	34 675 000
08030101	Intadjedite	24 473 000	8 769 000	33 242 000
08030102	Tin-Essako	22 490 000	8 769 000	31 259 000
08030201	Gueljiat	1 000 000	500 000	1 500 000
08030301	Anagarous	1 000 000	500 000	1 500 000
08040101	Tessalit	23 452 000	8 769 000	32 221 000
08040201	Terist	1 000 000	500 000	1 500 000
08040301	Ikadhawatène	1 000 000	500 000	1 500 000
08040401	Abanco	1 000 000	500 000	1 500 000
08050101	Achibogho	3 867 000	8 769 000	12 636 000
08050201	Imbulal	3 867 000	8 769 000	12 636 000
08050301	Infalfalane	1 000 000	500 000	1 500 000
08060101	Anéfif	20 999 000	8 769 000	29 768 000
08060201	Dadate	1 000 000	500 000	1 500 000
08060301	Teknewène	1 000 000	500 000	1 500 000
08070101	Timtaghène	24 090 000	8 769 000	32 859 000
08070201	Almahmoud	1 000 000	500 000	1 500 000
08070301	Tayhoten	1 000 000	500 000	1 500 000
08080101	Aguel-Hoc	22 752 000	8 769 000	31 521 000
08080201	Taghlit	1 000 000	500 000	1 500 000
08080301	Tadjmart	1 000 000	500 000	1 500 000
08090101	Takalote	1 000 000	500 000	1 500 000
08090201	Amassine	1 000 000	500 000	1 500 000
08090301	Tassik	1 000 000	500 000	1 500 000
08090401	Touzek	1 000 000	500 000	1 500 000
Total région de Kidal		***455 748 000***	***185 881 000***	***641 629 000***

REGION DE TAOUDENI

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
09000000	REGION DE TAOUDENNI	127 911 000	61 192 000	189 103 000
09010101	Taoudenit	14 628 000	8 769 000	23 397 000
09010201	Teghaza	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09010301	Zouelya	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09010401	Alhank	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09020101	Araouane	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09020201	Achamour	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09020301	M'back-Samn	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09020401	Tinéguelhadj	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09020501	Wade Lahjare	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09030101	Foum-Elba	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09030201	Alougla	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09030301	Bougwera	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09030401	Lamhaïmide	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09030501	Touwal	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09040101	Boujbeha	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09040201	Agouni	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09040301	Erg-Lakhal	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09040401	Limgassim	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09040501	Tichift	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09050101	Al-Ourche	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09050201	Diaba	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09050301	Oum-Laazam	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09050401	Tamagounite	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09050501	Ziriba	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09050601	Nibkit-El Elk	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09060101	Achouratt	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09060201	Alfacrouna	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09060301	Algatara	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09060401	Almatla	18 046 000	8 769 000	26 815 000
09060501	Liraka	18 046 000	8 769 000	26 815 000
Total région de Taoudénni		***665 873 000***	***324 262 000***	***990 135 000***

REGION DE MENAKA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
10000000	REGION DE MENAKA	174 699 000	61 192 000	235 891 000
10010101	Assakaraye	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10010102	Iziguirète	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10010103	Inazole	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10010104	Commune urbaine de Ménaka	25 856 000	8 769 000	34 625 000
10010201	Infoukarétane	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10010202	Tabankort	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10010203	Tin Abaw	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10010301	Izgarat	1 000 000	500 000	1 500 000
10010401	Haïgana	1 000 000	500 000	1 500 000
10020101	Chiman	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10020102	Intadeyne	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10020103	Tidermène	27 188 000	8 769 000	35 957 000
10020201	Inhinita	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10020301	Téguerert	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10030101	Inékar	28 602 000	8 769 000	37 371 000
10030201	Tadriante	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10030301	Aghazraghane	1 000 000	500 000	1 500 000
10040101	Andéramboukane	25 335 000	8 769 000	34 104 000
10040102	Alladi	1 000 000	500 000	1 500 000
10040103	Afarakrak	1 000 000	500 000	1 500 000
10040201	Azawak	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10040301	Tamalet	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10050101	Anouzagrène	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10050201	Tissalatène	1 000 000	500 000	1 500 000
10060101	Inlamawane (Fanfi)	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10060201	Alata	27 866 000	8 769 000	36 635 000
10060301	Tissouakh	18 046 000	8 769 000	26 815 000
10060302	Inagade	1 000 000	500 000	1 500 000
Total région de Ménaka		***605 282 000***	***248 841 000***	***854 123 000***

REGION DE NIORO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
11000000	REGION DE NIORO	1 000 000	500 000	1 500 000
11010101	Guétéma	12 861 000	8 769 000	21 630 000
11010102	Gadiaba Kadiel	16 745 000	8 769 000	25 514 000
11010103	Commune urbaine Nioro	15 472 000	10 961 000	26 433 000
11010104	Nioro Tougouné Rangabé	13 007 000	8 769 000	21 776 000
11010105	Yéréré	16 969 000	8 769 000	25 738 000
11010201	Diaye Coura	14 532 000	8 769 000	23 301 000
11010202	Gavinané	16 958 000	8 769 000	25 727 000
11010203	Commune urbaine Youri	12 987 000	8 769 000	21 756 000
11010301	Gogui	18 286 000	8 769 000	27 055 000
11010401	Simbi	18 002 000	8 769 000	26 771 000
11020101	Diéma	15 925 000	10 961 000	26 886 000
11020102	Dianguirdé	13 617 000	8 769 000	22 386 000
11020103	Madiga Sacko	14 721 000	8 769 000	23 490 000
11020201	Dioumara Koussata	17 090 000	8 769 000	25 859 000
11020202	Gomitradougou	13 519 000	8 769 000	22 288 000
11030101	Diangounté Camara	16 260 000	10 961 000	27 221 000
11030102	Fatao	14 943 000	8 769 000	23 712 000
11030103	Lambidou	13 614 000	8 769 000	22 383 000
11030201	Diéoura	15 219 000	8 769 000	23 988 000
11040101	Sandaré	17 072 000	10 961 000	28 033 000
11040201	Lakamané	15 365 000	8 769 000	24 134 000
11040202	Sansankidé	14 079 000	8 769 000	22 848 000
11050101	Troungoumbé	18 366 000	8 769 000	27 135 000
11050102	Baniéré Kore	14 810 000	8 769 000	23 579 000
11050103	Diabigué	14 450 000	8 769 000	23 219 000
11050104	Diarra	14 697 000	8 769 000	23 466 000
11050201	Koréra Koré	17 683 000	8 769 000	26 452 000
11060101	Béma	18 547 000	10 961 000	29 508 000
11060102	Fassoudébé	14 954 000	8 769 000	23 723 000
11060103	Guédébiné	14 921 000	8 769 000	23 690 000
11060201	Grouméra	16 694 000	8 769 000	25 463 000
Total région de Nioro		***483 365 000***	***283 299 000***	***766 664 000***

REGION DE KITA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
12000000	REGION DE KITA	1 000 000	500 000	1 500 000
12010101	Commune urbaine Kita	25 825 000	13 153 000	38 978 000
12010102	Badia	24 729 000	8 769 000	33 498 000
12010103	Bendougouba	25 935 000	8 769 000	34 704 000
12010104	Benkady Founia	23 540 000	8 769 000	32 309 000
12010105	Boudofo	12 977 000	8 769 000	21 746 000
12010106	Kita Nord	23 318 000	8 769 000	32 087 000
12010107	Kita Ouest	27 207 000	8 769 000	35 976 000
12010201	Djidian	23 390 000	8 769 000	32 159 000
12010202	Namala Guimbala	27 445 000	8 769 000	36 214 000
12010203	Saboula	24 858 000	8 769 000	33 627 000
12010204	Souransan Tomota	24 840 000	8 769 000	33 609 000
12020101	Gadougou 1	28 418 000	8 769 000	37 187 000
12020201	Kokofata	28 064 000	8 769 000	36 833 000
12020202	Bougaribaya	25 418 000	8 769 000	34 187 000
12020203	Tambaga	27 824 000	8 769 000	36 593 000
12020301	Koulou	30 822 000	8 769 000	39 591 000
12020401	Gadougou 2	26 871 000	8 769 000	35 640 000
12030101	Sébékoro	16 163 000	10 961 000	27 124 000
12030102	Kassaro	16 298 000	8 769 000	25 067 000
12030103	Kotouba	14 022 000	8 769 000	22 791 000
12030201	Madina	17 653 000	8 769 000	26 422 000
12040101	Commune urbaine de Toukoto	14 900 000	8 769 000	23 669 000
12040201	Kobri	17 444 000	8 769 000	26 213 000
12040202	Niantanso	13 993 000	8 769 000	22 762 000
12050101	Séféto Ouest	27 372 000	8 769 000	36 141 000
12050102	Séféto Nord	26 316 000	8 769 000	35 085 000
12050103	Djougoun	26 313 000	8 769 000	35 082 000
12050201	Commune urbaine de Kourouninkoto	25 555 000	8 769 000	34 324 000
12050202	Didenko	26 046 000	8 769 000	34 815 000
12050203	Guémoukouraba	27 694 000	8 769 000	36 463 000
12060101	Sirakoro	13 766 000	8 769 000	22 535 000
12060102	Senko	13 448 000	8 769 000	22 217 000
12060201	Makono	13 894 000	8 769 000	22 663 000
Total région de Kita		***743 358 000***	***296 453 000***	***1 039 811 000***

REGION DE DIOILA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
13000000	REGION DE DIOILA	1 000 000	500 000	1 500 000
13010101	Dègnèkoro	9 114 000	8 769 000	17 883 000
13010102	Kaladougou	9 688 000	10 961 000	20 649 000
13010103	Kilidougou	13 240 000	8 769 000	22 009 000
13010104	N'Garadougou	12 397 000	8 769 000	21 166 000
13010105	Wacoro	12 644 000	8 769 000	21 413 000
13010201	Kémé-Kafo	13 064 000	10 961 000	24 025 000
13020101	Banco	14 145 000	10 961 000	25 106 000
13020201	N'Golobougou	10 785 000	8 769 000	19 554 000
13030101	Benkadi	10 866 000	8 769 000	19 635 000
13030102	Diedougou	11 274 000	10 961 000	22 235 000
13030103	Jèkafo	10 235 000	8 769 000	19 004 000
13030201	Dolendougou	13 416 000	8 769 000	22 185 000
13040101	Binko	10 515 000	8 769 000	19 284 000
13040102	Guégnéka	9 582 000	10 961 000	20 543 000
13040103	Kéréla	8 507 000	8 769 000	17 276 000
13040201	Zan Coulibaly	11 642 000	8 769 000	20 411 000
13040202	Ténindougou	11 748 000	8 769 000	20 517 000
13040203	Diouman	10 338 000	8 769 000	19 107 000
13040301	Nangola	11 742 000	8 769 000	20 511 000
13050101	Massigui	14 382 000	13 153 000	27 535 000
13050201	Niantji1a	13 601 000	8 769 000	22 370 000
13060101	N'Dlondougou	13 697 000	8 769 000	22 466 000
13060201	Diêbé	14 484 000	8 769 000	23 253 000
Total région de Diola		***272 106 000***	***217 531 000***	***489 637 000***

REGION DE NARA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
14000000	REGION DE NARA	1 000 000	500 000	1 500 000
14010101	Nara	26 264 000	10 961 000	37 225 000
14010102	Guéneibé	25 679 000	8 769 000	34 448 000
14010201	Ouagadou	27 379 000	8 769 000	36 148 000
14020101	Allahina	15 125 000	8 769 000	23 894 000
14020102	Dogofry	18 904 000	10 961 000	29 865 000
14020201	Dabo	15 245 000	8 769 000	24 014 000
14030101	Dilly	15 678 000	10 961 000	26 639 000
14030201	Koronga	13 068 000	8 769 000	21 837 000
14040101	Niamana	13 691 000	10 961 000	24 652 000
14040201	Madina kagoro	1 000 000	500 000	1 500 000
14050101	Guiré	13 358 000	8 769 000	22 127 000
14050201	Boudjiguiré	1 000 000	500 000	1 500 000
14060101	Fallou	15 693 000	10 961 000	26 654 000
14060201	Digan	1 000 000	500 000	1 500 000
Total région de Nara		***204 084 000***	***109 419 000***	***313 503 000***

REGION DE BOUGOUNI

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
15000000	REGION DE BOUGOUNI	1 000 000	500 000	1 500 000
15010101	Commune urbaine de Bougouni	13 340 000	13 153 000	26 493 000
15010102	Faradiélé	15 203 000	8 769 000	23 972 000
15010103	Kokélé	12 160 000	8 769 000	20 929 000
15010104	Kola	10 756 000	8 769 000	19 525 000
15010105	Sido	14 917 000	8 769 000	23 686 000
15010106	Tièmala Banimonotié	15 236 000	8 769 000	24 005 000
15010201	Kéléya	18 043 000	10 961 000	29 004 000
15010202	Ouroun	15 849 000	8 769 000	24 618 000
15010203	Syentoula	12 224 000	8 769 000	20 993 000
15010301	Zantiébougou	13 357 000	10 961 000	24 318 000
15010401	Danou	12 449 000	8 769 000	21 218 000
15010402	Faragouaran	13 105 000	8 769 000	21 874 000
15010403	Kouroulamini	12 948 000	8 769 000	21 717 000
15020101	Wassoulou-Ballé	16 239 000	13 153 000	29 392 000
15020201	Gouandiaka	18 737 000	10 961 000	29 698 000
15020301	Bolo Fouta	12 115 000	8 769 000	20 884 000
15020302	Djiguiya de Koloni	12 394 000	8 769 000	21 163 000
15020401	Koussan	20 418 000	8 769 000	29 187 000
15020501	Gouanan	15 458 000	10 961 000	26 419 000
15020601	Djallon Foula	15 003 000	8 769 000	23 772 000
15020602	Yallankoro Soloba	14 624 000	8 769 000	23 393 000
15020701	Séré Moussa Ani Samou de Siékorolé	15 275 000	8 769 000	24 044 000
15030101	Kolondiéba	24 675 000	13 153 000	37 828 000
15030102	Ména	23 305 000	8 769 000	32 074 000
15030103	N'Golodiana	22 844 000	8 769 000	31 613 000
15030201	Kébila	24 883 000	10 961 000	35 844 000
15030301	Tousséguéla	23 560 000	8 769 000	32 329 000
15030302	Kolosso	22 164 000	8 769 000	30 933 000
15040101	Garalo	15 837 000	10 961 000	26 798 000
15040102	Bladié-Tiémala	13 302 000	8 769 000	22 071 000
15040103	Défina	12 973 000	8 769 000	21 742 000
15040104	Yiridougou	14 617 000	8 769 000	23 386 000
15040201	Sibirila	18 910 000	10 961 000	29 871 000
15040202	Yinindougou	16 121 000	8 769 000	24 890 000
15050101	Koumantou	16 038 000	13 153 000	29 191 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
15050201	Sanso	13 228 000	10 961 000	24 189 000
15050202	Débélin	9 376 000	8 769 000	18 145 000
15050203	Domba	15 787 000	8 769 000	24 556 000
15050204	Wola	10 772 000	8 769 000	19 541 000
15060101	Baya	15 143 000	10 961 000	26 104 000
15060102	Tagandougou	15 297 000	8 769 000	24 066 000
15060103	Sankarani	12 838 000	8 769 000	21 607 000
15060104	Séléfougou	14 505 000	8 769 000	23 274 000
15060201	Kourouba	12 085 000	8 769 000	20 854 000
15060202	Tiakadougou-Dialakoro	14 151 000	8 769 000	22 920 000
15060203	Niagadina	11 552 000	8 769 000	20 321 000
15070101	Ouélessébougou	12 745 000	13 153 000	25 898 000
15070201	Faraba	13 417 000	8 769 000	22 186 000
15070301	Sanankoro-Djitoumou	11 040 000	8 769 000	19 809 000
15080101	Kadiana	27 007 000	10 961 000	37 968 000
15080201	Nangalasso	25 457 000	8 769 000	34 226 000
15080301	Tiongui	23 191 000	8 769 000	31 960 000
15090101	Fakola	14 932 000	10 961 000	25 893 000
15090102	Bougoula	12 798 000	8 769 000	21 567 000
15090201	Farako	15 178 000	8 769 000	23 947 000
15100101	Dogo	14 568 000	10 961 000	25 529 000
15100201	Meridiéla	14 607 000	8 769 000	23 376 000
Total région de Bougouni		***899 753 000***	***548 557 000***	***1 448 310 000***

REGION DE KOUTIALA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
16000000	REGION DE KOUTIALA	1 000 000	500 000	1 500 000
16010101	Commune urbaine de Koutiala	13 187 000	15 345 000	28 532 000
16010102	Logouana	15 173 000	8 769 000	23 942 000
16010103	Nafanga	12 471 000	8 769 000	21 240 000
16010104	Nampé	9 867 000	8 769 000	18 636 000
16010105	N'Golonianasso	13 112 000	8 769 000	21 881 000
16010106	N'Goutjina	11 901 000	8 769 000	20 670 000
16010107	Sincina	11 972 000	8 769 000	20 741 000
16010108	Songo-Doubacoré	13 993 000	8 769 000	22 762 000
16010109	Songoua	12 209 000	8 769 000	20 978 000
16010110	Yognogo	11 180 000	8 769 000	19 949 000
16010201	Zébala	14 107 000	8 769 000	22 876 000
16010301	Diaramana	16 521 000	10 961 000	27 482 000
16020101	Karangana	15 530 000	8 769 000	24 299 000
16020102	Kiffosso 1	13 390 000	8 769 000	22 159 000
16020103	Yorosso	14 536 000	10 961 000	25 497 000
16020201	Mahou	11 234 000	8 769 000	20 003 000
16020301	Boura	15 455 000	10 961 000	26 416 000
16020302	Koumbia	10 157 000	10 961 000	21 118 000
16020303	Menamba 1	13 667 000	8 769 000	22 436 000
16030101	M'Pèssoba	12 464 000	10 961 000	23 425 000
16030102	Kafo Faboli	11 150 000	8 769 000	19 919 000
16030103	Karagouana Mallé	10 884 000	8 769 000	19 653 000
16030104	N'Tossoni	10 813 000	8 769 000	19 582 000
16030105	Tao	11 217 000	8 769 000	19 986 000
16030106	Zanina	10 035 000	8 769 000	18 804 000
16030201	Mièna	14 895 000	8 769 000	23 664 000
16030301	Fakolo	12 361 000	8 769 000	21 130 000
16040101	Kolonigué	17 420 000	10 961 000	28 381 000
16040102	Koningué	15 249 000	8 769 000	24 018 000
16040103	Kapala	11 964 000	8 769 000	20 733 000
16040201	Diouradougou Kafo	10 933 000	8 769 000	19 702 000
16040301	Gouadié Sougouna	13 744 000	8 769 000	22 513 000
16050101	Koury	24 867 000	13 153 000	38 020 000
16050201	Ourikéla	27 102 000	10 961 000	38 063 000
16060101	Konséguéla	13 209 000	10 961 000	24 170 000
16060201	Diédougou	9 383 000	8 769 000	18 152 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
16060301	Konina	14 721 000	8 769 000	23 490 000
16070101	Gouadji Kao	13 213 000	8 769 000	21 982 000
16070102	Kouniana	11 989 000	8 769 000	20 758 000
16070103	Niantaga	10 629 000	8 769 000	19 398 000
16070104	Zanfigué	11 078 000	8 769 000	19 847 000
16070201	Sorobasso	11 482 000	8 769 000	20 251 000
16070301	Koromo	12 009 000	8 769 000	20 778 000
16080101	Zangasso	13 085 000	8 769 000	21 854 000
16080102	Sinkolo	14 462 000	8 769 000	23 231 000
16080201	Fagui	11 759 000	8 769 000	20 528 000
Total région de Koutiala		***612 779 000***	***432 370 000***	***1 045 149 000***

REGION DE SAN

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
17000000	REGION DE SAN	1 000 000	500 000	1 500 000
17010101	Commune urbaine de San	13 120 000	13 153 000	26 273 000
17010102	Djéguéna	10 297 000	8 769 000	19 066 000
17010103	N'Goa	10 220 000	8 769 000	18 989 000
17010104	Niasso	11 678 000	8 769 000	20 447 000
17010105	Somo	13 635 000	8 769 000	22 404 000
17010106	Ténéni	12 214 000	8 769 000	20 983 000
17010201	Baramandougou	13 391 000	8 769 000	22 160 000
17010202	Fion	12 640 000	8 769 000	21 409 000
17010203	Tènè	17 059 000	10 961 000	28 020 000
17020101	Tominian	19 109 000	10 961 000	30 070 000
17020102	Yasso	19 124 000	8 769 000	27 893 000
17020201	Bénéna	21 417 000	8 769 000	30 186 000
17020301	Koula	21 727 000	8 769 000	30 496 000
17020302	Lanfiala	18 504 000	8 769 000	27 273 000
17030101	Kaniégué	10 843 000	8 769 000	19 612 000
17030102	Karaba	15 016 000	8 769 000	23 785 000
17030103	Kava	15 078 000	8 769 000	23 847 000
17030104	Waki	11 481 000	8 769 000	20 250 000
17030105	Diakourouna	11 956 000	8 769 000	20 725 000
17030201	Kassorola	16 394 000	8 769 000	25 163 000
17030202	Moribila	12 569 000	8 769 000	21 338 000
17030203	Tourakolomba	12 454 000	8 769 000	21 223 000
17030301	Dah	15 791 000	8 769 000	24 560 000
17030302	Sourountouna	10 852 000	8 769 000	19 621 000
17040101	Yangasso	19 027 000	10 961 000	29 988 000
17040102	Kazangasso	23 263 000	8 769 000	32 032 000
17040103	Korodougou	23 534 000	8 769 000	32 303 000
17040104	Koulandougou	21 774 000	8 769 000	30 543 000
17040201	Fani	26 721 000	8 769 000	35 490 000
17040301	Diéli	22 016 000	8 769 000	30 785 000
17040302	Niamana	20 608 000	8 769 000	29 377 000
17040304	N'Torosso	22 051 000	8 769 000	30 820 000
17050101	Fangasso	14 826 000	10 961 000	25 787 000
17050102	Ouan	12 710 000	8 769 000	21 479 000
17050201	Timissa	17 494 000	10 961 000	28 455 000
17060101	Mandiakuy	26 340 000	8 769 000	35 109 000
17060102	Diora	24 721 000	8 769 000	33 490 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
17060103	Sanékuy	28 387 000	8 769 000	37 156 000
17060201	Mafouné	27 043 000	8 769 000	35 812 000
17070101	Sy	12 187 000	8 769 000	20 956 000
17070102	Ouolon	12 288 000	8 769 000	21 057 000
17070201	Siadougou	14 374 000	8 769 000	23 143 000
Total région de San		***716 933 000***	***384 142 000***	***1 101 075 000***

REGION DE DOUENTZA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
18000000	REGION DE DOUENTZA	1 000 000	500 000	1 500 000
18010101	Commune urbaine Douentza	28 155 000	10 961 000	39 116 000
18010102	Débéré	21 863 000	8 769 000	30 632 000
18010103	Dianwély	25 675 000	8 769 000	34 444 000
18010104	Gandamia	27 708 000	8 769 000	36 477 000
18010105	Kéréna	25 344 000	8 769 000	34 113 000
18010106	Koubewel Koundia	26 786 000	8 769 000	35 555 000
18010107	Petaka	24 695 000	8 769 000	33 464 000
18010201	Tedié	23 930 000	8 769 000	32 699 000
18010301	Korarou	14 406 000	8 769 000	23 175 000
18010401	Dallah	28 203 000	8 769 000	36 972 000
18020101	Dangol-Boré	16 241 000	10 961 000	27 202 000
18020201	N'Doumpa	1 000 000	500 000	1 500 000
18020301	Doumbara	1 000 000	500 000	1 500 000
18030101	Hombori	33 389 000	8 769 000	42 158 000
18030201	Gallou	1 000 000	500 000	1 500 000
18040101	Djaptodji	28 082 000	10 961 000	39 043 000
18040201	Kaniomné	1 000 000	500 000	1 500 000
18040301	Takouti	1 000 000	500 000	1 500 000
18050101	Mondoro	30 635 000	10 961 000	41 596 000
18050201	Boulkessi	1 000 000	500 000	1 500 000
18050301	Niagassadiou	1 000 000	500 000	1 500 000
18060101	Haire	29 802 000	10 961 000	40 763 000
18060201	Nokara	1 000 000	500 000	1 500 000
18060301	Tabi	1 000 000	500 000	1 500 000
Total région de Douentza		***394 914 000***	***147 495 000***	***542 409 000***

REGION DE BANDIAGARA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
19000000	REGION DE BANDIAGARA	1 000 000	500 000	1 500 000
19010101	Commune Urbaine de Bandiagara	15 556 000	8 769 000	24 325 000
19010102	Dandoli	13 281 000	8 769 000	22 050 000
19010103	Doucombo	16 791 000	10 961 000	27 752 000
19010104	Soroly	12 268 000	8 769 000	21 037 000
19010201	Bara Sara	14 281 000	8 769 000	23 050 000
19010202	Pignari	13 912 000	8 769 000	22 681 000
19010203	Timniri	14 314 000	8 769 000	23 083 000
19010301	Dourou	14 971 000	8 769 000	23 740 000
19010302	Pélou	17 512 000	8 769 000	26 281 000
19010401	Pignari Bana	13 971 000	10 961 000	24 932 000
19020101	Bondo	15 968 000	10 961 000	26 929 000
19020102	Koro	14 346 000	13 153 000	27 499 000
19020103	Youdiou	17 024 000	8 769 000	25 793 000
19020201	Bamba	14 024 000	8 769 000	22 793 000
19020202	Diankabou	13 964 000	8 769 000	22 733 000
19020203	Yoro	19 537 000	8 769 000	28 306 000
19020301	Dinangourou	19 233 000	10 961 000	30 194 000
19020401	Dioungani	17 156 000	10 961 000	28 117 000
19020501	Koporokendie Na	15 285 000	8 769 000	24 054 000
19020502	Koporo Pen	15 441 000	8 769 000	24 210 000
19020503	Pel Maoudé	15 402 000	8 769 000	24 171 000
19020601	Madougou	17 455 000	10 961 000	28 416 000
19020602	Barapiréli	14 780 000	8 769 000	23 549 000
19020701	Dougouténé 1	15 582 000	10 961 000	26 543 000
19020702	Dougouténé II	15 368 000	8 769 000	24 137 000
19020801	Kassa	14 351 000	8 769 000	23 120 000
19030101	Bankass	13 220 000	10 961 000	24 181 000
19030201	KanÎ-Bonzon	13 010 000	8 769 000	21 779 000
19030202	Dimbal Habbé	13 067 000	8 769 000	21 836 000
19030301	Ségué	15 770 000	10 961 000	26 731 000
19040101	Kendié	17 821 000	10 961 000	28 782 000
19040102	Kendé	15 590 000	8 769 000	24 359 000
19040103	Dogani Béré	13 489 000	8 769 000	22 258 000
19040104	Lowol Guéou	12 287 000	8 769 000	21 056 000
19040201	Borko	15 123 000	8 769 000	23 892 000
19050101	Diamnati	17 576 000	8 769 000	26 345 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
19050102	Ondougou	14 844 000	8 769 000	23 613 000
19050103	Segué Iré	14 721 000	8 769 000	23 490 000
19050201	Métoumou	17 764 000	8 769 000	26 533 000
19060101	Diallassagou	14 927 000	10 961 000	25 888 000
19060102	Lessagou Habé	10 857 000	8 769 000	19 626 000
19060103	Soubala	11 120 000	8 769 000	19 889 000
19060104	Tori	13 750 000	8 769 000	22 519 000
19060201	Koulogon Habé	15 246 000	8 769 000	24 015 000
19070101	Sangha	15 576 000	10 961 000	26 537 000
19070201	Iréli	1 000 000	500 000	1 500 000
19080101	Wadouba	16 671 000	10 961 000	27 632 000
19080201	Sal	1 000 000	500 000	1 500 000
19080301	Ouroli	1 000 000	500 000	1 500 000
19080401	Menthely	1 000 000	500 000	1 500 000
19090101	Sokoura	15 198 000	10 961 000	26 159 000
19090201	Baye	15 828 000	10 961 000	26 789 000
19090301	Ouonkoro	15 404 000	10 961 000	26 365 000
Total région de Bandiagara		***745 632 000***	***471 637 000***	***1 217 269 000***

DISTRICT DE BAMAKO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
20000000	DISTRICT DE BAMAKO	105 389 000	106 879 000	212 268 000
20000001	COMMUNE I	24 491 000	15 345 000	39 836 000
20000002	COMMUNE II	24 491 000	15 345 000	39 836 000
20000003	COMMUNE III	24 491 000	15 345 000	39 836 000
20000004	COMMUNE IV	24 491 000	15 345 000	39 836 000
20000005	COMMUNE V	24 491 000	15 345 000	39 836 000
20000006	COMMUNE VI	16 757 000	15 345 000	32 102 000
20000007	Dialakorodji	17 172 000	13 153 000	30 325 000
20000008	Dogodouma	12 494 000	8 769 000	21 263 000
20000009	Kalabancoro	17 520 000	15 345 000	32 865 000
20000010	Moribabougou	15 768 000	10 961 000	26 729 000
20000011	Ngabacoro-Droit	14 450 000	10 961 000	25 411 000
20000012	Sangarébougou	18 429 000	13 153 000	31 582 000
Total région de District de Bamako		***340 434 000***	***271 291 000***	***611 725 000***

RECAPUTILATIF

REGION	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
Total région de Kayes	*1 672 661 000*	*683 739 000*	*2 356 400 000*
Total région de Koulikoro	*1 330 002 000*	*661 815 000*	*1 991 817 000*
Total région de Sikasso	*761 451 000*	*568 050 000*	*1 329 501 000*
Total région de Ségou	*1 006 307 000*	*829 422 000*	*1 835 729 000*
Total région de Mopti	*647 676 000*	*496 513 000*	*1 144 189 000*
Total région de Tombouctou	*1 287 967 000*	*531 331 000*	*1 819 298 000*
Total région de Gao	*765 838 000*	*307 952 000*	*1 073 790 000*
Total région de Kidal	*455 748 000*	*185 881 000*	*641 629 000*
Total région de Taoudéni	*665 873 000*	*324 262 000*	*990 135 000*
Total région de Ménaka	*605 282 000*	*248 841 000*	*854 123 000*
Total région de Nioro	*483 365 000*	*283 299 000*	*766 664 000*
Total région de Kita	*743 358 000*	*296 453 000*	*1 039 811 000*
Total région de Dioila	*272 106 000*	*217 531 000*	*489 637 000*
Total région de Nara	*204 084 000*	*109 419 000*	*313 503 000*
Total région de Bougouni	*899 753 000*	*548 557 000*	*1 448 310 000*
Total région de Koutiala	*612 779 000*	*432 370 000*	*1 045 149 000*
Total région de San	*716 933 000*	*384 142 000*	*1 101 075 000*
Total région de Douentza	*394 914 000*	*147 495 000*	*542 409 000*
Total région de Bandiagara	*745 632 000*	*471 637 000*	*1 217 269 000*
Total District de Bamako	*340 434 000*	*271 291 000*	*611 725 000*
Total général	***14 612 163 000***	***8 000 000 000***	***22 612 163 000***

ETAT G

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
01.1	**Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères**			
	Personnel	0	96 286 105	108 909 101
	Biens et services	0	147 042 890	160 205 474
	Transferts et subventions	0	20 211 267	24 467 854
	Investissement	146 848 690	141 676 136	110 194 690
Total		**146 848 690**	**405 216 398**	**403 777 119**
01.2	**Aide économique extérieure**			
	Biens et services	0	11 909	26 244
Total		**0**	**11 909**	**26 244**
01.3	**Services généraux**			
	Personnel	0	3 089 894	3 220 530
	Biens et services	0	1 494 691	2 311 456
	Transferts et subventions	0	4 550 843	5 588 985
	Investissement	31 259 000	12 903 969	21 659 000
Total		**31 259 000**	**22 039 397**	**32 779 971**
01.4	**Recherche fondamentale**			
	Transferts et subventions	0	678 077	958 168
	Investissement	100 000	49 037	100 000
Total		**100 000**	**727 114**	**1 058 168**
01.5	**Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques**			
	Personnel	0	135 286	150 594
	Biens et services	0	151 672	251 489
	Transferts et subventions	0	122 314	160 500
	Investissement	1 875 000	915 406	1 875 000
Total		**1 875 000**	**1 324 678**	**2 437 583**
01.6	**Services généraux des administrations publiques n.c.a.**			
	Personnel	0	56 960 286	64 876 472
	Biens et services	0	97 394 454	190 766 188
	Transferts et subventions	0	12 896 810	35 090 649
	Investissement	375 312 428	22 631 409	71 599 622
Total		**375 312 428**	**189 882 959**	**362 332 931**
01.7	**Opérations concernant la dette publique**			
	Biens et services	0	245 852 000	303 259 000
Total		**0**	**245 852 000**	**303 259 000**
01.8	**Transferts de caractère général entre administrations publiques**			
	Transferts et subventions	0	28 064 829	40 275 077
	Investissement	0	14 612 163	14 612 163
Total		**0**	**42 676 992**	**54 887 240**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
02.1	**Défense militaire**			
	Biens et services	0	75 589 208	142 316 253
	Transferts et subventions	0	105 784	108 429
	Investissement	54 330 195	53 004 094	54 330 195
Total		**54 330 195**	**128 699 086**	**196 754 877**
02.3	**Aide militaire à des pays étrangers**			
	Transferts et subventions	0	184 856	189 477
	Investissement	10 668	10 408	10 668
Total		**10 668**	**195 264**	**200 145**
02.4	**Recherche-développement concernant la défense**			
	Investissement	26 265	25 625	26 265
Total		**26 265**	**25 625**	**26 265**
02.5	**Défense n.c.a.**			
	Personnel	0	308 198 463	376 696 967
	Biens et services	0	57 704 250	71 429 226
	Transferts et subventions	0	947 079	949 088
	Investissement	23 427 889	128 005 316	23 427 889
Total		**23 427 889**	**494 855 108**	**472 503 170**
03.1	**Services de police**			
	Personnel	0	112 123 000	125 210 095
	Biens et services	0	9 150 749	13 110 846
	Transferts et subventions	0	383 434	426 258
	Investissement	14 647 032	14 647 032	14 647 032
Total		**14 647 032**	**136 304 215**	**153 394 231**
03.2	**Services de protection civile**			
	Personnel	0	24 208 000	29 015 190
	Biens et services	0	2 037 897	3 756 737
	Transferts et subventions	0	189 000	244 000
	Investissement	5 021 036	5 021 036	5 021 036
Total		**5 021 036**	**31 455 933**	**38 036 963**
03.3	**Tribunaux**			
	Personnel	0	21 866 446	22 368 694
	Biens et services	0	6 744 816	8 857 585
	Transferts et subventions	0	472 114	599 116
	Investissement	5 332 377	3 443 081	3 832 377
Total		**5 332 377**	**32 526 457**	**35 657 772**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
03.4	**Administration pénitentiaire**			
	Personnel	0	4 570 395	4 574 822
	Biens et services	0	4 507 809	4 892 600
	Transferts et subventions	0	124 500	130 000
	Investissement	1 436 639	1 364 808	1 436 639
Total		**1 436 639**	**10 567 512**	**11 034 061**
03.6	**Ordre et sécurité publics n.c.a.**			
	Personnel	0	4 076 409	5 322 286
	Biens et services	0	490 499 573	184 083 331
	Transferts et subventions	0	5 290 812	4 473 227
	Investissement	20 696 227	25 825 255	20 696 227
Total		**20 696 227**	**525 692 049**	**214 575 071**
04.1	**Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi**			
	Personnel	0	5 389 817	5 443 723
	Biens et services	0	3 952 247	6 224 403
	Transferts et subventions	0	9 775 442	15 575 293
	Investissement	49 059 018	9 209 413	21 112 018
Total		**49 059 018**	**28 326 919**	**48 355 437**
04.2	**Agriculture, sylviculture, pêche et chasse**			
	Personnel	0	11 838 568	12 311 069
	Biens et services	0	13 635 881	17 770 507
	Transferts et subventions	0	125 849 497	82 070 474
	Investissement	47 907 050	87 952 896	104 039 050
Total		**47 907 050**	**239 276 842**	**216 191 100**
04.3	**Combustibles et énergie**			
	Personnel	0	492 490	511 075
	Biens et services	0	506 749	302 060
	Transferts et subventions	0	61 527 213	62 015 987
	Investissement	8 906 109	11 918 104	8 756 109
Total		**8 906 109**	**74 444 556**	**71 585 231**
04.4	**Industries extractives et manufacturières, construction**			
	Personnel	0	3 126 259	4 630 612
	Biens et services	0	2 624 340	4 652 077
	Transferts et subventions	0	2 289 749	87 440 991
	Investissement	20 897 237	4 301 083	10 697 237
Total		**20 897 237**	**12 341 431**	**107 420 917**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
04.5	**Transports**			
	Personnel	0	2 319 674	2 387 813
	Biens et services	0	815 434	1 825 553
	Transferts et subventions	0	454 635	884 964
	Investissement	277 638 787	55 174 215	104 058 787
Total		**277 638 787**	**58 763 958**	**109 157 117**
04.6	**Communications**			
	Personnel	0	2 366 260	2 176 819
	Biens et services	0	3 329 443	3 727 850
	Transferts et subventions	0	5 133 453	5 434 045
	Investissement	5 105 255	3 017 064	5 505 255
Total		**5 105 255**	**13 846 220**	**16 843 969**
04.7	**Autres branches d'activité**			
	Personnel	0	2 735 498	2 742 876
	Biens et services	0	3 418 941	3 766 982
	Transferts et subventions	0	1 081 099	1 097 677
	Investissement	2 232 600	2 243 371	2 432 600
Total		**2 232 600**	**9 478 909**	**10 040 135**
04.8	**Recherche-développement concernant les affaires économiques**			
	Transferts et subventions	0	2 045 536	2 374 533
	Investissement	20 674 694	33 191 939	21 324 694
Total		**20 674 694**	**35 237 475**	**23 699 227**
04.9	**Affaires économiques n.c.a.**			
	Personnel	0	2 181 723	1 826 374
	Biens et services	0	56 664 239	67 888 969
	Transferts et subventions	0	13 678	50 000
	Investissement	188 897 750	135 752 380	182 857 750
Total		**188 897 750**	**194 612 020**	**252 623 093**
05.1	**Gestion des déchets**			
	Investissement	200 000	165 557	200 000
Total		**200 000**	**165 557**	**200 000**
05.2	**Gestion des eaux usées**			
	Transferts et subventions	0	318 055	377 029
	Investissement	850 000	517 542	850 000
Total		**850 000**	**835 597**	**1 227 029**
05.3	**Lutte contre la pollution**			
	Personnel	0	15 570	16 867
	Biens et services	0	18 229	27 907
	Investissement	150 000	4 049 116	4 140 000
Total		**150 000**	**4 082 915**	**4 184 774**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
05.4	**Préservation de la diversité biologique et protection de la nature**			
	Personnel	0	3 817 530	4 070 927
	Biens et services	0	1 023 181	1 468 680
	Transferts et subventions	0	1 378 933	1 774 785
	Investissement	25 485 000	21 714 414	25 235 000
Total		**25 485 000**	**27 934 058**	**32 549 392**
05.6	**Protection de l'environnement n.c.a.**			
	Personnel	0	1 177 300	1 283 520
	Biens et services	0	1 634 887	2 077 005
	Transferts et subventions	0	561 002	100 502
	Investissement	4 810 000	971 967	1 610 000
Total		**4 810 000**	**4 345 156**	**5 071 027**
06.1	**Logement**			
	Biens et services	0	1 900	1 900
	Transferts et subventions	0	75 829	177 848
	Investissement	3 900 000	38 270	3 900 000
Total		**3 900 000**	**115 999**	**4 079 748**
06.2	**Équipements collectifs**			
	Personnel	0	166 658	189 545
	Biens et services	0	37 606	89 000
	Transferts et subventions	0	46 400	46 400
	Investissement	2 700 000	574 122	2 700 000
Total		**2 700 000**	**824 786**	**3 024 945**
06.3	**Alimentation en eau**			
	Personnel	0	1 013 151	1 041 209
	Biens et services	0	539 200	907 022
	Transferts et subventions	0	310 125	377 680
	Investissement	10 418 256	11 359 681	19 746 256
Total		**10 418 256**	**13 222 157**	**22 072 167**
06.5	**Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs**			
	Biens et services	0	25 134	65 000
	Investissement	200 000	25 117	200 000
Total		**200 000**	**50 251**	**265 000**
06.6	**Logement et équipements collectifs n.c.a ;**			
	Personnel	0	3 248 595	3 400 500
	Biens et services	0	2 338 342	4 108 031
	Transferts et subventions	0	3 297 407	820 324
	Investissement	14 269 950	970 512	10 669 950
Total		**14 269 950**	**9 854 856**	**18 998 805**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
07.1	**Produits, appareils et matériaux médicaux**			
	Biens et services	0	25 000	25 000
	Transferts et subventions	0	1 090 081	1 586 225
Total		**0**	**1 115 081**	**1 611 225**
07.2	**Services ambulatoires**			
	Transferts et subventions	0	1 075 456	1 112 584
	Investissement	20 087 050	11 151 839	23 087 050
Total		**20 087 050**	**12 227 295**	**24 199 634**
07.3	**Services hospitaliers**			
	Personnel	0	384 187	360 543
	Biens et services	0	820 352	890 417
	Transferts et subventions	0	25 345 791	28 267 809
	Investissement	36 041 931	125 352 589	230 361 931
Total		**36 041 931**	**151 902 919**	**259 880 700**
07.4	**Services de santé publique**			
	Personnel	0	16 906 302	17 816 736
	Biens et services	0	6 930 643	7 332 678
	Transferts et subventions	0	4 611 750	5 285 862
	Investissement	276 932	328 359	276 932
Total		**276 932**	**28 777 054**	**30 712 208**
07.5	**Recherche-développement dans le domaine de la santé**			
	Transferts et subventions	0	5 266 583	5 963 879
	Investissement	1 083 856	477 088	1 083 856
Total		**1 083 856**	**5 743 671**	**7 047 735**
07.6	**Santé n.c.a.**			
	Personnel	0	32 950 327	34 952 744
	Biens et services	0	10 328 957	15 737 913
	Transferts et subventions	0	10 825 453	10 420 292
	Investissement	6 980 353	1 999 746	4 280 353
Total		**6 980 353**	**56 104 483**	**65 391 302**
08.1	**Services récréatifs et sportifs**			
	Personnel	0	990 662	1 020 865
	Biens et services	0	5 853 210	6 919 189
	Transferts et subventions	0	863 465	839 631
	Investissement	105 040 994	52 102 562	103 190 994
Total		**105 040 994**	**59 809 899**	**111 970 679**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
08.2	**Services culturels**			
	Personnel	0	1 171 841	1 325 862
	Biens et services	0	971 856	1 920 221
	Transferts et subventions	0	1 704 037	2 418 407
	Investissement	1 460 977	481 439	1 310 977
Total		**1 460 977**	**4 329 173**	**6 975 467**
08.4	**Culte et autres services communautaires**			
	Biens et services	0	436 520	492 700
	Transferts et subventions	0	1 497 567	601 031
Total		**0**	**1 934 087**	**1 093 731**
08.5	**Recherche-développement dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte**			
	Biens et services	0	0	100 000
Total		**0**	**0**	**100 000**
08.6	**Loisirs, culture et culte n.c.a.**			
	Personnel	0	1 916 314	2 004 665
	Biens et services	0	2 492 329	3 407 470
	Transferts et subventions	0	2 592 293	2 086 177
	Investissement	5 507 606	537 262	1 307 606
Total		**5 507 606**	**7 538 198**	**8 805 918**
09.1	**Enseignement préélémentaire et primaire**			
	Personnel	0	260 569 119	275 479 055
	Biens et services	0	6 102 406	8 125 887
	Investissement	1 503 092	6 582 771	7 559 449
Total		**1 503 092**	**273 254 296**	**291 164 391**
09.2	**Enseignement secondaire**			
	Personnel	0	35 554 071	38 125 416
	Biens et services	0	19 483 138	22 479 823
	Transferts et subventions	0	7 807 353	8 212 101
	Investissement	3 674 390	41 926 144	43 634 953
Total		**3 674 390**	**104 770 706**	**112 452 293**
09.4	**Enseignement supérieur**			
	Personnel	0	4 677 211	4 656 969
	Biens et services	0	388 364	708 408
	Transferts et subventions	0	67 595 796	74 690 965
	Investissement	15 457 859	2 142 974	6 607 859
Total		**15 457 859**	**74 804 345**	**86 664 201**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
09.5	**Enseignement non défini par niveau**			
	Personnel	0	512 582	530 754
	Biens et services	0	1 117 794	1 705 172
	Transferts et subventions	0	539 416	970 420
	Investissement	356 124	88 941	356 124
Total		**356 124**	**2 258 733**	**3 562 470**
09.6	**Services annexes à l'enseignement**			
	Personnel	0	9 769 126	10 706 644
	Biens et services	0	8 117 294	10 020 032
	Transferts et subventions	0	2 584 271	100 800
	Investissement	1 278 575	995 068	2 044 809
Total		**1 278 575**	**21 465 759**	**22 872 285**
09.7	**Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement**			
	Transferts et subventions	0	636 045	1 297 225
	Investissement	24 247 029	10 625 314	5 047 029
Total		**24 247 029**	**11 261 359**	**6 344 254**
09.8	**Enseignement n.c.a.**			
	Personnel	0	56 015 998	52 593 892
	Biens et services	0	16 007 141	21 816 125
	Transferts et subventions	0	7 228 253	8 264 252
	Investissement	7 052 329	2 045 897	5 452 329
Total		**7 052 329**	**81 297 289**	**88 126 598**
10.1	**Maladie et invalidité**			
	Transferts et subventions	0	2 135 216	2 252 256
Total		**0**	**2 135 216**	**2 252 256**
10.2	**Vieillesse**			
	Personnel	0	40 000 000	40 000 000
	Transferts et subventions	0	6 746 421	13 284 729
	Investissement	307 500	0	307 500
Total		**307 500**	**46 746 421**	**53 592 229**
10.3	**Survivants**			
	Transferts et subventions	0	10 375 541	2 460 418
Total		**0**	**10 375 541**	**2 460 418**
10.4	**Famille et enfants**			
	Personnel	0	1 330 805	1 365 917
	Biens et services	0	1 051 306	1 835 457
	Transferts et subventions	0	1 095 884	978 022
	Investissement	3 133 571	1 403 212	2 233 571
Total		**3 133 571**	**4 881 207**	**6 412 967**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
10.7	**Exclusion sociale n.c.a.**			
	Biens et services	0	57 100	101 444
Total		**0**	**57 100**	**101 444**
10.8	**Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale**			
	Personnel	0	70 682	84 598
	Biens et services	0	10 011	37 779
	Transferts et subventions	0	275 493	348 734
	Investissement	621 429	454 061	621 429
Total		**621 429**	**810 247**	**1 092 540**
10.9	**Protection sociale n.c.a.**			
	Personnel	0	2 988 867	3 006 179
	Biens et services	0	1 271 353	1 769 458
	Transferts et subventions	0	29 148 894	30 805 423
	Investissement	2 497 763	497 698	1 847 763
Total		**2 497 763**	**33 906 812**	**37 428 823**
TOTAL GENERAL		**1 601 234 512**	**3 993 319 249**	**4 462 645 692**

ETAT H

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DES DEPENSES

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par section et groupe de fonction

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	300 000	12 586 802	13 630 872
Total	**300 000**	**12 586 802**	**13 630 872**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	976 300	13 118 547	16 749 715
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	3 176	6 260
02.5 Défense n.c.a.	0	1 415 607	1 861 017
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	108 139	193 700
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 050 000	0	4 122 330
04.6 Communications	0	51 168	90 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	0	85 020
07.4 Services de santé publique	0	415	815
08.2 Services culturels	0	19 158	35 000
Total	**2 026 300**	**14 716 210**	**23 143 857**
130 PRIMATURE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	2 600 000	7 914 243	8 967 632
01.3 Services généraux	200 000	2 349 770	2 402 948
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	660 000	865 000	1 200 000
02.5 Défense n.c.a.	0	53 669	108 049
03.3 Tribunaux	150 000	611 879	841 644
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	60 906	115 786
07.4 Services de santé publique	0	504	992
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	997 221	992 626
Total	**3 660 000**	**12 853 192**	**14 629 677**
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	381 000	5 140 993	6 193 048
Total	**381 000**	**5 140 993**	**6 193 048**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
03.3 Tribunaux	30 000	1 225 063	1 639 024
Total	**30 000**	**1 225 063**	**1 639 024**
150 COUR SUPREME			
03.3 Tribunaux	4 117 375	6 476 958	6 571 860
Total	**4 117 375**	**6 476 958**	**6 571 860**
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	5 603 614	1 627 826	2 307 554
Total	**5 603 614**	**1 627 826**	**2 307 554**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	89 899	1 162 010	1 571 500
Total	**89 899**	**1 162 010**	**1 571 500**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par section et groupe de fonction

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	7 365 781	49 382 345	48 290 949
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	1 090 081	1 586 225
Total	**7 365 781**	**50 472 426**	**49 877 174**
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	870 000	2 074 811	3 469 072
01.2 Aide économique extérieure	0	11 909	26 244
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	500 000	177 610	500 000
07.4 Services de santé publique	0	252	554
09.4 Enseignement supérieur	2 575 000	47 359	575 000
09.8 Enseignement n.c.a.	0	3 046	20 000
Total	**3 945 000**	**2 314 987**	**4 590 870**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	160 000	4 997 169	5 376 451
Total	**160 000**	**4 997 169**	**5 376 451**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
03.3 Tribunaux	290 000	1 245 006	1 986 333
Total	**290 000**	**1 245 006**	**1 986 333**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
03.3 Tribunaux	0	108 504	161 763
Total	**0**	**108 504**	**161 763**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par section et groupe de fonction

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	10 250	176 859	197 780
02.1 Défense militaire	54 330 195	128 699 086	196 754 877
02.3 Aide militaire à des pays étrangers	10 668	195 264	200 145
02.4 Recherche-développement concernant la défense	26 265	25 625	26 265
02.5 Défense n.c.a.	23 427 889	493 385 832	470 534 104
03.3 Tribunaux	0	64 593	66 208
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	4 924 100	2 404 000	4 924 100
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 125	10 001	10 251
07.3 Services hospitaliers	7 193 877	14 996 866	8 905 054
07.4 Services de santé publique	0	11 860	12 157
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 506	20 250	20 756
08.1 Services récréatifs et sportifs	994	152 753	156 571
08.2 Services culturels	71 977	140 456	163 969
09.2 Enseignement secondaire	15 182	101 054	113 580
09.4 Enseignement supérieur	32 800	200 000	240 000
09.8 Enseignement n.c.a.	17 386	399 937	409 936
10.2 Vieillesse	7 500	61 209	80 239
10.3 Survivants	0	10 375 541	2 460 418
10.9 Protection sociale n.c.a.	23 013	197 282	206 214
Total	**90 107 727**	**651 618 468**	**685 482 624**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	1 235 136	1 252 957
03.3 Tribunaux	645 002	20 974 041	22 159 792
03.4 Administration pénitentiaire	1 436 639	10 567 512	11 034 061
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	2 914 002	12 132 217	14 000 967
07.4 Services de santé publique	0	13 110	13 800
09.4 Enseignement supérieur	0	1 742 242	1 852 433
Total	**4 995 643**	**46 664 258**	**50 314 010**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	190 000	2 544 090	3 088 270
Total	**190 000**	**2 544 090**	**3 088 270**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	35 625	709 582	1 029 861
Total	**35 625**	**709 582**	**1 029 861**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par section et groupe de fonction

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
03.1 Services de police	14 647 032	136 304 215	153 394 231
03.2 Services de protection civile	5 021 036	31 455 933	38 036 963
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	12 822 500	34 155 268	24 975 741
07.6 Santé n.c.a.	0	17 000	20 000
09.8 Enseignement n.c.a.	0	67 000	67 000
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	17 000	20 000
Total	**32 490 568**	**202 016 416**	**216 513 935**
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT			
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	21 184 916	21 184 916
Total	**0**	**21 184 916**	**21 184 916**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	54 290 718	56 726 079	72 242 330
01.3 Services généraux	12 709 000	8 084 828	20 670 148
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	575 000	395 528	705 500
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	750 000	600 895	1 284 800
04.3 Combustibles et énergie	447 500	1 009 420	1 234 037
07.4 Services de santé publique	0	231	506
09.4 Enseignement supérieur	1 000 000	195 448	668 101
09.5 Enseignement non défini par niveau	300 000	361 020	930 748
Total	**70 072 218**	**67 373 449**	**97 736 170**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	83 000	1 026 054	1 709 209
Total	**83 000**	**1 026 054**	**1 709 209**
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	576	1 175
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	700 000	327 192	700 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	3 000 000	705 034	600 000
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	387 534	3 866 343	4 719 014
07.4 Services de santé publique	0	155	340
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 750	44 156	96 788
Total	**4 091 284**	**4 943 456**	**6 117 317**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par section et groupe de fonction

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	47 743	52 055
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	38 700 877	18 338 944	33 529 510
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	152	10 334
07.4 Services de santé publique		241	
09.2 Enseignement secondaire	0	110 000	110 000
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	156 437	173 885
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	164 500	69 752	164 500
Total	**38 865 377**	**18 723 269**	**34 040 284**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	990 904	1 286 893
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	600 000	601 958	1 032 083
09.8 Enseignement n.c.a.	0	19 000	20 000
Total	**600 000**	**1 611 862**	**2 338 976**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	41 424	56 967
01.3 Services généraux	14 600 000	8 058 686	5 532 400
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	23 081 701	47 588 973	68 136 373
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	0	24 240 648	34 887 240
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	54 778	209 000
04.6 Communications	0	242 617	42 617
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	600 000	182 603	600 000
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.		576 500	
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	600 000	130 718	600 000
07.4 Services de santé publique	0	202	442
09.5 Enseignement non défini par niveau	30 000	79 368	205 000
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	355 545	477 347
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	40 100	81 444
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 200 000	437 725	1 200 000
Total	**40 159 201**	**82 029 887**	**112 028 830**
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
04.6 Communications	340 965	2 748 477	3 177 641
Total	**340 965**	**2 748 477**	**3 177 641**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	855	900
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	297 500	509 145	539 524
08.4 Culte et autres services communautaires	0	1 934 087	1 093 731
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 106	1 045 591	1 211 396
Total	**345 606**	**3 489 678**	**2 845 551**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par section et groupe de fonction

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 100 000	9 875 912	11 165 350
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	190 561	200 590
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	6 142 500	7 000 000
07.4 Services de santé publique	0	48 526	51 080
Total	**2 100 000**	**16 257 499**	**18 417 020**
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI			
03.3 Tribunaux	100 000	1 820 413	2 231 148
Total	**100 000**	**1 820 413**	**2 231 148**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	9 621	10 411
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	8 210 607	4 708 379	6 954 910
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	7 837	7 837
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	312 112	692 960	1 187 576
04.7 Autres branches d'activité	0	19 968	33 217
04.9 Affaires économiques n.c.a.	5 896 750	1 538 935	2 092 856
07.4 Services de santé publique	0	255	558
09.4 Enseignement supérieur		671 698	
Total	**14 419 469**	**7 649 653**	**10 287 365**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	44 742	198 603	244 305
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	52 697	68 860
07.4 Services de santé publique	0	9 244	19 193
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	1 503 092	273 254 296	291 164 391
09.2 Enseignement secondaire	3 649 598	103 130 288	110 449 648
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	1 533 833	2 032 976
09.6 Services annexes à l'enseignement	1 278 575	21 465 759	22 872 285
09.8 Enseignement n.c.a.	4 452 958	54 959 555	62 247 966
Total	**10 928 965**	**454 604 275**	**489 099 624**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
01.4 Recherche fondamentale	100 000	727 114	1 058 168
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	231 183	224 611
07.3 Services hospitaliers	0	65 992	69 259
09.4 Enseignement supérieur	11 723 809	71 246 076	82 512 963
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	21 582 529	8 526 637	3 029 754
09.8 Enseignement n.c.a.	34 485	10 245 336	10 951 172
Total	**33 440 823**	**91 042 338**	**97 845 927**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par section et groupe de fonction

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1	**BUDGET GENERAL**			
510	**MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	8 195	9 818
01.3	Services généraux	0	7 428	15 888
04.7	Autres branches d'activité	50 000	533 644	944 957
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	23 814	51 845
07.4	Services de santé publique	0	1 633	3 596
08.2	Services culturels	1 389 000	4 169 559	6 776 498
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	409 500	2 780 410	3 291 202
09.2	Enseignement secondaire	0	425 113	502 355
09.4	Enseignement supérieur	126 250	701 522	815 704
Total		**1 974 750**	**8 651 318**	**12 411 863**
520	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	425	861
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	310 000	258 391	579 756
07.2	Services ambulatoires	20 011 050	11 209 077	23 123 634
07.4	Services de santé publique	0	185	404
08.1	Services récréatifs et sportifs	104 940 000	59 641 597	111 714 108
08.5	Recherche-développement dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte	0	0	100 000
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	5 050 000	3 712 197	4 303 320
09.2	Enseignement secondaire	9 610	587 981	728 374
09.8	Enseignement n.c.a.	450 000	579 593	725 198
Total		**130 770 660**	**75 989 446**	**141 275 655**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	788	1 605
07.2	Services ambulatoires	76 000	1 018 218	1 076 000
07.3	Services hospitaliers	28 848 054	136 840 061	250 906 387
07.4	Services de santé publique	274 100	28 670 879	30 561 836
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 073 350	5 723 421	7 026 979
07.6	Santé n.c.a.	6 577 028	52 307 478	61 743 331
10.1	Maladie et invalidité	0	2 135 216	2 252 256
10.2	Vieillesse	300 000	6 685 212	13 511 990
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	614 620	728 672	963 354
10.9	Protection sociale n.c.a.	1 271 000	6 808 523	9 286 348
Total		**39 034 152**	**240 918 468**	**377 330 086**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**			
07.6	Santé n.c.a.	400 000	3 713 301	3 545 551
Total		**400 000**	**3 713 301**	**3 545 551**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par section et groupe de fonction

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1	**BUDGET GENERAL**			
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	663	1 348
01.3	Services généraux		40 500	
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	19 216	45 000
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	100 000	15 549	100 000
07.4	Services de santé publique	2 832	12 223	28 957
07.6	Santé n.c.a.	3 325	66 704	82 420
08.1	Services récréatifs et sportifs	100 000	15 549	100 000
09.5	Enseignement non défini par niveau	6 624	45 980	104 574
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	164 970	650 000
10.4	Famille et enfants	2 933 571	4 152 269	5 562 967
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	6 809	81 575	129 186
10.9	Protection sociale n.c.a.	0	594 126	639 473
Total		**3 153 161**	**5 209 324**	**7 443 925**
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	1 152	2 350
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	200 000	131 018	377 857
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	500 000	475 000	500 000
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	19 135	200 000
04.5	Transports	127 638 787	45 093 613	82 857 117
04.7	Autres branches d'activité	0	19 136	100 000
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économiques	4 147 500	8 516 828	8 443 736
04.9	Affaires économiques n.c.a.	760 000	1 928 509	3 019 640
06.2	Équipements collectifs	0	46 400	46 400
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	300 000	722 252	767 524
07.4	Services de santé publique	0	543	1 195
09.5	Enseignement non défini par niveau	19 500	82 095	115 287
Total		**133 765 787**	**57 035 681**	**96 431 106**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	553	1 127
05.1	Gestion des déchets	200 000	165 557	200 000
05.2	Gestion des eaux usées	850 000	835 597	1 227 029
05.3	Lutte contre la pollution	0	33 799	44 774
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	22 650 000	24 569 379	28 415 023
05.6	Protection de l'environnement n.c.a.	4 750 000	3 268 576	4 570 947
Total		**28 450 000**	**28 873 461**	**34 458 900**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par section et groupe de fonction

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1	**BUDGET GENERAL**			
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	596	1 210
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	6 750 525	2 208 959
04.3	Combustibles et énergie	7 958 609	72 673 570	69 630 279
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	0	4 750	4 750
04.7	Autres branches d'activité	0	95 921	147 849
04.9	Affaires économiques n.c.a.	20 000	1 172 086	1 395 954
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	500 000	303 348	513 047
06.3	Alimentation en eau	10 350 000	13 048 901	21 898 911
07.4	Services de santé publique	0	113	247
Total		**18 828 609**	**94 049 810**	**95 801 206**
726	**MINISTERE DES MINES**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères		442	
04.3	Combustibles et énergie	500 000	418 124	720 915
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	18 780 000	2 604 237	7 184 874
04.9	Affaires économiques n.c.a.	1 060 000	2 007 657	2 036 097
09.8	Enseignement n.c.a.	0	0	15 000
Total		**20 340 000**	**5 030 460**	**9 956 886**
730	**MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION**			
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	0	2 000 000	2 000 000
04.6	Communications	4 474 290	9 516 270	11 788 258
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économiques	305 150	2 217 030	2 533 447
07.4	Services de santé publique	0	244	536
Total		**4 779 440**	**13 733 544**	**16 322 241**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**			
04.6	Communications	290 000	1 287 688	1 745 453
Total		**290 000**	**1 287 688**	**1 745 453**
740	**MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	218 000	445 583	817 973
01.3	Services généraux	750 000	498 185	1 158 587
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	25 712	35 090
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	350 000	2 196 488	3 001 150
06.1	Logement	3 900 000	115 999	4 079 748
06.2	Équipements collectifs	2 700 000	778 386	2 978 545
06.5	Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	200 000	50 251	265 000
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	13 369 950	9 001 886	17 631 281
10.4	Famille et enfants	200 000	78 938	200 000
Total		**21 687 950**	**13 191 428**	**30 167 374**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par section et groupe de fonction

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	894	1 815
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	30 955 550	128 824 108	118 733 553
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	3 085 068	4 000 000
04.7 Autres branches d'activité	0	3 317	7 189
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	3 800 000	28 703	300 000
05.3 Lutte contre la pollution	150 000	4 049 116	4 140 000
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	0	578 728	721 322
07.4 Services de santé publique	0	6 239	15 000
Total	**35 105 550**	**136 576 173**	**127 918 879**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	894	1 815
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	10 923 000	23 413 945	27 326 577
09.2 Enseignement secondaire	0	416 270	548 336
Total	**10 923 000**	**23 831 109**	**27 876 728**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	428 500	10 773 738	12 745 314
Total	**428 500**	**10 773 738**	**12 745 314**
990 CHARGES COMMUNES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	38 332 085	55 043 475
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	339 838 613	115 749 530	263 415 400
01.7 Opérations concernant la dette publique	0	245 852 000	303 259 000
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	454 937 021	148 150 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	57 500 000	42 500 000
04.5 Transports	150 000 000	13 670 345	26 300 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	181 136 000	187 915 867	243 906 347
09.8 Enseignement n.c.a.	2 000 000	13 625 056	12 154 353
10.2 Vieillesse	0	40 000 000	40 000 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	25 825 000	26 000 000
Total	**672 974 613**	**1 193 406 904**	**1 160 728 575**
TOTAL	**1 494 241 612**	**3 705 257 039**	**4 143 328 403**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par section et groupe de fonction

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
04.7 Autres branches d'activité	2 182 600	8 806 923	8 806 923
04.9 Affaires économiques n.c.a.	25 000	25 000	25 000
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	25 000	25 000
09.8 Enseignement n.c.a.	0	46 000	46 000
Total	**2 207 600**	**8 902 923**	**8 902 923**
TOTAL	**2 207 600**	**8 902 923**	**8 902 923**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Recapitulation par section et groupe de fonction

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2027	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	80 000 000	219 731 516	178 159 000
01.3 Services généraux	3 000 000	3 000 000	3 000 000
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	0	18 436 344	20 000 000
04.3 Combustibles et énergie		343 442	
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	0	85 000 000
Total	**83 000 000**	**241 511 302**	**286 159 000**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 500 000**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
10.4 Famille et enfants	0	650 000	650 000
Total	**0**	**650 000**	**650 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1 735 000	2 300 000	2 300 000
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	60 000	500 080	500 080
Total	**1 795 000**	**2 800 080**	**2 800 080**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
06.3 Alimentation en eau	68 256	173 256	173 256
Total	**68 256**	**173 256**	**173 256**
726 MINISTERE DES MINES			
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	1 728 792	709 986
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	12 422 044	24 474 914	12 422 044
Total	**12 422 044**	**26 203 706**	**13 132 030**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 320 943	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 320 943**	**5 000 000**
TOTAL	**104 785 300**	**279 159 287**	**310 414 366**
TOTAL GENERAL	**1 601 234 512**	**3 993 319 249**	**4 462 645 692**

ETAT I

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Classification Administrative et Economique

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
Personnel	0	4 700 000	4 700 000
Biens et services	0	5 922 567	8 166 637
Transferts et subventions	0	464 235	464 235
Investissement	300 000	1 500 000	300 000
Total	**300 000**	**12 586 802**	**13 630 872**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	2 194 666	3 792 928
Biens et services	0	9 723 137	15 245 112
Transferts et subventions	0	1 943 407	2 079 517
Investissement	2 026 300	855 000	2 026 300
Total	**2 026 300**	**14 716 210**	**23 143 857**
130 PRIMATURE			
Personnel	0	2 912 301	2 851 661
Biens et services	0	6 408 871	7 667 423
Transferts et subventions	0	1 769 162	1 750 593
Investissement	3 660 000	1 762 858	2 360 000
Total	**3 660 000**	**12 853 192**	**14 629 677**
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
Personnel	0	3 432 123	3 432 123
Biens et services	0	1 646 738	2 379 925
Investissement	381 000	62 132	381 000
Total	**381 000**	**5 140 993**	**6 193 048**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
Personnel	0	614 747	636 823
Biens et services	0	606 432	972 201
Investissement	30 000	3 884	30 000
Total	**30 000**	**1 225 063**	**1 639 024**
150 COUR SUPREME			
Personnel	0	3 002 018	2 586 973
Biens et services	0	957 404	1 203 012
Transferts et subventions	0	127 342	164 500
Investissement	4 117 375	2 390 194	2 617 375
Total	**4 117 375**	**6 476 958**	**6 571 860**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Classification Administrative et Economique

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
1 BUDGET GENERAL			
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
Personnel	0	342 984	362 765
Biens et services	0	870 082	1 434 353
Transferts et subventions	0	6 822	6 822
Investissement	5 603 614	407 938	503 614
Total	**5 603 614**	**1 627 826**	**2 307 554**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Personnel	0	664 798	656 033
Biens et services	0	485 574	825 568
Investissement	89 899	11 638	89 899
Total	**89 899**	**1 162 010**	**1 571 500**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
Personnel	0	21 732 977	20 698 275
Biens et services	0	13 190 680	14 244 080
Transferts et subventions	0	12 126 061	9 423 038
Investissement	7 365 781	3 422 708	5 511 781
Total	**7 365 781**	**50 472 426**	**49 877 174**
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
Personnel	0	607 217	654 681
Biens et services	0	1 100 506	1 515 026
Transferts et subventions	0	227 189	476 163
Investissement	3 945 000	380 075	1 945 000
Total	**3 945 000**	**2 314 987**	**4 590 870**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
Personnel	0	3 698 570	3 810 719
Biens et services	0	738 030	1 375 732
Transferts et subventions	0	4 569	30 000
Investissement	160 000	556 000	160 000
Total	**160 000**	**4 997 169**	**5 376 451**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	414 016	482 757
Biens et services	0	505 184	1 093 076
Transferts et subventions	0	57 887	120 500
Investissement	290 000	267 919	290 000
Total	**290 000**	**1 245 006**	**1 986 333**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
Personnel	0	10 520	11 714
Biens et services	0	97 984	150 049
Total	**0**	**108 504**	**161 763**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Classification Administrative et Economique

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
Personnel	0	308 198 463	376 696 967
Biens et services	0	134 540 515	214 637 502
Transferts et subventions	0	11 702 138	4 040 428
Investissement	90 107 727	197 177 352	90 107 727
Total	**90 107 727**	**651 618 468**	**685 482 624**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	24 299 566	26 341 387
Biens et services	0	14 230 059	15 637 707
Transferts et subventions	0	3 079 612	3 339 273
Investissement	4 995 643	5 055 021	4 995 643
Total	**4 995 643**	**46 664 258**	**50 314 010**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
Personnel	0	2 049 270	2 049 270
Biens et services	0	449 436	849 000
Investissement	190 000	45 384	190 000
Total	**190 000**	**2 544 090**	**3 088 270**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	367 684	397 684
Biens et services	0	335 749	596 552
Investissement	35 625	6 149	35 625
Total	**35 625**	**709 582**	**1 029 861**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
Personnel	0	136 613 837	154 533 122
Biens et services	0	20 213 097	25 173 677
Transferts et subventions	0	5 169 144	4 316 568
Investissement	32 490 568	40 020 338	32 490 568
Total	**32 490 568**	**202 016 416**	**216 513 935**
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT			
Biens et services	0	20 984 916	20 984 916
Transferts et subventions	0	200 000	200 000
Total	**0**	**21 184 916**	**21 184 916**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Personnel	0	29 819 678	30 591 223
Biens et services	0	12 054 636	16 714 365
Transferts et subventions	0	7 405 919	14 358 364
Investissement	70 072 218	18 093 216	36 072 218
Total	**70 072 218**	**67 373 449**	**97 736 170**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Classification Administrative et Economique

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
1 BUDGET GENERAL			
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
Personnel	0	220 404	220 404
Biens et services	0	554 905	1 165 805
Transferts et subventions	0	240 000	240 000
Investissement	83 000	10 745	83 000
Total	**83 000**	**1 026 054**	**1 709 209**
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
Personnel	0	1 622 826	1 747 826
Biens et services	0	1 831 676	2 490 157
Transferts et subventions	0	162 200	188 050
Investissement	4 091 284	1 326 754	1 691 284
Total	**4 091 284**	**4 943 456**	**6 117 317**
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
Personnel	0	1 782 684	1 848 500
Biens et services	0	1 414 845	2 323 457
Transferts et subventions	0	8 041 606	13 002 950
Investissement	38 865 377	7 484 134	16 865 377
Total	**38 865 377**	**18 723 269**	**34 040 284**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
Personnel	0	397 368	396 037
Biens et services	0	899 494	1 312 939
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
Investissement	600 000	285 000	600 000
Total	**600 000**	**1 611 862**	**2 338 976**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
Personnel	0	14 036 864	14 327 968
Biens et services	0	28 309 258	35 333 346
Transferts et subventions	0	15 831 007	28 096 152
Investissement	40 159 201	23 852 758	34 271 364
Total	**40 159 201**	**82 029 887**	**112 028 830**
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
Personnel	0	1 041 512	1 130 844
Biens et services	0	1 392 144	1 705 832
Investissement	340 965	314 821	340 965
Total	**340 965**	**2 748 477**	**3 177 641**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Classification Administrative et Economique

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
1 BUDGET GENERAL			
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
Personnel	0	259 140	333 129
Biens et services	0	1 402 145	1 565 785
Transferts et subventions	0	1 497 567	601 031
Investissement	345 606	330 826	345 606
Total	**345 606**	**3 489 678**	**2 845 551**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
Personnel	0	3 051 112	3 558 905
Biens et services	0	1 405 768	2 072 482
Transferts et subventions	0	1 278 119	1 285 633
Investissement	2 100 000	10 522 500	11 500 000
Total	**2 100 000**	**16 257 499**	**18 417 020**
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI			
Personnel	0	1 241 753	1 192 744
Biens et services	0	427 568	828 404
Transferts et subventions	0	100 000	110 000
Investissement	100 000	51 092	100 000
Total	**100 000**	**1 820 413**	**2 231 148**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
Personnel	0	2 629 234	2 481 987
Biens et services	0	1 770 802	2 726 977
Transferts et subventions	0	1 862 896	2 005 932
Investissement	14 419 469	1 386 721	3 072 469
Total	**14 419 469**	**7 649 653**	**10 287 365**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Personnel	0	344 457 141	362 966 243
Biens et services	0	48 318 765	60 829 448
Transferts et subventions	0	10 834 869	9 191 814
Investissement	10 928 965	50 993 500	56 112 119
Total	**10 928 965**	**454 604 275**	**489 099 624**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Personnel	0	8 648 290	8 632 846
Biens et services	0	1 767 358	2 314 191
Transferts et subventions	0	70 373 121	79 008 067
Investissement	33 440 823	10 253 569	7 890 823
Total	**33 440 823**	**91 042 338**	**97 845 927**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Classification Administrative et Economique

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
Personnel	0	2 187 623	2 378 236
Biens et services	0	2 694 639	4 471 402
Transferts et subventions	0	3 070 109	3 637 475
Investissement	1 974 750	698 947	1 924 750
Total	**1 974 750**	**8 651 318**	**12 411 863**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
Personnel	0	2 022 864	2 028 103
Biens et services	0	6 572 022	8 342 653
Transferts et subventions	0	3 588 764	3 184 239
Investissement	130 770 660	63 805 796	127 720 660
Total	**130 770 660**	**75 989 446**	**141 275 655**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
Personnel	0	52 704 074	55 579 614
Biens et services	0	17 906 921	24 080 085
Transferts et subventions	0	55 767 550	67 666 235
Investissement	39 034 152	114 539 923	230 004 152
Total	**39 034 152**	**240 918 468**	**377 330 086**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
Personnel	0	264 532	266 782
Biens et services	0	58 560	108 560
Transferts et subventions	0	2 820 209	2 770 209
Investissement	400 000	570 000	400 000
Total	**400 000**	**3 713 301**	**3 545 551**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Personnel	0	1 689 386	1 778 170
Biens et services	0	1 531 956	2 389 572
Transferts et subventions	0	630 070	1 023 022
Investissement	3 153 161	1 357 912	2 253 161
Total	**3 153 161**	**5 209 324**	**7 443 925**
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
Personnel	0	3 132 253	3 133 703
Biens et services	0	1 779 980	3 292 848
Transferts et subventions	0	1 240 734	1 868 768
Investissement	133 765 787	50 882 714	88 135 787
Total	**133 765 787**	**57 035 681**	**96 431 106**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Classification Administrative et Economique

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Personnel	0	5 010 400	5 371 314
Biens et services	0	1 639 850	2 646 592
Transferts et subventions	0	1 128 762	1 440 994
Investissement	28 450 000	21 094 449	25 000 000
Total	**28 450 000**	**28 873 461**	**34 458 900**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	0	1 872 823	1 861 359
Biens et services	0	1 509 711	2 338 064
Transferts et subventions	0	61 207 887	61 595 174
Investissement	18 828 609	29 459 389	30 006 609
Total	**18 828 609**	**94 049 810**	**95 801 206**
726 MINISTERE DES MINES			
Personnel	0	1 634 552	1 562 594
Biens et services	0	1 454 084	2 458 377
Transferts et subventions	0	163 911	235 915
Investissement	20 340 000	1 777 913	5 700 000
Total	**20 340 000**	**5 030 460**	**9 956 886**
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION			
Personnel	0	623 944	350 522
Biens et services	0	1 240 267	1 219 937
Transferts et subventions	0	9 023 299	9 572 342
Investissement	4 779 440	2 846 034	5 179 440
Total	**4 779 440**	**13 733 544**	**16 322 241**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
Personnel	0	700 804	695 453
Biens et services	0	454 659	760 000
Investissement	290 000	132 225	290 000
Total	**290 000**	**1 287 688**	**1 745 453**
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
Personnel	0	5 563 165	5 921 094
Biens et services	0	3 008 174	5 404 675
Transferts et subventions	0	3 054 696	753 655
Investissement	21 687 950	1 565 393	18 087 950
Total	**21 687 950**	**13 191 428**	**30 167 374**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Classification Administrative et Economique

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Personnel	0	7 299 868	7 554 867
Biens et services	0	2 892 220	4 202 956
Transferts et subventions	0	61 762 440	32 483 506
Investissement	35 105 550	64 621 645	83 677 550
Total	**35 105 550**	**136 576 173**	**127 918 879**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Personnel	0	4 403 287	4 541 933
Biens et services	0	2 250 118	3 660 836
Transferts et subventions	0	5 463 219	5 900 959
Investissement	10 923 000	11 714 485	13 773 000
Total	**10 923 000**	**23 831 109**	**27 876 728**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
Personnel	0	236 487	300 576
Biens et services	0	8 574 952	10 133 269
Transferts et subventions	0	1 736 638	1 882 969
Investissement	428 500	225 661	428 500
Total	**428 500**	**10 773 738**	**12 745 314**
990 CHARGES COMMUNES			
Personnel	0	119 922 446	136 080 461
Biens et services	0	817 895 570	661 719 797
Transferts et subventions	0	94 176 327	101 366 510
Investissement	672 974 613	161 412 561	261 561 807
Total	**672 974 613**	**1 193 406 904**	**1 160 728 575**
TOTAL	1 494 241 612	3 705 257 039	4 143 328 403

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Classification Administrative et Economique

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
Personnel	0	2 719 200	2 719 200
Biens et services	0	3 101 123	3 101 123
Transferts et subventions	0	875 000	875 000
Investissement	2 207 600	2 207 600	2 207 600
Total	**2 207 600**	**8 902 923**	**8 902 923**
TOTAL	2 207 600	8 902 923	8 902 923

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2027
Classification Administrative et Economique

16/09/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2027	2026	2027
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Biens et services	0	98 502 442	98 159 000
Transferts et subventions	0	18 436 344	105 000 000
Investissement	83 000 000	124 572 516	83 000 000
Total	**83 000 000**	**241 511 302**	**286 159 000**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Investissement	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 500 000**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Transferts et subventions	0	650 000	650 000
Total	**0**	**650 000**	**650 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Biens et services	0	915 080	915 080
Transferts et subventions	0	90 000	90 000
Investissement	1 795 000	1 795 000	1 795 000
Total	**1 795 000**	**2 800 080**	**2 800 080**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Biens et services	0	105 000	105 000
Investissement	68 256	68 256	68 256
Total	**68 256**	**173 256**	**173 256**
726 MINISTERE DES MINES			
Personnel	0	160 000	160 000
Biens et services	0	1 568 792	549 986
Investissement	12 422 044	24 474 914	12 422 044
Total	**12 422 044**	**26 203 706**	**13 132 030**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Investissement	5 000 000	5 320 943	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 320 943**	**5 000 000**
TOTAL	104 785 300	279 159 287	310 414 366
TOTAL GENERAL	1 601 234 512	3 993 319 249	4 462 645 692

ETAT J

LISTE DES DOTATIONS ET ROGRAMMES PAR MINISTERE, INSTITUTION ET AUTORITE ADMINISTRATIVE INDEPENDANTE

16/09/2026

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

110 ASSEMBLEE NATIONALE

0.001 Assemblée Nationale

120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

0.007 Présidence de la République

130 PRIMATURE

1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale
1.004 Administration générale et contrôle
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés

134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS

2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales

140 COUR CONSTITUTIONNELLE

0.009 Cour Constitutionnelle

150 COUR SUPREME

0.008 Cour Suprême

160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

0.010 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel

170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

0.011 Haut Conseil des Collectivités

180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

1.006 Administration Générale

16/09/2026

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux

185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE

1.007 Administration Générale
2.010 Intégration Africaine
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur

190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL

2.012 Bureau du Vérificateur Général

192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration

195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT

2.014 Egal accès aux medias d'Etat

210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

1.008 Administration Générale
2.015 Gestion des Opérations Militaires
2.016 Inspection des Armées
2.017 Formation
2.018 Gestion des Transmissions

220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

16/09/2026

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite

226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme

230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

1.010 Administration Générale
2.021 Ordre et Sécurité
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours

235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT

0.002 Securite d'Etat

310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

0.012 Fonds Miniers
0.014 Dividendes
1.011 Administration Générale
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier
2.027 Gestion de la Dette Publique
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National
3.001 Remboursement des Crédits TVA
3.008 Appui au développement de la statistique

311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES

2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière

16/09/2026

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL

1.012 Administration Générale
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail

323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1.013 Administration Générale
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi
2.034 Formation Professionnelle

328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

1.044 Administration Générale et Contrôle
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles

330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

1.014 Administration Générale et Contrôle
2.036 Administration du Territoire
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales

334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

2.095 Protection des Données à Caractère personnel

340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES

1.015 Administration Générale
2.039 Religion et Culte

341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE

1.016 Administration Générale

16/09/2026

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE

- 2.100 Renforcement de la Paix, du processus de Réconciliation nationale, de cohésion sociale et du vivre ensemble
- 2.101 Promotion de la paix, de l'Unité Nationale et des actions de developpement

346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI

- 2.099 Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.

380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

- 1.032 Administration Générale
- 2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés
- 2.084 Développement du secteur industriel
- 2.085 Appui au développement du secteur privé
- 2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance

410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

- 1.017 Administration Générale
- 2.041 Développement de l'Education de Base
- 2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général
- 2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

- 1.018 Administration Générale
- 2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur
- 2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique
- 3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique

510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

1.019 Administration Générale
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme

520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

1.020 Administration Générale
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents Sportifs
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté

610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

1.021 Administration, Coordination et Décentralisation
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire
2.063 Lutte Contre la Pauvreté

614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA

2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA

640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles
2.059 Promotion de la Femme
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de

16/09/2026

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

l'Enfant

700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

1.024 Administration Générale
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie
2.066 Développement et sécurisation des transports
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports

714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

1.025 Administration Générale
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger
2.071 Protection et Conservation de la Nature
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social

720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

1.026 Administration Générale
2.073 Développement des Ressources Energétiques
2.074 Développement des Ressources en Eau
3.015 Fonds de Développement de l'Eau

726 MINISTERE DES MINES

0.013 Fonds Miniers
1.027 Administration Générale
2.075 Développement des ressources minérales
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)

16/09/2026

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

1.028 Administration Générale
2.076 Medias et Communication Publics
2.077 Poste et Nouvelles Technologies

732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION

2.096 Régulation de la Communication

740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

1.029 Administration Générale
2.029 Gestion des Biens de l'Etat
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires
2.080 Population
2.081 Aménagement du Territoire

820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE

1.034 Administration Générale
2.087 Appui au Monde Rural
2.088 Aménagement et Equipement Rural
2.089 Recherche et Formation
3.006 Appui au financement de l'Agriculture

822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

1.037 Administration Générale
2.090 Développement des Productions et Industries Animales
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles
2.092 Protection sanitaire et Santé Publique Vétérinaire

850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

2.093 Sécurité Alimentaire

16/09/2026

Liste des dotations/programmes

Section

Dotation/Programme

990 CHARGES COMMUNES

0.003 Provisions pour imprévus
0.004 Dette

ETAT K

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But – Une Foi

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT

PTI 2027-2029



Août 2026

NOTE DE PRESENTATION DU PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT (PTI) 2027– 2029

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANAES	Agence Nationale d'Accréditation et d'Évaluation de la Santé
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CAISFF	Cellule d'Appui à l'Informatisation des Services Fiscaux et Financiers
CERCAP	Centre d'Études et de Renforcement des capacités d'Analyse et de Plaidoyer
CFA	Communauté Financière Africaine
CMSS	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CMDT	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CRLD	Centre de Recherche et de Lutte contre la Drépanocytose
CT/CSLP	Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CSRE	Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGCC	Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement du Contrôle des Pollution et des Nuisances
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de L'Aménagement du territoire et de la Population
ENSup	École Normale Supérieure
FMI	Fonds Monétaire International
IFP	Institut de Formation Professionnelle
IFM	Institut de Formation des Maitres
INSP	Institut National de Santé Publique
INSTAT	Institut National de la Statistique
IOTA	Institut d'Ophtalmologie Tropicale d'Afrique
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ODD	Objectifs de Développement Durable
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté
ONAPUMA	Office National des Pupilles en République du Mali
ORTM	Office de Radiodiffusion Télévision du Mali
PAG	Plan d'Action du Gouvernement
PARE	Plan d'Actions de la Refondation de l'Etat
PRED	Plan pour la Relance Durable du Mali
PREM	Plan de Réformes de la Gestion des Finances Publiques du Mali
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SIGIP	Système Intégré de Gestion des Investissements Publics
SHA	Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide
SNEDD	Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) est l'instrument d'articulation entre la planification et la budgétisation et reflète les objectifs prioritaires de développement du pays de même que les stratégies sectorielles en tenant compte des contraintes macro-économiques et financières. Il est revu chaque année par la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD) pour tenir compte des réalisations et de l'évolution effective des ressources et des priorités nationales.

Le PTI avec sa première tranche annuelle qui est le Budget Spécial d'Investissement (BSI) constitue un instrument privilégié de mise en œuvre de la politique d'investissements publics et le cadre d'opérationnalisation des orientations des politiques et stratégies de développement.

Le PTI 2027-2029 s'inscrit sur les orientations stratégiques définies dans la vision « Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma » et la Stratégie Nationale pour l'Emergence et du Développement Durable, SNEDD (2024-2033).

Pour rappel, la SNEDD (2024-2033), qui constitue le cadre de référence des politiques et stratégies de développement national sur la période 2024-2033, vise principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement. Il s'agit particulièrement de : i. Renforcer la souveraineté et Consolider la paix et la sécurité, ii) Refonder la gouvernance, iii) Transformer structurellement l'économie et la croissance, iv) Renforcer le capital humain et développer les territoires résilients, v) Assurer la Gestion durable de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques et résiliences.

La mise en œuvre efficiente du PTI/BSI devrait permettre de mieux rationaliser la gestion des ressources financières de l'Etat et d'accroître la contribution des investissements publics à la croissance et au développement économique et social.

1. Présentation du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2027-2029

Le Programme met l'accent sur des actions de développement permettant une croissance économique durable et inclusive à travers les investissements tels que l'amélioration des infrastructures de désenclavement intérieur et extérieur (routes, pistes rurales), le développement rural (agriculture, élevage, pêche), la protection de l'environnement, le renforcement des infrastructures énergétiques, la recherche et le développement des ressources pétrolières et minières, les travaux de construction/réhabilitation et d'équipement des bâtiments publics et l'amélioration des services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, assainissement).

L'enveloppe des dépenses prévisionnelles inscrites au Programme Triennal d'Investissement 2027- 2029 est de **1 219, 182 milliards de FCFA** contre **1 160,475milliards de FCFA rectifié,** sur la période 2026-2028, soit une augmentation **de 58,707 milliards de FCFA** représentant une variation de **5,06%.**

L'enveloppe du PTI est destinée au financement des projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution et ceux devant démarrer sur la période 2027-2029. Au total, il concerne **382-projets/programmes** sur la période 2027-2029 contre **389 Projets/programmes** pour la période 2026-2028.

Le présent Programme Triennal d'Investissement, 40ème du genre, accorde la priorité au secteur **Infrastructures** avec **47,37**%, suivi respectivement des Secteurs **Ressources Humaines** (**28,70**%), **Economie Rurale** (**19,38**%), et **Secondaire** (**4,54**%).

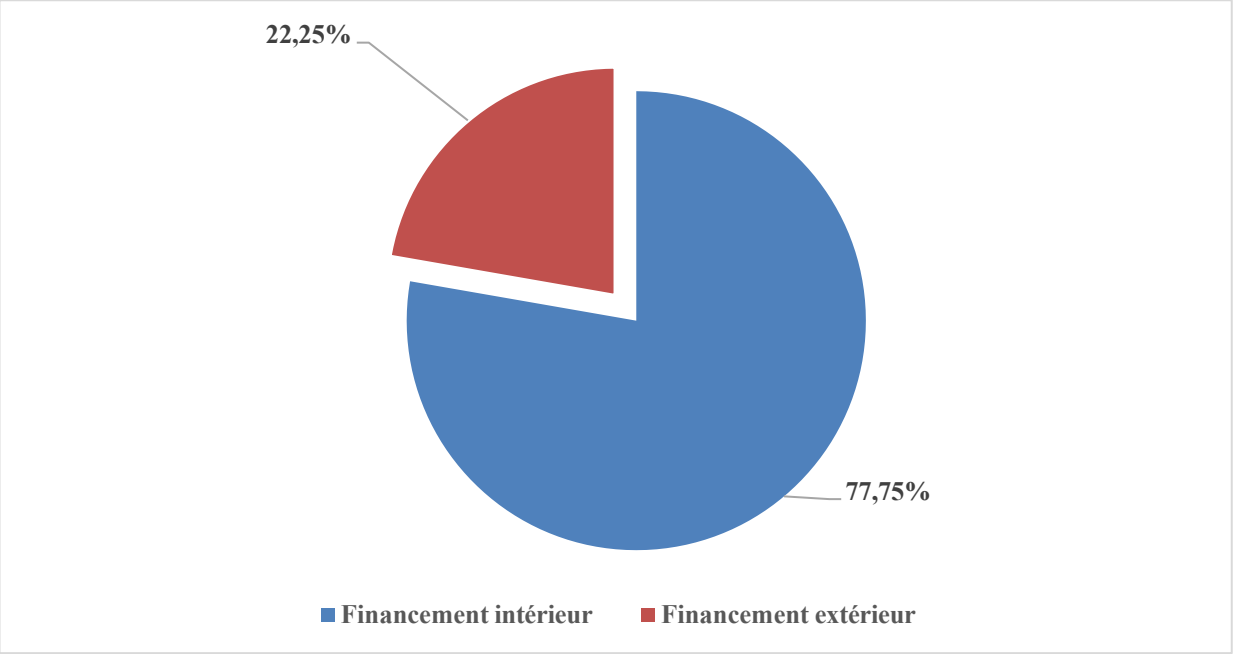
2. Analyse détaillée du PTI 2027-2029

L'enveloppe prévisionnelle du PTI 2027-2029 est de **1219, 182 milliards de FCFA**. L'analyse détaillée porte sur les sources de financement ainsi que les secteurs et sous-secteurs de planification.

3. Analyse par source de financement

Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses proviennent respectivement de l'Intérieur pour **947,889milliards** de FCFA, soit **77,75 %** et de l'extérieur pour **271,293milliards** de FCFA, soit **22,25%** (Cf. graphique 1).

Graphique 1 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par source de financement



Source : DNPD/données SIGIP 2026

La ventilation du **PTI 2027-2029** par sources de financement et par secteur se présente comme suit(en milliards de F CFA) :

Tableau 1 : Financement par source de financement et par Secteur de planification (en millions F CFA)

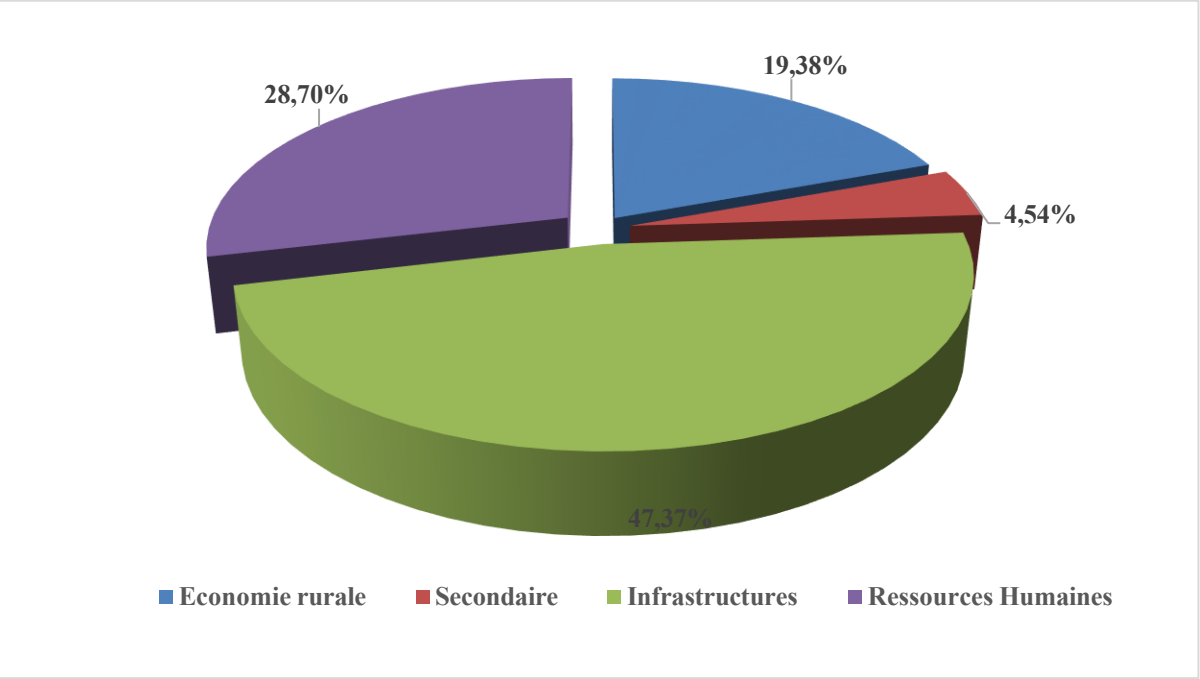
Secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	Taux
Economie rurale	90 760	9,57%	145 561	53,65%	236 321	**19,38%**
Secondaire	26 450	2,79%	28 952	10,67%	55 402	**4,54%**
Infrastructures	496 864	52,42%	80 658	29,73%	577 522	**47,37%**
Ressources Humaines	333 815	35,22%	16 122	5,94%	349 937	**28,70%**
Total	**947 889**	**100,00%**	**271 293**	**100,00%**	**1 219 182**	**100,00%**

Source : DNPD/ données SIGIP 2026

4. Analyse par secteur et par sous-secteur de planification

La priorité du PTI 2027-2029 est accordée au secteur des Infrastructures avec **47,37%**, suivi du secteur Ressources Humaines **(28,70%)**. Ce choix montre la volonté du Gouvernement à aller vers une transformation structurelle de l'Economie à travers le développement des infrastructures de désenclavement. Ces deux (02) secteurs sont suivis respectivement par les secteurs Economie rurale (**19,38%**) et Secondaire (**4,54%**) (Cf. graphique 2).

Graphique 2 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par secteurs de planification



Source : DNPD/données SIGIP 2027

L'analyse détaillée par secteur et sous-secteur de planification se présente comme suit :

4.1. Secteur Economie rurale

Les prévisions du secteur sur la période 2027-2029 sont estimées à **236, 321 milliards de FCFA**, soit **19,38%** de l'enveloppe du PTI 2027-2029 et couvrent **68** Projets/Programmes (P/P). Elles sont constituées des ressources extérieures pour **145,561milliards de FCFA**, soit **61,59%** et les ressources intérieures pour **90,760 milliards de FCFA,** soit **38,41%.**

Au niveau de ce secteur, la priorité est accordée au sous-secteur Agriculture avec **195, 211 milliards de FCFA** soit **82,60%.** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Forêts avec **23, 550 milliards** de FCFA soit (**9,97%**), Elevage avec **15,810 milliards de FCFA** (**6,69%**), et Pêche avec **1,750 milliards de FCFA** soit (**0,74%**) (Cf. graphique 3).

Dans le domaine de l'agriculture, le financement permettra la mise en œuvre des projets d'aménagement et d'irrigation afin d'accroitre la productivité agricole et d'assurer la sécurité alimentaire, à travers notamment :

- des contrats plans Etat-Offices/Agence de développement rural : Office du Niger (ON), Office Riz Mopti (ORM), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou (ORS), Office du Moyen Bani (OMB) et Agence de Développement Rural de la vallée du fleuve Sénégal (ADRS) ;

- des projets et programmes d'aménagement, d'équipement hydroagricoles et de mise en valeur : i) des Programmes de Promotion Agro écologique dans l'Irrigation de Proximité (PAE-IPRO), de Développement de l'Irrigation dans le Bassin du Bani et à Selingué Phase II (PDI-BS 2), de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Péri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB), de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP – Mali), et ii) des Projets de Renforcement de la Sécurité Alimentaire à travers l'Irrigation de Proximité dans le Kaarta/Séféto (PRSAIP-K/S), d'Appui au renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB) de Développement de l'Agriculture dans les zones Arides du Mali (PDAZAM), de Développement des Filières Horticoles, N'Débougou (Phase IV);

- des programmes d'infrastructures économiques dans les régions. Dans les domaines de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, l'accent sera mis sur les projets tels que :
    - l'Appui au Pastoralisme au Sahel phase II (PRAPS-Mali) et le Développement Durable des Exploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS - Mali) ;
    - le Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM) ;
    - l'Appui à la Conservation et à la Diffusion des Bétails Ruminants Endémiques dans la zone sud du Mali ;
    - l'Appui au Centre National d'Insémination Artificielle ;
    - l'Appui à l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur Niger (ODPA-DIN) ;
    - l'Agence de Gestion du Marché Central à Poissons de Bamako et ;

- le Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA). Quant aux questions liées à la gestion des ressources forestières, d'adaptation aux changements climatiques et la reconstitution des écosystèmes, elles sont prises en compte à travers ;
- le Projet de Restauration des Terres Dégradées (PRTD)
- le projet d'Appui à la Stratégie Nationale de Sécurisation et de Stabilisation du Bétail Malien ;

- le Projet d'aménagement des parcs, de changements climatiques, des travaux d'aménagement, de conservation des massifs parcs nationaux, ainsi qu'à la reconstitution des écosystèmes forestiers et le Projet de gestion communautaire ressources naturelles restauration écosystème aire répartition éléphants.

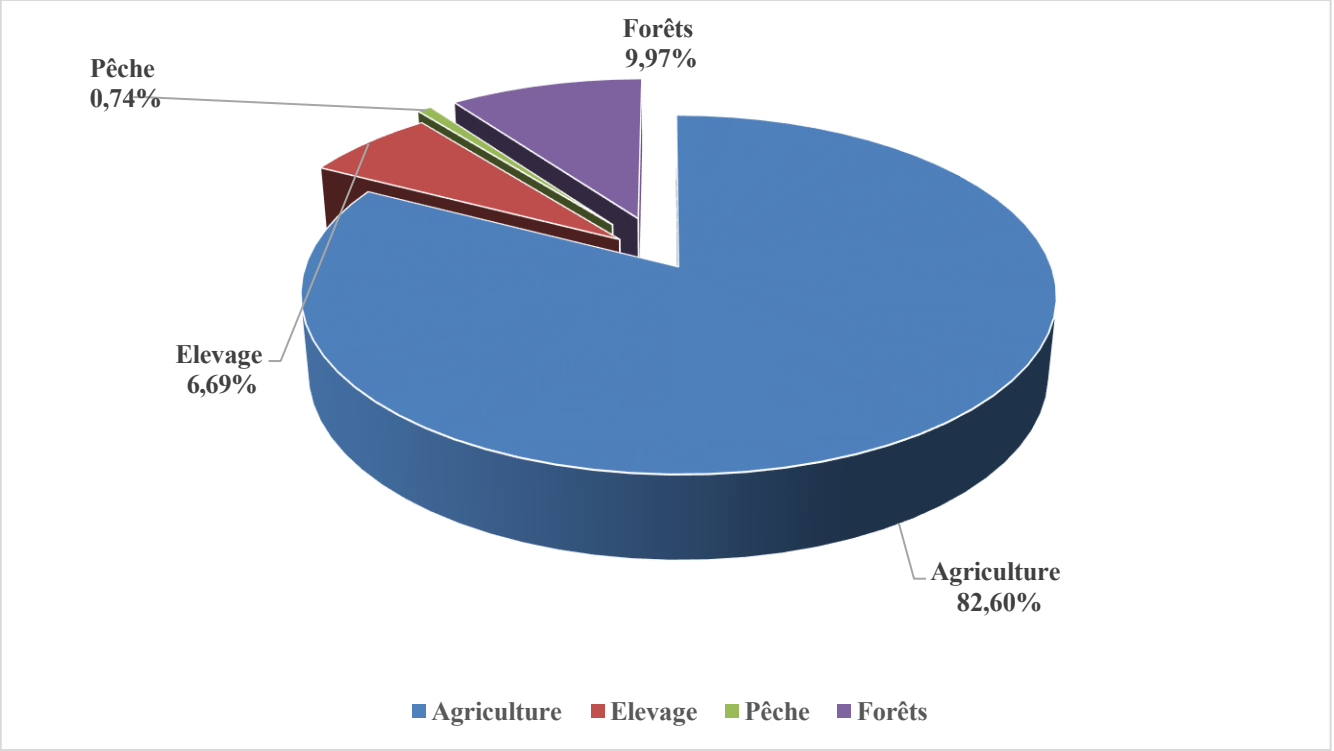
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur Economie Rurale est illustrée dans le tableau 2.

Tableau 2 : Financement par source et par Sous-secteurs du Secteur Economie rurale (en millions F CFA)

Sous-Secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Agriculture	76 250	84,01	118 961	81,73	195 211	**82,60**
Elevage	8 210	9,05	7 600	5,22	15 810	**6,69**
Pêche	1 750	1,93	-	0,00	1 750	**0,74**
Forêts	4 550	5,01	19 000	13,05	23 550	**9,97**
Total	**90 760**	**100,00**	**145 561**	**100,00**	**236 321**	**100,00**

Source : DNPD/ données SIGIP 2026.

Graphique 3 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Economie rurale en sous-secteur



Source : DNPD/données SIGIP 2026

4.2. Secteur Secondaire

L'enveloppe prévisionnelle du **Secteur** se chiffre à **55,402 milliards** de FCFA, soit **4,54%** de l'enveloppe du **PTI 2027-2029.** Elle est constituée des ressources extérieures à hauteur de **28,952 milliards de FCFA**, soit **52,26%** et des ressources intérieures pour **26,450 milliards de FCFA,** soit **47,74%.**

Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de **37** projets/programmes.

Elle accorde la priorité au sous-secteur Eaux avec une enveloppe de **26, 958 milliards de FCFA** soit **48,66%.** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Energie avec **16, 245 milliards de FCFA** (**29,32%**), Mines/Géologie avec **8, 600 milliards de FCFA** (**15,52%**) et Industrie/Artisanat avec **3, 599 milliards de FCFA** (**6,50%**).

L'enveloppe du sous-secteur Eaux est destinée à la poursuite des investissements dans le cadre du renforcement des infrastructures d'alimentation en Eau potable et d'accès à l'électricité à travers les projets et programmes tels que :

- les Projets d'Amélioration de l'accès à l'eau Potable, d'Adduction d'Eau Potable (AEP) Bamako-Kabala, de mobilisation des ressources en eau en milieu rural (Programme d'urgence), le projet AEP et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux ;
- le Projet Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) ;
- la mise en œuvre des projets d'électrification rurale et villageoise.

Dans le cadre de la promotion des ressources minérales, pétrolières et le développement de l'industrie et de l'artisanat, les investissements porteront sur la mise en œuvre du Programme pour le Développement des Ressources Pétrolières du Mali/PDRPM, la cartographie géologique, le développement de l'Artisanat (Construction de villages artisanaux et du CDAT), la promotion des investissements et du commerce intérieur et extérieur et le renforcement des capacités des acteurs du commerce et de l'industrie.

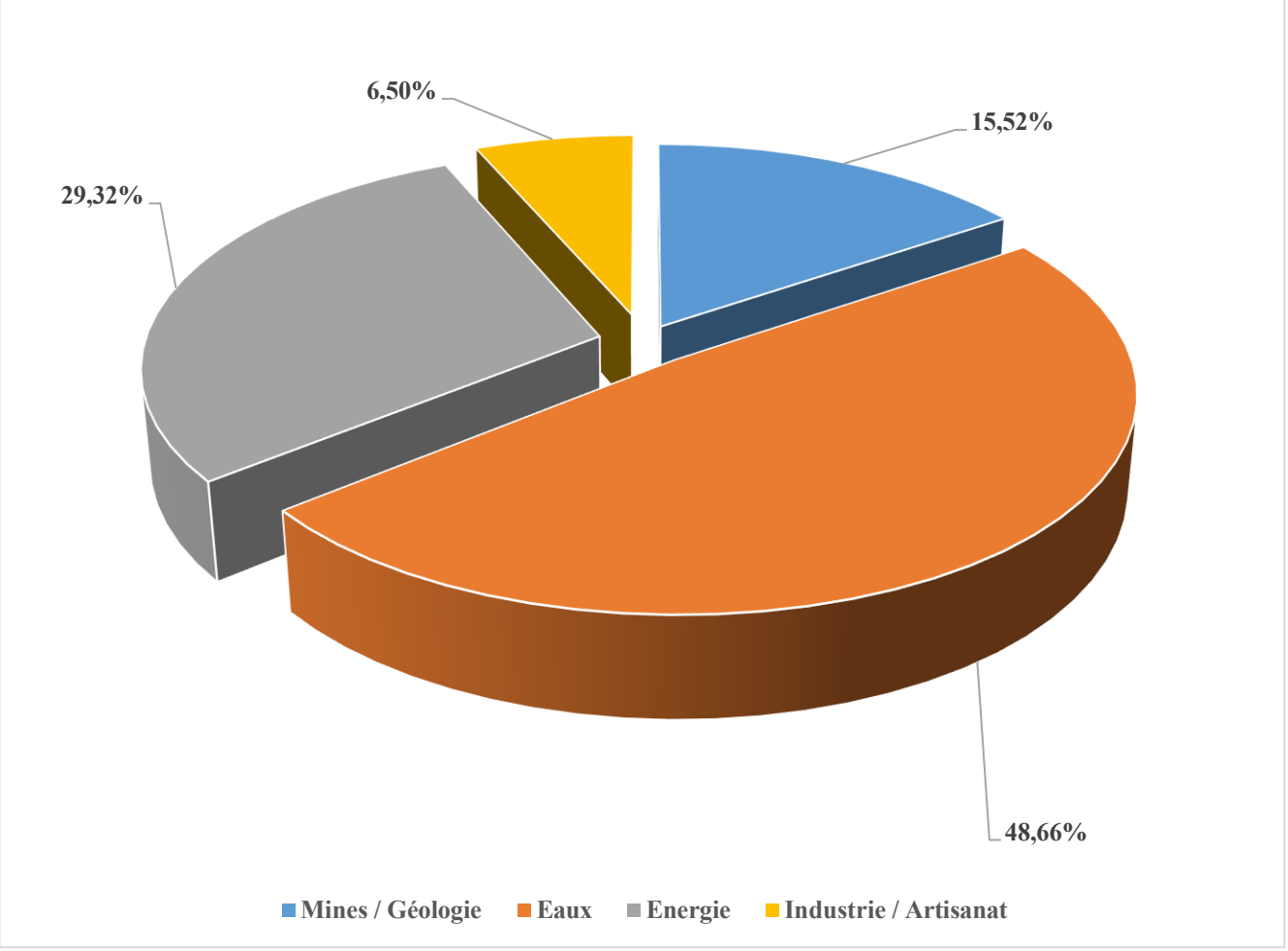
La répartition des ressources par sources de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur Secondaire se présente comme suit :

Tableau 3 : Financement par source et Sous-secteur du Secteur Secondaire (en millions FCFA)

Sous-Secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mines / Géologie	8 600	32,51	-	0,00	8 600	**15,52**
Eaux	8 930	33,76	18 028	62,27	26 958	**48,66**
Energie	5 945	22,48	10 300	35,58	16 245	**29,32**
Industrie / Artisanat	2 975	11,25	624	2,16	3 599	**6,50**
Tourisme	-	-	-	0,00	-	**-**
Total	**26 450**	**100,00**	**28 952**	**100,00**	**55 402**	**100,00**

Source : DNPD/Données SIGIP 2026

Graphique 4 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Secondaire de planification



Source : DNPD/données SIGIP 2026

4.3. Secteur Infrastructures

Les prévisions financières du secteur s'élèvent à **577,522 milliards** de **FCFA**, soit **47,37%** de l'enveloppe globale du PTI 2027-2029. Elles sont réparties entre les ressources extérieures pour **80,658 milliards de FCFA**, soit **13,97%** et les ressources intérieures pour **496,864 milliards de FCFA,** soit **86,03%.** Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de **168 projets/programmes**.

La priorité du secteur est accordée au sous-secteur Bâtiments/Equipements avec **392, 944 milliards de FCFA (68,04%).** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Moyens routiers avec **162,078 milliards de FCFA** (**28,06%**), Topo/Cartographie avec **7,400 milliards de FCFA** (**1,28%**), Urbanisme/Habitat avec **6,800 milliards de FCFA** (**1,18%**), Moyens Fluviaux avec **2,500 milliards de FCFA,** Transport/Stockage avec **2,300 milliards FCFA (0,40%).** Les autres sous-secteurs **Aéronautique /Météo, et Poste/Télécommunication**, représentent moins de **0,4** de point de pourcentage chacun. (Cf. **graphique 5)**.

L'enveloppe du sous-secteur Moyens routiers est destinée à la poursuite et au démarrage des projets de désenclavement intérieur et extérieur du pays à travers :

- la poursuite des travaux d'entretien et de réparation des pistes de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) ;
- la poursuite/finalisation des projets/programmes routiers prioritaires, suivants : Ceinture ouest de Koulikoro (13,6 km), Kayes-Sandaré, Dioila-Massigui-Koualé-Kébila, le Programme d'Urgence Routier (PUR), la poursuite des travaux du Projet d'élargissement en 2x2voies de la Route de Bamako-Koulouba-Kati, Bretelle Point G et Samé et le démarrage des travaux de construction en 2x2 voies de la route Ouélessebougou Sélingué

Dans le domaine de l'amélioration des conditions de travail de l'Administration, des chancelleries, et des logements pour diplomates, de la réalisation de logements sociaux, et de l'opérationnalisation des nouvelles régions, les enveloppes concernent :

- les Programmes de construction de 50 000 logements sociaux et d'acquisition/construction résidences/logements diplomates ;
- les travaux de construction et d'équipement des bâtiments pour l'administration, notamment la poursuite des travaux de construction et d'équipement de la DFM/MTI, de la tour de l'ORTM, des travaux portuaires et d'infrastructures de stockage du Mali.

En matière d'assainissement et de développement urbanistique, les activités porteront essentiellement sur le Projet de pavage des rues dans la ville de Bamako et environs, le programme d'infrastructures économiques dans le District de Bamako, les travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, de la réforme foncière sécurisée et des projets d'assainissement.

Par rapport à l'amélioration des réseaux météorologiques et la modernisation de la Poste ainsi que la cartographie/topographie, il sera mis en œuvre par :

- les projets de Pluies provoquées, de la Réhabilitation des réseaux d'observations météorologiques ;
- le Contrat Plan Etat-Poste ;
- le Contrat Plan Etat-IGM et les projets de mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée, de confection d'un Cadastre Expédié, de bornage et de développement des zones frontalières.

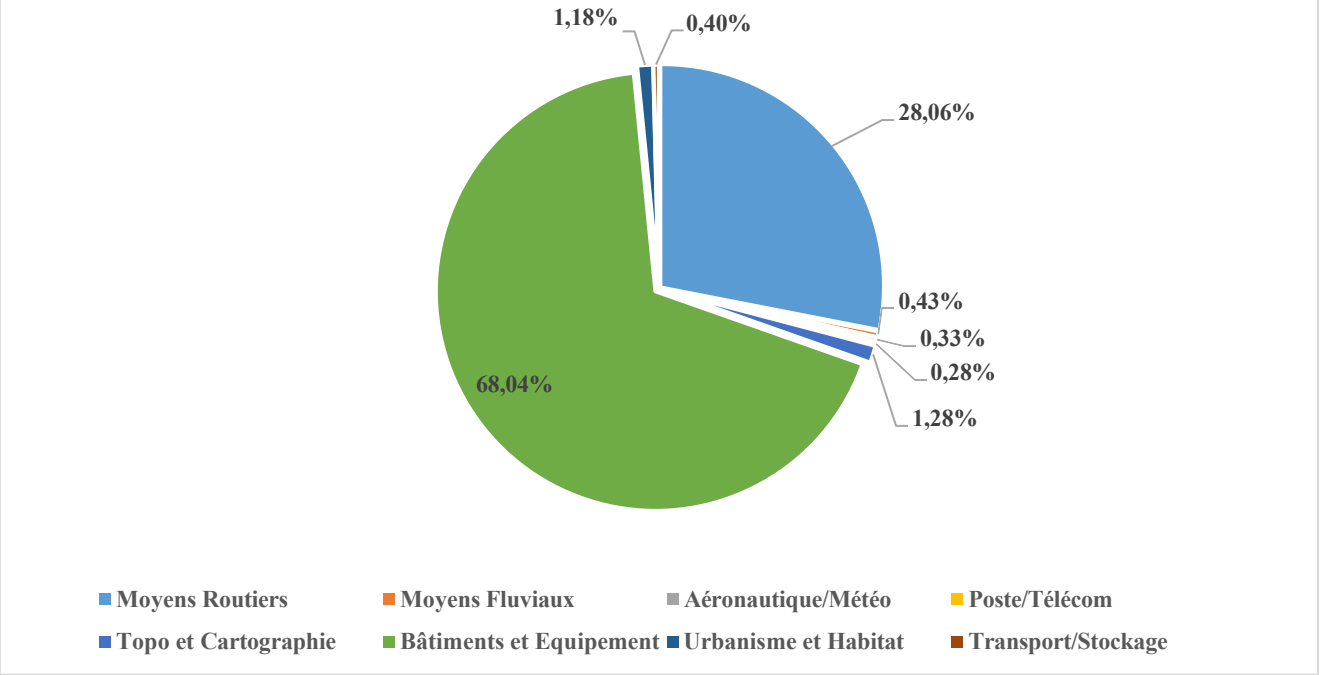
La répartition de l'enveloppe totale du **Secteur des Infrastructures** entre ses différents sous- secteurs par source de financement se présente comme suit :

Tableau 4 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Infrastructures (en millions F CFA)

Sous-Secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Moy. Routiers	81 420	16,39	80 658	100,00	162 078	**28,06**
Moy. Fluviaux	2 500	0,50	-	-	2 500	**0,43**
Aéro/ Météo	1 900	0,38	-	-	1 900	**0,33**
Poste/Télécom	1 600	0,32	-	-	1 600	**0,28**
Topo/ Carto	7 400	1,49	-	-	7 400	**1,28**
Bât/ Equip	392 944	79,08	-	-	392 944	**68,04**
Urb/ Habitat	6 800	1,37	-	-	6 800	**1,18**
Trans/Stockage	2 300	0,46	-	-	2 300	**0,40**
TOTAL	**496 864**	**100,00**	**80 658**	**100,00**	**577 522**	**100,00**

Source : DNPD/Données SIGIP 2026

Graphique 5 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Infrastructures en sous-secteurs



Source : DNPD/données SIGIP 2026

4.4. Secteur des Ressources Humaines

L'enveloppe prévisionnelle du Secteur est estimée à **349,937 milliards de FCFA**, soit **28,70%** de l'enveloppe du PTI 2027-2029. Elle est répartie entre les ressources extérieures pour **16,122 milliards de FCFA**, soit **4,61%** et les ressources intérieures pour **333,815 milliards de FCFA**, soit **95,39%.** Le financement du Secteur concerne la mise en œuvre de **109 Projets/Programmes**.

Elle accorde la priorité au sous-secteur Culture/Art/Sport avec **188,960 milliards de FCFA (54,00%).** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Emploi/Travail avec **47,872 milliards de FCFA (13,68%)**, Administration/Plan/Finances **37,700 milliards de FCFA (10,77%)**, Santé/Affaires sociales avec **36,500 milliards de FCFA (10,43%)**, Education/Formation **32,630 milliards de FCFA (9,32%)** et information **6,275 milliards de FCFA (1,79%%)** (Cf. graphique 6). L'enveloppe du secteur est destinée au développement du capital humain, à la réduction de la pauvreté, au renforcement de la couverture sanitaire, à l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle.

Le domaine de la Santé/Affaires sociales regroupe d'importants Projets de rénovation/extension des Centres Hospitaliers Universitaires, du CNOS, de l'ANTIM, du Centre Régional d'Appareillage Orthopédique et de Rééducation fonctionnelle à Kayes, de l'Hôpital Dermatologie de Bamako et de la DNPSES, des Centres de Santé à travers le renforcement et l'amélioration du plateau technique des structures sanitaires, de promotion et d'autonomisation des femmes et de dividende démographique.

Le domaine de l'Education et de la Formation, entièrement financé sur les ressources intérieures, porte sur la mise en œuvre des projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires, secondaires et universitaires (Amphi, Lycées, IFM, Facultés, Bibliothèque Universitaire Centrale) et des grandes écoles (résidence et bloc administratif à l'IPR/IFRA de Katibougou, nouvelle ENSup), l'Ecole Africaine des Mines et le renforcement des capacités par la formation.

Dans le domaine de la Culture/Art/Sport, les investissements portent sur des actions de renforcement et de développement des infrastructures culturelles et artistiques (CICB, Direction Nationale de l'Action Culturelle, Mémorial Modibo Keïta, Parcs publics et Monuments, Musée National), des travaux de construction/réhabilitation/équipement des infrastructures sportives (des stades régionaux, du stade de Tombouctou, du Centre d'Entrainement Sportif Elite de Kabala, du complexe ARENA Mali) et la mise en œuvre du Programme National de la Promotion de la Jeunesse (PNPJ).

Dans le cadre de l'Education et de la formation pour l'employabilité des jeunes, il s'agit principalement des projets tels que : les projets d'Appui à la Formation Professionnelle, l'Insertion et l'Entreprenariat des jeunes ruraux (FIER II), de renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural à la Formation et à l'Insertion Professionnelle (PFIP), de constructions des Centres de Formation Professionnelle et le renforcement des infrastructures de communication à travers l'AGETIC, l'ORTM et l'ANCD.
Dans le domaine de l'information, on note la poursuite des projets de renforcement des infrastructures de l'ORTM, AGETIC et de l'ANCD.

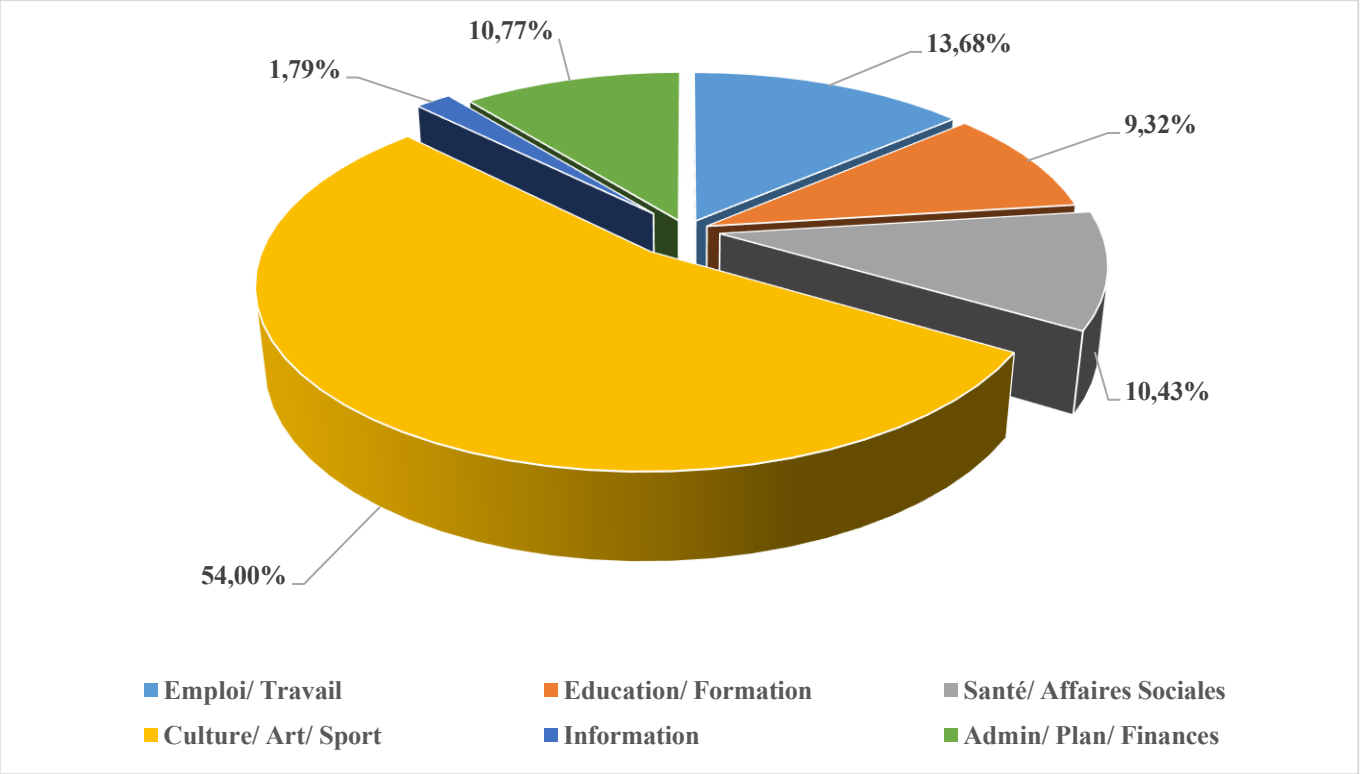
Le domaine de l'Administration, Plan et Finances couvre les projets/programmes de renforcement de capacités des structures (CDI, ODHD/LCP, INSTAT), les projets d'appui aux Directions/Cellules, l'interconnexion des bases de données du MEF, le fonds d'études et de préparation des projets d'investissements et la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Economie Malienne (PACEM).
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur Ressources Humaines se présente comme suit :

Tableau 5 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Ressources humaines (en millions F CFA)

Sous-Secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Emploi/ Travail	33 350	9,99	14 522	90,08	47 872	**13,68**
Education/ Formation	31 030	9,30	1 600	9,92	32 630	**9,32**
Santé/ Aff Sociales	36 500	10,93	-	0,00	36 500	**10,43**
Culture/ Art/ Sport	188 960	56,61	-	0,00	188 960	**54,00**
Information	6 275	1,88	-	0,00	6 275	**1,79**
Admin/ Plan/ Finances	37 700	11,29	-	0,00	37 700	**10,77**
Total	**333 815**	**100,00**	**16 122**	**100,00**	**349 937**	**100,00**

Source : DNPD/Données SIGIP 2026

Graphique 6 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Ressources humaines en sous-secteurs



Source : DNPD/données SIGIP 2026

5. Analyse par Ministère/Institution

Sur une enveloppe prévisionnelle de **1216,950 milliards de FCFA**, le Ministère des Transports et des Infrastructures enregistre la plus importante enveloppe, soit **268,123 milliards de FCFA** avec **36** projets, suivi du Ministère de l'Agriculture avec **154,013 milliards de FCFA** (sans la Ligne Nouveaux Projets) pour **37** projets, du Ministère de l'Energie et de l'Eau avec **132,236 milliards de FCFA,** du Ministère de la Santé et du Développement Social avec **120,440 milliards** de FCFA pour **32** projets.

Ces quatre (04) Ministères représentent **55,45**% de l'enveloppe globale.

La situation de certains Départements se présente comme suit :

- Ministère de la Jeunesse et des Sports : **104,150 milliards de FCFA ;**
- Ministère de l'Economie et des Finances : **71,470 milliards de FCFA ;**
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : **55,400 milliards de FCFA** ;
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable : **51,322 milliards de FCFA.**

La synthèse des dotations et du nombre de projets par ministère /institution est consignée dans le tableau en annexe 2.

CONCLUSION

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) et le Budget Spécial d'Investissement (BSI) sont des instruments privilégiés de mise en œuvre de la politique d'investissements publics. Ils permettent de mieux rationaliser la gestion des ressources publiques afin de contribuer au développement économique et social du pays.

Cependant, le cadre de programmation actuel du PTI ne prend pas en compte toutes les attentes en termes d'exhaustivité des projets structurants et de prévisibilité des besoins d'investissement au cours des prochaines années. Cette situation est due à certaines contraintes qui affectent la qualité de ladite programmation à savoir, la mauvaise qualité à l'entrée de certains projets/programmes et la faible prévisibilité des financements de certains partenaires techniques et financiers.

Après plusieurs années de mise en œuvre du mécanisme de programmation triennale glissante des investissements, des résultats satisfaisants ont été enregistrés, notamment l'appui aux secteurs sociaux et porteurs de croissance comme le développement rural, l'énergie, les mines et les infrastructures routières.

En perspective, la mise en œuvre de la budgétisation des investissements en mode AE/CP, le renforcement des capacités des acteurs, le renforcement des fonds d'études et la préparation des projets contribueront davantage à l'amélioration du processus de préparation, de sélection et du suivi des projets/programmes en vue d'une meilleure orientation des actions de l'Etat pour la transformation structurelle de l'économie nationale conformément à la vision « Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma » et la Stratégie Nationale pour l'Emergence et du Développement Durable, SNEDD (2024-2033) .

A N N E X E S

ANNEXE 1:

Présentation détaillée des Projets par Secteur / Sous-Secteur et par Source de Financement

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2029	3 056	750	2 452	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2027	2 104	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2029	5 000	1 050	3 822	350	1 050	350	0	350	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2029	3 433	750	2 907	250	750	250	220	30	250	250	250	750	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2029	10 500	1 200	400	400	1 200	400	350	50	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2029	4 505	900	2 780	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2019	2029	3 100	800	2 586	200	800	200	150	50	200	300	300	800	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2029	15 759	2 700	13 500	500	1 900	500	500	0	500	700	700	1 900	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2027	4 900	100	100	100	900	900	870	30	100	0	0	100	800	0	0	800	BAD

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2027	1 291	100	100	100	100	100	70	30	100	0	0	100	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2029	2 650	600	2 253	200	600	200	185	15	200	200	200	600	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2016	2029	3 200	1 200	3 147	400	1 200	400	370	30	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2029	100 300	150 000	150 000	26 300	26 300	26 300	0	26 300	26 300	0	0	26 300	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2020	2029	3 880	1 200	3 143	400	1 200	400	380	20	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2028	10 000	1 200	9 097	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2028	5 500	1 200	5 018	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2028	10 000	1 200	7 639	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2028	6 900	1 200	6 057	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2029	44 551	1 200	2 158	400	1 200	400	380	20	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2027	56 110	0	0	0	12 000	12 000	12 000	0	0	0	0	0	12 000	0	0	12 000	B.M. BM
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	2019	2029	11 221	2 000	13 800	150	2 000	150	150	0	150	800	1 050	2 000	0	0	0	0	
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2029	2 970	1 200	2 338	400	1 200	400	380	20	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2029	43 500	16 500	37 041	5 500	16 500	5 500	1 500	4 000	5 500	5 500	5 500	16 500	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2029	3 666	300	100	100	300	100	80	20	100	100	100	300	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	2019	2027	34 107	0	0	0	7 871	7 871	7 871	0	0	0	0	0	7 871	0	0	7 871	KfW
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	2020	2028	10 762	0	0	0	6 005	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	2 005	0	6 005	BOAD
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	1 562	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	1 563	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	2020	2029	122 193	900	2 752	300	900	300	150	150	300	300	300	900	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	2021	2028	5 000	1 200	3 699	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021	2027	8 000	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	2021	2027	3 277	0	0	0	776	776	776	0	0	0	0	0	776	0	0	776	ESPAGNE
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	2022	2029	12 000	5 040	41 000	300	1 100	300	280	20	300	400	400	1 100	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTION INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	2022	2028	31 828	1 000	929	150	6 268	4 140	4 120	20	150	450	400	1 000	3 990	1 278	0	5 268	F.I.D.A FIDA
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	2022	2029	1 220	800	962	300	800	300	280	20	300	200	300	800	0	0	0	0	
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	2023	2029	40 100	6 200	7 018	1 700	22 200	8 700	8 300	400	1 700	2 500	2 000	6 200	7 000	8 500	500	16 000	Multibailleurs

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3366	Programme de Developpement de la Zone Speciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Peri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	2022	2029	15 700	550	728	200	5 350	4 000	3 950	50	200	200	150	550	3 800	1 000	0	4 800	B.A.D BAD
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	2023	2028	50 000	0	150	0	16 000	7 000	0	7 000	0	0	0	0	7 000	9 000	0	16 000	B.M. BM
3391	APPUIS CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	2022	2028	22 000	0	0	0	6 462	4 985	4 985	0	0	0	0	0	4 985	1 477	0	6 462	Canada
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	2023	2028	34 400	0	0	0	9 846	6 300	6 300	0	0	0	0	0	6 300	3 546	0	9 846	B.M. BM
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	2024	2029	13 300	300	377	100	5 300	2 100	25	2 075	100	100	100	300	2 000	3 000	0	5 000	BID
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	2023	2029	38 785	450	300	150	19 217	8 350	8 300	50	150	150	150	450	8 200	10 567	0	18 767	B.A.D BAD
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	2022	2028	15 058	0	0	0	4 806	2 200	2 200	0	0	0	0	0	2 200	2 606	0	4 806	KfW
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	2023	2027	12 560	0	0	0	4 560	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	560	0	4 560	KfW
TOTAL SOUS-SECTEUR				832 386	204 590	331 578	43 000	195 211	117 922	77 152	40 770	43 000	18 450	14 800	76 250	74 922	43 539	500	118 961	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Elevage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	2016	2029	13 780	450	721	150	3 050	2 150	2 100	50	150	150	150	450	2 000	600	0	2 600	BID
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2029	4 000	1 040	8 010	350	1 000	350	330	20	350	400	250	1 000	0	0	0	0	
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2029	37 528	510	1 284	170	510	170	50	120	170	170	170	510	0	0	0	0	
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2029	1 400	650	1 059	250	650	250	0	250	250	200	200	650	0	0	0	0	
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2029	9 000	750	1 562	250	750	250	150	100	250	250	250	750	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	1 563	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	1 563	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	1 562	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	2022	2029	47 367	600	894	200	5 600	5 200	5 050	150	200	200	200	600	5 000	0	0	5 000	B.M. BM

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Elevage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAILS RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	2023	2028	1 210	400	807	200	400	200	140	60	200	200	0	400	0	0	0	0	
3449	APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE DE SECURISATION ET DE STABILISATION DU BETAIL	2026	2028	1 600	1 300	1 300	1 000	1 300	1 000	900	100	1 000	300	0	1 300	0	0	0	0	
3466	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DE LA RACE GIROLANDO	2026	2029	1 000	300	200	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3483	PROJET D'IMPLANTATTION D'UNE NOUVELLE UNITE DE PRODUCTION AU LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	2027	2029	1 200	1 200	1 200	200	1 200	200	200	0	200	500	500	1 200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				124 085	8 250	21 725	3 320	15 810	10 320	9 470	850	3 320	3 070	1 820	8 210	7 000	600	0	7 600	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Pêche								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2029	2 805	750	700	250	750	250	175	75	250	250	250	750	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	2008	2028	14 000	400	584	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2029	1 520	600	1 179	200	600	200	160	40	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				18 325	1 750	2 463	650	1 750	650	535	115	650	650	450	1 750	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Forêts*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2028	7 200	300	450	150	300	150	0	150	150	150	0	300	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2029	2 700	1 050	2 003	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2028	2 600	650	2 235	350	650	350	0	350	350	300	0	650	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2029	3 750	450	3 091	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	2021	2028	1 050	500	1 063	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2029	1 170	400	500	200	400	200	0	200	200	100	100	400	0	0	0	0	
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	2021	2026	3 725	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	PNUD
3416	PROJET RESTAURATION DES TERRES DEGRADEES (PRTD)	2024	2030	75 000	750	500	250	19 750	19 250	19 100	150	250	250	250	750	19 000	0	0	19 000	BM
3450	PROGRAMME D'ACTIVITE DE L'OPERATION AMENAGEMENT DU PARC NATIONAL DE LA BOUCLE DU BAOULE ET DES RESERVES ADJACENTES OPNBB 2026-2030	2026	2029	600	450	300	150	450	150	100	50	150	150	150	450	0	0	0	0	

TOTAL SOUS-SECTEUR	97 795	4 550	10 142	1 900	23 550	20 900	20 000	900	1 900	1 650	1 000	4 550	19 000	0	0	19 000	
TOTAL SECTEUR	1 072 591	219 140	365 908	48 870	236 321	149 792	107 157	42 635	48 870	23 820	18 070	90 760	100 922	44 139	500	145 561	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Mines et Géologie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2027	8 000	0	0	2 000	2 000	2 000	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0	0	0	0	
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	2022	2028	2 500	1 000	1 567	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3464	PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMMENT DES RESSOURCES MINIERES (PDRM)	2026	2028	2 000	600	600	600	600	600	600	0	600	0	0	600	0	0	0	0	
3488	PROJET REALISATION FORAGES EXPLORATION AU MALI	2027	2029	10 000	10 000	10 000	500	5 000	500	500	0	500	2 000	2 500	5 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				22 500	11 600	12 167	3 600	8 600	3 600	3 600	0	3 600	2 500	2 500	8 600	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Eaux								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2026	167 680	0	97 241	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	F.I.D.A Multibailleurs
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2028	3 800	950	950	500	950	500	480	20	500	450	0	950	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2028	45 000	1 400	19 157	700	1 400	700	675	25	700	700	0	1 400	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2029	3 740	1 000	3 233	400	1 000	400	300	100	400	300	300	1 000	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2028	195 754	1 350	4 152	700	8 150	7 500	6 800	700	700	650	0	1 350	6 800	0	0	6 800	Multibailleurs Multibailleurs.
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2027	18 695	0	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2028	30 114	600	990	300	600	300	270	30	300	300	0	600	0	0	0	0	
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2028	7 800	400	600	200	400	200	0	200	200	200	0	400	0	0	0	0	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2028	65 000	750	2 161	500	5 450	4 000	3 500	500	500	250	0	750	3 500	1 200	0	4 700	KfW

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2026	4 096	0	489	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2028	16 262	180	667	100	2 180	2 100	2 000	100	100	80	0	180	2 000	0	0	2 000	KFW.
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2026	9 587	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2028	13 422	450	650	300	4 278	4 128	4 108	20	300	150	0	450	3 828	0	0	3 828	FAD FAT. FEM Fonds Vert Climat Fonds. Vert. Climat. UE
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	1 563	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	2022	2029	9 195	1 200	900	400	1 200	400	380	20	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	2023	2027	7 000	0	0	0	700	700	700	0	0	0	0	0	700	0	0	700	KfW
3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	2024	2028	3 489	300	577	200	300	200	50	150	200	100	0	300	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				602 634	8 930	133 630	4 450	26 958	21 278	19 413	1 865	4 450	3 780	700	8 930	16 828	1 200	0	18 028	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Energie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2028	1 980	200	300	100	200	100	50	50	100	100	0	200	0	0	0	0	
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2028	1 734	320	1 461	200	320	200	0	200	200	120	0	320	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2028	1 500	325	500	200	325	200	0	200	200	125	0	325	0	0	0	0	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2029	7 800	900	1 472	300	900	300	270	30	300	300	300	900	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2028	11 800	1 200	2 182	600	3 700	3 100	2 500	600	600	600	0	1 200	2 500	0	0	2 500	BADEA Fonds Abou Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2028	46 202	5 000	100 000	500	1 700	500	500	0	500	600	600	1 700	0	0	0	0	
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2027	13 800	0	0	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	0	2 000	BID
3362	PROJET DE CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES ET REASEAUX ELECTRIQUES DANS 50 LOCALITES RURALES AU MALI	2023	2028	34 500	0	0	0	5 800	2 800	2 800	0	0	0	0	0	2 800	3 000	0	5 800	BOAD Fonds Vert Climat
3439	PROJET RENFORCEMENT SYSTEME ELECTRIQUE AMELIORATION	2024	2026	25 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	B.M. BM

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Energie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3461	APPUI CELLULE DE SUIVI DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KENIE DE 56 MW	2026	2027	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3462	REALISATION ETUDES DE LA LIGNE DE TRANSPORT 225 kV double terne reliant KENIE-Koulikoro-Banamba-Nara sur 116 km	2026	2028	30 381	600	600	150	600	150	150	0	150	450	0	600	0	0	0	0	
3463	REALISATION DES ETDUES de la ligne de transport 225 kV double terne reliant Kati-Kambila-Kolokani-DIDIENI sur 173 km	2026	2028	44 166	700	700	200	700	200	200	0	200	500	0	700	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				219 463	9 245	107 215	2 250	16 245	9 550	8 470	1 080	2 250	2 795	900	5 945	7 300	3 000	0	10 300	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR			Industrie / Artisanat											
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2027	2 000	100	300	100	100	100	50	50	100	0	0	100	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	2005	2027	22 822	300	300	300	924	650	550	100	300	0	0	300	350	274	0	624	PNUD
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2028	9 000	500	750	100	500	100	100	0	100	400	0	500	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2027	600	150	150	150	150	150	100	50	150	0	0	150	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2028	2 200	500	2 209	300	500	300	200	100	300	200	0	500	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2027	1 200	100	350	100	100	100	0	100	100	0	0	100	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2027	2 700	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2028	1 000	175	605	100	175	100	0	100	100	75	0	175	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2027	1 300	300	1 123	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Industrie / Artisanat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	2021	2026	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3397	PROJET DEVELOPPEMENT MODERNISATION CERFILTEX	2024	2029	10 515	750	550	250	750	250	230	20	250	250	250	750	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				53 937	2 875	6 337	1 800	3 599	2 150	1 630	520	1 800	925	250	2 975	350	274	0	624	
TOTAL SECTEUR				898 534	32 650	259 349	12 100	55 402	36 578	33 113	3 465	12 100	10 000	4 350	26 450	24 478	4 474	0	28 952	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens routiers								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2029	70 700	60 200	233 500	7 600	22 800	7 600	7 500	100	7 600	7 600	7 600	22 800	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2028	15 000	2 000	6 260	1 000	2 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	2 000	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2028	15 000	800	1 100	500	800	500	500	0	500	300	0	800	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2028	81 300	0	0	0	17 000	8 500	8 500	0	0	0	0	0	8 500	8 500	0	17 000	UE
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2027	24 457	0	0	1 500	1 500	1 500	1 500	0	1 500	0	0	1 500	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2027	28 187	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	2019	2027	98 000	0	78 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE II SECTÃ¿Â¿Ã¿Â° BOUREM TARKINT ANEFIS KIDAL	2020	2028	70 400	0	711	0	19 500	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	15 000	0	19 500	BAD UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2028	199 789	100	460	100	16 100	8 100	8 100	0	100	0	0	100	8 000	8 000	0	16 000	BADEA

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	2021	2028	37 750	0	2 095	2 300	16 250	6 300	6 300	0	2 300	1 000	0	3 300	4 000	8 950	0	12 950	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	2021	2027	70 000	0	70 000	13 000	13 000	13 000	13 000	0	13 000	0	0	13 000	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	2022	2027	42 000	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	2022	2027	20 000	15 000	30 300	750	2 350	750	750	0	750	800	800	2 350	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	2022	2028	34 710	500	2 627	500	11 708	7 500	7 500	0	500	0	0	500	7 000	4 208	0	11 208	BOAD
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	2022	2029	11 000	2 250	6 526	750	2 250	750	750	0	750	750	750	2 250	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	2022	2029	10 080	1 500	9 000	300	1 500	300	300	0	300	700	500	1 500	0	0	0	0	
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	2022	2029	25 000	5 000	70 000	370	2 370	370	370	0	370	1 000	1 000	2 370	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOILA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	2022	2027	127 000	0	299 000	6 500	6 500	6 500	6 500	0	6 500	0	0	6 500	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	2024	2027	200	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3431	PROJET ELARGISSEMENT 2X2 VOIES ROUTE BKO KOULOUBA KATI BRETELLE POINT G & SAME	2025	2028	94 000	20 000	134 000	15 000	20 000	15 000	15 000	0	15 000	5 000	0	20 000	0	0	0	0	
3459	PROJET DE RESILIENCE COMMUNAUTAIRE ET DE SERVICES INCLUSIFS (MALIDENKO)	2026	2027	4 450	0	150	0	4 000	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	0	0	4 000	BM
3469	CONSTRUCTION DE LA ROUTE OUELESSEBOUGOU SELINGUE EN 2X2 VOIES	2026	2029	20 000	20 000	40 000	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 099 023	127 500	983 879	51 620	162 078	87 620	87 520	100	51 620	18 650	11 150	81 420	36 000	44 658	0	80 658	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens fluviaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2028	4 918	1 000	500	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	2019	2029	3 179	1 500	2 350	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				8 097	2 500	2 850	1 000	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	500	2 500	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Aéronautique / Météo*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2029	28 609	1 500	15 227	500	1 500	500	450	50	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2028	1 200	400	646	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				29 809	1 900	15 873	700	1 900	700	650	50	700	700	500	1 900	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Poste / Télécommunication								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	2015	2028	3 200	600	3 701	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3484	INTERCONNEXION DES SERVICES DU MEF PAR LA FIBRE OPTIQUE GOUVERNEMENTALE	2027	2028	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				4 200	1 600	4 701	1 300	1 600	1 300	1 300	0	1 300	300	0	1 600	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Topo et Cartographie								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2029	16 500	3 600	14 849	1 200	3 600	1 200	1 100	100	1 200	1 200	1 200	3 600	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2028	3 625	800	3 202	400	800	400	200	200	400	400	0	800	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2029	3 400	900	2 753	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	2022	2026	25 904	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3453	CARTOGRAPHIE TOPOGRAPHIE A L'ECHELLE 1/50 000	2026	2029	1 800	1 600	1 000	400	1 600	400	400	0	400	600	600	1 600	0	0	0	0	
3454	MODERNISATION DU RESEAU GEODESIQUE DE REFERENCE AU MALI	2026	2028	900	500	500	200	500	200	200	0	200	300	0	500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				52 129	7 400	22 304	2 500	7 400	2 500	2 200	300	2 500	2 800	2 100	7 400	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2017	2028	8 000	1 300	12 250	600	1 300	600	600	0	600	700	0	1 300	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2027	3 324	1 000	2 905	500	1 000	500	400	100	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2029	3 160	600	2 260	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2028	1 084	200	300	100	200	100	80	20	100	100	0	200	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2027	4 038	0	0	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2017	2028	1 650	400	1 513	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	2012	2029	2 766	1 200	1 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2029	9 000	9 000	9 500	200	3 200	200	200	0	200	1 500	1 500	3 200	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2028	3 500	1 000	3 087	500	1 000	500	440	60	500	500	0	1 000	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2028	1 892	300	450	150	300	150	120	30	150	150	0	300	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2029	20 000	4 500	13 575	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2028	1 000	400	500	200	400	200	100	100	200	200	0	400	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2028	14 235	400	600	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2028	13 303	400	600	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2028	7 700	400	600	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2028	2 000	600	900	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2027	4 270	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2027	9 000	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2028	6 300	1 000	500	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	2015	2029	3 050	3 000	9 000	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2029	47 000	13 500	39 680	3 500	13 500	3 500	3 500	0	3 500	5 000	5 000	13 500	0	0	0	0	
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2028	13 000	4 000	33 400	2 500	4 000	2 500	2 500	0	2 500	1 500	0	4 000	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2029	3 650	1 050	3 201	350	1 050	350	250	100	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2029	7 200	2 000	5 395	700	2 000	700	700	0	700	700	600	2 000	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2028	5 500	1 500	2 300	800	1 500	800	770	30	800	700	0	1 500	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2028	6 000	1 000	5 496	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2029	4 450	1 350	3 625	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2028	7 525	1 200	7 248	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2028	7 000	1 200	6 114	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2029	6 000	6 597	20 097	300	1 700	300	300	0	300	800	600	1 700	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2028	2 000	300	446	100	300	100	100	0	100	200	0	300	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2028	1 100	200	300	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2027	1 568	100	300	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2027	4 595	1 000	2 000	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2029	4 500	1 500	12 265	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2029	4 500	1 500	12 265	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2020	2029	5 100	1 500	12 265	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2020	2029	4 500	1 500	12 265	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2020	2029	4 600	1 500	12 265	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2020	2029	4 600	1 500	12 265	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2020	2029	8 800	5 000	10 000	500	4 500	500	500	0	500	2 000	2 000	4 500	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2029	550	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP . SIEGE PGT/RGD	2018	2027	4 100	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	2018	2027	4 500	900	900	900	900	900	900	0	900	0	0	900	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2028	2 600	0	3 000	250	450	250	250	0	250	200	0	450	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2028	3 000	0	3 800	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2029	2 700	1 500	10 400	300	1 200	300	300	0	300	450	450	1 200	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2029	3 900	2 500	16 300	300	1 700	300	300	0	300	700	700	1 700	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2029	4 000	3 800	22 617	300	1 700	300	300	0	300	700	700	1 700	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2029	4 600	2 000	2 000	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2029	1 500	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2029	950	400	350	100	400	100	100	0	100	150	150	400	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2029	4 500	1 500	11 600	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2029	4 500	1 500	11 600	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	1 562	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	1 563	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	1 563	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	1 563	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 050	350	1 582	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DGEF	2021	2029	14 359	20 000	40 614	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	2021	2029	3 110	2 000	11 200	300	1 500	300	300	0	300	600	600	1 500	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	2021	2027	400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	2021	2029	3 700	2 200	15 400	600	1 700	600	600	0	600	600	500	1 700	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	2021	2029	2 075	2 000	9 875	300	1 200	300	300	0	300	450	450	1 200	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	2021	2028	2 000	600	900	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	2021	2029	16 700	15 000	85 000	4 500	14 200	4 500	4 500	0	4 500	5 000	4 700	14 200	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	2023	2029	3 000	2 500	14 500	100	2 500	100	100	0	100	1 100	1 300	2 500	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	2021	2029	4 000	2 500	17 500	300	2 000	300	300	0	300	900	800	2 000	0	0	0	0	
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	2021	2029	5 200	2 500	13 121	500	1 750	500	500	0	500	850	400	1 750	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021	2029	20 000	15 000	59 810	4 000	14 000	4 000	4 000	0	4 000	5 000	5 000	14 000	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2021	2029	3 150	2 000	14 000	700	1 700	700	700	0	700	500	500	1 700	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	2021	2028	3 100	2 500	16 000	200	1 700	200	200	0	200	800	700	1 700	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2021	2029	970	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	2021	2029	7 600	5 700	13 900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	2021	2027	600	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	2022	2029	1 200	800	4 800	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	2022	2029	3 000	2 500	15 000	250	1 850	250	250	0	250	800	800	1 850	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	2022	2029	1 900	100	5 100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	2022	2028	3 200	2 000	11 500	600	1 600	600	600	0	600	500	500	1 600	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	2022	2029	5 500	4 000	24 000	1 500	4 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 000	4 000	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	2022	2028	1 453	600	600	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	2022	2027	400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	2022	2029	1 500	940	1 320	300	940	300	300	0	300	340	300	940	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANAES	2022	2028	883	300	1 885	250	300	250	230	20	250	50	0	300	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	2023	2027	3 700	0	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	2023	2028	1 754	754	3 770	300	700	300	300	0	300	400	0	700	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	2023	2029	11 100	8 100	40 500	1 000	7 000	1 000	1 000	0	1 000	3 000	3 000	7 000	0	0	0	0	
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	2023	2028	10 500	5 000	13 593	2 500	5 000	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	5 000	0	0	0	0	
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	2023	2028	6 000	1 700	900	900	1 700	900	900	0	900	800	0	1 700	0	0	0	0	
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	2023	2029	2 700	2 000	10 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	2023	2029	1 250	700	600	300	700	300	0	300	300	200	200	700	0	0	0	0	
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	2023	2029	14 500	10 000	50 000	2 000	7 000	2 000	2 000	0	2 000	2 500	2 500	7 000	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	2023	2027	1 200	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	2024	2029	4 400	3 300	13 200	600	3 100	600	600	0	600	1 400	1 100	3 100	0	0	0	0	
3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	2024	2028	1 500	500	3 000	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	2024	2027	900	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2024	2028	700	100	500	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3414	REHABILITATION CIGEM	2024	2028	820	500	590	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	2024	2028	500	200	323	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	2024	2026	450	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	2024	2027	400	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3432	CONSTRUCTION SIEGE CENTRE NATIONAL ALERTE PRECOCE	2025	2027	700	600	600	600	600	600	600	0	600	0	0	600	0	0	0	0	
3433	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT CESEC	2025	2029	4 850	5 500	10 200	400	3 400	400	400	0	400	1 500	1 500	3 400	0	0	0	0	
3438	REHABILITATION CITE ADMINISTRATIVE	2024	2029	2 700	2 000	4 000	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3451	Projet de Construction du siege de la DNAT	2026	2028	2 500	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3452	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA SUBDIVISIONS DE URBANISME ET DE HABITAT DE KATI	2026	2028	1 381	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3465	CONSTRUCTION DNH/ DRH	2026	2029	5 000	7 000	12 000	200	1 200	200	200	0	200	500	500	1 200	0	0	0	0	
3467	CONSTRUCTION SIEGE COMMISSION CNI/CND	2026	2029	2 000	2 000	4 000	400	1 400	400	400	0	400	500	500	1 400	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3468	REHABILITATION EQUIPEMENT DRPSIAP SIKASSO	2026	2028	500	200	400	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3470	CONSTRUCTION DU CENTRE D'INSTRUCTION SOUNSOUNKORO	2026	2029	5 000	5 000	10 000	800	2 600	800	800	0	800	900	900	2 600	0	0	0	0	
3472	TRANSFORMATION DES CENTRES DE SANTE EN HOPITAUX DE DISTRICT	2025	2028	90 000	0	0	54 700	54 700	54 700	54 700	0	54 700	0	0	54 700	0	0	0	0	
3473	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE BLA	2025	2027	40 000	0	0	6 800	6 800	6 800	6 800	0	6 800	0	0	6 800	0	0	0	0	
3474	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE DIOILA	2025	2027	40 000	0	0	29 300	29 300	29 300	29 300	0	29 300	0	0	29 300	0	0	0	0	
3475	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE BOUGOUNI	2025	2027	60 000	0	0	31 480	31 480	31 480	31 480	0	31 480	0	0	31 480	0	0	0	0	
3476	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE SAN	2025	2027	60 000	0	0	11 480	11 480	11 480	11 480	0	11 480	0	0	11 480	0	0	0	0	
3477	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE NIORO	2025	2027	60 000	0	0	11 480	11 480	11 480	11 480	0	11 480	0	0	11 480	0	0	0	0	
3478	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE KANGABA	2025	2027	40 000	0	0	16 800	16 800	16 800	16 800	0	16 800	0	0	16 800	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3479	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	2026	2028	10 760	0	0	5 000	5 000	5 000	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	
3480	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOUTIALA	2026	2028	35 000	0	0	25 000	25 000	25 000	25 000	0	25 000	0	0	25 000	0	0	0	0	
3485	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HGT	2027	2029	7 500	0	0	7 500	7 500	7 500	7 500	0	7 500	0	0	7 500	0	0	0	0	
3486	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE BANDIAGARA	2027	2029	11 480	0	0	11 480	11 480	11 480	11 480	0	11 480	0	0	11 480	0	0	0	0	
3487	CONSTRUCTION DE LA CITE DES MINES ET DU PETROLE	2027	2029	3 000	3 000	3 000	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
3489	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOTEL DE L'ENVIRONNEMENT	2027	2029	4 500	4 500	4 500	500	3 000	500	500	0	500	1 500	1 000	3 000	0	0	0	0	
3490	PROJET EXTENSION BATIMENT UNIVERSITE KURUKANFUGA	2027	2027	434	434	434	434	434	434	434	0	434	0	0	434	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				982 589	244 125	939 017	269 904	392 944	269 904	268 944	960	269 904	70 240	52 800	392 944	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Urbanisme et Habitat								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2029	5 707	750	750	250	750	250	230	20	250	250	250	750	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2029	5 250	1 200	3 183	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2028	12 000	300	34 981	100	300	100	100	0	100	200	0	300	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2029	5 000	600	4 593	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2028	2 700	250	850	250	250	250	0	250	250	0	0	250	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2029	4 906	600	3 915	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2028	10 000	1 200	1 800	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	2021	2027	16 948	250	250	250	250	250	230	20	250	0	0	250	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	2021	2028	1 900	250	300	100	250	100	100	0	100	150	0	250	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Urbanisme et Habitat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	2022	2027	380	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	2024	2029	1 900	1 300	1 200	400	1 300	400	400	0	400	500	400	1 300	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				66 691	6 800	51 922	2 850	6 800	2 850	2 540	310	2 850	2 500	1 450	6 800	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Transport / Stockage								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2027	2 900	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2026	2 817	0	5 955	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	2023	2027	2 500	0	7 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	2023	2028	7 500	0	28 000	200	2 200	200	200	0	200	2 000	0	2 200	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	2023	2027	3 500	0	7 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				19 217	0	49 255	300	2 300	300	300	0	300	2 000	0	2 300	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR				2 261 755	391 825	2 069 801	330 174	577 522	366 174	364 454	1 720	330 174	98 190	68 500	496 864	36 000	44 658	0	80 658	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Emploi / Travail*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2027	3 549	150	150	150	150	150	0	150	150	0	0	150	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2027	1 393	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2029	2 050	1 125	1 681	500	1 125	500	0	500	500	375	250	1 125	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	2017	2027	6 545	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2029	44 824	30 000	90 601	12 000	30 000	12 000	12 000	0	12 000	10 000	8 000	30 000	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	2022	2027	2 500	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	2023	2029	1 520	775	1 259	300	775	300	0	300	300	275	200	775	0	0	0	0	
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	2023	2029	29 363	450	520	150	14 972	2 150	2 100	50	150	150	150	450	2 000	4 857	7 665	14 522	FIDA
TOTAL SOUS-SECTEUR				91 744	33 350	94 761	13 650	47 872	15 650	14 630	1 020	13 650	10 950	8 750	33 350	2 000	4 857	7 665	14 522	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Education / Formation								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2028	10 000	1 300	9 534	700	1 300	700	700	0	700	600	0	1 300	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2028	2 328	0	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2029	1 400	225	75	75	225	75	0	75	75	75	75	225	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2028	17 731	2 500	15 778	1 500	2 500	1 500	1 500	0	1 500	1 000	0	2 500	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2027	5 315	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2027	5 000	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2029	9 000	9 000	23 150	500	3 500	500	500	0	500	1 500	1 500	3 500	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2029	7 925	2 000	9 350	250	850	250	250	0	250	300	300	850	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2027	12 000	2 000	6 270	250	2 000	250	250	0	250	950	800	2 000	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2028	958	250	400	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2028	2 000	400	1 776	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2028	900	250	400	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	2017	2029	1 300	700	2 200	150	700	150	150	0	150	300	250	700	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2016	2028	2 181	600	300	300	600	300	250	50	300	300	0	600	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2027	2 800	80	1 946	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2029	10 000	8 000	21 000	800	2 800	800	800	0	800	1 000	1 000	2 800	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2029	3 000	3 000	10 342	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	2021	2028	2 200	900	6 200	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021	2029	5 000	5 000	20 000	1 000	2 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	900	2 900	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	2022	2028	5 000	3 000	16 000	1 500	3 000	1 500	1 500	0	1 500	800	700	3 000	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	2022	2028	2 400	0	3 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	2022	2028	3 800	2 500	14 000	750	2 350	750	750	0	750	800	800	2 350	0	0	0	0	
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	2023	2028	3 500	0	8 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	2024	2028	1 000	600	2 400	200	600	200	200	0	200	400	0	600	0	0	0	0	
3436	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	2025	2029	17 384	1 200	900	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3455	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE RENOVATION DE L'EX ENA	2026	2028	1 930	950	1 550	500	950	500	500	0	500	450	0	950	0	0	0	0	
3456	PROJET DE REHABILITATION ET DE RENOVATION DE L'INJS	2026	2029	1 550	1 600	1 650	300	1 500	300	300	0	300	700	500	1 500	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3457	PROJET IMPLEMENTATION D'UNE NOUVELLE IMPRIMERIE DU (CNRENF)	2026	2028	900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3458	PROGRAMME COMMUNES AMIES DES ENFANTS	2026	2028	2 250	300	300	150	1 900	1 750	1 700	50	150	150	0	300	1 600	0	0	1 600	UNICEF
TOTAL SOUS-SECTEUR				140 752	46 730	177 896	11 180	32 630	12 780	12 605	175	11 180	12 125	7 725	31 030	1 600	0	0	1 600	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	2007	2029	2 717	900	1 787	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	2004	2028	2 745	800	2 426	400	800	400	360	40	400	400	0	800	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	2006	2029	4 793	2 300	3 371	700	2 300	700	700	0	700	800	800	2 300	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	2004	2029	3 776	800	1 862	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2029	4 000	600	1 474	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2027	1 099	150	150	150	150	150	125	25	150	0	0	150	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2027	2 405	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	2010	2027	1 047	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2029	2 335	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2029	4 815	3 200	12 700	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2029	13 650	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2028	23 428	400	550	200	400	200	0	200	200	200	0	400	0	0	0	0	
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	2017	2028	30 653	5 000	5 000	3 000	5 000	3 000	3 000	0	3 000	2 000	0	5 000	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2029	75 000	17 500	121 204	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	2021	2029	2 100	1 000	1 815	500	1 000	500	500	0	500	250	250	1 000	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	2021	2028	41 000	200	902	100	200	100	75	25	100	100	0	200	0	0	0	0	
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	2021	2027	1 250	350	350	350	350	350	320	30	350	0	0	350	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	2022	2029	5 000	2 000	24 000	400	2 000	400	400	0	400	800	800	2 000	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	2022	2029	1 900	600	5 200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	2022	2029	1 750	800	4 800	250	800	250	250	0	250	300	250	800	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	2022	2029	1 900	1 200	4 950	550	1 200	550	550	0	550	350	300	1 200	0	0	0	0	
3382	CONSTRUCTION/REHABILIATATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	2023	2027	2 000	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3471	RENFORCEMENT DE CAPACITES DU HCNLS	2026	2027	600	400	400	400	400	400	250	150	400	0	0	400	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				229 963	40 700	194 441	14 500	36 500	14 500	13 990	510	14 500	12 400	9 600	36 500	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Culture / Art / Sport*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2028	10 000	700	1 330	300	700	300	270	30	300	400	0	700	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2028	3 500	350	751	100	350	100	100	0	100	250	0	350	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2028	4 000	850	8 150	600	850	600	600	0	600	250	0	850	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	2017	2028	1 800	300	788	100	300	100	100	0	100	200	0	300	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2028	3 800	450	796	250	450	250	250	0	250	200	0	450	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2028	600	160	256	60	160	60	60	0	60	100	0	160	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	2021	2029	16 700	0	8 000	700	2 700	700	700	0	700	1 000	1 000	2 700	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021	2029	38 000	20 000	45 630	21 500	24 500	21 500	21 500	0	21 500	1 500	1 500	24 500	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	2021	2027	700	0	400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Culture / Art / Sport*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	2022	2028	1 035	0	0	150	450	150	150	0	150	300	0	450	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	2022	2028	810	500	1 000	200	500	200	200	0	200	300	0	500	0	0	0	0	
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	2023	2029	62 410	20 000	44 000	23 000	29 000	23 000	23 000	0	23 000	3 000	3 000	29 000	0	0	0	0	
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	2024	2029	190 000	25 000	115 000	63 000	79 000	63 000	63 000	0	63 000	8 000	8 000	79 000	0	0	0	0	
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	2023	2029	40 000	20 000	50 000	2 000	20 000	2 000	2 000	0	2 000	9 000	9 000	20 000	0	0	0	0	
3460	MALI ARENA	2026	2027	30 000	30 000	45 000	15 000	30 000	15 000	15 000	0	15 000	10 000	5 000	30 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				403 355	118 310	321 101	126 960	188 960	126 960	126 930	30	126 960	34 500	27 500	188 960	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Information								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2028	2 750	500	2 593	250	500	250	100	150	250	250	0	500	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2028	11 000	5 000	10 915	3 000	5 000	3 000	2 950	50	3 000	2 000	0	5 000	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	2022	2027	750	275	275	275	275	275	275	0	275	0	0	275	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	2022	2028	800	200	350	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
3437	PROGRAMME DIGITALISATION DES MIGRANTS	2024	2028	350	300	250	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				15 650	6 275	14 383	3 775	6 275	3 775	3 575	200	3 775	2 500	0	6 275	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Administration / Plan et Finances								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2028	1 800	1 000	600	600	1 000	600	450	150	600	400	0	1 000	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2029	1 773	600	1 600	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2029	2 250	600	2 063	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2029	1 750	600	1 718	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2029	1 400	600	1 233	200	600	200	40	160	200	200	200	600	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2029	1 664	450	1 354	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	2008	2027	1 700	450	1 224	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2029	1 900	360	1 748	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2028	1 600	400	1 092	200	400	200	100	100	200	200	0	400	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2029	1 413	360	1 333	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2029	1 484	360	1 206	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2029	2 150	450	1 952	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2028	5 200	800	4 577	400	800	400	170	230	400	400	0	800	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2029	4 261	1 050	1 050	350	1 050	350	0	350	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2029	4 400	600	600	200	600	200	100	100	200	200	200	600	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2029	1 200	450	679	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2028	2 170	220	370	100	220	100	30	70	100	120	0	220	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2028	1 836	600	1 764	300	600	300	100	200	300	300	0	600	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	2016	2028	2 424	300	2 308	300	300	300	0	300	300	0	0	300	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2029	24 000	16 000	12 100	6 000	16 000	6 000	5 900	100	6 000	5 000	5 000	16 000	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2027	3 230	450	450	450	450	450	420	30	450	0	0	450	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2028	1 189	300	450	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2029	4 175	1 200	3 788	400	1 200	400	225	175	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	2016	2028	2 100	600	1 810	300	600	300	200	100	300	300	0	600	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2029	4 370	1 700	3 713	700	1 700	700	700	0	700	500	500	1 700	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2029	1 177	450	1 002	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2029	9 400	3 000	8 675	1 200	3 000	1 200	1 200	0	1 200	900	900	3 000	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	2016	2029	2 500	750	500	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	2017	2029	1 700	500	1 036	100	500	100	100	0	100	200	200	500	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2029	1 390	450	1 260	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2029	10 878	400	200	200	400	200	0	200	200	200	0	400	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2029	1 625	750	1 284	250	750	250	175	75	250	250	250	750	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2028	975	400	747	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3387	APPUI APEX	2023	2028	1 200	500	1 060	300	500	300	200	100	300	200	0	500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				112 284	37 700	66 546	15 010	37 700	15 010	10 710	4 300	15 010	12 580	10 110	37 700	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR				993 748	283 065	869 128	185 075	349 937	188 675	182 440	6 235	185 075	85 055	63 685	333 815	3 600	4 857	7 665	16 122	
TOTAL GENERAL				5 226 628	926 680	3 564 186	576 219	1 219 182	741 219	687 164	54 055	576 219	217 065	154 605	947 889	165 000	98 128	8 165	271 293	

ANNEXE 2:

Présentation détaillée des Projets par Ministère / Institution et par Source de Financement

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	2023	2028	6 000	1 700	900	900	1 700	900	900	0	900	800	0	1 700	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				6 000	1 700	900	900	1 700	900	900	0	900	800	0	1 700	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	PRIMATURE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3027	MODERNISATION SGG	2017	2029	1 700	500	100	100	500	100	100	0	100	200	200	500	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2028	2 000	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3438	REHABILITATION CITE ADMINISTRATIVE	2024	2029	2 700	2 000	2 000	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2029	950	400	100	100	400	100	100	0	100	150	150	400	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2029	550	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3432	CONSTRUCTION SIEGE CENTRE NATIONAL ALERTE PRECOCE	2025	2027	700	600	600	600	600	600	600	0	600	0	0	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				8 600	4 400	3 200	1 900	4 500	1 900	1 900	0	1 900	1 450	1 150	4 500	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	COUR SUPREME																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2028	13 000	4 000	4 000	2 500	4 000	2 500	2 500	0	2 500	1 500	0	4 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				13 000	4 000	4 000	2 500	4 000	2 500	2 500	0	2 500	1 500	0	4 000	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3433	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT CESEC	2025	2029	4 850	5 500	5 500	400	3 400	400	400	0	400	1 500	1 500	3 400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				4 850	5 500	5 500	400	3 400	400	400	0	400	1 500	1 500	3 400	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2029	20 000	4 500	1 500	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	2023	2028	1 754	754	754	300	700	300	300	0	300	400	0	700	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	2022	2028	3 200	2 000	2 000	600	1 600	600	600	0	600	500	500	1 600	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2029	2 250	600	200	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				27 204	7 854	4 454	2 600	7 400	2 600	2 400	200	2 600	2 600	2 200	7 400	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	2021	2029	5 200	2 500	2 500	500	1 750	500	500	0	500	850	400	1 750	0	0	0	0	
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	2024	2028	500	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
3437	PROGRAMME DIGITALISATION DES MIGRANTS	2024	2028	350	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	2023	2029	1 520	775	300	300	775	300	0	300	300	275	200	775	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2029	1 400	225	75	75	225	75	0	75	75	75	75	225	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2029	2 050	1 125	500	500	1 125	500	0	500	500	375	250	1 125	0	0	0	0	
3414	REHABILITATION CIGEM	2024	2028	820	500	250	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				11 840	5 625	3 875	1 875	4 875	1 875	1 000	875	1 875	2 075	925	4 875	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2021	2029	970	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				970	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	2016	2028	2 100	600	300	300	600	300	200	100	300	300	0	600	0	0	0	0	
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	2023	2029	14 500	10 000	10 000	2 000	7 000	2 000	2 000	0	2 000	2 500	2 500	7 000	0	0	0	0	
3484	INTERCONNEXION DES SERVICES DU MEF PAR LA FIBRE OPTIQUE GOUVERNEMENTALE	2027	2028	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2029	1 773	600	200	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2017	2028	1 650	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2029	1 177	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2029	10 878	400	200	200	400	200	0	200	200	200	0	400	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2028	1 189	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	2016	2029	2 500	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	2018	2027	4 500	900	900	900	900	900	900	0	900	0	0	900	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	2021	2029	16 700	15 000	15 000	4 500	14 200	4 500	4 500	0	4 500	5 000	4 700	14 200	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2028	3 500	1 000	500	500	1 000	500	440	60	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2027	3 324	1 000	500	500	1 000	500	400	100	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2027	9 000	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2029	1 500	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2029	4 450	1 350	450	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	2018	2027	4 100	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	2023	2029	2 700	2 000	2 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021	2029	20 000	15 000	15 000	4 000	14 000	4 000	4 000	0	4 000	5 000	5 000	14 000	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2028	1 836	600	300	300	600	300	100	200	300	300	0	600	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2029	24 000	16 000	6 000	6 000	16 000	6 000	5 900	100	6 000	5 000	5 000	16 000	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2029	3 650	1 050	350	350	1 050	350	250	100	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2029	4 175	1 200	400	400	1 200	400	225	175	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2029	1 625	750	250	250	750	250	175	75	250	250	250	750	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	2022	2028	1 453	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3468	REHABILITATION EQUIPEMENT DRPSIAP SIKASSO	2026	2028	500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	2021	2027	600	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2028	2 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	2023	2029	1 250	700	300	300	700	300	0	300	300	200	200	700	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2028	1 000	175	100	100	175	100	0	100	100	75	0	175	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2029	1 200	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2029	4 370	1 700	700	700	1 700	700	700	0	700	500	500	1 700	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2029	9 400	3 000	1 200	1 200	3 000	1 200	1 200	0	1 200	900	900	3 000	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	2022	2029	5 500	4 000	4 000	1 500	4 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 000	4 000	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2029	1 390	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	2016	2028	2 424	300	300	300	300	300	0	300	300	0	0	300	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	2012	2029	2 766	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2016	2028	2 181	600	300	300	600	300	250	50	300	300	0	600	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2029	4 261	1 050	350	350	1 050	350	0	350	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2029	4 400	600	200	200	600	200	100	100	200	200	200	600	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2028	6 300	1 000	500	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2027	4 595	1 000	1 000	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2028	975	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				198 392	89 275	65 350	31 350	83 975	31 350	28 390	2 960	31 350	28 825	23 800	83 975	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2028	10 000	1 300	700	700	1 300	700	700	0	700	600	0	1 300	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	2015	2029	3 050	3 000	3 000	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				13 050	4 300	3 700	1 300	3 300	1 300	1 300	0	1 300	1 300	700	3 300	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2021	2029	3 150	2 000	2 000	700	1 700	700	700	0	700	500	500	1 700	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	2022	2027	2 500	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	2023	2029	29 363	450	150	150	14 972	2 150	2 100	50	150	150	150	450	2 000	4 857	7 665	14 522	FIDA
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2027	3 549	150	150	150	150	150	0	150	150	0	0	150	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	2017	2027	6 545	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2029	44 824	30 000	30 000	12 000	30 000	12 000	12 000	0	12 000	10 000	8 000	30 000	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2029	3 000	3 000	3 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2029	3 900	2 500	2 500	300	1 700	300	300	0	300	700	700	1 700	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				96 831	38 850	38 250	14 250	50 772	16 250	16 050	200	14 250	12 000	10 000	36 250	2 000	4 857	7 665	14 522	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2028	1 800	1 000	600	600	1 000	600	450	150	600	400	0	1 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 800	1 000	600	600	1 000	600	450	150	600	400	0	1 000	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3458	PROGRAMME COMMUNES AMIES DES ENFANTS	2026	2028	2 250	300	150	150	1 900	1 750	1 700	50	150	150	0	300	1 600	0	0	1 600	UNICEF
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2028	5 500	1 500	800	800	1 500	800	770	30	800	700	0	1 500	0	0	0	0	
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	2023	2028	10 500	5 000	5 000	2 500	5 000	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	5 000	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2028	3 625	800	400	400	800	400	200	200	400	400	0	800	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2028	6 000	1 000	500	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	150	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	150	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2028	10 000	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2028	6 900	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2028	10 000	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2028	10 000	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2028	5 500	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	2021	2028	5 000	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2028	14 235	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2028	13 303	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2028	7 700	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2028	7 000	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2028	7 525	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2020	2029	5 100	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2020	2029	4 600	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2020	2029	4 600	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2020	2029	8 800	5 000	5 000	500	4 500	500	500	0	500	2 000	2 000	4 500	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2029	4 500	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2020	2029	4 500	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2029	4 500	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2029	4 500	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2029	4 500	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2029	1 750	600	200	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	2023	2029	11 100	8 100	8 100	1 000	7 000	1 000	1 000	0	1 000	3 000	3 000	7 000	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	150	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	150	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	150	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	150	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	150	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	150	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	150	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 050	350	150	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	350	150	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				205 538	48 950	39 200	17 100	48 950	18 700	18 220	480	17 100	21 050	9 200	47 350	1 600	0	0	1 600	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	2024	2027	900	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				900	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	2022	2027	400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	2023	2028	50 000	0	0	0	16 000	7 000	0	7 000	0	0	0	0	7 000	9 000	0	16 000	B.M. BM
3459	PROJET DE RESILIENCE COMMUNAUTAIRE ET DE SERVICES INCLUSIFS (MALIDENKO)	2026	2027	4 450	0	0	0	4 000	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	0	0	4 000	BM
3467	CONSTRUCTION SIEGE COMMISSION CNI/CND	2026	2029	2 000	2 000	2 000	400	1 400	400	400	0	400	500	500	1 400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				56 450	2 000	2 000	400	21 400	11 400	4 400	7 000	400	500	500	1 400	11 000	9 000	0	20 000	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	2021	2029	7 600	5 700	5 700	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2029	6 000	6 597	6 597	300	1 700	300	300	0	300	800	600	1 700	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	2021	2026	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	2005	2027	22 822	300	300	300	924	650	550	100	300	0	0	300	350	274	0	624	PNUD
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2029	2 150	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2027	1 200	100	100	100	100	100	0	100	100	0	0	100	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2028	2 170	220	100	100	220	100	30	70	100	120	0	220	0	0	0	0	
3387	APPUI APEX	2023	2028	1 200	500	300	300	500	300	200	100	300	200	0	500	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2027	600	150	150	150	150	150	100	50	150	0	0	150	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2028	2 200	500	300	300	500	300	200	100	300	200	0	500	0	0	0	0	
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2027	2 000	100	100	100	100	100	50	50	100	0	0	100	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2027	1 300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				49 842	14 917	14 097	2 400	5 844	2 750	2 030	720	2 400	1 770	1 050	5 220	350	274	0	624	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2028	958	250	150	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2028	900	250	150	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2028	17 731	2 500	1 500	1 500	2 500	1 500	1 500	0	1 500	1 000	0	2 500	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2027	5 000	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	2021	2029	3 700	2 200	2 200	600	1 700	600	600	0	600	600	500	1 700	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2028	1 600	400	200	200	400	200	100	100	200	200	0	400	0	0	0	0	
3457	PROJET IMPLEMENTATION D'UNE NOUVELLE IMPRIMERIE DU (CNRENF)	2026	2028	900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2024	2028	700	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				31 489	6 000	4 600	3 000	5 500	3 000	2 900	100	3 000	2 000	500	5 500	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2029	9 000	9 000	9 000	500	3 500	500	500	0	500	1 500	1 500	3 500	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	2017	2029	1 300	700	700	150	700	150	150	0	150	300	250	700	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2029	10 000	8 000	8 000	800	2 800	800	800	0	800	1 000	1 000	2 800	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	2022	2028	2 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3455	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE RENOVATION DE L'EX ENA	2026	2028	1 930	950	950	500	950	500	500	0	500	450	0	950	0	0	0	0	
3397	PROJET DEVELOPPEMENT MODERNISATION CERFILTEX	2024	2029	10 515	750	250	250	750	250	230	20	250	250	250	750	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2028	2 328	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3456	PROJET DE REHABILITATION ET DE RENOVATION DE L'INJS	2026	2029	1 550	1 600	1 500	300	1 500	300	300	0	300	700	500	1 500	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2027	12 000	2 000	2 000	250	2 000	250	250	0	250	950	800	2 000	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	2022	2028	3 800	2 500	2 500	750	2 350	750	750	0	750	800	800	2 350	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	2021	2028	2 200	900	900	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2027	5 315	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	2022	2028	5 000	3 000	3 000	1 500	3 000	1 500	1 500	0	1 500	800	700	3 000	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2029	7 925	2 000	2 000	250	850	250	250	0	250	300	300	850	0	0	0	0	
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	2023	2028	3 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	2024	2028	1 000	600	600	200	600	200	200	0	200	400	0	600	0	0	0	0	
3490	PROJET EXTENSION BATIMENT UNIVERSITE KURUKANFUGA	2027	2027	434	434	434	434	434	434	434	0	434	0	0	434	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				80 197	32 509	31 909	6 359	20 409	6 359	6 339	20	6 359	7 950	6 100	20 409	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2028	3 800	450	250	250	450	250	250	0	250	200	0	450	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	2022	2028	810	500	500	200	500	200	200	0	200	300	0	500	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2028	9 000	500	100	100	500	100	100	0	100	400	0	500	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2029	1 664	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2028	600	160	60	60	160	60	60	0	60	100	0	160	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2028	1 100	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2027	1 568	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2027	2 800	80	80	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	2022	2028	1 035	0	0	150	450	150	150	0	150	300	0	450	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	2017	2028	1 800	300	100	100	300	100	100	0	100	200	0	300	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2028	3 500	350	100	100	350	100	100	0	100	250	0	350	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	2021	2027	700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2028	2 000	300	100	100	300	100	100	0	100	200	0	300	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2027	2 700	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				33 077	3 390	1 640	1 590	3 940	1 590	1 440	150	1 590	2 200	150	3 940	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2029	9 000	9 000	9 000	200	3 200	200	200	0	200	1 500	1 500	3 200	0	0	0	0	
3460	MALI ARENA	2026	2027	30 000	30 000	30 000	15 000	30 000	15 000	15 000	0	15 000	10 000	5 000	30 000	0	0	0	0	
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	2024	2029	190 000	25 000	25 000	63 000	79 000	63 000	63 000	0	63 000	8 000	8 000	79 000	0	0	0	0	
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	2023	2029	40 000	20 000	20 000	2 000	20 000	2 000	2 000	0	2 000	9 000	9 000	20 000	0	0	0	0	
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2028	10 000	700	300	300	700	300	270	30	300	400	0	700	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2028	4 000	850	850	600	850	600	600	0	600	250	0	850	0	0	0	0	
3436	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	2025	2029	17 384	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3470	CONSTRUCTION DU CENTRE D'INSTRUCTION SOUNSOUNKORO	2026	2029	5 000	5 000	5 000	800	2 600	800	800	0	800	900	900	2 600	0	0	0	0	
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	2023	2029	62 410	20 000	20 000	23 000	29 000	23 000	23 000	0	23 000	3 000	3 000	29 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	2021	2029	16 700	0	0	700	2 700	700	700	0	700	1 000	1 000	2 700	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021	2029	38 000	20 000	20 000	21 500	24 500	21 500	21 500	0	21 500	1 500	1 500	24 500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				422 494	131 750	130 550	127 500	193 750	127 500	127 470	30	127 500	35 950	30 300	193 750	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	2017	2028	30 653	5 000	5 000	3 000	5 000	3 000	3 000	0	3 000	2 000	0	5 000	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	2021	2028	2 000	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	2022	2029	1 900	1 200	1 200	550	1 200	550	550	0	550	350	300	1 200	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2029	75 000	17 500	17 500	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
3472	TRANSFORMATION DES CENTRES DE SANTE EN HOPITAUX DE DISTRICT	2025	2028	90 000	0	0	54 700	54 700	54 700	54 700	0	54 700	0	0	54 700	0	0	0	0	
3478	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE KANGABA	2025	2027	40 000	0	0	16 800	16 800	16 800	16 800	0	16 800	0	0	16 800	0	0	0	0	
3479	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	2026	2028	10 760	0	0	5 000	5 000	5 000	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	
3473	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE BLA	2025	2027	40 000	0	0	6 800	6 800	6 800	6 800	0	6 800	0	0	6 800	0	0	0	0	
3477	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE NIORO	2025	2027	60 000	0	0	11 480	11 480	11 480	11 480	0	11 480	0	0	11 480	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3474	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE DIOILA	2025	2027	40 000	0	0	29 300	29 300	29 300	29 300	0	29 300	0	0	29 300	0	0	0	0	
3475	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE BOUGOUNI	2025	2027	60 000	0	0	31 480	31 480	31 480	31 480	0	31 480	0	0	31 480	0	0	0	0	
3480	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOUTIALA	2026	2028	35 000	0	0	25 000	25 000	25 000	25 000	0	25 000	0	0	25 000	0	0	0	0	
3486	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE BANDIAGARA	2027	2029	11 480	0	0	11 480	11 480	11 480	11 480	0	11 480	0	0	11 480	0	0	0	0	
3476	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE SAN	2025	2027	60 000	0	0	11 480	11 480	11 480	11 480	0	11 480	0	0	11 480	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2029	1 413	360	120	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	2022	2029	1 750	800	800	250	800	250	250	0	250	300	250	800	0	0	0	0	
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	2007	2029	2 717	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2029	4 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	2006	2029	4 793	2 300	700	700	2 300	700	700	0	700	800	800	2 300	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	2004	2029	3 776	800	200	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
3485	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HGT	2027	2029	7 500	0	0	7 500	7 500	7 500	7 500	0	7 500	0	0	7 500	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	2022	2029	5 000	2 000	2 000	400	2 000	400	400	0	400	800	800	2 000	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2029	2 335	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2029	13 650	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	2023	2027	1 200	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3382	CONSTRUCTION/REHABILIATATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	2023	2027	2 000	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2028	5 200	800	400	400	800	400	170	230	400	400	0	800	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	2021	2028	41 000	200	100	100	200	100	75	25	100	100	0	200	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2029	4 815	3 200	3 200	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	2022	2029	1 900	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	2021	2029	2 100	1 000	500	500	1 000	500	500	0	500	250	250	1 000	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANAES	2022	2028	883	300	300	250	300	250	230	20	250	50	0	300	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				662 825	40 760	34 220	225 190	247 580	225 190	224 795	395	225 190	12 670	9 720	247 580	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3471	RENFORCEMENT DE CAPACITES DU HCNLS	2026	2027	600	400	400	400	400	400	250	150	400	0	0	400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				600	400	400	400	400	400	250	150	400	0	0	400	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	2021	2029	2 075	2 000	2 000	300	1 200	300	300	0	300	450	450	1 200	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2027	1 393	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2027	2 104	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	2010	2027	1 047	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2028	1 084	200	100	100	200	100	80	20	100	100	0	200	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2027	4 900	100	100	100	900	900	870	30	100	0	0	100	800	0	0	800	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2027	1 291	100	100	100	100	100	70	30	100	0	0	100	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2027	1 099	150	150	150	150	150	125	25	150	0	0	150	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2028	1 892	300	150	150	300	150	120	30	150	150	0	300	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2027	2 405	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				19 290	3 250	3 000	1 300	3 250	2 100	1 885	215	1 300	700	450	2 450	800	0	0	800	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2028	15 000	2 000	1 000	1 000	2 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	2 000	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2028	15 000	800	500	500	800	500	500	0	500	300	0	800	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2028	81 300	0	0	0	17 000	8 500	8 500	0	0	0	0	0	8 500	8 500	0	17 000	UE
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2027	24 457	0	0	1 500	1 500	1 500	1 500	0	1 500	0	0	1 500	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2027	28 187	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	2019	2027	98 000	0	0	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE II SECTÃ¿Â¿Ã¿Â° BOUREM TARKINT ANEFIS KIDAL	2020	2028	70 400	0	0	0	19 500	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	15 000	0	19 500	BAD UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2028	199 789	100	100	100	16 100	8 100	8 100	0	100	0	0	100	8 000	8 000	0	16 000	BADEA

3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	2021	2028	37 750	0	0	2 300	16 250	6 300	6 300	0	2 300	1 000	0	3 300	4 000	8 950	0	12 950	BOAD

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	2021	2027	70 000	0	0	13 000	13 000	13 000	13 000	0	13 000	0	0	13 000	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	2022	2027	42 000	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	2022	2027	20 000	15 000	15 000	750	2 350	750	750	0	750	800	800	2 350	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	2022	2028	34 710	500	500	500	11 708	7 500	7 500	0	500	0	0	500	7 000	4 208	0	11 208	BOAD
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	2022	2029	3 000	2 500	2 500	250	1 850	250	250	0	250	800	800	1 850	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	2022	2029	11 000	2 250	750	750	2 250	750	750	0	750	750	750	2 250	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	2022	2029	10 080	1 500	1 500	300	1 500	300	300	0	300	700	500	1 500	0	0	0	0	
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	2022	2029	25 000	5 000	5 000	370	2 370	370	370	0	370	1 000	1 000	2 370	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOILA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	2022	2027	127 000	0	0	6 500	6 500	6 500	6 500	0	6 500	0	0	6 500	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2029	70 700	60 200	60 000	7 600	22 800	7 600	7 500	100	7 600	7 600	7 600	22 800	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	2022	2029	1 900	100	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	2023	2028	7 500	0	0	200	2 200	200	200	0	200	2 000	0	2 200	0	0	0	0	
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	2024	2027	200	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3469	CONSTRUCTION DE LA ROUTE OUELESSEBOUGOU SELINGUE EN 2X2 VOIES	2026	2029	20 000	20 000	20 000	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2028	4 918	1 000	500	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2027	2 900	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2026	2 817	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	2021	2029	4 000	2 500	2 500	300	2 000	300	300	0	300	900	800	2 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	2023	2027	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	2023	2027	3 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	2021	2027	400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	2008	2027	1 700	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2029	3 160	600	200	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	2022	2029	1 200	800	800	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2029	3 400	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3453	CARTOGRAPHIE TOPOGRAPHIE A L'ECHELLE 1/50 000	2026	2029	1 800	1 600	400	400	1 600	400	400	0	400	600	600	1 600	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2029	28 609	1 500	500	500	1 500	500	450	50	500	500	500	1 500	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2028	1 200	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3431	PROJET ELARGISSEMENT 2X2 VOIES ROUTE BKO KOULOUBA KATI BRETELLE POINT G & SAME	2025	2028	94 000	20 000	20 000	15 000	20 000	15 000	15 000	0	15 000	5 000	0	20 000	0	0	0	0	
3454	MODERNISATION DU RESEAU GEODESIQUE DE REFERENCE AU MALI	2026	2028	900	500	200	200	500	200	200	0	200	300	0	500	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	2019	2029	3 179	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 173 156	142 050	133 550	55 920	173 778	87 920	87 420	500	55 920	25 900	15 300	97 120	32 000	44 658	0	76 658	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3416	PROJET RESTAURATION DES TERRES DEGRADEES (PRTD)	2024	2030	75 000	750	250	250	19 750	19 250	19 100	150	250	250	250	750	19 000	0	0	19 000	BM
3489	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOTEL DE L'ENVIRONNEMENT	2027	2029	4 500	4 500	4 500	500	3 000	500	500	0	500	1 500	1 000	3 000	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2028	7 200	300	150	150	300	150	0	150	150	150	0	300	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2029	3 750	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	2021	2028	1 050	500	300	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2029	1 170	400	200	200	400	200	0	200	200	100	100	400	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DGEF	2021	2029	14 359	20 000	20 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	2021	2026	3 725	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	PNUD
3450	PROGRAMME D'ACTIVITE DE L'OPERATION AMENAGEMENT DU PARC NATIONAL DE LA BOUCLE DU BAOULE ET DES RESERVES ADJACENTES OPNBB 2026-2030	2026	2029	600	450	150	150	450	150	100	50	150	150	150	450	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2029	5 250	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2028	12 000	300	100	100	300	100	100	0	100	200	0	300	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2029	4 906	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2028	3 000	0	0	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	2021	2028	1 900	250	100	100	250	100	100	0	100	150	0	250	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	2023	2027	7 000	0	0	0	700	700	700	0	0	0	0	0	700	0	0	700	KfW
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2029	1 400	600	200	200	600	200	40	160	200	200	200	600	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2028	2 600	650	350	350	650	350	0	350	350	300	0	650	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2028	3 800	950	500	500	950	500	480	20	500	450	0	950	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2028	2 600	0	0	250	450	250	250	0	250	200	0	450	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2029	5 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2028	2 700	250	250	250	250	250	0	250	250	0	0	250	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2029	2 700	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				166 210	33 800	28 350	5 200	34 150	24 900	23 570	1 330	5 200	5 750	3 500	14 450	19 700	0	0	19 700	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2028	45 000	1 400	700	700	1 400	700	675	25	700	700	0	1 400	0	0	0	0	
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2027	18 695	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2028	7 800	400	200	200	400	200	0	200	200	200	0	400	0	0	0	0	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2028	65 000	750	500	500	5 450	4 000	3 500	500	500	250	0	750	3 500	1 200	0	4 700	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2026	4 096	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2028	16 262	180	100	100	2 180	2 100	2 000	100	100	80	0	180	2 000	0	0	2 000	KFW.
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2028	195 754	1 350	700	700	8 150	7 500	6 800	700	700	650	0	1 350	6 800	0	0	6 800	Multibailleurs Multibailleurs .
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2028	13 422	450	300	300	4 278	4 128	4 108	20	300	150	0	450	3 828	0	0	3 828	FAD FAT. FEM Fonds Vert Climat Fonds. Vert. Climat. UE
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2028	1 734	320	200	200	320	200	0	200	200	120	0	320	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2028	46 202	5 000	5 000	500	1 700	500	500	0	500	600	600	1 700	0	0	0	0	
3439	PROJET RENFORCEMENT SYSTEME ELECTRIQUE AMELIORATION	2024	2026	25 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	B.M. BM
3461	APPUI CELLULE DE SUIVI DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KENIE DE 56 MW	2026	2027	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3462	REALISATION ETUDES DE LA LIGNE DE TRANSPORT 225 kV double terne reliant KENIE-Koulikoro-Banamba-Nara sur 116 km	2026	2028	30 381	600	600	150	600	150	150	0	150	450	0	600	0	0	0	0	
3463	REALISATION DES ETDUES de la ligne de transport 225 kV double terne reliant Kati-Kambila-Kolokani-DIDIENI sur 173 km	2026	2028	44 166	700	700	200	700	200	200	0	200	500	0	700	0	0	0	0	
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2026	9 587	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	2022	2029	9 195	1 200	400	400	1 200	400	380	20	400	400	400	1 200	0	0	0	0	

3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	2024	2028	3 489	300	200	200	300	200	50	150	200	100	0	300	0	0	0	0	
3465	CONSTRUCTION DNH/ DRH	2026	2029	5 000	7 000	7 000	200	1 200	200	200	0	200	500	500	1 200	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2028	30 114	600	300	300	600	300	270	30	300	300	0	600	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2028	11 800	1 200	600	600	3 700	3 100	2 500	600	600	600	0	1 200	2 500	0	0	2 500	BADEA Fonds Abou Dabi
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2027	13 800	0	0	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	0	2 000	BID
3362	PROJET DE CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES ET REASEAUX ELECTRIQUES DANS 50 LOCALITES RURALES AU MALI	2023	2028	34 500	0	0	0	5 800	2 800	2 800	0	0	0	0	0	2 800	3 000	0	5 800	BOAD Fonds Vert Climat
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2029	3 740	1 000	400	400	1 000	400	300	100	400	300	300	1 000	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2028	1 980	200	100	100	200	100	50	50	100	100	0	200	0	0	0	0	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2029	7 800	900	300	300	900	300	270	30	300	300	300	900	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	2023	2027	3 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2026	167 680	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	F.I.D.A Multibailleurs

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2028	1 500	325	200	200	325	200	0	200	200	125	0	325	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				817 997	23 875	18 500	6 250	42 403	29 678	26 753	2 925	6 250	6 425	2 100	14 775	23 428	4 200	0	27 628	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DES MINES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2029	1 900	360	120	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021	2029	5 000	5 000	5 000	1 000	2 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	900	2 900	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2027	8 000	0	0	2 000	2 000	2 000	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0	0	0	0	
3464	PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMMENT DES RESSOURCES MINIERES (PDRM)	2026	2028	2 000	600	600	600	600	600	600	0	600	0	0	600	0	0	0	0	
3487	CONSTRUCTION DE LA CITE DES MINES ET DU PETROLE	2027	2029	3 000	3 000	3 000	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	2022	2029	1 500	940	940	300	940	300	300	0	300	340	300	940	0	0	0	0	
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	2022	2028	2 500	1 000	500	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3488	PROJET REALISATION FORAGES EXPLORATION AU MALI	2027	2029	10 000	10 000	10 000	500	5 000	500	500	0	500	2 000	2 500	5 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				33 900	20 900	20 160	5 520	15 300	5 520	5 400	120	5 520	4 960	4 820	15 300	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	2015	2028	3 200	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2028	11 000	5 000	3 000	3 000	5 000	3 000	2 950	50	3 000	2 000	0	5 000	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2027	4 038	0	0	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	2022	2027	750	275	275	275	275	275	275	0	275	0	0	275	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2028	2 750	500	250	250	500	250	100	150	250	250	0	500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				21 738	6 375	3 825	4 225	6 775	4 225	4 025	200	4 225	2 550	0	6 775	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2029	16 500	3 600	1 200	1 200	3 600	1 200	1 100	100	1 200	1 200	1 200	3 600	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2028	23 428	400	200	200	400	200	0	200	200	200	0	400	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	2021	2029	3 110	2 000	2 000	300	1 500	300	300	0	300	600	600	1 500	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2027	4 270	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2029	7 200	2 000	700	700	2 000	700	700	0	700	700	600	2 000	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2029	5 707	750	250	250	750	250	230	20	250	250	250	750	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	2022	2027	380	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
3452	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA SUBDIVISIONS DE URBANISME ET DE HABITAT DE KATI	2026	2028	1 381	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2027	3 230	450	450	450	450	450	420	30	450	0	0	450	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3451	Projet de Construction du siege de la DNAT	2026	2028	2 500	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	2004	2028	2 745	800	400	400	800	400	360	40	400	400	0	800	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2028	1 000	400	200	200	400	200	100	100	200	200	0	400	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2017	2028	8 000	1 300	1 300	600	1 300	600	600	0	600	700	0	1 300	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2029	2 700	1 500	1 500	300	1 200	300	300	0	300	450	450	1 200	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	2021	2027	16 948	250	250	250	250	250	230	20	250	0	0	250	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	2022	2026	25 904	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2029	47 000	13 500	3 500	3 500	13 500	3 500	3 500	0	3 500	5 000	5 000	13 500	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	2022	2028	800	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	2021	2027	1 250	350	350	350	350	350	320	30	350	0	0	350	0	0	0	0	
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	2024	2029	1 900	1 300	400	400	1 300	400	400	0	400	500	400	1 300	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				175 953	29 800	13 500	9 900	29 000	9 900	9 340	560	9 900	10 600	8 500	29 000	0	0	0	0	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2029	4 000	3 800	3 800	300	1 700	300	300	0	300	700	700	1 700	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2029	4 600	2 000	2 000	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	2023	2029	3 000	2 500	2 500	100	2 500	100	100	0	100	1 100	1 300	2 500	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTION INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	2022	2028	31 828	1 000	150	150	6 268	4 140	4 120	20	150	450	400	1 000	3 990	1 278	0	5 268	F.I.D.A FIDA
3366	Programme de Developpement de la Zone Speciale de Transformation Agro-Industrielle des Regions de Koulikoro et Peri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	2022	2029	15 700	550	200	200	5 350	4 000	3 950	50	200	200	150	550	3 800	1 000	0	4 800	B.A.D BAD
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	2020	2028	10 762	0	0	0	6 005	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	2 005	0	6 005	BOAD
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	2020	2029	122 193	900	300	300	900	300	150	150	300	300	300	900	0	0	0	0	
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2029	44 551	1 200	400	400	1 200	400	380	20	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	2021	2027	3 277	0	0	0	776	776	776	0	0	0	0	0	776	0	0	776	ESPAGNE

MINISTERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	2023	2029	40 100	6 200	1 700	1 700	22 200	8 700	8 300	400	1 700	2 500	2 000	6 200	7 000	8 500	500	16 000	Multibailleurs
3391	APPUIS CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	2022	2028	22 000	0	0	0	6 462	4 985	4 985	0	0	0	0	0	4 985	1 477	0	6 462	Canada
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	2023	2029	38 785	450	150	150	19 217	8 350	8 300	50	150	150	150	450	8 200	10 567	0	18 767	B.A.D BAD
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	2022	2028	15 058	0	0	0	4 806	2 200	2 200	0	0	0	0	0	2 200	2 606	0	4 806	KfW
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	2023	2027	12 560	0	0	0	4 560	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	560	0	4 560	KfW
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2029	1 484	360	120	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2029	5 000	1 050	350	350	1 050	350	0	350	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2029	10 500	1 200	400	400	1 200	400	350	50	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	2019	2027	34 107	0	0	0	7 871	7 871	7 871	0	0	0	0	0	7 871	0	0	7 871	KfW

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2029	3 433	750	250	250	750	250	220	30	250	250	250	750	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2029	4 505	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021	2027	8 000	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2016	2029	3 200	1 200	400	400	1 200	400	370	30	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2019	2029	3 100	800	200	200	800	200	150	50	200	300	300	800	0	0	0	0	
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	2024	2029	13 300	300	100	100	5 300	2 100	25	2 075	100	100	100	300	2 000	3 000	0	5 000	BID
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2029	3 056	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2029	15 759	2 700	2 700	500	1 900	500	500	0	500	700	700	1 900	0	0	0	0	
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2029	2 970	1 200	400	400	1 200	400	380	20	400	400	400	1 200	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2020	2029	3 880	1 200	400	400	1 200	400	380	20	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2029	3 666	300	100	100	300	100	80	20	100	100	100	300	0	0	0	0	
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	2022	2029	12 000	5 040	5 000	300	1 100	300	280	20	300	400	400	1 100	0	0	0	0	
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	2024	2029	4 400	3 300	3 300	600	3 100	600	600	0	600	1 400	1 100	3 100	0	0	0	0	
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2027	56 110	0	0	0	12 000	12 000	12 000	0	0	0	0	0	12 000	0	0	12 000	B.M. BM
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	2022	2029	1 220	800	300	300	800	300	280	20	300	200	300	800	0	0	0	0	
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	2023	2028	34 400	0	0	0	9 846	6 300	6 300	0	0	0	0	0	6 300	3 546	0	9 846	B.M. BM
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2029	2 650	600	200	200	600	200	185	15	200	200	200	600	0	0	0	0	
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	2019	2029	11 221	2 000	2 000	150	2 000	150	150	0	150	800	1 050	2 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2029	43 500	16 500	5 500	5 500	16 500	5 500	1 500	4 000	5 500	5 500	5 500	16 500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				649 875	59 550	33 470	14 920	154 871	82 042	74 532	7 510	14 920	19 070	18 720	52 710	67 122	34 539	500	102 161	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	2016	2029	13 780	450	150	150	3 050	2 150	2 100	50	150	150	150	450	2 000	600	0	2 600	BID
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2029	37 528	510	170	170	510	170	50	120	170	170	170	510	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	2021	2028	3 100	2 500	2 500	200	1 700	200	200	0	200	800	700	1 700	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	2022	2029	47 367	600	200	200	5 600	5 200	5 050	150	200	200	200	600	5 000	0	0	5 000	B.M. BM
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2029	9 000	750	250	250	750	250	150	100	250	250	250	750	0	0	0	0	
3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAILS RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	2023	2028	1 210	400	200	200	400	200	140	60	200	200	0	400	0	0	0	0	
3449	APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE DE SECURISATION ET DE STABILISATION DU BETAIL	2026	2028	1 600	1 300	1 000	1 000	1 300	1 000	900	100	1 000	300	0	1 300	0	0	0	0	
3466	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DE LA RACE GIROLANDO	2026	2029	1 000	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	

3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	2008	2028	14 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2029	1 400	650	250	250	650	250	0	250	250	200	200	650	0	0	0	0	
3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	2024	2028	1 500	500	500	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	2024	2026	450	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2029	4 000	1 040	1 000	350	1 000	350	330	20	350	400	250	1 000	0	0	0	0	
3483	PROJET D'IMPLANTATTION D'UNE NOUVELLE UNITE DE PRODUCTION AU LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	2027	2029	1 200	1 200	1 200	200	1 200	200	200	0	200	500	500	1 200	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2029	2 805	750	250	250	750	250	175	75	250	250	250	750	0	0	0	0	
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	2024	2027	400	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2029	1 520	600	200	200	600	200	160	40	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				141 860	12 350	8 570	4 420	19 110	11 420	10 455	965	4 420	4 120	2 970	11 510	7 000	600	0	7 600	

PTI 2027 - 2029

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	CHARGES COMMUNES																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2027			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2027	2027	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2027	2028	2029	Total	2027	2028	2029	Total	Sources
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2029	100 300	150 000	150 000	26 300	26 300	26 300	0	26 300	26 300	0	0	26 300	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				100 300	150 000	150 000	26 300	26 300	26 300	0	26 300	26 300	0	0	26 300	0	0	0	0	
ENSEMBLE MINISTERES				5 226 628	926 680	802 020	576 219	1 219 182	741 219	687 164	54 055	576 219	217 065	154 605	947 889	165 000	98 128	8 165	271 293	

ETAT L

RESTES A PAYER

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

ANNEXE BUDGETAIRE RELATIVE AUX RESTES À PAYER 2026 DE L'ETAT ET DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CREDITS DE PAIEMENTS (AE/CP) 2027-2029

Août 2026

Sigles et Abréviation

AE/CP	Autorisation d'Engagement/Crédit de Paiement
AMADER	Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et de l'Électrification Rurale
ANADEB	Agence Nationale du Développement des Biocarburants
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CADD	Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration
CAISFF	Cellule d'Appui à l'Informatisation des Services Fiscaux et Financiers
CFA	Communauté Financière Africaine
CM	Conseil des Ministres
CNOS	Centre National d'Odonto-Stomatologie
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CT/CSLP	Cellule technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
DGB	Direction Générale du Budget
DGCC	Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence
DGEF	Direction Générale des Eaux et Forêts
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNCF	Direction Nationale du Contrôle Financier
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTTMF	Direction Nationale des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
FMI	Fonds Monétaire International
INSTAT	Institut National de la Statistique
IPR/ IFRA	Institut Polytechnique Rural de Formation et de Recherche Appliquée
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
ODD	Objectifs de Développement Durable
PAG	Plan d'Action du Gouvernement
PRED	Plan pour la Relance Durable du Mali
PREM	Plan de réformes de la gestion des finances publiques du Mali
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SIGIP	Système Intégrée de Gestion des Investissements Publics
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

En vue d'améliorer et d'harmoniser les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement, l'UEMOA a adopté la Directive n° 06/2009/CM/UEMOA portant Loi de Finances.

Cette directive a été transposée dans la règlementation nationale du Mali à travers la Loi n° 2013-028 du 11 Juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances, abrogée par la Loi n°2025-038 du 15 août 2025, portant loi organique relative aux lois de finances. À cet effet, le Gouvernement de la République du Mali a mis en œuvre la gestion budgétaire en mode programme notamment la procédure des Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement (AE/CP) dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget d'État à partir de 2018.

Elle introduit plusieurs innovations dans la préparation, l'exécution et le suivi des Lois de finances, dont la programmation pluriannuelle des dépenses. L'un des outils de la mise en œuvre de la pluri annualité budgétaire consiste à la programmation des investissements en mode AE-CP, lors de la budgétisation et de l'exécution des dépenses d'investissement. Les AE constituent désormais un véritable enjeu pour le pilotage de l'exécution budgétaire des investissements.

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, comme principe général de budgétisation des dépenses d'investissement, l'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer durant l'année et l'enveloppe des CP est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné, compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

Ainsi, l'année 2027 marque la dixième année de préparation et d'exécution du Budget d'État en mode programmes.

I. METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNEXE AE-CP

I.1. Définitions des concepts

Aux termes de l'article 16 de la Loi n°2025-038 du 15 août 2025, portant loi organique relative aux lois de finances, les crédits ouverts par la loi de finances sont constitués :

- de Crédits de Paiement, pour les dépenses de personnel, les acquisitions de biens et services et les dépenses de transfert et subvention ;
- d'Autorisations d'Engagement et de Crédits de Paiement, pour les dépenses d'investissement et les contrats de partenariats publics-privés.

Les concepts ci-après sont définis comme suit :

- les Autorisations d'Engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances. Pour les opérations d'investissement directement exécutées par l'État, l'AE couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction (**Article 17** de la Loi n° 2025-038 du 15 août 2025) ;

- les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice (**Article 18** de la Loi n°2025-038 du 15 août 2025).

Le principe veut que l'exécution des crédits soit désormais matérialisée par deux phases bien distinctes : une phase d'engagement juridique qui donne lieu à la consommation d'AE et une phase d'ordonnancement qui donne lieu à la consommation de CP. Cela se traduit par le fait qu'aucun crédit ne peut être ordonnancé s'il n'est pas précédé par la consommation d'une AE correspondante.

I.2. Méthode de calcul des Restes à payer 2026 de l'État et de budgétisation des dépenses d'investissement en AE-CP 2027-2029

I.2.1. Méthode de calcul des Restes à payer 2026 de l'Etat

Les restes à payer 2026 au titre des Engagements de l'État ont été calculés pour les projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution ayant fait l'objet de marchés (devant se poursuivre au-delà de 2026), comme suit :

Reste à payer 2026 = Restes à payer 2025 + AE consommées 2026 - CP engagés 2026.

I.2.2. Modalités de budgétisation des dépenses d'investissement en AE-CP 2027-2029

Le principe de la programmation/budgétisation des dépenses d'investissements publics en mode AE/CP se présente comme suit :

- **la programmation des projets avec marchés pluriannuels**

La budgétisation se fait en mode AE différent des CP **(AE ≠ CP)** pour les contrats (marchés pluriannuels) sur financement du Budget National.

AE = Montant total du marché

L'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer au cours de l'année.

CP = Dotations annuelles pour couvrir l'AE

L'enveloppe des CP est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

- **la programmation des Contreparties des projets/programmes, des Contrat-Plans et des projets de souveraineté[1]**

La budgétisation des Contreparties des Projets/Programmes financés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et des Contrats de performance (Contrat-plan) entre l'État et les Organismes personnalisés se fait, pour l'instant, en mode AE égale au CP **(AE = CP)** sur la base des dotations annuelles (pour des questions de prudence et de gestion du niveau de consommation des crédits).

Aussi, la budgétisation des Projets/Programmes de souveraineté se fait en **AE = CP** sur la base des dotations annuelles.

L'annexe AE-CP 2027 -2029 a été élaborée sur la base des informations issues des rapports de la 26ème Revue des Projets/Programmes d'Investissement Public au 31 décembre 2025, des projets du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2027-2029 et du Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2027.

L'annexe AE-CP contient :

- le rappel des CP de 2026 en financement intérieur et extérieur ;
- la programmation des AE-CP des Projets/Programmes d'investissement public sur la période 2027-2029.

Au cours des travaux d'élaboration de l'Annexe AE/CP, les Projets/Programmes d'investissement public de l'ensemble des départements sectoriels (hors ceux du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile) et des Institutions en exécution en 2026 et ceux se poursuivant ou devant démarrer à partir de 2027 ont été passés en revue.

II- PRESENTATION DE L'ANNEXE AE/CP 2027-2029

Les Autorisations d'Engagement (AE) concernent uniquement les dépenses du Budget Spécial d'Investissement (BSI) financement intérieur, du fait que l'exécution des Crédits de Paiement (CP) relatifs au financement extérieur s'effectue suivant les procédures des bailleurs et non par les procédures budgétaires et comptables nationales.

2.1. Situation des Restes à payer 2026

Le montant total des restes à payer sur les engagements de l'État dans le cadre des marchés en cours d'exécution sur la période triennale 2027-2029 des Projets/Programmes d'investissement public des départements sectoriels répertoriés dans le BSI est estimé globalement à **299, 380milliards** de FCFA (cf. tableau ci-dessous).

[1] Projets n'ayant pas fait l'objet d'engagement juridique et strictement financés par les ressources internes.

Tableau 1 : Situation des restes à payer par Ministère/Institution en FCFA

Ministères	Source de financement	RESTE A PAYER EN 2026
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	Etat	16 042 284 024
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	Etat	10 098 126 000
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	Etat	770 681 000
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	Etat	34 647 706 000
MINISTERE DES MINES	Etat	2 716 134 000
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	Etat	27 590 951 000
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Etat	10 873 009 000
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	Etat	139 572 164 000
MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	Etat	4 855 911 000
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	Etat	28 575 919 000
MINISTERE DE LA COMMUNICATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	Etat	2 252 012 000
MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Etat	20 318 369 000
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	Etat	1 066 544 000
TOTAL		**299 379 810 024**

Source : DNPD/DGB 2026

Il ressort de l'analyse du **Tableau 1** que les investissements de l'État sont orientés essentiellement à la prise en charge des infrastructures de Santé et de Développement social dont le niveau d'Engagement s'élève à **139,572 milliards de FCFA** (soit **46,62%)** du montant total des Restes à payer.

La situation détaillée des Restes à payer 2026 par Ministères/Institutions se trouve à l'**Annexe 1**.

2.2. Situation globale des AE/CP 2027-2029

Les données de la programmation triennale 2027-2029 se présentent comme suit :

- AE = **926,500 milliards** de FCFA, exclusivement sur les ressources internes**.**

Les AE sur financement interne sont réparties par année comme suit : **802,020 milliards** en 2027 ; **78,975 milliards** en 2028, **milliards** et **45, 505 milliards** en 2029 ;

- CP = **1 219, 182 milliards** de FCFA dont **947,889 milliards** de FCFA sur ressources internes, soit **77,75%.**

Les CP sur financement interne sont répartis par année comme suit : **576,219 milliards** de FCFA en 2027 ; **217,065 milliards** de FCFA en 2028 et **154,605 milliards** de FCFA en 2029.

Quant aux CP sur financement externe, ils s'élèvent à **271,293 milliards** de FCFA et sont répartis par année comme suit : **165,000 milliards** de FCFA en 2027 ; **98,128 milliards** de FCFA en 2028 et **8,165 milliards** de FCFA en 2029 **(cf. Annexe 1).**

2.3. Situation des AE/CP 2027

Au titre de l'exercice budgétaire 2027, le volume total des Autorisations d'Engagement d'un montant de **802,020 Milliards** de FCFA concerne **382 Projets/Programmes**. Ce montant est réparti entre les Marchés pluri annuels pour **709, 391 milliards** de FCFA, soit **88, 45%** et les Marchés annuels pour **92,629 Milliards** de FCFA, soit **11,55% (cf. Annexe 1).**

Le montant des AE 2027 (**802,020 Milliards** de FCFA) est constitué des nouveaux engagements dont **334,240 milliards de FCFA** au titre des reports des marchés non engagés de 2026 en raison du contexte marqué par :

- une crise sécuritaire alimentée par les groupes armés terroristes et ses effets néfastes qui impactent la mise en œuvre de certains projets entrainant le ralentissement des activités concernant la mobilisation des ressources ;
- la suspension des décaissements de certains projets/programmes par les Partenaires Techniques et Financiers ;
- les effets des crises internationales dont celles de l'Ukraine et du Moyen Orient avec leur corollaire de hausse des prix des produits de base, notamment les hydrocarbures.

Tableau N°2 : Répartition des AE 2027

Institutions/Départements	MONTANT DES AE 2027 *(en F CFA)*		
	AE pluriannuelles	AE annuelles	AE globales
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	-	900 000 000	**900 000 000**
PRIMATURE	2 000 000 000	1 400 000 000	**3 400 000 000**
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	127 300 000 000	6 250 000 000	**133 550 000 000**
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	24 500 000 000	3 850 000 000	**28 350 000 000**
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	2 754 000 000	1 700 000 000	**4 454 000 000**
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	2 200 000 000	2 400 000 000	**4 600 000 000**
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	31 150 000 000	759 000 000	**31 909 000 000**
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	2 000 000 000	1 000 000 000	**3 000 000 000**
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	12 297 000 000	1 800 000 000	**14 097 000 000**
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	29 700 000 000	4 520 000 000	**34 220 000 000**
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	47 000 000 000	18 350 000 000	**65 350 000 000**
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	30 100 000 000	9 100 000 000	**39 200 000 000**
MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	4 800 000 000	8 700 000 000	**13 500 000 000**
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	13 300 000 000	5 200 000 000	**18 500 000 000**
MINISTERE DES MINES	18 940 000 000	1 220 000 000	**20 160 000 000**
MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL	3 000 000 000	700 000 000	**3 700 000 000**
MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME	500 000 000	1 140 000 000	**1 640 000 000**
MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE	2 500 000 000	1 375 000 000	**3 875 000 000**
MINISTERE DE L'ENTREPRENEURIAT NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	37 500 000 000	750 000 000	**38 250 000 000**
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	21 300 000 000	12 170 000 000	**33 470 000 000**

Institutions/Départements	MONTANT DES AE 2027 *(en F CFA)*		
	AE pluriannuelles	AE annuelles	AE globales
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	5 200 000 000	3 370 000 000	**8 570 000 000**
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS, CHARGE DE L'INSTRUCTION CIVIQUE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE	129 850 000 000	700 000 000	**130 550 000 000**
COUR SUPREME	4 000 000 000	-	**4 000 000 000**
CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	5 500 000 000	-	**5 500 000 000**
MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	-	3 825 000 000	**3 825 000 000**
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	-	250 000 000	**250 000 000**
MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE	2 000 000 000	-	**2 000 000 000**
MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT	-	600 000 000	**600 000 000**
MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES	-	200 000 000	**200 000 000**
HAUT CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	-	400 000 000	**400 000 000**
NOUVEAUX PROJETS BSI	150 000 000 000	-	**150 000 000 000**
TOTAL GENERAL	**709 391 000 000**	**92 629 000 000**	**802 020 000 000**

***Source** : DNPD, Données AE/CP 2027-2029*

Les Crédits de Paiement au titre de 2027 pour la prise en charge des marchés pluri annuels et annuels se chiffrent à **576,219 milliards de F CFA** pour le financement intérieur.

2.3.1. Ventilation des AE 2027 par Secteur de planification

La répartition des AE 2027 entre les Secteurs de planification est consignée dans le tableau ci-après :

Tableau N°3 : Ventilation des AE 2027 par Secteur de planification

(en milliards de F CFA)

Secteur	Nbre de projets/prog.	AE		CP intérieur	
		Montant	%	Montant	%
Economie Rurale	68	182,870	22,80	48,870	8,48
Secondaire	37	24,950	3,11	12,100	2,10
Infrastructures	168	348,875	43,50	330,174	57,30
Ressources Humaines	109	245,325	30,59	185,075	32,12
TOTAL	**382**	**802,020**	**100,00**	**576,219**	**100,00**

***Source** : DNPD/ données SIGIP 2026*

Cette répartition des AE 2027 est marquée par la prédominance du secteur des Infrastructures avec **43,50%** pour 168 projets**.** Il est suivi des secteurs Ressources Humaines avec **30,59%** pour 109 projets**,** Économie rurale avec **22,80%** pour 68 projets et du Secondaire avec **3,11%** pour 37 projets**.**

2.3.2. Ventilation des AE 2027 par Ministère/Institution

La situation des Départements/Institutions avec un niveau élevé d'AE (supérieures à **15 milliards FCFA)** se présente comme suit :

- **Ministère des Transports et des infrastructures : 133,550 milliards de FCFA** pour **36 projets et programmes** dont entre autres, le programme d'Urgence routier **(60,000 milliards de FCFA)**, Projet d'élargissement en 2x2 voies de la Route de Bamako-Koulouba-Kati, Bretelle Point G et Samé **(20,000 milliards de FCFA)**, la construction de la route Ouéléssébougou- Selingué en 2X2 voies **(20,000 milliards de FCFA)**, construction de 4 passerelles pour piéton et prolongement de caniveaux vers l'exutoire sur 1,5 Km **(15,00 milliards de FCFA)**, l'aménagement de la voie route aéroport - Cité universitaire de Kabala **(5,000 milliards de FCFA)**, la construction/équipement de la DNTTMF **(2,500 milliards de FCFA)**, les travaux de construction de la Pénétrante - Phase 2 de la route Bamako -Ségou (tronçon de la route RN6 compris entre le carrefour de Waraba Tiatio vers Baguinéda sur 16 km, la construction du siège de la DGR **(2,500 milliards de FCFA)**, l'aménagement en 2X2 voies de la section Ségou - San sur 7 km de la RN6 **(1,500 milliard de FCFA)**.
- **Ministère de la Jeunesse et des Sports, Chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne : 130,550 milliards FCFA** pour **11 Projets** parmi lesquels, on peut citer le Projet Mali ARENA **(30,000 milliards FCFA)**, le projet de réhabilitation des Stades régionaux **(25,000 milliards FCFA)**, la réhabilitation du Lycée Sportif de Kabala **(20,000 milliards FCFA)**, la construction/réhabilitation du Centre d'entrainement Sportif Elite Kabala **(20,000 milliards FCFA)**, la construction du Stade de Tombouctou **(20,000 milliards FCFA)**, la Construction de l'Hôtel de la Jeunesse et des Sports **(8,000 milliards FCFA)**, la construction du Centre d'Instruction de Sounsounkoro **(5,000 milliards FCFA)**.
- **Ministère de l'Économie et des Finances : 65,350 milliards FCFA** pour **43 projets**. Il s'agit entre autres des Projets de Construction du Siège DGB -DNCF **(15,000 milliards FCFA)**, Construction/Équipement immeuble des Impôts **(15,000 milliards FCFA)**, Construction Hôtel des Finances **(10,000 milliards FCFA)**, les travaux de construction/équipement du siège de la CAISFF **(4,000 milliards FCFA)**, le projet de Construction de salles d'archives de la DGTCP **(4,000 milliards FCFA)**, la Construction/Equipement du Centre de Formation Professionnelle en Statistiques /CFP-STAT **(1,000 milliard FCFA)**.
- **Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : 39, 200 milliards FCFA** pour **38 projets**, parmi lesquels on peut retenir les travaux de construction du Centre de Traitement des Données de l'Etat Civil (CTDEC) **(8,100 milliards FCFA)**, le projet d'aménagement/équipement des cercles et arrondissements **(5,000 milliards FCFA)**, le projet d'aménagement et installation/équipement de la Région de Koutiala **(5, 000 milliards FCFA),** le projet d'aménagement et installation/équipement de la Région de Nara **(1, 500 milliard FCFA)**, le projet d'aménagement et installation/équipement de la Région de San

(1, 500 milliard FCFA), le projet d'aménagement et installation/équipement de la Région de Nioro du Sahel **(1,500 milliard FCFA)**, le projet d'aménagement et installation/équipement de la Région de Douentza **(1, 500 milliard FCFA),** le projet d'aménagement et installation/équipement de la Région de **Bandiagara (1, 500 milliard FCFA)**, le projet d'aménagement et installation/équipement de la Région de Kita **(1, 500 milliard FCFA)**, le projet d'aménagement et installation/équipement de la Région de Bougouni **(1, 500 milliard FCFA)**, le projet d'aménagement et installation/équipement de la Région de Dioïla **(1, 500 milliard FCFA)**.

- **Ministère de l'Entrepreneuriat National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle : 38, 250 milliards FCFA** pour **8 projets**, dont entre autres, les travaux de Construction/Réhabilitation et Équipement des Centres de Formation Professionnelle au Mali **(30,000 milliards FCFA)**, le projet de construction de la Ferme École MOFA **(3, 000 milliards FCFA)**, la Construction du siège de l'ONEF **(2,5 milliards FCFA)**, le projet de Construction Équipement de la Direction Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle **(2,000 milliards FCFA)**.
- **Ministère de la Santé et du Développement Social : 34,220 milliards FCFA** pour **32 Projets**. Il s'agit spécifiquement des Projets de Construction/Équipement des hôpitaux **(17,500 milliards FCFA)**, d'Amélioration du Plateau technique des Hôpitaux Markala/Koutiala/Koulikoro **(5, 000 milliards FCFA)**, Construction du Centre de Télésanté et Informatique Médicale **(3,200 milliards FCFA)**, les travaux de Construction/Équipement du Siège du CNOS **(2,000 milliards FCFA),** Projet de construction d'un bureau R+3 dans la cour de la DNPSES **(1, 200 milliard FCFA)**.
- **Ministère de l'Agriculture : 33,470 milliards FCFA** pour **37 projets**. Il s'agit notamment des Projets de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-ORM) **(5,000 milliards FCFA)**, Construction du Siège de l'Institut du Sahel **(3, 800 milliards FCFA)**, Construction du siège de l'IER **(3,300 milliards FCFA)**, Projet d'Appui au Développement Rural de Soké 1/PADER-S1 **(2,700 milliards FCFA**), la Construction du siège de la DNGR/ DNA **(2,500 milliards FCFA)**, Projet d'extension des aménagements de la plaine de San Ouest de 510 ha/Développement rural et sécurité alimentaire/ MLI 021 **(2, 000 milliards FCFA)**, Construction Equipement DFM/DRH du Ministère de l'Agriculture **(2, 000 milliards FCFA)** .
- **Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique : 31, 909 milliards FCFA** pour **14 projets** dont principalement le Projet de Construction et équipement de la Bibliothèque Universitaire Centrale/BUC **(9, 000 milliards FCFA)**, Projet construction de l'ENSUP **(8, 000 milliards FCFA)**, Projet de Construction d'Infrastructures Pédagogiques à l'IPR de Katibougou **(3, 000 milliards FCFA)**, Construction/Résidence universitaire à l'IPR/IFRA de Katibougou **(2, 500 milliards FCFA)**, construction/équipement du Campus Universitaire de Kabala Phase 1 blocs pédagogiques **(2,000 milliards FCFA)**, Construction /Équipement Faculté de la Pharmacie **(2, 000 milliards FCFA)**, Projet de réhabilitation et de rénovation de l'INJS **(1, 500 milliard FCFA)**.

- **Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable : 28, 350 milliards FCFA** pour **21 projets** composés essentiellement des travaux de construction/équipement de la DGEF et ceux de l'hôtel de l'Environnement pour respectivement **20,000 milliards FCFA** et **4,500 milliards FCFA**.
- **Ministère des Mines : 28, 350 milliards FCFA** pour **6 projets** parmi lesquels on peut citer le projet de réalisation de forages d'exploration au Mali **(10,000 milliards FCFA)**, les travaux de construction de l'Ecole Africaine des Mines **(5,000 milliards FCFA),** de la construction de la Cité des Mines et du Pétrole **(3,000 milliards FCFA)** et la construction/équipement de l'Inspection de l'Energie et de l'Eau **(940,000 millions FCFA)** ;
- **Ministère de l'Énergie et de l'Eau : 18, 500 milliards FCFA** pour **21 projets** dont, le projet de Construction de la Direction Nationale de l'Hydraulique/ Direction Régionale **(7, 000 milliards FCFA)**, Programme d'Urgences Sociales Accès à l'Energie/Construction Centrale Solaire **(5,000 milliards FCFA)**, Réalisation des études de la ligne de transport 225 kV double terne reliant Kénié-Koulikoro-Banamba-Nara sur 116 km **(600,00 millions FCFA)**, Réalisation des études de la ligne de transport 225 kV double terne reliant Kati-Kambila-Kolokani-Didiéni sur 173 km (**700,00 millions FCFA**).

La situation d'ensemble des AE/CP 2027 par Ministère/Institution est consignée dans le tableau ci-dessous.

Tableau N°4 : La situation d'ensemble des AE/CP 2027 par Ministère/Institution

Ministère/Institution	Année 2027			Nbre de projets	% AE
	AE	CP			
		Intérieur	Extérieur		
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	900 000 000	900 000 000	-	1	0,11
PRIMATURE	3 400 000 000	2 100 000 000	-	6	0,42
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	133 550 000 000	55 920 000 000	32 000 000 000	36	16,65
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	28 350 000 000	5 200 000 000	19 700 000 000	21	3,53
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	4 454 000 000	2 600 000 000	-	4	0,56
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	4 600 000 000	3 000 000 000	-	7	0,57
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	31 909 000 000	6 359 000 000	-	14	3,98
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	3 000 000 000	1 300 000 000	800 000 000	10	0,37
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	14 097 000 000	2 400 000 000	350 000 000	11	1,76
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	34 220 000 000	225 190 000 000	-	32	4,27
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	65 350 000 000	31 350 000 000	-	43	8,15
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	39 200 000 000	17 100 000 000	1 600 000 000	38	4,89
MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	13 500 000 000	9 900 000 000	-	19	1,68
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	18 500 000 000	6 250 000 000	23 428 000 000	21	2,31
MINISTERE DES MINES	20 160 000 000	5 520 000 000	-	8	2,51
MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL	3 700 000 000	1 300 000 000	-	2	0,46
MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME	1 640 000 000	1 590 000 000	-	13	0,20
MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE	3 875 000 000	1 875 000 000	-	7	0,48
MINISTERE DE L'ENTREPRENEURIAT NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	38 250 000 000	14 250 000 000	2 000 000 000	8	4,77
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	33 470 000 000	14 920 000 000	67 122 000 000	37	4,17
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	8 570 000 000	4 420 000 000	7 000 000 000	17	1,07

Ministère/Institution	Année 2027			Nbre de projets	% AE
	AE	CP			
		Intérieur	Extérieur		
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS, CHARGE DE L'INSTRUCTION CIVIQUE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE	130 550 000 000	127 500 000 000	-	11	16,28
COUR SUPREME	4 000 000 000	2 500 000 000	-	1	0,50
CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	5 500 000 000	400 000 000	-	1	0,69
MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	3 825 000 000	4 225 000 000	-	5	0,48
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	250 000 000	250 000 000	-	1	0,03
MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE	2 000 000 000	400 000 000	11 000 000 000	3	0,25
MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT	600 000 000	600 000 000	-	1	0,07
MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES	200 000 000	200 000 000	-	1	0,02
HAUT CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	400 000 000	400 000 000	-	1	0,05
NOUVEAUX PROJETS BSI	150 000 000 000	26 300 000 000	-	1	18,70
TOTAL GENERAL	**802 020 000 000**	**576 219 000 000**	**165 000 000 000**	**382**	**100,00**

Source : ***DNPD/SIGIP_Données AE/CP 2027***

CONCLUSION

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, l'État sortirait en 2026 avec des Restes à payer qui se chiffreraient à **299,380 milliards FCFA**. Les nouveaux Engagements de 2027 s'élèvent à **802,020 milliards FCFA**. Les crédits de paiement disponibles pour couvrir les engagements de l'Etat sont évalués à hauteur de **576, 219 milliards FCFA** et seront pris en charge sur le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2027.

Ainsi, avec un tel niveau d'Engagement de l'État indiqué plus haut, la réforme relative à la méthodologie d'Autorisation d'Engagement (AE) et de Crédit de Paiement (CP) doit impérativement inciter les administrations publiques à développer une meilleure anticipation et estimation de leurs dépenses d'investissement dans une logique pluriannuelle. Cependant, il a été relevé quelques insuffisances dans la gestion des AE/CP, notamment la faible capacité de certains acteurs chargés de la programmation/ budgétisation, du suivi et de l'analyse des investissements publics.

À cet effet, en vue de pallier les insuffisances constatées, les pistes de solutions proposées pour accompagner la réforme visent à améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement. Il s'agit :

- de l'amélioration de la qualité des projets à l'entrée (une bonne évaluation des coûts), afin d'éviter les avenants occasionnant des coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le Budget d'Investissement ;
- de la poursuite du développement du logiciel de gestion des investissements publics, à savoir le Système Intégré de Gestion des Investissements Publics (SIGIP) et la poursuite de son interfaçage avec les autres applications dont le PRED ;
- de la poursuite du renforcement des capacités des acteurs en matière de programmation, de budgétisation et de suivi des investissements publics en mode AE/CP.

ANNEXES

Annexe 1 : Situation détaillée des Restes à payer 2026 par Ministères/Institutions

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2025	AE Consommées 2026	CP Engagés 2026	RESTE A PAYER EN 2026	2027		2028		2029		TOTAL (2027-2029)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1554	Programme Routier d'Urgence/Route Banankoro-Diaro	-	247 830 000	26 071 976	221 758 024	60 000 000 000	7 600 000 000	-	7 600 000 000	-	7 600 000 000	60 000 000 000	22 800 000 000
3014	Construction voies ceinture Ouest Kkoro (13,8km)	-	-	-	-	-	1 500 000 000	-	-	-	-	0	1 500 000 000
3016	Const route Banconi-dialakorodji-Safo-Dabanani-Noumsombougou	9 523 000 000			9 523 000 000	-	-	-	-	-	-	0	0
3078	Réhabilitation route Bamako-Kati-Kolokani-Diédiéni	-	-	-	-	-	1 000 000 000	-	-	-	-	0	1 000 000 000
3099	Aménagement traversée de la ville de Sikasso	4 180 000 000			4 180 000 000	-	-	-	-	-	-	0	0
2310	Construction Entrepots Maliens en Côte d'Ivoire	425 000 000			425 000 000	-	100 000 000	-	-	-	-	0	100 000 000
3307	Construction/Bitumage de la Route Kayes-Sandaré	-	-	-	-	-	13 000 000 000	-	-	-	-	0	13 000 000 000
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	1 182 036 000	-	-	1 182 036 000	1 500 000 000	300 000 000	-	700 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2565	PROJET CONSTRUCT ENTREPOT DU MALI AU BENIN (EMAB)	332 365 000	-	-	332 365 000	-	-	-	-	-	-	0	0
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGT	-	-	-	-	2 500 000 000	300 000 000	-	900 000 000	-	800 000 000	2 500 000 000	2 000 000 000
3313	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	-		-	-	800 000 000	200 000 000	-	200 000 000	-	200 000 000	800 000 000	600 000 000
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	-	-	-	-	2 500 000 000	250 000 000	-	800 000 000	-	800 000 000	2 500 000 000	1 850 000 000
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	-	-	-	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	178 125 000	-	-	178 125 000	5 000 000 000	370 000 000	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	5 000 000 000	2 370 000 000
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MAURITANIE	-			-	-	500 000 000	-	500 000 000			0	1 000 000 000
3384	CONSTRUCTION DE PARKING SUR LE CORRIDOR BAMAKO CONAKRY A KANKAN	-	-	-	-	-	200 000 000	-	2 000 000 000	-	-	0	2 200 000 000

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2025	AE Consommées 2026	CP Engagés 2026	RESTE A PAYER EN 2026	2027		2028		2029		TOTAL (2027-2029)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3385	CONSTRUCTION DE PARKING SUR LE CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOTT	-			-	-	950 000 000	-	950 000 000			0	1 900 000 000
3431	Projet d'élargissement en 2*2 voies de la Route de Bamako-Koulouba-Kati, Bretelle Point G et Samé	-	-	-	-	20 000 000 000	15 000 000 000	-	5 000 000 000	-	-	20 000 000 000	20 000 000 000
3230	AMENAGEMENT SECTION SEVARE -MOPTI DE LA RN6, AMENAGEMENT DE 10 KM DE VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE/ CONSTRUCTION VOIE CONTOURNEMENT 'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	-			-	-	750 000 000	-	-			0	750 000 000
3319	Travaux construction Pénétrante - Phase 2 route Bamako -Ségou (tronçon route RN6 carrefour Waraba Tiatio vers Baguinéda sur 16 km, construction de 4 passérelles pour piéton et prolongement de caniveaux vers l'exutoire sur 1,5 Km.	-	-	-	-	15 000 000 000	750 000 000	-	800 000 000	-	800 000 000	15 000 000 000	2 350 000 000
3469	CONSTRUCTION DE LA ROUTE OULESSEBOUGOU SELINGUE EN 2X2 VOIES	-	-	-	-	20 000 000 000	300 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	20 000 000 000	1 300 000 000
3320	Tronçon urbain RN 27 (Bamako-Koulikoro) du rondpoint Grand Hôtel à Boulkassoumbougou	-	-	-	-	500 000 000	500 000 000	-	-	-	-	500 000 000	500 000 000
3355	Construction et bitumage de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila	-	-	-	-	-	6 500 000 000	-	-	-	-	0	6 500 000 000
TOTAL		15 820 526 000	247 830 000	26 071 976	16 042 284 024	127 900 000 000	41 370 000 000	100 000 000	19 750 000 000	100 000 000	11 000 000 000	439 050 000 000	135 745 000 000

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2025	AE Consommées 2026	CP Engagés 2026	RESTE A PAYER EN 2026	2027		2028		2029		TOTAL (2027-2029)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3297	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	6 297 229 000	-	-	6 297 229 000	-	100 000 000	-	-	-	-	-	100 000 000
3317	Projet de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-ORM)	-	-	-	-	5 000 000 000	300 000 000	-	400 000 000	-	400 000 000	5 000 000 000	1 100 000 000
3170	Travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré	2 639 817 000	-	-	2 639 817 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINE DE SAN OUEST DE 510 HA/Développement rural et Sécurité alimentaire (MLI 021)	25 383 000	-	-	25 383 000	2 000 000 000	150 000 000	-	800 000 000	-	1 050 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3001	PROJET D'APPUI DEVELOPPEMENT RURAL SOKE 1(PADER-SI)	-	-	-	-	2 700 000 000	500 000 000	-	700 000 000	-	700 000 000	2 700 000 000	1 900 000 000
3169	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	84 564 000	-	-	84 564 000	3 800 000 000	300 000 000	-	700 000 000	-	700 000 000	3 800 000 000	1 700 000 000
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	-	-	-	-	2 500 000 000	100 000 000	-	1 100 000 000	-	1 300 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3402	Construction du siège de l'IER	1 051 133 000	-	-	1 051 133 000	3 300 000 000	600 000 000	-	1 400 000 000	-	1 100 000 000	3 300 000 000	3 100 000 000
3171	Construction Equipement DFM/DRH Ministère Agriculture	-	-	-	-	2 000 000 000	700 000 000	-	700 000 000	-	700 000 000	2 000 000 000	2 100 000 000
TOTAL		10 098 126 000	-	-	10 098 126 000	21 400 000 000	2 850 000 000	100 000 000	5 900 000 000	100 000 000	6 050 000 000	48 700 000 000	11 950 000 000

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2025	AE Consommées 2026	CP Engagés 2026	RESTE A PAYER EN 2026	2027		2028		2029		TOTAL (2027-2029)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2863	Construction Equipement Siège INSTAT	-	237 500 000	-	237 500 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	-	322 140 000	322 140 000	-	200 000 000	200 000 000	-	-	-	-	200 000 000	200 000 000
3 047	Construction/Equip Centre de Formation Professionnelle en statistiques (CFP/STAT)	233 373 000	-	-	233 373 000	1 000 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	-	-	-	-	10 000 000 000	2 000 000 000	-	2 500 000 000	-	2 500 000 000	10 000 000 000	7 000 000 000
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	-	-	-	-	15 000 000 000	4 500 000 000	-	5 000 000 000	-	4 700 000 000	15 000 000 000	14 200 000 000
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	-	25 000 000	25 000 000	-	4 000 000 000	1 500 000 000	-	1 500 000 000	-	1 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	-	824 808 000	525 000 000	299 808 000	15 000 000 000	4 000 000 000	-	5 000 000 000	-	5 000 000 000	15 000 000 000	14 000 000 000
3378	Construction de salles d'archives de la DNTCP	-	-	-	-	2 000 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	2 000 000 000	1 500 000 000
TOTAL		233 373 000	1 409 448 000	872 140 000	770 681 000	47 700 000 000	13 700 000 000	500 000 000	15 500 000 000	-	13 700 000 000	48 200 000 000	42 900 000 000

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2025	AE Consommées 2026	CP Engagés 2026	RESTE A PAYER EN 2026	2027		2028		2029		TOTAL (2027-2029)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3465	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE/ DIRECTION REGIONALE	-	-	-	-	7 000 000 000	200 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	7 000 000 000	1 200 000 000
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/Construction Centrale Solaire	26 659 029 000	220 424 000	220 424 000	26 659 029 000	5 000 000 000	500 000 000	-	600 000 000	-	600 000 000	5 000 000 000	1 700 000 000
3462	Réalisation des études de la ligne de transport 225 kV double terne reliant Kénié-Koulikoro-Banamba-Nara sur 116 km	-	-	-	-	600 000 000	150 000 000	-	450 000 000	-	-	600 000 000	600 000 000
3463	Réalisation des études de la ligne de transport 225 kV double terne reliant Kati-Kambila-Kolokani-Didiéni sur 173 km	-	-	-	-	700 000 000	200 000 000	-	500 000 000	-	-	700 000 000	700 000 000
TOTAL		34 647 706 000	220 424 000	220 424 000	34 647 706 000	13 300 000 000	5 050 000 000	-	2 050 000 000	-	1 100 000 000	12 000 000 000	6 900 000 000

MINISTERE DES MINES

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2025	AE Consommées 2026	CP Engagés 2026	RESTE A PAYER EN 2026	2027		2028		2029		TOTAL (2027-2029)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	1 040 000 000	-	-	1 040 000 000	5 000 000 000	1 000 000 000	-	1 000 000 000	-	900 000 000	5 000 000 000	2 900 000 000
2840	Cartographie Géologique du Birimien au 1/50 000	1 676 134 000	936 645 000	936 645 000	1 676 134 000	-	2 000 000 000	-	-	-	-	-	2 000 000 000
TOTAL		2 716 134 000	936 645 000	936 645 000	2 716 134 000	5 000 000 000	3 000 000 000	-	1 000 000 000	-	900 000 000	5 000 000 000	4 900 000 000

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2025	AE Consommées 2026	CP Engagés 2026	RESTE A PAYER EN 2026	2027		2028		2029		TOTAL (2027-2029)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3150	Construction/Equipement DNACPN	470 242 000	-	-	470 242 000	-	100 000 000	-	100 000 000	-	-	-	200 000 000
3149	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ABFN	-	584 644 000	584 644 000	-	-	250 000 000	-	200 000 000	-	-	-	450 000 000
3226	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGEF	14 155 119 000	13 962 859 000	411 625 000	27 706 353 000	20 000 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	20 000 000 000	1 500 000 000
3489	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOTEL DE L'ENVIRONNEMENT	-			-	4 500 000 000	500 000 000	-	1 500 000 000	-	1 000 000 000	4 500 000 000	3 000 000 000
TOTAL		14 625 361 000	14 547 503 000	996 269 000	28 176 595 000	24 500 000 000	1 350 000 000	-	2 300 000 000	-	1 500 000 000	24 500 000 000	5 150 000 000

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2025	AE Consommées 2026	CP Engagés 2026	RESTE A PAYER EN 2026	2027		2028		2029		TOTAL (2027-2029)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2859	Construction et équipement Fac Pharmacie	-	475 000 000	475 000 000	-	2 000 000 000	250 000 000	-	300 000 000	-	300 000 000	2 000 000 000	850 000 000
3 080	Projet construction ENSUP	8 855 651 000	-	-	8 855 651 000	8 000 000 000	800 000 000	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	8 000 000 000	2 800 000 000
3291	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'INFSS DE SEGOU	879 970 000	-	-	879 970 000	900 000 000	400 000 000	-	500 000 000	-	-	900 000 000	900 000 000
3337	Projet de Construction d'Infrastructures Pédagogiques à l'IPR de Katibougou	-	257 281 000	257 281 000	-	3 000 000 000	1 500 000 000	-	800 000 000	-	700 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
2860	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PHASE II EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	-	7 596 762 000	7 596 762 000	-	2 000 000 000	250 000 000	-	950 000 000	-	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3350	Construction Residence universitaire l'IPR IFRA de Katibougou	-	1 642 354 000	570 000 000	1 072 354 000	2 500 000 000	750 000 000	-	800 000 000	-	800 000 000	2 500 000 000	2 350 000 000
3338	Projet d'études, de construction et d'équipement des Universités régionales (Sikasso, Tombouctou et Gao)	-	313 152 000	313 152 000	-	-	-	-	-	-	-	0	0
3388	CONSTRUCTION AMPHI 1 000 PLACES A LA FSEG	-	285 919 000	285 919 000	-	0	0	0	0	0	0	0	0
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	-	199 623 000	199 623 000	-	600 000 000	200 000 000	0	400 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
2858	CONTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	65 034 000	0	0	65 034 000	9 000 000 000	500 000 000	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	9 000 000 000	3 500 000 000
3455	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE RENOVATION DE L'EX ENA	-	0	0	-	950 000 000	500 000 000	0	450 000 000	0	0	950 000 000	950 000 000
3456	PROJET DE REHABILITATION ET DE RENOVATION DE L'INJS	-	0	0	-	1 500 000 000	300 000 000	0	700 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3036	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE DE CLASSE ULSHB	-	0	0	-	700 000 000	150 000 000	0	300 000 000	0	250 000 000	700 000 000	700 000 000
TOTAL		9 800 655 000	10 770 091 000	9 697 737 000	10 873 009 000	28 000 000 000	4 650 000 000	-	6 250 000 000	-	5 100 000 000	28 000 000 000	16 000 000 000

MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2025	AE Consommées 2026	CP Engagés 2026	RESTE A PAYER EN 2026	2027		2028		2029		TOTAL (2027-2029)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2638	Construction Centre Telesanté et Informatique Médicale	894 643 000	-	-	894 643 000	3 200 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	3 200 000 000	1 500 000 000
2759	Extension/Equipement Hôpital du Mali	-	-	-	-	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2978	Projet d'Amélioration Plateau technique Hôpitaux Markala/Koutiala/Koulikoro	-	935 165 000	935 165 000	-	5 000 000 000	3 000 000 000	-	2 000 000 000	-	-	5 000 000 000	5 000 000 000
3334	CONSTRCUTION/EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	-	20 475 000	20 475 000	-	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3007	Construction/Equipement des hôpitaux	-	144 998 839 000	6 936 436 000	138 062 403 000	17 500 000 000	5 000 000 000	-	5 000 000 000	-	5 000 000 000	17 500 000 000	15 000 000 000
3333	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNOS	597 906 000	259 718 000	259 718 000	597 906 000	2 000 000 000	400 000 000	-	800 000 000	-	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3335	CONSTRUCTION D'UN CENTRE REGIONAL D'APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE ET DE REEDUCATION FONCTIONNELLE A KAYES	-	-	-	-	800 000 000	250 000 000	-	300 000 000	-	250 000 000	800 000 000	800 000 000
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	14 846 000	-	-	14 846 000	1 200 000 000	550 000 000	-	350 000 000	-	300 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANAES	-	6 496 000	4 130 000	2 366 000	300 000 000	250 000 000	-	50 000 000	-	-	300 000 000	300 000 000
TOTAL		1 507 395 000	146 220 693 000	8 155 924 000	139 572 164 000	30 700 000 000	10 650 000 000	700 000 000	9 700 000 000	700 000 000	7 550 000 000	32 100 000 000	27 900 000 000

MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2025	AE Consommées 2026	CP Engagés 2026	RESTE A PAYER EN 2026	2027		2028		2029		TOTAL (2027-2029)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1995	Construction Directions Nationale et Régionales des Domaines et du Cadastre	3 596 995 000	-	-	3 596 995 000	1 300 000 000	600 000 000	-	700 000 000	-	-	1 300 000 000	1 300 000 000
2 828	CONST/EQUIPEMENT DGABE	224 871 000	72 653 000	72 653 000	224 871 000	200 000 000	200 000 000	-	-	-	-	200 000 000	200 000 000
3 153	Construction /équipement bureaux des domaines et cadastre de Kati	1 034 045 000	-	-	1 034 045 000	1 500 000 000	300 000 000	-	450 000 000	-	450 000 000	1 500 000 000	1 200 000 000
3 229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	-	-	-	-	2 000 000 000	300 000 000	-	600 000 000	-	600 000 000	2 000 000 000	1 500 000 000
TOTAL		4 855 911 000	72 653 000	72 653 000	4 855 911 000	-	1 400 000 000	-	1 750 000 000	-	1 050 000 000	5 000 000 000	3 700 000 000

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2025	AE Consommées 2026	CP Engagés 2026	RESTE A PAYER EN 2026	2027		2028		2029		TOTAL (2027-2029)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	-	31 125 780 000	31 125 690 000	90 000	20 000 000 000	23 000 000 000	-	3 000 000 000	-	3 000 000 000	20 000 000 000	29 000 000 000
2657	Construction Centre Médecine Sportive	-	-	-	-	850 000 000	600 000 000	-	250 000 000	-	-	850 000 000	850 000 000
2699	Construction Hôtel de la Jeunesse et des Sports	1 043 858 000	-	-	1 043 858 000	9 000 000 000	200 000 000	-	1 500 000 000	-	1 500 000 000	9 000 000 000	3 200 000 000
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	10 771 593 000	-	-	10 771 593 000	20 000 000 000	2 000 000 000	-	9 000 000 000	-	9 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	-	8 317 858 000	8 317 858 000	-	25 000 000 000	63 000 000 000	-	8 000 000 000	-	8 000 000 000	25 000 000 000	79 000 000 000
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	-	13 460 519 000	13 460 519 000	-	20 000 000 000	21 500 000 000	-	1 500 000 000	-	1 500 000 000	20 000 000 000	24 500 000 000
3249	REHABILITATION STADE DU 26 MARS	14 902 378 000	9 995 933 000	9 995 933 000	14 902 378 000	-	700 000 000	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	0	2 700 000 000
3460	MALI ARENA	-	-	-	-	30 000 000 000	15 000 000 000	-	10 000 000 000	-	5 000 000 000		
3470	CONSTRUCTION DU CENTRE D'INSTRUCTION DE SOUNSOUNKORO	-	-	-	-	5 000 000 000	800 000 000	-	900 000 000	-	900 000 000		
TOTAL		28 575 829 000	62 900 090 000	62 900 000 000	28 575 919 000	129 850 000 000	126 800 000 000	-	35 150 000 000	-	29 900 000 000	282 850 000 000	172 900 000 000

MINISTERE DE LA COMMUNICATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2025	AE Consommées 2026	CP Engagés 2026	RESTE A PAYER EN 2026	2027		2028		2029		TOTAL (2027-2029)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3156	Renforcement des Infrastructures de l'ORTM/Numerisation des Archives de l'ORTM	0	2 870 204 000	2 870 204 000	0	3 000 000 000	3 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	5 000 000 000	5 000 000 000
2573	Construction /Equipement bureaux régionaux AMAP	2 252 012 000	-	-	2 252 012 000	-	400 000 000	-	-	-	-	0	400 000 000
TOTAL		2 252 012 000	2 870 204 000	2 870 204 000	2 252 012 000	3 000 000 000	3 400 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	-	-	5 000 000 000	5 400 000 000

MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2025	AE Consommées 2026	CP Engagés 2026	RESTE A PAYER EN 2026	2027		2028		2029		TOTAL (2027-2029)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3111	FERME ECOLE MOFA	-	373 945 000	373 945 000	-	3 000 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	3 000 000 000	1 500 000 000
3158	CONSTRUCTION SIEGE ONEF	1 970 206 000	-	-	1 970 206 000	2 500 000 000	300 000 000	-	700 000 000	-	700 000 000	2 500 000 000	1 700 000 000
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE EMPLOI FORMATION PROFESSIONNELLE	572 868 000	-	-	572 868 000	2 000 000 000	700 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	2 000 000 000	1 700 000 000
3038	CONST/REHAB/EQUIP. CENTRES FORMATION PROFESSIONNELLE AU MALI	-	17 775 295 000	-	17 775 295 000	30 000 000 000	12 000 000 000	-	10 000 000 000	-	8 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000
TOTAL		2 543 074 000	18 149 240 000	373 945 000	20 318 369 000	37 500 000 000	13 500 000 000	-	11 700 000 000	-	9 700 000 000	37 500 000 000	34 900 000 000

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2025	AE Consommées 2026	CP Engagés 2026	RESTE A PAYER EN 2026	2027		2028		2029		TOTAL (2027-2029)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	-	4 999 950 000	4 504 330 000	495 620 000	5 000 000 000	2 500 000 000	-	2 500 000 000	-	-	5 000 000 000	5 000 000 000
3069	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NIORO DU SAHEL	-	199 977 000	199 977 000	-	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	570 924 000	-	-	570 924 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	-	-	-	-	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3079	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KOUTIALA	-	-	-	-	5 000 000 000	500 000 000	-	2 000 000 000	-	2 000 000 000	5 000 000 000	4 500 000 000
3074	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BOUGOUNI	-	-	-	-	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3067	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NARA	-	-	-	-	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3071	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KITA	-	-	-	-	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3073	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DIOILA	-	24 851 000	24 851 000	-	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	-	39 932 000	39 932 000	-	8 100 000 000	1 000 000 000	-	3 000 000 000	-	3 000 000 000	8 100 000 000	7 000 000 000
3068	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE SAN	-	-	-	-	1 500 000 000,00	500 000 000,00	-	500 000 000,00	-	500 000 000,00	1 500 000 000	1 500 000 000
TOTAL		570 924 000	5 264 710 000	4 769 090 000	1 066 544 000	30 100 000 000	8 000 000 000	-	11 500 000 000	-	9 000 000 000	30 100 000 000	28 500 000 000

ETAT M

PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL MENSUALISE

Tableau : Plan de trésorerie prévisionnel 2027_PLFI

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Total des ressources	3 897 274	265 699	254 307	311 778	327 026	288 366	297 019	351 781	314 504	284 715	311 824	386 353	503 901
1 - Recettes budgétaires	3 566 136	245 363	231 773	274 203	303 571	264 140	265 480	325 755	289 749	258 160	284 619	362 148	461 175
DGI	1 785 000	114 692	113 019	145 190	182 609	129 207	126 810	163 423	140 522	124 570	142 368	205 565	197 027
- Impôts directs	1 088 300	49 490	64 652	105 949	136 077	75 345	69 168	112 500	75 558	77 778	78 783	128 341	114 658
- Impôts indirects	636 264	55 566	44 538	35 957	41 927	47 795	52 532	46 681	61 500	43 428	58 419	73 233	74 690
-dont CTVA	58 895	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908
- Enregistrement et timbre	60 436	9 635	3 829	3 284	4 605	6 067	5 109	4 242	3 464	3 364	5 166	3 991	7 680
DGD	1 100 000	82 338	82 766	85 458	81 815	93 918	88 005	101 073	95 815	84 877	93 766	103 242	106 927
- Produits pétroliers	417 998	34 835	34 833	34 833	34 833	34 833	34 833	34 833	34 833	34 833	34 833	34 833	34 833
- Produits solides	682 002	47 503	47 933	50 625	46 982	59 085	53 172	66 240	60 982	50 044	58 933	68 409	72 094
- dont CTVA	39 264	3 233	3 233	3 233	3 246	3 246	3 246	3 285	3 285	3 285	3 324	3 324	3 324
DGDC	465 000	32 131	19 452	27 416	21 977	23 615	33 296	43 349	35 664	31 062	31 476	28 950	136 612
-Recettes fiscales	434 480	32 044	18 169	27 109	20 903	22 141	25 467	37 356	34 221	27 545	30 823	22 109	136 593
- Recettes non fiscales	30 520	88	1 283	307	1 074	1 474	7 829	5 993	1 444	3 517	653	6 840	19
DGTCP	60 000	3 191	3 525	3 129	4 159	4 389	4 358	4 898	4 737	4 639	3 997	11 380	7 597
-Recettes fiscales	34 586	2 230	2 460	2 181	2 898	3 060	3 038	3 507	3 302	3 235	2 696	3 349	2 630
- Recettes non fiscales	25 414	961	1 065	948	1 261	1 329	1 320	1 391	1 435	1 405	1 302	8 031	4 967
Fonds de soutien aux Projets d'Infrastructure	146 136	12 178	12 178	12 178	12 178	12 178	12 178	12 178	12 178	12 178	12 178	12 178	12 178
Contribution du Programme Moderne de Contrôle	10 000	833	833	833	833	833	833	833	833	833	833	833	833
Total recettes fiscales nettes	3 412 043	236 174	221 285	264 808	293 082	253 183	248 178	310 178	278 678	245 045	274 432	339 044	447 957
2 - Comptes Spéciaux du Trésor	310 414	19 649	21 414	36 091	22 180	23 422	27 868	24 698	23 772	25 069	25 900	23 193	37 158
3 - Budgets annexes	8 903	564	614	1 035	636	672	799	708	682	719	743	665	1 066
Total recettes non fiscales	55 934	1 049	2 347	1 254	2 335	2 804	9 149	7 384	2 879	4 922	1 955	14 872	4 986
4 - Appuis budgétaires	4 340	-	-	364	-	-	2 672	-	-	521	-	-	784
-Général dons	-												
- Sectoriel	532	-	-	-	-	-	133	-	-	133	-	-	266
-Autres PPTE	3 808	-	-	364	-	-	2 539	-	-	388	-	-	517
- Fonds de concours - COVID- 19	-												
5 - Ressources de trésorerie	7 480	123	505	85	639	132	199	620	301	246	563	347	3 719
- Encaisse en debut de période	-												
-Général emprunt programme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Remboursements des prêts et avances	2 480	45	240	55	595	101	160	195	212	146	454	216	61
- Recettes en capital DGDC	4 500	62	266	30	41	29	40	154	49	60	61	91	3 618
- Recettes en capital DGABE	500	16	-	-	4	2	-	271	40	40	47	40	40
- Recettes de privatisation	-												
- Autres comptes à recevoir	-												

Tableau : Plan de trésorerie prévisionnel 2027_PLFI

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
II) Emplois													
Total des Emplois	5 567 612	437 327	374 895	376 683	421 760	415 945	496 253	429 096	465 160	484 835	494 150	636 225	535 283
1) Dépenses budgétaires	3 978 328	390 795	269 316	275 743	273 010	289 451	269 245	293 478	335 146	329 479	364 634	475 534	412 499
Dépenses obligatoires	1 586 613	162 027	129 300	114 540	137 598	105 066	117 787	133 167	148 161	150 511	122 422	127 956	138 079
- Personnel Budget Général	924 993	106 992	67 838	68 697	76 239	68 304	72 445	71 214	82 781	75 640	74 882	73 625	86 337
- Personnel collectivité (PPTE)	338 536	39 665	42 195	29 732	23 785	19 595	19 493	31 192	30 563	27 159	22 492	23 856	28 809
- Personnel EPA	-												
- Pensions de Retraite	-												
- Bourses scolaires	19 292	3 095	1 914	407	912	1 251	782	2 492	3 038	829	2 332	796	1 444
- Charges de la Dette Extér.	44 824	2 109	1 648	2 760	2 975	3 558	2 639	3 820	2 530	1 763	7 194	7 141	6 688
- Charges de la Dette Intér.	258 435	10 166	15 705	12 944	33 686	12 358	22 428	24 449	29 249	44 595	15 521	22 537	14 796
- Equipements ABS	532	-	0	0	0	0	0	-	-	525	-	1	5
- Dépenses PPTE (Transferts)	-												
Marges après Dépenses Obligatoires	2 212 502	95 531	116 867	189 098	181 274	175 146	171 079	210 421	158 150	126 011	181 170	250 164	357 590
Dépenses prioritaires	629 683	17 329	41 788	31 252	30 193	40 787	23 869	39 437	50 439	53 650	82 715	116 288	101 935
- Communication énergie	53 464	1 576	3 866	7 034	3 455	2 147	2 008	4 517	5 989	3 008	4 860	6 458	8 549
- Financements intér. BSI	576 219	15 753	37 922	24 218	26 738	38 640	21 861	34 920	44 451	50 642	77 855	109 831	93 387
Marges après Dépenses prioritaires	1 582 819	*78 202*	*75 078*	*157 846*	*151 081*	*134 359*	*147 210*	*170 984*	*107 711*	*72 362*	*98 455*	*133 876*	*255 655*
Dépenses à Arbitrer	1 762 033	211 439	98 227	129 952	105 219	143 597	127 589	120 875	136 545	125 318	159 498	231 289	172 485
Dépenses budgétaires à arbitrer	1 762 033	211 439	98 227	129 952	105 219	143 597	127 589	120 875	136 545	125 318	159 498	231 289	172 485
- Biens et services (materiel)	282 192	39 767	10 719	25 013	37 615	28 448	19 394	20 758	19 822	11 291	30 214	34 335	4 815
- Deplacements et missions	120 661	7 508	11 663	5 808	4 701	9 236	4 953	12 009	11 372	10 848	13 402	12 816	16 343
- Autres dépenses (apurement pass	443 133	125 003	18 962	51 066	20 864	20 964	47 860	23 615	30 804	17 725	18 013	42 384	25 873
- Transf & Sub (hors sal EPA)	450 142	25 546	24 109	27 134	18 930	51 554	36 489	35 282	37 202	43 143	32 832	60 864	57 056
- Equipements Investissements (Fonds de soutien aux Projets d'Infrastructures de Base et de Développement Social)	465 904	13 614	32 774	20 930	23 108	33 394	18 893	29 210	37 346	42 311	65 036	80 891	68 398
2) Dépenses trésorerie	1 269 966	26 320	83 550	63 814	125 934	102 400	198 341	110 212	105 560	129 568	102 874	136 833	84 561
- Dépenses avant ordonnancement	-												
- Services de la Dette Extér.	257 659	10 795	7 526	12 184	13 786	13 688	17 516	27 523	27 762	14 884	36 291	40 213	35 491
- Services de la Dette Intér.	1 012 307	15 524	76 024	51 630	112 148	88 712	180 826	82 689	77 798	114 684	66 583	96 620	49 069
- Remboursement dettes garanties	-												
- Prêts et avances	-												
3) Dépenses comptes spéciaux du Trésor	310 414	19 649	21 414	36 091	22 180	23 422	27 868	24 698	23 772	25 069	25 900	23 193	37 158
4) Dépenses Budgets Annexes	8 903	564	614	1 035	636	672	799	708	682	719	743	665	1 066
Situation fin de mois (III)=I-II	- 1 768 497	- 179 769	- 128 728	- 73 045	- 102 888	- 135 732	- 207 388	- 85 508	- 158 849	- 208 313	- 190 559	- 258 105	- 39 614
Soldes mensuels cumulés	- 1 768 497	- 179 769	- 308 497	- 381 542	- 484 430	- 620 162	- 827 550	- 913 058	- 1 071 907	- 1 280 220	- 1 470 778	- 1 728 883	- 1 768 497

ETAT N

ECHEANCES COURANTES DE LA DETTE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2027.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	69563	0	52725	0	23835	0	16144	0	28293	0	20523	0	20590	0	29500	0	35000	0	10000	0	10000	0	15000	0	331173	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	33085	10012	43155	13267	37609	25823	52206	31060	29638	15672	45134	17359	48284	23915	106733	37122	67814	29697	53294	19798	50017	14016	114165	20693	681134	258435
TOTAL	**102648**	**10012**	**95880**	**13267**	**61444**	**25823**	**68350**	**31060**	**57931**	**15672**	**65657**	**17359**	**68874**	**23915**	**136233**	**37122**	**102814**	**29697**	**63294**	**19798**	**60017**	**14016**	**129165**	**20693**	**1012307**	**258435**
Cumul (Princ.+Int)	**112 660**		**109 147**		**87 268**		**99 411**		**73 603**		**83 015**		**92 789**		**173 355**		**132 511**		**83 092**		**74 033**		**149 857**		**1 270 742**	

Bamako, le 07 août 2026

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE FD

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GÉNÉRALE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL TRIMESTRIALISE 2027.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		QI (31/03/27)		Avril		Mai		QII (30/06/27)		Juillet		Août		QIII (30/09/27)		Octobre		Novembre		QIV (31/12/27)		Total 2027	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	69563	0	122288	0	146123	0	162267	0	190560	0	211083	0	231673	0	261173	0	296173	0	306173	0	316173	0	331173	0	331173	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	33085	10012	76240	23280	113849	49103	166056	80163	195693	95836	240827	113194	289111	137110	395844	174232	463658	203929	516952	223726	566969	237742	681134	258435	681134	258435
TOTAL	102648	10012	198528	23280	259972	49103	328323	80163	386253	95836	451910	113194	520784	137110	657017	174232	759831	203929	823125	223726	883142	237742	1012307	258435	1012307	258435
Cumul (Princ.+Int)	112 660		221 807		309 075		408 486		482 089		565 104		657 894		831 249		963 760		1 046 851		1 120 884		1 270 742		1 270 742	

Bamako, le 07 août 2026

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2027-2031.

(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	2027		2028		2029		2030		2031	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	331173	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	681134	258435	836124	191025	1063374	103439	359063	83471	492269	76230
TOTAL	**1012307**	**258435**	**836124**	**191025**	**1063374**	**103439**	**359063**	**83471**	**492269**	**76230**
Cumul (Princ.+Int)	**1 270 742**		**1 027 149**		**1 166 813**		**442 533**		**568 499**	

Bamako, le 07 août 2026

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES • DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE • République du Mali Un Peuple Un But Une Foi DIRECTION GÉNÉRALE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

DETTE EXTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2027.
(montants en millions de fcfa)

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
I - CLUB DE PARIS	**2806**	**81**	**2409**	**6**	**590**	**1**	**1925**	**253**	**3510**	**339**	**2792**	**522**	**2806**	**81**	**2410**	**602**	**590**	**5**	**1925**	**240**	**1261**	**214**	**2767**	**546**	**25791**	**2890**
AFD	1887	81	819	-	590	1	1925	198	1261	220	2763	522	1887	81	820	-	590	5	1925	190	1261	214	2462	546	18190	2058
Natixis	919	-	1590	6	-	-	-	55	-	-	-	-	919	-	1590	602	-	-	-	50	-	-	-	-	5018	713
Coface D.Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	29	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	305	-	334	-
NCM D. Consoild.	-	-	-	-	-	-	-	-	2227	99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sace D. Consolid	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2227	99
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	22	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22	20
II - AUTRES BILATERAUX	**3922**	**913**	**2685**	**66**	**13014**	**1677**	**3319**	**493**	**862**	**112**	**3239**	**983**	**3922**	**870**	**2938**	**78**	**10960**	**1567**	**3320**	**493**	**896**	**77**	**3042**	**938**	**52119**	**8266**
Fonds Abu Dhabi	-	-	-	-	-	-	588	131	374	-	3042	955	-	-	-	-	-	-	588	125	374	-	3042	938	8008	2149
Fonds Koweitien	-	-	350	34	-	-	564	68	488	78	-	-	-	-	350	40	-	-	565	70	488	77	-	-	2805	367
Fonds Saoudien	-	-	476	3	-	-	2167	282	-	-	-	-	-	-	476	22	-	-	2167	285	-	-	-	-	5286	592
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chine	3922	913	-	-	10400	1478	-	-	-	-	-	-	3922	870	-	-	10390	1379	-	-	-	-	-	-	28634	4640
Inde	-	-	1859	28	2044	192	-	12	-	34	-	-	-	-	1859	15	-	181	-	13	34	-	-	-	5796	476
Corée du Sud	-	-	-	1	439	1	-	-	-	-	-	-	-	-	253	1	439	1	-	-	-	-	-	-	1131	3
Autriche	-	-	-	-	131	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	131	6	-	-	-	-	-	-	262	12
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	197	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	197	28
Irak	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL BILATERAUX (I+II	**6728**	**994**	**5094**	**72**	**13604**	**1678**	**5244**	**746**	**4372**	**451**	**6031**	**1505**	**6728**	**951**	**5348**	**680**	**11550**	**1572**	**5245**	**733**	**2157**	**291**	**5809**	**1484**	**77910**	**11156**
III - MULTILATERAUX	**7872**	**1476**	**7060**	**1924**	**8605**	**2826**	**21100**	**4665**	**9521**	**2949**	**6152**	**1457**	**10152**	**2011**	**7111**	**2928**	**9313**	**3062**	**20662**	**4920**	**9253**	**3342**	**6001**	**1927**	**122802**	**33487**
BADEA	429	5	463	3	371	39	205	49	103	9	177	26	430	5	463	30	373	37	206	51	103	8	179	25	3502	286
BEI	205	2	-	-	-	-	-	-	-	-	712	154	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	712	148	1629	304
BID	1910	16	140	23	389	25	1428	110	490	1	4917	672	1912	14	140	2	389	24	1428	104	490	1	4763	701	18395	1693
BIDC	-	-	5	1	83	24	1426	122	225	104	-	-	-	-	5	1	83	23	1445	107	225	102	-	-	3497	484
BOAD	2242	141	-	-	-	-	8933	1264	1134	579	-	-	2242	129	-	-	-	-	8398	1252	419	573	-	-	23368	3938
FAD	1584	882	424	86	1840	766	2662	993	695	426	-	-	1169	820	424	833	1840	694	2741	987	820	429	-	-	14199	6916
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	-	-	15	0	-	-	-	-	34	1	55	1	-	-	15	0	-	-	-	-	34	1	55	1	208	4
FIDA	-	-	-	-	569	32	143	4	734	119	-	-	2897	315	-	-	569	31	143	12	738	117	-	-	5793	629
IDA	1330	29	5818	1392	5353	1441	6033	1618	5554	1094	-	-	1330	27	5869	1345	6059	1453	6031	1599	5872	1094	-	-	49249	11092
IDA-CEE	-	-	-	-	-	-	-	-	61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	61	3	-	-	122	3
FONDS OPEP	172	2	195	18	-	-	270	6	492	16	292	4	172	1	195	17	-	-	270	8	492	14	292	52	2842	137
INT/TIRAGES FUTURS	-	400	-	400	-	500	-	500	-	600	-	600	-	700	-	700	-	800	-	800	-	1000	-	1000	-	8000
S/Total I (DGDP)	**14600**	**2470**	**12154**	**1996**	**22209**	**4504**	**26344**	**5412**	**13893**	**3400**	**12183**	**2962**	**16880**	**2962**	**12459**	**3607**	**20863**	**4633**	**25907**	**5653**	**11410**	**3633**	**11810**	**3411**	**200712**	**44643**
IV - FMI	**2525**	**-**	**3121**	**-**	**1626**	**-**	**-**	**-**	**12011**	**-**	**7559**	**102**	**4156**	**-**	**3121**	**-**	**1626**	**-**	**-**	**-**	**12012**	**-**	**9190**	**79**	**56946**	**181**
S/Total II	**2525**	**-**	**3121**	**-**	**1626**	**-**	**-**	**-**	**12011**	**-**	**7559**	**102**	**4156**	**-**	**3121**	**-**	**1626**	**-**	**-**	**-**	**12012**	**-**	**9190**	**79**	**56946**	**181**
Total (I+II)	**17125**	**2470**	**15275**	**1996**	**23835**	**4504**	**26344**	**5412**	**25904**	**3400**	**19742**	**3064**	**21036**	**2962**	**15580**	**3607**	**22489**	**4633**	**25907**	**5653**	**23422**	**3633**	**21000**	**3490**	**257659**	**44824**
Cumul (Princ.+Int)	**19 595**		**17 271**		**28 339**		**31 756**		**29 304**		**22 807**		**23 998**		**19 187**		**27 123**		**31 560**		**27 055**		**24 490**		**302 483**	

Bamako, le 06 août 2026
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES • DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE • DIRECTION GÉNÉRALE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : SERVICE TRIMESTRIALISE 2027

(MONTANT EN MILLIONS DE FCFA)

CREANCIERS	JANVIER		FEVRIER		QI (31/03/27)		AVRIL		MAI		QII(30/06/27)		JUILLET		AOÛT		QIII(30/09/27)		OCTOBRE		NOVEMBRE		QIV(31/12/27)		TOTAL(2027)	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
DETTE EXTERIEURE	14600	2470	26753	4466	48963	8970	75307	14382	89200	17781	101383	20744	118263	23706	130722	27313	151585	31946	177492	37599	188902	41232	200712	44643	200712	44643
FMI	2525	0	5646	0	7271	0	7271	0	19282	0	26841	102	30997	102	34118	102	35744	102	35744	102	47756	102	56946	181	56946	181
TOTAL	**17125**	**2470**	**32399**	**4466**	**56234**	**8970**	**82578**	**14382**	**108483**	**17781**	**128225**	**20846**	**149261**	**23808**	**164840**	**27415**	**187330**	**32048**	**213237**	**37701**	**236659**	**41334**	**257659**	**44824**	**257659**	**44824**
CUMUL (PR + INT)	**19 595**		**36 865**		**65 204**		**96 960**		**126 264**		**149 070**		**173 068**		**192 255**		**219 378**		**250 937**		**277 993**		**302 483**		**302 483**	

Bamako, le 06 août 2026
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

-4

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

DETTE EXTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2027-2031

(Montants en millions F CFA)

CREANCIER	2027		2028		2029		2030		2031	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
I - Club de Paris	**25791**	**2890**	**25435**	**1329**	**25435**	**1299**	**25409**	**1162**	**25410**	**948**
AFD	18190	2058	17893	1152	17893	1169	17893	1011	17893	854
Natixis	5018	713	5017	94	5017	84	5017	105	5017	48
Coface D.Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	334	-	276	-	276	-	250	-	251	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Russie	2227	99	2227	63	2 227	27	2 227	27	2 227	27
NCM D. Consoild.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sace D. Consolid.	22	20	22	19	22	19	22	19	22	19
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II - Autres Créanciers Bilatéraux	**52119**	**8266**	**51386**	**7802**	**50258**	**7742**	**50395**	**7322**	**46418**	**6600**
Fonds Abu Dhabi	8008	2149	8008	2057	8008	1945	8008	1819	8008	1692
Fonds Koweitien	2805	367	2659	428	2512	544	2512	649	2512	613
Fonds Saoudien	5286	592	4994	686	4719	792	4719	550	4720	492
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chine	28634	4640	28122	4197	28290	4123	29129	4047	26133	3605
Inde	5796	476	5760	394	4886	302	4184	224	3202	169
Corée du Sud	1 131	3	1 384	3	1384	3	1384	3	1384	3
Autriche	262	12	262	10	262	7	262	5	262	3
Italie	197	28	197	27	197	26	197	25	197	24
Irak	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Créanciers Bilatéraux(I+II)	**77910**	**11156**	**76821**	**9130**	**75693**	**9042**	**75804**	**8484**	**71827**	**7548**
III - Créanciers Multilatéraux	**122803**	**33487**	**117583**	**34993**	**116041**	**35006**	**119564**	**35956**	**118782**	**35007**
BADEA	3502	286	3454	406	3443	558	3564	680	3529	651
BEI	1629	304	1424	277	1424	250	1424	225	1424	199
BID	18395	1693	18571	1659	18746	1725	19530	1741	19485	1662
BIDC	3497	484	3578	421	3660	422	3745	476	3914	457
BOAD	23368	3938	19547	2744	14903	2684	14003	2523	12886	2306
FAD	14199	6916	14789	6151	15598	6191	16166	6222	16764	6102
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	208	4	208	2	109	1	109	1	-	-
FIDA	5793	629	3105	323	2915	337	3479	345	3479	347
IDA	49249	11092	50468	11836	52918	11675	55455	11588	55212	11144
IDA-CEE	122	3	122	3	122	2	-	-	-	-
FONDS OPEP	2842	137	2317	171	2203	162	2089	156	2089	139
INTERETS/TIRAGES FUTURS	-	8000	-	11000	-	11000	-	12000	-	12000
TOTAL (I+II+III)	**200713**	**44643**	**194404**	**44123**	**191734**	**44048**	**195368**	**44439**	**190609**	**42555**
IV - FMI	**56946**	**181**	**46868**	**96**	**36778**	**40**	**18254**	**14**	**3121**	**11**
Total Gén(I+II+III+IV):	**257659**	**44824**	**241272**	**44219**	**228512**	**44088**	**213622**	**44454**	**193730**	**42566**
CUMUL (PR + INT)	**302483**		**285491**		**272600**		**258075**		**236296**	

Bamako, le 06 août 2026

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES • DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE • République du Mali Un Peuple Un But Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTEREIEURE : PREVISION D'ALLEGEMENT PPTE 2027.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	PR	INT	TOTAL
I - CLUB DE PARIS	**2 249**	**119**	**2 368**
JAPON	-	-	-
RUSSIE	*2 227*	*99*	*2 326*
SACE	*22*	*20*	*42*
II - AUTRES BILATERAUX	**1 066**	**37**	**1 103**
FONDS SAOUDIEN	1 066	37	1 103
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**3 315**	**156**	**3 471**
III - MULTILATERAUX	**330**	**7**	**337**
FED	208	4	212
IDA/CEE	122	3	125
TOTAL (I+II+III)	**3 645**	**163**	**3 808**

Bamako, le 06 août 2026

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTEREIEURE : PREV. D'ALLEGEMENT PPTE TRIMESTRIALISE 2027.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	QI 31/03/2027	QII 30/06/2027	QIII 30/09/2027	QIV 31/12/2027
I - CLUB DE PARIS	**-**	**2 368**	**2 368**	**2 368**
JAPON	*0*	*0*	*0*	*0*
RUSSIE	*0*	*2326*	*2326*	*2326*
SACE	*0*	*42*	*42*	*42*
II - AUTRES BILATERAUX	**479**	**542**	**1 040**	**1 103**
FONDS SAOUDIEN	479	542	1040	1103
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**479**	**2 910**	**3 408**	**3 471**
III - MULTILATERAUX	**15**	**167**	**182**	**337**
FED	15	106	121	212
IDA/CEE	0	61	61	125
TOTAL (I+II+III)	**494**	**3 077**	**3 590**	**3 808**

Bamako, le 06 août 2026
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

FD

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
DIRECTION GÉNÉRALE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA
DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : PROJECTION D'ALLEGEMENT PPTE 2027-2031
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	2027		2028		2029		2030		2031	
	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.
I - CLUB DE PARIS	**2249**	**119**	**2249**	**82**	**2249**	**46**	**2249**	**46**	**2249**	**46**
JAPON	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RUSSIE	*2227*	*99*	*2227*	*63*	*2227*	*27*	*2227*	*27*	*2227*	*27*
SACE	*22*	*20*	*22*	*19*	*22*	*19*	*22*	*19*	*22*	*19*
II - AUTRES CREANCIERS BILATERAUX	**1066**	**37**	**389**	**164**	**115**	**10**	**115**	**9**	**115**	**8**
FONDS SAOUDIEN	1066	37	389	164	115	10	115	9	115	8
III - TOTAL CREANCIERS BILATERAUX	**3315**	**156**	**2638**	**246**	**2364**	**56**	**2364**	**55**	**2364**	**54**
IV - CREANCIERS MULTILATERAUX	**330**	**7**	**330**	**5**	**231**	**3**	**109**	**1**	**0**	**0**
FED	208	4	208	2	109	1	109	1	-	-
IDA/CEE	122	3	122	3	122	2	-	-	-	-
TOTAUX GENERAUX	**3645**	**163**	**2968**	**251**	**2595**	**59**	**2473**	**55**	**2364**	**54**
Cumul pr+int	**3 808**		**3 219**		**2 654**		**2 528**		**2 418**	

Bamako, le 06 août 2026
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT TRIMESTRIEL 2027

(montants en millions de FCFA)

	1er Trimestre			2è Trimestre			3è Trimestre			4è Trimestre			
ORGANISMES	**janv**	**février**	**mars**	**avril**	**mai**	**juin**	**juillet**	**août**	**sept**	**oct**	**nov**	**déc**	**TOTAL GENERAL**
BNDA			8		28	11			7		28	11	**93**
EDM-SA			116										**116**
SOGEM	207	812		455				797					**2 271**
Total mensuel	**207**	**812**	**124**	**455**	**28**	**11**	**0**	**797**	**7**	**0**	**28**	**11**	**2 480**
Total trimestriel	**1143**			**494**			**804**			**39**			

Bamako, le 06 août 2026

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

FD

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT MENSUEL 2027

(montants en millions de FCFA)

ORGANISMES	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	TOTAL GENERAL
BNDA			8		28	11			7		28	11	93
EDM-SA			116										116
SOGEM	207	812		455				797					2 271
TOTAL	207	812	124	455	28	11	0	797	7	0	28	11	2 480

Bamako, le 06 août 2026

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES • DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE • République du Mali Un Peuple Un But Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI
****

RETROCESSION : PROJECTION DE RECOUVREMENT 2027-2031

(montants en millions de FCFA)

Désignation	2027	2028	2029	2030	2031	Observations
BNDA	93	92	92	91	36	
EDM-SA	116	110	105	100	94	
SOGEM	2 271	1 546	1 483	718	0	
TOTAL	**2 480**	**1 748**	**1 680**	**909**	**130**	

Bamako, le 06 août 2026

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE FD

ETAT P

STATISTIQUES SUR LES EMPLOIS CREES

MINISTERE DE L'ENTREPRENEURIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

****

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

****

OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

RÉPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

Statistiques sur les créations d'emplois 2025 - 2026 et les perspectives pour 2027

Août 2026

1. Statistiques des emplois créés en 2025 et 2026

1.1. Statistiques des emplois créés de janvier à décembre 2025

1.1.1. Emplois créés par le secteur privé formel en 2025

En 2025, le secteur privé formel a généré 28 732 emplois contre 32 292 en 2024, ce qui traduit un léger recul de 11,02%. L'analyse des données du tableau 1, indique par ailleurs que les branche « Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale », « Activités Extractives » et « Activités des organisations extraterritoriales » se distinguent comme les principales pourvoyeuses d'emplois, avec respectivement 4 767 ; 4 574 et 3 006 emplois créés (soit 16,6% ; 15,9% et 10,5% du total des emplois créés par le secteur privé formel).

Tableau 1: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe en 2025

Branches d'activités	Type de Contrat						Total
	CDI			CDD			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Agriculture, Sylviculture, Pêche	41	4	45	201	47	248	293
Activités Extractives	1 923	89	2 012	2 452	110	2 562	4 574
Activités de Fabrication	759	64	823	682	59	741	1 564
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	61	5	66	41	11	52	118
Production, Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement Déchets et Dépollution	17	10	27	84	22	106	133
Construction	222	23	245	519	40	559	804
Commerce	1 255	304	1 559	718	291	1 009	2 568
Transports et Entreposage	172	34	206	160	41	201	407
Hébergement et Restauration	99	36	135	325	79	404	539
Information et Communication	119	39	158	200	76	276	434
Activités Financières et d'Assurance	416	248	664	349	210	559	1 223
Activités Immobilières	28	2	30	15	1	16	46
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	42	13	55	41	13	54	109
Activités de Services de Soutien et de Bureau	863	92	955	1 021	202	1 223	2 178
Activités d'Administration Publique	439	229	668	300	205	505	1 173
Enseignement	1 186	384	1 570	853	322	1 175	2 745
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	1 177	823	2 000	1 699	1 068	2 767	4 767
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	78	96	174	46	14	60	234
Autres Activités de Services N.C.A.	252	84	336	1 123	330	1 453	1 789
Activités Spéciales des Ménages	4	1	5	16	7	23	28
Activités des Organisations Extraterritoriales	415	120	535	1 872	599	2 471	3 006
Total	**9 568**	**2 700**	**12 268**	**12 717**	**3 747**	**16 464**	**28 732**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le district de Bamako a enregistré plus de la moitié (47,1%) des emplois créés, soit exactement 13 529 emplois. Il est suivi de loin derrière des régions de Kayes (3 151), Koulikoro (2 269), Sikasso (1 744), Bougouni (1 594) et Ségou (1 417) emplois. Les créations d'emplois dans ces localités sont le fruit de l'importance de l'activité économique. Les grandes entreprises du secteur formel sont basées à Bamako.

Plus de la moitié (57,3%) des emplois créés sont à durée déterminée, soit exactement 16 464 emplois. Les hommes occupent 77,6% (22 285 sur 28 732) des emplois créés en 2025 (tableau 2).

Tableau 2: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe en 2025

Région	CDI			CDD			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Kayes	998	82	1 080	1 826	245	2 071	3 151
Koulikoro	1 027	235	1 262	840	167	1 007	2 269
Sikasso	612	120	732	909	103	1 012	1 744
Ségou	372	123	495	637	285	922	1 417
Mopti	172	74	246	448	173	621	867
Tombouctou	141	30	171	519	176	695	866
Gao	107	21	128	500	182	682	810
Kidal	15	4	19	55	16	71	90
Taoudenni	25	8	33	11	2	13	46
Ménaka	6	1	7	50	12	62	69
Nioro	46	19	65	21	8	29	94
Kita	90	17	107	151	31	182	289
Dioila	92	37	129	42	37	79	208
Nara	15	9	24	9	11	20	44
Bougouni	674	82	756	710	128	838	1 594
Koutiala	242	79	321	300	131	431	752
San	88	34	122	106	40	146	268
Douentza	16	2	18	120	71	191	209
Bandiagara	78	29	107	223	86	309	416
Bamako	4 752	1 694	6 446	5 240	1 843	7 083	13 529
Total	**9 568**	**2 700**	**12 268**	**12 717**	**3 747**	**16 464**	**28 732**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) en 2025

Le nombre d'emplois créés a connu un pic de 8 662 emplois au premier trimestre 2025, soit 30,1% (8 662 sur 28 732) des créations d'emplois (tableau 3). Pour les contrats à durée déterminée, le nombre d'emplois occupé par les hommes et par les femmes a baissé du premier au deuxième trimestre, pour remonter légèrement au quatrième trimestre. Cette tendance se répète chez les femmes avec un contrat à durée indéterminé et sur l'ensemble des bénéficiaires de ce contrat. Par contre chez les hommes bénéficiaires d'un contrat à durée indéterminée, le nombre d'emplois créés a baissé progressivement, en dent de scie, entre le premier et le dernier trimestre. Dans l'ensemble, le nombre d'emplois créé a évolué en dent de scie, le 2e trimestre constituant le plus bas niveau avec 6 300 emplois créés en 2025. La baisse des emplois créés par le secteur privé formel s'expliquerait par les perturbations enregistrées au cours l'année dans l'approvisionnement et le transport de matières premières ou de carburant.

Tableau 3: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe en 2025

Trimestre	CDI			CDD			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1	2 726	731	3 457	3 971	1 234	5 205	8 662
Trimestre 2	2 102	634	2 736	2 621	943	3 564	6 300
Trimestre 3	2 386	536	2 922	3 047	749	3 796	6 718
Trimestre 4	2 354	799	3 153	3 078	821	3 899	7 052
Total	**9 568**	**2 700**	**12 268**	**12 717**	**3 747**	**16 464**	**28 732**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) en 2025

1.1.2. Emplois créés par le secteur public en 2025

Les données transmises à l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) font état de 40 566 créations d'emplois en 2025 contre 32 019 emplois en 2024, soit une hausse de 26,7% (tableau 4). Ces emplois ont été créés à travers : (i) les recrutements dans les fonctions publiques d'Etat et des collectivités, dans les Forces Armées et de Sécurité, (ii) les Projets/Programmes

d'investissements, et (iii) les Projets/Programmes d'insertion (auto-emplois[1]) rattachés aux différents Départements ministériels. Le nombre d'emplois créés par ces derniers représente près de la moitié, soit exactement 49,1% (19 912 sur 40 566) des emplois créés par le secteur public.

Tableau 4: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur employeur public par sexe en 2025

Type d'emploi public	Homme	Femme	Total
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et des Forces armées et de Sécurité	2 789	466	3 255
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	12 380	5 019	17 399
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	11 792	8 120	19 912
Total	**26 942**	**13 624**	**40 566**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2025

[1] Les auto-emplois sont généralement financés par les projets programmes rattachés aux différents Départements Ministériels. Il s'agit principalement des micro-projets des jeunes et des femmes, financés par les Projets/Programmes d'insertions. Ces auto-emplois sont généralement des emplois informels.

1.2. Statistiques des emplois créés au premier semestre 2026

1.2.1. Emplois créés par le secteur privé au premier semestre 2026

Au premier semestre 2026, le secteur privé a créé 15 831 emplois. Les branches « Activités extractives » et « Activités pour la santé humaine et l'action sociale », sont les plus importantes en termes d'emplois créés avec respectivement 2 487 (15,7%) et 2 475 (15,6%). Ces deux branches représentent plus du tiers des emplois privés créés au premier semestre 2026 (tableau 5).

Tableau 5: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe au premier semestre 2026

	CDI			CDD			Total
Branche d'activités	**Homme**	**Femme**	**Total**	**Homme**	**Femme**	**Total**	
Agriculture, Sylviculture, Pêche	13	3	16	40	5	45	61
Activités Extractives	1 050	60	1 110	1 317	60	1 377	2 487
Activités de Fabrication	520	104	624	712	31	743	1 367
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	20	1	21	7	1	8	29
Production, Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement Déchets et Dépollution	6	3	9	28	8	36	45
Construction	225	15	240	355	17	372	612
Commerce	733	216	949	452	140	592	1 541
Transports et Entreposage	122	16	138	84	28	112	250
Hébergement et Restauration	39	34	73	46	27	73	146
Information et Communication	81	19	100	168	107	275	375
Activités Financières et d'Assurance	209	113	322	209	116	325	647
Activités Immobilières	14	5	19	58	4	62	81
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	4	1	5	47	27	74	79
Activités de Services de Soutien et de Bureau	390	101	491	700	215	915	1 406
Activités d'Administration Publique	370	145	515	215	150	365	880
Enseignement	702	222	924	546	217	763	1 687
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	607	377	984	959	532	1 491	2 475
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	9	1	10	13	10	23	33
Autres Activités de Services N.C.A.	49	21	70	117	33	150	220
Activités Spéciales des Ménages	1	0	1	2	0	2	3
Activités des Organisations Extraterritoriales	193	89	282	833	292	1 125	1 407
Total	**5 357**	**1 546**	**6 903**	**6 908**	**2 020**	**8 928**	**15 831**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), premier semestre 2026

Au premier semestre 2026, le nombre de création d'emplois du secteur privé, enregistré par l'ONEF, a connu une augmentation (+869 ; 5,8%) par rapport au premier semestre 2025 (tableau 6).

Les branches d'activités où le nombre de création d'emplois, a le plus augmenté sont : activités de fabrication (+562 ; 69,8%), enseignement (+522 ; 44,8%), activités extractives (+515 ; 26,1%), activités d'administration publique (+262 ; 42,2%), construction (+237 ; 63,2%).

Les branches d'activités où le nombre de création d'emplois, a le plus diminué sont : Autres activités de Services N.C.A. (-1159 ; -84,0 %), hébergement et restauration (-298 ; -67,1%), Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale (-219 ; -8,1%), agriculture, sylviculture, pêche (-151 ; -71,2%).

Tableau 6: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activités aux premiers semestres 2025 et 2026

Branche d'activités	Total 1er semestre 2025	Total 1er semestre 2026	Variation en %
Agriculture, Sylviculture, Pêche	212	61	-71,2
Activités Extractives	1 972	2 487	26,1
Activités de Fabrication	805	1 367	69,8
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	89	29	-67,4
Production, Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement Déchets et Dépollution	111	45	-59,5
Construction	375	612	63,2
Commerce	1 358	1 541	13,5
Transports et Entreposage	231	250	8,2
Hébergement et Restauration	444	146	-67,1
Information et Communication	201	375	86,6
Activités Financières et d'Assurance	495	647	30,7
Activités Immobilières	11	81	636,4
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	49	79	61,2
Activités de Services de Soutien et de Bureau	1 179	1 406	19,3
Activités d'Administration Publique	619	880	42,2
Enseignement	1 165	1 687	44,8
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	2 694	2 475	-8,1
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	77	33	-57,1
Autres Activités de Services N.C.A.	1 379	220	-84,0
Activités Spéciales des Ménages	25	3	-88,0
Activités des Organisations Extraterritoriales	1 471	1 407	-4,4
Total	**14 962**	**15 831**	**5,8**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), semestre 1, 2025 et 2026

Comme les années précédentes, le District de Bamako vient en tête dans la création d'emploi du secteur privé (tableau 7). En effet au premier semestre 2026, le District de Bamako a enregistré 8 046 nouveaux emplois formels créés par le secteur privé, soit 50,8% de l'ensemble. Les régions du Mali ayant enregistré moins de création d'emplois sont celles de Kidal (14), Nioro (24), Nara (26) et Taoudenni (29) emplois créés.

Tableau 7: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe au premier semestre 2026

Région	CDI			CDD			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Kayes	849	87	936	813	156	969	1 905
Koulikoro	579	95	674	285	79	364	1 038
Sikasso	212	41	253	610	57	667	920
Ségou	178	93	271	704	132	836	1 107
Mopti	118	45	163	229	77	306	469
Tombouctou	96	35	131	168	70	238	369
Gao	80	23	103	250	99	349	452
Kidal	-	-	-	12	2	14	14
Taoudenni	24	5	29	-	-	-	29
Ménaka	3	-	3	33	7	40	43
Nioro	6	2	8	14	2	16	24
Kita	7	22	29	31	10	41	70
Dioila	47	29	76	14	12	26	102
Nara	15	9	24	-	2	2	26
Bougouni	147	33	180	337	13	350	530
Koutiala	98	39	137	52	26	78	215
San	19	15	34	59	26	85	119
Douentza	30	9	39	82	46	128	167
Bandiagara	39	15	54	94	38	132	186
Bamako	2 810	949	3 759	3 121	1 166	4 287	8 046
Total	**5 357**	**1 546**	**6 903**	**6 908**	**2 020**	**8 928**	**15 831**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), premier semestre 2026

Le nombre d'emplois créés est passé de 8 844 au premier trimestre à 6 987 au deuxième trimestre 2026, soit une baisse de 21,0 % (tableau 8).

Tableau 8: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe au premier semestre 2026

	CDI			CDD			
Trimestres	**Homme**	**Femme**	**Total**	**Homme**	**Femme**	**Total**	**Total**
Trimestre 1	2 929	908	3 837	3 800	1 207	5 007	8 844
Trimestre 2	2 428	638	3 066	3 108	813	3 921	6 987
Total	**5 357**	**1 546**	**6 903**	**6 908**	**2 020**	**8 928**	**15 831**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) au premier semestre 2026

1.2.2. Emplois créés par le secteur public au premier semestre 2026

Au premier semestre 2026, le nombre d'emplois créés par le secteur public est de 4 850. Plus de la moitié des emplois (69,1%) ont été créés dans le cadre des Projets/Programmes d'insertion, rattachés aux différents Départements ministériels et les ONG/Associations bénéficiant d'un appui de l'Etat et 4,5% par des Projets/Programmes d'investissement. Le reste des créations d'emplois, soit 26,4% des emplois créés par le secteur sont issus des recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités.

Tableau 9: Récapitulatif des emplois créés par le secteur public au premier semestre 2026

Type d'emploi public	**1er trimestre**			**2e trimestre**			**Semestre 1**		
	Homme	**Femme**	**Total**	**Homme**	**Femme**	**Total**	**Homme**	**Femme**	**Total**
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités	501	106	607	457	217	674	958	323	1 281
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	49	3	52	143	22	165	192	25	217
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	150	154	304	235	2 813	3 048	385	2 967	3 352
Total	**700**	**263**	**963**	**835**	**3 052**	**3 887**	**1 535**	**3 315**	**4 850**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, premier semestre 2026

1.3. Récapitulatif des emplois créés par les secteurs privé et public du 1er janvier 2025 au 30 juin 2026

Durant ces six derniers trimestres, le secteur privé a créé 44 563 emplois. Près de la moitié (43,0%) des emplois sont à durée déterminée. Les femmes occupent seulement un peu plus d'un cinquième (22,5%) des emplois créés. Le plus haut niveau des créations d'emplois a été atteint au premier trimestre 2026 avec 8 844 (tableau 10).

Tableau 10: Récapitulatif des emplois créés par trimestre par le secteur privé du 1er janvier 2025 au 30 juin 2026

Trimestre	**CDI**			**CDD**			**Total**
	Homme	**Femme**	**Total**	**Homme**	**Femme**	**Total**	
Trimestre 1_2025	2 726	731	3 457	3 971	1 234	5 205	8 662
Trimestre 2_2025	2 102	634	2 736	2 621	943	3 564	6 300
Trimestre 3_2025	2 386	536	2 922	3 047	749	3 796	6 718
Trimestre 4_2025	2 354	799	3 153	3 078	821	3 899	7 052
Trimestre 1_2026	2 929	908	3 837	3 800	1 207	5 007	8 844
Trimestre 2_2026	2 428	638	3 066	3 108	813	3 921	6 987
Total	**14 925**	**4 246**	**19 171**	**19 625**	**5 767**	**25 392**	**44 563**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), 2025 et premier semestre 2026

Le secteur public a créé à peu près autant d'emplois que le secteur privé au cours des six derniers trimestres (janvier 2025 à juin 2026). Au total, 45 416 emplois créés par le secteur public ont été enregistrés au cours de la période. Environ 51,2% (23 264 sur 45 416) des emplois ont été générés par les Projets/Programmes d'insertion et 38,8% par les Projets, Programmes d'investissement, soit exactement 17 616 emplois créés (tableau 11).

Tableau 11: Récapitulatif des emplois créés par le secteur public au cours des six (6) derniers trimestres (janvier 2025 à juin 2026)

	Année 2025			Premier Semestre 2026			Total des six derniers trimestres (de janvier 2025 à juin 2026)		
Type d'emploi public	**Homme**	**Femme**	**Total**	**Homme**	**Femme**	**Total**	**Homme**	**Femme**	**Total**
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et des Forces armées et de Sécurité	2 789	466	3 255	958	323	1 281	3 747	789	4 536
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	12 380	5 019	17 399	192	25	217	12 572	5 044	17 616
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	11 792	8 120	19 912	385	2 967	3 352	12 177	11 087	23 264
Total	**26 961**	**13 605**	**40 566**	**1 535**	**3 315**	**4 850**	**28 496**	**16 920**	**45 416**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2025 et 1er Semestre 2026

2. Perspectives pour l'exercice 2027

2.1. Perspectives de création d'emplois par le secteur privé du troisième trimestre 2026 au quatrième trimestre 2027

La série trimestrielle des créations d'emplois du secteur privé au Mali (T1 2014 - T2 2026, 50 observations) a été analysée afin de produire des prévisions pour les six trimestres à venir, du 3e trimestre 2026 au 4e trimestre 2027. Après tests de stationnarité et comparaison de plusieurs familles de modèles par validation croisée temporelle (SARIMA, régression avec tendance et indicatrices saisonnières, lissage exponentiel), ***le modèle retenu est un lissage exponentiel saisonnier de type ETS (A, Ad, A)*** (erreur additive, tendance amortie, saisonnalité additive) qui minimise l'erreur de prévision hors échantillon aux horizons pertinents pour cet exercice.

2.1.1. Les données historiques trimestrielles sur les créations d'emplois du secteur privé

La série utilisée couvre les créations d'emplois trimestrielles du secteur privé au Mali, du 1er trimestre 2014 au 2e trimestre 2026, soit 50 observations. Les trimestres T3 et T4 2026 n'étaient pas encore disponibles à la date de l'analyse et constituent, avec les quatre trimestres de 2027, l'objet de la prévision. Les *Statistiques descriptives sur la période observée sont les suivantes :*

- Moyenne : 7 086 créations d'emplois par trimestre
- Écart-type : 1 578
- Minimum : 3 405 (4e trimestre 2016)
- Maximum : 10 241 (1er trimestre 2018)

La décomposition saisonnière (moyenne additive par trimestre, sur la période complète) fait apparaître un profil saisonnier marqué et stable dans le temps : le 1er trimestre est structurellement le plus dynamique (+824 par rapport à la moyenne désaisonnalisée), suivi du 2e trimestre (+218), tandis que le 3e trimestre est le plus faible (-646) et le 4e trimestre légèrement négatif (-397). Ce profil est cohérent avec un cycle d'embauche concentré en début d'année et un ralentissement en milieu d'année.

Tableau 12 : Evolution trimestrielle du nombre de création d'emplois par le secteur privé de janvier 2014 à juin 2026

Année	1er Trimestre	2e Trimestre	3e Trimestre	4e Trimestre	Total annuel
2014	6 650	5 471	7 136	4 899	24 156
2015	6 066	6 458	5 795	6 577	24 896
2016	6 091	7 753	3 668	3 405	20 917
2017	9 319	9 698	8 046	9 968	37 031
2018	10 241	8 098	5 930	6 477	30 746
2019	4 077	6 095	7 574	5 846	23 592
2020	6 815	6 724	7 123	7 801	28 463
2021	7 292	6 248	5 898	5 593	25 031
2022	10 233	7 348	5 837	6 950	30 368
2023	9 943	7 484	6 404	8 416	32 247
2024	8 599	8 683	7 209	7 801	32 292
2025	8 662	6 300	6 718	7 052	28 732
2026	8 844	6 987	ND*	ND*	15 831
Total	**102 832**	**93 347**	**77 338**	**80 785**	**354 302**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) ****ND : Données non disponibles***

2.1.2. Résultats des prévisions du 3e Trimestre 2026 au 4e Trimestre 2027.

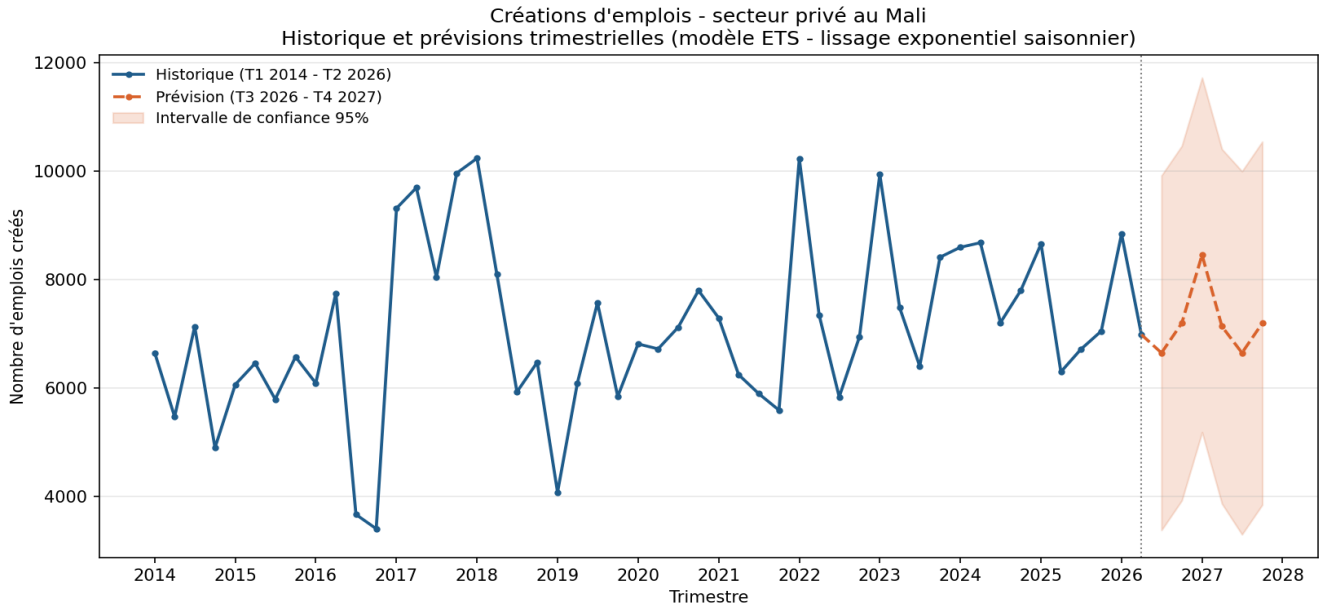
Le tableau suivant présente les prévisions ponctuelles et les intervalles de confiance à 95%, obtenus par simulation à partir du modèle "ETS" (de l'anglais Error, Trend, Seasonal), plus connus sous le nom de lissage exponentiel, estimé sur l'ensemble de l'historique disponible. Au total, 43 291 emplois seront créés par le secteur privé formel au Mali du 3e Trimestre 2026 au 4e Trimestre 2027.

Tableau 13 : Evolution prévisionnelle par trimestre du nombre d'emplois créés par le secteur privé du 3e trimestre 2026 au 4e trimestre 2027, avec des intervalles de confiance de 95%, borne inférieure et borne supérieure

Trimestre	Prévision (nombre d'emplois)	Borne basse (IC 95%)	Borne haute (IC 95%)
3e Trimestre 2026	**6 650**	3 379	9 922
4e Trimestre 2026	**7 197**	3 926	10 469
1er Trimestre 2027	**8 458**	5 186	11 729
2e Trimestre 2027	**7 139**	3 867	10 410
3e Trimestre 2027	**6 650**	3 299	10 001
4e Trimestre 2027	**7 197**	3 847	10 548
Total	**43 291**		

NB Lecture du trableau. Exemple : au 1er trimestre 2027, le nombre de créations d'emplois est estimé à 8 458, avec 95% de chances que la valeur réelle se situe entre 5 186 et 11 729.

Graphique n°1 : Evolution du nombre d'emplois créés de 1er janvier 2014 au 30 juin 2026 par le secteur privé et les prévisions du 3e Trimestre 206 au 4e Trimestre 2027



2.2. Les perspectives de créations d'emplois par le secteur public du troisième trimestre 2026 au quatrième trimestre 2027

Contrairement aux statistiques sur les créations d'emplois du secteur privé, nous ne disposons pas pour l'instant, de longue série sur les créations d'emplois du secteur public. Ces statistiques sont généralement disponibles en fin d'année. La non disponibilité de longue série rend difficile l'utilisation d'outils statistiques appropriés pour faire de bonnes prévisions. Nous nous basons sur les perspectives économiques de la Banque Africaine de Développement (BAD). Selon lesquelles, en 2025, l'économie malienne s'est raffermie, avec une croissance de 5,6 % après 5,0 % enregistrée en 2024. Du côté de l'offre, les principaux moteurs ont été la production agricole (7,9 %), les industries extractives (11,5 %), notamment le démarrage de la production de lithium, ainsi que les services de transport et d'hôtellerie (4,5 %). Du côté de la demande, les principaux moteurs ont été la consommation intérieure (8,2 %) et l'investissement (5 %). L'assouplissement de la politique monétaire, la stabilisation des prix des carburants et la baisse des prix des denrées alimentaires résultant de la bonne récolte de 2025 ont contribué à maintenir l'inflation à son niveau de 2024, soit 3,2 %. Le déficit budgétaire s'est établi à 3,0 % du PIB, contre 2,3 % en 2024.

Les perspectives macroéconomiques restent favorables, avec une trajectoire de croissance prévue de 6,0 % en 2026 et 5,9 % en 2027. Du côté de l'offre, cette croissance est tirée par l'agriculture, le secteur minier (or, lithium) et l'industrie textile ; du côté de la demande, elle devrait être portée par un rebond des investissements (6,6 % en 2026 et 6,1 % en 2027) et de la consommation finale. À partir de 2027, l'inflation devrait rester inférieure à 2,8 %, sous l'effet des subventions pour l'alimentation et l'électricité et de la hausse des prix des carburants à la pompe. L'assainissement budgétaire devrait se poursuivre, le déficit serait maintenu à 3,2 % du PIB en 2026 et à 2,9 % du PIB en 2027. Sur le plan extérieur, le déficit courant devrait s'élargir pour atteindre 5,8 % du PIB en 2026 avant de se réduire à 5,0 % du PIB en 2027, les exportations (en hausse de 15,4 %) dépassant les importations (en hausse de 6,2 %). Toutefois, des vulnérabilités subsistent ; elles sont imputables à la volatilité des prix des matières premières et à la réduction de l'aide au développement, à une crise persistante affectant l'approvisionnement en électricité et en carburants, aux risques sécuritaires ainsi qu'à la forte exposition du secteur agricole aux effets des changements climatiques[2].

En tenant compte de ces bonnes perspectives, le nombre d'emplois créés par le secteur public connaitrait une augmentation au deuxième semestre 2026. La même tendance à la hausse se poursuivrait en 2027. De ce fait, nous estimons le nombre total d'emplois créés par les secteurs public et privé comme suit :

Tableau 14 : Prévision du nombre total d'emplois créés par secteur pour le dernier semestre 2026 et pour l'année 2027

Secteur	Année		Total
	2026*	2027**	
Emplois créés par le secteur public	10 500	32 500	43 000
Emplois créés par le secteur privé	13 847	29 444	43 291
Total	**24 347**	**61 944**	**86 291**

* Cette prévision concerne le dernier semestre 2026

** La prévision concerne toute l'année 2027

[2] https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/mali/mali-economic-outlook

ETAT Q

SUBVENTIONS A L'ENERGIE DU MALI (EDM SA)

Projet d'annexe à la LFI 2027 portant sur les subventions à Energie du Mali (EDM-SA)

1. Données historiques

Période	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Production (GWh)	1 905	2 081	2 219	2 410	2 596	2 805	2 860	2 838	1 846	2 257
Subvention (millios de FCFA)	33 656	34 000	42 000	75 000	30 000	63 318	45 000	35 000	60 000	60 515
Résultat avant subventions (millions de FCFA)	- 60 020	- 56 100	- 108 044	- 119 856	- 105 056	- 118 333	- 254 587	- 215 117	- 122 189	- 98 762
Résultat après subventions (millions de FCFA)	- 26 364	- 22 100	- 66 044	- 44 856	- 75 056	- 55 015	- 209 587	- 180 117	- 62 189	- 38 247
Coût moyen de production (FCFA/KWh)	102	102	104	127	103	120	168	160	155	135
Prix moyen de vente (FCFA/KWh)	96,30	95,14	96,08	96,86	94,10	98,00	103,26	104,40	95,63	96,90
Prix moyen de ventes sans les primes fixes pénalités majoration minoration de la Moyenne Tension										

Rappel système tarifaire appliqué par EDM-SA

a. Grille tarifaire de la Basse Tension (BT)

TARIF SOCIAL	Consommation mensuelle en kWh comprise entre		Prix unitaire FCFA/kWh
Tranche 1	0	50	**59**
Tranche 2	51	100	**94**
Tranche 3	101	200	**109**
Tranche 4	Plus de 200		**130**

TARIF NORMAL	Consommation mensuelle en kWh comprise entre		Prix unitaire FCFA/kWh
Tranche 1	0	200	**109**
Tranche 2	Plus de 200		**130**

b. Grille tarifaire de la Moyenne tension (MT)

HEURES DE CONSOMMATION	Tranche d'heures dans laquelle la consommation en kWh est effectuée		Prix unitaire FCFA/kWh
Heures de pointe	18h00	23h59	**113**
Heures pleines	00h00	18h00	**77**

2. Distribution estimée des subventions à EDM au sein de la population

En 2025 le rapport entre les ventes d'énergie (émissions HT) sans subvention et la quantité annuelle d'électricité facturée a été de 96,90 FCFA/kWh ; avec subvention, ce rapport a été de 130,56 FCFA/kWh. Ainsi, le montant de la subvention/kWh a été de 33,66 FCFA.

Les 60,5 milliards de FCFA de subvention se répartissent, selon les tranches tarifaires de EDM-SA et en fonction des quantités consommées par type de client, comme suit :

2.1 Répartition uniforme de la subvention selon le niveau de consommation

Tableau 1 : répartition subvention selon le niveau de consommation

LIBELLE	BT Tarif (59-94) (*)	BT Tarif (109-130) (**)	Total BT	MT	TOTAL
Consommation en GWh	351,33	785,68	1 137,01	661,01	1 798,02
Subvention en milliard FCFA	11,82	26,44	38,27	22,25	60,52
Part de la subvention	19,54%	43,70%	63,24%	36,76%	100,00%

(*) Les tranches 1 et 2 du tarif social.

(**) Les tranches 3 et 4 du tarif social et les tranches 1 et 2 du tarif normal.

2.2 Répartition différenciée de la subvention en tenant compte des tarifs appliqués aux différents clients

Le système tarifaire en vigueur (voir tableau ci-dessous) engendre des subventions croisées entre différents groupes tarifaires. Nous procédons ici à une analyse de ce phénomène afin de donner un éclairage complet sur la subvention par catégorie de client.

Les clients, selon leurs groupes tarifaires et les quantités d'électricité consommées, ont bénéficié différemment de la subvention.

Tableau 2 : répartition de la subvention selon la tranche tarifaire

LIBELLE	BT Tarif (59-94)	BT Tarif (109-130)	Total BT	MT	TOTAL
Consommation en GWh	351,33	785,68	1 137,01	661,01	1 798,02
Subvention en milliard FCFA	24,19	16,71	40,90	19,61	60,52
Part de la subvention	39,97%	27,61%	67,59%	32,41%	100,00%

2.3 Comparaison des modes de répartition

Tableau 3 : comparaison des deux modes de répartition

LIBELLE	BT Tarif (59-94)	BT Tarif (109-130)	Total BT	MT	TOTAL
Nombre de clients	431 569	527 474	959 043	3 276	962 319
Subvention : répartition uniforme selon les quantités d'électricité consommée en miiiard de FCFA	11,82	26,44	38,27	22,25	60,52
Subvention: répartition différenciée selon les tarifs par client en milliard de FCA	24,19	16,71	40,90	19,61	60,52
Ecart entre les deux répartitions de subvention en milliard de FCFA	12,37	- 9,73	2,63	- 2,63	-

L'écart entre les deux modes de répartition met en exergue la notion des subventions croisées entre les clients facturés à des tarifs différents. Si les clients BT du tarif social bénéficient 12,37 milliards FCFA de subvention croisée, celle-ci est apportée par les clients du tarif normal et de la moyenne tension.

3. Indicateurs de performance

	Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (au 30 juin)
1	Puissance totale installée (MW)	590,2	529,5	628,2	772,0	835,9	903,8	866,2	903,0	896,3	896,3	896,3
2	Puissance totale disponible des centrales énergie renouvelable (MW)	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1;4	53,1	53,1	53,1	53,1	53,1
3	Puissance disponible											
4	Energie totale produite (GWh)	1 905,3	2 081,1	2 219,7	2 410,9	2 595,0	2 805,7	2 860,2	2 837,9	1 845,7	2 257,4	995,6
5	Energie brute totale produite renouvelable (GWh) solaire	1,9	2,8	2,4	2,4	60,4	81,6	79,2	80,1	82,5	79,3	35,2
6	Energie importée (GWh)	281,0	445,4	436,7	601,6	762,4	406,2	496,7	264,3	120,8	112,7	63,9
7	Pertes distribution (%)	17,16%	15,13%	16,60%	17,45%	18,85%	23%	17,91%	17,92%	17,92%	17,92%	17,92%
8	Taux énergie non distribuée (%)	0,2%	0,3%	2,0%	2%	3,0%	2%	2,6%	13,2%	13,2%	13,16%	13,16%
9	Taux recouvrement global (%) à M+12	98,52%	98,81%	98,52%	98,50%	98,50%	98,50%	98,69%	98,50%	98,50%	98,50%	98,50%
12	Arriérés auprès fournisseurs privés (millions de FCFA)	113 684,0	127 922,7	145 209,0	310 245,0	252 722,6	353 019,1					
13	Arriérés fiscaux auprès Etat	13 384,0	14 424,1	42 269,0	77 798,9	45 364,6	110 865,8					
14	Energie facturée (GWh)	1 488,9	1 650,9	1 730,9	1 861,5	1 976,2	2 170,1	2 190,9	2 241,4	1 473	1 798	796,4
15	Nombre total clients	462 761	515 827	569 324	627 682	684 237	749 025	829 034	906 903	915 282	962 319	981 739
16	Nombre clients résidentiels (Total BT)	460 696,0	513 601,0	566 933,0	625 087,0	681 560,0	746 112,0	825 947	897 093	912 015	959 043	978 459
17	Nombre employés	2 141,0	2 270,0	2 282,0	2 211,0	2 183,0	2 445,0	2 337,0	2 545,0	2 459	2 427	2 420
18	Ratio clients/employé	216,1	227,2	249,5	283,9	313,4	306,3	354,7	365,0	372	397	406
19	Tarif Moyen (FCFA (y/C pénalitéprime fixe majoration minoration)/kWh)	99,1	97,8	98,8	99,5	101,0	100,3	105,7	106,9	100	101	100,7
20	Tarif Moyen résidentiels (FCFA/kWh) (tarif BT)	106,5	105,5	105,3	105,3	105,2	105,2	112,2	113,0	101,80	104,42	102,4
21	Revenus recouvrés par kWh produit (FCFA/kWh)	93,4	94,5	93,3	85,7	93,0	76,5	90,0	87,7	98,2	94,0	92,9
22	Revenus recouvrés par kWh facturé (FCFA/kWh)	119,5	119,2	119,6	111,0	110,7	98,8	117,0	111,0	123,0	118,0	116,1
23	Ventes totales (FCFA millions)	152 169,7	166 944,5	182 311,0	196 323,2	207 988,4	214 499,8	230 655,6	253 067,2	153 959,3	187 935,7	81 975,0
24	Revenus totaux recouvrés (FCFA millions) (Encaissements)	177 975,6	196 722,1	207 089,0	206 703,0	218 855,0	239 407,0	225 072,4	248 820,0	181 277	212 204	92 463,0
25	Salaire/charges de personnel (FCFA millions)	16 394,9	16 908,1	23 148,0	24 446,2	27 063,8	29 006,4	27 763,7	31 311,7	28 786	29 311	16 189,2
26	Dépenses effectives entretien production (FCFA millions)	1 407,1	1 389,5	5 083,2	7 169,4	4 110,0	1 637,9	3 278,7	4 643,7	3 805	4 629	1 272,9
27	Dépenses effectives T&D (FCFA millions)	3 152,9	2 196,5	1 178,0	4 434,4	5 029,1	8 370,0	14 059,6	16 899,4	9 021	4 065	2 953,5
28	Clients résidentiels avec compteurs avec prépaiement (%)	53,56%	58,59%	62,66%	66,56%	69,49%	72%	75,16%	76,30%	77,93%	79,26%	79,89%
29	Total Abonnés	462 761	515 827	569 324	627 682	684 237	749 025	829 034	865 319	915 282	962 319	981 739
30	BT Post Paye	213 958	212 680	211 707	209 056	207 920	205 392	202 877	201 927	198 691	196 311	194 106
31	ISAGO	246 738	300 921	355 226	416 031	476 317	540 720	623 070	660 214	713 324	762 732	784 353
32	MT	2 065	2 226	2 391	2 595	2 677	2 913,0	3 087	3 178	3 267	3 276	3 280
33	Résultats d'exploitation (± FCFA millions)	-11 275,9	-9 878,4	-32 641,0	-32 803,6	-54 884,8	-45 226,1	-183 143,3	-161 488,5	- 49 565	- 46 566	668
34	Résultats Nets avec Subventions (± FCFA millions)	-26 364,3	-2 210,2	-51 194,0	-44 850,8	-75 056,2	-55 015,2	-209 587,3	-180 116,6	- 62 189	- 31 026	- 11 451
35	Mouvements sorties du personnel	60,0	56,0	68,0	39,0	68	58	108	52	87	46	
36	Subventions	33 655,81	340 000,00	42 000,00	75 000,00	30 000,00	63 317,5	25 000,00	35 000	60 000	60 515	35 475
37	Exonérations fiscales(*)		28 208,90	24 052,53	28 728,1100	27 486,4400	42 246,60	55 483,82	52 735,16	25 500,92	41 950,61	
38	Produits pétroliers		19 925,80	24 052,53	28 728,1100	27 486,4400	42 246,60	55 484	52 735	25 501	41 951	-
39	Investissements		8 283,10	7 436,36			42 247	6 631			16 719	
40	Stock des prêts rétrocédés		58 358,22	59 666,07	53 069,41	91 720,24	103 373,7	105 436,21	68 174,27	69 139	350 310	339 183,00
41	Positions nette EDM SA vis-à-vis de l'Etat		- 3 742,00	- 31 094,67	-	-						
	Impayés administration (Budget national et régional)		4 279,00	7 462,98	3 136,34	3 690,13	6 437,20		15 761,0	19 056	18 318	
	Autres impayés (reliquat subvention)		500,00	15 500,00	-	-	15 000	5 000,00	8 250,00	8 250	8 250	-
	Dettes fiscales nettes		7 521,00	34 109,16	45 364,6000	77 798,9300	77 798,9	158 430,0	115 686,3	185 621,2	242 845,6	262 768,9
	Autres dettes de l'Etat sur EDM SA (avance trésor)		-	19 948,49	38 551,43	36 782,53	36 782,5	26 000,00				

ETAT R

LISTE DES TAXES PARAFISCALES ET LEUR EVALUATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

PREVISIONS DE RECOUVREMENT 2027 DES TAXES PARAFISCALES

(Unité en millions de F CFA)

Code	Désignation	Budget	Prévisions 2027
	Taxe-Logement-TL (1% x Base CF)	OMH	6 753
	Taxe Touristique	APTM	2 498
	Contribution de solidarité sur les billets d'avion	Projet SIDA	513
	Redevance Régulation	ARMDS	1 604

NB: ⇨ *Les prévisions de TL sont établies sur la base des prévisions CF*

⇨ *Les prévisions de Taxe Touristique, de Contribution de solidarité sur les billets d'avion, et de la Redevace de Régulation sont établies sur la base des réalisations estimées de l'exercice précédent (2026) auxquelles sont appliqués les taux de croissance nominale de l'économie en 2027*

Bamako, le 10 août 2026

Le DIRECTEUR GENERAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Le Directeur Général des Impôts
BAMAKO

Hamadou Fall DIANKA
Chevalier de l'Ordre National

ETAT S

ANNEXE SUR LES DEPENSES FISCALES

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE
DES IMPÔTS

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

DÉPENSES FISCALES 2025

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Août 2026

SIGLES ET ABBRÉVIATIONS

AES : ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL

CEDEAO : COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

CI : CODES DES INVESTISSEMENTS

CFE : CONTRIBUTION FORFAITAIRE À LA CHARGE DES EMPLOYEURS

CGI : CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS

CH : Loi des Hydrocarbures

CM : CODE MINIER

CMP : CODE MINIER ET PÉTROLIER

CREDAF : CENTRE DE RENCONTRES ET D'ÉTUDES DES DIRIGEANTS DES ADMINISTRATIONS FISCALES

DE : DROITS D'ENREGISTREMENT

EE : EXONÉRATIONS EXCEPTIONNELLES

DD : DROIT DE DOUANE

DF : DÉPENSE FISCALE

DGD : DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES

DGDC : DIRECTION GÉNÉRALE DES DOMAINES ET DU CADASTRE

DGI : DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

IBIC : IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

IS : IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

ISCP : IMPÔT SPÉCIAL SUR CERTAINS PRODUITS

LMF : LOI SUR LA MICROFINANCE

LPI : LOI SUR LA PROMOTION IMMOBILIÈRE

ONG : ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

PIB : PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

RFD : RECETTES FISCALES ET DOUANIÈRES

RS : REDEVANCE STATISTIQUE

SFR : SYSTÈME FISCAL DE RÉFÉRENCE

TAF : TAXE SUR LES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

TEC : TARIF EXTÉRIEUR COMMUN

TIPP : TAXE INTÉRIEURE SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS

TVA : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

UEMOA : UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST-AFRICAINE

RÉSUMÉ

L'évaluation des dépenses fiscales est une obligation pour les États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) depuis l'entrée en vigueur de la directive communautaire n° 01/2009 du 27 mars 2009 relative au Code de transparence dans la gestion des finances publiques. Le présent rapport, qui en est à sa 15e édition, s'inscrit pleinement dans cette perspective de transparence avec l'évaluation des dépenses fiscales au titre de l'exercice 2025.

L'objectif de l'estimation du coût des allègements fiscaux est d'éclairer non seulement les décideurs en matière de politique fiscale mais aussi d'informer les citoyens et les partenaires sur leur impact. Cette estimation constitue la base d'une analyse visant à rationaliser les dépenses fiscales. Pour mener à bien ce processus de rationalisation, il est essentiel que l'estimation des dépenses fiscales soit assortie d'une étude approfondie de leur pertinence par rapport aux objectifs fixés. L'étude actuelle se concentre principalement sur l'évaluation budgétaire.

La présente évaluation fait ressortir 309,65 milliards de francs CFA de dépenses fiscales. Elle ne concerne que les dépenses fiscales enregistrées par la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale des Douanes. En ce qui concerne la Direction Générale des Domaines et du Cadastre, les dépenses fiscales n'ont pas pu être évaluées pour défaut de communication de données.

La méthodologie adoptée consiste à examiner en détail les dépenses fiscales de l'exercice 2025 et à comparer les résultats obtenus au cours de cette même année avec ceux des années précédentes, notamment 2024 et 2023.

CONTEXTE

La problématique de la dépense fiscale demeure plus que jamais pertinente dans le contexte actuel marqué par la rareté des ressources externes, qui constituent le principal vecteur de financement des politiques publiques. En dépit de cette rareté de ressources, le Mali doit affronter d'autres crises majeures (comme les crises sécuritaires dans les États de l'AES, les contraintes climatiques, la faible pluviométrie et le réchauffement climatique), les conséquences de la COVID-19, celles de la crise en Ukraine, le retrait du Mali de la CEDEAO, ainsi que les conséquences de la crise au Moyen-Orient.

La situation se caractérise également par l'absence d'atteinte du taux de pression fiscale fixé à 20 % par l'Union économique et monétaire des États de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD). En effet, ce taux a atteint 13,6 % en 2024, puis s'est stabilisé à 13,4 % en 2025 au Mali.

Dans le cadre du programme de transition pour encourager l'intégration économique, les pays membres de l'UEMOA doivent :

- pallier une lacune essentielle dans la coordination des politiques fiscales à travers une harmonisation des politiques d'exonérations. Alors que les principales composantes de la fiscalité font l'objet de mesures de coordination régionale, notamment à travers des directives, aucune coordination régionale n'a concerné les régimes dérogatoires ;

- concilier deux impératifs : la demande sociale et économique qui nécessite des ressources publiques supplémentaires et le désarmement tarifaire consécutif à la libre circulation intracommunautaire des biens. D'où l'impérieuse nécessité d'assurer une mobilisation optimale des ressources intérieures. Pour faire face à cette situation, l'UEMOA a :

- mis en œuvre un nouveau « cadre harmonisé des finances publiques » avec comme paradigme le budget-programme en tant que mode de gestion basé sur la logique de performance et de transparence (gestion axée sur les résultats) ;
- adopté la Directive N°01/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques qui exige que :
  les décisions ayant une incidence sur le budget de l'État soient chiffrées et rendues publiques ;
  - ✓ les décisions ayant une incidence sur le budget de l'État soient chiffrées et rendues publiques ;

- ✓ l'évaluation de l'impact financier de ces décisions fait partie des documents budgétaires à joindre au projet de loi de finances de l'année.

Les dépenses fiscales, sources de pertes de recettes fiscales, non rationalisées, peuvent affecter l'efficacité de l'effort de mobilisation des recettes fiscales, la transparence dans la gestion des finances publiques et l'équité du système fiscal. C'est dans le souci de cette rationalisation qu'il a été prouvé qu'il est nécessaire de connaître le coût budgétaire des dépenses fiscales et leur efficacité tant sur le plan économique que social.

Les résultats de ces informations traitées, consignés dans un rapport annuel de dépenses fiscales, devraient permettre de déterminer les orientations nécessaires des futures politiques fiscales, tant au plan législatif qu'au plan organisationnel.

Cependant, comme pour les éditions précédentes, à cause de la faiblesse des moyens techniques et financiers, dans le cadre de la réalisation de la 15e édition du rapport de dépenses fiscales, aucune étude de terrain n'a pu être menée pour déterminer l'efficacité des mesures dérogatoires au Mali.

INTRODUCTION

Dans l'optique de favoriser l'incitation économique ou l'équité sociale, les dispositions fiscales ont systématiquement fait l'objet de dérogations visant à réduire la pression fiscale de certains groupes de contribuables ou de certaines opérations. Ces régimes fiscaux particuliers peuvent représenter des sources substantielles de manque à gagner pour le budget national, tout en engendrant d'importantes distorsions sur le plan économique. En outre, leur multiplication croissante est de nature à poser des défis considérables en matière de gestion et à complexifier leur contrôle.

Dans le cadre d'une démarche visant à rationaliser les exonérations fiscales au Mali, la Loi n° 2017-022 du 12 juin 2017 déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières a été adoptée avec son décret d'application. Cette Loi annonce qu'aucune exonération fiscale ou douanière n'est autorisée si elle n'est pas expressément prévue par une Loi.

L'évaluation des dépenses fiscales constitue une exigence pour les États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), depuis l'adoption de la Directive communautaire N°01/2009 du 27 mars 2009 portant sur le Code de transparence dans la gestion des finances publiques.

Afin de permettre aux décideurs, aux citoyens ainsi qu'aux partenaires d'évaluer l'ampleur des exonérations fiscales accordées, il a été convenu d'élaborer des rapports d'évaluation destinés à être annexés à la Loi de finances. Le premier rapport relatif aux dépenses fiscales fut établi en 2011. Depuis cette date, un rapport est produit chaque année. C'est dans ce cadre que s'inscrit la présente étude, qui en est à sa 15e édition. Celle-ci porte sur les données de l'année 2025.

Il est important de souligner que la structure chargée de l'évaluation des dépenses fiscales est confrontée à un certain nombre de difficultés. À titre d'exemples :

- dans la rédaction du présent rapport, compte tenu du faible moyen accordé à la Division Politiques fiscales, aucune visite et/ou enquête de terrain n'a pu être effectuée. Elle aurait permis, non seulement d'interroger les personnes-ressources (les responsables des administrations domaniales, fiscales et douanières, les conseils fiscaux, les financiers, les statisticiens, les comptables, les universitaires et les députés, etc.), les bénéficiaires des mesures fiscales dérogatoires (les ménages, les entreprises, les ONG, les organisations internationales, les ambassades, etc.) sur l'utilité et l'ampleur des exonérations fiscales de façon générale et pendant la période 2025.

• la persistance des difficultés de collecte des données au sein des services fiscaux (DGI, DGD, DGDC). Il est essentiel de noter que le champ d'évaluation des dépenses fiscales dans le cadre de cette étude a été réduit d'un impôt en raison de l'absence d'informations le concernant. Il s'agit spécifiquement de la taxe sur les contrats d'assurance. Pour ce qui concerne les services non informatisés, ils doivent transmettre l'état des exonérations constatées par eux via courrier physique. Le préalable est de pouvoir écrire sur fichier dur, c'est-à-dire presque manuellement, contrairement aux centres informatisés qui saisissent dans SIGTAS qui génère des informations directement exploitables par la Division Politiques fiscales. Les données des centres non informatisés viennent soit rarement, soit en retard. Par ailleurs, les montants exonérés collectés ne sont ni détaillés par référence légale (article qui donne l'exonération), ni par produit, ni par bénéficiaire. La DGDC n'a pu fournir aucune information sur ses dépenses fiscales.

Malgré ces difficultés, la structure dédiée à l'évaluation du coût des dépenses fiscales compile les données et rend des analyses possibles selon les détails disponibles sur lesdites données. L'estimation, bien que non exhaustive, en ce sens que certaines mesures ne sont pas du tout évaluées et d'autres ne font l'objet que d'une évaluation partielle, fait ressortir un manque à gagner de 309,65 milliards de francs CFA au titre de l'exercice 2025. Ce coût rapporté aux recettes fiscales indique un taux de 13,35 %.

La présente évaluation s'articule autour de trois axes :

- cadre conceptuel et méthodologique ;
- évaluation du coût budgétaire des dépenses fiscales ;
- conclusion et recommandations.

A. CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE

La première étape de l'étude consiste à définir le cadre de l'analyse. Celui-ci s'articule autour de la compréhension du concept de dépense fiscale et de ses implications, d'une part, et, d'autre part, de la méthodologie à suivre pour l'évaluation.

I. CADRE CONCEPTUEL

La décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015, instituant les modalités d'évaluation des dépenses fiscales dans les États membres de l'UEMOA, a dégagé certaines idées prioritaires quant à la définition de la dépense fiscale. Il s'agit du système fiscal de référence (régime fiscal de base) ; de la délimitation du périmètre d'évaluation aux impôts nationaux ; de la méthodologie à adopter.

1. DEFINITION DE LA DEPENSE FISCALE

Selon la décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015, « Une dépense fiscale est un transfert de ressources publiques résultant d'une réduction des obligations fiscales relativement à un système fiscal de référence, plutôt qu'une dépense directe. Elle résulte d'une mesure dérogatoire de nature fiscale prise par une autorité habilitée, en vue d'alléger la charge fiscale d'un contribuable ou d'un secteur d'activité et qui entraîne un manque à gagner pour le Trésor public. ».

La dépense fiscale constitue donc une perte de recettes pour l'État et pour le contribuable, un allègement de charges fiscales par rapport à ce qui aurait résulté de l'application de la norme, c'est-à-dire des principes généraux du droit fiscal.

Néanmoins, toutes les exonérations ne sont pas des dépenses fiscales, et certaines mesures autres que des exonérations peuvent donner lieu à des dépenses fiscales.

En particulier, les exonérations de TVA qui portent sur les biens importés par des entreprises au régime du Code des investissements ou du Code Minier ne peuvent pas être considérées comme des dépenses fiscales car elles n'entraînent pas de pertes de recettes. La TVA qui aurait été collectée sur les importations de ces entreprises est par nature déductible, donc ne constitue pas une perte de recettes.

Les pertes de recettes dues aux réductions de taux et à l'allocation d'un crédit d'impôt en cas d'investissement ne sont pas des exonérations mais constituent des dépenses fiscales.

Les aspects structurels de la législation, comme les abattements personnels ou les taux progressifs, sont aussi considérés comme faisant partie du système fiscal de référence et ne sont donc pas des dépenses fiscales.

En outre, certaines dispositions d'atténuation du taux ou de la base imposable visant à éliminer la double imposition ou à se conformer à des pratiques normalisées au plan international ou sous-régional ne sont pas non plus considérées comme des dépenses fiscales.

Une dépense fiscale n'existe donc que par rapport à un système fiscal de référence. Pour chaque type d'impôt, le choix du système de référence consiste à définir le champ d'application, la base imposable et le ou les taux ou tarifs.

Les caractéristiques qui peuvent aider à la qualification d'une mesure de dérogation fiscale en « dépense fiscale » sont :

- la dérogation par rapport à un système de référence (qualifier une mesure de "dépense fiscale" suppose de se référer à une législation de base à laquelle elle déroge) ;
- la motivation à but incitatif ;
- la possibilité de remplacement par une subvention directe.

L'identification des dépenses fiscales est un exercice de classification qui revient à établir une distinction, dans les dispositions fiscales en vigueur, entre celles qui relèvent d'un système fiscal de référence (découlant de la norme) et une série de dispositions qui dérogent à ce système. Elle requiert donc une définition claire du système de référence.

La définition d'un système de référence est donc l'étape essentielle du processus d'évaluation de la dépense fiscale.

2. DEFINITION DU SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

Il n'existe pas de définition standard du système de référence qui serait une norme communément admise au niveau international.

Il implique pour chaque pays, des choix de politiques économiques, sociales et fiscales. En outre, elle est susceptible d'évoluer en fonction de la législation nationale ou communautaire. À ce titre, deux options sont envisageables :

- la première est faite sur la base de la législation existante ;
- la deuxième concerne le système optimal visé à terme (meilleures pratiques connues pour chaque taxe à l'interne et/ou à l'externe).

La première option, plus pragmatique, est le plus souvent choisie par les pays. Ceci signifie que les éléments du cadre de référence (la norme) doivent être de nature législative et revêtir un caractère général. Trois critères peuvent définir le système de référence :

- l'ancienneté de la mesure ;
- le caractère général de la mesure ;
- la doctrine fiscale.

Cependant, le critère d'ancienneté n'a pas été retenu par la commission de l'UEMOA pour assimiler une dépense fiscale à une composante d'un système fiscal de référence.

Certains organismes internationaux estiment que le système fiscal de référence doit comprendre « la structure des taux, les conventions comptables, la déductibilité des paiements obligatoires, les dispositions visant à faciliter l'administration des impôts et des dispositions concernant les obligations fiscales internationales ».

Par souci de simplification, de nombreux pays retiennent tout simplement le Code général des impôts, le Code des douanes et le TEC (Tarif extérieur commun) comme système fiscal de référence.

La décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 a défini le Système Fiscal de Référence en son article 5, ainsi qu'il suit :

« Les États membres définissent un système fiscal de référence basé sur le droit commun de la législation fiscale intérieure et douanière. Ce système de référence est le régime fiscal le plus neutre possible, s'appliquant à tous les contribuables ou à toutes les opérations économiques, avec le moins de discrimination possible. Il indique, pour chaque impôt, droit ou taxe, l'assiette et le taux. Toute mesure dérogatoire au système de référence est considérée comme une dépense fiscale et entre dans le périmètre de l'évaluation. Les dispositions fiscales dérogatoires contenues dans les conventions et accords internationaux régulièrement ratifiés font partie du système fiscal de référence. En matière de législation fiscale intérieure, le système fiscal de référence est défini en fonction de la réglementation communautaire relative à l'harmonisation de la fiscalité intérieure des États de l'Union. En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au « Tarif Extérieur Commun ».

3. SYSTEME FISCAL DE REFERENCE DES IMPOTS, DROITS ET TAXES COUVERTS PAR L'EVALUATION DES DEPENSES FISCALES.

1) LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

L'application de la Taxe sur la valeur ajoutée est encadrée par la directive n° 02/98/CM/UEMOA du 22 décembre 1998, modifiée par la directive 2009/C/DIR1/05/09 du 27 mai 2009 portant harmonisation des législations des États membres de l'UEMOA en matière de Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Les pays membres ont la latitude de pouvoir choisir leur taux normal applicable dans une fourchette de 15% à 20%. Ils ont, en outre, la possibilité de fixer aussi un taux réduit de TVA en plus du taux normal choisi, compris entre 5 et 10(art. 30 de la directive).

Dès lors que l'application du taux réduit de TVA ou l'exemption ne résulte pas d'une obligation communautaire, c'est le caractère incitatif, général ou sectoriel de cette application qui détermine si la mesure est considérée ou non comme une dépense fiscale.

Ainsi, sont considérées comme des dépenses fiscales les exonérations ou réductions de taux qui ont pour objet de soutenir un secteur particulier (énergies renouvelables et nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Les taux réduits ou les exonérations qui s'appliquent à des produits de base avec un objectif de redistribution entre les ménages sont, en revanche, considérés comme conformes aux principes généraux de la taxe sur la valeur ajoutée (par exemple les médicaments, les céréales, le pain de consommation courante, …)

Ainsi, peuvent faire partie intégrante de la norme de référence, les produits et services expressément exonérés par la directive susmentionnée (art. 8) et transposés dans le Code général des impôts.

Le taux normal retenu par le Mali est de 18%.

2) L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET L'IMPOT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Les éléments structurels du système d'imposition en matière d'Impôt sur les Sociétés comprennent :

- le taux d'imposition linéaire (taux de droit commun) ;
- la déduction des pertes antérieures ;
- l'amortissement admis par les règles comptables ;
- les dispositions visant à éviter la double imposition.

Les taux retenus par le Mali sont de 30 % du bénéfice imposable et de 1 % du chiffre d'affaires hors taxes pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit.

Cependant, ce montant ne peut être inférieur à la fraction de l'Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique).

3) LA TAXE SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE

L'Unité d'imposition est la convention d'assurance ou de rente viagère. La base imposable de référence est le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires.

Les taux de référence sont de 4% et de 20%. Le taux de 4 % s'applique aux contrats d'assurance contre les risques de toute nature, de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre. Le taux de 20 % s'applique aux autres contrats d'assurance.

4) LA TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES

Sont soumis à la Taxe sur les activités financières, les produits des opérations réalisées au Mali qui se rattachent aux activités bancaires ou financières et d'une manière générale, tout produit se rattachant au commerce des valeurs et de l'argent.

La base imposable est constituée du montant des recettes réalisées à l'occasion des opérations imposables. La taxe est exclue de la base d'imposition.

Les taux de référence de la taxe sont fixés à 17 % et à 15 %. Le taux réduit de 15 % est appliqué sur les intérêts, commissions et frais perçus à l'occasion de toutes les opérations finançant les ventes à l'exportation.

5) LA CONTRIBUTION FORFAITAIRE A LA CHARGE DES EMPLOYEURS

Est soumise à la contribution forfaitaire à la charge des employeurs, toute personne physique ou morale passible de l'Impôt sur les Sociétés, de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux ou de l'Impôt sur les bénéfices agricoles qui verse des rémunérations, traitements ou salaires.

La contribution est assise sur le montant brut des salaires et indemnités, payés à l'ensemble du personnel, y compris la valeur réelle des avantages en nature.

Le taux de la contribution est fixé à 3,5 %.

6) LES DROITS D'ENREGISTREMENT

Les Droits d'Enregistrement sont fixes, proportionnels, ou progressifs suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

La perception des droits est réglée d'après la forme extérieure des actes ou la substance de leurs dispositions, sans égard à leur validité, ni aux causes quelconques de résolution ou d'annulation ultérieure.

La norme de taxation consiste à se référer aux divers taux et conditions d'application du Code général des impôts (CGI) suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

7) LE DROIT DE DOUANE, REDEVANCE STATISTIQUE ET IMPOT SPECIAL SUR CERTAINS PRODUITS

Les systèmes fiscaux de référence sont :

- le Tarif Extérieur Commun (TEC) qui est la législation de base pour les droits de porte ;

• le Code général des impôts (CGI) qui est également la législation de base pour les taxes intérieures notamment la TVA et les droits d'accise.

II. CADRE METHODOLOGIQUE

En règle générale, l'approche méthodologique retenue en matière d'évaluation des dépenses fiscales repose sur l'évaluation des régimes dérogatoires par rapport au régime d'imposition de base (norme de référence) et l'architecture propre à chaque impôt et à chaque taxe en termes de taux et de base imposable.

1. PERIMETRE D'EVALUATION DES DEPENSES FISCALES

Le périmètre d'évaluation est défini sur la base de deux critères :

- l'importance de la mesure (coût) ;
- la disponibilité des données.

La délimitation consiste à choisir les impôts et taxes à comprendre dans le champ de l'évaluation (impôts d'État seulement) et la période couverte par cette évaluation. Les évolutions de la norme peuvent aussi entraîner des changements de périmètre d'évaluation (impôts et taxes à évaluer, taux à introduire ou à exclure, etc.).

L'UEMOA a préconisé, qu'en l'état actuel des systèmes fiscaux des pays membres, le périmètre d'évaluation des dépenses fiscales soit limité aux impôts et taxes nationaux et principalement à la taxe sur la valeur ajoutée et aux droits de douane.

Les impôts et taxes retenus par cette étude concernent : la taxe sur la valeur ajoutée (de l'intérieur et de porte), l'Impôt sur les Sociétés/l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, la taxe sur les activités financières, la contribution forfaitaire à la charge des employeurs, les Droits d'Enregistrement, le Droit de Douane, la Redevance Statistique et l'Impôt Spécial sur Certains Produits.

2. PERIODE DE REFERENCE

L'évaluation des dépenses fiscales ici présentée porte sur l'exercice budgétaire 2025. L'année budgétaire s'entend de la période au cours de laquelle la recette correspondante à la dépense fiscale aurait dû être encaissée par l'État en application des règles de droit commun. Sous ce rapport, les recettes associées aux opérations et revenus dont la taxation intervient l'année suivant celle de leur réalisation sont rattachées au millésime d'imposition. C'est le cas notamment de l'IS et de l'IBIC.

3. METHODES DE CALCUL POSSIBLES

Il existe trois méthodes de calcul possibles pour évaluer les dépenses fiscales. Elles sont :- la méthode de la perte de recettes (*revenue forgone*). Il s'agit d'un chiffrage, ex post, de la réduction de la recette fiscale qu'a entraînée l'adoption d'une mesure dérogatoire, en présumant que cette adoption n'a aucun effet sur les comportements des contribuables. Ainsi, s'il s'agit d'un taux réduit de TVA, on partira des ventes bénéficiant de ce taux réduit et on calculera le coût de la dépense fiscale en multipliant le montant des ventes par l'écart entre le taux normal et le taux réduit de TVA. Ceci revient à supposer que toutes les transactions auraient eu lieu même si la mesure n'avait pas été adoptée : c'est ce que nous entendons par « l'absence d'effet sur le comportement des contribuables ».

• le gain final de recettes (*revenue gain*) : on mesure le gain de recettes fiscales qu'entraînerait la suppression d'une dépense fiscale en tenant compte du changement de comportement des contribuables.

• l'équivalent en dépense (*Outlay équivalent*) : il s'agit du montant de la dépense directe qui serait nécessaire pour donner un avantage équivalent pour le contribuable à celui de la dépense fiscale.

La méthode de calcul des « pertes en recettes, toutes choses égales par ailleurs », la plus usitée en règle générale, a été retenue par le Mali pour autant qu'elle est la plus facile à exploiter.

- Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur la valeur ajoutée de l'intérieur

La DF de TVA à l'intérieur se calcule par entreprise bénéficiant d'une exonération de TVA, à partir des données de la DGE, de la DID et des DRI. Ce calcul nécessite de connaître la TVA qui aurait dû être collectée par l'entreprise et la TVA qui aurait dû être déductible par l'entreprise si le CA n'avait pas été exonéré. Les informations sur la partie déductible n'étant pas disponibles, elles sont obtenues à partir d'une formule d'estimation. Dans un premier temps, parmi les entreprises, il ne faut retenir que la production qui entraîne une DF. Les points ci-dessous énumérés ont été pris en compte :

• Ont été exclues les entreprises dont le CA exonéré, la TVA collectée et la TVA reversée ne sont pas connus ;

• Le chiffre d'affaires (CA) exonéré pour chaque entreprise a été obtenu en faisant la différence entre le chiffre global exonéré de la TVA et le chiffre d'affaires réalisé à l'exportation ;

• Les entreprises soumises au taux réduit de 5% ne sont pas incluses dans le champ de calcul de l'estimation des dépenses fiscales de TVA au taux normal. Les entreprises bénéficiant en

même temps des exonérations de TVA aux taux de 18% et de 5% sont soumises à un calcul de prorata.

La formule d'approximation des dépenses fiscales de la TVA au taux de 18% est la suivante :

$$DFj = \boldsymbol{CA_{exonéré}} * \mathbf{18\%} * \frac{\boldsymbol{Net} \text{ à } \boldsymbol{payer}}{\boldsymbol{TVA\ Collectée}}$$

DFj : Dépense fiscale pour le contribuable j ;

CA : Chiffre d'affaires exonéré

La formule d'approximation des dépenses fiscales de la TVA au taux de 5% est la suivante :

$$\boldsymbol{DF_j = CA_{exonéré}} * \mathbf{13\%} * \frac{\boldsymbol{Net} \text{ à } \boldsymbol{payer}}{\boldsymbol{TVA\ Collectée}}$$

DF j : Dépense fiscale pour le contribuable j ;

CA : Chiffre d'affaires exonéré

13% c'est la différence de taux entre 18% et 5%.

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales de l'Impôt sur les Sociétés et de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux

Les dépenses fiscales de l'IS-IBIC sont obtenues en comparant et en prenant le maximum entre :

- le montant du bénéfice exonéré multiplié par le taux de référence (30%) ;
- la valeur de la fraction de l'IS-IBIC contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique) ;
- le 1% du chiffre d'affaires.
- *DF* j = Max (30% de bénéfice exonéré, fraction de l'IS-IBIC (763500) contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique), 1% du chiffre d'affaires).

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur les activités financières

Les dépenses fiscales de la TAF sont obtenues en multipliant les taux de référence (15% ou 17%) par les intérêts exonérés.

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur les contrats d'assurance

Les dépenses fiscales de la TCA sont obtenues en multipliant les taux de référence (20% et 4%) par les sommes stipulées au profit de l'assureur.

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs

Les dépenses fiscales de la CFE sont obtenues en multipliant le taux de référence (3,5%) par les sommes ou avantages en nature versés ou alloués à certains salariés.

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales des impôts des douanes

Les dépenses fiscales sont déterminées au cordon douanier ainsi qu'il suit :

- données de base : Pour chaque Nomenclature Tarifaire et Statistique (NTS), sont disponibles dans la base des données :
  - la valeur en douane (VD) ;
  - le total des droits affectés au Budget d'État et le produit pour chaque droit ou taxe (DROITS-BE).
  - aussi pour chaque NTS, la pression fiscale issue du Tarif Extérieur Commun est calculée (PF).

La pression fiscale est appliquée à la valeur en douane pour déterminer les droits et taxes attendus pour chaque NTS.

Pour chaque NTS, les exonérations résultent de la différence entre les droits et taxes attendus et les droits réellement liquidés disponibles dans la base des données conformément à la formule suivante

Dépenses fiscales NTS = (VD*PF) - DROITS-BE

4. SOURCES DES DONNEES

Les données utilisées pour évaluer les dépenses fiscales proviennent exclusivement des informations sur les contribuables relevant de la Direction générale des douanes (DGD) et de la Direction générale des Impôts.

B. ÉVALUATION DU COÛT BUDGÉTAIRE DES DÉPENSES FISCALES

I. METHODE DE COLLECTE ET D'ANALYSE DES DEPENSES FISCALES

1. METHODE DE COLLECTE

Elle a consisté à recueillir, au sein de chacune des structures d'assiette de la Direction Générale des Impôts et de la Direction Générale des Douanes, les montants des exonérations fiscales accordées du 1er janvier au 31 décembre 2025. Par la suite, il a été procédé à la compilation des données en tenant compte du périmètre d'évaluation et du système fiscal de référence, afin d'évaluer effectivement les dépenses fiscales. Ces données ont été analysées par impôt, par secteur d'activité et par source pour certaines dépenses fiscales selon la disponibilité des données.

2. ANALYSE DES DÉPENSES FISCALES

Avant d'aborder l'analyse des coûts de dépenses fiscales, soit par rapport aux recettes fiscales et au PIB, soit par secteur d'activité, soit par an, soit par impôt, il est utile d'évoquer les évènements ayant marqué la période d'évaluation et les conséquences possibles des exonérations fiscales :

- les événements marquant l'évolution ou l'augmentation des exonérations fiscales (côté dépenses fiscales). Il s'agit entre autres de :

• la gestion de la Covid-19 : pour faire face aux conséquences socio-économiques de cette pandémie, le gouvernement malien a édicté plusieurs mesures fiscales. Presque tous les types d'impôts ont été affectés par ces mesures d'allègement fiscal ;

• la gestion de la guerre : nul n'est sans savoir que cette guerre a fait intervenir au Mali des financements extérieurs et missions diplomatiques qui sont exonérés d'impôts et taxes ;

• la gestion de la vie chère, pays enclavé, importateur de plusieurs produits de première nécessité, le Mali a eu recours à plusieurs reprises aux Exonérations Exceptionnelles et aux subventions directes ;

• Le retrait du Mali, du Burkina et du Niger de la CEDEAO ;

• La problématique de l'électricité dans les activités économiques.

Il est à noter que les informations recueillies ne permettent pas de déterminer la part exacte de chacune des composantes mentionnées ci-dessus. De toute façon, elles sont à l'origine du montant élevé des dépenses fiscales.

- les conséquences probables des mesures dérogatoires, elles sont entre autres :

• l'évasion fiscale : l'exemple frappant est le Codes des Investissements. En effet, pour bénéficier des avantages de ce code, plusieurs sociétés sont tentées de créer une nouvelle société à chaque fois que leurs exonérations fiscales arrivent à expiration. Aucune loi ne leur interdise de supprimer leur société et d'en créer une nouvelle ;

• la fraude fiscale : les moyens limités de l'administration fiscale ne permettent pas de faire le suivi correct des exonérations. Plusieurs entreprises, bénéficiant des exonérations fiscales au titre d'un financement extérieur, sont tentées d'utiliser les produits, matériels destinés à leurs marchés exonérés et aux marchés non exonérés. Ce même phénomène peut se produire dans l'application du Code Minier ;

• le risque de pénurie et de surfacturation : pour les mesures exceptionnelles, l'État donne des monopoles à certains opérateurs économiques. Il se trouve que, souvent, suite à leur incapacité à ravitailler correctement le marché, la pénurie crée immédiatement la surfacturation.

Dans la situation actuelle du Mali, il est difficile de dire que :

- les exonérations fiscales contenues dans les Codes des Investissements sont à l'origine de l'augmentation du nombre des entreprises ;

- les mesures exceptionnelles relatives aux exonérations fiscales ont permis de rendre les produits de première nécessité accessibles à tous ;

- les exonérations fiscales contenues dans le Code immobilier ont permis l'accès facile au logement ;

- les exonérations fiscales contenues dans le Code Minier ont favorisé l'expansion du secteur minier, etc.

L'analyse chiffrée est faite sur le coût total des dépenses fiscales mais aussi par direction de recettes (Direction générale des impôts, Direction générale des douanes).

1) ANALYSE DU COUT TOTAL DES DEPENSES FISCALES DGI, DGD

Le coût des dépenses fiscales est estimé à 309,65 milliards de francs CFA au titre de l'année 2025.

❖ **Comparaison des dépenses fiscales DGI/DGD par an**

Tableau 1 : Dépenses fiscales DGI/DGD par an

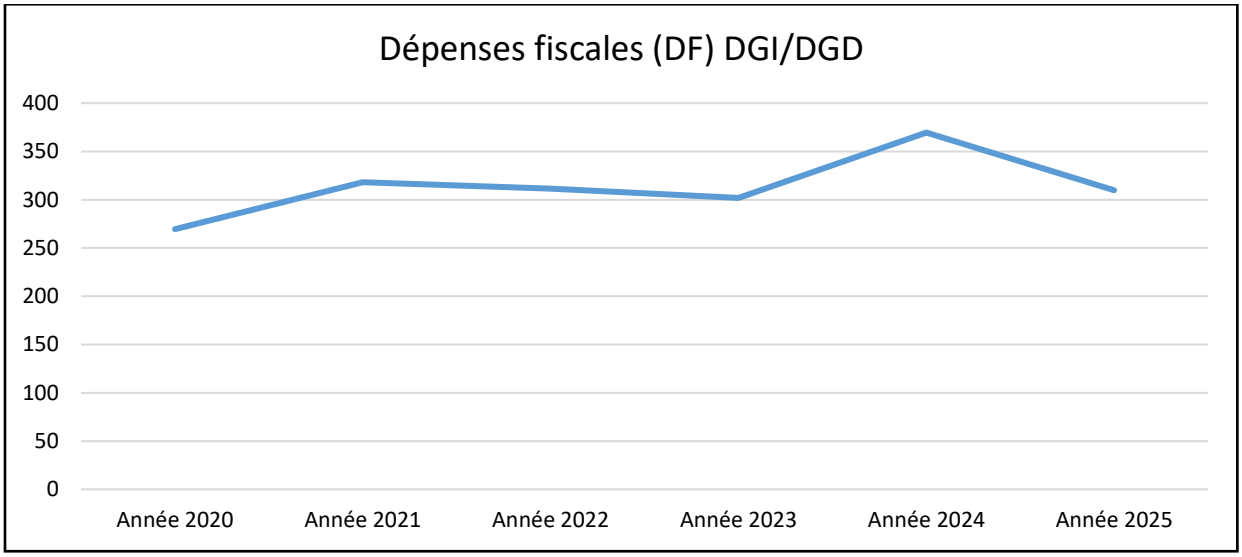
Montant en milliards de francs CFA

Rubriques	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025	taux d'évolution moyen
Dépenses fiscales (DF) DGI/DGD	269,48	318,13	311,51	301,80	369,56	309,65	2,82%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

En 2025, le budget de l'État a enregistré des dépenses fiscales estimées à 309,65 milliards de francs CFA, contre 369,56 milliards de francs CFA en 2024. Cette diminution est due à la baisse des dépenses fiscales issues de la TVA de porte et de la TIPP. Sur la période 2020-2025, le tableau indique un taux d'évolution moyen de 2,82%. Cela signifie que les dépenses fiscales ont augmenté en moyenne de 2,82% par an.

Figure 1 : Dépenses fiscales (DGI, DGD) par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

❖ **Comparaison des dépenses fiscales aux recettes (DGI, DGD) par an**

Le tableau ci-dessous illustre la part des dépenses fiscales constatées de 2020 à 2025 dans les recettes fiscales.

Tableau 2 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes (DGI, DGD)

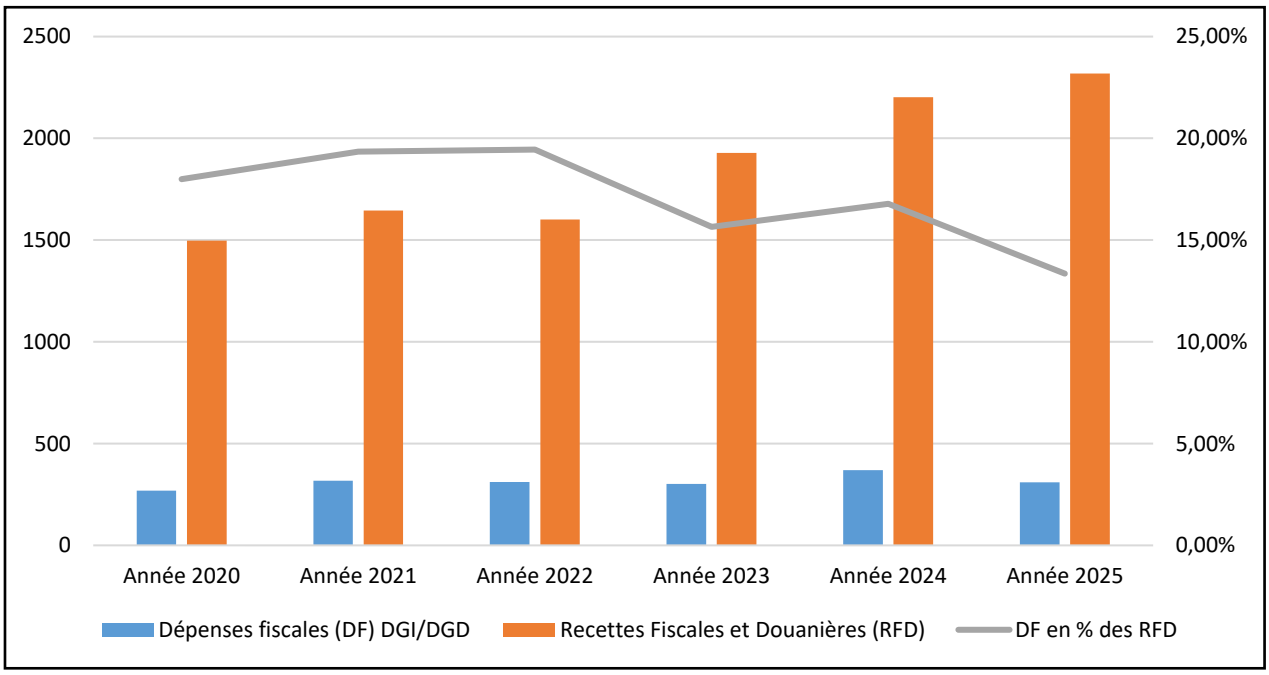
Montant en milliards de francs CFA

Rubriques	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025
Dépenses fiscales (DF) DGI/DGD	269,48	318,13	311,51	301,80	369,56	309,65
Recettes Fiscales et Douanières (RFD)	1 497,64	1 644,72	1601,77	1929,05	2 202,44	2 319,18
DF en % des RFD	17,99%	19,34%	19,45%	15,64%	16,78%	13,35%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

Durant la période 2020-2025, la part des dépenses fiscales dans les revenus fiscaux ne présente pas de fluctuations significatives d'une année à l'autre. On constate la plus faible valeur en 2025 avec un taux de 13,35 %. Cependant, les dépenses fiscales ont diminué de 60 milliards en 2025 par rapport à 2024, à l'inverse du dénominateur (les recettes fiscales), qui connaît une progression annuelle.

Figure 2 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI, DGD)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

❖ **Dépenses fiscales rapportées au Produit Intérieur Brut**

Tableau 3 : Dépenses fiscales rapportées au Produit Intérieur Brut (PIB) de 2020 à 2025

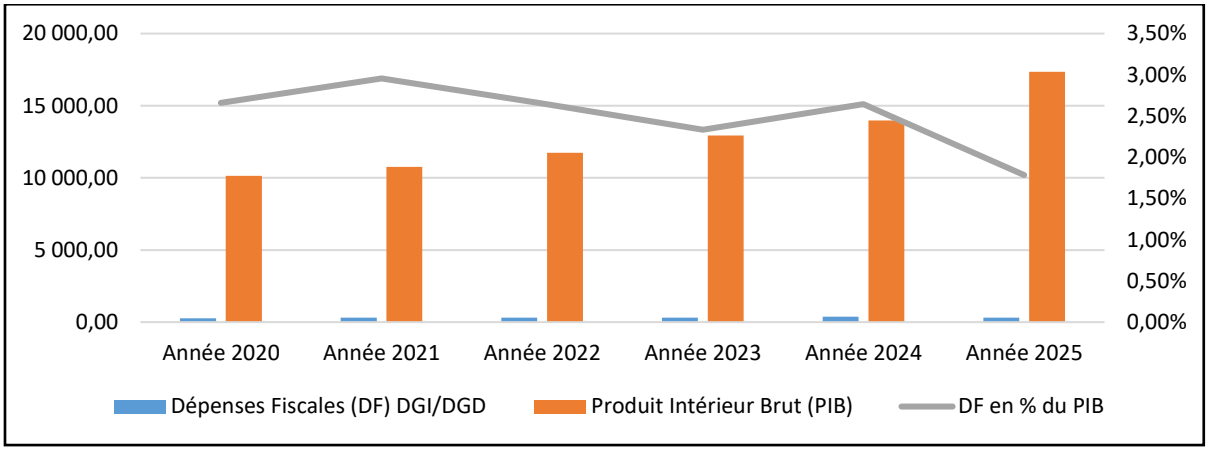
Montant en milliards de francs CFA

Rubriques	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025
Dépenses Fiscales (DF) DGI/DGD	269,48	318,13	311,51	301,80	369,56	309,65
Produit Intérieur Brut (PIB)	10 138,00	10 763,00	11 743,60	12 932,60	13 978,60	17 357,80
DF en % du PIB	2,66%	2,96%	2,65%	2,33%	2,64%	1,78%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

Il se dégage du tableau que les coûts des dépenses fiscales, rapportés au produit intérieur brut sur la période de 2020 à 2025, indiquent une tendance baissière. Le taux le plus faible est observé en 2025, 1,78%. Cette situation est consécutive à une augmentation exponentielle du PIB et à une diminution significative des dépenses fiscales.

Figure 3 : Dépenses fiscales rapportées au PIB (DGI, DGD) de 2020 à 2025



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

❖ **Répartition des dépenses fiscales par impôt, droit et taxe (DGI, DGD)**

La répartition des dépenses fiscales par impôt permet d'évaluer la contribution de chaque impôt aux dépenses fiscales totales.

Tableau 4 : Dépenses fiscales par type d'impôt, droit et taxe (DGI, DGD)

Montant en milliards de francs FCA

Rubriques	Dépenses fiscales 2025	%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	124,21	40,11%
Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	63,43	20,48%
Droit de Douane	43,14	13,93%
Taxe sur les Activités Financières	36,59	11,82%
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	31,86	10,29%
Droits d'Enregistrement	8,24	2,66%
Redevance Statistique	1,24	0,40%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,79	0,26%
Contribution Forfaitaire à la Charge des Employeurs	0,14	0,05%
Total	309,65	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

L'analyse des principales dépenses fiscales par type d'impôt nous enseigne :

- pour l'exercice 2025, les dépenses fiscales découlant de la TVA se sont élevées à 124,21 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 40,11% de l'ensemble des dépenses fiscales. Ce montant englobe la totalité des dépenses fiscales liées à la TVA, qu'elles soient appliquées à l'intérieur ou à la porte. Les allégements fiscaux relatifs à la TVA demeurent les plus importants au regard des autres exonérations fiscales. Cette situation s'explique par plusieurs facteurs : l'allégement des coûts des produits de première nécessité, la promotion de l'investissement dans les secteurs de l'agriculture et de l'éducation, ainsi que le respect des engagements sociaux envers les ONG et les projets humanitaires.

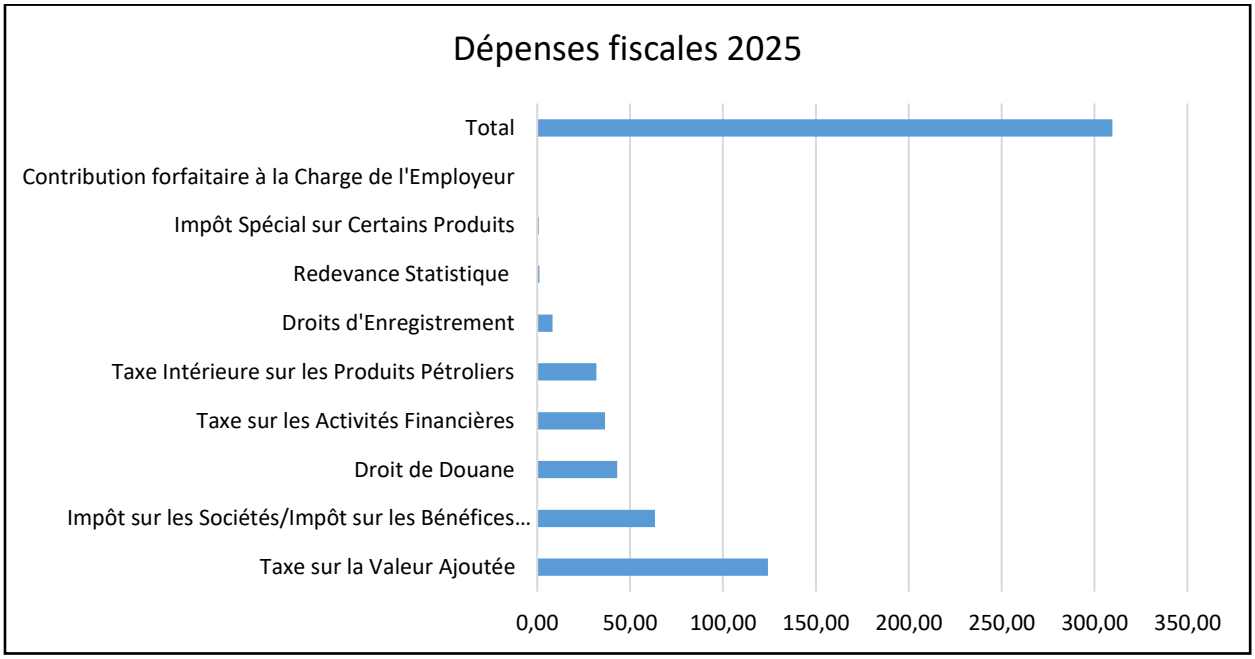
- le total des dépenses fiscales résultant des exonérations des impôts sur les sociétés et l' Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux s'est élevé à 63,43 milliards de francs CFA pour l'exercice budgétaire 2025, représentant ainsi 20,48 % des dépenses fiscales estimées ;

- la part des droits de douane dans l'ensemble des dépenses fiscales pour l'année 2025 s'établit à 13,93 %, soit un montant de 43,14 milliards de francs CFA. La principale origine de ces dépenses fiscales provient de la catégorie « Exonérations Exceptionnelles » ;

- les pertes de recettes associées à la Taxe sur les Activités Financières (TAF) représentent un coût de 36,59 milliards de francs CFA et contribuent pour 11,82 % aux dépenses fiscales globales. Ces exonérations proviennent principalement des secteurs financiers ;

Pour ce qui est de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers, les dépenses fiscales se chiffrent également à 31,86 milliards de francs CFA, représentant une proportion de 10,29 %.

- **Figure 4** : Répartition des dépenses fiscales par type d'impôt, droit et taxe (DGI,DGD)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

❖ **Dépenses fiscales par impôt et par an**

Le tableau ci-dessous présente la répartition des dépenses fiscales par type d'impôt.

Tableau 5 : Dépenses fiscales par impôt et par an

Montant en milliards de francs CFA

Rubriques	Dépenses fiscales 2023	Dépenses fiscales 2024	Dépenses fiscales 2025	Taux d'évolution 2023/2024	Taux d'évolution 2024/2025
Taxe sur la Valeur Ajoutée	119,68	163,71	124,21	36,79%	-24,13%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux/Impôt sur les Sociétés	31,70	45,56	63,43	43,70%	39,22%
Droit de Douane	52,96	55,15	43,14	4,15%	-21,79%
Taxe sur les Activités Financières	27,59	16,67	36,59	-39,56%	119,47%
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	68,09	64,06	31,86	-5,93%	-50,26%
Droits d'Enregistrement		19,72	8,24		-58,21%
Redevance Statistique	1,13	2,23	1,24	98,40%	-44,44%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,36	1,08	0,79	198,03%	-26,52%
Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	0,29	1,37	0,14	369,32%	-89,64%
Total	301,80	369,56	309,65	22,45%	-24,13%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

La Taxe sur la valeur ajoutée est la principale source de dépenses fiscales. Les mesures évaluées relatives à la TVA sont estimées à 124,21 milliards de francs CFA en 2025, contre 163,71 milliards de francs CFA en 2024. On constate une baisse de plus de 24 % en 2025. De 2023 à 2025, les dépenses fiscales ont connu une évolution en dents de scie.

Concernant l'IS/IBIC, le montant des dépenses fiscales évaluées s'élève à 63,43 milliards de francs CFA en 2025, après 45,56 milliards de francs CFA en 2024. En 2025, on note une hausse de 39,22%. Sur la période 2023-2025, on assiste à une hausse des exonérations fiscales de l'IS-IBIC.

Comparées à 2024, les dépenses fiscales liées aux exonérations de droits de douane ont diminué de 21,79% en 2025. Sur la période 2023-2025, l'évolution est en dents de scie. La comparaison des dépenses fiscales liées à la Taxe sur les activités financières de 2025 et de 2024 montre une hausse de plus de 119%. Au cours des trois années (2023, 2024, 2025), on a observé une fluctuation irrégulière de ces dépenses fiscales.

L'examen du tableau indique que l'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers, débutée en 2021, a entraîné une dépense budgétaire de 31,86 milliards de francs CFA en 2025 contre 64,06 milliards de francs CFA en 2024, après avoir été de 68,09 milliards de francs CFA en 2023. L'augmentation de 2023 et de 2024 est attribuée au système d'ajustement de la TIPP qui vise à maintenir le prix du carburant. En raison du conflit en Ukraine, les prix des carburants ont fortement augmenté à la suite de la flambée des coûts du pétrole.

En 2025, les Droits d'Enregistrement ont généré des dépenses fiscales s'élevant à 8,24 milliards de francs CFA. Par rapport à 2024, ces dépenses ont présenté une forte baisse, dépassant les cinquante pour cent. En raison de l'insuffisance d'information en 2023, les coûts associés aux Droits d'Enregistrement ne sont pas évalués.

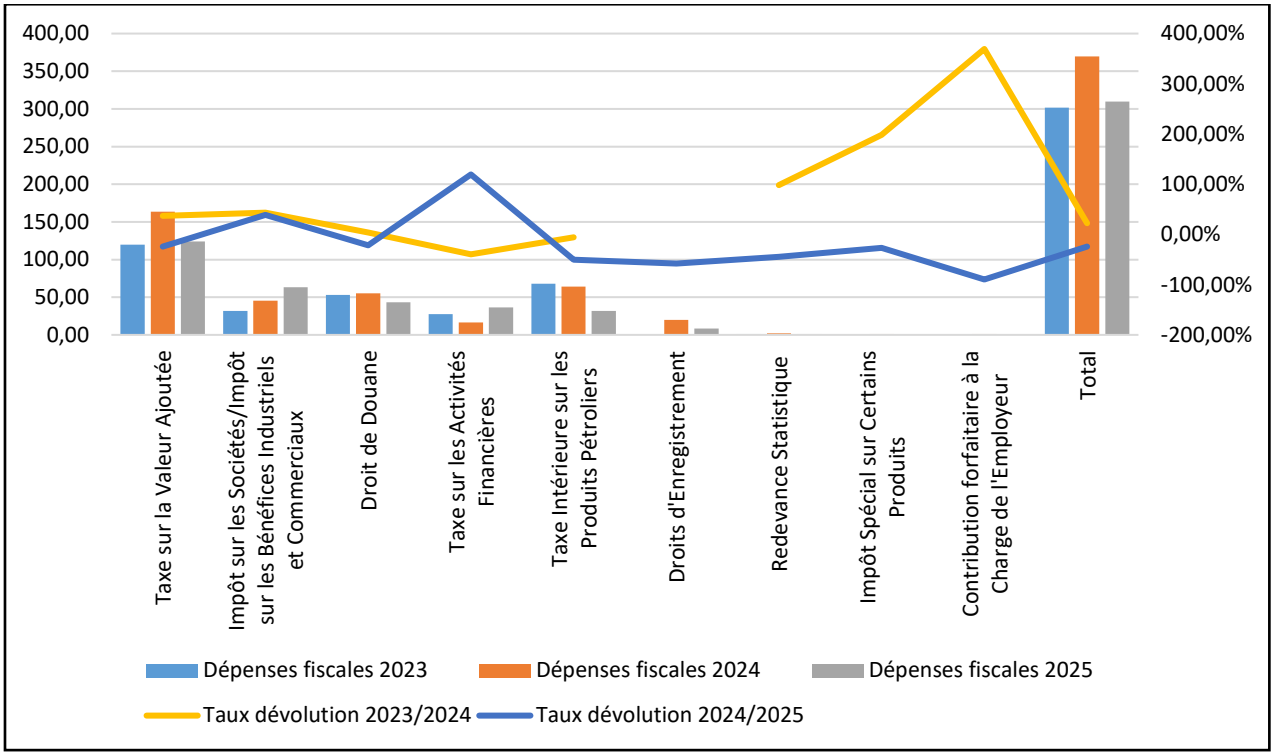
Sur la période, 2023 à 2025, les allègements fiscaux se rattachant à la Redevance Statistique ont subi des fluctuations. Ils sont passés de 1,13 milliard de francs CFA en 2023 à 2,23 milliards de francs CFA en 2024, pour ensuite se stabiliser à 1,24 milliard de francs CFA en 2025.

En examinant le tableau, on constate une évolution des dépenses fiscales provenant de la Contribution Forfaitaire à la Charge des Employeurs pour la période 2023-2025. En 2025, ces dépenses fiscales se sont élevées à 0,14 milliard de francs CFA, en comparaison à 1,37 milliard de francs CFA en 2024 et 0,29 milliard de francs CFA en 2023.

En 2025, les dépenses fiscales liées à l'Impôt Spécial sur Certains Produits ont atteint 0,79 milliard de francs CFA contre 1,08 milliard en 2024. Elles ont connu une baisse de 26,52% par rapport à l'année 2024.

À cause de l'absence d'information sur les exonérations de la taxe sur les contrats d'assurance, les dépenses fiscales concernant lesdits droits et taxes ne sont pas évaluées depuis 2022.

Figure 5: Dépenses fiscales par impôt et par année



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

2) ANALYSE DES DEPENSES FISCALES DE LA DGI

❖ Analyse des dépenses fiscales par rapport aux recettes fiscales de la DGI par an

Tableau 6 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI)

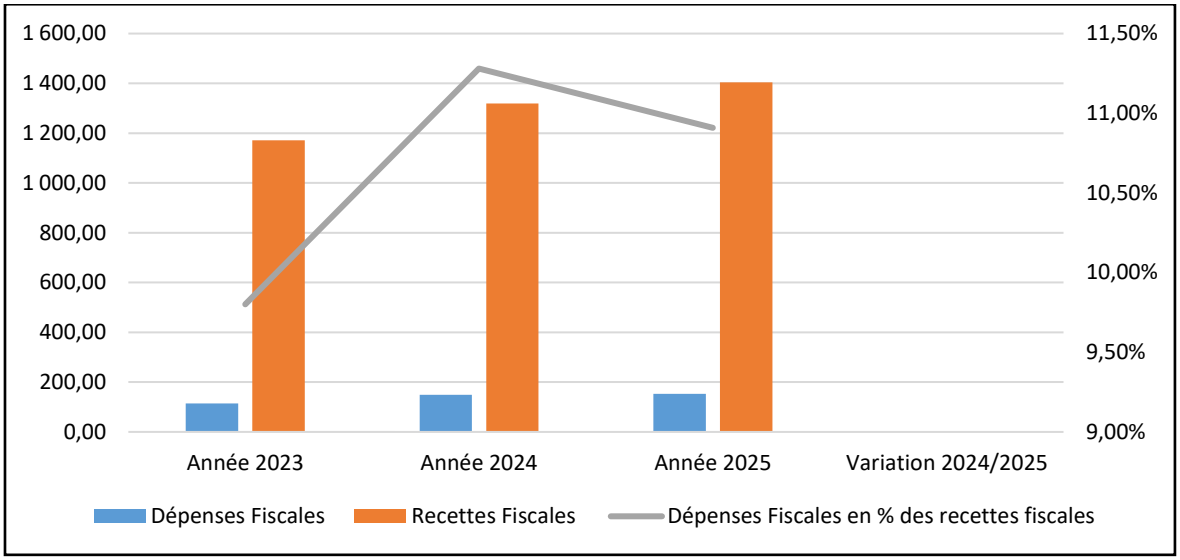
Montant en milliards de francs CFA

Rubrique	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Variation 2024/2025
Dépenses Fiscales	114,74	148,74	153,10	2,93%
Recettes Fiscales	1 170,72	1 318,55	1 403,44	6,44%
Dépenses Fiscales en % des recettes fiscales	9,80%	11,28%	10,91%	

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

Le montant des dépenses fiscales de la Direction Générale des Impôts évaluées au titre de l'année 2025 s'est chiffré à 153,10 milliards de francs CFA contre 148,74 milliards de francs en 2024, soit une croissance de 2,93 %. Comparé à celui de 2023, le coût des dépenses fiscales de l'année 2025 a augmenté de 38,36 milliards de francs CFA. Le montant des dépenses fiscales de l'année 2025, rapporté aux recettes fiscales de la même année, indique un taux de 10,91% contre 11,28% en 2024.

Figure 6: Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

- **Analyse des dépenses fiscales par rapport aux recettes fiscales par type d'impôt de la DGI**

Tableau 7 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales par impôt (DGI)

Montant en milliards de francs CFA

Impôt	Dépenses fiscales	Recettes fiscales	%
Impôt sur les Sociétés	59,11	366,16	16,14%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	44,69	168,35	26,55%
Taxe sur les Activités Financières	36,59	73,77	49,61%
Droits d'Enregistrement	8,24	24,56	33,55%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	4,32	12,09	35,69%
Contribution Forfaitaire à la Charge des Employeurs	0,14	15,81	0,90%
Total	153,10	660,74	23,17%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

À l'analyse du tableau, les dépenses fiscales évaluées rapportées, aux recettes fiscales concernant les mêmes impôts indiquent un taux de 23,17%.

Les dépenses fiscales liées à l'Impôt sur les Sociétés représentent 16,14% des recettes fiscales au titre de cet impôt.

Les dépenses fiscales liées à la taxe sur la valeur ajoutée rapportées aux recettes fiscales générées par cette même taxe, représentent une proportion de 26,55%, soit plus du quart.

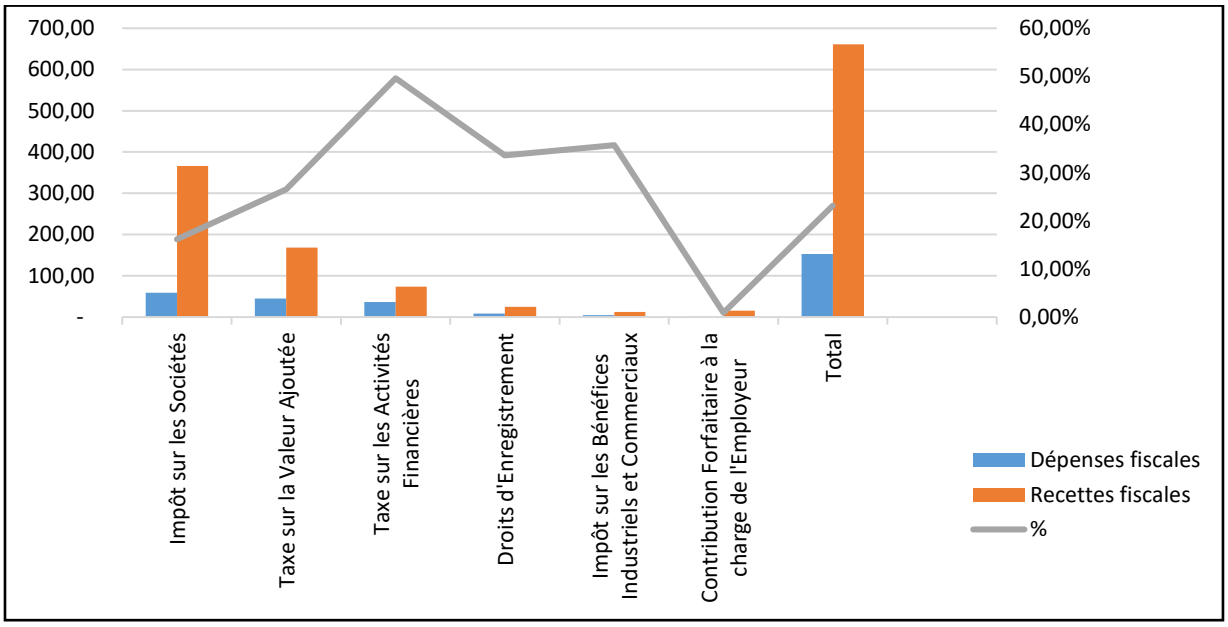
En 2025, le rapport des dépenses fiscales résultant des exonérations de la taxe sur les activités financières par rapport aux recettes fiscales de ladite taxe est de 49,61 %.

En matière de Droits d'Enregistrement, les dépenses fiscales représentent 33,55% des recettes fiscales.

En ce qui concerne les impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux, les dépenses fiscales représentent 35,69% des recettes fiscales.

Les dépenses fiscales afférentes à la Contribution Forfaitaire à la Charge des Employeurs représentent 0,90% des recettes fiscales au titre de ladite contribution.

Figure 7 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales par impôt (DGI)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

❖ **Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe**

L'analyse par impôt se présente comme suit : (voir tableau 8)

Tableau 8 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

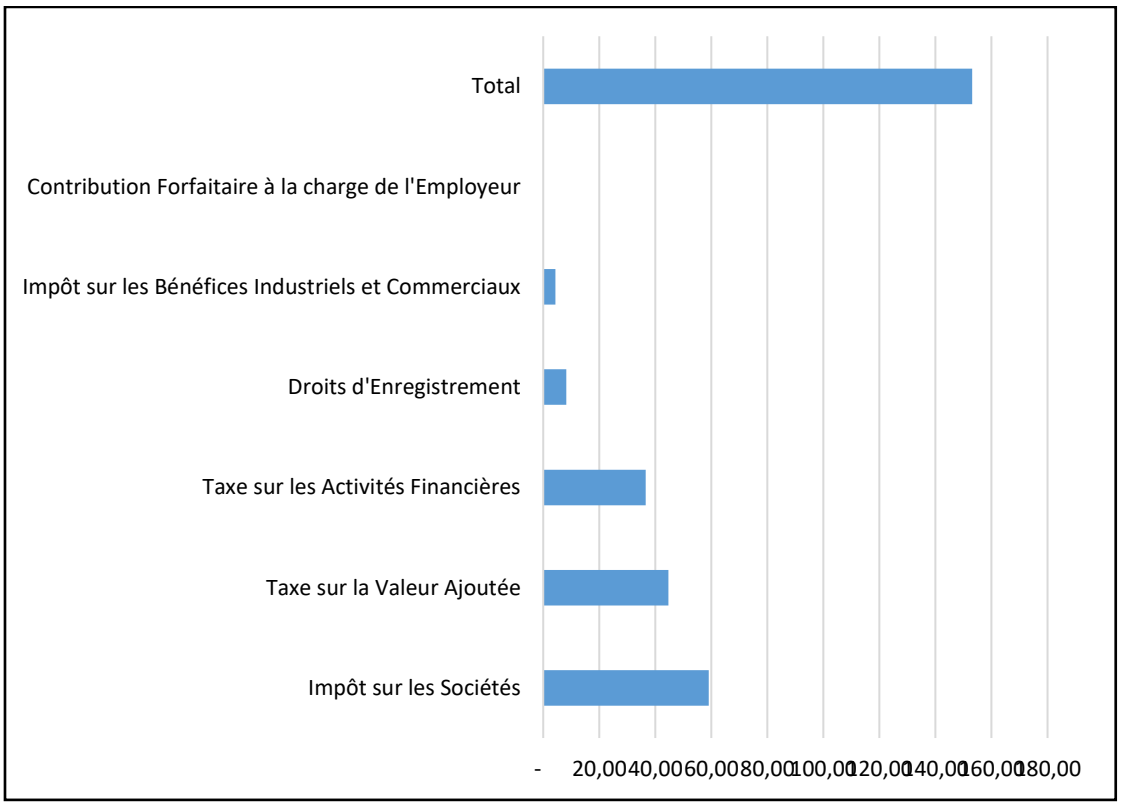
Impôt	Dépenses fiscales	%
Impôt sur les Sociétés	59,11	38,61%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	44,69	29,19%
Taxe sur les Activités Financières	36,59	23,90%
Droits d'Enregistrement	8,24	5,38%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	4,32	2,82%
Contribution Forfaitaire à la Charge des Employeurs	0,14	0,09%
Total	153,10	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

À l'analyse du tableau, on constate que :

- les dépenses fiscales se rapportant à l'Impôt sur les Sociétés, les plus importantes en termes de coût, contribuent pour un poids de 38,61% avec un montant de 59,11 milliards de francs CFA. Ces dépenses fiscales ont comme source principale les activités financières, les activités extractives et les transports et les activités des auxiliaires de transport et de communication ;
- les niches fiscales issues de la taxe sur la valeur ajoutée (44,59 milliards de francs CFA), représentant 29,19%. Pour une large part, elles profitent aux activités du commerce, de la fabrication et de la production d'électricité. Ces activités combinées constituent 85% du volume total des dépenses fiscales liées à la TVA ;
- en matière de taxe sur les activités financières, le montant des dépenses fiscales estimées est de 36,59 milliards de francs CFA, soit 23,90% du poids total. Ces dépenses fiscales profitent aux activités financières ;
- le poids des dépenses fiscales liées aux Droits d'Enregistrement est de 5,38%, avec un montant de 8,24 milliards de francs CFA. La source de ces dépenses fiscales, ce sont les marchés publics ;
- quant à l'IBIC et à la Contribution Forfaitaire à la Charge des Employeurs, les dépenses fiscales se sont chiffrées respectivement à 4,32 et 0,14 milliards de francs CFA ;

Figure 8: Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

❖ **Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par impôt et par an**

Tableau 9 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

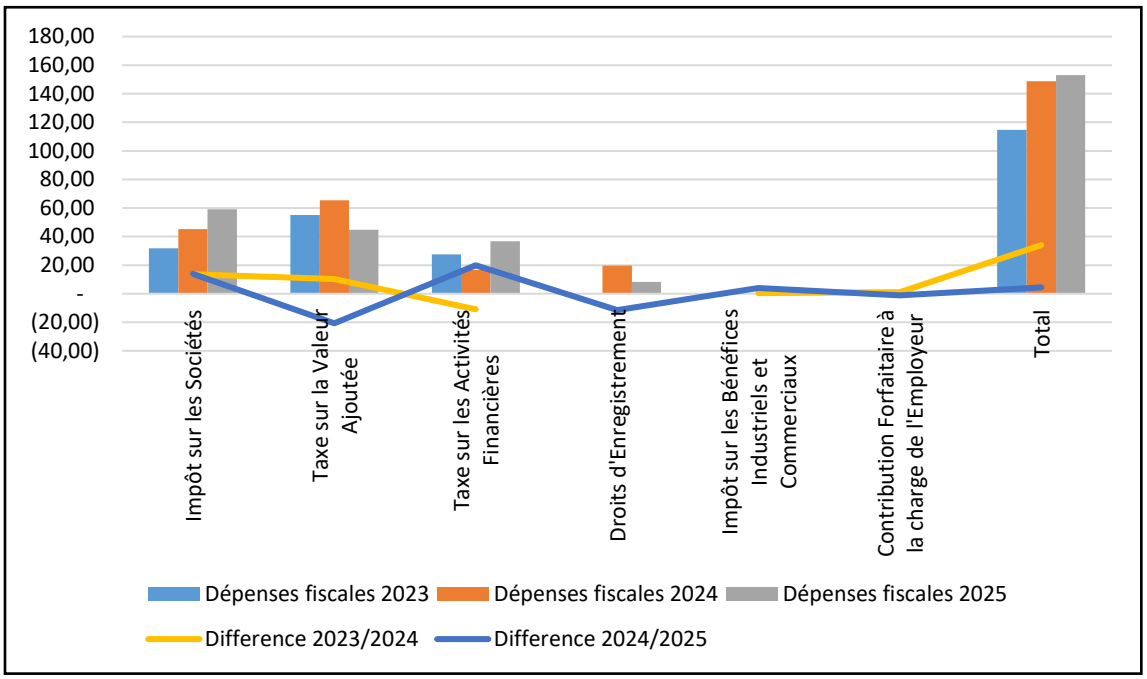
Rubrique	Dépenses fiscales 2023	Dépenses fiscales 2024	Dépenses fiscales 2025	Différence 2023/2024	Différence 2024/2025
Impôt sur les Sociétés	31,68	45,24	59,11	13,56	13,87
Taxe sur la Valeur Ajoutée	55,15	65,41	44,69	10,26	-20,72
Taxe sur les Activités Financières	27,59	16,67	36,59	-10,91	19,92
Droits d'Enregistrement	-	19,72	8,24		-11,48
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	0,02	0,32	4,32	0,30	4,00
Contribution Forfaitaire à la Charge des Employeurs	0,29	1,37	0,14	1,08	1,23
Total	**114,74**	**148,74**	**153,10**	**34,00**	**4,36**

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

Au titre de l'année 2025, les dépenses n'ont pas beaucoup varié, elles ont augmenté de 4,36 milliards de francs CFA.

L'analyse des dépenses fiscales par type d'impôt nous révèle que, sur six dépenses fiscales évaluées, trois ont augmenté et l'autre moitié a diminué. En ce qui concerne les dépenses fiscales ayant enregistré une progression, les évolutions les plus notables concernent la TAF (19,92 milliards de francs CFA) ainsi que l'IS (13,87 milliards de francs CFA). Les dépenses fiscales issues des exonérations de la TVA ont baissé de 20,72 milliards de francs en 2025, comparées à celles de 2024, suivies de celles des Droits d'Enregistrement (11,48 milliards de francs CFA) et de celles de la CFE (1,23 milliard de francs CFA).

Figure 9: Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

❖ **Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité**

La ventilation des dépenses fiscales par secteur d'activité est importante, car elle exprime les intentions politiques en matière de dépenses publiques.

Tableau 10 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'Activité	Dépenses Fiscales	%
Activités Financières	79,25	51,76%
Commerce ; Réparation de Véhicules Automobiles et d'Articles Domestiques	34,56	22,58%
Activités de fabrication	12,26	8,01%
Production et Distribution d'Électricité, de Gaz et d'Eau	9,30	6,07%
Transports, Activités des Auxiliaires de Transport et Communications	6,29	4,11%
Activités extractives	5,82	3,80%
Immobilier, Locations et Services aux Entreprises	2,50	1,63%
Construction	1,56	1,02%
Activités de Santé et d'Action Sociale	0,74	0,48%
Hôtels et Restaurants	0,61	0,40%
Éducation	0,17	0,11%
Agriculture, Sylviculture, Pêche	0,02	0,01%
Autres Secteurs d'Activités	0,02	0,01%
Total	153,10	100,00%

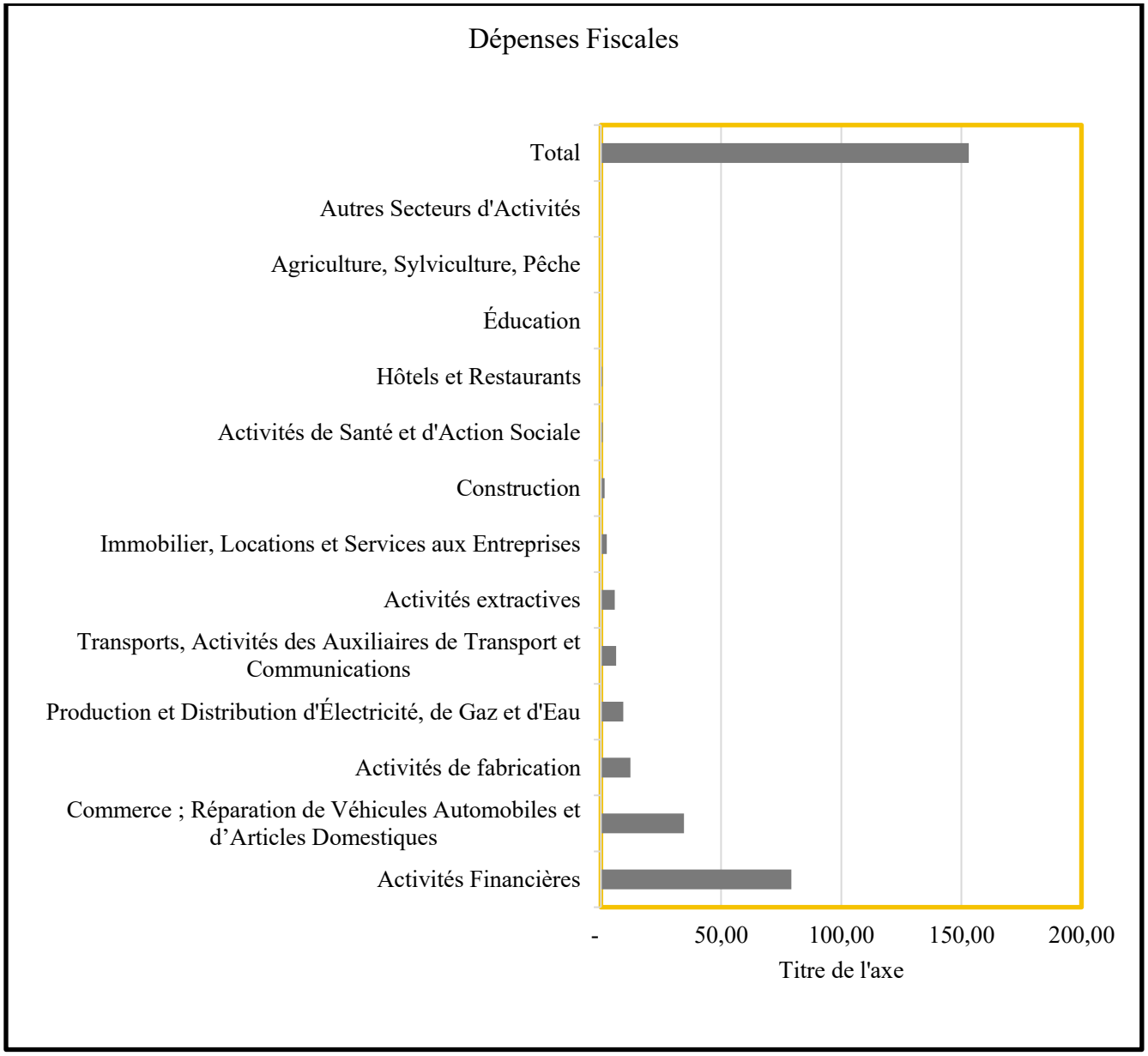
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

La présentation des dépenses fiscales par secteur d'activité, comme l'analyse par impôt, permet d'adosser l'évaluation des dépenses fiscales à la politique fiscale et aux orientations économiques du Gouvernement.

Le classement par secteur d'activités indique que, les dépenses fiscales les plus importantes proviennent principalement :

- des dépenses fiscales consenties en faveur des activités financières, qui ont atteint 79,25 milliards de francs CFA en 2025, soit 51,76 % de l'ensemble des dépenses, et plus de la moitié des dépenses fiscales constatées en 2025. La majeure partie de ces dépenses fiscales provient de deux types d'impôts. L'IS représente 42,15 milliards de francs CFA et 36,59 milliards de francs CFA de TAF ;
- du secteur du commerce, pour un montant de 34,56 milliards de francs CFA. Ces dépenses fiscales ont contribué à hauteur de 22,58% au poids total des dépenses fiscales et proviennent essentiellement de la TVA (9,34 milliards de francs CFA) ;
- des dépenses fiscales liées aux activités de fabrication. Elles ont atteint 12,26 milliards de francs CFA, soit un taux de participation de 8,01%. Elles proviennent essentiellement de la TVA et de l'IS ;
- des allègements fiscaux engendrés par les exonérations dont la Production et Distribution d'Électricité, de Gaz et d'Eau a bénéficié ont coûté 9,30 milliards de francs CFA au budget d'État. Ils représentent 6,07% du poids total des dépenses fiscales :
- des dépenses fiscales qui se rattachent aux activités de transport, aux activités des auxiliaires de transport et de communication. Elles ont atteint 6,29 milliards de francs CFA, soit un taux de participation de 4,11 % ;
- du secteur minier, dont les dépenses fiscales sont estimées à 5,82 milliards de francs CFA avec un taux de participation de 3,80% ;

Figure 10 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

❖ **Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité et par an**

Tableau 11 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité et par an

Montant en milliards de francs CFA

Rubrique	Dépenses Fiscales 2023	Dépenses Fiscales 2024	Dépenses Fiscales 2025	Différence 2024/2025
Activités Financières	46,64	46,27	79,25	32,98
Commerce ; Réparation de Véhicules Automobiles et d'Articles Domestiques	34,25	35,37	34,56	- 0,81
Activités de fabrication	9,53	46,66	12,26	- 34,41
Production et Distribution d'Électricité, de Gaz et d'Eau	3,31	0,99	9,30	8,31
Transports, Activités des Auxiliaires de Transport et Communications	0,92	1,70	6,29	4,59
Activités extractives	7,00	1,68	5,82	4,14
Immobilier, Locations et Services aux Entreprises	7,00	11,14	2,50	- 8,64
Construction	0,19	2,93	1,56	-1,37
Activités de Santé et d'Action Sociale	4,60	0,03	0,74	0,71
Hôtels et Restaurants	0,34	1,26	0,61	- 0,65
Éducation	0,03	0,28	0,17	- 0,10
Agriculture, Sylviculture, Pêche	0,00	0,01	0,02	0,01
Activités à Caractère Collectif ou Personnel	0,22	-	-	-
Autres Secteurs d'Activités	0,71	0,41	0,02	- 0,39
Total	114,74	148,74	153,10	4,36

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

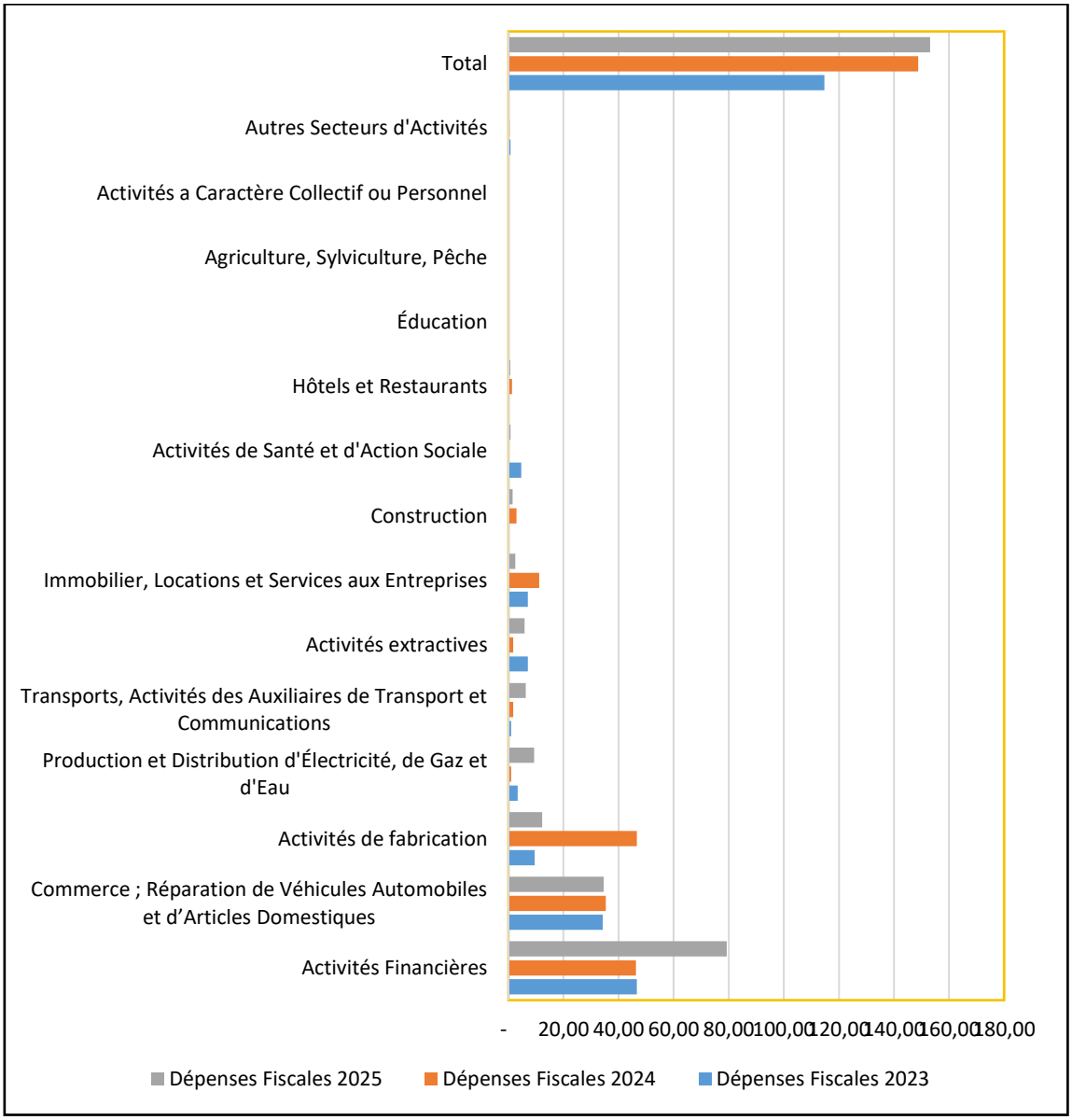
Une analyse comparative des dépenses fiscales, ventilées par secteur d'activité et rapportées annuellement, met en évidence les variations significatives observées entre les différents domaines économiques :

L'analyse des dépenses fiscales en 2025 révèle une augmentation significative des dépenses liées aux activités financières, qui s'élèvent à 79,25 milliards de francs CFA, contre 46,27 milliards de francs CFA en 2024. Une trajectoire ascendante similaire des dépenses fiscales est également constatée dans les secteurs du transport, des activités auxiliaires des transports et des

communications, de la production et de la distribution d'électricité, de gaz et d'Eau ainsi que dans les activités extractives.

Inversement, les domaines d'activité ayant enregistré les plus fortes diminutions des dépenses fiscales en 2025 par rapport à 2024 comprennent les activités de fabrication, les activités de l'immobilier, les locations et services aux entreprises, ainsi que la construction.

Figure 11: Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

❖ **focus sur certaines dépenses fiscales de la Direction Générale des Impôts**

➢ **La Taxe sur la Valeur Ajoutée**

- Estimation des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité au titre de l'année 2025

L'analyse des dépenses fiscales de TVA par secteur d'activité des contribuables démontre que les dépenses fiscales de TVA ont été octroyées en faveur de douze (12) secteurs d'activité au titre de l'année 2025.

Tableau 12 : Répartition des dépenses fiscales de TVA de la DGI par secteur d'activité.

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'Activité	Dépenses Fiscales TVA 2025	%
Commerce ; Réparation de Véhicules Automobiles et d'Articles Domestiques	22,65	50,68%
Activités de fabrication	9,35	20,93%
Production et Distribution d'Électricité, de Gaz et d'Eau	6,47	14,48%
Transports, Activités des Auxiliaires de Transport et Communications	1,90	4,26%
Immobilier, Locations et Services aux Entreprises	1,28	2,85%
Activités Extractives	0,85	1,90%
Activités de Santé et d'Action Sociale	0,73	1,63%
Hôtels et Restaurants	0,57	1,27%
Activités Financières	0,45	1,00%
Construction	0,27	0,60%
Éducation	0,16	0,36%
Autres Secteurs d'Activités	0,01	0,02%
Total	44,69	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

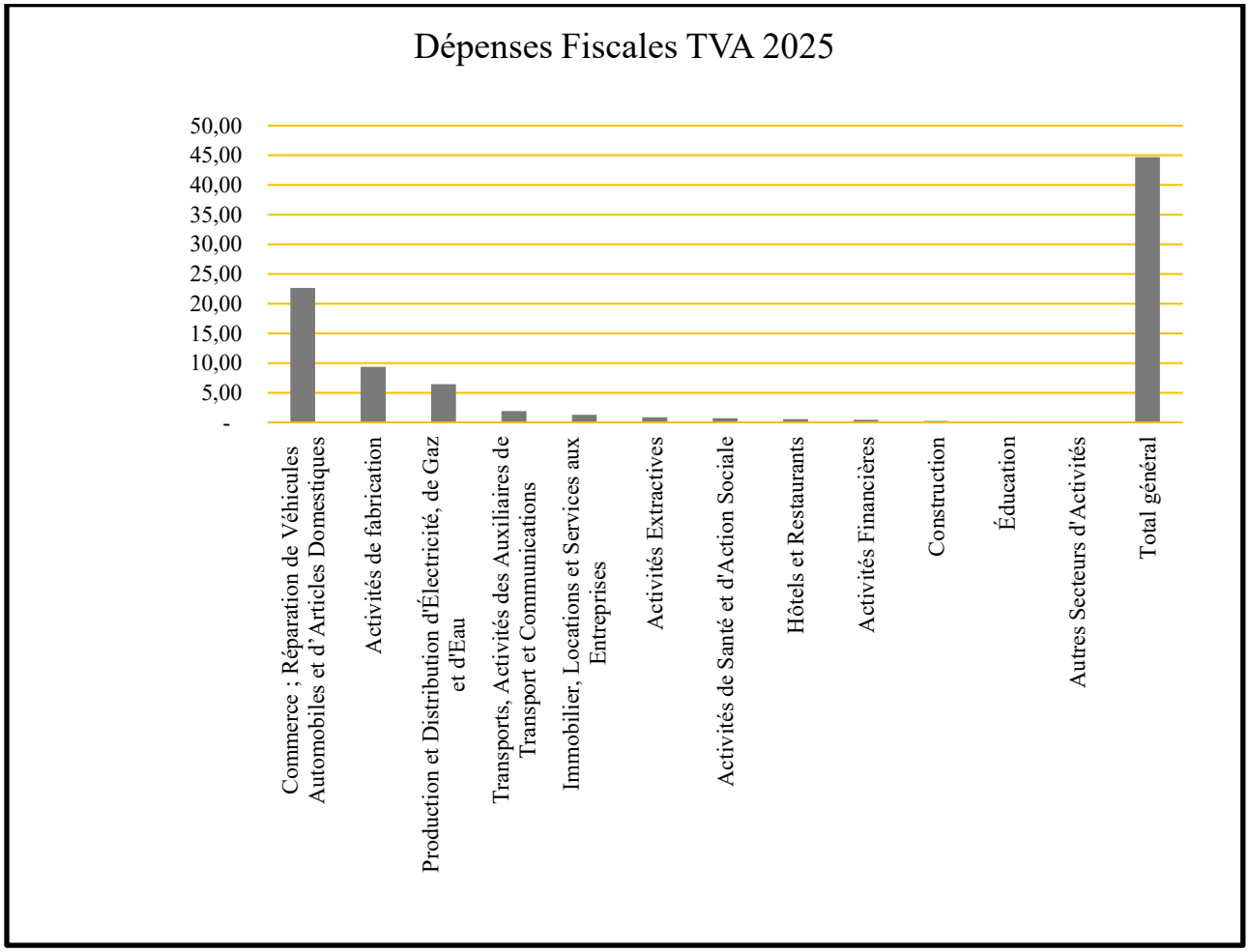
La lecture du tableau nous enseigne que le montant des dépenses fiscales se rapportant aux activités de commerce, de réparation de véhicules automobiles et d'Articles domestiques, le plus important, est estimé à 22,65 milliards de francs CFA au titre de l'année 2025, soit 50,68% des dépenses fiscales de TVA de la DGI.

Les dépenses fiscales associées aux activités de fabrication suivent celles liées au commerce. Elles ont coûté 9,35 milliards de francs CFA, cela représente un taux de 20,93%.

Les dépenses fiscales liées aux activités de la Production et Distribution d'Électricité, de Gaz et d'Eau se chiffrent à 6,47 milliards de francs CFA, représentant ainsi 14,48%.

Ces trois (3) secteurs d'activité représentent 86,10 % des dépenses fiscales de TVA de la DGI.

Figure 12 : Répartition des dépenses fiscales de TVA de la DGI par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

- Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité et par an

Tableau 13 : Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité et par an

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'Activité	Dépenses Fiscales TVA 2023	Dépenses Fiscales TVA 2024	Dépenses Fiscales TVA 2025	Différence 2024/2025
Commerce ; Réparation de Véhicules Automobiles et d'Articles Domestiques	31,15	23,75	22,65	-1,10
Activités de fabrication	5,99	35,59	9,35	-26,23
Production et Distribution d'Électricité, de Gaz et d'Eau	2,95	0,02	6,47	6,45
Transports, Activités des Auxiliaires de Transport et Communications	0,56	0,82	1,90	1,09
Immobilier, Locations et Services aux Entreprises	1,90	2,91	1,28	-1,63
Activités Extractives	6,44	0,70	0,85	0,15
Activités de Santé et d'Action Sociale	4,60	0,03	0,73	0,70
Hôtels et Restaurants	0,30	0,12	0,57	0,45
Activités Financières	0,16	0,00	0,45	0,45
Construction	0,15	1,05	0,27	- 0,78
Éducation	0,03	0,05	0,16	0,11
Autres Secteurs d'Activités	0,71	0,37	0,01	- 0,37
Activités à Caractère Collectif ou Personnel	0,22	-	-	-
Total	55,15	65,41	44,69	- 20,72

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

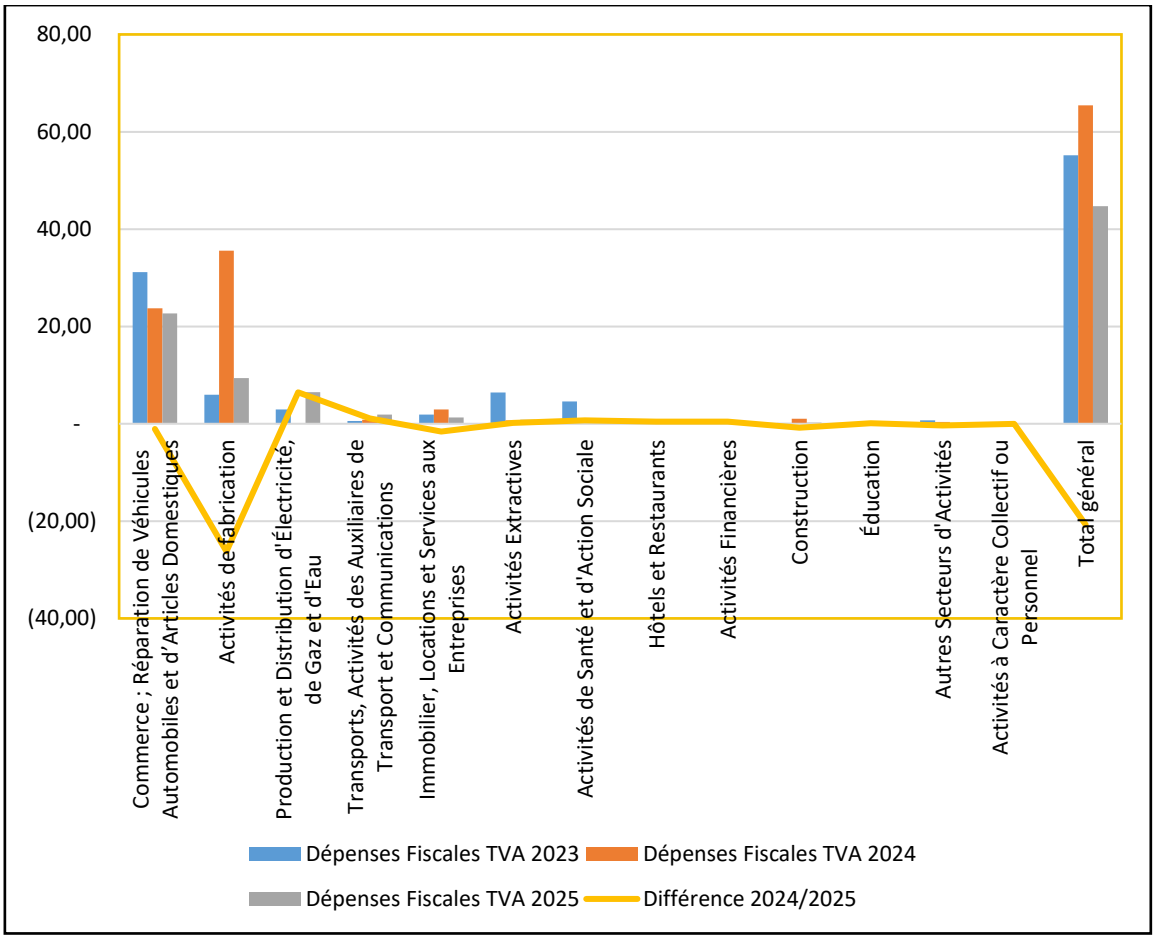
L'analyse des dépenses fiscales par branche d'activité sur la période de 2024 à 2025 montre que :

la variation la plus élevée a été observée dans le secteur de la transformation. Les dépenses fiscales bénéficiant aux activités de fabrication ont diminué de 26,23 milliards de francs CFA. Sur la période 2023-2025, ces dépenses fiscales affichent une tendance à la baisse. En plus des activités de fabrication, le secteur du commerce et de la construction, ainsi que la rubrique « autres secteurs d'activité », ont également diminué, mais de façon timide.

Les dépenses fiscales liées aux activités de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau ont affiché la plus forte hausse, avec 6,45 milliards de francs CFA. Elles ont évolué en

dents de scie, avec un pic en 2025. Les activités de transport ont suivi une hausse de 1,09 milliard de francs CFA en 2025, comparativement à celle de 2024. De 2023 à 2024, elles ont suivi une trajectoire ascendante.

Figure 13 : Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

➢ **L'Impôt sur les Sociétés et l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux**

- Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité

Tableau 14 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité

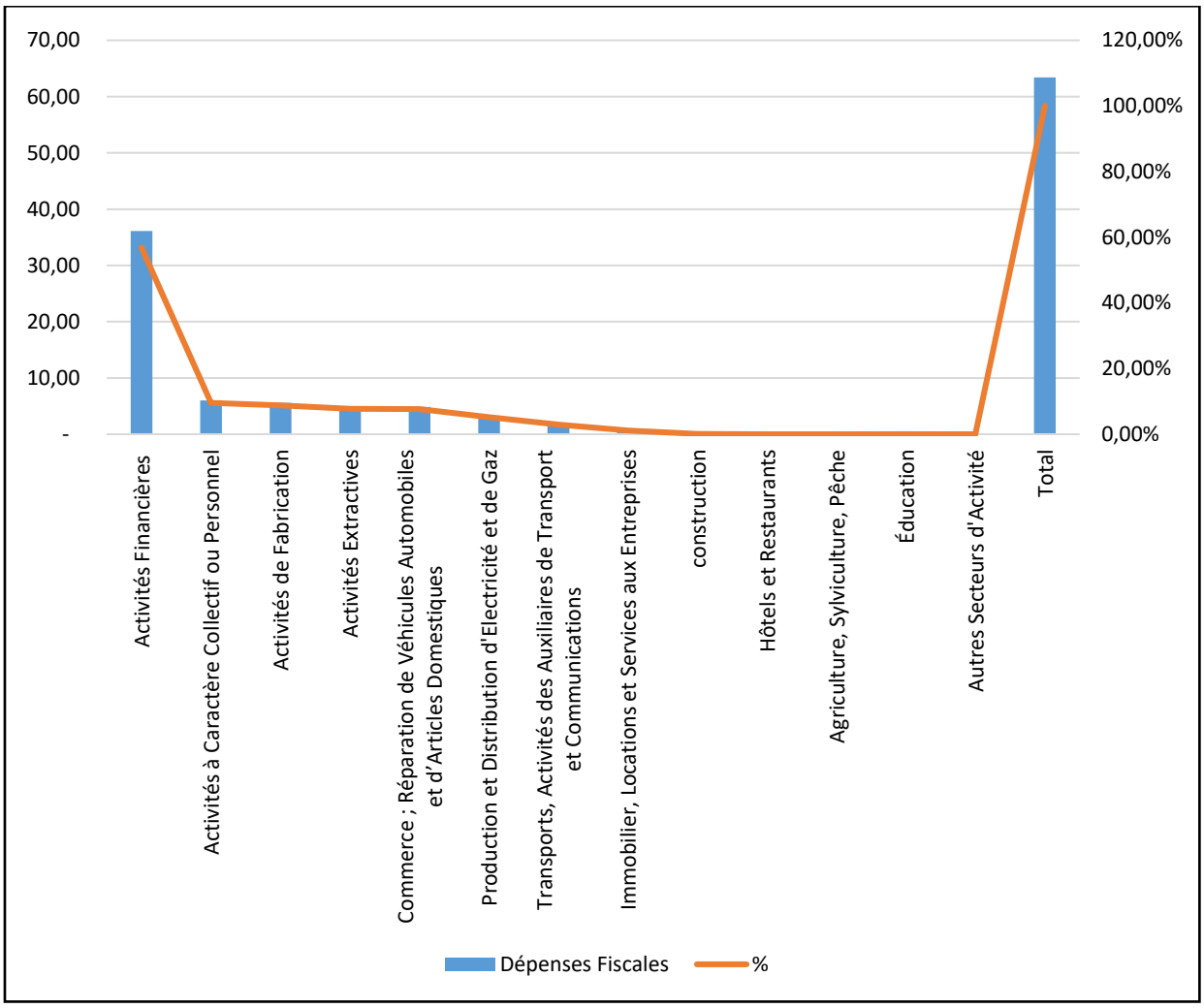
Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'activité	Dépenses Fiscales	%
Activités Financières	36,12	56,94%
Activités à Caractère Collectif ou Personnel	6,03	9,51%
Activités de Fabrication	5,57	8,79%
Activités Extractives	4,93	7,78%
Commerce ; Réparation de Véhicules Automobiles et d'Articles Domestiques	4,84	7,62%
Production et Distribution d'Électricité et de Gaz	3,27	5,16%
Transports, Activités des Auxiliaires de Transport et Communications	1,87	2,95%
Immobilier, Locations et Services aux Entreprises	0,70	1,11%
Construction	0,03	0,05%
Hôtels et Restaurants	0,02	0,03%
Agriculture, Sylviculture, Pêche	0,02	0,03%
Éducation	0,01	0,02%
Autres Secteurs d'Activité	0,01	0,02%
Total	63,43	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

Les résultats consignés dans le tableau ci-dessus indiquent que les dépenses fiscales d'IS-IBIC les plus importantes ont bénéficié aux activités financières (56,94 %), aux activités à caractère collectif ou personnel (9,51 %), aux activités de fabrication (8,79 %), aux activités extractives (7,78 %), aux activités de commerce (7,62 %) et à la Production et Distribution d'Électricité et de Gaz (5,16 %). La somme des proportions de ces différents secteurs, lorsqu'elles sont rassemblées, donne 95,80 %.

Figure 14 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

- Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par secteur d'activité et par an

Tableau 15 : Dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par secteur d'activité et par an

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'activité	Dépenses Fiscales 2023	Dépenses Fiscales 2024	Dépenses Fiscales 2025	Différence 2024/2025
Activités Financières	18,90	29,55	36,12	6,57
Activités à Caractère Collectif ou Personnel	-	-	6,03	6,03
Activités de Fabrication	3,54	11,06	5,57	- 5,48
Activités Extractives	0,51	0,97	4,93	3,96
Commerce ; Réparation de Véhicules Automobiles et d'Articles Domestiques	3,10	0,46	4,84	4,37
Production et Distribution d'Électricité et de Gaz	0,34	0,97	3,27	2,30
Transports, Activités des Auxiliaires de Transport et Communications	0,17	0,85	1,87	1,02
Immobilier, Locations et Services aux Entreprises	5,08	0,27	0,70	0,43
construction	0,02	0,04	0,03	- 0,01
Hôtels et Restaurants	0,04	1,14	0,02	-1,12
Agriculture, Sylviculture, Pêche	-	0,01	0,02	0,01
Éducation	-	0,22	0,01	- 0,21
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	0	0,00		- 0,00
Autres Secteurs d'Activité	-	0,01	0,01	0,01
Total	31,70	45,56	63,43	17,87

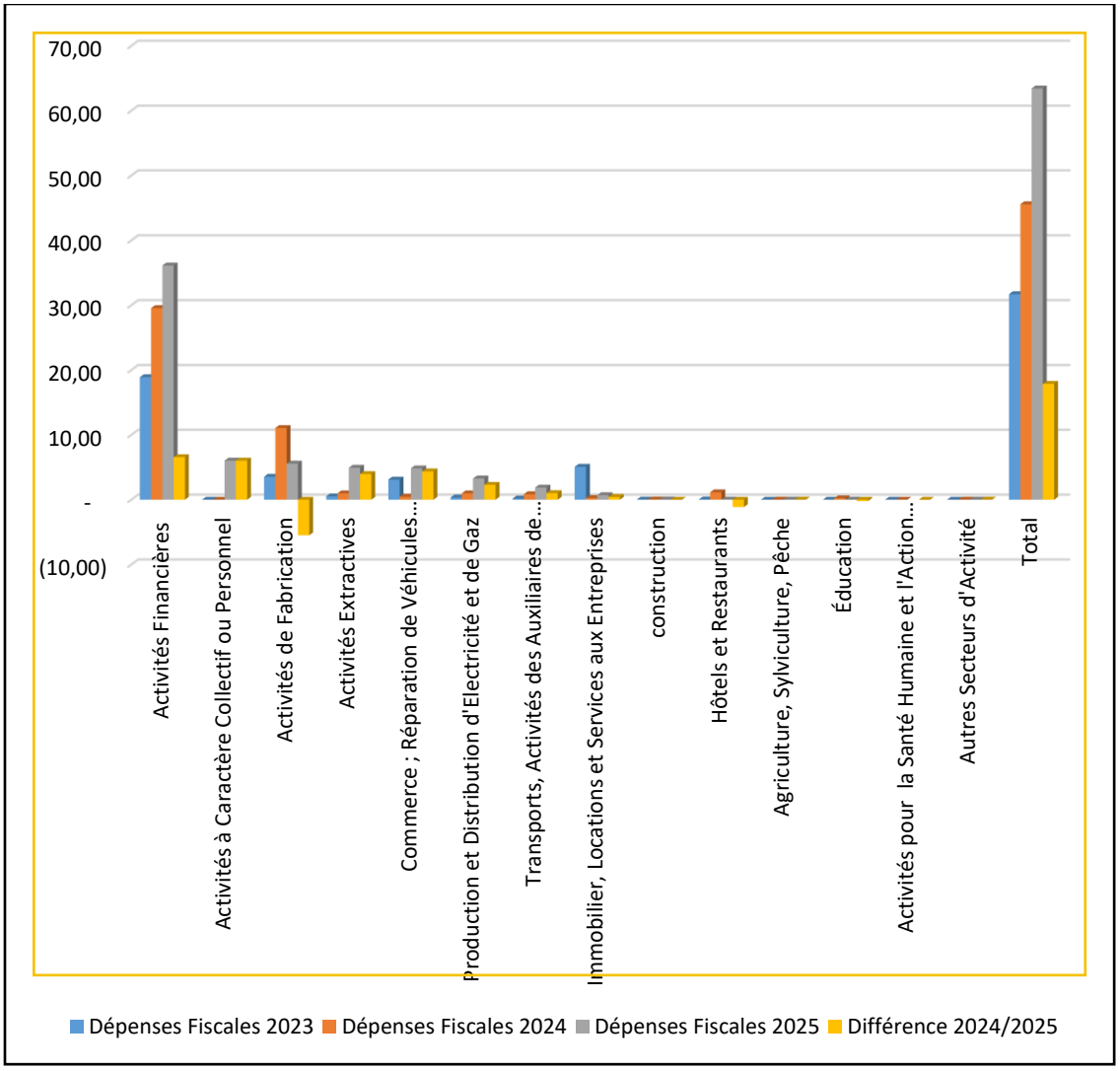
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

Les dépenses fiscales issues des exonérations d'IBIC/IS, qui ont été de 31,70 milliards en 2023, ont évolué pour atteindre 45,56 milliards de francs CFA en 2024 pour ensuite se stabiliser à 63,43 milliards de francs CFA en 2025. L'évolution de ces dépenses fiscales suit une trajectoire

ascendante. La hausse des allégements d'IS/IBIC sur la période d'analyse de 2023 à 2025, découle principalement de l'augmentation des dépenses fiscales relatives aux activités financières qui ne cessent de croître d'année en année.

La plus forte variation révélée par le tableau, après celle relative aux activités financières, est celle des activités à caractère collectif ou personnel. Ce dernier secteur d'activité regroupe les activités d'assainissement, les activités récréatives et les activités associatives. Par contre, la plus forte réduction des dépenses fiscales d'IS/IBIC en 2025 est tirée par la diminution de celles issues des activités de fabrication.

Figure 15 : Dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité de la DGI et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

➢ **La Taxe sur les Activités Financières**

- Répartition des dépenses fiscales de TAF par source

Tableau 16 : Répartition des dépenses fiscales de TAF par source

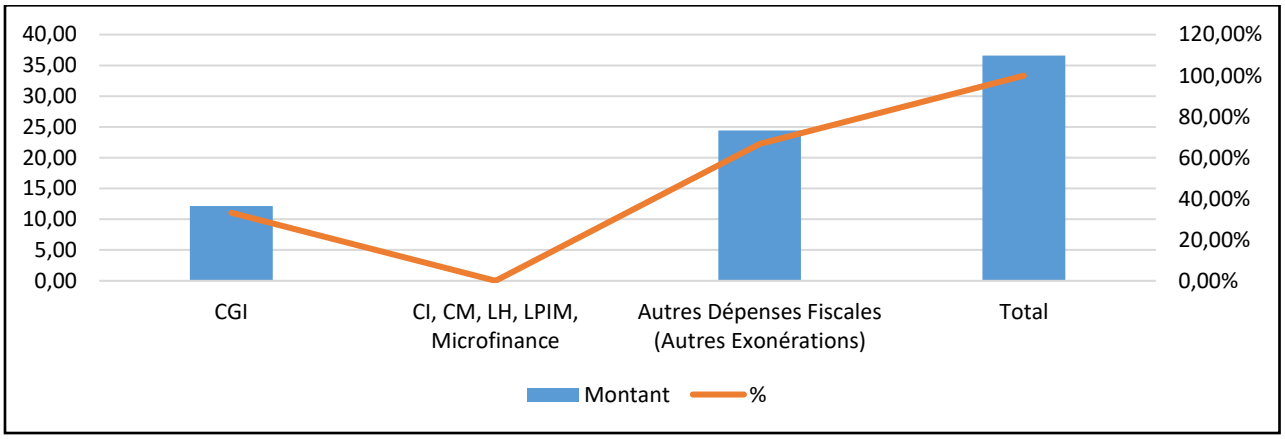
Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales TAF par source	Montant	%
Autres Dépenses Fiscales (Autres Dépenses Fiscales)	24,43	66,75%
CGI	12,17	33,25%
CI, CM, LH, LPIM, Microfinance	0,00	0,01%
Total	36,59	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

Le coût des dépenses fiscales de la TAF (39,59 milliards de francs CFA) évalué dans cette étude profite entièrement aux entreprises gérées par la DGE. L'analyse par source indique que 66,75 % proviennent de la source « Autres dépenses fiscales » et 33,25 % du Code général des impôts.

Figure 16 : Répartition des dépenses fiscales de TAF par source



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

- Comparaison des dépenses fiscales de TAF par source (2023, 2024, 2025)

Tableau 17 : Comparaison des dépenses fiscales de TAF par source et par an

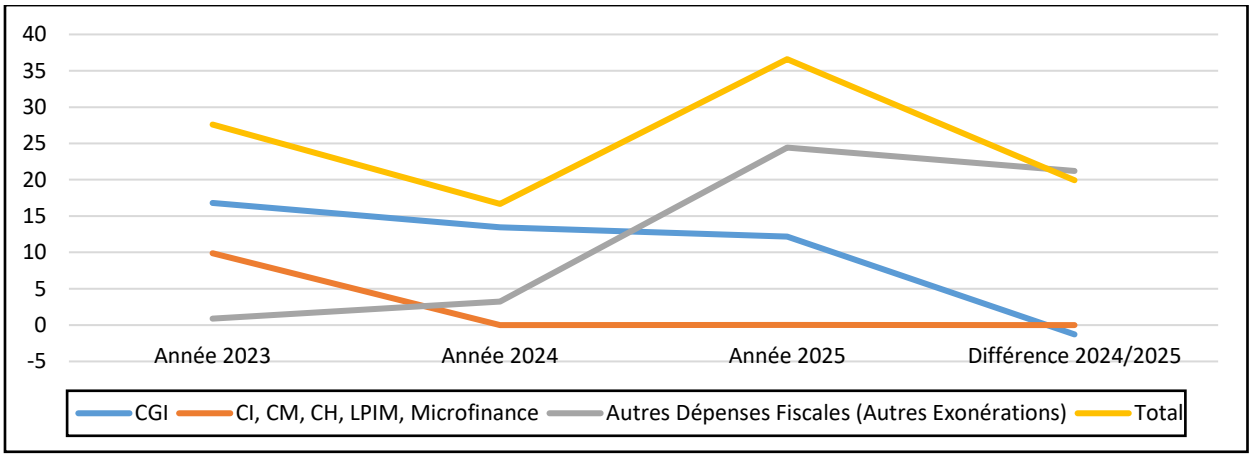
Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales TAF par source	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Différence 2024/2025
Autres Dépenses Fiscales (Autres exonérations)	0,89	3,22	24,43	21,20
CGI	16,81	13,45	12,17	- 1,28
CI, CM, LH, LPIM, Microfinance	9,89	-	0,00	-
Total	**27,59**	**16,67**	**36,59**	**19,92**

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

En 2025, le coût des dépenses fiscales se rattachant à la TAF a augmenté de 21,20 milliards par rapport à celui de 2024. Cette hausse découle de l'augmentation de la rubrique « Autres Dépenses Fiscales (Autres exonérations) ». On remarque une discontinuité dans l'évolution des dépenses fiscales issues de la TAF sur la période de 2023 à 2025.

Figure 17 : Comparaison des dépenses fiscales de la TAF par source (2023, 2024, 2025)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

En conclusion, l'analyse des dépenses fiscales de la DGI met en évidence leur poids significatif sur les finances publiques. En 2025, ces dépenses fiscales ont coûté au budget 153,10 milliards de francs CFA contre 148,74 milliards de francs CFA en 2024, après 114,74 milliards de francs CFA en 2023. Il est important de souligner que le montant des dépenses fiscales liées à la TCA n'est pas compris dans le montant des dépenses fiscales de 2025, ni dans celui des deux années précédentes. Depuis 2022, les dépenses fiscales de la TCA ne sont pas évaluées à cause de l'indisponibilité des données.

Les dépenses fiscales estimées, rapportées aux recettes fiscales concernant les mêmes impôts, indiquent un taux de 23,17%. Les dépenses rapportées aux recettes fiscales des impôts concernés ont présenté 38,61% pour l'IS, 29,19% pour la TVA et 23,90% pour la TAF. Pour l'IS, les dépenses fiscales représentent plus d'un tiers des recettes de l'IS et pour la TVA à peu près le tiers.

Bien que l'octroi des exonérations constitue un outil stratégique pour stimuler certains secteurs, encourager l'investissement ou soutenir des catégories spécifiques de contribuables, les dépenses fiscales liées à l'IS, à la TVA et à la TAF représentent également un manque à gagner important pour le budget de l'État.

3) ANALYSE DES DEPENSES FISCALES DE LA DGD

❖ **Analyse du coût des dépenses fiscales rapportées aux recettes de la DGD par an**

Tableau 18 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes de la DGD par an

Montant en milliards de francs CFA

Rubrique	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Écart 2023/2024	Écart 2024/2025
Dépenses Fiscales	187,06	220,82	156,55	33,76	- 64,27
Recettes Douanières	758,33	883,89	915,74	125,56	31,85
Part (%)	24,67%	24,98%	17,10%	-	-

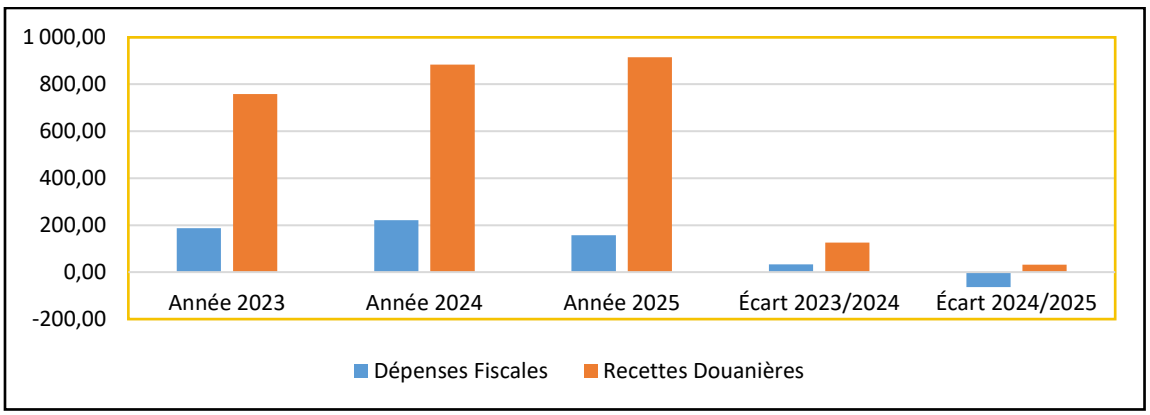
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

Le montant des dépenses fiscales de la Direction Générale des Douanes au titre de l'année 2025 s'est chiffré à 156,55 milliards de francs CFA contre 220,82 milliards de francs CFA en 2024 et 187,06 milliards de francs CFA en 2023. Comparées à 2024, les dépenses fiscales de 2025 sont en baisse de plus de 64 milliards de francs CFA. La réduction est essentiellement imputable à la mise en œuvre du Code Minier de 2023, notamment la liste minière dont l'implémentation dans le système informatique douanier est survenue en février 2025. Les dépenses fiscales estimées en 2025, sont inférieures aussi à celles de 2023.Sur la période 2023-2025, on constate une évolution discontinue des dépenses fiscales, avec un pic en 2024 (220 milliards de francs CFA).

Contrairement aux dépenses fiscales, les recettes tarifaires suivent une évolution ascendante. La part des dépenses fiscales dans les recettes douanières de l'année 2025 a diminué par rapport à celles des années 2023 et 2024.

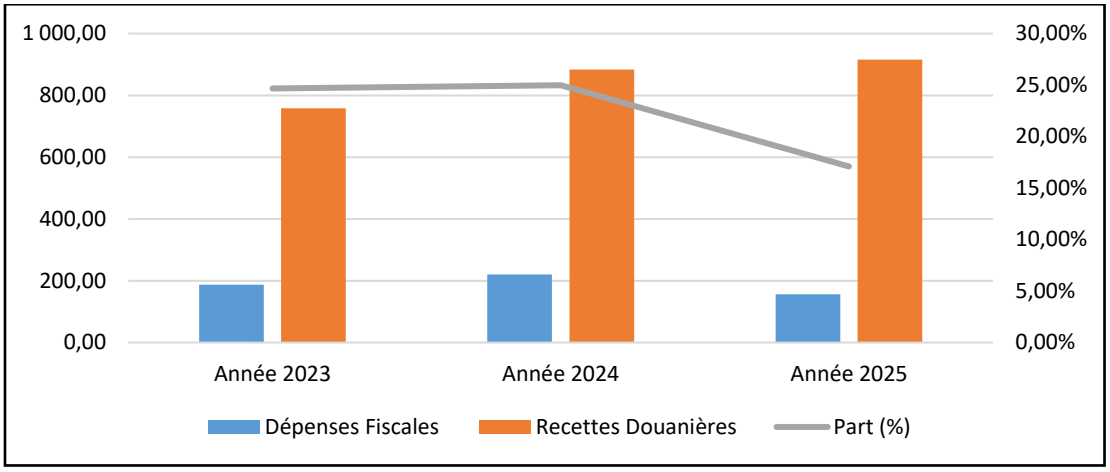
D'après le tableau, la part des dépenses fiscales dans les recettes fiscales a connu une évolution en dents de scie de 2023 à 2025.

Figure 18: Dépenses fiscales de la DGD 2023-2025



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

Figure 19 : Dépenses fiscales de la DGD rapportées aux recettes douanières par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

- **Dépenses fiscales de la DGD rapportées aux recettes douanières par impôt, droit et taxe**

Le ratio des dépenses fiscales sur les recettes douanières par type d'impôt permet de préciser le poids de chacune des dépenses fiscales dans les recettes fiscales correspondantes.

Tableau 19 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes douanières par impôt

Montant en milliards de francs CFA

Impôt	Dépenses fiscales 2025	Recettes douanières des impôts évalués	%
Droit de Douane	43,14	176,73	24,41%
Taxe sur la Valeur Ajoutée de porte	79,52	436,38	18,22%
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	31,86	192,20	16,58%
Redevance Statistique	1,24	22,97	5,40%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,79	26,92	2,95%
Total	156,55	855,19	18,31%

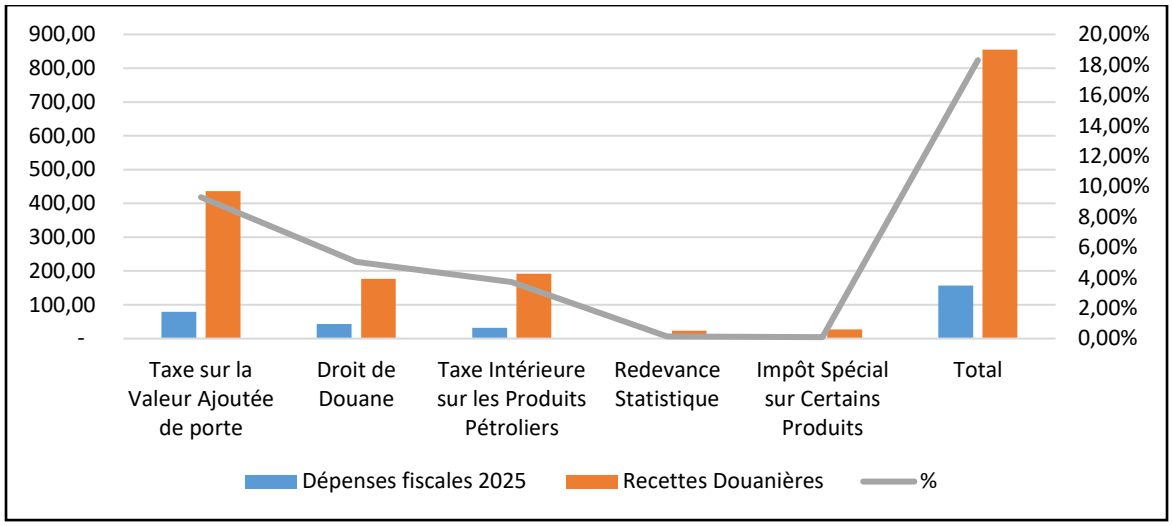
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

À la lecture du tableau, il ressort que :

- les dépenses fiscales évaluées rapportées aux recettes fiscales concernant les mêmes impôts indiquent un taux de 18,31% ;
- les dépenses fiscales engendrées par les exonérations des droits de douane représentent environ le quart (24,41%) des montants des recettes de ladite taxe ;
- le pourcentage de 18,22 représentant la part des dépenses fiscales de la taxe sur la valeur ajoutée dans les recettes dudit impôt est le plus important après celui des droits de douane ;

- les dépenses fiscales liées à la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers rapportées aux recettes fiscales générées par cette même taxe représentent une proportion de 16,58%.
- la Redevance Statistique et l'impôt spécial sur certains impôts représentent des proportions respectives de 5,45% et 2,95% ;

Figure 20: Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales par impôt DGD



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

❖ **Dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe**

Tableau 20 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

Impôt	Dépenses fiscales 2025 DGD	%
Taxe sur la Valeur Ajoutée de porte	79,52	50,79%
Droit de Douane	43,14	27,55%
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	31,86	20,35%
Redevance Statistique	1,24	0,79%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,79	0,51%
Total	156,55	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

Il ressort de l'analyse de ce tableau que les dépenses fiscales engendrées par les exonérations de la taxe sur la valeur ajoutée de porte ont été estimées à 79,52 milliards de francs CFA avec un taux de participation de 50,79%. Elles sont les plus importantes.

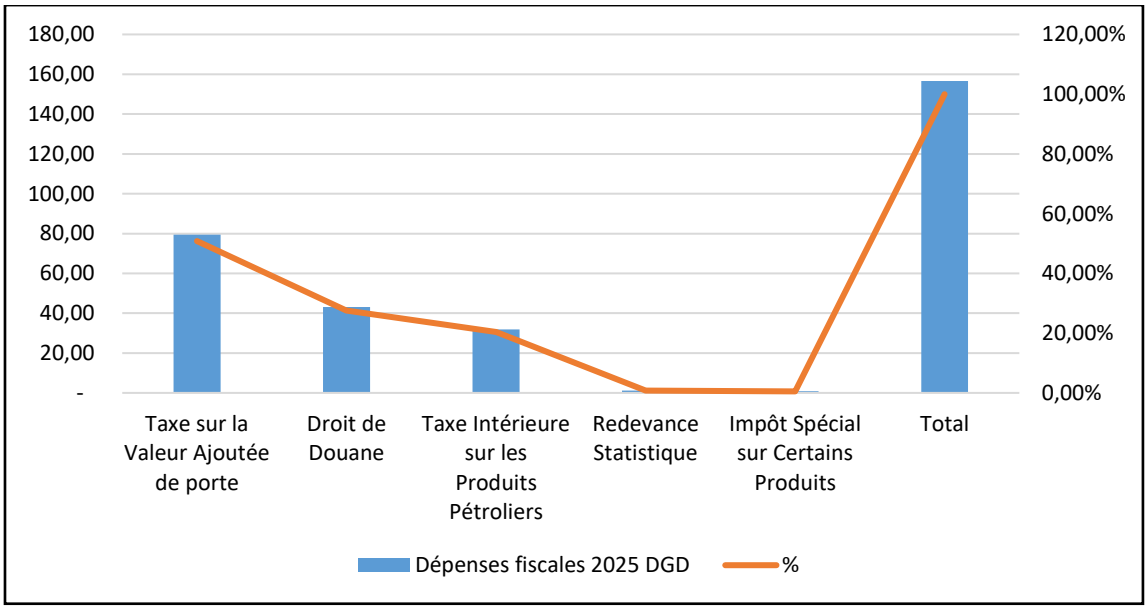
Le montant des dépenses fiscales provenant du Droit de Douane est évalué à 43,14 milliards de francs CFA pour un poids de 27,55%.

Les dépenses fiscales se rattachant à la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers se sont chiffrées à 31,86 milliards de francs CFA pour un poids de 20,35%.

Pour la redevance statistique, les niches fiscales ont affiché un montant de 1,24 milliards de francs CFA, soit un taux de 0,79%.

Le coût des dépenses fiscales liées à l'Impôt Spécial sur Certains Produits est le plus faible et s'élève à 0,79 milliard de francs CFA, pour un taux de participation de 0,51 %.

Figure 21: Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

❖ **Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt et par an**

Tableau 21 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt et par an

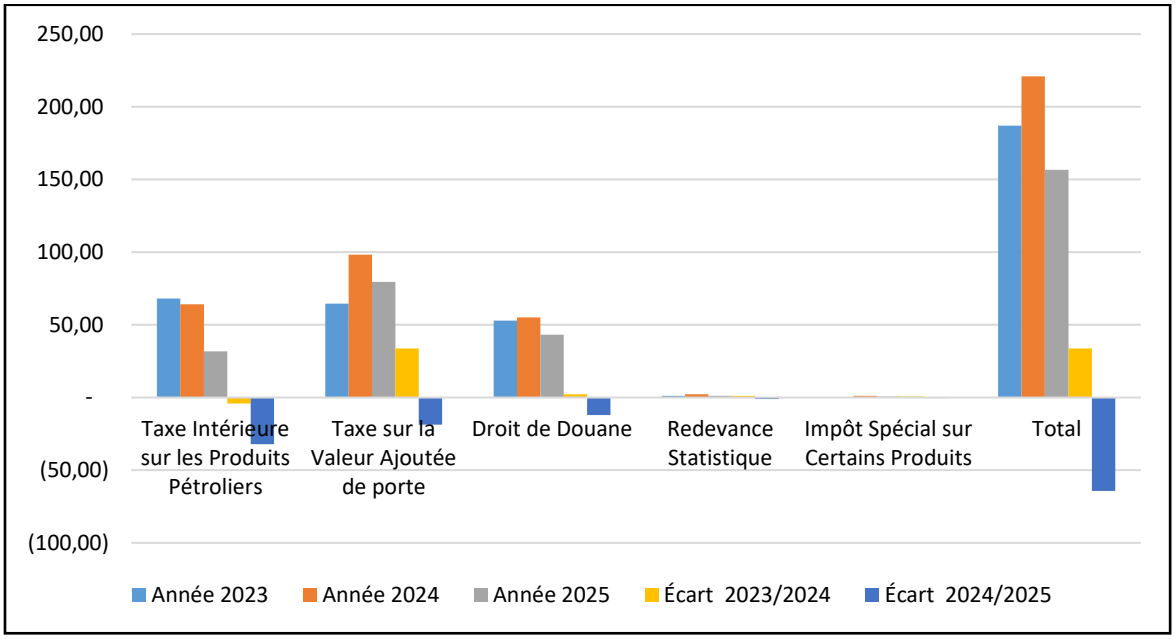
Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par type d'impôt	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Écart 2023/2024	Écart 2024/2025
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	68,09	64,06	31,86	- 4,03	- 32,19
Taxe sur la Valeur Ajoutée de porte	64,52	98,29	79,52	33,77	-18,78
Droit de Douane	52,96	55,15	43,14	2,19	-12,02
Redevance Statistique	1,13	2,23	1,24	1,10	- 0,99
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,36	1,08	0,79	0,72	- 0,29
Total	187,06	220,82	156,55	33,76	- 64,27

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

L'analyse comparative des dépenses fiscales de la DGD de l'exercice 2025 avec celles de l'année précédente nous révèle que toutes les dépenses fiscales ont diminué de 64,27 milliards de francs CFA. En comparant 2023 à 2024, elles ont augmenté de 33,76 milliards de francs CFA. Cette hausse est due à l'augmentation des exonérations de TVA. Les dépenses fiscales provenant de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers de porte ont connu la forte baisse de 32,19 milliards de francs CFA, suivies par celles de la TVA (18,78 milliards de francs CFA) et celles des droits de douane (12,02 milliards de francs CFA).

Figure 22 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

❖ **Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source**

Tableau 22 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source

Montant en milliards de francs CFA

Source	Dépenses Fiscales	%
Exonérations Exceptionnelles	125,39	80,09%
Codes des Investissements	9,19	5,87%
Dons, Aides et ONG	8,67	5,54%
Financements Extérieurs	7,12	4,55%
Codes Miniers et Pétroliers	3,40	2,17%
Conventions d'Établissement	2,79	1,78%
TOTAL	156,55	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

Les dépenses fiscales liées aux Exonérations Exceptionnelles (EE) de la Direction Générale des Douanes se sont élevées à 125,39 milliards de francs CFA. Son taux de participation a été de 80,09%. Elles sont constituées essentiellement de 56,10% de TVA de porte, de 28,02% de droits de douane et de 28,35% de TIPP, soit 99,23% de leur poids.

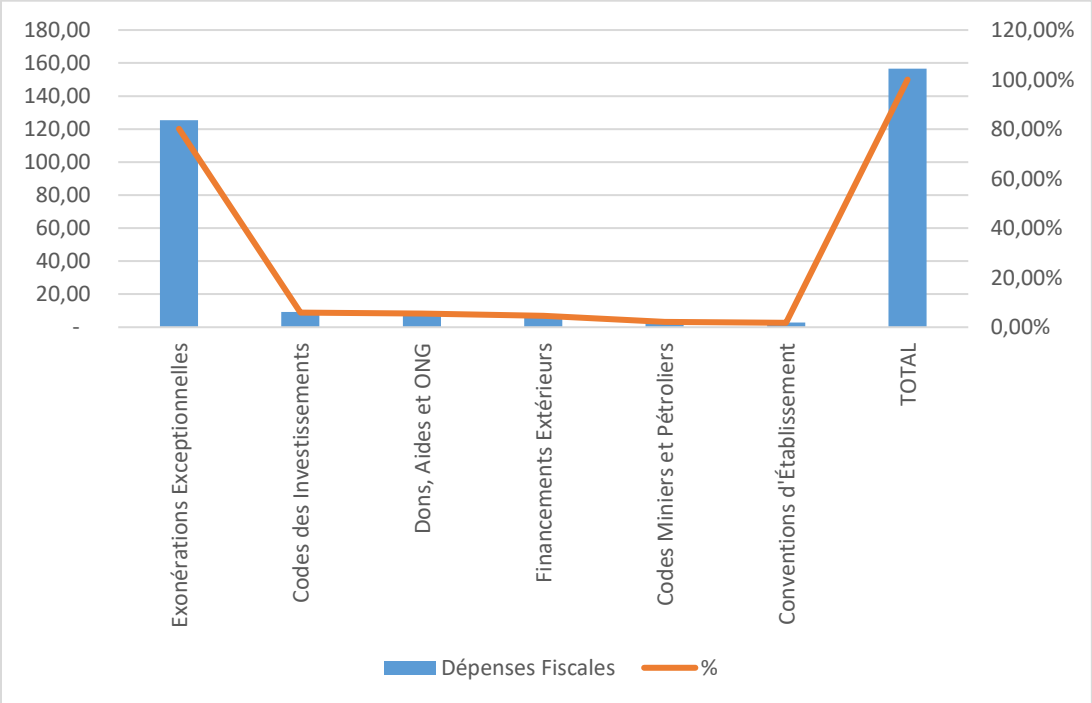
Les dépenses fiscales provenant des Codes des Investissements se sont chiffrées à 9,19 milliards de francs CFA, soit un taux de 5,87%. Elles sont essentiellement engendrées par les exonérations de droits de douane (97,49%).

Les exonérations provenant des dons, des aides et des ONG sont estimées à 8,67 milliards de francs CFA, représentant 5,54 %. Elles sont essentiellement issues de la TVA et des droits de douane.

Les dépenses fiscales issues des exonérations de financements extérieurs d'un montant de 7,12 milliards de francs CFA sont constituées majoritairement de 59,86% de TVA et de 30,66% de droits de douane.

Les pertes de recettes liées aux Codes Miniers et Pétroliers se sont chiffrées à 3,40 milliards de francs CFA, soit 2,17% du poids total des dépenses fiscales de la DGD. Elles proviennent principalement de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (81,68%).

Figure 23 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

❖ **Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source et par an**

Tableau 23 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source et par an

Montant en milliards de francs CFA

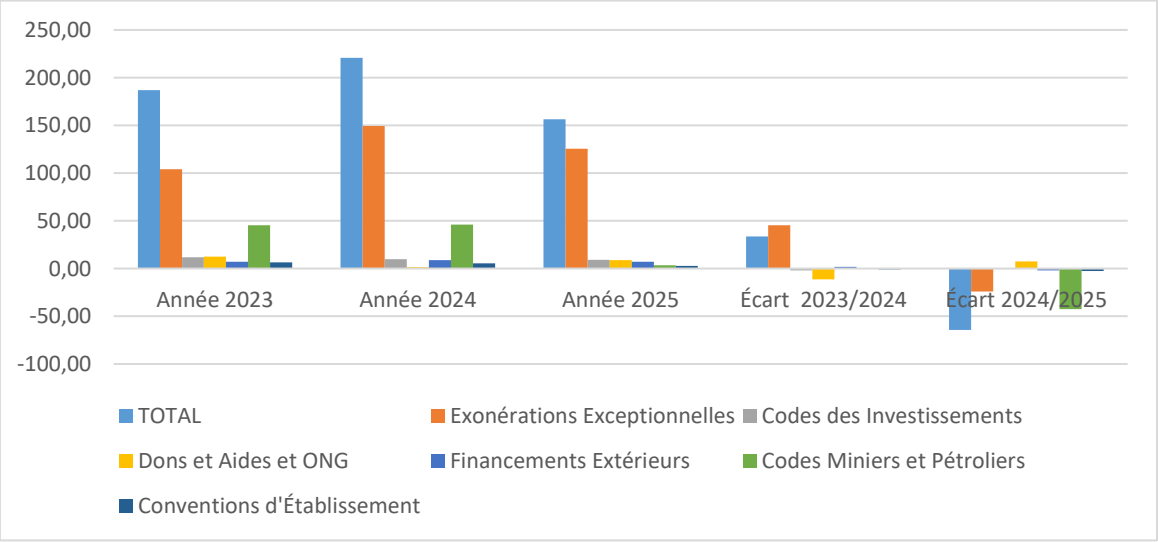
Dépenses fiscales par source	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Écart 2023/2024	Écart 2024/2025
Exonérations Exceptionnelles	103,94	149,47	125,39	45,53	- 24,08
Codes des Investissements	11,73	9,81	9,19	-1,92	- 0,62
Dons, Aides et ONG	12,43	1,27	8,67	-11,16	7,40
Financements Extérieurs	7,14	8,92	7,12	1,78	-1,80
Codes Miniers et Pétroliers	45,52	45,92	3,40	0,40	- 42,52
Conventions d'Établissement	6,30	5,44	2,79	-0,86	- 2,65
TOTAL	187,06	220,82	156,55	33,76	- 64,27

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

En 2025, toutes les dépenses fiscales, par source, ont diminué par rapport à 2024, à l'exception de la source des dons, aides et ONG. Cette dernière a augmenté de 7,40 milliards de francs CFA. Les plus fortes variations en termes de diminution sont observées aux sources des Codes Miniers et Pétroliers (42,52 milliards de francs CFA) et des Exonérations Exceptionnelles (24,08 milliards de francs CFA). La baisse des exonérations exceptionnelles est imputable à la diminution des exonérations sur certains produits, notamment les produits pharmaceutiques, les poussins d'un jour et le froment de blé.

Les niches fiscales de la douane réparties par source ont toutes évolué en dents de scie sur la période 2023 à 2025.

Figure 24 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2026

L’évaluation des dépenses fiscales de la DGD en 2025 s’est établie à 156,55 milliards de FCFA, contre 220,82 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une baisse de 29,10 %. Cette diminution est principalement due à la forte baisse de la TIPP (32,19 milliards de francs CFA), de la TVA (18,78 milliards de francs CFA) et des droits de douane (12,02 milliards de francs CFA). Il s’agit essentiellement de l’application du Code Minier de 2023.

Les dépenses fiscales les plus coûteuses en 2025 sont : l’exonération de la TVA (79,52 milliards de francs CFA) représentant plus de la moitié des dépenses fiscales de la DGD, les droits de douane (43,14 milliards de francs CFA) et la TIPP (31,86 milliards de francs CFA). Les dépenses fiscales rapportées aux recettes douanières des impôts concernés ont affiché 24,41% pour le Droit de Douane, 28,22% pour la TVA et 16,58% pour la TIPP.

CONCLUSION GÉNÉRALE ET RECOMMANDATIONS

L'évaluation des dépenses fiscales représente une mission de grande importance, dont les répercussions peuvent être significatives en matière de transparence budgétaire et de clarification de la politique fiscale. Ainsi, deux approches d'évaluation se complètent : estimer le coût financier des mesures fiscales dérogeant à la norme et évaluer leur pertinence par rapport aux objectifs qui leur ont été initialement assignés. Seule la combinaison de ces deux formes d'évaluation peut permettre de rationaliser le système des incitations fiscales en vue d'accroître la mobilisation des recettes intérieures.

– La première étape de l'évaluation constitue une tâche délicate nécessitant trois prérequis importants :

- **le regroupement des dispositions fiscales en un document unique**

En effet, la diversité des textes, qu'il s'agisse de leur nature ou de leur origine (Codes des Investissements, miniers, douanier…), rend complexe le recensement des régimes dérogatoires. Il est primordial d'agréger l'intégralité des dispositions fiscales dérogatoires dans un document unique : idéalement le Code général des impôts. Ce rassemblement figure d'ailleurs parmi les recommandations majeures du CREDAF et de l'UEMOA en matière d'évaluation des dépenses fiscales.

- **La conception d'une procédure de collecte d'informations obligatoire revêt une importance primordiale**

Une dépense fiscale se caractérise essentiellement par sa dérogation aux principes généraux d'un impôt spécifique. Comme précisé précédemment, cette dérogation peut se matérialiser sous forme de déduction sur le revenu imposable, de réduction d'impôt, de taux d'imposition spécifique, voire d'exemption de revenus. L'évaluation des dépenses fiscales requiert ainsi la disponibilité des données relatives aux opérations concernées. Il est capital, voire impérieux, d'établir une procédure régulière et méthodique pour la collecte de ces données.

À cet effet, l'attention doit être portée sur les trois principes suivants :

✓ le respect des obligations déclaratives ;

✓ l'intégration de toutes les informations afférentes aux exonérations dans les déclarations ;

✓ la création et le maintien d'une base de données informatisée où seront enregistrés les montants exonérés, leurs sources et natures, ainsi que la nature des services et produits bénéficiant d'exonération. Cette base de données devra être mise en place au sein de toutes les structures opérationnelles de la Direction Générale des Impôts (DGI) et actualisée par les gestionnaires ou un référent désigné à cet effet. La plateforme créée pour la gestion des liasses fiscales peut servir

de source d'information sur les exonérations fiscales. Par exemple, les sources des exonérations fiscales et les secteurs d'activité des entreprises. Pour l'évaluation préalable, c'est-à-dire avant l'exécution d'un marché par exemple, ces informations devront être renseignées par les agents de la Direction de la Législation Fiscale et du Contentieux.

➢ **La mise en place d'une structure pluridisciplinaire dédiée à l'évaluation des dépenses fiscales**.

À l'instar des autres pays, la structure chargée de l'évaluation des dépenses fiscales doit être composée de cadres des impôts, des douanes, de tous les ministères sectoriels et d'autres cadres dont l'apport pourrait être nécessaire. Cette structure aura pour mission d'assurer un suivi stratégique et un rôle de veille. Elle recense les dépenses fiscales et met en place la méthodologie de suivi des avantages fiscaux (gestion de l'information, consolidation des données, analyse des données et rédaction du rapport sur les dépenses fiscales). Cette structure sera l'interlocutrice des services du Ministère de l'Économie et des Finances sur le sujet des dépenses fiscales.

Un plan de formation spécifique devra être mis en place à l'intention des agents de cette structure.

– La seconde étape concerne l'analyse approfondie de l'efficacité économique des exonérations fiscales, tant en ce qui concerne les objectifs et les résultats escomptés que l'incitation à l'investissement.

Cette évaluation n'est cependant pas abordée dans le présent rapport. Il convient néanmoins de noter que plusieurs études ont mis en lumière que la décision d'investir n'est pas nécessairement conditionnée par l'octroi d'avantages fiscaux. En effet, la fiscalité est loin d'être la principale préoccupation de l'investisseur, qui accorde davantage d'importance à des éléments tels que la stabilité politique, la sécurité juridique, la liberté d'exercer son activité, la propriété foncière et les garanties offertes pour rapatrier les bénéfices après impôts.

Il convient de noter que la mobilisation des recettes intérieures est entravée par l'octroi de certaines exonérations fiscales dont la révision pourrait permettre de générer des ressources fiscales supplémentaires. Ces exonérations se trouvent dans les Codes des Investissements, les conventions d'établissement ad hoc, le Code Minier et le Code général des impôts. Pour réduire le coût de ces exonérations, de nouvelles politiques fiscales peuvent être envisagées. Il s'agit de :

- ✓ réduire les exonérations de TVA et de droits de douane prévues par les Codes des Investissements, ainsi que celles des accords d'établissement en dehors du secteur minier.
- ✓ Uniformiser les exonérations de TVA du Code général des impôts avec celles de la directive n° 02/2009/CM/UEMOA. Cette Directive définit la liste des produits éligibles

aux exonérations de TVA, ainsi que la possibilité d'appliquer un taux réduit (entre 5 et 10 %) à une liste également restreinte.

- ✓ Le manque de suivi des exonérations : toutes les exonérations doivent être suivies de façon rigoureuse pour éviter les abus. Ce suivi est également indispensable pour évaluer les dépenses fiscales. Il doit permettre notamment de pouvoir disposer des informations nécessaires à l'évaluation du manque à gagner imputable à chaque disposition légale ou réglementaire.

Bamako, le 06 août 2026

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES IMPÔTS

Hamadou Fall DIANKA

Chevalier de l'ordre national

ANNEXE 1

SYSTÈME DE RÉFÉRENCE DE LA NORME FISCALE

✓ **FISCALITÉ INTÉRIEURE**

Impôts directs

✓ **Impôt sur les traitements et salaires** :

Unité d'imposition

Salarié

Base imposable de référence

Montant total net des traitements, salaires, pécules, indemnités, émoluments, primes, gratifications et de leurs suppléments, tous autres avantages en argent ou en nature accordés aux intéressés, les pensions et rentes viagères, les rémunérations (article 3 CGI)

Les franchises admises :

Déduction des retenues de pensions ou de retraites dans la limite de 4 % des salaires bruts ;

Allocations et indemnités spéciales destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'empLoi. Le maximum déductible est fixé par un arrêté du ministre chargé des Finances (arrêté n° 99-0892/MF.SG du 18 mai 1999) ;

Exonération du personnel diplomatique ;

Réduction pour charge de famille ;

Indemnité de dépaysement ;

Réduction de 50% des avantages en nature.)

Les allocations familiales et d'assistance à la famille versées par l'État et les organismes de prévoyance sociale ;

Les majorations de soldes, d'indemnités ou de pensions attribuées pour charges de famille à condition que tous les salariés de l'entreprise en bénéficient de façon identique ;

Les indemnités spéciales destinées à couvrir les frais de mission ou déplacement, les indemnités de risque ou toute autre indemnité dont l'exonération est prévue par un texte réglementaire ;

Les retraites des combattants ; les pensions servies aux victimes civiles et militaires de la guerre ou à leurs ayants droit ;

Les rentes viagères et indemnités temporaires attribuées aux victimes d'accidents de travail ;

Les indemnités de licenciement ou de départ à la retraite, dans la limite des montants fixés par le code du travail.

Taux de référence (article 10 CGI)

Barème de l'I.TS.

Tranche de revenu	taux
0 à 330.000	0%
330.001 à 578.400	5%
578.401 à 1.176.400	12%
1.176.401 à 1.789.733	18%
1.789.734 à 2.384.195	26%
2.384.196 à 3.494.130	31%
3.494.130 et plus	37%

✓ **Impôt sur les revenus fonciers :**

Sont imposés dans la catégorie des revenus fonciers, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les bénéfices d'une société passible de l'Impôt sur les Sociétés, les revenus des immeubles bâtis, tels que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général, tous les immeubles construits en maçonnerie, fer ou bois, fixés au sol à demeure, à l'exception de ceux qui sont expressément exonérés par les dispositions du présent Code (article 14 CGI).

Unité d'imposition :

Revenus des immeubles bâtis

Base imposable de référence

Revenu brut disponible afférent à la période d'imposition c'est-à-dire montant brut des loyers, des gains accessoires à la propriété foncière perçus au cours de l'année quelle que soit la période à laquelle ils se rapportent, augmenté des dépenses et charges incombant normalement au propriétaire mais supportées par le locataire et diminué des dépenses et charges incombant normalement au locataire mais supportées par le propriétaire (article 18 CGI)

Les franchises admises :(cf. article 16 CGI)

- Exonération : immeubles non loués occupés par le propriétaire et /ou par les personnes qui sont légalement à sa charge
- Exonération : immeubles occupés par les employés (gardien ou agents de sécurité) du propriétaire
- Exonération : immeubles inscrits à l'actif du bilan d'une société passible de l'I S ;
- Exonération : voies ferrées publiques ;

Taux de référence : (article 22 CGI)

12% pour les immeubles en dur et semi dur ;

8% pour les immeubles en banco.

✓ **Impôt sur les revenus de valeurs mobilières :**

Unité d'imposition :

✓ **Revenus de valeurs mobilières.**

Base imposable de référence : (cf. article 23 CGI)

Le revenu est déterminé : (articles 35 et 36 CGI)

- Pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;
- Pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ;
- Pour les parts d'intérêts, soit par les délibérations des assemblées générales des associés ou des conseils d'administration, soit à défaut de délibération, au moyen d'une déclaration à souscrire dans les trois mois de la clôture de l'exercice, faisant connaître les bénéfices ou produits effectivement distribués ;
- Pour les lots, par le montant même du lot en francs ;
- Pour les primes de remboursement, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts ;
- Pour les rémunérations de l'administration des sociétés, par les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues.

Les franchises admises (article 29 CGI)

- Amortissements qui seraient faits par une réalisation d'actif et au moyen de prélèvement sur les éléments autres que le compte de résultats, les réserves ou provisions diverses du bilan.
- Actions remboursées par un des moyens non expressément exclus par le présent article et à la liquidation de la société, la répartition de l'actif entre les porteurs d'actions de jouissance et jusqu'à concurrence du pair des actions originaires est considérée comme un remboursement de capital non imposable.
- sociétés concessionnaires de l'État, des régions, des communes qui établissent que l'amortissement par remboursement de tout ou partie de leur capital social et parts d'intérêts est justifié par la caducité de tout ou partie de leur actif social, notamment par dépérissement progressif ou par obligation de remise en fin de concession à l'autorité concédant. (Article 30 CGI)
- Intérêts des sommes inscrites sur les livrets des comptes d'épargne.

- Intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes courants figurant dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou agricole ou d'une expLoitation minière, sous la double condition que :(article 32- 1 et 2 CGI)
- Les contractants aient l'un et l'autre, l'une des qualités d'industriel, de commerçant ou d'expLoitant agricole ou minier ;
- Les opérations inscrites à un compte courant se rattachent exclusivement à l'industrie, au commerce ou à l'expLoitation des deux parties.
- Revenus des obligations émises par l'État, les régions ou les communes, lorsque la durée des obligations est supérieure à dix ans (article 33 CGI) ;
- Revenus distribués par les Organismes de Placement Collectif de Valeurs Mobilières N°2013- 021(OPCVM article 33 (nouveau) L'ordonnance /P-RM Du 3 Décembre 2013 ;
- Les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires, de parts sociales ou d'obligations à la suite des fusions de sociétés anonymes ou à responsabilité limitée sont exonérées de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières (article 34 alinéa 1 CGI).
- (Toutefois, si dans les dix ans précédant la fusion, le capital de la société absorbée ou des sociétés anciennes a fait l'objet d'une réduction non motivée par des pertes sociales, les plus-values ne peuvent bénéficier de l'exonération prévue à l'alinéa précédent qu'à concurrence de la fraction qui excède le montant de la réduction (article 34 alinéa 2 CGI)
- Si dans les dix ans suivant la fusion il est procédé à une réduction de capital non motivée par des pertes sociales ou à un remboursement total ou partiel des obligations attribuées gratuitement, les plus-values sont déchues, à concurrence de la portion du capital remboursé aux actions, parts ou obligations attribuées gratuitement, de l'exemption dont elles avaient bénéficié, et les droits exigibles doivent être acquittés par la société absorbante ou nouvelle dans les vingt premiers jours du trimestre qui suit celui au cours duquel a été fait le remboursement, à peine des sanctions édictées par l'article 53 du Livre de Procédures Fiscales) (article 34 alinéa 3 CGI)

Taux de référence (cf. article 42 CGI)

- 10 % pour les dividendes distribués ;
- 6% revenus des obligations ;
- 13% pour les intérêts, arrérages et autres produits des obligations représentées par des titres négociables en représentation d'emprunts contractés par des sociétés ayant

leur siège au Mali ou qui exerçant une activité au Mali sont constituées sous une forme qui les rendraient imposables si elles avaient leur siège au Mali ;

- 9% pour les intérêts, arrérages et autres produits des dépôts à vue ou à échéance fixe et des comptes courants ;
- 15% pour les lots payés aux créanciers et porteurs d'obligations ;
- 18% pour les autres revenus.

✓ **L'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Impôt sur les Sociétés :**

Il existe deux régimes d'imposition à l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (article 70 CGI) :

Le régime du bénéfice réel

Unité d'imposition :

Contribuables réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à 50.000.000 FCFA hors taxe ;

Conseils fiscaux et aux comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires

Et à toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Base imposable de référence :

Le bénéfice imposable est le bénéfice net déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par l'entreprise, y compris, notamment, les cessions d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'expLoitation (article 49 CGI)

Les charges admises en déduction (article 51 CGI modifié Loi n°10-014. LF.2013)

Les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel, de main d'œuvre, les indemnités de fonction allouées aux mandataires sociaux, le loyer des biens meubles et immeubles dont l'entreprise est locataire, le loyer versé par le crédit preneur pour la partie représentant les charges d'intérêt ;

Les redevances de cession ou de concession de licences d'expLoitation, de brevets d'invention, les contrats de marques, procédés ou formules de fabrication, autres droits analogues et les frais d'assistance technique ;

Les impôts à la charge de l'entreprise mis en recouvrement au cours de l'exercice, à l'exception de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire ;

Amortissement linéaire normal ;

Report déficitaire ;

Provisions de droit commun ;

Revenus des valeurs et capitaux mobiliers figurant à l'actif de l'entreprise atteints par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;

Revenus bruts des immeubles portés à l'actif du bilan qui ont supporté l'impôt sur les revenus fonciers ;

Les franchises admises : (cf. article 47 CGI modifié Loi n°10-014)

Les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper des commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;

Les offices publics d'habitation économique ;

Les caisses de crédit agricole mutuel ;

Les sociétés de prévoyance, de production rurale, de développement rural et tous organismes coopératifs ne fonctionnant pas en sociétés et ne distribuant pas de réserves à des particuliers ;

Les sociétés de secours mutuels ;

L'institut d'émission ;

Les banques primaires nationales, en ce qui concerne les produits de leurs placements auprès de la Banque de l'Habitat.

Taux de référence : (cf. art. 85 et 86 CGI)

30% du bénéfice imposable ;

1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit ;

L'impôt calculé doit être supérieur ou égal à sept cent soixante-trois mille cinq cents (763500) qui est la fraction de l'ISBIC dans l'impôt synthétique.

✓ **Le régime de l'Impôt Synthétique**

Unité d'imposition

Entreprise réalisant moins de 50 millions de chiffre d'affaires annuel (article 71 CGI modifié LF 2014)

En sont exclue :

- Les conseils fiscaux et les comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires.

- Et toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Les franchises admises :

En sont exonérées, pour la première année civile d'activité, les entreprises se trouvant dans son champ d'application.

Base imposable de référence

Le chiffre d'affaires annuel

Taux de référence (article 74 CGI)

3% du montant du chiffre d'affaires hors taxe

✓ **L'Impôt sur les Bénéfices Agricoles** (non mis en application par manque de décret d'application de la Loi sur l'imposition des bénéfices agricoles).

Unité d'imposition : bénéfices agricoles provenant d'expLoitations agricoles situées au Mali : (article 99 CGI)

Base imposable de référence (article 100 CGI)

Bénéfices réalisés dans l'expLoitation ne relevant pas du cadre de l'agriculture traditionnelle ;

Vente dans un magasin des produits de l'expLoitation agricole dans la proportion des trois quarts au moins du montant total des ventes effectués par un contribuable.

Les franchises admises : (article 104 CGI)

Les expLoitations pilotes investissant dans la recherche agronomique plus de 50% de leurs bénéfices ;

Les caisses de crédit agricole mutuel ;

Les sociétés de prévoyance et les sociétés coopératives agricoles.

Taux de référence :

Impôt proportionnel ;

10% régime réel d'imposition (article 120 CGI)

✓ **Taxe sur les plus-values de cession réalisées par les particuliers**

Unité d'imposition : (art. 121 et 122 CGI)

Personne physique fiscalement domiciliée au Mali ou pas et qui réalise une plus-value lors de la cession à titre onéreux de biens ou de droits.

Base imposable de référence :

Montant net de la plus-value réalisée (article 124 du CGI). Ce montant correspond à la différence entre :

Le prix de cession net et le prix d'acquisition par le cédant ;

Le prix de cession net et la valeur vénale ;

L'indemnité d'éviction et le coût d'acquisition du bien en cas d'une expropriation pour cause d'utilité publique (article 125 CGI)

L'abattement de 5% à partir de la 2ème année d'acquisition du bien, plafonné à 50% pratiqué sur les plus-values à long terme ;

La déduction du montant net de la plus-value réalisée des charges supportées pour la conservation du bien et des frais encourus lors de la cession.

L'exonération de la plus-value réalisée lors de la cession d'une résidence habituelle principale dans la limite d'une résidence par contribuable (article 123-1 CGI)

L'exonération des plus-values tirées de la cession à titre onéreux des valeurs mobilières ou des droits sociaux conformément aux dispositions de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (article 123-2 CGI)

L'exonération des plus-values réalisées lors de la cession des meubles meublants et des habillements personnels (article 123-3 CGI)

Taux de référence : (article 129 CGI)

15% pour les plus-values à court terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

7% pour les plus-values de cession d'actions et de parts sociales ;

5% pour les plus-values à long terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

5% pour les plus-values de cessions d'obligations.

✓ **Contribution des patentes et licences :**

Unité d'imposition :

Personne malienne ou étrangère qui exerce au Mali un commerce, une industrie, une profession (article 130 CGI)

Admis en franchises : (ART. 131 CGI)

L'État, les collectivités territoriales et les organismes publics pour les services publics d'intérêt général ;

Les personnes morales bénéficiant de l'exonération de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux en vertu de l'article 47 du présent Code ;

Les assujettis à l'impôt synthétique ;

Les associés des sociétés en nom collectif, à responsabilité limitée, en commandite ou anonymes ès qualité, l'associé unique de la société à responsabilité limitée ;

Les exportateurs de bétail au titre de cette seule activité ;

Vente en gros ou en détail des boissons alcooliques ou fermentées ;

Les nouvelles entreprises au titre de la première année civile d'activité (article 131 du CGI) (SDLFC).

Base imposable de référence :

Conformément aux tableaux A, B, C et D du CGI ;

Taux de référence : cf. article 144 CGI

Droits fixes de patente et les taxes variables sont fixés par le tarif des patentes ;

Droits fixes de licence fixés par le tarif des licences tableau D ;

Droit proportionnel à 10% de la valeur locative ou quart du droit fixe ;

Exonération de droit fixe pour un magasin de vente en gros pour les importateurs et les exportateurs.

IMPÔTS INDIRECTS

✓ **Taxe sur la valeur ajoutée :**

Unité d'imposition : (article 187 CGI)

Livraisons de biens et prestations de services effectuées au Mali, à titre onéreux, par un assujetti.

Base imposable de référence :

Chiffre Affaires supérieur ou égal à 50.000 000 FCFA

Franchises admises

Les exonérations de la Taxe sur la valeur ajoutée (article 195CGI)

Taux de référence : (article 229 CGI)

18% taux normal

✓ **L'Impôt Spécial sur Certains Produits :**

Unité d'imposition

Importation et livraison à la consommation

Base imposable :

À l'importation, par la valeur en douane majorée des droits et taxes dus à l'entrée, à l'exception de la Taxe sur la valeur ajoutée ;

En régime intérieur c'est-à-dire le cas des produits fabriqués localement, par le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la valeur ajoutée.

Pour la production locale, c'est le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la valeur ajoutée ;

Taux de référence : (art 240 CGI)

Certains taux ont été modifiés par le décret de mars 2015

20% pour la noix de cola ;

10% pour les boissons non alcoolisées ;

50 % pour les boissons alcoolisées ;

Pour les tabacs :

32 % pour les cigarillos, les cigarettes de la gamme 1 et 2 et cigarettes de luxe, tabacs « homogénéisés » ou « reconstitués »

22 % pour les cigarettes de la gamme 3 ;

32% autres ;

40% pour les armes ;

40% pour les munitions ;

5% pour les matières plastiques ;

5% produits miniers,

5% pour les véhicules de tourisme dont la puissance est supérieure ou égale à 13 chevaux.

- ✓ **Taxe sur les activités financières** :

Unité d'imposition :

Activités bancaires ou financières.

Base imposable de référence :

Montant hors TAF des recettes ;

Exonérations (art 248 CGI) :

Les sommes versées par le Trésor à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission ainsi que les produits des opérations de cette banque, génératrice de l'émission des billets ;

les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension d'effets publics ou privés figurant dans le portefeuille des banques, des établissements financiers ou des organismes publics ou semi publics ;

Les agios afférents à la première négociation des effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes ;

Les opérations relatives aux entreprises d'assurances soumises à un droit d'enregistrement en vertu des dispositions particulières prévues à cet effet ;

Les intérêts et commissions relatifs aux opérations réalisées sur le marché monétaire.

Taux de référence : 15 % et 17%.

- ✓ **La Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers** :

Unité d'imposition (article 250 CGI)

Essences spéciales, autres

Essence d'aviation

Essence auto super

Essence auto ordinaire

Huiles légères, autres

Carburéacteur

Pétrole lampant

Huiles moyennes, autres

Gas oïl

Fuel oïl domestique

Fuel oïl léger

Fuel oïl lourd I

Fuel oïl lourd II

Gaz butane liquéfié

Base imposable de référence :

Le volume à 15°C ou le poids (article 252 CGI)

Taux de référence (article 253 CGI)

Fixé par arrêté ministériel

- ✓ **Taxe sur les Contrats d'Assurance :**

Unité d'imposition :

Convention d'assurance ou de rente viagère ;

Base imposable de référence :

le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires ;

Taux de référence :

4 % contrats d'assurance contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre ;

20 % autres contrats d'assurance

- ✓ **de Droits d'Enregistrements, de mutations et de successions :**

Base imposable de référence :

Nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

Taux de référence :

Les droits fixes :

minimum de perception 1.250 Francs CFA

mutations à titre onéreux d'immeubles 15% ;

mutation des immeubles à titre onéreux et à usage d'habitation ne faisant pas l'objet de TF : 7% ;

mutation d'immeubles acquis par une entreprise dans le cadre d'un contrat de crédit-bail et aux fins d'expLoitation : 7% ;

procédure d'adjudication faite par les établissements bancaires ou financiers et qui est demeurée infructueuse : 7% ;

adjudications à la folle enchère de biens : 20% ;

actes translatifs de propriété dans des pays étrangers : 1% ;

mutations à titre onéreux de Fonds de commerce 20% ;

abandonnements pour faits d'assurance ou grosse aventure : 3% ;

ordonnances de référé, les jugements, les sentences arbitrales et les arrêts sont passibles d'un droit de 3% ;

actes constatant les adjudications au rabais et marchés : 3% ;

partages des biens meubles et immeubles entre copropriétaires, cohéritiers et coassociés : 1% ;

transports, cessions et autres mutations de créances à terme sont assujettis à un droit de 2 % ;

contrats de mariage : 1% ;

tous actent ou écrits qui constatent la valeur des biens appartenant à chacun des époux lors de la célébration du mariage sont enregistrés au taux de 1 % ;

échanges de biens immeubles sont assujettis à un droit de 8 %.

enregistrement des marchés et/ou contrats publics à 3%,

mutations à titre onéreux de meubles 10% ;

droits de mutation à titre gratuit sont fixés, pour la part nette recueillie par chaque ayant droit, suivant les tableaux ci-dessous :

Mutation en ligne directe et entre époux :

Indication du nombre d'enfants du donateur ou laissés par le défunt	Tarif applicable à la fraction de part nette				
	Jusqu'à 250.000	De 250.000 à 1.000.000	De 1.000.000 à 5.000.000	Au-delà de 5.000.000	Maximum
	%	%	%	%	%
5 enfants ou plus vivants ou représentés	3	8	12	18	15

2, 3, 4 enfants vivants ou représentés	4	10	15	22	18
1 enfant ou pas d'enfant vivant ou représenté	7	15	20	25	20

- Mutation en ligne collatérale :

Degré de parenté	Tarif applicable à la fraction de part nette				
	Jusqu'à 250.000 %	De 250.000 à 1.000.000 %	De 1.000.000 à 5.000.000 %	Au-delà de 5.000.000 %	Maximum %
Entre frères et sœurs	20	27	33	40	35
Entre oncles ou tantes et neveux et nièces	28	32	38	45	40
Entre autres personnes	35	40	45	50	45

Location d'immeubles et de fonds de commerce, mutation de jouissance 3%.

LA FISCALITE DE PORTE :

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au TEC. »

Dans le cadre de la mise en place de l'Union Douanière de la CEDEAO, le Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA a été amendé et étendu à l'ensemble des États membres de la CEDEAO.

Il comporte dans son architecture, le Droit de Douane (DD), la Redevance Statistique (RS) et le Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS).

- **Droit de Douane**

Dans sa structure actuelle, le Droit de Douane comprend cinq catégories de marchandises :

Catégorie 0 : biens sociaux essentiels, au taux de 0%, répartis sur 85 ;

Catégorie I : biens de première nécessité, matières premières de base, biens d'équipement, intrants spécifiques, au taux de 5%,

Catégorie II : intrants et produits intermédiaires, au taux de 10%, répartis ;

Catégorie III : biens de consommation finale, au taux de 20%,

Catégorie IV : biens spécifiques pour le développement économique, au taux de 35%.

- **Taxe sur la valeur ajoutée :**

Le taux de référence est de 18%

Redevance Statistique

Le taux de référence est de 1%

ANNEXE 2

Impôt droit et taxe	Disposition légale	Source juridique	Article	Nature de la mesure dérogatoire	Portée de la dérogation	Position SH du bien concerné	Objectif de la mesure	Secteurs d'activité concerné	Bénéficiaire	Codes additionnels	Dépense fiscale ou non
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	Les entreprises utilisant soixante-cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales et qui développent l'innovation technologique : déduction de cinq pour cent (5%) du montant de la contribution forfaitaire à la charge des employeurs normalement due au titre des salaires versés aux employés de nationalité Malienne.	Codes des Investissementss 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Codes des Investissementss, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.2 Régime A	exonération partielle	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Contribution forfaitaire à la Charge de	Les entreprises utilisant soixante-cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises va-	Codes des Investissementss 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Codes des Investissementss, modifiée par la loi n°05-050 du	exonération partielle	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

l'Em-ployeur	lorisant les matières pre-mières locales et qui déve-loppent l'innovation techno-logique : déduction de cinq pour cent (5%) du montant de la contribution forfaitaire à la charge des employeurs normalement due au titre des salaires versés aux employés de nationalité Malienne.		19/08/2005 art. 15.2 Ré-gime B								
Droits de Douane (DD)	franchise accordée au cordon douanier sur importation les produits, matériels, maté-riaux, machines etéquipe-ments destinés, directement, exclusivement et à titre défi-nitif, aux Opérationseffec-tuées dans le cadre d'une Autorisation de Reconnais-sance ou d'une Autorisation deRecherche et figurant sur la Liste Pétrolière.	Code des hydrocar-bures 2015	Loi n°2015-035 du 16 juillet 2015 portant orga-nisation de la recherche, del'exploita-tion et du transport des hydrocar-bures, AR-TICLE 103	exoné-ration totale	Trois (3) ans		Promou-voir l'investisse-ment	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF
Droits de Douane (DD)	franchise accordée au cordon douanier sur importation des produits, matériels, maté-	Code des hydrocar-bures 2015	Loi n°2015-035 du 16 juillet 2015	exoné-ration totale	Trois (3) ans		Promou-voir l'investisse-ment	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF

	riaux, machines et équipements destinés, directement,exclusivement et à titre définitif aux Opérations de Développement réalisées en vertu d'uneAutorisation d'Exploitation, et figurant sur la Liste Pétrolière		portant organisation de la recherche, del'exploitation et du transport des hydrocarbures, ARTICLE 103								
Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 14 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements		des Investissementss, art. 14 Régime A								
Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 14 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 14 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement.										
Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 15 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 15 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 15 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 15 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 16 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 16 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 16 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 16 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 17 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 17 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 17 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 17 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.										
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.		des Investissementss, art. 18 Régime B								
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	(phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.		des Investissementss, art. 18 Régime C								
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.										
Droits de Douane (DD)	Zones économiques spéciales : exonération de dix ans des droits et taxes à l'importation sur RES matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés demanière spécifique à la réalisation du programme agréé	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 20	exonération totale	Trois (10) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Zones économiques spéciales: exonération de dix ans des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages dans une proportion de 10% de leur valeur qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 20	exonération totale	Trois (10) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	qui sont destinés demanière spécifique à la réalisation du programme agréé										
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans,	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	(phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements		des Investisse-mentss, art. 22 Régime A								
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'inven-tion ou l'innovation technolo-gique En cas d'extension d'activité ou de restructura-tion et de mise à niveau pen-dant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les ma-tériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fa-briqués au Mali et qui sont destinés de manière spéci-fique à la réalisation du pro-gramme agrée.	Codes des Investisse-mentss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investisse-mentss, art. 22 Régime A	exoné-ration totale	Deux (2) ans		Promou-voir l'investisse-ment	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF

Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.										
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.		des Investissementss, art. 22 Régime C								
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	l'exonération de tous droits et taxes d'entrée exigibles sur l'outillage, les produits chimiques, les produits réactifs, les produits pétroliers, huiles et graisses pour machines nécessaires à leurs activités, les pièces de rechange à l'exclusion de celles destinées aux véhicules de tourisme et à tous véhicules à usage privé, les matériaux et les matériels, machines et appareils destinés à être intégrés à titre définitif dans les ouvrages et figurant sur la Liste minière	Code Minier 2012	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code Minier en République du Mali, art. 134	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	Les actes administratifs et actes dressés par les collectivités locales -Tous les actes, arrêtes et décisions des autorités administratives autres que ceux demandés dans les articles 139, alinéas 3 (3. les actes portant transmission de propriété ou d'usufruit ou de jouissance	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , (Annexe 3, chap. 1, art. 1er)	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Administration Publique	Etat		SR

	de biens immeubles, de fonds de commerce ou de clientèle, ou cession de droit à un bail, ou au bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble)et 4 (4. les actes portant mutation de propriété, de jouissance ou d'usufruit de biens meubles) du livre de procédures fiscales et 357 du code général des impôts (article 357: Les actes constatant les adjudications au rabais et marchés de toutes natures (travaux publics et immobiliers, prestations de services divers), qui ne contiennent ni vente, ni promesse de livrer des marchandises, denrées ou autres objets mobiliers, sont assujettis à un droit de 3 %.Par dérogation aux dispositions de l'article 289 du présent Code, sont également soumis à ce droit les marchés d'approvisionnement et de fournitures dont le prix doit										

	être payé par l'État, les Collectivités Secondaires et les Établissements Publics à Caractère Administratif.).										
Droits d'Enregistrement (DE)	Les actes administratifs et actes dressés par les collectivités locales -Les actes constatant des acquisitions d'immeuble faites par les communes en vue de revente après lotissement, à condition de porter la mention expresse de la destination des terrains.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , (Annexe 3, chap. 1, art. 1er)	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Administration Publique	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les actes administratifs et actes dressés par les collectivités locales -Les acquisitions faites à l'amiable et à titre onéreux par les communes destinées à des travaux d'urbanisme ou de construction sous réserve que ces travaux aient été déclarés d'utilité publique dans les formes réglementaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , (Annexe 3, chap. 1, art. 1er)	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Administration Publique	Etat		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	actes administratifs et actes dressés par les collectivités locales - Les actes passés par les établissements publics autres que les établissements publics à caractère scientifique, d'enseignement, d'assistance et de bienfaisance.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , (Annexe 3, chap. 1, art. 2)	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Administration Publique	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	actes administratifs et actes dressés par les collectivités locales - Les actes passés par les regies municipales ou intercommunales exploitant des services à caractère industriel ou commercial	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , (Annexe 3, chap. 1, art. 2)	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Administration Publique	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	la convention d'affrètement au voyage est dispensée d'entregistrement	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , (Annexe 3, chap. 1, art. 3)	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	tous les secteurs	Etat, entreprises, ménages		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	agriculture - 1 Les sociétés ou caisses d'assurance mutuelle agricole regulierement constituées	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 4	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Secteur agricole	Etat, entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	agriculture -2 Les actes de prêts aux sociétés d'assurance et de reassurance mutuelle agricole	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 4	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Secteur agricole	Etat, entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	agriculture -3 Les actes de constitution des syndicats agricoles ou des sociétés de coopératives agricoles	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 4	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Secteur agricole	Etat, entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	agriculture -4 La dévolution faite à des oeuvres d'interêt général agricole de l'excedent de l'actif net sur le capital social des sociétés de cooperatives agricoles dissoutes	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 4	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Secteur agricole	Etat, entreprises, ménages		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	agriculture - 5 Les actes concernant les fusions de sociétes coopératives agricoles	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 4	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Secteur agricole	Etat, entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	agriculture - 6 Les actes de transmission passés pour les besoins des caisses de credit agricole et dont les droits seront supportés par les dites caisses	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 4	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Secteur agricole	Etat, entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	associations et organismes sans but lucratif - 1 Les dons et legs de toute nature consentis au benéfice de l'association Croix-Rouge Malienne	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 5	exonération totale	permanente		réduire le coût des facteurs	activité à but non lucratif	associa et organismes à but non lucratif		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	associations et organismes sans but lucratif - 2 L'aqquisition et la localisation par la Croix-Rouge Malienne des immeubles nécéssaires à son fonctionnement	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 5	exonération totale	permanente		réduire le coût des facteurs	activité à but non lucratif	associa et organismes à but non lucratif		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	associations et organismes sans but lucratif Le droit de mutation entre vifs des conseils d'administration des missions religieuses auxquels seront attribués ou transferés par leur detenteur actuel, les biens meubles et immeubles desdites missions.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 6	exonération totale	permanente		réduire le coût des facteurs	activité à but non lucratif	associa et organismes à but non lucratif		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	banques organismes bancaires et caisses d'épargnes I Sont exemptés de la formalité d'enregistrement les actes , pièces et écrits de toutes natures concernant - 1 L'institut d'émission de caisse centrale de coopération économique, ses agences et succursales;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 7	exonération totale	permanente		développer le secteur financier	Service d'Intermédiation financière	banques , organismes bancaires		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	banques organismes bancaires et caisses d'épargnes I Sont exemptés de la formalité d'enregistrement les actes , pièces et écrits de toutes natures concernant	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 7	exonération totale	permanente		développer le secteur financier	Service d'Intermédiation financière	banques , organismes bancaires		DF

	- 2 La banque de développement du Mali relatifs aux prêts consentis dans le cadre général de la politique de prêt de l'Etat du Mali;										
Droits d'Enregistrement (DE)	banques organismes bancaires et caisses d'épargnes I Sont exemptés de la formalité d'enregistrement les actes , pièces et écrits de toutes natures concernant - 3 Les sociétés d'Etat ou d'économie mixte qui ont pour objet le credit aux petites entreprises de toute nature, aux sociétés coopératives et associations de prevoyance et à l'habitat	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 7	exonération totale	permanente		développer le secteur financier	Service d'Intermédiation financière	banques , organismes bancaires		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	banques organismes bancaires et caisses d'épargnes II Sont exemptés de la formalité d'enregistrement - 1 Les imprimés et écrits et	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 7	exonération totale	permanente		développer le secteur financier	Service d'Intermédiation financière	banques , organismes bancaires		DF

	actes de toute espèce nécessaire pour le service des caisses d'epargne										
Droits d'Enregistrement (DE)	banques organismes bancaires et caisses d'épargnes I Sont exemptés de la formalité d'enregistrement les actes , pièces et écrits de toutes natures concernant - 2 La banque de développement du Mali relatifs aux prêts consentis dans le cadre général de la politique de prêt de l'Etat du Mali;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 7	exonération totale	permanente		développer le secteur financier	Service d'Intermédiation financière	banques , organismes bancaires		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	casier judiciaire; la délivrance à la personne qu'il concerne du bulletin n°3 du casier judiciaire	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 8	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Services d'administration publique	ménage		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	les marchés et traités réputés actes de commerce par les articles 632-633-634 n°1 du code de commerce, faits ou passés sous signature privée et donnant ouverture aux	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 9	exonération totale	permanente		développer le commerce	activité commerciale: Ventes	personnes physiques et morales		SR

	droits proportionnels établis par les articles 684 et 810										
Droits d'Enregistrement (DE)	les procurations présentées par les mandateurs dans le cadre des conseils de famille	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 10	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Services d'administration publique	Ménage		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	Défense Nationale: -1 les actes délivrés par l'autorité militaire	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 11	exonération totale	permanente		reduire les charge de l'Etat et structures décentralisées	activité à but non lucratif	Etat défense nationale		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Défense Nationale: - 2 Les mutations par decès portant sur les objets que possedent sur eux les militaires tués par l'enemi ou decedés des suites de blessures reçues ou de maladies contractées sur le champ de bataille et jusqu'à concurrence de 100 000 FCFA les sommes dont ils sont porteurs ou qui peuvent leur être dues par l'autorité militaire	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 11	exonération totale	permanente		reduire les charge de l'Etat et structures décentralisées	activité à but non lucratif	Etat défense nationale		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	Défense Nationale: - 3 Toutes assignations, citations et notifications autémoins inculpés, visés par le code de justice molitaire faites par la gendarmerie ou par tout autre agent de la force publique	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 11	exonération totale	permanente		reduire les charge de l'Etat et structures décentralisées	activité à but non lucratif	Etat défense nationale		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Défense Nationale: - 4 Tous les actes ou pièces ayant exclusivement pour objet la protection des orphelins de guerre.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 11	exonération totale	permanente		reduire les charge de l'Etat et structures décentralisées	activité à but non lucratif	Etat défense nationale		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Défense Nationale: - 5 Les procès verbaux, certificats, significations, jugements, contrats, quittances relatifs aux degats et dommages causés aux propriétés par les troupes et aux acquisitions militaires.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 11	exonération totale	permanente		reduire les charge de l'Etat et structures décentralisées	activité à but non lucratif	Etat défense nationale		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	Dons et legs L'Etat, les colectivités locales, les établissements publics hospitaliers et les organismes sans but lucratif sont exemptés de la formalité d'enregistrement pour les biens meubles qui leur adviennent par donation ou par succession.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 12	exonération totale	permanente		encourager les actions humanitaires	activité à but non lucratif	Etat, cllectivités, organismes et les ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les élections les actes de la procedure rélatifs aux inscriptions sur les listes électorales, ainsi qu'aux reclamations et aux recours tant contre ces inscriptions que contre les opérattions électorales	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 13	exonération totale	permanente		renforcer la démocratie	Services collectifs ou personnels	ménages et les parties politiques		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Etat civil les actes de procedure, à l'exception des jugements faits à la requête du ministère public, ayant pour objet soit de reparer les omissions et faire des rectifications sur les registres de	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, article 14	exonération totale	permanente		encourager les actions humanitaires	Services collectifs ou personnels	ménages		SR

	l'Etat civil d'actes qui interessent les individus notoirement indigents, soit de remplacer les registres de l'état civil perdus ou incendiés et de suppleer aux registres qui n'auraient pas été tenus										
Droits d'Enregistrement (DE)	indigents Les actes de notoriété, de consentement , de publication, les déliberations de conseil de famille, la notification, les actes de reconnaissance des enfants naturels, les actes de procedure, les ordonnances, jugements et arrêtes dont la production sera necessaire dans les cas prévus par la loi pour faciliter le mariage des indigents, la légitimation de leurs enfants naturels et le retrait de ces enfants deposés dans les orphelinats et autres établissements similaires.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, article 15	exonération totale	permanente		encourager les actions humanitaires	Services collectifs ou personnels	mé-nages		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	Législation commerciale - 1 Les procès verbaux de cote et paraphe des livres de commerce quelqu'en soit la forme	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 17	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	commerce	ménage, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Législation commerciale 2 Les bordereaux d'inscription, ainsi que les états ou certificats et copies d'acte de vente sous-seing privé délivrés par les greffiers en exécution des textes relatifs à la vente et au nantissement de fonds de commerce,	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 17	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	commerce	ménage, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Législation commerciale - 3 Les certificats de dépôt de dessein et de modèle délivrés par les greffiers en exécution des textes sur la propriété industrielle	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 17	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	commerce	ménage, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Législation commerciale - 4 La procédure de réhabilitation des faillis	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 17	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	commerce	ménage, entreprise		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	Législation commerciale - 5 Les actes rédigés en exécution des lois relatives aux faillites et liquidation judiciaire à savoir : les déclarations de cession de payement, les bilans, les dépôts de bilans, les affiches et certificats d'insertion relatifs à la déclaration de faillite et aux convocations de créanciers, les actes de dépôts des inventaires, des transactions et autres actes, les procès verbaux d'assemblée, de dires, d'observations en délibérations des créanciers, les états des créances présumées, les actes de produits, les requêtes adressées au juge commissaire, les ordonnances et décision de ce magistrat, les rapports et compte de ces syndics, les états de repartions, les procès ver-	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 17	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	commerce	ménage, entreprise		SR

	baux de vérification et d'affirmation de créance, concordats ou atermoiements.										
Droits d'Enregistrement (DE)	Legislation social - 1 Les actes de procedure relatifs à la reglementation sur les allocations de famille	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 18	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Legislation social - 2 Les demandes, certificats, recours, quittances et autres actes faits en vertu des textes rélatifs à la famille et exclusivement pour objet le service de l'assiatance à la famille	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 18	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Legislation social -3 Les actes, pièces et documents rélatifs au service de l'assistance médicale	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 18	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Legislation social - 4 Les actes, pièces et documents rélatifs à la caisse de retraite du Mali,	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 18	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale	ménages, entreprise		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	Legislation social - 5 Les reconnaissances d'enfants naturels quelle qu'en soit la forme	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 18	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La legislation du travail 1. Les actes faits en vertu et pour l'exécution des textes relatifs aux accidents du travail ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 19	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale Santé et Action Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La legislation du travail 2. Les actes faits en exécution de la législation réglementant les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 19	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale Santé et Action Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La legislation du travail 3. Les actes de procédures, les jugements et tous actes nécessaires à leur exécution dans les procédures devant le Tribunal du Travail, ainsi que pour les causes portées en appel ou devant la Cour Suprême, jusque et y compris	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 19	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale Santé et Action Sociale	ménages, entreprise		SR

	les significations des arrêts définitifs ;										
Droits d'Enregistrement (DE)	La legislation du travail 4. Les actes de prestation de serment des agents salariés par l'Etat ou les collectivités locales ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 19	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale Santé et Action Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La legislation du travail 5. Les actes, décisions et formalités en matière de saisie-arrêt sur les petits salaires et les petits traitements, les lettres recommandées, les procurations du saisi et du tiers-saisi et les quittances données au cours de la procédure. Ces dispositions sont applicables aux soldes des militaires, qu'ils soient en activité ou non.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 19	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale Santé et Action Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La legislation du travail 1. Les actes faits en vertu et pour l'exécution des textes relatifs aux accidents du travail ;2. Les actes faits en exé-	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 19	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale Santé et Action Sociale	ménages, entreprise		SR

	cution de la législation réglementant les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés ; 3. Les actes de procédures, les jugements et tous actes nécessaires à leur exécution dans les procédures devant le Tribunal du Travail, ainsi que pour les causes portées en appel ou devant la Cour Suprême, jusque et y compris les significations des arrêts définitifs ; 4. Les actes de prestation de serment des agents salariés par l'Etat ou les collectivités locales ;5. Les actes, décisions et formalités en matière de saisie-arrêt sur les petits salaires et les petits traitements, les lettres recommandées, les procurations du saisi et du tiers-saisi et les quittances données au cours de la procédure. Ces dispositions sont applicables aux										

	soldes des militaires, qu'ils soient en activité ou non.										
Droits d'Enregistrement (DE)	Les marchés 1. Les marchés de construction, de transformation, de réparation ou d'entretien de navires et aéronefs, ainsi que les marchés d'approvisionnement et de fournitures destinés à permettre l'exécution desdits travaux ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 20	exonération totale	permanente		développer le transport	transport aérien et fluvial,enseignement; electricité et action sociale	entreprises et ménage		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	Les marchés 2. Les marchés de toute nature dont le prix doit être payé par les services et établissements publics d'enseignement, d'assistance et de bienfaisance ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 20	exonération totale	permanente		développer le transport	transport aérien et fluvial,enseignement; electricité et action sociale	entreprises et ménage		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	Les marchés 3. Les actes de concession de la production, du transport et de la distribution de l'électricité.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 20	exonération totale	permanente		développer le transport	transport aérien et fluvial,enseignement; electricité et action sociale	entreprises et ménage		DF

Droits d'Enregistrement (DE)	Les mariages Les certificats de contrats de mariages, remis aux parties par les notaires, sont exempts de la formalité de l'enregistrement.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 21	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale	ménage		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	La police générale 1. Les actes et procès-verbaux (autres que ceux des huissiers et gendarmes) et jugements concernant la police générale et de sûreté ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 22	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Services d'administration publique	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La police générale 2. Les actes des huissiers et gendarmes en matière criminelle ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 22	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Services d'administration publique	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La police générale 1. Les actes et procès-verbaux (autres que ceux des huissiers et gendarmes) et jugements concernant la police générale et de sûreté ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 22	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Services d'administration publique	Etat		SR

Droits d'Enregis-trement (DE)	les societé d'Etat acte constitutifde des societés d'Etat.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 23	exonération totale	permanente		encourager la creation de societe	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF
Droits d'Enregis-trement (DE)	les societé mutualistes et de prevoyance 1. Les actes ou transmissions passés par les sociétés de prévoyance et dont les droits seraient supportés par les-dites sociétés ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 24	exonération totale	permanente		encourager la creation de societe	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF
Droits d'Enregis-trement (DE)	les societé mutualistes et de prevoyance 2. Les actes intéressant les sociétés mutualistes ou sociétés de secours mutuels, les unions de sociétés mutualistes, les organisations professionnelles légalement constituées, qui ont prévu dans leurs statuts les secours mutuels entre leurs membres adhérents, à l'exclusion des actes portant transmission de propriété, d'usufruit ou de	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 24	exonération totale	permanente		encourager la creation de societe	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF

	jouissance de biens meubles ou immeubles.										
Droits d'Enregistrement (DE)	les successions les successions comportant un actif brut inférieur à 100 000 F	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 25	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Santé et Action Sociale	entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	les successions Les ventes de marchandises neuves corrélatives à la cession ou à l'apport en société d'un fonds de commerce sont exonérées de tout droit proportionnel d'enregistrement lorsqu'elles donnent lieu à la perception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe3, Chap. 1, art. 25 bis	exonération totale	permanente		respecter l'équité de la taxation	toutes les branches d'activité	entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les travaux publics 1. Les plans, procès-verbaux, certificats, significations, contrats et autres actes faits en vertu des textes sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics, ou des textes sur l'expropriation pour cause d'utilité publique,	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 26	exonération totale	permanente		alléger les charges de l' Etat	Services d'administration publique	Etat et les collectivité publiques		SR

	à l'exception des actes prévus à l'article 35 de la présente annexe ;										
Droits d'Enregistrement (DE)	Les travaux publics 2. Les actes ou contrats relatifs à l'acquisition de terrains, même clos ou bâtis, poursuivis en exécution d'un plan d'alignement régulièrement approuvé, pour l'ouverture, l'élargissement des rues ou places publiques, des chemins vicinaux et chemins ruraux reconnus ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 26	exonération totale	permanente		alléger les charges de l' Etat	Services d'administration publique	Etat et les collectivité publiques		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les travaux publics 3. Les actes et contrats relatifs aux terrains pris pour la voie publique par simple mesure de voirie.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 26	exonération totale	permanente		alléger les charges de l' Etat	Services d'administration publique	Etat et les collectivité publiques		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les tribunaux 1. Les cédules ou avertissements pour citer, soit devant la justice de paix, soit devant le bureau de conciliation,	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 27	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Services d'administration publique	entreprise, ménages		SR

	sauf le droit sur la signification ;										
Droits d'Enregistrement (DE)	Les tribunaux 2. Les actes de procédure d'avocat-défenseur à avocat-défenseur devant les juridictions de tous ordres ainsi que les exploits de signification de ces mêmes actes ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 27	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Services d'administration publique	entreprise, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les tribunaux 3. La prestation de serment du ou des experts et l'expédition du procès-verbal, en cas d'expertise ordonnée par la Section Administrative de la Cour Suprême ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 27	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Services d'administration publique	entreprise, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les tribunaux 4. Les actes de procédure de recours devant la Section Administrative de la Cour Suprême	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 27	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Services d'administration publique	entreprise, ménages		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	Les actes administratifs et actes dressés par les collectivités locales les acquisitions et échanges faits par les administrations centrales et les collectivités locales, les partages de biens entre ces collectivités et les particuliers et, en général, tous autres actes dont les droits seraient supportés par ces collectivités	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259, Annexe3, Chap. 2, art. 28	exonération totale	permanente		alléger les charges de l' Etat	Services d'administration publique	Etat et les collectivité publiques		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les associations et organismes sans but lucratif Tous les actes et mutations intéressant les associations dont la dotation originaire ou à défaut, les recettes annuelles, sont constituées à 80% au moins par des fonds publics.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, Chap. 2, art. 29	exonération totale	permanente		reduire le coût des facteurs	activité à but non lucratif	assoc et organismes à but non lucratif		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les dons et legs Les actes de donations ou successions faites à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements publics hospitaliers	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259, Annexe3, Chap. 2, art. 30	exonération totale	permanente		reduire le coût des facteurs	activité à but non lucratif	Etat, assoc et organismes à but		SR

	et aux organismes sans but lucratif								non lucrat		
Droits d'Enregistrement (DE)	Etat civil Les jugements rendus et les procédures introduites à la requête du Ministère Public et ayant pour objet les cas prévus à l'article 14 de la présente annexe (soit de reparer les omissions et faire des rectifications sur les registres de l'Etat civil d'actes qui interessent les individus notoirement indigents, soit de remplacer les registres de l'état civil perdus ou incendiés et de suppleer aux registres qui n'auraient pas été tenus)	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259, Annexe3, Chap. 2, art. 31	exonération totale	permanente		alléger les charges de l' Etat	Services d'administration publique	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les habitations économiques et habitat 1. Les actes de constitution ou d'augmentation de capital des sociétés immobilières d'économie mixte ayant pour objet d'améliorer les condi-	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259, Annexe3, Chap. 2, art. 32	exonération totale	permanente		faciliter l'accès au logement	Activités immobilières	entreprises mixtes		DF

	tions de l'habitat soit en facilitant la construction, l'achat ou l'assainissement de maisons d'habitations dites économiques ou à bon marché, soit en construisant elles mêmes ces habitations, en vue de la vente ou de la location ;										
Droits d'Enregistrement (DE)	Les habitations économiques et habitat 2. Les actes ayant pour objet de constituer créancier ou débiteur les mêmes sociétés.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259, Annexe3, Chap. 2, art. 32	exonération totale	permanente		faciliter l'accès au logement	Activités immobilières	entreprises mixtes		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation sociale 1. Les actes d'acquisitions immobilières à titre onéreux ou à titre gratuit que fait, pour son fonctionnement, l'Institut National de Prévoyance Sociale ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259, Annexe3, Chap. 2, art. 33	exonération totale	permanente		encourager les sociétés de prevoyance	Sécurité et Prévoyance Sociale Santé et Action Sociale	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation sociale 2. Les procurations, révocations et décharges de procuration et toutes notifications	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259, Annexe3, Chap. 2, art. 33	exonération totale	permanente		encourager les sociétés de prevoyance	Sécurité et Prévoyance Sociale	Etat		SR

	de chacun de ces actes auxquels sont obligés de recourir les mutilés que la nature de leurs blessures empêche de signer. Pour bénéficier de cette immunité, il doit être justifié que l'impossibilité de signer est le résultat de la mutilation.							Santé et Action Sociale			
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation du travail 1. Les procès-verbaux de conciliation et les décisions définitives des juridictions saisies en matière d'accidents du travail ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259,, Annexe3, Chap. 2, art. 34	exonération totale	permanente		accès aux services publics	toutes les branches d'activité	ménages, entreprises		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation du travail 2. Les jugements en matière de saisie-arrêt sur les petits salaires et petits traitements.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259,, Annexe3, Chap. 2, art. 34	exonération totale	permanente		accès aux services publics	toutes les branches d'activité	ménages, entreprises		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation du travail les cessions d'immeubles soumises à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259,, Annexe3, Chap. 2, art. 34 bis	exonération totale	permanente		éviter la double imposition	toutes les branches d'activité	ménages, entreprises		SR

Droits d'Enregis-trement (DE)	Les travaux publics les jugements, les contrats de vente, et les actes fixant une indemnité en vertu des textes sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécu-tion de travaux publics, ou des textes sur l'expropriation pour cause d'utilité publique	Code Gé-néral des Impôts (CGI)	CGI art 259,, Annexe3, Chap. 2, art. 35	exonéra-tion to-tale	perma-nente		réduire les charges de l'Etat	Services d'administra-tion publique	Etat		SR
Droits d'Enregis-trement (DE)	création d'activité nouvelle : Etalement du paiement sur trois ans sur les actes de création de société	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investisse ments, art. 11 Régime A	facilité de paie-ment	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF
Droits d'Enregis-trement (DE)	création d'activité nouvelle : Exonération de droits en cas d'augmentation du capital	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investisse ments, art. 11 Régime A	exonéra-tion to-tale	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF

Droits d'Enregis-trement (DE)	création d'activité nouvelle : Etalement du paiement sur trois ans sur les actes de création de société	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investisse ments, art. 12 Régime B	facilité de paie-ment	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF
Droits d'Enregis-trement (DE)	création d'activité nouvelle : Exonération de droits en cas d'augmentation du capital	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investisse ments, art. 12 Régime B	exonéra-tion to-tale	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF
Droits d'Enregis-trement (DE)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de pri-vatisation des entreprises pu-bliques Etalement du paiement sur trois ans sur les actes de création de so-ciété	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investisse ments, art. 13 Régime A	facilité de paie-ment	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF

Droits d'Enregistrement (DE)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques Exonération de droits en cas d'augmentation du capital	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques Etalement du paiement sur trois ans sur les actes de création de société	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime B	facilité de paiement	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques Exonération de droits en cas d'augmentation du capital	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits d'Enregis-trement (DE)	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investisse-mentss, art. 14 regime des zones franches	exonéra-tion to-tale	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF
Droits d'Enregis-trement (DE)	création d'activité nouvelle : Etalement du paiement du doit sur trois ans sur les actes de création de société créée dans la zone II	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investisse-mentss, art. 15 dispositions particulières régime A	facilité de paie-ment	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF
Droits d'Enregis-trement (DE)	création d'activité nouvelle : Etalement du paiement du doit sur trois ans sur les actes de création de société créée dans la zone II	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investisse-mentss, art. 15 dispositions	facilité de paie-ment	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF

			particulières régime B								
Droits d'Enregis-trement (DE)	création d'activité nouvelle : Etalement du paiement du doit sur trois ans sur les actes de création de société créée dans la zone III	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investisse-mentss, art. 15 dispositions particulières régime A	facilité de paie-ment	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF
Droits d'Enregis-trement (DE)	création d'activité nouvelle : Etalement du paiement du doit sur trois ans sur les actes de création de société créée dans la zone III	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investisse-mentss, art. 15 dispositions particulières régime B	facilité de paie-ment	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF
Droits d'Enregis-trement (DE)	création d'activité nouvelle : Exonération de droits en cas d'augmentation du capital, zone II	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investisse-mentss, art. 15	exonéra-tion to-tale	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF

			dispositions particulières régime A								
Droits d'Enregis-trement (DE)	création d'activité nouvelle : Exonération de droits en cas d'augmentation du capital, zone III	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investisse-mentss, art. 15 dispositions particulières régime A	exonéra-tion to-tale	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF
Droits d'Enregis-trement (DE)	création d'activité nouvelle : Exonération de droits en cas d'augmentation du capital, zone II	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investisse-mentss, art. 15 dispositions particulières régime B	exonéra-tion to-tale	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF
Droits d'Enregis-trement (DE)	création d'activité nouvelle : Exonération de droits en cas d'augmentation du capital, zone III	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes	exonéra-tion to-tale	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF

			des Investisse-mentss, art. 15 dispositions particulières régime B								
Droits d'Enregis-trement (DE)	Exonération de trente (30) de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investisse-mentss 1991	Loi n°91-048 portant Code des Investisse ments, modi-fiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 14 Ré-gime des zones franches	exonéra-tion to-tale	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF
Droits d'Enregis-trement (DE)	Les entreprises dont La pro-duction est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger :exoneration pendant la durée de la réalisation (phase d'in-vestissement) du programme agréé fixée à trente (30)	Codes des Investisse-mentss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investisse-mentss, art. 17 Régime D	exoné-ration totale	perma-nente		encourager la perenisa-tion des en-treprises	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF

	ans,Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans										
Droits d'Enregistrement (DE)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs par des entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger :exoneration pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30) ans,Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perenisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	sur toutes opérations de collecte de l'épargne et de distribution du crédit	Microfinance	Loi n°94-040 du 15/08/1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives	exonération totale	permanente		développer la micro finance	Service d'Intermédiation financière	entreprises		DF

			d'épargne et de crédit, art. 30								
Droits d'Enregistrement (DE)	exonération accordée pour les détenteurs de passeports diplomatiques en cas de reciprocité (convention de Vienne)	Missions diplomatiques, postes consulaires et aux organismes internationaux	Décret n°77-236 fixant les droits et privilèges accordés aux missions diplomatiques, postes consulaires et aux organismes internationaux, art. 8-11	Exonération Totale	permanente		Respect d'une convention internationale (convention de Vienne)		détenteurs de passeports diplomatiques		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Applicable aux actes contractuels seulement y compris acquisition de terrain	Promotion immobilière	Loi n°99-040 du 10/ 08/ 1999 régissant la promotion immobilière, art. 56 et Décret n°00-274 P/RM du 23/06 2000 déterminant les modalités	exonération totale	permanente		Faciliter l'accès au logement	Activités Immobilières	menages		DF

			d'attributions des avantages accordés aux promoteurs immobiliers, art. 5								
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	7° les collectivités locales, les syndicats de communes ainsi que leurs régies de services publics à but non lucratif ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Etablissements publics à but non lucratif		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	8° les chambres de commerce, d'industrie, d'artisanat, d'agriculture et des métiers lorsqu'elles ne se livrent pas à des activités de nature commerciale ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations-Fondations		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et	9° les associations et organismes sans but lucratif légalement constitués et dont la gestion est désintéressée ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations-Fondations		DF

Commerciaux (IBIC)											
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	10° les sociétés d'investissement à capital fixe et variable pour la partie des bénéfices provenant des produits nets de leur portefeuille ou des plus-values qu'elles réalisent sur la vente des titres ou des parts sociales faisant partie de ce portefeuille.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations-Fondations		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	1° les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	entreprises		SR
Impôt sur les Bénéfices Industriels et	1° les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	entreprises		SR

Commerciaux (IBIC)	à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;										
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	1° les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	entreprises		SR
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	2° les offices d'habitations économiques ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Etat et collectivités publiques		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et	3° les caisses de crédit agricole mutuel régies par les textes en vigueur en la matière	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations-coopératives -		DF

Commerciaux (IBIC)									Fondations		
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	4° les sociétés de prévoyances, sociétés coopératives agricoles, associations d'intérêt général agricole, sociétés d'assurances et de réassurances mutuelles agricoles ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Entreprises		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	5° les sociétés de secours mutuels ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	entreprise et Agriculteurs		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	6° les établissements publics à but non lucratif de l'État ou des collectivités décentralisées ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	entreprises		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	création d'activité nouvelle : Exoration pendant les 5 premiers exercices, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 11 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	création d'activité nouvelle : Exo pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 12 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiquesExoration pendant les 5 premiers exercices, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques Exo pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investissementss, art. 14 regime des zones franches	exonération totale	permanente		favoriser la privatisation des entreprises publiques	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investissementss, art. 14 regime des	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

			zones franches								
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Entreprises nouvelles créees dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agéées au régime A : Exoration pendant les 7 premiers exercices, des entreprises créées en zone II	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investissementss, art. 15 dispositions particulières régime A	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Entreprises nouvelles créees dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agéées au régime A : Exoneration pendant les 9 premiers exercices, des entreprises créées en zone III	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investissementss, art. 15 dispositions particulièresrégime A	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et	Entreprises nouvelles créees dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agéées au régime B : Exo pendant les 10 premiers	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Commerciaux (IBIC)	exercices, des entreprises agréées céées en zone II		des Investissementss, art. 15 dispositions particulières régime B								
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Entreprises nouvelles créees dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agéées au régime B : Exo pendant les 12 premiers exercices, des entreprises agréées céées en zone III	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investissementss, art. 15 dispositions particulières régime B	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	création d'activité nouvelle : pendant les 5 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Codes des Investissementss, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 11 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	création d'activité nouvelle : pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Codes des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 12 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique par de nouveaux promoteurs, dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques: pendant les 5 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 13 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique par de nouveaux promoteurs, dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques : pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Codes des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

			art. 13 Régime B								
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Exonération de trente (30) de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 14 Régime des zones franches	exonération totale	permanente		favoriser la privatisation des entreprises publiques	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Exonération de trente (30) de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 14 Régime des zones franches	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 7 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Codes des Investissementss, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises installées dans les zones franches utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 9 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Codes des Investissementss, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et	Les entreprises utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne	Codes des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investisse ments, modifiée par la loi	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Commerciaux (IBIC)	sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 10 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées		n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime B								
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 12 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Codes des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 7 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 14 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 10 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 15 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 15 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 16 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger :exoneration pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30)	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 17 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perenisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	ans,Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans										
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : taux à 25% pendant 7 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : taux à 25% pendant 10 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : taux à 25% pendant 15 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs par des entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger :exoneration pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30) ans,Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perenisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Zone économique spéciale	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 20 Zone économique spéciale	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Zone économique spéciale	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 20 Zone économique spéciale	exonération totale	permanente		développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises utilisant soixante pour cent (60%) au moins des matières premières d'origine locales, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 10 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises utilisant soixante pour cent (60%) au moins des matières premières d'origine locales, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 13 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises utilisant soixante pour cent (60%) au moins des matières premières d'origine locales, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 18 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Entreprise utilisant l'invention ou l'innovation technologique, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 7 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Entreprise utilisant l'invention ou l'innovation technologique, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 10 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et	Entreprise utilisant l'invention ou l'innovation technologique, création d'activité	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Commerciaux (IBIC)	nouvelle taux à 25% pendant 15 ans non renouvellable		des Investissementss, art. 22 Régime C								
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises implantées dans les zones industrielles, création d'activité nouvelle : pendant les 6 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Codes des Investissementss, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 23 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises implantées dans les zones industrielles, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 11 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 23 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et	Les entreprises implantées dans les zones industrielles, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 16 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 23 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Commerciaux (IBIC)											
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises implantées dans les zones industrielles dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger :exoneration pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente-un (31) ans,Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 31 ans	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 23 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perenisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	les entreprises exportant plus de 50% et moins de 80% de leur production, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 9 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	les entreprises exportant plus de 50% et moins de 80% de leur production, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 12 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	les entreprises exportant plus de 50% et moins de 80% de leur production, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 17 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	5 ans pendt les 5 1ère années de prod des entrep conventionnées	Code Minier 1991	Ordonnance n°91-065 p-CTSP du 19/09/1991 portant code minier, art. 96	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et	exonération accordée pour les titulaire d'autorisation de prospectionou permis de recherches	Code Minier 1999	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code Minier	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation	Entreprises minières		DF

Commerciaux (IBIC)			en République du Mali, art. 108					et enrichissement de minerais			
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	avantages accordés aux sous traitants	Code Minier 1999	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code Minier en République du Mali, art. 113	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	les titulaires d'autorisation de prospection ou permis de recherche	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code Minier en République du Mali, article 125	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et	les titulaires de permis d'exploitation, d'autorisation d'exploitation de petites mines pendant les quinze premières années de productiontaux l'IS-IBC (25%)	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code Minier en République du	réduction	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF

Commerciaux (IBIC)			Mali, article 129								
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	les sous-traitants des titulaires d'autorisation de prospection ou permis de recherche	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code Minier en République du Mali, article 125	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	les sous-traitants titulaires de permis d'exploitation, d'autorisation d'exploitation de petites mines pendant les trois premières années de production l'IS-IBC (25%	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code Minier en République du Mali, article 129	réduction	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et	sur toutes opérations de collecte de l'épargne et de distribution du crédit	Microfinance	Loi n°94-040 du 15/08/1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives	exonération totale	permanente		développer la micro finance	Service d'Intermédiation financière	entreprise		DF

Commerciaux (IBIC)			d'épargne et de crédit, art. 30								
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	50 % de l'Impôt sur le Benefice Industriel et Commercial à compter de la date d'expiration des avantages prévus par le Codes des Investissementss	Promotion immobilière	Loi n°99-040 du 10/ 08/ 1999 régissant la promotion immobilière, art. 56 et Décret n°00-274 P/RM du 23/06 2000 déterminant les modalités d'attributions des avantages accordés aux promoteurs immobiliers, art. 5	Réduction	permanente		Faciliter l'accès au logement	Activités Immobilières	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	7° les collectivités locales, les syndicats de communes ainsi que leurs régies de services publics à but non lucratif ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Etablissements publics à but non lucratif		DF

Impôt sur les Sociétés (IS)	8° les chambres de commerce, d'industrie, d'artisanat, d'agriculture et des métiers lorsqu'elles ne se livrent pas à des activités de nature commerciale ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations-Fondations		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	9° les associations et organismes sans but lucratif légalement constitués et dont la gestion est désintéressée ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations-Fondations		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	10° les sociétés d'investissement à capital fixe et variable pour la partie des bénéfices provenant des produits nets de leur portefeuille ou des plus-values qu'elles réalisent sur la vente des titres ou des parts sociales faisant partie de ce portefeuille.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations-Fondations		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	2° les offices d'habitations économiques ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Etat et collectivités publiques		DF

Impôt sur les Sociétés (IS)	3° les caisses de crédit agricole mutuel régies par les textes en vigueur en la matière	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations-coopératives - Fondations		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	4° les sociétés de prévoyances, sociétés coopératives agricoles, associations d'intérêt général agricole, sociétés d'assurances et de réassurances mutuelles agricoles ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Entreprises		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	5° les sociétés de secours mutuels ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	entreprise et Agriculteurs		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	6° les établissements publics à but non lucratif de l'État ou des collectivités décentralisées ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	entreprises		DF

Impôt sur les Sociétés (IS)	création d'activité nouvelle : Exoration pendant les 5 premiers exercices, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 11 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	création d'activité nouvelle : Exo pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 12 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiquesExoration pendant les 5 premiers exercices, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Sociétés (IS)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques Exo pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investissementss, art. 14 regime des zones franches	exonération totale	permanente		favoriser la privatisation des entreprises publiques	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	Entreprises nouvelles créees dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agéées au régime A : Exoration pendant les 7 premiers exercices, des entreprises créées en zone II	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investissementss, art. 15 dispositions	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

			particulières régime A								
Impôt sur les Sociétés (IS)	Entreprises nouvelles créees dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agéées au régime A : Exoneration pendant les 9 premiers exercices, des entreprises créées en zone III	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investissementss, art. 15 dispositions particulièresrégime A	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	Entreprises nouvelles créees dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agéées au régime B : Exo pendant les 10 premiers exercices, des entreprises agréées céées en zone II	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes des Investissementss, art. 15 dispositions particulières régime B	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	Entreprises nouvelles créees dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agéées au régime B : Exo pendant les 12 premiers	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	exercices, des entreprises agréées céées en zone III		des Investisse-mentss, art. 15 dispositions particulières régime B								
Impôt sur les Sociétés (IS)	création d'activité nouvelle : pendant les 5 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Codes des Investisse-mentss 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Codes des Investisse-mentss, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 11 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	création d'activité nouvelle : pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Codes des Investisse-ments 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investisse ments, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 12 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Sociétés (IS)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique par de nouveaux promoteurs, dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques : pendant les 5 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 13 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique par de nouveaux promoteurs, dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques : pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Codes des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 13 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	Exonération de trente (30) de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005	exonération totale	permanente		favoriser la privatisation des entreprises publiques	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

			art. 14 Régime des zones franches								
Impôt sur les Sociétés (IS)	Les entreprises utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 7 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Codes des Investissementss, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	Les entreprises installées dans les zones franches utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 9 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Codes des Investissementss, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Sociétés (IS)	Les entreprises utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 10 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Codes des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	Les entreprises utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 12 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Codes des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 7 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 14 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Sociétés (IS)	création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 10 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 15 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 15 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 16 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	Les entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger :exoneration pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30) ans,Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 17 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perenisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Sociétés (IS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : taux à 25% pendant 7 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : taux à 25% pendant 10 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : taux à 25% pendant 15 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs par des entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perenisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger :exoneration pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30) ans,Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans										
Impôt sur les Sociétés (IS)	Les entreprises utilisant soixante pour cent (60%) au moins des matières premières d'origine locales, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 10 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	Entreprise utilisant l'invention ou l'innovation technologique, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 7 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Sociétés (IS)	Entreprise utilisant l'invention ou l'innovation technologique, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 10 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	Entreprise utilisant l'invention ou l'innovation technologique, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 15 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	Les entreprises implantées dans les zones industrielles, création d'activité nouvelle : pendant les 6 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Codes des Investissementss 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Codes des Investissementss, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 23 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	Les entreprises implantées dans les zones industrielles,création d'activité	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	nouvelle taux à 25% pendant 11 ans non renouvellable		des Investisse-mentss, art. 23 Régime B								
Impôt sur les Sociétés (IS)	Les entreprises implantées dans les zones industrielles, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 16 ans non renouvellable	Codes des Investisse-mentss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investisse-mentss, art. 23 Régime C	réduc-tion	perma-nente		promouvoir les inves-tissements	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	Les entreprises implantées dans les zones industrielles dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger :exoneration pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente-un (31) ans,Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 31 ans	Codes des Investisse-mentss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investisse-mentss, art. 23 Régime D	exoné-ration totale	perma-nente		encourager la perenisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entre-prise		DF

Impôt sur les Sociétés (IS)	les entreprises exportant plus de 50% et moins de 80% de leur production, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 9 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	les entreprises exportant plus de 50% et moins de 80% de leur production, création d'activité nouvelle taux à 25% pendant 17 ans non renouvellable	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	5 ans pendt les 5 1ère années de prod des entrep conventionnées	Code Minier 1991	Ordonnance n°91-065 p-CTSP du 19/09/1991 portant code minier, art. 96	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	exonération accordée pour les titulaire d'autorisation de prospectionou permis de recherches	Code Minier 1999	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code Minier en République	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF

			du Mali, art. 108								
Impôt sur les Sociétés (IS)	avantages accordés aux sous traitants	Code Minier 1999	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code Minier en République du Mali, art. 113	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	les titulaires d'autorisation de prospection ou permis de recherche	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code Minier en République du Mali, article 125	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Impôt sur les Sociétés (IS)	les titulaires de permis d'exploitation, d'autorisation d'exploitation de petites mines pendant les quinze premières années de production l'IS-IBC (25%	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code Minier en République du	réduction	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF

			Mali, article 129								
Impôt sur les Sociétés (IS)	les sous-traitants des titulaires d'autorisation de prospection ou permis de recherche	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code Minier en République du Mali, article 125	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	sommes ou avantages en nature versées par un nouvel employeur à compter du 1er /01/1989 aux salariés âgées de moins de 40 ans et titulaires d'au moins un diplôme professionnel délivré par un établissement professionnel agréé, pendant 3 ans	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art.161	exonération totale	permanente		favoriser la création d'emploi	toutes les branches d'activité	entreprises		SR
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	sommes ou avantages en nature versées par un nouvel employeur à compter du 01 /01/1990 aux salariés ayant fait l'objet d'un licenciement	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art.162	exonération totale	permanente		favoriser la création d'emploi	toutes les branches d'activité	entreprises		SR

	pour motif économique pendant 2ans										
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	1-allocation versée aux stagiaires 100% première année 2-allocation versée aux stagiaires 50% deuxième année 3-allocation versée aux stagiaires 25% troisième année	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art.163	déduction	permanente		favoriser la création d'emploi	toutes les branches d'activité	entreprises		SR
Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 14 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements		des Investissementss, art. 14 Régime A								
Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 14 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 14 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 15 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 15 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 15 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 15 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 16 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 16 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 16 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 16 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 17 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 17 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 17 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 17 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.										
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.		des Investissementss, art. 18 Régime B								
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	(phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.		des Investissementss, art. 18 Régime C								
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisationEn cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisationEn cas d'extension d'activité ou de restructura-	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	tion et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.										
Redevance Statistique (RS)	Zones économiques spéciales: exonération de dix ans des droits et taxes à l'importation sur res matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés demanière spécifique à la réalisation du programme agréé	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 20	exonération totale	Trois (10) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Zones économiques spéciales: exonération de dix ans des droits et taxes à l'importation sur res matériels, machines, outillages dans une proportion de 10% de leur	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 20	exonération totale	Trois (10) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	valeur qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés demanière spécifique à la réalisation du programme agréé										
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans,	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements		des Investissementss, art. 21 Régime C								
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..		des Investissementss, art. 21 Régime C								
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.										
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructura-	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	tion et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.		des Investissementss, art. 22 Régime B								
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10%	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)	Pendant toute la durée de validité de leur titre minier, les titulaires de permis d'exploitation ou d'autorisation d'exploitation de petite mine bénéficient de l'exonération des droits et taxes (à l'exception du PCS et du PC) exigibles sur les produits pétroliers destinés à la production d'énergie nécessaire à l'extraction, le transport et le traitement du minerai et pout le fonctionnement et l'entretien des infrastructures sociales et sanitaires créées parla société pour ses employés.	Code Minier 2012	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code Minier en République du Mali, art. 134	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Taxe sur Activités Financières (TAF)	les sommes versées par le Trésor à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission ainsi que les produits des opérations de cette banque, génératrice de l'émission des billets	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art.248	exonération totale			réduire les charges de l'Etat	Administration Publique	Etat et collectivités publiques		SR

Taxe sur Activités Financières (TAF)	les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension d'effets publics ou privés figurant dans le portefeuille des banques, des établissements financiers ou des organismes publics ou semi publics, ainsi que ceux à la première négociation des effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art.248	exonération totale			Mobiliser l'Epargne Intérieure	Service d'Intermédiation financière	entreprise BANCAIRE		SR
Taxe sur Activités Financières (TAF)	les opérations relatives aux entreprises d'assurances soumises à un droit d'enregistrement en vertu des dispositions particulières prévues à cet effet	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art.248	exonération totale			éviter la double imposition	Service d'Intermédiation financière	Etat		SR
Taxe sur Activités Financières (TAF)	les intérêts et commissions relatifs aux opérations réalisées sur le marché monétaire	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art.248	exonération totale			Mobiliser l'Epargne Intérieure	Service d'Intermédiation financière	entreprises		SR

Taxe sur Activités Financières (TAF)	Zone économique spéciale : exo sur les intérêts servis aux prêts accordés par les institutions bancaires et financières dans le cadre du financement d'une activité économique exercée dans cette zone indépendamment du statut juridique du promoteur.	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 20 Zone économique spéciale	exonération totale			attirer les capitaux étrangers et mobiliser l'épargne nationale	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur Activités Financières (TAF)	sur toutes opérations de collecte de l'épargne et de distribution du crédit	Microfinance	Loi n°94-040 du 15/08/1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, art. 30	exonération totale			développer la micro finance	Service d'Intermédiation financière	entreprises		DF
Taxe sur Activités Financières (TAF)	sur les emprunts contractés	Promotion immobilière	Loi n°99-040 du 10/ 08/ 1999 régissant la promotion immobilière, art. 56 et Décret n°00-274	exonération totale			Faciliter l'accès au logement	Activités Immobilières	entreprises		DF

			P/RM du 23/06 2000 déterminant les modalités d'attributions des avantages accordés aux promoteurs immobiliers, art. 5								
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	art. 14 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé	Codes des Investissementss 2012	art. 14 Régime A	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

(TVA) de porte	fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;						et les services locaux				
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	art. 14 Régime A	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de re-	Codes des Investissementss 2012	art. 14 Régime A	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	change sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	art. 15 Régime B	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la va-	Codes des Investissementss 2012	art. 15 Régime B	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	leur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	art. 15 Régime B	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion	Codes des Investissementss 2012	art. 15 Régime B	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	création d'activité nouvelle : pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à trois ans, des entreprises agréées sur les matériels, machines, outillages non produits ni fabriqués localement destinés à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	art. 16 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Codes des Investissementss 2012	art. 16 Régime C	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, des entreprises agréées sur les matériels, machines, outillages non produits ni fabriqués localement destinés à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	art. 16 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	art. 15 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Les entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger :exoneration pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30), les matériels, machines, outillages, non produits ni fabriqués localement destinés à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	art. 17 Régime D	exonération totale	trente ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Les entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger :exoneration pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30), Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe	Codes des Investissementss 2012	art. 17 Régime D	exonération partielle	trente ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	art. 18 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à	Codes des Investissementss 2012	art. 14 Régime A	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	art. 18 Régime A	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à	Codes des Investissementss 2012	art. 18 Régime A	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	art. 18 Régime B	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Codes des Investissementss 2012	art. 18 Régime B	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, exonération de tva sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière	Codes des Investissementss 2012	art. 18 Régime B	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	spécifique à la réalisation du programme agrée.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, exonération de tva sur Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	art. 18 Régime B	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les	Codes des Investissementss 2012	art. 18 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Codes des Investissementss 2012	art. 18 Régime C	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de	Codes des Investissementss 2012	art. 18 Régime C	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, exonération sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, exonération de tva sur les pièces de rechange sont admises en franchise des de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	art. 18 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Zones économiques spéciales: exonération de dix ans de la taxe sur la valeur ajoutée exigible à l'entrée sur les matériels y comprisle matériel de transport, machines, outillages et pièces de rechange qui ne sont niproduits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisationdu programme agréé;	Codes des Investissementss 2012	art. 20	exonération totale	dix ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Zones économiques spéciales: Les pièces de rechange sont admises en franchise de TVA à l'importation dans uneproportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement du programme agréé;	Codes des Investissementss 2012	art. 20	exonération totale	dix ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales; création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime A	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales,En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime A	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime A	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime B	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.						et les services locaux				
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime B	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime B	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime B	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, création d'activité nouvelle : pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à trois ans, des entreprises agréées sur les matériels, machines, outillages non produits ni fabriqués localement destinés à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique ; création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique , création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime A	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime A	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique , En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime A	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique , création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime B	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique , création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime B	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime B	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique ; En cas d'extension d'activité ou de restructura-	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime B	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	tion et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique , création d'activité nouvelle : pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à trois ans, des entreprises agréées sur les matériels, machines, outillages non produits ni fabriqués localement destinés à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique , création d'activité nouvelle : pendant la durée	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

(TVA) de porte	de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;						et les services locaux				
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique , En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Les titulaires d'autorisation de prospection ou de permis de recherche sont exonérés du payement de la TVA	Code Minier 2012	article 125	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Les titulaires de permis d'exploitation, d'autorisation d'exploitation de petite minesont exonérés de la TVA, pendant une période se terminant à la fin de la troisième annéesuivant la Date	Code Minier 2012	article 127	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF

	de démarrage de la production.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Les titulaires de titres miniers bénéficient pendant toute la durée de leur permis de rechercheou de leur autorisation de prospection de l'exonération des droits et taxes (à l'exception duPCS et du PC) exigibles à l'importation des matériaux, matières et consommables miniers,pièces de rechange, équipements, outillages reconnus indispensables à leurs activités par lesAdministrations chargées des Mines et des Douanes, suivant la nature des produitsconformément à la Liste Minière.	Code Minier 2012	article 133	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Le personnel expatrié employé par les titulaires d'autorisation de prospection ou de permis derecherche bénéficie, pour ce qui concerne	Code Minier 2012	article 133	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF

	ses effets et objets personnels, de l'exonération desdroits et taxes, sur une période de six mois à compter de sa première installation au Mali.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Pendant toute la durée de validité de leur titre minier, les titulaires de permisd'exploitation ou d'autorisation d'exploitation de petite mine bénéficient de l'exonération desdroits et taxes (à l'exception du PCS et du PC) exigibles sur les produits pétroliers destinés àla production d'énergie nécessaire à l'extraction, le transport et le traitement du minerai etpout le fonctionnement et l'entretien des infrastructures sociales et sanitaires créées parlasociété pour ses employés et les produitschimiques, les produits réactifs, les produits pétroliers, huiles	Code Minier 2012	article 134	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF

	et graisses pour machinesnécessaires à leurs activités, les pièces de rechange à l'exclusion de celles destinées auxvéhicules de tourisme et à tous véhicules à usage privé, les matériaux et les matériels,machines et appareils destinés à être intégrés à titre définitif dans les ouvrages et figurantsur la Liste minière ;										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Les titulaires de permis d'exploitation ou d'autorisation d'exploitation de petite minebénéficient des avantages ci-après pendant une période se terminant à la fin de la troisièmeannée suivant la Date de démarrage de la production : l'exonération de tous droits et taxes d'entrée exigibles sur l'outillage, les produitschimiques, les produits réactifs, les produits pétroliers, huiles et graisses pour machinesnécessaires à leurs activités, les pièces de	Code Minier 2012	article 134	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF

	rechange à l'exclusion de celles destinées auxvéhicules de tourisme et à tous véhicules à usage privé, les matériaux et les matériels,machines et appareils destinés à être intégrés à titre définitif dans les ouvrages et figurantsur la Liste minière ;										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Les titulaires de permis d'exploitation ou d'autorisation d'exploitation de petite minebénéficient des avantages ci-après pendant une période se terminant à la fin de la troisièmeannée suivant la Date de démarrage de la production : l'exonération de tous droits et taxes de sortie, habituellement exigibles à laréexportation, pour les objets et effets du personnel ainsi que l'équipement ayant servi àl'exécution des travaux d'exploitation.	Code Minier 2012	article 134	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	franchise accordée au cordon douanier sur importation les produits, matériels, matériaux, machines etéquipements destinés, directement, exclusivement et à titre définitif, aux Opérationseffectuées dans le cadre d'une Autorisation de Reconnaissance ou d'une Autorisation deRecherche et figurant sur la Liste Pétrolière.	Code des hydrocarbures 2015	ARTICLE 103	exonération totale	Permanente		promouvoir les investissements	Secteur pétrolier	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	ranchise accordée au cordon douanier sur importation des produits, matériels, matériaux, machines et équipements destinés, directement,exclusivement et à titre définitif aux Opérations de Développement réalisées en vertu d'uneAutorisation d'Exploitation, et figurant sur la Liste Pétrolière	Code des hydrocarbures 2015	ARTICLE 104	exonération totale	Permanente		reduire le coût des facteurs	toutes les branches d'activité	personnes physiques et morales		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices ; création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices , création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime A	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime A	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices , En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime A	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices , création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime B	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices , création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime B	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime B	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices ; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime B	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices , création d'activité nouvelle : pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à trois ans, des entreprises agréées sur les matériels, machines, outillages non produits ni fabriqués localement destinés à la réalisation du programme agrée.	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices , création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Entreprises exportatrices; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

(TVA) de porte	réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices , En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Codes des Investissementss 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investissementss 1991	Lart. 14 regime des zones franches	exonération totale	Permanente		encourager l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investissementss 1991 modifié en 2005	art. 14 regime des zones franches	exonération totale	Permanente		encourager l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Pendant toute la durée de validité de leur titre minier, les titulaires de permis d'exploitation ou d'autorisation d'exploitation de petite mine bénéficient de l'exonération des droits et taxes (à l'exception du PCS et du PC) exigibles sur les produits pétroliers destinés à la production d'énergie nécessaire à l'extraction, le transport et le traitement du minerai et pout le fonctionnement et l'entretien des infrastructures sociales et sanitaires créées parla société pour ses employés.	Code Minier 2012	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code Minier en République du Mali, art. 134	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Les ventes réalisées par les agriculteurs, les éléveurs en	Code Général des	CGI, art. 195-1- /4, direct UEMOA	exonération totale	Permanente		developper le secteur agricole	Agriculture, pêche, aquaculture…	entreprises,		SR

(TVA) intérieure	ce qui concerne leurs produits non transformés	Impôts (CGI)							ménages		
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les opérations effectuées par les pêcheurs et armateurs, les agriculteurs ,les éléveurs en ce qui concerne leurs produits non transformés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I /3 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		developper le secteur agricole	Agriculture, pêche, aquaculture…	entreprises, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les exportations directes de produits ou de marchandises et ventes assimilées	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-1 direct UEMOAOA	exonération totale	Permanente		Encourager les Exportations	Secteur d'Exportation	Exportateurs		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes de céréales en grains	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-10	exonération totale	Permanente		soutenir le pouvoir d'achat	activité commerciale: Ventes	entreprises, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes de viandes et d'abats comestibles crus	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-11 direct UEMOAOA	exonération totale	Permanente		soutenir le pouvoir d'achat	activité commerciale: Ventes	entreprises, ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes de produits pétroliers visés à l'article 250 du présent Code	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-12	exonération totale	Permanente		éviter la double imposition	activité commerciale: Ventes	entreprises, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes de biens meubles d'occasion effectuées par les particuliers, les ventes de ces mêmes biens faites par les personnes qui les ont utilisés pour les besoins de leur exploitation lorsque ces biens n'ont pas ouvert droit à déduction de la taxe lors de leur acquisition	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-2	exonération totale	Permanente		soutenir le pouvoir d'achat	activité à but non lucratif	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes et cessions effectuées par l'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics n'ayant pas le caractère industriel ou commercial	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-6	exonération totale	Permanente		activité à but non lucratif	Etat et collectivités publiques	Etat et collectivités publiques		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Les ventes réalisées par les groupements sans but lucratif légalement constitués, les ciné - clubs, les centres cul-	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-7 direct UEMOAOA	exonération totale	Permanente		Promouvoir la Culture et les Loisirs	activité à but non lucratif	Etat et collectivités		SR

(TVA) intérieure	turels, et les musées nationaux dans le cadre de leur activité normale								publiques		
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes par l'artiste créateur d'œuvres d'art originales entièrement exécutés à la main.: tableaux, peintures, dessins, aquarelles, gouaches, pastels, monotypes,	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-8 direct UEMOAOA	exonération totale	Permanente		Encourager l'Artisanat	Secteur de l'Artisanat	Artisants		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes effectuées par les groupements et associations de handicapés pour l'ensemble de leurs productions	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-9	exonération totale	Permanente		soutenir le pouvoir d'achat	activité commerciale: Ventes	Associations-		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les recettes se rattachant à la fourniture d'éléments d'information, à l'exception des recettes de publicité et des avis et communiqués autres que ceux relatifs aux décès de personnes	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-1 direct UEMOAOA	exonération totale	Permanente		Faciliter l'accès à l'information	Postes et télécommunications	entreprises, ménages		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les prestations de toute nature effectuées par les groupements ou associations de handicapés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-10	exonération totale	Permanente		soutenir les personnes handicapées	Santé et Action Sociale	entreprises, ménages		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les prestations relatives aux aéronefs destinés aux compagnies de navigation aérienne dont les services à destination de l'étranger représentent au moins 80% de l'ensemble des services qu'elles exploitent	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-11 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		développer le transport aérien	transport aérien	entreprises		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les transports aériens de personnes ou de marchandises à destination ou en provenance de l'étranger	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-12	exonération totale	Permanente		respecter les règles de territorialité	Transports aériens	entreprises		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les transports terrestres, fluviaux et ferroviaires de personnes ou de marchandises pour la partie du trajet accomplie hors des limites du territoire national	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-13	exonération totale	Permanente		respecter les règles de territorialité	les transports terrestres, fluviaux et ferroviaires	entreprises		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les prestations effectuées par l'État, les collectivités territoriales et leurs Etablissements publics n'ayant pas le caractère industriel ou commercial	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-14	exonération totale	Permanente		accès aux services publics	administration publique	Etat et collectivités publiques		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les prestations effectuées dans le cadre de leur activité normale par les groupements sans but lucratif légalement constitués les prestations effectuées dans le cadre de leur activité normale et ainsi que par les ciné-clubs, les centres culturels et les musées nationaux	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-15	exonération totale	Permanente		Développer l'économie sociale	Activités Associatives	Associations-Fondations		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les locations d'immeubles nus à usage d'habitation	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-16	exonération totale	Permanente		faciliter l'accès au logement	Location	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	les loyers de credit-bail et la valeur résiduelle du bien en fin de contrat lorsque l'option	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-17	exonération totale	Permanente		encourager l'investissement	Location	Entreprises		DF

(TVA) intérieure	achat est levée par le creditpreneur										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les prestations relatives à la composition et à l'impression des écrits périodiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-2 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		Promouvoir la Culture et les Loisirs	Edition, imprimerie, reproduction	Auteurs-Artistes		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les droits d'entrée dans les parcs zoologiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-3 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Activités récréatives, culturelles et sportives	entreprises, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les recettes se rattachant à l'activité d'enseignement dispensé dans les établissements agréés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-4 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		Allèger le coût de l'éducation	Education	menages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les prestations sanitaires et vétérinaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-5 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	santé et action sociale	ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les fournitures de repas et de boissons non alcoolisées dans les établissements hospitaliers et les cantines scolaires et universitaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-6	exonération totale	Permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Hôtels et restaurants	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les recettes se rattachant aux visites de monuments historiques et musées nationaux	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-7 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		Promouvoir la Culture et les Loisirs	Activités récréatives, culturelles et sportives	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les prestations faites par les pompes funèbres et les transports de corps	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-8	exonération totale	Permanente		Alléger le coût des funérailles	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les honoraires de transmission de sang humain	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-9 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	opérations de crédit social ou agricole effectuées par les caisses de crédit mutuel,les	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-III-3	exonération totale	Permanente		Promouvoir la bancarisation	Intermédiation financière	entreprises, ménages		SR

(TVA) intérieure	coopératives d'épargnes et de crédit										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les produits ainsi que les prestations effectuées dans le cadre des jeux, soumis à une Taxe spécifique ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-III-1	exonération totale	Permanente		éviter la double imposition	Activité récréatives	ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les opérations des banques, établissements financiers et assurances soumises à une taxe spécifique ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-III-2	exonération totale	Permanente		éviter la double imposition	Intermédiation financière	Entreprises		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les affaires soumises à la Taxe sur les contrats d'assurance ou qui en sont exonérées, effectuées par les sociétés ou compagnies d'assurances et tous autres assureurs, quelle que soit la nature des risques assurés ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-III-4	exonération totale	Permanente		éviter la double imposition	Intermédiation financière	Entreprises		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Les commissions versées aux courtiers d'assurance par les sociétés ou compagnies d'assurances ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-III-5	exonération totale	Permanente		éviter la double imposition	Intermédiation financière	Entreprises		SR

(TVA) intérieure											
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	6. Les opérations soumises au droit d'enregistrement ;a) Les opérations ayant pour objet la transmission de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, de fonds de commerce ou de clientèle, de droit au bail, à l'exclusion des ventes d'immeubles neufs bâtis ;b) Les ventes aux enchères publiques.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-III-6	exonération totale	Permanente		éviter la double imposition		entreprises, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pomme de terre de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Haricots de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Haricots « petits rouges » de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Haricots communs de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Maïs de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Riz non décortiqué de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Arachides décortiquées de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR

(TVA) intérieure											
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Graines de coton de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Cannes à sucre	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		developper le secteur industriel	secteur industriel	Entreprises		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pain de consommation courante	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		soutenir le pouvoir d'achat	secteur industriel	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Propane liquéfié	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Butane liquéfié	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Coke de pétrole, bitume de pétrole et autres résidus des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Mélanges bitumeux à base d'asphalte ou de bitumes naturels, bitume de pétrole, de goudron minéral ou de brai de goudron minéral (mastic bitumineux, « Cut backs » par exemple).	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Iode	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Acides O-acétylsalicylique, ses sels et ses esters	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Méthionine	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Coumarine, méthylcoumarines et éthyl-coumarines	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Provitamines non mélangées	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Vitamines A et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

(TVA) intérieure											
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vitamines B1 et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vitamines B2 et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Acides D ou DL pantothénique (Vitamines B3 ou B5) et ses dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vitamines B6 et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vitamines B12 et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vitamines C et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vitamines E et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres Vitamines et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Autres, y compris les concentras naturels	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

(TVA) intérieure											
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Hormones du lobe antérieur de l'hypophyse et similaires, et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Cortisone, hydrocortisone, prednisone (déhydrocortisone) et prednisolone (déhydrohydrocortisone)	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Dérivés halogènes des hormones cortico surrénales	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres Hormones corticosurrénales et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Insuline et ses sels	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Œstrogènes et progestogènes	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Rutoside (rutine) et ses dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Alcaloïdes de l'opium et leurs dérivés ; sels de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Caféine et ses sels	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

(TVA) intérieure											
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Ephédrines et sels	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pseudoéphédrine (DCI) et ses sels	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Théophylline et aminophylline (théophylline-éthylène-diamine) et leurs dérivés ; sels de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Ergométrine (DCI) et ses sels	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Acide lysergique et ses sels	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Nicotine et ses sels	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Sucres chimiquement purs…	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		Allèger le coût de la vie	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pénicillines et leurs dérivés, à structure d'acide pénicillanique ; sels de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Streptomicynes et leurs dérivés ; sels de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

(TVA) intérieure											
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Tétracyclines et leurs dérivés ; sels de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Chloramphénicol et ses dérivés ; sels de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Erhytromycine et ses dérivés ; sels de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres Antibiotiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres composés organiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Glandes et autres organes, à l'état desséché, même pulvérisés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Extraits de glandes ou d'autres organes ou de leurs sécrétions	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres extraits de glandes ou d'autres organes ou de leurs sécrétions	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Antisérums, autres fractions du sang, produits immunolo-	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

(TVA) intérieure	giques modifiés, même obtenus par voie biotechnologique										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vaccins pour la médecine humaine	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vaccins pour la médecine vétérinaire	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Ferments	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres antisérums, autres fractions du sang, produits immunologiques modifiés, même obtenus par voie biotechnologique	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des pénicillines ou des streptomycines ou des dérivés de ces produits, à structure d'acide pénicillanique, ou des streptomycides ou des dérivés de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant d'autres antibiotiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant de l'insuline	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres contenant des hormones ou d'autres produits du n°29.37, mais ne contenant pas d'antibiotiques :	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés, mais ne contenant ni hormones, ni autres produits du n°29.37, ni antibiotiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés, mais ne contenant ni hormones, ni autres produits du n°29.37, ni antibiotiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des pénicillines ou des dérivés de ces produits, à structure d'acide pénicillanique, ou des streptomycines ou des dérivés de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant d'autres antibiotiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Contenant des hormones ou d'autres produits du n°29.37,	Code Général des	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

(TVA) intérieure	mais ne contenant pas d'antibiotiques : Contenant de l'insuline	Impôts (CGI)									
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des hormones ou d'autres produits du n°29.37, mais ne contenant pas d'antibiotiques : Contenant des hormones corticosurrénales	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des hormones ou d'autres produits du n°29.37, mais ne contenant pas d'antibiotiques : Contenant autres	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des hormones ou d'autres produits du n°29.37, mais ne contenant pas d'antibiotiques : Contenant autres	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés, mais ne contenant ni hormones, ni autres produits du n°29.37, ni antibiotiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres médicaments contenant des vitamines ou d'autres produits du n°29.36	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres médicaments contenant des vitamines ou d'autres produits du n°29.36 et Autres	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pansements adhésifs et autres articles ayant une couche adhésive	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres Pansements adhésifs et autres articles ayant une couche adhésive	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Catguts stériles, ligatures stériles similaires pour sutures chirurgicales et adhésifs stériles pour tissus organiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

(TVA) intérieure	utilisés en chirurgie pour refermer les plaies ; laminaires stériles ; hémostatiques résorbables stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Réactifs destinés à la détermination des groupes ou des facteurs sanguins	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Préparations opacifiantes pour examens radiographiques ; réactifs de diagnostic conçus pour être employés sur le patient	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Ciments et autres produits d'obturation dentaire, ciments pour la réfection osseuse	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Trousses et boîtes de pharmacie garnies, pour soins de première urgence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

(TVA) intérieure											
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Préparations chimiques contraceptives à base d'hormones ou de spermicides	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Engrais	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		developper le secteur agricole	Secteur agricole	Entreprise, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Films pour rayons X	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pellicules pour rayons X	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres insecticides à usage agricole	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		developper le secteur agricole	Secteur agricole	Entreprise, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Fongicides	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		developper le secteur agricole	Secteur agricole	Entreprise, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Herbicides, inhibiteurs de germination et régulateurs de croissance pour plantes	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		developper le secteur agricole	Secteur agricole	Entreprise, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Désinfectants	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Autres désinfectants	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

(TVA) intérieure											
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Milieux de culture préparés pour le développement des micro-organismes	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur support et …	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Poche d'urine en matière plastique	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Tétines et similaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Biberons	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Bassin de lit en matière plastique	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Préservatifs	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Poires à injections, poires compte-gouttes et similaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Gants pour chirurgie	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

(TVA) intérieure											
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Livres, brochures et imprimés similaires scolaires ou scientifiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de l'éducation	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Timbres-poste, timbres fiscaux et analogues, non oblitérés, papier timbré, billets de banque, chèques, titres d'actions ou d'obligations et titres similaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		Eviter la double-imposition	toutes les branches d'activité	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Coton fibre	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Moustiquaires imprégnées	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Verres de lunetterie médicale	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UE-MOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En quartz ou en autre silice fondus	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UE-MOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En autre verre d'un coefficient de dilatation linéaire n'excédant pas 5 x 10-6 par Kelvin entre 0° C et 300° C	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UE-MOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Bêches, pelles, pioches, pics, houes, binettes, fourches, crocs, râteaux et racloirs, haches, serpes et outils similaires à taillants : sécateurs de tous types, faux et faucilles, couteaux à points ou à pailles, cisailles à haies,	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UE-MOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

	coins et autres outils agricoles, horticoles ou forestiers à main										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Stérilisateurs médicaux	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils à projeter des produits insecticides, fongicides, herbicides et similaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils pour l'arrosage	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Charrues	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Herses à disques (pulvérisateurs)	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UE-MOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres herses	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UE-MOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Semoirs, plantoirs et repiqueurs	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UE-MOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Epandeurs de fumier et distributeurs d'engrais	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UE-MOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Autres machines, appareils et engins agricoles, horticoles ou sylvicoles : rouleaux ou terrains de sport	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UE-MOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR

(TVA) intérieure											
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides Sans mécanisme de propulsion	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides Sans mécanisme de propulsion autres	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	De fauteuils roulants ou d'autres véhicules pour invalides	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Microscopes stéréoscopiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres microscopes, pour la photo micrographie, la cinéphotomicrographie ou la microprojection	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres microscopes	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Parties et accessoires de microscopes	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Microscopes autres qu'optiques et diffractographes	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Parties et accessoires de Microscopes autres qu'optiques et diffractographes	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

(TVA) intérieure											
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Electrocardiographes	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils de diagnostic par balayage ultrasonique (scanners)	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils de diagnostic par visualisation à résonance magnétique	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils de scintigraphie	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou l'art vétérinaire, y compris les appareils de scintigraphie et autres appareils électromédicaux ainsi que les appareils pour tests visuels	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils à rayons ultraviolets ou infrarouges	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Seringues, avec ou sans aiguilles	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Aiguilles tubulaires en métal et aiguilles à sutures	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres Seringues, aiguilles, cathéters, canules et instruments similaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Tours dentaires, même combinés sur une base commune avec d'autres équipements dentaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres tours dentaires, même combinés sur une base commune avec d'autres équipements dentaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres instruments et appareils d'ophtalmologie	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Autres instruments et appareils	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

(TVA) intérieure											
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Prothèses articulaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres prothèses articulaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Dents artificielles	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres dents artificielles	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres articles et appareils de prothèse	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils pour faciliter l'audition aux sourds, à l'exclusion des parties et Accessoires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Stimulateurs cardiaques, à l'exclusion des parties et accessoires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres stimulateurs cardiaques, à l'exclusion des parties et accessoires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Appareils de tomographie pilotés par une machine automatique de traitement d'information	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

(TVA) intérieure											
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres, pour l'art dentaire	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres, pour usages médicaux, chirurgicaux ou vétérinaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	A usage médical, chirurgical, dentaire ou vétérinaire	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Tubes à rayons X	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres, y compris les parties et accessoires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UE-MOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Thermomètres et Pyromètres, à liquide, à lecture directe et autres	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UE-MOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Presse locale (Journaux et Publications périodiques)	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UE-MOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de l'information	Santé et Action Sociale	Entreprise, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Tranches sociales de consommation eau de 0 à 20 m3 et bornes fontaines publiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UE-MOA	exonération totale	Permanente		augmenter le pouvoir d'achat	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Tranches sociales de consommation électricité de 0 à 50 kWh pour les compteurs de 5 ampères	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UE-MOA	exonération totale	Permanente		augmenter le pouvoir d'achat	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

(TVA) intérieure											
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investissementss 1991	art. 14 regime des zones franches	exonération totale	Permanente		encourager l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Codes des Investissementss 2012	art. 14 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la retenue de taxe sur la valeur ajoutée	Codes des Investissementss 2012	art. 14 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agrée	Codes des Investissementss 2012	art. 14 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 14 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de	Codes des Investissementss 2012	art. 15 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 15 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 15 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase	Codes des Investissementss 2012	art. 15 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

(TVA) intérieure	d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, et de la retenue TVA						et les services locaux				
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Codes des Investissementss 2012	art. 16 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 16 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux	Codes des Investissementss 2012	art. 16 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	(2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé						et les services locaux				
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 16 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les titulaires d'autorisation de prospection ou de permis de recherche sont exonérés du payement de la TVA	Code Minier 2012	article 125	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les titulaires de permis d'exploitation, d'autorisation d'exploitation de petite minesont exonérés de la TVA, pendant une période se terminant à la fin de la troisième annéesuivant la Date	Code Minier 2012	article 127	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF

	de démarrage de la production.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Sur les investissents portant sur les infrastructures et installation d'hebergements, de restauration, d'éducation, de santé et de loisirs prévus à l'article 140, bénéficient des mêmes avantages douaniers et fiscaux prevus au present code	Code Minier 2012	art. 132	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	sur toutes opérations de collecte de l'épargne et de distribution du crédit	Microfinance	art. 30	exonération totale	Permanente		développer la micro finance	Service d'Intermédiation financière	entreprises		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	exonération accordée pour les détenteurs de passeports diplomatiques en cas de reciprocité (convention de Vienne)	Missions diplomatiques, postes consulaires et aux organismes internationaux	art. 8-11	Exonération Totale	Permanente		Respect d'une convention internationale (convention de Vienne)		détenteurs de passeports diplomatiques		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	sur les matériels,matériaux et services entrant dans la construction et les travaux d'aménagement	Promotion immobilière	art. 5	exonération totale	Permanente		Faciliter l'accès au logement	Activités Immobilières	entreprises		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Zones économiques spéciales: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à dix (10) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Codes des Investissementss 2012	art. 20	exonération totale	dix ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Zones économiques spéciales: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à troix (3) ans, de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 20	exonération totale	tois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement	Codes des Investissementss 2012	art. 21 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

(TVA) intérieure	du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA						et les services locaux				
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 21 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 21 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux néces-	Codes des Investissementss 2012	art. 21 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	saires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 21 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les	Codes des Investissementss 2012	art. 21 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 22 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à	Codes des Investissementss 2012	art. 22 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 22 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructura-	Codes des Investissementss 2012	art. 22 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	tion et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA						et les services locaux				
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 22 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 22 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 24 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 24 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 24 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 24 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 24 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices : En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	art. 24 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investissementss 1991 modifié en 2005	art. 14 regime des zones franches	exonération totale	Permanente		encourager l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Machines automatiques de traitement de l'information, analogiques,…	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		promouvoir la dgitalisation	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Machines automatiques de traitement de l'information numérique, portable, …	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres machines automatiques comportant au moins 2 unités centrales	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres machines automatiques se présentant sous forme de systèmes	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Unité de traitement numérique autre que celles du 84.71.49	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Unité d'entrée et de sortie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, menages	toutes les branche		DF

(TVA) intérieure									s d'activité		
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Unité de mémoire	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres unités de machine automatique	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres machines automatiques de traitement de l'information	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Matériel de production de l'énergie solaire	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Cellule, Modules photovoltaïques ou générateur	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Régulateurs de charge et de décharge à courant continu	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Limiteurs de charge ou de recharge à courant continu	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Onduleurs (convertisseurs) DC/AC	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Convertisseurs à courant continu	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branche		DF

(TVA) intérieure									s d'activité		
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Batteries solaires, batteries stationnaires, batteries étanches pour l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Chargeurs de batterie pour l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Chargeurs de piles sèches (R20, R12, R8, R6, etc.) pour l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Luminaire, réglettes à courant continu 12-48 volts, scialytiques à courant continu	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Tubes (ampoules à courant continu) 6, 8, 10, 11, 13, 15, 18, …, 48 watts	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Ballasts pour courant continu 12-24-48 volts	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Lampes solaires portables	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Torches solaires	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Réfrigérateurs et congélateurs fonctionnant à l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branche		DF

(TVA) intérieure									s d'activité		
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Conditionneurs d'air fonctionnant sur l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Lampadaires solaires	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Moulins à générateur solaire fonctionnant sur l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pompes à générateur solaire fonctionnant sur l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Armoires de commande pour équipement fonctionnant sur l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements pour éolienne :	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	pompe éolienne pour l'exhaure de l'eau	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	groupe électrogène à énergie éolienne (aérogénérateur)	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	équipements de mesure de l'énergie éolienne	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branche		DF

(TVA) intérieure									s d'activité		
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pièces détachées pour les équipements fonctionnant sur l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de climatisation pour les équipements fonctionnant sur l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de bioénergie :	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	pièces détachées	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	échangeur de chaleur à biogaz	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	chauffe-eau à biogaz	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	groupe électrogène et moteurs fonctionnant à huile végétale (soja, alcool, pourghère, tournesol, etc.)	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	kit pour la conversion des moteurs diesel et essence en moteur biocarburant	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	réacteur et accessoires pour la production et le traitement du biocarburant	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branche		DF

(TVA) intérieure									s d'activité		
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	moteurs à vapeur pour le biogaz (déchets agricoles et industriels)	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements des cuisinières solaires	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de distillateurs solaires	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de séchoirs solaires	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de chauffe-eau solaire	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de réfrigérateurs et congélateurs solaires thermiques	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Échangeurs de chaleur	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Armoires de contrôle thermique	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Équipements de suivi du soleil	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branche		DF

(TVA) intérieure									s d'activité		
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Moteurs solaires thermiques et accessoires	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de stérilisateurs solaires thermiques	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements des capteurs solaires thermiques	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements des capteurs du rayonnement solaire (concentrateurs, paraboles et cylindroparaboliques, réflecteurs, fluides colporteurs, sel pour le solaire thermique)	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de séchoirs solaires	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareil solaire pour le filtrage de l'eau	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, menages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : création d'activité nouvelle: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : création d'activité nouvelle: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : En cas d'extension d'activité ou de	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

(TVA) intérieure	restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la retenue TVA		des Investissementss, art. 18 Régime A				et les services locaux				
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs création d'activité nouvelle exonération: En cas d'extension d'activité ou de restructuration et	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la retenue TVA										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la retenue TVA										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs: création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agrée	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs: création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs: En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Zones économiques spéciales: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à dix (10) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 20	exonération totale	dix ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Zones économiques spéciales: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à troix (3) ans, de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 20	exonération totale	tois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

(TVA) intérieure	mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA		des Investissementss, art. 21 Régime B				et les services locaux				
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 21 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	(3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle exonération, pendant la	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

(TVA) intérieure	durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA		des Investissementss, art. 22 Régime C								
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 22 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices : En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 24 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investissementss 1991 modifié en 2005	Loi n° 05-050 du 19 aout 2005 portant modification de la Loi n° 91-048/AN-RM du 26 fevrier1991 portant Codes des Investissementss.art. 14 regime des zones franches	exonération totale	Permanente		encourager l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans de la retenue TVA	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	1. les réassurances ;	Code Général des Impôts (CGI)	art 371 CGI	exemption	permanente		meilleure couverture du risque	assurances	menages et entreprises		SR
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	2. les contrats d'assurances de toute nature passés par des sociétés de prévoyance et les sociétés mutuelles de production rurale ;	Code Général des Impôts (CGI)	art 371 CGI	exemption	permanente		meilleure couverture du risque	assurances	menages et entreprises		SR
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	3. les assurances de crédit à l'exportation ;	Code Général des Impôts (CGI)	art 371 CGI	exemption	permanente		promouvoir l'exportation	assurances	entreprises		SR
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	4. les assurances sur la vie et assimilées, les contrats de rente viagère.	Code Général des Impôts (CGI)	art 371 CGI	exemption	permanente		meilleure couverture du risque	assurances	menages		SR
Taxe sur les Con-	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Codes	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

trats d'Assurance (TCA)			des Investissementss, art. 14 regime des zones franches								
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	Exonération de trente (30) de tous droits et taxes liés à leurs activités	Codes des Investissementss 1991	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 14 Régime des zones franches	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	Les entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger :exoneration pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30)	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 17 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perenisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	ans,Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans										
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs par des entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger :exoneration pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30) ans,Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans	Codes des Investissementss 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Codes des Investissementss, art. 18 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perenisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	de l'exportation des substances extraites produites ou transformées effectuée les entrep conventionnées	Code Minier 1991	Ordonnance n°91-065 p-CTSP du 19/09/1991 portant code minier, art. 99	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		SR

Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	Sur l'importation des véhicules de chantier et véhicules liés directement aux opérations de recherches.pendant les 3 1ère années de production	Code Minier 1999	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code Minier en République du Mali, art. 108-	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	avantages accordés aux sous traitants	Code Minier 1999	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code Minier en République du Mali, art. 113	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	Sur l'importation des véhicules liés directement aux opérations de recherches	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code Minier en République du Mali, article 125	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF

Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	Sur l'importation faite par les titulaires de permis d'exploitation, d'autorisation d'exploitation de petites mines et d'autorisation d'exportation de carrières visés à l'article 101 du present codepar des véhicules liés directement aux opérations de recherches	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code Minier en République du Mali, article 126	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	sur l'importation faite par des les sous-traitants des véhicules liés directement aux opérations de recherches	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code Minier en République du Mali, article 125	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	sur l'importation faite par les sous-traitants des titulaires de permis d'exploitation, d'autorisation d'exploitation de petites mines et d'autorisation d'exportation de carrières visés à l'article 101 du present	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code Minier en République du Mali, article 126	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF

	codepar des véhicules liés directement aux opérations de recherches										
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	sur toutes opérations de collecte de l'épargne et de distribution du crédit	Microfinance	Loi n°94-040 du 15/08/1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, art. 30	exonération totale	permanente		développer la micro finance	Service d'Intermédiation financière	entreprises		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	exonération accordée pour les détenteurs de passeports diplomatiques en cas de reciprocité (convention de Vienne)	Missions diplomatiques, postes consulaires et aux organismes internationaux	Décret n°77-236 fixant les droits et privilèges accordés aux missions diplomatiques, postes consulaires et aux organismes internationaux, art. 8-11	Exonération Totale	permanente		Respect d'une convention internationale (convention de Vienne)		détenteurs de passeports diplomatiques		SR

ETAT T

RESTES A RECOUVRER

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE
DES DOUANES

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

NOTE TECHNIQUE
RELATIVE À LA SITUATION DES RESTES À RECOUVRER POUR LA PERIODE 2020-2026

I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

La présente note est établie en réponse à la lettre **n°016/MEF-DGB** du 28 juillet 2026 de Monsieur le Directeur Général du Budget, relative à la préparation des annexes au projet de loi de Finances pour 2027. Par cette correspondance, l'Administration des Douanes est invitée à produire la situation complète des restes à recouvrer pour la période allant de 2020 au 30 juin 2026, tout en mettant en évidence les efforts déjà réalisés en matière de recouvrement.

À cet effet, la situation consolidée au 30 juin 2026 présente un montant total général de **5 477 454 949 FCFA**.

II. SITUATION DÉTAILLÉE DES RESTES À RECOUVRER ET EFFORTS DE RECOUVREMENT

L'examen de chaque exercice pour la période en revue, révèle les points suivants :

- **II.1. Au titre de l'exercice 2020**
  Au 31 décembre 2020, les restes à recouvrer s'élevaient initialement à **5 040 002 740 FCFA**. Grâce à un effort de recouvrement de **3 524 285 880** FCFA, soit un taux de couverture de **70 %,** le solde résiduel actualisé s'établit à **1 436 620 677 FCFA** au niveau du Bureau des Produits Pétroliers (**B.N.P.P.**).

- **II.2. Au titre de l'exercice 2021**
  Au 31 décembre 2021, les écritures faisaient ressortir un stock de **139 267 768 FCFA**. Les actions engagées ont permis d'en recouvrer la quasi-totalité, soit **135 215 646 FCFA**. Ainsi, le reste à recouvrer pour cet exercice s'établit à **4 052 122 FCFA** au niveau du Guichet Unique pour le dédouanement des véhicules.

- **II.3. Au titre de l'exercice 2022**
  Pour l'exercice 2022, le montant initial des restes à recouvrer s'élevait à **6 612 415 443 FCFA**. Un effort de recouvrement soutenu a permis de récupérer **3 285 391 282 FCFA**, soit un taux de couverture de 50 %. Le reste à recouvrer actuel s'établit ainsi à **3 313 719 727 FCFA**, principalement rattaché au Bureau de Kati (ML210).

- **II.4. Au titre de l'exercice 2023**
  À la clôture de l'exercice, les restes à recouvrer s'élevaient à **369 123 850 FCFA**. Un effort de recouvrement exceptionnel a permis de récupérer la totalité du montant dû. Le reste à recouvrer pour 2023 est désormais de 0 FCFA.

- **II.5. Au titre de l'exercice 2024**
  Aucun reste à recouvrer n'a été constaté.

- **II.6. Au titre de l'exercice 2025**

  Le reste à recouvrer pour cet exercice s'élève à **231 300 000 F CFA** au niveau du Bureau des Régimes Economiques. Grace aux efforts de recouvrement, **42 154 287 F CFA** ont été récupérés et le montant résiduel se chiffre à **189 145 713 FCFA** .

- **II.7. Au titre de l'exercice 2026 (au 30 juin)**

  Pour l'année en cours, aucun reste à recouvrer n'a été enregistré au 30 juin.

III. CONCLUSION

La situation des restes à recouvrer au 30 juin 2026 montre que des efforts importants ont été réalisés par la Direction Générale des Douanes pour réduire les créances enregistrées sur la période 2020-2026. Ces résultats traduisent l'engagement des services concernés, notamment à travers les actions de suivi et de recouvrement menées par le Comité ad hoc, conformément à la note de service **n°00095/MEF-DGD** du 22 août 2023.

Toutefois, certains montants restent encore à apurer, en particulier au titre des exercices 2020, 2022 et 2025. La poursuite des actions engagées permettra de renforcer les recouvrements et de réduire progressivement le stock restant.

Samanko 2, le 07 juillet 2026

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DES DOUANES
****
DIRECTION DES RECETTES ET DES STATISTIQUES

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But- Une Foi
****

SITUATION DES RESTES A RECOUVRER
DU 01 JANVIER 2020 AU 30 JUIN 2026

BUREAU	NIF	IMPORTATEUR	ANNEE							Total général
			2020	2021	2022	2023	2024	2025	SEM1-2026	
ML210 - KATI	087800124J	SOTELMA SA			30 892 613					30 892 613
	087800125W	VIVO ENERGY MALI			34 522 523					34 522 523
	087800137D	LABOREX-MALI			36 328 447					36 328 447
	087800146C	SOCIETE NATIONALE DES TABACS ET AL			3 076 873 204					3 076 873 204
	087800218D	BRASSERIES DU MALI			135 102 940					135 102 940
Total ML210 - KATI					**3 313 719 727**					**3 313 719 727**
ML801 - B.R.E.	086164087A	"BATHILY GLOBAL BUSINESS INTERNATI						189 145 713		189 145 713
Total ML801 - B.R.E.								**189 145 713**		**189 145 713**
ML811 - GUICHET UNIQUE VEHICULES	IMP.VEHICU	IMPORTATEUR DE VEHICULE		4 052 122						4 052 122
Total ML811 - GUICHET UNIQUE VEHICULES				**4 052 122**						**4 052 122**
	086116847L	MALI OIL SARL	1 436 620 677							1 436 620 677
Total ML899 - B.N.P.P.			**1 436 620 677**							**1 970 637 387**
Total général			**1 436 620 677**	**4 052 122**	**3 313 719 727**	**0**	**0**	**189 145 713**	**0**	**5 477 554 949**

Samanko, le 07 août 2026
Le Directeur des Recettes et des Statistiques

Colonnel-Major Ibrahim AG ASSALAT
Médaillé d'honneur des Douanes

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple-Un But-Une Foi

VENTILATION DES RESTES A RECOUVRER PAR TYPES D'IMPÔTS AU 30 JUIN 2026

Type d'Impôts	Montant
IS	121 138 905 046
BIC	2 473 497 704
IRVM	27 658 292 864
TVA	155 988 651 593
ITS	36 751 181 424
CF	11 110 444 582
ISCP	5 966 677 531
ISCP/Or	11 734 811 902
IRCD	1 812 415 944
Autres	94 158 303 612
TOTAL	**468 793 182 202**
DONT IRRECOUVRABLES	**90 182 123 414**

Commentaire:

Au 30 juin 2026, le stock global de RAR a été estimé à 468,793 milliards de Francs CFA, sur lequel 90,182 milliards de Francs CFA ont été déterminés comme irrecouvrables, soit 19,24 % du potentiel global. Le potentiel estimé recouvrable est de 378,611 milliards de Francs CFA, soit 80,76%.

Bamako, le 10 août 2026

LE DIRECTEUR GENERAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES * BAMAKO * Le Directeur Général des Impôts

Hamadou FALL DIANKA

Chevalier de l'Ordre National

ETAT U

ANNEXE FISCALE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

ANNEXE FISCALE A LA LOI N°2026-_____ DU _____
PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2027

PREMIERE PARTIE : MODIFICATION DU CODE GENERAL DES IMPOTS (CGI)

Article premier : Réaménagement de l'article 51 du CGI

A. Exposé des motifs :

La Directive n°01/2008/CM/UEMOA du 28 mars 2008 a été adoptée dans le souci de mettre en place une fiscalité de droit commun simple, cohérente, incitative et d'accroître le rendement de l'impôt, notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale, la maîtrise des charges déductibles, la réduction des exemptions et exonérations fiscales par les Etats membres de l'UEMOA. Son dispositif relatif aux charges déductibles a été transcrit dans la législation nationale à travers la Loi n°2010-014 du 31 mai 2010 portant modification du Code général des Impôts.

Dans ce cadre, concernant les frais d'assurance, la directive préconise la déduction des primes d'assurances versées à des compagnies d'assurances établies dans un État membre de l'UEMOA, en vue de couvrir des risques dont la réalisation entraîne une diminution de l'actif net de l'entreprise. Elle laisse la faculté aux Etats membres d'autoriser la déduction des primes versées pour la couverture d'indemnités de fin de carrière des salariés.

La transposition intervenue en 2010 n'a pas pris en compte la prime d'assurance versée pour couvrir les indemnités de fin de carrière des salariés. Cet état de fait a créé des difficultés d'interprétation quant à la déductibilité des primes d'assurance versées au titre des indemnités de fin de carrière qui remplissent, à l'instar des autres primes, la condition de diminution de l'actif net de la partie versante.

Dans le but de faciliter l'application des dispositions du Code général des Impôts et limiter les difficultés d'interprétation, il est proposé d'autoriser expressément la déduction des primes d'assurance versées pour la couverture des indemnités de fin de carrière pour la détermination du bénéfice imposable.

Le point 9) de l'article 51 du CGI a été modifié en conséquence.

B. Texte :

Le 9) de l'article 51 de la Loi n°06-067 du 29 décembre 2006, modifiée, portant Code général des impôts est modifié comme suit :

Les primes d'assurances versées à des compagnies d'assurances établies dans un État membre de l'UEMOA, en vue de couvrir des risques dont la réalisation entraîne une diminution de l'actif net de l'entreprise, **y compris celles relatives aux indemnités de fin de carrière des salariés à condition que :**

a) le versement de la prime relève d'une obligation prévue par la législation du travail en vigueur en République du Mali ;

b) le contrat d'assurance présente un caractère général, c'est-à-dire concerne l'ensemble du personnel ou une ou plusieurs catégories déterminées de ce personnel ;

c) la prime soit versée à une société d'assurance installée en République du Mali ou à la Caisse de Retraite par Répartition avec Epargne de l'Union monétaire Ouest africaine (CRRAE-UMOA) ;

d) l'entreprise qui a versé la prime d'assurance relative aux indemnités de fin de carrière ne conserve ni la propriété, ni la libre disposition des fonds.

<u>Article 2</u> : Réaménagement des articles 188 et 196 du CGI.

A. <u>Exposé des motifs</u> :

En raison du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les opérations de ventes en ligne de biens et les prestations de services au travers des plateformes numériques connaissent un essor considérable dans le monde, en général, et au Mali, en particulier.

En application des dispositions des articles 188 et 196 du Code général des Impôts, les ventes de biens et les prestations de services sont soumises à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) au Mali dès lors que la livraison des biens a lieu sur le territoire de cet Etat, d'une part, et les prestations de services y sont utilisées, d'autre part. Néanmoins, les ventes et prestations effectuées via les plateformes numériques ne sont pas expressément visées.

L'Administration fiscale éprouve des difficultés à percevoir la TVA due sur ces opérations de ventes en ligne de biens et services, notamment en raison du fait que nombre d'opérateurs exploitant les plateformes de commerce électronique en ligne ne disposent pas d'installation professionnelle sur le territoire malien et n'acquittent pas de façon spontanée ladite taxe.

Cette situation prive les caisses de l'Etat des recettes fiscales et entraîne des distorsions de concurrence entre les entreprises classiques et celles utilisant des plateformes de commerce électronique.

Afin de combler les lacunes susmentionnées, il est proposé de :

- préciser le caractère d'activité économique de ces opérations ;
- renforcer les règles de territorialité applicables en matière de TVA aux ventes en ligne, aux prestations de services numériques ainsi qu'aux commissions perçues par les plateformes numériques d'intermédiation à l'occasion de ces transactions ;
- prévoir une procédure simplifiée d'immatriculation fiscale à distance, ainsi qu'une procédure simplifiée de déclaration et de paiement à distance de la TVA exigible, pour les opérateurs de plateformes de ventes en ligne ou de prestations numériques, ne disposant pas d'installations professionnelles sur le territoire malien ;
- prévoir des sanctions spécifiques pour les opérateurs de plateformes numériques non établis en République du Mali en cas de non-respect de leurs obligations fiscales au Mali.

Les dispositions des articles 188 et 196 du CGI sont modifiées dans ce sens.

B. Texte :

L'article 188 du CGI est modifié ainsi qu'il suit :

Article 188 (nouveau) : Sont notamment considérées comme des activités économiques au sens de l'article 187 ci-dessus :

1) Les livraisons de biens, **y compris les ventes de biens effectuées sur le territoire malien à travers les plateformes de commerce électronique étrangères ou locales.**

La livraison de biens consiste en un transfert de propriété, même si ce transfert résulte d'une réquisition de l'autorité publique.

L'échange, l'apport en société à titre onéreux, la vente à tempérament sont assimilés à des livraisons de biens. Il en est de même des travaux immobiliers, de la fourniture d'eau, d'électricité, de gaz et de télécommunications **et des livraisons de biens effectuées en vertu d'un contrat de commission.**

2) Les prestations de services

Toutes les activités qui relèvent du louage d'industrie ou du contrat d'entreprise par lequel une personne s'oblige à exécuter un travail quelconque moyennant rémunération, sont des prestations de services.

Sont notamment considérées comme des prestations de services :

- les locations de biens meubles et immeubles ;
- les opérations portant sur des biens meubles incorporels ;
- les opérations de leasing ou crédit-bail ;
- le transport de personnes et de marchandises, le transit et la manutention ;
- les opérations réalisées dans le cadre d'une activité libérale, de travaux d'études, de conseil, d'expertise et de recherche ;
- **les services effectués à travers les plateformes de commerce électronique étrangères ou locales ainsi que les services d'intermédiation rendus par les opérateurs desdites plateformes de commerce électronique** ;
- les ventes à consommer sur place ;
- les réparations avec ou sans pose de pièces et le travail à façon.

Un acte réglementaire précise au besoin les modalités d'application des alinéas ci-dessus.

L'article 196 du CGI est modifié comme suit :

Article 196 (nouveau) : Sont soumis au Mali à la TVA, les travaux immobiliers, les prestations de services et les livraisons de biens, effectués à titre onéreux par un assujetti agissant en tant que tel, ainsi que les importations.

Une opération de livraison de bien est réputée réalisée au Mali, lorsque le bien se trouve au Mali au moment de la livraison.

Lorsque le lieu de départ de l'expédition ou du transport d'un bien se trouve dans un État autre que le Mali, le lieu de la livraison effectuée par l'importateur est réputé se situer dans le pays d'importation du bien. Toutefois, lorsque celui-ci fait l'objet d'une installation ou d'un montage au Mali par le fournisseur étranger ou pour son compte, le lieu de livraison du bien est réputé se situer à l'endroit **où** est fait le montage ou l'installation.

Une opération de travaux immobiliers est réputée réalisée au Mali, lorsqu'elle est exécutée au Mali.

Une prestation de service est imposable au Mali, lorsqu'elle y est exécutée. Cependant, lorsque la prestation, bien qu'exécutée dans un autre pays, est utilisée ou exploitée au Mali, l'imposition est faite au Mali.

Le lieu d'imposition des prestations de services en ligne est le lieu de résidence du bénéficiaire du service.

Le lieu d'imposition des services d'intermédiation rendus par les opérateurs de plateformes de commerce électronique à l'occasion de leurs activités est le territoire malien dès lors que l'un au moins des intervenants, à savoir l'exploitant de la plateforme numérique, le vendeur du bien ou l'acheteur, le fournisseur de la prestation ou l'utilisateur, se trouve sur le territoire malien au moment de la vente du bien ou de l'utilisation du service en ligne.

Une prestation de service exécutée au Mali mais utilisée dans un autre pays n'est pas imposable au Mali à l'exception des cas suivants :

- **les prestations de services se rattachant à un bien immeuble situé au Mali ;**
- **les prestations de services directement liées à des activités éducatives, scientifiques, culturelles, artistiques, sportives, de divertissement ou similaires matériellement exécutées au Mali.**

Lorsqu'un assujetti établi au Mali ne peut apporter la preuve que le lieu d'imposition des livraisons de biens ou des prestations de services qu'il a effectuées est situé en dehors du Mali, le lieu d'imposition de ces livraisons ou prestations est réputé être au Mali.

<u>Article 3</u> : Réaménagement des articles 371 et 372 du Code général des impôts.

A. <u>Exposé des motifs</u> :

Le secteur des assurances constitue une branche importante de l'activité économique au Mali.

Toutefois, en raison de leurs coûts, les produits d'assurance classique ne sont pas accessibles à une frange importante de la population ayant des revenus faibles ou irréguliers.

Il ressort des constatations des Etats généraux de l'Assurance du Mali, du plaidoyer pour une révision de la taxation sur l'assurance récolte et du rapport de l'étude sur les régimes fiscaux des assurances que le secteur des assurances est confronté à de multiples difficultés, à savoir :

- la forte pression fiscale de taxe sur les contrats d'assurance ;
- la fiscalisation des primes de couverture des indemnités de fin de carrière ;
- la lenteur dans le règlement des sinistres ;
- l'offre embryonnaire d'assurance-vie ;
- le manque de développement de produits adaptés au marché notamment aux populations à faible revenu ;
- l'absence de culture de l'assurance ;
- la prolifération des intermédiaires incitant à des pratiques de sous facturation et des abus sur le marché.

Afin de permettre aux populations défavorisées de se prémunir contre certains risques de la vie, le Conseil des Ministres de la « Conférence interafricaine des Marchés d'Assurance » (CIMA) a adopté, le 5 avril 2012, une résolution instituant la micro-assurance. Elle se définit comme un mécanisme d'assurance caractérisé principalement par la faiblesse des primes et/ou des capitaux, par la simplicité des couvertures, des formalités de souscription, de gestion des contrats, de déclaration de sinistres et d'indemnisation des victimes.

L'article 717 du Code des Assurances de la CIMA limite les risques couverts par la micro-assurance à l'accident corporel, la maladie, la perte de récolte, la perte de bétail, la pêche, aux autres assurances agricoles, aux dommages aux biens, au décès, à la vie, à l'épargne et à la capitalisation.

Par ailleurs, la Circulaire n°00001/CIMA/CRCA/PDT/2013 de la CIMA fixe à 3500 Francs CFA le montant maximum de prime par individu et par mois pour tout contrat de micro-assurance, soit 42 000 Francs CFA par an.

Dans le but de limiter le montant des primes ou cotisations et de faciliter l'accès des populations aux produits concernés, l'article 734 du Code des Assurances prévoit que chaque Etat membre adopte un régime fiscal incitatif et dérogatoire pour les opérations de micro-assurance.

En application des dispositions de l'article 372 du Code général des Impôts, le taux de la taxe sur les contrats d'assurance (TCA) est fixé à 4% pour les contrats d'assurance contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre et 20% pour tous les autres contrats d'assurance (assurance automobile, assurance agricole, assurance incendie, assurance maladie, etc.).

L'analyse comparée révèle que les contrats assurances agricoles sont soumis à la taxe au taux de 10% au Bénin et 20% au Mali alors qu'ils en sont exonérés au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo, tous membres de l'UEMOA.

Les contrats assurances maladie sont exonérés de TCA au Bénin et au Burkina Faso et soumis à des taux se situant dans la fourchette de 3% à 14% dans les autres pays de l'UEMOA (Côte d'Ivoire 8% et 3%, Niger 12%, Sénégal 14% et Togo 6%) contre un taux de 20% au Mali.

Ce taux relativement élevé constitue un frein à l'adhésion à la protection contre les risques agricoles et les risques maladie dans notre pays.

Aussi, compte tenu du fait qu'au Mali près de 40% du PIB provient du secteur agropastoral qui occupe près de 80% de la population et de la nécessité d'harmoniser les pratiques en matière de TCA dans l'espace UEMOA, il conviendrait d'accorder des incitations fiscales aux contrats d'assurance contre les risques agricoles et les risques maladie.

En conséquence, il est proposé :

- d'exonérer les contrats d'assurance risques agricoles et les contrats d'assurance maladie de la Taxe sur les Contrats d'Assurance ;
- de fixer le taux de la taxe sur les autres contrats d'assurance à 10% ;
- de maintenir le taux de la taxe sur les assurances contre l'incendie à 20%.

B. Texte :

Les dispositions des articles 371 et 372 de la Loi n°06-067 du 29 décembre 2006 portant Code général des impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

Article 371 (nouveau) : Sont **exonérés** de la taxe :

1) les réassurances ;

2) les contrats d'assurances de toute nature passés par des sociétés de prévoyance et les sociétés mutuelles de production rurale ;

3) les assurances de crédit à l'exportation ;

4) les assurances sur la vie et assimilées, les contrats de rente viagère ;

5) les assurances garantissant les risques agricoles passées par des personnes physiques ou morales exerçant exclusivement ou principalement une profession agricole ou connexe à l'agriculture, tels que pisciculteur, éleveur, exploitant de bois, entrepreneur de travaux agricoles ainsi que les assurances des risques qui, par leur nature, sont spécifiquement agricoles ou connexes au profit des membres de leur famille et de leur personnel ;

6) les assurances maladie.

Article 372 (nouveau) : Les taux de la taxe sont fixés à :

1) 4 % pour les contrats d'assurances contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre ;
2) **20% pour les assurances contre l'incendie ;**
3) 10% pour tous les autres contrats d'assurances.

Article 4 : **Réaménagement des articles 379, 382, 387, 400, 415, 422, 423, 424 et 427 du CGI relatifs aux droits de timbre**

A- Exposé des Motifs :

En application des dispositions actuelles du CGI et du LPF, les droits de timbre sont de dimension, proportionnels ou sur quittances. Ils sont acquittés sur état, par quittance ou par apposition de timbre mobile ou sur papier timbré. Ces timbres doivent être oblitérés.

Le mode de paiement par apposition de timbre mobile implique l'acquisition, la conservation, le suivi et la sécurisation de stocks importants de valeurs inactives.

Les redevables des droits utilisent principalement le mode de paiement en espèces.

Cette situation impacte la gouvernance de la gestion des timbres ainsi que l'efficacité et le coût d'administration.

Pour y remédier, le Gouvernement a opté pour l'utilisation des moyens de paiement numérique et ce, de façon progressive en application des dispositions du Décret n°2024-0429/PT-RM du 19 juillet 2024 fixant les principes de la digitalisation des moyens de paiement dans les services publics.

Le paiement numérique est un processus qui consiste à effectuer un paiement ou à donner un ordre de paiement par transactions facilitées par des supports numériques, en ligne ou autres supports électroniques.

Pour le lancement de la digitalisation, l'obligation de paiement numérique concerne, entre autres, le paiement des impôts, taxes et autres droits dus à l'Etat, aux Etablissements publics nationaux, aux Collectivités territoriales et leurs établissements publics.

Afin de mettre en œuvre cette obligation, il est envisagé de rendre obligatoire le paiement de tout droit de timbre exclusivement par les moyens électroniques ou numériques. A cet effet, il est proposé de modifier les articles **379, 382, 387, 400, 415, 422, 423, 424 et 427 du CGI qui recèlent des dispositions relatives aux modalités de paiement** des droits de timbre.

Néanmoins, en raison de l'existence d'un stock important de timbres fiscaux une disposition transitoire prévoit le maintien, jusqu'à épuisement, destruction ou admission en non-valeur dudit stock, de la possibilité d'apposition de timbres mobiles. Pour ce faire, un article 406-A a été inséré après l'article 406 (nouveau) du LPF.

B- <u>Texte</u> :

<u>Article 379 (nouveau)</u> : Si les papiers ou documents que les contribuables sont admis à timbrer se trouvent être de dimensions différentes des papiers timbrés fournis par le Service de l'Enregistrement, le timbre, quant au droit établi en raison de la dimension, est payé au prix du format supérieur.

<u>Article 382 (nouveau)</u> : Les lettres de change tirées par seconde, troisième ou quatrième peuvent, quoique étant écrites sur papier non timbré, être présentées aux agents de l'Enregistrement en cas de protêt, sans qu'il ait lieu au droit de timbre et à l'amende, pourvu que la première, écrite sur papier au timbre proportionnel, soit présentée conjointement à l'Inspecteur de l'Enregistrement.

Toutefois, si la première timbrée ou visée pour timbre n'est pas jointe à celle mise en circulation et destinée à recevoir les endossements, **le reçu de paiement électronique du timbre ou du visa pour timbre doit toujours être joint à** cette dernière, sous les peines prescrites à l'article 407 du Livre de procédures fiscales. **Il peut également être fait seulement mention des références dudit reçu.**

<u>Article 387 (nouveau)</u> : Sont considérés comme non timbrés :

1) les effets visés ci-avant et assujettis au droit de timbre, auxquels **les reçus du paiement électronique du timbre auront été joints ou sur lesquels les références de paiement auront été portées** sans l'accomplissement des conditions prescrites par les articles 382 et 383 du Livre de Procédures Fiscales, ou sur lesquels aurait été **joint un reçu de timbre électronique** ayant déjà servi ;

2) les actes, pièces et écrits autres que ceux mentionnés ci-dessus et sur lesquels un timbre mobile aurait été indûment apposé.

Art.415.- Le bulletin n°3 du casier judiciaire délivré à la personne qu'il concerne est soumis à un droit de timbre de 375 FCFA, **acquitté électroniquement par le demandeur et validé** par les greffiers au moment de la délivrance desdits bulletins.

Article 422 (nouveau) : La durée de validité de la carte d'identité nationale est fixée à trois ans.

Le prix de l'imprimé utilisé est fixé à :

- 1.000 FCFA pour les cartes d'identité délivrées en République du Mali ;
- 2.500 FCFA pour les cartes d'identité délivrées par les Missions Diplomatiques et Consulaires du Mali à l'étranger.

La carte d'identité nationale doit **être délivrée après acquittement par voie électronique du droit de timbre de 500 FCFA,** avant remise au titulaire.

Article 423 (nouveau) : La carte d'identité consulaire doit être **délivrée après acquittement par voie électronique du droit de timbre de 1.500 FCFA, avant remise au titulaire.**

Article 424 (nouveau) : Les cartes d'identité d'étrangers doivent **être délivrées après acquittement par voie électronique du droit de timbre,** dont les taux sont les suivants :

- délivrance des carnets : 12.500 FCFA ;
- visa annuel des carnets : 5.000 FCFA.

Ces taux sont respectivement abaissés à 2.500 FCFA et 1.000 FCFA pour les étrangers membres de communautés religieuses.

Article 427 (nouveau) : Les autorisations de photographier sont **délivrées après justification du paiement par voie électronique d'un droit de timbre** de 2.500 FCFA.

DEUXIEME PARTIE : MODIFICATION DU LIVRE DE PROCEDURES FISCALES (LPF)

Article premier : Réaménagement des articles 28 et 60 du LPF

A. Exposé des motifs :

L'administration fiscale, dans le cadre de sa modernisation afin de rendre aux contribuables les meilleurs services, ambitionne de généraliser la dématérialisation permettant l'amélioration de la gouvernance ainsi que celle du climat des affaires. La mise en place et le développement des télés procédures par l'administration fiscale visent, entre autres, les objectifs suivants : la simplification des procédures, l'efficience à travers l'allègement des coûts, l'amélioration du civisme fiscale et la transparence.

C'est ainsi que l'administration s'est engagée dans un processus de digitalisation intégrale des procédures de collecte de l'impôt à travers l'institution de la télédéclaration et du télépaiement.

Les téléprocédures permettent aux contribuables de déclarer et payer leurs impôts via une plateforme avec la connexion internet, sans passer par un formulaire papier.

Dans ce cadre, la possibilité de souscrire sa déclaration par voie électronique a été instituée par l'article 28 du LPF tout en maintenant l'option pour le contribuable de souscrire par la voie classique du dépôt physique.

Eu égard au progrès enregistrés dans le processus de digitalisation, il est envisagé de renforcer cette exigence en la rendant obligatoire pour les entreprises relevant des centres de gestion informatisés.

A cette fin, il est proposé de modifier l'article 28 du LPF.

Par ailleurs, dans le souci de garantir l'unicité, l'homogénéité et la comparabilité des états financiers annuels produits par les entreprises et organisations de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), le Conseil des Ministres de l'UEMOA a adopté la Directive n°04/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009. Cette directive institue un Guichet unique de dépôt des états financiers (GUDEF) dans les Etats membres de l'UEMOA.

En application des dispositions de l'article 3 de la Directive susmentionnée, le GUDEF est une structure d'accompagnement du dispositif du SYSCOA ayant pour mission de :

- collecter les états financiers annuels des entreprises, exerçant leurs activités dans l'Etat membre concerné ;
- vérifier avant leur dépôt auprès des services publics destinataires que les états financiers produits par les entreprises sont complets et ont été préalablement visés. Le visa doit être apposé soit par un membre de l'Ordre national des Experts Comptables et Comptables Agréés de l'Etat concerné, soit par un comptable salarié d'entreprise agissant pour le compte de son employeur unique, soit par toute personne physique ou morale habilitée par l'Etat membre à viser les états financiers des entreprises et organisations.

Selon les articles 42 et 43 du Traité de l'UEMOA en date du 10 janvier 1994, modifié le 20 janvier 2007, la directive est une norme dérivée du droit de l'Union. Une fois adoptée par le Conseil des Ministres de l'Union, elle doit être transposée dans la législation interne des Etats membres.

La transposition a été effectuée en 2022 notamment à travers l'article 60 alinéa 2 du LPF ainsi qu'il suit : « Les entreprises dont les états financiers ne sont pas certifiés par un commissaire aux comptes, sont soumises à la procédure du visa préalable desdits états financiers, effectuée par un expert-comptable ou un comptable agréé inscrit au tableau de l'Ordre national des Experts-comptables et Comptables agréés du Mali ».

La même disposition prévoit également que les modalités d'application de la procédure de visa préalable sont définies par arrêté du ministre en charge des Finances.

Il ressort de ce qui précède que sont recevables les états financiers certifiés concernant les entreprises soumises à la procédure de certification, conformément aux dispositions de l'Acte uniforme OHADA relatif au Droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique.

Pour être recevables, les états financiers des autres entreprises doivent être soumises à la procédure du visa préalable. Ledit visa doit être apposé soit par un membre de l'Ordre national des Experts Comptables et Comptables Agréés du Mali, soit par un comptable salarié d'entreprise agissant pour le compte de son employeur unique, soit par toute personne physique ou morale habilitée par l'Etat membre à viser les états financiers des entreprises et organisations.

Toutefois, il est apparu que la transposition dans la législation nationale n'a pas pris en compte le comptable salarié d'entreprise agissant pour le compte de son employeur unique à viser les états financiers ainsi que le prévoit la Directive communautaire.

Afin de combler cette lacune, il est proposé de modifier l'alinéa 2 de l'article 60 du LPF.

B. Texte :

Article 28 (nouveau) : Les déclarations sont obligatoirement déposées par voie électronique ou directement auprès des Services des Impôts territorialement compétents désignés par l'administration fiscale.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1er ci-dessus, les contribuables relevant des centres de gestion informatisés sont tenus de souscrire auprès de l'administration fiscale, leurs déclarations fiscales par procédés électroniques à partir de la plateforme dédiée par l'administration fiscale à cet effet.

Dans tous les cas, les déclarations annuelles au titre des bénéfices sont souscrites par voie électronique.

En cas de dysfonctionnement technique de l'outil informatique, les contribuables pourront être autorisés par le Directeur général des Impôts à souscrire leurs déclarations selon les procédures classiques.

Article 60 (nouveau) : Les contribuables visés à l'article 57 du présent Livre sont tenus de fournir, en même temps que leur déclaration, la liste détaillée par catégorie de leurs frais généraux, la copie de leurs états financiers comportant leur Numéro d'identification fiscal, leur numéro du Registre du Commerce et du Crédit mobilier, les liasses harmonisées selon les normes de l'Acte uniforme relatif au Droit comptable et l'Information financière adopté dans le cadre de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), les états fournisseurs et clients en version électronique exploitables par l'Administration fiscale.

Les contribuables doivent utiliser, à cet effet, la plateforme de préparation et de souscription des liasses fiscales et documents connexes mise à leur disposition par l'administration.

Les entreprises dont les états financiers ne sont pas certifiés par un commissaire aux comptes, sont soumises à la procédure du visa préalable des états financiers. **Un visa électronique doit être apposé soit par un membre de l'Ordre national des Experts Comptables et Comptables Agréés du Mali, soit par un comptable salarié d'entreprise agissant pour le compte de son employeur unique.**

Les modalités d'application de cette procédure sont définies par arrêté du ministre chargé des Finances.

Les banques et établissements financiers sont tenus de joindre, en plus des documents sus-indiqués :

- l'état prévu par les normes de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) se rapportant aux créances classées douteuses ou litigieuses passées en perte ainsi que l'état de suivi du recouvrement desdites créances. Les créances jugées irrécouvrables ainsi que celles passées en pertes, conformément aux règles prévues par le Plan comptable bancaire révisé, doivent faire l'objet d'un état détaillé indiquant l'identité du débiteur, la date d'octroi du prêt ou du crédit, le montant initial, le montant restant à recouvrer, le montant passé en perte, la nature et la valeur de la garantie, la date du transfert de la créance et l'étape de la procédure de recouvrement ;
- le détail des comptes des classes 6 et 7 du Plan comptable bancaire révisé.

Le tableau des amortissements doit être présenté par année d'acquisition des éléments amortissables, éventuellement ce tableau fait apparaître séparément les calculs d'amortissements accélérés prévus à l'article 51-A du CGI et les nouvelles marges d'amortissements, après révision du bilan, conformément aux prescriptions des articles 65 et 69 du CGI.

Le refus de produire, dans le délai prescrit à l'article 27 du présent Livre, à l'appui de sa déclaration de son résultat tout ou partie des documents et pièces visés aux alinéas 1 et 2 du présent article, est suivi d'une mise en demeure adressée par lettre au contribuable par tout moyen de transmission contre décharge.

Si à l'expiration du délai de dix jours, après réception de cette lettre, les documents et pièces n'ont pas été obtenus, une amende fiscale de cinq cent mille (500 000) francs CFA est appliquée, portée à un million (1 000 000) de francs CFA à l'expiration d'un délai de dix jours et majorée de cent mille (100 000) francs CFA par jour de retard en sus.

Il est, en outre, fait application de la taxation d'office.

<u>Article 2</u> : Réaménagement des articles 110, 112A et 118 du LPF

A. <u>Exposé des motifs</u> :

En raison du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les opérations de ventes en ligne de biens et les prestations de services au travers des plateformes numériques connaissent un essor considérable dans le monde, en général, et au Mali, en particulier.

En application des dispositions des articles 188 et 196 du Code général des Impôt, les ventes de biens et les prestations de services effectuées via les plateformes numériques sont soumises à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) au Mali dès lors que la livraison des biens a lieu au Mali, ou s'il s'agit de prestations de services quand elles y sont utilisées ou exploitées.

Cependant, l'Administration fiscale éprouve d'énormes difficultés à percevoir la TVA due sur ces opérations de ventes en ligne de biens et services, notamment en raison du fait que nombre d'opérateurs exploitant les plateformes de commerce électronique en ligne ne disposent pas d'installation professionnelle sur le territoire malien et n'acquittent pas de façon spontanée ladite taxe.

Cette situation prive les caisses de l'Etat d'importantes recettes fiscales et entraîne des distorsions de concurrence entre les entreprises classiques et celles utilisant des plateformes de commerce électronique.

Afin de combler les lacunes susmentionnées, il est proposé de :

- renforcer les règles de territorialité applicables en matière de TVA aux ventes en ligne, aux prestations de services numériques ainsi qu'aux commissions perçues par les plateformes numériques d'intermédiation à l'occasion de ces transactions ;
- prévoir une procédure simplifiée d'immatriculation fiscale à distance, ainsi qu'une procédure simplifiée de déclaration et de paiement à distances de la TVA exigible, pour les opérateurs de plateformes de ventes en ligne ou de prestations numériques, ne disposant pas d'installations professionnelles sur le territoire malien ;
- prévoir des sanctions spécifiques pour les opérateurs de plateformes numériques non établis en République du Mali en cas de non-respect de leurs obligations fiscales en République du Mali.

B. <u>Texte</u> :

Les dispositions des articles 110, 112A et 118 du LPF sont modifiés comme suit :

L'article 110 du LPF est modifié comme suit :

<u>Article 110 (nouveau)</u> : L'impôt doit être obligatoirement déclaré :

1) Par les importateurs, **y compris sur les acquisitions de biens en ligne par le biais des plateformes de commerce électronique** avant l'enlèvement en douane de la marchandise ou du produit.

Toutefois, les crédits et autres facilités de paiement accordés par l'Administration aux redevables de droits et taxes douaniers sont étendus à la TVA.

2) Par les redevables assujettis à l'impôt suivant le mode du réel normal de taxation, y **compris les personnes résidant au Mali qui exercent des opérations de vente de biens ou de prestations de services en ligne, en dehors de toute installation professionnelle, ainsi que les opérateurs des plateformes de commerce électronique pour les commissions qu'ils perçoivent sur l'utilisation desdites plateformes,** dans les quinze premiers jours de chaque mois pour les opérations effectuées le mois précédent.

Toutefois, s'agissant des plateformes en ligne et des personnes qui les utilisent, elles procèdent à leurs obligations déclaratives selon une procédure simplifiée mise en place par l'Administration fiscale.

La déclaration doit être déposée dans les mêmes délais lorsque les redevables n'ont effectué au cours d'un mois déterminé aucune opération imposable.

3) par les redevables assujettis à l'impôt suivant le mode du réel simplifié de taxation, au plus tard le 15 mai de l'année suivant celle de la clôture de l'exercice comptable. Cette déclaration annuelle doit être conforme au modèle prescrit par l'Administration fiscale en vue de la régularisation des comptes de la TVA.

Cette déclaration récapitule les opérations réalisées et détermine le montant net de la taxe dû au titre de l'exercice comptable clos le 31 décembre de l'année écoulée.

L'article 112 A du LPF est modifié comme suit :

Article 112-A (nouveau) : Toute personne physique ou morale assujettie en sa qualité de redevable légal ou réel au paiement d'un impôt, droit ou taxe ou d'acompte d'impôt, droit ou taxe en vertu des dispositions du Code général des Impôts, **y compris les opérateurs et utilisateurs de plateformes de commerce électronique** doit, dans les dix (10) jours qui suivent le début de son activité, souscrire par voie électronique ou directement auprès de la Direction générale des Impôts, une déclaration d'existence assortie d'une demande d'immatriculation fiscale.

Pour les opérateurs des plateformes de commerce électronique non établis au Mali, l'immatriculation fiscale doit se faire en ligne à travers le système internet de l'Administration fiscale.

Ces obligations déclaratives s'appliquent également aux fondations, aux associations et aux organismes à but non lucratif, aux gestionnaires ou bénéficiaires de trusts, fiducies ou de structures similaires ainsi qu'aux contribuables étrangers qui effectuent au Mali des activités économiques sans y avoir un siège. Ces contribuables étrangers doivent, de ce fait, désigner un représentant solvable accrédité auprès de l'Administration fiscale.

Les obligations ci-dessus ne s'appliquent pas aux salariés des secteurs public et privé dont l'impôt sur les traitements et salaires est retenu à la source par les employeurs.

La Direction générale des Impôts attribue au redevable un numéro d'identification fiscal, en abrégé NIF, et lui délivre, sur format papier, par courrier ou par voie électronique une Carte d'Immatriculation sans frais après certification de la localisation effective (visite des lieux ou facture d'eau ou d'électricité du contribuable).

Toute modification portant sur une ou plusieurs des indications relatives aux nom et prénoms des dirigeants ou à la raison sociale, modification de la structure du capital ou de l'actionnariat, modification de l'activité ou du lieu d'exercice de l'activité, à l'adresse (physique et/ou électronique) et à la profession du redevable et, s'il y a lieu, au numéro du compte courant postal ou du compte bancaire dont il dispose doit être déclarée au Centre des Impôts dans les dix jours qui suivent la date de ladite modification.

Les cessions d'entreprises et/ou cessations d'activité, qu'elles soient totales ou partielles, font également l'objet d'une déclaration au Centre des Impôts ou par voie électronique dans les mêmes délais et sous les mêmes sanctions que le commencement des opérations.

L'article 118 du Livre de procédures fiscales est modifié comme suit :

Article 118 (nouveau) : Le retard et le défaut de dépôt de la déclaration d'existence ou de demande d'immatriculation fiscale prévue par les articles 112-A et 113 du présent Livre sont sanctionnés par une amende de 25.000 FCFA en cas de retard ou de 50.000 FCFA en cas de défaut.

Le retard et le défaut de dépôt de déclaration d'existence ou de demande d'immatriculation fiscale par les opérateurs de commerce électronique établis ou non au Mali entraînent, sans préjudice des sanctions prévues à l'alinéa précédent, la suspension de l'accès à la plateforme à partir du territoire malien.

Le non-respect par les opérateurs de plateforme de commerce électronique des obligations fiscales prévues à l'article 110 du présent Livre entraîne, sans préjudice des sanctions prévues par le présent Livre, la suspension de l'accès à la plateforme à partir du territoire malien.

Il y a retard si la déclaration d'existence ou la demande d'immatriculation est déposée dans les dix jours qui suivent le terme prévu à l'article 110 du présent Livre. Au-delà, il y a défaut.

En outre les contribuables qui n'auraient pas de Numéro d'Identification Fiscal perdent le droit à déduction jusqu'à l'obtention de ce numéro.

Article 3 : Réaménagement des articles 251, 269, 274, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 316, 322 et 323 du LPF et abrogation des articles 270, 271 et 272.

A. Exposé des motifs :

En application des dispositions des articles 251 et 323 du LPF, les impôts sont payables :

- en espèces ayant cours légal au Mali pour les montants inférieurs à 100.000 FCFA ;
- par effets postaux ou chèque bancaire certifié, par virement bancaire ou par voie électronique pour les montants d'au moins 100.000 FCFA ;
- par virement bancaire ou par voie électronique pour les entreprises assujetties à la TVA ;
- en espèces auprès des guichets des banques.

Lorsque le paiement est effectué par voie électronique ou virement bancaire, l'institution financière atteste l'exécution de l'ordre de virement.

Tout paiement par voie électronique ou virement bancaire d'impôt, droit, taxe ou redevance, doit être assorti d'indications suffisamment claires pour permettre l'identification du contribuable et la nature des impôts et taxes pour lesquels le paiement est effectué.

Le paiement par virement bancaire ou par voie électronique d'un impôt, d'une taxe, d'un droit ou d'une redevance, donne lieu à l'émission par l'établissement financier d'une attestation de virement ou de paiement électronique précisant l'impôt concerné. Dans le cas d'un paiement au titre de plusieurs impôts, droits, taxes ou redevances, l'attestation de virement ou de paiement électronique doit être accompagnée de l'état récapitulatif des paiements par nature d'impôt, droit, taxe ou redevance réglés, revêtu du cachet de l'établissement financier.

Ces dispositions offrent le choix aux contribuables de payer leurs impôts, droits et taxes soit par les moyens classiques soit par procédé électronique.

Il est donné de constater que les contribuables qui ont recours au virement bancaire comme moyen de paiement de leurs impôts et taxes ne prennent pas toujours les mesures nécessaires pour que les sommes acquittées parviennent effectivement sur le compte du Trésor public à l'échéance légale. Ainsi, de nombreux paiements par virement au cours d'un mois donné ne sont dénoués que le mois suivant.

Cette situation impacte la trésorerie de l'Etat en créant des déséquilibres dans les prévisions de recettes.

Pour y remédier, le Gouvernement a opté pour l'utilisation des moyens de paiement numérique et ce, de façon progressive en application des dispositions du Décret n°2024-0429/PT-RM du 19 juillet 2024 fixant les principes de la digitalisation des moyens de paiement dans les services publics.

Le paiement numérique est un processus qui consiste à effectuer un paiement ou à donner un ordre de paiement par transactions facilitées par des supports numériques, en ligne ou autres supports électroniques.

Pour le lancement de la digitalisation, l'obligation de paiement numérique concerne, entre autres, le paiement des impôts, taxes et autres droits dus à l'Etat, aux Etablissements publics nationaux, aux Collectivités territoriales et leurs établissements publics.

Afin de mettre en œuvre cette obligation, il est envisagé de modifier les articles 251 et 323 du LPF relatifs au paiement des impôts directs et indirects.

Les articles 188 et 196 du CGI et 110 du LPF sont proposées pour être modifiés en prenant en compte de façon spécifique le commerce en ligne au niveau de l'imposition, de la territorialité et de la déclaration en matière de TVA. Il convient pour compléter cet ensemble de modifier l'article 322 relatif à l'exigibilité du paiement de la TVA.

Pour le cas particulier de la taxe sur les transports routiers et la taxe sur les véhicules automobiles et des timbres, les articles **269, 307, 309 et 310 du LPF précisent que :**

- le paiement de la taxe est constaté au moyen de la délivrance d'une vignette mobile constituée d'un reçu et d'un timbre adhésif ou par message électronique émis par l'institution émettrice de monnaie électronique ;
- le paiement de la taxe sur les véhicules à moteur est constaté au moyen de la délivrance d'une vignette mobile ;
- en cas de changement de numéro minéralogique du véhicule, le numéro de l'ancienne carte grise est maintenu sur la vignette.

Mais le numéro de la nouvelle carte grise ou le numéro du châssis est obligatoirement inscrit immédiatement au-dessous sur une ligne spécialement réservée à cet effet par les soins du service compétent du Ministère chargé des Transports qui procède à la remise de la nouvelle carte grise. Le cachet de ce service sera apposé au verso de la vignette.

- tout propriétaire d'un véhicule dispensé ou exonéré de la taxe est tenu de demander au service des Impôts dont il dépend, en fournissant les justifications dont la nature est fixée par l'Administration, la délivrance d'une vignette « gratis » qui est utilisée dans les mêmes conditions que les vignettes de la série normale.
- les distributeurs et les vendeurs sont responsables des vignettes qu'ils ont prises en charge.

À titre d'indemnité de responsabilité, une remise dont le taux sera déterminé par arrêté du Ministre chargé des finances leur sera accordée dans les mêmes conditions que les remises aux distributeurs et vendeurs de timbres fiscaux.

L'analyse de ces dispositions fait ressortir que les redevables conservent la possibilité de payer par voie électronique et par la voie classique de règlement le paiement en espèces, les chèques, les virements bancaires notamment.

En contrepartie du paiement pour la taxe des transports routiers et des véhicules automobiles, outre le reçu de paiement, il est délivré un timbre adhésif dénommé vignette.

Les gestionnaires de valeurs disposent de ristournes à titre d'indemnité de responsabilité.

Eu égard au progrès enregistrés dans le processus de digitalisation de l'administration et les avantages de la dématérialisation prônée par le gouvernement, notamment :

- l'amélioration de la gouvernance ainsi que celle du climat des affaires ;
- la lutte contre la fraude et l'incivisme ;
- la réduction des coûts d'administration de l'impôt ;
- l'introduction des règles de bonnes pratiques dans les opérations fiscales à travers l'automatisation et la standardisation des règles applicables aux opérations fiscales ;
- la limitation du contact physique avec les contribuables ;
- la sécurisation des recettes fiscales,

il est envisagé de renforcer cette exigence en la rendant obligatoire pour le paiement des impôts et taxes de certaines catégories de redevables, ainsi pour les taxes sur les transports routiers et les véhicules automobiles.

A cette fin, il est proposé de modifier les articles **251, 269, 274, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 316, 322 et 323 du LPF et d'abroger les articles 270, 271 et 272** du même livre, ces derniers ne sont en effet plus pertinents pour la perception des impôts et taxes.

B. Texte :

Article 251 (nouveau) : L'impôt direct est payable :

- en espèces ayant cours légal au Mali pour les montants inférieurs à 100.000 FCFA ;
- par effets postaux ou chèque bancaire certifié, par virement bancaire ou par voie électronique pour les montants d'au moins 100.000 FCFA ;
- par virement bancaire ou par voie électronique pour les entreprises assujetties **aux taxes sur le chiffre d'affaires** ;
- en espèces auprès des guichets des banques.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, les contribuables relevant des structures de gestion informatisées sont tenus d'effectuer leurs paiements d'impôts par procédés électroniques à partir de la plateforme mise à leur disposition par l'administration fiscale.

Lorsque le paiement est effectué par voie électronique ou virement bancaire, l'institution financière atteste l'exécution de l'ordre de virement.

Tout paiement par voie électronique ou virement bancaire d'impôt, droit, taxe ou redevance, doit être assorti d'indications claires sur l'identité du contribuable et la nature des impôts et taxes pour lesquels le paiement est effectué.

Le paiement par virement bancaire ou par voie électronique d'un impôt, d'une taxe, d'un droit ou d'une redevance, donne lieu à l'émission par l'établissement financier d'une attestation de virement ou de paiement électronique précisant l'impôt concerné. Dans le cas d'un paiement au titre de plusieurs impôts, droits, taxes ou redevances, l'attestation de virement ou de paiement électronique doit être accompagnée de l'état récapitulatif des paiements par nature d'impôt, droit, taxe ou redevance réglés, revêtu du cachet de l'établissement financier.

Article 269 (nouveau) : La taxe sur les transports routiers est acquittée par procédés électroniques via la plateforme de paiement du Trésor public ou toute autre plateforme agréée par le ministre chargé des Finances.

Un acte règlementaire précise au besoin les modalités d'utilisation de la plateforme.

Le paiement donne lieu à la délivrance d'un reçu électronique comportant un identifiant unique, un code-barres ou un QR code vérifiable hors ligne et en ligne et un horodatage. Ce reçu électronique a pleine valeur juridique.

En cas d'indisponibilité technique constatée par l'Administration fiscale, un canal de paiement de secours, notamment une application USSD (Unstructured Supplementary Service Data – Données de services supplémentaires non structurés), un guichet assisté, est activé. La durée de l'indisponibilité est publiée sans délai sur le portail de l'Administration fiscale.

Les réclamations relatives aux incidents de paiement peuvent être reçues par voie électronique.

Article 270 : abrogé

Article 271 : abrogé

Article 272 : abrogé

Article 274 (nouveau) : Les agents du service des Impôts, de l'Administration du Trésor, de la Direction Nationale des Transports, ainsi que les agents de la force publique sont chargés de constater les infractions commises en matière de taxe sur les transports routiers.

Ces infractions sont constatées au moyen de procès-verbaux énonçant la nature précise de la contravention relevée.

La souscription de toute police d'assurance est subordonnée à la justification du paiement de la taxe. La justification du paiement de ladite taxe est préalable aux opérations de contrôle technique des véhicules.

Article 307 (nouveau) : Le paiement de la taxe sur les véhicules à moteur est constaté au moyen de la délivrance d'une vignette mobile.

Il est créé trois séries de vignettes :

- 1) une série normale dont les types correspondent aux différentes catégories d'imposition ;
- 2) une vignette gratuite devant permettre d'identifier certaines catégories de véhicules exonérés de la taxe ;
- 3) une vignette spéciale destinée à la délivrance du duplicata.

Par dérogation à l'alinéa 1er ci-dessus, la taxe sur les véhicules à moteur gérée par la Direction générale des Impôts est acquittée par voie électronique via la plateforme de paiement électronique du Trésor public ou toute autre plateforme agréée par le ministre chargé des Finances.

Le paiement donne lieu à la délivrance d'un reçu électronique comportant un identifiant unique, un code-barres ou un QR code vérifiable hors ligne et en ligne et un horodatage. Ce reçu électronique a pleine valeur juridique.

En cas d'indisponibilité technique constatée par l'Administration fiscale, un canal de paiement de secours, notamment une application USSD (Unstructured Supplementary Service Data – Données de services supplémentaires non structurés), un guichet assisté, est activé. La durée de l'indisponibilité est publiée sans délai sur le portail de l'Administration fiscale.

Les réclamations relatives aux incidents de paiement peuvent être reçues par voie électronique.

Article 308 (nouveau) : La délivrance du reçu électronique est subordonnée à l'indication dans la base de la plateforme de paiement électronique du Trésor public ou toute autre plateforme agréée par le ministre chargé des Finances, des informations relatives au véhicule, notamment le numéro minéralogique ou le numéro de châssis au cas où celui-ci n'est pas encore immatriculé ou ne dispose pas d'un certificat provisoire d'immatriculation au Mali.

Outre les informations du 1er alinéa ci-dessus, les propriétaires de véhicules dispensés ou exonérés de la taxe, doivent fournir les références de l'attestation de dispense ou d'exonération pour bénéficier gratuitement du reçu électronique.

Les vignettes destinées aux vélomoteurs et motocyclettes seront délivrées sur simple demande des intéressés.

Article 309 (nouveau) : En cas de changement de numéro minéralogique du véhicule, le reçu électronique demeure valable.

Article 310 (nouveau) : Tout propriétaire d'un véhicule dispensé ou exonéré de la taxe est tenu de demander au service des Impôts dont il dépend, en fournissant les justifications dont la nature est fixée par l'Administration, la délivrance d'une attestation de dispense ou d'exonération.

Article 311 (nouveau) : Les agents responsables de la distribution ou de la vente des vignettes au niveau des Collectivités territoriales tiennent un registre spécial coté et paraphé par le Président du Tribunal. Ils portent sur ce registre les quotités, quantités et valeurs des vignettes reçues par eux et distribuées ou vendues.

Article 312 (nouveau) : Les distributeurs et les vendeurs au niveau des Collectivités territoriales sont responsables des vignettes qu'ils ont prises en charge.

À titre d'indemnité de responsabilité, une remise dont le taux est déterminé par arrêté du ministre chargé des Finances leur est accordée dans les mêmes conditions que les remises aux distributeurs et vendeurs de timbres fiscaux.

Article 313 (nouveau) : Un duplicata peut être délivré en cas de destruction, de perte ou de vol de la vignette d'un vélomoteur, d'une motocyclette ou d'une bicyclette sur demande du contribuable, au bureau qui l'a vendue.

Le demandeur indiquera, indépendamment des circonstances de la perte, la date précise de l'acquisition et, le cas échéant, le bureau de vente.

Les duplicatas sont utilisés dans les mêmes conditions que les vignettes de la série normale.

La vignette « gratis » est également délivrée sur justification ; le titre justificatif produit à l'appui de la demande d'exonération sera annoté de la date de la délivrance de la vignette, suivie de la mention « gratis ».

Article 316 (nouveau) : Sont chargés de constater les infractions prévues à l'article 315 du présent Livre, les agents de l'Administration des impôts, les agents municipaux et les agents du service compétent du Ministère en charge des Transports dûment commissionnés et assermentés.

Sont également aptes à verbaliser, les agents de Police et les militaires de gendarmerie dans le cadre de leurs fonctions normales.

La souscription de toute police d'assurance est subordonnée à la justification du paiement de la taxe. La justification du paiement de ladite taxe est préalable aux opérations de contrôle technique des véhicules.

Article 322 (nouveau) : L'impôt doit être obligatoirement versé :

1) par les importateurs, y compris sur **les acquisitions de biens en ligne par le biais des plateformes de commerce électronique avant** l'enlèvement en douane de la marchandise ou du produit.

Toutefois, les crédits et autres facilités de paiement accordés par l'Administration aux redevables de droits et taxes douaniers sont étendus à la TVA.

2) par les redevables assujettis à l'impôt suivant le mode du réel normal de taxation, y compris les personnes résident au Mali qui exercent des opérations de vente de biens ou de prestations de services en ligne, en dehors de toute installation professionnelle, ainsi que les opérateurs des plateformes de commerce électronique pour les commissions qu'ils perçoivent sur l'utilisation desdites plateformes, dans les quinze premiers jours de chaque mois ou le cas échéant le premier jour ouvrable suivant le quinzième jour dudit mois lorsque celui-ci tombe sur un jour non ouvrable pour les opérations effectuées le mois précédent.

Toutefois, s'agissant des plateformes en ligne et des personnes qui les utilisent, elles procèdent à leur versement par voie électronique à travers la plateforme mise en place par l'Administration fiscale.

3) par les redevables assujettis à l'impôt suivant le mode du réel simplifié d'imposition, au plus tard le quinzième jour suivant le trimestre civil ou le cas échéant le premier jour ouvrable suivant ce quinzième jour lorsque celui-ci tombe sur un jour non ouvrable pour les opérations effectuées le trimestre précédent.

Pour chaque trimestre, la somme à verser au titre de l'acompte est obtenue en appliquant au chiffre d'affaires trimestriel un coefficient et en imputant sur le montant ainsi calculé celui de la TVA afférente aux immobilisations ouvrant droit à déduction. Ce coefficient est de 0,80% pour les ventes de biens meubles corporels taxables et de 3% pour les prestations de services taxables.

Les acomptes versés dans les conditions visées ci-dessus s'imputent, à l'exclusion des pénalités et majorations, sur le montant de la taxe dû au titre du même exercice. Ce montant est déterminé sur la déclaration annuelle prévue à l'article 111 du présent Livre.

Les crédits éventuels de taxe sont reportables ou remboursables dans les conditions fixées aux articles 227 et 228 du CGI.

Article 323 (nouveau) : L'impôt indirect est payable :

- en espèces ayant cours légal au Mali pour les montants inférieurs à 100.000 FCFA ;
- par effets postaux ou chèque bancaire certifié, par virement bancaire ou par voie électronique pour les montants d'au moins 100.000 FCFA ;
- par virement bancaire ou par voie électronique pour les entreprises assujetties **aux taxes sur le chiffre d'affaires** ;
- en espèces auprès des guichets des banques.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, les contribuables relevant des structures de gestion informatisées sont tenus d'effectuer leurs paiements d'impôts par procédés électroniques à partir de la plateforme mise à leur disposition par l'administration fiscale.

Lorsque le paiement est effectué par voie électronique ou virement bancaire, l'institution financière atteste l'exécution de l'ordre de virement.

Tout paiement par voie électronique ou virement bancaire d'impôt, droit, taxe ou redevance, doit être assorti d'indications claires sur l'identité du contribuable et la nature des impôts, droits et taxes pour lesquels le paiement est effectué.

Le paiement par virement bancaire ou par voie électronique d'un impôt, d'une taxe, d'un droit ou d'une redevance, donne lieu à l'émission par l'établissement financier d'une attestation de virement ou de paiement électronique précisant l'impôt concerné. Dans le cas d'un paiement au titre de plusieurs impôts, droits, taxes ou redevances, l'attestation de virement ou de paiement électronique doit être accompagnée de l'état récapitulatif des paiements par nature d'impôt, droit, taxe ou redevance réglés, revêtu du cachet de l'établissement financier.

Article 4 : Réaménagement des articles 158, 363, 370, 375, 376, 377, 378, 379, 381, 382, 383, 384, 386, 389, 391, 395, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 431, 432, 437 et 438 du LPF

A- Exposé des Motifs :

En application des dispositions actuelles du CGI et du LPF, les droits de timbre sont de dimension, proportionnels ou sur quittances. Ils sont acquittés sur état, par quittance ou par apposition de timbre mobile ou sur papier timbré. Ces timbres doivent être oblitérés.

Le mode de paiement par apposition de timbre mobile implique l'acquisition, la conservation, le suivi et la sécurisation de stocks importants de valeurs inactives.

Les redevables des droits utilisent principalement le mode de paiement en espèces.

Cette situation impacte la gouvernance de la gestion des timbres ainsi que l'efficacité et le coût d'administration.

Pour y remédier, le Gouvernement a opté pour l'utilisation des moyens de paiement numérique et ce, de façon progressive en application des dispositions du Décret n°2024-0429/PT-RM du 19 juillet 2024 fixant les principes de la digitalisation des moyens de paiement dans les services publics.

Le paiement numérique est un processus qui consiste à effectuer un paiement ou à donner un ordre de paiement par transactions facilitées par des supports numériques, en ligne ou autres supports électroniques.

Pour le lancement de la digitalisation, l'obligation de paiement numérique concerne, entre autres, le paiement des impôts, taxes et autres droits dus à l'Etat, aux Etablissements publics nationaux, aux Collectivités territoriales et leurs établissements publics.

Afin de mettre en œuvre cette obligation, il est envisagé de rendre obligatoire le paiement de tout droit de timbre exclusivement pas les électroniques ou numériques. A cet effet, il est proposé de modifier les articles **158, 363, 370, 375, 376, 377, 378, 379, 381, 382, 383, 384, 386, 389, 391, 395, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 431, 432, 437 et 438 du LPF relatifs aux modalités de paiement des droits de timbre**.

Néanmoins, en raison de l'existence d'un stock important de timbres fiscaux une disposition transitoire prévoit le maintien, jusqu'à épuisement, destruction ou admission en non-valeur dudit stock, de la possibilité d'apposition de timbres mobiles. Pour ce faire, un article 406-A a été inséré après l'article 406 (nouveau) du LPF.

Les articles 158, 363, 370, 375, 376, 377, 378, 379, 381, 382, 383, 384, 386, 389, 391, 395, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 431, 432, 437 et 438 du LPF sont modifiés ainsi qu'il suit :

B- <u>Texte</u> :

<u>Article 158 (nouveau)</u> : Les parties qui rédigent un acte sous-seing privé soumis à l'enregistrement dans un délai déterminé doivent en établir un double sur papier timbré ou **justifiant de l'acquittement électronique d'un droit timbre de dimension/ou revêtu des références de l'acquittement électronique du droit de timbre de dimension** et portant les mêmes signatures que l'acte lui-même et qui reste déposé au bureau de l'enregistrement lorsque la formalité est requise.

Afin de permettre l'enliassement et la conservation de ces documents, le double devra comporter une marge de cinq centimètres au moins à gauche au recto et à droite au verso.

<u>Article 363 (nouveau)</u> : Dans les divers cas où, en matière d'impôts, le paiement est attesté **par acquittement électronique du timbre**, vignettes ou marques, le Directeur des Grandes Entreprises ou le Directeur des Impôts du District de Bamako ou le Directeur Régional des Impôts peut, sous certaines conditions, autoriser les redevables à acquitter les droits sur états.

<u>Article 370 (nouveau)</u> : Le reçu électronique de paiement ou ses références ne peut être couvert d'écriture ni altéré.

<u>Article 375 (nouveau)</u> : Le droit de timbre de dimension peut être acquitté soit par utilisation de papier timbré, **soit par paiement électronique.**

Article 376 (nouveau) : Les contribuables qui veulent se servir de papiers autres que les papiers timbrés du Centre des Impôts sont admis à les timbrer eux-mêmes avant d'en faire usage, au moyen de **reçu de paiement électronique des timbres ou de la mention des références dudit reçu sur le document à timbrer**.

Article 377 (nouveau) : Le timbre électronique ou le reçu y afférent sont contrôlés par scan du QR code ou vérification des références au moyen d'un équipement dédié ou d'un téléphone.

L'oblitération est constatée par l'archivage électronique du timbre.

Un acte réglementaire du ministre chargé des Finances précise au besoin les modalités de la vérification et de l'archivage électronique du timbre.

Article 378 (nouveau) : En cas de présentation d'un acte n'ayant pas acquitté, en totalité ou en partie, le droit de timbre, le Receveur du Centre des Impôts ou le Chef de Division Recettes de la Direction des Grandes Entreprises peut soit **faire acquitter électroniquement le visa** pour timbre soit suppléer à cette formalité **en faisant procéder au paiement électronique du droit, dont il vérifie immédiatement le reçu dans les conditions prévues à l'article 377 du présent Livre.**

Article 379 (nouveau) : Sont considérés comme non timbrés les actes ou écrits **auxquels un reçu de timbre électronique ayant déjà servi est joint**.

Article 381 (nouveau) : Le droit de timbre proportionnel est perçu **par l'acquittement de timbre électronique justifié par un reçu électronique joint ou la mention des références dudit reçu** au recto ou au verso de l'effet, à savoir :

1) sur les effets créés au Mali, au moment de la souscription.

2) sur les effets venant de l'étranger et payables au Mali, au moment de l'acceptation ou de l'aval, ou, à défaut d'acceptation ou d'aval, au moment du premier endossement au Mali ou de l'acquit.

Article 382 (nouveau) : Le QR code du timbre électronique ou les références de celui-ci est vérifié par scan ou validé dès l'acquittement des droits par le souscripteur pour les effets créés au Mali, par le signataire de l'acceptation, de l'aval, de l'endossement ou de l'acquit, s'il s'agit d'effets créés hors du Mali, dans les conditions prévues à l'article 377 du présent Livre.

Article 383 (nouveau) : En cas de protêt, faute d'acceptation d'un effet créé hors du Mali, les droits de timbre sont acquittés par le porteur **qui fait archiver le timbre** avant présentation du protêt à l'enregistrement.

Article 384 (nouveau) : Le droit de timbre de quittance **est acquitté par le paiement de timbres électroniques. Les reçus ou leurs références sont joints ou mentionnés sur les écrits passibles de l'impôt. Ils sont vérifiés par scan ou validés** suivant les modalités prévues à l'article 377 du présent Livre.

Article 386 (nouveau) : Sont également considérés comme non timbrés les actes, pièces ou écrits :

1) **pour lesquels les timbres électroniques n'ont pas été acquittés conformément aux tarifs** prévus par les articles 397 à 399 du Code Général des Impôts ;

2) pour lesquels les conditions prévues à l'article 365 du présent Livre en matière de paiement sur états n'ont pas été remplies.

Article 389 (nouveau) : Dispositions communes aux divers contrats

Le droit de timbre des contrats de transport est perçu **par l'acquittement d'un timbre électronique dont le reçu est joint ou les références dudit reçu sont mentionnées** sur la première page de la feuille d'expédition ou de l'écrit justificatif du transport. **Le QR code ou les références du reçu est vérifié par scan ou validé dans** les conditions de l'article 377 du présent Livre. Les autres originaux accompagnant la même expédition sont exemptés de droit.

Article 391 (nouveau) : Transport des colis postaux

Le Service des Postes est chargé d'assurer le timbrage régulier des bulletins ou feuilles d'expédition au moyen de timbres fiscaux **électroniques dont les QR code ou références des reçus sont vérifiés par scan ou validés par des moyens techniques dédiés ou par téléphone.**

Article 395 (nouveau) : Le droit du timbre de passeport et du timbre de visa est acquitté par quittance sous la responsabilité de l'autorité administrative chargée de la délivrance du passeport ou du visa.

Article 397 (nouveau) : Le droit exigé pour la délivrance des laissez-passer est perçu **par l'acquittement d'un timbre électronique. Le reçu de paiement ou les références dudit reçu est joint ou mentionnées** sur le formulaire de laissez-passer.

Article 398 (nouveau) : Les droits pour les prorogations de séjour sont perçus par **l'acquittement d'un timbre électronique. Le reçu de paiement ou les références dudit reçu est joint ou mentionnées** sur la formule portant prorogation ou autorisation de séjour.

Le QR code ou références des reçus est vérifié par scan ou validé par des moyens techniques dédiés ou par téléphone.

Article 399 (nouveau) : La perception se fait par **acquittement électronique du droit de timbre par le demandeur et justifié auprès des greffiers. La mention des références du paiement est portée sur le bulletin. Le Bulletin doit comporter le numéro sous lequel il a été inscrit au** répertoire spécial institué par l'article 166 du présent Livre.

Article 400 (nouveau) : Le greffier établit à la date du 15 de chaque mois un extrait certifié du répertoire spécial prévu par l'article 166 du présent Livre, qui fait connaître :

1) le nombre de bulletins délivrés pendant la période à laquelle il s'applique ;

2) les numéros sous lesquels ces extraits figurent au répertoire spécial ;

le montant des droits acquittés sur la plateforme de paiement électronique du Trésor public ou toute autre plateforme agréée par le ministre chargé des Finances.

Article 401 (nouveau) : L'extrait est déposé le 16 de chaque mois au bureau de l'Enregistrement près le Tribunal.

Le dépôt est accompagné d'un état des droits acquittés d'après les indications de l'extrait.

Toute contravention aux dispositions ci-dessus est punie d'une amende de 1.000 FCFA.

Article 402 (nouveau) : Le droit de délivrance ou de prorogation de validité des certificats internationaux pour automobiles et des permis internationaux de conduire est acquitté, lors de la délivrance ou du renouvellement, **par paiement électronique du timbre, vérifié par scan ou validé par l'autorité chargée de la délivrance ou du renouvellement.**

Les reçus électroniques de paiement du timbre ou leurs références sont joints ou mentionnées sur la page n°1 du certificat ou du permis et en cas de prorogation de validité en marge de chaque mention de renouvellement. Ils sont vérifiés par scan ou validés conformément à l'article 377 du présent Livre.

En aucun cas, la remise ou la restitution du certificat au timbre ne peut avoir lieu avant que **le QR code du reçu de paiement électronique ou les références du paiement ait été vérifié par scan ou validé.**

Article 403 (nouveau) : Le droit d'examen pour l'obtention du permis de conduire les véhicules automobiles, les motocyclettes d'une cylindrée supérieure à 125 cm^3 et tous autres véhicules à moteur est acquitté **par paiement électronique. Le reçu de paiement ou ses références vérifié par scan ou validé est joint ou mentionné sur la demande dans les conditions de l'article 377 du présent Livre.**

Article 404 (nouveau) : La délivrance du permis de conduire les véhicules énumérés à l'article précédent donne lieu au paiement d'un droit qui est perçu **par paiement électronique dont le reçu de paiement ou ses références vérifié par scan ou validé, dans les conditions de l'article 377 du présent Livre, est joint ou mentionné sur la dernière page du permis (carte rose) à la diligence de l'autorité qui délivre le permis, avant remise au titulaire.**

Article 405 (nouveau) : Les récépissés des déclarations de mise en circulation des véhicules automobiles et de tous autres véhicules à moteur (cartes grises) donnent lieu au **paiement électronique des droits de timbre dont le reçu ou les références de paiement vérifié par scan ou validé conformément à l'article 377 du présent Livre est joint ou mentionné sur le cadre prévu à cet effet à la diligence de l'autorité qui délivre la carte grise, avant remise au titulaire.**

Article 406 (nouveau) : Le droit de délivrance des permis de coupe est acquitté **par paiement électronique d'un droit dont le reçu ou les références de paiement vérifié par scan ou validé conformément à l'article 377 du présent Livre est joint ou mentionné au verso du permis.**

Article 406-A : Nonobstant les modalités de paiement par voie électronique du timbre prévues au Code général des impôts et au présent Livre, les timbres mobiles en stock ou en circulation demeurent valables et peuvent être apposés pour l'acquittement des droits dus jusqu'à l'épuisement desdits stocks, leur destruction ou leur admission en non-valeur.

Article 431 (nouveau) : L'impôt est acquitté :

1) si le paiement des intérêts ou leur inscription au crédit est effectué au Mali, **par le paiement électronique des droits de timbre dont le QR code du reçu de paiement ou les références vérifié par scan ou validé** conformément à l'article 377 du présent Livre est joint ou mentionné soit sur les quittances soit sur le compte où l'inscription est opérée. L'article 48 du présent Livre établit des règles spéciales pour l'acquittement de l'impôt sur les intérêts portés au débit ou au crédit d'un compte par un banquier ou un établissement de crédit ;

2) si le paiement des intérêts ou leur inscription au débit ou au crédit d'un compte est effectué hors du Mali sans création d'un écrit pour le constater, au vu d'une déclaration du montant de ces intérêts à souscrire par le créancier à l'Inspecteur des impôts dans les trois premiers mois de l'année suivante.

Article 432 (nouveau) : Les timbres sur la quittance ou sur le compte sont payés par procédés électroniques. Le QR code des reçus de paiement ou leurs références vérifié par scan ou validé est joint ou mentionné sur la quittance par la personne de qui émane l'écrit constatant le paiement ou l'inscription au crédit d'un compte des intérêts, arrérages ou tous autres produits, ainsi que la date de vérification ou de validation.

Article 437 (nouveau) : Le greffier du tribunal, le conservateur des hypothèques ou de la propriété foncière, qui sont requis de radier une inscription de privilège, hypothèque ou nantissement pris pour la garantie de créances productives d'intérêts, doivent avant de procéder à la radiation, exiger la production :

1) D'une expédition du titre de la créance, et le cas échéant des titres qui ont constaté la cession ou le transfert de la créance ou qui ont augmenté ou réduit le quantum de cette créance ou le taux des intérêts.

Toutefois, le conservateur de la propriété foncière ne peut pas exiger une nouvelle fois la production de celles des pièces ci-dessus qui lui auraient été déjà déposées pour l'inscription.

2) Des pièces justificatives du paiement de l'impôt sur les intérêts.

Ces pièces sont les suivantes :

a) si les quittances d'intérêts ont été délivrées au Mali, les originaux de chacune des quittances sous seing privé accompagnés **du reçu de paiement électronique des timbres suffisants ou de la mention des références de paiement de ces timbres** ou des expéditions des quittances ;

b) s'il n'a pas été délivré de quittances, le paiement des intérêts ayant été effectué hors du Mali, des extraits parte in qua délivrés par l'inspecteur des impôts compétent de chacune des déclarations souscrites par le créancier, en application de l'article 431.2 du présent Livre.

3) D'un décompte établi par le requérant en double exemplaire présentant :

a) le détail, année par année, des intérêts courus jusqu'au jour de l'acte de mainlevée, ainsi que le détail de l'impôt exigible sur ces intérêts ;

b) le détail des pièces justificatives du paiement de l'impôt visé au n°2 du présent article, ainsi que le montant de l'impôt effectivement acquitté.

Article 438 (nouveau) : Le total de l'impôt afférent aux intérêts courus est comparé à celui de l'impôt effectivement acquitté.

Cette comparaison est effectuée sur le décompte par l'agent chargé de la radiation qui certifie que les sommes inscrites par lui comme représentant l'impôt réellement acquitté sont bien celles versées au Trésor soit au moyen de **l'acquittement de timbre par procédés électroniques** soit sur la déclaration, ainsi qu'il résulte des pièces produites.

Si de cette comparaison il résulte que l'impôt a été intégralement acquitté, il peut être procédé à la radiation.

Si, au contraire, l'impôt n'a pas été acquitté en totalité, ou bien encore si les quittances sous seing privé **n'ont pas été suffisamment timbrées**, le greffier, le conservateur des hypothèques ou de la propriété foncière sursoit à la radiation et dans la huitaine de la réquisition de radiation, il transmet au service des impôts sur le territoire duquel se trouve sa résidence les deux exemplaires du décompte visé à l'article précédent ; il y joint les pièces justificatives produites par les parties en conformité de ce même article. Après examen et rectification, le cas échéant, du décompte, ce service poursuit le recouvrement de l'impôt et des pénalités reconnues exigibles.

Lorsque l'impôt et les pénalités ont été acquittés, le service précité en avise le greffier, le conservateur des hypothèques ou de la propriété foncière au verso de l'un des exemplaires de la formule de décompte, qu'il lui renvoie séance tenante, ainsi que les pièces justificatives communiquées, l'autre exemplaire étant conservé au service.

Le greffier ou le conservateur peuvent alors procéder à la radiation.

<u>Article 5</u> : Réaménagement des articles 650, 651, 652, 653 et 655 du LPF

A. <u>Exposé des motifs</u> :

Le Livre de procédures fiscales encadre les relations entre l'Administration fiscale et les contribuables, notamment en ce qui concerne le contrôle fiscal, le recouvrement de l'impôt, les sanctions fiscales ainsi que les contentieux administratif et juridictionnel y afférents.

Ce dispositif légal est aménagé chaque fois que cela s'avère nécessaire pour améliorer la gestion de l'impôt.

C'est dans cette optique qu'il est apparu indispensable d'apporter les aménagements suivants au Livre de procédures fiscales en ce qui concerne le contentieux de l'impôt.

Aux termes des dispositions des articles 650, 651, 652, 653 et 655 du Livre de procédures fiscales, seuls le Directeur régional des Impôts, le Directeur des Impôts du District de Bamako, le Directeur des Grandes Entreprises et le Directeur général des Impôts sont compétents pour prendre une décision sur les réclamations des contribuables en fonction de leur niveau de compétence. Les contribuables dont les contestations sont rejetées totalement ou partiellement par les Directeurs régionaux, le Directeur des Impôts du District de Bamako ou le Directeur des Grandes Entreprises peuvent faire appel devant le Directeur général des Impôts. Le Directeur général des Impôts statue en dernier ressort sur ces demandes.

En l'état actuel du dispositif, la phase administrative du contentieux fiscal s'arrête au niveau du Directeur Général des Impôts, en dépit de l'importance des montants souvent en cause.

Pour une gestion plus cohérente du contentieux fiscal, dans sa phase administrative, il est proposé que les décisions de premier ressort du Directeur général des Impôts puissent être déférées devant le ministre en charge des Finances, ordonnateur principal du budget de l'Etat. En effet, toute décision qui affecte les ressources de l'Etat doit être soumise à l'appréciation du ministre en charge des Finances.

Les articles **650, 651, 652, 653 et 655** du LPF sont aménagés en conséquence.

B. <u>Texte</u> :

<u>Article 650 (nouveau)</u> : L'Administration statue sur les dossiers de réclamations contentieuses suivant les niveaux de compétence fixés ainsi qu'il suit :

Le Directeur des Grandes Entreprises statue en dernier ressort sur les réclamations dont le montant des droits litigieux ne dépasse pas 100 000 000 FCFA. Il statue en premier ressort sur les réclamations dont le montant des droits litigieux est supérieur à 100 000 000 francs CFA mais inférieur ou égal à 500 000 000 francs CFA. Il transmet avec avis motivé au Directeur général des Impôts les dossiers de réclamations dont le montant des droits litigieux dépasse 500 000 000 francs CFA. Le Directeur général des Impôts statue en dernier ressort sur les demandes dont le montant des droits litigieux est supérieur à 100 000 000 francs CFA mais inférieur ou égal à 500 000 000 francs CFA **et en premier ressort sur les demandes dont le montant des droits litigieux est supérieur à 500 000 000 francs CFA**.

Le Directeur des Impôts du District de Bamako statue en dernier ressort sur les réclamations dont le montant des droits litigieux ne dépasse pas 50 000 000 francs CFA. Il statue en premier ressort sur les réclamations dont le montant des droits litigieux est supérieur à 50 000 000 francs CFA mais inférieur ou égal à 500 000 000 francs CFA. Il transmet avec avis motivé au Directeur général des Impôts les dossiers de réclamations dont le montant des droits litigieux dépasse 500 000 000 francs CFA. Le Directeur général des Impôts statue en dernier ressort sur les demandes dont le montant des droits litigieux est supérieur à 50 000 000 francs CFA mais inférieur ou égal à 500 000 000 francs CFA **et en premier ressort sur les demandes dont le montant des droits litigieux est supérieur à 500 000 000 francs CFA.**

Le Directeur régional des Impôts statue en dernier ressort sur les réclamations dont le montant des droits litigieux ne dépasse pas 50 000 000 francs CFA. Il statue en premier ressort sur les réclamations dont le montant des droits litigieux est supérieur à 50 000 000 francs CFA mais inférieur ou égal à 500 000 000 francs CFA. Il transmet avec avis motivé au Directeur général des Impôts les dossiers de réclamations dont le montant des droits litigieux dépasse 500 000 000 francs CFA. Le Directeur général des Impôts statue en dernier ressort sur les demandes dont le montant des droits litigieux est supérieur à 50 000 000 francs CFA mais inférieur ou égal à 500 000 000 francs CFA et **en premier ressort sur les demandes dont le montant des droits litigieux est supérieur à 500 000 000 francs CFA**.

Le ministre chargé des Finances statue en dernier ressort sur les demandes dont le montant des droits litigieux a fait l'objet d'une décision de premier ressort du Directeur général des Impôts.

Article 651 (nouveau) : Le contribuable peut faire appel devant le Directeur général des Impôts des décisions prises en premier ressort par le Directeur des Grandes Entreprises, le Directeur des Impôts du District de Bamako ou le Directeur régional des Impôts.

Article 652 (nouveau) : Le contribuable qui n'a pas reçu notification de décision dans les soixante (60) jours du dépôt de sa réclamation peut saisir le Directeur général des Impôts dans les trente (30) jours suivant l'expiration de ce délai. Celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois à compter de sa saisine par le contribuable pour notifier sa décision.

À défaut de notification de décision à l'expiration du délai de soixante (60) jours impartis au Directeur général des Impôts, le contribuable peut saisir le ministre chargé des Finances.

Article 653 (nouveau) : Pour les demandes dont le montant des droits litigieux est supérieur à cinq cent millions (500 000 000) francs CFA, le contribuable peut faire appel de la décision de l'administration fiscale devant le ministre chargé des Finances :

- **dans un délai de trente (30) jours de la réception de la décision ;**
- **ou, en l'absence de notification de la décision, dans les trente (30) jours suivant l'expiration du délai de soixante (60) jours à compter de la saisine de l'administration.**

Le ministre chargé des Finances statue en dernier ressort sur ces décisions.

Le ministre chargé des Finances dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de sa saisine par le contribuable pour rendre sa décision.

Le contribuable qui n'a pas reçu notification de décision à l'expiration de ce délai peut saisir la juridiction administrative, dans les soixante (60) jours de l'expiration de ce délai.

Article 655 (nouveau) : Seules les décisions prises en dernier ressort, en application des articles 650 et 653 du présent Livre, sont susceptibles de recours contentieux devant la juridiction administrative et ce, dans un délai de **soixante (60) jours** à partir du jour de la réception de l'avis portant notification de la décision **ou, en l'absence de notification de la décision, dans les trente (30) jours suivant l'expiration du délai de soixante (60) jours à compter de la saisine du Directeur des Grandes Entreprises, du Directeur des Impôts du District de Bamako ou du Directeur Régional des Impôts, de l'appel devant le Directeur général des Impôts ou le ministre chargé des Finances.**

Bamako, le

ETAT V

ANNEXE SUR LE GENRE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

RAPPORT GENRE ANNEXÉ AU PROJET DE LOI DE FINANCES 2027

Version septembre 2026

SIGLES ET ABREVIATIONS	
AGETIC	Agence des Technologies de l'Information et de la Communication
AGR	Activités Génératrices de Revenu
AMADER	Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et d'Electrification Rurale
ANDC	Agence Nationale de la Communication pour le Développement
ASACO	Association de Santé Communautaire
BAD	Banque Africaine de Développement
BCS	Bureau Central des Soldes
BIT	Bureau International du Travail
BSG	Budget Sensible au Genre
CAFO	Coalition des Associations Féminines et Organisations
CAG	Comité Aviseur Genre
CAK	Centre Aoua KEITA
CAPF	Centre d'Accueil et de Placement Familial
CDI	Commissariat au Développement Institutionnel
CDPE	Centre de Développement de la Petite Enfance
CEDEF	Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFPF	Centre de Formation Pratique
CGA	Centres de Gestion Agrées
CGS	Comite de Gestion Scolaire
CNAPN	Comité National pour l'Abandon de Pratiques Nuisibles à la Mère et à l'Enfant
CNDIFE	Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
CPF	Code des Personnes et de la Famille
CPN	Consultation Prénatale
CPS	Cellule de la Planification et de la Statistique
CREDD	Cadre de Relance Economique pour le Développement Durable 2019 – 2023
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CS-PNG	Conseil Supérieur Politique Nationale Genre
DGB	Direction Générale du Budget
DESC	Droits Economiques Sociaux et Culturels
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DNFPP	Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel
DUDH	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
EDSM-VI	Enquête Démographiques de Santé Mali VI
EFH	Egalité Femme/Homme
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
EPT	Education Pour Tous
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation et à l'Epanouissement de la Femme et de l'Enfant
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
GEDEFOR	Projet Gestion Décentralisée des Forêts
GRFF	Gestion des Ressources Forestières et Fauniques
GRM	Gouvernement République du Mali
IDH	Indice de Développement Humain
MEADD	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable
MEF-SG	Ministère de l'Economie et des Finances - Secrétariat Général
MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
MGF	Mutilations Génitales Féminine

SIGLES ET ABREVIATIONS	
MPFEF	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
ODD	Objectifs du Développement Durable
PACR	Projet d'Appui aux Communautés Rurales
PACUM	Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali
PADEC	Projet d'Appui au Développement Economique Communautaire
PAJM	Programme d'Appui à la Justice au Mali
PAPAM	Programme d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali
PAP	Projet Annuel de Performance
PBSG	Planification et Budgétisation Sensible au Genre
PDDAFFE	Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille 2020-2029
PDD-DIN	Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger
PDDSS	Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social 2014-2023
PDH	Promotion des Droits de l'Homme
PDI	Programme de Développement Institutionnel
PEFA	Dépenses Publiques et Responsabilité Financière/Public Expenditure Financial Accountability
PF	Planification Familiale
PGRN-CC	Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Changement-Climatique
PNG	Politique Nationale Genre
PNISA	Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole
DPPD-PAP	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance
P-RM	Président de la République du Mali
PROCEJ	Projet de Développement des Compétences et de l'Emploi des Jeunes
PRODAFFE	Programme de Développement de l'Autonomisation de la Femme et de l'Enfant et de la Famille 2020-2024
PRODEC	Programme Décennal de l'Éducation
PROSEA	Programme Sectoriel Eau Assainissement
PRPRM	Projet de Réduction de la Pauvreté dans la Région de Mopti
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RAMED	Régime d'Assistance Médicale
RG	Rapport Genre
SAPEP	Projet d'Accroissement de la Productivité Agricole des Petits Exploitants
TA	Taux d'Achèvement
TBA	Taux Brut d'Admission
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
VBG	Violences Basées sur le Genre
VFF	Violences Faites aux Femmes et aux Filles
VSBG	Violences Sexuelles Basées sur le Genre
SCOFI	Scolarisation des Filles
MIQRA	Projet d'Amélioration de la Qualité et des Résultats de l'Education pour tous au Mali
RGPH5	Recensement Général de la Population et de l'Habitat 5
PNP	Politique Nationale de Population
SSRAJ	Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et des Jeunes

1.RESUME EXECUTIF

Le Rapport Genre annexé au projet de loi de finances 2027 doit rendre lisible la manière dont les politiques et les ressources publiques exécutées en 2025 ont contribué à réduire les inégalités entre les femmes et les hommes.

La compilation des rapports témoigne d'une appropriation croissante de l'approche genre par les ministères sectoriels : identification de défis sectoriels, présentation d'activités ciblées, premiers exercices de catégorisation des dépenses, données de bénéficiaires ventilées par sexe et profils sexués du personnel. Les contributions désormais intégrées de l'éducation, de l'urbanisme, de la population, de la culture, de l'artisanat et du tourisme complètent la lecture des droits sociaux et des opportunités économiques.

Toutefois, le document demeure davantage une juxtaposition de rapports ministériels qu'un véritable instrument consolidé d'aide à la décision budgétaire. Les formats, périodes, unités, périmètres et niveaux de détail diffèrent fortement. Plusieurs activités en faveur des femmes sont présentées sans lien démontré avec un objectif de programme, un indicateur de performance, une ligne budgétaire ou un résultat mesurable sur les inégalités. La prédominance des données d'activités et de participation ne permet pas encore d'apprécier systématiquement les changements de situation, d'accès, de pouvoir économique ou de représentation.

La transition vers le budget en mode programme appelle un changement de focale : le genre ne doit pas rester une rubrique périphérique ou une série d'actions ponctuelles. Il doit être intégré dans la chaîne complète de performance — diagnostic, objectif, indicateur, cible, activité, crédit, exécution, résultat et redevabilité.

Le Rapport Genre doit donc relier les écarts observés aux choix d'allocation et documenter non seulement les dépenses explicitement ciblées, mais aussi les dépenses générales dont les effets diffèrent selon le sexe, l'âge, le handicap, le territoire, le déplacement ou la vulnérabilité.

Le profil démographique accentue cette exigence. Le RGPH5 de 2022 dénombre 22 395 485 habitants ; la population est presque paritaire selon le sexe, très jeune et en croissance rapide. L'étendue du territoire, l'organisation en 19 régions et District de Bamako, ainsi que les fortes disparités entre zones urbaines, rurales, fragiles et difficiles d'accès imposent une lecture territorialisée et intersectionnelle. Les moyennes nationales peuvent masquer l'exclusion des filles rurales, des femmes déplacées, des personnes handicapées, des ménages dirigés par des femmes et des populations des zones affectées par l'insécurité.

La Vision « Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma » et la SNEDD 2024-2033 offrent le nouveau cadre d'alignement. L'égalité entre les femmes et les hommes doit y être traitée à la fois comme droit fondamental, facteur de cohésion, condition de développement du capital humain et levier de transformation économique. Le Rapport Genre 2027 devrait expliciter, pour chaque ministère, la contribution de ses programmes aux priorités nationales, à la Politique nationale Genre et aux engagements internationaux pertinents.

La catégorisation et le marquage budgétaire sont les deux leviers techniques prioritaires. La catégorisation qualifie le degré de contribution d'une dépense à l'égalité ; le marquage inscrit cette qualification dans les systèmes budgétaires afin de quantifier, suivre et auditer les crédits. Leur crédibilité exige des critères communs, une justification documentée, un contrôle qualité

et l’interdiction d’assimiler automatiquement toute dépense bénéficiant à des femmes à une dépense transformatrice de genre.

2.INTRODUCTION GENERALE

Le budget de l'État est l'instrument principal de mise en œuvre des politiques publiques. Il traduit en ressources, programmes, actions et résultats les priorités nationales. Parce que les femmes et les hommes n'occupent pas les mêmes positions économiques et sociales, n'assument pas les mêmes charges non rémunérées et ne disposent pas d'un accès égal aux services, aux revenus, aux actifs et à la décision, une mesure apparemment neutre peut produire des effets différenciés. La budgétisation sensible au genre vise précisément à rendre ces effets visibles et à orienter les ressources vers la réduction des écarts.

Le Rapport Genre annexé au projet de loi de finances 2027 s'inscrit dans cette logique de transparence, de performance et de redevabilité. Il présente les résultats obtenus en 2025 et doit permettre au Gouvernement, au Conseil National de Transition, aux structures de contrôle, aux partenaires sociaux et aux citoyens d'apprécier la cohérence entre engagements, allocations, réalisations et effets sur l'égalité.

Il complète les documents de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPAD) et les projets annuels de performance (PAP) en fournissant une lecture transversale que les documents sectoriels ne donnent pas spontanément.

L'exercice intervient dans une période de refondation des politiques publiques : mise en œuvre de la Vision Mali 2063, opérationnalisation de la SNEDD 2024-2033, rénovation du cadre organique des lois de finances et poursuite de la réforme de la gestion des finances publiques.

Il se déroule aussi dans un environnement marqué par l'insécurité, les déplacements, les contraintes climatiques, la pression démographique, la pauvreté et la contraction de certains financements extérieurs. Ces facteurs aggravent les vulnérabilités mais rendent, en même temps, l'analyse genre des arbitrages budgétaires plus indispensable.

PARTIE I : ANALYSE TRANSVERSALE DU PROFIL GENRE PAYS

1.1. Profil démographique et territorial : implications budgétaires

Élément structurant	Constat synthétique	Implication pour la BSG
Population	22 395 485 habitants au RGPH5 2022 ; près de la moitié sont des femmes.	Dimensionner les services sur des données récentes et produire des indicateurs ventilés par sexe.
Jeunesse	47,2 % ont moins de 15 ans selon la compilation ; âge moyen proche de 21 ans.	Prioriser éducation, santé reproductive, nutrition, protection, compétences et insertion des filles et jeunes femmes.
Croissance	Croissance démographique annuelle indiquée à 3,3 %.	Anticiper la hausse des besoins et éviter que l'offre publique ne se dégrade par habitant.
Ménages	La compilation indique 92,6 % de ménages dirigés par des hommes et une taille moyenne élevée.	Analyser : pouvoir de décision, dépendance économique, travail de soins et situation particulière des ménages dirigés par des femmes.
Territoire	19 régions, District de Bamako, 159 cercles, 466 arrondissements et 819 communes dans la compilation.	Déconcentrer le suivi, ventiler les crédits et résultats par territoire et intégrer éloignement, ruralité et fragilité.
Urbanisation et mobilité	Urbanisation accélérée, exode rural et déplacements liés aux crises.	Différencier besoins urbains, périurbains, ruraux et des personnes déplacées ; suivre l'accès réel, pas seulement l'offre.

Ce profil commande une budgétisation à plusieurs dimensions. Le sexe doit être croisé, lorsque les données le permettent, avec l'âge, le handicap, le milieu de résidence, la région, le statut de déplacement et le niveau de pauvreté. Sans ces croisements, la parité démographique peut donner l'illusion d'une égalité de situation alors que les écarts se concentrent sur certains groupes et territoires.

1.2. Défis transversaux d'égalité

- Normes sociales et partage inégal du pouvoir : persistance des stéréotypes, des unions précoces, de la faible autonomie de décision et de la sous-représentation des femmes dans les postes électifs, nominatifs et techniques.

- Capital humain : obstacles différenciés dans l'accès, le maintien et la qualité des services d'éducation, de santé, de nutrition, d'eau et de protection sociale, aggravés en contexte d'insécurité et d'éloignement.

- Autonomie économique : accès insuffisant des femmes à la terre, au financement, aux intrants, aux équipements, aux marchés, aux technologies, à la formalisation et aux emplois décents ; concentration dans les segments les moins rémunérateurs.

- Violences et accès aux droits : violences basées sur le genre, faible recours aux services de prise en charge, obstacles économiques et géographiques à la justice et insuffisance des dispositifs de prévention.

- Climat, environnement et énergie : exposition accrue des femmes rurales aux pénuries d'eau et d'énergie, au temps de collecte, à la dégradation des ressources et aux chocs climatiques, alors qu'elles restent peu présentes dans les décisions et financements climatiques.

- Fracture numérique et informationnelle : accès plus faible aux équipements, compétences, connectivité et services numériques, ce qui limite la participation citoyenne, l'entrepreneuriat et l'accès aux dispositifs publics.

1.3. BSG et budget en mode programme

Le budget-programmes organise l'action publique autour de résultats plutôt que de seuls moyens. Il offre donc un cadre favorable à la BSG, à condition que l'égalité soit intégrée dans les cadres de performance. Une activité isolée de sensibilisation ne suffit pas si le programme principal continue à produire des écarts. Inversement, une dépense d'infrastructure générale peut être hautement pertinente pour le genre lorsqu'elle répond à un diagnostic documenté, améliore l'accès des femmes et comporte des indicateurs adaptés.

Maillon de la performance	Question genre à documenter	Preuve attendue
Diagnostic	Quel écart femmes-hommes et quels groupes sont les plus affectés ?	Donnée de référence ventilée et analyse causale.
Objectif	Quel changement d'égalité le programme vise-t-il ?	Objectif explicite ou dimension genre d'un objectif existant.
Indicateur	Comment mesurer l'accès, la qualité, le contrôle ou le pouvoir de décision ?	Indicateur ventilé, cible annuelle et source vérifiable.
Activité	Quelle intervention corrige la cause de l'écart ?	Théorie de changement courte et bénéficiaires définis.
Crédit	Quel montant finance l'intervention ou sa composante genre ?	Ligne/action identifiable, montant voté et exécuté.
Résultat	Qui a effectivement bénéficié et quel changement est observé ?	Réalisation physique, financière et effet différencié.

Enjeu central — Passer d'un rapport descriptif sur les "activités femmes" à un rapport de performance budgétaire démontrant quels crédits ont réduit quels écarts, pour quels groupes et dans quels territoires.

1.4. NOUVEAU CADRE STRATÉGIQUE DE RÉFÉRENCE

1.4.1. Vision Mali 2063

La Vision *« Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma »* constitue l'horizon de long terme de la refondation et du développement national. Pour le Rapport Genre, son intérêt ne se limite pas à une citation introductive : chaque politique sectorielle doit montrer comment l'égalité contribue à la qualité du capital humain, à la gouvernance, à la cohésion, à la souveraineté et à la

transformation économique. Le Rapport Genre devient ainsi un instrument annuel de suivi budgétaire d'une ambition intergénérationnelle.

1.4.2. SNEDD 2024-2033

La Stratégie nationale pour l'Émergence et le Développement durable 2024-2033 est le cadre décennal d'opérationnalisation des priorités de développement. Le Rapport Genre devrait établir une matrice d'alignement entre : (i) les priorités et résultats de la SNEDD ; (ii) les orientations de la Politique nationale Genre ; (iii) les programmes budgétaires ; (iv) les indicateurs et cibles 2027 ; et (v) les résultats observés en 2025. Cette matrice éviterait que l'alignement demeure déclaratif.

1.4.3. Cadres complémentaires de référence

L'architecture de référence doit également intégrer la Politique nationale Genre actualisée, la loi relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives, les politiques sectorielles, les engagements de l'Agenda 2030 — notamment l'ODD 5 — ainsi que les instruments internationaux et africains ratifiés par le Mali. Le principe est celui de la cohérence : une même dépense ne doit pas être présentée sous plusieurs référentiels sans expliciter le résultat commun recherché.

Niveau	Fonction dans le Rapport Genre	Traitement recommandé
Vision 2063	Cap de transformation à long terme	Identifier la contribution stratégique de chaque secteur.
SNEDD 2024-2033	Cadre décennal de résultats	Relier programmes, résultats, indicateurs et cibles.
PNG	Référentiel spécialisé d'égalité	Qualifier les écarts et les réponses structurantes.
Budget-programmes	Mécanisme annuel et pluriannuel de financement	Tracer allocation, exécution et performance.
ODD et engagements internationaux	Cadre de redevabilité externe	Utiliser les indicateurs harmonisés pertinents.

1.5. POURQUOI ANNEXER LE RAPPORT GENRE À LA LOI DE FINANCES?

Le Rapport Genre est une annexe explicative et un instrument de redevabilité budgétaire. La compilation cite la loi relative aux lois de finances et rappelle que les annexes éclairent l'information et le contrôle du législateur.

La version définitive doit actualiser cette base juridique au regard de la Loi organique n°2025-038 du 15 août 2025 relative aux lois de finances, citée dans le rapport du MEF, et vérifier la référence précise des dispositions applicables.

- Transparence : rendre visibles les bénéficiaires réels et les effets différenciés des recettes et dépenses publiques.
- Arbitrage : fournir au Gouvernement et au législateur des éléments pour renforcer, réorienter ou supprimer les dépenses selon leur contribution à l'égalité.

- Performance : compléter les PAP et RAP par une lecture des écarts, cibles, résultats et coûts sensibles au genre.
- Redevabilité : suivre les engagements nationaux et internationaux et expliquer les écarts entre objectifs, crédits et réalisations.
- Efficience : mieux cibler les ressources rares, prévenir les dépenses symboliques et valoriser les interventions à impact démontré.
- Contrôle citoyen : permettre aux organisations de femmes, chercheurs, médias et collectivités d'apprécier l'action publique.

La BSG n'est ni un budget séparé pour les femmes, ni une règle consistant à attribuer mécaniquement la moitié de chaque crédit à chaque sexe. Elle est une méthode d'analyse et de décision appliquée aux recettes, aux dépenses, aux investissements, aux transferts et aux politiques de personnel, sur l'ensemble du cycle budgétaire.

1.6. CATÉGORISATION ET MARQUAGE GENRE DES DÉPENSES

1.6.1. Distinction : Catégorisation et marquage genre des dépenses

La catégorisation est l'analyse qualitative préalable : elle détermine la nature et l'intensité du lien entre une dépense et l'égalité de genre. Le marquage est l'enregistrement codifié de cette qualification dans la nomenclature, les outils de programmation et le système d'information budgétaire. Sans catégorisation rigoureuse, le marqueur produit des agrégats trompeurs ; sans marquage, la catégorisation reste difficile à consolider et à suivre.

1.6.2. Grille nationale proposée

Code	Catégorie	Critère minimal	Exemple de preuve
G0	Non ciblée / lien non démontré	Aucun objectif ni résultat genre explicite.	Diagnostic absent ou dépense purement administrative non qualifiée.
G1	Sensible de manière indirecte	Répond à un besoin différencié ou améliore l'accès, sans égalité comme objectif principal.	Composante d'accès des femmes, indicateur ventilé, mesure d'accompagnement.
G2	Ciblée / objectif significatif	Réduction d'un écart explicite parmi les objectifs importants.	Cible, activités et part budgétaire genre identifiables.
G3	Spécifique / transformatrice	Égalité comme objectif principal ; agit sur causes structurelles, normes ou pouvoir.	Résultat de transformation, dispositif dédié, financement traçable.

Le marquage doit intervenir au niveau le plus fin techniquement possible — activité ou ligne — et non au seul niveau du programme, car un même programme peut combiner plusieurs catégories. Le montant marqué doit correspondre à la part justifiable de la dépense. Une dépense de 10 milliards comportant une petite composante de formation des femmes ne doit pas être intégralement comptabilisée comme sensible au genre.

1.6.3. Garanties de crédibilité

- manuel de marquage commun, exemples sectoriels et critères d'exclusion ;
- fiche justificative signée par le responsable de programme et revue par la DFM/CPS et le point focal genre ;
- contrôle de cohérence par la DGB et le MPFEF avant les conférences budgétaires ;
- stabilité du marqueur entre programmation, loi de finances, exécution et rapport annuel de performance ;
- audit par échantillon et publication des corrections ;
- interdiction du double comptage et distinction entre montant total du projet et part effectivement sensible au genre.

1.7. LECTURE TRANSVERSALE DES RAPPORTS SECTORIELSDISPONIBLES

Les contributions disponibles couvrent les droits civils et politiques, les services sociaux et plusieurs secteurs économiques. Elles montrent une progression hétérogène : quelques ministères tentent de relier programmes, exécution et catégorisation ; d'autres se concentrent sur les enjeux, les bénéficiaires ou les plans d'activités.

Le tableau ci-après synthétise les principaux enseignements, sans se substituer aux rapports sectoriels.

Ministère /Secteur	Acquis observés	Fragilité principale
1.Promotion de la Femme	Mandat institutionnel, portefeuille d'actions et données de résultats détaillées.	Besoin de mieux relier résultats, coût, couverture territoriale et effets sur les écarts.
2.Justice et droits humains	Identification des enjeux d'accès aux droits et de représentation.	Indicateurs d'issue, qualité de prise en charge et exécution budgétaire à harmoniser.
3.Communication et numérique	Diagnostic sur fracture numérique, alphabétisation et accès au financement.	La planification/budgétisation genre est indiquée comme néant.
4.Santé et développement social	Programmes structurés et nombreuses mesures visant femmes, enfants et vulnérabilités.	Besoin de consolider résultats, crédits et effets selon sexe, âge et territoire.
5.Énergie et eau	Démarche avancée de prise en compte et d'exécution d'activités genre.	Périmètre des dépenses marquées et qualité des données déconcentrées à préciser.
6.Environnement	Reconnaissance du rôle des femmes et intégration dans projets/programmes.	Activités, indicateurs et budgets genre encore insuffisamment déterminés.
7.Mines	Diagnostic sectoriel, pistes sur titres, VBG et fonds de développement local.	Faible institutionnalisation et ressources du comité genre.
8.Agriculture	Comparaison de catégorisation et exemple de projet à lien direct ; données d'exécution.	Majorité de dépenses sans lien explicite ; recherche-formation peu couverte ; exécution signalée faible sur un programme.
9.Élevage et pêche	Reconnaissance du poids économique des femmes et propositions de stratégie/base de données.	Mesures dédiées, données et financement du mécanisme genre encore insuffisants.
10.Emploi/formation	Données sur création d'emplois et programmes jeunes/femmes.	Résultats insuffisamment ventilés et retrait de partenaires affectant les objectifs.

Ministère /Secteur	Acquis observés	Fragilité principale
11.Économie et finances	Profil du personnel détaillé ; prise en compte du PREM et du financement des entreprises.	Part féminine globale ne garantit pas accès au leadership ; outil de traçage à consolider.
12.Industrie et commerce	Actions de formation, entrepreneuriat, exportation et climat des affaires.	Tableaux incomplets/incohérents ; participation féminine encore faible dans plusieurs activités.
13.Education nationale	Indicateurs sexo-désagrégés, politique SCOFI, activités budgétaires ciblées et programmes stratégiques 2.041 et 2.043.	Ecarts persistants filles/garçons, faible représentation des femmes dans certaines responsabilités et divergences internes de données à valider.
14.Urbanisme, Habitat, Domaines, Aménagement du Territoire et Population	Activités de population, études VBG/MGF/mariage des enfants/SSRAJ, suivi du dividende démographique et budget genre identifié.	Absence de comité de gestion genre et données d'effectifs incomplètes ; articulation entre urbanisme/habitat et genre encore peu documentée.
15.Artisanat, Culture, Industrie Hôtelière et Tourisme	Enjeux sectoriels explicites, indicateurs 2022-2025, exécution financière et distinction des dépenses directes/indirectes.	Données et classifications à harmoniser ; certaines valeurs financières du rapport source nécessitent validation.

Quelques données illustrent ces écarts de maturité : le rapport du MEF présente 904 femmes sur 2 266 agents, soit 39,89 %, mais plusieurs fonctions de direction restent exclusivement masculines ; des activités du climat des affaires totalisent 38 femmes sur 164 participants, soit 23 % ; une formation du CPA/SFD sur le financement climatique compte 5 femmes sur 24 participants. Dans l'agriculture, la compilation relève une exécution de 43,45 % pour un programme et l'absence de prise en compte du genre dans le programme Recherche-Formation. Ces chiffres sont utiles, mais ils doivent être replacés dans un dénominateur, une cible, une tendance et un résultat attendu. Le rapport de l'Education ajoute des indicateurs d'accès et de scolarisation des filles ainsi que des crédits identifiés pour la SCOFI et les filières techniques ; le rapport de l'Urbanisme documente des activités de population, VBG/MGF et dividende démographique ; le rapport de la Culture présente des indicateurs de performance et des budgets genre directs et indirects. Ces contributions renforcent la couverture sectorielle mais comportent aussi des points de validation signalés dans les fiches ministérielles.

1.8. RECOMMANDATIONS

1.8.1. Consolidation de la BSG dans le cycle budgétaire

1. Introduire une annexe genre obligatoire dans les DPPD-PAP et RAP, reliée aux objectifs et indicateurs des programmes.
2. Institutionnaliser une grille nationale G0–G3 et expérimenter le marquage dans quelques ministères pilotes avant généralisation.
3. Intégrer le marqueur dans le système d'information budgétaire et conserver le code de la programmation jusqu'à l'exécution.
4. Conditionner la validation d'une dépense marquée à l'existence d'une justification, d'un indicateur et d'une cible.
5. Analyser aussi les recettes, exonérations, transferts et marchés publics, et non les seules activités de dépenses.
6. Inscrire les conclusions du Rapport Genre dans les conférences de performance et les arbitrages de la loi de finances suivante.

1.8.2. Données, performance et capacités

7. Définir un noyau d'indicateurs communs : accès, qualité, contrôle des ressources, temps non rémunéré, emploi, leadership, sécurité et satisfaction.
8. Ventiler par sexe et, selon pertinence, par âge, handicap, territoire, pauvreté et déplacement ; publier le périmètre couvert.
9. Renforcer les capacités des responsables de programme, DFM, CPS, points focaux genre, contrôleurs et parlementaires sur l'analyse d'impact et le marquage.
10. Doter les comités d'institutionnalisation du genre d'un mandat opérationnel, d'un plan de travail financé et d'une obligation de rapportage.
11. Mettre en place un tableau de bord annuel et une évaluation indépendante périodique de la qualité et de l'utilisation du Rapport Genre.

PARTIE II :PRESENTATION DES RAPPORTS GENRES DES MINISTERES SECTORIELS

L'analyse des RG de chaque ministère concerne les éléments du canevas amélioré ci-après :

- la présentation du ministère à travers les réalisations, les enjeux et les indicateurs.
- les enjeux genre et gaps à combler ;
- les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre ;
- la planification et la budgétisation des actions genre.

En application de l'approche fondée sur la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) sous le prisme des droits humains, les rapports spécifiques des départements sectoriels répondent au classement selon les trois (3) axes thématiques Ces axes constituent les trois chapitres de cette seconde partie du rapport genre 2023.

1.Accès équitable aux droits civils et politiques

1. Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
2. Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille ;
3. Ministère de la Communication de l'Economie Numérique et de la modernisation de l'Administration ;

2.Accès équitable aux droits sociaux (Services sociaux de Base)

1. Ministère de la Santé et du Développement Social ;
2. Ministère de l'Energie et de l'Eau ;
3. Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable.
4. Ministère de l'Education Nationale ;
5. Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;

3.Accès équitable aux droits économiques et aux opportunités économiques

1. Ministère des Mines ;
2. Ministère de l'Agriculture ;
3. Ministère de l'Elevage et de la Pêche ;
4. Ministère de l'Industrie et du Commerce ;
5. Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
6. Ministère de l'Economie et des Finances.
7. Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.

2.1.1.MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

2.1.1.1.Présentation du MPFEF

Le **M**inistère de la **P**romotion de la **F**emme, de l'**E**nfant et de la **F**amille prépare et met en œuvre les politiques nationales du Genre, de la promotion de la Famille, de Promotion et de Protection de l'Enfant.
A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- L'élaboration et la mise en œuvre des mesures devant assurer le bien-être de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- L'élaboration et la mise en œuvre des actions visant à assurer la prise en charge des besoins spécifiques des Femmes et des Enfants ;
- la promotion des droits de la Femme et de l'Enfant ;
- la lutte contre les Violences Basées sur le Genre ;
- la promotion et la protection de l'Enfant ;
- la participation de l'Enfant ;
- La promotion des valeurs familiales ;
- La gestion du système d'information sur la Femme et l'Enfant ;
- la prise en compte des besoins spécifiques des Femmes et des Enfants dans les programmes et projets de développement,
- La coordination et le suivi de l'institutionnalisation du Genre.

Ainsi, dans le cadre de ses engagements en faveur de l'égalité de genre, le **G**ouvernement du **M**ali a adopté la **P**olitique **N**ationale **G**enre (**PNG**). Cette politique constitue le cadre stratégique global de promotion de l'égalité entre les sexes. Elle vise l'édification d'une société démocratique garantissant l'épanouissement de toutes les femmes et de tous les hommes, à travers l'exercice plein de leurs droits fondamentaux, une citoyenneté active et équitable, ainsi qu'un accès juste aux ressources, dans un Mali émergent, fondé sur les valeurs de justice, de paix, de solidarité et de cohésion sociale.

Dans le prolongement de cette politique, le Mali a engagé d'importance réformes de gestion des finances publique à travers l'application des directives harmonisées de l'UEMOA et la transition vers le budget programme. Dans ce contexte, le gouvernement du Mali à élaborer le mis en œuvre deux générations successives de stratégies nationales de Planification et de Budgétisation Sensible au Genre (PBSG). Cette approche vise à réduire les écarts accès aux ressources, aux opportunités et aux services sociaux entre les femmes et hommes.

Dans cette dynamique, la prise en compte effective des inégalités entre les sexes dans les politiques publiques constitue une exigence majeure pour une gouvernance inclusive, équitable et durable. Conscient de cet impératif, l'État malien s'est engagé, depuis plusieurs années, dans un processus de **planification et de budgétisation sensible au genre (PBSG).** Cette approche vise à réduire les écarts d'accès aux ressources, aux opportunités et aux services sociaux entre les femmes et les hommes.

C'est dans cette optique que s'inscrit la production d'un Rapport Genre, annexé à la loi de finances. Ce rapport constitue un outil stratégique de pilotage, de suivi et d'évaluation de l'intégration du genre dans les politiques publiques. Il permet de :

- ***Rendre visible l'effort budgétaire consenti par les départements ministériels et institutions en faveur de l'égalité de genre ;***
- ***Apprécier les progrès réalisés en matière de réduction des inégalités entre les sexes ;***
- ***Orienter les actions futures sur la base des résultats obtenus et des besoins constatés.***

Le présent **R**apport **G**enre sectoriel, élaboré par le **MPFEF**, s'inscrit dans ce cadre.

2.1.1.2. Enjeux et gaps à combler :

a)- Enjeux

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses missions et conformément aux engagements nationaux, régionaux et internationaux en matière de promotion du genre, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) est confronté à plusieurs enjeux majeurs pour l'atteinte des objectifs de la Politique Nationale Genre (PNG). Ces enjeux traduisent la nécessité de renforcer les mécanismes de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, de protection des droits des femmes, des enfants et des familles, ainsi que d'améliorer la gouvernance des interventions dans ce domaine.

Les principaux enjeux se présentent comme suit :

- La persistance des inégalités d'accès à l'éducation et à l'alphabétisation,
- La prévalence des violences basées sur le genre (VBG),
- La faible participation des femmes aux instances de décision et de gouvernance,
- Les effets de la crise sécuritaire sur les femmes et les filles,
- La vulnérabilité des femmes et des enfants face aux changements climatiques,
- La persistance des normes socioculturelles discriminatoires,
- L'insuffisante institutionnalisation de l'approche genre dans les politiques publiques,
- Le renforcement de l'autonomisation économique et du leadership féminin,
- La Persistance du travail des enfants dans les secteurs à risques (mines, agriculture, économie informelle).

b)GAPS A COMBLER

Les États généraux sur la situation de la femme, de l'enfant et de la famille ont permis d'établir un diagnostic participatif et partagé des insuffisances à corriger. L'analyse de la situation fait apparaître des lacunes structurelles, institutionnelles et opérationnelles qu'il convient de combler afin de garantir l'efficacité et l'impact réel des réformes engagées.

À cet égard, les principaux gaps identifiés sont les suivants :

- Insuffisance et irrégularité des financements alloués aux interventions en faveur de la femme, de l'enfant et de la famille ;
- Faible budgétisation sensible au genre dans les budgets sectoriels ;
- Faible accès à l'eau potable et aux services d'assainissement dans certaines zones ;
- Faible accès des femmes aux ressources productives, notamment la terre (inégalités importantes de propriété foncière, au financement et au crédit) ;
- Insuffisance des dispositifs spécialisés de protection et de prise en charge des enfants vulnérables ;

- Prévalence toujours élevée des VBG, notamment les violences conjugales les mutilations génitales féminines et le mariage d'enfants malgré une légère évolution des tendances ;
- Faible couverture territoriale des mécanismes d'alerte, de référencement des cas de VBG et des services de prise en charge holistique ;
- Faible intégration des enjeux familiaux dans les politiques sectorielles ;
- Insuffisance des actions de prévention des conflits familiaux et de soutien à la parentalité ;
- Insuffisance de données désagrégées, actualisées et harmonisées sur la femme, l'enfant et la famille.

2.1.1.3.Mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre
a)- les mesures spécifiques

Malgré les progrès enregistrés dans certains domaines, des disparités persistantes subsistent entre les femmes et les hommes dans plusieurs domaines de la vie économique, sociale et politique. Afin de réduire ces inégalités et de promouvoir une égalité effective, le département met en œuvre plusieurs mesures et stratégies spécifiques, notamment :

- **Le renforcement de l'autonomisation économique des femmes**

Dans le domaine de l'autonomisation économique, plusieurs actions ont été mises en œuvre, notamment le renforcement de l'accès des femmes aux mécanismes de financements auprès des institutions financières partenaires, le développement d'activités génératrices de revenus adaptées aux réalités des femmes en milieu rural et urbain, la promotion de l'entrepreneuriat féminin et l'appui aux coopératives de féminines, le renforcement des capacités des femmes ainsi que des filles déscolarisées dans divers corps de métier, la réinsertion socio-économique des personnes survivantes de violences basées sur le genre (VBG) et l'octroi de subventions aux femmes entrepreneures.

- **L'amélioration de l'accès des femmes aux ressources productives**

Les efforts se sont poursuivis pour assurer le suivi de l'application effective des dispositions de la Loi Foncière Agricole prévoyant l'attribution d'au moins 15 % des aménagements aux femmes et aux jeunes. Des plaidoyers ont été réalisés en faveur de l'attribution des terres agricoles aux femmes.

- **La promotion de l'éducation et de la formation des filles et des femmes**

Le Ministère a mené des actions en faveur de la préparation et de l'accompagnement des candidates aux concours d'entrée à l'École Nationale d'Administration (ENA) et aux examens du Diplôme d'Etude Fondamentale.

- **La lutte contre les violences basées sur le genre (VBG)**

En matière de lutte contre les violences basées sur le genre le département a élaboré un livret pour renforcer l'appropriation des dispositions du code pénal et code de la procédure pénale en lien avec le VBG. Le développement des centres d'écoute, d'accueil et de prise en charge des survivantes se poursuit, tout comme le renforcement du système de gestion des informations sur les VBG pour un meilleur suivi des cas. Des campagnes de sensibilisation communautaire sont régulièrement conduites afin de faire évoluer les normes sociales discriminatoires. Le lancement et la diffusion de la série danse inlassable.

- **Le renforcement de la participation et représentativité des femmes à la gouvernance**

Le suivi de la représentativité des femmes dans les fonctions nominatives à travers l'analyse du communiqué du conseil des Ministres conformément aux dispositions légales en vigueur. Le leadership féminin est renforcé par la mise en place du bureau de la plateforme des femmes de l'AES section Mali.

- **La prise en compte du genre dans les politiques publiques**

L'intégration de la dimension genre dans les politiques publiques demeure également une priorité. À cet effet, l'accompagnement technique des Ministères sectoriels pour l'élaboration des documents de stratégies genre et la mise en place des comités sectoriels genres, le renforcement des capacités des comités sectoriels genre des département ministériels. L'introduction du STIG dans la revue des reformes, projets et programmes communautaires de l'UEMOA. La finalisation du document de la politique nationale genre révisée. Le suivi et l'évaluation des plans d'actions genre.

- **La protection des femmes en situation de vulnérabilité**

Les initiatives de protection et d'assistance ont été développés à l'endroit des femmes victime de catastrophes, déplacées et des enfants victime de violence abus exploitation négligence ainsi que des femmes rurales et économiquement défavorisées.

b) Evaluation des activités genre 2025

Au titre de l'année 2025, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a poursuivi la mise en œuvre de ses interventions en faveur de la promotion du genre, de la protection des droits des femmes et des enfants ainsi que du renforcement de la gouvernance sectorielle. Le taux de réalisation physique des activités s'est établi à **75,21 %**, tandis que le taux d'exécution budgétaire a atteint **62,11 %**. En revanche, le taux d'atteinte des indicateurs de performance s'élève à **38,89 %**, traduisant un niveau de résultats encore insuffisant au regard des objectifs fixés et mettant en évidence la nécessité de renforcer l'efficacité des interventions ainsi que le dispositif de suivi-évaluation.

L'année 2025 a toutefois été marquée par des avancées significatives dans le domaine de la gouvernance du genre. Celles-ci se sont notamment traduites par la poursuite du processus de révision de la Politique Nationale Genre, la tenue de la deuxième session du Conseil Supérieur du Genre, la désignation des conseillers techniques chargés du genre au sein des départements ministériels, l'installation des comités régionaux de suivi de l'institutionnalisation du genre ainsi que l'accompagnement des femmes candidates au concours d'entrée à l'École Nationale d'Administration (ENA). Ces actions ont contribué au renforcement du cadre institutionnel et des mécanismes de coordination en faveur de l'intégration du genre dans les politiques publiques.

Des progrès ont également été enregistrés dans la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) à travers la poursuite des actions de prévention, de prise en charge et de coordination des interventions. En matière d'autonomisation économique, les initiatives mises en œuvre à travers le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Épanouissement de l'Enfant (FAFE), le projet Karité ainsi que les Maisons de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ont contribué à renforcer les capacités économiques des femmes et à améliorer leur accès aux opportunités de développement. Les interventions en faveur des enfants en situation de vulnérabilité se sont également poursuivies afin de renforcer leur protection et leur prise en charge.

Par ailleurs, l'organisation des **États généraux sur la situation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille** constitue l'un des faits marquants de l'année. Cette concertation nationale a permis d'établir un diagnostic partagé des principaux défis relatifs à la promotion des droits des femmes, à la protection de l'enfant et au bien-être de la famille, tout en formulant des recommandations consensuelles destinées à orienter les futures réformes du secteur. La mise en œuvre effective de ces recommandations représente une opportunité majeure pour accélérer l'institutionnalisation du genre, renforcer la coordination des interventions et améliorer durablement les résultats au profit des populations cibles.

Malgré ces acquis, des défis demeurent, notamment la faible mobilisation des ressources destinées aux investissements, l'insuffisance des moyens financiers, humains et matériels consacrés au suivi-évaluation ainsi que les difficultés liées à la disponibilité des données de performance. Le renforcement du dispositif national d'institutionnalisation du genre, de la gestion axée sur les résultats et du système de suivi-évaluation apparaît ainsi comme un levier essentiel pour améliorer l'efficacité des politiques publiques sensibles au genre et accroître leur impact sur les conditions de vie des femmes, des enfants et des familles.

Les tableaux ci-après présentent l'évaluation des indicateurs sensibles au genre des différents programmes du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Ces tableaux mettent en évidence le niveau de réalisation des indicateurs sensibles au genre ainsi que les principaux résultats enregistrés au cours de l'exercice 2025.

Tableau 1 - Evaluation des indicateurs genre 1.022 Administration générale et Développement des Capacités Institutionnelles

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2025		
	2023	2024	Prévu	Réel	Taux (%)
Objectif 1 : Améliorer la planification, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et programmes du département					
1.2 Taux de mise en œuvre des recommandations issus des instances statuaires des politiques et programmes	68,42	57.14	100	85,31	85.31
Moyen de vérification : PV/CR de session (SP-PNG, CNDIFE, FAFE) **Précision méthodologique** : nombre de recommandations mises en œuvre en Année N/ nombre total de recommandations formulées en Année N-1) X 100					

Commentaire :

La mise en œuvre des recommandations issues des instances statutaires s'est améliorée également en 2025, ce qui témoigne d'un meilleur suivi des décisions prises au sein des cadres de gouvernance. Néanmoins, l'écart constaté s'explique par la non-mise en œuvre complète de certaines recommandations, notamment la révision de la Politique Nationale Genre et la désignation des points focaux genre sectoriel ainsi que les comités d'institutionnalisation de la PNG.

Les recommandations issues des réunions statutaires et cadres de concertation ont été exécutées à hauteur de 85,31 % pour l'ensemble des programmes ; 11/26 réunions statutaires au niveau des organes du mécanisme d'institutionnalisation du Genre (9 réunions de comités régionaux de suivi des questions genre et les deux réunions du cadre national de concertation sur le Genre) , on note une insuffisance au niveau de la tenue des réunions du conseil supérieur de la politique nationale Genre et des comités sectoriels Genre des départements ministériels pour l'année 2025. Une des recommandations formulées au niveau du cadre national sur le genre

indique la prise en compte de ces réunions statutaires sur la ligne des cadres de concertations au niveau de chaque département ministériel et les budgets des régions. Cet indicateur a été satisfait au niveau du secrétariat à 66,66% (6/9 recommandations).

Le MPFEF étant un département chargé du genre, tous les indicateurs du programme 1.022 renferment des activités genre même si le libellé des indicateurs ne le reflète pas spécifiquement. Cependant, la mission de coordination et de suivi du ministère nécessite de mettre l'accent sur certaines activités.

Le suivi de L'institutionnalisation du Genre enregistre une avancée certaine à travers la mise en place des organes au niveau sectoriel **(19/27 contre 14/27),** au niveau région **(11/11 contre 8/11) ; 26/27 contre 21/27** représentations genre dont **23** conseillers techniques et 03 chargées de mission (**Economie et des finances ; artisanat, de la culture, de l'industrie, hôtellerie et du tourisme et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique)** nommés au niveau des départements Ministériels soit un taux de représentation de 96,29% pour l'ensemble et 85,18% pour les conseillers(es) techniques ; **15/27** ont évolué vers l'élaboration d'un plan d'action parmi lesquels 7 disposent de stratégie genre (**Ministère de la Défense et des anciens combattants ; ministère de l'entreprenariat national, de l'emploi et de la formation professionnelle ; ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable ; ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale ; ministère de l'économie et des finances, Ministère de l'Education, Ministère de la Santé**) et 1 d'un audit genre (**Ministère de l'Education Nationale, Ministère de la santé ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable**) soit un taux de progression de 55,55%.

La production du rapport Genre reste cependant timide au vu du nombre de départements et régions (5/27 soit 19% contre 0/27 en 2023 niveau sectoriel) et (1/10 soit 10% contre 0/10 en 2023 au niveau région).

Deux missions de suivi du schéma type organisationnel de l'institutionnalisation de Genre (STIG) a également pu être enregistré en 2025 par l'UEOMA.

Difficultés

- Le retard dans le recrutement des experts au niveau du SP-PNG ;
- Insuffisance de ressources financières qui limite les capacités du Secrétariat permanent ;
- La lenteur dans la mise en place des conseillers techniques genre et des comités sectoriels genre dans les départements ministériels ;
- La non effectivité du fonctionnement des comités d'institutionnalisation du genre ;
- Absence de projet d'appui au niveau SP-PNG ;
- La faiblesse dans la collaboration entre le SP-PNG et les programmes et projets ;
- Insuffisance dans la redevabilité des acteurs du mécanisme d'institutionnalisation du Genre ;
- Absence de mécanisme fonctionnel entre le SP-PNG et la société civile évoluant dans le domaine du genre ;
- Le faible fonctionnement du conseil supérieur de la politique nationale genre.

Mesures

- Diligenter le recrutement des trois experts ;
- Renforcer la ligne d'appui à la coordination pour permettre au SP-PNG d'exécuter sa mission régalienne de suivi de la politique ;
- Organiser un plaidoyer auprès des Ministres à l'application des lettres du PM à mettre en place les comités sectoriels genre et à la nomination des conseillers genre dans les départements ;
- Assurer le fonctionnement régulier du cadre de concertation ;
- Appuyer les comités à disposer de stratégies et plans d'action pour l'institutionnalisation du Genre ;
- Prendre en compte le Genre dans le schéma National de la Statistique ;
- Proposer des critères de choix des conseillers techniques Genre dans les départements ministériels.

Tableau 2 : Evaluation des indicateurs genre du Programme Présentation 2.059 Promotion de la Femme

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2025		
	2023	2024	Prévu	Réel	Taux (%)
Objectif 1 : Renforcer les mécanismes d'identification et de prise en charge holistique des cas de VBG.					
1.1 Pourcentage de survivant (es) de VBG ayant bénéficié d'une prise en charge holistique	79,99	24.56	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports national du PNVBG **Précision Méthodologique :** (Nombre de cas pris en charge / nombre de cas identifiés) x 100					
1.2 Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon des MGF/VBG.	53,39	35.49	100	16,16	16,16
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, **Précision Méthodologique :** (Nombre de villages ayant abandonné à travers la signature de convention / Nombre de villages à couvrir par an) x 100 (soit 693 villages par an) **Formule :** (Nombre de villages ayant abandonné à travers la signature de conventions /nombre de villages à couvrir par an) x100 (2100 villages soit 12% des 12000 villages)					
1.3 Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon sur le mariage d'enfants	89,49	52.32	100	22,62	22,62
Moyen de Vérification : Rapports national PNVBG, **Précision Méthodologique :** (Nombre de villages ayant abandonné le mariage d'enfants à travers la signature de convention / Nombre de villages à couvrir par an) x 100 (495 villages par an)					
1.4 Pourcentage des réunions de concertation nationale du COVBG et ses démembrements pour l'abandon des BVG	31,69	17.94	100	15	15
Moyen de Vérification : Rapport national PNVBG **Précision Méthodologique :** (Nombre de cadres de concertation tenus / Nombre de cadres de concertation prévus par an) x 100 (301 réunions par an)					

Objectif 2 : Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits					
Indicateurs et cibles de performance	**Références**		**Evaluation 2025**		
	2023	**2024**	**Prévu**	**Réel**	**Taux (%)**
2.1 Taux de représentativité des femmes dans les organes de prévention et de résolution des conflits	16	25	30	25.05	25.05
Moyen de Vérification : Rapport d'activités **Précision Méthodologique :** Dénombrement.					

2.2 Pourcentage de femmes formées dans la prévention et la gestion des conflits (R 1325)	0	150	100	20	20
Moyen de Vérification : Rapport de formation **Précision Méthodologique :** (Nombre de femmes formées/nombre total prévu) x100. (Prévision 450 femmes à former pendant les 3 ans)					

Objectif 3 : Appuyer la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.					
Indicateurs et cibles de performance	**Références**		**Evaluation 2025**		
	2023	**2024**	**Prévu**	**Réel**	**Taux (%)**
3.1 Taux de femmes formées dans les AGR et dans l'entreprenariat	149,38	100	100	93.22	93.22
Moyen de Vérification : rapports de formation et d'activités **Précision Méthodologique :** (nombre de femmes formées dans les AGR /nombre de femmes prévues) x 100 Formule : Nombre de femmes formées en entreprenariat /nombre de femmes prévues) x 100					
3.2 Pourcentage d'organisations de femmes ayant bénéficié des équipements et des infrastructures de production	173,35	92	100	29.97	29.97
Moyen de Vérification : bordereau de livraison, PV de réception **Précision Méthodologique :** (Nombre de femmes bénéficiaires / Nombre de femmes prévues) x 100.					
3.3 Taux de suivi et de supervision des activités d'AGR et d'entreprenariat	100	73.75	100	67.33	67.33
Moyen de Vérification : Rapports d'activités, rapport d'enquêtes **Précision Méthodologique :** (Nombre de missions de suivi et supervision réalisées / nombre de missions de suivi et supervision prévues) x100					

Objectif 4 :S'assurer de la représentativité des femmes dans les postes nominatifs et électifs					
Indicateurs et cibles de performance	**Références**		**Evaluation 2025**		
	2023	**2024**	**Prévu**	**Réel**	**Taux (%)**
4.1 Taux de représentativité des femmes aux postes nominatifs	20	13.6	30	28.1	93.67
Moyen de Vérification : Actes de nomination **Précision Méthodologique :** (Nombre de femmes nommées / Nombre total de personnes nommées) x 100					
4.2 Taux de représentativité des femmes aux postes électifs	10.6	0	30	19,33	19.33
Moyen de Vérification : Résultats d'élections **Précision Méthodologique :** (Nombre de femmes élues / Nombre total d'élus) x 100					
4.3 Taux de mise en œuvre des recommandations issues des cadres de concertation	0	33.65	100	75	75
Moyen de Vérification : Résultats d'élections (Karité, MAFEF, RFOE, PNVBG) **Précision Méthodologique :** (nombre de cadre de concertation fonctionnels du programme / nombre de cadre de concertation) x100					

Commentaire :

Dans le cadre du suivi des indicateurs du Programme 2.059, les résultats enregistrés en 2025 présentent des avancées notables, mais également des insuffisances importantes au regard des objectifs fixés.

S'agissant de l'**Objectif 1** relatif à la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), des résultats contrastés sont observés. Le taux de prise en charge des survivant(e)s de VBG a atteint **100 %**, traduisant une performance satisfaisante des dispositifs de prise en charge. En effet, **6 229 survivant(e)s** ont été identifiés et pris en charge, dont une majorité issue des communautés locales et des personnes déplacées internes. En revanche, les indicateurs relatifs à l'**abandon des MGF (16,16 %)** et du **mariage d'enfants (22,62 %)** restent faibles, tout comme celui relatif à la tenue des **cadres de concertation (15 %)**. Ces contre-performances s'expliquent principalement par les contraintes sécuritaires et économiques limitant les interventions sur le

terrain, ainsi que par l'absence de financement suffisant pour la tenue régulière des cadres de concertation.

Au niveau de l'Objectif 2 portant sur la participation des femmes à la prévention et à la gestion des conflits, le taux de représentativité des femmes s'établit à 25,05 %, en deçà de la cible de 30 %, traduisant une prise en compte encore insuffisante de l'approche genre dans certains mécanismes locaux. Par ailleurs, le taux de formation des femmes dans ce domaine reste faible (20 %), en raison notamment de l'insuffisance des ressources financières ayant limité l'organisation des sessions prévues.

Concernant l'**Objectif 3** relatif à l'autonomisation économique des femmes, des résultats globalement satisfaisants sont enregistrés en matière de **formation aux activités génératrices de revenus (93,22 %)**. Ces performances ont été rendues possibles grâce à la mise en œuvre de plusieurs initiatives, notamment avec l'appui du budget national et des partenaires techniques et financiers. Toutefois, l'**accès des organisations de femmes aux équipements et infrastructures de production** demeure limité (**29,97 %**), en raison du faible niveau de financement face à l'ampleur des besoins. Par ailleurs, le **taux de réalisation des missions de suivi et de supervision** est de **67,33 %**, traduisant un effort notable, mais encore perfectible.

Au titre de l'**Objectif 4** relatif au leadership et à la représentativité des femmes, des progrès significatifs sont observés. Le **taux de représentativité des femmes aux postes nominatifs** atteint **18 ,60 %**, loin de la cible fixée, tandis que celui des **postes électifs** s'établit à **19,30 %**, en progression mais encore insuffisant. En outre, le **taux de mise en œuvre des recommandations issues des cadres de concertation** est de **75 %**, traduisant une amélioration du suivi des décisions prises.

<u>Difficultés</u> :

- Insuffisance de ressources financières de l'État et aussi des partenaires au développement pour la fonctionnalité des cadres de concertation et des activités de sensibilisation sur le terrain.
- Faible accès des acteurs dans certaines zones d'intervention,
- la faible mobilisation des communautés pour l'abandon des pratiques néfastes ;
- l'insuffisance des activités de sensibilisation et de communication ;
- les limites dans le financement et l'accès aux équipements ;
- le faible niveau de formation des femmes dans certains domaines ;
- les contraintes socioculturelles affectant la participation des femmes ;
- les insuffisances dans le suivi et la coordination des activités

<u>Mesure</u> :

- Faire des plaidoyers auprès de l'État et des partenaires techniques et financiers pour le financement des actions pour l'abandon des VBG.
- renforcer les actions de sensibilisation et de mobilisation communautaire ;
- accroître les efforts de formation et de renforcement des capacités des femmes ;
- améliorer l'accès aux équipements et aux financements pour les activités génératrices de revenus ;
- renforcer le suivi et l'accompagnement des bénéficiaires ;
- promouvoir davantage la participation des femmes aux instances décisionnelles ;
- améliorer la coordination et le suivi des programmes.

Tableau 3 : Evaluation des indicateurs genre du Programme2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2025		
	2023	2024	Prévu	Réel	Taux (%)
Objectif 2 : Renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes					
2.1 Part des garçons victimes de VAEN y compris ceux en situation d'urgence pris en charge	100	31.29	100	47,25	47.25
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la DNPEF Précision Méthodologique : (Nombre de garçons pris en charge) / (le nombre total d'enfants identifiés) X 100					
2.2 Part des filles victimes de VAEN y compris celles en situation d'urgence prises en charge.	100	67.76	100	52,75	52.75
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la DNPEF Précision Méthodologique : (nombre de filles prises en charge / nombre total d'enfants de 12 à 18 ans) X 100.					
2.3 Pourcentage de personnes (hommes, femmes, filles, garçons) formés sur les droits et devoirs des enfants	91.61	34	100	60.69	60.69
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la DNPEF Précision Méthodologique : (nombre de personnes formés / nombre total de personnes à former) X 100					
Objectif 3 : Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation					
3.1 Pourcentage d'enfants de 12-17 ans formés en technique de plaidoyer, de communication et sur les enjeux du développement.	58	57.6	100	60,07	60.07
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la Cité des Enfants Précision Méthodologique : (nombre d'enfants formés / nombre d'enfants à former) X 100.					
3.2 Pourcentage d'enfants de 12-17 ans ayant pris part aux activités socioéducatives.	202	94.85	100	49,21	49,21
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la Cité des Enfants Précision Méthodologique : (nombre d'enfants ayants pris part aux activités socioéducatives / nombre total d'enfants prévus) X 100.					
3.3 Part des filles renforcées sur les questions de citoyenneté	43.71	45.66	100	36,38	36,38
3.4 Part des garçons renforcés sur les questions de citoyenneté.	57	54.34	100	34,33	34,33
Moyen de Vérification : Rapports de formation de la Cité des Enfants Précision Méthodologique : (nombre de filles renforcées / nombre total d'enfants prévus) X 100.					
Objectif 4 : Renforcer la fonction socialisante de la famille					
4.1 Pourcentage d'adolescents (15 -19 ans) informés et sensibilisés sur la santé de la reproduction/Planification familiale	100	100	100	100	100.00
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la DNPEF Précision Méthodologique : (nombre d'adolescents informés et sensibilisés / l'effectif total de la tranche 15-19 ans).					
4.2 Pourcentage de filles de 0 à 17 ans victimes de VAEN identifiées dans les centres d'accueil	322	346	500	306	52,76
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPEF. Précision Méthodologique : (nombre de fille de 0 à 17ans victimes de VAEN identifies dans les centres d'accueil / nombre d'enfant) X 100.					
4.3 Pourcentage de filles de 0 à 17 ans victimes de VAEN prises en charge dans les centres d'accueil	-	-	400	400	100.00
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPEF. Précision Méthodologique : (nombre de filles prises en charge / nombre de filles de 0-17 ans identifiés) X 100.					
4.4 Nombre de garçons de 0 à 17 ans victimes de VAEN identifiés dans les centres d'accueil	339	323	400	274	68.50
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPEF. Précision Méthodologique : Dénombrement					

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2025		
	2023	2024	Prévu	Réel	Taux (%)
4.5 Pourcentage de garçons de 0 à 17 ans victimes de VAEN pris en charge dans les centres d'accueil	100	100	100	100	100.00
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPEF. Précision Méthodologique : (nombre de garçons pris en charge/nombre de garçons de 0-17 ans identifiés) x 100					
4.6 Pourcentage d'enfants de 0 à 5 ans abandonnés et pris en charge en institutions	100	100	100	100	100.00
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPEF. Précision Méthodologique : (nombre d'enfants de 0-5 ans abandonnés identifiés/nombre d'enfants pris en charge en institution) X 100.					

Commentaire :

Objectif 2 :Renforcer les connaissances des personnes sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes :

- Dans le cadre de cet objectif, **5 809 enfants victimes de violences, abus, exploitation et négligence (VAEN), y compris ceux en situation d'urgence, ont été pris en charge**, soit **70,27 % de la cible prévue**. Parmi eux, **52,75 % sont des filles contre 47,25 % de garçons**, ayant bénéficié d'un accompagnement psychosocial et économique.
- Par ailleurs, **30 446 personnes ont été formées ou sensibilisées sur les droits et devoirs des enfants sur une prévision de 100 000**, soit **30,45 %**, La faible performance s'explique par **l'insuffisance de financement**.
  Aucune étude n'a été réalisée dans le domaine de la protection de l'enfance.

Objectif 3 :Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation : les activités de loisirs et de participation des enfants ont été promues à travers l'organisation des **journées commémoratives dédiées aux enfants**, les **centres de loisirs sans hébergement**, le **Salon de l'Enfance de Bamako (S.E.BA)** et diverses journées thématiques.

- Toutefois, l'indicateur relatif au **pourcentage d'enfants de 12 à 17 ans** formés en techniques de plaidoyer et de communication a atteint **60,07 %**, par ailleurs **49,21 % des enfants ont participé aux activités socioéducatives**, en raison de **l'insuffisance de financement.**
- Dans le cadre du renforcement de capacité des enfants sur les questions de citoyenneté, 7 425 enfants ont été formés sur une prévision de 10 500 enfants soit un taux de 70,71%. La part des filles est de 34,33% soit 3 605 filles. Les sessions ont porté notamment sur : les techniques et genre journalistique, les corps de métier (bogolan, recyclage des déchets plastiques).

Objectif 4 :Renforcer la fonction socialisante de la famille : au total, **114 641 adolescents de 15 à 19 ans o**nt été sensibilisés sur la santé de la reproduction et la planification familiale, dont **59,65 % de filles et 40,35 % de garçons**, atteignant la cible prévue grâce à l'engagement des acteurs et aux campagnes de sensibilisation sur la SR/PF.

En ce qui concerne les indicateurs ''**Pourcentage de filles de 0 à 17 ans** victimes de VAEN prises en charge dans les centres d'accueil'' et '' **Pourcentage de garçons de 0-17 ans** victimes de VAEN pris en charge dans les centres d'accueil'' ; nous retenons que les taux de prise en charge de 100% pour les deux sexes constituent un point fort majeur, démontrant l'efficacité des centres d'accueil dans la réponse aux cas identifiés. Toutefois, les faibles taux de réalisation en matière d'identification (52,76% pour les filles et 68,5% pour les garçons) mettent en évidence un défi important : celui du renforcement des stratégies de détection, de signalement et de référencement des enfants victimes de VAEN

Enfin, **308 enfants abandonnés de 0 à 5 ans ont bénéficié d'une prise en charge dans les institutions**, soit **163 filles (53 %) et 145 garçons (47 %)**, correspondant à **100 % de la cible**, grâce à l'engagement des autorités et des partenaires.

Difficultés majeures rencontrées

- Retard dans la mobilisation des ressources financières allouées à la mise en œuvre des activités ;
- Caducité de certains textes juridiques du CAPF et du parlement des enfants ;
- Insuffisance des ressources humaines, tant en effectif qu'en compétences, à tous les niveaux d'intervention ;
- Nombre limité de centres étatiques dédiés à la prise en charge des enfants en situation de vulnérabilité ;
- Insuffisance de structures spécialisées pour la prise en charge des enfants vivant avec un handicap ;
- Contraintes socioculturels et contexte d'insécurité persistante entravant la mise en œuvre des activités.

Mesures proposées

- Accroître la mobilisation des ressources financières et renforcer les allocations budgétaires ;
- Renforcer les ressources humaines en nombre et en capacités à tous les niveaux ;
- Augmenter le nombre de centres d'accueil et de prise en charge des enfants en situation de vulnérabilité ;
- Procéder à la relecture et à l'adoption des textes relatifs au CAPF et à la loi sur la protection de l'enfant ;
- Mettre en place un centre spécialisé pour la prise en charge des enfants vivant avec un handicap ;
- Renforcer les dispositifs sécuritaires afin d'assurer la continuité des interventions sur le terrain.

Tableau 4 : Evaluation des indicateurs genre du Programme3.003 :Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2025		
	2023	2024	Prévu	Réel	Taux (%)
Objectif 1 : Accroitre le potentiel économique des femmes					
1.1 Pourcentage de projets générateurs de revenus financés par le FAFE à travers les structures partenaires (Banques et SFD)	0	63.64	75	15,16	20.21
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CT-FAFE, rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre du FAFE. **Précision Méthodologique** : (Nombre de plans d'affaires d'**AGR/PME/PMI** financés / nombre total de plans d'affaires d'AGR/PME/PMI reçus) x 100					
1.2 Nombre d'AGR/PME/PMI, d'organisations de groupements de femmes et d'usagers accompagnés (appui-conseil)	97.27	19.1	100	95	95.00
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la CT-FAFE, rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre du FAFE. **Précision Méthodologique** : Dénombrement.					
1.3 Nombre d'AGR/PME/PMI, d'organisations de groupements de femmes et d'usagers accompagnés (appui-conseil).	2175	2250	2000	0	0

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2025		
	2023	2024	Prévu	Réel	Taux (%)
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la CT-FAFE, rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre du FAFE **Précision Méthodologique** : Dénombrement.					
Objectif 2 : Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique, économique et politique					
2.1 Pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels et équipements de production.	2425	316	100	100	100.00
Moyen de Vérification : Rapports de formation, rapport suivi évaluation, rapports d'activités de la CT-FAFE, rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre du FAFE **Précision Méthodologique :**					
2. 2 Nombre de femmes dont les capacités ont été renforcées (apprentissage - formation).	0	0	100	100	100.00
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CT-FAFE, rapport de suivi/évaluation, rapports de participations aux activités commerciales et promotionnelles. **Précision Méthodologique** : Dénombrement.					
2.3 Pourcentage de promotrices d'AGR/PME/PMI accompagnées à participer aux activités commerciales et promotionnelles (foires, salons, fora, expositions, festivals et autres)	775	281	100	0	0.00
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CT-FAFE, rapport d'activités des partenaires de mise en œuvre du FAFE. **Précision Méthodologique** : Dénombrement.					
2.4 Nombres d'emplois crées pour les femmes.	0	7	100	46	46.00
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CT-FAFE, rapport d'activités des partenaires de mise en œuvre du FAFE. **Précision Méthodologique** : Dénombrement.					
2.5 Nombres d'emplois crées pour les filles.	-	-	10	0	0.00
Moyen de Vérification : **Rapport d'activités de la CT-FAFE**, rapport d'activités des partenaires de mise en œuvre du FAFE. **Précision Méthodologique** : Dénombrement					
Objectif 3 : Contribuer à l'épanouissement de l'enfant					
3.1 Nombre d'enfants en situation difficile accompagnés pour leur réinsertion Sociale.	615	488	100	100	100.00
Moyen de Vérification : Rapports de suivi/évaluation, rapport d'activités de la CT-FAFE, rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre du FAFE, justificatifs des activités d'accompagnement effectués. **Précision Méthodologique** : Dénombrement.					
3.2 Nombre d'enfants encadrés (apprentissage, scolarisation) filles.	266	10	100	0	0.00
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la CT-FAFE et des partenaires de mise en œuvre du FAFE, justificatifs des activités d'encadrement effectuées. **Précision Méthodologique** : Dénombrement.					
3.3 Nombre d'enfants encadrés (apprentissage, scolarisation) garçons.	0	0	100	0	0.00
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la CT-FAFE. **Précision Méthodologique** : Dénombrement.					

Commentaire : au titre de l'année 2025, le programme 3.003 s'est assigné quatre (04) objectifs et quinze (15) indicateurs. Le programme n'a pu atteindre que trois (03) indicateurs sur les quinze (15) prévus, soit un taux de réalisation global de 20%. Conformément à ces objectifs et indicateurs, il ressort les principaux résultats suivants :

Au titre de l'objectif 1 relatif à l'accroissement du potentiel économique des femmes, la performance des indicateurs reste contrastée en 2025.

Pour l'indicateur 1.1 relatif au pourcentage de projets générateurs de revenus financés par le FAFE à travers les structures partenaires (Banques et SFD), la réalisation est de 15,16 % pour une cible prévue de 75 %, soit un taux de réalisation de 20,21 %. Cette faible performance

s'explique par l'insuffisance de l'enveloppe financière disponible pour le financement des projets et par les effets de la crise sécuritaire qui limitent l'accès aux promoteurs.

L'indicateur 1.2 portant sur le nombre d'AGR/PME/PMI, d'organisations de groupements de femmes et d'usagers accompagnés (appui-conseil) enregistre une performance de 95 % avec 95 bénéficiaires pour une cible de 100.

Au titre de l'objectif 2 relatif au développement du leadership des femmes dans la vie publique, économique et politique, deux (02) indicateurs sur cinq (05) ont atteint leur cible annuelle.
L'indicateur **2.1** portant sur le pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels et équipements de production a atteint sa cible, avec 100 % de réalisation, conformément à la prévision annuelle de 45 organisations. Cette réalisation est justifiée par la dotation en matériels et équipements de production à quarante-cinq (45) promotrices d'AGR, dont certaines à la FENAFER, lors de la cérémonie commémorative de la Journée de la Femme Rurale, le 15 octobre 2025. Les équipements remis comprenaient des tricycles, des kits de maraîchage, des semences (oignons, salade, concombre, tomates, carottes, betteraves, gombos), des matériels de transformation alimentaire, des machines de fabrication d'eau potable, des kits de fabrication de savon, des machines à coudre, des congélateurs, des réfrigérateurs, ainsi que des bâches de grand format et des chaises en plastique.
Cette performance reflète l'accompagnement concret du **FAFE** dans la dotation des structures féminines en équipements de production adaptés.

L'indicateur **2.2** relatifs au nombre de femmes dont les capacités ont été renforcées (apprentissage – formation) a également atteint sa cible, avec 320 femmes formées sur une prévision de 320.
En 2025, ces formations ont concerné des femmes promotrices d'AGR/PME/PMI issues des régions de Koulikoro, Ségou et Sikasso. Les modules dispensés ont porté sur la gestion administrative, financière et comptable, l'élaboration de plans d'affaires, la gestion axée sur les résultats, la budgétisation sensible au genre et les procédures de ventes en ligne, contribuant ainsi au renforcement du leadership économique et entrepreneurial des participantes.

En revanche, l'indicateur **2.3** relatif au pourcentage de promotrices d'AGR/PME/PMI accompagnées à participer aux activités commerciales et promotionnelles (foires, salons, fora, expositions, festivals et autres) n'a pas atteint sa cible, avec un taux de réalisation de 0 %. Cette contre-performance est principalement due à l'insuffisance de l'enveloppe financière mise à disposition pour organiser la participation des promotrices aux différentes activités promotionnelles.

L'indicateur **2.4** portant sur le nombre d'emplois créés pour les femmes a enregistré 46 emplois pour une prévision de 100, soit un taux de réalisation de 46 %. Cette performance, bien qu'incomplète, reflète les effets positifs du financement de 91 plans d'affaires pour les femmes et la dotation de 45 matériels et équipements de production aux promotrices d'AGR par le FAFE. Ces actions à l'endroit des femmes ont permis de générer concrètement 46 emplois pour les femmes. Ces emplois sont entre autres : des responsables de gestion, de comptabilité, vendeuse, conductrice de tricycle.

Enfin, l'indicateur 2.5 relatif au nombre d'emplois créés pour les filles n'a pu atteindre sa cible (0 sur 10), en raison des mêmes contraintes financières qui ont limité la mise en œuvre des activités correspondantes.

Au titre de l'objectif 3 relatif à la contribution à l'épanouissement de l'enfant, un (01) seul indicateur sur trois (03) a atteint sa cible annuelle. Il s'agit de l'indicateur relatif au pourcentage d'enfants des groupements et des structures en situation difficile accompagnés en vue de leur réinsertion Sociale. En effet, cet indicateur a pu atteindre sa cible grâce à la remise des dons de vivres et de non vivres à six (06) Centres d'accueil et de placement d'enfants et à 80 familles d'enfants en situation difficile.

Aussi, le FAFE en collaboration avec l'ONG Qatar Charity Mali a équipé un établissement scolaire et les Maisons de la Femme, de l'Enfant et de la famille de Koulikoro, Sikasso, Ségou et de Bamako, en tables-bancs et en bidons dotés de filtre d'eau pour enfant.

Les deux autres indicateurs relatifs au pourcentage d'enfants encadrés (apprentissage, scolarisation) filles et au Pourcentage d'enfants encadrés (apprentissage, scolarisation) garçons n'ont pas pu atteindre leurs cibles à cause de l'insuffisance de l'enveloppe mise à disposition pour la réalisation des activités liées à ces indicateurs, d'une part, et d'autre part les effets de la crise sécuritaire que traverse le pays.

Au titre de l'objectif 4 relatif à assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE, aucun indicateur n'a pu atteindre sa cible à cause de l'insuffisance de fonds mis à disposition. Cependant, les indicateurs relatifs au pourcentage des bénéficiaires supervisés par le FAFE et le taux de mise en œuvre des activités de communication pour une meilleure visibilité du FAFE, avec respectivement 20% et 50 % de cibles atteintes, le FAFE a pu réaliser des missions de supervision des personnes survivantes de VBG réinsérées dans la ville de Bamako et confectionner les panneaux et des plaques indicatives du FAFE.

c)-Exécution financière des activités genre 2025

Tableau 5 : Exécution financière en année 2025 par objectif du Programme1.022 : Administration Générale et Développement des Capacités

Objectifs spécifiques		Prévu	Réel	Taux (%)
1	Améliorer la planification, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et programmes du département	1 774 123	1 390 893	78.40
2	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	874 380	949 762	108.62
3	Assurer une meilleure visibilité des actions menées par le département	19 000	3 674	19.34
4	Impulser le processus de la décentralisation et de la déconcentration au sein du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	50 958	31 654	62.12
Total		**2 718 461**	**2 375 983**	**87.40**

Commentaire : au titre de l'exercice 2025, l'exécution des dépenses par objectif spécifique s'établit à **2375 983 000** F CFA sur une prévision de **2 718 461 000** F CFA, soit un taux global de 87,40 %. Ce niveau traduit une exécution globalement satisfaisante, malgré des disparités selon les objectifs.

L'analyse par objectif spécifique fait ressortir des performances contrastées. L'objectif relatif à la gestion des ressources humaines, matérielles et financières enregistre un dépassement des prévisions (108,62 %), traduisant une forte pression sur les dépenses de fonctionnement.

L'objectif lié à la planification, à la coordination et au suivi-évaluation affiche un taux de 78,40 %, traduisant une exécution relativement maîtrisée. En revanche, l'objectif relatif à la visibilité des actions du département présente une sous-exécution importante (19,34 %), tandis que celui portant sur la décentralisation et la déconcentration atteint 62,12 %, indiquant une performance moyenne.

Dans l'ensemble, l'exécution budgétaire est davantage orientée vers les dépenses de gestion, au détriment des activités de communication et de territorialisation.

Tableau 6 : Exécution financière en année 2025 par objectif du Programme 2.059 : Promotion de la Femme

Objectifs spécifiques		Prévu	Réel	Taux (%)
1	Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liés au VBG, y compris les MGF.	1 277 847	1 021 349	79.93
2	Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits	2 500	0	0.00
3	Appuyer la promotion de l'entreprenariat féminin dans les zones rurales et urbaines	1 741 287	1 015 150	58.30
4	Renforcer le leadership des femmes et leur représentativité dans les postes nominatifs et électifs.	107 000	10 968	10.25
Total		**3 128 634**	**2 047 468**	**65.44**

Commentaire :

Au titre de l'exercice 2025, l'exécution des dépenses par objectif spécifique s'élève à **2 047 468 000** F CFA sur une prévision de **3 128 634 000** F CFA, soit un taux global de 65,44 %. Ce niveau traduit une exécution globalement modérée des ressources, avec des écarts importants selon les objectifs.

L'analyse par objectif spécifique fait ressortir des performances contrastées. L'objectif relatif au développement de la communication et à la prise en charge des cas de VBG enregistre un taux d'exécution satisfaisant de **79,93** %, traduisant une mobilisation relativement efficace des ressources.

En revanche, l'objectif portant sur la représentation des femmes dans les instances de gestion des conflits n'a connu aucune exécution (0 %), indiquant une absence totale de consommation des crédits alloués.

L'objectif relatif à la promotion de l'entreprenariat féminin affiche un taux moyen de 58,30 %, traduisant une exécution partielle des activités. Quant à l'objectif lié au renforcement du leadership des femmes, il présente un niveau très faible d'exécution (**10,25** %), révélant une sous-utilisation importante des ressources.

Tableau 7 : Exécution financière en année 2025 par objectif du Programme 2.060 : Promotion de l'Enfant et de la Famille

Objectifs spécifiques		Prévu	Réel	Taux (%)
1	Créer un environnement juridique et institutionnel favorable au plein épanouissement et au développement harmonieux de l'enfant	350 897	269 352	76.76
2	Renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes	162 000	13 711	8.46
3	Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation	365 351	226 454	61.98
4	Renforcer la fonction socialisante de la famille	524 412	460 594	87.83
Total		**1 402 660**	**970 110**	**69.16**

Commentaire :
Au titre de l'exercice 2025, l'exécution des dépenses par objectif spécifique du programme de protection de l'enfant et de la famille s'élève à **970 110 000** F CFA sur une prévision de **1 402 660 000** F CFA, soit un taux global de **69,16** %. Ce niveau traduit une exécution globalement satisfaisante, avec toutefois des disparités importantes entre les objectifs.

L'analyse par objectif spécifique met en évidence des performances contrastées :

Objectif 1 : Cadre juridique et institutionnel de protection de l'enfant : avec un taux d'exécution de **76,76** %, cet objectif présente une performance satisfaisante, traduisant une mobilisation relativement efficace des ressources.

Objectif 2 : Renforcement des connaissances et lutte contre les pratiques néfastes : cet objectif affiche une très faible exécution (**8,46** %), révélant une sous-consommation importante des crédits alloués et traduisant des difficultés majeures dans la mise en œuvre des activités correspondantes.

Objectif 3 : Promotion des activités socioéducatives et participation des enfants : avec un taux de 61,98 %, la performance est moyenne, indiquant une exécution partielle des activités prévues.

Objectif 4 : Fonction socialisante de la famille : cet objectif enregistre la meilleure performance (87,83 %), traduisant une bonne exécution des dépenses liées à la prise en charge et à la protection des enfants.

Tableau 8 : Exécution financière en année 2025 par objectif du Programme 3.003 : Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant

Objectifs spécifiques	Exécution financière des activités			
	Prévu 2025	Réel 2025	Ecart	Taux en

Accroitre le potentiel économique des femmes	212 500	241 513	-29 013	113.63
Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	275 000	75 769	199 2312	27.55
Contribuer à l'épanouissement de l'enfant	95 000	0	95 000	00
Assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE	67 500	7 717	59 783	11.43
Total	**650 000**	**324 999**	**325 001**	**50.00**

Commentaire :
L'exécution financière du programme a connu une stagnation totale, avec un taux d'exécution de (50 %), contrastant fortement avec le niveau d'exécution physique des activités (61,54 %).

Difficultés :
Comme difficultés, il faut noter:

- l'insuffisance ou retard dans la mobilisation des ressources financières ;
- contraintes organisationnelles dans la mise en œuvre des activités ;
- faible capacité de suivi et de coordination des interventions ;
- priorisation insuffisante de certaines activités ;
- retards dans la programmation et l'exécution de certaines actions ;
- difficultés logistiques et opérationnelles sur le terrain.

Mesure :
Comme mesures correctives, il faut:

- renforcer la planification opérationnelle en hiérarchisant les activités prioritaires ;
- améliorer la mobilisation et la gestion des ressources financières ;
- mettre en place un dispositif de suivi rapproché des activités programmées.

Tableau 9 : Exécution financière 2025 des activités du Programme1.022 : Administration Générale et Développement des Capacités

N°	Activités	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)	Prévu	Réel	Taux (%)
Action 01 Coordination et pilotage des politiques du département					
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel du CNDIFE et du CABINET	Indirect	376 823	353 867	85.11
1.1.2	Approvisionnement en biens et services des structures de l'action	Indirect	348 105	542 181	116.10
1.1.3	Suivi de l'institutionnalisation du genre.	Direct	5 000	0	92.56
1.1.4	Suivi de la mise en œuvre de la PNG	Direct	10 000	6 541	35.78
1.1.5	Coordination des actions du FAFE	Direct	24 957	14 083	38.18
1.1.6	Fonds d'appui à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant	Direct	650 000	35 000	50.00
1.1.7	PPROJET CONSTRUCT° SIEGE PNVBG/DFM/ CADD//SP-PNG	Indirect	300 000	149 221	0.00
1.2.1	Tenue des réunions statutaires et des cadres de concertation	Indirect	7 000	0	0.00
1.2.2	Suivi de l'exécution des recommandations issues des concertations et des réunions statutaires (CABINET, SP-PNG, CNDIFE, FAFE, CADD, DNPF, KARITE, PNVBG)	Direct	11 905	0	0.00
1.3.1	Tenue des missions de suivi-supervision	Indirect	7 000	0	0.00

N°	Activités	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)	Prévu	Réel	Taux (%)
1.3.2	Tenue des évaluations des politiques et des programmes y compris études et recherches programmés.	Indirect	22 000	0	0.00
1.3.3	Tenue de la revue annuelle pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques et programmes.	Indirect	10 000	0	0.00
2.3.1	Formation des agents en genre et budget programme	Indirect	31 328	25 562	71.94
3.1.1	Dissémination du PRODAFFE	Indirect	4 000	0	0.00
3.1.2	Production et diffusion du bulletin d'information semestriel du département	Indirect	1 000	0	0.00
3.1.3	Poursuite de l'opérationnalisation du système d'information SIFEF	Indirect	1 000	0	0.00
3.1.4	Collecte de données et rapportage sur la situation de la femme, de l'enfant et de la famille	Direct	1 000	0	0.00
3.1.5	Production des documents (CNDIFE et SP-PNG)	Indirect	6 000	3 674	0.00
3.1.6	Gestion du site web du département (site web et autres activités de communication).	Indirect	1 000	0	0.00
3.1.7	Poursuite de la mise en œuvre du programme d'émergence des compétences féminines	Direct	500	0	0.00
3.1.8	Relecture des textes des structures du département.	Indirect	4 000	0	0.00
3.2.1	Mise en œuvre du programme de communication	Indirect	500	0	0.00
TOTAL			**1 824 451**	**1 420 129**	**77.84**
Action 02 Gestion financière et matérielle					
2.1.1	Prise en charge du personnel	Indirect	346 517	298 154	86.04
2.1.2	Exécution du budget	Indirect	10 000	0	0.00
2.1.3	Acquisition des biens et services	Indirect	422 311	505 306	119.65
Total			**778 828**	**803 460**	**103.16**
Action 03 Processus de décentralisation et de déconcentration					
4.1.1	Transfert des ressources financières aux Collectivités Territoriales conformément aux compétences.	Indirect	10 000	0	0.00
4.1.2	Tenue des missions de suivi du plan gouvernemental du transfert de ressources et de compétences de l'État aux collectivités territoriales.	Indirect	5 000	0	0.00
4.1.3	Acquisition des biens et services	Indirect	30 958	31 654	102.25
4.2.1	Évaluations des cadres organiques des services déconcentrés	Indirect	5 000	0	0.00
Total			**50 958**	**31 654**	**62.12**
Total		***direct***	**703 362**	**55 624**	**7.90**
Total		***indirect***	**2 654 237**	**2 255 243**	**84.97**

Commentaire :

En 2025, l'exécution des dépenses par action présente des niveaux contrastés. L'Action 01, Coordination et pilotage affiche un taux de 60 ,83 %, traduisant une exécution partielle. L'Action 02 Gestion financière et matérielle enregistre une sur-exécution (109,63 %), tandis que l'Action 03 Décentralisation et déconcentration demeure faiblement exécutée (38,37 %).

L'Action 01 : se caractérise par une forte disparité dans l'exécution des activités. Si certaines dépenses, notamment celles liées au personnel (93,91 %) et aux biens et services (155,75 %), sont correctement exécutées, plusieurs activités stratégiques (suivi-évaluation, communication, réunions statutaires) n'ont pas été réalisées.
L'Action 02 : présente une exécution globalement satisfaisante, avec des dépassements observés au niveau des biens et services et des marchés publics. Toutefois, certaines activités, telles que l'exécution budgétaire, restent non réalisées.
L'Action 03 : affiche une faible performance, marquée par l'absence de réalisation de plusieurs activités clés, notamment celles relatives au suivi du transfert des ressources et à l'évaluation des services déconcentrés.
Dans l'ensemble, l'exécution demeure concentrée sur les dépenses de fonctionnement, au détriment des activités stratégiques.

Tableau 10 : Exécution financière 2025 des activités du Programme : 2.059PromotiondelaFemme

Action 01Améliorationdesconditionsdelafemme

N°	Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre	Exécution financière 2025			
			Prévu	Réel	Ecart	Taux %
1.1.1	Prise en charge du salaire et accessoires du personnel	Indirect	908 059	815 667	92 392	89.83
1.1.2	Acquisition de biens et services au profit des services et des femmes	Indirect	270 214	120 379	149 835	44.55
1.1.3	Voyages d'études et d'échanges	Indirect	2 500	0	2 500	0.00
1.1.4	Prise en charge holistique des survivants (es) de VBG	Direct	12 500	0	12 500	0.00
1.1.5	Organisation des sessions de relecture du contenu de la pièce du théâtre Forum	Direct	2 500	0	2 500	0.00
1.4.2	Organisation des évènements spéciaux (6 Février, 8 mars, 31 juillet, 15 octobre et 25 Novembre)	Direct	3 750	0	3 750	0.00
1.4.3	Organisation des réunions des cadres de concertations du COVBG et démembrements	Direct	4 000	0	4 000	0.00
2.1.1	Information et sensibilisation des femmes sur la paix et la cohésion sociale	Direct	2 500	0	2 500	0.00
2.2.1	Formation des femmes leaders sur l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger	Direct	2 500	0	2 500	0.00
3.1.7	Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo- pastorales Karité	Direct	2 500	0	2 500	0.00
3.1.8	Programme National Appui Femmes Opératrices économiques	Direct	4 000	0	4 000	0.00
3.1.9	Projet appui promotion de la femme rurale	Direct	4 000	0	4 000	0.00
3.2.1	Octroi d'équipements et de matériels de productions aux organisations et aux groupements de femmes rurales	Direct	2 500	0	2 500	0.00
3.2.2	Appui Diversification, Valorisation (filières porteuses)	Direct	2 500	0	2 500	0.00

N°	Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre	Exécution financière 2025			
			Prévu	Réel	Ecart	Taux %
3.3.1	Suivi-évaluation des femmes formées et équipées	Direct	2 500	0	2 500	0.00
4.1.1	Multiplication et vulgarisation de la loi 2015-052 niveau national, régional et local.	Direct	2 500	0	2 500	0.00
4.1.2	Renforcement de capacités des femmes sur leurs droits et leurs responsabilités en leadership féminin.	Direct	4 000	0	4 000	0.00
4.1.3	Appui à l'Organisation Panafricaine des Femmes	Direct	2 500	991	1 509	39.65
4.2.1	Organisation des campagnes d'informations et de sensibilisation à travers les médias pour inciter les femmes à se porter candidates aux postes électifs.	Direct	2 500	0	2 500	0.00
4.2.2	Renforcement des capacités techniques des femmes dans le processus électoral	Direct	1 076 132	15 516	1 060 616	1.44
4.3.1	Tenue des cadres de concertation du programme	Direct	100 000	8 711	91 289	8.71
Total			**2 847 523**	**997 50**	**1 850 022**	**35,03**
Total		**Direct**	**1 666 750**	**61 455**	**1 595 295**	**3,70**
Total		**Indirect**	**1 180 773**	**936 046**	**934 856**	**78,60**
Action 02 Formation et Education de la Femme						
3.1.1	Formation en coupe et couture, hôtellerie, house-keeping	Direct	4 400	636		14.45
3.1.2	Renforcement de capacités du personnel du CAK en rédaction administrative, gestion des ressources humaines et informatique	Indirect	3 300	0		0.00
3.1.3	Formation saponification, perlages, Agro - sylvo pastorale, Coiffure esthétiques, broderie africaine et chinoise, le henné etc.	Direct	3 300	0		0.00
3.1.4	Projet : Équipement des Maisons de la Femme de l'enfant et de la famille	Direct	100 000	59 203		59.20
3.1.5	Approvisionnement en biens et services des maisons de la femme et de l'enfant et le CAK	Indirect	128 879	50 593		39.26
3.1.6	Prise en charge du salaire et accessoires du personnel du CAK	Indirect	36 408	30 332		83.31
Total			**273 816**	**140 764**	**133 052**	**51.41**
Total		direct	***107 700***	***59 839***	***47 861***	***55 56***
Total		indirect	***166 116***	***80 925***	***85 191***	***48.72***

Analyse :

Au titre de l'exercice 2025, l'exécution financière des projets et activités des deux actions du programme reste globalement faible. Sur une dotation totale de **3 128 634 000** F CFA, seuls **822 000 000** F CFA ont été exécutés, soit un taux global de **28,82** %. Cette situation traduit une très faible mobilisation des crédits, notamment au niveau de la majorité des activités programmées.

L'analyse par action met en évidence des performances très contrastées :

Action 01 Amélioration des conditions de la femme Sur un montant prévu de 2 852 347 000 F CFA, seuls 822 000 000 F CFA ont été exécutés, soit 28,82 %. La quasi-totalité des activités affiche un taux d'exécution nul (0 %), à l'exception du Programme d'appui à l'autonomisation des femmes dans les filières agro-sylvo-pastorales et le karité, qui enregistre une performance de 71,92 %. Cette situation traduit une forte concentration des dépenses sur un seul projet, au détriment des autres activités structurelles et opérationnelles.

Action 02 Formation et éducation de la femme : cette action enregistre une exécution nulle (0 %) sur l'ensemble des activités prévues, traduisant une absence totale de consommation des crédits alloués. Les activités de formation, d'équipement et d'appui institutionnel n'ont pas été mises en œuvre au cours de l'exercice.

Difficultés:

- la faible exécution des crédits budgétaires alloués aux activités ;
- les retards importants dans la mise en œuvre des projets ;
- les difficultés de passation et d'exécution des marchés ;
- la faible capacité d'absorption des ressources par certaines structures ;
- la concentration des dépenses sur un nombre limité d'activités ;
- les insuffisances de planification opérationnelle.

Mesure :

- renforcer la programmation et la maturité des projets avant budgétisation ;
- améliorer la capacité d'exécution des structures bénéficiaires ;
- accélérer les procédures de passation et d'exécution des marchés ;
- diversifier la mise en œuvre des activités pour éviter la concentration des ressources ;
- renforcer le suivi financier et opérationnel des projets ;
- améliorer la coordination entre les acteurs d'exécution.

Tableau 11 : Exécution financière 2025 des activités du Programme 2.060 : Promotion de l'Enfant et de la Famille

N°	Activités	Lien avec égalité de genre	Prévu	Réel	Taux (%)
Action 01 : Promotion des droits de l'enfant et de la famille					
1.1.1	Prise en charge du salaire et accessoires du salaire.	Indirect	267 198	237 185	88.77
1.1.2	Approvisionnement en biens et services des structures de coordinations de l'enfant et de la famille (comité interministériel, comité paritaire, Conseil National de la famille) et de la DNPEF.	Indirect	59 699	32 167	53.88
1.1.3	Élaboration et soumission des projets de textes (la loi sur la protection de l'enfant, des textes de CAFEF, les textes du CAPF, les textes du Parlement des enfants, le texte de création du conseil national de la famille).	Indirect	4 000	0	0.00
1.1.4	Célébration des journées dédiées à l'enfant et à la famille (15 mai, 16 juin, 11 octobre et 20 novembre)	Direct	2 500	0	0.00

N°	Activités	Lien avec égalité de genre	Prévu	Réel	Taux (%)
1.1.5	Organisation des sessions de plaidoyer en faveur de la relecture des textes (CAPF, Parlement des enfants et des structures éducatives de protection des enfants) et de l'adoption du projet de loi sur la protection des enfants et de la famille (comité)	Direct	1 000	0	0.00
1.2.1	Tenue régulière des réunions statutaires de cadre de concertation	Indirect	2 500	0	0.00
1.2.2	Appui à la formation des acteurs du cadre de concertation	Indirect	1 500	0	0.00
1.2.3	Organisation de deux (02) voyages d'études sur la protection de l'enfant	Indirect	5 000	0	0.00
1.3.1	Réalisation de deux (02) missions de suivi/supervisions.	Indirect	2 500	0	0.00
1.3.2	Suivi des accords de coopération bilatéraux et multilatéraux entre le Mali et les pays voisins sur la protection de l'enfant	Direct	5 000	0	0.00
2.1.1	Prise en charge des enfants de 12 à 18 ans victimes de VAEN.	Direct	4 000	0	0.00
2.1.2	Prise en charge de l'encadrement scolaire des enfants.	Direct	2 000	0	0.00
2.3.1	Formation des acteurs et personnes cibles (hommes, femmes, filles, garçons) sur les droits et devoirs des enfants.	Direct	4 000	0	0.00
2.4.1	Projet : Lutte contre Abandon des Enfants	Direct	150 000	13 711	9.14
2.4.2	Réalisation d'une étude sur la participation des enfants (filles garçon)	Direct	2 000	0	0.00
4.2.1	Appui à la recherche et à la réunification familiale des enfants du CAPF	Direct	4 000	0	0.00
4.2.2	Prise en charge des salaires des nounous	Direct	100 000	126 190	126.19
4.2.3	Prise en charge alimentaire, vestimentaire, sanitaire	Direct	115 000	14 576	12.68
4.2.4	Approvisionnement en biens et services du CAPF	Direct	134 412	303 453	225.76
4.2.5	Projet : Construction/Équipement Pouponnière	Direct	150 000	16 375	10.92
4.3.1	Couverture des frais administratifs et sociaux pour la constitution des dossiers des enfants (filles et garçons) en situation difficiles	Direct	10 000	0	0.00
4.4.1	Organisation des campagnes d'information et sensibilisation sur le phénomène d'abandon des enfants	Direct	5 000	0	0.00
4.4.2	Organiser une journée porte ouverte sur le CAPF	Indirect	2 000	0	0.00
Total			**1 045 740**	**695 918**	**66.55**
Action 02	**Participation des Enfants**				
3.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	Indirect	102 091	89 662	7.83
3.1.2	Approvisionnement en biens et services de la cité des enfants.	Indirect	126 260	128 390	101.69
3.1.3	Organisation des ateliers de formation des enfants sur les compétences de vie courante	Direct	5 000	0	0.00
3.1.4	Organisation des journées commémoratives dédiées aux enfants (organisation d'un concours de poésie lors de la journée de l'enfant soldat, fête des mères, dépôt de gerbes de fleurs et activités artistiques et culturelles dans le cadre du 16 juin, IEC	Direct	6 000	0	0.00

N°	Activités	Lien avec égalité de genre	Prévu	Réel	Taux (%)
	dans le cadre du 11 octobre, Journée internationale du jeu 11 juin)				
3.2.1	Organisation des collectivités éducatives en faveur des enfants (filles et garçon)	Direct	5 000	0	0.00
3.2.2	Organisation du Salon de l'Enfance de Bamako (SEBA).	Direct	7 000	0	0.00
3.2.3	Organisation de la semaine sportive du District de Bamako	Indirect	10 000	0	0.00
3.3.1	Organisation des journées thématiques	Indirect	4 000	0	0.00
3.4.1	Aménagement Espace de loisirs de la Cité des Enfants	Direct	100 000	8 402	8.40
4.1.1	Organisation d'une session de formation des adolescent-e-s sur la santé de la reproduction, planification familiale et pratiques néfastes.	Direct	2 000	0	0.00
4.1.2	Organisation des campagnes de communication sur l'éducation à la parentalité positive et les compétences de vie	Direct	2 000	0	0.00
Total			**369 351**	**226 454**	**61.31**
Total		***Direct***	**2 001 839**	**704 320**	**35.18**
Total		**Indirect**	**586 748**	**218 052**	**37.16**

Commentaire :

En 2025, l'exécution financière des activités du programme reste globalement modérée, avec un taux de 71,97 % pour l'Action 01 et de 61 ,31 % pour l'Action 02. Ces niveaux traduisent une mise en œuvre partielle des activités prévues.

Action 01 : Promotion des droits de l'enfant et de la famille
L'exécution est caractérisée par de fortes disparités. Certaines activités liées au fonctionnement et à la prise en charge (salaires, biens et services) affichent des taux élevés, parfois supérieurs aux prévisions.
En revanche, plusieurs activités essentielles, notamment celles relatives à l'élaboration de textes, aux missions de suivi, aux actions de plaidoyer et aux campagnes de sensibilisation, n'ont pas été exécutées.
Par ailleurs, les projets structurants enregistrent des niveaux de réalisation faibles, traduisant une faible mise en œuvre des actions à impact durable.

Action 02 : Participation des enfants
L'exécution financière est principalement portée par les dépenses de fonctionnement, notamment les biens et services et les charges de personnel. Toutefois, la majorité des activités programmatiques (formations, événements, campagnes de sensibilisation) n'ont pas été réalisées. Les investissements restent également très faibles.

Tableau 12 : Exécution financière 2025 des activités du Programme 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant Femme

Action01 :Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant

N°	Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre	Exécution financière 2025			
			Prévu	Réel	Ecart	Taux %
1.1.1	Organisation des appels à manifestation d'intérêts, appels à proposition de plans d'affaires ou de demandes d'appui	*Indirect*	500	0	500	0
1.1.2	Dépouillement des propositions de manifestation d'intérêts, de plans d'affaires ou de demandes d'appui soumis	Indirect	5 000	4 720	*10 280*	31.47
1.1.3	Tenue des réunions de cadrage, de validation et des réunions du Comité de pilotage	*Direct*	15 000	0	*15 000*	0.00
1.1.4	Financement des plans d'affaires d'AGR/PME/PMI	*Indirect*	150 000	0	*150 000*	0.00
1.1.5	Organisation de table ronde pour la mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF	*Indirect*	2 000	0	*2 000*	0.00
1.1.6	Acquisition de biens et services	*Indirect*	20 000	236 793	*-216 793*	183.97
1.2.1	Accompagnement des organisations, des groupements de femmes et d'usagers (appui-conseil)	*Direct*	10 000	0	*10 000*	0.00
2.1.1	Dotation des organisations féminines en matériels et équipements de production	*Direct*	50 000	49 944	*56*	99.89
2.2.1	Renforcement des capacités des cibles du FAFE (apprentissage - formation)	*Direct*	75 000	9 576	*65 424*	12.77
2.2.2	Renforcement des capacités du personnel de la CT-FAFE	*Indirect*	20 000	0	*20 000*	0.00
2.2.3	Réinsertion socio-économique des survivantes de VBG	*Direct*	30 000	0	*30 000*	00
2.2.4	Participation à la mise en œuvre des activités avec les partenaires	*Indirect*	50 000	16 250	*11 250*	32.50
2.3.1	Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles.	*Direct*	10 000	0	*10 000*	0.00
2.4.1	Accompagnement à la création d'emplois pour les promotrices d'AGR/PME/PMI.	*Direct*	30 000	0	*30 000*	0.00
2.5.1	Accompagnement à l'apprentissage de métiers et à la création d'emplois pour les filles.	*Direct*	10 000	0	*10 000*	0.00
3.1.1	Accompagnement d'enfants, de regroupements et de structures dans le cadre de la réinsertion socioéconomique des enfants en situation difficile.	*Direct*	75 000	0	*75 000*	0.00
3.2.1	Appui à l'encadrement des filles en situation difficile.	*Direct*	10 000	0	*10 000*	0.00
3.3.1	Appui à l'encadrement des garçons en situation difficile.	*Direct*	10 000	0	*10 000*	0.00
4.1.1	Tenue des missions de suivi des accompagnements (dotations en matériels et équipements de productions, formations, financements de plans d'affaires...) par le FAFE niveau local.	*Direct*	10 000	0	*10 000*	0.00
4.1.2	Suivi des activités commerciales et promotionnelles.	*indirect*	10 000	0	*10 000*	0.00
4.2.1	Organisation des missions de supervision des bénéficiaires	*indirect*	7 500	0	*7 500*	0.00

N°	Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre	Exécution financière 2025			
			Prévu	Réel	Ecart	Taux %
4.3.1	Organisation des missions d'évaluation des partenaires de mise en œuvre	*indirect*	5 000	0	*5 000*	0.00
4.4.1	Mise en œuvre des activités de communication pour une meilleure visibilité du FAFE	*indirect*	15 000	4 956	*10 044*	
4.4.2	Mise en place d'un sous-système d'information et de gestion du FAFE.	*indirect*	5 000	0	*5 000*	0.00
4.4.3	Relecture des textes du FAFE	*indirect*	5 000	2 761	*2 239*	55.21
4.4.4	Dissémination de la Stratégie Sectorielle de Réinsertion des Personnes Survivantes de **VBG**	*Direct*	10 000	0	*10 000*	0.00
Total			**650 000**	**324 999**	***202 500***	**50.00**
Total		***Direct***	***345 000***	***59 519***	***285 481***	***17.25***
Total		***indirect***	***305 000***	***265 480***	***39 520***	***87.04***

Commentaire :

L'examen de l'exécution financière des projets et activités de l'action « Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant » révèle une absence totale de consommation des crédits en 2025. En effet, sur un montant prévisionnel de 650 000 milliers de FCFA, aucune dépense n'a été réalisée, soit un taux d'exécution de 0%.

2.1.1.4. Planification et budgétisation des actions genres :

Dans le cadre de sa mission de pilotage de la Politique Nationale du Genre (PNG) et de promotion des droits de la femme, de l'enfant et de la famille, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) accorde une place centrale à la planification stratégique et à la budgétisation sensible au genre (BSG). Cette approche constitue le levier essentiel pour réduire les inégalités entre les sexes et promouvoir un développement inclusif et durable.

À travers l'analyse des budgets alloués, des objectifs spécifiques poursuivis et des indicateurs de performance retenus, cette partie vise à illustrer la cohérence entre les orientations stratégiques du ministère et les ressources mobilisées pour leur mise en œuvre. Elle permet également d'apprécier les progrès réalisés et de renforcer les mécanismes de suivi-évaluation en matière d'intégration du genre dans les politiques publiques.
Les tableaux ci-dessous présentent un « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour les programmes, actions et activités/projets du ministère et qui ont un lien direct avec l'égalité de genre, ou un lien indirect.

Tableau 13 Présentation des objectifs et indicateurs du programme du Programme 1.022 Administration générale et Développement des Capacités Institutionnelles

Objectif 1 : Améliorer la planification, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et programmes du département.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2026	**2027**	**2028**	**2029**
1.2 Taux de mise en œuvre des recommandations issues des instances statutaires des politiques et programmes	%	85	86	87	88
Moyen de Vérification : PV/CR de Session (SP-PNG, CNDIFE, FAFE, PNVBG, Cité des Enfants, DNPEF).					
Précision Méthodologique : (nombre de recommandations mises en œuvre en Année N/ nombre total de recommandations formulées en Année N-1) X 100.					

Tableau 14 Présentation des objectifs et indicateurs du Programme : 2.059 Promotion de la Femme

Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2026	**2027**	**2028**	**2029**
Objectif 1 : Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liée aux VBG, y compris les MGF.					
1.1 Pourcentage de survivant (es) de VBG ayant bénéficié d'une prise en charge.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport national du **PNVBG**.					
Précision Méthodologique : (Nombre de cas pris en charge / nombre de cas identifié) X 100. (Soit 13500 cas par an)					
1.2. Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon des MGF.	%	85	86	87	88
Moyen de Vérification : Rapport national **PNVBG**					
Précision Méthodologique : (Nombre de villages ayant abandonné à travers la signature de convention / Nombre de villages à couvrir par an) x 100 (soit 693 villages par an)					
1.3. Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon sur le mariage d'enfants.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport national **PNVBG**					
Précision Méthodologique : (Nombre de villages ayant abandonné le mariage d'enfants à travers la signature de Convention/nombre de villages à couvrir par an) X 100 (495 villages par an).					
1.4 Pourcentage des réunions de concertation nationale du COVBG et ses démembrements pour l'abandon des VBG.	%	-	12	12	12
Moyen de Vérification : Rapport national PNVBG.					
Précision Méthodologique : (Nombre de cadres de concertation tenus / nombre de cadres de concertation prévus par an) X 100 (301 réunions par an).					
Objectif 2 : **Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits**.					
2.1 Taux de représentativité des femmes dans les organes de prévention et de résolution des conflits.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DNPF					
Précision Méthodologique : (nombre de femmes représentées dans les organes de prévention et de résolution des conflits / nombre de femmes prévu) X 100.					
2.2 Pourcentage de femmes formées dans la prévention et la gestion des conflits (R1325).	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPF					
Précision Méthodologique:(nombre de femmes formées / nombre total prévu) X100 (Prévision 150 femmes par an)					
2.3 Pourcentage d'instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits intégrant des associations de femmes	%	100	100	100	100

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2026	2027	2028	2029
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPF					
Précision Méthodologique : (Nombre d'instances intégrant les associations de femmes comme membre/Nombre total d'instances concernées) x100.					
Objectif 3 : Appuyer la promotion de l'entreprenariat féminin dans les zones rurales et urbaines					
3.1 Taux de femmes formées dans les AGR et dans l'entreprenariat	Nbre	-	2	2	2
Moyen de Vérification : rapports annuels de la DNPF (KARITE, DRPFEF, CAK, RFOE)					
Précision Méthodologique : (nombre de femmes formées dans les AGR /nombre de femmes prévues) X 100.					
3.2 Pourcentage d'organisations de femmes ayant bénéficié des Équipements et Infrastructures de production	Nbre	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPF (bordereau de livraison, PV de réception).					
Précision Méthodologique : (nombre de femmes bénéficiaires / nombre de femmes prévues) X 100.					
3.3 Pourcentage d'organisations de femmes appuyées ayant bénéficié de financement pour les AGR	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités DNPF					
Précision Méthodologique : (Nombre d'organisations de femmes ayant bénéficié d'un financement pour les AGR/Nombre total d'organisations de femmes ciblées) X100.					
3.4 Pourcentage de mission de suivi et de supervision des activités d'AGR et d'entreprenariat					
Moyen de Vérification : Rapports annuel de la DNPF, rapport d'enquêtes.	%	100	100	100	100
Précision Méthodologique : (nombre de missions de suivi et supervision réalisées / nombre de missions de suivi et supervision prévues) X 100					
Objectif 4 : **Renforcer le leadership des femmes et leur représentativité dans les postes nominatifs et électifs.**					
4.1 Taux de représentativité des femmes aux postes nominatifs	**Nbre**	**-**	2	2	2
Moyen de Vérification : CNDIFE (bulletin statistique)					
Précision Méthodologique : (nombre de femmes nommées / nombre total de personnes nommées) X 100.					
4.2 Taux de représentativité des femmes aux postes électifs	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : CNDIFE (bulletin statistique)					
Précision Méthodologique : (nombre de femmes élues/ nombre total d'élus) X 100.					

Tableau 15 Présentation des objectifs et indicateurs du Programme 2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2026	2027	2028	2029
Objectif 2 : Promouvoir les changements de comportements favorables au respect des droits de l'enfant et à l'abandon des pratiques néfastes.					
2.1 Pourcentage de personnes formées sur les droits et devoirs des enfants.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la DNPEF					
Précision Méthodologique : Nombre de personnes formées sur les droits et devoirs des enfants / Nombre total de personnes prévu X 100					
2.2 Proportion d'enfants victimes de VAEN, y compris en situation d'urgence, ayant bénéficié d'une prise en charge.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la DNPEF					
Précision Méthodologique : (nombre d'enfantsprises en charge / nombre total d'enfants de 12 à 18 ans) X 100.					
2.3 Nombre d'enfants en situation difficile accompagnés vers une réinsertion socio-économique par les structures d'accueil et d'orientation.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la DNPEF					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2026	2027	2028	2029
2.4 Nombre d'études réalisées dans le domaine de la protection de l'enfance .	Nbre	1	0	2	2
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de DNPEF.					
Précision Méthodologique : Dénombrement.					
Objectif 3 : Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation					
3.1 Pourcentage d'enfants de 12-17 ans formés en technique de plaidoyer, de communication et sur les enjeux du développement.	%	100	0	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la Cité des Enfants					
Précision Méthodologique : (nombre d'enfants formés / nombre d'enfants à former) X 100.					
3.2 Pourcentage d'enfants 12-17 ans participant régulièrement aux activités socioéducatives.	%	-	0	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la Cité des Enfants					
Précision Méthodologique : (nombre d'enfants ayants pris part aux activités socioéducatives / nombre total d'enfants prévus) X 100.					
3.3 Pourcentage d'enfants formés à la cité des enfants suivis	%	-	0	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de formation de la Cité des Enfants					
Précision Méthodologique : (nombre d'enfants **formés** / nombre total d'enfants prévus) X 100.					
3.4 Nombre d'organisation de filles et de garçons appuyés	Nbre				
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la Cité des Enfants					
Précision Méthodologique : (Nombre d'organisation appuyés/ nombre total d'enfants prévus) X 100.					
Objectif 4: Renforcer la fonction socialisante de la famille					
4.1 Nombre de cas de conflits conjugaux et familiaux appuyés	%	100	0	100	100
Moyen de Vérification :					
Précision Méthodologique :					
4.2 Nombre de rencontres intergénérationnelles tenues	%	100	0	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPEF.					
Précision Méthodologique :					
4.3 Nombre d'enfants âgés de 6 à 17 ans victimes de violences, abus, exploitation et négligence (VAEN) identifiés et placés dans les centres d'accueil, d'écoute et de placement pour enfants.	%	-	0	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPEF.					
Précision Méthodologique : (nombre de filles prises en charge/nombre de filles de 0-17 ans identifiées) x 100					
4.4 Pourcentage d'enfants âgés de 0 à 5 ans abandonnés (trouvés et recueillis) bénéficiant d'une prise en charge en structure d'accueil et de placement pour enfants.	%	-	0	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPEF.					
Précision Méthodologique : (nombre d'enfants de 0-5 ans abandonnés identifiés/nombre d'enfants pris en charge en institution) X 100.					

Tableau 16 Présentation des objectifs et indicateurs du Programme 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2026	2027	2028	2029
Objectif 1 : Accroitre le potentiel économique des femmes					
1.1 Pourcentage de projets générateurs de revenus financés par le FAFE à travers les structures partenaires (Banques et SFD).	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CT-FAFE, Rapports produits par les partenaires financiers					

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2026	2027	2028	2029
Précision Méthodologique : (Nombre de plans d'affaires d'AGR/PME/PMI financés / nombre total de plans d'affaires d'AGR/PME/PMI reçus) x 100					
1.2 Nombre d'organisations de groupements de femmes accompagnés (appui-conseil).	Nbre	200	200	200	200
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CT-FAFE, Fiches d'appui/conseil renseignées					
Précision Méthodologique : Dénombrement.					
1.3 Pourcentage d'organisations féminines équipées.	%	80	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CT-FAFE, Attestations de remises					
Précision Méthodologique : (Nombre d'organisations féminines équipées / Nombre de demandes d'organisations féminines enregistrées) x 100					
Objectif 2 : Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique, économique et politique					
2.1 Pourcentage de femmes dont les capacités ont été renforcées (apprentissage - formation).	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CT-FAFE, Rapports de formation et d'apprentissage					
Précision Méthodologique : Nombre de femmes dont les capacités ont été renforcées (apprentissage - formation) / Nombre total de de femmes ayant sollicitées le renforcement de leurs capacités (apprentissage - formation).					
2.2 Pourcentage de femmes accompagnées aux activités commerciales et promotionnelles (foires, salons, fora, expositions).	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CT-FAFE, Rapport de mission, Rapports de participation des bénéficiaires					
Précision Méthodologique : Nombre de femmes accompagnées aux activités commerciales et promotionnelles (foires, salons, fora, expositions) / Nombre total de femmes ayant sollicitées le FAFE pour leurs participations aux activités commerciales et promotionnelles (foires, salons, fora, expositions) x 100.					
2.3 Nombre d'emplois générés pour les femmes	Nbre	100	100	200	200
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CT-FAFE, Dossiers d'accompagnement à la création d'emplois					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
2.4 Pourcentage de Personnes survivantes de VBG bénéficiaires de réinsertion économique	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CT-FAFE, Rapports produits dans le cadre des activités de réinsertion économique des personnes survivantes de VBG					
Précision Méthodologique : (Nombre de personnes survivantes de VBG accompagnées / nombre de personnes survivantes de VBG identifiées répondant aux critères de réinsertion économique) X 100					
Objectif 3: **Contribuer à l'épanouissement de l'enfant**					
3.1 Pourcentage d'enfants en situation difficile accompagnés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CT-FAFE, Dossiers d'accompagnement des enfants					
Précision Méthodologique : (nombre d'enfants en situation difficile accompagnés en vue de leur réinsertion sociale / nombre Total de demandes d'accompagnements d'enfants en situation difficile enregistrées) x100					
3.2 Pourcentage de groupements et de structures d'enfants en situation difficile accompagnés.	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CT-FAFE, Dossiers d'accompagnement des enfants					

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2026	2027	2028	2029
Précision Méthodologique : (nombre de groupements et de structures œuvrant pour les enfants en situation difficile accompagnés / nombre Total demandes des groupements et des structures œuvrant pour l'accompagnement d'enfants en situation difficile enregistrées) x100					

Tableau 17 : **Répartition des dépenses par programme**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2026	2027	2028	2029
Administration Générale et Développement des Capacités	2 601 781	2 351 781	2 460 635	2 850 320
Promotion de la Femme	3 177 648	1 797 148	1 853 555	2 157 693
Promotion de l'Enfant et de la Famille	1 388 843	1 058 843	1 035 726	1 206123
Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de	650 000	650 000	747 500	751 237
Total :	**7 818 272**	**5 857 772**	**6 097 416**	**6 965 373**

Tableau 18 : Détails des activités Programme1.022 : Administration Générale et Développement des Capacités

Activités planifiées		Montant (en millier de FCFA)	Responsables	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)
Action 01 Coordination et pilotage de la politique du département				
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	292 216	Cabinet, CNDIFE,	Indirect
1.1.2	Approvisionnement en biens et services des structures de l'action	305 225	Cabinet, CNDIFE, SP-PNG,	Indirect
1.1.3	Suivi de l'institutionnalisation du genre	3 000	SP-PNG	Indirect
1.1.4	Dissémination de la PNG	2 000	Cabinet, SP-PNG	Indirect
1.1.5	Suivi de la mise en œuvre de la PNG	15 000	CT-FAFE,SP-PNG	Indirect
1.1.6	Coordination des actions de la CT-FAFE	25 957	Cabinet, CT-FAFE	Indirect
1.1.7	Transfert du fonds d'appui à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant	650 000	Cabinet	Indirect
1.1.8	Relecture des textes des structures du département	5 000	Cabinet	Indirect
1.1.9	PROJET CONSTRUCT° SIEGE PNVBG/DFM/ CADD//SP-PNG	300 000	Cabinet	Indirect
1.2.1	Tenue des réunions statutaires et des cadres de concertation	9 000	Cabinet, CNDIFE, SP-PNG	Indirect
1.2.2	Suivi de l'exécution des recommandations issues des concertations et des réunions statutaires [1]	4 000	Cabinet	Indirect
1.3.1	Organisation des missions de suivi-supervision	17 000	Cabinet, CNDIFE, CT-FAFE	Indirect
1.3.2	Evaluations des documents de politiques et des programmes y compris études et recherches programmés.	9 000	Cabinet, CNDIFE, SP-PNG	Indirect

[1]Les structures concernées : CABINET, SP-PNG, CNDIFE, FAFE, CADD, DNPF, PROJET KARITE, PNVBG

Activités planifiées		Montant (en millier de FCFA)	Responsables	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)
1.3.3	Organisation de la revue annuelle et le suivi de la mise en œuvre des politiques et programmes	12 000	Cabinet	Indirect
1.4.1	Mise en œuvre des recommandations des états généraux	25 000	Cabinet	Indirect
3.1.1	Production et diffusion du bulletin d'information semestriel du département	6 000	Cabinet	Indirect
3.1.2	Collecte de données et rapportage sur la situation de la femme, de l'enfant et de la famille	2 000	CNDIFE	Indirect
3.1.3	Poursuite de l'opérationnalisation du système d'information SIFEF	2 000	CNDIFE	Indirect
3.1.4.	Production des documents (CNDIFE et SP-PNG)	2 000	CNDIFE	Indirect
3.1.5.	Poursuite de la mise en œuvre du programme d'émergence des compétences féminine	3 000	CNDIFE et SP-PNG	Indirect
3.2.1	Mise en œuvre du programme de communication	10 000	CNDIFE	Indirect
3.3.1	Gestion du site web du département et autres activités de communication	3 000	CNDIFE	Indirect
TOTAL		**1 702 398**		
Action 02 Gestion financière et matérielle				
2.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	275 562	DFM	Indirect
2.1.2	Acquisition des biens et services	539 311	DFM	Indirect
2.1.3	Préparation et production des documents de programmation et de planification du budget	10 000	DFM	Indirect
2.1.4	Préparation et production des documents de suivi-évaluation du budget	10 000	DFM	Indirect
2.2.1	Suivi de l'exécution des Marchés Publics	8 000	DFM	Indirect
2.3.1	Organisation des sessions de formation des agents du département	36 328	Cabinet	Indirect
2.3.2	Organisation des sessions de formation des agents en genre	15 000	Cabinet	Indirect
TOTAL		**894 201**		
Action 03 Processus de décentralisation et de déconcentration				
4.1.1	Tenue des missions de suivi du plan gouvernemental du transfert de ressources et de compétences de l'État aux collectivités territoriales	5 097	CADD	Indirect
4.1.2	Acquisition des biens et services	42 861	CADD	Indirect
4.2.1.	Évaluations des cadres organiques des services déconcentrés	4 000	CADD	Indirect
4.3.1	Suivi du transfert des ressources de l'Etat aux Collectivités Territoriales conformément aux compétences.	3 000	CADD	Indirect
TOTAL		**53 958**		
TOTAL GENERAL		**2 650 557**		

Tableau 19: Détails des activités du programme N° 2.059 (Promotion de la Femme)

	Activités planifiées	Montant (en millier de FCFA)	Responsables	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)
Action 01 Amélioration des conditions de la femme				
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	832 463	DNPF, PNL	Indirect
1.1.2	Acquisition de biens et services au profit des services et des femmes	597 737	DNPF, PNVBG, OPF	Indirect
1.1.3	Voyages d'études et d'échanges	10 000	Projet Karité	Indirect
1.1.4	Prise en charge holistique des survivants (es) de VBG	20 000	PNVBG	Direct
1.1.5	Appuyer les One Stop Center pour assurer une meilleure prise en charge des cas de VBG	2 000	PNVBG, SP-PNG	Direct
1.1.6	Diffusion de la saison II de la série télévisée sur les VBG (DANSE INLLASSABLE DON NI DONGOMA)	1 000	PNVBG	Direct
1.1.7	Opérationnalisation du centre d'écoute et d'hébergement des survivante des VBG	2 000	PNVBG	Direct
1.1.8	Appui à la mise en œuvre du PROG.NAT.LUTTE. CONTRE.VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (ABSD SUISSE)	40 500	PNVBG	Direct
1.2.1	Organisation des séances d'information, d'éducation et de communication pour le changement de comportement en faveur de l'abandon des VBG	1 000	DNPF	Direct
1.2.2	Renforcement des capacités des acteurs de la chaine pénal (police, gendarmerie, avocat) sur la prise ne charge holistique	1 500	PNVBG	Indirect
1.3.1	Disséminations du contenu des articles du code pénal en lien avec les VBG.	1 500	PNVBG	Direct
1.4.1	Organisation des réunions des cadres de concertations du COVBG et démembrements	8 000	DNPF, PNVBG	Indirect
1.4.2	Organisation des journées spéciales dédiées à la femme et à la fille	10 000	DNPF	Direct
1.4.3	Mise en place et institutionnalisation du Conseil National des Femmes du Mali	3 000	DNPF	Direct
2.1.1	Organisation des sessions d'Information et de sensibilisation des femmes sur la paix et la cohésion sociale	2 000	DNPF	Direct
2.2.1	Organisation des sessions d'Information et sensibilisation des Femmes et Hommes sur la R 1325	2 000	DNPF	Direct
2.3.1	Organisation de session de formation des femmes leaders sur la réconciliation nationale	1 000	DNPF	Direct
2.3.2	Organisation des sessions d'Information et sensibilisation des Femmes et Hommes sur la R 1325	1 000	DNPF	Direct
TOTAL		**1 583 059**		
Action 02 Formation et Education de la Femme				
3.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	26 822	CAK	Direct
3.1.2	Acquisition de biens et services au profit des services	164 108		
3.1.3	Organisation des sessions de formation en coupe et couture, hôtellerie, house-keeping (entretien de la maison)	13 150	CAK	
3.1.4	Organisation des sessions formation saponification, perlages, Agro - sylvo pastorale, Coiffure esthétiques, broderie africaine et chinoise, le henné etc.	8 150	CAK	
3.1.5	Renforcement de capacités du personnel du CAK	5 000	CAK	

Activités planifiées		Montant (en millier de FCFA)	Responsables	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)
3.1.6	Projet : Équipement des Maisons de la Femme de l'enfant et de la famille	100 000	MAFEF RG , MAFEF RD	Indirect
3.1.7	Programme National Appui Femmes Opératrices économiques	100 000	OPF	Direct
3.2.1	Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales Karité	70 000	Projet Karité,	Direct
3.2.2	Octroi d'équipements et de matériels de productions aux organisations et aux groupements de femmes	20 000	DNPF	
3.2.3	Appui Diversification, Valorisation (filières porteuses (anacarde, sésame, échalote, fonio, karité)	100 000	Filière porteuse	Direct
3.3.1	Projet appui promotion de la femme rurale	100 000	DNPF	Direct
3.4.1	Organisation des missions de suivi et de supervision des activités d'AGR et d'entreprenariat	4 500	DNPF	
4.1.1	Multiplication et vulgarisation de la loi 2015-052 niveau national, régional et local.	2 000	DNPF	Indirect
4.1.2	Appui à l'Organisation Panafricaine des Femmes	100 000	OPF	Direct
4.2.1	Organisation des campagnes d'informations et de sensibilisation à travers les médias pour inciter les femmes à se porter candidates aux postes électifs.	2 000	DNPF	Direct
4.2.2	Renforcement des capacités techniques des femmes sur le processus électoral	2 000	DNPF	Direct
4.3.1	Organisation des sessions des cadres de concertation du programme	2 000	DNPF	indirect
4.4.1	Renforcement de capacités des femmes sur leurs droits et leurs responsabilités en leadership féminin.	3 000	DNPF	Direct
TOTAL		**215 969**		
TOTAL GNERAL		**1 799 028**		

Tableau 20 : Détails des activités du Programme 2.060 : Promotion de l'Enfant et de la Famille

Activités planifiées		Montant (en millier de FCFA)	Responsables	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)
Action 01 Promotion des droits de l'enfant et de la famille				
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	209 921	DNPEF, CAPF	Indirect
1.1.2	Acquisition de biens et services au profit des services	42 699	DNPEF	Indirect
1.1.3	Relecture des textes	5 000	DNPEF	Indirect
1.1.4	Célébration des journées dédiées à l'enfant et à la famille (15 mai, 16 juin, 11 octobre et 20 novembre)	3 000	DNPEF	Direct
1.1.5	Organisation des sessions de plaidoyer en faveur de la relecture des textes (Parlement des enfants et des structures éducatives de protection des enfants) et de l'adoption du projet de loi sur la protection des enfants (comité)	4 000	DNPEF	Direct
1.2.1	Tenue régulière des réunions statutaires de cadre de concertation.	4 500	DNPEF	Indirect
1.2.2	Appui à la formation des acteurs du cadre de concertation	5 000	DNPEF	Direct
1.2.3	Organisation de deux (02) voyages d'études sur la protection de l'enfant	3 000	DNPEF	Indirect

	Activités planifiées	Montant (en millier de FCFA)	Responsables	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)
1.3.1	Réalisation de deux (02) missions de suivi/supervisions.	3 000	DNPEF	Indirect
1.3.2	Suivi des accords de coopération bilatéraux et multilatéraux entre le Mali et les pays voisins sur la protection de l'enfant	2 000	DNPEF	Indirect
1.3.3	Evaluation et validation du rapport national sur protection de l'enfant et de la promotion de la famille	1 500	DNPEF	Indirect
1.3.4	Suivi des structures éducatives et de rééducation pour enfants privés (IPAPE, IPAEOHE) et publics (CAPF) des région et de district de Bamako	3 000	DNPEF	Indirect
2.1.1	Organisation des sessions de formation des personnes cibles (hommes, femmes, filles, garçons) sur les droits et devoirs des enfants.	5 000	DNPEF	Indirect
2.2.1	Appui à l'indentification, le référencement et la prise en charge des enfants victimes de VAEN y compris en situation d'urgence	5 000	DNPEF	Indirect
2.2.2	Projet : Lutte contre Abandon des Enfants	100 000	DNPEF	Direct
2.3.1	Mise en œuvre des mesures de réinsertion socio-économique en faveur des enfants en situation difficile	30 000	DNPEF	Direct
2.4.1	Réalisation d'une étude sur la participation des enfants (filles garçon)	20 000	DNPEF	Direct
4.1.1	Redynamisation du conseil national de la famille	4 000	DNPEF	Direct
4.1.2	Appui à l'accompagnement psychosocial et juridique des personnes concernés par les conflits conjugaux	3 000	DNPEF	Direct
4.1.3	Organisation des séances de sensibilisation sur la prévention et la gestion pacifiques des conflits familiaux	1 500	DNPEF	Direct
4.1.4	Réalisation des médiations familiales en faveur des couples et des familles en conflit	1 500	DNPEF	Direct
4.2.1	Organisation de rencontres intergénérationnelles pour promouvoir le dialogue et la cohésion sociale	4 000	DNPEF	Direct
4.2.2	Appui à la tenue des cadres de dialogue intergénérationnel au niveau communautaire	1 000	DNPEF	Direct
4.3.1	Organisation des campagnes de communication sur l'éducation à la parentalité positive et les compétences de vie courante	1 500	DNPEF	Direct
4.3.2	Renforcement des capacités des parents et des tuteurs à travers des sessions de formation, de sensibilisation et de d'accompagnement sur la parentalité positive	2 000	DNPEF	Direct
4.3.3	Organisation de causeries éducatives et dialogues communautaires sur les responsabilités parentales et la cohésion familiale	500	DNPEF	Direct
4.4.1	Organisation des campagnes d'information et sensibilisation sur le phénomène d'abandon des enfants	1 000	DNPEF	Direct
4.4.2	Appui à la recherche et à la réunification familiale des enfants du CAPF	3 000	DNPEF	Direct
4.4.3	Prise en charge des salaires des nounous	120 000	DNPEF	Direct
4.4.4	Prise en charge alimentaire, vestimentaire, sanitaire	200 000	DNPEF	Direct
4.4.5	Projet : Construction/Équipement Pouponnière	150 000	DNPEF	Direct
4.4.6	Organiser une journée porte ouverte sur le CAPF	1 000	DNPEF	Direct
4.4.7	Prise en charge de l'encadrement scolaire des enfants de la Pouponnière.	1 000	DNPEF	Direct
TOTAL				**941 620**
Action 02 Participation des Enfants				
3.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	90 551	cité des enfants.	Indirect

Activités planifiées		Montant (en millier de FCFA)	Responsables	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)
3.1.2	Approvisionnement en biens et services de la cité des enfants.	160 260	cité des enfants.	Indirect
3.1.3	Organisation des ateliers de formation des enfants sur les compétences de vie courante	5 000	cité des enfants.	Direct
3.1.4	Organisation des journées commémoratives dédiées aux enfants et à la famille	4 000	Cité des Enfants	Direct
3.1.5	Aménagement Espace de loisirs de la Cité des Enfants	100 000	Cité des Enfants	Direct
3.2.1	Organisation des journées thématiques	5 000	Cité des Enfants	Direct
3.2.2	Organisation des collectivités éducatives en faveur des enfants (filles et garçon)	7 000	Cité des Enfants	Direct
3.2.3	Organisation du Salon de l'Enfance de Bamako (SEBA).	10 000	Cité des Enfants	Direct
3.2.4	Organisation de la semaine sportive du District de Bamako	6 000	Cité des Enfants	Direct
3.2.5	Organisation de voyage d'étude à l'initiation des enfants aux activités socio-éducatives	2 000	Cité des Enfants	Direct
3.3.1	Organisation des activités de suivi des enfants formés à la cité des enfants	1 000	Cité des Enfants	Direct
3.3.2	Mise en place d'une base de données sur la participation et l'initiation des enfants aux activités socio-éducatives	1 000	Cité des Enfants	Direct
3.4.1	Accompagnement des organisations des filles et des garçons	1 000	Cité des Enfants	Direct
TOTAL				**392 811**
TOTAL GENERAL				**1 334 431**

Tableau 21 : **Détails des activités du programme 3.003 (Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant)**

Activités planifiées		Montant (en millier de FCFA)	Responsables	Lien avec égalité de genre
Action 01 Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant				
1.1.1	Organisation des appels à manifestation d'intérêts, appels à proposition de plans d'affaires ou de demandes d'appui	500	CT-FAFE	Indirect
1.1.2	Dépouillement des propositions de manifestation d'intérêts, de plans d'affaires ou de demandes d'appui soumis	10 000	CT-FAFE	Indirect
1.1.3	Tenue des réunions de cadrage, de validation et des réunions du Comité de pilotage	15 000	CT-FAFE	Indirect
1.1.4	Financement des plans d'affaires d'AGR/PME/PMI	90 000	CT-FAFE	Direct
1.1.5	Organisation de table ronde pour la mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF	2 000	CT-FAFE	Indirect
1.1.6	Acquisition de biens et services	25 000	CT-FAFE	Indirect
1.2.1	Accompagnement des organisations, des groupements de femmes et d'usagers (appui-conseil)	10 000	CT-FAFE	Direct
1.3.1.	Dotation des organisations féminines en matériels et équipements de production	75 000	CT-FAFE	Direct
2.1.1	Renforcement des capacités des cibles du FAFE (apprentissage - formation)	60 000	CT-FAFE	Direct

Activités planifiées		Montant (en millier de FCFA)	Responsables	Lien avec égalité de genre
2.1.2	Renforcement des capacités du personnel de la CT-FAFE	25 000	CT-FAFE	Indirect
2.2.1	Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles.	10 000	CT-FAFE	Direct
2.2.2	Participation à la mise en œuvre des activités avec les partenaires	50 000	CT-FAFE	Indirect
2.3.1	Accompagnement à la création d'emplois pour les promotrices d'AGR/PME/PMI.	30 000	CT-FAFE	Direct
2.4.1	Accompagnement à l'apprentissage de métiers et à la création d'emplois pour les filles.	10 000	CT-FAFE	Direct
2.4.2	mise en œuvre des activités de la Stratégie sectorielle pour la réinsertion socio-économique des survivantes de VBG	50 000	CT-FAFE	
3.1.1	Accompagnement des enfants en situation difficile	45 000	CT-FAFE	Direct
3.2.1	Accompagnement des regroupements et des structures dans le cadre de la réinsertion socio-économique des enfants en situation difficile	30 000	CT-FAFE	Direct
4.1.1	Organisation des missions de suivi des accompagnements (dotation en matériels et équipements de productions, formations, financements de plans d'affaires) par le FAFE niveau local.	30 000	CT-FAFE	Indirect
4.1.2	Suivi des activités commerciales et promotionnelles.	10 000	CT-FAFE	
4.2.1	Organisation des missions d'évaluation des partenaires de mise en œuvre	25 000	CT-FAFE	Direct
4.3.1	Mise en œuvre des activités du plan d'actions de la stratégie de communication du FAFE	32 500	CT-FAFE	Indirect
4.3.2	Relecture des textes du FAFE	15 000	CT-FAFE	
TOTAL				**650 000**

Tableau 22 : Effectifs sexo-désagrégés du ministère

Ce tableau présente une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : il s'agit du personnel qui émarge sur le Budget National (BCS)

Structure	Poste occupé	Total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% Femmes sur le total
1. Cabinet	Ministre	01	00	01	100
	Chef de cabinet	01	00	01	100
	Chargés de mission	05	01	04	80
	Attaché de cabinet	01	00	01	100
	Secrétaire particulier	02	00	02	100
2. Secrétariat Général	Secrétaire Général	01	01	0	0
	Secrétaire particulier	01	00	01	100
	Conseillers techniques	05	04	01	20
3. Services centraux		246	89	157	64
	Directeur nationaux	03	01	02	67

Structure	Poste occupé	Total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% Femmes sur le total
3.1Directionsnationales (DNPF,DNPEF,DFM)	Directeur nationaux adjoint	03	02	01	33
	Chef de division	04	03	01	25
	Chef de section	09	05	04	44
	Chargé déprogramme	04	03	01	25
	Agent du Service	12	07	05	42
3.2Servicesrattachésau Cabinet (SP-PNG)	**SP**	01	01	00	0
	Experts	0	0	0	0
	Agent du Service planton	2	1	1	50
3.3 Services rattachés au Cabinet (OPF)	Vice-Présidente	01	00	01	100
	Charge de Programme	01	00	01	100
	Agent du Service	03	01	02	67
3.4. Services rattachés (CNDIFE,PNVBG, CADD)	Directeur nationaux	3	2	1	33
	Directeur nationaux adjoint	1	0	1	100
	Chef de département	5	03	02	40
	Chef de division	4	03	01	25
	Chargé de programme	31	15	16	52
	Agent du Service planton	7	03	04	57
3.1. Services rattachés au niveau central (CAK,CAPF)	Directeur	2	02	0	0
	Chef de section	6	01	05	83
	Technicien / Agent de	9	03	06	67
	Comptable	2	01	01	50
	Econome	4	3	1	25
	Agent du Service planton	86	09	77	90
3.6 Fonds, Projets et Programmes (FAFE, Projet Karité, Plateformes)	Directeur/Coordinateur	3	1	2	67
	Chef de division	3	01	02	67
	Chef de section	4	4	0	1
	Comptable	1	00	01	100
	Experts	5	4	1	20
	Agent du Service	9	03	06	67
3.7 Cité des Enfants	Directeur	01	0	1	100
	Directeur adjoint	01	01	0	0
	Chef de bureau accueil	01	0	1	100
	Chef de Service	05	03	02	40
	Chef de sections	06	03	03	50
	Comptable/gestionnaire	01	0	1	100
	Régisseur	02	01	01	50
	Secrétariat particulier	01	0	01	100
	Chef secrétariat	01	01	0	0
5.1 Directions Régionales	Directeurs Régionaux	112	70	42	38
5.2 Services rattachés	Services rattachés	47	21	26	55
5.3 Services locaux	Services locaux	160	84	76	48
Total Général		**581**	**270**	**311**	**54**

Source : DRH

2.1.1.5.Perspectives du département :

En cohérence avec les priorités nationales et les engagements internationaux en faveur de l'égalité de genre, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille entend poursuivre ses efforts autour des principales perspectives ci-après :

- le renforcement de la gouvernance institutionnelle et de la coordination multisectorielle en faveur de la femme, de l'enfant et de la famille ;
- la mise en œuvre effective des recommandations issues des États généraux à travers un plan d'actions priorisé, assorti d'un dispositif de suivi-évaluation et de redevabilité ;
- le renforcement de l'autonomisation économique des femmes par un meilleur accès aux ressources productives, au financement, à la formation professionnelle, à l'emploi et à l'entrepreneuriat ;
- l'amélioration de la participation des femmes aux instances de décision, aux processus de paix, de sécurité, de gouvernance et de gestion des affaires publiques ;
- la mise à échelle des mécanismes de prévention et de prise en charge des survivantes des violences basées sur le genre, des violences faites aux enfants ainsi que de toutes les formes de discrimination ;
- l'amélioration de l'accès des femmes, des enfants et des familles aux services sociaux de base de qualité ;
- la promotion d'un environnement familial protecteur, résilient et favorable à l'éducation, à la transmission des valeurs socioculturelles positives et au développement harmonieux des enfants ;
- la poursuite de l'institutionnalisation du genre et l'inclusion sociale dans les politiques publiques ;
- le développement d'un système performant de production de données, de statistiques et d'informations désagrégées permettant un meilleur pilotage des politiques publiques ;
- la mobilisation accrue des ressources nationales et des partenariats techniques et financiers afin d'assurer une mise en œuvre efficace et durable des réformes retenues.

2.1.1.6.Recommandations

Afin d'améliorer l'efficacité et la durabilité des interventions du Ministère, il est recommandé de :

- accélérer l'institutionnalisation de l'approche genre au sein de l'ensemble des départements ministériels ;
- poursuivre les actions de prévention, de protection et de prise en charge des violences basées sur le genre, en améliorant la couverture territoriale des services spécialisés et des mécanismes communautaires de référencement ;
- intensifier les programmes d'autonomisation économique des femmes à travers un meilleur accès au financement, aux ressources productives, aux équipements, aux marchés et aux technologies numériques ;
- développer un système intégré de production, de collecte et d'exploitation des données statistiques désagrégées par sexe, âge et autres critères pertinents afin d'améliorer le suivi des politiques publiques sensibles au genre.

CONCLUSION

Le présent Rapport Genre 2025 du MPFEF, met en évidence les efforts déployés par le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille pour intégrer l'approche genre dans la planification, la budgétisation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques publiques.

L’analyse des résultats enregistrés au titre de l’exercice 2025 fait ressortir des avancées significatives dans plusieurs domaines, notamment la prise en charge des survivantes de violences basées sur le genre, le renforcement des capacités des femmes, la protection des enfants vulnérables, l’amélioration du fonctionnement de certains mécanismes institutionnels ainsi que la progression de l’institutionnalisation de l’approche genre.

Toutefois, des défis importants subsistent, notamment l’insuffisance des ressources financières, la persistance des inégalités de genre, la faible couverture de certaines interventions, les effets de la crise sécuritaire, la faible disponibilité de données statistiques désagrégées et l'insuffisante appropriation de la budgétisation sensible au genre dans plusieurs secteurs.

La planification des actions retenues pour la période 2027 traduit la volonté du département de consolider les acquis, de renforcer la gouvernance du secteur et d'améliorer durablement les conditions de vie des femmes, des enfants et des familles. Elle vise également à renforcer la résilience des populations, promouvoir une participation plus équitable des femmes aux instances de décision et garantir une meilleure protection des droits des groupes les plus vulnérables.

La poursuite de ces ambitions nécessitera un engagement accru de l'État, des collectivités territoriales, des partenaires techniques et financiers, de la société civile et de l'ensemble des acteurs concernés afin d'assurer une mobilisation durable des ressources, une coordination efficace des interventions et une mise en œuvre effective des réformes engagées.

C'est à cette condition que les objectifs de la Politique Nationale Genre pourront être pleinement atteints et contribuer à un développement inclusif, équitable et durable au Mali.

2.1.2.MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

Introduction

Le Mali dispose d'un arsenal juridique et d'outils stratégiques en faveur de l'égalité :
Feuille de route nationale : La Politique Nationale Genre (PNG), complétée par la Stratégie Nationale pour l'Émergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033), guide l'intégration transversale du genre.

Actualisation des données : La récente révision du Profil Genre du Mali (portée par le MPFEF, ONU Femmes et la BAD) s'appuie sur les données du RGPH de 2022 et de l'EMOP pour affiner les politiques d'autonomisation.
Participation politique : Bien que la loi n°2015-052 (imposant un quota de 30 % de femmes dans les fonctions nominatives et électives) ait permis de réels progrès, la représentation des femmes aux instances de décision locales et nationales parait insuffisante à cause des pesanteurs sociales.

2. Autonomisation Économique et Accès aux Ressources

Le rôle économique des femmes est prépondérant mais largement confiné au secteur informel et précaire :
Agriculture et Foncier : Les femmes représentent une force motrice majeure (elles produisent plus de 70 % des denrées alimentaires et l'OIT estime leur emploi agricole à 66 %). Pourtant, elles font face à une inégalité structurelle d'accès aux facteurs de production, ne détenant qu'environ 7 % des titres fonciers.
Vulnérabilité sur le marché du travail : Le niveau de qualification de l'emploi féminin reste globalement faible. À Bamako comme en milieu rural, les femmes subissent un taux élevé d'emplois irréguliers ou de sous-emploi, une situation fragilisée par les chocs économiques et les crises interconnectées.

3. Capital Humain : Éducation, Santé et Social

Éducation : Les disparités de genre sont marquées par une sous-représentation des filles dans l'enseignement secondaire, technique et professionnel. L'écart d'alphabétisation s'accentue fortement entre les milieux urbains (mieux dotés) et ruraux.
Santé et Vulnérabilités Sociales : Les barrières liées aux pratiques socioculturelles (persistance des mariages précoces avant 18 ans et des mutilations génitales féminines) impactent directement la santé sexuelle et reproductive ainsi que le maintien des filles dans le système scolaire.
Charge de travail domestique : Les corvées d'accès à l'eau et à l'assainissement incombent majoritairement aux femmes et aux filles, limitant le temps disponible pour des activités génératrices de revenus ou d'apprentissage.

4. Impact des Crises (Sécurité et Climat)

Prise en compte humanitaire : Dans les régions touchées par l'instabilité sécuritaire (Nord et Centre), les femmes et les enfants constituent la grande majorité des personnes déplacées internes.

Chocs climatiques : En tant que principales gestionnaires des besoins quotidiens des ménages ruraux, les femmes sont les premières impactées par les sécheresses, les inondations et la dégradation des sols, ce qui accroît leur vulnérabilité économique.

Axes Stratégiques de Progrès

Pour maximiser l'impact du Profil Genre actualisé, les leviers essentiels résident dans :

L'application effective de la budgétisation sensible au genre (BSG) au niveau des ministères sectoriels.
La sécurisation des droits fonciers des productrices agricoles pour libérer leur potentiel de croissance.
L'alignement renforcé des cadres juridiques nationaux avec les protocoles internationaux (comme le Protocole de Maputo).

2.1.2.1.Présentation du MJDH

Au Mali, l'accès des femmes à la justice est freiné par le poids des traditions, l'analphabétisme et le coût des procédures. Malgré des reformes, d'importants obstacles culturels et financiers limitent encore l'exercice effectif de leurs droits.

Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a pour mission de préparer et de mettre en œuvre la politique nationale en matière de Justice et de Seaux de l'État.
A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l' Administration de la justice en matière civile, commerciale, pénale et sociale;
- l'application des lois et règlements ;
- la politique criminelle;
- l'authentification et la protection des sceaux de l'Etat;
- le bon fonctionnement des juridictions;
- la surveillance de l'état civil et des auxiliaires de justice;
- la bonne marche de la Police judiciaire;
- la préparation et la mise en œuvre des décisions de grâce et d'amnistie;
- l'administration des services judiciaires et pénitentiaires;
- l'élaboration et de l'application des textes relatifs à la nationalité;
- l'élaboration et de l'application du Statut de la magistrature et des Statuts des autres professions juridiques et judiciaires;
- la participation à la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale, la corruption et les autres formes de délinquance économique et financière, la traite des personnes et les pratiques assimilées ;
- les mesures et actions de promotion et de protection des droits de l'homme ;
- le suivi des questions des droits de l'homme au niveau des organisations régionales et internationales.

2.1.2.2.Enjeux et gaps à combler

- Au Mali, les rapports sociaux sont caractérisés par des inégalités et disparités entre les femmes et les hommes en matière de (i) reconnaissance et d'exercice de droits, (ii) d'accès aux services et infrastructures de base, (iii) d'accès au marché du travail et aux moyens de subsistance, (iv) de gouvernance, de représentation et de participation.
- Ces inégalités et disparités, quitrouventfondamentalementleurssourcesdanslespesanteurssocioculturelles et religieuses, entretiennent le faible niveau de développement humain qui entrave le développement socioéconomique du pays et l'épanouissement des personnes. Elles ont été renforcées par la pandémie de la COVID-19, qui a remis en cause des décennies de progrès.
- Dans cette section, les caractéristiques et enjeux sont classés en cinq (05) grandes catégories qui analysent: (i) le profil socio-démographique de la population, (ii) les moyens de

subsistance, (iii) l'accès à la Justice et la protection des droits fondamentaux, (iv) l'accès aux services sociaux de base et (v) la participation des femmes à la vie publique.

Cependant, le Département doit faire face à une série d'enjeux qui limitent le potentiel de ce fléau et demanderaient des réponses appropriées.

a)-Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

Le genre et les violences basée sur le genre constituent un enjeu majeur pour le Ministère de la Justice et droits de l'Homme. Il s'agit de garantir à travers la stratégie sectorielle genre du département de la justice un accès équitable à la justice pour toutes les victimes, en particulier les femmes et les filles.

Le ministre œuvre à prévenir le VBG, à protéger les victimes et à lutter contre l'impunités des auteurs. Il renforce également les capacités des acteurs judiciaires et intègre l'approche genre dans ses politiques et pratiques. L'objectif est de promouvoir une justice inclusive, respectueuse des droits humains et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

b)-GAPS à combler :

- faible accès des femmes aux services judiciaires ;
- méconnaissance des droits par les femmes ;
- insuffisance d'assistance juridique ;
- faible représentation des femmes dans les postes de responsabilité de l'administration judiciaire et pénitentiaire.
- renforcement de Cliniques juridiques;

c)-Mesures:

- Sensibilisation sur les droits des femmes;
- formation des magistrats sur le genre;
- nomination des femmes magistrats à des poste de responsabilité de l'administration judiciaire et Pénitentiaire.

2.2.2.3.Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre :

a) <u>Les mesures spécifiques</u>

Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme comme tous les autres départements a strictement appliqué les consignes sanitaires. Le département a mis à la disposition de son personnel des : des masques, des gels hydroalcooliques, des kits de test …).

L'impact qu'on peut retenir est surtout la non réalisation du programme de formation en lien avec le genre.

b) L'évaluation des activités genre N-1

L'état d'exécution des résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère.

Programme 1.009

Objectif 2 : Renforcer la lutte contre la corruption, la drogue, le terrorisme et la criminalité transnationale						
Indicateurs de Résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation N-1***	
		N-4	***N-3***	***N-2***	***Prévisions***	***Réalisations***
INDICATEUR 2.6 Pourcentage des acteurs de la justice formés sur la traite des personnes et les pratiques assimilées. /Rapports d'activités, du comité national de coordination de la lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées et du PNI Précision Méthodologique : (Nombre d'acteurs formés/Nombre d'acteurs à former) x 100	*%*	*X*	100%	144%	100%	100%

En 2024 le Comité de traite des personnes a atteint un taux de réalisation de 57,92% contre un taux de 100% 2025. En 2025 les activités de formation, de sensibilisation et d'information ont touché 70461 personnes contre 36 812 en 2024 ; le Comité a pu atteindre les objectifs fixés dans le plan d'action annuel 2025.

Objectif 3 : Contribuer à la promotion du genre et à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre.						
Indicateurs de Résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation N-1***	
		N-4	***N-3***	***N-2***	***Prévisions***	***Réalisations***
Indicateurs : 3.1 Pourcentage de sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur le genre. /rapports d'activités de la cellule genre Précision Méthodologique : (Nombre d'acteurs sensibilisés et formés/nombre d'acteurs à sensibiliser et former) x100	*%*	*X*	38 ,67%	57 ,92%	100%	42%

Sur une prévision de 100%, un taux de 42% a été réalisé, soit un écart de 58% qui s'explique par la situation sécuritaire qui ne favorise pas les missions à l'intérieur du Pays. En 2025 six (06) sessions de formation ont été organisées par le comité genre, dont cinq sur la stratégie genre en cours de validation par le MJDH.

Objectif 3 : Contribuer à la promotion du genre et à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre,						
Indicateurs de Résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation N-1***	
		N-4	***N-3***	***N-2***	***Prévisions***	***Réalisations***
Indicateurs : 3.2 Pourcentage des acteurs de la justice sensibilisés et formés sur les droits de l'Homme. / Rapports d'activités du point focal Précision Méthodologique : (Nombre d'acteurs sensibilisés et formés/nombre d'acteurs à sensibiliser et former) x100	*%*	*X*	40%	50%	100%	61,54%

Au cours de l'année 2025, la DNDH a réalisé des activités parmi lesquelles on peut citer :

- la tenue d'une réunion de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de l'examen périodique universel du 02 mai 2023;
- la tenue de deux réunions de suivi de la mise en œuvre des engagements pris par le Mali lors de l'élément de haut niveau organisé les 11 et 12 décembre 2023 devant le conseil des Droits de l'Homme des Nation Unies ….

Objectif 3 : Contribuer à la promotion du genre et à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre,						
Indicateurs de Résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation N-1***	
		N-4	***N-3***	***N-2***	***Prévisions***	***Réalisations***
Indicateurs : 3.3 de réalisation des activités du Plan d'action de lutte contre l'Apatridie /rapports d'activités du point focal Précision Méthodologique :(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) 100	*%*	*X*	89,47%	33,33%	100%	83,33%

Cinq (05) activités phares ont été réalisées parmi lesquelles on peut citer :
l- l'Organisation d'un atelier sur les textes de création la Commission nationale chargée des apatrides ;
2- la sensibilisation sur l'apatridie et la loi portant statut de l'apatridie, les 21 et 22 octobre 2025 qui a regroupé 47 participants.

c) Exécution financière des activités genre N-1

Tableau II.1 – Exécution financière en année N-1 par objectif (En milliers de francs CFA)

Objectifs spécifiques	Exécution financière(En milliers de francs CFA)			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif 2 : Renforcer la lutte contre la corruption, la délinquance économique et financière, la drogue, le terrorisme, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, l'extrémisme violent, la traite des personnes et le trafic illicite des migrants et les autres formes de criminalité transnationale organisée	310 218	162 660	147 548	52,43
Total	310 218	162 660	147 548	52,43

Dans l'objectif 2, les activités ont été financées à hauteur de 147 548 000 FCFA sur une prévision de 310 218 000 FCFA dont avec un taux de réalisation de 52,43%.

Objectifs spécifiques	Exécution financière(En milliers de francs CFA)			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif 3 : Contribuer à la promotion du genre et à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre.	156 995	147 586	2 794	94
Total	156 995	147 586	2 794	94

Objectif 3, il Contribue à la promotion du genre et à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre. Au titre de l'année 2025, il a bénéficié une inscription de 156 995 000 de francs CFA dont 147 586 000 francs CFA a été exécuté. Le niveau de réalisation des activités est très appréciable, soit 94 %.

Tableau II.2 – Exécution financière N-1 par détail des activités (En milliers de francs CFA)

Intitulé de l'activité	Exécution financière (En milliers de francs CFA)			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur la traite des personnes et les pratiques assimilées	291 194	120 717	170 467	41,46
Tenue des réunions statutaires et fonctionnement du Comité National de Lutte Contre la Traite de Personnes et les pratiques assimilées	19 024	41 943	-22 919	220,47
Total	310 218	162 660	147 548	52,43

Le taux moyen de réalisation des deux activités est de 52,43 % pour une consommation de 162 660 francs. Cependant la deuxième activité affiche un taux de 220, 43%. Ce sûr financement

s'explique, soit par un manque de crédit ou un choix abusif de l'activité lors de l'engament des dépenses.

Intitulé de l'activité	Exécution financière(En milliers de francs CFA)			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Tenue des réunions statutaires et fonctionnement du Comité d'institutionnalisation du genre	7 695	0	7 695	0
Mission de suivi de la mise en œuvre des recommandations des ateliers sur le genre	9 395	3 505	5 890	37,30
Sensibilisation et formation du personnel judiciaire et de l'administration publique sur les questions du droit	44 395	0	44 395	0
Formation et sensibilisation des acteurs de la justice sur les droits de l'Homme	51 500	28 821	22 679	55,96
Tenue des réunions statutaires et fonctionnement du Comité Interministériel de lutte contre l'Apatridie	6 595	0	0	0
Formation et sensibilisation des acteurs de l'administration, de la justice et de la société civile sur l'Apatridie	37 395	115 260	-77 865	308,23
Total	156 995	147 586	2 794	94

Au total, il y a six activités dont trois non réalisées. Les trois autres activités qui ont pu être réalisées affichent un taux moyen de 94%. Formation et sensibilisation des acteurs de l'administration, de la justice et de la société civile sur l'Apatridie présente un taux de 308,23%,cela s'explique soit par un manque de réaménagement de crédit ou un choix abusif de l'activité lors de l'engament des dépenses.

2.1.2.4. Planification et budgétisation des actions genres :

« Budget genre » existant

Les tableaux ci-dessous présentent un « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour d-les activités/projets, actions, programmes dans le RAP du ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre (Tableau III.1a), ou un lien indirect (Tableau III.1b).

Tableau III.1a – Budget genre : Dépenses ciblant l'égalité de genre (lien direct)

Un « budget genre ciblé », qui trace les allocations budgétaires ciblant directement l'égalité de genre dans le budget – telles que par exemple les allocations budgétaires d'actions exclusivement destinées à la scolarité des filles.

En milliers de francs CFA					
Programme/Objectif / Action	Exécution	Budget	Prévisions		
Détail	N-1	N	N+1	N+2	N+3
Programme	X	X	X	X	X
Objectif X	X	X	X	X	X
Action X	X	X	X	X	X
Activité X	X	X	X	X	X
Total	X	X	X	X	X

Ce tableau est sans objet, car le département n'a pas un « budget genre ciblé », qui trace les allocations budgétaires ciblant directement l'égalité de genre dans le budget.

En milliers de francs CFA					
Programme/Objectif **Action1**	**Exécution**	**Budget**	**Prévisions**		
Détail	**N-1**	**N**	**N+1**	**N+2**	**N+3**
Programme 1.009	310 246	413 760	433 760	446 773	487 177
Total	**310 246**	**413 760**	**433 760**	**446 773**	**487 177**

Programme 2.020

b) L'évaluation des activités genre N-1

L'état d'exécution des résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère.

Programme 2.020

Objectif 1 : Améliorer les conditions de détention et de travail du personnel.						
Indicateurs de Résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation N-1***	
		N-4	***N-3***	***N-2***	***Prévisions***	***Réalisations***
Indicateurs : 1.3 Pourcentage de centres de détention disposant de quartiers séparés (hommes, femmes, mineurs) /rapport d'activités de la DNAPES Précision Méthodologique : (Nombre de centres de détention disposant de quartiers séparés/Nombre total des centres de détention) x 100.	*%*	*X*	55%	92%	65%	92%

Cet indicateur, pour une prévision de 65% en 2025, aucune réalisation n'a été effectuée. Des efforts doivent être consentis à ce niveau pour améliorer le taux en 2026.

Objectif 2 : Favoriser la réinsertion sociale des détenus						
Indicateurs de Résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation N-1***	
		N-4	***N-3***	***N-2***	***Prévisions***	***Réalisations***
I Indicateurs : 2.1 Pourcentage des détenus bénéficiant d'une formation professionnelle/rapport d'activités de la DNAPES Précision Méthodologique : (nombre de détenus bénéficiant d'une formation professionnelle / nombre total de détenus) x100	*%*	*X*	87,00%	218,00%	50%	5%

Pour cet indicateur pour une prévision de 50% en 2025, seulement 5% de réalisation. Ce faible taux s'explique par le réaménagement des crédits destinés à la formation des détenus vers la ligne alimentation jugée prioritaire.

C)Exécution financière des activités genre N-1

<u>Tableau II.1</u> – Exécution financière en année N-1 par objectif (En milliers de francs CFA)

Objectifs spécifiques	Exécution financière**(En milliers de francs CFA)**			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif 1 : Améliorer les conditions de détention et de travail du personnel.	165 790	71 250	94 538	42.97
TOTAL	165 790	71 250	94 538	42.97

Le niveau d'atteinte de cet objectif est moins satisfaisant. Il est réalisé seulement à 42,97 %. Des efforts doivent être fournis en 2026 pour améliorer les conditions de détention des détenus et de travail du personnel.

Objectifs spécifiques	Exécution financière**(En milliers de francs CFA)**			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif 2 : Favoriser la réinsertion sociale des détenus	206 645	0	206 645	0
TOTAL	**206 645**	**0**	**206 645**	**0**

Cet objectif n'a connu aucune réalisation. Comme évoqué ci-dessus les crédits inscrits ont servi à l'achat des denrées alimentaires des détenus jugés prioritaires.

<u>Tableau II.2</u> – Exécution financière N-1 par détail des activités (En milliers de francs CFA)

Intitulé de l'activité	Exécution financière**(En milliers de francs CFA)**			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Construction des quartiers pour femmes et mineurs au niveau de 02 maisons d'arrêt	172 169	129 159	43 010	75,02
Total	**172 169**	**129 159**	**43 010**	**75.02**

Bien que les crédits soient consommés à plus de 75, % aucune réalisation physique n'a été faite dans ce sens. Les crédits inscrits pour la réalisation de cette activité ont plutôt contribué à l'achat et l' installation de kits solaires dans certaines prisons pour remédier les coupures d'électricité.

Intitulé de l'activité	Exécution financière**(En milliers de francs CFA)**			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Equipements des ateliers de réinsertion	87 504	0	87 504	0
Dotations en matières premières des EPES	51 637	0	51 637	0
Fonctionnement de la boulangerie de l'APE	67 504	0	67 504	0
Total	**206 645**	**0**	**206 645**	**0**

Ces activités n'ont pas pu être réalisées, car les crédits inscrits pour leur prise en charge ont servi à l'achat des denrées alimentaires pour les détenus.

Tableau III.3b - Effectifs du ministère séxo-désagrégés

NB : il s'agit du personnel qui émarge sur le Budget National, niveau central et niveaux déconcentrés.

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	0	0
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0
Conseillers Techniques	6	4	2	33.33
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	16	12	4	25
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1		0
Chargés de Mission	4	2	2	50
Attaché de Cabinet	1	1		0
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100
4. Services Centraux				
Directions Nationales et services Rattachés				
Directeurs nationaux	8	6	2	25
Directeurs nationaux Adjoints	5	4	1	20
Chefs de Division	9	9	0	0
Chefs de section	5	5	0	0
Chargés de dossier	80	44	36	45
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	38	17	21	55
4.1. Directions Générales				
Directeur Général	1	1	0	0
Directeur Général Adjoint	1	1	0	0
Sous-Directeur	0	0	0	0
Chefs de Division	0	0	0	0
Chefs de section	0	0	0	0
Chargés de dossier	49	31	18	36
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	0	0	0	0
TOTAL				
4.2. Personnel EPA (à détailler)				
ARGAS Directeur Général	1	1	0	0
ARGASC Directeur Général Adjoint	1	1	0	0
Secrétaire particulière du DG	1	0	1	100
Agent Comptable	1	1	0	0
Régisseur d'Avance	1	0	1	100
Chef de département du recouvrement des avoirs	1	1	0	0
Chef de département de la gestion des avoirs	1	1	0	0
Chef de Division de l'exécution des décisions de justice	1	0	1	100
Chef de Division des saisies mobilières et immobilières	1	0	1	100
Chef de Division des enquêtes patrimoniales	1	1	0	0

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
Chef de Division de la surveillance	1	1	0	0
Chef de Division Administration des ressources Humaines	1	0	1	100
Chef de Division Budget et Finances	1	1	0	0
Chef de Division de l'Informatique et de la Documentation	1	1	0	0
Chargés de dossier	14	10	4	28
INFJ Directeur Général	1	1	0	0
Directeur Général Adjoint	1	1	0	0
Secrétaire Particulière (Greffière en chef)	1	0	1	100
Agent Comptable	1	1	0	0
Régisseur Spécial	1	0	1	100
Régisseur d'Avances	1	1	0	0
Régisseur des Recettes	1	0	1	100
Ingénieur informaticienne	1	0	1	100
Chef du Cellule de Communication (aide Archiviste)	1	1	0	0.56
Chargés de Dossiers	**16**	**7**	**9**	
ENAPES Directeur Général	1	1	0	0
ENAPES Directeur Général	1	1	0	0
ENAPES chargés de Dossier	13	11	2	15.38
TOTAL EPA	**68**	**44**	**24**	**35.29**
4.3. Personnel EPST (à détailler)**Néant**				
4.4 Directions Régionales et services rattachés (à détailler)	**669**	**545**	**124**	**20,43**
Agents pénitentiaires				
SERVICES RATTACHES	**243**	**153**	**90**	**37,04**
CSDRM DE BOLLE	31	16	10	32,26
Directeur	1	1	0	0,00
Directeur Adjoint	1	1	0	0,00
Secrétariat Directeur	2	0	2	100,00
Unité action sociale	3	2	1	33,33
Unité santé	2	0	2	100,00
Unité socioculturelle et sportive	1	1	0	0,00
Unité pédagogique et de formation professionnelle	1	1	0	0,00
Unité agropastorale	1	1	0	0,00
Unité de la surveillance	28	14	14	50,00
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et planton)	2	1	1	50,00
CSDRF DE BOLLE	62	13	49	79,03
Directrice	1	0	1	100,00
Secrétariat Directrice	2	0	2	100,00
Directeur Adjoint	1	1	0	0,00
Fichier	4	3	1	25,00
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et planton)	2	2	0	0,00
Unité Santé	4	0	4	100,00
Unité de la surveillance	39	6	33	84,62
Unité d'assistance sociale	5	1	4	80,00
Unité de formation professionnelle et pédagogique	3	0	3	100,00

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
Unité socioculturelle et sportive	1	0	1	100,00
Unité agropastorale	2	2	0	0
MAISON CENTRALE D'ARRET DE KENIEROBA	38	33	2	5,26
Directeur	1	1	0	0,00
Secrétariat Directrice	0	0	0	0,00
Magasin	1	1	0	0,00
Bureau Fichier	2	2	0	0,00
Bureau Peloton	3	0	0	0,00
Unité de Surveillance	27	25	2	7,41
Service Sociale	2	2	0	0,00
Infirmerie	2	2	0	0,00
MAISON CENTRALE D'ARRET DE BAMAKO	132	102	31	23,48
Régisseur	1	1	0	0,00
Secrétariat Régisseur	3	1	2	66,67
Bureau Greffe	4	4	0	0,00
Bureau Fichier	11	10	1	9,09
Bureau Peloton	10	7	3	30,00
Unité de surveillance	85	67	18	21,18
Bureau Intendance	3	3	0	0,00
Service Social	8	3	5	62,50
Infirmerie	7	5	2	28,57
4.5 Services locaux Néant				
Total	**1175**	**861**	**314**	**26.72**

Commentaire

L'analyse de ce tableau fait ressortir un déséquilibre entre homme et femme au niveau des postes nominatif. Les femmes sont moins représentées dans les postes clés où les décisions sont prises.

La demande doit faire des efforts pour être en phase avec la loi n°2015-052 (imposant un quota de 30 % de femmes dans les fonctions nominatives et électives)

2.1.2.5.Perspectives :

Tenue des réunions du comité genre du département ;

La formation continue des magistrats, des greffiers et du personnel pénitentiaire sur les questions du genre ;

Renforcement de l'assistance judiciaire des femmes et des groupes vulnérables ;

Accélération du traitement des affaires de VBG ;

Promotion de la mixité aux postes à responsabilité du département.

2.1.2.6.Recommandations

Au regard de ce qui précède, nous souhaiterions une augmentation du budget alloué au genre pour pouvoir réaliser des activités dans le cadre de la promotion du genre, de la lutte contre les violences basées sur le genre et l'égalité entre homme et femme au sein du secteur de la Justice.

Conclusion :

L'intégration effective du genre au sein du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme doit être perçue comme une réforme structurelle essentielle à la crédibilité de l'appareil judiciaire. En combinant un ancrage institutionnel solide (comité genre, budgétisation sensible au genre) et des actions concrètes sur le terrain (traitement accéléré des dossiers de VBG, assistance judiciaire accrue, promotion de la mixité interne), le ministère renforce sa capacité à rendre une justice plus juste, accessible et inclusive pour l'ensemble des citoyens.

2.1.3.MINISTERE DE LA COMMUNICATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

2.1.3.1. Présentation du Ministère

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n°2024-0121/PM-RM du 28 février 2024 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement, le Ministre de la Communication, de l'économie numérique et de la Modernisation de l'Administration, prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de la Communication, des technologies de l'information, de la Poste et de la digitalisation de l'Administration. A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- le développement de la Communication et de son utilisation dans les secteurs de la vie économique sociale et culturelle ;
- le développement de l'utilisation sécurisée de la Communication dans l'Administration ;
- le développement de la presse écrite et de l'audiovisuel, publics et privés ;
- le développement et la diffusion de la création audiovisuelle ;
- la participation à la diffusion et au rayonnement de la culture malienne dans le monde ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre de la législation régissant la publicité ;
- l'élaboration de la stratégie de Communication du Gouvernement.
- la réalisation des infrastructures de communication électroniques, l'accompagnement, la promotion des usages des TIC et le développement des services en ligne ;
- l'élaboration du cadre règlementaire pour le développement des réseaux et services de communications électroniques et du suivi de son application ;
- la préparation, la délivrance et la gestion des autorisations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux de communication électroniques, la fourniture de services téléphoniques au public et la fourniture de capacité ;
- la certification des clés publiques pour le décryptage et la signature électroniques ;
- le développement de l'utilisation sécurisée des technologies de l'information de la Communication dans l'Administration ;
- la sécurisation des réseaux de communication entre les administrations publiques et entre les autorités nationales ;
- la préparation et la gestion de la transition numérique ;
- la proposition de toute mesure visant à identifier et à mesurer l'impact des grandes évolutions, notamment dans le domaine de l'économie numérique ;
- la contribution à la modernisation de l'administration par l'intégration des technologies numériques dans la gestion des structures Etatiques, en vue de fournir des services publics plus performants et d'améliorer l'accessibilité, la transparence et l'efficacité de l'administration publique.

Cette modernisation de l'administration doit toucher toute l'Administration en termes d'innovation et de développement.

2.1.3.2.Les Enjeux genre et gap à combler :

a) Les enjeux :

L'inégalité persistante entre hommes et femmes dans les domaines de la Communication, de l'information et des nouvelles technologies diminue relativement grâce aux efforts entrepris dans le secteur.

La modernisation économique et sociale du Mali, à laquelle les femmes prennent une part importante, passera par l'amélioration de l'accès à l'internet, un accès encadré des femmes à l'internet permet de réelles perspectives d'apprentissage, et d'accès à un nombre particulièrement important de documents pédagogiques.

Les enjeux sont multiples et concernent entre autres :

- la réduction de la fracture numérique entre les hommes et les femmes ;
- le problème de financement pour valoriser le rôle des femmes sur le chantier de développement ;
- l'amélioration de l'image de la femme dans les médias ;
- l'opérationnalisation du comité sectoriel d'institutionnalisation du genre.

b) Les gaps à combler :

Ce sont des réponses aux enjeux évoqués.
La progression favorable des indicateurs que ce soit pour l'accès à la radio, à la télévision, au téléphone et à l'internet, améliore l'image de la femme.
Aussi, dans le domaine de la publicité et les sketchs, les clichés montrant une image négative de la femme s'améliorent, ils montrent de plus en plus les femmes au centre de la décision, participatives, entreprenantes et impliquées.
Le problème de financement des activités genre du Ministère demeure un problème récurrent.
Le dossier sur l'opérationnalisation du comité sectoriel d'institutionnalisation du genre a bien évolué car l'arrêté fixant la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement du comité sectoriel d'institutionnalisation de la politique nationale genre du Ministère de la Communication de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration a été signé 16 juillet 2024.

2.1.3.3.Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre :

a) Les mesures spécifiques :

La Loi sur la Publicité adoptée et sa mise en œuvre entamée pour lutter efficacement contre les clichés dépassés, réducteurs et dégradants qui véhiculent une image négative des femmes.
La principale mesure reste l'opérationnalisation du comité sectoriel qui a été créée, ce qui permettra de concrétiser les démarches entreprises, de dégager un plan d'action avec des indicateurs et des objectifs à atteindre. Le Gouvernement a aussi entrepris entre autres certaines mesures qui sont :

- le lancement officiel en 2024 des activités de la feuille de route sur genre élections et reformes, la création du fonds d'appui à l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et du projet d'appui à l'autonomisation de la femme dans la filière karité ;
- l'ouverture du Complexe Numérique de Bamako chargé de renforcer les capacités en matière de formation, de recherche et d'innovation dans le domaine des TIC et de l'intelligence artificielle afin de stimuler la croissance économique.

Le Gouvernement œuvre au renforcement des capacités des femmes et filles à travers :

- des programmes de formation aux métiers scientifiques (Sciences, Technologies, Ingénierie, Arts, Mathématiques et Conception) ;
- l'organisation de compétitions telles que « Miss science » avec la mise à disposition d'outils aux candidates afin de leur permettre de réaliser des projets;
- des séances de partage d'expériences et d'émulation avec des femmes expertes dans les domaines scientifiques ;
- la culture de l'Entrepreneuriat numérique avec l'accompagnement pour la réalisation des projets ;
- la mise en place d'un village numérique avec une salle d'initiation en informatique libre et gratuite et des quartiers de démonstrations des métiers scientifiques.

b) L'évaluation des activités genre N-1: néant

Il n'y a pas eu d'état d'exécution des résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du Ministère.

c) Exécution financière des activités genre N-1 : néant

Pour l'instant il n'existe pas d'objectifs sensibles au genre identifiés dans les programmes du Ministère, c'est pourquoi il n'y a pas d'état d'exécution financière.

2.1.3.4.Planification et budgétisation des actions : néant

a) Budget genre existant :

Il n'existe pas de budget genre constitué des allocations budgétaires pour les activités/projets, actions, programmes dans le RAP du Ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre.

2.3.5.Perspectives pour l'année 2027 :

Elles concernent :

- l'audit genre ;
- la mise en place d'une base de données sur les responsabilités des femmes dans toutes les structures du département ;
- la proposition d'un plan d'actions stratégique pour la mise en œuvre des activités de la 3ème phase pour impliquer le gouvernement du Mali dans le processus ;
- la mise à disposition d'un budget pour la mise en œuvre du plan stratégique du comité sectoriel ;
- le renforcement des capacités de tous les points focaux genre de toutes les structures du Ministère sur la budgétisation sensible aux genres, l'élaboration d'un plan d'actions genre et le canevas du rapport genre ;
- la formation des membres du cabinet et les directeurs des structures sur la notion de genre avec les modules bien définis ;
- le suivi régulier des nominations aux fonctions nominatives et électives à travers la production d'annuaires statistiques ;
- la formation des journalistes dans la prévention et la gestion des conflits à travers des messages de sensibilisation et de réconciliation par les femmes journalistes ;
- le renforcement des capacités des points focaux genre du Ministère à l'appropriation du genre ;
- la formation des membres du Comité sectoriel à l'analyse genre dans les projets et programmes.

Tableau III. 3b - Effectifs du Ministère sexo-désagrégés :

La répartition des effectifs de la fonction publique d'Etat selon le statut, la catégorie et le sexe du Cabinet et de la DFM du département de la Communication, de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'Administration en 2025.

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	**0**	0%
2. Secrétariat Général	**X**	**X**	**X**	
Secrétaire Général	1	1	0	0%
Conseillers Techniques	6	5	1	16,66%
Personnel service courrier	14	8	6	42,85%
3. Cabinet	**X**	**X**	**X**	
Chef de Cabinet	1	1	0	0%
Chargés de Mission	5	4	1	20%
Attaché de Cabinet	1	1	0	0%
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100%
4. Services Centraux	**X**	**X**	**X**	

4.1. Directions Nationales et services rattachés	**X**	X	X	X
Directeurs nationaux	X	X	X	X
Directeurs nationaux Adjoints	X	X	X	X
Chefs de Division	X	X	X	X
Chefs de section	X	X	X	X
Chargés de dossier	X	X	X	X
Personnel service courrier	X	X	X	X
4.2. Directions Générales	**X**	**X**	**X**	**X**
Directeur Général	X	X	X	X
Directeur Général Adjoint	X	X	X	X
Sous-Directeur	X	X	X	X
Chefs de Division	X	X	X	X
Chefs de section	X	X	X	X
Chargés de dossier	X	X	X	X
Personnel service courrier	X	X	X	X
4.3. Personnel EPA	X	X	X	**X**
4.4. Personnel EPST	X	X	X	**X**
5. Directions Régionales et services rattachés	X	X	X	**X**
6. Services locaux	X	X	X	**X**
Total	**X**	**X**	**X**	**X**

NB: les données démographiques des structures ne figurent pas dans ce tableau.

2.1.3.5.Recommandations :

Mise à disposition du budget pour la mise en œuvre des activités du plan d'action genre.

Conclusion :

Le constat général est qu'il existe toujours un écart important entre les hommes et les femmes surtout au sommet des institutions publiques et politiques. Alors il est important d'avoir une vision commune du concept égalité Hommes / Femmes et de la Politique Nationale Genre pour bien appréhender toutes les dimensions liées à la représentativité des femmes dans les postes supérieurs et de décision.

En outre il y a des défis énormes à relever, notamment le faible accès des femmes aux TIC, le faible niveau d'alphabétisation, les difficultés d'accès des femmes au financement pour la concrétisation de leurs projets et le faible accès des entreprises féminines aux crédits et aux marchés.

2.2. Accès équitable aux droits sociaux (Services sociaux de Base)

1) Ministère de la Santé et du Développement Social ;
2) Ministère de l'Energie et de l'Eau ;
3) Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable.
4) Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
5) Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique ;
6) Ministère de l'Education Nationale ;
7) Ministère de la Réconciliation Nationale

2.2.1.MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

2.2.1.1. Présentation du Ministère

Le Ministère de la Santé et du Développement Social a pour mission de préparer et mettre en œuvre la politique nationale du Mali en matière de santé et du Développement Social. Il est chargé de maintenir et d'améliorer l'état de santé de tous les maliens en assurant la couverture sanitaire et la qualité des soins de santé. La quatrième génération du PRODESS (PRODESS IV) a été élaborée et validée, elle s'étend de 2020 à 2023 et prolongé jusqu'en 2025 tout en poursuivant l'élaboration du nouveau PDDSS. Dans le cadre de la mise en œuvre du budget programmes, et en cohérence avec le PRODESS IV, sept (7) programmes ont été adoptés par ledit Ministère, que sont :

- *Le Programme 1.021 : Administration, Coordination et Décentralisation ;*
- *Le Programme 2.054 : Soins de Santé Primaire et Lutte contre les Maladies ;*
- *Le Programme 2.055 : Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité Financière aux Soins de Santé et Participation ;*
- *Le Programme 2.057: Soins Hospitaliers et Recherche ;*
- *Le Programme 2.061: Renforcement de la Solidarité et de la Lutte contre l'Exclusion ;*
- *Le Programme 2.062: Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire ;*
- *Le Programme 2.063 : Lutte Contre la Pauvreté.*

A l'instar d'autres Départements ministériels, le Ministère de la Santé et du Développement Social élabore à travers le présent document son rapport genre 2024.

2.2.1.2. Les enjeux genre /gaps à combler

a) Les enjeux genre

Les principaux enjeux en lien avec le genre du Ministère sont :

- La prise en compte de la dimension genre dans la coordination des programmes et projets au sein du MSDS ;
- Intégration des questions de genre dans la culture organisationnelle du MSDS ;
- L'institutionnalisation du genre dans la mise en œuvre des programmes de santé et du développement social ;
- La participation effective des femmes dans les organes de gestion des Organisations de l'Economie Sociale et Solidaire (ASACO, mutuelles et Sociétés coopératives) ;
- L'appropriation des concepts genres et de budgétisation sensible au genre ;
- L'application effective de la Loi N°2015-052 du 18 décembre 2015, instituant des mesures pour promouvoir le genre dans les instances nominatives et électives au sein du département ;
- La prise en compte de la sensibilité genre dans les outils de collecte des données .
- Le pouvoir décisionnel des femmes pour accéder aux soins et services de santé de la reproduction
- L'accessibilité financière et géographique des femmes aux structures de santé ;
- La réduction des cas de violences basées sur le genre ;
- Le changement de comportement dans la société lié à la nutrition ;
- Enjeux liés à l'hygiène publique.

b) Les gaps à combler

- La faible prise en compte de la dimension genre dans la coordination des programmes et projets au sein du MSDS ;
- Le Faible intégration des questions de genre dans la culture organisationnelle du MSDS ;
- L'insuffisance de participation des femmes dans les organes de gestion des Organisations de l'Economie Sociale et Solidaire (ASACO, mutuelles et Sociétés coopératives) ;
- L'insuffisance dans l'appropriation des concepts genres et de budgétisation sensible au Genre
- La non application effective de la Loi N°2015-052 du 18 décembre 2015, instituant des mesures pour promouvoir le genre dans les instances nominatives et électives au sein du département ;
- L'insuffisance dans la prise en compte de la sensibilité genre dans les outils de collecte des données .
- Le faible pouvoir décisionnel des femmes pour accéder aux soins et services de santé de la reproduction ;
- La faible accessibilité financière et géographique des femmes aux structures de santé ;
- La persistance des cas de violences basées sur le genre ;
- La timidité dans le changement de comportement dans la société lié à la nutrition ;
- L'insuffisance de maitrise des concepts, approche et outils d'intégration du genre par personnel;
- La non inscription du Comité Institutionnel genre dans le cadre organique du Département;
- L'absence d'un plan de formation des acteurs de première ligne ;
- L'absence d'une politique de mitigation des VBG, d'abus et exploitations sexuelles envers les acteurs de première ligne de prestation des soins;
- Le faible financement des activités de renforcement en genre par l'Etat ;
- La faible capacité des points focaux suppléants à mieux jouer le rôle des points; focaux compte tenu de leur position de pouvoir pour influencer les décisions et les actions au sein du MSDS;
- La faible capacité fonctionnelle du Comité d'Institutionnalisation du Genre du MSDS;
- La faible intégration des modules genre dans la formation initiale et continue des professionnels de la santé et du Développement Social;
- La faible couverture des activités de formation/renforcement des capacités à l'échelle du pays avec une concentration dans les zones d'intervention des PTF.

2.2.1.3.Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre:

a) Les mesures spécifiques :

Au cours de l'année 2024, quelques mesures ont été prises par le Département pour corriger certaines insuffisances en matière de genre :

→ Recrutement d'un consultant pour l'évaluation de l'aspect genre dans le cadre de l'évaluation du PDDSS 2014-2023 ;
→ Réalisation de l'audit genre de la composante santé ;
→ Elaboration du plan d'institutionnalisation de la politique genre au sein du Département ;
→ Elaboration du plan de formation pour l'intégration du genre dans la composante santé.

b) Evaluation des activités genre 2025

Quelques indicateurs 2025 du Budget-programmes indirectement liés au genre

1.021 Administration, Coordination et Décentralisation

Objectif : 1 Assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable.

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation2025		
	2023	2024	Prévu	Réel	Taux (%)
1.3 Proportion de femmes aux postes nominatifs.	30,9	29,23	32	18,61	58,16
Sources de vérification : Annuaire statistique DRH, rapports d'activités DRH					
Précision méthodologique : (Nombre de femmes aux postes nominatifs par Arrêté ou Décret / nombre total de postes nominatifs par Arrêté ou Décret) x100					

L'indicateur concernant la "Proportion de femmes aux postes nominatifs" elle est réservée uniquement à la situation des femmes.

Objectif :3 Assurer une gouvernance du système de santé permettant une meilleure prise en compte du genre, une meilleure planification

Le genre est pris en compte dans la formulation de cet objectif mais des indicateurs relatifs au genre n'y figurent pas.

2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies

Objectif: 1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation2025		
	2023	2024	Prévu	Réel	Taux (%)
1.2 Taux de prévalence contraceptif	22,17	23,73	22.5	23,2	103,11
Sources de vérification : Annuaire SLIS/PRODESS III Précision méthodologique : (Nombre de couple année protection/nombre de femmes en âge de procréer) *100					
1.3 Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59mois)	5,59	2.2	4	1,3	32,5
Sources de vérification : Enquête SMART/ (PRODESS III). Précision méthodologique : Enquête SMART (Nombre d'enfants malnutris aigu sévère (6-59 mois)/Nombre d'enfants de 6 à 59 mois enquêtés) x 100 Source : ENSAN					
1.4 Taux de Réalisation des audits de décès maternels	76,4	80,83	90	76,38	84,87
Sources de vérification : SLIS Précision méthodologique : (Nombre de décès maternels audités/Nombre de décès maternels enregistrés) x 100					
1.5 Pourcentage de femmes enceintes qui connaissent leur statut sérologique (VIH)	56,45	93	65	56,75	87,31
Sources de vérification : Rapport annuel de la CSLS-TBH Précision méthodologique : (Nombre de femmes enceintes qui connaissent leur statut sérologique (VIH) /Nombre estimé de femmes enceintes dans les 12 derniers mois) x 100					

2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

Objectif 1 :Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation2025		
	2023	2024	Prévu	Réel	Taux (%)
1.1 Taux de mortalité maternelle intrahospitalière liée à l'accouchement	1,66	3,08	1,5	2,27	151,33
Moyen de Vérification : SIH, Registre d'admission de la maternité/Réanimation, Rapport d'évaluation de l'ANAES Précision Méthodologique : Nombre de parturientes décédées à l'hôpital / Nombre total de femmes ayant accouché à l'hôpital *100					
1.2 Taux de mortalité néo-natale intrahospitalière.	12.21	19,78	16	17,02	106,37
Sources de vérification : Rapport d'évaluation de l'ANAES Précision méthodologique : Nombre de nouveaux nés décédés entre 0 et 29 jours de l'accouchement / Nombre total de nouveau-nés admis*100					

Le taux de mortalité maternelle intrahospitalière liée à l'accouchement est un indicateur qui concerne uniquement les femmes décédées pour des raisons en lien avec leur accouchement dans un hôpital.

Le Taux de mortalité néo-natale précoce intrahospitalière, peut être décomposé en filles et garçons grâce à des documents de collecte des données adaptés pour mettre en lumière la proportion des filles concernées par cet indicateur.

2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion

Objectif :1 Promouvoir l'intégration socioéconomique des catégories sociales vulnérables

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation2025		
	2023	2024	Prévu	Réel	Taux (%)
1.4 Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées au profit des personnes vulnérables	65	62,02	65	42,52	65,41
Moyen de vérification : rapports d'activités annuels de la DNDS / Document Bilan C des régions Précision Méthodologique : [nombre d'AGR financées au profit des personnes vulnérables (femmes seule chargée de famille, Personnes handicapées, personnes déplacées, personnes victimes de mesure économique, femmes porteuses de fistules obstétricales) / nombre de demande d'AGR reçues] x 100					
1.5 Proportion de femmes seules chargées de famille assistées/suivies	65,33	72,16	70	68,13	97,32
Moyen de vérification : rapports d'activités annuels de la DNDS Document Bilan C des régions Précision Méthodologique : (nombre de Femmes seules chargées de famille assistées/suivies /nombre Femmes seules chargées de famille enregistrées) x 100					

Cet indicateur donne la situation des femmes seules chargées de famille bénéficiant d'assistance.

Dans le cadre du Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion beaucoup d'efforts ont été fournis en matière d'accès des femmes et des filles vulnérables aux infrastructures socio-économiques de base et à la prise en compte du budget des programmes affectés aux financements du genre. Malgré cela des défis demeurent. Il faut noter que des disparités subsistent entre Hommes / femmes et garçons / filles en matière de réinsertion de groupes cibles qu'il conviendrait de corriger en accordant des financements conséquents au secteur.

Tableau 1 : Pourcentage de personnes handicapées réinsérées

Régions	Nombre de personnes handicapées enregistrées			Nombre de personnes handicapées réinsérées			Taux de réinsertion		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ensemble Pays	8314	7988	**16302**	1828	1756	3584	15,11	14,51	**29,62**

Source: Rapport annuel 2025 DNDS

Le taux de réinsertion des personnes vivant avec le handicap est faible (29,62%); cette situation est due à la faible prise en charge des questions des personnes handicapées dans le cadre de programmation technique et financière au niveau des communes et cercles.

Tableau 2: pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillage

Régions	Nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage enregistrées			Nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage satisfaites			pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillage		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ensemble Pays	2006	1928	**3934**	638	613	**1251**	9,53	9,15	**18,68**

Source: Rapport annuel 2025 DNDS

Près du tiers des demandeurs d'appareillage sont satisfaits soit 18,68 % ; la rareté des ressources financières au niveau des collectivités pour la prise en charge des activités sociales, le retrait de certains PTF appuyant les structures dans ce sens expliquent la faiblesse du résultat obtenu.

Tableau 3: taux de suivi socio médical des personnes âgées

Régions	Nombre de personnes âgées enregistrées			Nombre de personnes âgées ayant bénéficié de suivi socio médical			Taux de suivi socio médical		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ensemble Pays	9485	9114	**18599**	5390	5179	**10569**	**38,30**	**36,79**	**75,09**

Source: Rapport annuel 2025 DNDS

Beaucoup d'actions ponctuelles sont menées en faveur des Personnes Agées mais le suivi régulier est une autre bataille qu'il faut gagner à tout prix pour assurer le bien-être de cette frange de la population vulnérable.

Tableau 4 : Pourcentage de femmes démunies seules chargées de famille ayant bénéficié de suivi			
Régions	**Nombre de femmes enregistrées**	**Nombre de femmes suivies**	**Taux de suivi**
Ensemble Pays	**30 355**	**19 778**	**68,13**

Source: Rapport annuel 2025 DNDS

68,13% des femmes démunies seules chargées ont été suivies régulièrement de la part des structures du Développement Social ; toutefois, cette frange vulnérable doit bénéficier d'une attention toute particulière des autorités administratives et politiques et des collectivités territoriales

Tableau 5 : situation des PDIs en 2025

REGIONS	MENAGES	FEMMES	HOMMES	TOTAL INDIVIDUS

GAO	24 144	51 054	35 538	86 592
MÉNAKA	17 518	40 488	31 584	72 072
MOPTI	20 825	40 460	27 513	67 973
BANDIAGARA	16 495	34 548	25 341	59 889
SÉGOU	12 684	26 509	19 229	45 738
TOMBOUCTOU	14 332	24 516	18 005	42 521
SAN	5 867	12 671	9 208	21 879
BAMAKO	1 845	3 617	2 453	6 070
TAOUDENNI	542	1 591	1 308	2 899
DIOILA	616	1 166	1 156	2 322
SIKASSO	486	1 220	956	2 176
KIDAL	488	974	757	1 731
KOULIKORO	300	706	482	1 188
KOUTIALA	223	457	324	781
NARA	99	225	139	364
DOUENTZA	97	197	128	325
KAYES	2	2	2	4
Total	**116 563**	**240 401**	**174 123**	**414 524**

Source : DTM 2025

La matrice de suivi des déplacements a enregistré 414 524 personnes déplacées internes (PDI) à l'échelle nationale, 875 681 retournés internes.
Les régions de Gao, Ménaka, Mopti, Bandiagara, Ségou et Tombouctou abritent le plus grand nombre de PDIs. Ce nombre est dû aux incidents répétitifs qui ont affecté ces différentes régions.

Profil démographique des PDIs

Tableau 6 : Répartition par tranches d'âges et par sexe des personnes déplacées internes au Mali

Enfants (0-17 ans)			**Adultes (18 -59as)**			**Personne âgée (59ans et plus)**			**TOTAL**
Filles	**Garçons**	**Total**	**Femme**	**Homme**	**Total**	**Femme**	**Hommes**	**Total**	
124 336	116 668	241 004	106 474	48 628	155 102	9 591	8 827	18 418	**414 524**
30%	28%	58%	26%	12%	38%	2%	2%	4%	**100%**

Source: DTM 2025

Commentaires : La population déplacée est constituée de 58 pour cent de femmes et 42 pour cent d'hommes. Par ailleurs, 58 pour cent des personnes déplacées sont des enfants (âgés de 0 à 17 ans), la population active représente 38 pour cent pour cent de la population déplacée et les 60 ans et plus représentent 4%.

PDI retournées

Tableau 7 : Nombre Cumulé de PDIs retournées par région de juillet 2013 au 30 Septembre 2025

Source : Rapport annuel 2025 DNDS

Région	Ménage	Femme	Homme	Individus
Tombouctou	77986	198996	164147	363143
Gao	45550	125300	102053	227353
Bandiagara	21875	49749	41944	91693
Menaka	16932	40696	33687	74383
Ségou	11074	26026	20549	46575
Douentza	7969	19323	17008	36331
Mopti	7814	15178	13026	28204
Kidal	1198	3099	2760	5859
Kita	342	1147	993	2140
TOTAL	190 740	479 514	396 167	875 681

Commentaires : Dans le cadre de l'évaluation DTM, une PDI retournée est considérée comme une personne, anciennement déplacée interne, qui est rentrée de façon permanente dans son lieu d'origine. Selon les résultats de l'évaluation, il y a 875 681 PDI retournées au Mali entre juillet 2013 et septembre 2025.

Les retours internes ont connu une hausse globale de 1,4 pour cent à l'échelle nationale (11 984 retours supplémentaires) par rapport au round DTM de décembre 2024.

2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

Objectif : 2 Contribuer à assurer la prise en charge socio-sanitaire des couches les plus pauvres

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation2025		
	2023	2024	Prévu	Réel	Taux (%)
2.1 Nombre de ménages les plus démunis couverts par les programmes de transferts sociaux.	3 347 987	2276827	1 950 000	2 518 947	129,17
Moyen de Vérification : Rapports annuel d'activités DNPSES Précision Méthodologique : Dénombrement					
2.2 Pourcentage de personnes indigentes immatriculées prises en charge médicalement par rapport à la cible annuelle	31,74	51,7	100	47,08	47,08
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités ANAM					
Précision Méthodologique : (Nombre d'indigents servis de l'année / La cible annuelle) X 100					
2.3 Nombre de ménages enregistrés dans le registre social unifié (RSU)	-	-	3 000 000	1 604 262	53,47
Moyen de Vérification : Plateforme RSU					
Précision Méthodologique : dénombrement					

Objectif: 4 Développer les capacités des structures de Protection Sociale et d'Economie Solidaire

	Références	Evaluation2025

Indicateurs et cibles de performance	2023	2024	Prévu	Réel	Taux (%)
4.3 Pourcentage d'ASACO avec 30% de femmes dans les organes de gestion	24,47	24	26	29,28	112,61
Moyen de vérification : Annuaire statistique SISo. Méthodologie : (Nombre d'ASACO avec 30% de femmes dans les organes de gestion /Nombre total d'ASACO fonctionnels) x 100.					

Cet indicateur donne le niveau de représentativité des femmes au sein des Associations de Santé Communautaire (ASACO).

Tableau 1 : Données sexo-spécifiques dans les organes des ASACO

INDICATEURS	Nombre total	Nbre fonctionnel	Taux
Nombre total ASACO en 2025	1 851	1 534	82,87
Représentativité des femmes dans les organes de gestion ASACO			
INDICATEURS	**Nombre total**	**Nombre réalisé**	**Taux**
ASACO avec 30% des membres qui sont des femmes dans les organes de gestion	1 851	542	29,28
ASACO présidées par des femmes	1 851	36	1,94

Source : Rapport annuel 2024 DNPSES

Commentaire : Sur les 1 851 ASACO répertoriées en 2025, 1 534 étaient fonctionnelles soit 82,87% contre 84,40% en 2024. Le nombre d'ASACO avec 30% des femmes a légèrement chuté de 545 à 542 entre 2024 et 2025, d'où la nécessité de renforcer la sensibilisation pour une meilleure représentativité des femmes lors des prochains renouvellements des bureaux ASACO. Quant aux ASACO présidées par des femmes, malgré une légère augmentation de ce nombre de 35 à 36 entre 2024 et 2025, le taux a connu une légère baisse (1,94% contre 1,96% en 2024). Ceci est dû au nombre important de nouvelles créations d'ASACO en 2025 (69) avec une faible représentativité de femmes aux organes de gestion notamment à la présidence.

En résumé, les activités de plaidoyer doivent entre renforcées pour rehausser davantage la représentativité des femmes dans les organes de gouvernance.

Tableau 2 : Données sexo-spécifiques dans les organes des mutuelles

Région	Conseil administration				Commission de contrôle			
	Hommes	Femmes	Total	%Femmes	Hommes	Femmes	Total	%Femmes
Ensemble Pays	**1491**	**584**	**2075**	28,14	**392**	**141**	**533**	26,45
Pourcentage	**71,86**	**28,14**	**100**	28,14	**73,55**	**26,45**	**100**	26,45

Source : Rapport annuel 2025 DNPSES

Commentaire : la représentativité des femmes dans les organes de gestion des mutuelles se rapproche de la directive de la loi 052…..qui réclame qu'au moins 30% des postes nominatifs et électifs soient attribués aux femmes. En effet, les femmes représentaient 28,14% dans les conseils d'administration en 2025 et 26,45% dans les commissions de contrôle.

Tableau 3 : Données sexo-spécifiques de couverture des mutuelles de santé en 2025

	Population totale (cible)	Population couverte	Pourcentage

Régions	Homme	Femme	Totale	Homme	Femme	Totale	Homme	Femme	totale
Ensemble Pays	**8 952 880**	**9 095 348**	18 048 228	216 155	230 616	446 770	2,41	2,54	2,48
Cible Mutuelle			**78%**	**Couverture**	**2,48**				

Source : Rapport annuel 2025 DNPSES

Commentaire : à la lecture de ce tableau, il ressort que le taux de couverture de la population par les mutuelles de santé en 2025 a un peu chuté (2,48%) comparativement à 2024 (2,93%). Parmi les 446 770 personnes couvertes en 2025, les femmes représentent plus de la moitié soit 230 616. Des efforts sont nécessaires pour améliorer le taux de couverture des populations d'une manière générale et en particulier celui des femmes.

Tableau 14 : Données sexo-spécifiques dans les organes des Sociétés Coopératives

1- Société Coopératives Simplifiées.

Étiquettes de lignes	Comité de Gestion (CG)				Commission de Surveillance (CS)			
	Hommes	Femmes	Total	% Femmes	Hommes	Femmes	Total	% Femmes
Ensemble Pays	76 123	35 801	111 924	**31,98**	69 132	34 538	103 670	**33,31**

Source : Rapport annuel 2025 DNPSES

Commentaire : la représentativité des femmes au sein des organes de gestion des sociétés coopératives simplifiées a connu une légère amélioration entre 2024 et 2025. En effet, les femmes représentent 31,98% au sein des comités de gestion en 2025 contre 31,07% en 2024. Idem pour leur représentativité dans les comités de surveillance des SCOOPS où ce taux a varié de 32,39% en 2024 à 33,31% en 2025.

2- Société Coopératives avec Conseil d'Administration.

Étiquettes de lignes	Conseil d'Administration (CA)				Conseil de Surveillance (CS)			
	Hommes	Femmes	Total	% Femmes	Hommes	Femmes	Total	% Femmes
Ensemble Pays	61 681	34 241	95 922	**35,69**	20 570	15 764	36 334	**43,38**

Source : Rapport annuel 2025 DNPSES

Commentaire : à l'instar des sociétés coopératives simplifiées, la représentativité des femmes au sein des organes de gestion des sociétés coopératives avec conseil d'administration a également connu une légère amélioration entre 2024 et 2025. Ainsi, les femmes représentent 35,69% au sein des conseils d'administration en 2025 contre 35,10% en 2024. Idem pour leur représentativité dans les conseils de surveillance où ce taux a varié de 43,10% en 2024 à 43,38% en 2025.

2.063 Lutte contre la pauvreté

Objectif 1 : Réduire la pauvreté des groupes vulnérables dans les communautés rurales et urbaines

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation2025		
	2023	2024	Prévu	Réel	Taux (%)
1.2 Nombre de personnes vulnérables assistées	0	4500	4500	7 910	175,77%
Moyens de vérification : rapport annuel d'activités du Fonds de Solidarité Nationale Précision Méthodologique : Dénombrement					

1.3 Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées en faveur des personnes vulnérables	0	0	100	26,66	26,66%
Moyens de vérification : rapport annuel d'activités du Fonds de Solidarité Nationale Précision Méthodologique : Pourcentage					

Cet indicateur concerne en général les appuis accordés aux personnes vulnérables qui pourraient être classées en fonction des genres selon le mode collecte des données.

Objectif 3 : Renforcer la solidarité en faveur des militaires, de leurs familles, leurs ayant droits et ceux tombés pour la nation

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation2025		
	2023	2024	Prévu	Réel	Taux (%)
3.3 Nombre de victimes de guerre des forces de défense et de sécurité ayant bénéficié d'Activités Génératrices de Revenus (AGR)	0	40	130	130	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la Fondation pour la Solidarité					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

c) Exécution financière des activités genre 2025

Tableau II.1 – Exécution financière en année 2025 par objectif

L'état d'exécution financière des objectifs sensibles au genre identifiés dans le Ministère. Exemple (il peut y avoir plusieurs programmes et/ou plusieurs objectifs mais seuls ceux sensibles au genre sont repris) :

***Programme* 1.021 : Administration, Coordination et Décentralisation**

Objectifs spécifiques	**Exécution financière**			
	Prévu	**Réel**	**Ecart**	**Taux %**
1. Assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable.	104 435 000	68 761 000	35 674 000	65,84
Total	**104 435 000**	**68 761 000**	35 674 000	**65,84**

Cet objectif est pertinent pour l'égalité de genre car il vise la disponibilité du personnel qualifié (femmes et hommes) et l'accessibilité aux services de soins de santé des femmes et hommes.

Cependant l'objectif ne fait pas ressortir la répartition équitable du personnel sur l'ensemble du territoire et l'égalité de chance pour l'accès aux postes nominatifs. Les ressources allouées à cet objectif au titre de 2024 ont été exécutées à 100%.

Programme 2,054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre la Maladie

Objectifs spécifiques	***Exécution financière***			
	Prévu	***Réel***	***Ecart***	***Taux %***
1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	2 545 952 000	**2 288 096 000**	257 856 000	89,87
Total	**2 545 952 000**	**2 288 096 000**	**257 856 000**	**89,87**

Cet objectif est genre sensible pour les raisons suivantes :

- Reference à la justice sociale (respect des droits à la santé de la reproduction) ;
- Reference aux violences basées sur le genre ;
- Reference à une approche multisectorielle combinant santé, nutrition, VBG et IEC

Programme 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

Objectifs spécifiques	*Exécution financière*			
	Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
1 :Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	10 881 787 000	12 616 292 000	-1 734 505 000	115,94
Total	**10 881 787 000**	**12 616 292 000**	**-1 734 505 000**	**115,94**

Cet objectif est genre sensible pour les raisons suivantes :

- Reference à la justice sociale (respect des droits à la santé de la reproduction) ;
- Reference aux violences basées sur le genre ;
- Reference à une approche multisectorielle combinant santé, nutrition, VBG et IEC

Programme 2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion

Objectifs spécifiques	*Exécution financière*			
	Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
1 Promouvoir l'intégration socioéconomique des catégories sociales vulnérables	424 082 000	322 691 000	101 391 000	76,09
Total	**424 082 000**	**322 691 000**	**101 391 000**	**76,09**

Commentaire pour chaque objectif, en 3 lignes maximum (obligatoire) – y compris sur la pertinence de l'objectif pour l'égalité de genre.

Programme 2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

Objectifs spécifiques	*Exécution financière*			
	Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
2 Contribuer à assurer la prise en charge socio-sanitaire des couches les plus pauvres	4 235 193 000	4 480 961 000	-245 768 000	105,80
Total	**4 235 193 000**	**4 480 961 000**	**-245 768 000**	**105,80**

Objectifs spécifiques	*Exécution financière*			
	Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
4 Développer les capacités des structures de Protection Sociale et d'Economie Solidaire	21 000 000	17635000	3 365 000	83,98
Total	**21 000 000**	**17 635 000**	**3 365 000**	**83,98**

Commentaire pour chaque objectif, en 3 lignes maximum (obligatoire) – y compris sur la pertinence de l'objectif pour l'égalité de genre.

Programme 2.063 Lutte Contre la Pauvreté

Objectifs spécifiques	*Exécution financière*			
	Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*

1- Réduire la pauvreté des groupes vulnérables dans les communautés rurales et urbaines	462 550 000	480 533 000	-17 983 000	103,89
Total	**462 550 000**	**480 533 000**	**-17 983 000**	**103,89**

Objectifs spécifiques	***Exécution financière***			
	Prévu	***Réel***	***Ecart***	***Taux %***
3-Renforcer la solidarité en faveur des militaires blessés, les familles et les ayant droits de ceux tombés pour la nation	292 232 000	230 168 000	62 064 000	78,76
Total	**292 232 000**	**230 168 000**	**62 064 000**	**78,76**

Commentaire pour chaque objectif, en 3 lignes maximum (obligatoire) – y compris sur la pertinence de l'objectif pour l'égalité de genre.

Tableau II.2 – Exécution financière 2025 par détails des activités

L'état d'exécution financière des activités sensibles au genre identifiées dans le RAP du ministère.

Intitulé de l'activité	***Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)***	***Exécution financière 2022***			
		Prévu	***Réel***	***Ecart***	***Taux %***
1.3.1 Prise en charge des entretiens bâtiments	*indirect*	7 250 000	0	7 250 000	0,00
1.3.1 Appui aux organismes publics, organisations faitières et ménages	*indirect*	97 185 000	68 761 000	28 424 000	70,75
1.2.2 Renforcement des capacités opérationnelles des centres de dialyse	*indirect*	600 000 000	704 419 000	-104 419 000	117,40
1.3.1 Renforcement des capacités opérationnelles des CSCOM	*indirect*	1 813 769 000	1 465 728 000	348 041 000	80,81
1.2.1 Renforcement des capacités opérationnelles des CSRéf	*indirect*	132 183 000	117 949 000	14 234 000	89,23
1.1.1Amélioration des services de soins hospitaliers	*indirect*	4 953 668 000	6 029 749 000	-1 076 081 000	121,72
1.2.1 Renforcement de la capacité des hôpitaux	*indirect*	5 280 471 000	6 586 543 000	-1 306 072 000	124,73
1.4.1 Prise en charge des dépenses de gestion des cas sociaux	*indirect*	424 082 000	322 691 000	101 391 000	76,09
2.1.1 Prise en charge des dépenses de la mise en œuvre et du suivi de la PNPSES	*indirect*	371 544 000	296 363 000	75 181 000	79,77
2.1.1 2.3.1 Prise en charge des dépenses de personnel DNPSES	*indirect*	2 311 393 000	2 126 126 000	185 267 000	91,98
2.1.2 Prise en charge des dépenses de gestion des indigents ANAM	*indirect*	30 000 000	22 058 000	7 942 000	73,53
2.2.1 Renforcement de la capacité opérationnelle ANAM	*indirect*	1 497 714 000	2 011 872 000	-514 158 000	134,33
2.2.2 Prise en charge des dépenses de personnel ANAM	*indirect*	24 542 000	24 542 000	0	100,00
Réaliser des études et recherche (CNAPESS)	*indirect*	21 000 000	17 635 000	3 365 000	83,98
1.2.1 Prise en charge des dépenses de personnel	*indirect*	412 500 000	412 500 000	0	100,00

1.3.1 Prise en charge des dépenses de solidarité	*indirect*	50 050 000	68 033 000	-17 983 000	135,93
3.3.1 Renforcement de la capacité opérationnelle	*indirect*	292 232 000	230 168 000	62 064 000	78,76
Total	***indirect***	**18 319 583 000**	**20 505 137 000**	**-2 185 554 000**	**111,93**

2.2.1.4.Planification et budgétisation des actions genre

a) Objectifs, indicateurs et activités

1.021 Administration, Coordination et Décentralisation

Indicateurs	Unité	Réalisations			En cours	Cibles		
		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. **Assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable.**								
1.3. Proportion de femmes aux postes nominatifs.	%	30.9	29,23	18,61	30	20	22	25
Sources de vérification : Annuaire statistique DRH, rapports d'activités DRH								
Précision méthodologique : (Nombre de femmes aux postes nominatifs par Arrêté ou Décret / nombre total de postes nominatifs par Arrêté ou Décret) x100								

Objectif 3 : Assurer une gouvernance du système de santé permettant une meilleure prise en compte du genre, une meilleure planification stratégique et opérationnelle, une implication effective de toutes les parties prenantes, une meilleure coordination de mise en œuvre des interventions, le renforcement des audits (interne, externe) et du contrôle : Le genre est pris en compte dans la formulation de cet objectif mais des indicateurs relatifs au genre n'y figurent pas.

2.054: Soins de santé primaires et lutte contre les maladies.

Indicateurs	Unité	Réalisations			En cours	Cibles		
		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile								
1.2. Taux de prévalence contraceptif	%	22,17	23,73	23,2	23	24	24	24
Sources de vérification : Annuaire SLIS/PRODESS III Précision méthodologique : (Nombre de couple année protection/nombre de femmes en âge de procréer) *100								
1.3. Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59mois)	%	5,59	2,2	1,3	2,2	2	1,5	1,5
Sources de vérification : Enquête SMART/ (PRODESS III) Précision méthodologique : Nombre d'enfants malnutris aigu sévère (6-59 mois) /Nombre d'enfants de 6 à 59 mois enquêtés) x 100								
1.4. Taux de Réalisation des audits de décès maternels	%	76,4	80,83	76,38	83	85	85	85
Sources de vérification : SLIS Précision méthodologique : (Nombre de décès maternels audités/Nombre de décès maternels enregistrés) x 100								

Indicateurs	Unité	Réalisations			En cours	Cibles		
		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1.5. Pourcentage de femmes enceintes qui connaissent leur statut sérologique (VIH)	%	56,45	93	56,75	63	71	79	87
Sources de vérification : Rapport annuel de la CSLS-TBH Précision méthodologique : (Nombre de femmes enceintes qui connaissent leur statut sérologique (VIH) /Nombre estimé de femmes enceintes dans les 12 derniers mois) x 100								

2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

Indicateurs	Unité	Réalisations			En cours	Cibles		
		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile ;								
1.1 Le taux de mortalité maternelle intrahospitalière liée à l'accouchement.	%	1,66	3,08	2,27	1,45	2,34	1,66	0,98
Sources de vérification : SIH, Registre d'admission de la maternité/Réanimation Précision méthodologique : Nombre de parturientes décédées à l'hôpital / Nombre total de femmes ayant accouchées à l'hôpital *100								
1.2 Taux de mortalité néo-natale intrahospitalière.	%	12,21	19,78	17,02	15	16,34	12,21	8,08
Sources de vérification : Rapport d'évaluation de l'ANAES Précision méthodologique : Nombre de nouveaux nés décédés entre 0 et 29 jours de l'accouchement / Nombre total de nouveau-nés admis*100								

1.61 : Renforcement de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion

Objectif 1 : Promouvoir l'intégration socioéconomique des catégories sociales vulnérables								
Indicateurs	**Unités de mesure**	**Réalisations**			**Année en cours**	**Cibles**		
		2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
Indicateur N°1.4 : Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées au profit des personnes vulnérables	%	65	62,02	42,52	65	60	65	65
Moyen de vérification : rapports d'activités annuels de la DNDS / Document Bilan C des régions								
Précision Méthodologique : [nombre d'AGR financées au profit des personnes vulnérables (femmes seules chargées de famille, Personnes handicapées, personnes déplacées, personnes victimes de mesure économique, femmes porteuses de fistules obstétricales) / nombre de demande d'AGR reçues] x 100								
Indicateur N°1.5 : Proportion de femmes démunies seules chargées de famille assistées	%	65,33	72,16	68,13	75	70	75	75
Moyen de vérification : rapports d'activités annuels de la DNDS Document Bilan C des régions								
Précision Méthodologique : (nombre de Femmes démunies seules chargées de famille assistées /nombre Femmes démunies seules chargées de famille enregistrées) x 100								

2.062: Renforcement de la protection sociale et de l'économie solidaire

Objectif N°2 : Contribuer à assurer la prise en charge socio-sanitaire des couches les plus pauvres								
Indicateur N°2.1 : Nombre de	Nombre	3347987	2276 827	2518947	1950000	1900000	1850000	2000 000

ménages les plus démunis couverts par les programmes de transferts sociaux.								
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités DNPSES								
Précision Méthodologique : Dénombrement								
Indicateur N°2.2 : Proportion de bénéficiaires du RAMED pris en charge médicalement	%	2,85	-	-	3	1	1,3	1,5
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités ANAM								
Précision Méthodologique : (Nombre de bénéficiaires servis de l'année / Population cible (5% de la population totale)) X 100								
Indicateur N°2.3 : Nombre de ménages enregistrés dans le registre social unifié (RSU)	Nombre	1429202	-	1 604 262	3500 000	1650 000	1750 000	1850 000
Moyens de vérification : Plateforme RSU								
Précision Méthodologique : Dénombrement.								

Objectif N°4 : Développer les capacités des structures de Protection Sociale et d'Economie Solidaire.								
Indicateur 4.3 Pourcentage d'ASACO avec 30% de femmes dans les organes de gestion	%	24,47	30,58	29,28	68	69	70	71
Sources de vérification : Annuaire statistique SISo.								
Méthodologie : (Nombre d'ASACO avec 30% de femmes dans les organes de gestion /Nombre total d'ASACO fonctionnels) x 100.								

2.063: Lutte contre la pauvreté

Objectif 1 : Réduire la pauvreté des groupes vulnérables dans les communautés rurales et urbaines								
Indicateurs	**Unités de mesure**	**Réalisations**			**Année en cours**	**Cibles**		
		2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1.1. Nombre de personnes vulnérables assistées	Nombre	0	4500	7 910	5000	5000	5000	5000
Moyens de vérification : rapport annuel d'activités du Fonds de Solidarité Nationale								
Précision Méthodologique : Dénombrement								
1.2. Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées en faveur des personnes vulnérables	%	-	-	26,66	100	100	100	100
Moyens de vérification : rapport annuel d'activités du Fonds de Solidarité Nationale								
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités génératrices de revenus (AGR) financées en faveur des personnes vulnérables / Nombre d'activités génératrices de revenus (AGR) programmées en faveur des personnes vulnérables) x 100								
Objectif N°3 : Renforcer la solidarité en faveur des militaires blessés, les familles et les ayant droits de ceux tombés pour la nation								
3.3 Nombre de victimes de guerre des forces de défense et de sécurité ayant bénéficié d'Activités Génératrices de Revenus (AGR)	Nombre	0	40	130	110	110	200	200
Moyen de Vérification : rapports d'activités de la Fondation pour la Solidarité								
Précision Méthodologique : Dénombrement								

b) Budget genre, programmes stratégiques et effectifs du ministère

Tableau III.1 – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Programme/Action/Détail/Projet	Exécution	Budget	Prévisions		
	2025	2026	2027	2028	2029
Programme 1,021 Administration, Coordination et Décentralisation	**68 761 000**	**104 435 000**	**104 435 000**	**120 225 000**	**132 496 000**
Action 3 : Gestion des ressources humaines du secteur	**68 761 000**	**104 435 000**	**104 435 000**	**120 225 000**	**132 496 000**
1.3.1 Prise en charge des entretiens bâtiments	0	7 250 000	7 250 000	**9 830 000**	**13 270 000**
1.3.1 Appui aux organismes publics, organisations faitières et ménages	68 761 000	97 185 000	97 185 000	110 395 000	119 226 000
Programme 2,054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre la Maladie	**2 288 096 000**	**2 945 952 000**	**2 945 952 000**	**3 081 895 000**	**3 172 770 000**
Action 1 : Orientation et Suivi de la mise en œuvre de la politique de la santé	**704 419 000**	**1 000 000 000**	**1 000 000 000**	**1 135 943 000**	**1 226 818 000**
1.2.2 Renforcement des capacités opérationnelles des centres de dialyse	704 419 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 135 943 000	1 226 818 000
Action 3 : Santé Communautaire	**1 465 728 000**	**1 813 769 000**	**1 813 769 000**	**1 813 769 000**	**1 813 769 000**
1.3.1 Renforcement des capacités opérationnelles des CSCOM	1 465 728 000	1 813 769 000	1 813 769 000	1 813 769 000	1 813 769 000
Action 3 : Santé de référence	**117 949 000**	**132 183 000**	**132 183 000**	**132 183 000**	**132 183 000**
1.2.1 Renforcement des capacités opérationnelles des CSRéf	117 949 000	132 183 000	132 183 000	132 183 000	132 183 000
Programme 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	**12 616 292 000**	**100 000 000**	**100 000 000**	**100 000 000**	**100 000 000**
Action 1 : Fourniture de Soins hospitaliers	**12 616 292 000**	**100 000 000**	**100 000 000**	**100 000 000**	**100 000 000**
1.1.1Amélioration des services de soins hospitaliers	6 029 749 000	0	0	0	0
1.2.1 Renforcement de la capacité des hôpitaux	6 586 543 000	0	0	0	0
1.1.1 Réaliser des audits des décès maternels	0	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
1.2.1 Réaliser des audits des décès néonatals	0	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	**322 691 000**	**529 282 000**	**534 623 000**	**558 679 000**	**558 679 000**
Action 1 : Gestion des groupes vulnérables, des populations victimes de situation d'urgence et ou de catastrophe et de renforcement de l'autopromotion des communautés	**322 691 000**	**529 282 000**	**534 623 000**	**558 679 000**	**558 679 000**
1.4.1 Prise en charge des dépenses de gestion des cas sociaux	322 691 000	529 282 000	534 623 000	558 679 000	558 679 000
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	**4 498 596 000**	**7 633 127 000**	**8 341 778 000**	**7 915 070 000**	**8 957 373 000**
Action 1 : Suivi de la mise en œuvre de la PNPSES	**2 422 489 000**	**3 977 699 000**	**4 505 076 000**	**4 549 322 000**	**5 461 169 000**

2.1.1 Prise en charge des dépenses de la mise en œuvre et du suivi de la PNPSES	296 363 000	0	0	0	0
2.1.1 2.3.1 Prise en charge des dépenses de personnel DNPSES	2 126 126 000	2 137 894 000	2 235 780 000	2 308 917 000	2 585 980 000
2.1.1Assurer le suivi des opérations de transferts sociaux	0	861 722 000	0	0	0
2.3.1 Opérationnaliser le RSU des bénéficiaires de protection sociale	0	95 000 000	95 000 000	148 437 000	192 968 000
2.3.2 Assurer le fonctionnement des structures (DNPSES)	0	633 083 000	712 574 000	745 528 000	931 849 000
2.3.3 Doter les structures en infrastructures et équipements (DNPSES)	0	250 000 000	600 000 000	0	0
2.1.1 Assurer la mise en œuvre des activités de l'Economie Sociale et Solidaire	0	0	861 722 000	1 346 440 000	1 750 372 000
Action 2 : Fourniture de prestations sociales	**2 058 472 000**	**3 655 428 000**	**3 836 702 000**	**3 365 748 000**	**3 496 204 000**
2.1.2 Prise en charge des dépenses de gestion des indigents ANAM	22 058 000	1 827 714 000	1 608 988 000	1 649 211 000	1 649 211 000
2.2.1 Renforcement de la capacité opérationnelle ANAM	2 011 872 000	0	0	0	0
2.2.2 Prise en charge des dépenses de personnel ANAM	24 542 000	0	0	0	0
2.2.1 Assurer la prise en charge médicale des indigents et autres admis de droit	0	1 827 714 000	2 227 714 000	1 716 537 000	1 846 993 000
Action 3 : Protection sociale et économie solidaire	**17 635 000**	**0**	**0**	**0**	**0**
Réaliser des études et recherche (CNAPESS)	17 635 000	0	0	0	0
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	**710 701 000**	**649 827 000**	**635 327 000**	**873 583 000**	**1 095 088 000**
Action 1 : Assistance aux démunis et accès aux services sociaux de base	**480 533 000**	**482 595 000**	**500 095 000**	**738 351 000**	**959 856 000**
1.2.1 Prise en charge des dépenses de personnel	412 500 000	412 500 000	412 500 000	644 531 000	837 890 000
1.3.1 Prise en charge des dépenses de solidarité	68 033 000	0	0	0	0
Assurer le fonctionnement du FSN	0	70 095 000	87 595 000	93 820 000	121 966 000
Action 3 : Solidarité en faveur des militaires, de leurs familles et ayant droits	**230 168 000**	**167 232 000**	**135 232 000**	**135 232 000**	**135 232 000**
3.3.1 Renforcement de la capacité opérationnelle	230 168 000	0	0	0	0
3.3.1 Appuyer les victimes de guerre des forces de défense et de sécurité à travers les Activités Génératrices de Revenus (AGR)	0	167 232 000	135 232 000	135 232 000	135 232 000
TOTAL GENERAL	**20 505 137 000**	**11 962 623 000**	**12 662 115 000**	**12 649 452 000**	**14 016 406 000**

Les allocations budgétaires de 2026 sont conformes à la loi de finances 2026, celles de 2027 sont les chiffres issus de l'arbitrage technique du Ministère de l'Economie et des Finances relatives au projet de budget 2027.

Tableau III.2 - Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre *En milliers de FCFA*

Programme	Exécution	Budget	Prévisions		
	2025	2026	2027	2028	2029
Programme 2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	**4 498 596**	**7 633 127**	**8 341 778**	**7 915 070**	**8 957 373**
Programme 2,054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre la Maladie	**2 288 096**	**2 945 952**	**2 945 952**	**3 081 895**	**3 172 770**

Le programme 2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire est chargé d'étendre progressivement la couverture collective des risques sociaux à l'ensemble de la population par divers mécanismes, à améliorer l'accessibilité financière aux soins et renforcer le secteur de l'économie solidaire.

Le programme « Soins de Santé Primaire et Lutte Contre la Maladie» à assurer l'offre de santé au niveau des soins de base et la prévention des maladies, donc assurer une bonne santé pour tous.

Tableau III.3 - Effectifs du ministère sexo-désagrégés

Tableau présentant une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : il s'agit du personnel qui émarge sur le Budget National (BCS)

Poste nominatif	Sexes			Taux
	Homme	Femme	Total	
Ministre	**0**	**1**	**1**	100%
Secrétaire général	**1**	**0**	**1**	0%
Chef de cabinet	**1**	**0**	**1**	0%
Conseillers techniques	**10**	**0**	**10**	0%
Chargés de mission	**2**	**1**	**3**	33%
Directeur de service central et assimilé	**25**	**2**	**27**	7%
Directeur Adjoint de service central et assimilé	**20**	**2**	**22**	9%
Chef de division de service central et assimilé	**109**	**27**	**136**	20%
Chef de section de service central et assimilé	**185**	**45**	**230**	20%
Directeur Régional et assimilé	**9**	**2**	**11**	18%
Chef division service régional et assimilé	**31**	**4**	**35**	11%
Médecin chef	**77**	**0**	**77**	0%
Chef d'unité	**476**	**166**	**642**	26%
Autres postes	**586**	**269**	**855**	31%
Total	**1532**	**519**	**2051**	25%

Source : Annuaire Statistique des Ressources humaines du Secteur Santé, Développement social et Promotion de la Famille 2025.

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que sur un effectif de 2051, 1532 constituent les hommes et 519 les femmes qui démontre une faible présence des femmes au Département. Le poste de Ministre est occupé par une femme et par contre tous les postes stratégiques sont gérés par les hommes avec 33% de femmes Chargées de Mission. Seulement 7% des femmes sont des Directrices de Services Central et Assimilés. Nous signalons également 0% des femmes au poste de Médecin Chef et une représentativité de 26% au niveau des Unités qui contribuent au respect de la loi n° 052. Les 31% des femmes n'occupent pas des postes décisionnels.

2.2.1.5.Perspectives :

- Poursuite du processus de catégorisation et le marquage des dépenses ;
- Réalisation de l'audit genre pour la composante sociale.

2.2.1.6.Recommandations :

Pour répondre à ces enjeux, il est impératif de prendre en compte les recommandations ci-dessus citées

- Appuyer les programmes du Département dans la formulation des indicateurs sensibles au genre dans leurs cadres de performance ;
- Renforcer la prise en compte de la dimension genre dans le nouveau PDDSS en cours d'élaboration ;
- Renforcer la capacité des acteurs en genre à tous les niveaux ;
- Poursuivre le renforcement de capacité des membres du Comité d'Institutionnalisation du genre du département de la santé et du développement social.
- Inviter le Comité Institutionnel et les experts genre aux ateliers de budgétisation du Ministère ;
- Appuyer les programmes du Département dans la formulation des indicateurs sensibles au genre dans leurs cadres de performance ;
- Améliorer les dispositifs de planification (stratégique et opérationnelle) de suivi et d'évaluation sensibles au genre.
- Renforcer les partenariats avec les organisations féminines et communautaires.
- Promouvoir une culture institutionnelle inclusive, fondée sur l'égalité des chances.

CONCLUSION :

La prise en compte du genre dans les politiques et programmes du Ministère de la Santé et du Développement Social constitue une avancée significative vers l'équité et l'inclusion sociale au Mali. Malgré les progrès réalisés, notamment à travers l'intégration du **Budget Sensible au Genre (BSG)** et le renforcement des capacités institutionnelles, des défis majeurs persistent : faible représentation des femmes dans les instances décisionnelles, accès inégal aux services de santé, et insuffisance de données désagrégées par sexe.

Le ministère réaffirme son engagement à faire du genre un levier stratégique pour améliorer la santé, le bien-être et le développement social de toutes les populations maliennes, en particulier les plus vulnérables.

2.2.2.MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

Introduction :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale genre et de celle du département, le Ministère de l'Energie et de l'Eau produit depuis 2012, le rapport genre annexé à la Loi de finances.

Ce présent rapport fait ressortir les données genre de l'année 2025.

2.2.2.1.Presentation du ministère :

Suivant le Décret n°2025-0068/PM-RM du 03 février 2025, fixant les attributions spécifiques des membres du gouvernement, le ministère de l'Energie et de l'Eau prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de recherche, d'exploitation et de valorisation des ressources énergétiques et hydrauliques. A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la mise en valeur des ressources énergétiques et hydrauliques et la réalisation des infrastructures y afférentes ;
- le suivi et le contrôle de la production, du transport et de la distribution de l'énergie ;
- le renforcement du réseau électrique et de la desserte nationale en énergie ;
- le développement des énergies conventionnelles, nouvelles ou renouvelables ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles applicables en matière d'exploitation et de gestion des ressources énergétiques et hydrauliques ;
- la réalisation d'études de travaux d'aménagement des cours d'eau ;
- le développement de l'accès des populations à l'eau ;
- la maîtrise et l'économie d'énergie ;
- la promotion de la sûreté radiologique et de la sécurité des sources radioactives et des équipements associés sur le territoire national.

2.2.2.2.Enjeux et gaps à combler

Les programmes de développement des ressources en eau et énergétiques sont capitaux pour renforcer l'autonomisation économique des femmes et améliorer leur qualité de vie.

a)Enjeux genre selon les missions officielles du département

- Appropriation du concept genre ;
- Élaboration d'une stratégie genre du secteur ;
- Réalisation de l'audit genre du secteur ;
- Respect de la Loi n°2015-052/du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives au sein du département ;
- Accès des femmes à l'électricité pour la réalisation des AGRs ;
- Accès des femmes du milieu rural à l'eau potable et à l'Energie pour des raisons domestiques et sanitaires.

b)Les GAPS à combler

Par rapport à l'année dernière les Gap n'ont pas évolué, ils se résument comme suit :

- Faible maitrise du concept genre au niveau du secteur ;
- Absence d'une stratégie genre du secteur ;

- Insuffisance de femmes nommées aux postes de décisions ;
- Faible accès des femmes à l'électricité pour les AGRs ;
- Faible accès des femmes à l'eau ;
- Insuffisance d'indicateurs sexospécifiques ;
- Faible niveau de sensibilisation des acteurs du secteur sur les VBG ;
- Insuffisance de leadership féminin dans la conception et la mise en œuvre des projets.

c)Les solutions mesures aux Gaps

- Organiser des sessions de formation sur le concept genre ;
- Elaborer une stratégie genre du secteur ;
- Faire des plaidoyers auprès des décideurs par rapport à l'application de la Loi n°2015-052/du 18 décembre 2015 ;
- Sensibiliser les étudiantes à embrasser les domaines de l'Energie et de l'eau ;
- Intégrer le genre dans l'ensemble des systèmes de planification et de suivi évaluation avec indicateurs désagrégés par sexe ;
- Mettre en œuvre les actions de développement facilitant l'accès des populations à l'eau et à l'énergie ;
- Sensibiliser les acteurs du secteur sur les VBG à tous les niveaux (chantiers d'approvisionnement en eau et chantiers d'installation électrique, entreprises des secteurs, administration etc.) ;
- Valoriser le leadership féminin à travers la participation des femmes, dans la conception et la mise en œuvre des projets et pour qu'elles aient l'opportunité d'acquérir de l'expérience en gestion et leadership.

2.2.2.3.Mesures et stratégies spécifiques et évaluations des activités pour l'égalité de genre

Le Ministère de l'énergie et de l'eau à travers ses services techniques met en œuvre plusieurs stratégies dans le cadre de la réduction des inégalités liées au genre.

a) Les mesures et stratégies spécifiques

En 2025, le MEE à travers ses services rattachés a pris les mesures spécifiques ci-après :

- Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Multi-Energies pour la résilience et la gestion intégrée des Territoires et African Biodigester Component (ABC-Sahel), l'Agence Nationale des Energies Renouvelables et des Bioénergies a organisée des formations et des sensibilisations relatives à l'utilisation des biodigesteurs, notamment :
  - Une formation sur les principes de base du genre à l'attention des entreprises et exploitantes de biodigesteurs, qui a vu la participation de 22 femmes sur 30 participants ;
  - Une formation sur l'exploitation du biodigesteur, à laquelle 50 femmes ont pris part sur un total de 165 participants ;
  - Des sensibilisations sur les avantages des technologies de biodigesteurs aux bénéfices de 40 femmes sur 100 participants.
- Dans la mise en œuvre du Projet d'Appui à l'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement Résilients au Changement Climatique et à la Covid-19 dans la Région

de Kayes et le cercle de Kati (PAAEPAR-3C2K), la DNH a réalisé des activités en lien avec l'intégration du genre dans ce projet, notamment :

- La mise en disposition à la cellule d'exécution du projet d'un expert en genre, qui œuvre pour l'intégration de la dimension genre au sein des activités du projet ;
- La collecte systématique de données désagrégées par sexe a été intégrée dans les principales activités, notamment lors de la mise en place des comités de gestion des plaintes et du suivi des bénéficiaires, permettant ainsi une meilleure analyse de la participation des femmes et des hommes ;
- Les activités liées à l'opérationnalisation des mécanismes de gestion des plaintes ont mobilisé un total de 446 participants, dont 92 femmes, soit 20,63 %, dans les 15 communes d'intervention du projet. Ces initiatives ont contribué à améliorer leur représentation et leur participation aux mécanismes de redevabilité ;
- La signature d'un code de conduite incluant des dispositions relatives au respect de l'égalité de genre et à la prévention des VBG/EAS/HS a été signé par 100 % du personnel du projet ainsi que par celui des prestataires impliqués dans la mise en œuvre du projet.

➢ A la Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable-SA, les projets d'approvisionnement en eau potable ont un lien indirect avec le genre. Cependant dans la mise en œuvre des activités du projet d'alimentation en eau potable de la ville de Bamako à partir de Kabala, les femmes sont associées systématiquement et autant que possible en tant que bénéficiaires et acteurs du projet.

Dans le tableau ci-dessous, nous pouvons voir comment ce projet touche les femmes.

Nom des Indicateurs		Unité de mesure	Situation de référence (2013)	Valeurs cibles cumulatives (2020)	Fréquence	Situation au 31 décembre 2025
INDICATEURS DE SUIVI DES IMPACTS						
Taux d'accès à l'eau potable à Bamako grâce au projet		%	36 %	95 % (2025)	Annuel	**72%**
3.4	Nombre de personnes directement bénéficiaires du projet, dont **les femmes et les filles** grâce au projet	Nombre	0	1 888 840 (50,4%)	Annuel	**1 282 190**
3.7	Nombre de personnes desservie par bornes fontaines (ISC) grâce au projet	Nombre	0	362 400	Annuel	**96 000**

***Source** : Rapport trimestriel Projet Kabala_ SOMAPEP-SA*

Commentaires :

Le taux d'accès à l'eau potable à Bamako grâce au projet d'alimentation en eau potable de la ville de Bamako à partir de la localité de Kabala est passé de 36% en 2013 à 72% en 2025 (le double). Ainsi, du lancement fait le 17/06/2019 à ce jour, pour **106 219nouveaux ménages** (nombre de branchements sociaux domiciliaires) réalisés raccordés aux réseaux (ancien et/ou neuf) grâce au projet, le nombre de personnes directement bénéficiaires du projet, dont **les femmes et les filles** (indicateur 3.4) est passé de **0** à **1 282 190,** soit **646 224** bénéficiaires **femmes et filles** (*50,4%*).

La réalisation de 320 bornes fontaines fonctionnelles a permis d'avoir **96 000** nouveaux bénéficiaires, soit **48 384 bénéficiaires femmes et filles** (*50,4%*). Les femmes constituent en effet les principales utilisatrices des bornes fontaines.

b) Evaluation des activités genre 2025

Tableau II-1 Evolution Evaluation des indicateurs genre

Programme 2.073 « Développement des ressources énergétiques »			
Objectif 1 : Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût			
Indicateurs et cibles de performance	**2023**	**2024**	**2025**
1.1. Taux d'accès à l'électricité au niveau National (%)	**55,8**	**43,6**	**43,9**
Moyen de Vérification : Rapport d'activité : DNE, AMADER, EDM-SA, CPS-SME			
Précision Méthodologique : (Nombre d'abonnés x taille moyenne de concession/ populations concernée) x 100			
Objectif 2 : Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution			
Indicateurs et cibles de performance	**2023**	**2024**	**2025**
2.1. Taux de pénétration des énergies renouvelables dans le mix Énergétique (Puissance électrique installée) (%)	**11,83**	**13,59**	**14,75**
Moyen de Vérification : Rapport d'activités AMADER, EDM, DNE, AER			
Précision Méthodologique : (Puissance installée ENR sur puissance totale installée au niveau national) x 100			
2.2. Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane (%)	**-7,7**	**14,3**	**-2.63**
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités AMADER			
Précision Méthodologique : (Consommation de l'année n - Consommation de l'année n-1 sur la consommation de l'année n-1) x 100			
Programme 2.074 « Développement des ressources en eau »			
Objectif 1 : Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable			

Indicateurs et cibles de performance	2023	2024	2025
Taux d'accès à l'Eau potable (National) (%)	**72,1**	**75,4**	**75,67**
Moyen de Vérification : Rapports DNH et Projections ODD			
Précision Méthodologique : (Population urbaine desservie + population rurale desservie/population totale) x100			
Taux de réduction de localités sans EPEM	**2,64**	**2,51**	**0,6**
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DNH			
Précision Méthodologique : (Nombre de villages sans EPEM en année n-1) - (Nombre de villages sans EPEM en année n) / (Nombre de villages sans EPEM en année n-1) x 100			
Objectif 2 : Améliorer l'accès à l'eau pour les autres usages			
Indicateurs et cibles de performance	**2023**	**2024**	**2025**
Taux de réalisation de points d'eau modernes pour les autres usages (%)	89,6	105	**215,66**
Moyen de Vérification : Rapports DNH			
Précision Méthodologique : (Nombre de PEM réalisés pour les autres usages en année n/Nombre total de PEM prévus) x100			
Objectif 4 : Améliorer la qualité du service public de l'eau de façon efficace et efficiente			
Indicateurs et cibles de performance	**2023**	**2024**	**2025**
Pourcentage d'EPEM réalisés directement par les Collectivités Territoriales et les autres intervenants (%)	95,3	53	69,93
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DNH			
Précision Méthodologique : (Nombre d'EPEM réalise par CT et autres intervenants/Nombre total d'EPEM) x100			
Pourcentage de centres AEP/AES faisant l'objet de contrôle régulier de gestion de service	8,8	4,61	3,48
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DNH			
Précision Méthodologique : (Nombre de centres AEP/AES ayant fait l'objet d'audit STEFI/nombre total de centres AEP/AES existant) x100			

Source : Rapport Annuel de Performance du Ministère de l'Energie et de l'Eau 2025

Commentaires : il n'y a pas d'indicateurs et d'objectifs directement sensibles au genre. Certains indicateurs de programme mesurent le progrès dans l'accès de la population aux services mais le bénéfice qui devrait en découler pour les filles et les femmes n'est pas mesuré de manière explicite.

De plus, de façon générale, on constate que les secteurs disposent de peu de données sexo-désagrégées ou spécifiques genre qui permettraient de mieux apprécier l'ampleur des défis soulevés et les efforts fournis dans la réduction des inégalités.

c) Exécution financière des activités genre 2025

Tableau II-2 : Exécution financière en année 2025 par objectif

(En milliers de francs CFA)

Programme 2.073 « Développement des ressources énergétiques »	
Action 01 Approvisionnement en énergie	
Activités	**2025**
Projet interconnexion électrique Guinée-Mali (PIGEM)	5 450 599
Projet d'Amélioration du Secteur de l'Energie au Mali (PASEM)	5 362 160
Total	10 812 759
Action 02 Promotion des énergies renouvelables	
Activités	**Réel**
Projet électrification 32 localité rurale par système hybride (PERSHY32)	600 000
Information et sensibilisation des promoteurs et des utilisateurs d'équipement solaires	38 131
Mise en œuvre du plan de la promotion du gaz butane	1 602 763
Total	**2 240 894**
Total Programme 2.073	**13 053 653**
Programme 2.074 « Développement des ressources en eau »	
Action 01 Approvisionnement en Eau Potable	
Activités	**2025**
Projet d'alimentation en eau Potable de Bamako à partir de Kabala	**5 489 820**
Projet de Développement des infrastructures durables d'alimentation en eau potable (PDID-AEP)	**9 268**
Programme Saoudien de Forages, de puits et le développement rural en Afrique phase 5 (FSD-Phase 5)	**41924**
Projet Appui Appro Résil Changement Climatique COVID-19 Région (Kayes) et le cercle de Kati	**469 000**
Programme d'Urgence Sociales Accès à l'Eau Potable (AEP Milieu Rural)	**77 903**
Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales Eau potable et Assainissement au Mali (PACTEA)	**1 258 120**
Projet AEP et accomp centres semi-urbain et ruraux (PAEPMA)	**7 100 156**
Total	14 446 191
Action 02 Gestion des ressources en eau	
Programme National de Mobilisation des Ressources en Eau/Assainissement AEP Centres Semi Urbains en 1ère, 2ème, 3ème, 5ème et 6ème région/PNMRE	54 863
Programme intégré de devpt et d'adap au chang climat du bassin du Niger (PIDACC/BN)	952 637
Projet Appui à la Connaissance et au Suivi des Ressources en Eau (PACS-RE)	1 282 102
Etudes Aménagement Barrage de Taoussa	54 771
Programme Commun Appui à la GIRE (PCA-GIRE)	109 725

Total	2 454 098
Total Programme 2.074	**16 900 289**

Source : Rapport Annuel de Performance du Ministère de l'Energie et de l'Eau 2025

Commentaires :

En 2025, le MEE n'a enregistré aucun projet en lien direct avec le genre mais une part assez importante est allouée pour les dépenses qui ont un lien indirect avec l'égalité de genre.

2.2.2.4.Planification et budgétisation des actions genre

Tableau III.1– Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Entre 2022-2023, les dépenses du Ministère de l'Energie et de l'Eau ont été catégorisées en termes de lien (direct, indirect ou pas de lien explicite) avec l'égalité de genre. Le tableau ci-dessous trace les allocations budgétaires ayant un lien indirect avec l'égalité de genre dans le DPPD-PAP2026-2028.

En milliers de FCFA

Intitulé de l'activité	**Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)**	**2026**
Programme 2.073 « Développement des Ressources Energétiques »		
Programme d'urgence sociale d'Accès à l'énergie/Centrale solaire	indirect	900000
Projet Electrification Rurale 50 Localités Kay, Kkoro, Sik, Seg Systèmes Solaires Voltaïques au Mali	indirect	3300000
Projet Renforcement Système Electrique Amélioration Accès Electricité PRSEAM (YELEN SIRA)	indirect	2900000
Projet Elect. 32 Localités Rurales Par Système Hybride	indirect	3600000
Projet Energie Solaire Pour Le Développement Rural au Mali.	indirect	2500000
Opérationnalisation Du Programme De Suivi-Evaluation Du Sous-Secteur Des Biocarburants	Indirect	185888
Programme de Développement Energie Biocarburant	Indirect	300000
Sous-Total ENERGIE	**indirect**	***13 685 888***
Programme 2.074 « Développement des ressources en eau »		
Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales Eau potable et Assainissement au Mali (PACTEA)	indirect	50000
Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique du Bassin du Niger (PIDACC/BN)	indirect	3300000

Programme National de Mobilisation des Ressources en Eau/Assainissement AEP Centre Semi Urbains en 1ère, 2ème, 5ème et 6ème région	indirect	100000
Etudes d'aménagement du Barrage de Taoussa	indirect	137862
Programme Gestion Intégrée en Eau et développement Usages Multiples Phase II/IDA	indirect	300000
Programme Commun Appui à la GIRE (PCA-GIRE)	indirect	200000
Sous-Total EAU	**indirect**	***4 087 862***
TOTAL		**17 773 750**

SOURCE DPPD-PAP2026-2028 SEPTEMBRE 2025

Tableau III-2 : Effectifs sexo-désagrégés du ministère

Ce tableau présente une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère en 2025. Il renseigne donc sur la mesure dans laquelle le ministère met en œuvre la Loi n °2014-049 du 18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et celle n °2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	0	0,00
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0,00
Conseillers Techniques	4	3	1	25,00
Personnel d'appui et autres	17	14	3	17,65
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0,00
Chargés de Mission	4	3	1	25,00
Attaché de Cabinet	1	1	0	0,00
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100,00
DFM	39	18	21	53,85
CPS-ME	18	10	8	44,44
CPS-SEEUDE	22	12	10	45,45
Inspection MineEE	10	5	5	50,00
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	2	2	0	0,00
Directeurs nationaux Adjoints	2	2	0	0,00
Chefs de Division	25	22	3	12,00
Chefs de section	44	34	10	22,73
Chargés de dossier	131	91	40	30,53
Secrétaires	47	8	39	82,98
Personnel d'appui et autres	122	90	32	26,23
4.2. Personnel EPA				
AMADER	13	12	1	7,69
EDM-SA	-	-	-	-
SOMAPEP	56	43	13	23,21
SOMAGEP	-	-	-	
4.3. Personnel EPST				

AMARAP	27	18	9	33,33
ANERB	66	58	8	12,12
LNE	35	21	14	33,33
5. Directions régionales et services rattachés	46	43	3	6,52
6. Services locaux	Non disponible			
7. Services personnalisés FDE	4	3	1	25,00
8 Cellule d'Appui decentralisation et Deconcentration	3	2	1	33,33
9. Autorité d'Amenagement de Taoussa	21	12	9	42,86
Cellule Nationale OMVS	9	9	0	0,00
Total	**772**	**562**	**233**	**30,18**

Source DRH

Commentaires : Globalement et sur la base des données collectées, les femmes représentent environ 30,18% de l'effectif total du département. Par ailleurs, nombre d'entre elles occupent les postes de secrétariat et certaines sont nommées dans les postes de décisions (Conseillers Techniques, Secrétaire Particulier, Chargés de mission, Chefs de Division, Chefs de Section, Chargés de dossier etc.). Dans ce tableau nous constatons une légère application de la Loi n °2015-052 du 18 décembre 2015 sur la nomination des femmes dans les différents postes de responsabilité.

2.2.2.5.Perspectives :

- Formaliser la Création du comité genre ;

  Cela permettra de mieux appuyer le département dans une démarche systématique de budgétisation sensible au genre (BSG) dans les politiques et actions des secteurs énergie et eau qui devrait permettre à terme de répondre plus efficacement aux défis genre soulevés ci-dessus tels que les difficultés d'accès des femmes à l'eau et à l'énergie.

- Renforcer l'implication des points focaux genre dans toutes les étapes clés du processus de planification budgétaire ;

  Le MEE va poursuivre le processus de Budgétisation Sensible au Genre en procédant annuellement à l'actualisation de la catégorisation et, en vue du RG26, au marquage budgétaire genre de tous les projets identifiés ayant un lien direct ou indirect avec l'égalité de genre ;

  - Assurer l'application de la Loi n° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives en considérant des mesures de discrimination positive en faveur de la promotion des femmes, à égales compétence, moralité, diplôme et ancienneté, comme cela est indiqué dans le Plan d'Action National-Genre (PAN-GENRE) élaboré en 2020 par le département ;
  - Elaborer une stratégie genre du secteur Energie et Eau ;
  - Organiser des sessions de formation des acteurs.

2.2.2.6.Recommandations :

Les recommandations sont les suivantes :

- Promouvoir le genre dans toutes les actions du Département ;
- Incorporer le volet Genre dans tous les rapports, études et dossiers de projets ;
- Poursuivre le processus de sensibilisation et de renforcement de capacités du personnel en genre ;
- Valoriser le leadership féminin au sein du MEE ;

- Poursuivre le processus de budgétisation sensible au genre ;
- Réviser les fiches de collecte des données utilisées dans les secteurs de l'énergie et de l'eau en y incluant des formulaires sexo-spécifiques pour la prise en compte du genre ;
- Renforcer les capacités des acteurs du département en matière de prise en compte des violences basées sur le genre (VBG) ;
- Veiller au respect du quota de la représentation des femmes dans les Comités Locaux de l'Eau.

CONCLUSION

Le budget du MEE ne contient pas de dépenses axées sur l'égalité des genres et les cadres de performance des programmes du département ne contiennent pas non plus de références au genre. Cependant, les documents de politique et stratégies sectorielles dans les secteurs de l'énergie et l'eau font explicitement référence à l'égalité de genre. La 'qualité' de ces références et la façon dont elles se traduisent dans les actions, activités et projets qui mettent les stratégies en œuvre doit être examinée plus avant. On a également vu que le souci de contribuer à l'égalité de genre est présent au niveau de certains projets. Toutefois, il faudrait formaliser à toutes les étapes des projets/programmes.

Il reste donc beaucoup à faire pour rendre le budget du département sensible au genre en renforçant le potentiel des actions financées par le budget dans ces deux secteurs.

2.2.3.MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

2.2.3.1.Présentation du Ministère

Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Environnement et de l'Assainissement et veille à la prise en compte des questions de Développement durable à l'occasion de la formulation et de la mise en œuvre des politiques publiques.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'amélioration du cadre de vie des populations ;
- la mise en œuvre d'actions de protection de la nature et de la biodiversité ;
- la lutte contre la dégradation des terres, la désertification, l'ensablement des cours d'eau et les changements climatiques ;
- la préservation des ressources naturelles et le suivi de leur exploitation économique, sociale et durable ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures destinées à prévenir ou à réduire les risques écologiques ;
- la promotion du retraitement systématique des eaux usées ;
- la prévention, la réduction ou la suppression des pollutions et des nuisances ;
- l'élaboration et le suivi de l'application de la législation relative à la chasse, à l'exploitation des forêts, aux pollutions et aux nuisances ;
- la sauvegarde, l'entretien ou la restauration des forêts classées et des terres dégradées ;
- la création de nouvelles forêts classées ;
- la diffusion des informations environnementales et la formation des citoyens dans le domaine de la protection de l'Environnement ;
- l'élaboration et l'animation de débats publics sur les questions de Développement durable et environnementales et leurs enjeux pour le Mali.

2.2.3.2.Enjeux et gaps à combler

a)Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

Dans le secteur de l'environnement et de l'assainissement, il est d'une nécessité impérieuse de :

- Prendre en compte d'avantage les activités spécifiques aux femmes dans les plans d'actions des politiques en matière d'Assainissement et de Protection de l'Environnement ;
- Mener des études statistiques afin de permettre la désagrégation hommes/femmes en matière de gestion de ressources naturelles et d'Assainissement ;
- Veiller sur des ressources naturelles forestières et procéder à leur transformation pour la diversification, leur adaptation aux besoins sociaux qui démontrent une évolution favorable de la vision stratégique de la gestion des ressources forestières ;

b)Les GAPS à combler

Il faut noter qu'il est impossible de déterminer le gap sans avoir au préalable les statistiques désagrégées hommes/femmes du secteur.

Néanmoins, il faut entre autres mener ces actions afin de combler les gaps énumérés.

Il s'agit de :

- Déterminer de façon spécifiques les activités genres dans les planifications annuelles au niveau de chaque programme/projet et de contribuer à leur financement, en matière d'Assainissement et de Protection de l'Environnement ;
- Faciliter l'accès aux femmes à des postes de responsabilité au niveau national et au niveau des collectivités territoriales en matière de gestion de ressources naturelles et d'Assainissement ;
- Impliquer d'avantage les femmes pour la veiller citoyenne des ressources naturelles forestières et d'assainissement en mettant en place des comités de veille et procéder à leur formation ;

2.2.3.3.Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre :

a) Les mesures spécifiques

Au MEADD, les aspects genre sont essentiellement pris en compte au niveau des lignes ci-dessous : (i) Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) et (ii) l'Agence de l'Environnement pour le Développement Durable (AEDD), le PDD-DIN et le projet GEDEFORIII.

Cependant en raison des contraintes budgétaires, les projets n'ont pas bénéficié de financement du volet genre comme souhaité. Ce qui a réduit considérablement les actions relatives au genre au niveau du MEADD.

Par ailleurs, une avancée notoire a été faite à travers l'élaboration par le cabinet du MEADD de « **l'Etude genre pour l'élaboration de la stratégie d'institutionnalisation et d'intégration du genre dans le secteur de l'environnement** » qui avait été faite. Ledit rapport a permis de mettre à la disposition du MEADD une stratégie d'institutionnalisation du genre dans le secteur de l'environnement, assortie d'un plan d'actions pour la période 2020-2023.

Ce rapport a pour objet de donner la situation des réalisations dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2023 et les perspectives pour 2024 en vue de renseigner les réalisations du MEADD dans le cadre de la Politique Nationale Genre.

Le Genre/Equité sociale, communication et VIH est la quatrième composante dans le document du programme. Le genre/équité sociale est pris en compte dans le cadre logique et cadre institutionnel du programme. Par conséquent la prise en compte du genre/équité sociale est obligatoire à tous les niveaux d'exécution des activités du programme enfin d'atteindre les résultats escomptés.

b)-Evaluation des activités genre 2025

Activités réalisées en 2025	**Total**	**Hommes**	**Femmes**	**% Femmes sur le Total**
1.025	**Programme: Admiration Générale**			
Participations aux réunions				
1.Echanges sur les préparatifs de la célébration du 08 mars 2025, journée internationale des droits des Femmes, édition 2025, tenue le 29 janvier 2025 dans la salle de conférence du MEADD	**1**	**0**	**1**	**100%**
2.Validation du Procès-Verbal (PV) de la 1ère réunion et de la validation des activités retenues pour le MEADD dans le cadre de la célébration du 08 mars 2025;	**1**	**0**	**1**	**100%**

3.Atelier d'appropriation du schéma organisationnel type d'institutionnalisation du Genre (STIG) de l'UEMOA, organisé par le MPFEF, tenu le jeudi 23 octobre 2025 à la Direction Nationale de la promotion de la Femme	**1**	**0**	**1**	**100%**
4.Atelier de validation des résultats de l'étude sur l'analyse du paysage genre dans le secteur EHA au Mali, organisé par le Centre national de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant (CNDIFE), tenu le 25 novembre 2025	**2**	**1**	**1**	**50%**
Missions de suivi des projets/programmes du secteur sur le Budget National et avec l'appui du Projet d'Harmonisation des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (PHASAOC)				
1. Suivi des réalisations du projet de Construction extension de la Direction Nationale des Eaux et forêts	**4**	**2**	**2**	**50%**
2.Suivi des réalisations du Projet d'Appui au parc Animalier de Tienfala	**3**	**2**	**1**	**33%**
3. Suivi des réalisations du programme Réfraction Bâtiments Publics	**3**	**1**	**2**	**67%**
4. Suivi des réalisations du Projet Etude /Aménagement/Equipement Station d'Epuration et Ouvrage connexes	**3**	**3**	**0**	**0%**
5.Suivi du Projet Construction du Bureau des Domaines et du Cadastre de Kati	**4**	3	**1**	**25%**
6. Suivi des réalisations du Projet Construction/Equipement Directions Nationale et Régionale de Cadastre	**3**	**2**	**1**	**33%**
7. Suivi du Programme commun d'Appui à la gestion Intégrée des Ressources en Eau (PCA GIRE)	**4**	**3**	**1**	**25%**
8. Suivi des réalisations des Projets d'appui à l'Approvisionnement en Eau potable et Assainissement résilients au Changement Climatique et à la covid-19 dans la région de Kita et le cercle de Kati (PAAEPACC)	**3**	**2**	**1**	**33%**
9.Suivi des réalisations du Projet Grande Muraille verte	**3**	**3**	**0**	**0%**
10.Suivi des réalisations du programme Intégré de Développement et d'adaptation au changement Climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN)	**3**	**2**	**1**	**33%**
Participation aux Formations de renforcement de capacités				
1. Atelier de formation des experts des ministères et des institutions à l'intégration du Genre dans les Politiques publiques selon les secteurs d'activités, tenu du 11 au 12 novembre à la Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille de Koulikoro	**1**	**0**	**1**	**100%**
Collecte des données				
1.Elaboration du rapport Système d'Information Statistique Environnementale (SISE)	**1**	**0**	**1**	**100%**

2.Revue 2024 du Schéma Directeur de la Statistique (SDS)	**1**	**0**	**1**	**100%**
3.Elaboration de l'annuaire statistique du secteur 2024	**12**	**9**	**3**	**25%**
Equipe du MEADD	**4**	**3**	**1**	**25%**
Equipe du MEE	**4**	**3**	**1**	**25%**
Equipe du MUHDATP	**4**	**3**	**1**	**25%**
4.Elaboration de la revue sectorielle harmonisée 2024	**10**	**6**	**4**	**40%**
Equipe du MEADD	**4**	**3**	**1**	**25%**
Equipe du MEE	**3**	**2**	**1**	**33%**
Equipe du MUHDATP	**3**	**1**	**2**	**67%**
Participation de deux sessions de formation organiser par DFM-MEADD:				
Terme de Reference relatif à la formation sur le module « Elaboration du document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuel (DPBEP) et Rapport annuel de Performance (RAP) » pour 32 participants;	**32**	**20**	**12**	**60%**
- Terme de Reference relatif à la formation sur le module « la Rédaction Administrative de gestion des courriers et des archives » pour 32 participants ;	**32**	**12**	**20**	**160%**
- Terme de Reference relatif à la formation sur le module «Dématérialisation du Système de Passation de la Commande Publique » pour 32 participants.	**32**	**17**	**15**	**88%**

Concernant les activités réalisées en 2025 par le Programme 2 069« Amélioration du Cadre de Vie des Populations »les efforts de sensibilisation ont été consentis par la DNACPN et ses démembrements à travers :

(i) l'organisation des journées de salubrité par les communautés, les ONG, les GIE, les Associations d'assainissement et des entreprises et (ii) le ramassage des ordures des dépôts de transit vers les dépôts finaux. Ce qui a contribué à améliorer la salubrité du milieu de vie des populations en vue d'un changement de comportement. Ainsi près de 1 000 femmes ont bénéficiés de ces activités.

Pour le Programme 2 071 « Protection et Conservation de la Nature »des activités ont été menées par la Direction Nationale des Eaux et Forêts et ses démembrements.

- Politique : intégration du genre dans la politique forestière nationale ;
- Programme : appuyer les femmes dans l'entreprenariat du domaine ;
- Projet de développement : transformation des produits forestiers non ligneux ;
- Activité : sensibilisation les acteurs sur les droits des femmes par rapport au foncier.

L'appui des groupements de femmes en moyens matériels et financiers dans le cadre des activités génératrices de revenus et la gestion des ressources forestières et fauniques a été à

hauteur de souhait à travers l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Faunique (GRFF).

Quant au taux d'admission satisfaisant des élèves du Centre de Formation Pratique (CFPF) de Tabakoro, il est le résultat de l'encadrement de proximité et le respect des périodicités des évaluations et des sorties pédagogiques.

2.2.3.4.Planification et budgétisation des actions genre

Tableau III.1b Budget genre (dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre)

Programme/Objectif Action	Exécution	Budget	Prévisions		
Détail	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
Programme 1.025:					
Organisation des sessions de formation	27 939 000	21 551 000	47 500 000	47 500 000	47 500 000
Appui à la Cellule de Planification et de statistique du Secteur Eau Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat.	174 404 000	152 000 000	160 000 000	160 000 000	160 000 000
Programme 2.069:					
Réalisation d'activités de sensibilisation pour le changement de comportement des populations	51 495000	56 410000	100 000 000	100 000 000	250 000 000
Approvisionnement en glace de conservation des producteurs (Agence Central Poisson de Bamako)	338 671 000	808 146 000	900 000 000	910 000 500	910 000 000
Programme 2.071:					
Approvisionnement en biens et services de la DNEF et des services Sous-régionaux	428 267 000	922 513 000	900 860 000	975 000 000	975 000 000
Formation des élèves du Centre de Formation Pratique Forestier Colonel Jean Djigui KEITA de Tabakoro	47 535 000	64 000 000	112 299 000	115 000 000	130 000 000
Total	**1 068 311 000**	**2 024 620 000**	**2 220 659 000**	**2 307 500 500**	**2 472 500 000**

Tableau III.2 - Effectifs du ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable sexo-désagrégés

Tableau présentant une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : il s'agit du personnel qui émarge sur le Budget National (BCS)

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	01	-	01	100
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	01	01	-	-

Conseillers Techniques	07	06	01	14,29
Personnel Service courrier	06	01	05	83,33
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	01	-	01	100
Chargés de Mission	05	02	03	60
Attaché de Cabinet	01	-	01	100
Secrétaire Particulier Ministre	01	-	01	100
4. Services Centraux				
4.1 Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs Nationaux	12	11	01	8,33
Directeurs nationaux Adjoints	05	05	-	-
Chefs de Division	09	06	03	33,33
Chefs de section	22	18	04	18,18
Chargés de dossier	65	40	25	38,46
Personnel service courrier	-	-	-	-
4.2 Directions Générales				
Directeur Général	05	04	1	20
Directeur Général Adjoint	05	05	-	-
Sous-Directeur	05	05	-	-
Chefs de Division	-	-	-	-
Chefs de section	24	19	05	20,83
Chargés de dossier	16	09	07	43,75
Personnel service courrier	-	-	-	-
4.3 Personnel EPA	150	104	46	30,67
4.4 Personnel EPST	-	-	-	-
5. Directions Régionales et services rattachés	1138	938	200	17,57
6. Services locaux	-	-	-	-
Total	**1479**	**1174**	**305**	**20,62**

2.2.3.4.Perspectives

- Déterminer de façon spécifiques les activités genres dans les planifications annuelles au niveau de chaque programme/projet et de contribuer à leur financement, en matière d'Assainissement et de Protection de l'Environnement ;
- Faciliter l'accès aux femmes à des postes de responsabilité au niveau national et au niveau des collectivités territoriales en matière de gestion de ressources naturelles et d'Assainissement ;
- Impliquer d'avantage les femmes pour la veiller citoyenne des ressources naturelles forestières et d'assainissement en mettant en place des comités de veille et procéder à leur formation ;
- Renforcer les capacités des femmes au sein des programmes/projets du département de l'environnement et de l'assainissement et du développement durable

2.2.3.5.Recommandations :

Quant aux recommandations, il faut noter entre autres :

- Faire participer les Points focaux genre dans l'élaboration des documents budgétaire (DPPD-PAP, RAP) ;
- Traquer, identifier et déterminer les activités genres et leurs indicateurs pour les budgétiser afin de permettre le renseignement du rapport genre ;
- Mettre à la disposition la version actualisée du Plan d'Action Genre et Jeunesse au niveau de chaque programme/projet du département afin de permettre de les prendre en compte dans les planifications des différents départements sectoriels.

Conclusion :

Il est à noter, qu'au niveau MEADD, les activités genres, malgré les difficultés de financement, le département arrive à prendre en compte l'aspect genre au niveau des programmes/projets.

Par ailleurs, du moment où les activités spécifiques genres ne sont pas déterminées, ni avec des indicateurs et des objectifs clairs, ceux-là rendent peu visibles les résultats impliquant l'apport du genre dans les résultats globaux du département.

Dans ce cadre, pour rendre fluide la réception des informations liées aux activités genres du MEADD, il est impératif d'impliquer l'ensemble des Points focaux au niveau de chaque programme et projets du département afin de faciliter l'élaboration du rapport genre.

D'autant plus que les activités du MEADD concernent fortement les femmes, les jeunes et les personnes vulnérables, les objectifs, les activités et les indicateurs doivent être claires tout en prenant en compte leur prise en charge financière.

Afin de combler les Gaps qui ont été énumérés, il est d'une nécessité impérieuse de permettre une marge de manœuvre financière après la détermination des activités spécifiques genres du MEADD.

2.2.4. MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE

2.2.4.1. Présentation du Ministère

Le Ministère de l'Education nationale a pour mission de préparer et de mettre en œuvre la politique nationale de l'Education dans les domaines de l'éducation préscolaire et spéciale, de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire général, technique ou professionnel, de l'enseignement normal, de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation.

L'objectif global est d'améliorer la qualité et l'efficacité du système éducatif au Mali. Les stratégies sont traduites dans le Programme décennal de Développement de l'Education et de la Formation professionnelle, deuxième génération (PRODEC 2), 2019-2028, adopté en Conseil des Ministres le 05 juin 2019.

Le Ministère est décomposé en quatre programmes : 1.017 Administration générale ; 2.041 Développement de l'Education de base ; 2.042 Développement de l'Enseignement secondaire général ; 2.043 Consolidation et diversification de l'Enseignement secondaire technique et professionnel. Les objectifs et indicateurs de performance sont consignés dans le DPPD-PAP 2027-2029.

2.2.4.2. Enjeux et gaps à combler

La politique genre prend appui sur des fondements juridiques, politiques et socioculturels. La CEDEF consacre l'égalité dans le domaine de l'éducation et de la formation. Les principaux enjeux portent sur la réduction des écarts entre filles et garçons en matière de TBA, TBS et taux d'achèvement, la faible représentativité des femmes aux postes de responsabilité et le financement des activités en lien avec le genre.

Le rapport relève également la faible couverture de l'éducation préscolaire, les insuffisances liées aux cantines scolaires, la faible prise en compte de l'alphabétisation fonctionnelle et de l'éducation non formelle, la non-scolarisation et la déscolarisation, la capacité d'accueil insuffisante du secondaire public et l'inadéquation entre formation et emploi. Ces contraintes affectent particulièrement les filles et les jeunes femmes.

En 2024, le TBS au fondamental 1 est de 76,61 % au niveau national, avec 77,24 % pour les garçons et 75,93 % pour les filles. Le rapport narratif indique une parité fille/garçon de 0,98. Le tableau source donne, pour l'indice de parité du TBA au fondamental 1, une valeur de 0,94 en 2024. Cette différence de périmètre/valeur doit être validée.

Le rapport indique par ailleurs deux valeurs différentes pour le taux de préscolarisation en 2024 (6,20 % dans une première partie et 7,37 % dans une autre). Ce point est maintenu en l'état et signalé pour validation.

Gaps à combler

- Allouer des ressources budgétaires suffisantes pour le financement des activités genre et du plan d'action genre de l'éducation.
- Prendre en compte le genre dans les nominations aux postes de responsabilité.

2.2.4.3. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre

Le Ministère a mis en place différentes stratégies et mesures visant à améliorer l'accès et les conditions d'éducation des filles, renforcées à travers la mise en œuvre du PRODEC 2 et de son Plan d'Actions pluriannuel budgétisé.

- Mise en place d'une politique nationale de scolarisation des filles (SCOFI) pour accélérer la réduction de l'écart entre filles et garçons au fondamental ;
- prise en compte de l'équité des genres dans les constructions et équipements scolaires et dans l'allocation des enseignants ;
- octroi de récompenses aux filles méritantes et issues de milieux défavorisés, notamment sous forme de bourses ;
- organisation de campagnes de communication et de sensibilisation sur l'obligation et la gratuité scolaire ;
- prise en charge des frais de scolarité, manuels et fournitures scolaires pour les enfants des milieux défavorisés ;
- octroi de primes spéciales aux enseignants affectés dans les zones défavorisées ;
- actions de mobilisation sociale en faveur de l'éducation inclusive et spéciale ;
- extension des cantines scolaires, surtout dans les zones défavorisées.

a) Evaluation des activités genre 2025

Au titre de 2025, le rapport met en évidence une baisse du taux brut d'admission des filles au fondamental 1, passé de 84,30 % en 2024 à 76,70 % en 2025, ainsi qu'une baisse du taux d'admission en dernière année du fondamental 1 pour les filles, passé de 63,60 % à 60,37 %.

Indicateur	Sexe	2020	2021	2022	2023	2024	Cible 2025
TBS au fondamental 1	Garçons	85,3 %	83,6 %	84,1 %	83,9 %	77,24 %	85,00 %
	Filles	78,7 %	77,2 %	78,1 %	78,5 %	75,93 %	82,00 %
	TOTAL	82,1 %	80,5 %	81,2 %	79,9 %	76,61 %	83,5 %
Indice de parité fille/garçon du TBA au fondamental 1	Filles/Garçons	0,93	0,93	0,90	0,94	0,94	1,0
Taux d'admission au Fondamental 1	Garçons	90,6 %	83,4 %	87,1 %	85,9 %	71,21 %	87,5 %
	Filles	84,6 %	77,9 %	78,5 %	80,4 %	70,08 %	80,7 %
	TOTAL	87,7 %	80,7 %	82,9 %	81,9 %	70,66 %	84,1 %

Source : Rapport Genre 2027 du Ministère de l'Education nationale ; rapport d'analyse des indicateurs de 2020 à 2024, CPS-secteur Education.

Indicateur	Unité	2022	2023	2024	Prévision 2025	Réalisation 2025
Taux d'admission en dernière année du fondamental 1 pour les filles	%	53,20 %	67,00 %	63,60 %	49,10 %	60,37 %
Taux brut d'admission des filles au	%	67,00 %	80,40 %	84,30 %	74,20 %	76,70 %

Indicateur	Unité	2022	2023	2024	Prévision 2025	Réalisation 2025
fondamental 1						

Le pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales et TIC est indiqué à 50,34 % en réalisation pour une prévision de 42 %, soit un taux d'atteinte de 119,85 %.

b) Exécution financière des activités genre 2025

Objectifs spécifiques	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Programme 2.041 – Objectif n°3 : Renforcer la scolarisation des filles	237 322	165 526	71 796	69,75 %
Programme 2.043 – Objectif n°2 : Accès aux filières porteuses	22 799 364	26 665 306	3 865 942	116,96 %
Total des deux objectifs	23 036 686	26 830 832	3 866 738	—

Pour le Programme 2.041, l'activité de mise en œuvre de la politique nationale de scolarisation des filles (SCOFI) a enregistré une exécution de 165,526 millions de FCFA sur une prévision de 237,322 millions de FCFA, soit 69,75 %. Pour le Programme 2.043, l'exécution indiquée par le rapport est de 26,665 milliards de FCFA sur une prévision initiale de 22,799 milliards, soit 116,96 % ; le rapport attribue l'écart au collectif budgétaire et aux virements de crédits.

2.2.4.4. Planification et budgétisation des actions genre

Le rapport identifie les programmes 2.041 et 2.043 comme stratégiquement importants pour l'égalité de genre. Le Programme 2.041 porte notamment la scolarisation des filles, tandis que le Programme 2.043 contribue à accroître le nombre de filles dans les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales et TIC.

Programme	Exécution 2025	Budget 2026	Prévision 2027	Prévision 2028	Prévision 2029
2.041 – Développement de l'Education de Base	224 127	224 127	224 127	234 197	281 026
2.043 – Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel	643 114	491 081	1 105 723	537 591	646 324
Total	867 241	715 208	1 329 850	771 778	927 350

Source : Rapport Genre 2027 du Ministère de l'Education nationale.

Dépenses ciblant directement l'égalité de genre :

Activité	2025	2026	2027	2028	2029
2.041 – Mise en œuvre de la politique nationale de la SCOFI	224 127	224 127	316 005	331 796	331 796

Dépenses concourant à la prise en compte du genre / lien indirect selon le rapport :

Activité	2025	2026	2027	2028	2029
2.043 – Entretien et réhabilitation des infrastructures au niveau de l'enseignement technique et professionnel	115 806	115 806	115 806	121 747	146 922
2.043 – Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DNETP	7 331	7 331	25 331	7 659	9 189
2.043 – Acquisition de biens et services pour le fonctionnement des structures déconcentrées et décentralisées	144 929	144 929	147 929	156 179	185 287
2.043 – Construction et équipements d'établissements d'enseignement technique et professionnel	223 015	223 015	816 657	252 006	304 926

Effectifs du ministère sexo-désagrégés

Le rapport présente des données sexo-désagrégées du personnel. Sur l'ensemble des structures du Ministère, les femmes représentent 12,23 % selon le commentaire du rapport. Les fonctions centrales disponibles sont synthétisées ci-dessous.

Fonction	Total	Hommes	Femmes	% Femmes
Ministre	1	1	0	0 %
Secrétaire général	1	1	0	0 %
Conseillers techniques	5	4	1	20 %
Directeurs	17	16	1	11 %
Chefs de division	68	58	10	13 %
Chefs de section	83	65	18	21 %
Chargés de dossier	343	213	130	37 %
Personnel de soutien	339	198	141	41 %

Source : DRH-Secteur Education. NB : le rapport source comporte également des tableaux détaillés sur les académies et centres d'animation pédagogique.

2.2.4.5. Perspectives

Le Ministère de l'Education nationale et ses partenaires mèneront des activités visant l'amélioration des taux d'accès et de scolarisation des filles afin de réduire les écarts entre filles et garçons.

2.2.4.6. Recommandations

- Prendre en compte le genre dans l'élaboration et l'exécution des budgets afin de financer les activités genre au sein de l'éducation.
- Mobiliser les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de la politique genre du Ministère de l'Education nationale.
- Améliorer les lignes budgétaires allouées à la scolarisation des filles aux niveaux central et déconcentré.
- Étendre les cantines scolaires afin de contribuer au maintien des filles à l'école.
- Intégrer l'égalité des genres dans la programmation budgétaire.
- Renforcer l'efficacité des choix budgétaires pour répondre aux besoins des femmes et des filles.
- Définir les responsabilités des planificateurs et des gestionnaires dans la réduction des écarts entre filles et garçons et des inégalités de genre au cours du processus budgétaire.

CONCLUSION

Le rapport du Ministère met en évidence des écarts persistants entre filles et garçons dans l'accès et le maintien dans le système éducatif, ainsi qu'une faible représentation des femmes dans certaines fonctions de responsabilité. Les données et les crédits identifiés permettent de relier les enjeux de scolarisation des filles et de participation féminine aux programmes 2.041 et 2.043. La poursuite de l'intégration du genre dans la programmation, l'allocation budgétaire, les indicateurs et le suivi des résultats demeure un axe central du département.

2.2.5. MINISTÈRE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

2.2.5.1. Présentation du Ministère

Conformément à l'article 22 du Décret n°2021-0474/PT-RM du 26 juillet 2021, le Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population prépare et met en œuvre la politique nationale en matière d'Urbanisme, d'Habitat, des Domaines, d'Aménagement du Territoire et de Population.

- Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un grand nombre de personnes.
- Améliorer la coordination et le suivi-évaluation de la mise en œuvre de la Politique nationale de Population.
- Renforcer les capacités des acteurs ainsi que la communication et le plaidoyer sur les questions de population et de dividende démographique.
- Renforcer les capacités de production de rapports et d'analyse sur les questions de l'économie générationnelle et du dividende démographique aux niveaux national, régional et local.

2.2.5.2. Enjeux et gaps à combler

À travers les programmes « Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires » et « Population », le département envisage de promouvoir un processus de développement équilibré entre les hommes et les femmes, de reconnaître la contribution des femmes au processus de croissance et de développement, de donner la priorité à leur promotion économique et à leur participation à la vie publique, et de réduire les inégalités dans les politiques publiques.

Le rapport souligne également l'importance de collecter, traiter et diffuser les données de population nécessaires à la prise en compte du genre dans la Politique nationale de Population.

Gap institutionnel identifié : le département ne dispose pas de comités de gestion Genre.

2.2.5.3. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre

En 2025, le département, à travers le Programme Population, a mené des activités sur le budget de l'Etat avec l'accompagnement de l'UNFPA et du Projet Horizon Espoir.

- Organisation et célébration de la Journée mondiale de la Population 2025 dans la commune rurale du cercle de Kimparana (région de San).
- Organisation des missions de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la PNP.
- Elaboration des projections démographiques du Mali à partir des résultats du RGPH5 aux niveaux national, régional et local pour 2023-2050 (phase 1, niveaux national et régional).
- Renforcement des capacités des acteurs des médias sur les thématiques du Projet Horizon Espoir dans la région de Koulikoro.
- Etude d'estimation des indicateurs VBG/MGF/mariage des enfants et SSRAJ au niveau local dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso et Bamako, sur la base de l'EDSM-VII et du RGPH5 avec l'approche SEA.
- Etude sur les attitudes et comportements des prestataires et des client(e)s dans les services d'offre de soins obstétricaux et néonataux à Koulikoro, Ségou et Tombouctou.
- Dissémination des résultats de l'étude sur la durabilité des déclarations d'abandon et le suivi des communautés villageoises selon l'abandon de la pratique des MGF.

- Etude sur les mécanismes d'insertion professionnelle et d'autonomisation des personnes vulnérables et victimes de crise sécuritaire.
- Organisation de trois ateliers sur la production et la finalisation des rapports de dimensions et du rapport de synthèse pour le suivi du dividende démographique.
- Elaboration de policy briefs sur la base des résultats de la BSDD et d'autres études réalisées par l'ONDD.
- Appui à l'organisation d'une session de renforcement des capacités des acteurs régionaux sur la prise en compte du dividende démographique dans le PDESC.

a) Evaluation des activités genre 2025

Indicateur	Unité	2022	2023	2024	Prévision 2025	Réalisation 2025
1.1 Taux de réalisation des missions de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la PNP	%	0	20	50	100	25
1.2 Nombre de rapports de suivi-évaluation de politique, projets et programmes de population	Nombre	0	4	4	4	4
2.3 Taux d'exécution des activités de communication et de plaidoyer programmées	%	78	78	100	100	75
3.1 Taux de réalisation des rapports d'études et d'analyses sur la population et les dimensions du dividende démographique	%	100	75	100	100	100

Selon le rapport, le taux de réalisation des missions de suivi-évaluation de la PNP présente un niveau insatisfaisant (25 %), tandis que quatre rapports de suivi-évaluation prévus ont été réalisés et que le taux d'exécution des activités de communication et de plaidoyer s'établit à 75 %.

b) Exécution financière des activités genre 2025

Activité	Prévu	Réel	Ecart	Taux
Journée mondiale de la Population 2025	40 000	22 860	17 140	57,15 %
Projections démographiques RGPH5, phase 1	11 000	11 000	0	100 %
Renforcement de capacités des médias – Horizon Espoir	15 000	15 760	-760	105,66 %

Activité	Prévu	Réel	Ecart	Taux
Etude indicateurs VBG/MGF/mariage des enfants/SSRAJ	12 500	12 500	0	100 %
Etude attitudes/comportements en soins obstétricaux et néonataux	22 198	22 101	97	99,56 %
Dissémination étude sur l'abandon des MGF	6 000	6 000	0	100 %
Ateliers suivi du dividende démographique	16 040	11 000	5 040	68,58 %
Etude insertion professionnelle/autonomisation des personnes vulnérables	19 000	15 000	4 000	78,95 %
Policy briefs BSDD/ONDD	13 000	10 792	2 208	83,02 %
Sessions de restitution DD/BSDD/indice genre	7 520	7 512	8	99,89 %
Renforcement de capacités des acteurs régionaux sur le DD dans les PDESC	6 500	6 500	0	100 %
Total	168 758	141 025	27 733	83,57 %

Le rapport considère l'exécution financière globale des activités sensibles au genre comme assez satisfaisante, tout en signalant la faiblesse du taux de réalisation des missions de suivi de la PNP.

2.2.5.4. Planification et budgétisation des actions genre

Le rapport distingue les dépenses ayant un lien direct avec l'égalité de genre des dépenses à lien indirect.

Budget genre – dépenses ciblant directement l'égalité de genre (Programme 2.080) :

Activité	Exécution 2025	Budget 2026	Prévision 2027	Prévision 2028	Prévision 2029
Dissémination des résultats de l'étude sur la durabilité des déclarations d'abandon des MGF	6 000	8 000	10 000	10 000	10 000
TOTAL	6 000	8 000	10 000	10 000	10 000

Budget genre – dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre :

Activité	Exécution 2025	Budget 2026	Prévision 2027	Prévision 2028	Prévision 2029
Journée mondiale de la Population 2025	22 860	40 000	44 723	45 000	45 000
Projections démographiques RGPH5	11 000	27 000	30 000	30 000	30 000
Dissémination des résultats de l'étude sur l'abandon des MGF	6 000	8 000	10 000	10 000	10 000
Ateliers de production/finalisation des rapports de dimensions et synthèse DD	11 000	10 000	12 000	12 000	12 000

Activité	Exécution 2025	Budget 2026	Prévision 2027	Prévision 2028	Prévision 2029
Renforcement de capacités des acteurs régionaux sur le DD dans les PDESC	6 500	7 000	8 000	8 000	10 000
TOTAL	34 500	52 000	60 000	60 000	62 000

Effectifs du ministère sexo-désagrégés

Le tableau source sur les effectifs comporte plusieurs valeurs « X » ou non renseignées et ne permet pas de dégager un effectif total consolidé fiable. Il est donc conservé comme point de validation plutôt que de reconstituer des totaux par supposition.

2.2.5.5. Perspectives

Le rapport source ne renseigne pas de manière substantielle cette rubrique. [Information non disponible dans le rapport ministériel – à compléter/valider]

2.2.5.6. Recommandations

- Créer un comité de gestion genre au sein du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population.

CONCLUSION

Le rapport indique que le département a instruit ses responsables de programme de promouvoir la désignation du genre aux postes nominatifs. La consolidation de cette démarche devra notamment s'appuyer sur la mise en place du comité de gestion genre et sur une meilleure articulation entre les activités sensibles au genre, les indicateurs de performance et les ressources budgétaires.

2.3. Accès équitable aux droits économiques et aux opportunités économiques

1) Ministère des Mines.
2) Ministère de l'Agriculture ;
3) Ministère de l'Elevage et de la Pêche
4) Ministère de l'Industrie et du Commerce ;
5) Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
6) Ministère de l'Economie et des Finances.
7) Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.

2.3.1.MINISTERE DES MINES

2.3.1.1.Présentation du Ministère

Suivant le Décret n°2025-0068/PM-RM du 03 février 2025 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement, le ministre des Mines prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de recherche, d'exploitation et de valorisation des ressources minérales.
A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- le développement et le suivi des sociétés et industries minières, le renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière de recherche, d'implantation et d'exploitation des mines, des carrières modernes et du pétrole ;
- la mise en place d'une industrie minière par le développement de toutes les fonctions du Secteur
- la promotion de la diversification et des potentialités minérales ;
- la recherche et l'exploitation des hydrocarbures ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des conventions minières et des accords d'établissement, en concertation avec les ministres concernés notamment le ministre chargé des Finances et le ministre chargé de la Promotion de l'Investissement ;
- l'encadrement de l'artisanat minier ;
- la promotion de la transparence dans les industries extractives.

2.3.1.2.Enjeux et gaps à combler

Le programme de développement des ressources minières, destiné à promouvoir un secteur stratégique de l'économie malienne, revêt une importance capitale pour l'autonomisation économique des femmes, notamment à travers les opportunités d'emploi générées par les entreprises et chantiers miniers. Néanmoins, le département est confronté à un ensemble de contraintes structurelles qui entravent la pleine réalisation du potentiel de ces initiatives, et qui requièrent des réponses stratégiques et appropriées en vue de leur renforcement.

a)-Enjeux liés au genre au regard des missions officielles du département

Les enjeux genre identifiés émanent d'un ensemble de facteurs, incluanttant les normes sociales que les pratiques qui en résultent. Les inégalités entre les sexes se manifestent à tous les niveaux. Ils peuvent être résumés comme suit :

- une faible appropriation du concept genre et une résistance culturelle persistante au changement, tant chez les hommes que chez les femmes, entravent ainsi l'accès des femmes au secteur minier et leur pleine participation ;

- une sous-représentation des femmes aux postes de décision et de responsabilité, que ce soit dans l'administration publique ou au sein des entreprises minières ;

- une faible proportion de femmes formées dans les filières techniques pertinentes, ainsi que la non prise en compte de la dimension genre dans les outils de planification, de suivi et d'évaluation du département ;

- une exposition accrue des femmes aux risques de violences basées sur le genre (VBG) et aux risques sanitaires, notamment ceux liés à la santé reproductive, en raison de l'utilisation de produits chimiques sur les sites miniers.

Ces enjeux liés au genre s'ajoutent aux défis plus larges du développement du secteur minier, auxquels l'État a décidé de répondre, entre autres, par l'adoption des textes fondamentaux régissant le secteur extractif au Mali notamment : la loi N°2023-040 du 29 Août 2023 portant Code Minier en République du Mali et la loi N°2023-041 du 29 Août 2023 relative au Contenu Local. Cette réforme juridique pourrait constituer une opportunité d'intégrer davantage la dimension genre, notamment en révisant certaines dispositions discriminatoires.

À titre d'exemple, bien que le Code du travail malien interdise le travail de nuit aux femmes (ART L186 de la Loi N° 92 – 020 portant Code du Travail en République du Mali) et en souterrain, une certaine souplesse pourrait être envisagée dans le cadre spécifique des sociétés et entreprises minières afin de permettre une meilleure inclusion des femmes.

Historiquement, les femmes ont toujours été des actrices clés de l'exploitation artisanale des ressources minières. Cependant, les normes sociales locales relatives à la division du travail les relèguent systématiquement aux segments les moins valorisés de la chaîne de production, ou à des activités de service faiblement rémunérées. Ces normes sont d'autant plus difficiles à remettre en cause que les sites miniers artisanaux sont souvent sous l'autorité d'acteurs traditionnels respectueux des coutumes locales.

Par ailleurs, la croissance de la rentabilité du secteur tend à aggraver la marginalisation des femmes, en accroissant leur exposition aux risques, notamment les VBG. De plus, à l'instar d'autres secteurs économiques, les femmes disposent d'un accès limité au capital nécessaire pour investir dans l'activité minière.

En 2019, selon les données disponibles, les femmes représentaient environ la moitié de la main-d'œuvre du secteur. Néanmoins, le manque de données sexospécifiques reste un frein à l'analyse des bénéfices différenciés que les hommes et les femmes retirent de cette activité. L'étude sur « l'égalité des genres, y compris une analyse comparative entre les sexes (acs +) du projet FEMA menée dans la zone de Kéniéba met en lumière plusieurs disparités, notamment :

- **Accès[2] des femmes aux équipements miniers motorisés en tant que seule propriétaire:** varie en fonction des localités de Dabia, Dialafara, Kénieba et Sitakily de 0 à 10 % contre 17 à 24 % pour les hommes;
- **Accès aux outils manuels**: dans certaines localités, aucune femme n'est propriétaire unique de ces outils, contre 26 % des hommes;
- **Perception des capacités féminines** : 71,28 % des femmes (contre 62,72 % des hommes) affirment que les femmes sont tout aussi capables que les hommes de réaliser les travaux miniers ;
- **Répartition des tâches** : aucune femme n'exerce de fonction de chef de puits ou de chef d'équipe). En revanche, 86 % des femmes sont affectées au lavage du minerai, contre 12,8 % des hommes.

[2] Page 55 tableau N°35 l'étude sur l'égalité de genre, y compris une analyse comparative entre les sexes (acs +)

Ces inégalités sont manifestes et appellent un appui ciblé de l'État et des projets de développement afin de corriger les déséquilibres structurels qui freinent le développement socio-économique des femmes.

L'étude FEMA (Femme et Enfant des Communautés Minières Artisanales) a permis d'identifier plusieurs actions prioritaires visant à améliorer les conditions des femmes dans les communautés minières artisanales : notamment une meilleure réglementation de l'orpaillage; l'appui des orpailleuses en équipements miniers à moteur; l'implantation des unités de transformation pour les coopératives; l'organisation de concertations entre les acteurs pour informer et sensibiliser les enfants et les parents; la mise en place des infrastructures scolaires, de jeux et de loisirs en faveur des enfants; la mise en place d'AGR (maraîchage, production du savon, petit commerce, embouche, pisciculture, aviculture, production de pâte d'arachide, teinture); la formation des adolescentes et adolescents dans les métiers porteurs; l'identification, la structuration et l'encadrement des orpailleuses en coopératives; la formation des Tomboloma pour sensibiliser les orpailleur(euse)s ; la collecte de données surtout aux niveaux régional et local pour disposer de données fiables pour la prise de décisions; la lutte contre les VSBG en se basant sur les leaders religieux et communautaires ; la réinsertion des enfants; l'application des textes et le suivi des périodes de fermeture des sites pendant l'hivernage ; apprendre aux orpailleuses les techniques de protection lors de l'utilisation des produits chimiques; construire des écoles, des garderies, des jardins d'enfants, des crèches pour soulager les mamans et éviter que les mamans les amènent sur les sites avec elles; sensibiliser sur les dangers environnementaux (santé, produits nocifs) liés à l'utilisation des produits chimiques, à la coupe abusive des arbres, à la pollution des eaux et des sols, les dangers de mort ; la mise à disposition des élèves des fournitures scolaires, des matériels didactiques et des espaces de jeux ; sensibiliser les parents et les enfants, surtout les filles ; et proposer des formations professionnelles à ceux qui abandonnent l'école à cause du DEF.

En 2024, le Comité chargé de l'institutionnalisation de la Politique Nationale Genre au sein du ministère des Mines a organisé une journée de plaidoyer en faveur de l'amélioration des conditions de vie des femmes évoluant dans le secteur minier.

Les conclusions issues de cette rencontre, corroborées par les données recueillies au niveau du département, révèlent que moins de 2 % des femmes occupent des postes à responsabilité ou des fonctions techniques. Par ailleurs, les étudiantes ayant participé à cette journée ont exprimé un besoin urgent en matière de coaching et d'accompagnement pour l'accès aux stages professionnels.

Afin de répondre à ces préoccupations, le Comité a mis en place le programme **Mentorat-Mines**, qui en 2025 lors de sa première cohorte a permis de mentorer onze jeunes filles en phase terminales auprès de soit des sociétés extractives ou des structures étatiques dans le secteur minier. Ce programme a permis d'améliorer

- **leur compétence technique et la compréhension du secteur minier**, notamment la connaissance de la chaîne de valeur de l'industrie minière et les réalités du terrain ;
- **leur confiance en soi et le développement personnel**, avec une plus grande assurance dans la communication et la prise d'initiative ;
- **l'organisation et la rigueur professionnelle**, y compris une meilleure planification et réactivité ;
- **l'amélioration des compétences linguistiques**, notamment en anglais ;
- **l'insertion professionnelle progressive**, certaines étudiantes participent déjà activement à des activités techniques ou de gestion en entreprise.

Ces résultats confirment que le mentorat ne s'est pas limité à un appui académique, mais a contribué à une transformation globale des bénéficiaires.

b)-Les GAPS à combler

Le changement des mentalités, tant chez les hommes que chez les femmes, constitue un enjeu transversal, dépassant le seul cadre sectoriel. Toutefois, au niveau du département, plusieurs lacunes spécifiques ont été identifiées, et leur comblement paraît essentiel pour répondre efficacement aux défis liés à l'égalité de genre. Les principales lacunes sont les suivantes :

- **Absence d'une stratégie Genre** pour le département des Mines
- **Insuffisance dans l'application effective de la loi n°2015-052 du 18 décembre 2015**, relative à la promotion du genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives ;
- **Manque d'intérêt et ou méconnaissance des avantages liés aux emplois émanant des filières techniques** par les jeunes filles
- **Insuffisance de formation et de sensibilisation des parties prenantes évoluant dans le secteur extractif** aux concepts liés au genre, afin de mieux les intégrer dans la conception, la planification et la mise en œuvre des programmes,
- **Insuffisance de désagrégation systématique des données par sexe** dans les outils statistiques et les activités de suivi-évaluation ;
- **Faible présence des femmes** dans les différents segments du secteur minier, incluant des quotas de recrutement, de promotion et d'accès aux équipements dans les projets appuyant le secteur artisanal ;
- **Insuffisance des mécanismes de prévention et de lutte contre les VBG**, incluant des actions d'information, de sensibilisation, des mesures de protection et des sanctions à tous les niveaux (sites, entreprises, administration) ;
- **Insuffisance de ressources financières** dédiées à l'autonomisation économique des femmes dans les régions minières

2.3.1.3.Mesures et stratégies spécifiques et évaluations des activités pour l'égalité genre

a) Les mesures et stratégies spécifiques

Afin d'assurer une mise en œuvre effective de la Politique Nationale Genre (PNG) dans le secteur placé sous sa tutelle, le ministère des Mines a entrepris plusieurs actions structurantes au sein de l'administration. Après la mise en place du Comité d'institutionnalisation de la PNG au sein du département, il a créé un cadre de concertation réunissant ses points focaux, ainsi qu'à l'élaboration d'un plan d'actions spécifique.

Ce plan d'actions vise principalement à renforcer les capacités des points focaux en matière d'égalité de genre, tout en leur fournissant les outils nécessaires pour intégrer efficacement la dimension genre dans les fonctions essentielles des services : planification, conception, suivi-évaluation des projets, élaboration et exécution budgétaire, etc. Le plan intègre également des actions visant à promouvoir la budgétisation sensible au genre au sein du ministère.

En 2025 la mise en œuvre du projet Mentorat Mines a permis d'intégrer un objectif genre (accroitre le nombre de femme dans l'industrie extractive à travers le projet Mentorat Mines) dans le programme **1- 027 Administration Générale**.

Le projet Mentorat Mines vise les objectifs spécifiques suivants :

- Accompagner les étudiantes en fin de cycle;
- Faciliter l'accès aux stages de fin d'études au sein des entreprises extractives
- Mettre en relation les bénéficiaires avec des professionnelles expérimentées du secteur minier;
- Réduire l'abandon des filières minières par les étudiantes;

- Renforcer la présence féminine dans les métiers techniques et de supervision;
- Accroitre le nombre de femmes dans l'industrie extractive

Tous les membres du comité Genre du département ont bénéficié d'une formation sur les principales réformes adoptées : la loi N°2023-040 du 29 Août 2023 portant Code Minier en République du Mali et la loi N°2023-041 du 29 Août 2023 relative au Contenu Local.

b) Evolution/évaluation des objectifs et/ou indicateurs genre 2025

La première activité Genre insérée dans le DPPD PAP du ministère des Mines (accroitre le nombre de femme dans l'industrie extractive à travers le projet mentorat Mines) dans le programme **1.027 Administration Générale** sera évalué en 2027.

Cependant le Comité d'institutionnalisation Genre de département a réalisé les douze séances de travail programmés dans son plan d'action 2025 afin de réaliser les activités prévues.

Une femme a accédé à un poste de responsabilité au sein de sa direction en devenant chef de division.

c) Exécution financière des activités genre 2025

Etant donné qu'il n'y a pas d'objectifs genres dans les cadres de performance des programmes du ministère, il n'y a pas d'exécution financière par objectif genre en 2025.

2.3.1.4.Planification et budgétisation des actions genres

Le Ministère des Mines a un objectif et des activités ayant un lien direct avec le genre dans le DPPD-PAP[3] 2027 -2029

Effectifs du ministère sexo-désagrégés pour l'année 2025

La répartition de l'effectif du personnel. Ce tableau présente une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère. Il renseigne donc sur la mesure dans laquelle le ministère met en œuvre les lois N°2014-049 du18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N°2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	0	0,00
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0,00
Conseillers Techniques	5	3	2	20,00
Personnel d'appui et autres	10	7	3	30,00
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0,00
Chargés de Mission	5	3	2	20,00
Attaché de Cabinet	1	1	0	0,00
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	3	3	0	0,00

[3] Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance

Directeurs nationaux Adjoints	1	1	0	0,00
Chefs de Division	10	9	1	10,00
Chefs de section	15	12	5	33,33
Chargés de dossier	132	99	33	25,00
Secrétaires	13	7	6	46,15
Personnel d'appui et autres	46	35	11	23,91
4.2. Personnel Inspection				
Inspecteur en Chef	1	1	0	0,00
Inspecteur en Chef Adjoint	-	-	-	-
Inspecteur	5	4	1	20,00
Secrétaires	1	0	1	100
Personnel d'appui et autres	1	1	0	0,00
4.3. Personnel CADD				
Chef CADD	1	1	0	0,00
Membre CADD	2	2	0	0,00
Secrétaires	1	0	1	100
Personnel d'appui et autres	1	0	1	100
4.4. Personnel EPA				
Directeur	1	1	0	0,00
Directeur Adjoint	1	1	0	0,00
Chef de Division	5	5	0	0,00
Chef de section	3	2	1	33,33
Chargés de dossier	-	-	-	-
Secrétaires	4	-	4	100
Personnel d'appui et autres	14	10	4	28,57
4.4 Personnel ITIE	11	9	2	22,22
Secrétaire permanent	1	1	0	00
Chargé de dossier	5	5	0	00
Secrétaire	2	0	2	100
Personnel d'appui et autres	3	3	0	00
5. Directions régionales et services rattachés				
Total	**297**	**220**	**79**	**36,49**

Globalement et sur la base des données collectées, les femmes représentent environ 26,92% de l'effectif total du département. Par ailleurs, elles représentent environ 20,83% dans les postes de nominations et 65,00% dans les postes de secrétariat.

2.3.1.5.Perspectives :

Le Ministère des Mines a identifié quelques lignes directrices qui permettront, à moyen et long terme, de renforcer l'égalité de genre dans le secteur des mines. Il s'agira.

- d'augmenter le nombre de jeunes étudiantes d'écoles publiques (Ecole Nationale d'Ingénieurs, la Faculté des Sciences et Techniques et l'Ecole Normale d'Enseignement Technique et Professionnel) qui sont suivies et mentorées,
- d'étendre le suivi des étudiantes aux écoles professionnelles et aux universités privées,
- Inclure les garçons dans le projet Mentorat Mines,
- Elaborer et disséminer la stratégie Genre du département,
- Organiser des séances de plaidoyer pour renforcer la présence des femmes dans les instances de décisions.

La recherche de sources de financement pérennes sera une action prioritaire du comité pour mener à bien les actions retenues

2.3.1.6.Recommandations :

A court terme, les priorités du ministère porteront sur :

- l'intégration systématique de la dimension genre dans toutes les actions du secteur minier,
- la valorisation du leadership féminin à travers les actions ciblées dans le plan d'action genre du département;
- la poursuite de la budgétisation sensible au genre et l'intégration d'indicateurs de performance genre dans le cadre programmatique;
- l'incitation à l'investissement féminin dans le secteur minier notamment par la prise en compte du genre dans les critères d'attribution des titres miniers;
- le renforcement des capacités des points focaux en matière de prévention et de riposte aux VBG;
- La mise en œuvre des campagnes de sensibilisation sur les risques liés à l'exposition des femmes en âge de procréation aux substances dangereuses.
- La tenue de sessions de plaidoyer pour la mobilisation des ressources financières notamment l'affectation de 0,5 % du Fonds minier de développement local pour le financement de l'autonomisation économique des femmes des régions minières.

CONCLUSION

L'élaboration du rapport Genre 2026 du département a permis de mettre en évidence un ensemble de facteurs, incluant tant les normes sociales que les pratiques qui entravent l'autonomisation des femmes évoluant dans l'activité extractive.

L'évaluation et la résolution des défis soulevés appelle une synergie d'action de toutes les structures du département et une rigueur accrue dans l'exécution des recommandations formulées pour permettre une plus grande inclusivité de la Politique Nationale Genre.

La mise à disposition des ressources nécessaires au fonctionnement du comité d'institutionnalisation de la politique Nationale Genre du ministère des Mines assurera l'atteinte des résultats définis dans son plan d'action.

2.3.2.MINISTERE DE L'AGRICULTURE

2.3.2.1.Présentation du Ministère

Conformément au Décret °2025-0068/PM-RM du 03 février 2025, le Ministre de l'Agriculture prépare et met en œuvre la politique nationale dans le domaine agricole. A ce titre, il est chargé de l'accroissement de la production et de la productivité agricole, de la vulgarisation des techniques modernes, de l'appui à la structuration des organisations de producteurs, de la réalisation d'aménagements hydro-agricoles et d'équipements ruraux, ainsi que du développement de la recherche et de la formation agricole.

Le présent rapport s'inscrit dans la continuité de l'exercice de **classification des dépenses du DPPD-PAP 2022** selon leur lien avec l'égalité de genre (direct/indirect/pas de lien explicite). Il actualise cette analyse en utilisant les **données d'exécution 2025** issues du RAP du Ministère, et propose des **prévisions pour 2026-2027** en cohérence avec les orientations stratégiques du département.

Périmètre de l'analyse : Programmes 2.087 (Appui au Monde Rural - DNA), 2.088 (Aménagement et Equipement Rural - DNGR), et 2.089 (Recherche et Formation - IER/CNRA).

2.3.2.2. Enjeux et gaps à combler

a) Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

Les enjeux en rapport avec les attributions du Ministère sont les suivants :

N°	Enjeux	Description
1	**Accessibilité aux facteurs de production**	Faciliter l'accès des femmes et des jeunes aux matériels, équipements et intrants agricoles pour accroître leur productivité
2	**Renforcement des capacités techniques**	Organiser et former les femmes et les jeunes aux techniques et technologies innovantes pour une agriculture moderne et résiliente
3	**Amélioration des infrastructures socio-économiques**	Développer les infrastructures de stockage, conservation, transformation, conditionnement et commercialisation au profit des femmes et des jeunes
4	**Protection des cultures et des récoltes**	Renforcer les capacités des femmes et des jeunes à faire face aux nuisibles des cultures et des récoltes
5	**Accès au foncier aménagé**	Mettre à disposition des femmes et des jeunes les aménagements hydro-agricoles conformément à la réglementation en vigueur

b)-Enjeux spécifiques issus de la classification 2022 :

L'analyse de la classification des dépenses 2022 a révélé plusieurs enjeux transversaux qui restent d'actualité pour la programmation 2026-2027 :

Constat 2022	Enjeux pour 2026-2027
Prédominance des liens "Indirects" (ex: 15% LOA, 30% pour certains projets)	Renforcer les liens "Directs" en intégrant le genre dès la conception des projets
Absence fréquente de mentions explicites dans les documents (Q3 = Non)	Systématiser les objectifs, indicateurs et cibles de genre dans tous les documents de projet
Programme 2.089 (Recherche) totalement non classifié	Introduire une approche genre dans la recherche et la formation agricole
Disparité des approches entre projets (15%, 30%, ou aucun quota)	Harmoniser les approches et généraliser les meilleures pratiques (ex: IRRIGAR)

c) Les GAPS à combler

L'analyse des écarts entre la situation actuelle et les objectifs d'égalité de genre a permis d'identifier les gaps prioritaires suivants :

GAPS À COMBLER	LES MESURES À APPORTER							
	Année 2026				Année 2027			
	Homme	Femme	Total	% Femme	Homme	Femme	Total	% Femme
1. Equiper les femmes et les jeunes en matériels, équipements et intrants agricoles	275 740	126 028	01 768	31.36	800	1 700	2 500	68
2. Organiser et renforcer les capacités des femmes et les jeunes à l'appropriation des techniques et technologies innovantes	4 490	5 767	10 257	56.23	4 150	37 350	41 500	90
3. Faciliter l'accès des femmes et jeunes aux infrastructures socio-économiques de base de qualité (stockage, conservation, transformation, conditionnement, commercialisation, etc.)								
4. Mettre 15% des superficies aménagées à la disposition des femmes et des jeunes	68 082	68 331	136 413	50.09	72 062	78 151	150 213	52.03
5. GAP SPÉCIFIQUE : Instaurer une mention explicite du genre (objectifs, indicateurs, cibles) dans tous les documents de projets/programmes								

Source : Classification des dépenses DPPD-PAP 2022, RAP 2025 et prévisions DNA/DNGR/IER.

2.3.2.3.Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre

a) Les mesures spécifiques

L'approbation des Documents de « Mali kura nɛtaasira ka bɛn san 2063 ma » et de la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD) 2024-2033 renforcent les missions du Département et les réorientent vers une agriculture moderne, compétitive et respectueuse de l'environnement.

Ces orientations s'appuient sur les textes cadres suivants :

- La Loi d'Orientation Agricole (LOA) ;
- La Politique de Développement Agricole (PDA) et son plan d'action le PNISA ;
- La Loi sur le Foncier Agricole.

L'analyse des programmes opérationnels 2.087, 2.088 et 2.089 permet de catégoriser les mesures existantes comme suit :

1)-Approche Générale

Pour une partie des dépenses, le genre n'est pas ciblé. Les interventions visent tous les acteurs sans distinction :

Activité/Projet	**Budget 2022**	**Justification**
Appui conseil aux producteurs	263 366	"Diffusion des techniques agricoles auprès des producteurs sans restriction"
Transfert Fonds Nat de l'Agriculture	5 000 000	"Les projets éligibles ne portent pas restriction sur le genre"
Formation et recyclage des agents de l'IER	40 000	"Critères de mérite et non de genre"

2)- Approche par Mesures Correctives (Lien Indirect)

Une grande partie des projets "sensibles" au genre adoptent cette approche. L'objectif principal n'est pas l'égalité de genre, mais des mesures spécifiques y sont ajoutées :

Projet	**Budget 2022**	**Mesures identifiées**
IPRO-GAO et Ménaka	3 359 000	30% superficies aux femmes (LOA)
Togobéré (250 ha)	800 000	30% aux femmes, 10% aux jeunes
PDAZAM	7 000 000	ODP7 : ménages avec femme chef de ménage
IPRODI/Mali Nord	1 831 000	30% superficies aux femmes, 10% aux jeunes

Projet	Budget 2022	Mesures identifiées
PDI	8 200 000	130 000 personnes touchées, majorité femmes et jeunes
PRESA-DCI	500 000	50% emplois pour femmes, 850 femmes alphabétisées
PRESAN-KL	200 000	30% femmes pour aménagements, 100% pour jardins maraîchers
PDRIK II	140 000	Femmes dans comités de gestion, parcelles attribuées

3)-Approche par Ciblage Volontaire (Lien Direct)

Quelques projets se distinguent par une intégration explicite du genre avec des objectifs, mesures et indicateurs :

Projet	Budget 2022	Justification (Q1, Q2, Q3 = Oui)
IRRIGAR III – Koulikoro	312 000	**Q1 (Oui)** : Accès équitable aux infrastructures, 30% femmes comités de gestion, 20% superficies aux femmes, 20% formations. **Q2 (Oui)** : Le projet existerait sans le genre, mais les mesures sont additionnelles. **Q3 (Oui)** : Mention explicite dans le document de projet (V2.R1.A1).
IRRIGAR III – Sikasso	351 000	*(Mêmes justifications)*

Total Lien Direct 2022 : 663 000 000 FCFA

4)-Absence d'intégration (Programme 2.089 - Recherche et Formation)

L'analyse du programme 2.089 révèle un **vide** majeur. Toutes les activités sont classées "Aucun lien explicite" :

Activité	Budget 2022	Classification	Justification
Formation des agents de l'IER	40 000	Aucun lien	"Bénéficiaires choisis sur critères de mérite"
Prise en charge activités IER	650 000	Aucun lien	"Sans discrimination du genre"
Prise en charge personnel IER	3 643 720	Aucun lien	"Personnel traité sans discrimination"
Sessions de validation recherche	50 000	Aucun lien	"Participation sans discrimination"

Constat : Aucun objectif, indicateur ou mesure de genre n'est identifié dans les documents de ce programme.

b) Évaluation des activités genre 2025

L'état d'exécution des résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du Ministère est présenté ci-dessous.

Tableau II.1 : Évolution/Évaluation des indicateurs genre
Programme 2.087 : Appui au Monde Rural
Objectif : *Améliorer le contrôle de qualité et veiller à l'application correcte des normes sur les intrants agricoles, les produits et denrées alimentaires d'origine végétale*

Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Évaluation 2025		Commentaire
		2022	2023	2024	Prévisions	Réalisations	
Nombre de missions de contrôle de qualité et normes	%	-	-	2	2	2	Le nombre de missions prévu a été entièrement réalisé (100%). Les contrôles bénéficient indifféremment aux hommes et aux femmes producteurs.

Programme 2.088 : Aménagement et Équipement Rural
Objectif 1 : *Aménager progressivement les terres dans les zones recelant d'importantes potentialités hydro-agricoles*

Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Évaluation 2025		Commentaire
		022	2023	2024	Prévisions	Réalisations	
Superficies aménagées	%	-	-	2	9 720	23 464,36	Le niveau d'atteinte est très satisfaisant (241% des prévisions). Cela s'explique par les efforts des projets/programmes, des ONG ainsi que des initiatives privées.

Objectif 2 : *Moderniser et augmenter le niveau d'équipements des producteurs*

Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Évaluation 2025		Commentaire
		2022	2023	2024	Prévisions	Réalisations	
Nombre d'exploitations	Nbre	-	-	358	550	981	L'objectif est largement dépassé

Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Évaluation 2025		Commentaire
		2022	2023	2024	Prévisions	Réalisations	
agricoles équipées							(178%). Cela est dû à l'acquisition individuelle de plusieurs équipements motorisés malgré l'absence de subvention.

Source : RAP 2025 du Ministère de l'Agriculture.

c) Exécution financière des activités genre 2025

Tableau II.2 : Exécution financière en année 2025 par objectif

L'état d'exécution financière des objectifs sensibles au genre identifiés dans le Ministère :

Programme 2.087 : Appui au Monde Rural

Objectifs spécifiques	Exécution financière 2025				Commentaire
	Prévu	Réel	Écart	Taux %	
Améliorer le contrôle de qualité et veiller à l'application correcte des normes	99 243	102 297	+3 054	103,08	Le niveau d'atteinte est très satisfaisant (103,08%). Cet objectif contribue indirectement à l'égalité de genre en assurant la qualité des intrants pour tous les producteurs.
Aménager progressivement les terres dans les zones recelant d'importantes potentialités hydro-agricoles	54 897 408	3 907 881	) 989 527	43,55	L'exécution est insuffisante (43,55%) en raison du contexte économique d'une part et la non prise en compte des financements extérieurs de certains projets.
Moderniser et augmenter le niveau d'équipements des producteurs	170 069	21 388	-148 681	12,58	L'exécution est très faible (12,58%) en raison du contexte économique et de la non-ouverture intégrale des crédits.
Total	**55 067 477**	**929 269**	**1 138 20**	**43,45**	L'exécution globale est insuffisante. Cet objectif a un lien indirect avec le genre car il bénéficie aux femmes et aux hommes.

Programme 2.088 : Aménagement et Équipement Rural

Objectifs spécifiques	Exécution financière 2025				Commentaire
	Prévu	Réel	Écart	Taux %	

Source : RAP 2025 du Ministère de l'Agriculture.

Tableau II.3 : Exécution financière 2025 par détails des activités

L'état d'exécution financière des activités sensibles au genre identifiées dans le RAP du ministère :

Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre (direct/indirect)	Exécution financière 2025		Commentaire		
		Prévu	Réel	Écart	ux %	
Programme 2.087						
Diversification des filières agricoles	Indirect	**4**	**4**	**0**	**100**	Le niveau d'exécution est très satisfaisant (100%). Cette activité bénéficie indirectement aux femmes impliquées dans les filières horticoles.
Sous-total 2.087	Indirect	**4**	**4**	**0**	**100**	
Programme 2.088						
Aménager progressivement les terres	Indirect	**83**	**56**	**27**	**67,47**	L'exécution est assez satisfaisante (67,47%). L'aménagement des terres bénéficie indirectement aux femmes à travers les quotas d'attribution (15-30%).
Moderniser et augmenter l'équipement des producteurs	Indirect	5	1	4	20	L'exécution est faible (20%). L'équipement bénéficie indirectement aux femmes productrices.

Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre (direct/indirect)	Exécution financière 2025		Commentaire		
		Prévu	Réel	Écart	ux %	
Sous-total 2.088	**Indirect**	**88**	**57**	**31**	**64,77**	L'exécution globale est assez satisfaisante.
TOTAL	**Indirect**	**92**	**61**	**31**	**66,30**	

Source : RAP 2025 du Ministère de l'Agriculture

2.3.2.4.Planification et budgétisation des actions genres

a) Budget genre existant

Les tableaux ci-dessous présentent un « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour les activités/projets, actions, programmes dans le RAP du ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre (Tableau III.1a), ou un lien indirect (Tableau III.1b).

Tableau III.1a : Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Un « budget genre ciblé », qui trace les allocations budgétaires ciblant directement l'égalité de genre dans le budget (lien direct avec l'égalité de genre).*En milliers de francs CFA*

Intitulé de l'activité	Exécution 2022	Budget 2023	Prévisions			Justification du lien direct
			2024	2025	2026	
Programme 2.088 - Aménagement et Équipement Rural						
IRRIGAR III – Koulikoro	312 000	-	-	280 000	290 000	Q1: Oui, Q2: Non, Q3: Oui. Mentions explicites dans document projet (V2.R1.A1). Quotas : 30% femmes comités, 20% superficies, 20% formations.
IRRIGAR III – Sikasso	351 000	-	-	315 000	325 000	*(Mêmes justifications)*
Programme 2.087 - Appui au Monde Rural						

Intitulé de l'activité	Exécution 2022	Budget 2023	Prévisions			Justification du lien direct
			2024	2025	2026	
(Aucune activité à lien direct identifiée en 2022)	-	-	-	-	-	À identifier dans les nouveaux projets
Programme 2.089 - Recherche et Formation						
(Aucune activité à lien direct identifiée en 2022)	-	-	-	-	-	À développer
TOTAL Lien Direct	**663 000**	**-**	**-**	**595 000**	**615 000**	

Commentaire : Le budget genre direct est constitué exclusivement des projets IRRIGAR III (composantes Koulikoro et Sikasso) qui intègrent des objectifs et indicateurs de genre explicites dans leurs documents de projet. Aucune activité des programmes 2.087 et 2.089 n'a été identifiée comme ayant un lien direct en 2022. L'effort doit porter sur l'extension de cette approche aux autres projets.

Tableau III.1b — Budget genre : Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre

Un « budget genre indirect », qui trace les allocations budgétaires ayant un lien indirect avec l'égalité de genre, par exemple des projets avec composantes ou indicateurs de genre.

En milliers de francs CFA

Intitulé de l'activité	Exécution 2022	Budget 2023	Prévisions			Justification du lien indirect
			2024	2025	2026	
Programme 2.087 - Appui au Monde Rural						
SAPEP	40 000	-	-	35 000	38 000	Q1: Oui (guichet femmes), Q2: Oui, Q3: Oui (indicateur composante III)

Intitulé de l'activité	Exécution 2022	Budget 2023	Prévisions			Justification du lien indirect
			2024	2025	2026	
PDRIK II	140 000	-	-	125 000	130 000	Q1: Oui (renforcement capacités femmes), Q2: Oui, Q3: Oui (définition explicite)
Sous-total 2.087	**180 000**	**-**	**-**	**160 000**	**168 000**	
Programme 2.088 - Aménagement et Équipement Rural						
IPRO-GAO et Ménaka	3 359 000	-	-	3 000 000	3 200 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (30% LOA)
Togobéré (250 ha)	800 000	-	-	720 000	760 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (30% femmes, 10% jeunes)
PADER-SI	1 036 000	-	-	930 000	980 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (comité gestion étuveuses)
N'debougou Phase IV	5 245 000	-	-	4 700 000	5 000 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (15% LOA)
PDAZAM	7 000 000	-	-	6 300 000	6 700 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (ODP7 - femmes chefs ménage)
IPRODI/Mali Nord	1 831 000	-	-	1 640 000	1 750 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (30% femmes, 10% jeunes)
PDI	8 200 000	-	-	7 380 000	7 800 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (majorité femmes et jeunes)
PAD	2 000 000	-	-	1 800 000	1 900 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (47% femmes population cible)
Contrat plan ETAT et ORS	350 000	-	-	315 000	330 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (Objectif V promotion féminine)

Intitulé de l'activité	Exécution 2022	Budget 2023	Prévisions			Justification du lien indirect
			2024	2025	2026	
Contrat plan ETAT et ODRS	350 000	-	-	315 000	330 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (activités mareyeuses)
Contrat plan ETAT et OHVN	300 000	-	-	270 000	285 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (données sexo-désagrégées)
Contrat plan ETAT et ORM	400 000	-	-	360 000	380 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (Article 11 autonomisation)
Contrat plan ETAT et OPIB	300 000	-	-	270 000	285 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (projet spécifique femmes)
PRESA-DCI	500 000	-	-	450 000	475 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (50% emplois femmes, 850 alphabétisées)
PRESAN-KL	200 000	-	-	180 000	190 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: Oui (30% femmes aménagements, 100% jardins)
PARIIS	3 304 000	-	-	2 970 000	3 140 000	Q1: Oui, Q2: Oui, Q3: À vérifier
Sous-total 2.088	**35 175 000**	**-**	**-**	**1 600 000**	**3 505 000**	
Pro*gramme 2.089 - Recherche et Formation*						
(Aucune activité à lien indirect identifiée en 2022)	-	-	-	-	-	À développer
TOTAL Lien Indirect	**35 355 000**	**-**	**-**	**1 760 000**	**3 673 000**	

Commentaire : Le budget genre indirect est très significatif (35,3 milliards FCFA en 2022) et concerne principalement les projets d'aménagement et d'équipement rural qui intègrent des mesures correctives en faveur des femmes (quotas d'attribution, formation, renforcement des capacités). L'enjeu pour 2026-2027 est de transformer ces liens indirects en liens directs en renforçant les objectifs et indicateurs de genre dans les documents de projet.

Tableau III.2 : Synthèse du Budget Genre par programme (2022-2027)

En milliers de francs CFA

Programme	Catégorie	Budget 2022	Exécution 2025	Prévisions 2026	Prévisions 2027	Évolution 2022→2027
2.087	Lien Direct	-	-	-	-	-
	Lien Indirect	180 000	160 000	168 000	180 000	=
	Aucun lien	6 653 366	5 988 000	6 320 000	6 653 000	≈
	Total	**6 833 366**	**6 148 000**	**6 488 000**	**6 833 000**	
2.088	Lien Direct	663 000	595 000	615 000	635 000	-4%
	Lien Indirect	35 175 000	31 600 000	33 505 000	35 500 000	≈
	Aucun lien	1 648 000	1 483 000	1 565 000	1 648 000	≈
	Total	**37 486 000**	**33 678 000**	**35 685 000**	**37 783 000**	
2.089	Lien Direct	-	-	-	-	-
	Lien Indirect	-	-	-	-	-
	Aucun lien	9 759 870	8 781 000	9 268 000	9 758 000	≈
	Total	**9 759 870**	**8 781 000**	**9 268 000**	**9 758 000**	
TOTAL	**Lien Direct**	**663 000**	**595 000**	**615 000**	**635 000**	
	Lien Indirect	**35 355 000**	**31 760 000**	**33 673 000**	**35 680 000**	
	Aucun lien	**18 061 236**	**16 252 000**	**17 153 000**	**18 059 000**	
TOTAL GÉNÉRAL		**54 079 236**	**48 607 000**	**51 441 000**	**54 374 000**	

Tableau III.3 : Effectifs du ministère sexo-désagrégés

Tableau présentant une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du 18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et n°2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : Il s'agit du personnel qui émarge sur le Budget National (BCS)

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	01	01	0	0
2. Secrétariat Général	**07**	**05**	**02**	**28,57**
Secrétaire Général	01	01	0	0
Conseillers Techniques	05	03	02	40
Personnel service courrier	01	01	0	0
3. Cabinet	**07**	**07**	**0**	**0**
Chef de Cabinet	01	01	0	0
Chargés de Mission	05	05	0	0
Attaché de Cabinet	-	-	-	-
Secrétaire Particulier Ministre	01	01	0	0
4. Services Centraux	**336**	**238**	**98**	**29,17**
4.1. Directions Nationales et services rattachés	**181**	**102**	**79**	**43,65**
Directeurs nationaux	05	03	02	40
Directeurs nationaux Adjoints	05	05	0	0
Chefs de Division	23	18	05	21,74
Chefs de section	20	14	06	30
Chargés de dossier	128	62	66	51,56
Personnel service courrier	-	-	-	-
4.2. Directions Générales	**155**	**131**	**24**	**15,48**
Directeur Général	10	10	0	0
Directeur Général Adjoint	10	10	0	0
Sous-Directeur	-	-	-	-
Chefs de Division	48	46	02	4,17

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
Chefs de section	47	40	07	14,89
Chargés de dossier	46	32	14	30,43
Personnel service courrier	04	03	01	25
4.3. Personnel EPA	-	-	-	**0**
5. Directions Régionales et services rattachés	**682**	**543**	**139**	**20,38**
6. Services locaux	-	-	-	**0**
TOTAL	**1 043**	**799**	**244**	**23,39**

Source : DRH.

Commentaire : Le tableau ci-dessus retrace la situation du personnel qui émarge sur le Budget national. Les hommes occupent la majorité des postes de responsabilités. En effet, ils représentent **76,61%** des postes au sein du Département, avec une sous-représentation notable des femmes aux postes stratégiques (0% au Cabinet, 0% comme Ministre, 4,17% comme Chefs de Division dans les Directions Générales). Les femmes sont mieux représentées aux postes de Chargés de dossier (51,56%) et dans les Directions Nationales (43,65%).

2.3.2.5.Perspectives

L'intégration d'une approche "Genre" est nécessaire pour relever les défis actuels du secteur agricole. Les perspectives pour 2026-2027-2028 sont les suivantes :

1. Faire fonctionner le comité genre du département

- Assurer l'opérationnalisation des comités sectoriels genre des structures centrales et déconcentrées du Ministère de l'Agriculture.
- Organiser des réunions trimestrielles de suivi des activités genre.

2. Faire l'audit genre du département

- Réaliser un audit genre approfondi pour évaluer la performance du Ministère en matière d'égalité de genre.
- Identifier les forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT) en matière d'intégration du genre.

3. Elaborer une stratégie genre du département

- Élaborer une stratégie genre avec un plan d'action détaillé et budgétisé.
- Définir des objectifs clairs, des indicateurs de suivi et des responsabilités.

4. Introduire des indicateurs genre dans les documents de programmation

- Systématiser l'inclusion d'objectifs et d'indicateurs de genre dans les DPPD-PAP, DTF et documents de projet.
- Généraliser l'approche des projets IRRIGAR (liens directs) à l'ensemble des programmes.

5. Renforcer les capacités des acteurs

- Former les cadres du Ministère sur la planification et la budgétisation sensible au genre.
- Sensibiliser sur l'importance de dépasser la simple "non-discrimination" pour adopter une approche de "ciblage volontaire".

6. Améliorer le suivi-évaluation

- Mettre en place un système centralisé de suivi des indicateurs de genre.
- Assurer la production régulière de données sexo-désagrégées pour tous les projets.

7. Combler les lacunes identifiées

- Programme 2.087 (DNA) : Renforcer les liens directs en intégrant des indicateurs de genre dans les futurs projets (SAPEP, PDRIK, etc.).
- Programme 2.088 (DNGR) : Transformer les liens indirects en liens directs en renforçant les objectifs et indicateurs de genre.
- Programme 2.089 (IER/CNRA) : Élaborer une stratégie d'intégration du genre dans la recherche et la formation agricole (recrutement, thèmes de recherche, formation des femmes).

2.3.2.6.Recommandations :

Pour être en phase avec la vision « Mali kura nɛtaasira ka bɛn san 2063 ma » et de la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable (SNEDD) 2024-2033, les recommandations ci-après doivent permettre au secteur de l'Agriculture en matière de genre d'atteindre les objectifs fixés :

A. Recommandations stratégiques

N°	Recommandation	Justification
1	**Diligenter l'élaboration de l'arrêté de mise en application de la Loi sur le foncier agricole**	La Loi sur le Foncier Agricole prévoit l'attribution de 15% des superficies aménagées aux femmes et aux jeunes. Un arrêté d'application est nécessaire pour en assurer la mise en œuvre effective.
2	**Mettre en place un mécanisme formel de renforcement des capacités des femmes dans le domaine de l'entrepreneuriat Agricole**	Les femmes sont sous-représentées dans les filières agricoles à forte valeur ajoutée. Un mécanisme dédié permettrait de renforcer leur autonomisation économique.
3	**Élaborer et financer la stratégie genre du ministère de l'agriculture et son plan d'action**	Le ministère ne dispose pas encore d'une stratégie genre formelle. Son élaboration et son financement sont prioritaires.
4	**Sensibiliser et assurer les plaidoyers pour changer les perceptions et les attitudes envers les femmes dans l'agriculture**	Les stéréotypes de genre limitent l'accès des femmes aux facteurs de production. Des campagnes de sensibilisation sont nécessaires.

N°	Recommandation	Justification
5	**Poursuivre la formation sur la planification et la budgétisation sensible au genre**	Les cadres du ministère doivent être formés à l'intégration du genre dans la programmation et la budgétisation.

B. Recommandations spécifiques issues de l'analyse 2022-2025

N°	Constat	Recommandation	Responsable	Échéance
1	Faible nombre de liens directs (seulement 2 projets en 2022)	Généraliser l'approche IRRIGAR : intégrer des objectifs et indicateurs de genre dans tous les nouveaux projets dès la conception	DNA, DNGR	2026
2	Programme 2.089 sans aucune classification genre	Élaborer une stratégie d'intégration du genre dans la recherche et la formation agricole (recrutement, thèmes de recherche, formation des femmes)	IER, CNRA	2026-2027
3	Disparité des approches (15%, 30%, ou aucun quota)	Harmoniser les approches : adopter systématiquement les 30% femmes/10% jeunes pour tous les aménagements hydro-agricoles	DNGR	2026
4	Absence de suivi des indicateurs genre	Mettre en place un tableau de bord genre centralisé avec suivi trimestriel des indicateurs	SG, DNA, DNGR	2026
5	Non-prise en compte des financements extérieurs	Systématiser le reporting genre pour tous les projets, y compris ceux financés par des PTF	Tous les projets	2026
6	Faible représentation des femmes aux postes de responsabilité	Mettre en œuvre la loi n°2015-052 sur la promotion du genre dans les fonctions nominatives	SG, DRH	2026-2027
7	Absence de mentions explicites (Q3 = Non)	Exiger la mention explicite du genre dans tous les DPPD-PAP, DTF et documents de projet	DNA, DNGR, IER	2026
8	Programme 2.087 sans lien direct	Renforcer les objectifs et indicateurs de genre dans les projets du programme 2.087 (SAPEP, PDRIK II)	DNA	2026
9	Programme 2.088 avec liens indirects prédominants	Transformer les liens indirects en liens directs en renforçant les objectifs et indicateurs de genre	DNGR	2026-2027
10	Méconnaissance des outils de budgétisation sensible au genre	Organiser des sessions de formation et de renforcement des capacités sur le Budget Genre, continuer la catégorisation	SG, DAF	2026

CONCLUSION

Le secteur de l'Agriculture est tributaire d'une Economie forte et avancée dans la vision basée sur le scénario du renouveau « Mali kura nɛtaasira ka bɛn san 2063 ma » et de la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD) 2024-2033 » qui veut disposer d'une agriculture moderne, compétitive et respectueuse de l'environnement en vue de garantir la souveraineté alimentaire du pays, d'améliorer les revenus des producteurs et de faire du Mali une puissance agricole exportatrice.

L'analyse comparative 2022-2025 révèle une situation contrastée :

- **Points positifs :** Des projets exemplaires comme IRRIGAR (lien direct) démontrent qu'une intégration volontariste du genre est possible et effective. Les budgets alloués aux liens indirects sont significatifs (35,3 milliards FCFA en 2022 pour 31,7 milliards en exécution 2025). Les réalisations physiques sont souvent supérieures aux prévisions (ex: 23 464 ha aménagés pour 9 720 prévus).
- **Points d'amélioration :** La majorité des dépenses reste sans lien explicite (18 milliards FCFA en 2022), le programme Recherche-Formation est totalement absent de l'approche genre, et l'exécution financière des activités 2025 est insuffisante (43,45% pour le programme 2.088). La sous-représentation des femmes aux postes de responsabilité (23,39% des effectifs, 0% au Cabinet) demeure un défi majeur.
- **Enjeux pour 2026-2027 :** Transformer les liens indirects en liens directs, combler le vide du programme 2.089, harmoniser les approches (30% femmes), et renforcer le suivi-évaluation des indicateurs de genre.

Les écarts entre les hommes et les femmes sont encore importants dans les domaines stratégiques. Dans les zones rurales où les femmes et les jeunes constituent les moteurs de l'épanouissement de l'économie nationale à partir du secteur primaire, la grande problématique réside dans l'accès aux facteurs de production comme la terre Agricole de manière équitable, les opportunités de création d'entreprises transformatrices locales, les technologies et techniques d'énergies renouvelables ou efficientes pour le renforcement de la résilience et l'accroissement de la productivité agricole.

Les mesures correctives aux écarts cités contribueront à la bonne prise en compte du genre pour le secteur. L'effort doit porter sur la généralisation des bonnes pratiques (IRRIGAR), l'intégration systématique du genre dans la conception des projets, et le renforcement des capacités des acteurs à tous les niveaux.

En somme, le Ministère de l'Agriculture dispose d'atouts importants pour faire du genre un levier de développement agricole. La consolidation des acquis, la correction des lacunes identifiées et la mise en œuvre des recommandations formulées permettront d'atteindre les objectifs de la vision « Mali kura nɛtaasira ka bɛn san 2063 ma » et de la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD) 2024-2033» dans un cadre d'équité et d'égalité entre les hommes et les femmes.

2.3.3.MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

Introduction :

Le présent rapport genre est élaboré en application des dispositions relatives à la budgétisation sensible au genre et est annexé au projet de Loi de Finances. Il vise à rendre compte, pour le sous-secteur de l'Elevage et de la Pêche, de la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques, programmes et budgets du secteur, à documenter les progrès réalisés ainsi que les écarts qui subsistent, et à proposer des mesures correctives pour une meilleure prise en compte du genre dans l'allocation des ressources publiques. Il s'inscrit dans le cadre du dialogue budgétaire entre le Ministère de l'Elevage et de la Pêche et la Direction Générale du Budget (DGB).

2.3.3.1.Présentation du Ministère /Missions du ministère

Conformément à ses textes organiques, le Ministère de l'Elevage et de la Pêche est chargé, entre autres :

- l'accroissement de la production et de la productivité pastorale et aquacole en vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaire ;
- la vulgarisation des techniques modernes de production animale et aquacole ;
- l'appui à la structuration, à l'organisation et à la formation des organisations de producteurs ;
- la mise en place de mécanismes d'accompagnement des unités de production animale ;
- l'organisation, la diversification et la modernisation des filières et des circuits de commercialisation des productions animales et aquacoles, en rapport avec le ministère chargé du commerce ;
- la contribution au développement et à la sécurisation de l'emploi rural salarié ;
- la gestion des espaces pastoraux ;
- le développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans les domaines de l'élevage et de la pêche ;
- la prévention et la lutte contre les maladies animales.

2.3.3.2.Enjeux et gaps à combler :

Le Ministère de l'Elevage et de la Pêche est confronté à un certain nombre de défis en matière du genre parmi lesquels on peut citer :

a)-Enjeux

- Amélioration de l'accès des femmes et jeunes au financement des activités agricoles ;
- Renforcement de l'accès des femmes et jeunes aux intrants et équipements ;
- Renforcement de la participation des femmes dans les instances décisionnelles agricoles ;

- Amélioration de l'accès des femmes au espaces pastoraux aménagés ;
- Renforcement de la formation/alphabétisation des femmes évoluant dans les domaines de l'élevage et de la pêche.

b)- Gaps (écarts constatés)

- Faible l'accès des femmes et jeunes au financement des activités agricoles ;
- Accès limité des femmes et jeunes aux intrants et équipements ;
- Faible participation des femmes dans les instances décisionnelles agricoles ;
- Accès limité des femmes au espaces pastoraux aménagés ;
- Faible participation des femmes aux formations dans les domaines de l'élevage et de la pêche.

c) - Gaps à combler (prioritaires)

- Accès des femmes et jeunes au financement des activités agricoles ;
- Accès des femmes et jeunes aux intrants et équipements ;
- Participation des femmes dans les instances décisionnelles agricoles ;
- Accès des femmes au espaces pastoraux, halieutiques et aquacoles aménagés ;
- Participation des femmes aux formations dans les domaines de l'élevage et de la pêche.

d)- Mesures pour prendre en charge les gaps

- Création de fonds de garantie pour les femmes rurales ;
- Subvention d'équipements agricoles adaptés aux femmes ;
- Promotion du leadership féminin dans les organisations paysannes ;
- Mise en place de quotas d'accès des femmes au espaces pastoraux aménagés et ressources halieutiques ;
- Organisation de formation/alphabétisation en techniques agricoles modernes.

e)- Mesures et stratégies spécifiques genre

1.Mesures spécifiques

Les structures centrales/services rattachés et leurs démembrements au niveau régional et local réalisent des activités de renforcement des capacités des femmes et les jeunes pour réduire les inégalités liées au genre à travers :

- ✓ Les formations dans les différents domaines de l'élevage de la pêche et de l'aquaculture,
- ✓ Les dotations en équipement d'élevage de la pêche et de l'aquaculture ;
- ✓ La réalisation des infrastructures d'élevage de pêche et de l'aquaculture en prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et des jeunes.
- ✓ La mise en œuvre d'activités de protection phytosanitaire et de santé animale.

Les projets/programmes du département procèdent à l'intégration de la dimension genre depuis la conception en précisant le pourcentage de jeunes et de femmes à atteindre pendant la mise en œuvre du projet/programme.

2.Evaluation des activités genre 2025

Structures	Activités réalisées en 2025	Nombre Femmes bénéficiaires
P. 2.090	**Développement des Productions et Industries Animales**	
	Cultures fourragères	
	- 500 kg de semences composées de : niébé Dunafana (100 kg), dolique (100 kg), maïs Sotubaka (100 kg), Mucuna (100 kg) et sorgho Séguifa (100 kg) à 40 producteurs dont une (01) femme dans les communes de Banamba et Benkadi, région de Koulikoro.	01
	Promotion de la Filière bétail/viande	
	Renforcement de capacité	
	- La formation des transformateurs/trices, des éleveurs des petits ruminants de la région de Kayes et Nioro sur la transformation de la viande des petits ruminants a regroupé 20 participants venus des cercles de Kayes, (5 dont une femme) Yélimané (05) Diéma (05 dont deux femmes) et Nioro (05 dont 2 femmes) à Kayes. Elle a été organisée par le PDDEPS ;	05
	La formation de 100 femmes sur les techniques d'embouche des petits ruminants à Kayes dans le cadre du PACINDHA ;	100
	- La formation en gestion de stock de 20 membres dont 6 femmes des comités de 2 magasins d'aliment bétail de Koronga et Dilly dans la région de Nara ;	06
	La formation en deux sessions (Sikasso et Koutiala) de 16 agents d'encadrement dont 02 femmes et de 180 producteurs dont 70 femmes sur les techniques de vulgarisation de la fauche et de la conservation des fourrages naturels ;	72
	- Dans le cadre du PACEM, la formation de :140 agents (dont 37 femmes) de l'Etat et des Collectivités Territoriales sur les techniques des cahiers de charges (cas d'un abattoir), 140 producteurs et collecteurs des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Koutiala, Ségou, Mopti et le District de Bamako sur les techniques de conservations des cuirs et peaux et 63 emboucheurs du district de Bamako et 07 agents de la DNPIA sur les techniques de conservations des cuirs et peaux ;	37
	- la formation des 1 320 bénéficiaires dont 528 femmes du projet FIER II sur les techniques d'embouche bovine, l'embouche ovine/caprine et en aviculture.	528
	Sécurité alimentaire	
	- Dans le cadre de l'initiative présidentielle, 10 % de graines de coton octroyés aux organisations faitières des filières bétail-viande, lait et bœufs de labour des coton-culteurs, 21 600 tonnes de tourteaux ont été enlevés sur une prévision de 21 600 tonnes, soit un taux d'enlèvement de 100 % par 5 723 bénéficiaires dans la filière bétail-viande dont 721 femmes, 3 102 bénéficiaires dans la filière lait dont 502 femmes et 3 034 coton-culteurs dont 98 femmes ;	1223
	- La sélection 380 bénéficiaires (240 hommes et 140 femmes) pour le financement des AGR dans les régions de Kayes, Kita et Gao ;	140
	- La dotation de 600 têtes de caprins pour 150 Pdis (60 femmes et 90 hommes) par NRC dans la région de Gao ;	60
	Développement des Productions Halieutique et Aquacole	
	Renforcement des Capacités	

Structures	Activités réalisées en 2025	Nombre Femmes bénéficiaires
P. 2.091	- La formation de 20 femmes transformatrices sur les techniques de fumage du poisson ;	20
	La dotation en équipement et intrants de 36 bénéficiaires dont 35 femmes et 1 homme ;	35
	Formation de 20 membres dont 6 femmes des comités de gestions de ces micro-barrages en techniques de nourrissage et en fumage du poisson.	06
	Formation de 30 membres dont 5 femmes des comités de gestion des mares sur les techniques de production et de fumage du poisson.	05
	Formation de 240 producteurs (dont 96 femmes et 144 hommes) bénéficiaires de plans d'affaires des alliances productives sur les itinéraires techniques de production de conservation, de transformation, de conditionnement et de commercialisation du poisson avec l'appui financier du PRTD ;	96
P. 2.092	**Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire**	
	Renforcement des Capacités	
	Formation de 15 agents des services vétérinaires en épidémiologie de terrain niveau de base par la DNSV (cohorte 4 ISAVET FAO) dont 1 femme.	01

Tableau II.3–Exécution financière 2025 par détail des activités

2.3.3.3.Planification et budgétisation des actions genre

Tableau III.1b Budget genre (dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre)

Programme/Objectif / *Action* / *Détail*	*Exécution*	*Budget*	*Prévisions*		
	2025	*2026*	*2027*	*2028*	*2029*
***Programme 2.090**:*					
Intensification des activités d'embouche et organisation de vente promotionnelles d'animaux à l'occasion des fêtes religieuses	*113 169*	*113 169*	*124 169*	*124 169*	*124 169*
Appui à l'amélioration de l'aviculture traditionnelle (dotation de femmes et jeunes en unités wassaché et intrants, construction de poulaillers améliorés)	*500 000*	*500 000*	*500 000*	*500 000*	*500 000*
Appui aux producteurs	*4 000 000*	*4 000 000*	*4 000 000*	*4 000 000*	*4 000 000*
Etude de Développement et de Valorisation de la production laitière au Mali (PRODEVALAIT II)	*250 000*	*250 000*	*250 000*	*250 000*	*250 000*
***Programme 2.091**:*					
Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacoles (PQAA 2016-2020)	*100 000*	*250 000*	*250 000*	*250 000*	*250 000*
Approvisionnement en glace de conservation des producteurs (Agence Central Poisson de Bamako)	*91 500*	*91 500*	*91 500*	*91 500*	*91 500*
Appui à l'installation et à l'organisation des producteurs	*20 000*	*20 000*	*20 000*	*20 000*	*20 000*
Appui conseil pour le stockage et conservation du poisson frais	*15 000*	*15 000*	*15 000*	*15 000*	*15 000*
Renforcement des capacités de l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur du Niger (ODPA-DIN)	*152 000*	*152 000*	*152 000*	*152 000*	*152 000*
Appui à l'amélioration de la pisciculture (Alevins)	*300 000*	*300 000*	*300 000*	*300 000*	*300 000*
***Programme 2.092**:*					

Programme/Objectif / *Action*	*Exécution*	*Budget*	*Prévisions*		
Détail	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
Organisation de la campagne de vaccination contre la PPCB	*475 000*	*475 000*	*475 000*	*475 000*	*475 000*
Total			***2 566 669***	***2 566 669***	***2 566 669***

Tableau III.2 - Effectifs du ministère de l'élevage et de la pêche sexo-désagrégés

Tableau présentant une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : il s'agit du personnel qui émarge sur le Budget National (BCS)

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	**0**	**0%**
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0%
Conseillers Techniques	5	4	1	20%
Personnel service courrier	6	1	5	83%
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0%
Chargés de Mission	5	3	2	40%
Attaché de Cabinet	1	1	0	0%
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100%
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	3	3	0	0%
Directeurs nationaux Adjoints	12	11	1	8,33%
Chefs de Division	13	12	1	7,69%
Chefs de section	5	5	0	0%
Chargés de dossier				
Personnel service courrier	316	225	91	28,79%
4.2. Directions rattachés	7	5	2	40
4.3. Directions Générales				
Directeur Général				
Directeur Général Adjoint				
Sous-Directeur				
Chefs de Division				
Chefs de section				
Chargés de dossier				
Personnel service courrier				
4.3. Personnel EPA				
4.4. Personnel EPST				

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
5. Directions Régionales et services rattachés				
6. Services locaux				
Total				

2.3.3.4.Perspectives :

En cohérence avec l'objet du présent rapport, à savoir rendre compte de la prise en compte du genre dans les politiques, programmes et budgets du sous-secteur, documenter les progrès réalisés et les écarts qui subsistent, et proposer des mesures correctives, le Ministère de l'Elevage et de la Pêche entend, pour les prochains exercices budgétaires, poursuivre les actions suivantes :

- Poursuivre la classification (catégorisation) des dépenses genre dans le DPPD-PAP, en lien avec la Direction Générale du Budget ;
- Réaliser l'Audit Genre du département ;
- Élaborer et valider la Stratégie Genre du Ministère ainsi que son Plan d'Action quinquennal, incluant le renforcement des capacités (formation, alphabétisation) et l'appui économique (équipements, aménagements sylvopastoraux) des femmes et des jeunes, la stratégie d'appui aux organisations d'intérêt agricole (OIA), la revue sectorielle genre, le manuel de procédures administratif, financier et de gestion genre, et un module de formation genre ;
- Renforcer les capacités des responsables et acteurs de développement du Ministère en genre, développement et égalité des sexes et des chances ;
- Élaborer une stratégie de communication genre du département ;
- Élaborer un plan de suivi-évaluation genre ;
- Capitaliser les acquis du Ministère en matière de genre, assortis de recommandations et de perspectives d'avenir ;
- Constituer une base de données sexo-désagrégées du Ministère ;
- Intégrer le genre dans la recherche et la formation des écoles du secteur de l'élevage et de la pêche;
- Veiller à l'application de la politique nationale genre au sein du département ;
- Mobiliser un appui technique et financier pour renforcer les capacités du comité chargé du rapport genre sur la dimension budgétaire du genre, et pour rendre opérationnel le comité sectoriel genre du Ministère.

2.3.3.5.Recommandations :

- Mise en œuvre de la classification (catégorisation) des dépenses genre dans le DPPD-PAP, dans le cadre du dialogue budgétaire avec la Direction Générale du Budget ;
- Réalisation de l'Audit Genre du département ;
- Élaboration, validation, adoption en Conseil des Ministres et mise en œuvre de la Stratégie Genre et de son Plan d'Action, incluant la stratégie d'appui aux OIA, le module de formation genre, le manuel de procédures administratif, financier et de gestion genre, un plan de communication et un plan de suivi-évaluation ;
- Constitution d'une base de données sexo-désagrégées du Ministère, assortie d'une capitalisation des acquis en matière de genre ;

- Mobilisation d'un appui technique et financier pour rendre opérationnel le comité sectoriel genre du Ministère.

Conclusion :

Le sous-secteur de l'Elevage et de la Pêche contribue de manière significative à la formation du Produit Intérieur Brut, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et à la création d'emplois, notamment pour les femmes et les jeunes en milieu rural.

Le faible statut socio-économique des femmes et l'insuffisance de mesures dédiées à leurs besoins spécifiques continuent de limiter leur capacité à sortir de la pauvreté et freinent les gains de productivité des filières élevage et pêche.

Conformément à l'objet du présent rapport, la poursuite du dialogue budgétaire avec la Direction Générale du Budget et la mobilisation d'un appui technique et financier pour le comité sectoriel genre du Ministère permettront de mieux documenter ces écarts et de mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires dans les prochains exercices de rapportage.

2.3.4.MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Introduction

En 2025, le Mali a enregistré la création de 69 298 emplois bruts, mais après une perte de 3 795 postes, le solde net s'élève à 65 503 emplois, une nette amélioration par rapport à 2024 où le solde était de 60 692 emplois. Ce chiffre, bien qu'encourageant, reste insuffisant face à une population active en constante augmentation.

Le gouvernement travaille à renforcer l'environnement des affaires en incitant les investissements privés par des réformes économiques et fiscales.

En outre, des initiatives pour les jeunes et les femmes sont en cours, notamment à travers des programmes de microfinancement et de création de PME. Ces efforts visent à mieux inclure ces deux groupes dans le marché du travail, en réduisant les inégalités d'accès à l'emploi et en favorisant l'entrepreneuriat local.

À l'horizon 2026, le gouvernement mise sur une croissance soutenue des emplois grâce à sa Stratégie nationale de l'entrepreneuriat et à la consolidation des réformes économiques. Des investissements supplémentaires dans les secteurs stratégiques, notamment la technologie, l'agriculture durable et le développement rural, sont attendus pour stimuler la croissance de l'emploi, tout en renforçant la compétitivité du secteur privé.

Ainsi, bien que le Mali continue de créer des emplois, notamment grâce aux efforts du secteur public, le défi reste de dynamiser le secteur privé et d'améliorer l'employabilité à long terme, pour faire face à un marché du travail en constante évolution et aux défis économiques internes

et externes. Les prochaines années seront cruciales pour maintenir cette trajectoire positive et améliorer les conditions de travail pour tous.

2.3.4.1.Présentation du Ministère

Le ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la promotion et le développement de la culture entrepreneuriale ;
- la facilitation de l'accès aux sources de financement et aux marchés publics au profit des jeunes entrepreneurs ;
- la définition de la politique d'emploi et de lutte contre le chômage et le sous-emploi ;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre des actions et mesures destinées soit à préserver des emplois, soit à favoriser la création d'emplois ;
- le développement de la formation professionnelle et le renforcement des capacités des structures nationales de formation professionnelle en vue de répondre aux défis de l'intégration sous régionale et du renforcement de la compétitivité des entreprises nationales ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures visant l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes ;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre de mesures visant l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail.

2.3.4.2.Enjeux et gaps à combler en relation avec le genre

a)- Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

- réussir le développement des filières porteuses pour une meilleure participation des femmes et des jeunes à la croissance économique du pays par la création de richesses et d'emplois ;
- améliorer l'accès au renforcement de capacité, aux équipements et à des marchés mieux rémunérés afin de lutte contre la pauvreté en particulier celle des femmes ;
- mettre en place des mesures incitatives en faveur des filles pour l'accès à la FP notamment dans les filières industrielles ;
- améliorer les pratiques d'accompagnement et d'accessibilité au financement pour une meilleure insertion professionnelle des femmes.

b)-Les GAPS à combler

Les gaps à combler en relation avec le genre sont déclinés ci-après :

- renforcer et diversifier les dispositifs contribuant à l'amélioration de l'employabilité des jeunes (dont les femmes) ;
- concevoir et mettre en œuvre une stratégie claire et ambitieuse de promotion de la culture de l'entreprenariat ;
- garantir l'accès universel à la formation professionnelle de qualité pour les filles ;
- assurer un financement adéquat des dispositifs d'apprentissage et de reconversion.

2.3.4.3.Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre

a)- Les mesures spécifiques

Dans le cadre de la mise en œuvre mise en œuvre des politiques nationales et sectorielles, le Ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à travers les agences, les projets et programmes a mené les actions spécifiques en 2025

A ce titre, nous avons :

- mise en place d'un programme de formation de 2 000 jeunes en installation et entretien des équipements photovoltaïques (dont 50% de femmes) ;
- mise en place d'un programme d'appui aux personnes en situation d'handicape dont 69 projets d'entreprise financé ;
- mise en place des espaces d'orientation jeunes.

b)- L'évaluation des activités genre 2025

Tableau II.1 – Evolution/Evaluation des indicateurs genre 2025

Les quatre (04) indicateurs et cibles de l'objectif 2 ***« Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi »*** du cadre de performance du ***Programme 2.033*** n'ont pas de lien direct avec le genre, mais le système de suivi-évaluation permet d'avoir les cibles désagrégées.

Objectif 3 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emploi, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2025***	
		2022	***2023***	***2024***	***Prévisions***	***Réalisations***
3.1Taux d'évolution d'emplois créés par les projets / programmes et les structures des promotions d'emploi	*Taux*	-	-	*8,33*	*14,79*	*3,76*
3.2 Nombre de jeunes diplômés ayant bénéficié des stages de formation Professionnelle/qualification	*Nbre*	*2 323*	*2 625*	*2 770*	*2 530*	*2 672*
3.3 Nombre de personnes formées en entrepreneuriat	*Nbre*	*2 778*	*3 864*	*1 013*	*3 051*	*3 867*
3.4 Nombre de personnes vulnérables installées	*Nbre*	*1 874*	*720*	*1 250*	*4 200*	*1 135*

NB : les réalisations (cibles) compte-tenu dans le cadre de performance ont été alimentés par l'APEJ, l'ANPE et le projet FIER 2.

Les principaux résultats obtenus en 2025 sont:

- **Situation des femmes insérées en 2025 par l'ANPE (**Ces femmes sont en générale des femmes rurales, des filles déscolarisées et des veuves et orphelines).

  - Les Activités réalisées pour les femmes en 2025 ont été le développement et la mise en œuvre de programmes d'insertion et d'installation en faveur de 898 femmes dans les Activités Génératrices de Revenus (AGR) et des Très Petites Entreprises (TPE).

- **Activités inclusion sociale FIER II**

- **Appui aux organisations féminines**

Le projet FIERII a appuyé la FENAFER dans l'organisation de la 15ème édition de la journée internationale de la femme rurale 2025 dont les thèmes retenus respectivement pour le Mali sont « Investir dans l'agro écologie féminine pour la résilience des femmes rurales face au changement climatique » et « Main dans la main pour des aliments et un avenir meilleurs » plus de 1000 femmes ont participé à cette rencontre.

- **Formation sur le genre, l'inclusion sociale et les Violences Basées sur le Genre (VBG)**

Deux sessions de formation thématique sur le genre, l'inclusion sociale et la prévention des Violences Basées sur le Genre (VBG) exploitations, abus sexuels et le harcèlement sexuel ont été organisées dans les régions Koulikoro et de Ségou à l'intention des équipes du projet FIERII et les représentants des partenaires stratégiques (Services techniques de l'Agriculture, Elevage, Pêche. Développement sociale, Emploi et formation professionnelle, Chambre régionale d'agriculture, Organisations féminines, organisation de jeunes).

Au cours de ces deux ateliers 61 personnes dont 15 femmes et 3 PSH ont été formées. Ces sessions de formation, animées en cohérence avec la politique d'inclusion sociale du projet FIERII, visent à sensibiliser les équipes et les acteurs locaux aux enjeux de l'équité de genre et à outiller les intervenants pour intégrer systématiquement ces dimensions dans leurs activités.

Cette formation en genre se poursuivra dans les régions de Kayes, Sikasso et le district de Bamako en 2026.

- **Formation des jeunes en entrepreneurial et gestion simplifiée**

1821 jeunes ruraux dont 724 femmes (40%) et 8 personnes en situation d'handicap ont été formés en entrepreneuriat et gestion simplifiée par le projet FIERII. Les séances de formations se sont déroulées dans les 4 régions d'intervention du 13 au 31 octobre 2025.

- **Formation sur les itinéraires technique de production agricole et non agricole**

143 jeunes ont été formés sur les itinéraires techniques de production agricole et non agricole. La part des femmes parmi les bénéficiaires formés atteint 57%, reflétant l'engagement du projet pour l'autonomisation économique des jeunes femmes rurales. Les modules dispensés portaient sur les itinéraires techniques de production maraîchère, les techniques de commercialisation des produits agricoles, la transformation agroalimentaire et la fabrication d'équipements agricoles.

- **Formation de la population activité féminine financée par le FAFPA**

En 2025, le FAFPA a pu financer 46 plans et projets de formation au profit de 1 422 agents et actifs formés dont 853 femmes des entreprises, associations et groupements professionnels.

Les réalisations ont concerné les localités suivantes : Kayes, Koulikoro, Kati, Bougouni, Sikasso, Koutiala, Ségou, Bandiagara, Mopti, Gao, Bourem, Tombouctou, Goundam, Ménaka, Taoudenni, Kidal et le District de Bamako.

Les objectifs du ***Programme 2.034 « Formation Professionnelle »*** n'a pas de lien avec l'égalité de genre à travers ses indicateurs, mais les indicateurs N°2.3 '***Nombre d'actifs formés***' et N° 3.1 '***Nombre de sortant des CFP certifié*** 'sont déclinés en genre.

Objectif 2 : Améliorer les compétences des actifs des secteurs productifs						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2025***	
		2022	***2023***	***2024***	***Prévisions***	***Réalisations***
2.3 Nombre d'actifs formés	*Nbre*	-	*1 454 (dont 723 femmes)*	*2 309 (dont 1 225 femmes)*	*6 300*	*1 422 (dont 853 femmes)*
Objectif 3 : Satisfaire les besoins du marché du travail en main d'œuvre qualifié						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2025***	
		2022	***2023***	***2024***	***Prévisions***	***Réalisations***
3.1 Nombre de sortant des CFP certifié	*Nbre*	-	-	-	*1 500*	*2 133 (dont 894 femmes)*

Les autres objectifs et indicateurs de ce programme n'ont pas de lien explicite avec l'égalité de genre, malgré leur importance potentielle à cet égard. Les données désagrégées existent pour certains indicateurs 'non genre'.

4.Exécution financière des activités genre 2025

<u>Tableau II.2</u> – Exécution financière 2025 par objectif

Le département de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle n'a pas d'objectif spécifiquement libellé genre dans ces programmes. Néanmoins les programmes opérationnels mènent des actions mesurant des dimensions genre pour les objectifs ci-dessous.

Programme 2.033 « Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi »

Objectifs spécifiques	***Exécution financière***			
	Prévu	***Réel***	***Ecart***	***Taux %***
Objectif 3 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emploi, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises	8 004 175	6 841 053	1 163 122	85.47
Total	**8 004 175**	**6 841 053**	**1 163 122**	**85.47**

L'objectif affiche un taux d'exécution des dépenses de **85,47%.** Ce taux d'exécution est inférieur comparé à celui de 2024 **(61,89%),** s'explique par le niveau de crédits mis à disposition par rapport à la dotation.

Programme 2.034 « Formation Professionnelle »

Objectifs spécifiques	***Exécution financière***			
	Prévu	***Réel***	***Ecart***	***Taux %***
Objectif 2 : Améliorer les compétences des actifs des secteurs productifs	5 000 000	2 585 103	2 414 897	51.70
Objectif 3 : Satisfaire les besoins du marché du travail en main- d'œuvre qualifiée	2 934 232	18 485 840	- 15 551 608	630.01

Total	**7 934 232**	**21 070 943**	**-13 136 711**	**265,57**

L'écart entre le taux des indicateurs et l'exécution financière de l'objectif s'explique par l'existence de plusieurs indicateurs au niveau de l'objectif.

5)- Planification et budgétisation des actions genres (2027-2029)

a) Budget genre existant

Tableau III.1b – Budget genre : Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre
Ce tableau reprend les programmes du Ministère qui ont un lien avec le genre à travers la Politique Nationale Genre (PNG).

Intitulé de l'activité	*Exécution 2025*	*Budget 2026*	*Prévisions*		
			2027	*2028*	*2029*
Programme 2.033 « Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi » (1)	***6 212 393***	***8 124 008***	***7 700 900***	***8 955 057***	***10 164 743***
Action : *promotion de l'emploi et insertion des jeunes*	***5 720 053***	***672 008***	***1 040 716***	***1 259 238***	***1 083 679***
Activité : Mise en œuvre des activités du projet FIER sur la contrepartie Nationale	***109 761***	***150 000***	***150 000***	***150 000***	***150 000***
Activité : Mise en œuvre des activités de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO)	-	***434 000***	***434 000***	***434 000***	***434 000***
Activité : Mise en œuvre du programme de stage de formation professionnelle (Ex volontariat) et du stage de qualification professionnelle (dans le secteur privé)	***2 464 181***	***2 467 181***	***2 467 181***	***2 467 181***	***2 467 181***
Activité : Mise en œuvre des activités de sensibilisation et de formations en entrepreneuriat jeune	-	***60 000***	***60 000***	***60 000***	***60 000***
Activité : Formation rapide et installation des femmes et PSH	***24 780***	***50 000***	***100 000***	***100 000***	***100 000***
Activité : Mise en œuvre des actions de soutiens aux personnes vulnérables	-	***196 003***	***96 003***	***96 003***	***96 003***
…					
Programme 2.034 « Formation Professionnelle » (2)	***21 502 193***	***8 449 232***	***19 983 244***	***8 916 689***	***9 605 836***
Action : Appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage/ Qualifiante et continue	***21 070 942***	***7 885 861***	***19 405 861***	***8 202 540***	***8 966 094***
Activité : Appui au financement des plans/projets de formation	-	***2 720 000***	***2 720 000***	***2 720 000***	***2 720 000***
Appui à l'équipement pédagogique	-	***10 000***	***10 000***	***10 000***	***10 000***
Action : Ingénierie de la formation	***239 728***	***312 851***	***337 306***	***426 476***	***510 073***
Activité : Élaboration de référentiels de formation	***23 997***	***60 000***	***60 000***	***60 000***	***60 000***

Intitulé de l'activité	*Exécution 2025*	*Budget 2026*	*Prévisions*		
			2027	*2028*	*2029*
…					
TOTAL= (1) +(2)	*27 714 586*	*16 573 240*	*27 684 144*	*17 871 746*	*19 770 579*

Les deux programmes ci-dessus du MENEFP contribuent directement à la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG).

Le premier, portant sur le cadre législatif et la promotion de l'emploi, a le potentiel de contribuer fortement à la mise en œuvre de l'Orientation stratégique 3 de la PNG « Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production » et aux axes d'intervention 3.1 « Meilleur équilibre dans l'accès des femmes et des hommes aux emplois de l'administration publique et du secteur privé », 3.2 « Amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche) » et 3.3 « Amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entreprenariat».

Le second, portant sur la formation professionnelle, peut contribuer à la mise en œuvre de l'Orientation stratégique 2 de la PNG « Développement de capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation » et de l'axe d'intervention 2.1 « Amélioration de l'accès égal à l'éducation et à la formation ».

Des analyses genre approfondies de ces programmes permettraient de dégager des mesures additionnelles à celles déjà prises par le MENEFP pour renforcer son action en faveur de l'égalité de genre.

Tableau III.2b - Effectifs du ministère sexo-désagrégés

NB : il s'agit du personnel qui émarge sur le Budget National

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	0	**1**	**100**
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0
Conseillers Techniques	5	4	1	20
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	17	9	8	47,05
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0
Chargés de Mission	5	4	1	20
Attaché de Cabinet	1	1	0	0
Secrétaire Particulier Ministre	1	1	0	0
4. Services Centraux				
Directions nationales et services Rattachés				
Directeurs nationaux	6	6	0	0
Directeurs nationaux Adjoints	5	4	1	20
Chefs de Division	16	11	5	31,25

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
Chefs de section	7	4	3	42,85
Chargés de dossier	22	11	11	50
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	16	5	11	68,75
4.1. Directions Générales				
Directeur Général	6	5	1	16,66
Directeur Général Adjoint	6	4	2	33,33
Sous-Directeur	0	0	0	0
Chefs de Division	4	4	0	0
Chefs de section	0	0	0	0
Chargés de dossier	5	4	1	20
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	6	5	1	16,66
4.2. Personnel EPA	15	13	2	13,33
4.3. Personnel EPST	37	32	5	13,51
4.4 Directions Régionales et services rattachés	169	145	27	15,97
4.5 services locaux	9	6	3	33,33
Total	**361**	**280**	**84**	**23,27**

Au ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, la plupart des femmes fonctionnaires émargeant sur le budget national n'occupent pas de postes décisionnels. Au nombre de 84 sur un total de **361**, soit un taux de **23,27%** contre **26,82%** en 2025. Il y a lieu de signaler que les femmes sont très peu représentées dans la sphère décisionnelle. Il n'y a pas de femme aux postes de Directeurs nationaux, on en trouve une au poste de Directeur général. Elles sont surtout représentées dans des postes de personnel d'appui. Il existe cependant de données manquantes. En effet, plusieurs postes prévus par les différents cadres organiques ne sont pas pourvus au sein des structures concernées.

Les Personnels contractuels qui émargeaient sur le budget national ont reçu des mutations dans les services personnalisés et ont fini par démissionner de la Fonction publique au profit desdits services. Cela explique pour l'essentiel, le manque de données sur les chargés de dossiers au sein des Directions générales.

2.3.4.4.Perspectives:

- l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie genre de FIER 2 qui sera basée sur une approche intégrale et transversale pour une prise en compte efficace des questions de genre dans la mise en œuvre des différentes composantes et activités du projet. Outre le caractère transversal de l'approche, FIER 2 développera des mesures de discrimination positive pour renforcer l'efficacité opérationnelle de la stratégie à travers des approches transformatives de genre qui se traduiront par :
  - i) des dispositions particulières à l'endroit des jeunes filles de 15 à 18 ans pour soutenir et renforcer leur inclusion et pleine participation aux activités du projet qui leur sont dédiées ;

ii) ii) des facilitations favorisant la participation des femmes aux formations avec enfants à bas âge non encore sevrés par la prise d'un accompagnateur ;
iii) iii) la mise en place de nouveaux produits financiers spécifiquement adaptés aux activités des jeunes femmes/filles tels le crédit épargne-éducation, le crédit agricole femme rurale ou le crédit commercial femme rurale ;
iv) iv) des mesures de discrimination positive visant à valoriser et à réaliser le potentiel entrepreneurial des jeunes femmes/filles dans les filières agricoles où elles sont fortement présentes (bétail/viande, maraichage, maïs, riz, aviculture, mil…) et dans les activités non agricoles ;
v) des mécanismes de facilitation d'accès des jeunes femmes/filles aux équipements d'allégement des tâches dans la valorisation (transformation) de leur production ;
vi) vi) des mesures incitatives favorisant l'accès des jeunes femmes/filles et aux innovations techniques et technologiques dont la digitalisation ;

- l'ANPE prévoit de générer ou redynamisés en milieu rural 1 250 emplois sur une prévision 4 000 emplois à générer;
- le FAFPA envisage de financer deux cent cinquante (250) plans et projets de formation pour un effectif global à former de 6 500 agents/actifs dont 2 000 dans le secteur formel et 4 500 actifs dans le secteur non structuré.

2.3.4.5.Recommandations :

- mettre en place une base de données permet de consolider les actions menées par les agences, les projets et les programmes et l'étiquetage des actions genre ;
- appuyer le fonctionnement du Comité sectoriel d'Institutionnalisation de la Politique Nationale Genre en charge du suivi du plan d'actions de la PNG et de l'assistance des agences, projets/programmes dans la prise compte du genre ;
- renforcer les capacités des cadres du ministère dans la planification et la budgétisation sensible au genre.
- renforcer les capacités des points focaux genre afin de disposer de données désagrégées en termes de formation professionnelle et insertion en mettant l'accent sur les évolutions ;
- mettre en place un plan de communication permettant une visibilité des actions du département en matière d'égalité de genre.

CONCLUSION

Le non atteint des objectifs fixés est imputable en partie au retrait des partenaires, aux difficultés liées à la mobilisation et à la mise à disposition de ressources financières.

2.3.5.MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Introduction

Le rapport-genre du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) est élaboré conformément aux orientations de la politique budgétaire fixées par lettre circulaire n°000765/MEF-SG du 02 avril 2026 et conformément à la Loi Organique n°2025-038 du 15 Août 2025 relative aux lois de Finances.

Il est fondé sur l'obligation de rendre compte de la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'actions genre et intégrés dans les budgets- programmes. Il recense ainsi les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-

programme du Ministère qui contribue à la mise en œuvre du plan d'actions de la Politique Nationale Genre.

En 2025, le contexte institutionnel, politique et macroéconomique a été marqué par : (i) la consolidation de la Confédération des Etats du Sahel (AES) ; (ii) : l'adoption du plan stratégique national de développement appelé « Vision Mali Kura ɲɛtaasira » à l'horizon 2063, visant à rebâtir les institutions et à formaliser l'économie.

L'année a également été caractérisée par une crise politique, institutionnelle et sécuritaire. Toutes ces crises viennent se greffer à une situation déjà défavorable en matière d'équité et d'égalité de genre. Les disparités relevées en la matière, avec un taux d'activités des femmes en nette décélération et un taux d'emploi qui peine à s'améliorer malgré les efforts consentis jusqu'à présent se sont accentuées.

Le présent Rapport Genre présente les réalisations de l'année 2025 et la planification pour la période 2026-2028. Il présente les engagements et réalisations du MEF en matière d'équité femmes/hommes. Il est une partie intégrale de l'information budgétaire élaborée par le département à travers le Projet Annuel de Performance (PAP) et leur Rapport Annuel de Performance (RAP).

Le Rapport sur le Budget Axé sur les Résultats tenant compte de l'aspect genre du MEF, aborde, dans sa première partie les enjeux genre et gaps à combler ; la deuxième partie est dédiée aux mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre et la troisième partie met en exergue la planification et la budgétisation des actions genre sur la période 2027-2029.

2.3.5.1.Présentation du Ministère

Le Ministère de l'Economie et des Finances est chargé de préparer et de mettre en œuvre la politique économique, financière et monétaire de l'Etat, conformément aux dispositions du décret n° 0474/PT-RM du 26 juillet 2021 fixant les attributions des membres du Gouvernement.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la coordination de la politique du Gouvernement en matière économique, financière et monétaire;
- l'élaboration du cadre macro-économique de référence pour les politiques économiques à moyen et long termes ;
- l'élaboration de mesures visant à accroitre les ressources de l'Etat et à améliorer l'efficacité de la dépense publique ;
- la prévision économique et le suivi de la conjoncture économique ;
- l'élaboration des statistiques économiques et financières et la réalisation d'études ;
- la préparation et l'exécution des lois de finances, du Budget d'Etat et des plans de trésorerie;
- l'élaboration et l'application de la fiscalité et de la réglementation douanière ;
- l'approvisionnement régulier du pays en produits pétroliers ;
- la tutelle financière des collectivités locales et des organismes publics bénéficiant d'un concours de l'Etat ;
- le contrôle financier des services et organismes publics ;
- le renforcement de l'intermédiation financière et la promotion de l'inclusion financière ;
- le suivi et le contrôle des banques, des établissements financiers et de crédits, des systèmes financiers décentralisés et des compagnies d'assurances ;

- l'élaboration et le contrôle de l'application de la réglementation des marchés publics et des délégations de service public ;
- la tenue de la comptabilité publique ;
- la gestion de la dette publique ;
- la gestion du portefeuille et des participations financières de l'Etat ;
- la centralisation, l'étude et la mise en forme des programmes et projets d'investissement proposés par les départements ministériels ;
- l'appui à la mobilisation des financements relatifs aux programmes et projets retenus auprès des partenaires au développement et le suivi de leur mise en œuvre, en liaison avec les ministres concernés et le ministre chargé de la coopération internationale ;
- la participation à l'évaluation des programmes et projets inscrits dans le programme d'investissement de l'Etat et bénéficiant du concours de fonds d'origine extérieure ;
- le développement de la statistique et la mise en cohérence des statistiques sectorielles relatives à la situation économique et sociale du pays ;
- le suivi de l'évaluation, de la sélection et du pilotage des projets de partenariat public-privé;
- la participation à la lutte contre la délinquance financière et le blanchiment d'argent ;
- la mobilisation de financements en faveur du développement de la recherche scientifique ;
- la préparation et l'exécution du budget d'Etat ;
- la préparation et l'exécution des plans de trésorerie de l'Etat ;
- le contrôle financier de l'Etat sur les services publics et régies ;
- la tutelle financière sur les organismes personnalisés et les collectivités territoriales ;
- la conception et la mise en œuvre de la politique et de la législation des marchés publics ;
- la collecte, le traitement et l'analyse des données statistiques dans le cadre de la mise en œuvre du suivi-évaluation du schéma directeur (SDS).

2.3.5.2.Enjeux et gaps à combler:

a)-Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

Le Ministère de l'Economie et des Finances fait face à d'importants enjeux et constats qui jalonnent encore les péripéties de la mise en œuvre de la PNG.

Il s'agit entre autres de :

- l'aide à apporter aux femmes en vue de leur faciliter l'accès au crédit car elles ne sont pas une clientèle cible des institutions financières leur capacité de remboursement n'étant pas reconnue. Actuellement, elles font recours au système de crédit informel dont les taux d'intérêt prohibitifs maintiennent, sinon renforcent, l'état de pauvreté. Elles font aussi appel aux emprunts familiaux ou informels;
- l'obtention de la parité pour l'accès aux ressources et la garantie de l'usufruit de la terre afin que les femmes puissent augmenter la production et leur pouvoir d'achat pour l'acquisition de denrées complémentaires et ainsi poser les fondements de la sécurité alimentaire, indispensable à la croissance économique et au développement durable.
- le renforcement des capacités des femmes au sein des structures par la formation continue ;
- le renforcement des capacités entrepreneuriales des femmes à travers la formation, l'information et la sensibilisation et leur accès aux facteurs de production comme par exemple la transformation et la commercialisation des produits.

b)-Les GAPS à combler

Les Gaps à combler au niveau du département sont entre autres :

- l'accès au crédit car les femmes n'ont pas de financement auprès des institutions financières donc il y a lieu de leur faciliter pour la plupart de leurs activités;
- les allocations de ressources liées aux activités genre doivent être visibles dans les budgets dès la planification des activités ;
- le renforcement des capacités pour les femmes doit être renforcé.

2.3.5.3.Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre:

a)- Les mesures spécifiques

L'adoption de la Vision 2063 « Mali kura gneta sira ka ben 2063 ma » et la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le développement Durable (SNEDD 2024-2033) dont un des axes importants est le Développement du Capital Humain à travers lequel, l'autonomisation de la femme et son leadership occupent une place importante. Les femmes ayant une place essentielle dans la société, du fait de leur contribution au processus de croissance et de développement du pays. Ce document donne la priorité à la promotion économique des femmes, à leur participation à la vie publique et à la prise en compte de leur situation sociale.

Le MEF en collaboration avec ses Partenaires Techniques et Financiers a mis en œuvre un certain nombre de projets/Programmes qui concourent à l'amélioration de la gouvernance et la réduction des inégalités, notamment celles liées au genre. On peut citer entre autres :

- la création du Fonds d'Inclusion Financière des Populations Vulnérables (FIFPV) en tant que Etablissement Public à Caractère Administratif (EPA), sa mission est de mettre à la disposition des populations vulnérables exclues du système financier classique des produits financiers innovants, adaptés à leurs demandes, à des coûts abordables en tenant compte de leurs conditions de vie, de leur environnement et de leurs potentialités ;
- le financement du Conseil National de la Société civile (CNSC) par la Cellule d'Appui à la Reforme des Finances Publiques ;
- le projet d'Appui à la Gouvernance Economique et à la Promotion du Genre qui a pour objectif d'améliorer la gouvernance économique et la promotion de l'égalité du genre en vue de renforcer la résilience du Mali face aux facteurs de fragilité. Il est un appui institutionnel visant à renforcer les capacités du Mali en matière de gouvernance économique et de prise en compte des inégalités de genre dans les politiques publiques. Des activités de renforcement des capacités dans les domaines de l'harmonisation de l'aide, de la transparence de la vie publique et la lutte contre la corruption, ainsi qu'en analyse économique et prospective genre sensible seront menées et cibleront les cadres de l'administration malienne, y compris les institutions d'enseignements supérieurs et de la recherche à travers le Cadre de Concertation Genre Inter-Universitaires (CCG-IU). le projet contribuera à réduire certains facteurs de fragilité notamment les faiblesses structurelles de gouvernance économique et financière et les facteurs sociaux de pauvreté et de précarité ;
- la mise en place par Décision N°10-0146 MEF/SG du 25 Octobre 2010 de l'Unité d'Appui et de Suivi de la Stratégie de Développement du Secteur Financier (UAS/SDSF). La mission principale de l'Unité est d'assurer la coordination et le suivi évaluation de la mise en œuvre des activités de la SDSF auprès des Départements ministériels, institutions et organismes compétents à travers des plans d'actions périodiques.
- la création du Fonds de Développement Economique (FDE) ;

Aussi, en lien avec les stratégies globales certaines dispositions particulières sont prises par le MEF. On peut citer :

- l'introduction de la planification et la budgétisation sensibles au genre dans la budgétisation en mode programme ;
- l'instauration d'une lettre circulaire relative au processus budgétaire annuel pour la prise en compte du genre dans la loi des finances ;
- l'élaboration du rapport genre, annexe de la loi des finances, comme moyen de suivi des engagements du Gouvernement.

Il faut noter que parmi les mesures spécifiques qui ciblent le genre le non financement des activités du PAGAM/PREM et du Fonds d'Inclusion Financière des Populations Vulnérables (FIFPV) tirent vers le bas les résultats atteint en matière de réduction des inégalités.

b)- L'évaluation des activités genre 2025

Les résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère du MEF sont identifiés ainsi qu'il suit :

Programme Administration Générale (1.011)

Objectif :Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du Département						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2025***	
		2022	***2023***	***2024***	***Prévisions***	***Réalisations***
Niveau de mise en œuvre du programme économique avec le FMI	-	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*
Niveau de mise en œuvre du programme de réforme des finances publiques	-	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Non Satisfaisant*
Niveau de mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière au niveau du Mali	-	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*

Programme : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels (2.028):

Objectif :Améliorer la coordination de la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des stratégies sectoriels de développement						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2025***	
		2022	***2023***	***2024***	***Prévisions***	***Réalisations***
Niveau de mise en œuvre du CREDD	-	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*

Programme : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national (2.082)

Objectif : Améliorer la capacité des organes du SSN et des acteurs dans le cadre du suivi de la réduction de la pauvreté

Indicateurs de résultats	*Unité*	*Périodes*			*Evaluation 2025*	
		2022	*2023*	*2024*	*Prévisions*	*Réalisations*
Taux d'exécution du programme indicatif 2019-2020 du SSN	*%*	*-*	*-*	*80*	*100*	*100*
Objectif : Renforcer les capacités humaines de l'Administration publique, du Secteur privé et des organisations faîtières de la société civile						
Taux de réalisation des activités de renforcement des capacités	*%*	*-*	*0*	*0*	*100*	*41,67*

c) Exécution financière des activités genre 2025

Tableau II.2 – Exécution financière 2025 par détails des activités

Programme Administration Générale

Action 1

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Appui plan d'action microfinances	20 675 000	18 468 000	89,41
Appui Fonds DVPT Economique (FDE)	75 000 000	24 938 000	33,25
Réalisation des activités PAGAM/PREM (CNSC)	100 000 000	0	0,00

Action 7 : Gestion de l'Aide

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Appui au fonctionnement du Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide	95 506 000	48 822 000	51, 12
Appui mise en œuvre Plan harmonisation de l'Aide	150 000 000	59 033 000	39,36

Programme : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels

Action 2 : Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et le Développement Durable

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Mise en œuvre des activités de la CT/CSLP	132 520 000	67 030 000	50,58
Projet d'Appui mise en œuvre CREDD	25 000 000	136 230 000	54,49

Programme : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national

Action 3 : Renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
réalisation des activités d'Etudes et de Recherches	205 500 000	71 238 000	34,67

D'une manière générale, en 2025, les tendances sont les même que celles de 2024 pour ce qui concerne les résultats obtenus par le MEF dans le cadre de la réduction des inégalités à travers la mise en œuvre de ses Projets /Programmes. Cela est dû en partie au faible taux de mobilisation des ressources prévues sur le Budget Spécial d'Investissement et du PAGAM/PREM.

Cependant, des efforts ont été fournis dans le cadre des activités menées par certaines structures du MEF

A. Au niveau de l'Unité d'Appui et de Suivi de la Stratégie de Développement du Secteur Financier.

Grâce à la Garantie Partielle de Portefeuille (GPP) au sein du Fonds de Garantie pour le Secteur Privé (FGSP SA), au cours de l'année 2025, 1.458 MPME dirigées par des femmes sur un nombre total de 4.257 PME ont bénéficié de prêts ou de lignes de crédit dans 5 banques et 5 SFD pour un montant de 3,986 milliards de FCFA sur un volume total de financement de 29,477 milliards de FCFA soit 34,25% du nombre et 13,52% du volume de financement de l'année. Ce qui est très important par rapport aux besoins de financement de ce secteur.

Sur le plan de l'autonomisation économique massive, un total de 11 948 jeunes et femmes a été organisé en Groupements d'Intérêt Économique (GIE) et en coopératives, atteignant 94 % de l'objectif fixé. Cette structuration constitue un pilier essentiel pour leur autonomie économique et leur accès collectif aux marchés. Par ailleurs, 238 coopératives issues des activités de Travaux Publics à Haute Intensité de Main-d'œuvre (TP-HIMO) ont été légalement constituées, avec un taux de formalisation de 41 %.

Quant au volet, Accès renforcé au financement, le projet a facilité la signature de 80 conventions tripartites dans le cadre d'un programme de mentorat entrepreneurial ciblé, bénéficiant à 400 entrepreneurs (dont 228 femmes et jeunes filles). De plus, huit (08) ateliers stratégiques ont été organisés pour mettre en relation les coopératives avec les institutions financières, mobilisant 456 participants. Trois sessions de plaidoyer ont réuni 30 responsables de groupements, des institutions financières et des autorités locales, consolidant les opportunités d'accès au financement.

Dans le cadre du Développement de compétences, plus de 1 044 jeunes bénéficiaires (dont 512 jeunes filles et femmes) ont été formés à l'entrepreneuriat et à l'élaboration de plans d'affaires simplifiés. Un programme de mentorat entrepreneurial a accompagné 12 600 bénéficiaires (dont 6 867 femmes) engagés dans des activités génératrices de revenus (AGR).
Par ailleurs, 630 jeunes leaders ont bénéficié de formations intensives en autonomisation économique, affichant un taux de satisfaction de 92 %.

Dans le cadre de la Promotion de la Cohésion Sociale et du Bien-être (soutien psychosocial), plus de 1 900 adolescents et adultes ont participé à des activités culturelles et de renforcement de la résilience. Sept (07) groupes de soutien de pairs et deux (02) groupes d'entraide communautaire sont désormais fonctionnels à Bandiagara.

La mise en œuvre d'un plan de communication sur les pratiques familiales essentielles (PFE) a été amplifiée par 40 projections de films documentaires et le lancement de deux spots radio en cinq langues locales, atteignant une couverture estimée à 80 % du territoire national et 80 % de la population grâce à des partenariats médiatiques.

On peut noter que la composante 3 du projet PAFEEM a procédé à l'achèvement des chantiers TP-HIMO dans les zones ciblées dès janvier 2025, offrant une opportunité de revenus à plus de 10 911 personnes vulnérables (dont 5 429 femmes), ainsi que l'enrôlement massif de ménages (22 555) au Registre Social Unifié (RSU), un outil essentiel pour l'accès futur aux services sociaux.

Le projet a également initié des interventions clés en faveur des personnes retournées et des survivantes de violences basées sur le genre (VBG), à travers des actions d'accompagnement, de formation et de structuration communautaire.

B. Au Nveau de la Cellule d'Appui à la Reforme des Finances Publiques (CARFIP)

En 2025, la CARFIP avec l'appui de certains partenaires Techniques et Financiers a réalisé une évaluation PEFA de la gestion des finances publiques sensible au genre afin de renseigner sur la mesure dans laquelle le système de gestion des finances publique du Mali intègre le genre en vue de promouvoir l'égalité des sexes. Les informations recueillies dans le cadre de cette évaluation contribueront à renforcer les reformes budgétaires entreprises par le Mali dans l'optique de réduire les inégalités de genre et la pauvreté dans le pays. Les résultats de cette évaluation ont montré que pour tous les indicateurs PEFA-BSG sont à améliorer.

C. Au Niveau du Centre de Formation pour le Développement (CFD)

Le Centre de Formation pour le Développement dans son programme de formation 2025 a enregistré 531 participants dont 345 hommes (64,97%) et 186 femmes (35,03%).

D. Au niveau du Fonds de Développement Economique (FDE)

Dans le cadre de l'exécution de la phase III du Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PAPSA)/FDE 188 personnes ont bénéficiés de financement PME et MPE/TPE dont 151 hommes et 37 femmes.

E. Au Niveau de l'Institut national de la Statistique (INSTAT)

Dans le cadre de la production des statistiques sexospécifiques, les activités suivantes ont été réalisées :

- la collecte des données et la participation au niveau régional de l'élaboration de l'indice genre Afrique ;
- la publication d'un livret genre chaque année ;
- la collecte trimestrielle des données de l'utilisation du temps à travers l'Enquête Modulaire Permanent (EMOP) ;
- l'appui au secrétariat VBG pour le suivi et la mise à jour de la base données VBG ;
- l'analyse genre à partir des données de l'EMOP sur financement PAGEDD/PNUD.

2.3.5.4.Planification et budgétisation des actions genres :

Les tableaux ci-dessous présentent le « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour les activités/projets, actions, programmes dans le RAP du ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre

Tableau III.1a – Budget genre : Dépenses ciblant l'égalité de genre

Programme 1.011 : Administration Générale

Objectif : Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du Département

Désignation	Budget	Prévisions		
	2024	2025	2026	2027
Coordination et pilotage de la politique du département	12 209 900	4 902 710	5 187 074	5 538 607
Gestion des ressources financières et matérielles	6 918 985	6 341 969	7 549 438	7 758 549
Gestion des ressources humaines	826 248	829 353	887 972	954 673
Processus de décentralisation et de déconcentration	144 910	144 910	152 404	162 517
Renforcement des Capacités des cadres	1 030 748	1 030 748	1 089 808	1 191 940
Approvisionnement du Pays en Produit Pétrolier	874 545	1 274 545	912 615	991 149
Gestion de l'Aide	355 500	355 500	376 352	411 894
Appui à la mise en oeuvre de la réforme des Finances Publiques	4 374 823	5 824 823	5 011 865	5 851 724
Coordination et Suivi des Programmes et Projets Communautaires	311 500	311 500	330 517	362 150
Informatisation de l'Administration Financière	3 399 200	3 455 200	3 629 382	3 989 425
Total :	**30 446 359**	**24 471 258**	**25 127 427**	**27 212 628**

Programme 2.028 : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels

Objectif : Améliorer la coordination de la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des stratégies sectoriels de développement

Désignation	Budget	Prévisions		
	2025	2026	2027	2028
Appui à la formulation et à la coordination des politiques, stratégies, Projets/programmes	7 137 219	10 026 644	10 672 928	13 434 669
Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et le Développement Durable	667 536	717 536	786 318	908 242
Total :	**7 804 755**	**10 744 180**	**11 459 246**	**14 342 911**

Programme : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national

Objectif : Améliorer la capacité des organes du SSN et des acteurs dans le cadre du suivi de la réduction de la pauvreté

Tableau III.1b - Effectif de femmes du MEF par poste de responsabilité

Fonctions	Composition de l'équipe	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre					
Ministre		1	1	0	0
2. Secrétaire Général					
SG	Secrétariat Général	1	1	0	0
	Personnel service courrier (y compris chauffeur et plantons)	23	13	10	43,48
3. Cabinet					
Cabinet	Chef Cabinet	1	1	0	0,00
	Chargé de Mission	5	5	0	0,00
	Attaché de Cabinet	1	1	0	0,00
	Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100,00
4. Services Rattachés					
Cellule UEOMA	Directeur	1	0	1	100,00
	Chef de division	2	2	0	0,00
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	3	2	1	33,33
SHA	Directeur	1	1	0	0,00
	Chef de division	4	3	1	25,00
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	2	2	0	0,00
CAISFF	Directeur	1	0	1	100,00
	Chef de division	4	2	2	50,00
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	4	4	0	0,00
CADD	Directeur	1	1	0	0,00
	Chef de division	2	2	0	0,00
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	4	3	1	25,00
CG FIFPV	Directeur	1	1	0	0,00

Fonctions	Composition de l'équipe	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
	Chef de division	1	1	0	0,00
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	2	0	2	100,00
CARFIP	Directeur	1	1	0	0,00
	Chefs de Division	3	2	1	33,33
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	4	2	2	50,00
UAS	Directeur	1	0	1	100,00
	Chef de division	3	2	1	33,33
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	3	1	2	66,67
CSLP	Directeur	1	1	0	0,00
	Chef de division	6	5	1	16,67
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	4	2	2	50,00
DFM	Directeur des Finances et du Matériel	1	1	0	0,00
	Directeur des Finances et du Matériel Adjoint	1	1	0	0,00
	Chefs de Division	4	4	0	0,00
	Chef de Section	7	2	5	71,43
	Chargés de dossiers	37	23	14	37,84
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	15	9	6	40,00
5. Services Centraux					
DRH	Directeur National	1	1	0	0,00
	Directeur National Adjoint	1	1	0	0,00
	Chefs de Division	4	3	1	25,00
	Chef de Section	5	2	3	60,00
	Chargés de dossiers	22	7	15	68,18
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	11	7	4	36,36
IF	Inspecteur en chef	1	1	0	0,00
	Inspecteur en chef Adjoint	1	1	0	0,00
	Inspecteurs	26	18	8	30,77
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	21	11	10	47,62
5.1. Directions Nationales					
DNCF	Directeur National	1	1	0	0,00
	Directeur National Adjoint	1	1	0	0,00
	Chefs de Division	156	123	33	21,15
	Chargés de dossiers	285	195	90	31,58

Fonctions	Composition de l'équipe	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	9	5	4	44,44
DNPD	Directeur national	1	1	0	0,00
	Directeur National Adjoint	1	1	0	0,00
	Chefs de Division	6	5	1	16,67
	Chef de Section	5	3	2	40,00
	Chargés de dossiers	25	21	4	16,00
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	17	8	9	52,94
5.2. Directions Générales					
DGDP	Directeur Général	1	0	1	100,00
	Directeur Général Adjoint	1	1	0	0,00
	Chefs de Division	5	3	2	40,00
	Chargés de dossiers	17	13	4	23,53
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	8	5	3	37,50
DGTCP	Directeur Général	1	1	0	0,00
	Directeur Général Adjoint	1	1	0	0,00
	Chefs de Division	7	7	0	0,00
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	19	13	6	31,58
DGMP	Directeur Général	1	1	0	0,00
	Directeur Général Adjoint	1	1	0	0,00
	Chefs de Division	21	17	4	19,05
	Chargés de dossiers	55	23	32	58,18
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	59	27	32	54,24
DGB	Directeur Général	1	1	0	0,00
	Directeur Général Adjoint	1	1	0	0,00
	Chefs de Division	6	6	0	0,00
	Chef de Section	13	13	0	0,00
	Chargés de dossiers	68	40	28	41,18
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	14	9	5	35,71
DGD	Directeur Général	1	1	0	0,00
	Directeur Général Adjoint	1	1	0	0,00
	Sous Directeurs	7	7	0	0,00
DGI	Directeur Général	1	1	0	0,00
	Directeur Général Adjoint	1	1	0	0,00
	Chefs de Division	103	83	20	19,42
	Chef de Section	24	19	5	20,83
	Chargés de dossiers	1049	532	517	49,29

Fonctions	Composition de l'équipe	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
	Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	16	10	6	37,50
6. EPA					
OMAP	Directeur	1	1	0	0,00
	Directeur Adjoint	1	1	0	0,00
INSTAT	Directeur	1	1	0	0,00
	Directeur Adjoint	1	1	0	0,00
CFP STAT	Directeur	1	1	0	0,00
	Directeur Adjoint	1	1	0	0,00
Total		**2266**	**1362**	**904**	**39,89**

2.3.5.5.Recommandations :

Il est important que le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) :

- dispose d'un instrument efficace permettant d'analyser la part des budgets alloués uniquement aux activités du genre ;
- dispose d'un plan d'actions genre validé ;
- applique la Loi 2015-052 sur le quota de femme ;
- organise des sessions de formation en budgétisation sensible au genre, en genre et concept genre et en violences basées sur le genre ;
- développe des stratégies plus innovantes pour faciliter l'accès au financement des PME et MPE/TPE sur celles des femmes ;
- finance les activités du Plan de Réforme de la Gestion des Finances Publique au Mali (PREM) en rapport avec le genre.

Conclusion :

Au plan économique, un des déterminants de la pauvreté concerne le niveau de prise en compte de l'approche inclusive en l'occurrence la participation et l'équité genre dans les initiatives de développement économique. Les politiques et stratégies de développement sont pro-genre à la conception et planifient des activités qui impliquent les femmes, mais c'est dans la mise en œuvre que certaines couches (par exemple les femmes et enfants) sont moins impliquées.

Au plan politique, le Mali traverse une période d'instabilité et de conflit quasi permanente depuis 2012.

L'autonomisation de la femme passe certainement par la prise en compte des besoins sexo-spécifiques dans les outils de planification et de Programmation. Aussi, il est crucial que les femmes arrivent à l'autosuffisance grâce à un appui initial et non pas par le biais de l'aumône. Des informations détaillées sur les succès obtenus doivent être recueillies pour les analyser et les systématiser afin de promouvoir des programmes porteurs de réussites.

2.3.6.MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Introduction

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce prépare et met en œuvre la politique nationale en matière d'organisation et de promotion de l'Industrie et du Commerce.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes:

- la création d'un environnement favorable à la promotion des industries ;
- le suivi des unités industrielles en rapport avec les ministres sectoriels compétents et la mise en œuvre d'actions ou de stratégies de renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière d'implantation et d'exploitation des industries ;
- l'aménagement des zones industrielles ;
- la promotion et le développement de la propriété industrielle ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des normes et de la qualité de la fabrication des produits industriels ;
- les actions de promotion du commerce intérieur et extérieur et de la concurrence ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles du commerce et de la concurrence ;
- la participation à l'élaboration des accords commerciaux et au suivi de leur mise en œuvre ;
- la participation à l'organisation de la lutte contre la fraude en matière d'importation et d'exportation ainsi qu'en matière de distribution des biens à l'intérieur du pays ;
- le contrôle des poids et mesures, de la qualité des produits et des prix institués ;
- le contrôle de l'exécution des exonérations ou des subventions publiques accordées aux opérateurs économiques privés, en liaison avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des finances ;
- l'organisation de l'approvisionnement régulier du pays en produits de première nécessité et la maîtrise des prix de ces produits ;
- la protection des consommateurs ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies pour le développement des petites et moyennes entreprises ;
- la promotion et le développement de l'entreprenariat national ;
- le suivi et la mise en œuvre des accords d'investissement ou de concrétisation de promesses d'investissement ;
- la promotion et le développement des investissements directs nationaux ou étrangers ;
- la promotion et le développement des systèmes financiers décentralisés ;
- l'élaboration des règles relatives au partenariat public-privé et aux mécanismes innovants de financement de l'économie nationale, en rapport avec le ministre chargé de l'économie ;
- la participation au processus de sélection et de pilotage des projets de partenariat public-privé
- la participation à la promotion des intérêts économiques du Mali dans le monde.
- l'appui au développement des initiatives privées et le renforcement de la compétitivité des entreprises, sociétés et de leur contribution au développement économique et social du Pays ;
- l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de la compétitivité et de l'attractivité de l'économie nationale ;
- la coordination du dialogue entre l'Etat et les institutions représentatives du secteur privé.

Rappelons-le, le Mali s'est engagé, depuis quelques années, dans un processus de budgétisation en mode budget programme caractérisé par une logique de gestion axée sur les résultats. Ce choix, basé sur la performance dans la mobilisation des ressources et la qualité des finances publiques est le couronnement de plusieurs années de réforme dans la gestion des finances publiques. Pour assurer une évaluation de la performance de l'exécution de cette gestion, la loi de finances a inscrit l'élaboration du Rapport Annuel de Performance comme une étape importante. Chaque année, il faut donc se prêter à cet exercice. L'évaluation de la performance de l'exécution du budget est un moyen de mettre en évidence les écarts entre les prévisions et les réalisations de la loi de finances de l'année considérée

2.3.6.1.Présentation du Ministère

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce comprend cinq (5) programmes à savoir :

- Programme 1.032 : administration Générale ;
- Programme 2.083 : Conception et Coordination de la Politique Sectorielle du Commerce et Appui à la Gestion des Marchés ;
- Programme 2.084 : Développement du secteur industriel ;
- Programme 2.085 : Appui au développement du secteur privé ;
- Programme 2.086 : Promotion et développement de la microfinance.

A ces programmes sont associés Vingt Deux (22) objectifs spécifiques qui se déclinent en quarante Cinq (45) indicateurs.

2.3.6.2.Enjeux et gaps à combler :

a)-les enjeux –genre :

Les enjeux portent sur les points suivants :
L'appui à apporter aux femmes opératrices économiques ainsi que l'aide des organisations de femmes opératrices économiques à accéder aux moyens financiers ;
Le renforcement des capacités des femmes au sein des structures par la formation continue ;
Le renforcement des capacités entrepreneurial des organisations de femmes opératrices économiques à travers la formation, l'information et la sensibilisation ;
L'accroissement de l'accès des organisations de femmes opératrices économiques aux facteurs de production etc.

2b)-Défis :

Les principaux défis sont :

- la dotation et le renforcement des capacités des structures en ressources humaines qualifiées et matérielles ;
- la relecture de certains textes en vigueur ;
- la formalisation et la professionnalisation des acteurs du commerce ;
- l'amélioration et la diversification des capacités d'offres nationales ;
- la diversification des marchés ;
- l'équipement des structures en matériels adéquats ;
- la construction et l'équipement des locaux appropriés pour abriter les structures du département ;
- une meilleure synergie entre les structures du département et les autres acteurs de la promotion du -secteur industriel ;
- la formation des cadres sur la nouvelle approche budgétaire ;
- la mise en place d'un mécanisme idoine pour mobiliser le financement nécessaire à la mise en œuvre des Politiques, stratégies et programmes ;

- la construction de quatre usines de viandes dans les régions de Sikasso, Mopti, Gao et le District de Bamako ;
- insuffisance de prise compte de l'approche genre dans la conception et la mise en œuvre de certains projets d'aménagement des marchés ;
- faible représentation des femmes cadres de concertations et la gestion des marchés ;
- besoins de renforcer les capacités du personnel en matière d'intégration du genre dans les programmes et projets ;
- la faible dotation budgétaire pour la mise en œuvre du plan d'actions de la stratégie ;
- la faible mobilisation des ressources financières des activités planifiées ;
- la situation sécuritaire qui entrave la réalisation des activités dans les régions ;
- promouvoir l'amélioration continue de l'environnement des affaires ;
- l'insuffisance de ressources financière dédiées pour prendre en charge les activités de renforcement des capacités du personnel sur les sujets relatifs au Genre ainsi que l'élaboration au Genre,
- accès limité des femmes des femmes et des jeunes au financement adapté ;
- faible connaissance des procédures de formalisation par les femmes et les jeunes,
- manque de renforcement de capacité des femmes sur les questions liées au genre ;
- former les femmes entrepreneures aux procédures d'exploitations et aux normes de qualité,
- promouvoir l'entrepreneuriat féminin orienté vers l'exploitation.

c)-Gaps (écarts) :

- Insuffisance de prise en compte de l'approche genre dans la conception et la mise en œuvre de certains projets d'aménagement des marchés ;
- la CTRCA n'a pas un programme d'activités spécifiques au genre,
- manque de formation du personnel sur l'intégration de l'approche genre dans les programmes et projets de l'agence ;
- l'absence d'un programme d'accompagnement structuré du personnel féminin de l'APEX MALI et des femmes exportatrices ;
- l'élargissement des activités du plan d'action genre aux autres départements de l'AMANORM ;
- insuffisance de mécanisme de collecte et de suivi de données désagrégées par sexe sur le développement des PME et leur performance économique,
- faible accès des femmes et des jeunes entrepreneurs aux mécanismes de financement et aux opportunités d'investissement ;
- faible niveau de formalisation des entreprises, notamment celles créées par les femmes et les jeunes.

d)-Les GAPS à combler :

- L'insuffisance en qualité et en nombre des ressources matérielles et humaines
- l'inadéquation de certains textes en vigueur avec le contexte actuel ;
- le poids de l'informel dans le commerce intérieur ;
- la faible capacité d'offres des produits nationaux sur le marché extérieur ;
- l'inadéquation et l'insuffisance de locaux pour certains services ;
- l'insuffisance et la vétusté du matériel roulant ;
- l'insuffisance des instruments de vérification métrologique ;
- la faible synergie entre les structures du département et les autres acteurs de la promotion du secteur industriel ;
- le faible niveau de maitrise de la nouvelle approche budgétaire par les cadres ;
- l'absence de mécanisme de financement du secteur industriel ;

- l'insuffisance d'infrastructure moderne d'abattage de bétail.

2.3.6.3.Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre en 2026 :

Cette situation est décelable au niveau des domaines suivants

a)-Les mesures spécifiques :

Le secteur de l'industrie et du commerce demeure essentiellement marqué par son caractère informel. La frange de la population dans ce domaine est majoritairement féminine.

Des actions spécifiques ont été menées :

- renforcement des capacités des responsables des faîtières dans les rôles et les procédures de mise en place des Centres de Gestion Agréés (CGA) ;
- formation des bénéficiaires de prêt en comptabilité simplifiée et GERME (Gérer Mieux son Entreprise) ;
- formation/sensibilisation des acteurs en cogestion des marchés et sensibilisation des usagers des marchés en hygiène et sécurité sanitaire des aliments ;
- financement des activités des commerçants détaillants des Centres de Gestion Agréés (CGA).
- une stratégie interne de promotion du Genre au sein de l'APEX-Mali est élaborée et validée ;
- Dix (10) entreprises dirigées par des femmes sont appuyées en vue de leur participation aux salons régionaux et internationaux ;
- les capacités du personnel sont renforcées sur le concept « Genre » et les outils d'intégration du genre dans les projets et programmes d'exploitation ;
- les capacités du personnel féminin de l'APEX-Mali sont renforcées en leadership ;
- les capacités des femmes en matière d'entreprenariat, aux techniques d'exportation, et aux normes de qualités sont renforcées ;
- une meilleure prise en compte du genre dans les politiques, programmes et projets d'appui au Secteur Privé, conformément à l'article 77 de la LOSP, qui prévoit que l'Etat encourage et favorise l'installation des jeunes et des femmes dans les filières prioritaires ;
- un renforcement de la participation des femmes opératrices économiques (notamment à travers le Réseau des Femmes Opératrices Economiques du Mali, membre du conseil supérieur du Secteur Privé) aux instances de concertation et de décision ;
- l'amélioration significative du niveau de compétence et d'engagement du personnel féminin ;
- la réalisation d'un niveau d'au moins 10% de représentation des femmes au sein de l'effectif des experts représentant le mali dans les organisations régionales et internationales de normalisations ;
- les propositions de projets incorporeront systématiques les sauvegardes environnement et sociales, l'égalité des sexes et les principes d'inclusion sociale du FVC menant à des interventions climatiques plus durables et équitables ;
- un dispositif de suivi-évaluation permet de mesurer les résultats des activités d'orienter les futures interventions.

b).Evaluation des activités genre 2025

L'état d'exécution des résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère.

Tableau II.1 – Evolution/Evaluation des indicateurs genre
Programme 2.083: Conception et Coordination de la Politique Sectorielle du Commerce et Appui à la Gestion des Marches

Développer les Chaines de Valeurs à potentiel de compétitive

ACTIVITE	COUTS
Elaboration et validation d'une stratégies interne de promotion du genre au sien de l'APEX-Mali	3 000 000
Appui à la participation des entreprises dirigées par des femmes aux salon régionaux et internationaux pour valoriser le made in Mali	10 000 000
Formation du personnel sur le concept genre et les outils d'intégration du genre dans les projets et programmes d'exportation	5 300 000
Formation du personnel féminine de l'APEX-Mali sur le leadership	2 500 000
Former les femmes entrepreneurs aux techniques exploitations, au E-commerce, au commerce digital et aux normes de qualité	4 500 000
Récompenser les cinq (05) meilleurs exportatrices de l'année (APEX AWARDS)	5 000 000
TOTAL	**30 300 000**

Assurer la mise en œuvre du Programme de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises Industrielles « Phase de Relance »

MISSIONS	DEFIS RENCONTRE	BUDGET ESTIMATIF DES ACTIVITES LIEES AU GENRE	RESULTATS ATTENDUS
-Promouvoir la Compétivité des Entreprises Industrielles à travers le Programme de Restructuration et de Mise à Niveau	-Manque de Renforcement de capacité des femmes sur les questions liées au genre; -Manque de Budget	Aucun Budget	-Les capacités des Femmes sur les questions liées au genre sont renforcées**;** -Les questions liées au genre sont enseignées et élargies dans toutes les Structures du Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC)

B/ Programme 2.085 : Appui au Développement du secteur prive mise en œuvre de la politique sectorielle de l'industrie

OBJECTIF 1: Assurer la Promotion des Investissements Privés (API-Mali)		
Activités	**Montant (FCFA)**	**Observation**
Atelier information sur le régime de l'Entreprenant et la charter des PME/PMI	3 500 000	En cours d' exécution
Formation en gestion simplifiée des PME/PMI	3 000 000	En cours d' exécution

OBJECTIF 1: Assurer la Promotion des Investissements Privés (API-Mali)		
Activités	**Montant (FCFA)**	**Observation**
Journée d'information sur la formalisation et les statuts juridiques	3 000 000	En cours d' exécution
Déploiement des activités dans les régions	3 000 000	En cours d' exécution
Supports de communication et couverture médiatique	5 500 000	En cours d' exécution
Suivi-évaluation et rapports	1 000 000	
Trois sessions de formation des TPME (150 femmes et jeunes) sur la formalisation, les opportunités d'investissement, la fiscalité, la comptabilité et les services bancaires	10 000	Exécutées
TOTAL	**19 000 000**	

OBJECTIF 4 : Améliorer le Climat et la Pratiques des Affaires					
ACTIVITES	**Total effectif**	**Hommes**	**% Hommes**	**Femme**	**% Femme**
Formation sur les procédures d'exécution du contrat de travail à Gao	35	29	83%	6	17%
Formation pour le renforcement des capacités du personnel de la CTRCA et ses partenaires sur la budgétisation en mode programme et la Gestion Axées sur les Résultats (GAR)	32	26	81%	6	19%
Formation en éducation financière à Koulikoro	26	14	54%	12	46%
Atelier de communication sur les réformes du climat des affaires	48	37	77%	11	23%
TOTAL	**164**	**126**	**77%**	**38**	**23%**

OBJECTIF 5 : Coordonner et Suivre la Mise en Œuvre des Politiques et Stratégies de Développement

ACTIVITES	Budget estimatif (FCFA)	Période
Sensibilisation des organisations professionnelles sur le genre	**5 000 000**	**2éme trimestre 2027**
Appui aux femmes et jeunes entrepreneurs dans les filières prioritaires	**15 000 000**	**2027-2028 (continue)**
TOTAL	**20 000 000**	

B/Programme 2.086 : Promotion et de développement de la microfinance
Mise en œuvre de la politique nationale sectorielle de l'industrie

Défis rencontrés	Budget estimative des activités lies au genre	Résultats Attendu
Actuellement le CPA/SFD est confronté à plusieurs difficultés. Sur le plan financier, les ressources affectées sur le budget national sont insuffisantes. Au niveau des matériels, les équipements de bureaux et le matériel roulant et informatique sont vétustes. En ce qui concerne les ressources humaines, l'effectif au nombre de treize (13) est qualitativement et quantitativement en deçà des prévisions du cadre organique en vigueur qui prévoit vingt-cinq (25) agents. Cette faible dotation de la structure en ressources financières, matérielles, et équipements; en absence de primes et indemnités spéciales de fonction ne favorise pas la réalisation des activités et explique les départs fréquents des agents vers d'autres structures. Cette instabilité du personnel affecte fortement le bon fonctionnement de la structure	En 2025, le CPA/SFD a organisé une activité majeure, il s'agit de l'atelier de formation des Institutions de Microfinance (IMF) sur le financement climatique et la préparation des projets via la programmation du fond vert pour le climat du 15 au 16 novembre à Maeva palace Budget de la formation : 4 989 750 FCFA Nombre de participants: 24 (dont 5 femmes).	-Les participants seront aptes à rédiger des notes conceptuelles du FVC convaincantes qui répondent aux exigences stratégiques et techniques du Fonds, améliorant ainsi les chances de progression réussie. -Les parties prenantes démontreront des compétences améliorées en structuration des aspects financiers des projets, en identification des opportunités de cofinancement et en développement de modèles financiers robustes adaptés aux propositions du FVC. -Les propositions de projets incorporeront systématiquement les sauvegardes environnementales et sociales, l'égalité des sexes et les principes d'inclusion sociale du FVC, menant à des interventions climatiques plus durables et équitables. -Les participants soumettront des propositions avec des justifications climatiques bien développées, étayées par des données et des analyses pertinentes, reliant clairement les activités du projet aux impacts climatiques observés et projetés. -Les participants seront capable d'appliquer les méthodologies apprises à leurs idées de projets spécifiques, ce qui se traduira par une compréhension plus Claire des étapes nécessaires pour développer un projet FVC bancable, y compris des cadres de suivi et d'évaluation robustes.

c) <u>Exécution financière des activités genre 2025</u> :

<u>Tableau II.2 – Exécution financière en année 2025 par objectif</u> :

L'état d'exécution financière des objectifs sensibles au genre identifiés dans le Ministère. Exemple (il peut y avoir plusieurs programmes et/ou plusieurs objectifs mais seuls ceux sensibles au genre sont repris) :

Programme 1.032:

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Coordination et pilotage de la politique du département	497 897	472 405	25 492	94.88
Gestion financière et matérielle.	1 721 936	1 583 360	138 576	91.95
Processus de décentralisation et de déconcentration	50 189	24 182	26 007	48.18
Planification, programmation et suivi évaluation	252 233	165 153	87 080	65.48
Total	**2 522 255**	**2 245 100**	**277 155**	**300.49**

Analyse :

L'action 1 et 2 a successivement des taux de réalisation très satisfaisant de 94,88% et 91,95%. S'agissant l'action 4 relative à la planification, programmation et suivi évaluation : le taux de 65,48% (prise en charge des salaires du Personnel (CPS)) connait un dépassement de plus 100% dû à l'arrivée de nouveau fonctionnaire et l'avancement des certains agents.

Seule l'action 3 a un taux non satisfaisant de 48,18%. Cela s'explique par le fait que le montant de 50 189 000 FCFA prévu , n'a pas été totalement mobilisé au profit de la CADD. Elle trouve ses origines dans la situation actuelle que connait le pays due à l'ouverture non satisfaisant de crédits.

Programme 2.083 :

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Développement du Commerce	2 421690	1 440 992	980 698	59,50
Développement et Promotion de l'utilisation des mesures et instruments de mesure.	549 974	179 205	370 769	32.58
Développement et promotion des exportations	1 478 573	573 509	905 064	38.79
Appui à l'Aménagement et à la Gestion et des marchés	50 522	21 524	28 998	42.60
Total	**4 500 759**	**2 215 230**	**2 285 529**	**173.47**

Analyse :

L'action 1 a enregistré un taux assez satisfaisant de 59,50%.

Les 4 autres actions ont enregistré respectivement des taux non satisfaisant de : 32,58%, 38,79% ; 1,93% et 42,60%.

L'activité 3.2.4 de l'action 03 a réalisé un taux de 335,25% est dû à la prise en charge de l'appui financier de la participation du Mali à l'Expo 2025 OSAKA, KANSAI, prévue du 13 avril au 13 octobre 2025 à OSAKA (Japon), suivant mandat de délégation N°1156 du 04/03/2025.

L'activité 3.2.2 de l'action 03 a réalisé un taux de 221,04% est dû à la prise en charge des dépenses de fonctionnement et des sursalaires des agents du Programme de Développement de l'Exportation de la Viande du Mali (PRODEVIM), suivant mandat de délégation N°3013 du 03/06/2025.

L'activité 3.2.8 de l'action 03 a réalisé un taux de 164,01% est dû à une demande de crédit supplémentaire pour la prise en charge des dépenses énergétiques de l'Agence.
Les activités du PRODEVIM ont été réalisées à hauteur de 67 Millions sur la ligne Appui à l'APEX.
Le montant 47 963 000 FCFA représente le cumul de réalisation des activités 1 et 2 (Contrôle surveillance et métrologique et vérification d'instrument de mesure (AMAM) et Acquisition des biens et services pour le fonctionnement (AMAM)).

L'action 3 de l'activité Appui au Cadre Intégré du Commerce, le faible taux de décaissement (BSI) de 12.74% n'a pas été satisfaisant par rapport aux objectifs du Projet et a affecté la mise en œuvre des activités prévues.
Programme 2.084 :

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Développement du tissue industriel	942 261	547 280	394 981	58.08
Amélioration de la Compétitivité des entreprises industrielles	1 520 815	996 180	524 635	65.50
Total	**2 463 076**	**1 543 460**	**919 616**	**123.58**

Analyse :

Le taux d'exécution financière des deux actions du programme 2.084 est assez satisfaisant avec des taux de 58,08% et 65,50%.

En ce qui concerne l'AMANORM, les taux d'exécution global de 65.50% est dû principalement aux dépenses liées à la prise en charge des salaires par l'Etat ainsi qu'aux activités réalisées dans le cadre du "Développement de la culture Qualité". Aucun crédit n'a été ouvert au titre de l'activité "Evaluation de la conformité", par ailleurs ce qui n'a pas permis le démarrage proprement des opérations de certification des produits.

Il convient enfin de signaler l'activité phare de l'AMANORM, notamment "Mise en œuvre des activités de Normalisation" a été très faiblement soutenue par l'Etat. Elle n'a pas n'ont plus bénéficié des Ressources Propres de l'Agence qui a eu du mal à les mobiliser en 2025 en raison de la crise multiforme que traverse le pays, d'où un taux d'exécution financière de 18,80%, ce qui est très faible pour une activité motrice d'une structure.

Sur l'action 1 les activités 3.2.1 et 3.3.1 pour l'insuffisance de crédit ont été financé sur l'activité 3.3.3 (biens et services).

Programme 2.085 :

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Promotion des investissements privés	894 651	409 221	485 430	48.16
Développement du secteur privé	844 912	551 924	292 988	65.32
Total	**1 739 563**	**961 145**	**778 418**	**113.48**

Analyse : Certaines activités qui affichent zéro (0) s'expliquent par le fait que ses activités ont été réalisées sur les ressources propres. La formation du personnel a été financée par le PACEM. Ce taux global faible de 48,16% de l'action 1 s'explique par le non ouverture du Budget Spécial d' Investissement.

Pour le personnel de la DNPME le taux zéro s'explique par le fait qu'il n'y a pas eu de nouvelle affectation. L'activité 2.2.1 de l'action 02 avec un taux de 226,67 s'explique par le fait que grâce à l'appui du partenaire nous avons reçu à réaliser l'activité par l'appui de la part de GIZ PAM (programme alimentaire mondiale). Par insuffisance de ressources les lignes n'ont pas été ouvertes à hauteur de souhait. La ligne BSI n'a pas été ouverte à hauteur de souhait avec un taux non satisfaisant de 13,29%.

Le taux de 65,32% de l'exécution financière du développement du secteur privé s'explique par le fait que tout le montant prévu n'a pas été mise à disposition du programme 2.085
La prise en charge du salaire du personnel STP/CSSP, initialement fixé à 108.762.000 FCFA alors qu'ils ont réalisés 133 354 000 FCFA avec un taux de 122,61%.

L'organisation de la session du CSSP, n'a pu être réalisée en raison du contexte politique, l'activité n'a pu être intègre dans l'agenda du président de la république qui le préside selon la loi LOSP.

L'activité n'a donc pas pu être intégrée à l'agenda du Président de la République, qui la préside conformément à la loi LOSP.

L'animation du réseau des points focaux (RPF) n'a pu être réalisée par manque de financement.

Programme 2.086 :

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Développement de la micro finance	170 380	93 046	77 334	54.61
Total	**170 380**	**93 046**	**77 334**	**54.61**

On enregistre 7 activités au niveau de l'action unique "développement de la microfinance" qui ont connu une réalisation totale à hauteur de 93 046 000 FCFA, soit un taux de 54.61%.

En lieu et place des réunions du Groupe Consultatif National pour la Microfinance (GCNM) et les réunions du Comité Technique pour le développement de la microfinance, le CPA/SFD a réalisé quatre (4) réunions statutaires dans le cadre du suivi du plan d'action de la stratégie régionale d'inclusion financière dans l'UEMOA.

Dans le cadre de l'animation des deux (2) outils de promotions à savoir le portail de la microfinance et la cartographie numérisée des IMF, le CPA/SFD a réalisé des recherches en vue de leur mise à jour.

Tableau III.2 - Effectifs du ministère sexo-désagrégés :

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	**0**	**0**
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0
Conseillers Techniques	X	X	X	X
Personnel service courrier	X	X	X	X
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0
Chargés de Mission	X	X	X	X
Attaché de Cabinet	1	1	0	0
Secrétaire Particulier Ministre	2	1	1	50%
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés	**17**	15	2	6%
Directeurs nationaux	2	2	0	0
Directeurs nationaux Adjoints	2	2	1	50%
Chefs de Division DFM	4	3	1	25%
Chefs de section	6	3	3	50%
Chargés de dossier	X	X	X	X
Personnel service courrier	2	0	2	100%
4.2. Directions Générales				
Directeur Général	1	1	0	0
Directeur Général Adjoint	1	1	0	0
Sous-Directeur				
Chefs de Division	X	X	X	X
Chefs de section	X	X	X	X
Chargés de dossier	X	X	X	X
Personnel service courrier	X	X	X	X
4.3. Personnel EPA	X	X	X	**X**
4.4. Personnel EPST	X	X	X	**X**
5. Directions Régionales et services rattachés	X	X	X	**X**
6. Services locaux	X	X	X	**X**
Total	**X**	**X**	**X**	**X**

Commentaire en 5 lignes maximum.

IV. Perspectives

V. Recommandations

Des recommandations pertinentes pour le ministère en question.

2.3.7. MINISTÈRE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HÔTELIÈRE ET DU TOURISME

2.3.7.1. Présentation du Ministère

Selon le Décret n°2021-0474/PT-RM du 26 juillet 2021, le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme.

- Promotion et développement d'une culture ancrée dans les valeurs de la société malienne et de la civilisation universelle.
- Promotion de la production et de la créativité littéraires, artistiques et culturelles.
- Protection, conservation et valorisation des œuvres du patrimoine culturel national.
- Promotion de la culture malienne à l'extérieur du Mali et développement des échanges culturels.
- Protection des droits d'auteurs et droits voisins et lutte contre la piraterie.
- Promotion et développement du secteur de l'Artisanat, notamment par le renforcement des capacités, l'amélioration de l'offre et de la qualité des produits, la modernisation des outils de production et du système de commercialisation.
- Promotion du secteur touristique et diversification et valorisation des sites et produits touristiques.

2.3.7.2. Enjeux et gaps à combler

- Accès équitable à la création et à la production culturelle et artistique.
- Visibilité et représentation équilibrée dans la promotion nationale et internationale.
- Egalité dans l'accès et la protection des droits d'auteur et droits voisins.
- Accès équitable aux ressources économiques et technologiques dans l'artisanat.
- Participation et bénéfices équitables dans le secteur touristique.

Les gaps identifiés concernent notamment la mise en place de fonds ou bourses dédiés aux femmes créatrices, des appels à projets sensibles au genre, la représentation des femmes dans les délégations culturelles, la formation aux droits d'auteur, le suivi genre dans la gestion des droits, l'accès des artisanes aux financements et technologies, le développement de coopératives féminines, la participation aux foires artisanales, la présence des femmes dans la gouvernance touristique et la formation des entrepreneures touristiques.

2.3.7.3. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre

Le rapport mentionne l'initiative UNESCO « Synergie d'actions au Ministère de la Culture contre la Covid 19 », initiée en 2020 pour coordonner la réponse du ministère aux impacts de la pandémie sur le secteur culturel. Le rapport précise que le genre n'y est pas explicitement mentionné.

a) Evaluation des activités genre 2022 à 2025

Indicateur / Programme	Unité	2022	2023	2024	Prévision 2025	Réalisation 2025
2.047 – Taux de réalisation des expositions sur le patrimoine	%	0	100	100	100	100

Indicateur / Programme	Unité	2022	2023	2024	Prévision 2025	Réalisation 2025
2.048 – Taux de financement des activités cinématographiques	%	95	35	95	100	42
2.049 – Pourcentage d'étudiants et d'acteurs culturels formés	%	100	93	98	100	100
2.050 – Taux de participation/organisation de manifestations commerciales et promotionnelles de l'artisanat	%	28	100	100	100	100
2.051 – Taux de réalisation des sessions de formation sur le tourisme	%	0	100	0	100	100

Le rapport relève une évolution globale satisfaisante, mais signale des faibles taux pour certains programmes : 0 % en 2024 pour les sessions de formation du tourisme et une baisse du taux de financement des activités cinématographiques, de 100 % en 2024 à 42 % en 2025.

b) Exécution financière des activités genre 2025

Programme / Objectif	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
2.047 – Enrichir et rendre accessible la connaissance sur le patrimoine culturel	792 799	492 248	300 551	62,09 %
2.048 – Développer une industrie cinématographique	655 975	331 679	324 296	50,56 %
2.049 – Assurer la formation et la recherche dans le domaine des arts et du patrimoine	859 841	613 879	245 935	71,40 %
2.050 – Assurer la promotion commerciale des produits artisanaux	124 542	25 591	98 951	20,55 %
2.051 – Renforcer les capacités des acteurs intervenant dans le domaine du tourisme	51 231	31 505	19 726	61,50 %
Total selon le rapport source	2 484 388	1 494 842	989 453	60,16 %

Point de validation : l'écart arithmétique entre le total prévu et le total réel indiqué dans le rapport source est différent de l'écart total affiché. La valeur du tableau source est conservée et doit être validée avant publication.

2.3.7.4. Planification et budgétisation des actions genre

Le rapport présente un budget genre distinguant les dépenses ciblant directement l'égalité de genre et les dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre.

Budget genre – dépenses ciblant directement l'égalité de genre :

Activité	Exécution 2023	Budget 2024	Prévision 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
Appuis aux acteurs et aux activités culturelles	1 254 059	25 000	129 851	129 851	369 719
Formation des agents du département	1 572	14 785	14 785	14 785	19 785
Renforcement des capacités des photographes	34 892	42 579	40 000	40 000	46 565
Formation des acteurs de la chaîne du livre	300	1 360	13 185	13 185	8 095
Réalisation des activités pédagogiques	81 190	211 989	206 500	206 500	206 500
Formation des techniciens des arts et de la culture de l'INA	119 681	184 167	192 842	193 842	200 842
Organisation de voyages d'études	0	5 000	4 000	4 000	4 000
Renforcement des capacités des acteurs public-privés du tourisme	ND	12 058	20 752	20 752	15 000
Total	1 492 216	498 232	621 915	622 915	870 506

Budget genre – dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre :

Activité	Exécution 2023	Budget 2024	Prévision 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
Transfert des infrastructures culturelles aux collectivités territoriales	5 207	11 837	9 469	10 469	10 469
Transfert des compétences déconcentrées aux collectivités territoriales	2 275	3 563	5 930	5 930	5 930
Organisation d'expositions photographiques	19 420	15 987	15 000	15 000	19 000
Financement des activités cinématographiques	9 708	66 667	85 044	85 044	75 044
Numérisation des œuvres littéraires et artistiques	20 898	44 444	17 628	17 628	47 601
Formation en droit d'auteur et droit voisin	0	3 380	13 074	13 074	15 074
Organisation d'évènements culturels	169 562	17 378	21 402	21 402	32 619

Activité	Exécution 2023	Budget 2024	Prévision 2025	Prévision 2026	Prévision 2027
Organisation de voyages d'étude	15 632	51 503	42 172	42 172	—
Elaboration de textes d'application du Code communautaire artisanat de l'UEMOA	2 486	18 951	14 177	14 177	—
Organisation et participation aux manifestations de promotions artisanales	147 519	86 815	74 542	74 542	65 800
Participation aux manifestations promotionnelles du tourisme	28 708	23 499	18 499	19 999	29 000
Total	428 010	367 667	339 452	343 550	308 557

Effectifs du ministère sexo-désagrégés

Le rapport indique un effectif total de 387 agents au compte du département, dont 149 femmes et 238 hommes, soit 38,50 % de femmes. Il précise que les femmes sont davantage représentées dans certains postes de service courrier et restent minoritaires dans les fonctions nominatives de manière générale.

Catégorie	Total	Hommes	Femmes	% Femmes
Ensemble du département	387	238	149	38,50 %
Secrétariat général – conseillers techniques	5	4	1	20 %
Personnel du service courrier du Secrétariat général	19	6	13	68,42 %
Cabinet – chargés de mission	4	3	1	25 %

2.3.7.5. Perspectives

- Institutionnaliser la BSG dans la planification, l'allocation et l'exécution budgétaires.
- Renforcer les capacités internes, le Comité Genre Ministériel et les mécanismes de suivi-évaluation.
- Assurer une représentation équilibrée H/F dans les délégations culturelles, festivals et foires internationales.
- Renforcer la collaboration avec les médias pour valoriser les parcours de femmes leaders et créatrices.
- Renforcer la formation des créatrices aux droits d'auteur et droits voisins et mettre en place un mécanisme de suivi genre dans la gestion des droits.
- Poursuivre les actions de protection sociale des professionnels des métiers de l'artisanat, de la culture et du tourisme.
- Renforcer la collaboration avec les PTF pour le financement des initiatives inclusives.
- Mettre en place des indicateurs de suivi genre harmonisés.

2.3.7.6. Recommandations

- Institutionnaliser l'approche genre dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques, stratégies et projets du ministère.
- Mettre en place un Comité Genre Ministériel chargé de coordonner et de suivre l'intégration du genre.
- Développer un plan de renforcement des capacités internes sur l'approche genre.
- Intégrer des indicateurs genre clairs et mesurables dans les DPPD-PAP et RAP.
- Renforcer le suivi-évaluation sensible au genre avec collecte systématique de données sexo-désagrégées.
- Assurer la redevabilité genre par la publication régulière de rapports d'exécution financière et de performance sensibles au genre.
- Intégrer systématiquement la BSG dans la planification annuelle et triennale et allouer un budget genre spécifique et pérenne dans chaque programme.
- Orienter les financements vers les activités à impact direct sur l'égalité H/F, notamment la formation et l'appui aux initiatives féminines.
- Diversifier les sources de financement et développer des partenariats multi-acteurs sensibles au genre.
- Mettre en place des fonds/bourses compétitifs dédiés aux femmes créatrices et développer des programmes de mentorat et d'incubation pour les jeunes femmes.
- Promouvoir la participation des femmes aux foires, festivals, expositions et manifestations promotionnelles.
- Promouvoir un tourisme communautaire inclusif et favoriser la promotion des femmes dans les fonctions nominatives conformément à la loi n°2015-052.

CONCLUSION

Le rapport met en évidence le rôle du Ministère dans la promotion et la valorisation des richesses culturelles, artisanales et touristiques du Mali, ainsi que des enjeux d'accès équitable aux ressources, de représentation, de protection des droits et de participation des femmes. Les mesures et actions existantes appellent un renforcement de la planification sensible au genre, du suivi des résultats et de l'allocation des ressources.

CONCLUSION GÉNÉRALE du rapport genre 2027

Le Rapport Genre 2027 peut devenir un instrument central de la réforme budgétaire et de la mise en œuvre de la Vision Mali 2063. La compilation provisoire offre une base substantielle : elle rassemble des diagnostics sectoriels, des données d'activités, des profils de personnel et plusieurs tentatives de catégorisation. Son potentiel sera pleinement réalisé lorsqu'elle permettra de suivre une chaîne démontrable allant de l'inégalité constatée à la décision budgétaire, puis de la dépense exécutée au changement obtenu.

La finalisation doit donc privilégier la fiabilité avant l'agrégation : compléter les secteurs absents, harmoniser les années et périmètres, vérifier les calculs, clarifier les catégories et distinguer bénéficiaires, produits et effets. À moyen terme, le marquage budgétaire, les données ventilées et les indicateurs d'effet permettront de mesurer la part des ressources réellement mobilisée, d'améliorer les arbitrages et de renforcer le contrôle démocratique.

En faisant de l'égalité un critère de pertinence, d'efficacité et de justice des politiques publiques — et non une annexe thématique — la budgétisation sensible au genre contribuera à une gestion publique plus transparente, plus performante et plus conforme aux ambitions de transformation du Mali.

ANNEXES : SOURCES ET RÉFÉRENCES DE TRAVAIL

1. MEF–DGB, Rapport Genre compilé n°01, version finale de travail du 27 août 2026 (document provisoire communiqué).

2. Institut national de la statistique du Mali (INSTAT), Résultats du cinquième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5), 2022.

3. Ministère de l'Économie et des Finances, Stratégie nationale pour l'Émergence et le Développement durable (SNEDD) 2024-2033.

4. Vision « Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛnsan 2063 ma ».

5. Loi organique n°2025-038 du 15 août 2025 relative aux lois de finances — référence à vérifier dans le Journal officiel pour la version définitive.

6. Politique nationale Genre du Mali et textes relatifs à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

ETAT W

ANNEXE SUR LES RISQUES BUDGETAIRES

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
-------oo0oo-------
Direction Générale du Budget

REPUBLIQUE DU MALI
-------oo0oo-------
Un Peuple - Un But - Une Foi

RAPPORT D'ANALYSE SUR LES RISQUES BUDGETAIRES

AU TITRE DE LA LOI DE FINANCES 2027

VERSION FINALE

Septembre 2026

Sigles et Abréviations

AES	Alliance des Etats du Sahel
ACI	Agence de Cessions immobilières
ATM	Average Time to Maturity (Durée Moyenne d'Echéance)
ATR	Average Time to Refixing (Durée Moyenne à Refixer)
ANAM	Agence Nationale d'Assistance Médicale
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CMSS	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIPRES	Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale
CMDT	Compagnie Malienne de Développement des Textiles
COMANAF	Compagnie Malienne de Navigation Fluviale
COMANAV	Compagnie Malienne de Navigation
COMATEX-SA	Compagnie Malienne des Textiles-Société Anonyme
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSREF	Centre de Santé de Référence
COVID-19	Coronavirus 2019
CPM	Comité de Prévision et de Modélisation
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CT	Collectivités Territoriales
DGABE	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DGPC	Direction Générale de la Protection Civile
EDM-SA	Energie du Mali-Société Anonyme
EIE	Evaluations d'Impacts Environnementales
EP	Entreprises Publiques
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FRAT	Fiscal Risk Assessment Tool/ Outil d'Evaluation des Risques Budgétaires

FOB	Free On Board « Franco à Bord »
INPS **INSTAT**	Institut National de Prévoyance Sociale Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure
PIB	Produit Intérieur Brut
PLF	Projet de Loi de Finances
PPP	Partenariat Public-Privé
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RAMU	Régime d'Assurance Maladie Universelle
SOMAGEP-SA	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable-Société Anonyme
SOPAFER	Société du Patrimoine Ferroviaire
TIPP	Taxes Intérieures sur les Produits Pétroliers
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I. INTRODUCTION

1. Les prévisions budgétaires sont élaborées sur la base d'hypothèses essentiellement macroéconomiques. Lors de l'exécution du budget, des facteurs peuvent survenir et empêcher d'atteindre les objectifs, d'où l'écart, quelque fois très important entre prévisions et réalisations. Ces phénomènes, connus sous le nom de risques budgétaires, s'ils se matérialisent, affectent l'ensemble des finances publiques, notamment une pression sur certaines dépenses, une augmentation du stock de la dette publique, des difficultés de refinancement et une baisse des recettes fiscales entrainant un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires. Ils peuvent être **exogènes** : (i) la persistance de la crise sécuritaire ; (ii) la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques ; (iii) la perturbation des chaines d'approvisionnement mondiales et régionales ou **endogènes** : (iv) la vulnérabilité de la situation financière de certaines entreprises publiques ; (v) l'instabilité du climat social et les revendications juridiques contre l'Etat et (vi) la mauvaise gouvernance et les crises institutionnelles.

2. En vue d'analyser les principaux risques liés au processus budgétaire, le Ministère de l'Economie et des Finances à travers la Direction Générale du Budget élabore depuis 2018 une annexe budgétaire consacré aux sujets. Dans cet exercice les principaux outils utilisés sont : (i) l'outil d'évaluation des risques budgétaires /Fiscal Risk Assessment Tool (FRAT) qui fournit une perspective de haut niveau sur un portefeuille de risques budgétaires comportant jusqu'à 15 sources de risques budgétaires et couvrant les risques macroéconomiques, spécifiques et institutionnels et (ii) l'outil du bilan de santé des entreprises publiques (SOE Health Check) qui permet au Gouvernement d'identifier et de surveiller les entreprises publiques non financières à haut risque et aide à éclairer les interventions précoces et ciblées si nécessaires.

3. Le présent rapport d'analyse des risques budgétaires au titre de la loi de finances 2027 est le fruit d'un travail collaboratif entre les différents services techniques impliqués dans le processus budgétaire et la gestion des risques inhérents. Il analyse les principaux facteurs de risques identifiés, renseigne leurs canaux de transmission sur les finances publiques et en propose les mesures d'atténuation. En outre, ce rapport prend en compte certaines recommandations formulées par la mission d'assistance technique effectuée par AFRITAC de l'Ouest en avril 2026.Il s'agit notamment de l'amélioration de la grille d'analyse des risques et la quantification de l'impact budgétaire de certains risques.

Les différents risques analysés dans ce rapport sont :

- les risques macroéconomiques ;
- les risques liés à la dette publique ;
- les risques liés aux organismes publics ;

- les risques spécifiques ;
- les risques institutionnels ;
- les risques liés aux catastrophes naturelles.

II. METHODOLOGIE

4. La méthodologie adoptée dans le cadre du présent rapport a consisté à :

- ✓ la collecte des données auprès des structures concernées par l'analyse des risques budgétaires (entreprises publiques, Organismes de sécurité sociale et autres services techniques de l'Etat) ;
- ✓ l'exploitation des rapports des institutions sous régionales et internationales (FMI, Banque mondiale, BCEAO…) ;
- ✓ l'analyse et le traitement des données sur la base des outils FRAT (risques macroéconomiques) et SOE HEALTH CHECK (santé des entreprises publiques) ;
- ✓ la production d'un rapport provisoire sur la base des informations collectées ;
- ✓ le partage du rapport provisoire avec les différents acteurs ;
- ✓ l'organisation d'une réunion pour la validation du rapport.

III. ANALYSE DES RISQUES MACROECONOMIQUES

5. Les risques macroéconomiques sont des changements inattendus dans la performance macroéconomique du pays qui peuvent avoir un impact négatif sur les réalisations budgétaires, en particulier en ce qui concerne les recettes, les dépenses ainsi que la valorisation des actifs et passifs du gouvernement[1].

6. Dans cette partie, nous analyserons les risques macroéconomiques suivants : les risques liés aux fluctuations de la croissance économique, les risques liés à la volatilité des prix des matières premières et les risques liés à la baisse de la production de l'or.

3.1 Contexte

7. Malgré les multiples défis liés à l'environnement sécuritaire et la crise d'électricité, l'économie malienne s'est révélée très résiliente, la situation économique a continué à s'améliorer en 2025 avec un taux de croissance estimé à 5,6% contre 5,0% en 2024 et 6,3% attendu en 2026. Cette performance est portée par le bon comportement de l'ensemble des secteurs et impulsée grâce aux efforts du Gouvernement de Transition à travers le soutien aux secteurs productifs, malgré un contexte national difficile.

[1] Définition inspirée de la description des risques macroéconomiques dans l'outil FRAT du FMI

8. **Au niveau mondial**, selon les perspectives économiques révisées de juillet 2026 du FMI, la croissance devrait s'établir à 3,0% en 2026 avant de remonter à 3,4% en 2027, en demeurant inférieure à la moyenne de 3,5% observée en 2024-2025.
9. **En Afrique subsaharienne**, la croissance devrait légèrement baisser, passant de 4,5% en 2025 à 4,3% en 2026 avant de repartir à la hausse pour atteindre 4,5% en 2027, tandis que l'inflation devrait redescendre passant de 12,5% en 2025 à 8,8% en 2026 et 2027. Ce chiffre masque toutefois d'importants écarts entre pays selon leur marge de manœuvre budgétaire, l'avancement de leurs réformes et leur exposition aux chocs extérieurs. Dans un scénario de guerre prolongée au Moyen-Orient, la production régionale pourrait toutefois reculer de 0,6% en 2026 et de 0,4% en 2027 par rapport aux niveaux d'avant-guerre, avec une hausse de l'inflation de 2,4 points de pourcentage en 2026.
10. **Dans la zone UEMOA**, en dépit des menaces persistantes liées à l'insécurité et au changement climatique, la croissance économique devrait rester solide à 5,5 % en 2026 et 2027 quoiqu'en baisse de 0,9 point de pourcentage par rapport à 2025.
11. **Sur le plan national**, l'économie connaîtrait un nouveau regain de croissance avec un taux de croissance projeté à 6,5% en 2027 contre 6,3% attendu en fin 2026.
12. Les hypothèses spécifiques sur l'environnement économique national s'appuient sur la poursuite de la mise en œuvre des différentes réformes entamées par le Gouvernement de Transition dans les secteurs prioritaires. Elles intègrent également la dynamique de renforcement des axes de coopération du Mali dans le cadre de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES), porteuse d'opportunités à travers la dynamisation des échanges au sein de l'espace confédéral.
13. **S'agissant de l'inflation**, mesurée par la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation, est projetée à 2,5% en 2027 contre 2,8 attendus en 2026.

3.2 Identification des risques macroéconomiques

Les différents risques macroéconomiques identifiés sont synthétisés dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Risques macroéconomiques

Identification du risque	Description du risque
Baisse de la croissance économique	Ce risque peut entrainer un taux de croissance économique négatif et un déséquilibre des finances publiques
Hausse du cours de pétrole	Ce risque peut entrainer une dégradation des agrégats macroéconomiques et budgétaires
Baisse du cours de l'or	Ce risque peut entrainer une baisse des recettes d'exportations et des recettes budgétaires
Baisse de la production de l'or	Ce risque peut entrainer une baisse des recettes budgétaires et de l'emploi
Baisse du cours de coton	Ce risque peut entrainer une baisse des recettes d'exportations et la baisse du chiffre d'affaires de la CMDT ou même accroitre la subvention de l'Etat

Tableau 2 : Catégorisation des risques

Identification du risque	Probabilité d'occurrence	Impact budgétaire[2]
Baisse de la croissance économique	Moyenne	Significatif
Hausse du cours de pétrole	Moyenne	Significatif
Baisse du cours de l'or	Moyenne	Significatif
Baisse de la production de l'or	Moyenne	Significatif
Baisse du cours de coton	Faible	Moyen

- Probabilité de survenance (calculée sur la durée du DPBEP) : faible : <10% ; 10%< moyen <50% ; élevé : >50%.
- Impact budgétaire (calculé sur la durée du DPBEP et en % du budget) : limite <1% ; 1%< significatif <5% ; élevé : >5%.

3.2.1 Risques liés à la baisse de la croissance économique

Probabilité d'occurrence sur 1 an : 11,5% (probabilité moyenne)

Probabilité d'occurrence sur 3 ans : 30,8% (probabilité moyenne)

3.2.1.1 Description

14. Les aléas macroéconomiques négatifs, matérialisés le plus souvent par de fortes baisses du PIB, affectent régulièrement les finances publiques. Les chocs macroéconomiques interviennent en moyenne tous les 12 ans dans chaque pays avec un impact moyen de 9% sur le PIB (Bova, 2016).

15. **Le graphique 1** fournit l'évolution du taux de croissance du PIB sur la période 2000-2025. Sur cette période, le taux de croissance du produit intérieur brut a été de 4,3% en moyenne avec une volatilité de 3,4%. Le taux de croissance le plus élevé est celui de 2015 et le plus faible est observé en 2012 soit respectivement 15,8% et -1,1%. En tenant compte de l'historique des vingt-six (26) dernières années, la probabilité d'occurrence d'avoir un taux de croissance négatif est de l'ordre de 11,5%. Ces risques se sont matérialisés en trois épisodes (2000, 2012 et 2020), soit respectivement -0,7%, -1,1% et -1,2%.

16. Le taux de croissance négatif de 2000 s'explique principalement par une grave crise dans la filière cotonnière, combinée à la hausse des prix du pétrole.

17. La baisse de 2012 s'explique par la crise sécuritaire et institutionnelle et celle de 2020 par l'effet combiné de la crise sanitaire liée à la maladie à coronavirus et au boycott de la culture du coton par les paysans. Les secteurs primaire et secondaire ont été les plus affectés par ces crises contrairement au secteur tertiaire qui s'est relativement mieux comporté.

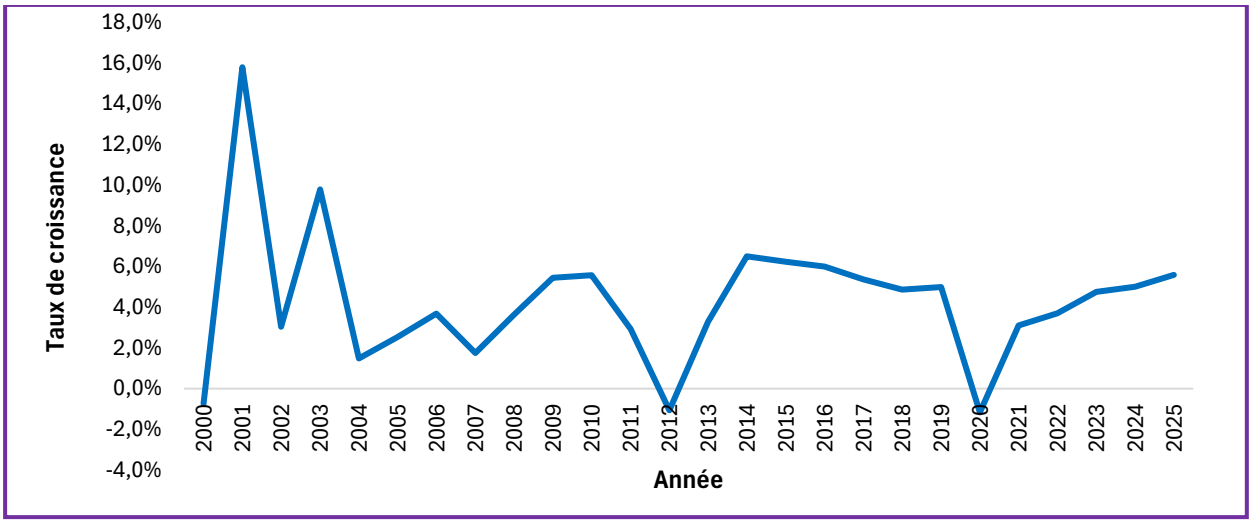
18. Malgré les multiples crises, l'économie malienne demeurerait résiliente. En effet, il est prévu un taux de croissance de 6,5% en 2027 contre 6,3% attendu en 2026.

19. Toutefois, il convient de noter qu'un certain nombre d'obstacles, s'ils ne sont pas gérés au mieux, pourraient entraver la performance économique attendue en 2026 et 2027, affecter les objectifs budgétaires. Il s'agit notamment de :

[2] L'impact budgétaire pour les risques liés volatilité des matières premières (pétrole, or et le coton) est apprécié de façon qualitative sur la base des événements ou chocs antérieurs.

- la dégradation des infrastructures de transport ;
- les difficultés d'accès à l'électricité ;
- la perturbation des chaines d'approvisionnement mondiale, régionale et nationale ;
- l'insécurité ;
- le changement climatique ;
- la volatilité des prix des matières premières.

Graphique 1: *Evolution du taux de croissance du PIB réel 2000-2025*



Source : CPM-MME-DNPD, INSTAT, juin 2026

20. Les secteurs primaire et tertiaire ont été les principaux moteurs de la croissance économique sur la période 2000-2025. Ils ont contribué en moyenne, à la croissance économique à hauteur de 1,1 points de pourcentage du PIB pour le secteur primaire et de 1,6 points de pourcentage pour le secteur tertiaire.

21. Ils représentent l'essentiel du PIB, soit 28,2% et 42,0% du PIB en moyenne respectivement, sur la période 2000-2025 contre 33,0% et 36,8% du PIB attendu en 2026.

22. Quant au secteur secondaire, il a contribué à la croissance du PIB réel à hauteur de 0,9 point de pourcentage en moyenne sur la période 2000-2025 représentant 22,2% du PIB contre 23,2% en 2026.

23. Pour la projection de 2027 (+6,5%), tous les secteurs d'activités devraient enregistrer une croissance solide, mais les secteurs primaire et tertiaire seraient les principaux moteurs de la croissance en 2027.

24. La valeur ajoutée des trois secteurs contribuerait globalement à hauteur de 5,9 points de pourcentage à la croissance du PIB réel, à laquelle s'ajoute la contribution des impôts et taxes nets sur les produits 0,6 point.

25. En outre l'analyse du **tableau 3** relatif à la volatilité des composantes du PIB, montre que le secteur secondaire présente une volatilité très importante avec un taux de croissance moyen de 5,2% et un écart-type de 9,8% sur la période 2000-2025. Il est généralement sensible aux variations exogènes des prix des matières premières et des taux de change. Il est suivi par le secteur primaire avec un taux de croissance moyen de 4,9% et un écart-type de 8,5%.

26. Cette volatilité du secteur primaire peut s'expliquer par, le fait que le secteur primaire principalement lié aux activités agricoles et pastorales, est vulnérable aux aléas climatiques (sécheresses et inondations), mais il induit un impact direct limité sur les recettes budgétaires. Il peut cependant avoir un impact indirect sur les dépenses de l'Etat (dépenses d'intervention ou de secours aux populations). Cependant, il reste difficile à mesurer cet impact en le dissociant d'autres dépenses budgétaires récurrentes.

***Tableau 3** : Volatilité des composantes du PIB, 2000-2025*

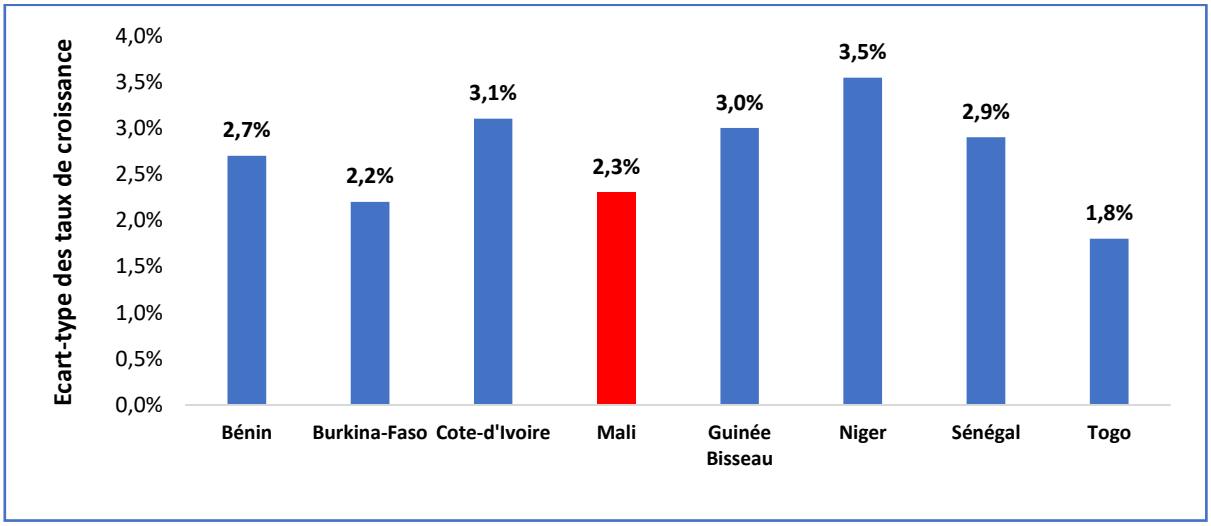
Secteurs	Moyenne	Ecart-type
Secteur primaire	4,9%	8,5%
Secteur secondaire	5,2%	9,8%
Secteur tertiaire	4,3%	3,4%

Source : CPM-MME-DNPD INSTAT, juin 2026

27. S'agissant du secteur tertiaire sa volatilité est modérée sur la période 2000-2025 et est sensible aux aléas institutionnels endogènes. Par conséquent, il ressort du **tableau 3** que les secteurs secondaire et primaire ont été très instables entre 2000 et 2025.

28. Le Mali connaît une volatilité de la croissance relativement faible (2,3%) comparée à certains pays de la sous-région comme le Niger (3,5%), la Côte d'Ivoire (3,1%), la Guinée Bissau (3,0%), le Bénin (2,7%) et le Sénégal (2,9%). Par contre, la volatilité de la croissance du PIB au Mali se situe à un niveau sensiblement supérieur, comparée à celle du Togo (1,8%), et du Burkina-Faso (2,1%).

***Graphique 2:** Volatilité de la croissance du PIB réel des pays de l'UEMOA 2010-2025*



Source : Perspectives Economiques Régionales, Afrique Subsaharienne, 2010-2025 ; nos calculs

3.2.1.2 Canaux de transmission

29. Lorsque les chocs macroéconomiques se produisent, ils provoquent une baisse de croissance économique, cela entrainerait au niveau des finances publiques, non seulement une baisse des recettes

budgétaires attendues, mais aussi une réduction des dépenses en général et particulièrement celles en capital.

30. En effet, les prévisions de recettes fiscales et non fiscales dépendent en grande partie du niveau de l'activité économique. Lorsque les fluctuations à la baisse sont enregistrées, en l'absence d'alternatives pour le Gouvernement, il faut s'attendre à un manque à gagner sur les recettes. La baisse des recettes budgétaires aura pour conséquence l'absence de financement pour certaines dépenses notamment d'investissement sachant que certaines dépenses courantes sont incompressibles (Salaires, pensions, bourses, etc.).

Tableau 4 : *Hypothèses de choc du risque sur la baisse du taux de croissance*

Paramètre du choc	Année	Scenario de référence (DPBEP)	Scenario 1 (-3,4%)	Scenario 2 (-6,8%)
Baisse du taux de croissance	**2027**	**6,5%**	3,1%	-0,3%
	2028	**6,9%**	3,5%	0,1%
	2029	**6,0%**	2,6%	-0,8%

Source : *DPBEP 2027-2029, DNPD-CPM-MME*

3.2.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

31. L'impact budgétaire des chocs de croissance économique s'opère essentiellement à travers un manque à gagner sur les recettes fiscales et une baisse des dépenses en capital. Cet impact se mesure à travers le cumul des effets de la baisses du taux de croissance économique sur les recettes fiscales et les dépenses en capital pour la période 2027-2029. L'analyse permettra de déterminer les seuils à partir desquels l'impact est considéré comme limité, significatif ou élevé.

En effet, un risque à impact limité est celui dont l'impact budgétaire cumulé est inférieur à 1% des recettes totales ou dépenses totales ; un risque à impact significatif ou moyen est celui dont l'impact budgétaire cumulé est compris entre 1% et 5% des recettes ou dépenses totales ; et un risque sera considéré comme impact enlevé ou important lorsque son impact est supérieur à 5% des recettes ou dépenses totales. Pour ce faire, **le scenario 1** simule une baisse 3,4 points de pourcentage du taux de croissance. Les résultats de la simulation (**tableau 5**) ont été comparés aux données du scenario de référence (PLFI 2027 et DPBEP pour 2028 et 2029).

Tableau 5 : *Impact d'une baisse de croissance de 3,4 pdp sur les recettes fiscales et les dépenses en capital*

Agrégat budgétaire	Année	Scenario de référence	Simulation	Ecart	Ecart en % des recettes totales
Recettes fiscales	LFI 2027	3 255,9	3 145,2	-110,7	-2,9%
	2028	3 788,9	3 660,1	-128,8	-3,0%
	2029	4 222,1	4 078,6	-143,6	-3,0%
		Cumul (2027-2029)	**10 883,8**	**-383,1**	**-3,0%**
Dépenses en capital	**Année**	**Scenario de référence**	**Simulation**	**Ecart**	**Ecart en % des dépenses totales**
	LFI 2027	1 172,7	1 053,1	-119,6	-2,8%
	2028	1 500,8	1 347,7	-153,1	-3,1%
	2029	1 675,4	1 504,5	-170,9	-3,2%
		Cumul (2027-2029)	**3 905,3**	**-443,6**	**-3,0%**

Source : *DPBEP 2027-2029, DNPD-CPM-MME*

32. L'analyse du **tableau 5** montre qu'une baisse du taux de croissance économique de 3,4 points de pourcentage entrainerait, toutes choses égales par ailleurs, un impact budgétaire cumulé global de 383,1 milliards de FCFA des recettes fiscales et 443,6 milliards de FCFA des dépenses en capital sur la période 2027-2029. Ces impacts sont jugés significatifs car ils sont supérieurs à 1% et inférieurs à 5% des recettes ou dépenses totales.

33. Par ailleurs, en termes d'écart de prévision, la mobilisation des recettes fiscales a été inférieure aux prévisions d'environ 0,2 point de pourcentage du PIB en moyenne sur la période 2016-2025, soit un écart de 11,8 milliards de FCFA (**tableau 6**). Cet écart a été très important en 2018, soit 372,9 milliards de FCFA. Il faut cependant remarquer que certaines données font référence aux prévisions révisées dans les lois de finances rectificatives qui, pour la plupart, intègrent déjà les effets des chocs intervenus en cours d'année. Si l'on considère les prévisions des lois de finances initiales, l'écart serait davantage plus grand.

Tableau 6 : *Evolution des recettes fiscales prévisions versus réalisations et les écarts en % du PIB ,2016-2025*

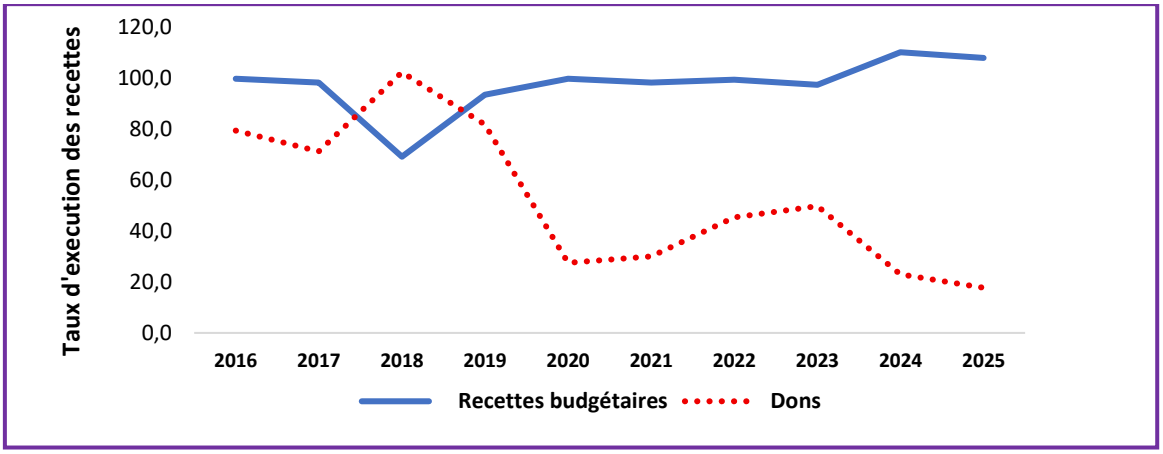
Année / Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne 2016-2025
Prévisions Recettes Fiscales en % du PIB	12,40	12,77	13,25	12,75	12,02	12,78	11,39	12,57	12,72	13,31	**12,60**
Réalisations Recettes Fiscales en % du PIB	12,49	12,73	9,95	12,47	12,11	12,87	11,31	12,65	13,47	14,09	**12,41**
Ecart en % PIB	**0,09**	**-0,04**	**-3,30**	**-0,28**	**0,09**	**0,09**	**-0,07**	**0,08**	**0,75**	**0,79**	**-0,18**

Source : *DGB sur la base du TOFE, 2016-2025*

34. On note un dépassement sur les prévisions révisées en 2016, 2020 ,2021 et 2023.Cela dénote d'une part, d'un retournement favorable de la conjoncture économique, et d'autre part, de la non-prise en compte des prévisions initiales.

35. Les dépassements des réalisations des recettes par rapport aux prévisions de 2024 et 2025 sont imputables au recouvrement exceptionnel des recettes notamment aux résultats des négociations entre le Gouvernement et certaines sociétés minières à la suite de l'audit réalisé auprès desdites sociétés. Le graphique ci-dessous donne la situation d'exécution des recettes.

Graphique 3: Evolution du taux d'exécution des recettes budgétaires et dons, 2016-2025



Source : TOFE 2016-2025

36. Sur la période 2016-2025, le taux d'exécution des recettes budgétaire est ressorti en moyenne à 97,2% contre 52,7% pour les dons. Le taux le plus faible pour les recettes budgétaires a été observé en 2018 (69,1%), soit un écart important de 529,5 milliards de FCFA et celui des dons a été enregistré en 2020 (27,4%) avec un écart significatif de 300,2 milliards de FCFA.

37. Les niveaux moyens des écarts des recettes budgétaires et des dons se sont établis respectivement à 31,2 de milliards de FCFA et 81,6 de milliards de FCFA sur la même période.

38. La baisse exceptionnelle des recettes en 2018 s'explique, entre autres, par la baisse des prélèvements à la suite de la hausse des cours du pétrole, la situation sécuritaire au niveau national et le ralentissement de l'activité économique au niveau mondial. Quant aux dons, leur chute en 2020 s'explique en partie par la pandémie de COVID 19.

39. Par ailleurs, il convient de souligner que l'exécution des dons a été très instable sur la période 2016-2025 avec une volatilité très importante (29,2%) que celle des recettes budgétaires avec une volatilité modérée (11,1%).

40. En se basant sur les évènements antérieurs, on peut dire de façons qualitatives que la probabilité d'occurrence de la baisse des recettes budgétaires et dons est moyenne et son impact budgétaire est important.

41. La non-réalisation des objectifs de recettes engendre une détérioration du solde budgétaire et donc un accroissement de la dette publique. Elle peut aussi avoir pour conséquence un gel de certaines catégories de dépenses et particulièrement les dépenses d'investissement de l'Etat.

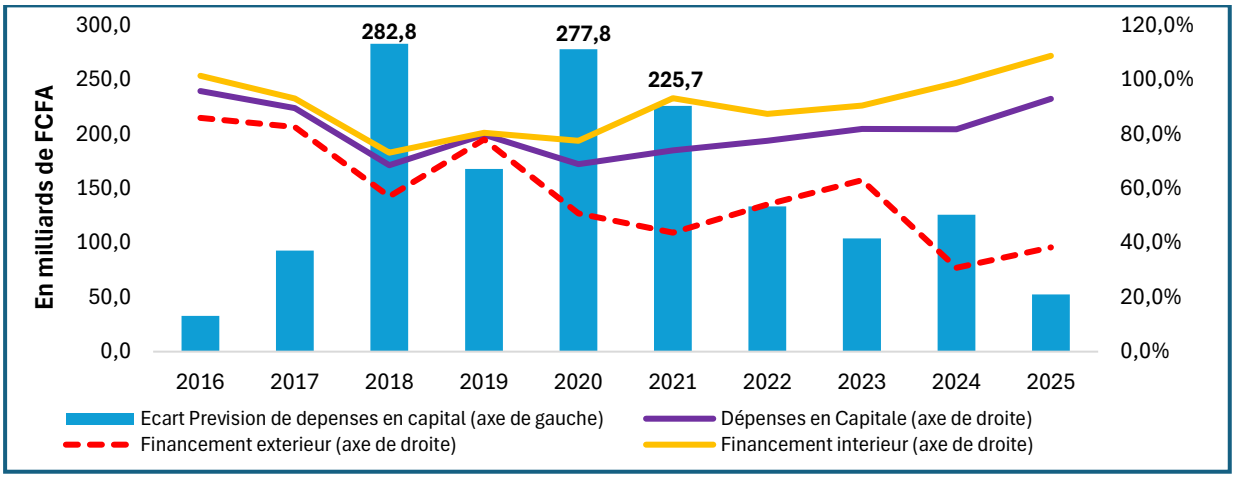
Tableau 7 : *Evolution des dépenses en capital, prévisions versus réalisations et les écarts (en % du PIB)*

Année / Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne. 16-25
Prévisions de dépenses en Capital en % PIB	7,8	8,3	7,9	6,9	7,5	6,8	4,2	3,8	3,8	4,2	**6,1**
Réalisations de dépenses en Capital en % PIB	7,5	7,4	5,4	5,5	5,2	5,0	3,3	3,1	3,5	3,9	**5,0**
Ecart en % PIB	**-0,3**	**-0,9**	**-2,5**	**-1,4**	**-2,3**	**-1,8**	**-0,9**	**-0,7**	**-0,3**	**-0,3**	**-1,1**

Source : *DGB sur la base du TOFE, 2016-2025*

42. Il ressort qu'en moyenne les dépenses en capital ont connu entre 2016 et 2025 un écart d'exécution de l'ordre de 1,1 points de pourcentage du PIB, soit une moyenne de 141,9 milliards de FCFA. Cette situation peut avoir des causes multiples liées entre autres aux méthodes de prévisions, aux procédures d'exécution des dépenses et aux conditions économiques nationales.

Graphique 4: Evolution du taux d'exécution des dépenses en capital et les écarts de prévisions



Source : DGB,2016-2025

43. L'analyse du **graphique 4** montre que le taux d'exécution des dépenses en capital et les écarts ont connu plusieurs fluctuations sur la période 2016-2025. Les dépenses en capital ont été exécutées à hauteur de 91,0% en moyenne avec 58,4% pour le financement extérieur et 90,4% pour le financement domestique sur la même période. Le taux d'exécution le plus faible pour les dépenses

en capital a été observé en 2020 (68,1%), soit un écart de prévision de 277,8 milliards de FCFA en raison de la pandémie de COVID 19.

44. Sur la période, le risque que les prévisions s'écartent des réalisations de façon significative est très élevé et s'est aggravé en 2018, 2019, 2020 ,2021 et 2022, soit une moyenne des écarts de 217,5 milliards de FCFA sur la période 2018-2022.

45. Cette instabilité des dépenses en capital s'explique en partie par les financements extérieurs qui constituent le facteur de la volatilité le plus important, soit un écart-type de 18,9% contre seulement 1,2% pour le financement intérieur sur la période 2016-2025.

3.2.1.4 Mesures d'atténuation.

46. Pour minimiser l'impact des fluctuations de croissance économique sur les finances publiques, les mesures d'atténuation que l'Etat devrait mettre en œuvre sont entre autres :

- l'adoption des méthodes de prévisions budgétaires prudentes basées sur l'analyse systématique des écarts de prévisions antérieures ;
- la diversification de l'économie à travers une politique de soutien aux secteurs de la transformation agro-industrielle afin de porter la contribution du sous-secteur industriel au moins au tiers du PIB ;
- l'application des avantages du Code minier adopté en 2023 ;
- la poursuite de la digitalisation des moyens de paiement dans les structures de l'administration ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la fiscalisation des nouvelles économies ;
- l'accélération du processus d'adoption des textes relatifs à la taxation des propriétés foncières, bâties et non bâties ;
- la poursuite des mesures de rationalisation et de modernisation de la législation fiscale ;
- le renforcement des contrôles fiscaux en vue d'effectuer des redressements et appliquer les pénalités et amendes ;
- l'identification et l'évaluation des risques potentiels liés aux projets pour anticiper et gérer efficacement les impacts potentiels sur le projet ;
- la poursuite du renforcement du processus de sélection et de mise en œuvre des projets d'investissement ;
- l'application effective des dispositions de la Loi n°2017-022 du 12 juin 2017 déterminant le cadre générale du régime des exonérations fiscales et douanières.

3.2.2 Risques liés à la volatilité des prix des matières premières

3.2.2.1 Description

47. Les risques liés à la volatilité des prix des matières premières proviennent des incertitudes liées à l'évolution des cours mondiaux. Au Mali, les matières premières qui ont une incidence majeure sur les finances publiques sont l'or, le coton et les produits pétroliers.

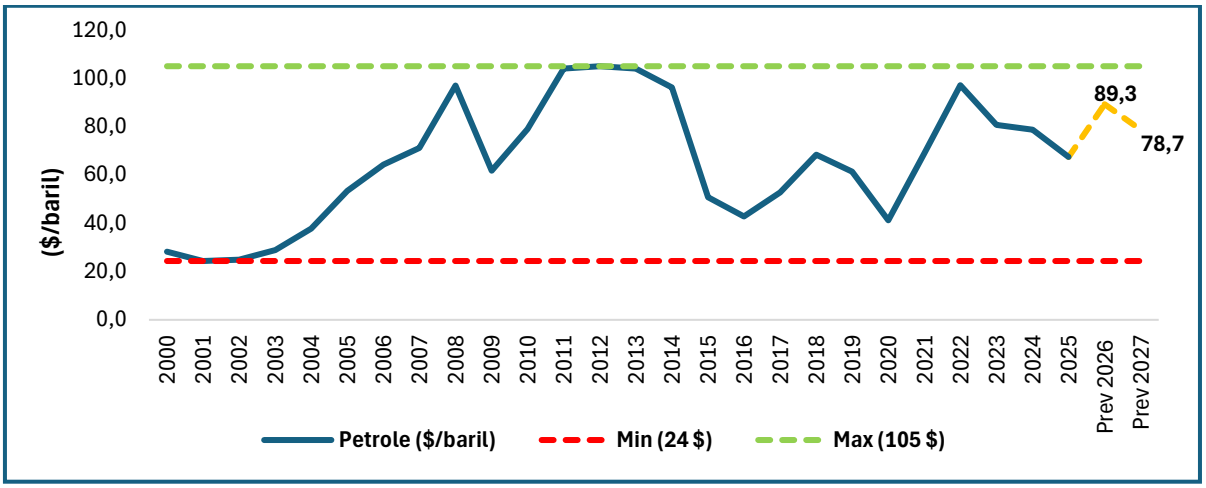
Hausse du cours du pétrole

Probabilité de survenance sur 1 an : 19,2% (probabilité moyenne)

Probabilité de survenance sur 3 ans : 47,3% (probabilité moyenne)

48. Les cours du prix de pétrole sont influencés par l'environnement économique international et les tensions géopolitiques notamment le conflit russo-ukrainien et la crise au Moyen-Orient ainsi que l'augmentation des tarifs douaniers enclenchée par les Etats-Unis d'Amérique. Les fluctuations de ces cours pourraient impacter significativement les agrégats macroéconomiques et budgétaires du Mali, en tant qu'importateur du pétrole (32% en moyenne des importations totales sur la période 2021-2025).

Graphique 5: Evolution du cours du pétrole sur la période 2000-2027



Source : Banque mondiale, Pink sheet juillet 2026 et FMI, Perspectives Economiques Mondiales (PEM) juillet 2026

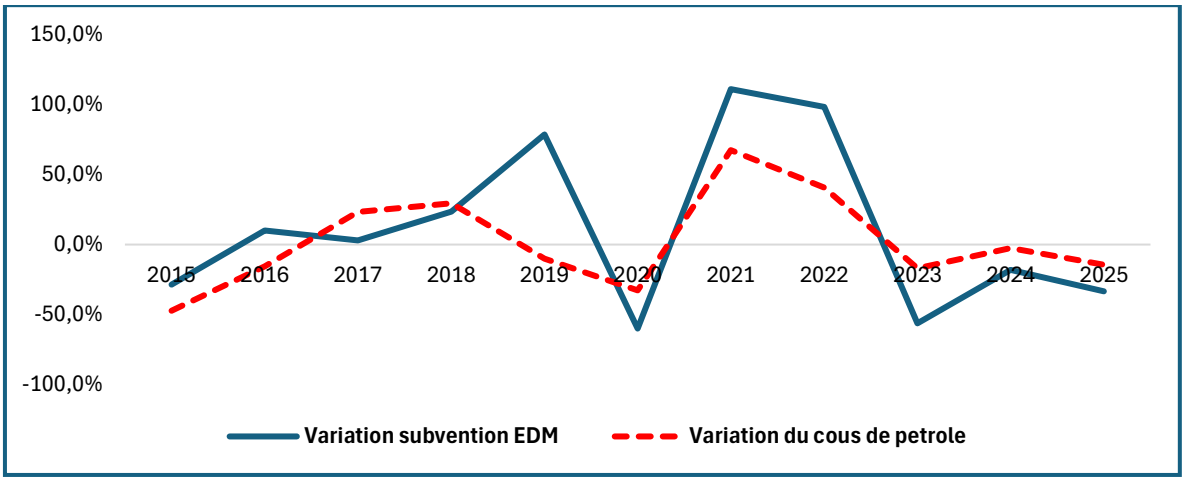
49. Ainsi, une hausse brutale du cours du pétrole occasionne des pertes de recettes pour l'Etat en raison d'un mécanisme d'ajustement des taxes en vue de contenir les prix à la pompe.

50. Selon les données historiques, une hausse de 25,8 USD (+38,3% du prix moyen annuel 2025 et 32,8% du prix de référence de 2027) du prix des hydrocarbures, qu'elle soit due à l'appréciation du cours du Brent et/ou du dollar correspond à l'écart-type mesuré ces vingt-six dernières années et le risque qu'elle se matérialise est de l'ordre de 19,2% sur un an.

51. Une telle hausse aurait un triple impact négatif sur le budget de l'Etat. Les trois impacts directs sont : i) une baisse des recettes fiscales due à l'ajustement de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) en vue d'amortir la répercussion sur les prix à la pompe ; (ii) une aggravation du déséquilibre de la société d'Etat EDM-SA[3] par le surenchérissement de ses coûts de production avec le risque d'une subvention supplémentaire de l'Etat ; (iii) une augmentation des dépenses de consommation de l'Etat. **Le graphique 6** donne l'évolution des cours du pétrole et les subventions accordées à la Société EDM.SA.

[3] Selon une étude réalisée par le FMI en 2018, une hausse du cours du pétrole de 30$ entrainerait une hausse des coûts de production de l'EDM de près de 40 milliards de FCFA

Graphique 6: Evolution des taux de croissance du cours du pétrole et la subvention,2015-2025



Source : DGB, Banque mondiale

52. L'analyse du graphique montre qu'il existe une corrélation positive forte entre les subventions accordées par l'Etat en faveur de la société EDM.SA et la variation du cours de pétrole, avec un coefficient de corrélation simple de l'ordre de 76,7%. En d'autres termes, lorsque le cours du baril augmente, les subventions accordées à l'EDM augmentent. Cela dénote la sensibilité des subventions aux fluctuations des cours de pétrole.

53. Par ailleurs, une hausse importante des prix internationaux du pétrole sur un horizon moyen et long terme entrainerait, une dégradation du pouvoir d'achat des ménages et une hausse des charges de production des entreprises.

54. De plus, en termes d'importations, il convient de noter que celles-ci sont très vulnérables aux variations des cours des produits pétroliers qui représentent environ 30,2% des importations totales des biens CAF sur la période 2018-2025.

55. Le schéma 1 met en évidence les canaux par lesquels les fluctuations des cours du pétrole peuvent affecter l'économie nationale et les conséquences sur les agrégats macroéconomiques et budgétaires, notamment le taux d'inflation, la balance commerciale sur les recettes pétrolières et ainsi que les dépenses budgétaires.

Tableau 8 : *Hypothèses de choc du risque sur la hausse du cours du pétrole*

Paramètre du choc	Année	Scenario de référence (FMI)	Scenario 1 (+28,9%)	Scenario 2 (+57,8%)	Scenario 3, choc antérieur le plus important (+67,4%)
Cours du pétrole ($/baril)	**2027**	**78,7**	101,4	124,2	131,7

Source : *FMI, Perspectives économiques mondiales* juillet 2026, nos calculs

Schéma 1. *Effets du choc de la hausse des cours du pétrole*

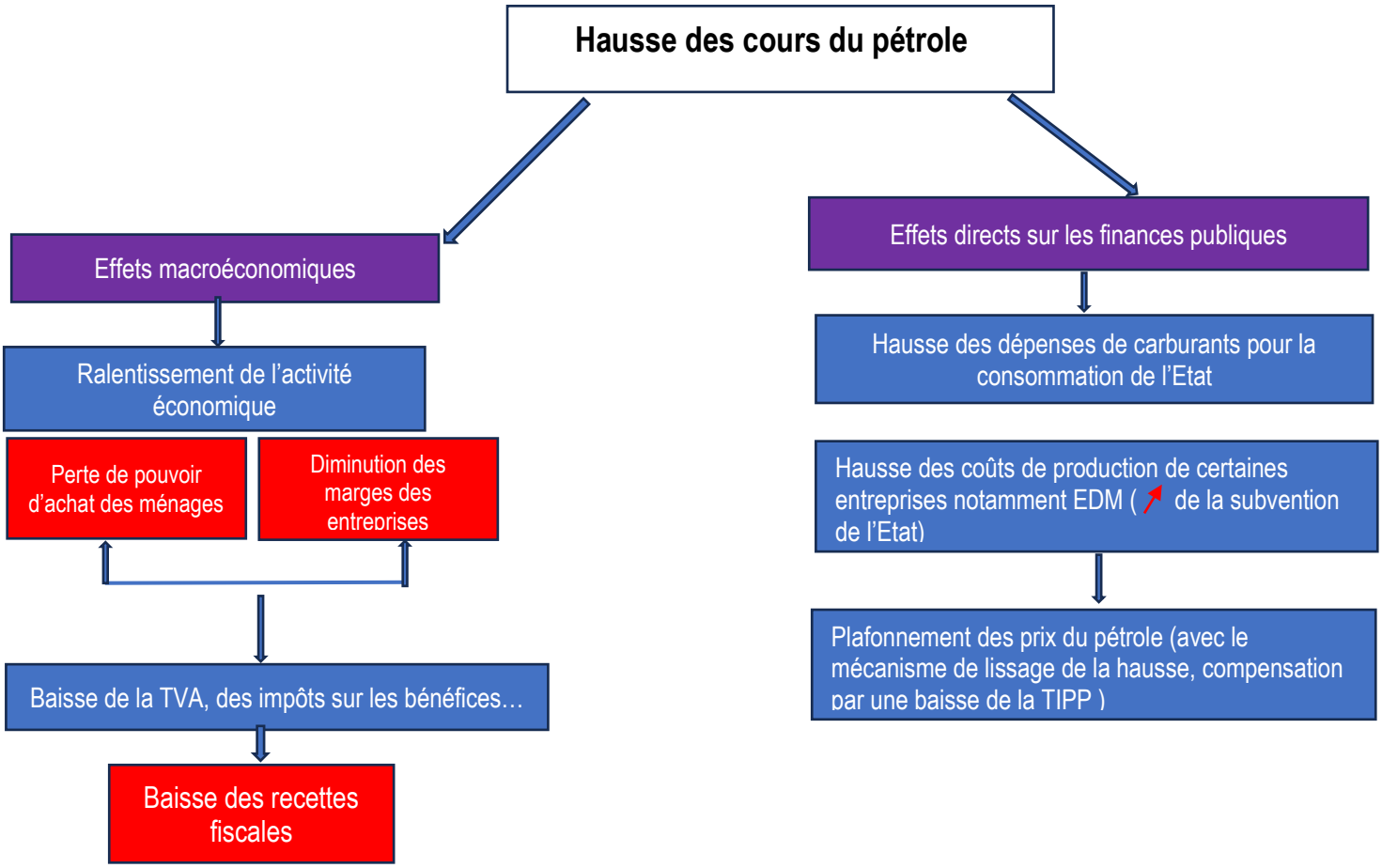


Tableau 9 : *Appréciation du risque de fluctuation de choc du risque du cours du pétrole*

Source de risque	Impact budgétaire	Probabilité de matérialisation	Evaluation des risques	Stratégie d'atténuation	Niveau de priorité
Fluctuation du cours du pétrole	Moyen	Moyennement probable	Moyen	Oui	Priorité moyenne

Source : *l'outil FRAT, Août 2026.*

56. Le scenario 1 est considéré comme le scenario le plus vraisemblable avec une probabilité d'occurrence de 19,2% sur un an et 47,3% sur 3 ans, période du DPBEP. Dans le cas d'une hausse de 28,9% des prix du pétrole sur le marché international, représentant environ 23 $ de plus que le prix retenu en 2027, on s'attendrait à un impact moyen sur les agrégats budgétaires. Cet impact serait plus prononcé dans les cas extrêmes des scenarios 2 et 3, soit respectivement 45 $ et 53 $ de plus par rapport à 2027.

Baisse du cours de l'or

Probabilité de survenance sur 1 an : 15,4% (probabilité moyenne)

Probabilité de survenance sur 3 ans : 34,9% (probabilité moyenne)

57. Sur la période 2000-2025, la probabilité d'une baisse du cours de l'or est estimée dans une fourchette moyenne de 15,4% sur un an et 34,9% sur 3 ans. Toutefois, ce seuil pourrait être revu à la baisse si on considère une période plus récente en raison de la bonne tenue du cours de l'or.

Tableau 10 : *Hypothèses de choc du risque sur la baisse du cours de l'or*

Paramètre du choc	Année	Scenario de référence Banque mondiale	Scenario 1 (-14,4%)	Scenario 2 (-28,8%)
Cours de l'or ($/once	**2027**	**4 300**	3 680,8	3 061,6

Source : Banque mondiale, nos calculs

58. Le scenario 3 est à exclure dans les hypothèses du choc car l'écart-type multiplié par deux[4], soit 28,8% qui correspond au scenario 2 est supérieur au scenario extrême qui s'est matérialisé par le passé en vingt-six ans, soit (-15,5%) en 2013. Donc le scenario 1 est considéré comme le scenario le plus probable. Sur la période 2000-2025, le cours moyen de l'or est ressorti à 1 224,4 $/once avec un écart-type de 738,4$/once qui correspond à une baisse d'environ 22% du prix de l'année 2025 et 17,2% de la prévision de 2027.

[4] σ_X =Ecart-type= $\sqrt{V(X)}$ avec V(X), la variance = $\frac{1}{n}\sum_{i=1}^{n}\left(x_i - \bar{x}\right)^2$

59. On s'attendrait à un impact moyen sur les recettes totales si le cours de l'or baisse de 14,4% sur le marché international. Cet impact serait plus prononcé dans le cas extrême scenario 2 (pessimiste), soit une baisse de 28,8%.

Tableau 11 : *Appréciation du risque de fluctuation du cours de l'or (**scenario 1**)*

Source de risque	Impact budgétaire	Probabilité de matérialisation	Evaluation des risques	Stratégie d'atténuation	Niveau de priorité
Fluctuation de cours de l'or	Moyen	Moyennement probable	Moyen	Oui	Priorité moyenne

Source : DGB/ outil FRAT

Baisse du cours du coton

Probabilité d'occurrence sur 1 an : 7,7% (probabilité faible)

Probabilité d'occurrence sur 3 ans : 21,3% (probabilité moyenne)

60. S'agissant du coton, il y a moins d'une chance sur dix (7,7%) sur un an que le risque lié à la baisse du cours international se matérialise, soit une baisse de 23,9% (scenario 1) correspondant à l'écart-type mesuré ces vingt-six dernières années. Le scenarios 2 est considéré comme le cas le plus extrême (deux fois l'écart-type), soit une baisse de 47,8 % qui est supérieur au scenario extrême qui s'est matérialisé par le passé en vingt-six ans, soit -40,9% observé en 2012.

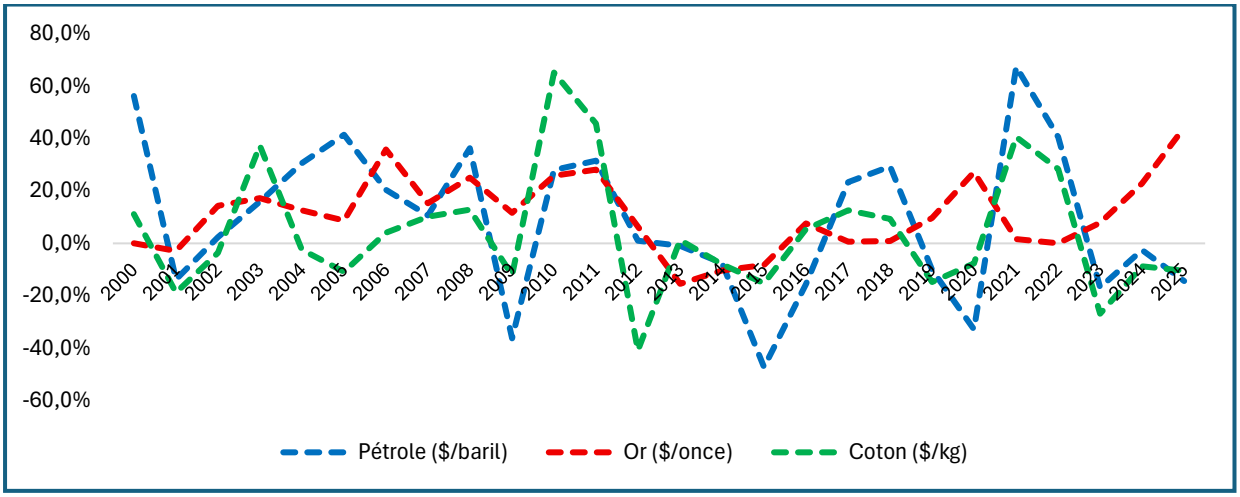
61. En cas de matérialisation du risque de fluctuation des prix internationaux de coton, on pourrait s'attendre à une baisse des revenus de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles, en raison de la dégradation des résultats financiers de ladite compagnie qui pourrait entrainer une baisse des recettes budgétaires.

Tableau 12 : *Appréciation du risque de fluctuation du cours du coton (**scenario 1**)*

Source de risque	Impact budgétaire	Probabilité de matérialisation	Evaluation des risques	Stratégie d'atténuation	Niveau de priorité
Fluctuation du cours du coton	Moyen	Peu probable	Moyen	Oui	Priorité moyenne

62. Tout comme le pétrole, les cours de l'or et du coton sont aussi influencés par l'environnement économique international. Le graphique ci-dessous donne l'évolution de la variation des cours des matières premières analysées plus haut.

Graphique 7: *Evolution des variations des cours de l'or, du coton et du pétrole, 2000-2025*



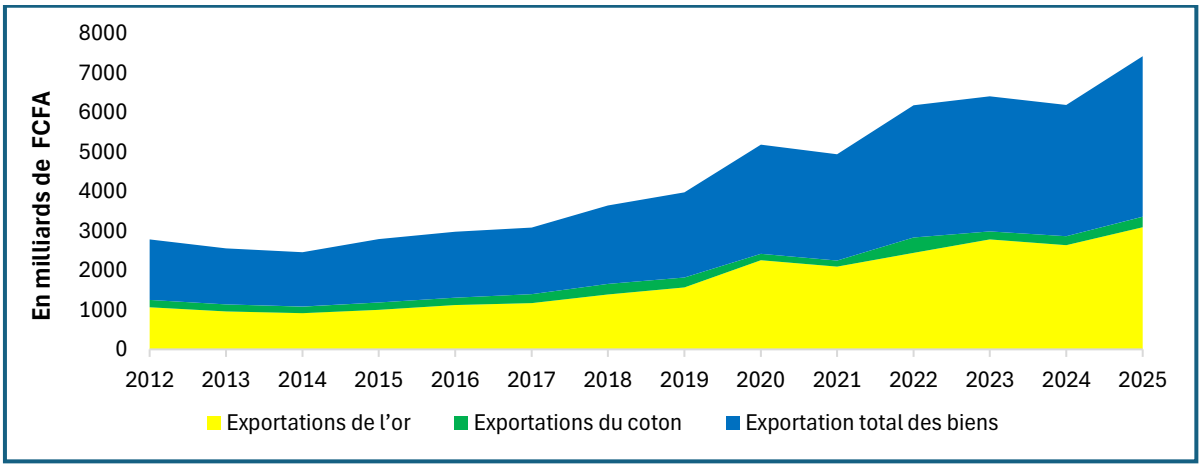
Source : *Banque mondiale, 2000-2025*

63. Comme on peut l'observer sur **le graphique 7**, l'évolution des prix des matières premières sur le marché international n'est jamais stable dans le temps. Ces fluctuations, lorsqu'elles ne sont pas contenues dans des proportions acceptables, peuvent altérer les agrégats budgétaires de l'Etat.

3.2.2.2 Canaux de transmission

64. Si les risques liés au cours de l'or et du coton affectent différemment les agrégats budgétaires, ils impactent directement le budget de l'Etat, mais à des degrés différents.

Graphique 8*: Exportations de l'or, du coton et du total des biens en milliards de FCFA, 2012-2025*



Source : *BCEAO, 2012-2025*

65. Les exportations totales des biens sont passées de 1 532,2 milliards de FCFA en 2012 à 4 068,7 milliards de FCFA en 2025, soit une hausse de 2 536,5 milliards de FCFA entre 2012 et 2025 (**graphique 8**). Elles sont dominées par deux grands secteurs : l'or (3 096,8 milliards de FCFA en

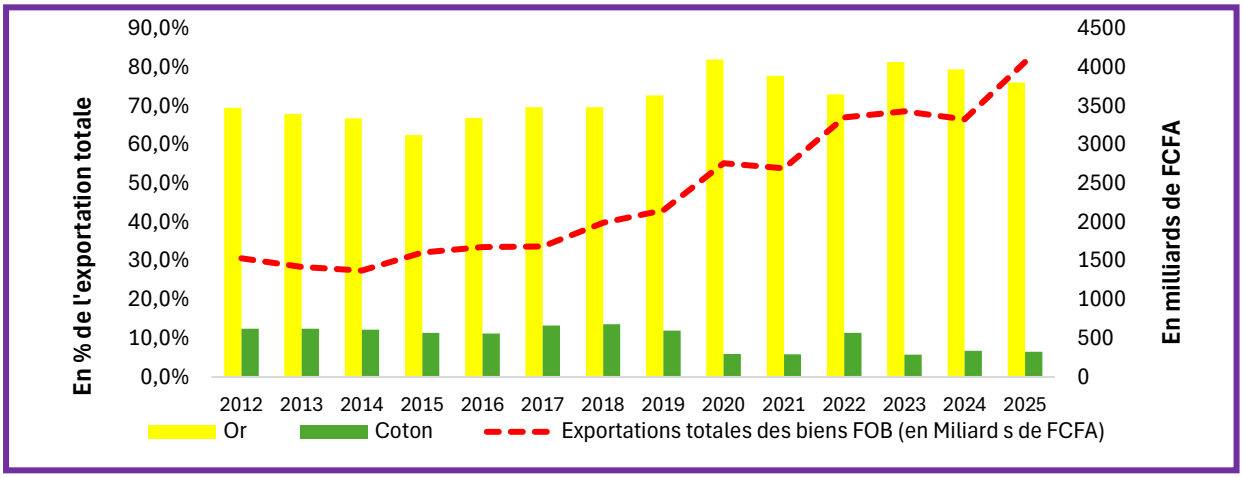
2025 contre 1 065,6 milliards de FCFA en 2012) et le coton (264,7 milliards de FCFA en 2025 contre 191,0 milliards de FCFA en 2012).

66. L'analyse du **graphique 9** montre que l'or demeure le principal produit d'exportation au Mali avec une moyenne de 72,5% exportations totales des biens sur la période 2012-2025. Il joue un rôle crucial dans l'économie malienne, représentant environ 11,6% du PIB sur les six dernières années (2020-2025). Le coton, quant à lui, se positionne à 10,0% en moyenne des exportations totales sur la période 2012-2025 et peut souvent bénéficier de subvention de production de la part de l'Etat afin de soutenir les producteurs.

67. Conjointement, les deux représentent en moyenne 82,5% de la valeur des exportations FOB des biens sur la période 2012-2025. Cela dénote que les exportations du Mali ne sont pas diversifiées et sont très sensibles aux chocs extérieurs. Par conséquent, une baisse des cours mondiaux de ces deux produits pourrait être un facteur de détérioration des recettes budgétaires.

68. L'impact du choc pourrait se propager à plusieurs branches de l'économie en raison du rôle important de la filière coton, aussi bien dans le secteur agricole que dans les autres secteurs de l'économie (**Schéma 1**).

Graphique 9 : *Evolution de l'exportation de l'or, du coton en % des exportations des biens FOB*



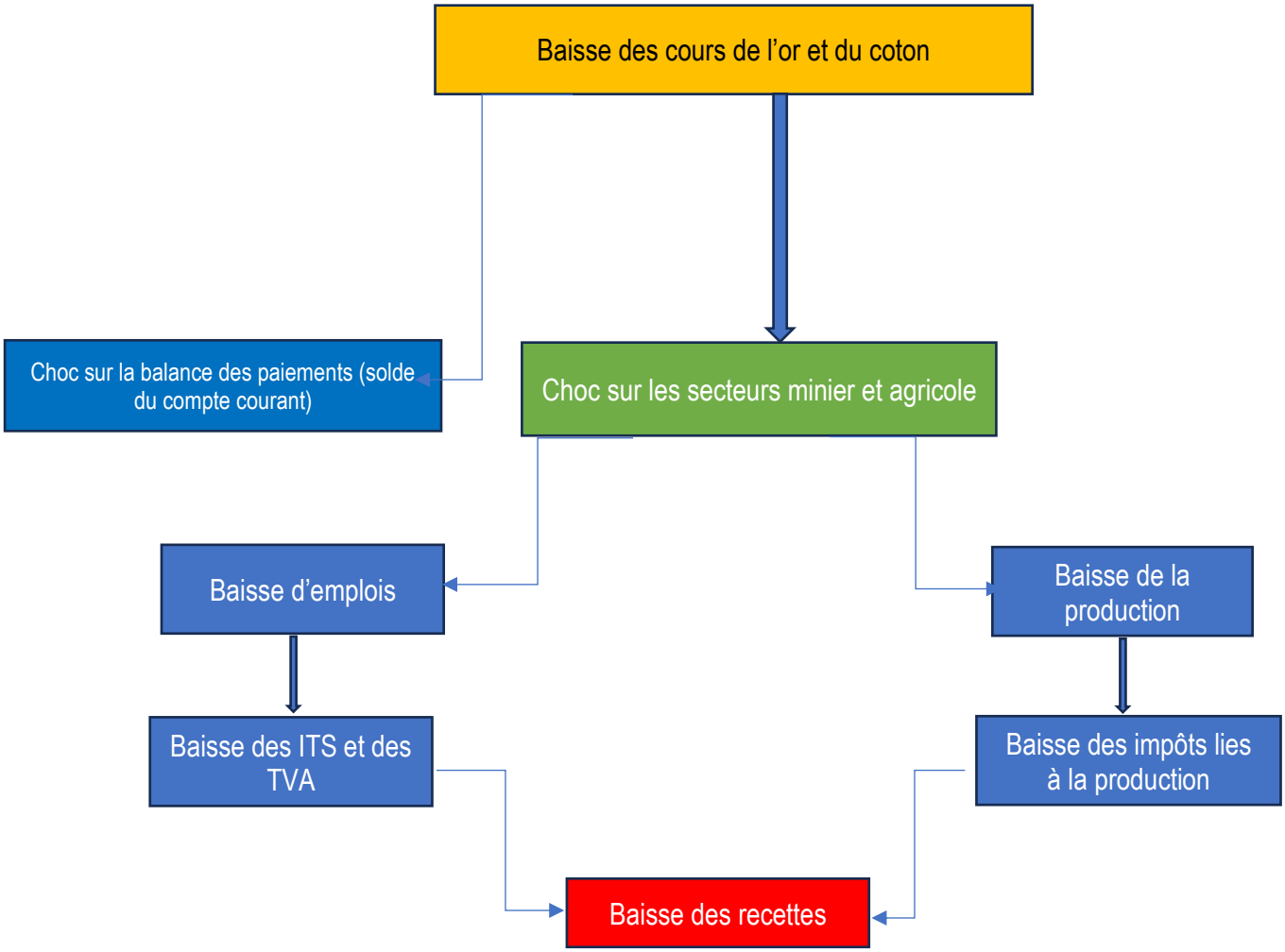
Source : *BCEAO,2012-2025*

3.2.2.3 Impact sur les agrégats budgétaires

69. La baisse du cours de l'or a un impact élevé sur les recettes budgétaires. L'or participe aux recettes budgétaires grâce aux dividendes perçus par l'Etat au titre de ses participations dans les sociétés minières et grâce aux divers impôts et taxes. Sur le plan économique cette baisse affecte également les ressources générées grâce aux investissements directs étrangers, aux activités connexes des mines et à l'orpaillage traditionnel.

70. Quant au coton, la fluctuation de son cours peut impacter sur les recettes et les dépenses budgétaires. La baisse du cours peut entraîner une diminution des recettes budgétaires en général et celles des exportations en particulier. La baisse du cours du coton peut exercer une pression sur les dépenses de transfert au titre des « subventions prix du coton » et de production afin de soutenir les producteurs.

Schéma 2 : *Effets du choc de la baisse des cours de l'or et du coton sur les recettes budgétaires*



Source : *DGB*

3.2.2.4 Mesures d'atténuation

71. Afin de minimiser l'impact négatif des fluctuations des cours mondiaux sur les finances publiques, le Mali devrait accélérer les réformes déjà en cours. Il s'agit entre autres de :

- ***favoriser le développement du sous-secteur industriel, notamment celui de la transformation des matières premières pour diversifier l'économie***. Le Mali est un pays agropastoral, mais la plupart des produits agricoles sont insuffisamment transformés et valorisés sur place. Ce qui explique la dépendance de l'économie nationale vis-à-vis de l'extérieur. Le

coton, qui constitue le deuxième produit pourvoyeur de devises pour le pays est transformé localement à moins de 3%.

- ***sécuriser les recettes fiscales tirées du pétrole à travers un mécanisme plus souple de correction des prix à la pompe***;
- ***constituer un fonds sur les recettes aurifères*** en vue d'amortir les chocs et organiser la chaine de valeur en aval et le contenu local tout en formalisant progressivement l'activité d'orpaillage ;
- ***poursuivre la diversification des sources de production d'électricité*** en favorisant les investissements vers les énergies renouvelables.

3.2.3 Risques liés à la baisse de la production de l'or

3.2.3.1 Description

72. Au Mali, l'or joue un rôle très crucial dans l'économie, représentant environ 10% du PIB en moyenne sur la période 2015-2025 et demeure le principal produit d'exportation. Donc l'activité économique est très sensible à la baisse de la production de l'or qui peut provenir des incertitudes liées à l'évolution des cours mondiaux.

Probabilité de survenance sur 1 an : 12% (probabilité moyenne)

Probabilité de survenance sur 3 ans : 31,9 % (probabilité moyenne)

73. En tenant compte des données historiques de vingt-six ans, il y a une chance sur huit que la production de l'or connaisse une baisse de 21,8%.

Tableau 13 : *Hypothèses de choc du risque sur la baisse de la production de l'or*

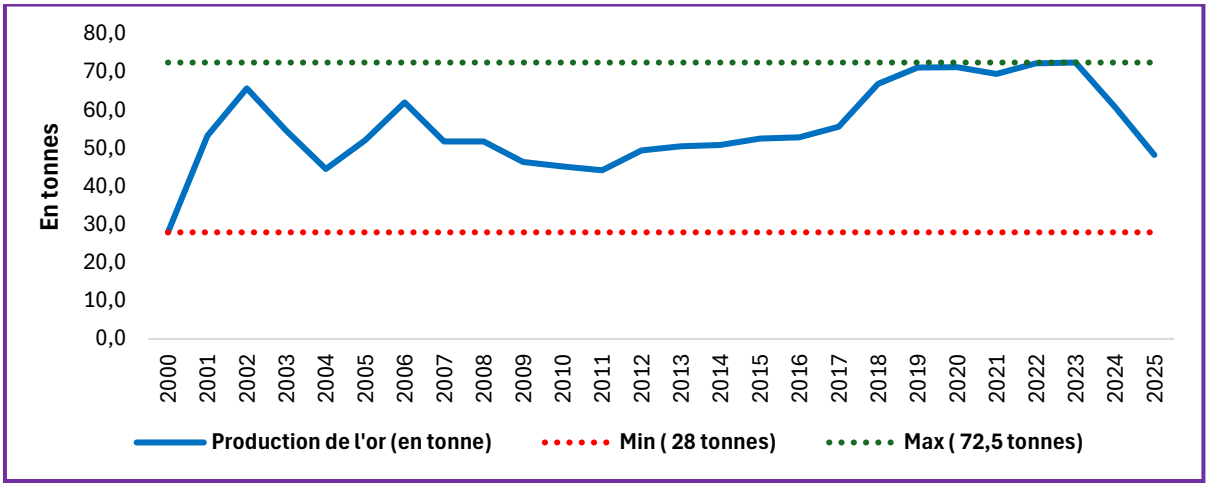
Paramètre du choc	Année	Scenario de base Moyenne sur 3 les dernières années	Scenario 1 (-21,8%)	Scenario 2 (-43,6%)
Production en tonne	**2027**	**60,6 tonnes**	47,4 tonnes	34,2 tonnes

Source : *Banque mondiale, nos calculs*

74. Le scenario 1 est considéré comme le scenario le plus vraisemblable avec une probabilité de survenance (moyenne) de 12,2% sur un an et 21,8 % sur 3 ans. Dans le cas de tel scénario, soit une production de 47,4 tonnes en 2027, on s'attend à un impact significatif sur les recettes budgétaires. Cet impact serait plus prononcé dans les cas extrêmes des scenarios 2 (pessimiste), soit une production de 34,2 tonnes.

75. Il ressort que la production d'or connait une fluctuation relativement modérée (**graphique 10)**, même si les prévisions souvent très optimistes sont rarement atteintes.

Graphique 10: *Evolution de la production de l'or entre 2000-2025*



Source : CPM-MME-DNPD, 2000-2025

3.2.3.2 Canaux de transmission

76. La baisse de la production de l'or impacte les agrégats macroéconomiques et budgétaires. En effet la baisse de la production peut se traduire par une baisse de la croissance économique et une dégradation de la balance commerciale suite à la baisse des recettes d'exportation de l'or. Sur le plan budgétaire, les recettes fiscales et non fiscales provenant de l'or baissent.

3.2.3.3 Impact sur les agrégats budgétaires

77. L'or participe aux recettes budgétaires grâce aux dividendes perçus par l'Etat au titre de ses participations dans les sociétés minières et aux divers impôts et taxes. Une baisse de production de l'or a un impact sur les recettes budgétaires tirées de l'or.

78. En effet, il ressort des résultats de simulation qu'une baisse de la production de l'or de 21,8% entrainerait, toutes choses égales par ailleurs, une baisse des recettes fiscales de 87,9 milliards de FCFA en 2027 et un impact budgétaire cumulé global de 304,2 milliards de FCFA des recettes fiscales sur la période 2027-2029 (**tableau 14**). Cet impact est jugé significatif.

Tableau 14 : *Impact d'une baisse de 21,8% de la production de l'or sur les recettes fiscales*

Agrégat budgétaire	Année	Scenario de référence	Simulation	Ecart	Ecart en % des recettes totales
Recettes fiscales	**LFI 2027**	**3 255,9**	**3 168,0**	**-87,9**	**-2,3%**
	2028	3 788,9	3 686,6	-102,3	-2,4%
	2029	4 222,1	4 108,1	-114,0	-2,4%
		Cumul (2027-2029)	**10 962,7**	**-304,2**	**-2,4%**

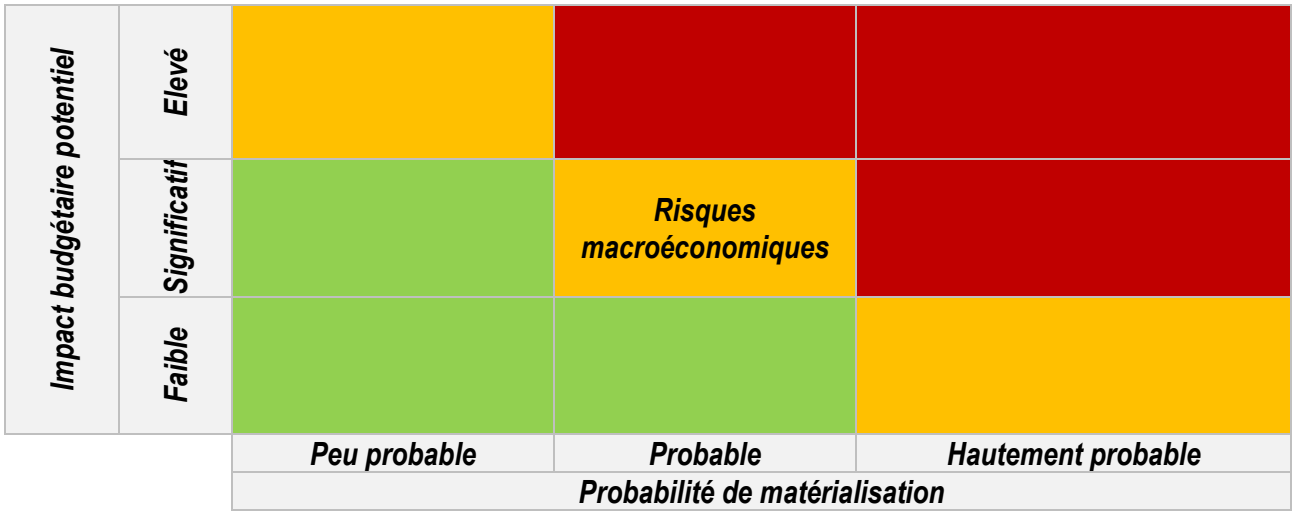
Au regard de la probabilité d'occurrence moyen et de l'impact budgétaire significatif, la gestion de ce risque est classée parmi les priorités moyennes.

Tableau 15 : *Appréciation du risque de la baisse de la production (**scenario 1**)*

Source de risque	Impact budgétaire	Probabilité de matérialisation	Evaluation des risques	Stratégie d'atténuation	Niveau de priorité
Baisse de la production de l'or	Significatif	Moyennement probable	Moyen	Oui	Priorité moyenne

3.2.3.4 Mesures d'atténuation

Schéma 3 ***:*** *Matrice impact-probabilité*



Source : *Travaux de l'équipe DGB sur la base de l'outil FRAT, Août 2026.*

79. Il ressort de l'analyse du schéma 3 que les risques macroéconomiques ont une probabilité de matérialisation moyenne et présentent un impact moyen sur les agrégats budgétaires. Cette appréciation se fonde essentiellement sur le fait que l'économie nationale est très peu diversifiée. Ce qui dénote en effet que l'économie malienne est vulnérable à des chocs macroéconomiques externes et internes. Elle demeure confrontée à un défi sécuritaire malgré d'importants efforts pour équiper les forces de défense et de sécurité du pays.

IV. RISQUES LIES A LA DETTE

4.1 Contexte

80. Au 31 décembre 2025, la dette publique est estimée à 7 307 milliards de FCFA représentant 41,1% du PIB contre 6 809,3 milliards de FCFA à fin 2024. Cet encours est constitué de 3 473,0 milliards de FCFA de dette extérieure, soit 47,5% et 3 834,7 milliards de FCFA de dette intérieure, soit 52,5%.

81. La dette intérieure et la dette extérieure représentent respectivement 56,4% et 43,6% en moyenne de l'encours de la dette totale sur la période 2026-2027. A fin décembre 2026, la dette extérieure (devises) représenterait 41,3% de la dette totale contre 58,7% de monnaie locale. En 2027, l'encours

de la dette publique est projeté à 8 045,9 milliards de FCFA contre 7 447,3 milliards de FCFA en 2026, soit une hausse de 8,0%.

82. Le service de la dette s'établirait à 1 573,2 milliards de FCFA en 2027 contre 1 745,4 milliards de FCFA attendu en 2026, soit une baisse de 172,9 milliards de FCFA. La part de la dette extérieure du service total s'établirait à 18,0% en moyenne contre 82,0% pour la dette intérieure sur la période 2026-2027. Il convient de souligner que le portefeuille à fin décembre 2026 serait constitué essentiellement de dettes à taux d'intérêt fixe. Par ailleurs, selon le dernier rapport de l'Analyse de la Viabilité de la Dette (2025) du FMI, le risque de surendettement public du Mali reste modéré.

83. En ce qui concerne les orientations de la stratégie d'endettement pour la période 2027-2029, le Gouvernement privilégie une politique d'endettement prudente. Cette stratégie consiste à couvrir les besoins de financement, principalement par des financements concessionnels et le rallongement de la maturité de la dette intérieure. A cet effet, les orientations globales en matière d'emprunts publics et de gestion de la dette pour 2027, 2028 et 2029 portent sur des plafonds d'endettement qui se chiffrent respectivement à 1 858,5 milliards de FCFA, 2 044,1 milliards de FCFA et 2 467,2 milliards de FCFA.

84. Les recommandations formulées pour la mise en œuvre de cette stratégie d'endettement sont entre autres :

- mobiliser davantage de ressources concessionnelles et semi-concessionnelles ;
- poursuivre l'amélioration du cadre macroéconomique ;
- poursuivre une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe ;
- diversifier les sources de financement en recourant aux mécanismes de financements innovants.

4.2 Identification des risques liés à la dette publique

Les principaux risques budgétaires identifiés et catégorisés sont retracés dans les tableaux suivants :

Tableau 16 : Risques liés à l'endettement public

Identification du risque	Description du risque
Risque de refinancement	Il fait référence à l'incertitude selon laquelle la dette venant à échéance pourrait être financée à un coût plus élevé ou à l'incapacité de la refinancer.
Risque du taux d'intérêt	Est le risque lié aux variations de taux d'intérêt sur le coût du service de la dette, ou l'augmentation potentielle des charges d'intérêts par rapport au montant budgétisé
Risque de change	Il se définit comme l'augmentation potentielle du service de la dette par rapport au montant budgétisé du fait de la variation du taux de change
Risque lié aux garanties	Il se définit comme l'ensemble des événements, situations ou facteurs susceptible d'avoir un impact négatif sur la dette publique en raison d'une garantie de l'Etat.

Source : *CPM-MME-DNPD, 2000-2025*

Tableau 17 : Catégorisation des risques

Identification du risque	Probabilité d'occurrence	Impact budgétaire[5]
Risques de refinancement	Elevée	Significatif
Risques du taux d'intérêt	Moyenne	Significatif
Risques de change	Moyenne	Significatif
Risque lié aux garanties	Faible	Significatif

- Probabilité de survenance (calculée sur la durée du DPBEP) : faible : <10% ; 10%< moyen <50% ; élevé : >50%.
- Impact budgétaire (calculé sur la durée du DPBEP et en % du budget) : limite <1% ; 1%< significatif <5% ; élevé : >5%.

4.2.1 Risque de refinancement

4.2.1.1 Description

85. Le risque de refinancement fait référence à l'incertitude selon laquelle la dette venant à échéance pourrait être financée à un coût plus élevé ou à l'incapacité de la refinancer. Il est apprécié par les indicateurs « durée moyenne d'échéance (en année) » et « dette à amortir dans un an (en % du PIB et en % du total de la dette ».

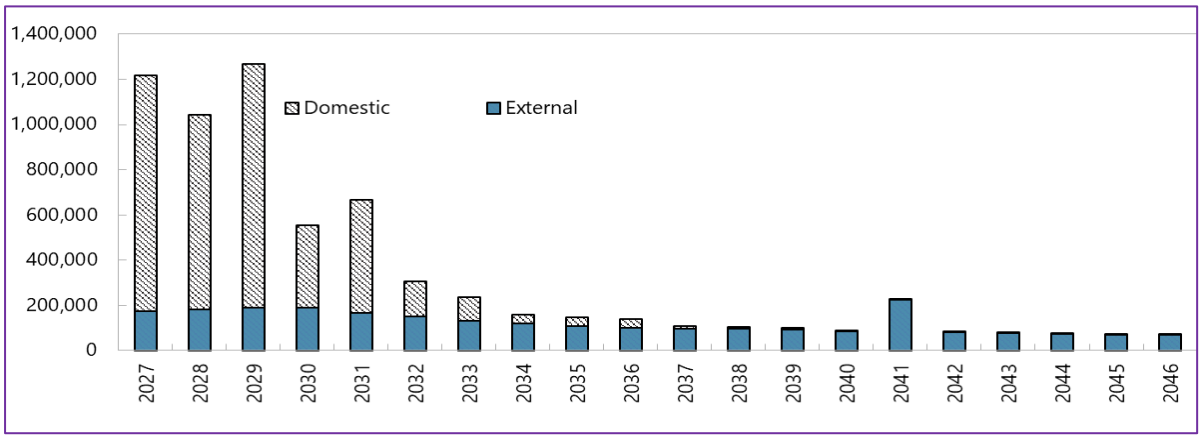
86. A fin décembre 2026, la durée moyenne de la dette totale devrait ressortir à 6,5 ans, avec 3,2 ans pour la dette intérieure et 11,3 ans pour la dette extérieure. La dette extérieure est généralement concessionnelle, avec un taux d'intérêt pondéré moyen de 0,8% et une échéance de plus de dix ans.

87. Il ressort du **graphique 11** que le risque de refinancement serait porté par le profil de remboursement de la dette intérieure avec une maturité moyenne de moins de 4 ans et dont la part arrivant à échéance dans un (01) an, représente 23,9% du total et 5,4% du PIB à fin décembre 2026 (**tableau 20**). Elle représente 58,7% de la dette totale et essentiellement constituée de titres publics sous forme de bons (7,8%) et obligations (85,7%).

88. Par ailleurs, le pic de 2027 du profil des échéances par type de dette à fin décembre 2026 montre qu'il existe un risque de refinancement important en 2027.

[5] L'impact budgétaire pour ces risques est apprécié de façon qualitative sur la base des événements ou chocs antérieurs.

Graphique 11: *Profil des échéances par type de dette à fin décembre 2026 (en millions de FCFA)*



Source : DGDP,2026

4.2.2 Risque du taux d'intérêt

4.2.2.1 Description

89. Le risque de taux d'intérêt est le risque lié aux variations de taux d'intérêt sur le coût du service de la dette, ou l'augmentation potentielle des charges d'intérêts par rapport au montant budgétisé.

90. A fin décembre 2026, le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille de la dette est projeté à 3,7%. La proportion de la dette intérieure révisable dans un (1) an est de 23,8%, ce qui expose le portefeuille à un risque de taux d'intérêt. Cette exposition peut être limitée en raison de la part importante de la dette extérieure à taux d'intérêt fixe, soit 100% en 2026.

4.2.3 Risque de change

4.2.3.1 Description

91. Ce risque s'explique par l'augmentation potentielle du service de la dette par rapport au montant budgétisé du fait de la variation du taux de change.

Probabilité d'occurrence sur 1 an : 15,5% (probabilité moyenne)

Probabilité d'occurrence sur un 3 ans : 39,4% (probabilité moyenne)

92. Les cours du FCFA contre le dollar américain sont influencés par le taux de change entre l'euro et le dollars (euro/$) sur le marché international. Les fluctuations de ces cours pourraient impacter significativement les agrégats macroéconomiques et budgétaires du Mali.

93. En tenant compte des données historiques de vingt-six ans, il y a moins d'une chance sur six (15,5%) que le FCFA se déprécie face au dollar sur un an et 39% de chance sur 3 ans.

Tableau 18 : *Hypothèses de choc du risque sur l'appréciation du dollar contre le FCFA*

Paramètre du choc	Année	Scenario de base Moyenne sur les 3 dernières années	Scenario 1 (+7,8%)	Scenario 2 (+15,6%)	Scenario 3 (+19,6%)
$/F CFA	**2027**	**1$=609,7 FCFA**	657,3	704,8	729,2

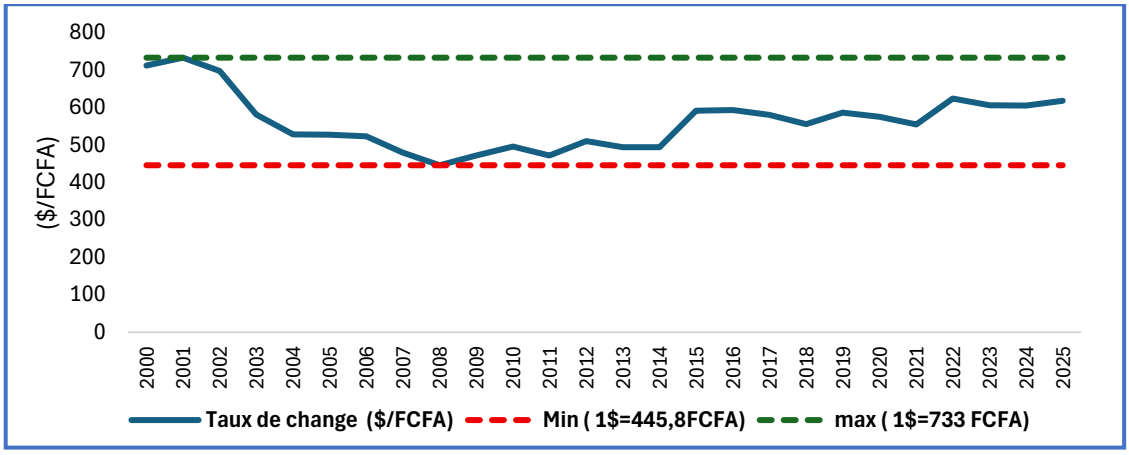
94. Le scenario 1 est considéré comme le scenario le plus vraisemblable avec une probabilité de survenance (moyenne) de 15,5% sur un an et 39,4% sur 3 ans. Dans le cas de tel scénario, soit 1$ égal à 657,3 FCFA, on s'attend à un impact moyen sur les recettes budgétaires. Cet impact serait plus prononcé dans les cas extrêmes des scenarios 2 et 3 (pessimiste), soit respectivement 1$ égal à 704,8 et 729,2 FCFA.

Tableau 19 : *Appréciation du risque de la hausse du dollar (**scenario 1**)*

Source de risque	Impact budgétaire	Probabilité de matérialisation	Evaluation des risques	Stratégie d'atténuation	Niveau de priorité
Appréciation du dollar face au FCFA	Moyen	Moyennement probable	Moyen	Oui	Priorité moyenne

95. Le graphique ci-après donne la fluctuation d*u* taux de change du dollar américain contre FCFA

Graphique 12: Evolution du taux de change dollar contre FCFA sur la période 2000-2025



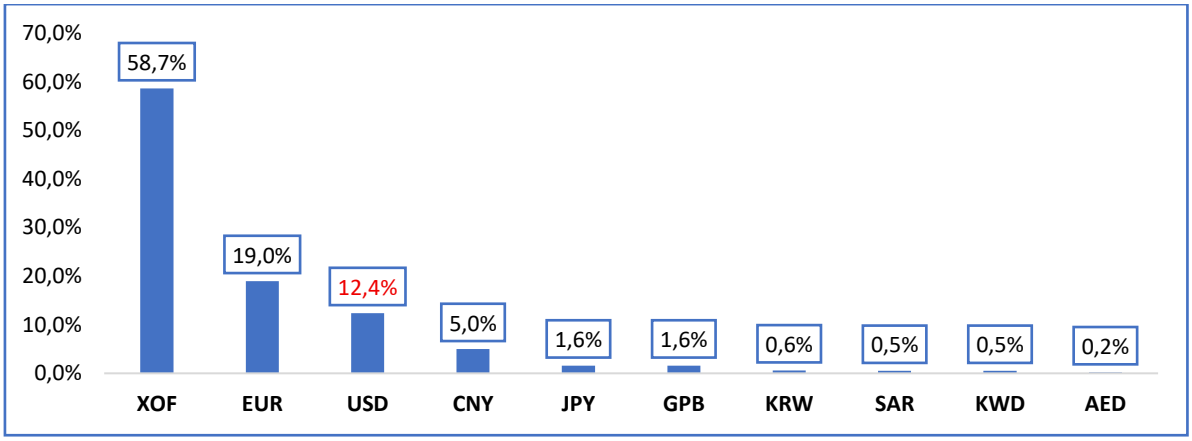
Source : Banque mondiale, 2000-2025

96. Il ressort de l'analyse du graphique 15 que le taux de change entre le dollar et le FCFA a fluctué en moyenne au tour de 564 FCFA sur la période 2000-2025**.**

97. Entre 2000 et 2001, le FCFA s'est beaucoup déprécié par rapport au dollar américain atteignant respectivement 711 et 733 FCFA.

98. Sur les vingt-six dernières années, le cours du dollar a connu son plus bas niveau en 2008 en raison de la crise financière de Subprimes aux USA, chutant sous la barre de 450 FCFA avant de remonter progressivement entre 2010 et 2025, oscillant entre 500 et 620 FCFA.

Graphique 13: Composition de la dette par devise/monnaie à fin décembre 2026



Source : DGDP,2026

Note : XOF = Franc CFA ; **CNY** = Yuan chinois ; **USD** = Dollar américain ; **EUR** = Euro ; **KWD** = Dinar Koweitien ; **JPY** = Yen japonais ; **SAR** = Riyal saoudien ; **AED**= Dirham des Emirats Arabes Unis ; **KRW** = Won Coréen ; **GPB** = Livre sterling.

99. La dette exposée aux fluctuations du taux de change est projetée à 41,3% du portefeuille de la dette publique à fin décembre 2026. Même si ce risque est atténué par la proportion de la dette libellée en Euro (19,0%) ayant une parité fixe avec le franc CFA, la part du dollar (12,4%) dont le taux de change avec le FCFA est volatile et les autres devises (10,0%) constituent un facteur de vulnérabilité. Par conséquent, le portefeuille pourrait être exposé à un risque de change.

Tableau 20 *: Indicateurs de coûts et risques à fin décembre 2026*

Indicateurs de coûts et risque		**Dette extérieure**	**Dette intérieure**	**Dette totale**
Dette nominale (millions de FCFA)		3 074 828,4	4 372 424,3	7 447 252,7
Dette nominale (millions de USD)		5 203,2	7 399,0	12 602,2
Dette nominale (% du PIB))		16,0	22,8	38,8
Valeur actualisée nette (% du PIB)		10,7	22,9	33,6
Coût de la dette	Paiement d'intérêt (% PIB)	0,1	1,3	1,4
	Taux d´intérêt moyen pondéré (%)	0,8	5,7	3,7
Risque de refinancement	Durée moyenne d´échéance (ans) ATM	11,3	3,2	6,5
	Dette amortissable durant l´année prochaine (% du total)	5,9	23,8	16,6
	Dette amortissable durant l´année prochaine (% du PIB)	0,9	5,4	6,3
Risque de taux d´intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	11,3	3,2	6,5
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	5,9	23,8	16,6
	Dette à taux d´intérêt fixe incluant les bons (% du total)	100,0	100,0	100,0
Risque de change	Dette en devises (% du total)			41,3
	Amortissements en devise durant l´année prochaine (% du stock de réserves en devises)			0,6

Source : DGDP 2026

100. A fin décembre 2026, la dette nominale rapportée au PIB représenterait 38,8% contre 41,7% à fin décembre 2025, ce qui respecte les critères de convergence de l'UEMOA (≤70%).

101. Ainsi, le risque de surendettement public du Mali a été jugé modéré selon le dernier rapport de l'analyse de la viabilité de la dette (AVD) du FMI et de la Banque mondiale, juillet 2025.

102. En termes de coût par type de dette, le coût moyen de la dette intérieure s'établirait à 5,7% à fin décembre 2026 contre 4,0% à fin décembre 2025, soit une hausse de 1,7 point de pourcentage. Elle coûte sept (07) fois plus chère que la dette extérieure.

103. Par ailleurs, le coût moyen de la dette publique est relativement faible (3,7%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle (68,4%) avec un taux d'intérêt pondéré moyen de 0,8%.

4.2.4 Risque lié aux garanties

4.2.4.1 Description

104. Le risque lié aux garanties se définit comme l'ensemble des événements, situations ou facteurs susceptible d'avoir un impact négatif sur la dette publique en raison d'une garantie de l'Etat

105. La garantie fait référence à un accord de payer la dette d'une entité, si celle-ci fait défaut (World Bank, Timothy C. Irwin, 2007). En d'autres termes une garantie de l'Etat se réfère à un accord en vertu duquel l'Etat s'engage à verser la totalité ou une partie du montant dû au titre d'un instrument d'emprunt en cas de défaut de paiement de l'emprunteur. Elle n'augmente pas la dette brute de l'Etat. C'est un passif conditionnel. Donc elle constitue une source de risque budgétaire, en cas d'appel pour le remboursement des prêts.

106. Lorsque la garantie est appelée, la dette est assumée par l'Etat. Cela signifie que la dette de l'entité s'éteint et une nouvelle dette est créée entre l'Etat et le créancier.

107. Au titre de l'année 2026, le montant total des garanties accordées par l'Etat au titre des projets PPP dans le domaine de l'énergie est plafonné à 16,5 milliards de FCFA, soit 0,1% du PIB.

Tableau 21 *: Situation des garanties accordées ou envisagées par l'Etat au titre des projets PPP et autres*

Noms de projets	*Type PPP*	*Garantie de paiement de l'Etat (Mds de FCFA)*
Centrale thermique au fuel lourd de 92MW - Kayes	*BOOT*	*1,178*
Centrale solaire photovoltaïque de 50 MW - Kita	*BOOT*	*1,935*
Centrale solaire photovoltaïque de 33 mw - Ségou	*BOOT*	*1,420*
Centrale hydroélectrique de 42 MW- Kenie	*BOT*	*9,336*
Projet de centrale thermique au fuel lourd de 100 MW	*BOOT*	*1,862*
Projet de centrale thermique au fuel lourd de 40 MW	*BOOT*	*0,686*
TOTAL		***16,417***

***Source** : DGDP*

4.2.4.2 Impact sur les agrégats budgétaires

108. La survenance des risques relatifs à la dette publique peut avoir des effets négatifs ponctuels ou persistants sur les agrégats macroéconomiques et budgétaires. Leur réalisation affecte principalement les dépenses suite à une augmentation des intérêts et du service de la dette.

4.2.4.3 Mesures d'atténuation

- Continuer à privilégier les financements à taux d'intérêt fixe par rapport aux financements à taux d'intérêt variable ;
- Négocier aux meilleures conditions de refinancement tout en privilégiant les financements concessionnels ;
- Réduire le recours aux financements en dollars US, surtout les financements non concessionnels ;
- Recourir aux emprunts intérieurs de plus longues maturités ;
- Équilibrer les échéances, en augmentant la part des émissions d'obligations du Trésor d'au moins 5 ans ;
- Diversifier les sources de financement en recourant aux mécanismes de financements innovants ;

V. RISQUES LIES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES ET ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

5.1 Risques liés aux entreprises publiques

5.1.1 Entreprises publiques

5.1.1.1 Description

109. Les entreprises publiques sont celles sur lesquelles l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui les régissent. Elles sont régies au Mali, par :

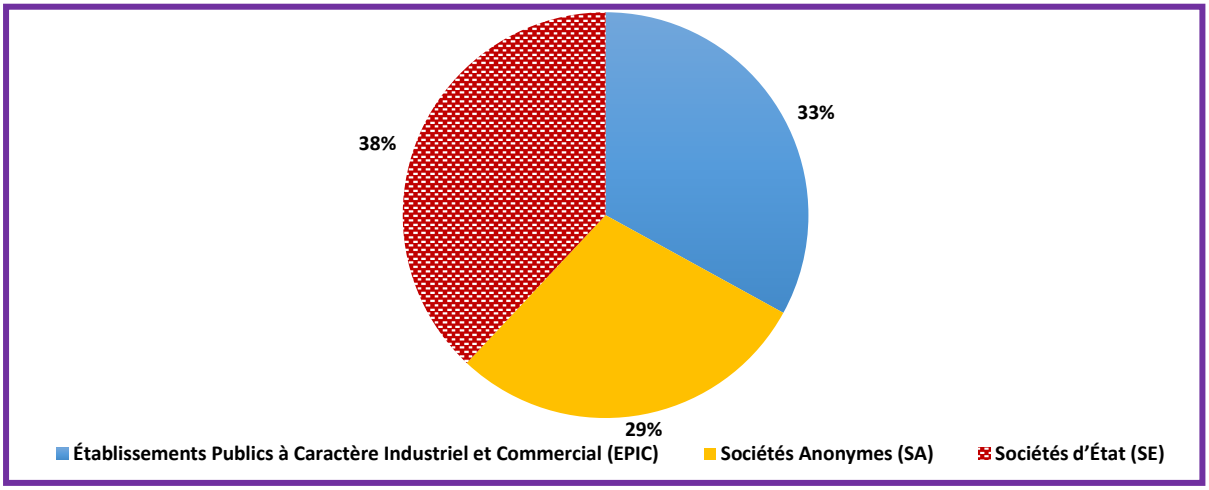
- la Loi n°91-057/AN-RM du 20 mars 1991 portant statut général des sociétés d'Etat ;
- l'Ordonnance n°91-014/P-CTSP du 18 mai 1991, modifiée, fixant les principes fondamentaux de l'organisation et de fonctionnement des Etablissements publics à caractère industriel et commercial et des Sociétés d'Etat ;
- l'Acte uniforme révisé de l'OHADA du 30 janvier 2014, relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ;
- la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création de l'organisation et du contrôle des services publics.

110. Le portefeuille des entreprises publiques du Mali, à la date du 31 décembre 2025, est composé de vingt-quatre (24) sociétés d'Etat dont huit (08) Etablissements Publics à Caractère Industriel et commercial (EPIC), neuf (09) Sociétés d'Etat et sept (07) Sociétés Anonymes.

111. L'analyse des risques budgétaires liés à certaines de ces entreprises publiques est effectuée sur la base des états financiers certifiés de l'exercice 2025. Le périmètre retenu est de huit (08) entreprises : EDM-SA, CMDT-SA, ACI-SA, SOMAGEP-SA, COMANAV-SE, SOPAFER-SE, COMATEX et UMPP.

112. L'analyse financière porte sur les ratios de certains indicateurs financiers notamment la rentabilité, la liquidité et la solvabilité.

Graphique 14*: Actionnariat de l'Etat dans les entreprises publiques au 31 décembre 2025*



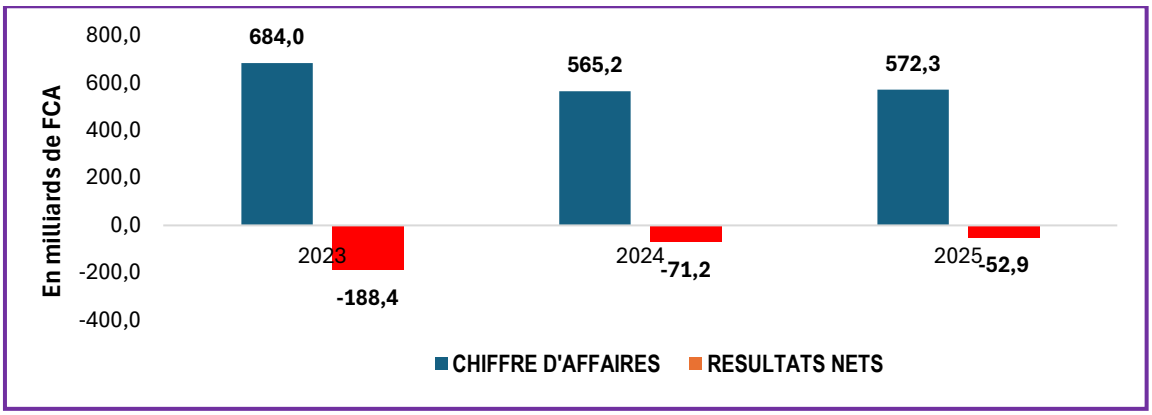
Source : *DGABE, 2026, nos calculs*

5.1.1.2 Canaux de transmission

113. La diversité des liens financiers entre l'Etat et les entreprises publiques est de nature à créer des risques non négligeables pour le budget de l'Etat et la dette publique.

114. Les risques liés aux entreprises publiques peuvent affecter le budget de l'Etat de différentes manières. Ces risques peuvent avoir comme sources principales : les dettes des entreprises publiques garanties (explicitement ou implicitement) ou prêtées par l'Etat, la volatilité des flux perçus par l'Etat (dividendes, impôts et taxes), l'augmentation des transferts de l'Etat (subventions récurrentes ou dotations d'investissement), la hausse des charges d'exploitation et/ou la baisse des produits. Le graphique ci-dessous donne l'évolution des chiffres d'affaires et les résultats cumulés des huit entreprises citées plus haut.

Graphique 15: *Evolution de chiffre d'affaires et résultats nets agrégés des huit entreprises*



Source : Bilans financiers des huit entreprises,2023-2025

115. Il ressort de l'analyse du graphique ci-dessus que, les huit entreprises analysées ont dégagé un résultat net moyen déficitaire de 104,2 milliards de FCFA, passant de 188,4 milliards de FCFA en 2023 à 71,2 milliards en 2024 avant une nette amélioration pour atteindre 52,9 milliards de FCFA sur la période 2023-2025. S'agissant du chiffre d'affaires cumulé, il est passé de 684,0 milliards de FCFA en 2023 à 572,3 milliards de FCFA en 2025, soit une baisse de 16,3% sur la période 2023-2025.

116. De nos jours, les risques liés aux entreprises publiques sont insuffisamment suivis et leur degré de criticité est mal connu par les autorités budgétaires. La matérialité de ces risques est ainsi difficile à apprécier et certaines entreprises peuvent de ce fait connaitre des difficultés financières qui fragiliseraient la situation financière globale de l'Etat (arriérés d'impôts, soutien accru de l'Etat) en plus des implications sur le reste de l'Economie (accumulation des dettes fournisseurs, impayés du système bancaire, etc.).

117. Par ailleurs, à plusieurs reprises au cours des dernières années, le Gouvernement a fait le choix de transférer des actifs ou de convertir ses créances afin d'aider des entreprises publiques en difficulté.

Tableau 22 : *Situation des subventions accordées par l'Etat à certaines entreprises publiques entre 2020 et 2024, montant en milliards FCFA*

Année / Entreprises	2020		2021		2022		2023		2024	
	Prév	Exé	Prév	Exé	Prév	Exé	Prév	Exé	Prév	Exé
EDM-SA	30,0	53,0	30,0	63,3	30,0	125,2	30,0	45,0	30,0	55,0
SOMAGEP- SA	0,0	16,0	0,0	4,7	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CMDT-SA	12,0	99,0	12,0	14,9	40,0	20,0	30,0	30,0	55,8	55,8
COMATEX SA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	1,7	0,8	0,8	0,0	0,2
TOTAL	**42,0**	**168,0**	**42,0**	**82,9**	**72,7**	**147,9**	**60,8**	**75,8**	**85,8**	**111,0**

Source : *DGB, Août 2026.*

118. S'agissant de l'EDM-SA, cette entreprise bénéficie d'une subvention inscrite dans le budget de l'Etat dont le montant varie d'une année à l'autre. Outre cette prévision, des subventions complémentaires

sont parfois accordées en cours d'exécution, ce qui fait la différence entre la prévision et l'exécution comme indiqué dans le tableau ci-dessus. Ainsi, pour une prévision de 30 milliards de FCFA au titre de l'exercice budgétaire 2024, un montant de 55 milliards FCFA a été exécuté.

119. Concernant la SOMAGEP-SA, les montants accordés en 2020, 2021 et 2022 correspondent à la subvention pour la prise en charge des nouveaux centres. L'on note que la SOMAGEP-SA n'a pas bénéficié de subventions en 2023 et 2024.

120. Par rapport à la CMDT-SA, la subvention concerne essentiellement les intrants agricoles, elle n'a pas d'inscription budgétaire spécifique et sa part dans la subvention globale en intrant varie d'une année à l'autre. En 2024, pour une prévision de 55,8 milliards de FCFA, la subvention en intrants agricoles a été exécutée à hauteur de 20 milliards de FCFA.

121. Enfin, s'agissant de la COMATEX-SA, sa subvention pour l'année 2023 et 2024 concerne la prise en charge de la décote de l'approvisionnement en coton-fibre dans le cadre du contrat de performance et le rappel de salaire du personnel, exécuté à hauteur de 762 et 218 millions de FCFA.

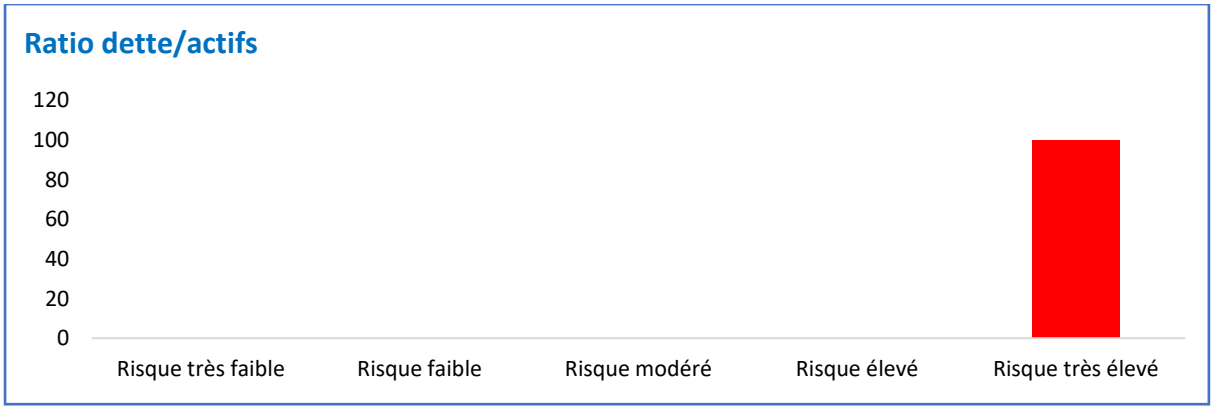
122. En termes de degré de dépendance financière vis-à vis de l'Etat, COMANAV a bénéficié d'une subvention de 124,3 milliards de FCFA pour un chiffre d'affaires de 10,3 milliards de FCFA. Cela s'explique par l'attaque du bateau de la COMANAV survenue en 2023 qui a impacté ses activités.

123. Concernant l'EDM-SA et la CMDT-SA, leurs subventions affichent respectivement 38,3% et 12,3% du CA en 2024 contre 13,3% et 20,5% en 2023.

5.1.1.3 Canaux de transmission

124. Afin d'analyser l'impact des risques liés aux entreprises publiques sur les finances publiques, nous avons exploité les états financiers des huit entreprises publiques citées plus haut sur la période 2023-2025 à travers l'outil « Bilan de santé des entreprises publiques, SOE Health Check Tool ».

Graphique 16*: Evaluation du risque de solvabilité (Ratio dette sur actif des entreprises étudiées),2025*



Source: *DGB, Outil SOE Health Check Tool, Août 2026.*

125. Il ressort des résultats des travaux que les entreprises étudiées présentent globalement un risque de solvabilité jugé très élevé au 31 décembre 2025. En effet, la solvabilité mesurée par le ratio de la dette sur actif de l'entreprises permet d'évaluer si celle-ci est solvable et l'importance de la charge de la dette sur l'entité. Le financement par l'emprunt étant plus rentable, la plupart des entreprises maintiennent un certain niveau d'endettement ; mais un ratio élevé indique une plus grande dépendance au financement par l'emprunt et une moindre flexibilité financière.

Graphique 17*: Evaluation du risque de liquidité (Ratio actuel)*



Source: DGB, Outil SOE Health Check Tool, Août 2026**.**

126. S'agissant de la liquidité, les analyses montrent plutôt une certaine solidité des entreprises de façon globale, le risque de liquidité étant jugé très faible en se fondant sur les ratios actuels. Ce ratio est censé mesurer la capacité d'une entreprise publique à faire face à ses passifs à court terme (ceux qui arrivent à échéance dans les 12 mois) en liquidant ses actifs. Un ratio élevé indique que l'entreprise est en mesure de résister aux chocs et de faire face à ses passifs courants.

127. L'Etat est exposé à des passifs éventuels qui peuvent se manifester selon différents canaux à la fois explicite et implicite.

128. Au-delà des risques explicites, l'État pourrait faire face à des aléas budgétaires implicites sans base contractuelle. Il pourrait ainsi se trouver contraignant, par la pression morale ou politique, d'assumer les charges consécutives à la défaillance financière d'une entreprise publique donnée. Il peut exister en outre des lettres de confort, qui viennent augmenter le montant des engagements implicites. Le tableau suivant récapitule la situation globale des risques des entreprises étudiées en 2025.

Tableau 23 : *Notation globale des risques des huit entreprises publiques sur la base des états financiers du 31 décembre 2025*

Entreprises	Rentabilité			Liquidité	Solvabilité			Notation globale
	Rentabilité des actifs	Rentabilité des Fonds propres	Recouvrement des coûts	Liquidité	Dette/actifs	Dette/résultat d'exploitation	Dette/résultat d'exploitation	
EDM	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque élevé
CMDT	Risque très faible	Risque très faible	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque modéré
SOMAGEP	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque élevé
ACI	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque élevé
COMATEX	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque modéré
SOPAFER	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque modéré
UMPP	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque élevé
COMANAV	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque élevé

Source: DGB, Outil SOE Health Check Tool, Août 2026**.**

129. L'analyse du **tableau 23** montre que les risques de la CMDT, la SOPAFER et COMATEX sont globalement modérés, tandis que les sociétés EDM-SA, ACI-SA, SOMAGEP-SA, COMANAV-SE et UMPP présentent des risques élevés.

5.1.2 Mesures d'atténuation.

130. Les entreprises publiques au Mali occupent une place importante dans l'économie du pays. Le coton qui constitue le deuxième produit d'exportation est géré en grande partie par une entreprise publique. Les secteurs de l'eau, de l'électricité, des transports et plusieurs autres secteurs sont caractérisés par la présence d'entreprises publiques.

131. Malgré tout, force est de constater que l'Etat ne dispose pas encore d'une stratégie de portefeuille, d'une vision consolidée et exhaustive de la situation financière des entreprises publiques. Afin de mieux cerner et mitiger les risques budgétaires liés à ces entreprises, il est important de :

- améliorer le suivi du portefeuille des entreprises publiques à travers : (i) l'établissement d'une liste exhaustive des entreprises et des sociétés publiques et (ii) le développement d'une stratégie actionnariale ou stratégie de portefeuille ;
- poursuivre la restructuration des entreprises en difficulté en particulier l'EDM-SA et la diversification de ses moyens de production **;**
- instaurer un mécanisme de comptabilisation et de suivi des garanties explicites et implicites ;
- augmenter la rentabilité des entreprises publiques et assainir leurs finances.

5.2 Organismes de sécurité sociale

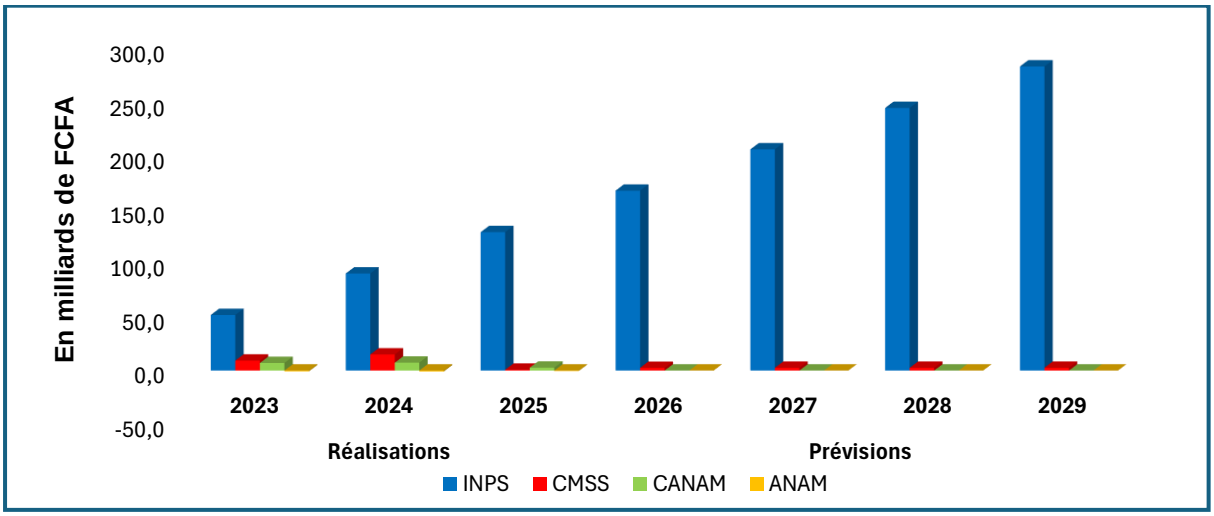
5.2.1 Description

132. Les Organismes de sécurité sociale sont régis au Mali par :

- la Loi n°90-110/AN-RM du 18 octobre1990, modifiée, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des établissements publics à caractère administratif ;
- le Décret n°2018-0009/P-RM du 10 janvier 2018 portant règlement général sur la comptabilité publique.

133. La Sécurité Sociale au Mali est gérée par quatre organismes à savoir : (i) l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), créé par la Loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961, reprise et précisée par la Loi N° 96-004 du 26 janvier 1996 ; (ii) la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS), créée par la Loi n°10-029 du 12 juillet 2010 ; (iii) la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM), créée par la Loi n°09-016 du 26 juin 2009 et (iv) l'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM), créée par la Loi n°09-031 du 27 juillet 2009. L'INPS et la CMSS sont chargés de gérer les pensions de retraite du secteur privé et du secteur public respectivement.

Graphique 18*: Evolution des résultats des organismes de Sécurité Sociale de 2023-2025 et les projections de 2026-2029 (en milliards de FCFA)*



Source : DPBEP 2027-2029

134. L'analyse du graphique montre que, sur la période 2023-2025, l'INPS a dégagé en moyenne un excédent de 90,6 milliards de FCFA de toutes les branches consolidées. Sur la période 2026-2029, les résultats devraient se situer en moyenne à 225,8 milliards de FCFA. Toutefois, la situation financière de sa branche « Vieillesse-Invalidité-Décès » a été déficitaire de 5,5 milliards en moyenne entre 2023 et 2025.

135. Bien que cette branche soit déficitaire, la situation financière de l'INPS n'a pas révélé de risques budgétaires majeurs sur la période car ce déficit a été comblé par les excédents des deux autres branches à savoir les prestations familiales et les Accidents de travail et Maladies professionnelles.

136. Après avoir enregistré des résultats négatifs entre 2020 et 2022, la CMSS a renoué avec un résultat positif de 9,3 milliards de FCFA en 2023, milliards 15,1 de FCFA 2024 avant de baisser à 0,8 milliards de FCFA en 2025, soit une moyenne de 8,4 milliards de FCFA sur la période 2023-2025. Sur la période 2026-2029, il est prévu un résultat moyen de 2,6 milliards de FCFA.

137. Sur la période 2026-2029, les cotisations et la subvention de l'État représenteraient respectivement en moyenne 93,3% et 4,0% des ressources totales de la CMSS contre 95,1% et 1,95% sur la période 2023-2025.

138. Ces subventions de l'Etat en faveur de la CMSS permettent de combler un déséquilibre ponctuel. Toutefois, il convient de noter qu'en l'absence de ces subventions, la CMSS court le risque de ne pas pouvoir tenir ses engagements sociaux.

139. S'agissant de la CANAM, l'analyse de ses résultats financiers révèle à suffisance des risques budgétaires assez importants liés, notamment, à l'augmentation incontrôlée des charges techniques. Cette augmentation est surtout liée à la fraude aux prestations de l'Assurance Maladie Obligatoire qui reste un régime de sécurité sociale de courte durée.

140. Quant à l'ANAM, elle continue de creuser les déficits imputables aux cumuls d'arriérés de remboursement des prestations médicales effectuées par les établissements de santé (hôpitaux, CSREF, CSCOM, Pharmacie).

141. La subvention de l'Etat en faveur de l'ANAM augmenterait à hauteur de 25,9% en moyenne par an, sur la période 2026-2029 représentant en moyenne environ 64% des ressources de l'ANAM. Donc, la faible mobilisation des ressources propres de l'ANAM va contraindre à celle-ci à solliciter l'appui budgétaire de l'Etat.

5.2.2 Canaux de transmission

142. Ces organismes de Sécurité Sociale étant des établissements publics à caractère administratif, leurs difficultés financières présentes et futures auront des conséquences sur les finances publiques, car, au Mali, l'Etat est le garant du système des pensions de retraite.

5.2.3 Impact sur les agrégats budgétaires

143. La survenance des risques relatifs aux organismes de Sécurité Sociale, affecte les dépenses publiques de l'Etat. En cas de dysfonctionnement du système de retraite par exemple, l'Etat est amené à assurer la couverture, car la pension des retraités est l'une des conditions de la stabilité sociale et constitue ainsi une priorité du Gouvernement. Cette intervention de l'Etat augmenterait les dépenses publiques qui pourraient créer une déviation par rapport aux prévisions initiales.

5.2.4 Mesures d'atténuation

144. Pour faire face aux risques relatifs aux organismes de Sécurité Sociale, l'Etat a mis en place un certain nombre de mesures destinées à atténuer leur impact sur le budget.

Au niveau de l'INPS

- la révision du mode de financement du régime à travers la définition de nouvelles bases de cotisation adaptées aux caractéristiques des activités menées par la population cible, et permettant la solvabilité du régime dans le moyen et long terme ;
- le maintien ou des conditions d'octroi des prestations familiales ;
- les passerelles entre le régime des salariés et celui de l'assurance volontaire ;
- l'entrée en vigueur du RAMU en 2025, ce qui contribuera à booster le nombre d'assurés à partir de 2026 etc.

Au niveau de la CANAM

- la mise en place d'un Système d'Information plus robuste qui permet d'accentuer les contrôles afin de réduire considérablement la fraude ;
- la réalisation d'études actuarielles dans le but de veiller à la viabilité du régime à long terme ;

- la poursuite de campagnes de sensibilisation de lutte contre la fraude ;
- la tenue d'ateliers de sensibilisation afin de favoriser la prescription rationnelle au niveau des prescripteurs.

Au niveau de la CMSS :

- l'amélioration des paramètres techniques et financiers des régimes de pension ;
- la mise en place de la retraite complémentaire par capitalisation ;
- l'institutionnalisation des mesures relatives aux Accidents du Travail et Maladies Professionnels;
- l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8 % à 13% pour les fonctionnaires et militaires ;
- l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ;
- l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités ;
- la tenue d'ateliers de sensibilisation au niveau des collectivités ;
- l'amélioration des mécanismes de recouvrement des cotisations au niveau des collectivités ;

Au niveau de l'ANAM

- la sensibilisation des autres acteurs (CANAM, CMSS, DCSSA, la polyclinique des armées etc.) assurant la prise en charge des blessés de guerre et de catastrophe à accompagner l'Agence ;
- l'amélioration des ressources de l'ANAM pour faire face aux nouveaux engagements de l'Agence.

VI. ANALYSES DES RISQUES SPECIFIQUES

145. Dans cette partie, les risques budgétaires spécifiques qui seront traités sont : les risques liés aux actions légales contre l'Etat et aux projets PPP.

6.1 Risques liés aux actions légales contre l'Etat

6.1.1 Description

146. Les actions légales contre l'État concernent divers dédommagements assurés par celui-ci suite aux plaintes à son encontre. Ces condamnations issues des règlements de litiges peuvent accroître les dépenses et passifs du Gouvernement. Ces actions peuvent être source de risque budgétaire au cas où l'État serait amené à verser des montants importants et imprévus. Ces affaires portent généralement sur des questions : administrative, foncière, commerciale ou pénale.

147. En effet, la loi de finances de l'année prévoit dans le cadre des provisions pour imprévus couramment appelés charges communes, une ligne budgétaire pour les condamnations issues des règlements de litige contre l'Etat (grosses de justice). Cette ligne peut s'épuiser, nécessitant des abondements supplémentaires en cours d'année et conduisant à des écarts avec les prévisions budgétaires. Les grosses de justice peuvent résulter de plusieurs types de litiges : droit

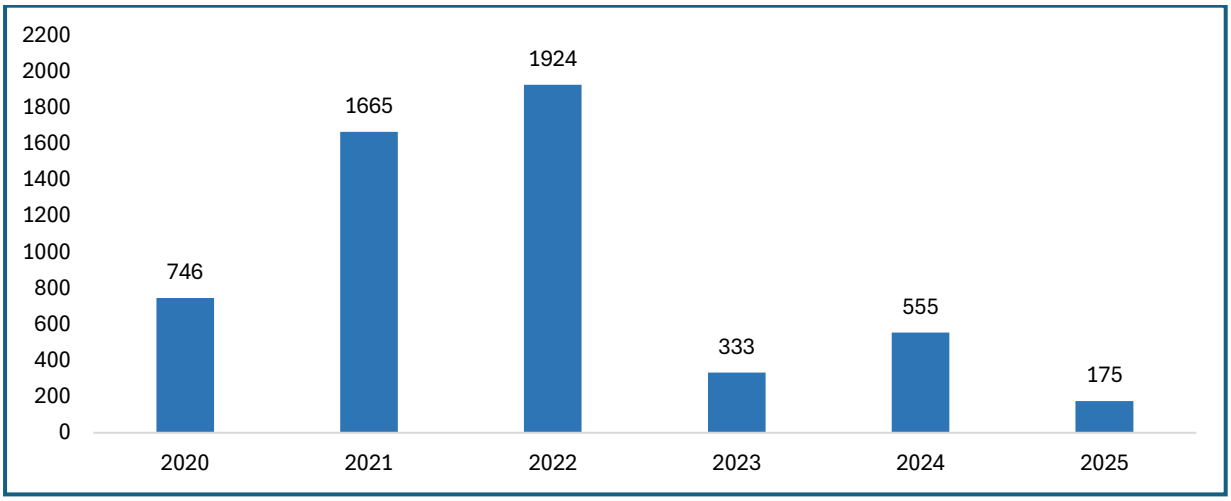
du travail, réalisations d'infrastructures publiques, violations des droits de l'homme, litiges environnementaux, etc.

6.1.2 Canaux de transmission

148. La prise en charge des grosses de justice constitue des engagements implicites de l'Etat. Les coûts afférents ne sont identifiés qu'une fois qu'ils se sont matérialisés.

149. Compte tenu de ce risque et pour atténuer la charge financière de l'Etat, concernant la prise en charge desdites grosses, il est prévu un règlement transactionnel, avec l'application de la décote au montant de la condamnation, sur la base de protocoles d'accord, qui après la signature de toutes les parties, sont homologués par les tribunaux compétents pour être proposés au paiement sur le budget de l'Etat. Le graphique 19 ci-dessous donne l'évolution des mandats émis dans le cadre de l'exécution des décisions de justice, sur la période 2020-2025.

Graphique 19*: Evolution des paiements au titre des grosses de justice contre l'Etat en millions de FCFA de 2020 à 2025*



***Source** : DGB, août 2026*

6.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

150. La survenance de risques budgétaires, liés à d'éventuelles revendications juridiques contre l'Etat, peut impacter certains agrégats budgétaires, avec comme conséquences :

- l'augmentation des dépenses ;
- la détérioration du solde budgétaire ;
- l'accroissement de l'encours de la dette.

6.1.4 Mesures d'atténuation

151. Pour atténuer la survenance des risques liés aux actions juridiques contre l'Etat, il s'avère nécessaire de prendre certaines mesures, notamment en termes de :

- l'application effective et rigoureuse des textes législatifs et réglementaires en vigueur dans toutes les sphères de l'administration publique ;
- le renforcement des capacités des services publics de prévention des contentieux, afin d'éviter au mieux les assignations en justice de l'État.

6.2 Risques liés aux Partenariats Public-Privé (PPP)

6.2.1 Contexte

152. Le Partenariat Public-Privé est un contrat à long terme par lequel une Personne publique (l'Etat, les Collectivités territoriales et leurs établissements publics), confie à un tiers le financement, la construction, l'entretien et la gestion d'un ouvrage public contribuant au service public ou à l'intérêt général.

153. Au Mali les PPP sont régis par la Loi n°2016-061 du 30 décembre 2016 relative aux Partenariat Public-Privé et ses dispositifs d'application comprenant :

- le Décret n°2017-0050/PM-RM du 9 février 2017 portant création de l'Unité de Partenariat Public-Privé (UPPP) ;
- le Décret n°2017-0057/PM-RM du 9 février 2017 déterminant les modalités d'application de la loi relative aux Partenariats Public-Privé au Mali.

154. Les dispositions de l'article 4 de la Loi n°2016-061 du 30 décembre 2016 relative aux Partenariats Public-Privé consacre le principe de la séparation des fonctions en ce qui concerne le cadre institutionnel des PPP au Mali. A ce titre, aux termes de l'article susmentionné, le Ministre en charge des Finances assure la fonction de contrôle budgétaire. A cet effet, le Ministère de l'Economie et des finances intervient à différentes étapes du processus d'identification, d'évaluation et de signature des contrats des projets PPP.

155. Par ailleurs, l'article 2 de la loi PPP précise que « les contrats de concession sont les contrats conclus par écrit et à titre onéreux, par lesquels une ou plusieurs personnes publiques confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service public ou d'intérêt général à un ou plusieurs opérateurs économiques, la rémunération consistant soit dans le droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit dans ce droit assorti d'un prix. Ils impliquent le transfert au concessionnaire d'un risque lié à l'exploitation de cet ouvrage ou de ce service. La part de risque transférée implique une réelle exposition aux aléas du marché. Le concessionnaire assume le risque lorsque, dans les conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, lies à l'exploitation de l'ouvrage ou de service ».

156. Il convient de noter que les contrats de concessions présentent moins de risques budgétaires immédiats pour l'Etat, dans la mesure où l'Etat ne supporte pas directement le financement de ces projets et n'inscrit pas leurs coûts d'investissement dans sa dette publique. De même, la plupart des risques techniques, financiers et d'exploitation sont transférés au partenaire privé, suivant le principe d'un partage optimal qui dispose que les risques liés à un projet PPP devraient être portés par la partie :

- la mieux capable de contrôler l'occurrence du risque ;
- la mieux capable de contrôler l'impact du risque sur les résultats du projet ; et
- la mieux capable d'absorber le risque au moindre coût.

157. Nonobstant le transfert de la majeure partie des risques liés aux contrats de concession au partenaire privé, l'Etat reste porteur de certaines obligations ou de certains risques résiduels qui peuvent constituer des dettes ou des engagements pouvant entrainer des contraintes budgétaires à plus ou moins long terme.

6.2.2 Risques liés à la composition du portefeuille de projets PPP

6.2.2.1 Description

158. Ce risque pourrait intervenir si la Société Energie du Mali S.A, devait rencontrer des difficultés à faire face aux obligations résultant des contrats PPP dans lesquels elle est engagée en tant que partenaire public.

159. Il ressort de la liste des projets revus par l'UPPP que le portefeuille de projets PPP du Mali est largement dominé par le secteur de l'énergie (10 projets sur 11 soit 91 % du portefeuille PPP).

160. Cette forte concentration du portefeuille de projets PPP dans le domaine de l'énergie pourrait présenter un risque budgétaire pour l'Etat, en cas de matérialisation du risque de paiement (difficultés du partenaire public à faire face aux obligations). Dans un tel cas, en effet, l'Etat pourrait être tenu d'absorber les conséquences financières de ces obligations, du fait des garanties qu'il aura accordées aux partenaires privés signataires des contrats.

6.2.2.2 Mesures d'atténuation

- Encourager la diversification du portefeuille de projets PPP vers d'autres secteurs d'activités et d'autres types d'infrastructures ;
- Limiter le niveau des garanties accordées aux projets PPP du secteur énergie lors des négociations de contrats ;
- Assurer un suivi proactif des projets PPP du secteur énergie.

6.2.3 Risques liés à la résiliation anticipée

6.2.3.1 Description

161. Ce risque survient en cas de rupture des contrats PPP avant leur terme et qui obligerait l'Etat à procéder au versement d'indemnités aux partenaires privés pour couvrir tout ou partie des investissements non amortis et tout ou partie des revenus auxquels ces partenaires privés auraient pu prétendre si les projets avaient été mis en œuvre jusqu'à leur terme normal.

6.2.3.2 Mesures d'atténuation

- Vérifier et modifier si nécessaire en amont les termes de l'Accord direct entre l'Etat et les créanciers du partenaire privé ;
- Veiller à une lecture attentive des clauses contractuelles relatives aux indemnités de résiliation des contrats, avant signature des contrats, afin de s'assurer que les modalités de détermination des indemnisations sont clairement indiquées et acceptables pour l'Etat ;
- S'assurer que les clauses de négociation amiable et de médiation sont pleinement actionnées avant la résiliation ;
- Assurer un suivi proactif des risques budgétaires et des indicateurs de performance des projets par une cellule de veille dédiée au projets PPP, à établir au sein du Ministère de l'Economie et des Finances.

6.2.4 Risques liés aux garanties accordées par l'Etat

6.2.4.1 Description

162. L'Etat a accordé sa garantie pour l'exécution des projets d'énergie listés, en s'engageant à se substituer à la Société Energie du Mali SA en cas de défaillance de celle-ci à honorer ses obligations contractuelles d'achat de l'énergie suivant les principes du « Take or pay » ou du « Take and pay ». Cette garantie de l'Etat peut être actionnée après que le partenaire privé ait fait appel à la garantie bancaire constituée à son profit par la Société Energie du Mali S.A.

163. Les garanties accordées par l'Etat créent donc des obligations financières latentes qui pourraient donner lieu à des paiements effectifs, dans le cas où la Société Energie du Mali S.A faillirait à ses obligations de paiement.

6.2.4.2 Mesures d'atténuation

- Provisionner un pourcentage des montants garantis par l'Etat ;
- Faire un contrôle strict et régulier avec la Société Energie du Mali S.A des paiements en souffrance pour chaque projet PPP, ainsi que des mesures envisagées pour résorber les retards de paiement ;
- Assurer un suivi proactif des risques budgétaires et des indicateurs de performance des projets par une cellule de veille dédiée aux projets PPP, à établir au sein du Ministère de l'Economie et des Finances.

6.2.5 Risques liés aux infrastructures connexes

6.2.5.1 Description

164. Les infrastructures telles que les centrales solaires ne peuvent fonctionner sans la construction d'autres infrastructures connexes comme les lignes de transport de l'énergie. Le démarrage de la construction ou la mise en service de ces centrales, en l'absence des infrastructures connexes pourrait poser un risque important pour la Société Energie du Mali SA de devoir payer pour de l'énergie qui ne peut pas être livrée sur le Réseau Interconnecté, sans que le partenaire privé en soit responsable. En cas de défaut de paiement de cette énergie par la Société Energie du Mali SA, l'Etat aura une obligation de se substituer à elle du fait de la garantie qu'elle a donnée.

6.2.5.2 Mesures d'atténuation

- S'assurer de la disponibilité des lignes de transport de l'électricité à produire et d'autres infrastructures connexes requises pour le bon fonctionnement des projets de construction de centrales solaires ou éoliennes, **avant la signature des contrats de concession de ces projets ;**
- Assurer un suivi proactif des projets par une cellule de veille dédiée aux projets PPP.

6.2.6 Risques liés aux modifications dans l'environnement politique et sécuritaire des projets

6.2.6.1 Description

165. L'évolution du contexte national peut amener l'Etat à prendre des mesures d'ordre politique ou sécuritaire pouvant conduire à un changement défavorable dans l'équilibre économique des contrats PPP. Le paiement de compensations au partenaire privé pourrait en résulter pour rétablir l'équilibre du projet.

6.2.6.2 Mesures d'atténuation

- S'assurer que des polices d'assurance sont souscrites par le partenaire privé pour couvrir certains risques politiques et sécuritaires ;
- Conduire une gestion institutionnelle active des risques politiques et sécuritaires ;
- Constituer de manière progressive des provisions pour faire face au paiement éventuel d'indemnités compensatoires ;
- Maintenir un environnement global stable durant la mise en œuvre des projets PPP

6.2.7 Risques liés aux modifications dans l'environnement législatif, fiscal, douanier ou réglementaire des projets

6.2.7.1 Description

166. Les projets listés bénéficient d'exonérations fiscales et douanières pour des durées déterminées. Des évolutions imprévues dans la portée ou le niveau de ces exonérations, ou leur fin anticipée, pourraient directement affecter les projets en modifiant leur rentabilité du point de vue du partenaire privé, ainsi que le niveau de revenus de ces projets pour l'Etat. De même, des modifications significatives dans l'environnement législatif ou règlementaire des projets pourraient compromettre l'équilibre économique, nécessiter des modifications des contrats, et occasionner des coûts non prévus pour l'Etat.

6.2.7.2 Mesures d'atténuation

- Inclure dans le contrat des clauses permettant la modification des contrats lorsque la rentabilité du projet est négativement affectée, ainsi que les dispositions de compensation devant s'appliquer dans ce cas ;
- Suivre proactivement les projets et les effets des changements législatif, fiscal, douanier ou réglementaire ;
- Prévoir des clauses de rendez-vous.

6.2.8 Risques liés aux modifications dans l'environnement financier et monétaire des projets

6.2.8.1 Description

167. Des changements importants dans l'environnement financier et monétaire des projets PPP, comme un changement de la parité de la monnaie nationale, un changement dans la convertibilité de cette monnaie ou des variations significatives des taux d'intérêt aux plans national et international pourraient avoir des conséquences négatives sur l'équilibre économique des projets et occasionner pour l'Etat le paiement d'indemnités compensatoires pour rétablir cet équilibre.

6.2.8.2 Mesures d'atténuation

- Inclure dans le contrat des clauses permettant la modification des contrats lorsque la rentabilité du projet est négativement affectée, ainsi que les dispositions de compensation devant s'appliquer dans ce cas ;
- S'assurer que les clauses de compensation dans les contrats sont équilibrées entre partenaires public et privé ;
- Prévoir des mécanismes de stabilisation en cas de changement de la parité ou de la convertibilité de la monnaie nationale.

6.2.9 Risques de force majeure

6.2.9.1 Description

168. La force majeure concerne des circonstances indépendantes de la volonté des parties. Lorsque la force majeure est prolongée, elle peut affecter la bonne mise en œuvre du projet, et entrainer la résiliation du contrat et le paiement d'indemnités compensatoires par l'Etat.

6.2.9.2 Mesures d'atténuation

- Veiller à ce que les risques de force majeure assurables à un coût raisonnable fassent l'objet de polices d'assurance ;
- Suivre de manière proactive les effets de la force majeure sur la mise en œuvre du projet ;
- S'assurer que les clauses de compensation prévues dans les contrats pour les cas de force majeure sont équilibrées entre partenaires public et privé ;
- Constituer de manière progressive des provisions pour faire face au paiement éventuel d'indemnités compensatoires.

6.2.10 Risques liés aux transferts d'actifs

6.2.10.1 Description

169. Le risque de transfert d'actifs peut se présenter à la fin du contrat, lorsque l'infrastructure transférée à l'Etat est dans un état considérablement moins bon que prévu, et que des coûts de remise à niveau importants doivent être encourus sur le budget national.

6.2.10.2 Mesures d'atténuation

- S'assurer au travers des rapports périodiques du partenaire privé que le programme d'entretien et de maintenance des biens de retour de la concession est respecté ;
- Effectuer des missions de revue et des audits techniques de l'infrastructure à un ou deux ans de la fin du projet, pour s'assurer de l'état réel des biens de retour ;
- S'assurer que le partenaire privé a inclus dans le modèle financier du projet des fonds pour la bonne marche ou le renouvellement de certains composants des biens de retour (batteries, onduleurs), en particulier au cours des dernières années de la concession.

VII. ANALYSE DES RISQUES INSTITUTIONNELS

170. Les faiblesses dans la gouvernance et les capacités institutionnelles peuvent exacerber les risques budgétaires et en créer de nouveaux. Une faible capacité de formulation des politiques et de gouvernance, y compris en matière de décentralisation budgétaire, peut entrainer des écarts budgétaires importants même en l'absence de chocs exogènes. De même, les crises sécuritaires, y compris les soulèvements sociaux à la suite de processus électoraux constituent de potentiels risques institutionnels.

171. Le présent rapport se focalise sur le cas de la décentralisation et de la crise sécuritaire qui secoue le pays depuis plus de 10 ans.

7.1 Risques liés à la gouvernance et capacité : cas de la décentralisation

7.1.1 Description

172. La relance du processus de décentralisation, en réponse à la crise du septentrion du pays et aux besoins de développement économique et social du pays, s'inscrit depuis 2015 dans un schéma ambitieux de régionalisation, s'accompagnant d'un objectif de transfert aux Collectivités territoriales d'un tiers des ressources budgétaires de l'Etat.

173. Aussi, conformément aux recommandations des Assises Nationales de la Refondation, le Gouvernement a donné un coup d'accélérateur au processus de la réorganisation administrative en adoptant en 2023 certains textes dont la Loi n°2023-002 du 13 mars 2023 portant modification de la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012 portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du territoire.

174. Cette réorganisation administrative et territoriale de 2023 se présente comme une occasion pour impulser un nouvel élan au processus et aussi permettre de faire face aux défis liés à la mobilisation des ressources, à la proximité de l'administration locale et à une meilleure adéquation du transfert des compétences.

175. L'un des principaux enjeux identifiés portait sur la réforme de la fiscalité locale, les collectivités locales étant caractérisées à la fois par la faiblesse de leurs ressources globales et la prédominance des transferts budgétaires de la part de l'Etat.

***Tableau 24*:** Evolution Recettes-Dépenses des Collectivités territoriales (2021-2025), en millions FCFA

Rubriques	Réalisations				2025	Taux de croissance annuel moyen
	2021	2022	2023	2024		
Recettes	**340,24**	**393,09**	**397,74**	**410,17**	**393,87**	**3,73%**
Recettes Propres des CT dont :	**49,06**	**54,70**	**56,20**	**58,99**	**54,68**	**2,75%**
Recettes Fiscales	41,25	47,16	48,26	47,35	48,96	4,38%
Recettes non Fiscales	6,86	6,96	7,01	5,85	5,06	-7,33%
Autres recettes propres	0,95	0,58	0,93	5,78	0,67	-8,36%
Transfert ou Subvention dont	**254,45**	**313,45**	**315,13**	**324,18**	**316,98**	**5,65%**
Subvention de l'État	254,23	313,34	315,03	323,48	316,66	5,64%
Autres subventions	0,22	0,11	0,10	0,70	0,32	9,82%
Recettes d'investissement	**36,73**	**24,93**	**26,40**	**27,00**	**22,21**	**-11,82%**
Dépenses	**316,34**	**395,31**	**392,21**	**369,68**	**370,55**	**4,03%**
Dépenses courantes dont :	**284,76**	**361,64**	**366,73**	**349,97**	**348,14**	**5,15%**
Personnel	212,29	257,94	268,25	271,57	272,89	6,48%
Fonctionnement	72,47	103,70	98,48	78,40	75,25	0,95%
Dépenses d'investissement dont :	**31,59**	**33,66**	**25,48**	**19,71**	**22,41**	**-8,23%**
Financement sur ressources propres	10,10	11,46	13,55	9,53	7,88	-6,02%
Financement sur subventions (État, PTF), Dons et emprunts	21,48	22,20	11,93	10,18	14,53	-9,31%

Source : DGTCP, avril 2026

176. Sur la période 2021 et 2025, les recettes et dépenses totales des Collectivités territoriales ont augmenté de 3,7% et de 4,0% respectivement. Au niveau des recettes propres, nonobstant un faible taux par rapport au total (14,1%), des efforts de mobilisation par les Collectivités territoriales se poursuivent avec un taux de croissance annuel moyen de 2,8% sur la même période. Malgré cet effort de mobilisation, les « transferts ou subventions » accordés aux Collectivités territoriales par l'État et d'autres institutions, constituent une part importante de leurs ressources, soit 78,7% en moyenne, correspondant un taux de progression moyen de 5,7% par an (cf. **tableau 24**). Ce faible taux des ressources propres pourrait contraindre les Collectivités territoriales à solliciter plus d'appuis financiers de l'Etat.

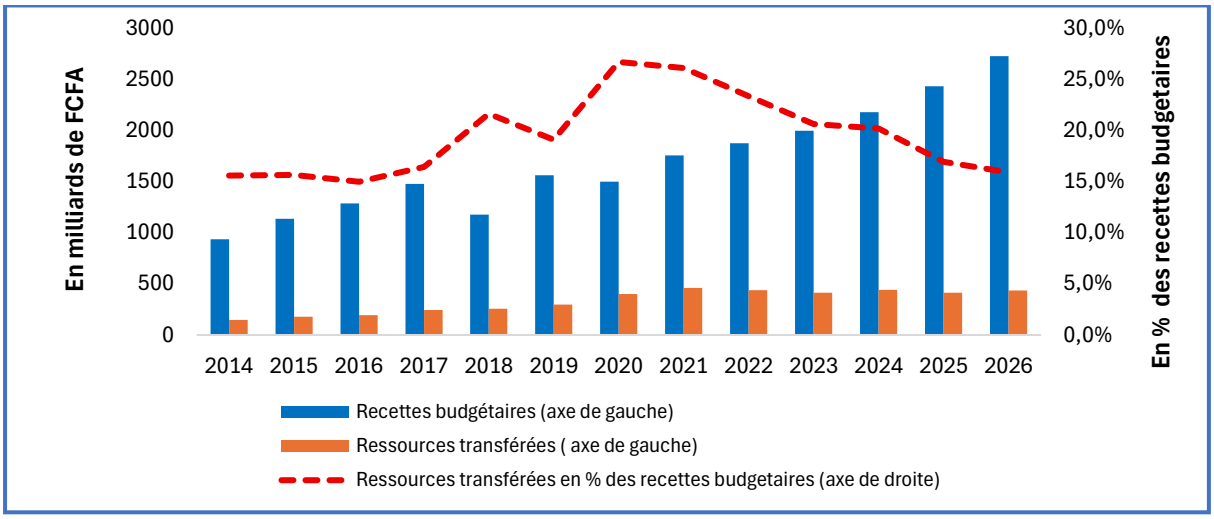
7.1.2 Canaux de transmission

177. A ce jour, conformément à la Loi n°2023 003 du 13 mars 2023 portant création des circonscriptions administratives, le Mali compte désormais : (i) 19 Régions et 1 District ; (ii) 156 Cercles, soit une augmentation de 96 Cercles ; (iii) 466 Arrondissements, soit une augmentation de 136 Arrondissements ; (iv) 819 Communes, soit une augmentation de 71 Communes et (v) 12.712 villages, fractions et quartiers.

178. Les structures et moyens d'appui aux collectivités territoriales et au développement local ont été renforcés. Il existe, à ce jour, dix (10) Agences de Développement Régional (ADR) dont huit (08) ont été créées en 2015 et dotées de moyens de fonctionnement.

179. Les ressources transférées aux Collectivités territoriales en termes de dotation budgétaire ont significativement augmenté entre 2014 et 2025, soit une hausse de 287 milliards de FCFA correspondant à un taux de progression de 196,2% (voir graphique ci-dessous).

Graphique 20*:* Evolution des transferts de crédits budgétaires de l'Etat aux Collectivités Territoriales



Source : *DGB, 2014-2026 (loi de finances initiale).*

7.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

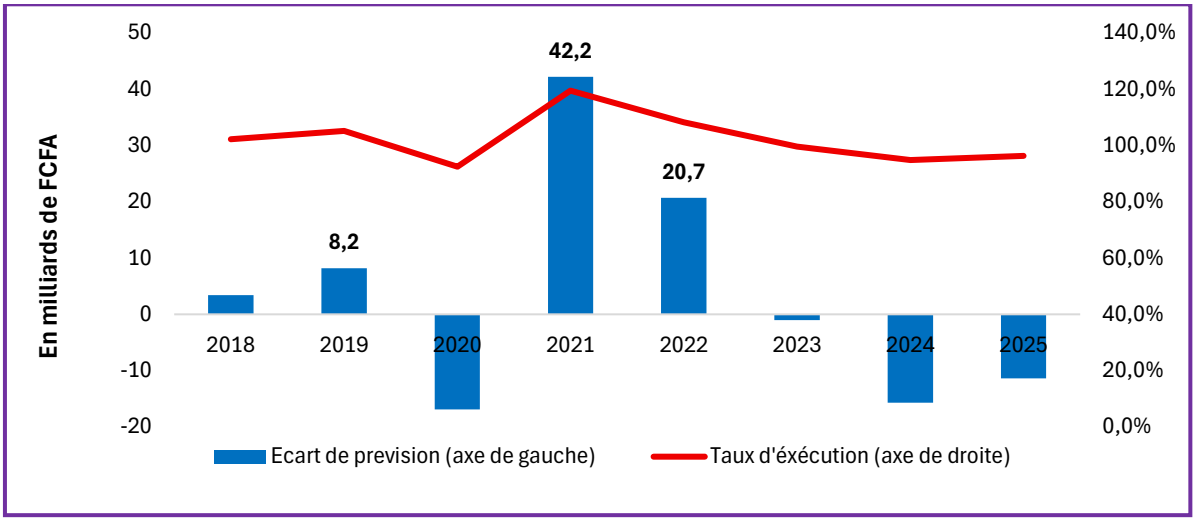
180. Si cette évolution traduit une augmentation globale des moyens dévolus aux Collectivités territoriales, elle ne reflète encore que très partiellement les priorités données à la régionalisation et au financement de projets de développement structurants. Au titre de la décentralisation budgétaire, les crédits transférés aux Collectivités territoriales s'élèvent à 433,78 milliards de FCFA dans le budget de l'État de 2026 contre 412,5 milliards de FCFA dans celui de 2025 rectifié et 400 milliards de FCFA en 2024, soit une moyenne de 420,0 milliards de FCFA pour les trois dernières années.

181. Le premier risque relatif à la décentralisation tient aux capacités des collectivités à remplir leurs missions. Ainsi, un transfert de ressources aux Collectivités territoriales trop rapide eu égard à leur capacité à mobiliser les moyens mis à leur disposition, notamment en matière d'investissement, serait contre-productif et aboutirait à des déperditions de ressources énormes pour l'Etat.

182. La décentralisation occasionne également un risque élevé d'augmentation des dépenses de fonctionnement supportées par le budget de l'Etat à travers, notamment, l'augmentation des crédits nécessaires au fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat.

183. Une augmentation exponentielle et incontrôlée des effectifs dans la fonction publique des Collectivités territoriales sans une diminution proportionnelle des effectifs des services de l'Etat aboutirait à des créations nettes d'emplois publics, financées par l'Etat (soit directement, soit par transferts de crédits aux Collectivités territoriales).

Graphique 21*:* Evolution du taux d'exécution et l'écart de prévision de la masse salariale des Collectivités Territoriales



Source : *DGB, TOFE 2018-2025.*

184. Sur la période 2018-2025, les dépenses de personnel des Collectivités territoriales ont été exécutés à hauteur de 102,3 % en moyenne avec un écart de prévision moyen d'environ 4 milliards de FCFA. Le taux d'exécution le plus faible a été observé en 2020 (92,5%), soit un écart de prévision de 16,6 milliards de FCFA non exécuté en raison de la pandémie de COVID 19.

185. Sur la période 2021 et 2022, les exécutions des dépenses de personnel des Collectivités ont été largement supérieures aux prévisions, soit respectivement 42,2 et 20,7 milliards de FCFA.

186. Par contre sur la période 2024-2025, ces dépenses ont été surestimées de 13,6 milliards de FCFA en moyenne.

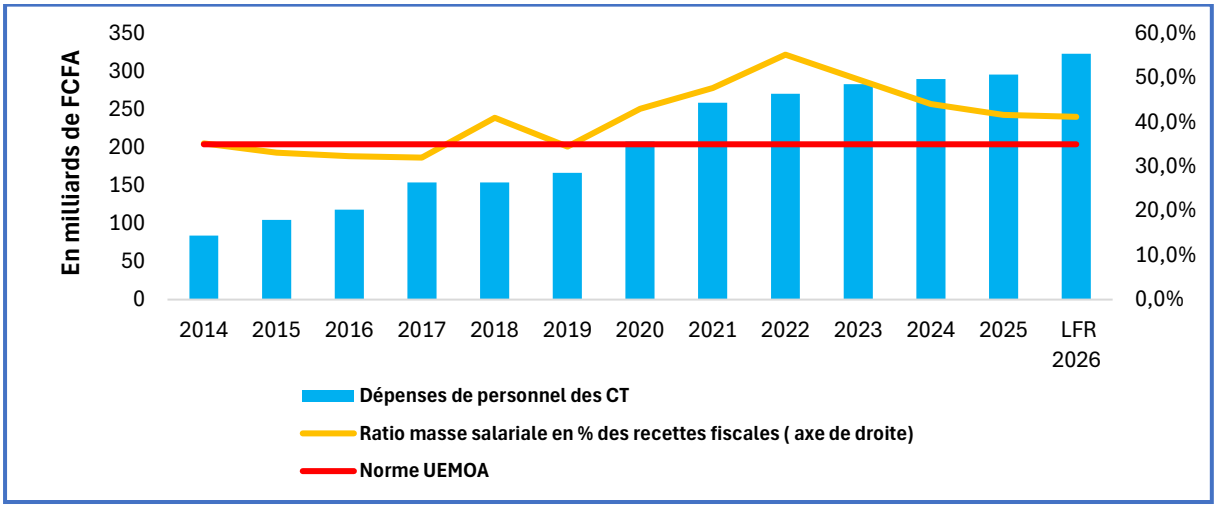
187. Par ailleurs, les modalités de gestion des effectifs des deux fonctions publiques, qui relèvent depuis 2016 de ministères et directions distincts, renforcent ce risque puisqu'elles ne permettent pas d'assurer un suivi globalisé afin de faciliter une régulation de l'évolution des effectifs des deux fonctions publiques. Il pourrait encore être amplifié par la création, dans le statut de la fonction publique des Collectivités territoriales, d'une passerelle vers la fonction publique de l'Etat qui

permettrait aux fonctionnaires des collectivités territoriales de rejoindre celle de l'Etat et aurait un double effet inflationniste : d'une part, une augmentation des effectifs de la fonction publique de l'Etat et d'autre part de nouveaux recrutements dans la fonction publique des Collectivités territoriales pour compenser les départs.

188. Dans un tel contexte, le respect d'un des critères de convergence communautaire de l'UEMOA, à savoir le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (≤35%), serait compromis durablement. Depuis 2018, ce critère n'est plus respecté. Il a atteint 41,6% dans la loi de finances rectificative 2026 malgré une tendance baissière observée ces dernières années.

189. Sur la période 2014-2026, on constate que les dépenses de personnel des Collectivités territoriales ont connu une augmentation exponentielle, passant de 84,2 milliards de FCFA en 2014 à 323,3 milliards de FCFA en 2026, soit une hausse de 239,1 milliards de FCFA.

Graphique 22*: Evolution du Ratio masse salariale en % des recettes fiscales de l'Etat 2014-2026*



Source : *DGB, 2014-2025, exécution, 2026 Loi de finances rectificative.*

190. Il existe enfin le risque d'un passif insoutenable pour les Collectivités territoriales que l'Etat serait obligé de supporter. Mais, ce risque est plus ou moins maitrisé compte tenu des procédures et des garde-fous mis en place par le Ministère de l'Economie et des Finances à travers les mécanismes de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT).

7.1.4 Mesures d'atténuation.

191. Du point de vue budgétaire, la soutenabilité de la décentralisation demande un certain nombre d'exigences, à savoir :

- assurer un renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des CT ;
- réformer la fiscalité locale pour renforcer l'autonomie financière des CT ;
- assurer une gestion efficiente des effectifs des fonctions publiques de l'Etat et des CT à travers : i) la réalisation d'une étude approfondie sur la gestion de la masse salariale, des

primes et indemnités et la politique de fixation des salaires dans la fonction publique, ii) le recensement biométrique et la mise en place d'un fichier exhaustif, unique et informatisé de la fonction publique territoriale ;

- Explorer les résultats issus du recensement général des agents des CT et de l'Etat pour un meilleur traitement de la situation.

7.2 Risques liés à la gouvernance et capacité : cas de la crise sécuritaire

7.2.1 Description

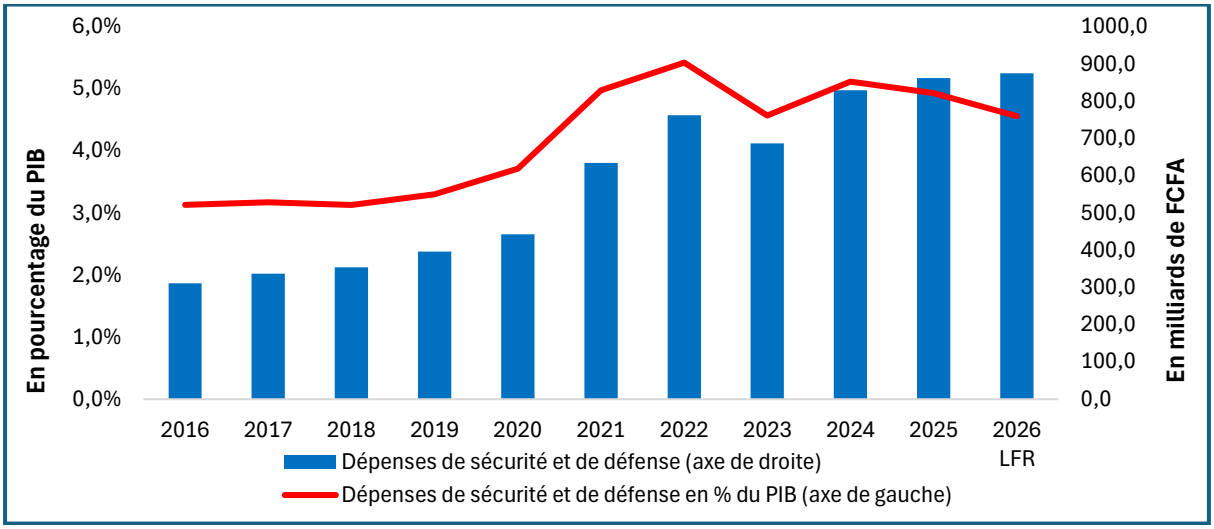
192. Le Mali, depuis son accession à l'indépendance, est confronté à des défis sécuritaires, économiques, financiers, climatiques et de gouvernance qui ont engendré des conflits inter et intracommunautaires, des rébellions successives avec comme corollaires l'instabilité politique et institutionnelle, la criminalité transnationale organisée et le terrorisme.

193. Ainsi, depuis 1960, trois crises majeures liées aux sécessionnismes locaux sont survenues et celles-ci ont été gérées à travers différents accords.

194. Malgré les multiples initiatives de l'Etat, des institutions régionales et internationales dans le cadre du processus de paix, l'insécurité persiste et le Mali connait depuis 2012 une profonde crise qui a impacté les fondements de la Nation et entrainé l'effritement de la cohésion sociale et du vivre ensemble. Cette crise est considérée comme la pire crise post coloniale du pays, unique par sa nature, sa durée et ses effets. Les conséquences économiques et budgétaires de la crise de 2012 sont durables et lourdes pour l'Etat.

195. La crise a notamment eu pour conséquence une paupérisation des populations et une hausse rapide et durable des dépenses consacrées à la défense et à la sécurité dont la part dans les dépenses totales de l'Etat est de l'ordre de 21,9% dans la loi de finances rectificative 2026, soit 4,6% du PIB. Cette part importante du budget de l'Etat consacrée à la défense et à la sécurité pourrait réduire la marge de manœuvre du Gouvernement à faire face aux dépenses en faveur de la réalisation d'infrastructures de développement.

Graphique 23: *Evolution des dépenses de sécurité et de défense, 2016-2026*



Source : *DGB, Août 2026*

196. Par ailleurs en termes d'écart de prévision, les dépenses militaires et de sécurité se sont établis à 54,1 milliards de FCFA moyenne sur la période 2016-2024. L'écart s'est beaucoup creusé entre 2021 et 2024, soit une moyenne 144,7 milliards de FCFA.

7.2.2 Mesures d'atténuation

Pour faire face à l'insécurité et aux conflits intercommunautaires, l'Etat a mis en place un certain nombre de mesures destinées à contenir durablement les risques sécuritaires et atténuer à terme leur impact sur le budget. Il s'agit notamment de :

- la poursuite de la mise en œuvre de la Charte Nationale pour la Paix et la Réconciliation Nationale ;
- l'amélioration du processus de décentralisation et la création des conditions favorisant le développement économique régional et local ;
- la poursuite et la consolidation des actions au sein de la Confédération de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) en matière de Défense, de Diplomatie et de Développement ;
- la poursuite du renforcement en moyens humains et matériels des forces armées et de sécurité ;
- la poursuite de la reconstruction d'une armée professionnelle à travers notamment l'opération « Dougoukoloko » ;
- la poursuite de la sécurisation de la chaine logistique.

VIII. ANALYSE DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Il s'agit des risques liés aux catastrophes naturelles, aux dangers environnementaux, aux pandémies et au changement climatique[6].

[6] Définition inspirée de la description des risques macroéconomiques dans l'outil FRAT du FMI

8.1 Risques liés aux catastrophes naturelles

8.1.1 Description

197. Les catastrophes naturelles sont des phénomènes naturels dévastateurs qui entrainent des conséquences dramatiques (victimes humaines ou animales, dégâts matériels), comme les tremblements de terre, les inondations, les sécheresses, les invasions acridiennes, les cas d'épidémie ou de pandémie. Ces catastrophes naturelles, peuvent avoir des répercussions sur certains agrégats macroéconomiques et budgétaires notamment, le PIB, la balance des paiements, l'inflation, les recettes et les dépenses. Elles induisent une déviation par rapport aux prévisions macroéconomiques.

198. Les différentes études réalisées sur les changements climatiques au Mali montrent que les principaux défis climatiques auxquels le pays est exposé sont, entre autres, les inondations, les sécheresses, les vents forts, les vagues de chaleur, les pollutions atmosphériques et le risque acridien.

8.1.2 Identification des risques

Les différents risques liés aux catastrophes naturelles sont synthétisés dans le tableau suivant

Tableau 25 : Risques liés aux catastrophes naturelles

Identification du risque	Description du risque
Inondations	Phénomène naturel et/ou artificiel, qui se produit lorsque des eaux, provenant de fleuves rivières, des pluies ou d'autres sources, débordent de leur lit habituel et submergent les zones terrestres. Il peut aussi provenir de la défaillance des systèmes de drainage des eaux pluviales ou de l'occupation des servitudes et lits des cours d'eaux par les populations.
Sècheresses	La sécheresse est un aléa cyclique dont les conséquences peuvent se faire ressentir sur de longues périodes, directement sur la population en matière de sécurité alimentaire et de malnutrition, mais aussi plus largement sur l'économie et le développement du pays puisque les récoltes sont moins abondantes
Épidémie ou pandémie	Maladie infectieuse qui peut se propager rapidement au sein d'une population, si les mesures de contrôle ne sont pas adéquates.

Tableau 26 : Catégorisation des risques

Identification du risque	Probabilité d'occurrence	Impact budgétaire[7]
Inondation	Elevée	Significatif
Sècheresse	Moyenne	Significatif
Épidémie ou pandémie	Faible	Significatif

- Probabilité de survenance (calculée sur la durée du DPBEP) : faible : <10% ; 10%< moyen <50% ; élevé : >50%.
- Impact budgétaire (calculé sur la durée du DPBEP et en % du budget) : limite <1% ; 1%< significatif <5% ; élevé : >5%.

[7] L'impact budgétaire pour ces risques est apprécié de façon qualitative sur la base des événements ou chocs antérieurs.

8.1.3 Risques liés aux inondations

Probabilité d'occurrence sur 1 an : 69% (probabilité élevée)
Probabilité d'occurrence sur 3 ans : 97% (probabilité très élevée)

8.1.4 Description

199. Les inondations sont généralement dues au débordement et aux crues des fleuves et cours d'eau, à la défaillance des systèmes de drainage des eaux pluviales mais aussi à l'occupation des servitudes et lits des cours d'eaux par les populations. Elles entraînent des dégâts, parfois très importants, tels que : pertes en vie humaine, destruction des infrastructures et des cultures, ravage des concessions, destructions des denrées alimentaires et du cheptel comme en témoignent les inondations catastrophiques au cours du second semestre de 2024, les pires depuis 50 ans.

Analyse de la pluviométrie

200. L'analyse des données climatiques montre une augmentation générale des précipitations par rapport à la normale climatologique 1991-2020, estimée à environ 6 %, malgré une forte variabilité d'une année à l'autre. Depuis 2007, les années humides sont devenues dominantes, contrairement à la période 1990-2006 marquée par plusieurs déficits pluviométriques. Cette hausse des précipitations s'accompagne d'une recrudescence des phénomènes d'inondation, particulièrement observés en 2024 et 2025. Les lignes de grains sahéliennes, souvent associées à des vents violents, orages et pluies intenses, demeurent une caractéristique climatique majeure du Mali. Le tableau ci-dessous donne quelques caractéristiques sur la distribution de la pluviométrie de 21 stations.

Tableau 27 : Caractéristiques de la distribution des précipitations (**en mm**) par station, 2000-2025

Station/Ville	Minimum	Moyenne	Maximum	Ecart-type	Coef de variation
Bamako Sénou	748,7	954,4	1 255,8	139,7	14,6%
Bougouni	864,6	1 164,0	1 490,5	171,2	14,7%
Kayes	391,9	693,6	960,9	150,6	21,7%
Keniéba	979,9	1 213,3	1 623,3	164,7	13,6%
Kita	669,8	930,1	1 242,2	152,5	16,4%
Koutiala	639,0	934,4	1 314,6	190,0	20,3%
Mopti	242,4	552,6	867,8	127,4	23,1%
Nara	313,9	438,1	566,4	70,7	16,1%
Nioro du Sahel	313,7	544,1	893,6	127,7	23,5%
San	382,2	735,2	1 047,3	166,1	22,6%
Ségou	496,4	673,2	1 170,5	153,2	22,8%
Sikasso	847,8	1 233,5	1 687,9	180,0	14,6%
Yelimané	277,1	552,6	817,8	139,7	25,3%
Bandiagara	337,3	591,9	772,6	99,7	16,8%
Douentza	358,7	592,4	1 038,9	187,3	31,6%
Gao	91,8	263,1	454,9	92,0	35,0%
Kidal	34,4	97,5	181,1	30,1	30,8%
Koulikoro	769,6	2 084,6	4 168,4	954,5	45,8%
Menaka	159,8	286,4	474,0	77,0	26,9%
Taoudenni	1,2	25,7	71,6	17,1	66,4%
Tombouctou	21,4	230,3	450,4	91,2	39,6%

Source : MALI-METEO, nos calculs

201. L'analyse du **tableau 27** montre que la distribution des pluies a été davantage régulière sur la période 2000-2025 dans les stations de Keniéba, Bamako Sénou, Sikasso, Bougouni, Nara, Kita et Bandiagara que dans les autres stations. Cette instabilité des pluies est forte dans les stations de Taoudenni, Koulikoro, Tombouctou, Kidal, Gao, Douentza.

202. Quant à la sécheresse, c'est un aléa cyclique et un phénomène climatiques extrême avec comme causes principales le déficit pluviométrique et la hausse des températures. Les conséquences peuvent se faire ressentir sur de longues périodes, directement sur la population en matière de sécurité alimentaire et de malnutrition, mais aussi plus largement sur l'économie et le développement du pays puisque les récoltes sont moins abondantes.

203. Il convient de noter qu'en cas de survenance de la sècheresse, les éleveurs et les agro-éleveurs dans les régions de Taoudenni et de Kidal seront les plus vulnérables, où les précipitations sont très faibles, soit respectivement une moyenne de 25,7 et 97,5 mm sur la période 2000-2025. Elles sont suivies des régions de Tombouctou, Menaka et Gao, où les précipitations sont inférieures en moyenne à 300 mm (**Tableau 27**).

204. La probabilité de survenance de la sècheresse est moyenne, soit 9 épisodes[8] entre 1970 et 2020, avec un impact budgétaire significatif.

Analyse des températures

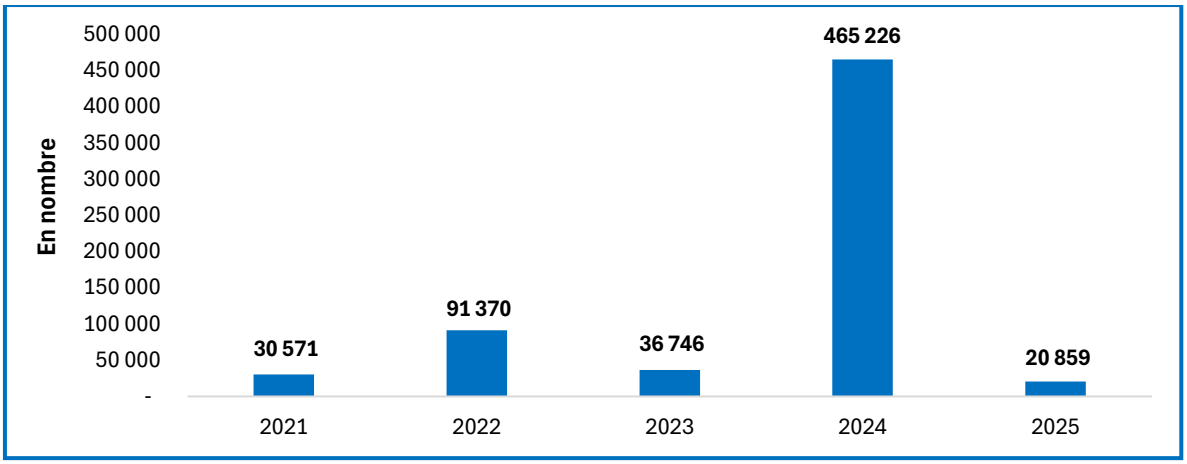
205. Les températures au Mali connaissent une hausse continue, particulièrement au cours de la dernière décennie, identifiée comme la plus chaude depuis 1991. Les anomalies positives des températures maximales et minimales témoignent d'un réchauffement généralisé du territoire. En 2025, les températures maximales moyennes annuelles ont dépassé 37°C dans plusieurs régions du nord et de l'ouest (Taoudenni, Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka, Douentza, Nara et Kayes). Les températures minimales moyennes observées ont varié entre 21°C et 25°C sur l'ensemble du pays.

206. En 2024 et 2025 des événements climatiques extrêmes ont été observés, caractérisés entre autres par :

- des vagues de chaleur dépassant 40°C dans plusieurs localités ;
- des précipitations journalières exceptionnellement élevées dans certaines localités ;
- de nombreux cas d'inondations, vents violents et impacts de foudre ;
- des pertes importantes en vies humaines, infrastructures et moyens de subsistance.

Le graphique ci-dessous donne l'évolution du nombre de personnes touchées par les inondations.

Graphique 24: *Evolution du nombre de personnes touchées lors des inondations 2021-2025*



Source : DGPC

207. L'analyse du graphique montre une baisse significative du nombre des personnes touchées par les inondations, passant de 465 226 en 2024 à 20 859 en 2025, soit un taux de régression de 95,5%. Parmi ces personnes touchées en 2025, les femmes représentent environ 27% contre 29% en 2024. En termes de perte en vie humaines, 28 personnes sont décédées en 2025 contre 95 personnes en 2024. Les autres impacts se répartissent comme suit :

[8] Note sur la situation économique du Mali 2023 de la banque mondiale

Au titre de l'hivernage 2024 :

- 96 pertes en vies humaines ;
- 39 944 toilettes/latrines impactés ;
- 14 627 puits inondés ;
- 37 000 têtes perdues de bétail ;
- 4,41% des superficies agricoles ;
- 66 000 maisons endommagées ;
- 300 écoles et infrastructures de santé.

Au titre de l'hivernage 2025 :

- 878 volailles, 85 grands ruminants et 513 petits ruminants;
- 839 hectares de cultures;
- 1 237 maisons effondrées et 1 543 maisons endommagées ou à risque;
- 636 latrines/toilettes, 182 points d'eau affectés, 164 greniers/magasins;
- 2 écoles, 1 centre de santé, 2 lieux de culte et 9 marchés.

208. S'agissant des risques liés aux épidémies ou pandémies, leur probabilité d'occurrence est faible mais l'impact sur les agrégats macroéconomiques et budgétaires est très significatif.

8.1.5 Canaux de transmission

209. La survenance des catastrophes naturelles peut affecter directement les populations, les infrastructures et le secteur agricole qui représente environ plus d'un tiers du PIB entre 2020 et 2025. Elle se traduit notamment par des pertes de récoltes et une diminution des capacités productives, qui ont elles-mêmes pour conséquence la hausse des prix des denrées et la précarité alimentaire des populations touchées. Il est important de noter que le secteur de l'élevage est vulnérable à la sécheresse, représentant environ 37% du secteur primaire en moyenne et 11% du PIB sur la période 2021-2025.

8.1.6 Impact sur les agrégats budgétaires

210. La survenance des risques relatifs aux catastrophes naturelles peut avoir des effets négatifs ponctuels ou persistants sur les agrégats macroéconomiques et budgétaires. Leur réalisation affecte principalement les dépenses et recettes budgétaires ainsi que la valeur des actifs/passifs de l'Etat.

211. L'impact budgétaire est à la fois direct (coût de la réponse d'urgence et de l'aide humanitaire, reconstitution des stocks de sécurité alimentaire, hausse des prix des produits alimentaires, susceptible d'induire des transferts et subventions avec un impact négatif sur l'équilibre et les priorités budgétaires de l'Etat) et indirect (ralentissement de l'activité économique, accentuation de la pauvreté et fragilisation du cadre macroéconomique). Pour l'exercice 2026, l'impact financier global est estimé à 16 950 000 000 de FCFA, incluant la prise en charge d'urgence, l'appui aux

populations affectées par les crises (inondations, sécheresses), la gestion des déplacés internes.

Le tableau suivant donne le détail de l'impact financier.

Tableau 28 : Coût estimatif des réponses dans la gestion des catastrophes naturelles, 2026

Rubriques	Coût (FCFA)
1. Prise en charge d'urgence (Inondations & Sécheresse)	**4 500 000 000**
- Distribution de kits alimentaires de subsistance	2 500 000 000
- Kits de première nécessité (Abris, couvertures, hygiène NFI)	1 200 000 000
- Prise en charge sanitaire d'urgence et eau potable	800 000 000
2. Gestion et Assistance aux Déplacés Internes (PDI)	**9 700 000 000**
- Aménagement des sites temporaires d'accueil élargis	3 000 000 000
- Appui monétaire direct (Cash Transfer de résilience réévalué)	4 200 000 000
- Réinsertion psychosociale et scolarisation d'urgence PDI	2 500 000 000
3. Mesures de Mitigation Préconisées (Prévention des risques)	**2 750 000 000**
- Aménagement de digues de protection et curage de canaux	1 200 000 000
- Constitution d'un stock national de sécurité humanitaire	1 000 000 000
- Systèmes d'alerte précoce et sensibilisation communautaire	550 000 000
Total	**16 950 000 000**

Source : DNDS, 2026

8.1.7 Mesures d'atténuation

212. Les mesures de mitigation envisagées pour faire face aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques, en vue d'atténuer leurs impacts sur le budget sont entre autres :

- la souscription à une police d'assurance auprès de la mutuelle panafricaine de gestion des risques pour couvrir le risque de sécheresse ;
- la constitution de provision dans le budget de l'Etat pour faire face aux cas d'épidémies et catastrophes naturelles ;
- l'opérationnalisation du fonds pour les Evaluations d'Impacts Environnementales (EIE) ;
- l'application du décret n°2016-0974/P-RM portant création d'une Plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes ;
- l'application du décret n°2017-0798/PM-RM) fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Comité interministériel de gestion de crises et catastrophes ;
- la prise en compte des risques climatiques dans les politiques publiques ;
- la poursuite des programmes de reboisement et de restauration des écosystèmes
- le renforcement du stock national de sécurité alimentaire ;
- la poursuite de la mise en œuvre d'un plan de secours comportant des mesures entre autres :
  - la sensibilisation sur les risques d'inondation ;
  - l'interdiction formelle d'attribution de parcelles à usage d'habitation dans les zones inondables ;
  - le curage des collecteurs, des caniveaux et des jonctions des voies d'écoulement d'eau ;
  - la libération des voies d'écoulement d'eau.

IX. CONCLUSION

213. L'analyse des risques budgétaires est un exercice essentiel pour une gestion plus rationnelle et rigoureuse des finances publiques. Elle requiert non seulement des données exhaustives et des mises à jour, mais également une capacité d'analyse plus approfondie.

214. Le présent rapport a été élaboré de manière participative avec le concours de l'ensemble des services techniques intervenant dans la gestion des risques budgétaires.

215. Le rapport a fait un tour d'horizon des principaux risques budgétaires auxquels l'Etat fait couramment face et propose des mesures d'atténuation que le Gouvernement devrait envisager de mettre en œuvre.

216. Le rapport présente néanmoins certaines limites, à savoir : (i) la couverture partielle des entreprises publiques ; (ii) l'absence de séries longues de certaines variables pour le calcul de la probabilité d'occurrence et la non quantification des impacts budgétaires de certains risques et (iii) l'insuffisance d'information sur les risques liés au secteur financier.

217. Malgré les multiples crises, l'économie malienne demeurerait résiliente avec un taux de croissance projeté à 6,5% en 2027 contre 6,3% attendu en 2026.

218. Toutefois, la performance économique attendue en 2026 et 2027 reste tributaire de, entre autres : (i) la mise à niveau et au renforcement des infrastructures de transport ; (ii) l'amélioration de la fourniture d'électricité (iii) l'apaisement des tensions géopolitiques permettant de fluidifier les chaines d'approvisionnement mondiales et régionales (iv) l'amélioration de la situation sécuritaire et (v) l'adoption des mesures d'adaptation aux effets du changement climatique.

ANNEXES :

Annexe 1 : Méthodologie utilisée pour le calcul de la probabilité d'occurrence

Encadré : **Calcul des probabilités d'occurrence des risques macroéconomiques**

La méthodologie de détermination de la probabilité d'occurrence des risques sur une année est commune à tous les risques macroéconomiques et est basée sur la formule suivante :

$Pr = \frac{n}{N}$; Pr représente la probabilité d'occurrence pour une année, n désigne le nombre d'observations sortant de la bande formée $\overline{X} \mp \sigma$ avec $\bar{x}$ et σ représentent respectivement la moyenne et l'écart-type de la variable d'intérêt. N est le nombre total d'observations. La probabilité d'occurrence sur 3 ans et déterminée par :

$Pt=1-(1-Pr)^3$ avec Pr, la probabilité d'occurrence sur un an.

Les risques liés aux chocs macroéconomiques extérieurs (cours du pétrole, l'or et coton) sont analysés en considérant les vingt-six dernières années.

Une probabilité sur un an est considérée comme faible lorsqu'elle est inférieure à 10%. Elle est moyenne lorsqu'elle est comprise entre 10% et 50%. Au-delà de 50% elle est considérée forte. Cette grille proposée par le FMI est couramment utilisée par beaucoup des pays.

Concernant les hypothèses de choc du risque, trois scenarios ont été retenus : (i) un choc représentant l'écart-type des variations annuelles de la variable, (ii) un choc équivalent à deux fois l'écart-types et (iii) le choc le plus important qui s'est déjà matérialisé par le passé. Dans le cas où le choc le plus significatif déjà survenu est inférieur ou égale au choc correspondant à deux fois l'écart-type, l'analyse se focalise exclusivement sur les deux premiers.

σ_x =Ecart-type= $\sqrt{V(X)}$ avec V(X), la variance = $\frac{1}{n}\sum_{i=1}^{n}\left(x_i - \bar{x}\right)^2$

Annexe 2 : Récapitulatif des risques budgétaires (probabilité d'occurrence, impacts sur le budget et les mesures éventuelles d'atténuation)

Risques	Probabilité d'occurrence			Impact budgétaire			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyenne	Elevée	Faible	Significatif	Elevé	
Risques macroéconomiques							
Risques liés à la baisse du taux de croissance économique		X			X		- l'adoption des méthodes de prévisions budgétaires prudentes basées sur l'analyse systématique des écarts de prévisions antérieures ; - la diversification de l'économie à travers une politique de soutien aux secteurs de la transformation agro-industrielle afin de porter la contribution du sous-secteur industriel au moins au tiers du PIB ; - l'application des avantages du Code minier adopté en 2023 ; - la poursuite de la digitalisation des moyens de paiement dans les structures de l'administration ; - l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la fiscalisation des nouvelles économies ; - l'accélération du processus d'adoption des textes relatifs à la taxation des propriétés foncières, bâties et non bâties ; - la poursuite des mesures de rationalisation et de modernisation de la législation fiscale ; - le renforcement des contrôles fiscaux en vue d'effectuer des redressements et appliquer les pénalités et amendes ; - l'identification et l'évaluation des risques potentiels liés aux projets pour anticiper et gérer efficacement les impacts potentiels sur le projet ; - la poursuite du renforcement du processus de sélection et de mise en œuvre des projets d'investissement ; - l'application effective des dispositions de la Loi n°2017-022 du 12 juin 2017 déterminant le cadre générale du régime des exonérations fiscales et douanières.
Risques liés à la volatilité des prix des matières premières (pétrole, or et coton)		X					- favoriser le développement du sous-secteur industriel, notamment celui de la transformation des matières premières pour diversifier l'économie ; - sécuriser les recettes fiscales tirées du pétrole à travers un mécanisme plus souple de correction des prix à la pompe ; - constituer un fonds sur les recettes aurifères en vue d'amortir les chocs et organiser la chaine de valeur en aval et le contenu local tout en formalisant progressivement l'activité d'orpaillage ; - poursuivre la diversification des sources de production d'électricité en favorisant les investissements vers les énergies renouvelables.
Risques liés à la baisse de la production de l'or		X			X		

Risques	Probabilité d'occurrence			Impact budgétaire			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyenne	Elevée	Faible	Significatif	Elevé	
Risques liés à la dette publique							
Risque de refinancement			X		X		- Continuer à privilégier les financements à taux d'intérêt fixe par rapport aux financements à taux d'intérêt variable ; - Négocier aux meilleures conditions de refinancement tout en privilégiant les financements concessionnels ; - Réduire le recours aux financements en dollars US, surtout les financements non concessionnels ; - Recourir aux emprunts intérieurs de plus longues maturités ; - Équilibrer les échéances, en augmentant la part des émissions d'obligations du Trésor d'au moins 5 ans ; - Diversifier les sources de financement en recourant aux mécanismes de financements innovants ;
Risque de taux d'intérêt		X			X		
Risque de change		X			X		
Risque lié aux garanties		X			X		
Risques lies aux entreprises publiques et organismes de sécurité sociale							
Risque lié aux organismes de sécurité sociale	X				X		**Au niveau de l'INPS** - la révision du mode de financement du régime à travers la définition de nouvelles bases de cotisation adaptées aux caractéristiques des activités menées par la population cible, et permettant la solvabilité du régime dans le moyen et long terme ; - le maintien ou des conditions d'octroi des prestations familiales ; - les passerelles entre le régime des salariés et celui de l'assurance volontaire ; - l'entrée en vigueur du RAMU en 2025, ce qui contribuera à booster le nombre d'assurés à partir de 2026 etc. **Au niveau de la CANAM** - la mise en place d'un Système d'Information plus robuste qui permet d'accentuer les contrôles afin de réduire considérablement la fraude ; - la réalisation d'études actuarielles dans le but de veiller à la viabilité du régime à long terme ; - la poursuite de campagnes de sensibilisation de lutte contre la fraude ; - la tenue d'ateliers de sensibilisation afin de favoriser la prescription rationnelle au niveau des prescripteurs. **Au niveau de la CMSS :** - l'amélioration des paramètres techniques et financiers des régimes de pension ; - la mise en place de la retraite complémentaire par capitalisation ;

Risques	Probabilité d'occurrence			Impact budgétaire			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyenne	Elevée	Faible	Significatif	Elevé	
							- l'institutionnalisation des mesures relatives aux Accidents du Travail et Maladies Professionnels; - l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8 % à 13% pour les fonctionnaires et militaires ; - l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ; - l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités ; - la tenue d'ateliers de sensibilisation au niveau des collectivités ; - l'amélioration des mécanismes de recouvrement des cotisations au niveau des collectivités **Au niveau de l'ANAM** - la sensibilisation des autres acteurs (CANAM, CMSS, DCSSA, la polyclinique des armées etc.) assurant la prise en charge des blessés de guerre et de catastrophe à accompagner l'Agence ; - l'amélioration des ressources de l'ANAM pour faire face aux nouveaux engagements de l'Agence.
Risques spécifiques							
Risque lié aux actions légales contre l'Etat		X			X		- l'application effective et rigoureuse des textes législatifs et réglementaires en vigueur dans toutes les sphères de l'administration publique ; - le renforcement des capacités des services publics de prévention des contentieux, afin d'éviter au mieux les assignations en justice de l'État.
Risque lié aux PPP	X				X		
Risques institutionnels							
Risques lié à la gouvernance et capacité : cas de la décentralisation		X			X		- assurer un renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des CT ; - réformer la fiscalité locale pour renforcer l'autonomie financière des CT ; - assurer une gestion efficiente des effectifs des fonctions publiques de l'Etat et des CT à travers : i) la réalisation d'une étude approfondie sur la gestion de la masse salariale, des primes et indemnités et la politique de fixation des salaires dans la fonction publique, ii) le recensement biométrique et la mise en place d'un fichier exhaustif, unique et informatisé de la fonction publique territoriale ; - Explorer les résultats issus du recensement général des agents des CT et de l'Etat pour un meilleur traitement de la situation

Risques	Probabilité d'occurrence			Impact budgétaire			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyenne	Elevée	Faible	Significatif	Elevé	
Risque lié à la gouvernance et capacité : cas de la crise sécuritaire		X			X		- la poursuite de la mise en œuvre de la Charte Nationale pour la Paix et la Réconciliation Nationale ; - l'amélioration du processus de décentralisation et la création des conditions favorisant le développement économique régional et local ; - la poursuite et la consolidation des actions au sein de la Confédération de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) en matière de Défense, de Diplomatie et de Développement ; - la poursuite du renforcement en moyens humains et matériels des forces armées et de sécurité ; - la poursuite de la reconstruction d'une armée professionnelle à travers notamment l'opération « Dougoukoloko » ; - la poursuite de la sécurisation de la chaine logistique.
Risques liés aux catastrophes naturelles							
Inondations			X		X		- la souscription à une police d'assurance auprès de la mutuelle panafricaine de gestion des risques pour couvrir le risque de sécheresse ; - la constitution de provision dans le budget de l'Etat pour faire face aux cas d'épidémies et catastrophes naturelles ; - l'opérationnalisation du fonds pour les Evaluations d'Impacts Environnementales (EIE) ; - l'application du décret n°2016-0974/P-RM portant création d'une Plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes ; - l'application du décret n°2017-0798/PM-RM) fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Comité interministériel de gestion de crises et catastrophes ; - la prise en compte des risques climatiques dans les politiques publiques ; - la poursuite des programmes de reboisement et de restauration des écosystèmes - le renforcement du stock national de sécurité alimentaire ; - la poursuite de la mise en œuvre d'un plan.
Sécheresses		X			X		
Epidémie ou pandémie	X				X		

Annexe 3 : Etat de mise en œuvre des recommandations sur les risques budgétaires août 2025

N°	Recommandations par risque	Situation de mise en œuvre des recommandations		
		Réalisé	En cours	Non réalisé
1.	**Risques liés aux fluctuations de la croissance économique**			
	1. L'adoption des méthodes de prévisions budgétaires prudentes basées sur l'analyse systématique des écarts de prévisions antérieures		X	
	2. La poursuite de la mise en œuvre des reformes domaniales, fiscales et douanières		X	
	3. La poursuite des réformes de la gestion des finances publiques		X	
2.	**Risques liés à la volatilité des prix des matières premières**			
	1. Favoriser le développement du sous-secteur industriel, notamment celui de la transformation des matières premières pour diversifier l'économie		X	
	2. Sécuriser les recettes fiscales tirées du pétrole à travers un mécanisme plus souple de correction des prix à la pompe tout en veillant à réutiliser les recettes dégagées pour le soutien aux populations vulnérables		X	
	3. Constituer un fonds sur les recettes aurifères en vue d'amortir les chocs et organiser la chaine de valeur en aval et le contenu local tout en formalisant progressivement l'activité d'orpaillage			X
	Poursuivre la diversification des sources de production d'électricité en favorisant les investissements vers les énergies renouvelables		X	
3.	**Risques liés aux catastrophes naturelles**			
	1. La souscription à une police d'assurance auprès de la mutuelle panafricaine de gestion des risques pour couvrir le risque de sécheresse	X		
	2. La provision dans le budget de l'Etat pour faire face aux cas d'épidémies et catastrophes naturelles	X		
	3. L'adoption d'un décret n°2016-0974/P-RM portant création d'une Plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes	X		
	4. La mise en place d'un fonds pour les Evaluations d'Impacts Environnementales (EIE)	X		
	5. L'activation du Centre de Coordination et de Gestion des crises par la Décision n°2024-000435/MSPC-SG du 30 mai 2024 pour la période allant du 1er juin au 30 octobre 2024.	X		
	6. L'adoption d'un décret n°2017-0798/PM-RM) fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Comité interministériel de gestion de crises et catastrophes	X		

N°	Recommandations par risque	Situation de mise en œuvre des recommandations		
		Réalisé	En cours	Non réalisé
	7. La poursuite de la mise en œuvre d'un plan de secours comportant des mesures entre autres - la sensibilisation sur les risques d'inondation ; - l'interdiction formelle d'attribution de parcelles à usage d'habitation dans les zones inondables ; - le curage des collecteurs, des caniveaux et des jonctions des voies d'écoulement d'eau ; - le recensement des constructions obstruant les voies d'écoulement d'eau en vue de leur libération.		X	
4.	**Risques liés aux actions légales contre l'Etat**			
	1. L'application effective et rigoureuse des textes législatifs et réglementaires en vigueur dans toutes les sphères de l'administration publique		X	
	2. Le renforcement des capacités des services publics de prévention des contentieux, afin d'éviter au mieux les assignations en justice de l'État		X	
5.	**Risques liés aux entreprises publiques et aux organismes de sécurité sociale**			
	1. Améliorer le suivi du portefeuille des entreprises publiques à travers : (i) l'établissement d'une liste exhaustive des entreprises et des sociétés publiques et (ii) le développement d'une stratégie actionnariale ou stratégie de portefeuille		X	
	2. Poursuivre la restructuration des entreprises en difficulté en particulier l'EDM-SA et la diversification de ses moyens de production		X	
	Instaurer un mécanisme de comptabilisation et de suivi des garanties explicites et implicites			
6.	**Risques liés à la gouvernance et capacité : cas de la décentralisation**			
	1. Assurer un renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des CT		X	
	2. Réformer la fiscalité locale pour renforcer l'autonomie financière des CT		X	
	3. Assurer une gestion efficiente des effectifs des fonctions publiques de l'Etat et des CT à travers : i) la réalisation d'une étude approfondie sur la gestion de la masse salariale, des primes et indemnités et la politique de fixation des salaires dans la fonction publique, ii) la réalisation d'un contrôle physique dans la fonction publique, y compris pour identifier non seulement le nombre de fonctionnaires par secteur mais aussi les éventuels travailleurs fictifs, iii) le recensement biométrique et la mise en place d'un fichier exhaustif, unique et informatisé de la fonction publique territoriale	X		

Source : DGB

Annexe 4 : Liste des projets PPP revus par l'UPPP

No.	Année	Intitulé du Projet	Titulaire	Autorité porteuse du Projet	Coût d'investissement en Mds FCFA	Durée de la Concession en années	Date de signature de la convention de concession	Observations
1	2018	Projet de réalisation d'une centrale photovoltaïque de 25 MWc à Koutiala	ACCESS	Ministère en charge de l'Energie	21.606	28		Avis favorable UPPP sur l'EP/ Avis UPPP sur la Convention
2	2020	La construction et l'exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque de 5OMWc à TIAKADOUGOU-DIALAKORO en BOOT	AMEA MALI SOLAR SA	Ministère en charge de l'Energie	44.572	30	2/5/2020	
3	2020	La construction et l'exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque de 93 MWc à TOUNA/BLA en BOOT	PHANES ENERGY MALI SA	Ministère en charge de l'Energie	68.592	30	12/18/2020	
4	2021	Développement d'un projet d'une centrale électrique photovoltaïque de 33 MWc à SEGOU	SEGOU SOLAIRE SA	Ministère en charge de l'Energie	33	27	7/9/2015	Avis favorable UPPP sur l'avenant n°2 de la Convention
5	2021	La construction et l'exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque de 50 MWc à FANA en BOOT	FANA SOLAR POWER	Ministère en charge de l'Energie	31.47	30	7/13/2021	
6	2021	La construction et l'exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque de 50 MWc à SIKASSO en BOOT	POWER PRO SA	Ministère en charge de l'Energie	28.872	30		Avis favorable UPPP sur la Convention
7	2021	Projet de construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 48 MWc couplé à un système de stockage dans la commune rurale de Ouélésséboug ou	SELINGUE SOLAR	Ministère en charge de l'Energie	41.2	30		
8	2021	Projet de gestion de l'Atelier de transformation des sous-produits d'abattage de Sabalibougou	KATURA INTERNATIONAL SARL	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	0.649	10 ans d'exploitation/1 an réalisation des infrastructures additionnelles		Avis favorable UPPP sur l'EP/ Avis UPPP sur la Convention

No.	Année	Intitulé du Projet	Titulaire	Autorité porteuse du Projet	Coût d'investissement en Mds FCFA	Durée de la Concession en années	Date de signature de la convention de concession	Observations
9	2022	Construction et exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque de 100 MWc (2x50 MWc) à Kati	IIANTECH MALI SARL / SOMACOTH SA	Ministère en charge de l'Energie	92	30		Avis favorable UPPP sur l'EP/ Avis UPPP sur la Convention
10	2022	Parc éolien de 150 MW à Kayes-Botéguékourou	EOLE MALI SASU	Ministère en charge de l'Energie	196.34	30		Avis favorable UPPP sur l'EP/ Avis UPPP sur la Convention
11	2025	Construction de la centrale solaire de 35 MWc avec 10 MWh de stockage à Daforo - Tienfala en BOOT	TIENFALA SOLAR SARL	Ministère en charge de l'Energie	25.367	17 ans (Durée commerciale) + 12 mois (durée		Avis favorable UPPP sur l'EP/ Avis UPPP sur la Convention
Total des coûts d'investissement					**583.668**			

SITUATION D'EXECUTION PERIODIQUE DU BUDGET DE L'ETAT

MINISTERE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi



LOI DE FINANCES 2026

Situation d'exécution trimestrielle des recettes et des dépenses du budget général au 30 juin 2026

1401

I. INTRODUCTION

La publication des situations périodiques d'exécution du budget de l'État est une exigence du Code de transparence dans la gestion des finances publiques, approuvé par la loi n° 2013-031 du 23 juillet 2013, et de la loi n° 2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux lois de finances. Le présent rapport rend compte de la situation d'exécution financière du budget 2026 au 30 juin 2026. Il couvre uniquement les opérations budgétaires du budget général. Celles des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor n'y sont pas intégrées en raison du délai relativement long nécessaire à la disponibilité des données y afférentes.

II. SITUATION DU BUDGET GÉNÉRAL AU 30 JUIN 2026

Dans la loi de Finances initiale 2026, les prévisions globales des recettes et des dépenses sont établies respectivement à **3 057,792** milliards de FCFA et **3 578,217** milliards de FCFA. Sur ces montants, les prévisions des recettes et des dépenses du budget général s'élèvent respectivement à **2 934,832** milliards de FCFA et **3 455,257** milliards de FCFA, d'où le déficit budgétaire prévisionnel de **520,425** milliards de FCFA.

Au 30 juin 2026, la situation d'exécution des recettes et des dépenses du budget général se résume dans le tableau 1 ci-après :

Tableau 1. Résumé de la situation d'exécution du budget général

Montants en milliards de FCFA

AU 30 juin	2024	2025	2026	Variation 2025/2026
Recettes nettes (hors crédits TVA)	1011,445	1 096,568	1 814,240	717,672
Dépenses	1 156,275	1 330,317	1 507,502	177,185
Solde du budget général (Fonds de soutien inclus)			**306,738**	
Solde du budget général (hors Fonds de soutien)	**-144,830**	**-233,749**	**256,315**	**490,064**

Source : DGB, août 2026.

Il ressort ce qui suit :

- les recettes ont été recouvrées à hauteur de 1 814,240 milliards de FCFA contre 1 096,568 milliards de FCFA et 1 011,445 milliards respectivement au 30 juin 2025 et au 30 juin 2024 ;
- les dépenses ont été exécutées à hauteur de 1 507,502 milliards de FCFA contre 1 330,317 milliards de FCFA et 1 156,275 milliards de FCFA respectivement au 30 juin 2025 et au 30 juin 2024 ;
- le solde ressort à 256,315 milliards de FCFA, contre -233,749 milliards de FCFA au 30 juin 2025 et -144,830 milliards de FCFA au 30 juin 2024. Toutefois, en prenant en compte le Fonds de soutien aux projets d'infrastructures de base et de développement social, le solde remonte à 306,738 milliards de FCFA.

La situation détaillée de l'exécution se présente dans le tableau 2 ci-dessous :

Tableau 2 : Situation d'exécution détaillée des recettes et des dépenses du budget général

Montants en milliards de FCFA

RECETTES					DEPENSES						
Libellé	**Prévisions 2026**	**Recouvrement au 30/06/2026**	**Taux**	**Part**	**Libellé**	**Prévisions 2026**	**Crédits en cours 2026**	**Engagement au 30/06/2026**	**Liquidation au 30/06/2026**	**Taux**	**Part**
Recettes des services d'assiette et de recouvrement	**2 738,841**	**1 710,683**	**62,46%**	**94,29%**	**Dépenses ordinaires**	**2 569,617**	**2 504,663**	**1 433,084**	**1 159,276**	**46,28%**	**76,90%**
DGD (brutes)	*975,000*	*533,634*	*54,73%*	*29,41%*	*Personnel*	*1 134,332*	*1 133,503*	*745,913*	*562,287*	*49,61%*	*37,30%*
DGI (brutes)	*1 537,000*	*844,017*	*54,91%*	*46,52%*	*Charge financière de la dette*	*245,852*	*245,852*	*1,009*	*1,009*	*0,41%*	*0,07%*
DGTCP	*55,000*	*19,140*	*34,80%*	*1,05%*	*Biens et services*	*722,353*	*658,595*	*467,744*	*408,968*	*62,10%*	*27,13%*
DGDC	*270,000*	*334,740*	*123,98%*	*18,45%*	*Transferts et subventions*	*454,070*	*453,704*	*218,162*	*186,846*	*41,18%*	*12,39%*
Crédits de TVA	*-98,159*	*-20,848*	*21,24%*	*-1,15%*	*Dépenses en atténuation des recettes*	*13,009*	*13,009*	*0,255*	*0,166*	*1,28%*	*0,01%*
Produits des dons programmes et legs	**2,001**	**0,000**	**0,00%**	**0,00%**	**Dépenses en capital**	**885,640**	**950,594**	**411,387**	**348,226**	**36,63%**	**23,10%**
ABS	*2,001*		*0,00%*	*0,00%*	*Dépenses d'investissement exécutées par l'État*	*885,640*	*950,594*	*411,387*	*348,226*	*36,63%*	*23,10%*
ABG (dons)	*0,000*		*-*	*0,00%*	*dont BSI financement extérieur*	*165,000*	*165,000*	*34,894*	*34,894*	*21,15%*	*2,31%*
Produits des dons projets (BSI extérieur)	**75,000**	**7,629**	**10,17%**	**0,42%**	*dont Fonds de soutien*	*100,000*	*100,000*	*38,505*	*38,505*	*38,51%*	*2,55%*
Recettes exceptionnelles	**18,990**	***7,000***	**36,86%**	**0,39%**	*Dépenses de transferts en capital*	*0,000*				*-*	*0,00%*
dont contribution PMCI	*15,000*	*7,000*	*46,67%*	*0,39%*							
dont annulation de la dette	*3,990*	*0,000*	*0,00%*	*0,00%*							
Fonds de soutien	**100,000**	**88,928**	**88,93%**	**4,90%**							
Total recettes du budget général (1)	**2 934,832**	**1 814,240**	**61,82%**	**100,00%**	**Total dépenses du budget général (2)**	**3 455,257**	**3 455,257**	**1 844,470**	**1 507,502**	**43,63%**	**100,00%**
Solde du budget général (3) = (1) – (2)											
Prévision initiale					**-520,425**						
Solde au 30 juin (Fonds de soutien inclus)					**306,738**						
Solde au 30 juin (Fonds de soutien exclu)					**256,315**						

Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, août 2026.

2.1. RECETTES BUDGÉTAIRES

Tableau 3. Réalisation des recettes du budget général

Montants en milliards de FCFA

LIBELLÉS	Recouvrement						
	30/06/2024		30/06/2025		30/06/2026		
	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Part relative
Recettes des services	1 004,593	46,21%	1 086,324	44,42%	1 710,683	62,46%	94,29%
DGD (brutes)	*390,352*	*49,10%*	*404,692*	*46,20%*	*533,634*	*54,73%*	*29,41%*
DGI (brutes)	*608,141*	*48,27%*	*596,915*	*43,04%*	*844,017*	*54,91%*	*46,52%*
DGTCP	*19,570*	*46,60%*	*23,108*	*48,14%*	*19,140*	*34,80%*	*1,05%*
DGDC	*76,734*	*43,85%*	*81,202*	*34,85%*	*334,740*	*123,98%*	*18,45%*
Crédits de TVA	*-90,204*	*91,90%*	*-19,593*	*19,96%*	*-20,848*	*21,24%*	*-1,15%*
Produits des dons programmes et legs	0,000	0,00%	0,098	100,00%	0,000	0,00%	0,00%
Produits des dons projets (BSI)	6,852	9,14%	9,561	12,75%	7,629	10,17%	0,42%
Recettes exceptionnelles	0,000	0,00%	0,585	10,99%	7,000	36,86%	0,39%
Fonds de soutien					88,928	88,93%	4,90%
TOTAL DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL	**1 011,445**	**44,65%**	**1 096,568**	**43,41%**	**1 814,240**	**61,82%**	**100,00%**

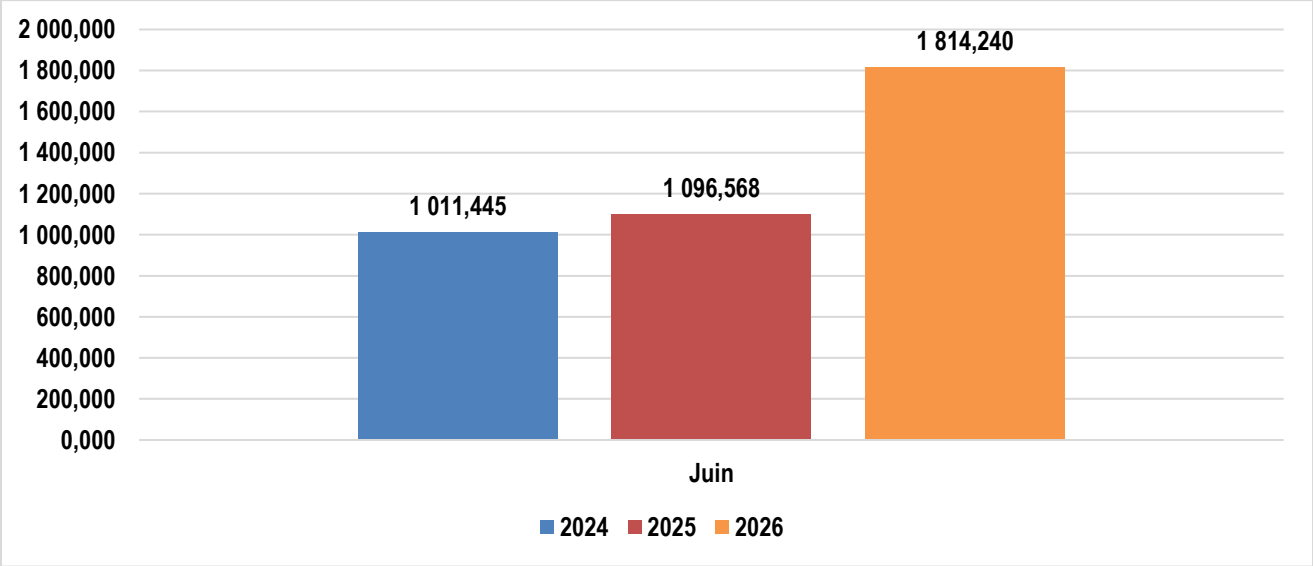
Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, août 2026

Au 30 juin 2026, les recettes recouvrées au titre du budget général s'élèvent à **1 814,240** milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de **61,82%**. Sur ce montant, le recouvrement des recettes fiscales nettes et non fiscales inscrites dans les objectifs des services d'assiette et de recouvrement s'établit à **1 710,683** milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de **62,46 %** par rapport aux prévisions de l'année 2026. Ce montant recouvré constitue **94,29 %** du montant total recouvré au deuxième trimestre 2026.

Le reliquat des recouvrements au 30 juin 2026 est constitué des recettes affectées au Fonds de soutien aux projets d'infrastructures de base et de développement social pour **88,928** milliards de FCFA, des dons-projets pour **7,629** milliards de FCFA et des recettes exceptionnelles pour **7,000** milliards de FCFA.

En comparaison, le niveau de recouvrement des recettes du budget général à la même date est supérieur à ceux de 2025 et de 2024. Cette comparaison est mise en exergue dans le graphique suivant.

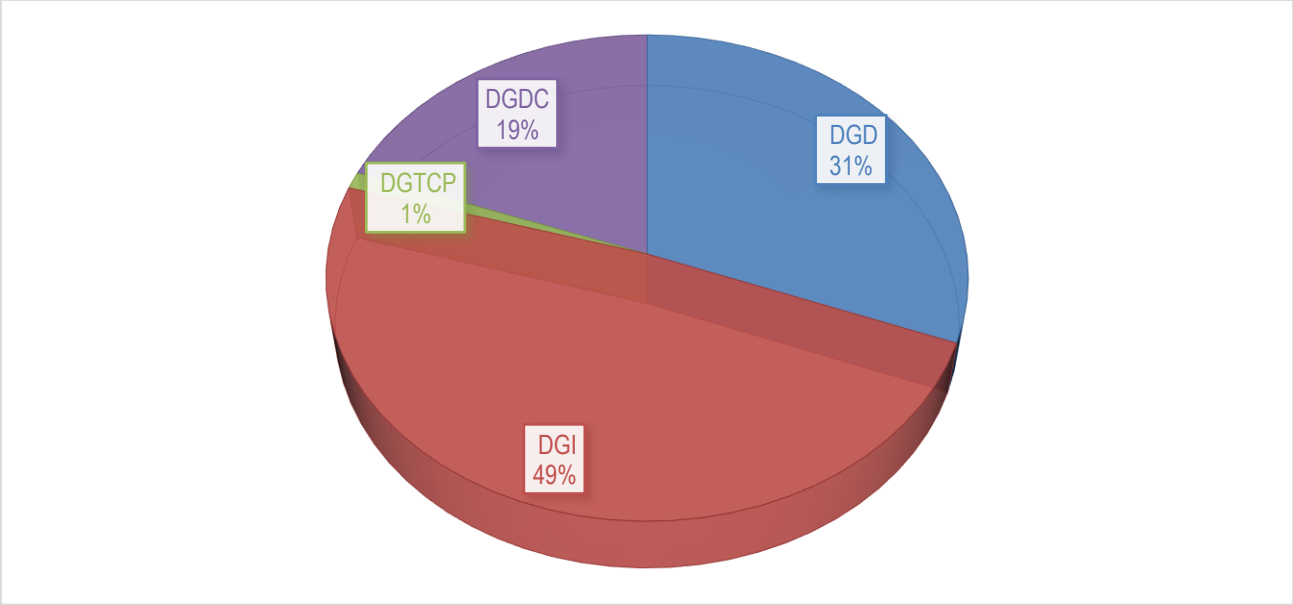
Graphique 1 : Présentation comparée du niveau des recouvrements des recettes du budget général (en milliards de FCFA).



Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, août 2026

En ce qui concerne le poids des services d'assiette et de recouvrement dans la réalisation des recettes fiscales et non fiscales, la Direction générale des impôts (DGI) concentre 49,0 %, tandis que la Direction générale des douanes (DGD) en concentre 31,9%. Le détail de ces poids est représenté dans le graphique ci-après.

Graphique 2 : Part relative dans le recouvrement des recettes fiscales et non fiscales



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, août 2026.

2.2. DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Tableau 4. Présentation des dépenses par nature économique

Montant en milliards de FCFA

Nature de dépense	Liquidation				Exécution au 30/06/2026				
	30/06/2024		30/06/2025						
	Montant	Taux	Montant	Taux	CP en cours	Engagé	Liquidé	Taux	Part
Budget Général									
Dépenses ordinaires (I)	**1 005,972**	**43,03%**	**1 070,685**	**45,30%**	**2 504,663**	**1 433,084**	**1 159,276**	**46,28%**	**76,90%**
Personnel (1)	479,324	45,49%	509,092	48,20%	1 133,503	745,913	562,287	49,61%	37,30%
Charges financières (2)	2,338	1,05%	29,082	13,56%	245,852	1,009	1,009	0,41%	0,07%
Acquisitions de biens et services (3)	386,076	58,47%	359,317	55,30%	658,595	467,744	408,968	62,10%	27,13%
Transferts et subventions (4)	138,234	34,99%	171,314	39,69%	453,704	218,162	186,846	41,18%	12,39%
Dépenses en atténuation des recettes (5)	0,000	0,00%	1,880	16,34%	13,009	0,255	0,166	1,28%	0,01%
Dépenses en capital (II)	**150,304**	**24,61%**	**259,633**	**34,91%**	**950,594**	**411,387**	**348,226**	**36,63%**	**23,10%**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat (1)	150,304	24,61%	259,633	34,91%	950,594	411,387	348,226	36,63%	23,10%
Dépenses de transferts en capital (2)	-	-	-	-		-	-	-	-
TOTAL DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL	**1 156,275**	**39,22%**	**1 330,317**	**42,81%**	**3 455,257**	**1 844,470**	**1 507,502**	**43,63%**	**100,00%**

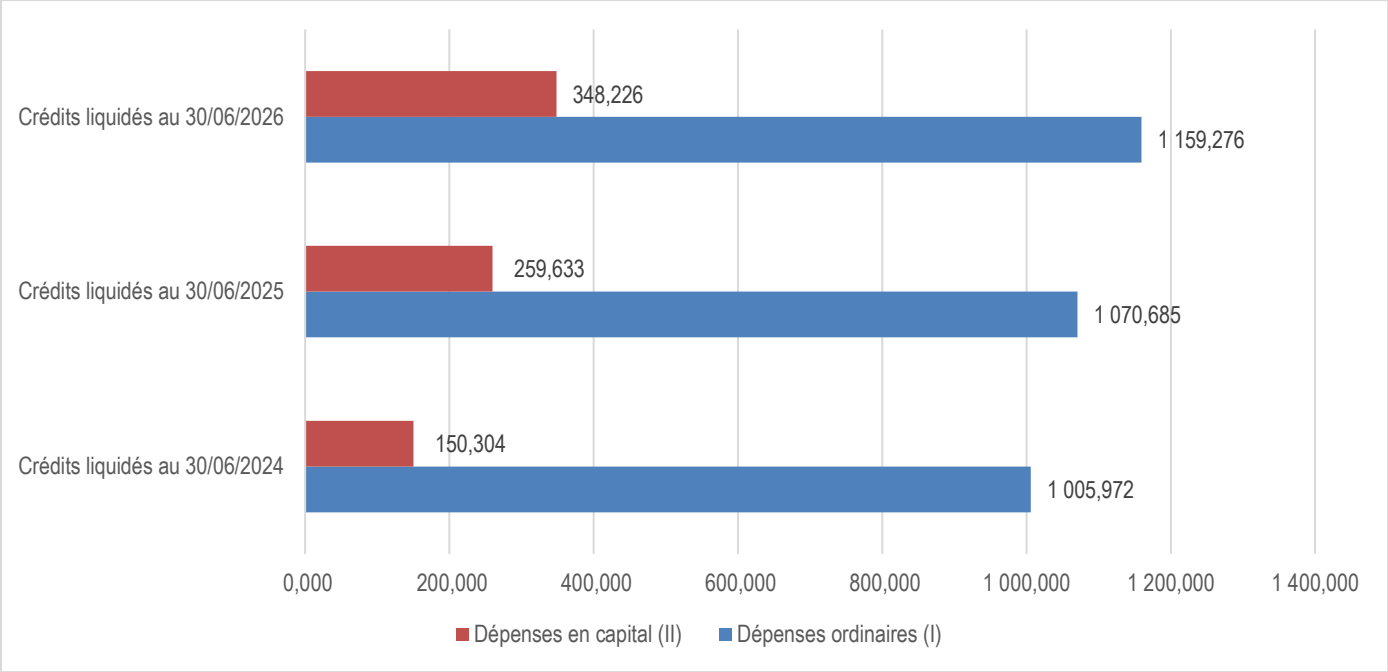
Source : DGB, août 2026.

Au 30 juin 2026, les crédits liquidés au titre du budget général s'élèvent à **1 507,502** milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de **43,63%**. Ce niveau d'exécution se décompose en dépenses ordinaires et en dépenses en capital dont les crédits de paiement (CP) sont liquidés respectivement à hauteur de **46,28**% et **36,63**%.

Aussi, ce niveau global des crédits liquidés est nettement supérieur à ceux de 2024 et de 2025 à la même date. Il en est de même pour les crédits liquidés au titre des dépenses ordinaires et des dépenses en capital.

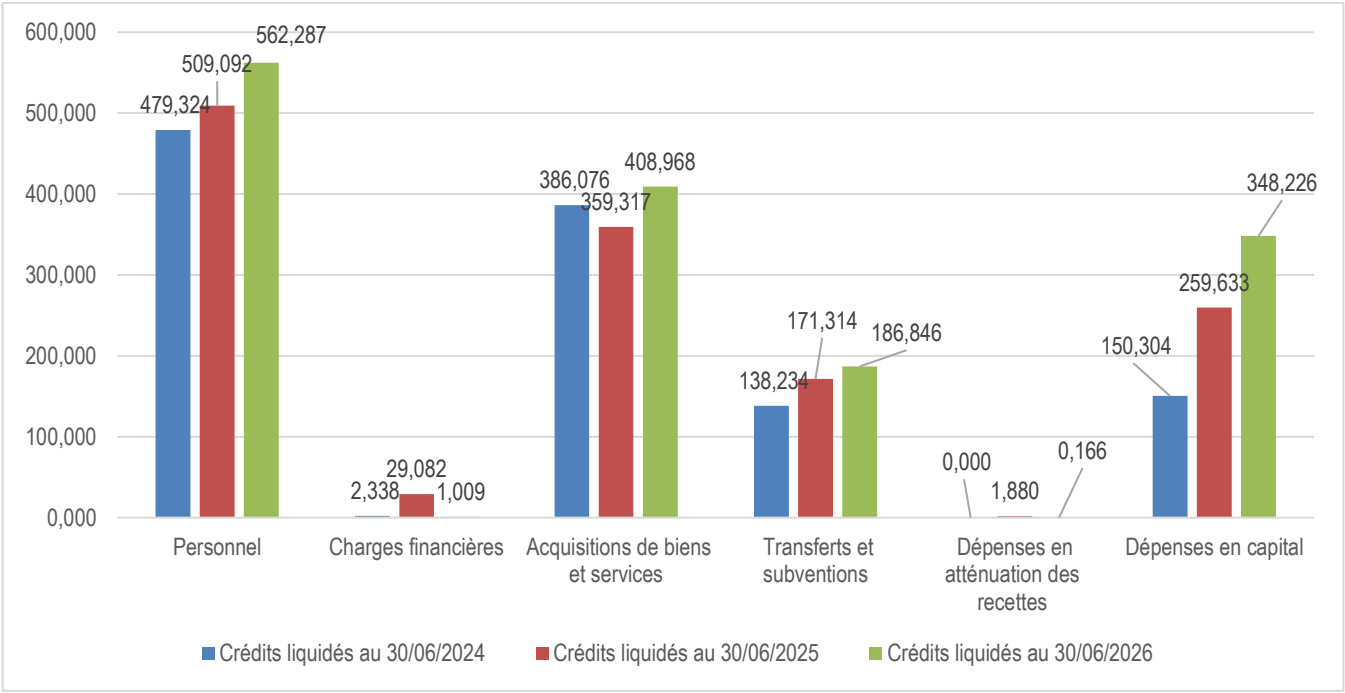
Les graphiques ci-dessous présentent les crédits liquidés au 30 juin des exercices 2024, 2025 et 2026.

Graphique 3. Dépenses ordinaires et dépenses en capital (en milliards de FCFA).



Source : DGB, août 2026.

Graphique 4. Dépenses agrégées par nature économique (en milliards de FCFA).



Source : DGB, août 2026.

III. SITUATION DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

TABLEAU 5. Les besoins de financement et les ressources de financement

Montant en milliards de FCFA

Rubrique	Prévisions 2026	Situation au 30/06/2026	Taux
Besoins de financement	**2 039,211**	**492,126**	**24,13%**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	1 499,570	792,994	52,88%
dont principal dette intérieure	*1 249,833*	*693,277*	*55,47%*
dont principal dette extérieure	*249,737*	*99,717*	*39,93%*
Déficit budgétaire à financer	520,425	-306,738	-58,94%
Prêts et avances	0,000		
Retraits sur les comptes des correspondants	19,216	5,870	30,55%
Ressources de financement	**2 039,211**	**760,152**	**37,28%**
Tirages sur des emprunts projets	90,000	27,266	30,30%
Emission de dette à court, moyen et long termes	1 916,605	724,230	37,79%
Tirages sur des emprunts programmes	0,000		
Produits provenant de la cession des actifs	10,000	0,352	3,52%
Aliénations du Domaine mobilier	*0,500*	*0,004*	*0,80%*
Aliénations d'immeubles	*9,500*	*0,348*	*3,66%*
Recettes de privatisation	*0,000*		-
Remboursement des prêts et avances	3,390	0,155	4,57%
Dépôts sur les comptes des correspondants	19,216	8,149	42,41%

Source : DGB, août 2026

Au 30 juin 2026, les besoins de financement sont ressortis à **492,126** milliards de FCFA tandis que les ressources de financement ont été mobilisées à hauteur de **760,152** milliards de FCFA. Ce résultat est soutenu par les émissions de bons et titres du trésor avec une réalisation de **724,230** milliards de FCFA soit **37,79%** de la prévision.

ANNEXES

NB : Les annexes sur la situation d'exécution des crédits budgétaires **(les colonnes «Engagements» et « Liquidations »)** n'intègrent pas la situation du Budget Spécial d'Investissement (BSI) financement extérieur en raison de sa mobilisation qui s'effectue hors des procédures budgétaire et comptable nationales.

Situation de recouvrement des ressources du budget général au 30 juin 2026

Ministère de l'Economie et des Finances
****
Direction Générale du Budget
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
****

SITUATION DE RECOUVREMENT DES RECETTES BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE PAR SERVICE

(Montants en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires				Ressources de trésorerie				Total des ressources			
	Prévisions 2026	Recouvrement au 30 juin 2026	Taux	Part	Prévisions 2026	Recouvrement au 30 juin 2026	Taux	Part	Prévisions 2026	Recouvrement au 30 juin 2026	Taux	Part
Direction Générale des Douanes	975,000	533,634	54,73%	30,82%					975,000	533,634	54,73%	30,67%
Direction Générale des Impôts	1537,000	844,017	54,91%	48,74%					1537,000	844,017	54,91%	48,50%
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	55,000	19,14	34,80%	1,11%	19,216	8,149		94,14%	74,216	27,289	36,77%	1,57%
Direction Générale des Domaines et du Cadastre	270,000	334,740	123,98%	19,33%	10,000	0,352	3,52%	4,07%	280,000	335,092	119,68%	19,26%
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat					0			0,00%	0,000	0	-	0,00%
Direction Générale de la Dette Publique					3,39	0,155	4,57%	1,79%	3,390	0,155	4,57%	0,01%
Total	**2 837,000**	**1 731,531**	**61,03%**	**100,00%**	**32,606**	**8,656**	**26,55%**	**100,00%**	**2 869,606**	**1 740,187**	**60,64%**	**100,00%**

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement.

Situation d'exécution des dépenses du budget général (hors Budget Spécial d'Investissement sur financement extérieur) par section et par programme ou dotation au 30 juin 2026

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2026

29/07/2026 10:20:47 (en milliers de francs CFA)

Section / Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
0.001 Assemblée Nationale	2 419 005	15 327 656	10 980 986	10 444 742	8 219 424
TOTAL	**2 419 005**	**15 327 656**	**10 980 986**	**10 444 742**	**8 219 424**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
0.007 Présidence de la République	900 000	17 407 120	11 069 085	10 748 075	8 199 733
TOTAL	**900 000**	**17 407 120**	**11 069 085**	**10 748 075**	**8 199 733**
130 PRIMATURE					
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	560 000	8 102 573	5 710 586	4 642 864	2 956 785
1.004 Administration générale et contrôle	2 780 969	6 608 686	4 547 541	2 049 399	1 392 366
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	150 000	799 322	415 745	375 754	236 789
TOTAL	**3 490 969**	**15 510 581**	**10 673 872**	**7 068 018**	**4 585 940**
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS					
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	480 000	6 196 479	4 014 292	4 014 292	4 014 292
TOTAL	**480 000**	**6 196 479**	**4 014 292**	**4 014 292**	**4 014 292**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
0.009 Cour Constitutionnelle	30 000	1 629 953	1 025 023	823 053	522 039
TOTAL	**30 000**	**1 629 953**	**1 025 023**	**823 053**	**522 039**
150 COUR SUPREME					
0.008 Cour Suprême	4 117 375	7 191 081	5 751 369	3 630 888	2 281 184
TOTAL	**4 117 375**	**7 191 081**	**5 751 369**	**3 630 888**	**2 281 184**
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL					
0.010 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	4 803 614	2 149 773	1 054 146	929 737	657 206
TOTAL	**4 803 614**	**2 149 773**	**1 054 146**	**929 737**	**657 206**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
0.011 Haut Conseil des Collectivités	89 899	1 568 265	898 148	745 065	467 026
TOTAL	**89 899**	**1 568 265**	**898 148**	**745 065**	**467 026**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
1.006 Administration Générale	12 264 791	61 595 606	48 889 527	46 585 619	37 427 653
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	0	414 027	252 784	237 679	178 012
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	128 584	83 755	80 075	61 123
TOTAL	**12 264 791**	**62 138 217**	**49 226 066**	**46 903 374**	**37 666 787**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2026

29/07/2026 10:20:47 (en milliers de francs CFA)

Section / Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
1.007 Administration Générale	50 000	1 764 791	1 080 142	989 835	783 136
2.010 Intégration Africaine	0	452 661	237 889	207 718	167 512
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	3 635 000	2 488 954	565 115	421 620	310 766
TOTAL	**3 685 000**	**4 706 406**	**1 883 146**	**1 619 173**	**1 261 414**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
2.012 Bureau du Vérificateur Général	580 000	5 979 398	4 595 047	4 595 047	4 595 047
TOTAL	**580 000**	**5 979 398**	**4 595 047**	**4 595 047**	**4 595 047**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE					
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	485 000	1 943 972	808 240	808 240	753 648
TOTAL	**485 000**	**1 943 972**	**808 240**	**808 240**	**753 648**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	0	160 569	86 967	79 257	53 832
TOTAL	**0**	**160 569**	**86 967**	**79 257**	**53 832**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
1.008 Administration Générale	314 792 262	487 086 271	409 910 793	369 478 424	267 454 875
2.015 Gestion des Opérations Militaires	8 448 912	69 606 707	61 513 823	48 815 640	46 307 741
2.016 Inspection des Armées	21 000	356 206	162 082	158 767	158 767
2.017 Formation	35 013	873 077	419 719	375 471	345 263
2.018 Gestion des Transmissions	176 402	707 526	291 936	249 348	231 104
TOTAL	**323 473 589**	**558 629 787**	**472 298 353**	**419 077 650**	**314 497 750**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 698 869	10 737 616	5 921 739	4 545 675	2 306 980
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	2 185 559	26 471 069	19 008 242	18 330 162	11 380 487
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 436 639	10 973 964	7 570 246	7 236 990	3 403 564
TOTAL	**5 321 067**	**48 182 649**	**32 500 228**	**30 112 827**	**17 091 031**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	200 000	3 126 770	1 852 200	1 852 200	1 852 200
TOTAL	**200 000**	**3 126 770**	**1 852 200**	**1 852 200**	**1 852 200**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	1 056 634	577 415	577 415	577 415
TOTAL	**47 500**	**1 056 634**	**577 415**	**577 415**	**577 415**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
1.010 Administration Générale	42 550 826	33 768 268	24 072 928	18 738 086	16 545 472
2.021 Ordre et Sécurité	14 707 032	136 792 215	96 033 938	94 581 765	64 636 769
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 021 036	31 455 933	20 410 823	19 866 271	13 720 330
TOTAL	**62 278 894**	**202 016 416**	**140 517 689**	**133 186 122**	**94 902 571**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2026

29/07/2026 10:20:47 (en milliers de francs CFA)

Section / Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT					
0.002 Securite d'Etat	0	21 184 916	11 129 862	10 488 976	10 488 976
TOTAL	**0**	**21 184 916**	**11 129 862**	**10 488 976**	**10 488 976**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
1.011 Administration Générale	12 126 802	27 028 515	15 759 771	13 463 990	10 576 409
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	9 709 993	13 575 346	5 398 098	4 604 867	3 117 098
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	5 800 000	22 957 222	14 289 782	12 688 659	7 654 991
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	1 125 000	9 374 922	5 749 000	5 423 963	3 568 459
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	3 464 222	9 260 265	6 177 674	4 888 500	2 752 955
2.027 Gestion de la Dette Publique	550 000	1 084 005	477 102	406 988	268 690
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	8 150 000	10 823 927	2 551 677	1 818 614	1 231 217
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	2 325 000	2 907 495	1 461 081	985 417	863 950
TOTAL	**43 251 017**	**97 011 697**	**51 864 185**	**44 280 998**	**30 033 769**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	83 000	1 749 209	815 304	543 486	409 234
TOTAL	**83 000**	**1 749 209**	**815 304**	**543 486**	**409 234**
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL					
1.012 Administration Générale	3 279 159	3 942 185	2 499 346	1 093 994	702 980
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	1 297 635	838 535	781 532	673 104
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	53 750	1 390 608	944 134	871 027	560 830
TOTAL	**3 519 109**	**6 630 428**	**4 282 015**	**2 746 552**	**1 936 915**
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
1.013 Administration Générale	5 048 226	3 744 995	1 941 984	1 381 337	756 382
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	325 575	10 670 759	4 091 059	3 946 363	3 075 092
2.034 Formation Professionnelle	26 441 576	18 131 489	4 168 392	3 496 367	3 101 417
TOTAL	**31 815 377**	**32 547 243**	**10 201 435**	**8 824 067**	**6 932 891**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT					
1.044 Administration Générale et Contrôle	0	1 033 314	667 994	528 342	399 142
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	300 000	621 775	247 884	145 855	99 513
TOTAL	**300 000**	**1 655 089**	**915 878**	**674 197**	**498 654**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2026

29/07/2026 10:20:47 (en milliers de francs CFA)

Section / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**					
1.014	Administration Générale et Contrôle	200 000	4 708 015	2 969 990	2 365 250	1 704 098
2.036	Administration du Territoire	40 161 701	65 229 774	39 967 350	25 672 396	19 887 420
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	400 000	679 873	212 568	201 377	145 743
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	9 153 585	31 587 222	12 878 206	11 820 451	11 638 129
2.064	Développement Régional et Local	209 000	2 079 000	1 180 015	723 497	548 202
TOTAL		**50 124 286**	**104 283 884**	**57 208 128**	**40 782 971**	**33 923 592**
334	**AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**					
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	340 965	2 938 309	1 808 313	1 808 313	1 747 724
TOTAL		**340 965**	**2 938 309**	**1 808 313**	**1 808 313**	**1 747 724**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES**					
1.015	Administration Générale	48 106	1 336 530	688 345	631 936	551 610
2.039	Religion et Culte	297 500	2 290 269	1 757 919	1 437 457	1 264 351
TOTAL		**345 606**	**3 626 799**	**2 446 264**	**2 069 393**	**1 815 961**
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE**					
1.016	Administration Générale	2 300 000	11 617 161	709 173	600 802	434 849
2.100	Renforcement de la Paix, du processus de Réconciliation nationale, de cohésion sociale et du vivre ensemble	0	3 513 739	2 578 017	2 049 562	1 871 552
2.101	Promotion de la paix, de l'Unité Nationale et des actions de developpement	100 000	1 262 105	620 523	398 584	288 344
TOTAL		**2 400 000**	**16 393 005**	**3 907 714**	**3 048 948**	**2 594 745**
346	**AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI**					
2.099	Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.	100 000	2 081 157	1 386 952	869 267	742 805
TOTAL		**100 000**	**2 081 157**	**1 386 952**	**869 267**	**742 805**
380	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**					
1.032	Administration Générale	366 750	2 641 810	1 649 513	1 423 841	813 084
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	2 490 187	4 301 918	2 028 847	1 729 295	1 011 945
2.084	Développement du secteur industriel	613 814	2 408 161	1 285 110	797 186	578 304
2.085	Appui au développement du secteur privé	667 493	1 891 865	811 376	516 419	366 140
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	44 625	186 149	91 032	67 785	33 482
TOTAL		**4 182 869**	**11 429 903**	**5 865 878**	**4 534 527**	**2 802 956**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2026

29/07/2026 10:20:47 (en milliers de francs CFA)

Section / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**					
1.017	Administration Générale	2 978 575	29 099 433	11 330 519	6 462 354	4 625 531
2.041	Développement de l'Education de Base	9 558 885	342 355 755	262 102 903	191 836 507	168 302 929
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	83 010 187	32 257 901	2 414 895	2 104 884	1 420 882
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	10 018 827	70 528 570	45 153 784	21 797 997	21 383 495
TOTAL		**105 566 474**	**474 241 659**	**321 002 100**	**222 201 742**	**195 732 837**
412	**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
1.018	Administration Générale	2 000 000	9 093 155	4 477 556	3 719 846	2 677 456
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	19 946 705	90 979 205	58 164 807	46 368 626	30 453 102
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	245 000	2 488 199	1 310 930	1 166 034	876 703
TOTAL		**22 191 705**	**102 560 559**	**63 953 292**	**51 254 505**	**34 007 260**
510	**MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME**					
1.019	Administration Générale	209 500	3 634 099	2 346 049	1 707 134	1 165 603
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	614 000	1 504 409	671 299	540 340	340 171
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	165 000	676 220	280 398	171 646	126 325
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 246 250	4 434 575	2 221 465	1 887 984	1 386 431
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	300 000	2 086 246	968 542	591 418	434 223
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	50 000	946 915	473 967	347 863	261 391
TOTAL		**2 584 750**	**13 282 464**	**6 961 721**	**5 246 385**	**3 714 145**
520	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**					
1.020	Administration Générale	940 000	5 980 130	4 117 972	3 084 459	2 748 112
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	450 000	1 973 164	1 006 982	885 760	555 889
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	63 011 050	68 335 480	65 982 460	65 729 702	65 492 709
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents Sportifs	9 610	743 334	435 133	412 254	322 981
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	5 550 000	4 190 782	2 515 435	1 902 217	1 282 121
TOTAL		**69 960 660**	**81 222 890**	**74 057 981**	**72 014 391**	**70 401 812**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**					
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	3 287 196	22 964 713	8 838 507	6 572 796	4 492 643
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	254 589 302	176 888 751	155 185 702	133 357 145	125 401 237
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	6 732	10 789 153	4 866 142	2 366 580	1 974 844
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	177 499 850	50 262 510	32 860 944	28 726 686	11 962 406
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	879 182	3 741 563	1 928 021	1 570 760	1 167 515
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	821 000	18 879 058	7 729 803	6 869 048	6 015 208
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	562 750	1 527 208	776 652	728 804	673 261
TOTAL		**437 646 012**	**285 052 956**	**212 185 771**	**180 191 820**	**151 687 115**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2026

29/07/2026 10:20:47 (en milliers de francs CFA)

Section / Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	600 000	3 744 039	1 603 998	1 515 189	1 264 567
TOTAL	**600 000**	**3 744 039**	**1 603 998**	**1 515 189**	**1 264 567**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE					
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	1 574 076	2 883 128	1 682 259	1 145 475	875 627
2.059 Promotion de la Femme	692 486	3 369 127	1 305 244	1 030 034	689 867
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	426 599	1 422 811	696 964	467 517	332 286
TOTAL	**2 693 161**	**7 675 066**	**3 684 467**	**2 643 025**	**1 897 780**
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES					
1.024 Administration Générale	379 500	2 755 899	1 591 705	1 127 622	620 957
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	38 589 476	92 174 351	2 031 951	1 549 525	989 631
2.066 Développement et sécurisation des transports	3 388 787	5 526 674	1 968 184	1 648 360	1 216 830
TOTAL	**42 357 763**	**100 456 924**	**5 591 840**	**4 325 507**	**2 827 417**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
1.025 Administration Générale	400 000	18 777 385	1 073 008	745 999	468 004
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	1 400 000	4 452 014	1 971 138	1 534 887	900 849
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	250 000	1 208 478	924 359	753 934	465 283
2.071 Protection et Conservation de la Nature	22 100 000	6 699 715	4 248 790	3 911 253	2 102 715
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	300 000	701 051	489 183	442 618	179 045
TOTAL	**24 450 000**	**31 838 643**	**8 706 477**	**7 388 691**	**4 115 896**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
1.026 Administration Générale	0	1 425 689	856 239	675 091	396 527
2.073 Développement des Ressources Energétiques	10 608 609	76 664 454	32 332 393	31 811 272	31 443 672
2.074 Développement des Ressources en Eau	8 150 000	20 226 771	2 343 739	1 922 131	1 288 692
TOTAL	**18 758 609**	**98 316 914**	**35 532 371**	**34 408 494**	**33 128 891**
726 MINISTERE DES MINES					
1.027 Administration Générale	2 420 000	2 644 661	1 399 956	1 130 604	716 902
2.075 Développement des ressources minérales	1 221 372	5 215 953	2 461 971	1 931 900	946 297
TOTAL	**3 641 372**	**7 860 614**	**3 861 927**	**3 062 503**	**1 663 199**
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION					
1.028 Administration Générale	200 582	2 311 198	1 544 112	712 197	534 499
2.076 Medias et Communication Publics	2 924 406	11 657 108	6 144 900	5 136 162	3 708 621
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	723 659	3 390 472	2 006 554	1 821 052	1 126 299
TOTAL	**3 848 647**	**17 358 778**	**9 695 567**	**7 669 412**	**5 369 419**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2026

29/07/2026 10:20:47 (en milliers de francs CFA)

Section / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**					
2.096	Régulation de la Communication	270 000	1 696 567	1 065 246	791 939	550 082
TOTAL		**270 000**	**1 696 567**	**1 065 246**	**791 939**	**550 082**
740	**MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**					
1.029	Administration Générale	3 785 822	7 793 014	5 079 077	2 040 456	1 146 391
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	3 600 000	4 481 008	588 618	356 559	146 807
2.078	Gestion Cadastrale et Foncière	3 100 000	4 869 380	2 535 768	2 272 238	1 278 797
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 600 000	8 507 149	1 845 752	1 718 783	1 071 322
2.080	Population	864 000	1 245 531	419 130	226 642	138 428
2.081	Aménagement du Territoire	500 000	735 658	176 826	155 087	100 986
TOTAL		**17 449 822**	**27 631 740**	**10 645 172**	**6 769 764**	**3 882 732**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**					
1.034	Administration Générale	4 128 550	15 333 380	3 915 169	2 733 721	1 710 560
2.087	Appui au Monde Rural	2 952 000	70 376 105	55 399 965	39 909 590	38 228 647
2.088	Aménagement et Equipement Rural	11 781 500	63 721 063	5 465 811	4 808 620	3 700 918
2.089	Recherche et Formation	333 500	4 866 391	3 434 487	3 229 289	2 341 432
TOTAL		**19 195 550**	**154 296 939**	**68 215 432**	**50 681 220**	**45 981 558**
822	**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**					
1.037	Administration Générale	1 150 000	12 060 564	1 164 225	752 287	482 539
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	2 958 000	9 344 900	5 806 087	1 522 750	1 007 880
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 050 000	3 207 560	1 643 968	1 349 196	803 126
2.092	Protection sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	925 000	4 281 512	2 763 461	2 370 046	1 419 137
TOTAL		**6 083 000**	**28 894 536**	**11 377 741**	**5 994 280**	**3 712 682**
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**					
2.093	Sécurité Alimentaire	428 500	11 878 825	10 090 646	9 985 200	9 887 206
TOTAL		**428 500**	**11 878 825**	**10 090 646**	**9 985 200**	**9 887 206**
990	**CHARGES COMMUNES**					
0.003	Provisions pour imprévus	253 440 326	504 941 561	304 755 091	283 660 303	273 874 665
0.004	Dette	0	245 852 000	61 884 854	61 884 854	32 781 719
TOTAL		**253 440 326**	**750 793 561**	**366 639 945**	**345 545 157**	**306 656 384**
TOTAL DU BUDGET GENERAL		**1 592 295 283**	**3 455 257 039**	**2 116 515 893**	**1 809 576 089**	**1 472 607 740**

Situation d'exécution des dépenses du budget général (hors Budget Spécial d'Investissement sur financement extérieur) par section et par nature de dépense au 30 juin 2026

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2026

29/07/2026 10:24:14 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
Personnel	0	4 700 000	4 244 745	4 244 745	2 181 002
Biens et services	0	8 466 616	4 620 203	4 103 958	3 942 383
Transferts et subventions	0	484 235	439 235	419 235	419 235
Investissement	2 419 005	1 676 805	1 676 804	1 676 804	1 676 804
Total	**2 419 005**	**15 327 656**	**10 980 986**	**10 444 742**	**8 219 424**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	2 194 666	1 755 733	1 755 733	1 073 665
Biens et services	0	12 282 937	7 642 679	7 321 943	5 832 208
Transferts et subventions	0	2 029 517	1 243 173	1 243 035	1 098 311
Investissement	900 000	900 000	427 500	427 364	195 548
Total	**900 000**	**17 407 120**	**11 069 085**	**10 748 075**	**8 199 733**
130 PRIMATURE					
Personnel	0	2 912 301	2 353 841	2 329 841	1 367 616
Biens et services	0	8 370 972	6 268 527	3 792 437	2 566 672
Transferts et subventions	0	1 964 016	1 163 434	940 961	646 873
Investissement	3 490 969	2 263 292	888 070	4 779	4 779
Total	**3 490 969**	**15 510 581**	**10 673 872**	**7 068 018**	**4 585 940**
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS					
Personnel	0	3 432 123	2 745 698	2 745 698	2 745 698
Biens et services	0	2 284 356	1 268 594	1 268 594	1 268 594
Investissement	480 000	480 000	0	0	0
Total	**480 000**	**6 196 479**	**4 014 292**	**4 014 292**	**4 014 292**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
Personnel	0	614 747	491 798	491 798	316 250
Biens et services	0	985 206	533 225	331 255	205 789
Investissement	30 000	30 000	0	0	0
Total	**30 000**	**1 629 953**	**1 025 023**	**823 053**	**522 039**
150 COUR SUPREME					
Personnel	0	3 002 018	2 401 614	2 401 614	1 292 357
Biens et services	0	1 317 188	877 505	672 715	459 730
Transferts et subventions	0	254 500	97 250	92 590	65 128
Investissement	4 117 375	2 617 375	2 375 000	463 969	463 969
Total	**4 117 375**	**7 191 081**	**5 751 369**	**3 630 888**	**2 281 184**
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL					
Personnel	0	342 984	274 387	274 387	178 160
Biens et services	0	1 296 353	755 803	649 170	472 867
Transferts et subventions	0	6 822	6 822	6 179	6 179
Investissement	4 803 614	503 614	17 133	0	0
Total	**4 803 614**	**2 149 773**	**1 054 146**	**929 737**	**657 206**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2026

29/07/2026 10:24:14 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	664 798	531 838	531 838	314 439
Biens et services	0	813 568	366 309	213 226	152 587
Investissement	89 899	89 899	0	0	0
Total	**89 899**	**1 568 265**	**898 148**	**745 065**	**467 026**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
Personnel	0	21 732 977	17 429 761	17 429 761	9 790 747
Biens et services	0	15 372 743	12 532 375	11 068 015	10 578 507
Transferts et subventions	0	14 342 208	11 570 670	10 836 053	9 727 989
Investissement	12 264 791	10 690 289	7 693 260	7 569 544	7 569 544
Total	**12 264 791**	**62 138 217**	**49 226 066**	**46 903 374**	**37 666 787**
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	607 217	485 774	485 774	325 422
Biens et services	0	1 708 026	929 191	815 702	678 377
Transferts et subventions	0	456 163	193 869	173 072	122 991
Investissement	3 685 000	1 935 000	274 313	144 625	134 625
Total	**3 685 000**	**4 706 406**	**1 883 146**	**1 619 173**	**1 261 414**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
Personnel	0	3 698 570	2 958 856	2 958 856	2 958 856
Biens et services	0	1 670 828	1 080 191	1 080 191	1 080 191
Transferts et subventions	0	30 000	0	0	0
Investissement	580 000	580 000	556 000	556 000	556 000
Total	**580 000**	**5 979 398**	**4 595 047**	**4 595 047**	**4 595 047**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	470 396	331 213	331 213	276 621
Biens et services	0	868 076	428 225	428 225	428 225
Transferts et subventions	0	120 500	48 803	48 803	48 803
Investissement	485 000	485 000	0	0	0
Total	**485 000**	**1 943 972**	**808 240**	**808 240**	**753 648**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
Personnel	0	10 520	8 416	8 416	5 617
Biens et services	0	150 049	78 551	70 841	48 215
Total	**0**	**160 569**	**86 967**	**79 257**	**53 832**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
Personnel	0	308 198 463	246 327 770	246 327 770	170 553 680
Biens et services	0	152 290 408	138 306 830	101 806 404	96 289 919
Transferts et subventions	0	11 702 138	11 321 678	7 435 232	7 394 922
Investissement	323 473 589	86 438 778	76 342 075	63 508 243	40 259 230
Total	**323 473 589**	**558 629 787**	**472 298 353**	**419 077 650**	**314 497 750**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2026

29/07/2026 10:24:14 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	24 744 229	19 392 975	19 311 602	11 801 645
Biens et services	0	14 983 173	8 788 471	7 036 876	3 836 096
Transferts et subventions	0	3 134 180	1 815 953	1 533 135	1 117 499
Investissement	5 321 067	5 321 067	2 502 829	2 231 213	335 790
Total	**5 321 067**	**48 182 649**	**32 500 228**	**30 112 827**	**17 091 031**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
Personnel	0	2 049 270	1 480 000	1 480 000	1 480 000
Biens et services	0	849 000	372 200	372 200	372 200
Investissement	200 000	228 500	0	0	0
Total	**200 000**	**3 126 770**	**1 852 200**	**1 852 200**	**1 852 200**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	367 684	294 147	294 147	294 147
Biens et services	0	641 450	283 268	283 268	283 268
Investissement	47 500	47 500	0	0	0
Total	**47 500**	**1 056 634**	**577 415**	**577 415**	**577 415**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
Personnel	0	136 613 837	97 652 670	97 652 670	69 101 900
Biens et services	0	20 213 097	11 802 040	9 533 126	7 513 558
Transferts et subventions	0	5 169 144	2 958 570	2 005 855	1 994 655
Investissement	62 278 894	40 020 338	28 104 409	23 994 472	16 292 458
Total	**62 278 894**	**202 016 416**	**140 517 689**	**133 186 122**	**94 902 571**
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	20 984 916	11 129 862	10 488 976	10 488 976
Transferts et subventions	0	200 000	0	0	0
Total	**0**	**21 184 916**	**11 129 862**	**10 488 976**	**10 488 976**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Personnel	0	30 026 009	24 133 296	23 074 410	14 506 197
Biens et services	0	17 320 869	10 493 902	7 965 149	6 097 887
Transferts et subventions	0	14 337 557	5 569 847	4 135 513	2 705 634
Investissement	43 251 017	35 327 262	11 667 139	9 105 925	6 724 051
Total	**43 251 017**	**97 011 697**	**51 864 185**	**44 280 998**	**30 033 769**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
Personnel	0	220 404	137 270	113 453	79 528
Biens et services	0	1 205 805	438 034	229 172	128 844
Transferts et subventions	0	240 000	240 000	200 861	200 861
Investissement	83 000	83 000	0	0	0
Total	**83 000**	**1 749 209**	**815 304**	**543 486**	**409 234**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2026

29/07/2026 10:24:14 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL					
Personnel	0	1 629 304	1 307 921	1 304 885	848 023
Biens et services	0	2 684 953	1 580 970	1 137 989	853 007
Transferts et subventions	0	197 062	158 596	154 589	154 589
Investissement	3 519 109	2 119 109	1 234 528	149 090	81 297
Total	**3 519 109**	**6 630 428**	**4 282 015**	**2 746 552**	**1 936 915**
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
Personnel	0	1 783 981	1 526 369	1 340 272	962 091
Biens et services	0	2 114 986	1 247 109	824 533	516 352
Transferts et subventions	0	13 032 899	6 344 133	6 072 998	5 220 950
Investissement	31 815 377	15 615 377	1 083 824	586 264	233 497
Total	**31 815 377**	**32 547 243**	**10 201 435**	**8 824 067**	**6 932 891**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT					
Personnel	0	397 368	324 191	284 247	192 314
Biens et services	0	927 721	550 707	374 960	303 183
Transferts et subventions	0	30 000	0	0	0
Investissement	300 000	300 000	40 980	14 990	3 157
Total	**300 000**	**1 655 089**	**915 878**	**674 197**	**498 654**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
Personnel	0	14 094 848	11 750 436	11 527 266	6 831 931
Biens et services	0	34 674 924	23 498 132	11 057 550	9 330 334
Transferts et subventions	0	18 954 417	8 506 444	7 195 537	6 758 715
Investissement	50 124 286	36 559 695	13 453 116	11 002 618	11 002 613
Total	**50 124 286**	**104 283 884**	**57 208 128**	**40 782 971**	**33 923 592**
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
Personnel	0	1 041 512	833 210	833 210	772 621
Biens et services	0	1 555 832	897 783	897 783	897 783
Investissement	340 965	340 965	77 320	77 320	77 320
Total	**340 965**	**2 938 309**	**1 808 313**	**1 808 313**	**1 747 724**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES					
Personnel	0	259 140	207 312	207 312	153 638
Biens et services	0	1 505 690	736 105	554 360	448 645
Transferts et subventions	0	1 516 363	1 377 655	1 282 970	1 188 928
Investissement	345 606	345 606	125 193	24 751	24 751
Total	**345 606**	**3 626 799**	**2 446 264**	**2 069 393**	**1 815 961**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE					
Personnel	0	3 051 112	2 447 350	1 933 893	1 711 748
Biens et services	0	1 472 482	706 093	582 724	471 853
Transferts et subventions	0	1 319 411	653 198	465 831	345 019
Investissement	2 400 000	10 550 000	101 073	66 500	66 125
Total	**2 400 000**	**16 393 005**	**3 907 714**	**3 048 948**	**2 594 745**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2026

29/07/2026 10:24:14 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI					
Personnel	0	1 241 753	993 402	652 680	652 279
Biens et services	0	639 404	303 550	158 251	55 488
Transferts et subventions	0	100 000	45 000	29 951	6 652
Investissement	100 000	100 000	45 000	28 386	28 386
Total	**100 000**	**2 081 157**	**1 386 952**	**869 267**	**742 805**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
Personnel	0	2 739 931	2 270 788	2 169 665	1 171 108
Biens et services	0	2 692 934	1 485 193	1 058 823	707 495
Transferts et subventions	0	2 564 169	1 451 889	1 062 023	847 546
Investissement	4 182 869	3 432 869	658 009	244 015	76 806
Total	**4 182 869**	**11 429 903**	**5 865 878**	**4 534 527**	**2 802 956**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
Personnel	0	344 849 247	264 490 240	193 352 880	170 266 002
Biens et services	0	60 966 199	34 480 389	22 768 440	19 746 658
Transferts et subventions	0	11 314 094	8 064 371	5 829 043	5 586 620
Investissement	105 566 474	57 112 119	13 967 100	251 378	133 557
Total	**105 566 474**	**474 241 659**	**321 002 100**	**222 201 742**	**195 732 837**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	8 648 290	1 956 577	1 948 301	1 147 203
Biens et services	0	2 203 926	1 410 639	626 136	398 962
Transferts et subventions	0	76 455 101	49 926 650	39 056 825	29 596 593
Investissement	22 191 705	15 253 242	10 659 426	9 623 243	2 864 501
Total	**22 191 705**	**102 560 559**	**63 953 292**	**51 254 505**	**34 007 260**
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME					
Personnel	0	2 270 376	1 837 406	1 754 827	1 075 324
Biens et services	0	4 310 823	2 255 876	1 505 209	1 149 070
Transferts et subventions	0	3 919 040	2 446 315	1 784 403	1 303 849
Investissement	2 584 750	2 782 225	422 123	201 946	185 902
Total	**2 584 750**	**13 282 464**	**6 961 721**	**5 246 385**	**3 714 145**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
Personnel	0	2 022 864	1 581 585	1 532 698	951 487
Biens et services	0	7 422 121	3 989 428	3 269 077	2 870 503
Transferts et subventions	0	6 517 243	5 133 272	4 094 102	3 651 735
Investissement	69 960 660	65 260 662	63 353 695	63 118 514	62 928 088
Total	**69 960 660**	**81 222 890**	**74 057 981**	**72 014 391**	**70 401 812**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
Personnel	0	53 035 838	37 547 082	31 164 363	22 888 151
Biens et services	0	23 149 882	10 398 792	6 213 591	5 143 081
Transferts et subventions	0	66 518 013	37 974 718	31 012 242	21 090 408
Investissement	437 646 012	142 349 223	126 265 179	111 801 624	102 565 474
Total	**437 646 012**	**285 052 956**	**212 185 771**	**180 191 820**	**151 687 115**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2026

29/07/2026 10:24:14 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
Personnel	0	265 270	213 197	207 338	129 946
Biens et services	0	58 560	58 560	49 560	0
Transferts et subventions	0	2 820 209	1 265 741	1 233 393	1 134 620
Investissement	600 000	600 000	66 500	24 898	0
Total	**600 000**	**3 744 039**	**1 603 998**	**1 515 189**	**1 264 567**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE					
Personnel	0	1 841 279	1 506 003	1 348 105	875 088
Biens et services	0	2 346 841	1 259 350	890 438	655 849
Transferts et subventions	0	1 193 785	592 898	336 162	305 978
Investissement	2 693 161	2 293 161	326 217	68 321	60 866
Total	**2 693 161**	**7 675 066**	**3 684 467**	**2 643 025**	**1 897 780**
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES					
Personnel	0	3 150 933	2 563 988	2 412 441	1 496 625
Biens et services	0	2 989 848	1 532 956	891 272	560 077
Transferts et subventions	0	1 858 380	987 020	800 850	589 956
Investissement	42 357 763	92 457 763	507 876	220 944	180 760
Total	**42 357 763**	**100 456 924**	**5 591 840**	**4 325 507**	**2 827 417**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Personnel	0	5 119 955	4 158 313	4 038 281	2 522 963
Biens et services	0	2 586 592	1 359 696	903 908	679 252
Transferts et subventions	0	1 332 096	925 191	681 026	344 358
Investissement	24 450 000	22 800 000	2 263 277	1 765 475	569 323
Total	**24 450 000**	**31 838 643**	**8 706 477**	**7 388 691**	**4 115 896**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
Personnel	0	1 876 360	1 511 292	1 507 858	899 829
Biens et services	0	2 358 064	1 194 564	833 100	553 835
Transferts et subventions	0	61 593 881	30 995 395	30 796 216	30 534 508
Investissement	18 758 609	32 488 609	1 831 120	1 271 320	1 140 719
Total	**18 758 609**	**98 316 914**	**35 532 371**	**34 408 494**	**33 128 891**
726 MINISTERE DES MINES					
Personnel	0	1 634 552	1 314 140	1 289 710	771 829
Biens et services	0	2 287 005	1 197 068	710 315	488 358
Transferts et subventions	0	197 685	136 673	87 710	54 420
Investissement	3 641 372	3 741 372	1 214 046	974 768	348 592
Total	**3 641 372**	**7 860 614**	**3 861 927**	**3 062 503**	**1 663 199**
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION					
Personnel	0	623 944	567 787	309 310	254 221
Biens et services	0	1 750 992	1 088 161	520 314	364 579
Transferts et subventions	0	10 735 195	7 679 905	6 574 885	4 548 551
Investissement	3 848 647	4 248 647	359 714	264 902	202 067
Total	**3 848 647**	**17 358 778**	**9 695 567**	**7 669 412**	**5 369 419**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2026

29/07/2026 10:24:14 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	700 804	560 643	513 666	346 439
Biens et services	0	725 763	389 852	274 008	199 377
Investissement	270 000	270 000	114 750	4 266	4 266
Total	**270 000**	**1 696 567**	**1 065 246**	**791 939**	**550 082**
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Personnel	0	5 610 560	4 497 504	4 497 504	2 812 507
Biens et services	0	5 014 675	2 491 497	1 480 888	693 884
Transferts et subventions	0	3 453 695	2 951 798	375 488	311 193
Investissement	17 449 822	13 552 810	704 372	415 884	65 146
Total	**17 449 822**	**27 631 740**	**10 645 172**	**6 769 764**	**3 882 732**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Personnel	0	7 528 773	5 930 033	5 899 057	3 612 381
Biens et services	0	4 257 900	2 565 626	1 563 916	1 104 314
Transferts et subventions	0	67 389 716	56 988 183	41 159 954	39 290 324
Investissement	19 195 550	75 120 550	2 731 590	2 058 293	1 974 539
Total	**19 195 550**	**154 296 939**	**68 215 432**	**50 681 220**	**45 981 558**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Personnel	0	4 460 780	3 571 783	3 420 018	2 129 270
Biens et services	0	3 467 836	1 860 014	1 175 125	771 249
Transferts et subventions	0	5 782 920	5 045 913	908 538	670 551
Investissement	6 083 000	15 183 000	900 031	490 599	141 611
Total	**6 083 000**	**28 894 536**	**11 377 741**	**5 994 280**	**3 712 682**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
Personnel	0	236 487	189 190	189 190	145 149
Biens et services	0	9 443 269	8 390 143	8 314 696	8 260 744
Transferts et subventions	0	1 760 569	1 301 314	1 281 314	1 281 314
Investissement	428 500	438 500	210 000	200 000	200 000
Total	**428 500**	**11 878 825**	**10 090 646**	**9 985 200**	**9 887 206**
990 CHARGES COMMUNES					
Personnel	0	116 784 520	52 489 856	46 030 746	46 022 921
Biens et services	0	449 771 199	236 338 719	230 839 602	200 194 116
Transferts et subventions	0	38 676 660	9 010 722	6 815 689	6 479 468
Investissement	253 440 326	145 561 182	68 800 647	61 859 121	53 959 879
Total	**253 440 326**	**750 793 561**	**366 639 945**	**345 545 157**	**306 656 384**
TOTAL	1 592 295 283	3 455 257 039	2 116 515 893	1 809 576 089	1 472 607 740
TOTAL GENERAL	1 592 295 283	3 455 257 039	2 116 515 893	1 809 576 089	1 472 607 740

Situation d'exécution des dépenses du budget général (hors Budget Spécial d'Investissement sur financement extérieur) par section et par fonction au 30 juin 2026

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2026

29/07/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	2 419 005	15 327 656	10 980 986	10 444 742	8 219 424
Total	**2 419 005**	**15 327 656**	**10 980 986**	**10 444 742**	**8 219 424**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	900 000	15 220 328	10 008 291	9 716 327	7 195 055
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	6 260	2 676	2 530	2 530
02.5 Défense n.c.a.	0	1 861 017	901 636	872 737	845 667
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	193 700	94 508	94 508	94 508
04.6 Communications	0	90 000	45 000	45 000	45 000
07.4 Services de santé publique	0	815	348	348	348
08.2 Services culturels	0	35 000	16 625	16 625	16 625
Total	**900 000**	**17 407 120**	**11 069 085**	**10 748 075**	**8 199 733**
130 PRIMATURE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	2 640 969	9 836 974	7 419 480	4 312 244	2 752 122
01.3 Services généraux	350 000	2 657 580	1 538 219	1 405 089	911 617
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	300 000	880 000	386 000	255 232	216 424
02.5 Défense n.c.a.	0	93 536	42 060	41 724	31 641
03.3 Tribunaux	150 000	799 322	415 745	375 754	236 789
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	76 128	27 115	27 108	27 108
07.4 Services de santé publique	0	992	424	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	1 166 049	844 828	650 867	410 239
Total	**3 490 969**	**15 510 581**	**10 673 872**	**7 068 018**	**4 585 940**
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	480 000	6 196 479	4 014 292	4 014 292	4 014 292
Total	**480 000**	**6 196 479**	**4 014 292**	**4 014 292**	**4 014 292**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
03.3 Tribunaux	30 000	1 629 953	1 025 023	823 053	522 039
Total	**30 000**	**1 629 953**	**1 025 023**	**823 053**	**522 039**
150 COUR SUPREME					
03.3 Tribunaux	4 117 375	7 191 081	5 751 369	3 630 888	2 281 184
Total	**4 117 375**	**7 191 081**	**5 751 369**	**3 630 888**	**2 281 184**
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	4 803 614	2 149 773	1 054 146	929 737	657 206
Total	**4 803 614**	**2 149 773**	**1 054 146**	**929 737**	**657 206**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	89 899	1 568 265	898 148	745 065	467 026
Total	**89 899**	**1 568 265**	**898 148**	**745 065**	**467 026**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	12 264 791	58 856 544	46 163 538	44 066 219	35 789 363
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	3 281 673	3 062 528	2 837 154	1 877 424
Total	**12 264 791**	**62 138 217**	**49 226 066**	**46 903 374**	**37 666 787**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2026

29/07/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	660 000	3 384 608	1 698 333	1 464 699	1 119 433
01.2 Aide économique extérieure	0	26 244	10 038	9 849	7 356
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	450 000	450 000	149 625	144 625	134 625
07.4 Services de santé publique	0	554	212	0	0
09.4 Enseignement supérieur	2 575 000	825 000	24 938	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	20 000	0	0	0
Total	**3 685 000**	**4 706 406**	**1 883 146**	**1 619 173**	**1 261 414**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	580 000	5 979 398	4 595 047	4 595 047	4 595 047
Total	**580 000**	**5 979 398**	**4 595 047**	**4 595 047**	**4 595 047**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE					
03.3 Tribunaux	485 000	1 943 972	808 240	808 240	753 648
Total	**485 000**	**1 943 972**	**808 240**	**808 240**	**753 648**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
03.3 Tribunaux	0	160 569	86 967	79 257	53 832
Total	**0**	**160 569**	**86 967**	**79 257**	**53 832**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	10 000	176 859	89 430	65 996	55 375
02.1 Défense militaire	53 004 094	121 527 326	104 725 091	74 240 848	57 294 477
02.3 Aide militaire à des pays étrangers	10 408	195 264	104 464	85 055	83 255
02.4 Recherche-développement concernant la défense	25 625	25 625	11 531	11 531	11 531
02.5 Défense n.c.a.	258 347 891	407 568 911	341 651 055	323 331 485	242 782 312
03.3 Tribunaux	0	64 593	31 800	18 296	14 671
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	4 804 000	2 404 000	0	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 000	10 001	7 251	7 251	7 251
07.3 Services hospitaliers	7 098 904	14 996 866	14 671 801	13 907 205	6 868 248
07.4 Services de santé publique	0	11 860	5 337	5 337	5 337
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	20 250	9 113	9 113	9 113
08.1 Services récréatifs et sportifs	970	152 753	69 372	68 734	68 734
08.2 Services culturels	70 221	140 456	67 905	67 873	47 914
09.2 Enseignement secondaire	14 812	101 054	46 025	44 683	44 683
09.4 Enseignement supérieur	32 000	200 000	109 850	94 841	85 447
09.8 Enseignement n.c.a.	16 962	399 937	202 438	171 454	171 454
10.2 Vieillesse	0	61 209	27 544	27 544	27 544
10.3 Survivants	0	10 375 541	10 375 540	6 838 186	6 838 186
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	197 282	92 808	82 218	82 218
Total	**323 473 589**	**558 629 787**	**472 298 353**	**419 077 650**	**314 497 750**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2026

29/07/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	1 281 992	651 322	480 946	332 298
03.3 Tribunaux	660 392	21 551 522	15 989 722	15 274 833	9 663 578
03.4 Administration pénitentiaire	1 436 639	10 946 420	7 558 043	7 232 521	3 399 887
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	3 224 036	12 630 441	7 177 456	6 012 926	2 890 609
07.4 Services de santé publique	0	13 800	5 900	0	0
09.4 Enseignement supérieur	0	1 758 474	1 117 784	1 111 601	804 659
Total	**5 321 067**	**48 182 649**	**32 500 228**	**30 112 827**	**17 091 031**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	3 126 770	1 852 200	1 852 200	1 852 200
Total	**200 000**	**3 126 770**	**1 852 200**	**1 852 200**	**1 852 200**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	47 500	1 056 634	577 415	577 415	577 415
Total	**47 500**	**1 056 634**	**577 415**	**577 415**	**577 415**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
03.1 Services de police	14 647 032	136 304 215	95 821 388	94 416 785	64 471 989
03.2 Services de protection civile	5 021 036	31 455 933	20 410 823	19 866 271	13 720 330
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	42 610 826	34 155 268	24 235 128	18 865 658	16 672 844
07.6 Santé n.c.a.	0	17 000	8 750	8 543	8 543
09.8 Enseignement n.c.a.	0	67 000	32 850	20 323	20 323
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	17 000	8 750	8 543	8 543
Total	**62 278 894**	**202 016 416**	**140 517 689**	**133 186 122**	**94 902 571**
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT					
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	21 184 916	11 129 862	10 488 976	10 488 976
Total	**0**	**21 184 916**	**11 129 862**	**10 488 976**	**10 488 976**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	27 399 517	71 968 948	45 805 426	39 852 478	27 083 440
01.3 Services généraux	12 709 000	20 191 217	4 544 074	3 350 977	2 231 855
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	575 000	705 500	196 483	62 605	45 300
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	720 000	1 254 800	466 396	274 898	232 981
04.3 Combustibles et énergie	447 500	1 229 298	487 660	470 386	324 589
07.4 Services de santé publique	0	506	194	0	0
09.4 Enseignement supérieur	1 000 000	630 680	120 224	106 011	70 760
09.5 Enseignement non défini par niveau	400 000	1 030 748	243 728	163 643	44 843
Total	**43 251 017**	**97 011 697**	**51 864 185**	**44 280 998**	**30 033 769**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	83 000	1 749 209	815 304	543 486	409 234
Total	**83 000**	**1 749 209**	**815 304**	**543 486**	**409 234**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2026

29/07/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	1 175	499	499	499
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	600 000	600 000	300 000	19 092	19 092
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 337 825	937 825	682 323	67 793	0
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	577 534	4 994 300	3 262 187	2 637 244	1 895 399
07.4 Services de santé publique	0	340	130	0	0
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 750	96 788	36 875	21 925	21 925
Total	**3 519 109**	**6 630 428**	**4 282 015**	**2 746 552**	**1 936 915**
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	49 360	38 299	38 298	24 838
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	31 650 877	32 020 508	9 914 673	8 636 988	6 807 492
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	334	128	106	106
07.4 Services de santé publique	0	529	202	202	202
09.2 Enseignement secondaire	0	110 000	55 000	31 669	31 669
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	202 012	135 970	116 803	68 583
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	164 500	164 500	57 163	0	0
Total	**31 815 377**	**32 547 243**	**10 201 435**	**8 824 067**	**6 932 891**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	1 013 314	659 444	528 342	399 142
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	300 000	621 775	247 884	145 855	99 513
09.8 Enseignement n.c.a.	0	20 000	8 550	0	0
Total	**300 000**	**1 655 089**	**915 878**	**674 197**	**498 654**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	46 967	40 718	34 537	34 537
01.3 Services généraux	17 309 000	10 502 731	6 260 820	4 798 257	4 622 957
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	23 031 701	64 653 640	37 546 606	24 093 101	17 514 996
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	7 306 085	24 887 240	12 285 406	11 357 809	11 357 809
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	209 000	32 704	25 755	13 835
04.6 Communications	0	242 617	234 094	229 093	225 719
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	600 000	600 000	0	0	0
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	576 500	0	0	0
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	600 000	600 000	92 309	23 332	23 332
07.4 Services de santé publique	0	442	169	0	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	30 000	205 000	57 125	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	478 303	264 391	188 151	100 472
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	81 444	34 710	32 937	29 937
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 200 000	1 200 000	359 077	0	0
Total	**50 124 286**	**104 283 884**	**57 208 128**	**40 782 971**	**33 923 592**
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
04.6 Communications	340 965	2 938 309	1 808 313	1 808 313	1 747 724
Total	**340 965**	**2 938 309**	**1 808 313**	**1 808 313**	**1 747 724**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2026

29/07/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	900	428	426	426
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	297 500	528 500	271 152	141 702	96 464
08.4	Culte et autres services communautaires	0	2 009 063	1 612 465	1 411 669	1 282 644
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 106	1 088 336	562 220	515 597	436 428
Total		**345 606**	**3 626 799**	**2 446 264**	**2 069 393**	**1 815 961**
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 250 000	9 991 335	3 747 875	2 889 110	2 435 367
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	200 590	85 752	85 752	85 752
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	6 150 000	49 875	49 875	49 875
07.4	Services de santé publique	0	51 080	24 212	24 212	23 750
Total		**2 400 000**	**16 393 005**	**3 907 714**	**3 048 948**	**2 594 745**
346	**AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI**					
03.3	Tribunaux	100 000	2 081 157	1 386 952	869 267	742 805
Total		**100 000**	**2 081 157**	**1 386 952**	**869 267**	**742 805**
380	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	12 235	9 814	7 807	7 240
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	3 228 507	7 230 887	3 518 282	2 830 883	1 688 633
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	7 837	6 270	2 708	387
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	262 112	1 131 324	590 145	489 802	307 354
04.7	Autres branches d'activité	0	33 217	18 045	11 830	6 074
04.9	Affaires économiques n.c.a.	366 750	2 093 357	1 250 339	1 028 163	614 698
07.4	Services de santé publique	0	558	213	0	0
09.4	Enseignement supérieur	325 500	920 488	472 771	163 335	178 569
Total		**4 182 869**	**11 429 903**	**5 865 878**	**4 534 527**	**2 802 956**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	44 742	245 083	171 637	168 618	80 242
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	55 065	34 867	25 635	23 099
07.4	Services de santé publique	0	19 193	7 971	4 873	4 873
09.1	Enseignement préélémentaire et primaire	4 531 272	276 093 139	214 513 077	152 054 755	140 008 708
09.2	Enseignement secondaire	93 775 810	107 393 389	50 678 126	24 522 811	23 388 354
09.5	Enseignement non défini par niveau	0	2 083 389	1 438 919	782 351	558 850
09.6	Services annexes à l'enseignement	1 661 692	24 217 221	12 121 040	5 480 707	4 286 129
09.8	Enseignement n.c.a.	5 552 958	64 135 180	42 036 464	39 161 992	27 382 582
Total		**105 566 474**	**474 241 659**	**321 002 100**	**222 201 742**	**195 732 837**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2026

29/07/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
01.4 Recherche fondamentale	90 000	998 485	543 653	539 035	413 892
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	259 346	215 646	14 195	14 195
07.3 Services hospitaliers	0	68 170	32 996	0	0
09.4 Enseignement supérieur	8 614 309	77 344 124	47 584 623	37 724 440	28 312 057
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	11 452 911	11 424 967	9 248 197	8 689 901	2 024 646
09.8 Enseignement n.c.a.	2 034 485	12 465 467	6 328 177	4 286 935	3 242 470
Total	**22 191 705**	**102 560 559**	**63 953 292**	**51 254 505**	**34 007 260**
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	9 379	6 629	6 629	4 599
01.3 Services généraux	0	15 888	6 332	5 243	5 243
04.7 Autres branches d'activité	50 000	1 033 103	438 967	315 214	231 805
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	51 845	20 171	17 810	17 810
07.4 Services de santé publique	0	3 596	1 375	1 375	1 375
08.2 Services culturels	1 779 000	7 153 015	3 486 046	2 777 239	2 025 902
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	559 500	3 642 496	2 249 775	1 463 822	945 619
09.2 Enseignement secondaire	0	498 545	316 242	282 127	230 315
09.4 Enseignement supérieur	196 250	874 597	436 183	376 925	251 476
Total	**2 584 750**	**13 282 464**	**6 961 721**	**5 246 385**	**3 714 145**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	861	366	257	257
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	400 000	689 987	198 958	89 916	65 851
07.2 Services ambulatoires	32 011 050	31 274 324	31 188 162	31 148 471	31 141 403
07.4 Services de santé publique	0	404	155	0	0
08.1 Services récréatifs et sportifs	31 940 000	42 940 182	38 871 709	37 625 686	37 063 994
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	5 050 000	4 548 600	2 835 058	2 291 840	1 555 684
09.2 Enseignement secondaire	9 610	743 334	435 133	412 254	322 981
09.8 Enseignement n.c.a.	550 000	1 025 198	528 441	445 967	251 642
Total	**69 960 660**	**81 222 890**	**74 057 981**	**72 014 391**	**70 401 812**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	1 605	682	682	682
07.2 Services ambulatoires	76 000	1 076 000	1 000 000	458 436	0
07.3 Services hospitaliers	428 659 914	162 443 869	143 419 641	127 413 823	112 223 506
07.4 Services de santé publique	574 100	30 011 770	20 256 732	14 410 471	13 648 632
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 023 350	6 941 116	3 819 624	2 467 769	1 383 559
07.6 Santé n.c.a.	5 877 028	61 145 740	33 542 885	26 559 538	16 753 072
10.1 Maladie et invalidité	0	2 225 256	1 216 708	1 205 371	1 205 371
10.2 Vieillesse	0	11 211 990	3 356 526	3 356 526	3 356 526
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	614 620	958 475	364 753	278 850	189 929
10.9 Protection sociale n.c.a.	821 000	9 037 135	5 208 220	4 040 352	2 925 838
Total	**437 646 012**	**285 052 956**	**212 185 771**	**180 191 820**	**151 687 115**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2026

29/07/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**					
07.6	Santé n.c.a.	600 000	3 744 039	1 603 998	1 515 189	1 264 567
Total		**600 000**	**3 744 039**	**1 603 998**	**1 515 189**	**1 264 567**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	1 348	573	572	316
01.3	Services généraux	0	40 500	0	0	0
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	40 000	16 200	8 100	8 100
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	100 000	100 000	6 650	6 650	5 751
07.4	Services de santé publique	2 832	28 957	9 993	9 990	9 990
07.6	Santé n.c.a.	3 325	86 779	51 337	40 859	30 138
08.1	Services récréatifs et sportifs	100 000	100 000	6 650	6 646	6 646
09.5	Enseignement non défini par niveau	6 624	75 454	38 818	36 744	28 664
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	650 000	164 970	164 970	164 970
10.4	Famille et enfants	2 473 571	5 686 550	2 813 964	1 892 672	1 297 269
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection so	6 809	122 030	75 106	63 325	46 018
10.9	Protection sociale n.c.a.	0	743 448	500 207	412 498	299 918
Total		**2 693 161**	**7 675 066**	**3 684 467**	**2 643 025**	**1 897 780**
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	2 350	999	999	999
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	200 000	377 857	88 875	9 160	0
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	500 000	500 000	16 625	0	0
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	200 000	0	0	0
04.5	Transports	37 030 763	84 452 634	3 391 469	2 778 863	1 973 778
04.7	Autres branches d'activité	800 000	200 000	0	0	0
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	2 247 500	10 463 199	102 708	81 974	57 211
04.9	Affaires économiques n.c.a.	1 060 000	3 330 329	1 524 787	1 079 857	602 513
06.2	Équipements collectifs	0	46 400	44 504	44 504	0
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	300 000	758 585	354 955	282 385	174 473
07.4	Services de santé publique	0	1 195	457	0	0
09.5	Enseignement non défini par niveau	19 500	124 375	66 461	47 766	18 443
Total		**42 357 763**	**100 456 924**	**5 591 840**	**4 325 507**	**2 827 417**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	1 127	479	479	479
05.1	Gestion des déchets	250 000	250 000	112 500	93 660	31 725
05.2	Gestion des eaux usées	900 000	1 267 010	553 343	352 264	124 619
05.3	Lutte contre la pollution	0	43 477	28 806	28 803	23 342
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	23 050 000	26 252 878	6 038 703	5 388 162	2 917 489
05.6	Protection de l'environnement n.c.a.	250 000	4 024 151	1 972 647	1 525 322	1 018 242
Total		**24 450 000**	**31 838 643**	**8 706 477**	**7 388 691**	**4 115 896**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2026

29/07/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	1 210	514	514	514
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	6 812 772	122 898	110 145	74 774
04.3	Combustibles et énergie	10 608 609	74 131 999	32 306 086	31 792 465	31 440 937
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	0	4 750	4 750	0	0
04.7	Autres branches d'activité	0	147 468	80 851	77 102	45 006
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	1 454 442	879 345	693 640	399 005
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	600 000	613 047	114 715	103 279	103 279
06.3	Alimentation en eau	7 550 000	15 150 979	2 023 118	1 631 348	1 065 376
07.4	Services de santé publique	0	247	94	0	0
Total		**18 758 609**	**98 316 914**	**35 532 371**	**34 408 494**	**33 128 891**
726	**MINISTERE DES MINES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	900	383	0	0
04.3	Combustibles et énergie	500 000	682 685	368 098	97 416	68 846
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	2 721 372	4 809 970	2 181 159	1 903 218	919 849
04.9	Affaires économiques n.c.a.	420 000	2 367 059	1 312 287	1 061 869	674 504
Total		**3 641 372**	**7 860 614**	**3 861 927**	**3 062 503**	**1 663 199**
730	**MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION**					
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	0	2 000 000	900 000	891 054	891 054
04.6	Communications	3 543 497	12 882 014	7 218 657	5 298 535	3 638 189
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	305 150	2 476 228	1 576 705	1 479 822	840 175
07.4	Services de santé publique	0	536	205	0	0
Total		**3 848 647**	**17 358 778**	**9 695 567**	**7 669 412**	**5 369 419**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**					
04.6	Communications	270 000	1 696 567	1 065 246	791 939	550 082
Total		**270 000**	**1 696 567**	**1 065 246**	**791 939**	**550 082**
740	**MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	114 000	663 314	389 217	292 424	131 057
01.3	Services généraux	650 000	1 021 531	338 680	221 775	135 308
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	32 904	20 825	20 382	15 127
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	250 000	2 774 844	1 785 006	1 691 628	1 056 820
06.1	Logement	5 400 000	5 809 748	65 828	42 152	21 684
06.2	Équipements collectifs	2 450 000	2 685 658	565 142	454 152	134 232
06.5	Recherche-développement dans le domaine du logement et de	200 000	255 000	27 900	13 280	13 280
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	8 185 822	14 188 741	7 386 073	4 033 969	2 375 224
10.4	Famille et enfants	200 000	200 000	66 500	0	0
Total		**17 449 822**	**27 631 740**	**10 645 172**	**6 769 764**	**3 882 732**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2026

29/07/2026 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	1 815	771	771	771
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	17 995 550	145 747 577	67 699 492	50 192 301	45 673 130
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	150 000	3 178 000	16 625	16 625	16 625
04.7 Autres branches d'activité	0	7 189	2 811	2 671	2 463
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	700 000	300 000	0	0	0
05.3 Lutte contre la pollution	350 000	4 340 000	20 475	20 475	20 475
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	0	708 608	469 999	443 117	262 835
07.4 Services de santé publique	0	13 750	5 259	5 259	5 259
Total	**19 195 550**	**154 296 939**	**68 215 432**	**50 681 220**	**45 981 558**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	1 815	771	771	257
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	6 083 000	28 353 413	11 130 449	5 843 817	3 602 902
09.2 Enseignement secondaire	0	539 308	246 520	149 692	109 524
Total	**6 083 000**	**28 894 536**	**11 377 741**	**5 994 280**	**3 712 682**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	428 500	11 878 825	10 090 646	9 985 200	9 887 206
Total	**428 500**	**11 878 825**	**10 090 646**	**9 985 200**	**9 887 206**
990 CHARGES COMMUNES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	37 471 065	28 317 146	21 899 774	21 899 771
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	15 978 120	58 396 440	19 195 558	13 124 472	10 021 649
01.7 Opérations concernant la dette publique	0	245 852 000	61 884 854	61 884 854	32 781 719
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	148 544 600	147 827 718	147 827 718	147 827 718
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	5 000 000	0	0	0
04.5 Transports	106 554 748	23 303 142	21 985 570	16 537 772	12 248 167
04.9 Affaires économiques n.c.a.	130 907 458	152 601 258	55 621 200	54 500 066	52 360 921
09.8 Enseignement n.c.a.	0	13 625 056	0	0	0
10.2 Vieillesse	0	40 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	26 000 000	7 807 900	5 770 501	5 516 438
Total	**253 440 326**	**750 793 561**	**366 639 945**	**345 545 157**	**306 656 384**
TOTAL	**1 592 295 283**	**3 455 257 039**	**2 116 515 893**	**1 809 576 089**	**1 472 607 740**
TOTAL GENERAL	**1 592 295 283**	**3 455 257 039**	**2 116 515 893**	**1 809 576 089**	**1 472 607 740**